

RAPPORT SUR LE  
**DÉVELOPPEMENT  
HUMAIN** 2023-2024



**Sortir  
de  
l'impasse**

**Repenser la  
coopération dans  
un monde polarisé**

Copyright © 2024

Par le Programme des Nations Unies pour le développement  
1 UN Plaza, New York, NY 10017 États-Unis

Tous droits réservés. Aucune partie de ce document ne peut être reproduite, enregistrée dans un système d'archivage ou transmise sous aucune forme ou par aucun moyen électronique, mécanique, photographique, enregistré ou autre, sans autorisation préalable.

Ventes n° :	E.24.III.B.2
ISBN de la version imprimée :	9789210031028
ISBN de la version PDF :	9789213588703
ISSN de la version imprimée :	0969-4501
ISSN de la version en ligne :	2412-3129

Une notice de catalogue pour ce livre est disponible auprès de la British Library et de la Bibliothèque du Congrès des États-Unis

**Avertissement général.** Les dénominations utilisées et la présentation des données dans la présente publication ne constituent pas l'expression par le Bureau du Rapport sur le développement humain (BRDH) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) d'un quelconque avis concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou concernant le tracé de ses frontières ou limites. Les lignes en pointillés sur les cartes représentent des lignes de frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif.

Les conclusions, analyses et recommandations contenues dans le présent Rapport, comme celles des rapports précédents, ne représentent pas la position officielle du PNUD ni d'aucun des États Membres des Nations Unies qui font partie de son Conseil d'administration. Elles ne sont pas non plus nécessairement approuvées par ceux qui sont mentionnés dans les remerciements ou cités.

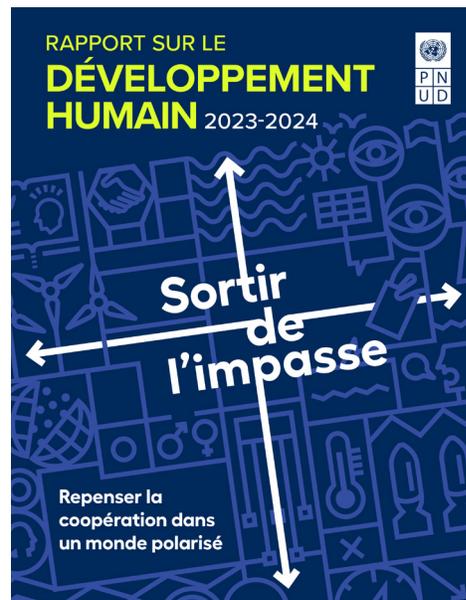
La mention de sociétés particulières ne signifie pas que celles-ci sont agréées ou recommandées par le PNUD de préférence à d'autres sociétés de nature similaire qui ne sont pas citées.

Certains des chiffres figurant dans la partie analytique du Rapport, lorsqu'ils sont indiqués, ont été estimés par le BRDH ou d'autres contributeurs au Rapport et ne sont pas nécessairement les statistiques officielles du pays, de la région ou du territoire concernés, qui peuvent utiliser d'autres méthodes. Tous les chiffres contenus dans l'*Annexe statistique* proviennent de sources officielles. Toutes les précautions raisonnables ont été prises par le BRDH pour vérifier les informations contenues dans la présente publication. Toutefois, la publication imprimée est distribuée sans garantie d'aucune sorte, expresse ou implicite.

La responsabilité de l'interprétation et de l'utilisation de la publication incombe au lecteur. En aucun cas, le BRDH et le PNUD ne sauraient être tenus responsables des préjudices subis du fait de son utilisation.

Les contributions signées figurant dans les sections « Encadrés » et « Coups de projecteurs » représentent les opinions des auteurs et sont le résultat de recherches indépendantes relevant de la responsabilité de ces derniers. Elles ne représentent pas nécessairement la position ou les opinions du Bureau du Rapport sur le développement humain ou du PNUD. Toute erreur ou omission relève de la responsabilité des auteurs. Les contributions sont présentées dans le Rapport afin de stimuler le débat et d'encourager les chercheurs et les décideurs à poursuivre le dialogue.

Imprimé aux États-Unis par AGS, une filiale de RR Donnelley, sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council et sans chlore élémentaire. Imprimé avec des encres végétales.



Le Rapport sur le développement  
humain 2023-2024



**RAPPORT SUR  
LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN 2023-2024**

---

# **Sortir de l'impasse**

Repenser la coopération dans un monde polarisé



## Équipe

---

### **Directeur et auteur principal**

Pedro Conceição

---

### **Recherche et statistiques**

Cecilia Calderón, Pratibha Gautam, Moumita Ghorai, Divya Goyal, Yu-Chieh Hsu, Christina Lengfelder, Brian Lutz, Tasneem Mirza, Rehana Mohammed, Josefin Pasanen, Fernanda Pavez Esbry, Antonio Reyes González, Som Kumar Shrestha, Ajita Singh, Heriberto Tapia et Yanchun Zhang

---

### **Supports numériques, gestion des données et des connaissances, communication, opérations, rapports nationaux sur le développement humain**

Nasantuya Chuluun, Jon Hall, Seockhwan Bryce Hwang, Nicole Igloi, Admir Jahic, Mohammad Kumail Jawadi, Fe Juarez Shanahan, Minji Kwag, Ana Porras, Stanislav Sailing, Marium Soomro et Sajja Wais

# Comité consultatif du Rapport sur le développement humain 2023-2024

<b>Co-présidents</b>	<b>Tharman Shanmugaratnam</b> Président de la République de Singapour	<b>Joseph E. Stiglitz</b> Professeur d'université, université Columbia		
<b>Membres</b>	<b>Olu Ajakaiye</b> Président exécutif, African Centre for Shared Development Capacity Building, Nigéria	<b>Scott Barrett</b> Professeur d'économie des ressources naturelles, Lenfest-Earth Institute, université Columbia	<b>Kaushik Basu</b> Professeur d'études internationales, université Cornell	<b>Laura Chincilla</b> Ancienne présidente de la République du Costa Rica
	<b>Diane Coyle</b> Professeure de politique publique et Codirectrice de l'Institut Bennett de politique publique, université Cambridge	<b>Oeindrila Dube</b> Professeure Philip K. Pearson, Harris School of Public Policy, université de Chicago	<b>Cai Fang</b> Expert en chef du National Think Tank et membre de l'Académie chinoise des sciences sociales	<b>Marc Fleurbaey</b> Directeur de recherche, CNRS ; professeur, École d'économie de Paris ; professeur associé, École normale supérieure, Paris
	<b>Ravi Kanbur</b> Professeur, université Cornell	<b>Judith Kelley</b> Doyenne, Sanford School of Public Policy, université Duke	<b>Melissa Leach</b> Directrice, Institute of Development Studies	<b>Harini Nagendra</b> Directrice du Centre de recherche, et professeure et responsable du Centre pour le changement climatique et la durabilité, université Azim Premji
	<b>Abebe Shimeles</b> Professeur honoraire, Département d'économie, université du Cap, Afrique du Sud, et conseiller économique principal ; directeur de recherche sortant, Consortium pour la recherche économique en Afrique	<b>Belinda Reyers</b> Professeure, université de Pretoria ; chercheuse affiliée, Beijer Institute of Ecological Economics, Académie royale des sciences de Suède	<b>Ilona Szabo De Carvalho</b> Cofondatrice et présidente de l'Institut Igarape, Brésil	<b>Krushil Watene</b> Professeur associé de la chaire de philosophie Peter Kraus, université d'Auckland

---

## Avant-propos

Nous vivons dans un monde étroitement interconnecté. Pourtant, des défis communs et interdépendants à l'échelle mondiale comme les changements climatiques galopant, dépassent les capacités de nos institutions à y répondre. Nous sommes confrontés à une « impasse mondiale », exacerbée par la polarisation croissante au sein de nos pays, qui se matérialise par des obstacles à la coopération internationale.

Pourquoi sommes-nous tellement bloqués, malgré toutes les richesses et les technologies dont nous disposons ? Est-il possible de mobiliser l'action pour relever nos défis communs dans un monde si fortement polarisé ? Ces questions sous-tendent le Rapport sur le développement humain 2023-2024. S'appuyant résolument sur les avancées mises en avant dans les rapports précédents, le présent Rapport nous rappelle que nos aspirations communes en matière de développement doivent aller au-delà des réalisations liées au bien-être et permettre également aux individus de se sentir davantage maîtres de leur vie, moins menacés et plus à même d'agir face à des défis communs.

Le bilan humain de cette impasse est très lourd, en vies perdues, en occasions manquées, en sentiments de désespoir. Après 20 ans de progrès, et pour la première fois, l'écart dans les valeurs de l'indice de développement humain (IDH), lequel mesure la santé, le niveau d'éducation et le niveau de vie de la population d'un pays, se creuse entre les pays qui se situent au bas du classement de l'indice et ceux les mieux classés. Après les déclinés enregistrés en 2020 et 2021 dans les valeurs de l'IDH, le monde a eu l'occasion de reconstruire en mieux pour l'avenir, mais le présent Rapport sur le développement humain montre qu'au lieu de cela, notre communauté mondiale ne parvient pas à agir face aux défis communs. Les décès durant les combats et les déplacements dus aux conflits violents augmentent, atteignant les niveaux les plus élevés depuis la Seconde Guerre mondiale. L'année 2023, qui marque le début d'une décennie de températures de plus en plus élevées, a été la plus chaude jamais enregistrée. La progression du développement humain s'est infléchie et est désormais en-deçà de sa trajectoire d'avant 2019, ce qui risque d'entraîner des pertes irréversibles dans ce domaine.

À moins que nous ne changions de cap.

Nous pouvons encore corriger les inégalités de développement humain, mais il nous faut rapidement tirer certaines leçons. Les auteurs du Rapport affirment tout d'abord que nous devons tirer parti des connexions

mondiales, en choisissant la coopération plutôt que le conflit. Le Rapport montre comment la mauvaise gestion des interdépendances transfrontalières (la réponse à la pandémie de COVID-19, par exemple) est à l'origine de nombreux problèmes contemporains, qui vont du surendettement de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire jusqu'aux menaces pesant sur la sécurité alimentaire, en passant par un sentiment généralisé d'impuissance dans le monde entier. Une nouvelle analyse contenue dans le Rapport, fondée sur les données de l'Enquête mondiale sur les valeurs, montre que seule la moitié de la population mondiale a le sentiment de contrôler sa vie et que seul un tiers des personnes pensent que leur voix est entendue au sein de leur système politique.

À l'avenir, les possibilités et les difficultés partagées à l'échelle mondiale ne feront qu'augmenter. Outre la forte interdépendance économique, deux principaux facteurs d'interdépendance sont susceptibles de façonner notre avenir durant les prochaines décennies. Tout d'abord, les dangereux changements planétaires de l'Anthropocène approfondissent les connexions mondiales entre les sociétés, les économies et les écosystèmes : les virus, les microplastiques dans nos océans et les incendies de forêt ne se soucient guère des frontières nationales. Comme l'affirment les auteurs du Rapport, nous pouvons choisir de démondialiser, mais nous ne pouvons pas « déplanétiser ». En outre, la révolution numérique en cours a entraîné une augmentation vertigineuse de l'échange de données, d'idées et de cultures entre les sociétés.

Pour sortir de l'impasse, le Rapport invite à repenser la coopération en poursuivant trois objectifs pour lesquels il encourage le monde à se battre.

Premièrement, il est impératif de rechercher un terrain d'entente tout en acceptant que les individus ont le droit de rester attachés à leurs différents intérêts et priorités. Dissiper un brouillard de fausses différences, ou perceptions erronées, est l'un des moyens les plus efficaces de faire changer les comportements en faveur d'une coopération qui permette de relever des défis communs.

Deuxièmement, nous devons permettre aux individus de poursuivre leurs ambitions légitimes et naturelles concernant la sécurité humaine sans verser dans le protectionnisme. Cela fait maintenant 30 ans que la notion de sécurité humaine a été introduite par le Rapport sur le développement humain 1994. Elle renvoie à ce qui donne aux individus la capacité d'agir nécessaire pour façonner leur vie à l'abri de la peur, du besoin et de l'indignité.

De la transition énergétique à l'intelligence artificielle, la discussion sur les risques et les défis doit être rééquilibrée en l'articulant de façon cohérente avec la possibilité de vivre, pour la première fois, avec un trop-plein d'énergie et une intelligence artificielle qui permet aux individus de faire plus de choses.

Troisièmement, nous avons besoin d'une architecture adaptée au XXI<sup>e</sup> siècle afin de fournir des biens publics mondiaux dans le cadre d'une coopération internationale. Il s'agit notamment des biens publics planétaires nécessaires pour évoluer dans l'Anthropocène, depuis l'atténuation des changements climatiques jusqu'à la préparation aux pandémies en passant par la préservation de la biodiversité, ainsi que de l'infrastructure publique numérique et des biens publics numériques qui permettraient de tirer parti de la révolution numérique pour donner les moyens aux populations de prospérer de manière plus équitable.

Les biens publics mondiaux sont essentiels pour notre avenir interdépendant en tant que citoyens du monde et demandent de repenser la finance internationale pour compléter l'aide au développement (pour soutenir les pays pauvres) et l'aide humanitaire (pour sauver des vies dans les situations de crise).

Nous devons en effet admettre le fait indéniable que nous avons désormais accès à de nouveaux mécanismes financiers, à des technologies extraordinaires et à notre plus grand atout : l'ingéniosité humaine et nos capacités de coopération. Pourtant, aujourd'hui, les psychologues avertissent que de nombreux enfants se disent anxieux et ont l'impression de vivre dans un monde qui ne se préoccupe pas de leur avenir. Le présent Rapport est un cri de ralliement : nous pouvons et nous devons faire mieux. Il décrit des voies à suivre pour l'avenir et nous invite à engager un dialogue sur la façon de repenser la coopération.



**Achim Steiner**

Administrateur

Programme des Nations Unies pour le développement

---

## Remerciements

Quel est l'intérêt de produire un Rapport sur le développement humain en temps de guerre ? Non seulement les guerres entre pays et à l'intérieur des pays, mais aussi les guerres avec notre planète, avec nous-mêmes et avec notre avenir ? Ces questions ont pesé lourd dans nos esprits, mais elles ont peu à peu renforcé la détermination de l'équipe, animée par la conviction que les messages récurrents des Rapports sur le développement humain successifs sont plus pertinents que jamais. Il faut répéter et réaffirmer ces messages, car même s'ils ont été dits et redits à maintes reprises, ils semblent de plus en plus relégués à l'arrière-plan. La primauté de la personne en tant qu'objet et agent du développement. L'importance cruciale de permettre aux individus de vivre à l'abri du besoin, de la peur et de l'indignité est toujours d'actualité 30 ans après l'introduction de la notion de sécurité humaine dans le Rapport sur le développement humain 1994.

Le présent Rapport, comme les autres Rapports sur le développement humain, examine les obstacles qui empêchent les individus de vivre pleinement leur vie et ce qu'il faut faire pour les surmonter. Il y a là beaucoup de nouveautés dans le monde d'aujourd'hui. S'appuyant sur le *Rapport sur le développement humain 2021/2022*, qui a décrit la polarisation comme un obstacle à la résolution des problèmes communs constituant l'une des nouvelles couches d'incertitude auxquelles le monde est confronté, le présent Rapport propose une analyse approfondie des raisons pour lesquelles la polarisation s'accroît, de la manière dont cela empêche l'action collective d'avancer et de la façon de repenser la coopération pour sortir de cette impasse. Le Rapport n'a pu voir le jour que grâce aux encouragements, à la générosité et aux contributions d'un grand nombre de personnes, qui ne sont qu'imparfaitement et partiellement reconnues dans ces remerciements.

Les membres du Comité consultatif sont

salués aux côtés de l'équipe du Rapport pour leurs contributions fondamentales au cadrage et à l'analyse du Rapport. Nous tenons toutefois à saluer tout particulièrement le président Tharman Shanmugaratnam, qui a gracieusement et généreusement assuré la coprésidence du Comité consultatif depuis 2019, et qui a accepté de continuer à exercer ce rôle même après avoir assumé de hautes fonctions. Toute notre équipe et tous ceux qui s'intéressent au développement humain et au développement en général doivent à ce titre une immense gratitude au président Tharman.

En complément des conseils de notre Comité consultatif, le Groupe consultatif sur les statistiques du Rapport a fourni des orientations sur plusieurs aspects relatifs à la méthodologie et aux données du Rapport, en particulier en ce qui concerne le calcul des indices de développement humain présentés dans le Rapport. Nous remercions tous les membres de ce groupe, à savoir Mario Biggieri, Camilo Ceita, Ludgarde Coppens, Koen Decancq, Thomas Helgeson, Jason Hickel, Milorad Kovacevic, Steve Macfeeelys, Silvia Montoya, Shantanu Mukherjee, Ekaterina Poleshchuk, Michaela Saisana, Hany Torky, Mohd Uzir et Dany Wazen.

Pour toutes les données, contributions écrites et examens par les pairs des projets de chapitres du Rapport, nous remercions également Barbara Adams, Scott Barret, Cornelia Betsch, Robert Böhm, Wolfgang Buchholz, Leonardo Bursztyn, Fernando Casal Bertoa, Patricia Clavin, Tiago Devesa, Charles Efferson, Charlotte Fiedler, Odd-Helge Fjeldstad, Katha Freistein, Karla Daniela González, Kenneth Harttgen, Nicole Hassoun, Luca Henkel, Joseph Henrich, Tadashi Hirai, Ingrid Home Sjursen, Eduardo Ibarra-Olivio, Solava Ibrahim, Otto Ilona, Julia Leininger, Andrea Marinucci, Ronald Mendoza, José Antonio Ocampo, Laura Pereira, Hannah Pool, Marcela Rios Tobar, Todd Sandler, Emanuele Sapienza,

Armin von Schiller, Tobias Schillings, Phillip Sprengholz, Andrew Thompson, Jurel Yap et Sarah White.

Nous sommes particulièrement reconnaissants de l'étroite collaboration menée avec nos partenaires : le Conseil international des sciences, notamment Peter Gluckman et Megha Sud ; la Lloyd's Register Foundation, notamment Suela Aksoy et Ed Morrow ; le McKinsey Global Institute, notamment Anu Madgavkar ; l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo, notamment Siri Aas Rustad, Andrew Arasmith, Kristine Helskog et Gudrun Østby ; le réseau South-North Scholars, notamment Nino Nadirashvili et Charlie Zong ; Climate Impact Lab, notamment Hannah Hess ; Gallup, notamment Jon Clifton et Andrew Rzepa ; le Global Policy Laboratory, notamment Solomon Hsiang, Jonathan Proctor et Luke Sherman ; l'Association pour le développement humain et les capacités, notamment Ann Mitchell et Melanie Walker ; l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués, notamment Luis Gomez Echeverri, Pratik Patil et Elena Rovenskaya ; l'Oxford Poverty and Human Development Initiative, notamment Sabina Alkire, Maya Evans, Alexandra Fortacz et Usha Kanagaratnam ; la Banque mondiale, notamment Indermit Gill et Luis Felipe López-Calva ; le World Inequality Lab, notamment Lucas Chancel ; ainsi que des collaborations de recherche menées avec Ingvild Almås, David Blanchflower, Alexander Bryson, Erle Ellis, Nicholas Depsky, Paul Hufe, Diren Kocakusak, Justin E. Lane, Stephen Sepaniak et F. LeRon Shults.

Plusieurs consultations avec des experts thématiques et régionaux et de nombreuses consultations informelles avec diverses personnes sans rôle officiel ont été organisées dans le cadre de la préparation du Rapport de cette année. Nous tenons à remercier les personnes suivantes pour leurs contributions durant ces consultations : Ima Abdul Rahim, Lina Abirafeh, Jeremy Adelman, Arun Agrawal, Aroe Ajani, Fonteh

Akum, Henry Alinaitwe, Ingvild Almås, Tariq Al-Olaïmy, Sherine Al-Shawarby, Phillip Apuuli Kasajja, Elsie Attafuah, Tan Sri Azman Hj Mokhtar, Joe Bak-Coleman, Anne Bardsley, Carl Bergstrom, Amar Bhattacharya, Debapriya Bhattacharya, Haroon Bhorat, Roberto Bissio, Lia Brazil, Carlos Brown, Joanna Bryson, Vural Çakır, Miguel Centeno, Tan Sri Dato Seri Jeffrey Cheah, Sysan Clayton, Sarah Cliffe, Dawnelle Clyne, Flavio Comim, Alistair Cook, Vanesa D’Alessandre, Yves Daccord, Isabel de Saint Malo, Dagomar Degroot, Faisal Devji, Catherine D’Ignazio, Ishac Diwan, Jamie Drummond, Jaco Eyelu, Nadim Farajalla, Hege Fisknes, Peter Frankopan, Jemima Garcia-Godos, Nilanjan Ghosh, Andrew Grotto, John Haldon, Corinne Heckmann, Oli Henman, Luis Hernán Vargas, Eria Hisali, Karla Hoff, Nadim Houry, Saleemul Huq, Nigar Islami, Andry Ivanov, Jennifer Jacquet, Rasha Jarhum, Xu Jin, Mitzi Jonelle Tan, Tehmina Kaosji, Ibrahim Kasirye, Lina Khatib, Julius Kiiza, Ruth Kitamirike, Martin Korte, Nagesh Kumar, Oliver Lacey Hall, Michèle Lamont, Lyse Langlois, Julia Leininger, Sharachchandra Lele, Hod Lipson, Genevieve Lively, Hela Lotz-Sisitka, Winnifred Louis, Fatmata Lovetta Sesay, Tan Sri Jamilah Mahmod, Andrés Malamud, Beckie Malay, Yadvinder Malhi, Kanchan K. Malik, Heghine Manasyan, Emma Marris, Steve McCorriston, Tarik Megerisi, Emel Memis, Rana Mitter, Roman Mogilevskii, Petra Molnar, Samar Muhareb, Khalid Mustafa Medani, Mwambutsya Ndebesa, Sjeila Ngatria, Dianah Ngui Muchai, Ibrahim Okumu, Iliana Olivie, Margie Ong, Mavis Owusu-Gyamfi, Foteini Papagiotti, Toril-Iren Pedersen, Tawana Petty, Seeta Prabhu, Cristelle Pratt, Satin Seri Sunita Rajakumar, Michael Robbins, Emma Ruttkamp-Bloem, Silvia Salvatici, Marc Saner, Mahendhiran Sanggaran Nair, Carlos Scartascini, Mario Scharfbilli, Kareem Shaheen, Binyam Sisay Mendisu, Scott Smith, Masashi Soga, Hema Sridar, Erika Stael von Holstein, Abida Suleri, Zeynep Tufekci, Gatoloaifaana Tilianamua Afamasaga, Lucas Tse, Tania Vásquez Luque, Harvey Whitehouse, Deborah Willing, John Willshire, Jiajun Xu, Ong Keng Yong, Zhang Yujun, Anis Yuszal Yusoff et Yingqin Zheng.

Nous sommes reconnaissants pour les dialogues particulièrement étroits menés à l’université Duke, avec Stephanie Alt Lamm, Sarah Bermeo, Nadia Chamberlain, Judith Kelley, Anirudh Krishna, Eddy Malesky et

Kerilyn Shewel ; à l’université de Chicago, avec Natalie Arsenault, Alison Baulos, Luis Bettencourt, Christopher Blattman, Emily Grant, Michael Greenstone, Gary Herrigel et Mathias Staisch ; à l’université Georgetown, avec Dagomar Degroot ; et à l’université Yale, avec David Alzate, David Engerman, Jessica Faieta, Ardina Hasanbasri, Jim Levinsohn, Costas Meghir, Aishwarya Ratan, Ernesto Zedillo et Emma Sky, boursière du programme Yale Greenberg World Fellow. Nous sommes heureux d’avoir compté avec la collaboration d’universitaires du réseau South-South Global Thinkers.

D’autres personnes, trop nombreuses pour être citées ici, ont également apporté leur soutien. On trouvera la liste des consultations à l’adresse suivante : <https://hdr.undp.org/towards-hdr-2023>. Nos remerciements sincères vont également à nos nombreux collègues de la famille des Nations Unies pour leurs contributions, leur soutien et leur aide, notamment Michèle Griffin, du Cabinet du Secrétaire général ; Dima Al-Khatib, Zanofer Ismalbebe et Naveeda Nazirdu, du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud ; Xavier Longan, Marina Ponti et Olcay Tetik, de la Campagne d’action pour les objectifs de développement durable ; Ginette Azcona et Papa Seck, de l’Entité des Nations Unies pour l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes ; Rafael Díaz de Medina, Youcef Ghellab, Roger Gomis, Steven Kapsos et Sangeon Lee, de l’Organisation internationale du Travail ; Patrick Gerland, de la Division de la population ; Dany Ghafari, du Programme des Nations Unies pour l’environnement ; Olivier Labé, Alasdair McWilliam, Patrick Montjouides et Said Ould Ahmedou Voffal, de l’Institut de statistique de l’Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture ; et Rahul Lahoti, de l’Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l’Université des Nations Unies. Nous exprimons également notre plus grande gratitude à tous les bureaux régionaux et centraux ainsi que les bureaux de pays du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Nos collègues du PNUD nous ont apporté leurs avis et contributions et ont organisé des consultations. Nous remercions Jairo Acuna Alfaro, Tehmina Akhtar, Abdallah Al Dardari, Darah Aljoudar, Elsie Attafuah, Julie Axelsen, Niloy Banerjee, Fiona

Bayat-Renoux, Julie Berg, Tessa Bertrand, Georgiana Braga’Orillard, Michele Candotti, Alessandra Casazza, Angelique M. Crumbly, Mirko Ebelshaeuser, Maja Edfast, Ahunna Eziakonwa, Alfonso Fernández, Almudena Fernández, Sara Ferrer, Arvinn Gadgil, Raymond Gilpin, Carolina Given Sjölander, George Gray Molina, Janil Greenaway, Niamh Hanafin, Wenwen He, Caroline Hopper-Box, Vanessa Howe-Jones, Ghida Ismail, Tomohiro Kawase, Julia Kercher, Adithya Kumar, Raquel Lagunas, Bas Leurs, Sarah Lister, Fatmata Lovetta Sesay, Zhaoxi Meng, Ulrika Modeér, Luca Monge Roggarello, Annet Mpabulungi Wakabi, Michelle Muschett, Marcos Athias Neto, Sjeila Ngatria, Shoko Noda, Mizuho Okimoto-Kaewtathip, Robert Opp, Anna Ortubia, Thangavel Palanivel, Prachi Paliwal, Stefano Pettinato, Ricardo Pineda, Sarah Poole, Corli Pretorius, Georgios Profilliotis, Soha Rasheed, Luca Renda, Carolina Rivera Vázquez, Sara Maaria Saastamoinen, Philip Schellekens, Bahdja Sehli, Narue Shiki, Ashvinder Singh Pramjit Singh, Ben Slay, Anca Stoica, Rania Tarazi, David Tat Ui Tan, Claire van der Vaeren, Federico Vaz, Francis Wasswa, Kanni Wignaraja, Bronwyn Williams, Clarise Wilson, Haoliang Xu, Shinobu Yamaguchi et Ivana Živković. Nous remercions également tous les membres du personnel du PNUD chargés de repérer des signaux et ceux des laboratoires d’accélération du PNUD qui ont participé aux consultations.

Nous avons eu la chance de pouvoir compter sur le soutien des consultantes opérationnelles Judey Austin, Beatrice Chinapen et Milagros Feliciano, ainsi que sur des stagiaires et des vérificateurs de faits talentueux : Dopé Adjor, Natalia Aguilar Ruiz, Edwige Bayili, Parth Chawla, Seussler Daniel, Modi Michael Elisa, Morgane Hamza, Sijie Han, Yingyilong Hu, Jessica Karki, Alive Lassman, Danielle Mallon, Luiza Nakamura, Paricia Nogueira, Nazifa Rafa, Maria Nathalia Ramirez, Yu-Ya Rong, Laura Sanzarello, Zahraa Shabana, Ching To Chung, Diego Vallejo, Yuqing Wang, Xuan Yi et Moya Zhu.

Le Bureau du Rapport sur le développement humain souhaite également exprimer sa sincère gratitude à la République de Corée ainsi qu’aux Gouvernements du Japon et du Portugal pour leurs contributions financières. Leur soutien continu est vivement apprécié et demeure essentiel.

Nous ne saurions omettre de saluer le travail très professionnel de révision et de

mise en page de l'équipe de Communications Development Incorporated, sous la direction de Bruce Ross-Larson et composée de Joe Caponio, Meta de Coquereumont, Mike Crumplar, Christopher Trott et Elaine Wilson. Nous tenons tout particulièrement à remercier Bruce, qui participe tellement au processus qu'il fait pratiquement partie de l'équipe, comme il le fait pour tous les Rapports sur le développement humain élaborés au fil des décennies.

Nous tenons à rendre un hommage chaleureux à la mémoire d'Inge Kaul, l'une des premières responsables du Bureau du

Rapport sur le développement humain et une pionnière de la recherche sur les biens publics mondiaux, sur lesquels ce Rapport revient, ainsi qu'une intellectuelle et mentor farouchement indépendante. Nous la regrettons infiniment.

Enfin, il est difficile d'exprimer toute l'ampleur de notre reconnaissance envers l'Administrateur du PNUD, Achim Steiner. En nous donnant la possibilité et la liberté d'étudier et de prendre des risques, d'essayer de nouvelles choses, non seulement dans les Rapports sur le développement humain, mais pas seulement, y compris

des innovations sans précédent telles que la plateforme *Human Climate Horizons* (<https://horizons.hdr.undp.org/>), il fait toujours preuve de générosité en prenant le temps (une denrée précieuse !) de partager sa sagesse avec l'équipe. Notre Bureau s'appelle le Bureau du Rapport sur le développement humain, mais, comme il nous le rappelle toujours, l'objectif n'est pas de produire un rapport, mais de faire avancer les débats sur le développement humain et d'inviter les décideurs à prendre part à l'analyse. Comme toujours, nous faisons tout notre possible pour répondre à cette aspiration.



**Pedro Conceição**

Directeur

Bureau du Rapport sur le développement humain

# Table des matières

Avant-propos	v
Remerciements	vii
Aperçu	1
Présentation	11

## PARTIE I

<b>Faire progresser le développement humain dans un monde interdépendant</b>	<b>25</b>
--	-----------

### CHAPITRE 1

<b>Le développement humain pâtit de la mauvaise gestion des interdépendances</b>	<b>27</b>
--	-----------

Construire un avenir moins solide ? Un redressement inégal et incomplet du développement humain après l'effondrement de 2020-2021 29

La mauvaise gestion des interdépendances a un coût pour le développement humain 34

La gestion des interdépendances façonnera les perspectives d'amélioration de la capacité d'agir et du bien-être 38

### CHAPITRE 2

<b>L'interdépendance mondiale persiste, mais elle fait l'objet d'un remodelage</b>	<b>45</b>
--	-----------

La persistance des liens mondiaux : un monde hyperconnecté avec de multiples interdépendances mondiales 47

L'interdépendance mondiale fait l'objet d'un remodelage et devrait perdurer à l'avenir 56

### CHAPITRE 3

<b>Fournir des biens publics mondiaux pour gérer l'interdépendance</b>	<b>71</b>
--	-----------

Qu'est-ce que les biens publics mondiaux ? 73

Que faut-il pour fournir des biens publics mondiaux ? Ils ne sont pas égaux à leur création 76

Application de l'optique des biens publics mondiaux à la réponse à la COVID-19 79

## PARTIE II

<b>Repenser la coopération en élargissant la capacité d'agir et en atténuant la polarisation</b>	<b>97</b>
--	-----------

### CHAPITRE 4

<b>Trouver un moyen de renforcer l'action collective</b>	<b>99</b>
--	-----------

Commencer par un modèle type de comportement fondé sur le choix égoïste 102

Appliquer les enseignements des sciences comportementales avec précaution 105

Reconnaître comment la culture façonne les comportements et les institutions 109

### CHAPITRE 5

<b>Renforcer la capacité d'agir en faveur de l'action collective</b>	<b>143</b>
--	------------

Comment les déficits de capacité d'agir entravent-ils l'action collective ? 145

Réduire les déficits de capacité d'agir pour favoriser l'action collective 148

Des institutions centrées sur les personnes, constituant une propriété collective et tournées vers l'avenir pour mettre en place une action collective à grande échelle 158

### CHAPITRE 6

<b>Sortir de l'impasse pour renforcer l'action collective</b>	<b>173</b>
---	------------

Comment survient la polarisation politique ? 175

La polarisation politique compromet la coopération 177

Renforcer l'action collective internationale sans plus attendre 180

<b>Notes</b>	<b>207</b>
--------------	------------

<b>Références</b>	<b>227</b>
-------------------	------------

### ENCADRÉS

<b>0.1</b>	Introduction aux biens publics mondiaux : qu'est-ce qu'un bien public mondial « additif », un bien public mondial « à la portée du meilleur » et un bien public mondial « dépendant du maillon le plus faible » ?	18
<b>2.1</b>	Voyage d'un smartphone à travers le monde : une histoire de répercussions économiques, sociales et environnementales transfrontalières	49
<b>2.2</b>	La mobilité humaine face aux changements climatiques : le cas du Viet Nam	60
<b>S2.2.1</b>	Bien-être relationnel et interdépendant	68
<b>3.1</b>	Infrastructures publiques numériques et biens publics numériques	75
<b>3.2</b>	Qu'est-ce qui pousse les pays à contribuer aux biens publics mondiaux ?	79
<b>4.1</b>	Modèle type de comportement fondé sur le choix égoïste	103
<b>4.2</b>	Un modèle de choix comportemental pour la prise de décision	106
<b>4.3</b>	Les préférences sociales peuvent se transposer à plus grande échelle	107
<b>4.4</b>	« Ce n'est pas un mensonge si vous y croyez » : convictions, normes sociales et action collective	108
<b>4.5</b>	Les promesses et les dangers des coups de pouce pour changer les comportements	111
<b>4.6</b>	Le contexte social façonne les actions des individus et la façon dont ils se perçoivent.	112
<b>4.7</b>	Où sont les politiques ?	114
<b>5.1</b>	Promouvoir des formes de participation citoyenne plus délibératives	155
<b>5.2</b>	Le dialogue social dans le monde du travail	155
<b>6.1</b>	Le raisonnement et délibération publics au service du développement humain	176

### FIGURES

<b>S.1</b>	Une déviation irréversible de la trajectoire de l'indice de développement humain (IDH) ?	4
------------	--	---

<b>S.2</b>	Le redressement des valeurs de l'indice de développement humain (IDH) depuis le déclin observé en 2020-2021 devrait être très inégal	4	<b>2.4</b>	Une mauvaise gestion de l'interdépendance entraîne un plébiscite du populisme en raison des pertes de bien-être et des convictions	53
<b>S.3</b>	Les inégalités entre les pays à IDH très élevé et les pays à IDH faible augmentent, après une longue période de resserrement	5	<b>2.5</b>	Même avant 2020, l'inquiétude et le stress augmentaient dans la plupart des pays	54
<b>S.4</b>	Le nombre de personnes se disant stressées a augmenté dans la plupart des pays, et même depuis bien avant la pandémie de COVID-19	6	<b>2.6</b>	Les élites ont su tirer profit de l'hypermondialisation, avec l'explosion des transferts de bénéfices vers les paradis fiscaux	55
<b>S.5</b>	Un paradoxe démocratique ? Une adhésion sans faille à la démocratie, mais un soutien de plus en plus important à des dirigeants qui pourraient la saper	7	<b>2.7</b>	Le mécontentement coûte cher : trajectoire de PIB plus faibles dans les pays ayant connu des épisodes populistes	55
<b>S.6</b>	Des raisons d'espérer : des améliorations de l'indice de développement humain sans augmentation des pressions exercées par les humains sur la planète	8	<b>2.8</b>	Les conflits violents ont touché 2022 % de la population mondiale en 2022	56
<b>S.7</b>	Les déficits de capacité d'agir collective sont plus importants que les déficits de contrôle des individus sur leur propre vie	9	<b>2.9</b>	Inégalités et Anthropocène : les pays ayant un indice de développement humain plus élevé exercent une pression plus forte sur la planète	57
<b>O.1</b>	Les décès dus à la guerre et les déplacements forcés augmentent considérablement	13	<b>2.10</b>	Repousser les limites des possibilités : des valeurs d'indice de développement humain plus élevées pour des pressions planétaires plus faibles	57
<b>O.2</b>	Les changements climatiques pourraient entraîner une explosion des inégalités	14	<b>2.11</b>	Découplage entre les pressions exercées sur la planète et l'indice de développement humain (IDH)	58
<b>O.3</b>	L'interdépendance économique se stabilise à des niveaux très élevés	15	<b>2.12</b>	Les technologies numériques sont à l'origine d'une évolution de l'interdépendance économique mondiale, avec une augmentation spectaculaire des exportations de services modernes depuis 2000	61
<b>O.4</b>	Le transfert de bénéfices vers des paradis fiscaux a explosé	16	<b>3.1</b>	L'autorisation des vaccins anti-COVID-19 a été d'une rapidité sans précédent	82
<b>O.5</b>	Une plus faible confiance en l'État est généralement corrélée à une plus faible confiance en l'Organisation des Nations Unies	19	<b>S3.1.1</b>	Environ un tiers des stocks halieutiques mondiaux sont surexploités	84
<b>O.6</b>	La liberté d'expression va de pair avec la capacité d'agir et n'a cessé de reculer ces dernières années	21	<b>4.1</b>	Les changements de comportement et les réformes institutionnelles s'influencent mutuellement, façonnant et étant façonnés conjointement par les procédures de choix social	102
<b>O.7</b>	Plus l'insécurité humaine perçue est élevée, plus le sentiment de contrôle sur sa propre vie est faible	21	<b>4.2</b>	Des efforts généralisés s'appuient sur les informations sur le comportement pour éclairer les politiques publiques	110
<b>O.8</b>	La perception de la capacité d'agir (contrôle sur sa propre vie) est déterminée par les revenus	22	<b>4.3</b>	Les effets de plusieurs phénomènes comportementaux sont plus marqués dans les segments plus éduqués et plus riches de la population	115
<b>O.9</b>	L'égalité des genres en politique est entravée par des normes sociales biaisées en la défaveur des femmes	23	<b>4.4</b>	Les préférences en matière d'équité varient considérablement d'un pays à l'autre	116
<b>1.1</b>	La valeur de l'indice de développement humain (IDH) mondial est inférieure à sa tendance d'avant 2019	30	<b>4.5</b>	Le monde connaît une transition majeure de l'accélération à la décélération de la croissance démographique	118
<b>1.2</b>	Le redressement des valeurs de l'indice de développement humain (IDH) est in-complet	31	<b>S4.2.1</b>	Le recensement de 180 biais cognitifs rend difficile l'obtention d'informations sur la manière de modifier les comportements pour améliorer l'action collective	126
<b>1.3</b>	Le redressement des valeurs de l'indice de développement humain (IDH) devrait être très inégal	31	<b>S4.4.1</b>	La plupart des habitants des pays africains pensent que le fait de ne pas payer d'impôts sur le revenu est tout du moins « répréhensible, mais compréhensible » et sont plutôt d'accord que pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle l'autorité fiscale a toujours le droit d'obliger les gens à payer des impôts	137
<b>1.4</b>	Les pays à faible indice de développement humain (IDH) ont été laissés pour compte	32	<b>S4.4.2</b>	La redistribution par la fiscalité n'est pas un enjeu électoral important dans la plupart des pays africains, ni une priorité majeure des citoyens de ces pays	138
<b>1.5</b>	La valeur de l'indice de développement humain de chaque région en développement prévue pour 2023 est inférieure à sa tendance d'avant 2019	33	<b>5.1</b>	Un paradoxe démocratique ? Une adhésion sans faille à la démocratie, mais un soutien de plus en plus important à des dirigeants qui pourraient la saper	147
<b>1.6</b>	Baisse sans précédent des résultats d'apprentissage, tels que mesurés par les scores aux tests PISA	34	<b>5.2</b>	Une part importante et croissante de la population soutient des dirigeants susceptibles de contourner les normes et pratiques démocratiques, 1994-2022	148
<b>1.7</b>	Le nombre de victimes civiles d'un conflit augmente après des années de baisse	36	<b>5.3</b>	Les chocs économiques sont associés à une baisse de la confiance dans les institutions, mais la relation est plus faible en ce qui concerne la confiance dans l'ONU et la confiance réciproque	149
<b>1.8</b>	Personnes contraintes de fuir leur domicile : une tendance à la hausse vers des niveaux records	37	<b>5.4</b>	Les déficits de capacité d'agir collective sont plus importants que les déficits de contrôle des individus sur leur propre vie	150
<b>1.9</b>	Les pressions exercées sur la planète sont dissociées de leurs effets géographiques et temporels	38	<b>5.5</b>	La réduction de la corruption accroît la confiance dans le gouvernement, mais la réduction des déficits de capacité d'agir l'accroît tout autant	150
<b>1.10</b>	Les changements climatiques pourraient entraîner une explosion des inégalités de développement humain	39	<b>5.6</b>	Capacité d'agir concernant le contrôle sur sa propre vie et confiance	151
<b>1.11</b>	Les tendances en matière de réduction de la faim dans le monde se sont inversées	40	<b>5.7</b>	La perception de la capacité d'agir (contrôle sur sa propre vie) est déterminée par les revenus	152
<b>1.12</b>	La pandémie de COVID-19 pourrait avoir modifié de façon permanente la trajectoire de la réduction de la pauvreté	40			
<b>1.13</b>	Liberté d'expression, en recul ces dernières années	42			
<b>2.1</b>	L'hypermondialisation est en baisse, mais l'interdépendance reste à un niveau sans précédent	48			
<b>2.2</b>	Les envois de fonds vers les pays à revenu faible ou intermédiaire se rapprochent du niveau des investissements directs étrangers	50			
<b>2.3</b>	Le soutien aux politiques anti-élites est en hausse	52			

<b>5.8</b>	Plus le revenu est élevé, plus les individus ont tendance à déclarer s'intéresser à la politique et voter	152
<b>5.9</b>	Plus le niveau d'éducation est élevé, plus les individus ont tendance à déclarer s'intéresser à la politique et voter	152
<b>5.10</b>	Plus l'insécurité humaine perçue est élevée, plus le sentiment de contrôle sur sa propre vie est faible	153
<b>5.11</b>	L'insécurité humaine perçue est liée à la confiance générale, en particulier chez les groupes dont l'un indice de développement humain (IDH) est élevé.	154
<b>5.12</b>	La perception de l'insécurité humaine est liée à la confiance dans les institutions publiques	154
<b>5.13</b>	Des normes sociales entachées de préjugés sexistes limitent la capacité d'action politique des femmes	157
<b>5.14</b>	Les inégalités entre les femmes et les hommes sont omniprésentes en ce qui concerne les déficits de capacité d'agir en cas de catastrophe future	158
<b>S5.1.1</b>	Éléments proposés de la cohésion sociale	164
<b>6.1</b>	Le soutien à la redistribution nationale est corrélé au soutien à la redistribution mondiale en Allemagne, mais certaines personnes souhaitent une vaste redistribution au niveau national et une faible redistribution à l'échelle mondiale, et vice-versa.	182
<b>6.2</b>	Les convictions plus universalistes sont en corrélation avec les préoccupations pour les pauvres et pour l'environnement dans le monde.	183
<b>6.3</b>	Les convictions universalistes sont associées à la redistribution mondiale et à l'environnement mondial dans les pays à revenu élevé, mais le contexte culturel joue un rôle important.	183
<b>6.4</b>	La confiance dans les institutions nationales est corrélée à la confiance dans les institutions multilatérales, essentielles à l'action collective internationale	184
<b>6.5</b>	La confiance dans plusieurs institutions est fortement corrélée à la confiance dans le gouvernement national	185
<b>6.6</b>	La perception erronée de la part d'immigrés dans la population est élevée et largement partagée dans la société	187
<b>S6.1.1</b>	Comment l'identification de groupe peut accroître la polarisation	190
<b>S6.2.1</b>	Un demi-milliard de personnes vivent dans des situations d'éloignement politique, soit environ cinq fois plus qu'en 2010.	195

## COUPS DE PROJECTEUR

<b>2.1</b>	Bilan humain de la mauvaise gestion des interdépendances : enseignements de l'histoire nationale et internationale <i>Patricia Clavin</i>	63
<b>2.2</b>	Gérer l'interdépendance mondiale pour faire progresser le développement humain	67
<b>3.1</b>	Les biens communs mondiaux de la pêche océanique <i>Scott Barrett</i>	84
<b>3.2</b>	Évaluer les bénéfices nets des biens publics mondiaux et leur répartition <i>Ronald U. Mendoza et Jurel Yap</i>	89
<b>3.3</b>	Comment on en est arrivé à l'inégalité d'accès aux vaccins anti-COVID-19 : un compte rendu sous l'optique des biens publics mondiaux	94
<b>4.1</b>	Une approche des négociations relatives aux changements climatiques centrée sur les technologies <i>Scott Barrett</i>	120

<b>4.2</b>	Utiliser les enseignements tirés des sciences comportementales : prudence !	125
<b>4.3</b>	Évolution culturelle et politique de développement <i>Joseph Henrich</i>	129
<b>4.4</b>	Le rôle de la confiance et des normes dans le respect des obligations fiscales en Afrique <i>Odd Helge Fjeldstad et Ingrid Hoem Sjørusen</i>	135
<b>5.1</b>	Renforcer la cohésion sociale pour atténuer l'insécurité humaine : promesses et dangers <i>Julia Leininger, Armin von Schiller et Charlotte Fiedler</i>	163
<b>5.2</b>	Solidarité et détermination créative <i>Nicole Hassoun</i>	167
<b>5.3</b>	Le rôle des banques multilatérales de développement dans la fourniture de biens publics mondiaux <i>José Antonio Ocampo et Karla Daniela González</i>	170
<b>6.1</b>	Identité, polarisation et leurs conséquences sociétales et politiques <i>Robert Böhm, Philipp Sprengholz, Luca Henkel et Cornelia Betsch</i>	190
<b>6.2</b>	L'action collective internationale à l'heure des bouleversements géopolitiques	194
<b>6.3</b>	La géopolitique et les débuts de l'Organisation des Nations Unies : ami ou ennemi ? <i>Andrew Thompson</i>	197
<b>6.4</b>	Perception (erronée) des autres <i>Leonardo Bursztyrn</i>	201

## TABLEAUX

<b>3.1</b>	Recommandations en vue d'améliorer la fourniture de différents types de biens publics mondiaux	77
<b>S3.2.1</b>	Résumé des évaluations des biens publics mondiaux : cinq cas	93
<b>S4.4.1</b>	Types de normes et exemples	136
<b>6.1</b>	La confiance dans les institutions nationales et internationales est plus élevée chez les personnes qui font confiance aux autres	184

## ANNEXE STATISTIQUE

<b>Guide de lecture</b>	<b>269</b>
-------------------------	------------

### INDICES COMPOSITES DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN

1	L'indice de développement humain et ses indicateurs constitutifs	274
2	L'évolution de l'indice de développement humain, 1990-2022	279
3	L'indice de développement humain ajusté aux inégalités	283
4	Indice de développement de genre	288
5	Indice d'inégalité de genre	293
6	L'indice de pauvreté multidimensionnelle : pays en développement	298
7	L'indice de développement humain ajusté aux pressions exercées sur la planète	301

<b>Régions en développement</b>	<b>306</b>
---------------------------------	------------

<b>Références statistiques</b>	<b>307</b>
--------------------------------	------------

# Sortir de l'impasse

Aperçu du Rapport sur  
le développement humain 2023-2024

---

## **Sortir de l'impasse**

Aperçu du rapport sur le développement humain 2023/2024

Nous pouvons faire mieux. Mieux que des changements climatiques et des pandémies hors de contrôle. Mieux qu'une vague de transferts de pouvoir anticonstitutionnels dans un contexte marqué par l'essor du populisme à l'échelle mondiale. Mieux que des violations en cascade des droits humains, mieux que des massacres inadmissibles de personnes dans leurs maisons et dans des lieux publics, des hôpitaux, des écoles, des refuges.

Nous devons faire mieux qu'un monde constamment au bord du gouffre, un château de cartes socio-écologique. Nous le devons à nous-mêmes et aux autres, à nos enfants et à leurs enfants.

Nous avons tant d'atouts en main !

Nous savons quels sont les défis mondiaux et qui en subira les conséquences les plus graves. Nous savons aussi que d'autres enjeux viendront sans doute s'y ajouter, des enjeux que nous ne pouvons pas anticiper aujourd'hui.

Nous savons quels choix offrent de meilleures perspectives de paix, de prospérité partagée et de durabilité, de meilleures façons de gérer les interactions des multiples couches d'incertitude ainsi que les imprévus planétaires interdépendants<sup>1</sup>.

Nous disposons de richesses, de savoir-faire et de technologies inouïs, que nos ancêtres n'auraient pu imaginer et qui, s'ils étaient mieux répartis et utilisés, pourraient nous permettre de faire des choix audacieux et nécessaires en faveur de la paix et du développement humain durable et inclusif dont elle dépend.

Alors pourquoi la réalisation des ambitions du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris sur le climat semble-t-elle à-demi enlisée dans des sables mouvants ?

Pourquoi, dans bien des endroits, le rétablissement de la paix, ou ne serait-ce que des trêves ou des cessez-le-feu qui pourraient être des préludes prometteurs à la paix, semblent-ils si difficiles à obtenir ?

Pourquoi sommes-nous immobilisés sur la question de la gouvernance numérique alors que l'intelligence artificielle s'engage dans une véritable ruée vers les données ?

En bref, pourquoi nous trouvons-nous dans une telle impasse ? Et comment sortir de cette impasse sans recourir aveuglément à la violence et à l'isolationnisme ? Ces questions sous-tendent le Rapport sur le développement humain 2023-2024.

Les questions aussi tranchantes n'en sont pas moins complexes : les problèmes au cœur desquels se trouvent des inégalités de pouvoir défient souvent toute explication facile. Les solutions miracles sont certes séduisantes, mais elles sont trompeuses, comme les chants de sirènes que constituent les slogans de ceux qui exploitent les griefs de différents groupes. Ces formules magiques et recettes faciles empoisonnent notre volonté de faire le pénible effort de surmonter la polarisation.

Les bourbiers géopolitiques abondent, alimentés par l'évolution des dynamiques de pouvoir entre les États et par le fait qu'au sein des pays, les regards restent tournés vers l'intérieur en raison des inégalités, de l'insécurité et de la polarisation, autant de thèmes récurrents dans le présent Rapport sur le développement humain et dans ceux qui l'ont précédé. Or, ce n'est pas parce que la concurrence entre les grandes puissances s'intensifie, tandis que les pays sous-représentés dans la gouvernance mondiale demandent à avoir davantage voix au chapitre sur les questions d'importance mondiale, que nous devons rester les bras croisés. N'oublions pas que c'est pendant la guerre froide que s'est déployée la coopération mondiale pour l'éradication de la variole et pour la protection de la couche d'ozone, entre autres problématiques majeures, telles que la non-prolifération nucléaire.

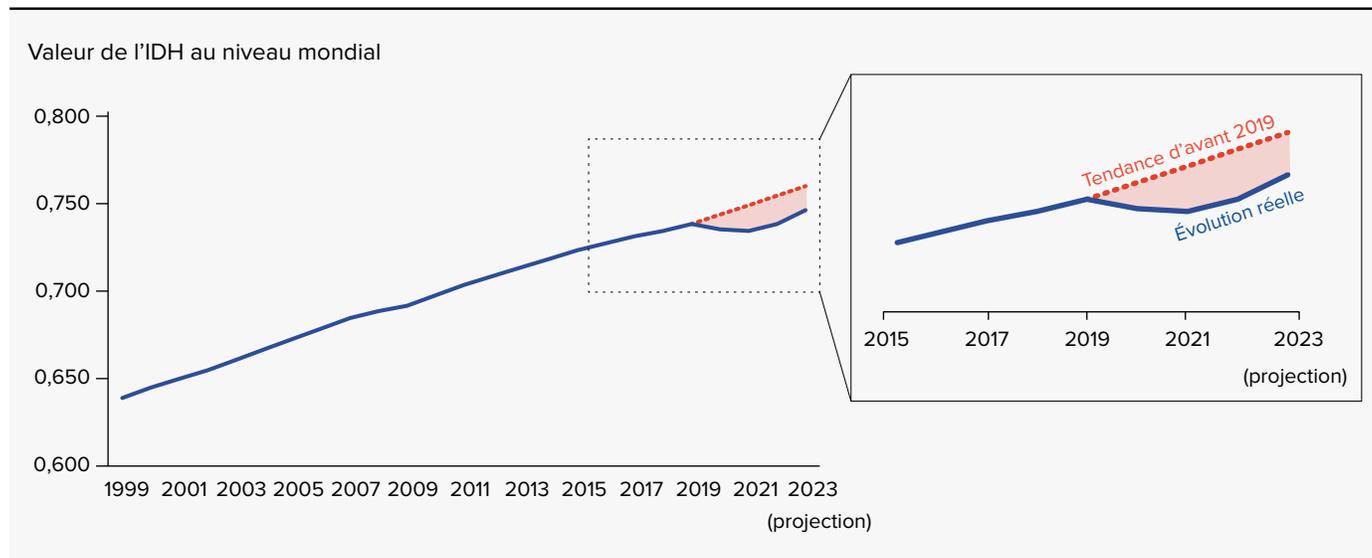
Même aujourd'hui, des lueurs d'espoir apparaissent. L'accord sur les céréales conclu avec l'Ukraine, avant sa suspension en 2023, a permis d'éviter une insécurité alimentaire généralisée, qui aurait touché en premier lieu les pays et les populations les plus pauvres. S'appuyant sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, la production des vaccins contre la COVID-19 a permis de sauver des millions de vies, même s'il est vrai, et cela est tragique, que beaucoup plus de vies auraient pu être sauvées si la couverture vaccinale avait été plus équitable<sup>2</sup>. Les pays continuent à coopérer sur le séquençage génomique des variants, bien que des inégalités honteuses persistent dans l'accès aux vaccins<sup>3</sup>. Lors de la 28<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la communauté internationale a créé un nouveau fonds pour les pertes et les préjudices, dont bénéficieront plus de 3 milliards de personnes, avec des annonces de contributions s'élevant à plus de 600 millions de dollars<sup>4</sup>. Les investissements mondiaux dans les énergies propres, ainsi que les emplois et les possibilités qui en découlent, ont atteint un niveau record de 1 800 milliards de dollars en 2023 (ce qui correspond à la taille de l'économie de la République de Corée), soit près de deux fois plus que le chiffre de 2020<sup>5</sup>.

Malgré tous les défis qu'elle présente, la géopolitique n'est tout simplement pas une excuse pour rester dans l'impasse. Il existe des moyens de s'en sortir. Repenser les biens publics mondiaux et assurer leur fourniture d'une façon qui permette en même temps de répondre aux besoins de développement nationaux en est un.

Le Rapport sur le développement humain 2021-2022 fait valoir que, dans le monde entier, un nouvel ensemble d'incertitudes bouleverse nos vies et entrave le développement humain. Pour la première fois, la valeur de l'indice de développement humain (IDH) mondial a baissé, en 2020 et en 2021.

La valeur de l'IDH mondial a depuis lors rebondi pour atteindre un niveau qui devrait dépasser les records en 2023

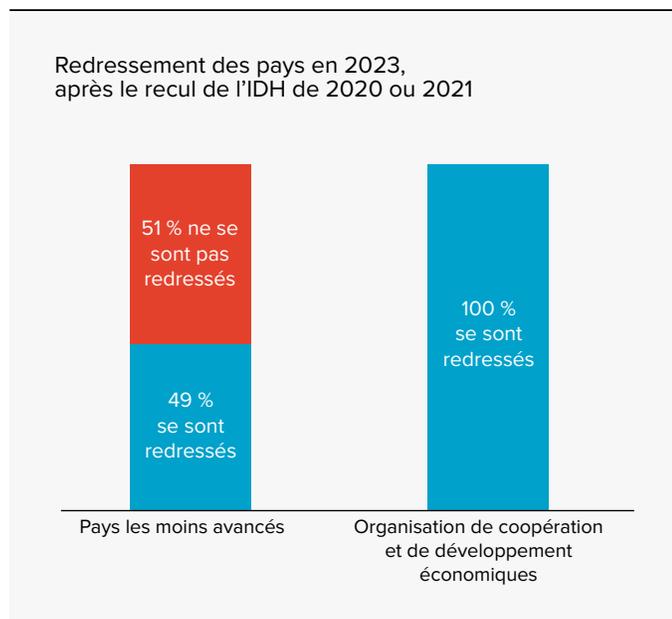
**Figure S.1 Une déviation irréversible de la trajectoire de l'indice de développement humain (IDH) ?**



**Note :** la valeur de l'indice de développement humain pour 2023 est une projection. La tendance d'avant 2019 est fondée sur l'évolution de l'IDH au cours des 20 années précédentes.

**Source :** calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir des données tirées de : Barro et Lee (2018), FMI (2022, 2023), DAES (2023), Institut de statistique de l'UNESCO (2023), Division de statistique des Nations Unies (2023) et Banque mondiale (2023).

**Figure S.2 Le redressement des valeurs de l'indice de développement humain (IDH) depuis le déclin observé en 200-2021 devrait être très inégal**



**Note :** les pays les moins avancés affichent de faibles niveaux de revenu et sont confrontés à des vulnérabilités qui font d'eux « le groupe le plus pauvre et le plus faible » au sein de la communauté internationale (<https://www.un.org/ohrls/content/about-least-developed-countries>). La notion de « redressement » signifie que les pays qui ont subi un déclin de leur IDH en 2020 ou 2021 devrait atteindre ou dépasser, en 2023, la valeur de leur IDH d'avant ce déclin.

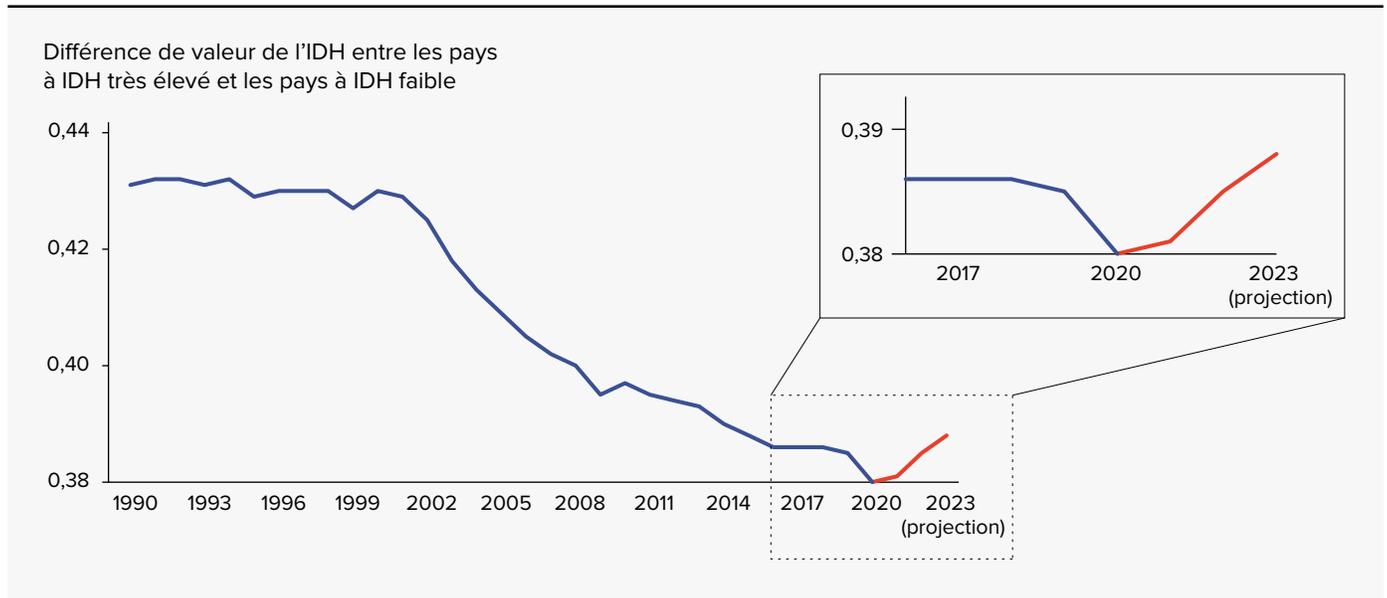
**Source :** calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir des données tirées de : Barro et Lee (2018), FMI (2022, 2023), DAES (2023), Institut de statistique de l'UNESCO (2023), Division de statistique des Nations Unies (2023) et Banque mondiale (2023).

(figure S.1). D'après les projections, toutes les composantes de l'IDH mondial devraient dépasser leurs valeurs d'avant 2019<sup>6</sup>.

Or, malgré ce record attendu, la valeur de l'IDH mondial devrait rester inférieure à la tendance historique. De plus, cette valeur mondiale masque des divergences inquiétantes entre les pays : les prévisions indiquent que tous les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques ont connu un redressement, contre près de la moitié, seulement, des pays les moins avancés (figure S.2). Après vingt ans de baisse constante, les inégalités entre les pays situés aux extrémités supérieures et inférieures de l'IDH sont reparties à la hausse, augmentant chaque année depuis 2020 (figure S.3).

Si la valeur de l'IDH mondial continue d'évoluer en dessous de la tendance d'avant 2019, comme c'est le cas depuis 2020, les pertes seront irréversibles. D'après la tendance observée sur la période 1999-2019, la valeur de l'IDH mondial était sur la bonne voie pour franchir le seuil définissant un niveau de développement humain très élevé (une valeur de 0,800) d'ici 2030 – année coïncidant avec l'échéance fixée pour la réalisation des objectifs de développement durable. Aujourd'hui, le monde s'est écarté de cette voie : en 2023, toutes les régions devraient en effet se trouver en-deçà de leur trajectoire d'avant 2019. Quelle que soit sa trajectoire future, la valeur de l'IDH mondial ne rendra compte que partiellement (voire pas du tout) de nombreux autres éléments importants, tels que les effets débilissants des maladies chroniques, les augmentations soudaines des troubles de la santé mentale ou les pics de violence contre les femmes, autant de facteurs qui restreignent les possibilités de vie des individus. Pour les pays

**Figure S.3 Les inégalités entre les pays à IDH très élevé et les pays à IDH faible augmentent, après une longue période de resserrement**



**Note :** la différence de valeur de l'indice de développement humain pour 2023 est une projection.

**Source :** calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir des données tirées de : Barro et Lee (2018), FMI (2023), DAES (2022, 2023), Institut de statistique de l'UNESCO (2023), Division de statistique des Nations Unies (2023) et Banque mondiale (2023).

riches comme pour les pays pauvres, certaines de ces pertes ne seront jamais épongées. Quoi qu'en disent actuellement les graphiques et les indicateurs, la pandémie de COVID-19 a coûté la vie à quelque 15 millions de personnes<sup>7</sup>. Ces personnes, nous ne pourrions les ramener à la vie. Nous ne retrouverons pas non plus le temps que nous avons perdu de tant de façons – à cause de l'isolement, des soins à dispenser, de la scolarisation interrompue.

L'IDH est un indicateur important, quoique sommaire, du développement humain. Il y a quelques années encore, le bien-être n'avait jamais été aussi élevé et la pauvreté aussi faible. Pourtant, partout dans le monde, les individus faisaient état de niveaux élevés de tristesse, de stress et d'inquiétude (figure S.4)<sup>8</sup>. Ces indicateurs autodéclarés ont depuis augmenté pour près de trois milliards de personnes<sup>9</sup>. De plus, bien que 9 personnes sur 10 affichent un soutien indéfectible à l'idéal de la démocratie, le nombre de personnes qui soutiennent des dirigeants susceptibles de saper cet idéal a augmenté : aujourd'hui, pour la première fois, plus de la moitié de la population mondiale se montre favorable à de tels dirigeants (figure S.5)<sup>10</sup>.

L'ensemble d'incertitudes fait planer très durablement une ombre sur le développement, ces dernières années marquant peut-être une bifurcation déplorable et évitable de sa trajectoire, plutôt qu'un recul momentané.

Comment expliquer cette tendance ?

Le progrès semble plus difficile à appréhender, surtout si l'on tient compte des pressions exercées par les humains sur la planète ; il est clair que certains éléments échappent à nos

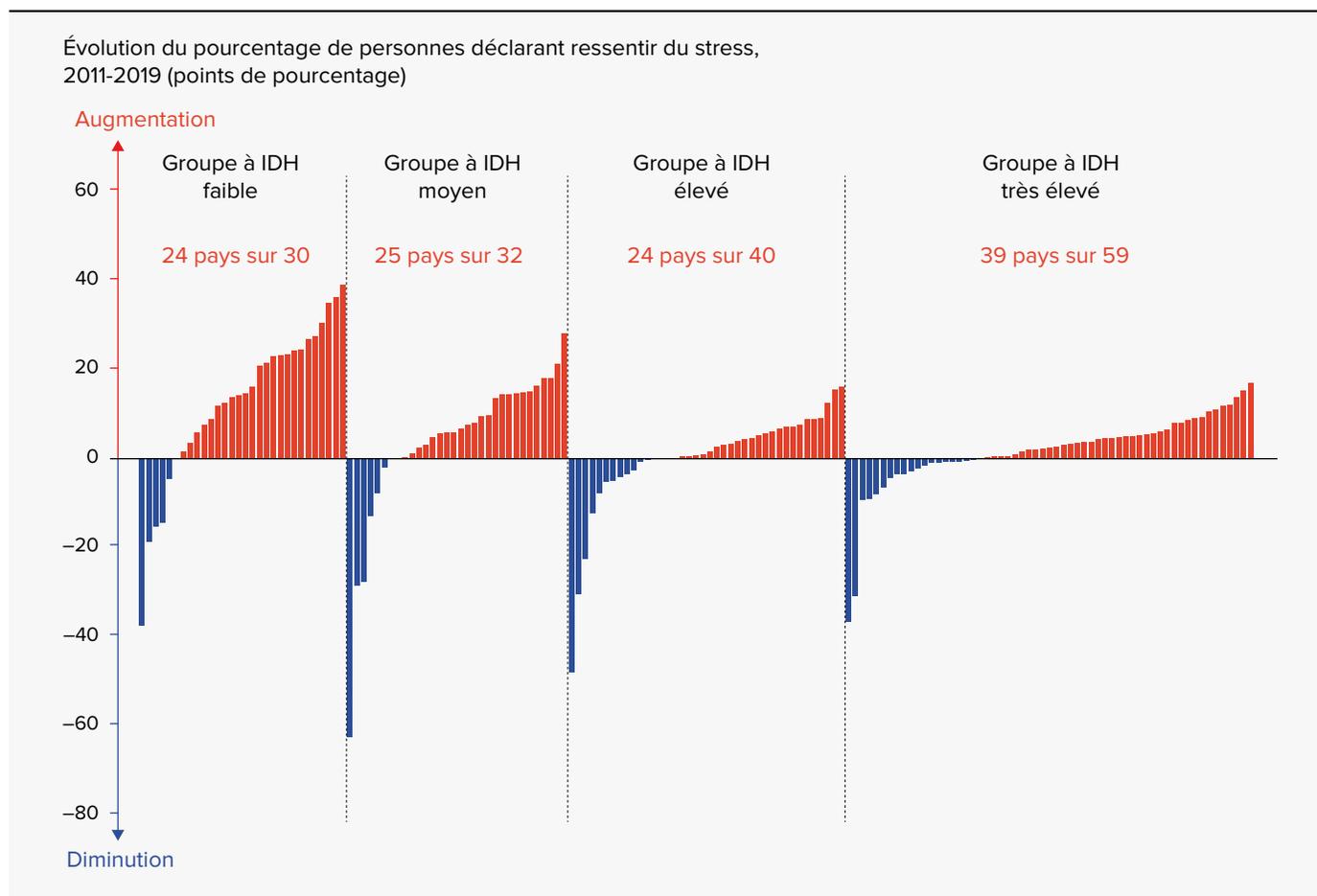
indicateurs de développement types. L'un de ces éléments est peut-être la marginalisation des personnes – le déficit de pouvoir d'agir des humains – exacerbée à la fois par les nouvelles configurations de la complexité et de l'interdépendance mondiales, l'incertitude, l'insécurité et la polarisation.

Les personnes cherchent des réponses et une voie à suivre. Cette quête peut être orientée utilement par une ambition partagée qui nous rassemble tous (pas nécessairement sur tout) autour de domaines de coopération qui ne soient pas à somme nulle, à la faveur d'un narratif et d'institutions de coopération reposant sur le socle d'une confiance généralisée. Au cours des dix dernières années, les pays à IDH élevé ou très élevé ont amélioré la valeur de leur IDH sans exercer plus de pressions sur la planète, ce qui constitue un changement par rapport aux tendances précédentes, où ces deux indicateurs augmentaient ensemble, ce qui donne des raisons d'espérer qu'une telle évolution soit possible (figure S.6).

La quête de individus pourrait aussi être orientée, comme il semble que ce soit le cas actuellement, vers des cercles vicieux de diabolisation et de culpabilisation qui engendrent, au mieux, de la suspicion et de la méfiance et, au pire, des préjugés, de la discrimination et de la violence.

Il est inquiétant de constater que le populisme monte en puissance, dépassant les pics du siècle dernier, qui correspondaient globalement à des périodes de mondialisation mal gérée<sup>11</sup>. Cela se produit parallèlement et, dans de nombreux cas, grâce à des formes de polarisation malfaisantes, telles que la restriction et le durcissement d'identités étroitement définies, une sorte de coercition ou de non-liberté rendue

**Figure S.4 Le nombre de personnes se disant stressées a augmenté dans la plupart des pays, et même depuis bien avant la pandémie de COVID-19**



L'acronyme « IDH » désigne l'indice de développement humain.

**Note :** les valeurs correspondent à l'évolution du pourcentage de personnes ayant déclaré avoir ressenti du stress « pendant une grande partie de la journée d'hier ».

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir d'un sondage mondial Gallup (2023).

possible, si ce n'est ouvertement célébrée, par la fétichisation permanente d'un prétendu intérêt personnel rationnel.

La capacité des personnes à déterminer par elles-mêmes ce à quoi correspond une « bonne vie », y compris leur capacité à définir et à réévaluer leurs responsabilités à l'égard d'autrui et de la planète, est évincée de nombreuses façons. Le dogme métastatique de la non-intervention est exploité pour masquer le pillage des ressources économiques et écologiques. Les mentalités invoquant la loi de la jungle et le protectionnisme nous renvoient à l'ère mercantiliste. Les politiques et les institutions, y compris celles qui n'ont pas géré correctement la dynamique des marchés mondialisés, privilégient le « moi » au « nous ».

Nous sommes à une fâcheuse croisée des chemins. Celle où la polarisation et la méfiance sont en voie de collision avec une planète malade. L'insécurité et les inégalités y sont pour beaucoup, de même que la constellation de discours prônant la marginalisation qui engendrent un fatalisme défensif et une

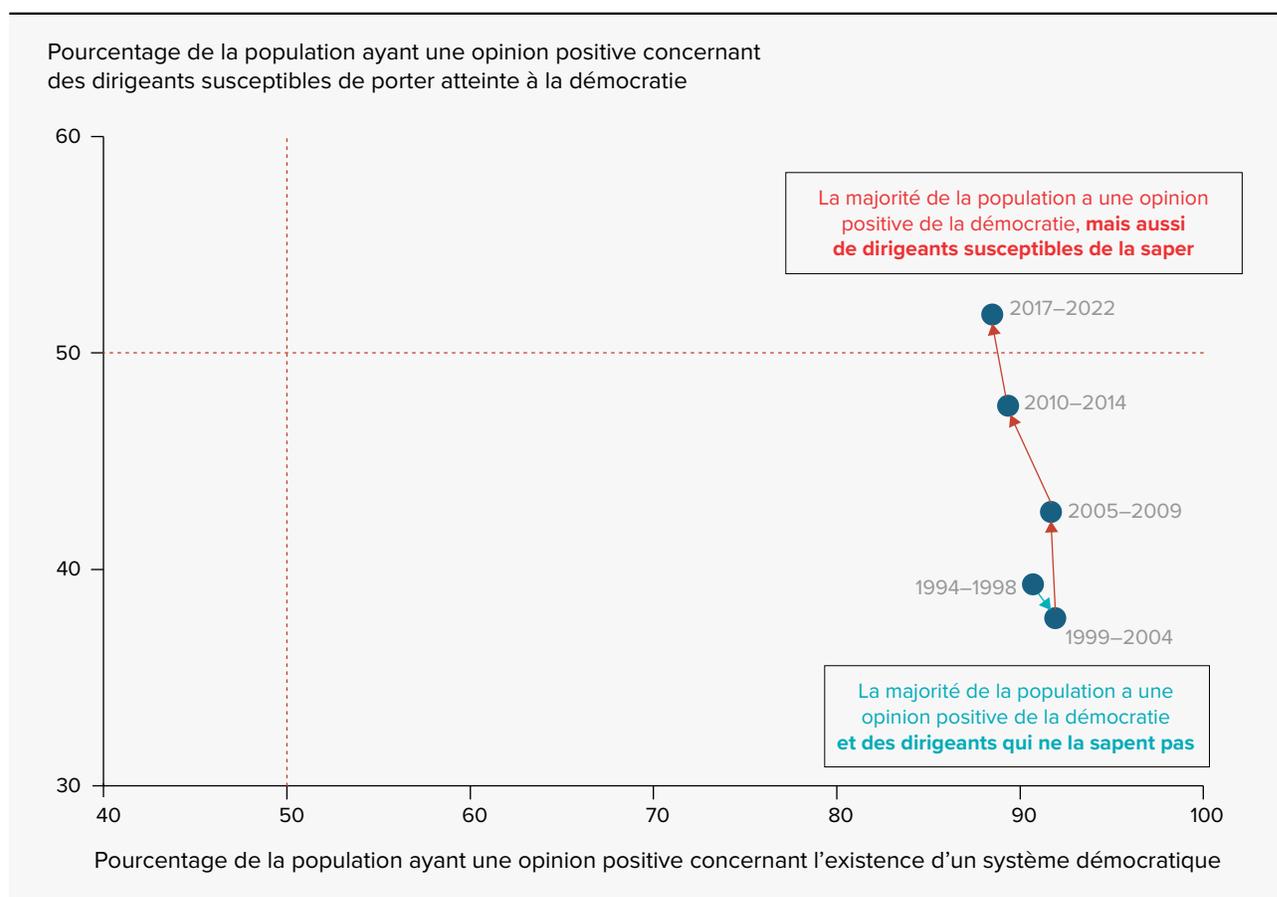
inertie catastrophique, le tout circonscrit et, d'une certaine façon, alimenté par une polarisation politique vertigineuse.

Que pouvons-nous faire pour rectifier le tir ? Beaucoup.

### Construire une architecture des biens publics mondiaux adaptée au XXI<sup>e</sup> siècle

Premièrement, nous devrions mettre en place une architecture du XXI<sup>e</sup> siècle pour fournir les biens publics mondiaux dont nous dépendons tous. Ce serait le troisième volet de la coopération internationale, qui viendrait compléter l'aide au développement centrée sur les pays les plus pauvres et l'aide humanitaire centrée sur les situations d'urgence. Ces axes de travail ne sont pas cloisonnés. L'architecture des biens publics mondiaux aurait la particularité de viser à ce que les transferts des pays riches vers les pays pauvres favorisent la réalisation d'objectifs dont tous les pays bénéficieraient. Chaque pays

**Figure S.5 Un paradoxe démocratique ? Une adhésion sans faille à la démocratie, mais un soutien de plus en plus important à des dirigeants qui pourraient la saper**



**Note :** les données sont des moyennes pondérées en fonction de la population d'un groupe de pays représentant 76 % de la population mondiale. Le pourcentage de la population illustré sur l'axe vertical correspond aux personnes ayant répondu que le fait d'avoir un dirigeant puissant, qui n'a pas à se préoccuper du parlement et des élections, est une « très bonne chose » ou une « assez bonne chose ». Le pourcentage de la population illustré sur l'axe horizontal correspond aux personnes ayant répondu que le fait d'avoir un système politique démocratique est une « très bonne chose » ou une « assez bonne chose ».

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir de données provenant de plusieurs séries de l'Enquête mondiale sur les valeurs (Inglehart et al., 2022).

pourrait avoir voix au chapitre et apporter sa contribution. En cela, ce troisième axe de travail serait intrinsèquement multilatéral.

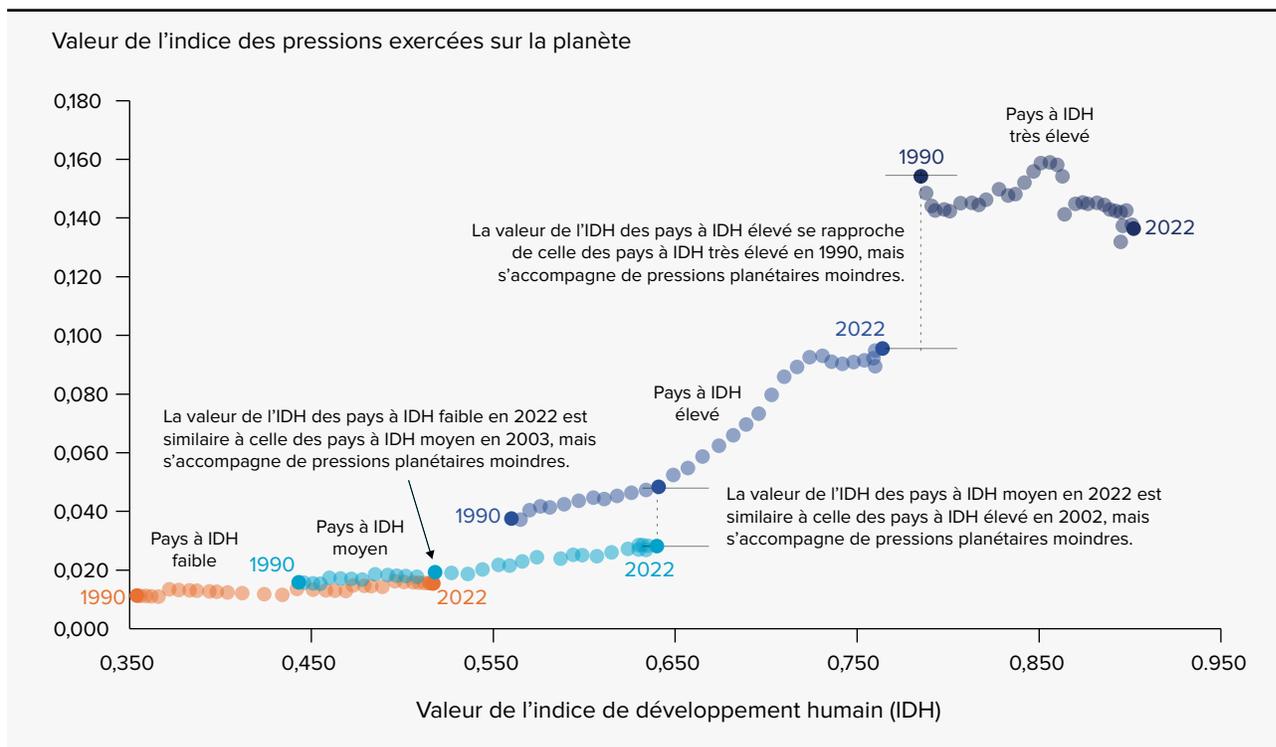
Les biens publics mondiaux nécessiteront des financements supplémentaires en complément de l'aide au développement traditionnelle, et non pas en remplacement de celle-ci ou en concurrence avec elle. Ces financements pourront prendre plusieurs formes. Par exemple, lorsqu'une partie d'un investissement réalisé dans un pays pauvre génère des bénéfices au niveau mondial, le financement (ou le transfert de technologie) correspondant devrait en général être de nature concessionnelle, pour s'assurer que les bénéficiaires (le reste du monde) sont en phase avec les payeurs (le reste du monde). Le revers de la médaille viendra des risques ou des chocs qui ne sont pas le fait d'un seul pays. Des déclencheurs automatiques pourraient être intégrés dans les obligations ou les accords de prêt, en particulier dans les titres de créance conditionnels

catégoriels, afin d'aider les pays les plus pauvres à faire face aux crises qu'ils n'ont guère contribué à générer, comme dans le cas des changements climatiques. Ce type de dispositif créerait des conditions plus prévisibles pour évoluer dans un monde incertain, ce qui permettrait de mobiliser et d'attirer des financements privés dans ces pays.

### Faire baisser les températures et lutter contre la polarisation

Deuxièmement, nous devons faire baisser les températures et lutter contre la polarisation, qui empoisonne pratiquement tout ce qu'elle touche et entrave la coopération internationale. La fourniture de biens publics mondiaux y contribuera. De même, il sera nécessaire de rectifier les perceptions erronées que l'on a des préférences et des motivations des autres. Trop souvent,

**Figure S.6 Des raisons d'espérer : des améliorations de l'indice de développement humain sans augmentation des pressions exercées par les humains sur la planète**



**Note :** l'indice des pressions exercées sur la planète est calculé à partir des émissions de dioxyde de carbone (production) par habitant et de l'empreinte matières par habitant dans chaque pays (cela correspond à 1 moins le coefficient d'ajustement aux pressions exercées sur la planète présenté dans le tableau 7 de l'Annexe statistique).

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain Voir les sources spécifiques indiquées dans les tableaux 2 et 7 de l'Annexe statistique.

les individus ont des présuppositions biaisées concernant les autres, y compris les personnes qui se trouvent de l'autre côté de l'échiquier politique. Souvent, les individus sont plus souvent d'accord entre eux qu'ils ne le pensent. Par exemple, au niveau mondial, 69 % des individus se disent prêts à sacrifier une partie de leurs revenus pour contribuer à l'atténuation des changements climatiques, mais seuls 43 % d'entre eux pensent que les autres sont du même avis (soit une perception erronée correspondant à 26 points de pourcentage)<sup>12</sup>. Il en résulte une fausse réalité sociale d'ignorance pluraliste, où les convictions erronées des uns concernant les autres entravent une coopération qui, si elle était reconnue et corrigée, pourrait contribuer à renforcer l'action collective contre les changements climatiques.

La polarisation ne peut pas toujours être réduite à une perception erronée, bien que celle-ci joue un rôle important. Il est donc important de créer des espaces de délibération pour surmonter les clivages. Les assemblées de citoyens peuvent fonctionner dans ce sens, mais il existe d'autres moyens d'y parvenir. Des systèmes concrets visant à faciliter un traitement plus délibéré de l'information peuvent permettre d'éviter que de plus en plus d'individus ne se laissent enfermer dans des convictions qui sont en fait dénuées de tout fondement<sup>13</sup>. Dans

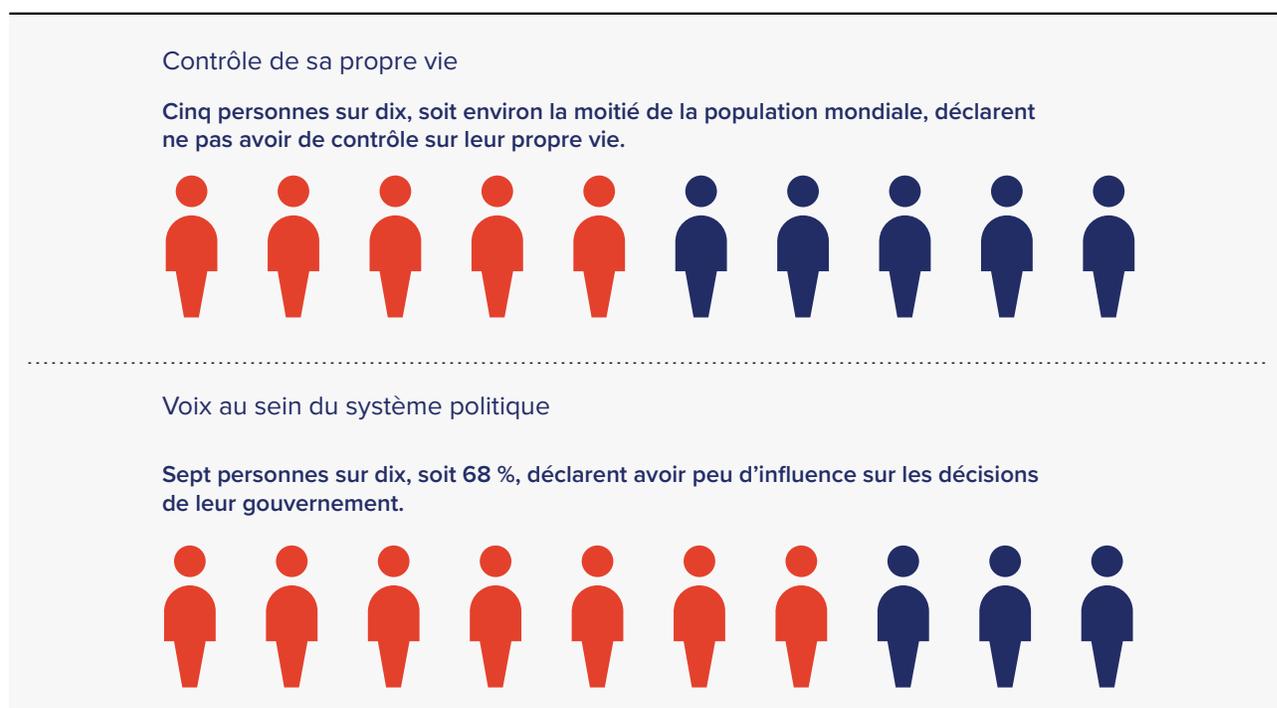
les contextes de conflits opposant plusieurs groupes, présenter des informations dans un cadre qui ne suscite pas de colère peut être une action propice à la dépoliarisation<sup>14</sup>. Les interventions qui s'appuient sur des approches qualitatives et narratives, telles que les récits et les anecdotes, sont particulièrement efficaces<sup>15</sup>.

Les mots clés sont « délibéré » et « délibération ». La polarisation est plus susceptible de s'autodétruire avec de graves conséquences que de s'autocorriger de manière utile. La solution est d'exercer une pression positive constante qui encourage l'empathie, renforce la confiance entre les individus et insiste sur les identités communes qui se rejoignent.

### Comblent les déficits de capacité d'agir

Troisièmement, nous devons combler les déficits de capacité d'agir, qui s'expliquent en partie par la divergence entre ce que les individus croient possible ou probable et ce qui est objectivement possible<sup>16</sup>. Ces déficits se manifestent également dans la mesure où la moitié des personnes dans le monde déclarent n'avoir pas ou peu de contrôle sur leur vie et plus des deux tiers estiment n'avoir que peu d'influence sur les décisions prises par leur gouvernement (figure S.7).

**Figure S.7** Les déficits de capacité d’agir collective sont plus importants que les déficits de contrôle des individus sur leur propre vie



**Note :** la capacité d’agir est l’aptitude des individus à agir en tant qu’acteurs à même d’obtenir des résultats concrets suivant leurs engagements (Sen, 2013). Elle est mesurée par deux indicateurs : la part de la population qui déclare avoir le sentiment de contrôler sa vie (mesurée sur une échelle de 1 à 10, où 1 à 3 indique un fort déficit de capacité d’agir, 4 à 7 un déficit modéré de capacité d’agir et 8 à 10 indique l’absence de déficit de capacité d’agir) et la part de la population qui déclare avoir le sentiment que sa voix est entendue au sein du système politique (les personnes qui disent se reconnaître « beaucoup » ou « énormément » dans cette affirmation). Ces données sont calculées à partir de microdonnées et de pondérations égales entre les pays.

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir de données de la série 7 (2017-2022) de l’Enquête mondiale sur les valeurs (Inglehart *et al.*, 2022).

Pour contribuer à réduire les déficits de capacité d’agir, les institutions doivent être plus centrées sur les personnes, être une propriété collective et être tournées vers l’avenir.

Par « être centrées sur les personnes », on entend le fait que les institutions définissent des objectifs ultimes sur le plan du développement humain et de la sécurité humaine, en tenant compte de l’interdépendance entre les personnes et la planète.

Par « être une propriété collective », on entend la répartition équitable du pouvoir de fixer des objectifs collectifs, des responsabilités concernant leur réalisation et des résultats qui en découlent. Ce principe met l’accent sur l’établissement de normes sociales qui promeuvent la valeur des réalisations collectives et des comportements coopératifs<sup>17</sup>.

Par « être tournées vers l’avenir », on entend le fait de privilégier ce que nous pouvons façonner et créer

en travaillant ensemble, en enrichissant l’espace de délibération et de convergence de vues<sup>18</sup>. Face aux défis à relever, cette orientation vers l’avenir ouvre des possibilités d’espoir et de résolution créative.

En adaptant ces principes à différents contextes, nous pourrions nous engager sur la voie d’un dialogue et d’une action productifs, qui devront être flexibles et itératifs au vu des incertitudes auxquelles nous faisons face, pour nous permettre d’en tirer des enseignements qui nous aideront à rectifier le tir.

Grâce à ces principes, nous pourrions contrer la tyrannie des discours antagonistes unidirectionnels et des identités exclusives uniques.

Nous pourrions mieux gérer l’évolution des interdépendances mondiales.

Nous pourrions sortir de l’impasse mondiale en suivant une démarche de coopération et de paix.



## PRÉSENTATION

---

# Gérer l'interdépendance dans un monde polarisé

# Gérer l'interdépendance dans un monde polarisé

## La mauvaise gestion de l'interdépendance mondiale nuit aux populations

Le bilan humain de la mauvaise gestion de l'interdépendance est très lourd : vies perdues ou déracinées, occasions manquées, sentiments de désespoir. Les agressions, les conflits et la violence sont des réalités extrêmes lorsqu'une toile complexe d'interdépendances avive les tensions, en particulier sur fond de déséquilibres de pouvoir prolongés.

Qu'il s'agisse des guerres à Gaza et en Ukraine, au Soudan, au Yémen et ailleurs, ou encore de la violence des bandes organisées et de l'insécurité civile, la paix et la stabilité sont mises à rude épreuve ou s'effondrent à un rythme alarmant. Les conflits à grande échelle impliquant de grandes puissances s'intensifient. Les décès dus à la guerre ont fortement augmenté (figure O.1). Malheureusement, nous vivons une nouvelle ère de violence caractérisée par le niveau le plus élevé de conflits armés étatiques depuis 1945 et par une proportion croissante de conflits unilatéraux dans lesquels des populations civiles non armées sont l'objet d'attaques<sup>1</sup>.

La violence comme la paix peuvent être contagieuses. Les événements politiques majeurs tels que les coups d'État, les révolutions et les transitions démocratiques franchissent habituellement les frontières. Les conflits modifient souvent la perception que l'on a de la guerre, la rendant plus acceptable et augmentant la probabilité d'une flambée de violence ailleurs.

En 2022, le nombre de personnes déplacées de force dans le monde a atteint 108 millions, soit le niveau le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale (figure O.1) et plus de deux fois et demie le niveau de 2010<sup>2</sup>.

Les conflits violents et leurs conséquences sur les individus ne sont que la partie visible de l'iceberg. L'impasse signifie

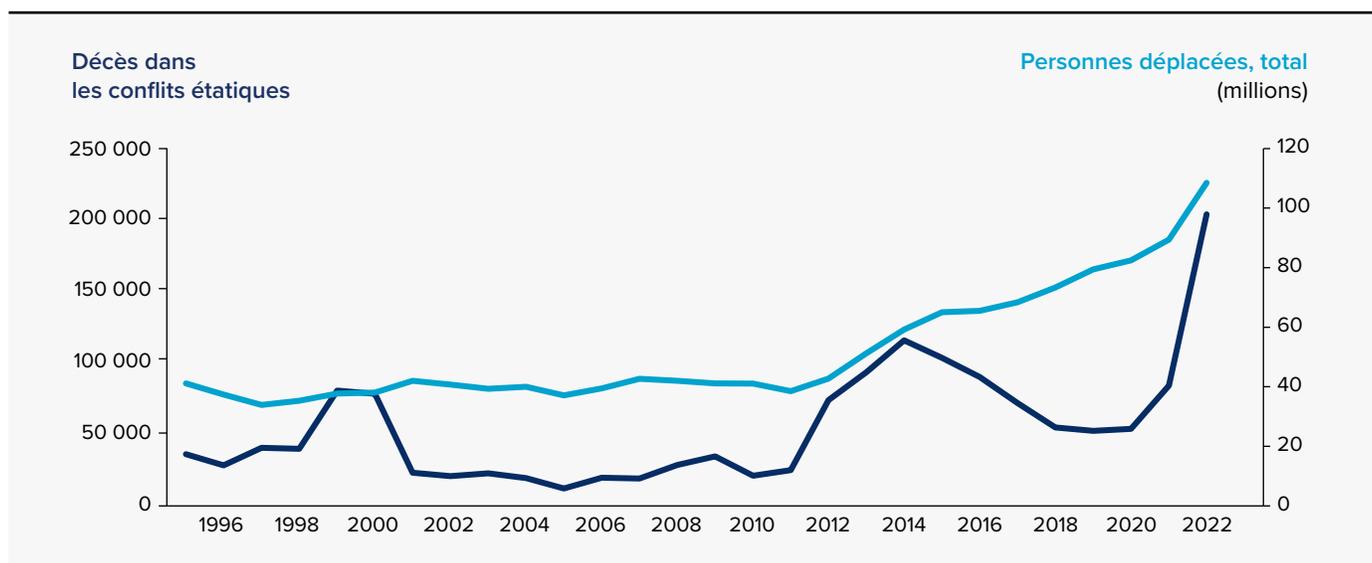
que les risques systémiques découlant de l'interdépendance mondiale sont mal gérés ou ne sont tout simplement pas pris en compte, que les individus sont pris au dépourvu par des surprises sans en tirer parti. Dans des cas extrêmes, les surprises se transforment en des crises majeures qui ricochent et s'amplifient de manière inattendue dans un monde inégalitaire et étroitement interconnecté. L'extrême est en train de devenir la norme.

Une longue série d'épidémies a précédé la pandémie de COVID-19, laquelle a pris le monde au dépourvu tandis que celui-ci peinait à assurer un minimum de cohérence mondiale pendant la durée de la crise. Quelque 15 millions de personnes (peut-être plus) sont mortes dans le monde<sup>3</sup>, et la valeur de l'indice de développement humain mondial s'est effondrée.

Outre d'énormes et injustes disparités dans l'accès à des vaccins efficaces, l'un des ingrédients manquant était la confiance, non seulement dans nos gouvernements, mais aussi les uns envers les autres<sup>4</sup>. Selon une estimation, si tous les pays avaient atteint les niveaux de confiance interpersonnelle observés dans les pays du quart supérieur, les infections auraient pu être réduites de 40 % au niveau mondial, et des millions de vies sauvées<sup>5</sup>. Dans les sociétés polarisées du monde entier, l'état vaccinal est devenu un autre marqueur de faction séparant un camp de l'autre<sup>6</sup>.

L'histoire du vaccin contre la COVID-19 illustre les possibilités de coopération mondiale, ainsi que les graves injustices qui peuvent résulter de l'échec de cette coopération. La production des vaccins à ARN messager s'est fortement appuyée sur des partenariats transfrontaliers et interrégionaux pour l'approvisionnement en composants<sup>7</sup>, le développement et les essais cliniques<sup>8</sup> et la fabrication. Cependant, l'histoire du vaccin contre la COVID-19 suit le schéma pernicieux des inégalités dans l'accès aux technologies en général, notamment

**Figure O.1 Les décès dus à la guerre et les déplacements forcés augmentent considérablement**



Source : Uppsala Conflict Data Program 2023 ; HCR (2023).

celles qui sauvent des vies<sup>9</sup>. On ne connaît que trop bien ce schéma, qui en soi doit être brisé. Et parce que les trajectoires technologiques, depuis l'intelligence artificielle jusqu'à la biologie de synthèse, sont si abruptes, si rapides et si puissantes, les profonds clivages entre les nantis et les démunis pourraient s'aggraver.

Les changements climatiques, qui sont peut-être la plus grande calamité résultant de l'impasse mondiale, exacerbent déjà ces clivages.

L'année dernière a été la plus chaude depuis plus de 140 ans<sup>10</sup>. La moyenne des températures masque des différences régionales considérables qui, selon la plateforme *Human Climate Horizons* du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)<sup>11</sup>, s'aggraveront dans des scénarios climatiques de maintien du statu quo (figure O.2), où les changements climatiques entraîneront une explosion des inégalités.

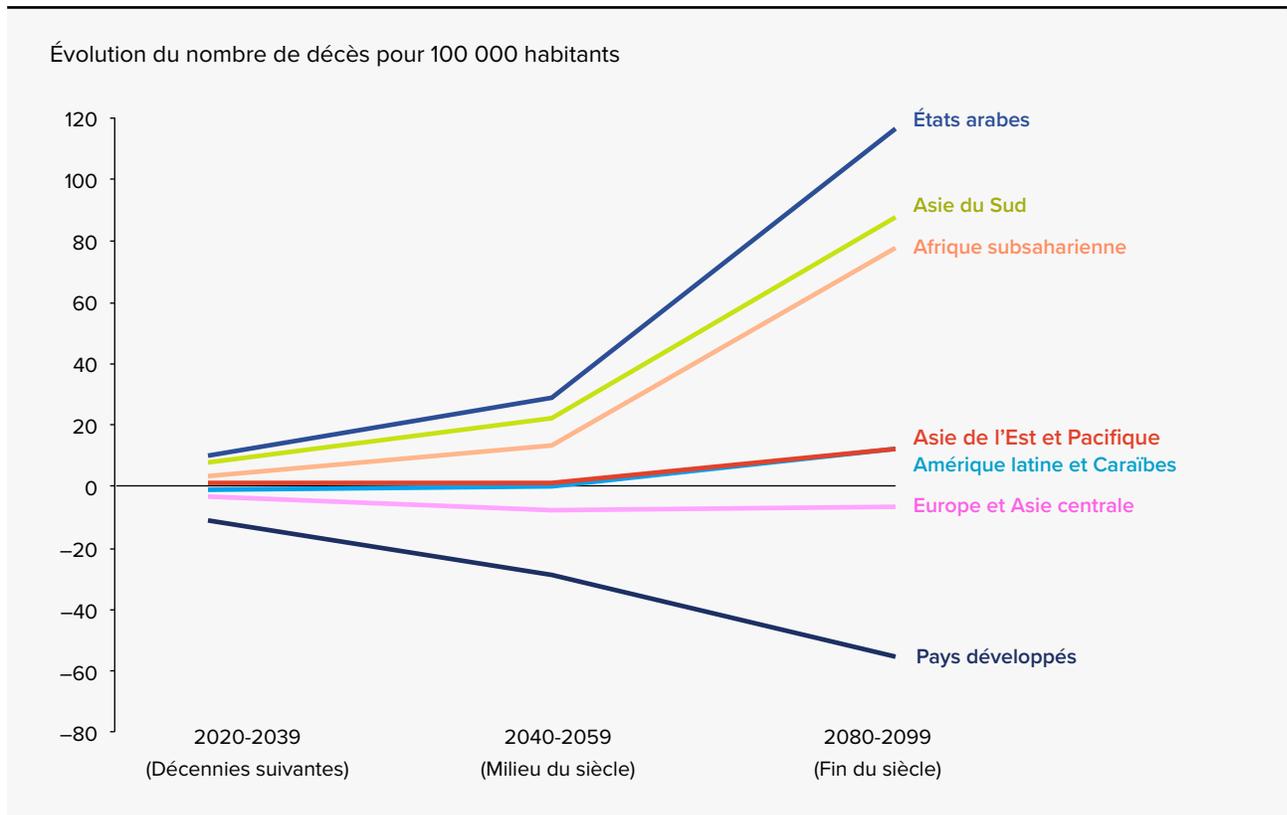
Les conséquences des changements climatiques ébranlent déjà les communautés et les sociétés, faisant payer un lourd tribut social, émotionnel et mental. Parmi les différents facteurs de stress liés aux changements climatiques figure une écoanxiété paralysante, ce sentiment généralisé que les fondements écologiques de l'existence sont en voie d'effondrement<sup>12</sup>. La disparition de la biodiversité, des paysages

et des modes de vie peut être paralysante et biaiser les grandes décisions de la vie, telles qu'investir dans l'éducation ou avoir un enfant<sup>13</sup>. Il s'agit en fait d'une restriction imposée au développement humain – aux libertés et aux possibilités de vie –, à la fois par la réalité des pressions exercées sur la planète par l'être humain et par la façon dont cette réalité est présentée au public par les rapports techniques, la presse populaire et les responsables politiques. Les discours sur un avenir commun ancré dans le négationnisme, le fatalisme ou l'alarmisme laissent peu de place à la capacité d'agir et à l'imagination.

Les systèmes politiques modèrent, en bien ou en mal (ou les deux), les effets des crises sur les populations, et les systèmes eux-mêmes sont souvent ébranlés par des crises, y compris celles qui résultent d'une mauvaise gestion de l'interdépendance mondiale. Les effets déstabilisants des chocs et l'incapacité perçue des institutions à protéger les populations de ces chocs peuvent attiser le populisme<sup>14</sup>.

Sous l'effet d'un choc ou d'une autre cause, les tournants populistes bouleversent souvent les normes et les pratiques démocratiques et ont généralement un coût économique très élevé<sup>15</sup>. Parallèlement, la littérature récente suggère que les pertes économiques dues à certains types de chocs ne sont jamais entièrement épongées, que les trajectoires de croissance ou de réduction de la pauvreté accusent un recul irréversible

**Figure O.2** Les changements climatiques pourraient entraîner une explosion des inégalités



**Note :** scénario à très fortes émissions.

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain se basant sur Carleton et al. (2022) et Human Climate Horizons (<https://horizons.hdr.undp.org/>).

à la suite de crises<sup>16</sup>. Lorsque des crises et d'autres chocs précèdent des tournants populistes et, dans certains cas, les précipitent, ces tournants peuvent agir comme réfracteurs et amplificateurs de crises plutôt que comme amortisseurs et atténuateurs, déformant et propageant les ondes de choc dans un monde interdépendant.

## L'interdépendance mondiale évolue

La pandémie de COVID-19, les changements climatiques et la montée du populisme et des conflits au niveau mondial témoignent tous d'une dure vérité : négliger ou autrement mal gérer l'interdépendance mondiale est préjudiciable aux populations. Il est tout aussi téméraire de combattre ces maux dans un délai pertinent, que ce soit pour le climat, la sécurité nationale ou toute autre raison.

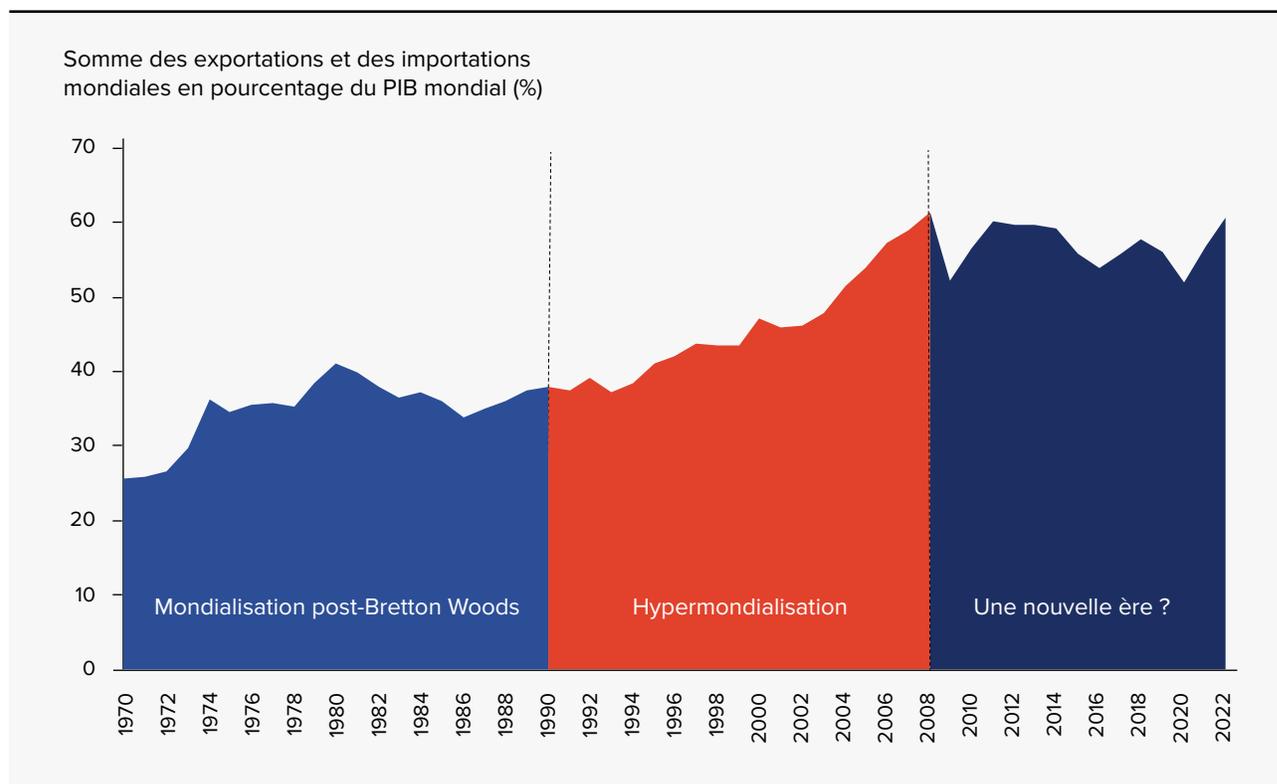
Ni le maintien du statu quo ni les fantasmes de démondialisation ne permettront de remporter ce combat. Au contraire, nous devons accepter la complexité de l'interdépendance mondiale et mieux gérer ses formes anciennes et nouvelles de manière à préserver et à élargir les possibilités des individus, même si le brouillard géopolitique – de même que l'incertitude, l'insécurité, les inégalités et la polarisation – complique les voies prometteuses à suivre.

Selon certains indicateurs, l'interconnectivité mondiale enregistre des niveaux record, même si le rythme de l'intégration économique se stabilise (figure 0.3)<sup>17</sup>. Les échanges de biens intermédiaires dépassent désormais légèrement les échanges de biens finaux<sup>18</sup>. Somme toute, les marchandises parcourent aujourd'hui deux fois plus de distance qu'il y a 60 ans et traversent davantage de frontières avant d'être consommées<sup>19</sup>. La production de smartphones, par exemple, n'a rien à voir avec les chaînes de montage du siècle dernier. Divers intrants, depuis le cobalt extrait jusqu'aux batteries et aux modules des caméras, parcourent le monde, revenant parfois sur leurs pas et laissant trop souvent au passage des cicatrices sociales et environnementales évitables.

L'interdépendance financière mondiale reste forte, même si le rythme de l'intégration s'est quelque peu ralenti après la crise financière de 2007-2008<sup>20</sup>. Le coût du service de la dette des pays à revenu faible ou intermédiaire a explosé ces deux dernières années à la suite d'un torrent de hausses des taux d'intérêt déclenché par les banques centrales pour lutter contre l'inflation<sup>21</sup>.

Les flux transfrontaliers d'informations battent de nouveaux records tous les ans. Les exportations de services numériques représentent désormais plus de la moitié des échanges mondiaux de services commerciaux<sup>22</sup>. La quasi-totalité de la population mondiale est désormais à portée d'un réseau mobile

**Figure 0.3** L'interdépendance économique se stabilise à des niveaux très élevés



Source : Bureau du Rapport sur le développement humain à partir de la base de données Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale ; adapté de Aiyar *et al.* (2023).

à large bande, et 5,4 milliards de personnes ont utilisé Internet en 2023, même si les inégalités restent criantes<sup>23</sup>.

Le nombre de personnes vivant en dehors de leur pays de naissance a triplé depuis 1970, passant de 84 millions à près de 280 millions en 2020, soit près de 3,6 % de la population mondiale<sup>24</sup>. La migration internationale constitue un exercice de la capacité d'agir des individus en ce qu'elle élargit leurs choix et leur potentiel humain<sup>25</sup>. Elle crée des liens sociaux, culturels et économiques entre les pays d'accueil et les pays d'origine<sup>26</sup> et stimule les flux financiers transfrontaliers<sup>27</sup>.

Nous devons nous attendre à ce que les formes d'interdépendance que nous connaissons déjà perdurent à l'avenir. Une réglementation permettant de mieux gérer ces interdépendances sera cruciale, à moins que l'objectif ne soit de privatiser les récompenses et de socialiser les risques<sup>28</sup>. Après tout, nous construisons parfois des routes avec des ralentisseurs. Cependant, l'interdépendance au XXI<sup>e</sup> siècle est bien plus qu'un simple dénombrement basé en grande partie sur des indicateurs du XX<sup>e</sup> siècle, à savoir le nombre de biens, de personnes ou de bits qui circulent à travers les frontières. La qualité des interconnexions est également importante. Notre interdépendance est de plus en plus planétaire et instantanée.

De nombreuses interdépendances entre les économies, les populations et la planète émergent et s'intensifient à mesure que la révolution numérique progresse et que nous avançons dans l'Anthropocène, l'ère de l'être humain. L'expansion du commerce mondial a contribué à générer d'énormes richesses, en particulier pour certains, et à sortir des millions de personnes de la pauvreté<sup>29</sup>. Malheureusement, cette expansion s'est également accompagnée du démantèlement des garde-fous sociaux, économiques et écologiques qui, autrement, protégeraient et favoriseraient le développement humain. Les marchés sont devenus plus concentrés, ce qui encourage la recherche de rente. Près de 40 % des échanges mondiaux de biens se concentrent dans trois pays ou moins, même pour les biens dont il existe davantage de fournisseurs<sup>30</sup>.

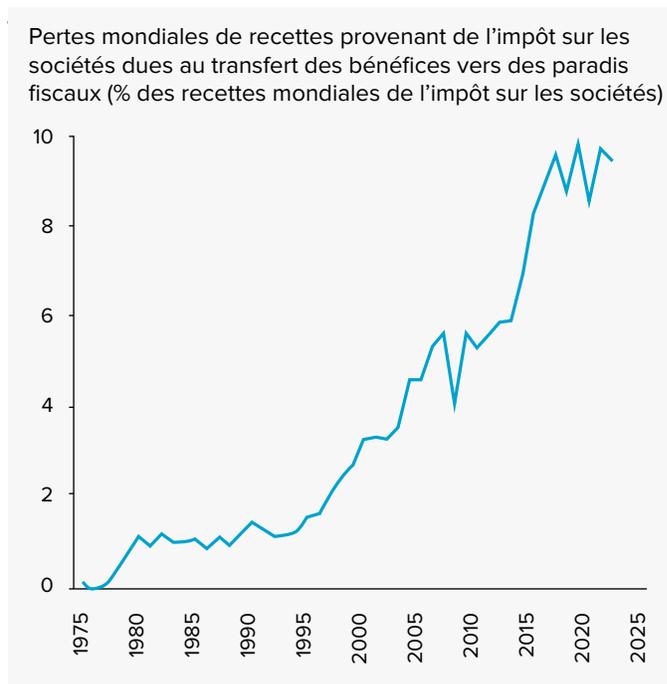
Le sentiment antimondialisation se fait de plus en plus entendre dans le discours partisan général<sup>31</sup>. La colère des populistes à l'égard des élites a des dimensions mondiales. Cette frustration est alimentée par le sentiment que les forces de la mondialisation ont profité à certains au sommet et laissé tous les autres de côté. Les multinationales pourraient avoir transféré jusqu'à 1 000 milliards de dollars de bénéfices dans des paradis fiscaux en 2022<sup>32</sup>. Les pertes mondiales de recettes provenant de l'impôt sur les sociétés ont explosé depuis le milieu des années 1990 en raison de ces transferts de bénéfices (figure O.4). Prise dans le tourbillon de l'antimondialisation, la coopération internationale s'en trouve politisée.

Les partisans de la démondialisation ou d'autres notions voisines, comme la relocalisation et la délocalisation dans des pays proches ou amis, peuvent avoir leurs raisons, mais celles-ci n'ont pas grand-chose à voir avec le traitement pratique des nouvelles formes d'interdépendance mondiale et planétaire,

qui évoluent et, dans certains cas, sont inéluctables. Toute pression à la baisse exercée sur le commerce international et les flux de capitaux serait loin de compenser les billets d'avion, les smartphones, le dioxyde de carbone et les autres moyens d'hyperconnexion transfrontalière. Pour des raisons de sécurité hydrique et alimentaire, entre autres, certains pays font face à des contraintes majeures quant à leur capacité de restreindre les échanges, et souffriraient si d'autres choisissaient de le faire. Aucun pays ou région n'est proche de l'autosuffisance, car tous dépendent d'importations en provenance d'autres régions pour 25 % ou plus des biens et services essentiels<sup>33</sup>. Le climat reste largement indifférent aux frontières nationales, et l'aggravation des effets des changements climatiques continuera également de les ignorer. Il en va de même pour les pandémies actuelles et futures.

En d'autres termes, quand bien même nous parviendrions à nous démondialiser, ne serait-ce que partiellement, nous ne pourrions pas nous déplanétiser, pas à l'ère de l'Anthropocène. Nous devons considérer les biens publics mondiaux du XXI<sup>e</sup> siècle, qu'il s'agisse de la préparation aux pandémies, de la paix ou de la gouvernance climatique et numérique, comme des occasions à saisir plutôt que comme des défis à éviter. La solution face à l'interdépendance mal gérée n'est pas d'éviter cette interdépendance en nous retranchant derrière des frontières poreuses, mais de l'embrasser et de mieux la gérer, en apprenant et en nous améliorant au fur et à mesure. Plutôt que d'être défaite ou inversée, la mondialisation peut et doit être pratiquée différemment, de manière à ne pas détruire la planète, à ne pas

**Figure O.4 Le transfert de bénéfices vers des paradis fiscaux a explosé**



Source : Alstadsæter *et al.* (2023).

concentrer excessivement les chaînes d'approvisionnement et à ne pas générer des crises du coût de la vie qui alimentent les crises de la dette dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. L'interdépendance mondiale est tenace, s'approfondit et évolue. Il est essentiel de changer les mentalités, les politiques et les institutions pour mieux la gérer et sortir de l'impasse.

## La fourniture de biens publics mondiaux contribuera à gérer l'interdépendance

L'adoption d'une optique des biens publics mondiaux peut apporter beaucoup. Lorsque leur fourniture est pleinement assurée, les biens publics mondiaux permettent de mieux gérer les interdépendances mondiales profondément enracinées et en constante évolution, de préserver et de promouvoir le développement humain et d'encourager des cycles vertueux de coopération et de renforcement de la confiance. Ils nous aident à travailler avec la complexité plutôt qu'à l'ignorer. Ils remettent en question la pensée à somme nulle destructrice qui dresse les groupes les uns contre les autres. Ils stimulent notre imagination afin d'encadrer et de recadrer les problèmes communs pour en faire des possibilités gagnant-gagnant. Ils renforcent en outre notre sens du devoir les uns envers les autres ainsi qu'envers notre seule planète à tous. Tout cela sans renoncer à des intérêts divergents ou même à des désaccords.

Qu'est-ce qu'un bien public mondial<sup>34</sup> ? En bref, un bien public mondial est quelque chose – un objet, une action ou une inaction, une idée –, dont tout le monde peut profiter lorsqu'il est mis à disposition. L'atténuation des changements climatiques est un bien public mondial. Tout comme l'œuvre du poète Rumi du XIII<sup>e</sup> siècle. De même que la liberté des mers. Une sous-catégorie particulière de biens publics mondiaux est constituée par les biens publics planétaires, qui correspondent aux interdépendances planétaires et permettent de répondre aux retombées transnationales qui ne peuvent être gérées ou atténuées aux frontières nationales. Une autre sous-catégorie pourrait être l'infrastructure publique numérique et ce que l'on appelle les biens publics numériques, qui sont associés à la révolution numérique.

Si les biens publics mondiaux peuvent servir de cri de ralliement pour remédier aux injustices ou aux inefficacités, ils ne sont toutefois pas seulement des choses souhaitables. En fait, les biens publics mondiaux sont moins des « biens » ou des choses concrètes en soi qu'un choix sur la manière dont nous, les êtres humains, pouvons en profiter ensemble. Ils peuvent également être considérés comme un état d'esprit, une aspiration, et peuvent mobiliser la coopération sous de nombreuses formes. En tant que tels, ils sont limités à la base par notre imagination et notre volonté collective, et au sommet par la manière dont le pouvoir est structuré et exercé. Il s'agit donc de choix sociaux, non pas seulement de par la manière dont nous les imaginons, mais aussi de par la décision de les imaginer ou non.

Le fait de comprendre que le développement de vaccins et, disons, de faire exploser un astéroïde fonçant sur la Terre, peuvent tous deux être considérés comme des biens publics mondiaux – et, qui plus est, comme un type spécifique de bien public mondial à la portée du meilleur (encadré O.1) – signifie que nous n'avons pas besoin de repartir de zéro pour gérer les interdépendances. Le temps gagné représente de vies sauvées. Cela signifie que nous devons penser au-delà des secteurs et des compartiments et mieux nous préparer. Nous pourrions ainsi tirer parti de notre expérience de la pandémie de COVID-19, par exemple, dans l'éventualité où un astéroïde, un nouvel agent pathogène mortel ou une crise d'instabilité financière mondiale venait à survenir. Et de tels événements surviendront. Mais nous n'avons pas à courir après les crises passées.

**Adopter une optique des biens publics mondiaux nous aide à démêler des enjeux complexes, dont beaucoup le sont précisément parce que leurs différents aspects requièrent différentes manières de nous organiser.**

Adopter une optique des biens publics mondiaux nous aide à démêler des enjeux complexes, dont beaucoup le sont précisément parce que leurs différents aspects requièrent différentes manières de nous organiser. Une grande partie de notre riposte, et de ses lacunes, face à la pandémie de COVID-19 peut être comprise dans une optique de biens publics mondiaux, qui nous donne des indications sur la manière de structurer les incitations à la promotion de la coopération et sur la façon de concevoir des financements pour soutenir cette démarche.

Reconnaître que nous pouvons tous profiter des biens publics mondiaux est une chose ; en distribuer les bienfaits en est une autre. Les pays ayant des intérêts et des ressources différents, la valeur de chaque bien public mondial pour chaque pays sera déterminée par ces facteurs. Cette asymétrie des bienfaits est à l'origine de certaines des difficultés à mettre à disposition les biens publics mondiaux.

L'optique des biens publics mondiaux peut également permettre de recadrer certains problèmes. Par exemple, l'atténuation des changements climatiques (un bien public mondial « additif ») pourrait être favorisée par l'accélération des technologies et des innovations liées aux sources d'énergie renouvelables et propres (y compris des prouesses technologiques telles que la fusion nucléaire) – ce qui redéfinit l'enjeu comme consistant à fournir les biens publics mondiaux à la portée du meilleur. Imaginons des usines géantes de séquestration du carbone alimentées par la fusion nucléaire dans la toundra arctique ou à travers le Sahara. Présenter alors les changements climatiques comme une aubaine technologique à ne pas rater pourrait avoir un effet d'attraction, enclenchant ainsi sa propre dynamique positive, en lieu et place des réductions volontaires d'émissions de carbone qui font l'objet de peu d'empressement.

## Encadré O.1 Introduction aux biens publics mondiaux : qu'est-ce qu'un bien public mondial « additif », un bien public mondial « à la portée du meilleur » et un bien public mondial « dépendant du maillon le plus faible » ?

On distingue trois types de biens publics mondiaux : les biens publics « additifs » (summation), les biens publics « à la portée du meilleur » (best-shot) et les biens publics « dépendant du maillon le plus faible » (weakest-link). L'atténuation des changements climatiques est un exemple type de bien public mondial additif, où le niveau global d'atténuation dépend de la somme des contributions de chaque agent individuel, ou pays. Les institutions doivent agréger les contributions, grandes et petites, s'efforcer de résoudre les problèmes de parasitisme et ceux reposant sur la théorie des jeux, tels que les problèmes qui se posent dans le dilemme du prisonnier classique (où coopérer permet d'obtenir un meilleur résultat qu'agir séparément dans son propre intérêt).

Imaginons maintenant un astéroïde cataclysmique, mais destructible, qui fonce sur la Terre. Quelle serait la meilleure conduite à tenir ? La probabilité de détruire l'astéroïde dépendra du pays ou de tout autre agent qui crée la technologie de destruction d'astéroïde la plus précise – en d'autres termes, un bien public mondial « à la portée du meilleur ». Le bénéfice pour tous les habitants de la planète est déterminé par l'agent (dans cet exemple, un pays ou un groupe de pays) qui investit le plus de ressources efficacement. Une grande partie de la production technologique, telle que la course au séquençage du génome humain, ainsi que les connaissances tombées dans le domaine public, peuvent généralement être considérées comme des biens publics mondiaux « à la portée du meilleur ».

Les foyers récalcitrants de poliomyélite endémique illustrent le troisième type de bien public mondial : le maillon le plus faible. Alors que deux souches de poliovirus sauvage sur trois ont été éradiquées (le type 2 en 2015 et le type 3 en 2019)<sup>1</sup>, les efforts d'éradication de la poliomyélite n'ont pas encore abouti, et plusieurs dates cibles ont été dépassées, parce que la troisième souche du virus (le poliovirus sauvage de type 1) persiste dans quelques petites régions d'Afghanistan et du Pakistan, et que le type 2 dérivé d'une souche vaccinale continue également de circuler<sup>2</sup>.

L'éradication des maladies, comme celle de la variole, est un bien public mondial. Or, comme dans le cas de la poliomyélite, le monde entier reste exposé au risque de contamination si l'agent pathogène continue de circuler où que ce soit. Le bénéfice au niveau mondial est alors assujéti à la situation de l'agent le plus faible. Les implications du ciblage des ressources mises en commun sont claires. La surveillance des maladies est aussi généralement considérée comme un bien public mondial « dépendant du maillon le plus faible »<sup>3</sup>.

### Notes

1. <https://www.who.int/news-room/feature-stories/detail/two-out-of-three-wild-poliovirus-strains-eradicated>. 2. Barrett (2011) ; Cohen (2023). 3. Les évaluations menées après la pandémie de COVID-19 ont montré que les pays disposant de capacités de santé publique plus générales étaient mieux à même de lutter contre la maladie, ce qui souligne l'importance non seulement d'une intervention d'urgence, mais aussi du renforcement des capacités de surveillance et de santé publique là où elles font défaut (Neill *et al.*, 2023).

Aussi important que soit le choix humain de créer, de définir et de fournir des biens publics mondiaux, cela ne fait pas tout. La technologie elle aussi joue un rôle important. L'avènement de la radio et de la télévision a ouvert l'accès à la transmission d'informations par les ondes à toute personne disposant d'un dispositif de réception. La télévision par câble, et plus tard les services de diffusion en continu, ont créé des possibilités de restreindre l'accès aux programmes, excluant les non-payeurs et entraînant la prolifération de services d'abonnement que l'on pourrait qualifier d'exclusifs d'un point de vue tant économique qu'épithétique. La disparition des téléphones publics après l'irruption des téléphones mobiles offre un récit similaire : la technologie a créé des possibilités d'exclusion que les choix opérés par les pouvoirs publics ont permis, voire carrément encouragé.

Comme la technologie elle-même, les biens publics mondiaux ne sont souvent pas donnés, mais plutôt créés. Par nous ! Par notre imagination et nos choix sociaux. C'est là que réside une bonne partie de leur pouvoir. Ils requièrent notre imagination, et l'activent donc, pour un monde différent, une manière différente de faire les choses, pour faire exactement ce

qui est nécessaire afin d'avancer en des temps incertains. Allier cette créativité aux bonnes incitations et aux architectures institutionnelles adéquates, dont nous pouvons déjà anticiper les caractéristiques générales, contribuera largement à faire avancer les choses et à mettre en place une architecture mondiale de la fourniture des biens publics mondiaux pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

## Des formes de polarisation malveillantes font obstacle

Cela est plus complexe qu'il n'y paraît. Qu'est-ce qui fait obstacle ?

Tout d'abord, nous.

La polarisation de groupe est très répandue et s'accroît dans le monde entier<sup>35</sup>. Elle influe sur les politiques nationales et internationales qui détermineront la manière dont les défis mondiaux communs seront relevés dans les décennies à venir<sup>36</sup>. La polarisation se traduisant souvent par une intolérance et une aversion pour le compromis et la négociation, elle peut conduire à une impasse et à des dysfonctionnements politiques. Elle le

fait en partie en érodant la confiance entre les communautés, ce qui entrave les efforts visant à résoudre des problèmes sociétaux majeurs, tels que les crises sanitaires, les conflits violents et les changements climatiques. Étant donné que nombre de ces questions suscitent des divergences et une concurrence politique intense, la polarisation constitue un obstacle sociétal majeur à la résolution des problèmes communs<sup>37</sup>.

La polarisation n'est pas la même chose que la différence ou que le désaccord, même profond. La diversité des préférences et des perspectives enrichit la prise de décision et l'action collectives<sup>38</sup>. En effet, les institutions politiques ont été conçues pour mettre la rivalité au service de l'intérêt public. Par exemple, les arguments invoqués par James Madison lors de l'élaboration de la Constitution des États-Unis n'écartaient pas l'hypothèse d'une divergence d'intérêts, mais visaient plutôt à concevoir des institutions qui tireraient parti de ces différences pour aussi bien être adaptables que servir l'intérêt public<sup>39</sup>.

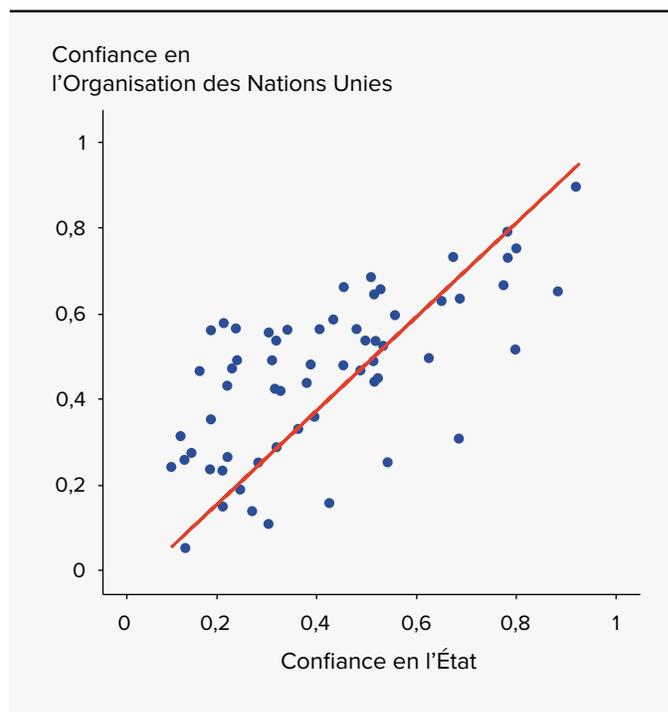
Cependant, la polarisation présente de nouvelles difficultés qui fragilisent ces institutions<sup>40</sup>. Toutes les différences de points de vue sont réduites à des questions d'identité étroite ou unique. Le référendum sur le Brexit a donné naissance à de nouvelles identités sociales – les « Leavers » (partisans du Brexit) et les « Remainers » (opposants au Brexit) – qui ont jeté les bases d'une polarisation accrue entre ces deux groupes<sup>41</sup>. Aux États-Unis et ailleurs, le statut vaccinal par rapport à la COVID-19 est devenu un autre marqueur de faction séparant un camp de l'autre<sup>42</sup>.

La polarisation au niveau national a des conséquences mondiales ; elle freine la coopération internationale, y compris pour la fourniture de biens publics mondiaux. De 1970 à 2019, 84 référendums relatifs à la coopération internationale (concernant par exemple l'adhésion à des organisations internationales) ont été organisés, ces scrutins s'étant davantage multipliés au cours des dernières décennies<sup>43</sup>. Des campagnes ont été menées en faveur de retraits de pays de certaines institutions internationales<sup>44</sup>. La légitimité de l'Union européenne, de l'Organisation mondiale du commerce et des institutions judiciaires internationales a été remise en cause<sup>45</sup>.

Déjà, des sociétés fortement polarisées qui oscillent entre des extrêmes politiques entament la fiabilité des partenaires internationaux. Il existe aussi un problème de confiance. La polarisation est synonyme d'érosion de la confiance, et la baisse de la confiance – ou de l'assurance plus globalement – dans les institutions nationales est généralement corrélée à une baisse de la confiance dans des organisations internationales telles que l'Organisation des Nations Unies (figure O.5). La polarisation tend en outre à se nourrir de la pensée à somme nulle et à engendrer le cynisme à l'égard du compromis et de la tolérance, autant de comportements qui sont aux antipodes des biens publics mondiaux.

La fourniture de biens publics mondiaux ne nécessite pas un moment de « Kumbaya » entre les nations (intervention divine pour l'harmonie). Cependant, elle ne réside pas non

**Figure O.5 Une plus faible confiance en l'État est généralement corrélée à une plus faible confiance en l'Organisation des Nations Unies**



**Note :** la confiance dans les institutions (gouvernement national et Organisation des Nations Unies) signifie que les personnes interrogées ont déclaré avoir une « très grande » ou une « assez grande » confiance (d'autres réponses possibles étaient « pas beaucoup » ou « pas du tout » confiance).

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain se basant sur les données issues de la vague 7 (2017-2022) de l'Enquête mondiale sur les valeurs (Inglehart *et al.*, 2022).

plus à l'autre extrême, où les postulats dominants sur le comportement humain (et celui des pays) se limitent à l'intérêt personnel et où la coopération est reléguée à la réciprocité, c'est-à-dire à des jeux répétés du dilemme du prisonnier. La fourniture de biens publics mondiaux est vouée à l'échec dans l'un ou l'autre de ces extrêmes. Les individus et leurs pays ont d'autres motivations, souvent plus dominantes, qui sont façonnées par des préférences et des normes sociales, dont beaucoup dépendent de la culture. Car la mobilisation de la coopération est tout aussi possible que son évincement – si ce n'est pire –, pas dans tous les domaines, mais sur des enjeux qui ne sont pas à somme nulle.

La fourniture de biens publics mondiaux nécessitera des financements supplémentaires en complément de l'aide au développement traditionnelle, et non pas en remplacement de celle-ci ou en concurrence avec elle. Le coût associé à la non-fourniture de biens publics mondiaux est dérisoire par rapport aux avantages que procurerait leur fourniture<sup>46</sup>. Les mentalités et les discours tenus sont également importants à cet égard. De nombreux motifs de soutien à la coopération mondiale, y compris la redistribution mondiale, vont au-delà de l'intérêt

personnel et sont liés à l'opinion des individus sur la justice et l'équité et à la question de savoir si leur sens du devoir s'arrête aux frontières de leur pays ou s'étend à l'ensemble du monde. Lorsqu'ils sont fournis, les biens publics mondiaux profitent à tous, à l'opposé d'une situation à somme nulle. Si nous voulons les fournir, il sera essentiel de donner plus d'importance à la nature de ces défis et de mettre en place des institutions pour faciliter leur fourniture.

Une interdépendance mondiale mal gérée, en particulier lorsqu'elle culmine dans des chocs et des crises, alimente la polarisation de plusieurs façons. Tout d'abord, en donnant aux individus un sentiment d'insécurité et, ensuite, lorsque des slogans transforment ce sentiment d'insécurité en peur et sont exploités pour des gains politiques et personnels. C'est pourquoi il est si important de fournir des biens publics mondiaux. En nous aidant à gérer l'interdépendance mondiale, ils atténueront l'un des principaux facteurs de polarisation dans le monde.

### En nous aidant à gérer l'interdépendance mondiale, les biens publics mondiaux atténueront l'un des principaux facteurs de polarisation dans le monde

La polarisation peut également être atténuée directement. L'un des moyens d'y parvenir est de corriger les perceptions erronées, très répandues, que les individus ont des convictions d'autrui. Par exemple, aux États-Unis, la prévalence des convictions en faveur du climat est deux fois supérieure à ce que l'on pense<sup>47</sup>. Il en résulte une fausse réalité sociale qui entrave l'action collective face aux changements climatiques.

Une autre façon de modérer la polarisation est de créer des espaces de délibération pour surmonter les clivages. Les assemblées citoyennes en sont un moyen. Les possibilités d'interaction personnelle organisée et répétée comme celles-ci sont très importantes. Il est bien plus facile d'objectiver, de rejeter et de calomnier en se cachant derrière la sécurité impersonnelle d'un message incendiaire sur les médias sociaux ou de lancer des propos virulents devant une caméra de télévision que de le faire lorsqu'on partage un repas avec quelqu'un, même avec des adversaires politiques. C'est peut-être la raison pour laquelle les récits et les anecdotes se sont révélés être des moyens efficaces pour atténuer la polarisation<sup>48</sup>. Ils rendent le rejet de l'altérité plus difficile.

### Nous devons combler les déficits de capacité d'agir

Nos institutions peinent à suivre l'évolution des formes toujours plus profondes d'interdépendance mondiale et à fournir des biens publics mondiaux. La polarisation est une grande partie du problème, tout comme les hypothèses étroites et autoréalisatrices qui limitent le comportement humain à l'intérêt personnel, hypothèses qui ont longtemps prévalu

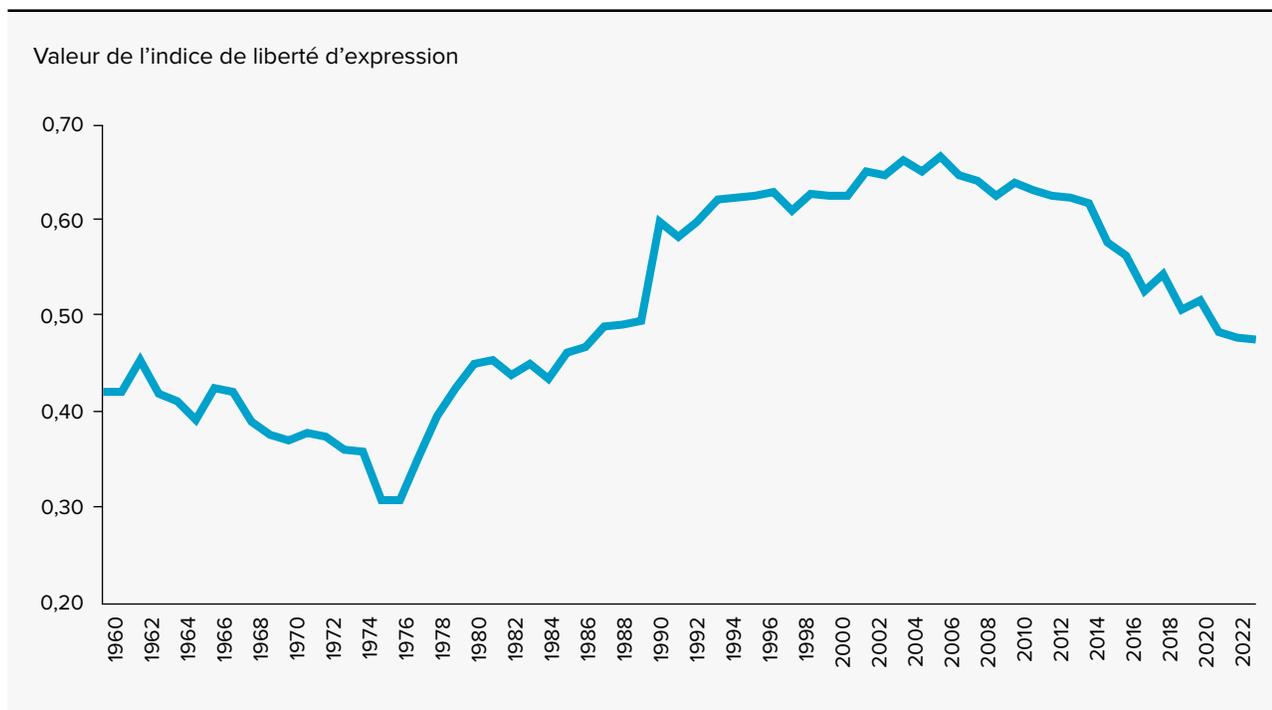
au sein des institutions de tous niveaux. L'espace dédié aux préférences et normes sociales, aux devoirs et à la culture a été rétréci. Le populisme est devenu une soupape de pression inutile. Il en résulte que les institutions ne remplissent pas leur rôle. Il n'est donc pas étonnant que la grande majorité des individus soutiennent la démocratie en tant qu'idéal, mais que plus de la moitié d'entre eux soutiennent aujourd'hui des dirigeants susceptibles de la mettre en péril dans la pratique.

La capacité d'agir est la pierre angulaire du développement humain. Bien que difficile à mesurer directement, la capacité d'agir dans une démarche collective<sup>49</sup> s'érode peut-être (figure O.6), du moins pour une partie non négligeable de la population mondiale<sup>50</sup>. Nombreux sont ceux qui ont le désagréable sentiment – comme en témoigne l'augmentation généralisée des niveaux de stress, d'inquiétude et de désespoir qu'ils déclarent – que les possibilités d'exercer des choix dans leur vie, en fonction de ce à quoi ils ont raison d'accorder de la valeur, sont de plus en plus limitées. Parmi un ensemble d'options de plus en plus restreintes, ils sont moins sûrs – plus incertains – que le choix qu'ils souhaitent faire puisse se concrétiser.

Il s'agit là de menaces pour la psyché humaine – pour notre sentiment de soi et d'autonomie, pour notre sentiment d'appartenance et d'attachement à une intentionnalité partagée<sup>51</sup>, pour notre capacité de décider de ce à quoi nous accordons de la valeur ainsi que de la manière dont nous pouvons agir et agissons sur ces valeurs – qui ne sont pas moins importantes que les menaces posées par un super typhon, une épidémie ou la violence. Les indicateurs conventionnels tels que le produit intérieur brut (PIB) ou même l'indice de développement humain passent à côté de quelque chose d'important qui s'exprime bruyamment dans les rues, dans les urnes et dans la multiplication des soutiens apportés à des dirigeants susceptibles d'ébranler la démocratie. La capacité d'agir peut être un moyen de comprendre les déficits et, à l'instar des concepts d'insécurité, c'est un aspect qu'on peut désormais mesurer par des outils innovants. En effet, dans toutes les régions, la sécurité humaine et les déficits de capacité d'agir vont de pair (figure O.7).

Ajoutons-y maintenant les inégalités. On observe une diminution abrupte de la proportion de personnes situées dans la moitié inférieure de l'échelle de répartition des revenus qui déclarent avoir très peu de contrôle sur leur vie (figure O.8). En d'autres termes, la capacité d'agir augmente au fur et à mesure que les revenus augmentent pour les 50 % les plus pauvres de l'échelle de répartition des revenus. Tout en bas de l'échelle, le manque de capacité d'agir est particulièrement prononcé (les déficits de capacité d'agir sont trois fois plus élevés chez les personnes du décile de revenus le plus bas que chez les personnes des déciles 6 et plus). En outre, la proportion de personnes déclarant avoir un très grand contrôle sur leur vie est faible et relativement égale pour les 50 % de la population se trouvant au bas de l'échelle, mais augmente avec les revenus

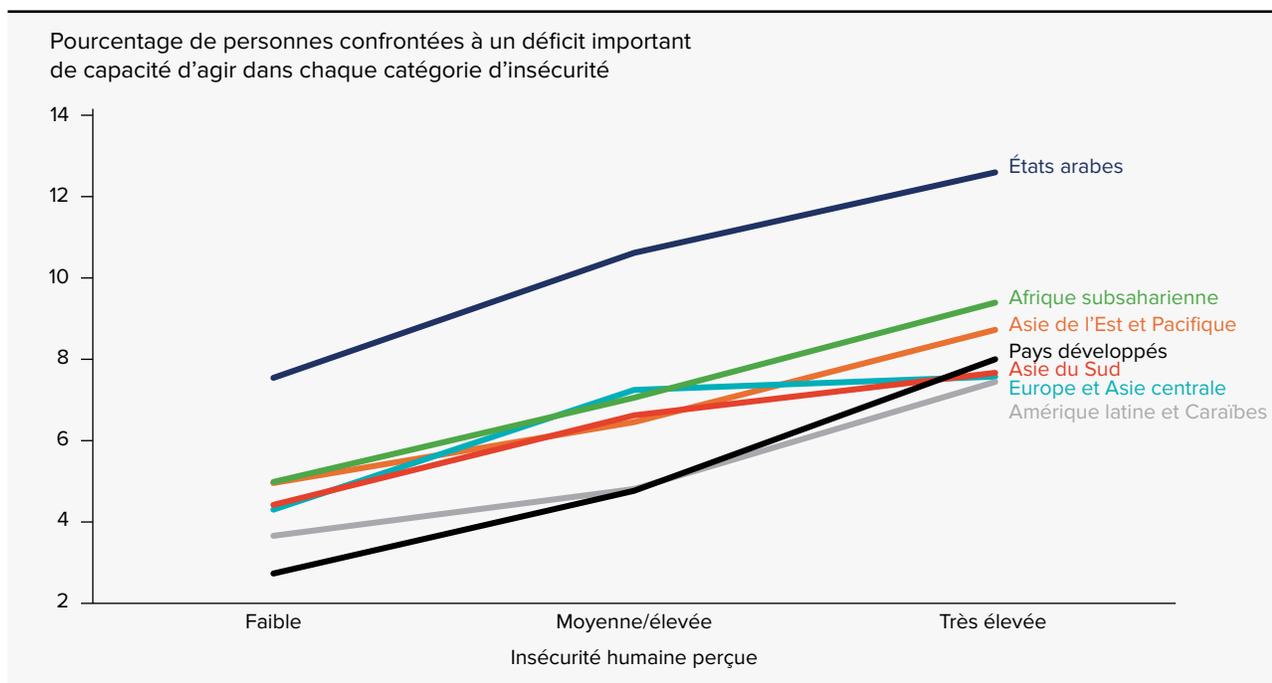
**Figure O.6 La liberté d'expression va de pair avec la capacité d'agir et n'a cessé de reculer ces dernières années**



**Note :** les données sont des moyennes pondérées en fonction de la population.

**Source :** calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain se basant sur les données du projet Varieties of Democracy et de la base de données Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.

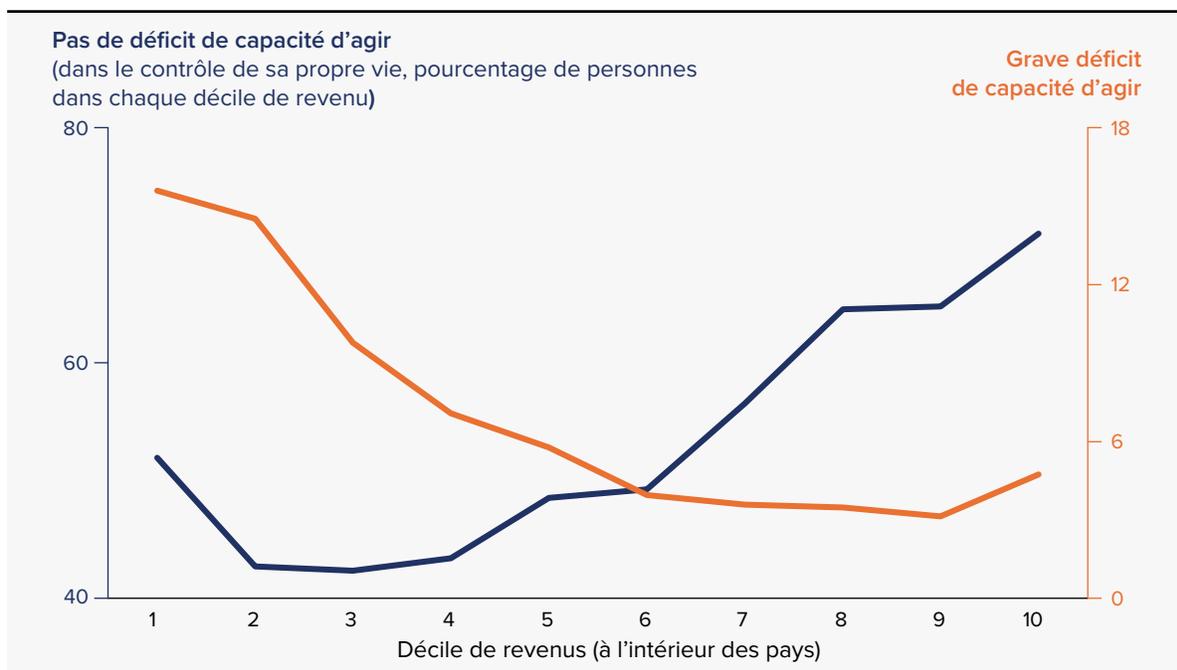
**Figure O.7 Plus l'insécurité humaine perçue est élevée, plus le sentiment de contrôle sur sa propre vie est faible**



**Note :** l'insécurité humaine perçue est mesurée comme « faible », « moyenne et élevée » et « très élevée » à l'aide de microdonnées et de pondérations égales entre les pays, et à partir de l'indice décrit dans PNUD (2022b), annexe 1.2. L'axe « Grave déficit de capacité d'agir » mesure la part de la population qui déclare n'avoir aucun ou très peu de contrôle sur sa vie (de 1 à 3 sur une échelle de 1 à 10).

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir des dernières données disponibles de la série 6 (2010-2014) et de la série 7 (2017-2022) de l'Enquête mondiale sur les valeurs (Inglehart et al., 2022).

**Figure O.8** La perception de la capacité d'agir (contrôle sur sa propre vie) est déterminée par les revenus



**Note :** calculs réalisés à partir de microdonnées et de pondérations égales entre les pays.

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain se basant sur les données de la série 7 (2017-2022) de l'Enquête mondiale sur les valeurs (Inglehart *et al.*, 2022).

pour les déciles 6 et plus. Ainsi, les inégalités de revenus, qui se recourent souvent avec d'autres inégalités de développement humain et y sont associées, déterminent la capacité d'agir.

La polarisation, l'insécurité, les inégalités et les discours réducteurs font tous payer un lourd tribut humain qui peut être compris grâce à la capacité d'agir, laquelle relie ces éléments en tant que dénominateur commun et guide pour l'action.

Les déficits de capacité d'agir ne concernent pas seulement les institutions formelles. Les normes, qui interagissent de manière dynamique avec les institutions, sont également très importantes. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, dans la plupart des pays, il était officiellement interdit aux femmes de remplir divers rôles sociaux, qu'il s'agisse de posséder des biens, d'aller à l'université ou de participer en politique. Les déficits de capacité d'agir des femmes étaient flagrants et généralisés. Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, de vastes réformes dans le monde entier ont porté reconnaissance par la loi de l'égalité des droits sociaux, économiques et politiques des femmes et des hommes. Bien que, dans de nombreux pays, les femmes soient encore confrontées à des restrictions juridiques affectant leur capacité d'agir, les progrès réalisés en matière de réformes institutionnelles sont remarquables. Les déficits de capacité d'agir consacrés dans les lois formelles tendent à disparaître. Le droit de voter aux élections – une forme fondamentale d'action politique – est un exemple visible de cette évolution.

Toutefois, la capacité d'agir concrète des femmes reste limitée dans de nombreux domaines. Un exemple notable est l'accès des femmes aux plus hautes fonctions politiques, le

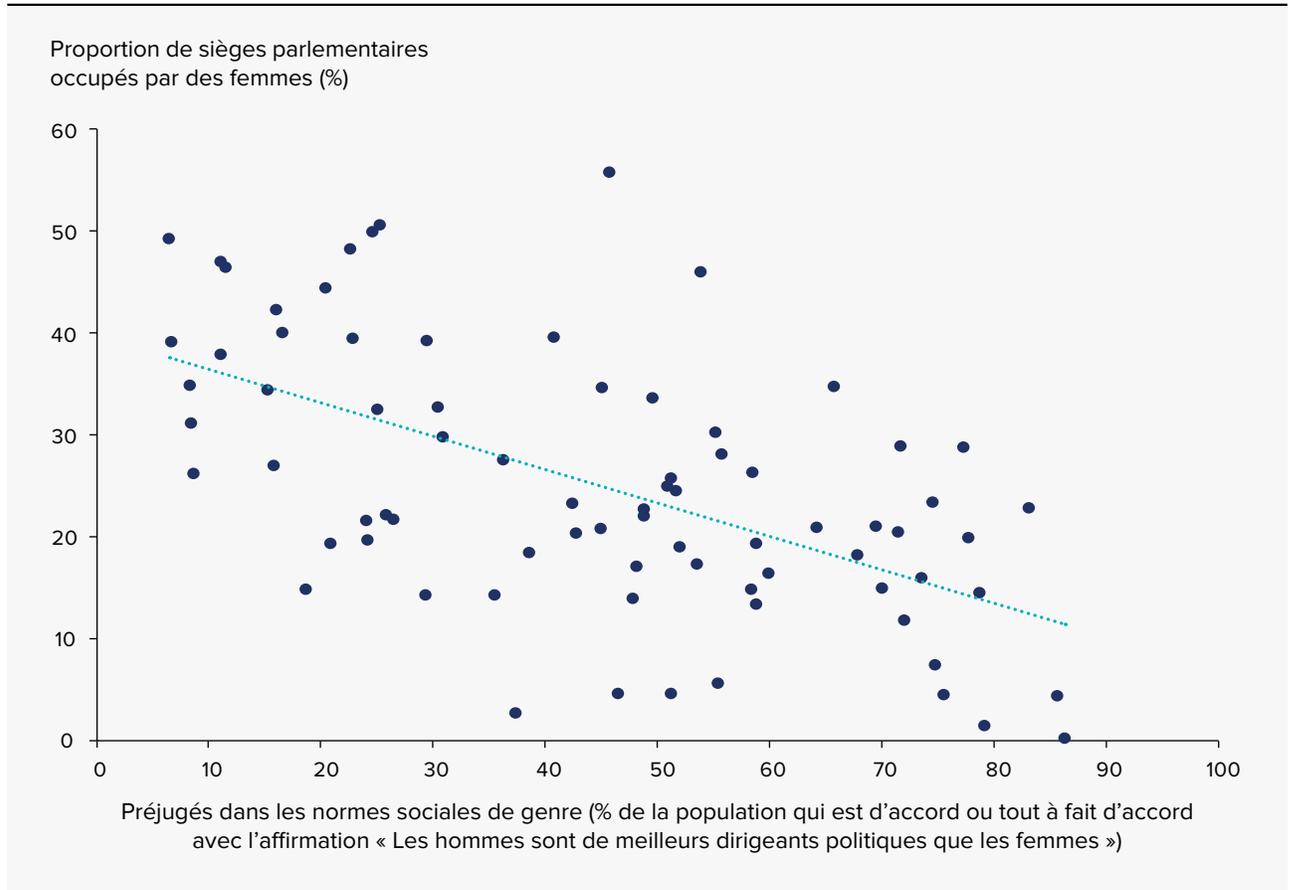
summum de la capacité d'agir politique. Les femmes ne sont chefs d'État ou de gouvernement que dans environ 10 % des pays, une proportion qui n'a guère évolué au cours des dernières décennies<sup>52</sup>.

L'Indice des normes sociales de genre 2023 du PNUD, qui traite les préjugés comme des écarts par rapport aux normes mondiales communes en matière d'égalité des genres, montre que l'égalité des genres est entravée par des normes sociales entachées de préjugés sexistes (figure O.9)<sup>53</sup>. Près de la moitié des individus pensent que les hommes sont de meilleurs dirigeants politiques que les femmes<sup>54</sup>. Or, les normes entachées de préjugés peuvent être tellement enracinées que nous jugeons plus sévèrement les femmes qui occupent de hautes fonctions politiques. Ces préjugés s'infiltrent dans les isolements, les jurys d'entretien, les réunions de conseil d'administration et bien d'autres espaces, limitant ainsi la capacité d'agir des femmes.

Pour contribuer à réduire les déficits de capacité d'agir, les institutions doivent être plus centrées sur les personnes, faire l'objet d'une propriété collective et être tournées vers l'avenir. Que signifient ces principes pour les institutions multilatérales existantes ?

Le développement humain, que les institutions multilatérales reconnaissent, au mieux, de manière limitée ou partielle, est un indicateur indirect de l'adoption d'une approche centrée sur les personnes. Les performances économiques continuent d'être une priorité. C'est pourquoi l'initiative « Au-delà du PIB », mise en avant par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, António Guterres, est si importante<sup>55</sup>. Les lacunes en

**Figure O.9** L'égalité des genres en politique est entravée par des normes sociales biaisées en la défaveur des femmes



**Source :** Bureau du Rapport mondial sur le développement humain, à partir de données de la série 7 (2017-2022) de l'Enquête mondiale sur les valeurs (pour les normes sociales entachées de préjugés) et de données de l'Union interparlementaire (pour la proportion de sièges parlementaires occupés par des femmes en 2021). Voir aussi PNUD (2023a).

matière de propriété collective se manifestent par le maintien de systèmes de gouvernance à la faveur de règles écrites et non écrites qui reflètent l'héritage de la répartition du pouvoir dans le monde de l'après-guerre. Cela va des institutions financières internationales à l'Organisation des Nations Unies, plusieurs propositions ayant été formulées au fil des ans pour remédier au manque actuel de représentativité des systèmes de gouvernance<sup>56</sup>.

La propriété collective des institutions implique une répartition équitable du fardeau de l'action gouvernementale, en évitant les inégalités résultant de l'évasion et de la fraude fiscales. Durant la dernière décennie, des progrès considérables ont été accomplis dans la lutte contre la fraude fiscale, principalement grâce à l'amélioration de l'information et de la transparence dans le monde<sup>57</sup>. L'Assemblée générale des Nations Unies a entamé le processus d'élaboration d'une convention-cadre sur la coopération fiscale internationale afin de faciliter la coordination des politiques sur ces questions<sup>58</sup>. Les taux d'imposition minimums au niveau mondial, tels que le taux d'imposition minimum effectif des revenus des sociétés, n'ont pas besoin d'être très élevés pour générer des montants

substantiels s'ils sont bien appliqués<sup>59</sup>. La mise en application est en grande partie un choix des pouvoirs publics et dépend de la coordination internationale.

Être tournées vers l'avenir signifie, pour les institutions, tenir compte de la manière dont l'interdépendance subit un remodelage à l'ère de l'Anthropocène et du fait de la révolution numérique, et trouver des moyens de fournir des biens publics mondiaux de manière plus systématique, plus efficace et plus équitable.

## Vers une vision du développement centrée sur la capacité d'agir

Qu'est-ce que le développement et quelle est la meilleure façon d'y parvenir ? Il s'agit là d'une question centrale de l'après-guerre dont la réponse a évolué au fil du temps en fonction des réalités émergentes. Aujourd'hui, les interactions dynamiques entre les pressions planétaires de l'Anthropocène, d'une part, et les inégalités et l'insécurité croissantes, d'autre part, constituent ensemble un défi lancé à tous les discours sur le développement.

Et même au développement humain.

Le premier Rapport sur le développement humain, publié en 1990, proclamait fièrement que « [l]es individus sont la véritable richesse d'une nation ». Ils le sont encore et le seront toujours. Quel est l'intérêt du développement si ce n'est pour les individus ? Cependant, la façon dont nous parlons des individus et dont nous évaluons leur développement doit aller au-delà des réalisations en matière de bien-être mesurées par l'indice de développement humain et d'autres indicateurs conventionnels pour inclure la capacité d'agir – cette capacité unique et illimitée des personnes à formuler et à reformuler des objectifs, des engagements et des valeurs, à faire des choix raisonnés qui peuvent ou non faire progresser leur propre bien-être, et, en fin de compte, à mener une vie dans une finalité précise, qui peut aller au-delà de leur soi individuel.

La notion même de capacité d'agir a été largement écartée des programmes de développement. Et cela se voit. Les déficits de capacité d'agir coïncident avec des tendances inquiétantes concernant les normes et pratiques démocratiques, la polarisation et le déclin de la confiance générale dans les gouvernements et les institutions internationales. La coopération internationale elle-même devient plus politisée. Nos institutions sont aux prises avec un déficit de capacité d'agir.

Dans son ouvrage phare intitulé *Development as Freedom*, Amartya Sen revisite le développement en le décrivant comme la poursuite d'une plus grande liberté qui renforce la capacité des individus à s'aider eux-mêmes et à influencer le monde, et estime que cela se rattache à ce que l'on pourrait appeler l'élément de capacité d'agir des individus<sup>60</sup>.

Le Rapport sur le développement humain 2023-2024 commence à tracer les contours de ce que l'on pourrait appeler une vision émancipatrice du développement qui met en lumière cette notion de développement en tant que liberté d'agir sur le grand défi de notre époque : l'humanité et la planète en crise commune. Cette conception du développement est centrée sur l'expansion de la capacité d'agir à l'intersection du développement humain, des droits humains et de la durabilité. Son objectif est l'expansion des libertés sous toutes leurs formes, y compris la liberté à l'égard de la tyrannie des identités uniques et exclusives, des convictions à somme nulle et des modèles de comportement simplifiés à l'extrême qui réduisent les individus à des calculateurs de chiffres narcissiques.

Les institutions du XXI<sup>e</sup> siècle devraient réduire les déficits de capacité d'agir et élargir, plutôt que remplacer, les capacités de l'État-providence du XX<sup>e</sup> siècle. La liberté prospère

lorsqu'elle acquiert une pleine signification qui englobe non seulement les libertés négatives, nécessaires et importantes (liberté de vivre à l'abri de la peur, du besoin, des privations), mais aussi les libertés positives, tout aussi importantes (liberté de soi-même, liberté de pensée et liberté d'action, y compris l'action collective utile).

### **Les États de toutes tendances politiques et de tous niveaux de revenu ont la possibilité et l'obligation de façonner des politiques et des institutions centrées sur la capacité d'agir, ancrées dans le développement humain et guidées par les droits humains**

Les États de toutes tendances politiques et de tous niveaux de revenu ont la possibilité et l'obligation de façonner des politiques et des institutions centrées sur la capacité d'agir, ancrées dans le développement humain et guidées par les droits humains et la protection de la planète, des institutions qui nous libèrent de l'immobilisme dysfonctionnel, qui répondent mieux aux besoins des individus et leur donnent plus de moyens d'action, et qui nous libèrent tous des discours rigides et conflictuels à somme nulle sur nous-mêmes et sur les autres. Lorsque les individus se sentent plus libres d'habiter des identités multiples qui se chevauchent, lorsque le dialogue raisonné et axé sur les problèmes prévaut sur la rhétorique chargée d'émotions qui exploite les griefs collectifs, lorsque les personnes se rencontrent pour échanger au lieu de s'envoyer des tweets, les individus sont alors plus aptes et plus susceptibles de poursuivre leurs propres objectifs, ainsi que de faire des compromis et de coopérer sur des objectifs communs qui font que les buts qu'ils visent soient plus atteignables.

C'est à ce cycle vertueux qu'aspire une vision du développement centrée sur la capacité d'agir, dont le présent rapport décrit les éléments constitutifs. L'impasse mondiale commence à céder la place à la coopération, y compris concernant les biens publics mondiaux, même dans les cas où une diversité de préférences divergentes persiste – et nous devrions nous attendre à ce qu'elle persiste. En effet, les différences dans l'importance que les individus accordent à telle ou telle chose est une observation encourageante du développement humain et, comme le font valoir les précédentes éditions du Rapport sur le développement humain, la diversité sous ses nombreuses formes est essentielle pour naviguer dans des couches d'incertitude nouvelles et en interaction.

Nous pouvons faire mieux. Nous avons beaucoup d'atouts. Allons de l'avant.

**PARTIE**

---

**1**

# **Faire progresser le développement humain dans un monde interdépendant**



## CHAPITRE

---

### 1

# Le développement humain pâtit de la mauvaise gestion des interdépendances

## **Le développement humain pâtit de la mauvaise gestion des interdépendances**

Après des décennies de convergence, on assiste à une accentuation de la divergence entre les groupes de pays dont l'indice de développement humain est très élevé et ceux dont l'indice de développement humain est faible. La trajectoire d'amélioration de l'indice de développement humain moyen mondial s'est infléchie.

Pourquoi ? En grande partie à cause d'une mauvaise gestion des interdépendances, comme en témoignent la réponse inadéquate à la pandémie de COVID-19, les progrès timides en matière d'atténuation des effets du changement climatique et l'embrasement de conflits violents, dont les implications dépassent les frontières.

La baisse de la valeur de l'indice de développement humain (IDH) mondial a été sans précédent en 2020 et en 2021. Elle reflète des pertes irrécupérables, y compris des millions de vies humaines. Malgré la hausse de la valeur de l'IDH mondial en 2022 et celle prévue en 2023, le redressement devrait être très inégal : les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) devraient retrouver ou dépasser leurs valeurs de 2019, mais 51 % des pays les plus pauvres, qui comptent 328 millions d'habitants, ne devraient pas y parvenir<sup>1</sup>.

Ce chapitre examine ce déclin sans précédent de l'IDH et le redressement sous l'angle des échecs dans la gestion d'un défi mondial commun : le franchissement des frontières par un nouveau virus et, avec lui, la propagation des difficultés économiques et des pertes dans les domaines de la santé et de l'éducation. Les retombées transfrontalières signifient que nous n'avons pas réussi à gérer les interdépendances entre les pays, bien que l'humanité dispose des capacités nécessaires pour y faire face. Le chapitre 3 explique le déroulement de cette mauvaise gestion, les domaines d'échec de la coopération internationale, mais aussi ceux dans lesquels elle a réussi, et les raisons à cela<sup>2</sup>. Ce chapitre met en lumière la manière dont la mauvaise gestion des interdépendances nuit au développement humain.

Les interdépendances mises en évidence lors de la pandémie de COVID-19 sont parfois décrites comme un choc, un événement négatif dont il convient de se remettre pour mieux repartir de l'avant. Pourtant, à mesure que nous nous penchons sur ce que le Rapport mondial sur le développement humain 2021/2022 décrit comme un nouvel ensemble d'incertitudes, les modèles d'interdépendances<sup>3</sup> font l'objet d'un remodelage (chapitre 2), et leur mauvaise gestion peut entraîner une escalade des crises de développement humain hypercoûteuses. Les interdépendances prennent plusieurs formes. Certaines concernent l'interdépendance planétaire de l'Anthropocène, l'âge des humains<sup>4</sup>. Il s'agit notamment des changements climatiques, de la perte de biodiversité, des implications transfrontalières de la pollution et des maladies zoonotiques nouvelles et ré-émergentes qui pourraient entraîner de futures pandémies. En effet, juillet 2023 a été le mois le plus chaud jamais recensé dans toutes les régions du monde<sup>5</sup>. La chaleur et les températures extrêmes dangereuses pour la santé humaine ont déjà entraîné une hausse des maladies et des décès<sup>6</sup>. En 2023, on a observé un nombre record d'incendies de forêt au Canada<sup>7</sup> et dans l'État d'Hawaï aux États-Unis<sup>8</sup>. On a recensé des pluies torrentielles et des inondations en Libye, en Europe et dans certaines parties de l'Asie, ainsi que des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents, tels que des ouragans et des typhons<sup>9</sup>. Les effets de dangereux changements planétaires dus aux choix de l'homme se font sentir aux quatre coins de la planète.

La mauvaise gestion des tensions géopolitiques et leur manifestation dans des conflits violents nuisent au développement humain, à la fois pour les pays impliqués dans les conflits et souvent pour beaucoup d'autres. Les conflits récents et les tensions géopolitiques ont augmenté<sup>10</sup>. Les conséquences des conflits dépassent non seulement les frontières géographiques, mais aussi les frontières générationnelles, et les guerres à Gaza, en Ukraine et au Yémen anéantissent les progrès réalisés en matière de développement humain au fil des générations et limitent les perspectives pour des cohortes entières de jeunes<sup>11</sup>.

**Le contexte d'incertitude nouvelle et de mauvaise gestion des interdépendances se traduit par une augmentation de la pauvreté et de la faim dans le monde au cours des dernières années, ce qui éloigne le monde de la réalisation des objectifs de développement durable**

Le contexte d'incertitude nouvelle et de mauvaise gestion des interdépendances se traduit également par une augmentation de la pauvreté et de la faim dans le monde au cours des dernières années, ce qui éloigne le monde de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD)<sup>12</sup>. L'année 2023 a marqué la mi-parcours vers 2030, date limite pour atteindre les objectifs et les cibles du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les progrès stagnent ou ont été réduits à néant pour 30 % des cibles des objectifs de développement durable (ODD) et sont faibles ou insuffisants pour 50 % d'entre elles<sup>13</sup>. Au-delà des pertes de bien-être, les individus ressentent également un sentiment de perte de capacité d'agir (l'incapacité de mener une vie guidée par leurs engagements), ce qui constitue un pas en arrière par rapport à la notion d'Amartya Sen de « développement par la liberté »<sup>14</sup>. Les individus sont souvent pris dans une succession d'événements qu'ils ne comprennent pas entièrement, ou dans lesquels ils semblent n'avoir que peu ou pas de rôle à jouer, et dont les conséquences se font sentir dans leur vie quotidienne<sup>15</sup>. Au-delà des disparités de bien-être, il existe également un déficit de capacité d'agir, qui résulte en partie de notre incapacité collective à orienter nos actions de manière ciblée en vue de gérer les interdépendances.

**Construire un avenir moins solide ?  
Un redressement inégal et incomplet  
du développement humain après  
l'effondrement de 2020-2021**

La valeur de l'indice de développement humain mondial de 2023 devrait se redresser après la chute sans précédent recensée entre 2020 et 2021. Selon nos projections, la valeur de

l'IDH mondial de 2023, la plus élevée jamais enregistrée, sera très probablement la plus élevée de tous les temps, dépassant ainsi la valeur de 2019 pour toutes les composantes de l'indice : l'espérance de vie à la naissance, le nombre moyen d'années de scolarisation, le nombre attendu d'années de scolarisation et le revenu national brut par habitant. Ce redressement s'avère cependant inégal et incomplet, et les cicatrices du déclin pourraient devenir permanentes si la tendance des progrès de l'IDH observée avant 2019 était plus ou moins maintenue. L'IDH a d'ores et déjà perdu de sa valeur par rapport à la tendance antérieure à 2019 (figure 1.1).

C'est en 2022 que la tendance à la baisse de l'IDH s'est inversée, mais certaines données suggèrent que nous pourrions travailler à la construction d'un avenir moins solide, et ce pour quatre raisons.

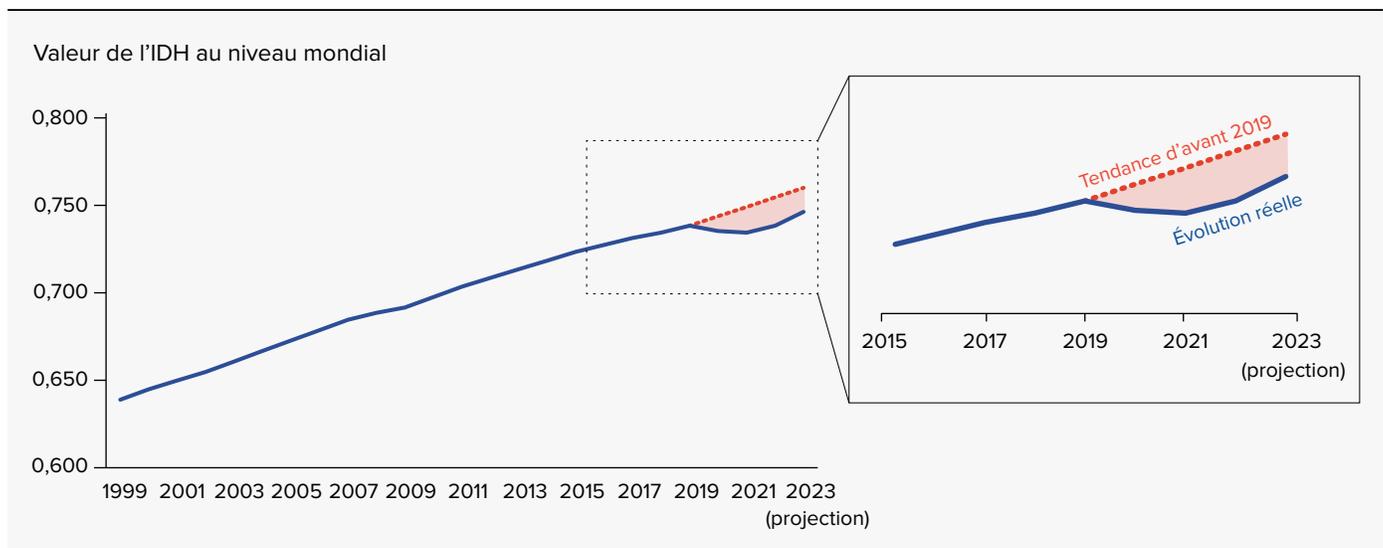
- *Tout d'abord, il est impossible de récupérer toutes les pertes en développement humain.* Les pertes en vies humaines (environ 15 millions<sup>16</sup>) sont irréparables, tout comme le sont peut-être certains apprentissages qui n'ont pas eu lieu et certains projets économiques qui ne se sont pas concrétisés. Cette perte en développement humain est représentée par la zone ombrée de la figure 1.1 : l'écart entre la valeur réelle de l'IDH mondial (y compris la valeur projetée pour 2023) et la valeur dans un scénario contrefactuel où la tendance d'avant 2019 est maintenue. C'est la première fois qu'a lieu une perte de cette ampleur.
- *Deuxièmement, le redressement est incomplet.* Après le déclin enregistré en 2020-2021, le redressement vers les valeurs

d'avant 2019 a été chancelant pour une grande partie des pays lorsque la plupart d'entre eux ont vu leur IDH diminuer. Pour 2023 (avec des données encore incomplètes au niveau des pays), nous prévoyons que plus d'un quart des pays qui ont connu un recul auront une valeur d'IDH inférieure à leur valeur d'avant 2019. Selon les estimations, une région, à savoir les États arabes, ne devrait pas avoir retrouvé sa valeur moyenne d'IDH d'avant 2019.

Retrouver la valeur de l'IDH de 2019 en 2023 constitue un objectif relativement bas, qui ne tient pas compte des pertes effectives ou des pertes futures potentielles si la trajectoire de l'IDH reste inférieure à la tendance de l'IDH d'avant 2019. La part des pays du monde entier qui devraient atteindre ou dépasser leur valeur d'IDH de 2019 en 2023 est légèrement supérieure à 70 % parmi les pays qui ont subi des baisses d'IDH en 2020, en 2021 ou les deux, et la part dans la plupart des régions (autres que l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Asie du Sud) devrait s'avérer plus faible (figure 1.2).

- *Troisièmement, le redressement s'est montré très inégal.* Selon les projections, en 2023, tous les pays de l'OCDE devraient avoir atteint ou dépassé leurs valeurs d'IDH d'avant 2019, contre seulement 49 % des pays les moins avancés (PMA) (figure 1.3)<sup>17</sup>. Les disparités de redressement sautent également aux yeux entre les groupes d'IDH : 48 % des pays à faible IDH, contre 92 % des pays à IDH très élevé. Cela met en évidence les conséquences d'une mauvaise gestion des interdépendances, qui exacerbe les inégalités en matière de développement humain<sup>18</sup>.

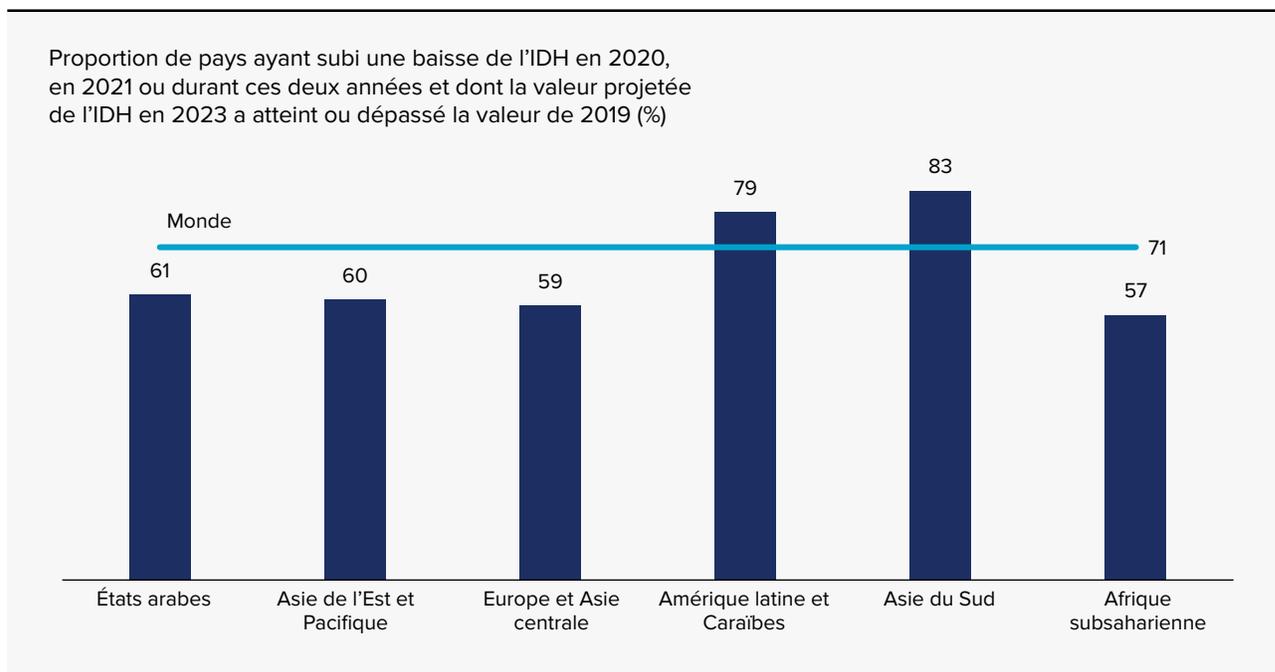
**Figure 1.1** La valeur de l'indice de développement humain (IDH) mondial est inférieure à sa tendance d'avant 2019



**Note** : la valeur de l'indice de développement humain pour 2023 est une projection. La tendance d'avant 2019 est fondée sur l'évolution de l'IDH au cours des 20 années précédentes.

**Source** : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir des données tirées de : Barro et Lee (2018), FMI (2022, 2023), DAES (2023), Institut de statistique de l'UNESCO (2023), Division de statistique des Nations Unies (2023) et Banque mondiale (2023).

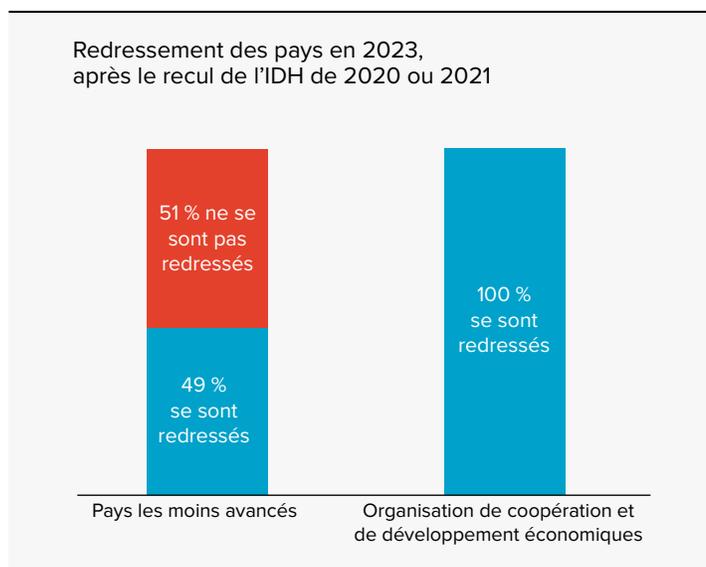
**Figure 1.2 Le redressement des valeurs de l'indice de développement humain (IDH) est incomplet**



**Note :** la notion de « redressement » signifie que les pays qui ont subi un déclin de leur IDH en 2020 ou 2021 devrait atteindre ou dépasser, en 2023, la valeur de leur IDH d'avant ce déclin.

**Source :** calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir des données tirées de : Barro et Lee (2018), FMI (2022, 2023), DAES (2023), Institut de statistique de l'UNESCO (2023), Division de statistique des Nations Unies (2023) et Banque mondiale (2023).

**Figure 1.3 Le redressement des valeurs de l'indice de développement humain (IDH) devrait être très inégal**



**Note :** les pays les moins avancés affichent de faibles niveaux de revenu et sont confrontés à des vulnérabilités qui font d'eux « le groupe le plus pauvre et le plus faible » au sein de la communauté internationale (<https://www.un.org/ohrlls/content/about-least-developed-countries>). La notion de « redressement » signifie que les pays qui ont subi un déclin de leur IDH en 2020 ou 2021 devrait atteindre ou dépasser, en 2023, la valeur de leur IDH d'avant ce déclin.

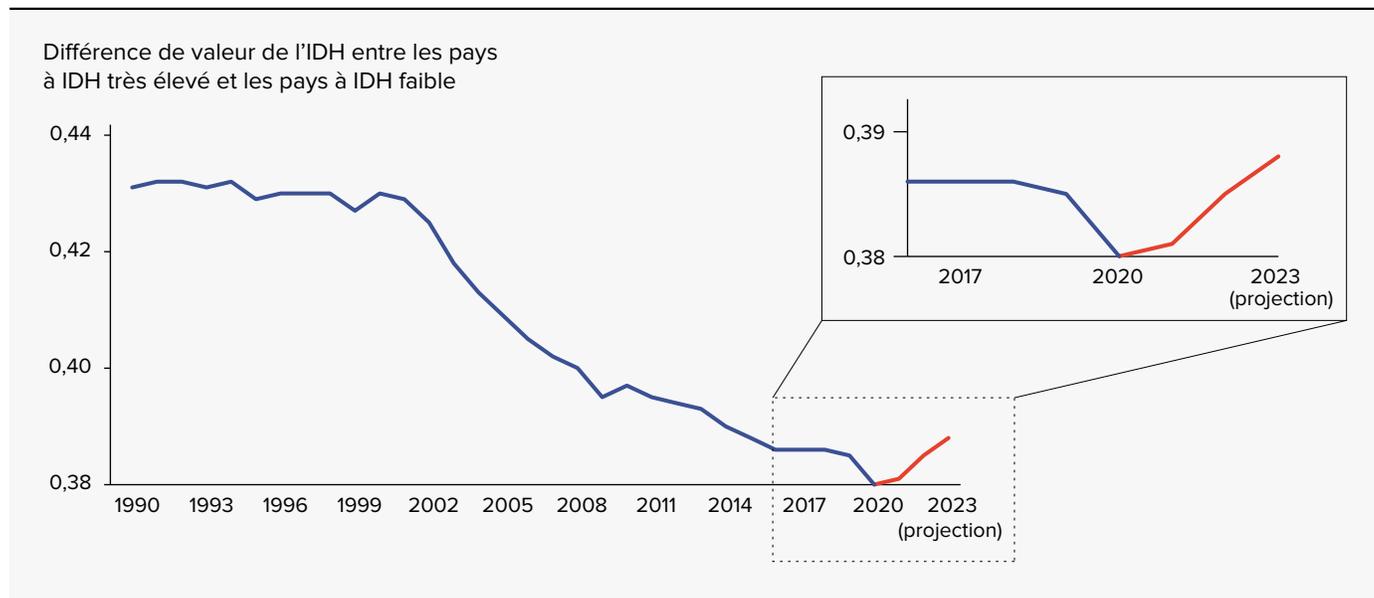
**Source :** calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir des données tirées de : Barro et Lee (2018), FMI (2022, 2023), DAES (2023), Institut de statistique de l'UNESCO (2023), Division de statistique des Nations Unies (2023) et Banque mondiale (2023).

En raison de ces schémas de redressement inégaux, les inégalités de développement humain entre les pays (mesurées par l'écart entre les valeurs de l'IDH du groupe à IDH très élevé et du groupe à IDH faible) ont connu un rebond depuis 2019, ce qui a interrompu deux décennies de convergence (figure 1.4).

- *Quatrièmement, certaines pertes liées à la baisse de l'IDH pourraient devenir permanentes.* Le monde est probablement engagé sur une trajectoire d'IDH plus faible si l'évolution future de l'IDH reste inférieure à la tendance d'avant 2019. D'après la tendance observée sur la période 1999-2019, la valeur de l'IDH mondial était sur la bonne voie pour franchir le seuil définissant un niveau de développement humain très élevé (une valeur de 0,800) d'ici 2030, année coïncidant avec l'échéance fixée pour la réalisation des ODD. Aujourd'hui, on prévoit que le monde devrait dévier de sa trajectoire. En 2023, toutes les régions devraient se trouver en-deçà de leur trajectoire d'avant 2019 (figure 1.5).

La dépendance de l'évolution du PIB au chemin emprunté, marqué par des chocs (hystérésis), a fait l'objet de nombreuses études au cours des dernières années<sup>19</sup>. Contrairement à l'hypothèse d'un rebond vers le stade précédant la récession économique (voire une situation meilleure), les chocs laissent souvent des traces à long terme, voire permanentes<sup>20</sup>. Cela s'explique en partie par l'effet des récessions économiques sur l'offre de l'économie, qui est associée aux capacités de

**Figure 1.4** Les pays à faible indice de développement humain (IDH) ont été laissés pour compte



**Note** : la différence de valeur de l'indice de développement humain pour 2023 est une projection.

**Source** : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir des données tirées de : Barro et Lee (2018), FMI (2022, 2023), DAES (2023), Institut de statistique de l'UNESCO (2023), Division de statistique des Nations Unies (2023) et Banque mondiale (2023).

production à long terme. Même s'ils sont transitoires, les chocs peuvent affecter les conditions économiques de l'emploi<sup>21</sup>, l'investissement dans la recherche-développement<sup>22</sup>, le capital humain<sup>23</sup>, la productivité et la croissance économique à long terme<sup>24</sup>.

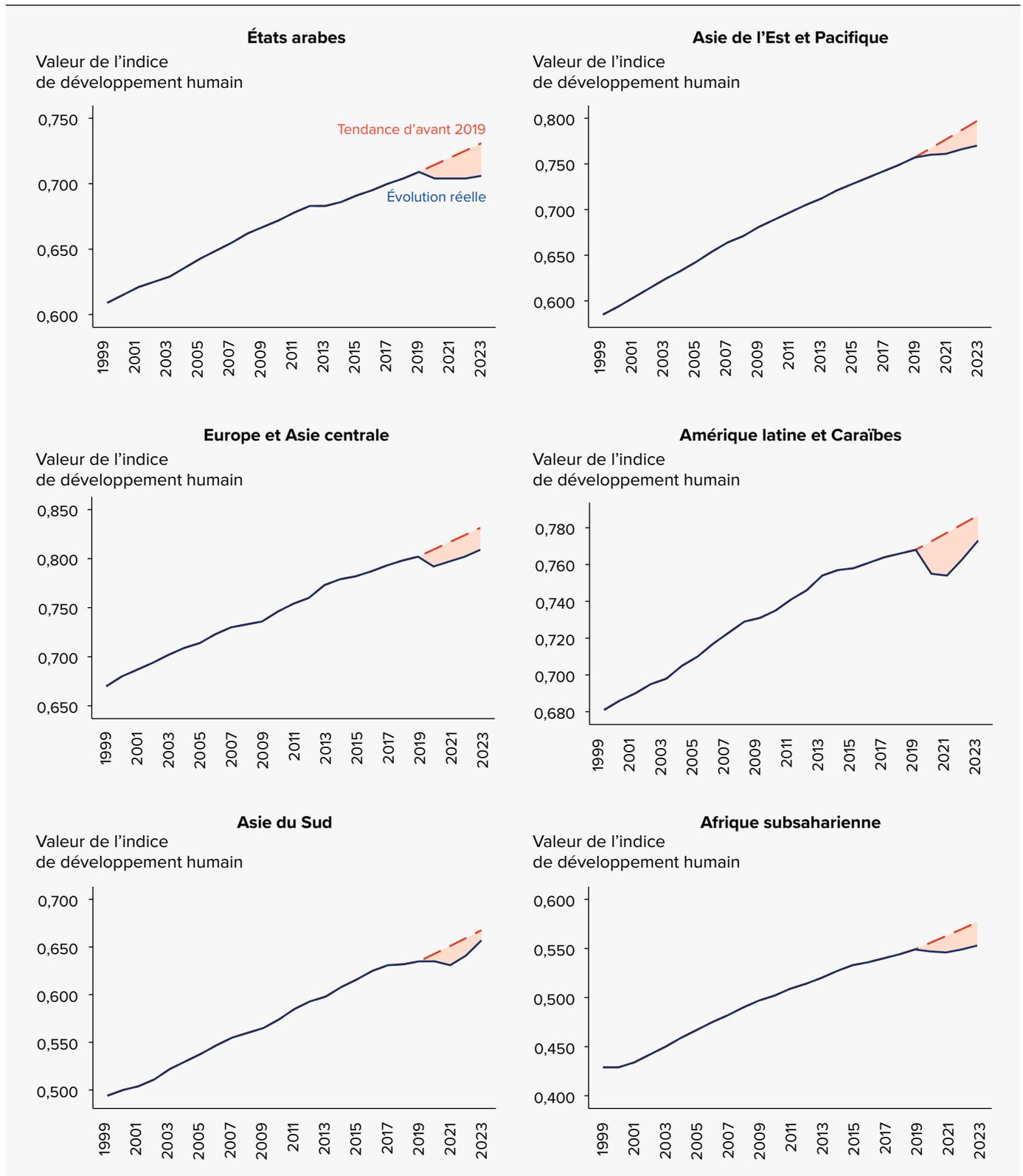
Avant 2019, il était clairement établi que différents chocs (financiers, politiques et environnementaux) avaient des effets notables et souvent durables sur le développement humain, y compris sur l'IDH<sup>25</sup>. Néanmoins, ces effets n'ont pas modifié la tendance globale de l'IDH mondial<sup>26</sup>, qui a persisté malgré les baisses enregistrées certaines années dans certains pays<sup>27</sup>. Pour la toute première fois, la tendance de l'IDH mondial est à la baisse et s'améliore maintenant parallèlement mais en dessous de la tendance d'avant 2019 (ce qui donne un aperçu de ce que serait un avenir marqué par une récurrence de crises et de redressements du développement humain<sup>28</sup>), et la possibilité d'une hystérésis constituant une nouvelle caractéristique qui demande à être analysée de manière plus approfondie<sup>29</sup>.

En matière de développement humain, l'hystérésis peut prendre différentes formes, au-delà des composantes standard de l'IDH. Comme le montre la section suivante, de nombreux exemples de chocs récents ont à la fois des manifestations transitoires et des conséquences plus permanentes sur la vie des personnes. Il s'agit notamment des évaluations récentes des résultats d'apprentissage des étudiants, à un niveau historiquement bas selon le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), des rapports<sup>30</sup> sur les problèmes de santé mentale de longue durée, et du fardeau de

la dette exceptionnellement élevée de nombreux pays, qui limite leur capacité d'investissement dans leur avenir et de mise en œuvre des programmes sociaux.

Enfin, il est essentiel de considérer la tendance des variations sans précédent de l'IDH en adoptant une perspective plus large. Les chocs de ces dernières années, avec leurs effets transitoires et permanents, ont eu lieu dans un monde déjà sous tension. En 2019, de nombreuses manifestations sociales ont été recensées à travers le monde<sup>31</sup>. Le sentiment d'insatisfaction, dont les causes sont multiples, a fait l'objet de rapports récents sur le développement humain. Le Rapport sur le développement humain 2019 soulignait le risque d'émergence d'inégalités généralisées de capacités, qui deviennent de plus en plus pertinentes au XXI<sup>e</sup> siècle. Le Rapport sur le développement humain 2020 souligne que l'importance grandissante des effets de l'Anthropocène dans la vie des individus. Le Rapport spécial sur la sécurité humaine 2022 a montré que 6 personnes sur 7 se sentaient en insécurité avant la pandémie de COVID-19, et que les conflits et les populations touchées par les conflits étaient en hausse. Le Rapport sur le développement humain 2021-2022 examine la double tendance à l'instabilité de la population et à la polarisation politique, déjà visible au cours de la décennie précédente. Il n'y a pas lieu de se reposer sur ses lauriers, même en l'absence d'une baisse de l'IDH en 2020-2021. Aucun de ces défis (tous d'origine humaine et le fruit de notre interdépendance) n'a disparu. Ils sont en revanche aggravés lorsque nous ne parvenons pas à gérer les interdépendances.

**Figure 1.5** La valeur de l'indice de développement humain de chaque région en développement prévue pour 2023 est inférieure à sa tendance d'avant 2019



**Note :** les valeurs de l'indice de développement humain pour 2023 sont des projections. Les tendances antérieures à 2019 sont basées sur l'évolution de l'IDH de chaque région au cours des 20 années précédentes.

**Source :** calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir des données tirées de : Barro et Lee (2018), FMI (2022, 2023), DAES (2023), Institut de statistique de l'UNESCO (2023), Division de statistique des Nations Unies (2023) et Banque mondiale (2023).

## La mauvaise gestion des interdépendances a un coût pour le développement humain

L'expérience de la pandémie de COVID-19 montre comment le monde a sous-investi dans la préparation à la pandémie et a mal géré sa réponse après l'apparition de l'épidémie, en dépit de nombreux avertissements. La pandémie a entraîné la mort d'environ 15 millions de personnes<sup>32</sup>, soit plus que les récentes épidémies combinées de grippe asiatique, de grippe de Hong Kong, de grippe A(H1N1), de SRAS, de MERS et d'Ebola<sup>33</sup>. Elle a non seulement réduit l'espérance de vie à la naissance dans la plupart des pays, mais également altéré les autres composantes de l'IDH, par la fin de l'accès à l'éducation et des traces durables sur l'économie.

Au-delà des effets directs de la pandémie de COVID-19, il convient de souligner que ses effets indirects sur la santé ont été profonds. Pendant que les professionnels de santé accordaient toute leur attention aux patients de la COVID-19, les visites en personne ont considérablement diminué pour les autres patients, y compris ceux ayant des besoins urgents, tels que les patients souffrant de maladies cardiovasculaires, de troubles rénaux, d'abus d'alcool et de problèmes de santé mentale<sup>34</sup>. Les visites de routine et d'urgence ont chuté de manière drastique avec le début des confinements, ce qui a impliqué des conséquences potentielles sur la santé à long terme, y compris une augmentation des maladies et des décès<sup>35</sup>.

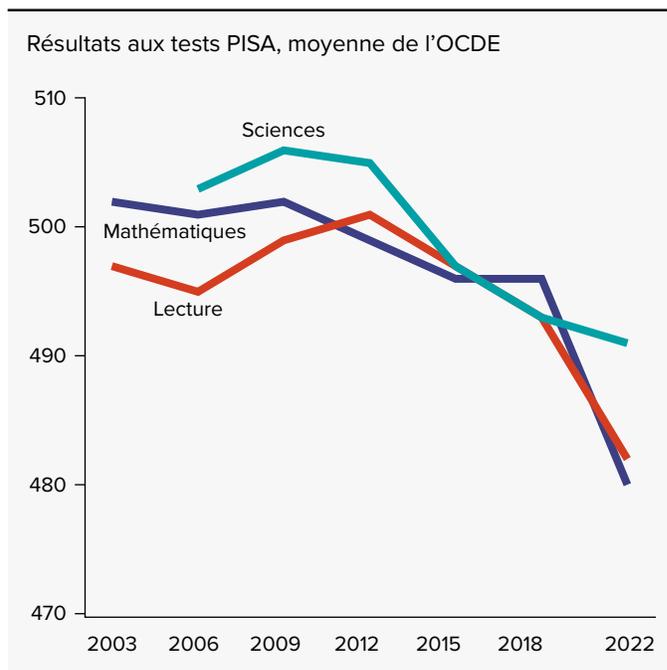
Les individus ont également souffert d'une charge accrue sur le plan de la santé mentale, notamment en raison de la solitude et des violences domestiques<sup>36</sup>. À l'échelle mondiale, la pandémie de COVID-19 a entraîné une augmentation de 28 % des cas de troubles dépressifs majeurs et de 26 % des cas de troubles anxieux en 2020<sup>37</sup>. Cette escalade des troubles mentaux a été observée dans tous les groupes démographiques. Toutefois, on constate une augmentation plus prononcée de leur prévalence chez les femmes et chez les jeunes<sup>38</sup>. Les élèves ont souffert d'une anxiété, d'une peur et d'un chagrin accrus en raison d'un isolement social prolongé et d'habitudes perturbées par les fermetures d'écoles<sup>39</sup>. Les principales victimes ont été les enfants qui souffraient déjà de troubles mentaux, tels que la dépression, ainsi que ceux ayant des besoins particuliers<sup>40</sup>.

Il est à craindre que l'augmentation des troubles mentaux ne dure pas. Par exemple, une série de 11 études longitudinales menées au Royaume-Uni a montré que la détérioration substantielle de la santé mentale observée au Royaume-Uni lors du premier confinement ne s'est pas inversée lorsque le confinement a été levé, et qu'une aggravation durable a été observée tout au long de la période de pandémie<sup>41</sup>. Une autre étude longitudinale menée en Allemagne sur des jeunes a révélé que les marqueurs de la santé mentale s'étaient considérablement détériorés pendant la pandémie

de COVID-19 et qu'ils n'étaient que partiellement revenus aux valeurs observées avant la pandémie par la suite<sup>42</sup>.

De même, on commence à observer des effets durables sur l'apprentissage à la suite des fermetures prolongées d'écoles pendant la pandémie<sup>43</sup>. La pandémie a érodé l'accumulation de capital humain à des moments critiques du cycle de vie et a particulièrement touché les moins de 25 ans, qui constitueront 90 % de la main-d'œuvre en âge de travailler en 2050<sup>44</sup>. Entre 2018 et 2022, les scores PISA ont connu la plus forte baisse jamais enregistrée, avec un chute des scores moyens des pays de l'OCDE de 15 % en mathématiques et de 10 % en lecture (figure 1.6)<sup>45</sup>. Les évaluations nationales américaines montrent que deux décennies de progrès ont été anéanties par la pandémie<sup>46</sup>. Cela pourrait prendre 28 ans pour que les élèves de quatrième retrouvent leur niveau pré-pandémie en mathématiques et 22 ans pour que les élèves de CMI retrouvent leur niveau pré-pandémie en lecture<sup>47</sup>. En outre, ces retards d'apprentissage coûteront environ 1 600 milliards de dollars par an d'ici à 2040 à l'économie mondiale, soit 0,9 % du PIB mondial<sup>48</sup>. Les répercussions en matière d'apprentissage varient considérablement d'un pays à l'autre, car certaines régions sont plus en retard que d'autres, en particulier lorsque les fermetures d'écoles s'éternisent<sup>49</sup>.

**Figure 1.6 Baisse sans précédent des résultats d'apprentissage, tels que mesurés par les scores aux tests PISA**



PISA est le Programme international pour le suivi des acquis des élèves. L'OCDE est l'Organisation de coopération et de développement économiques.  
Source : OCDE (2023).

La pandémie de COVID-19 a entraîné le monde dans la plus grande récession connue, au moins depuis la Seconde Guerre mondiale<sup>50</sup>. La production mondiale a chuté trois fois plus que lors de la crise financière mondiale de 2007-2008, et ce de manière beaucoup plus brutale, notamment en raison de l'arrêt soudain des activités économiques avec l'apparition de la pandémie<sup>51</sup>. À l'échelle mondiale, les taux de chômage ne sont pas encore revenus à leurs niveaux antérieurs à la pandémie, et de plus en plus de travailleurs ont été poussés vers le secteur informel<sup>52</sup>. Dans de nombreux pays, les femmes étaient plus susceptibles de quitter le marché du travail pendant la pandémie que les hommes, en particulier celles du secteur des services et moins instruites<sup>53</sup>. Par exemple, les femmes, en particulier celles qui ont des enfants, ont été plus pénalisées que les hommes lors de la récession pandémique, contrairement à d'autres récessions observées aux États-Unis, où l'emploi des hommes a davantage varié au cours du cycle économique<sup>54</sup>. Cela s'explique en partie par les attentes sociales relatives aux obligations des femmes concernant la garde d'enfants pendant les fermetures d'écoles<sup>55</sup>. Pour celles qui ont pu conserver leur emploi (grâce à des études supérieures et à la possibilité de faire du télétravail), le véritable défi a été de gérer à la fois l'éducation des enfants et le travail, ce qui a augmenté la charge de travail et le stress au quotidien<sup>56</sup>.

Après le ralentissement important observé en 2020, l'économie mondiale est en reprise : en 2023, le revenu moyen par personne devrait être supérieur de plus de 5 % à celui de 2019<sup>57</sup>. Les coûts économiques sont observés sur la durée. Pendant la pandémie de COVID-19, les pouvoirs publics ont mis en œuvre d'importants programmes d'urgence dans un contexte de baisse des recettes fiscales causée par une activité économique limitée. Les économies avancées ont eu recours à tout un éventail de politiques fiscales et monétaires en vue de répondre à l'urgence sanitaire, ainsi qu'à un soutien sans précédent pour préserver les moyens de subsistance, l'emploi, la consommation et les habitations. De nombreuses économies émergentes ont eu du mal à mettre en place un filet de sécurité sociale adéquat pour lutter contre la pandémie dans un contexte budgétaire restreint et ont plongé dans le surendettement<sup>58</sup>. Dans les deux cas, cette politique anticyclique a entraîné une accumulation substantielle de la dette publique, qui avait déjà tendance à augmenter au cours des années précédentes<sup>59</sup>. Les pays sont aujourd'hui confrontés à des arbitrages entre le service de la dette et le financement des politiques sociales : 3,3 milliards de personnes vivent dans des pays qui dépensent plus en paiements d'intérêts qu'en éducation ou en santé<sup>60</sup>, et cette dynamique pourrait entraîner une augmentation de la pauvreté<sup>61</sup> et une baisse du développement humain. En effet, les valeurs de l'IDH ne devraient pas se redresser en 2023 dans 24 des 51 économies les plus vulnérables à l'endettement

identifiées par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) par rapport à la chute de 2020-2021<sup>62</sup>.

---

### **La mauvaise gestion des interdépendances se traduit presque partout par une intensification des conflits**

« Notre monde devient déséquilibré. Les tensions géopolitiques s'accroissent. Les défis mondiaux se multiplient. Et nous semblons incapables de nous rassembler pour y répondre. Nous sommes confrontés à une multitude de menaces existentielles, des crises climatiques jusqu'aux technologies perturbées, et cela à une époque de transition chaotique ».

—António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies<sup>63</sup>

Les récentes flambées de conflits violents dans différentes parties du monde et leur escalade vers des conflits à plus long terme et possiblement à plus grande échelle sont des signes de la résurgence de menaces à la paix mondiale et à la stabilité qui s'étendent à tous les pays. Pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, les conflits à grande échelle impliquant de grandes puissances s'intensifient. En 2022, avant même l'escalade des conflits dans les régions du Moyen-Orient et d'Afrique, 1,2 milliard de personnes (15 % de la population mondiale) étaient touchées par des conflits dans leur voisinage<sup>64</sup>. Ces changements spectaculaires, et dangereux, en matière de stabilité et de sécurité mondiales ont des répercussions majeures dans le temps et au-delà des frontières.

L'intensification des conflits et l'implication des grandes puissances constituent des événements majeurs, non seulement pour les pays impliqués dans des conflits directs, mais également pour les autres. La violence et la paix peuvent être contagieuses<sup>65</sup>. Les conflits modifient souvent la perception que l'on a des guerres (en les rendant plus acceptables), ce qui augmente la probabilité d'une flambée de violence ailleurs<sup>66</sup>. Il existe des données irréfutables relatives à la contagion transnationale d'événements majeurs perturbant la vie politique<sup>67</sup>. Les conflits et leurs conséquences se répercutent souvent sur les pays voisins, ce qui augmente ainsi les effets et les risques<sup>68</sup>. La propagation des conflits nationaux aux conflits régionaux et les conséquences politiques et économiques qui en découlent dans le monde entier soulignent la nécessité impérieuse de contenir les conflits et d'en atténuer les effets à l'échelle mondiale. Les conflits augmentent également la propension à la militarisation<sup>69</sup>. Les dépenses militaires mondiales enregistrent une tendance à la hausse et ont dépassé pour la première fois les 2 000 milliards de dollars en 2019<sup>70</sup>.

Les implications sur le plan du développement humain sont stupéfiantes. L'année 2022 a vu le plus grand nombre de morts au combat depuis des générations<sup>71</sup>. Elle a enregistré

le nombre de conflits armés étatiques le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale<sup>72</sup> et une proportion croissante de conflits unilatéraux dans lesquels des populations civiles non armées sont l'objet d'attaques<sup>73</sup>. Le nombre de victimes de la guerre augmente à un rythme alarmant, y compris celui des civils (figure 1.7)<sup>74</sup>. Les conflits armés poussent des millions de personnes à être déplacées de force.

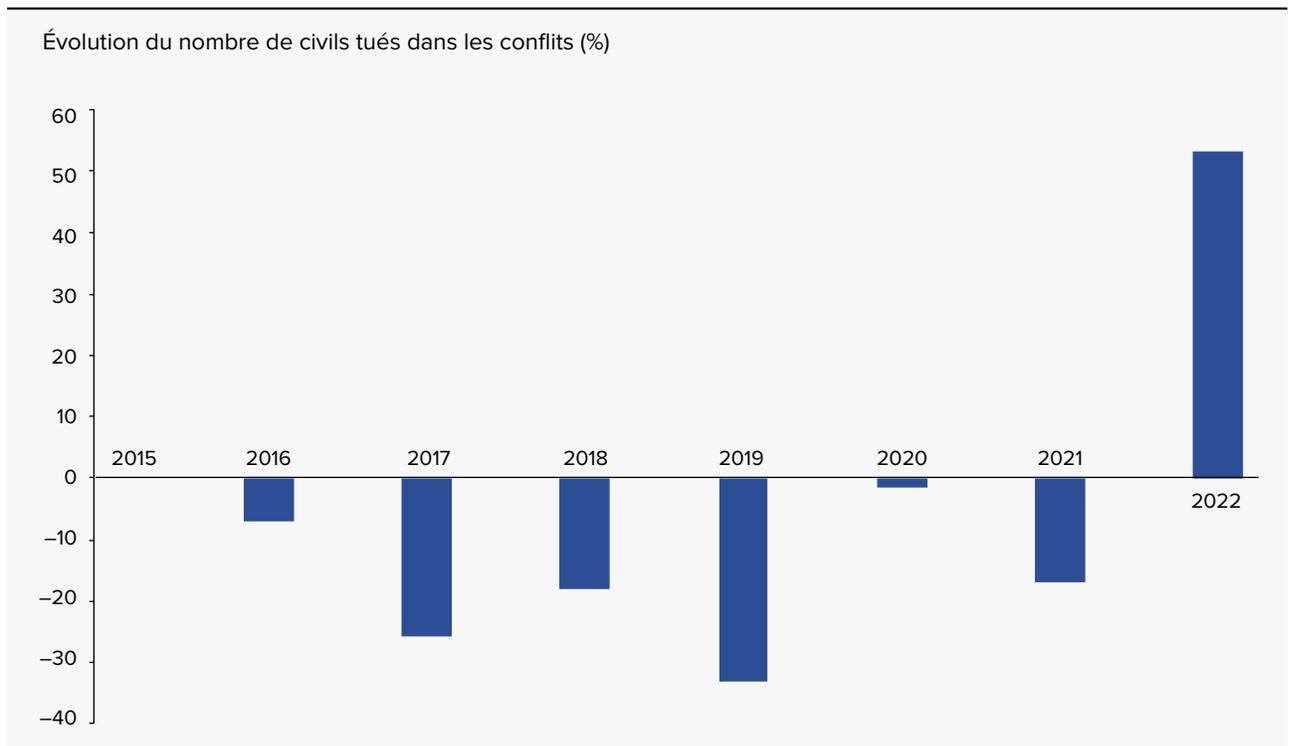
Au cours de la dernière décennie, le nombre de pays impliqués dans des conflits au-delà de leurs frontières a augmenté, ce qui tend à démontrer le fonctionnement de l'interdépendance géopolitique. Sur les 55 conflits étatiques recensés en 2022, 22 avaient lieu à l'internationale<sup>75</sup>, contre 4 sur 37 pour les conflits civils recensés en 2000<sup>76</sup>, ce qui représente une multiplication par plus de cinq. Dans un contexte de dépendance des pays les uns envers les autres pour trouver une porte de sortie des conflits et atteindre des accords de paix à long terme, il n'est pas évident que l'implication de pays étrangers permette d'atteindre ces objectifs plus rapidement. Au contraire, la multiplication des acteurs et les motivations contradictoires, associées aux risques liés à l'augmentation des ressources militaires et financières et à la perception d'un soutien extérieur, ont rendu les conflits plus difficiles à résoudre<sup>77</sup>. L'implication extérieure entraîne souvent des résultats plus meurtriers par la prolongation de la durée des conflits et l'augmentation du nombre de victimes<sup>78</sup>.

L'implication d'acteurs non étatiques accentue également les conflits, ce qui débouche sur des résultats plus violents<sup>79</sup>.

L'interdépendance reste pertinente avant, pendant et après les conflits, et sa mauvaise gestion amplifie les répercussions à l'échelle mondiale. En raison des conflits, des persécutions et des violations des droits humains, le nombre de personnes contraintes de fuir leur foyer a atteint 108 millions, soit le niveau le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale et deux fois et demie plus qu'en 2010 (figure 1.8)<sup>80</sup>. Ces chiffres n'incluent même pas les derniers déplacements, notamment les Palestiniens à Gaza et la crise des réfugiés en Arménie. Un enfant sur cinq à travers le monde vit ou fuit un conflit<sup>81</sup>.

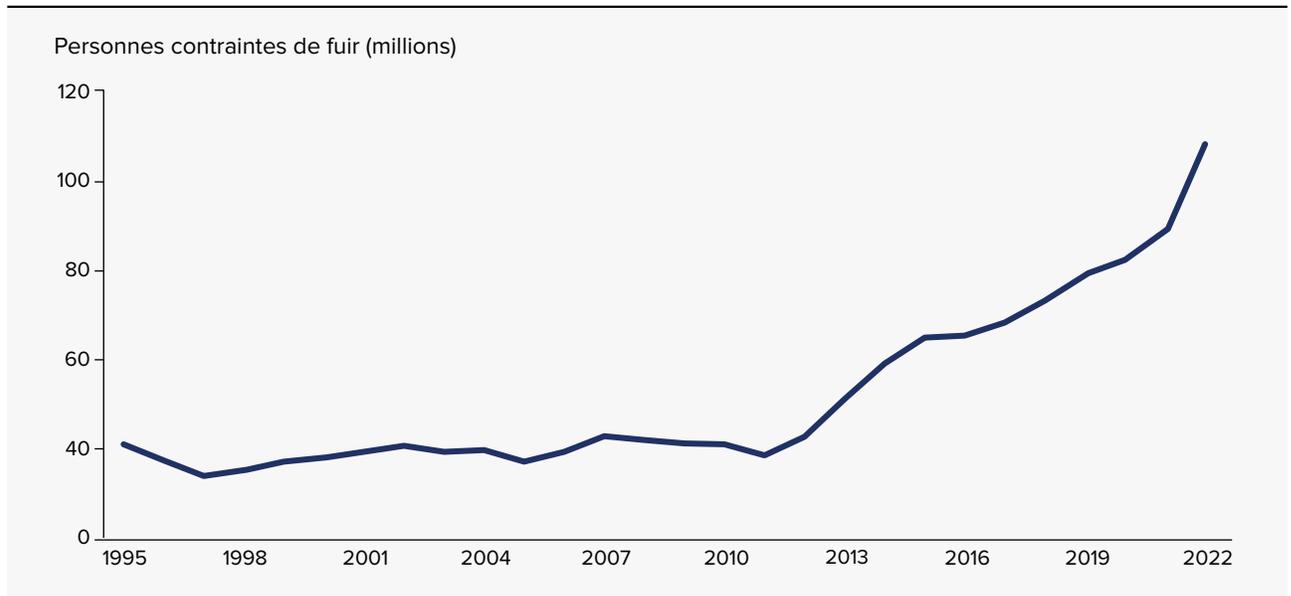
Les personnes déplacées de force (dont plus de la moitié sont des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays), en particulier celles qui ont des besoins aigus, notamment les femmes enceintes, les personnes âgées, les personnes très jeunes, les personnes handicapées et les personnes souffrant de maladies chroniques, sont souvent confrontées à de graves pénuries de nourriture, d'eau potable, de médicaments, d'électricité et de moyens de subsistance de base<sup>82</sup>. Il serait possible pour des millions de personnes forcées de fuir leur foyer sans être responsables, y compris des enfants, de vivre dans la dignité si les pays (impliqués ou non dans des conflits) réussissaient à trouver des solutions satisfaisantes pour toutes les parties destinées aux personnes déplacées<sup>83</sup>. Ces questions

**Figure 1.7** Le nombre de victimes civiles d'un conflit augmente après des années de baisse



Source : Uppsala Conflict Data Program (2023).

**Figure 1.8** Personnes contraintes de fuir leur domicile : une tendance à la hausse vers des niveaux records



**Note :** les personnes contraintes de fuir comprennent les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, les réfugiés sous le mandat du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), les réfugiés palestiniens sous le mandat du HCR, les demandeurs d'asile et d'autres personnes ayant besoin d'une protection internationale.

**Source :** HCR (2023c).

surviennent dans un contexte d'accroissement de l'hostilité à l'égard des réfugiés, en particulier dans les pays à revenu élevé, où le discours public sur ce sujet est devenu plus polarisé<sup>84</sup>. Environ 80 % des réfugiés dans le monde sont accueillis dans des pays à revenu faible ou intermédiaire<sup>85</sup>.

En 2024, le nombre de personnes nécessitant une aide humanitaire devrait atteindre 300 millions<sup>86</sup>. Les augmentations simultanées du financement ne sont pas proportionnelles à la forte augmentation de l'aide humanitaire nécessaire. Dans le même temps que la montée des conflits, la sécheresse aggrave les risques d'insécurité alimentaire et d'épidémies dans de nombreux pays<sup>87</sup>.

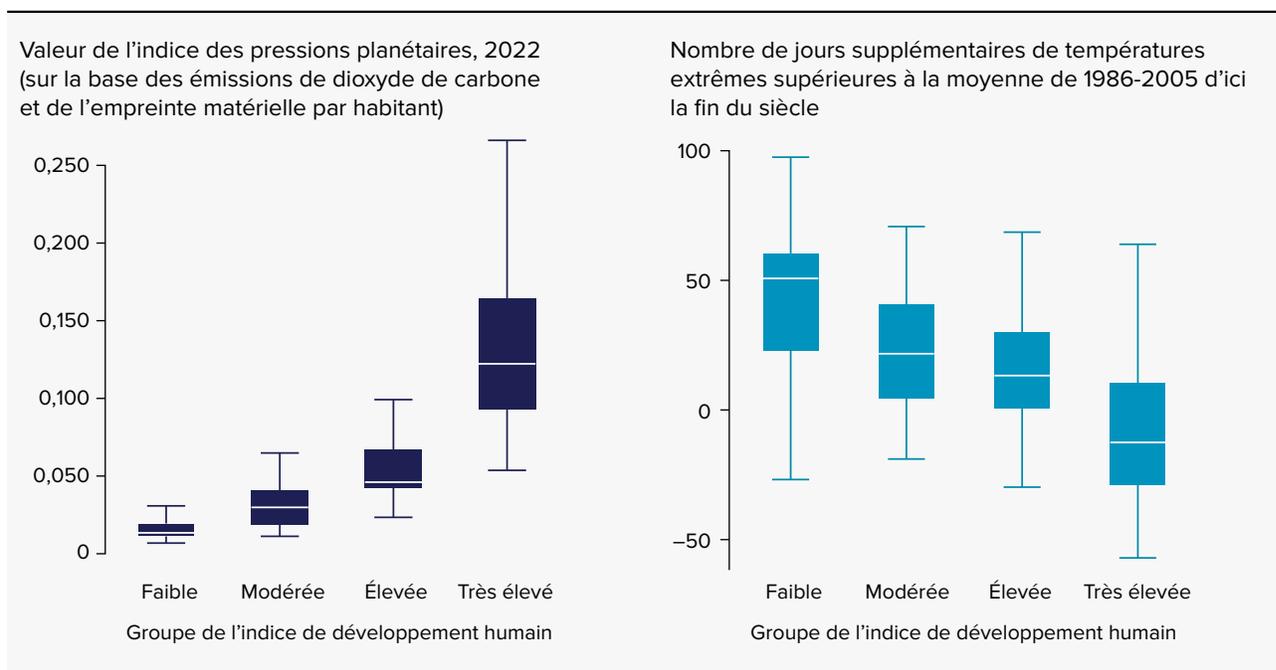
### Changements climatiques : causes et coûts en développement humain de la mauvaise gestion des interdépendances

Les émissions de gaz à effet de serre, qui constituent le principal facteur de changements climatiques, résultent de multiples activités humaines<sup>88</sup>. Il existe une double dissociation entre les responsables des émissions et les personnes touchées par les conséquences des changements climatiques. La première dissociation est temporelle : les activités produisant des émissions aujourd'hui ont leurs principaux effets positifs sur la génération actuelle, tandis que les coûts sont supportés par les générations futures. La seconde dissociation est géographique : les endroits qui ont historiquement bénéficié des émissions sont susceptibles de recevoir une part moins importante des

coûts attendus. Par exemple, les pays à IDH très élevé ont des émissions moyennes de dioxyde de carbone plus élevées, mais devraient connaître une proportion plus faible de jours de températures extrêmes d'ici la fin du XXI<sup>e</sup> siècle (figure 1.9).

Il est essentiel de reconnaître la nécessité de gérer les interdépendances dans le cadre de l'atténuation des changements climatiques. Par exemple, en cas de renforcement des réglementations environnementales nationales dans certains endroits, les acteurs économiques de ces pays peuvent être incités à déplacer la production à forte intensité de carbone vers des endroits où les réglementations ne sont pas aussi strictes. Les entreprises profitent souvent des échanges commerciaux pour contourner les réglementations environnementales en vigueur dans leur pays. Un pays qui s'est engagé à réduire ses émissions verra ses importations de carbone sectoriel en provenance de pays qui ne se sont pas engagés à réduire leurs émissions de carbone augmenter de 8 % par rapport à un pays qui ne s'est pas engagé à réduire ses émissions de carbone, ce qui modifie simplement l'origine de la consommation de ses biens à forte intensité de carbone<sup>89</sup>. La délocalisation du carbone (relocalisation de la production à forte intensité de carbone dans des régions où les normes relatives au carbone sont peu contraignantes) et les fuites annulent les économies réalisées sur les émissions nationales et peuvent même entraîner une augmentation des émissions mondiales. Les politiques environnementales qui ignorent les répercussions potentielles au niveau commercial pourraient avoir des conséquences inattendues<sup>90</sup>.

**Figure 1.9 Les pressions exercées sur la planète sont dissociées de leurs effets géographiques et temporels**



**Note :** l'indice des pressions exercées sur la planète est calculé à partir des émissions de dioxyde de carbone par habitant et de l'empreinte matières par habitant dans chaque pays (cela correspond à 1 moins le coefficient d'ajustement aux pressions exercées sur la planète présenté dans le tableau 7 de l'Annexe statistique). Les jours extrêmes d'ici la fin du siècle sont basés sur le scénario d'émissions très élevées. Chaque encadré représente les 50 % du milieu de la répartition et la ligne centrale représente la médiane. À l'extérieur de l'encadré, les lignes extrêmes correspondent approximativement au minimum et au maximum de la répartition. Les valeurs aberrantes ne sont pas indiquées.

**Source :** Bureau du Rapport mondial sur le développement humain, d'après Carleton et autres (2022) et PNUD (2020b).

La mauvaise gestion des interdépendances liées aux changements climatiques devrait entraîner un lourd tribut pour le développement humain. L'année 2023, qui marque le début d'une décennie de températures de plus en plus élevées, a été la plus chaude jamais enregistrée, du moins depuis 1880, date à laquelle les températures mondiales ont été relevées pour la première fois<sup>91</sup>. À l'heure où nous écrivons ces lignes, le seuil de 2°C au-dessus des niveaux préindustriels a été franchi pour la première fois en une seule journée<sup>92</sup>.

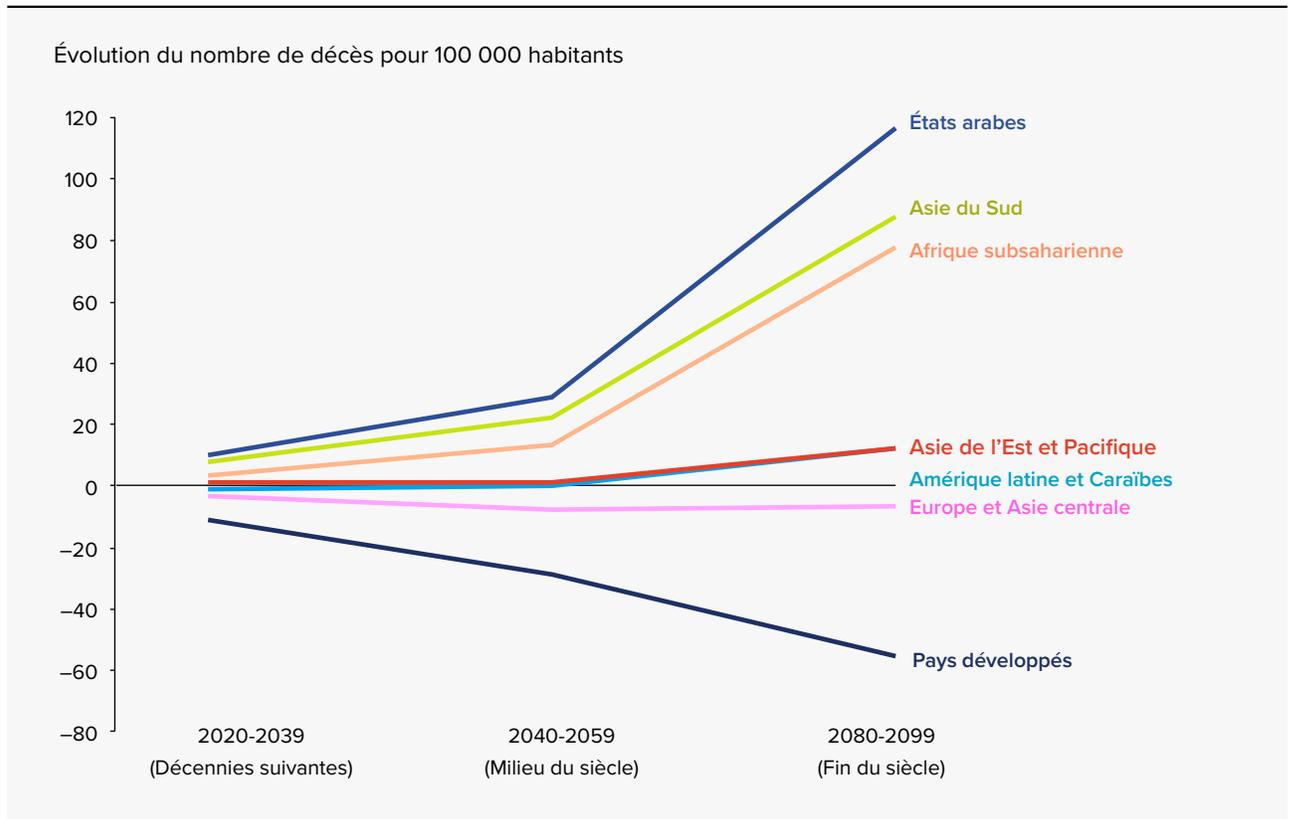
Les projections de la plateforme Human Climate Horizons du PNUD montrent que les changements climatiques auront des effets dévastateurs, et très inégaux, sur le développement humain si nous continuons sur la voie actuelle de pressions intenses sur la planète. Malgré des mesures d'atténuation modérées, près de 40 millions de personnes devraient mourir en raison de la hausse des températures d'ici à la fin du siècle. Dans un scénario d'émissions très élevées, le nombre de morts pourrait dépasser 190 millions de personnes<sup>93</sup>. De plus, les répercussions s'avèrent très inégales. Les changements climatiques peuvent entraîner une explosion des inégalités de développement humain, et l'on s'attend d'ailleurs à ce que les États arabes, l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne connaissent une forte augmentation des taux de mortalité (figure 1.10)<sup>94</sup>.

Les changements climatiques ont des effets multidimensionnels. Par exemple, le niveau moyen des mers s'est déjà élevé de 23 centimètres depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Même dans le cadre d'un scénario d'émissions modérées, le niveau des mers continuera à augmenter de 40,7 centimètres d'ici à la fin du siècle. L'élévation du niveau des mers implique un risque accru d'inondation permanente des terres et d'inondations extrêmes. Les zones côtières comptent parmi les régions les plus densément peuplées du monde et seront touchées de manière disproportionnée<sup>95</sup>. Pour certains petits États insulaires en développement, déjà vulnérables aux effets des changements climatiques en raison de leur situation géographique et de leur manque relatif de ressources à investir dans l'adaptation, la part de la population vivant dans des zones inondables tous les 20 ans pourrait tripler d'ici la fin du siècle<sup>96</sup>.

### La gestion des interdépendances façonnera les perspectives d'amélioration de la capacité d'agir et du bien-être

À mi-parcours de 2030, date butoir pour atteindre les ODD, le monde est plus en retard qu'il y a quatre ans<sup>97</sup> et régresse sur les objectifs clés concernant l'action climatique, la perte de

**Figure 1.10** Les changements climatiques pourraient entraîner une explosion des inégalités de développement humain



**Note :** scénario à très fortes émissions.

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain se basant sur Carleton *et al.* (2022) et Human Climate Horizons (<https://horizons.hdr.undp.org/>).

biodiversité, la sécurité alimentaire, la pauvreté, l'inégalité et les inégalités de genre<sup>98</sup>. Pensez à la faim<sup>99</sup>. Le nombre de personnes souffrant de la faim a cessé de diminuer à la fin des années 2000 et a fini par remonter après une décennie de stagnation (figure 1.11).

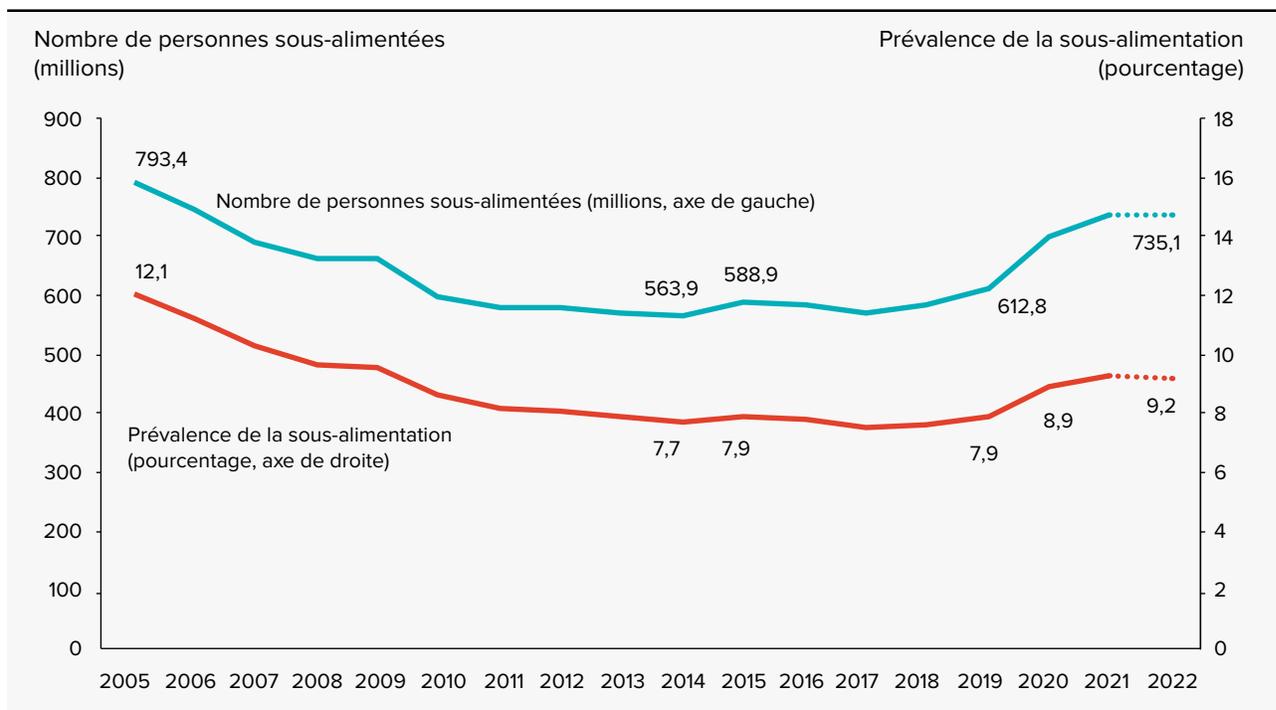
Par exemple, la pandémie de COVID-19 a entraîné les plus grands reculs en matière d'éradication de la pauvreté monétaire depuis des décennies<sup>100</sup>. Pour la première fois en vingt ans, les tendances en matière de pauvreté se sont inversées. Cela est vrai pour le seuil d'extrême pauvreté (2,15 dollars par jour) et pour les seuils de pauvreté à faible revenu (3,65 dollars par jour) et à revenu intermédiaire (6,85 dollars par jour)<sup>101</sup>. En 2020, 90 millions de personnes supplémentaires se trouvaient dans une situation d'extrême pauvreté par rapport à la projection pré-COVID-19<sup>102</sup>. Les enquêtes menées auprès des ménages pendant la pandémie ont révélé que 23 % des personnes interrogées avaient cessé de travailler et que 60 % avaient perdu des revenus<sup>103</sup>. Il est possible que ces reculs aient modifié de façon permanente la trajectoire à long terme de la réduction de la pauvreté et éloigné le monde de la réalisation des ODD (figure 1.12). Seul un tiers des pays devrait atteindre l'ODD 1 d'ici à 2030<sup>104</sup>. Les plus pauvres ont également subi les reculs les plus graves de la santé et de l'éducation, notamment

une mortalité prématurée et des pertes durables en matière d'apprentissage<sup>105</sup>.

L'inégalité de revenus au niveau mondial<sup>106</sup> s'est également aggravée au cours de la dernière décennie, puisqu'elle est revenue au même niveau que dans les années 1950<sup>107</sup>. L'inégalité de revenus entre les pays avait diminué, puisque les pays à revenu faible ou intermédiaire rattrapaient les pays à revenus élevés, mais la pandémie de COVID-19 a inversé cette tendance pour nombre d'entre eux<sup>108</sup>. Les inégalités de revenus à l'intérieur des pays se sont accrues dans de nombreux pays, exacerbées par la pandémie, car les ménages les plus pauvres ont généralement perdu leur emploi et leur revenu à un rythme plus élevé que les ménages plus riches<sup>109</sup>. Les inégalités de revenus et de richesses n'est pas une fatalité mais un choix politique<sup>110</sup>. Dans le contexte de la gestion des interdépendances, la compréhension des facteurs d'inégalité à l'intérieur des pays est au cœur du discours politique actuel sur l'inégalité.

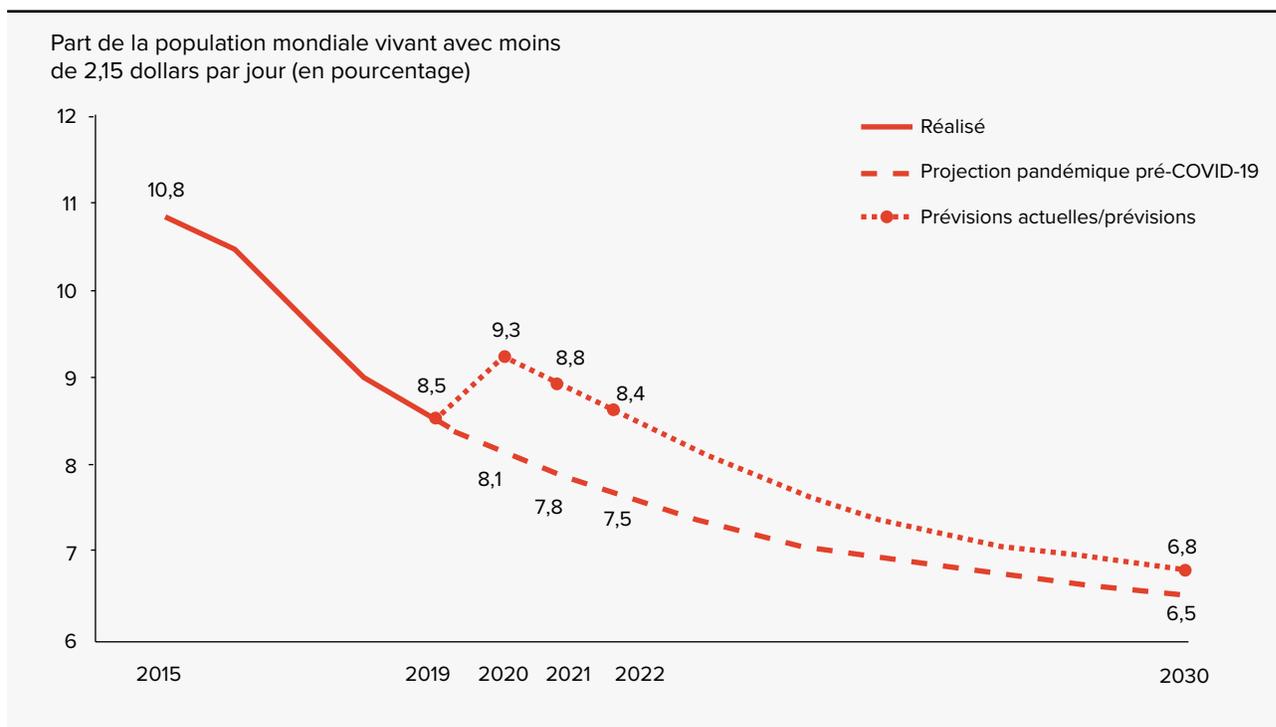
Dans de nombreux endroits, les réactions négatives à l'égard de l'égalité des genres dans différentes parties du monde ont constitué un frein aux progrès<sup>111</sup>. Les libertés civiles, politiques et économiques des femmes sont en plein recul dans de nombreux contextes et l'on peut considérer qu'en cas de

**Figure 1.11** Les tendances en matière de réduction de la faim dans le monde se sont inversées



Note : les données pour 2022 sont des projections.  
 Source : FAO et al. (2023).

**Figure 1.12** La pandémie de COVID-19 pourrait avoir modifié de façon permanente la trajectoire de la réduction de la pauvreté



Source : ONU (2023c).

maintien des tendances actuelles, il faudrait encore 40 ans pour que les hommes et les femmes soient représentés sur un pied d'égalité en tant que leaders dans les questions nationales<sup>112</sup>. L'inversion de divers indicateurs sociaux et de développement coïncide avec l'érosion de plusieurs normes et pratiques démocratiques<sup>113</sup>, qui découle en partie du mécontentement suscité par une mauvaise gestion des interdépendances (chapitre 2)<sup>114</sup>.

On observe une interdépendance entre les pays, mais aussi entre les défis. Par exemple, les pressions aiguës exercées par les changements environnementaux, qui exacerbent le stress hydrique et l'insécurité alimentaire, peuvent alimenter les tensions et les conflits, et ainsi compromettre la paix et la stabilité et aggraver les résultats pour les communautés. D'ici à 2030, selon des estimations, jusqu'à deux tiers des personnes extrêmement pauvres dans le monde pourraient vivre dans des situations de conflit et de fragilité<sup>115</sup>.

**Bien qu'il soit acquis que l'interdépendance permette de développer la capacité d'agir, il est également prouvé que sa mauvaise gestion peut produire l'effet inverse**

L'approche du développement humain s'avère très pertinente pour comprendre les implications d'une mauvaise gestion des interdépendances en matière de capacité d'agir (chapitre 5). Une personne qui agit et provoque le changement est un agent de celui-ci, et la capacité d'agir fait référence à la capacité des personnes à vivre une vie qu'elles apprécient et qu'elles ont des raisons d'apprécier. Par exemple, les journalistes qui considèrent qu'il est de leur devoir de fournir des informations véridiques et impartiales au public et qui peuvent travailler sans craindre de représailles ni s'inquiéter pour leur sécurité personnelle seront mieux lotis dans un contexte social et politique qui protège ces libertés individuelles que dans un contexte qui les entrave. Dans un monde où la tendance est à une polarisation politique accrue (chapitres 2 et 6)<sup>116</sup> et au déclin de la liberté d'expression<sup>117</sup>, la capacité d'agir des individus est conditionnée d'une nouvelle manière.

Le développement *par la liberté* d'Amartya Sen définit le développement comme l'expansion de la liberté des personnes de diverses manières (comprenant à la fois les libertés de processus et d'opportunité), dans la mesure où les capacités (liées à la fois au bien-être et à la capacité d'agir) façonnent la politique publique et où la politique publique peut permettre d'améliorer ces capacités, dans un cycle vertueux potentiel<sup>118</sup>. La manière dont nous choisissons de gérer l'interdépendance a une incidence sur la mise en place de ce type de cercle vertueux.

Bien qu'il soit acquis que l'interdépendance permette de développer la capacité d'agir, il est également prouvé que sa mauvaise gestion peut produire l'effet inverse. Les schémas

récents de mauvaise gestion des interdépendances ont eu des effets néfastes sur les droits, les revenus et le bien-être des populations, ce qui affecte leurs préférences et leurs choix politiques (chapitre 2). Par exemple, les normes et les pratiques démocratiques se sont érodées pour atteindre des niveaux jamais observés en 1986, mesurés dans 202 pays<sup>119</sup>.

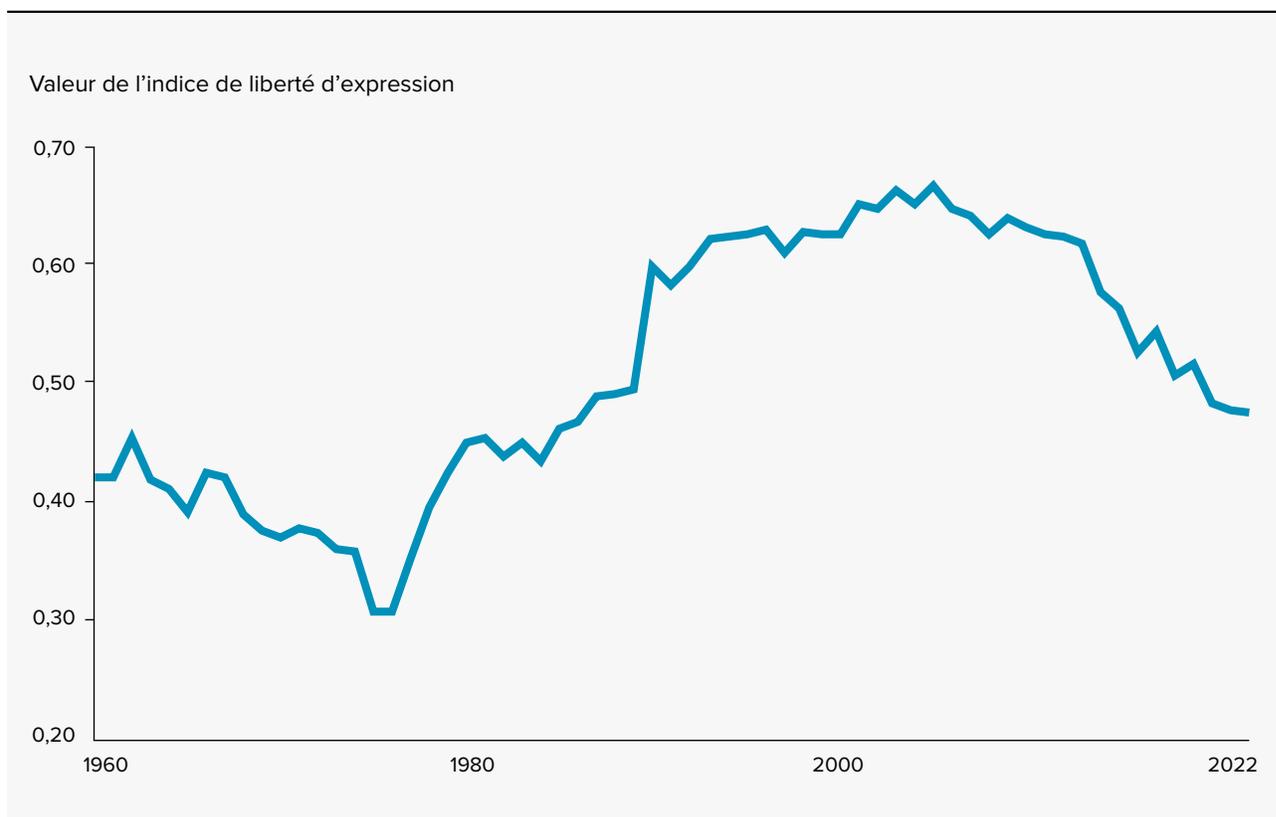
Qui plus est, la liberté d'expression s'est détériorée au cours des 20 dernières années (figure 1.13). L'oppression à l'encontre des journalistes, des écrivains, des activistes et des artistes est une réalité dans toutes les régions du monde et ne cesse d'augmenter. Quelque 85 % de la population mondiale a connu un recul de la liberté de la presse dans son pays entre 2016 et 2020<sup>120</sup>. L'absence de médias indépendants amplifie les préjugés et les clivages, et entraîne des débats publics dépourvus de points de vue impartiaux dans un contexte de polarisation accrue.

De plus, le bien-être mental de la population s'est dégradé. Au cours des dix dernières années, le nombre de personnes exprimant du stress, de la tristesse, de l'anxiété, de la colère ou de l'inquiétude a augmenté, et atteint ses niveaux les plus élevés depuis le début des enquêtes Gallup<sup>121</sup>. Paradoxalement, cette situation coïncide avec une période de prospérité matérielle, de progrès technologiques sans précédent et de développement humain plus important que jamais.

Les conséquences négatives se sont avérées plus graves pour certaines communautés. Par exemple, les communautés autochtones sont confrontées à une confluence de changements dus à une mauvaise gestion des interdépendances. Pendant des siècles, les peuples autochtones ont été dépossédés de leurs terres et ont perdu leurs ressources naturelles au profit de divers projets industriels et d'infrastructures tels que des mines et des barrages<sup>122</sup>. Par exemple, 90 % des langues parlées à travers le monde devraient disparaître d'ici cent ans, puisqu'une grande majorité d'entre elles le sont par des peuples autochtones<sup>123</sup>.

Prenons l'exemple des personnes vivant sur des îles et confrontées à la menace existentielle de l'élévation du niveau des mers<sup>124</sup>. La perspective d'un avenir où leur mode de vie et leurs terres auront disparu entraîne un sentiment d'impuissance. À Kiribati et à Tuvalu, où le continent pourrait être submergé dans 50 à 100 ans, il existe une possibilité de s'installer dans les pays voisins, mais de nombreux insulaires considèrent la relocalisation comme une solution de dernier recours<sup>125</sup>. Les dirigeants affirment que la relocalisation des personnes va à l'encontre du but recherché, puisqu'elle ne permet pas la reconnaissance de ce qui se passe à travers le monde. Les anciens ne veulent pas déménager en raison de leur attachement à leur patrie et à leurs traditions. Un ensemble d'œuvres documente l'éco-anxiété, un sentiment généralisé de perte lié à l'effondrement des fondements écologiques de l'existence<sup>126</sup>. Ce nouvel axe de travail traite de sujets qui ne sont pas habituellement abordés dans la littérature sur

**Figure 1.13** Liberté d'expression, en recul ces dernières années



**Note** : les données sont des moyennes pondérées en fonction de la population.

**Source** : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain se basant sur les données du projet Varieties of Democracy et de la base de données Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.

les catastrophes<sup>127</sup>. Il consiste à comprendre les sentiments généralisés à l'égard des changements climatiques (l'idée selon laquelle l'humanité serait condamnée)<sup>128</sup>, et présente la perte d'environnement comme la disparition des paysages et de la biodiversité. Ces sentiments sont liés à des menaces existentielles, à la perte d'identité, de modes de vie et de lieux, ainsi qu'à l'anticipation et à la perception des catastrophes futures. Ils créent un sentiment écrasant de responsabilité face à quelque chose de si énorme qu'il en devient paralysant : une perte de capacité d'agir. Les jeunes du monde entier expriment leur angoisse face à leur incapacité à réagir aux événements qui se produisent autour d'eux ou à contribuer au changement, dans ce qu'ils considèrent comme une inaction collective. Il leur est donc difficile de trouver un sens à d'autres activités de la vie, telles que l'implication dans leurs études ou un projet d'enfant<sup>129</sup>.

Ce sentiment de perte de capacité d'agir face aux changements climatiques fait l'objet d'études par des sociologues désireux de comprendre si la crise et la multiplication des incertitudes peuvent constituer une occasion de changement et de transformation<sup>130</sup>. Il s'agit là d'une manifestation des déficits de capacité d'agir qui font obstacle à la progression de l'action collective (chapitre 5).

L'incertitude, les structures institutionnelles et le mauvais alignement des avantages nuisent à la capacité d'agir. On associe généralement une plus grande perception de l'insécurité humaine à une plus faible capacité d'agir<sup>131</sup>. Les contraintes qui pèsent sur la capacité d'agir se reflètent dans le fossé qui se creuse entre les recommandations scientifiques destinées à garantir un bien-être durable pour tous et les actions concrètes menées sur le terrain. La capacité d'agir sous contrainte perpétue la non-durabilité, réduit la richesse des valeurs et des aspirations et crée une contradiction illusoire entre le développement et la durabilité<sup>132</sup>. Ces circonstances diminuent encore le rôle des personnes en tant qu'agents, ce qui complique davantage l'action collective.

Malgré ces difficultés, certains sociologues affirment que la capacité d'agir peut façonner les systèmes terrestres de manière active<sup>133</sup> et être à l'origine d'un changement sociétal à grande échelle<sup>134</sup>. Prenons l'exemple de l'étude sur la conceptualisation de nouveaux modes de gouvernance transnationale du climat, qui prend peu à peu forme<sup>135</sup>. Ce travail tente de comprendre comment agir au-delà des frontières nationales dans l'optique de faire avancer les objectifs d'intérêt public à l'échelle planétaire<sup>136</sup>.

La façon de gérer l'interdépendance est un choix. L'interdépendance multiplie les avantages du partage des connaissances et de la coopération, comme en témoignent les progrès de la médecine, l'adaptation aux changements climatiques, la réduction de la pauvreté, les transitions énergétiques, etc. Comme l'expliquent les chapitres 3 et 4, l'éradication de la variole, le Protocole de Montréal, les interventions en faveur du sida<sup>137</sup> et les mesures fiscales prises pendant la pandémie de COVID-19<sup>138</sup> sont autant d'exemples

de réalisations capitales par rapport à ce qui aurait été un recul encore plus important du développement humain dans un autre cas. Le reste de la première partie du rapport examine la manière dont l'interdépendance fait l'objet d'un remodelage (chapitre 2) et les instruments qui pourraient être utilisés afin de mieux gérer l'interdépendance (chapitre 3). La deuxième partie analyse ensuite la manière de repenser la coopération en vue de faire progresser le développement humain.



## CHAPITRE

---

### 2

# L'interdépendance mondiale persiste, mais elle fait l'objet d'un remodelage

## **L'interdépendance mondiale persiste, mais elle fait l'objet d'un remodelage**

Les personnes continuent de vivre dans des sociétés interdépendantes à l'échelle mondiale. Malgré un ralentissement de la mondialisation économique, l'interdépendance, plutôt que de s'effriter, fait l'objet d'une reconfiguration par des facteurs qui persisteront à l'avenir.

Les dangereux changements planétaires de l'Anthropocène (pandémies, changements climatiques, perte de biodiversité) dépassent les frontières, tandis que les progrès des technologies numériques modifient les structures économiques et entraînent des flux d'informations transfrontaliers de plus en plus importants.

À l'avenir, dans un contexte où les sociétés auront de plus en plus de liens multiples, il sera impératif d'agir collectivement pour relever les défis partagés au niveau mondial dans l'optique de préserver la sécurité humaine et de faire progresser le développement humain.

Nous vivons dans un monde hyperconnecté. Les perturbations de la chaîne d’approvisionnement et l’inflation qui ont suivi la pandémie de COVID-19 ont mis en évidence l’interdépendance économique mondiale et les vulnérabilités qui en découlent<sup>1</sup>. Les préoccupations concernant la répartition inégale des avantages de l’interdépendance entre les pays et à l’intérieur de ceux-ci, ainsi que les risques découlant de flux financiers et commerciaux transfrontaliers non réglementés, ne sont pas nouvelles<sup>2</sup>. Un ralentissement du commerce international a suivi la concrétisation de plusieurs de ces risques pendant la crise financière mondiale de 2007-2008<sup>3</sup>, et après la pandémie de COVID-19, ce qui a conduit certains à proclamer la fin de la mondialisation<sup>4</sup>. Les liens qui nous unissent semblent mis à rude épreuve, voire en recul, car ils viennent s’ajouter à la résurgence des conflits, à la montée des tensions géopolitiques et aux blocages de certaines institutions multilatérales<sup>5</sup>.

Pourtant, ce chapitre affirme qu’alors qu’elle pourrait s’effriter, l’interdépendance fait l’objet d’un remodelage et, à certains égards, de s’approfondir, en partie sous l’effet de facteurs qui persisteront longtemps dans l’avenir. Trois arguments principaux se dégagent.

Premièrement, au-delà des liens économiques, les flux transfrontaliers de personnes, d’informations et d’idées entre les pays restent importants<sup>6</sup> et font de l’interdépendance un trait caractéristique de notre époque<sup>7</sup>. Bien qu’il soit acquis que l’interdépendance puisse être à l’origine d’opportunités économiques et autres pour les populations et contribuer à l’atténuation des répercussions des chocs locaux et régionaux<sup>8</sup>, elle peut également impliquer l’apparition de nouvelles vulnérabilités et la propagation des chocs à l’échelle mondiale<sup>9</sup>. Les vulnérabilités et la propagation des chocs ne sont pas une caractéristique inéluctable de l’interdépendance puisqu’elles reflètent plutôt des approches excessivement non réglementées de la mondialisation. Ces approches ont notamment conduit à la concentration de la production de certains produits de base et de certains biens dans quelques régions ou chez une poignée de producteurs, ce qui augmente les risques de perturbations mondiales lorsque l’un d’entre eux rencontre des problèmes de production ou de distribution<sup>10</sup>. Elles ont également entraîné une répartition inégale des coûts et des bénéfices de la mondialisation à l’échelle nationale<sup>11</sup>, réduit de nombreuses opportunités économiques et alimenté des perceptions d’insécurité pouvant contribuer à la polarisation politique et au soutien de positions politiques qualifiées de populistes<sup>12</sup>, ce qui pourrait refléter une mondialisation du mécontentement<sup>13</sup>.

Deuxièmement, l’échelle et la rapidité des liens mondiaux modifient profondément la nature de l’interdépendance. L’homme est devenu le moteur des changements planétaires à l’échelle géologique, et cela a ouvert la voie à la proposition d’une nouvelle ère géologique : l’Anthropocène, l’âge de l’homme. Elle s’accompagne d’un ensemble sans précédent de défis planétaires, en plus d’une mondialisation façonnée par des choix politiques. Les répercussions d’événements

tels que les incendies de forêt, les épidémies de zoonoses et les conditions météorologiques extrêmes à l’échelle transfrontalière sont, du moins en partie, le résultat des changements planétaires induits par la production et la consommation humaines, et ces changements ne peuvent être gérés directement par le ralentissement des flux de marchandises, de finances et de personnes aux frontières. Dans le même temps, les progrès des technologies numériques et les efforts concertés de décarbonisation des économies ont des répercussions sur les structures économiques et les possibilités de développement. Les services et les plateformes numériques rétrécissent le monde et permettent une collaboration en temps réel et une communication mondiale quasi instantanée. Les flux d’informations transfrontaliers continuent d’augmenter, et atteignent chaque année de nouveaux records<sup>14</sup>, malgré la stagnation du commerce mondial des marchandises et la reconfiguration des chaînes de valeur mondiale.

### Les vulnérabilités et la propagation des chocs ne sont pas une caractéristique inéluctable de l’interdépendance puisqu’elles reflètent plutôt des approches excessivement non réglementées de la mondialisation

Troisièmement, la mondialisation du mécontentement souligne les lacunes de la gestion de l’interdépendance mondiale. La poursuite d’une mondialisation non réglementée ou le repli sur le protectionnisme ne sont pas les seules options, et aucune ne permettrait de gérer les défis mondiaux partagés de l’Anthropocène. Nous partageons tous cette planète.<sup>15</sup> Les défis planétaires tels que les changements climatiques ne s’arrêtent pas aux frontières nationales, bien qu’il soit avéré que l’imposition de barrières commerciales ou la complication des migrations internationales réduirait certains types d’interdépendances entre les pays. Il en va de même pour les avantages liés à l’atténuation des changements climatiques ou à la préparation aux pandémies. À mesure que nous avançons dans l’Anthropocène, nos avenir sont inexorablement liés. Il est important d’éviter la mauvaise gestion de l’interdépendance et les coûts de développement humain qui en découlent (chapitre 1), mais il est tout aussi important d’exploiter l’interdépendance de manière à faire progresser le développement humain.

### La persistance des liens mondiaux : un monde hyperconnecté avec de multiples interdépendances mondiales

De plus en plus de personnes vivent dans des communautés qui font partie de sociétés interdépendantes à l’échelle mondiale<sup>16</sup>. Leur vie est étroitement liée aux cultures, aux économies et aux écosystèmes du monde entier. Le processus de mondialisation,

marqué par l'intensification des flux transfrontaliers d'informations, de personnes, de finances, de biens et de services, est profondément enraciné et possède une longue histoire de moteurs technologiques et politiques<sup>17</sup>.

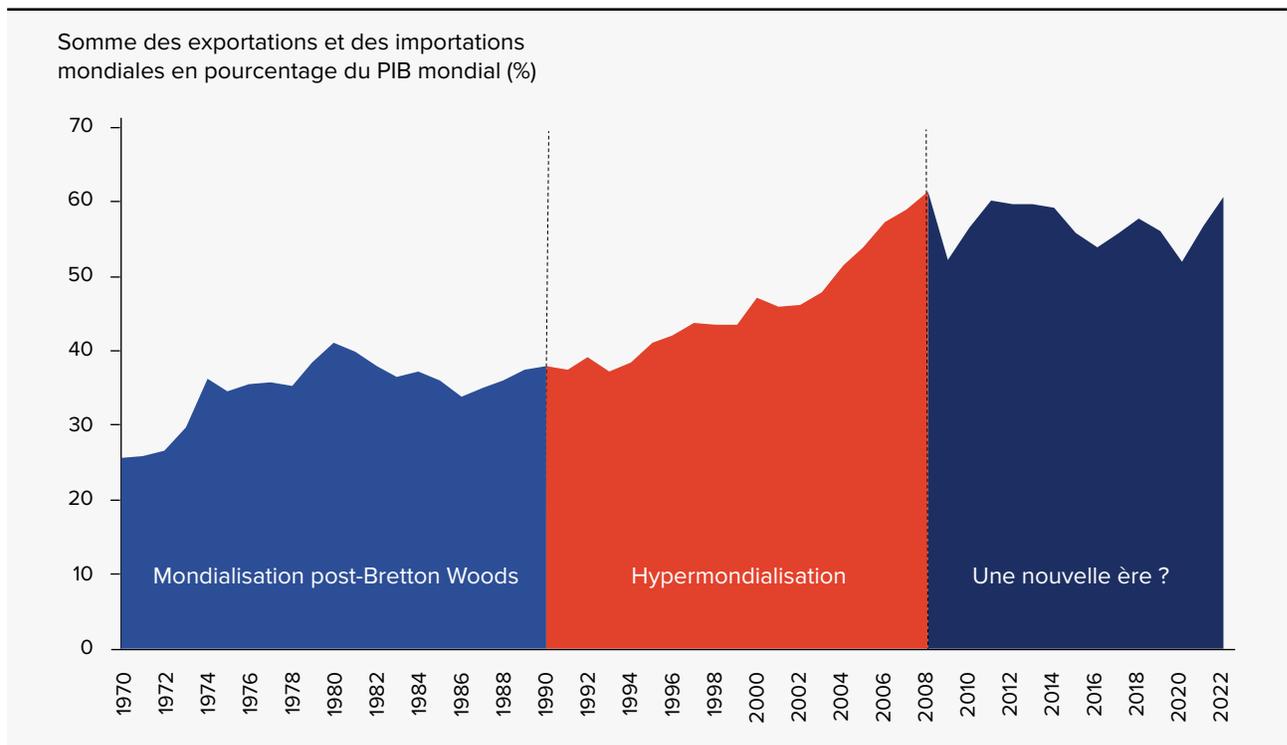
Les progrès technologiques ont permis de réduire les coûts de transport et de communication de nombreux flux transfrontaliers<sup>18</sup>, tandis que des choix politiques délibérés ont permis de renforcer l'interdépendance entre les sociétés et les économies. La libéralisation financière et commerciale, qui a joué un rôle déterminant dans la mondialisation économique depuis les années 1970, a accéléré l'intégration économique mondiale au point d'être qualifiée d'hypermondialisation<sup>19</sup>. La plupart des pays ont intégré les chaînes de valeur mondiales, ouvert leurs marchés au commerce extérieur et aux flux financiers, et cédé un certain contrôle sur ces flux en échange de la promesse d'une croissance économique et d'une réduction de la pauvreté<sup>20</sup>. Cette période a entraîné une augmentation massive du niveau de vie d'un grand nombre de personnes<sup>21</sup>, mais également une répartition de manière inégale des bénéfices du commerce et de l'intégration économique. Elle a également entraîné une augmentation des inégalités au sein des pays dans de nombreux pays à revenu élevé<sup>22</sup>, qui se manifeste souvent par l'apparition ou l'augmentation de grandes inégalités infranationales<sup>23</sup> et par une diminution des possibilités d'emploi concentrées dans certaines zones et certains secteurs économiques<sup>24</sup>. Pour certains pays à revenu

faible ou intermédiaire, l'hypermondialisation s'est parfois caractérisée par des termes d'échange inégaux et la mise en œuvre de politiques susceptibles de freiner la croissance de la productivité et les progrès en matière de développement<sup>25</sup>.

Depuis une douzaine d'années, face aux inquiétudes croissantes suscitées par les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et la résurgence de conflits violents, l'accent mis sur l'efficacité dans le prélude à l'hypermondialisation est rééquilibré par des préoccupations liées à la stabilité et à la résilience. Ce rééquilibrage est lié, en partie, à l'imposition de barrières commerciales aux frontières nationales. Par exemple, les restrictions commerciales sont passées de moins de 500 par an en 2010 à près de 3 000 en 2022<sup>26</sup>. Les efforts de relocalisation, de délocalisation et de délocalisation dans un pays ami de la production<sup>27</sup> suggèrent également un recul partiel de l'hypermondialisation<sup>28</sup>.

Malgré le ralentissement du rythme de l'intégration économique mondiale, voire sa stagnation à certains égards, le monde reste hyperconnecté, avec des économies très interdépendantes, selon certains, à des niveaux sans précédent dans l'histoire (figure 2.1)<sup>29</sup>. En dépit de perturbations mondiales importantes, le commerce international a progressé sur le long terme<sup>30</sup>. À l'heure actuelle, l'intégration financière est presque quatre fois plus élevée qu'au milieu des années 1990<sup>31</sup>. Aucune région à travers le monde ne peut affirmer approcher de l'autosuffisance, car toutes dépendent

**Figure 2.1. L'hypermondialisation est en baisse, mais l'interdépendance reste à un niveau sans précédent**



Source : Bureau du Rapport sur le développement humain à partir de la base de données Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale ; adapté de Aiyar et al. (2023).

des importations d'autres régions pour 25 % ou plus d'au moins un grand type de biens et services<sup>32</sup>. Les chaînes de valeur mondiales sont omniprésentes, des aliments aux médicaments, et même aux services numériques et au matériel dont elles dépendent<sup>33</sup>. Les marchandises parcourent aujourd'hui deux fois plus de distance qu'en 1965 et traversent davantage de frontières avant d'atteindre leur destination finale<sup>34</sup>. Il en résulte des relations économiques mondiales complexes avec

de multiples interdépendances dans la production de biens et de services (encadré 2.1).

Chaque jour, des millions de personnes franchissent des frontières nationales pour se déplacer temporairement ou définitivement d'un pays à l'autre. Depuis 1970, le nombre estimé de personnes vivant en dehors de leur pays de naissance a triplé, passant de 84 millions à près de 280 millions, même si l'augmentation s'est avérée plus modeste en pourcentage de la population mondiale (de 2,9 % en 1990 à 3,6 % en 2020)<sup>35</sup>.

### **Encadré 2.1 Voyage d'un smartphone à travers le monde : une histoire de répercussions économiques, sociales et environnementales transfrontalières**

Les smartphones sont rapidement devenus omniprésents dans la vie quotidienne d'une grande partie de la population mondiale. Les ventes mondiales ont explosé depuis le lancement de l'iPhone et des téléphones Android en 2007. En 2022, on recensait 6,4 milliards d'abonnements à des réseaux mobiles de smartphones dans le monde<sup>1</sup> et les prévisions tablaient sur 1,15 milliard de nouveaux appareils vendus en 2023<sup>2</sup>, ce qui représenterait un ration d'un pour sept personnes sur la planète. Les smartphones sont plus que de simples appareils permettant de se connecter au monde numérique. Ils sont le produit d'un système mondial complexe et interconnecté qui transcende les frontières et implique de multiples acteurs et processus. Le parcours d'un smartphone, de sa conception à son utilisation, révèle comment nos vies sont façonnées par les flux de matériaux, d'informations, de valeurs et de déchets à travers le monde.

Avant d'arriver jusqu'aux consommateurs, les smartphones traversent de multiples frontières, et il arrive parfois qu'ils traversent la même frontière plusieurs fois. Les composants des smartphones, notamment les puces mémoire, les processeurs, les batteries et les modules d'appareil photo, sont produits par des entreprises spécialisées en Chine, au Japon et en République de Corée<sup>3</sup>. Chaque composant nécessite des intrants provenant d'autres économies tout au long de la chaîne de valeur mondiale. Par exemple, une batterie requiert du cobalt, souvent extrait dans des pays à faible revenu où l'industrie minière a été associée à de graves violations des droits de l'homme, notamment le travail des enfants, ainsi qu'à une forte dégradation de l'environnement<sup>4</sup>. Le cobalt est exporté des pays disposant de mines pour être traité dans des pays comme la Chine, avant d'être envoyé dans des pays comme le Japon ou la République de Corée pour être combiné à d'autres matériaux afin de créer des cellules de batterie<sup>5</sup>. Les éléments de batteries peuvent ensuite être renvoyés en Chine ou expédiés, notamment en Malaisie, pour être assemblés en blocs de batterie, avec d'autres composants tels que des cartes de circuits imprimés<sup>6</sup>.

La valeur ajoutée de ces activités intermédiaires est faible par rapport au prix de détail final des smartphones, ce qui laisse une part plus faible des bénéfices tirés d'un appareil produit à l'échelle mondiale aux pays à revenu faible ou intermédiaire. L'essentiel des bénéfices est perçu par les entreprises qui conçoivent, commercialisent et vendent les smartphones, principalement basées dans les pays à revenu élevé<sup>7</sup>. Ces entreprises détiennent également la plupart des droits de propriété intellectuelle et des brevets liés aux smartphones<sup>8</sup>.

Les smartphones ont transformé la vie de milliards de personnes à travers le monde et leur permettent de communiquer au-delà des frontières, d'obtenir des informations presque instantanément, d'accéder à des services financiers et de participer à l'économie numérique. On constate cependant toujours d'importantes disparités en matière d'accès aux smartphones<sup>9</sup>. En outre, leur utilisation excessive a également été associée à des effets négatifs sur la santé mentale, en particulier chez les jeunes, malgré leurs nombreux effets positifs<sup>10</sup>.

Le voyage d'un smartphone ne prend pas fin après avoir atteint les consommateurs. Les smartphones ont une durée de vie courte, étant donné que leur remplacement est accéléré par l'obsolescence intégrée et la commercialisation intensive de nouveaux modèles. La quantité de déchets électroniques (e-déchets), dont font partie les smartphones, augmente rapidement. Dans le monde, chaque personne produit environ 6 kilos de déchets électroniques par an. Les disparités sont pourtant énormes : une personne moyenne dans certaines régions d'Afrique produit moins de 2 kilos de déchets électroniques par an, alors qu'une personne moyenne en Norvège en produit 28,5 kilos<sup>11</sup>. Malgré le potentiel de récupération et de réutilisation des minéraux essentiels, seuls 17 % environ des déchets électroniques sont recyclés<sup>12</sup>. Une grande partie des déchets électroniques finit dans les décharges des pays à revenu faible ou intermédiaire, et entraîne la libération de matériaux toxiques et des risques pour la santé<sup>13</sup>.

#### **Notes**

**1.** Statista (2023). **2.** Kharpal (2023). **3.** Gentile *et al.* (2021) ; Sturgeon et Kawakami (2010). **4.** Amnesty International (2023). **5.** Carton, Mongardini et Li (2018) ; Gulley (2023) ; Richter (2023). **6.** Farooqui (2023). **7.** OMPI (2017). **8.** Sturgeon et Kawakami (2010). **9.** Rowntree (2019). **10.** Abi-Jaoude, Naylor et Pignatiello (2020). **11.** Parajuly *et al.* (2019). **12.** Forti (2020). **13.** Parajuly *et al.* (2019).

La plus grande partie des migrants internationaux se rend en Europe (30,9 %), suivie de près par l'Asie (30,5 %) <sup>36</sup>.

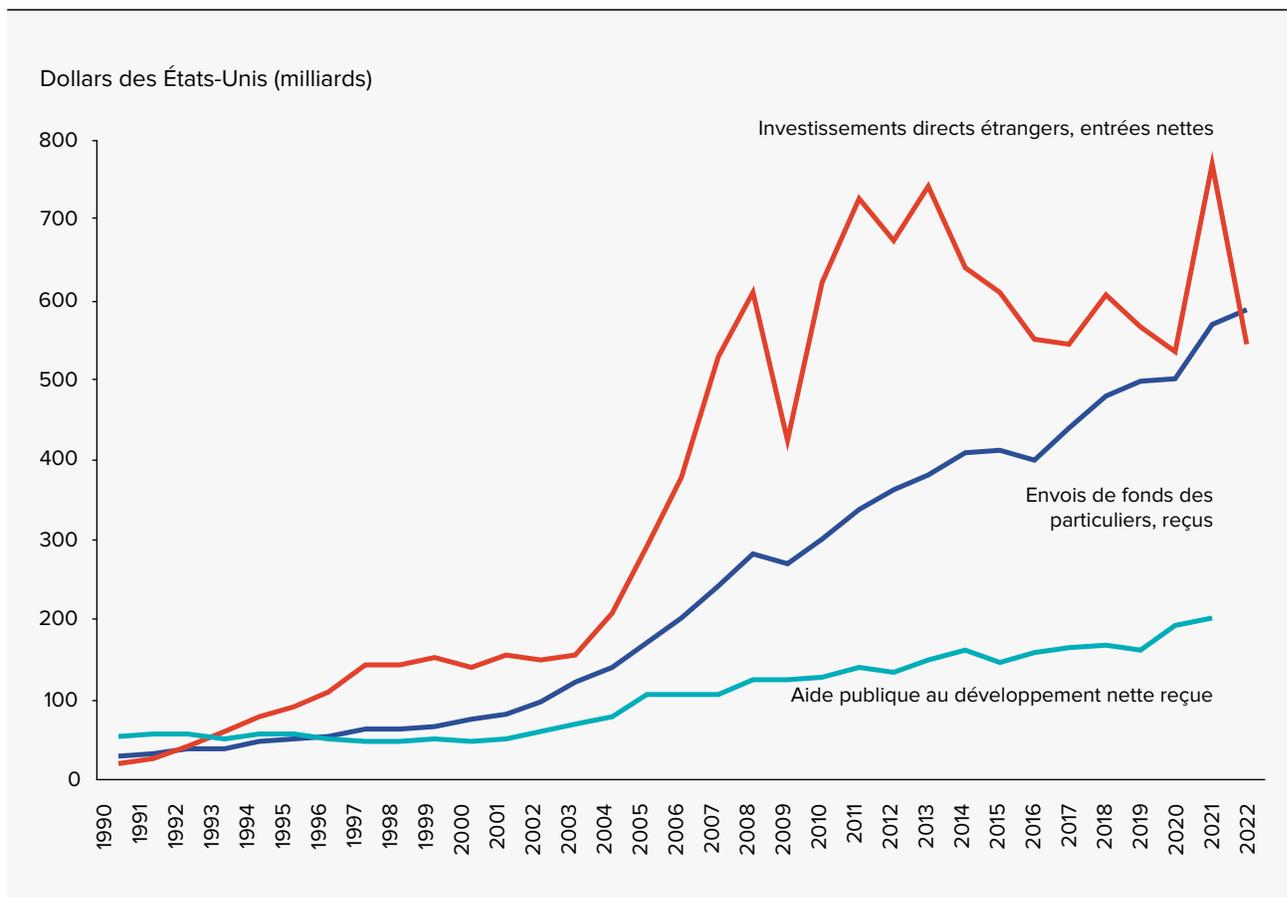
Les personnes franchissent les frontières pour diverses raisons, notamment pour trouver du travail, poursuivre leurs études ou bénéficier d'une protection humanitaire. La mobilité constitue un élément clé du développement humain, car elle permet aux personnes d'élargir leurs choix, d'exercer leur capacité d'agir et de contribuer à leur bien-être et à celui de leur famille, ainsi qu'à celui de leur communauté d'accueil et de leur communauté d'origine <sup>37</sup>. Prenons l'exemple de l'importance économique des envois de fonds des migrants, qui dépassent depuis longtemps l'aide publique au développement pour les pays à revenu faible ou intermédiaire et atteignent les mêmes niveaux que l'investissement direct étranger en 2022, tout en étant beaucoup moins volatils (figure 2.2). Outre les liens économiques <sup>38</sup>, la migration internationale crée également des liens sociaux et culturels entre les pays d'accueil et les pays d'origine <sup>39</sup>.

Alors que les inquiétudes concernant les implications économiques et sociales des migrations internationales se sont

accrues dans de nombreux pays à revenu élevé, en parallèle de discours anti-immigration, un grand nombre de recherches montrent que l'immigration internationale apporte des avantages nets dans les économies avancées, en particulier avec la mise en place de politiques pour aider les migrants internationaux à s'établir sur le marché du travail local <sup>40</sup>.

L'exemple d'hyperconnexions le plus parlant (abordé dans les sections suivantes) concerne peut-être l'augmentation rapide de la capacité et de l'adoption des technologies numériques, qui permettent de relier de vastes distances géographiques, presque en temps réel. La capacité de la bande passante mondiale, qui a augmenté de façon spectaculaire depuis 1990, a permis une croissance massive des flux transfrontaliers d'informations <sup>41</sup> et a stimulé le commerce international entre les pays <sup>42</sup> par le biais de chaînes de valeur mondiales <sup>43</sup>. Le déploiement de la connectivité numérique s'est fait à grande échelle, malgré la concentration d'inégalités au niveau régional : 95 % de la population mondiale dispose désormais d'un réseau mobile à large bande à portée de main, et 5,4 milliards de personnes ont utilisé Internet en 2023 <sup>44</sup>.

**Figure 2.2** Les envois de fonds vers les pays à revenu faible ou intermédiaire se rapprochent du niveau des investissements directs étrangers



Source : Bureau du Rapport sur le développement humain à partir de la base de données Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale, consulté le 10 novembre 2023. Recréé à partir d'OIM (2022).

---

## Nouveaux risques de concentration et de perturbation de l'économie

Dans un monde hyperconnecté, où des interactions étroitement liées permettent des flux transfrontaliers d'informations, de personnes, de finances, de biens et de services<sup>45</sup>, certaines politiques et certains choix nationaux peuvent avoir des retombées qui se propagent rapidement à l'échelle régionale, voire mondiale. Les économies d'échelle et d'envergure peuvent concentrer la production dans un ou quelques pays, laissant les autres pays vulnérables aux décisions prises ailleurs. La plupart des échanges mondiaux se font au sein de blocs macro-régionaux dominés par les plus grandes économies<sup>46</sup>, alors que de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire, fortement dépendants du commerce international, se retrouvent en queue de peloton du commerce mondial et ont beaucoup moins de contrôle sur les facteurs qui influencent les termes de l'échange<sup>47</sup>. C'est pourquoi les politiques nationales des grandes économies peuvent affecter les pays à revenu faible ou intermédiaire. Par exemple, la Réserve fédérale américaine définit la politique monétaire dans le cadre de son mandat légal aux États-Unis, mais ses décisions ont des effets substantiels<sup>48</sup> dans les économies de marché émergentes<sup>49</sup>. Les retombées transfrontalières peuvent être difficiles à contenir<sup>50</sup>, étant donné que la transmission passe par de multiples canaux.

**La concentration du marché peut être un signe de spécialisation et d'économies d'échelle, qui se traduisent par des gains d'efficacité, mais elle accroît également le risque de propagation des perturbations et des chocs subis par une ou quelques entreprises dans des chaînes de valeur mondiales profondément intégrées, dans de nombreux secteurs et pays.**

Dans de nombreuses chaînes de valeur mondiales, le pouvoir est souvent concentré entre les mains de quelques sociétés transnationales dont les stratégies commerciales peuvent avoir une incidence directe sur plusieurs économies<sup>51</sup>. Les sociétés transnationales peuvent stimuler l'investissement, l'innovation et les opportunités économiques<sup>52</sup>, mais elles peuvent aussi évincer les entreprises nationales, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire<sup>53</sup>. La concentration du marché dans les chaînes de valeur mondiales permet aux entreprises les plus performantes de réaliser des marges et de rechercher des profits, ce qui a été lié au déclin de la part du travail dans le revenu mondial<sup>54</sup> et à l'augmentation des prix à la consommation<sup>55</sup>.

Elle s'avère particulièrement élevée dans les chaînes de valeur mondiales pour les biens qui répondent à certains besoins fondamentaux, tels que les denrées alimentaires<sup>56</sup>, ainsi que dans l'espace des technologies numériques. À l'heure

actuelle, une poignée d'entreprises technologiques détiennent un pouvoir de marché considérable et leurs décisions influencent la dynamique sociétale et politique. En 2021, la capitalisation boursière de chacune des trois plus grandes entreprises technologiques du monde était supérieure au PIB de plus de 90 % des pays, y compris certaines des plus grandes économies du monde<sup>57</sup>.

La concentration peut être un signe de spécialisation et d'économies d'échelle (ainsi que d'externalités de réseau), qui se traduisent par des gains d'efficacité<sup>58</sup>, mais elle accroît également le risque de propagation des perturbations et des chocs subis par une ou quelques entreprises dans des chaînes de valeur mondiales profondément intégrées, dans de nombreux secteurs et pays<sup>59</sup>. La spécialisation peut entraîner l'apparition de marchés où les entreprises sont « trop peu nombreuses pour faire faillite »<sup>60</sup>. Selon des données récentes, près de 40 % des échanges mondiaux de biens se concentrent dans trois pays ou moins, même pour les biens bénéficiant de davantage de fournisseurs<sup>61</sup>. Il arrive que la concentration soit particulièrement élevée pour certains produits et matériaux critiques nécessaires aux technologies numériques et à la transition énergétique<sup>62</sup>. Les perturbations des chaînes de valeur mondiales sont devenues plus fréquentes et plus systémiques que par le passé<sup>63</sup>, en grande partie à cause d'un mélange de chocs climatiques et de tensions géopolitiques qui pourraient se poursuivre à l'avenir<sup>64</sup>.

L'autre aspect de la concentration réside dans la perturbation économique associée aux changements de production qui réduisent les opportunités économiques dans les secteurs ou les régions précédemment engagés dans la production nationale qui a été remplacée par des importations. Malgré des avertissements clairs au sujet de ces risques, la promesse implicite de distribution des gains de manière à indemniser les « perdants » de la mondialisation s'est rarement concrétisée<sup>65</sup>. En effet, les pouvoirs publics n'ont généralement pas voulu ou pu compenser les effets secondaires négatifs de l'intégration économique mondiale pour certains segments de leur population, peut-être en partie parce que les perturbations économiques n'ont pas été provoqués uniquement par l'intégration économique, mais aussi par d'autres facteurs tels que les changements technologiques<sup>66</sup>.

Quel que soit le processus qui a conduit à des perturbations économiques, les régions ou les groupes qui se sont sentis laissés pour compte et ont estimé que c'était le résultat de la mondialisation sont souvent devenus hostiles à l'ouverture commerciale, ce qui a contribué à accroître le soutien à des positions politiques que l'on peut qualifier de populistes (voir ci-dessous) et à la polarisation politique<sup>67</sup>. La mauvaise gestion de l'interdépendance ne nuit pas seulement au développement humain (chapitre 1), elle a aussi des implications plus larges qui se traduisent par un mécontentement à l'égard de la mondialisation qui alimente les processus de polarisation politique.

## La mauvaise gestion de l'interdépendance alimente la mondialisation du mécontentement

Ces dernières années, les mouvements politiques privilégiant l'échelle nationale à l'échelle internationale et remettant en question la nécessité d'une coopération mondiale ont gagné du terrain dans de nombreux pays<sup>68</sup>. Ces mouvements se caractérisent par des cadres narratifs qui opposent ce qui est censé représenter les intérêts de la population générale à ce qui sert une élite établie, dans ce qui a été décrit comme une théorie anti-élite de la société<sup>69</sup>. Ces opinions ne reposent pas sur une idéologie mais sur la supériorité « morale » du peuple par rapport à une élite corrompue. Parmi les variantes, on recense les opinions organisées fondées sur l'identité, telles que les mouvements nativistes fondés sur la supériorité d'une race ou d'une ethnie, ou les mouvements qui favorisent des dirigeants forts sans contre-pouvoirs<sup>70</sup>.

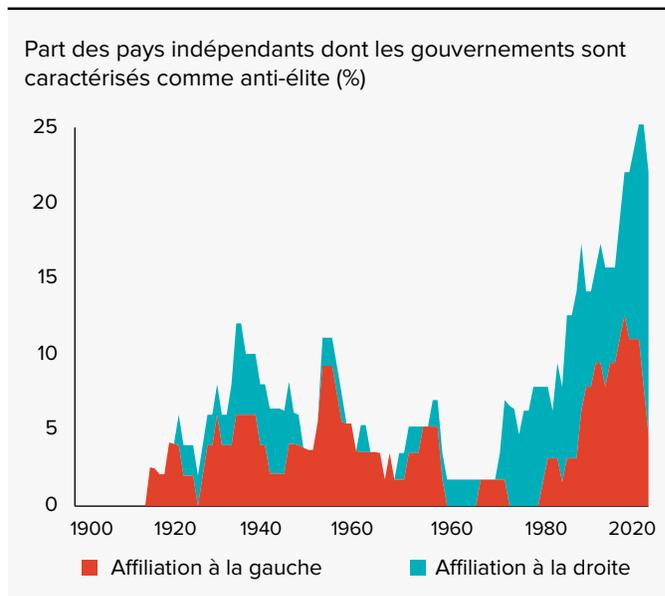
Aujourd'hui, la proportion de pays dont les gouvernements correspondent à cette définition élargie caractérisant les mouvements anti-élites qui remettent en question la nécessité d'une coopération mondiale (souvent qualifiés de populistes) est sans précédent. On observe également un changement en termes d'appartenance idéologique. L'appartenance à la gauche était autrefois dominante (et reste à des niveaux élevés), mais la part de l'appartenance à la droite a augmenté de façon spectaculaire depuis les années 1990 (figure 2.3).

### Quels sont les moteurs du mécontentement ?

L'animosité à l'égard de la mondialisation n'a pas nécessairement augmenté au sein de l'opinion publique, malgré la montée en puissance de ces mouvements politiques<sup>71</sup>. Il est possible de constater ce paradoxe à l'aide d'un cadre expliquant les liens entre une mauvaise gestion de l'interdépendance et la montée de mouvements politiques que l'on peut qualifier de populistes du côté de la demande (personnes soutenant des partis et des dirigeants) et du côté de l'offre (émergence de ces dirigeants et de ces partis) au niveau politique.

L'hostilité à l'égard de la mondialisation est à la fois alimentée par le bien-être et par les convictions, ce qui renforce le soutien aux mouvements populistes (figure 2.4). En d'autres termes, le canal du bien-être montre comment les perturbations économiques et les conséquences d'une mauvaise gestion de l'interdépendance sur le développement humain peuvent amener les individus à se rallier à des dirigeants populistes, qui peuvent utiliser à leur avantage le mécontentement et les griefs de la population concernant les effets de la répartition (réels ou perçus)<sup>72</sup>. Le canal des convictions implique des normes et des identités que l'on peut estimer menacées par la mondialisation, ce qui alimente en retour le soutien du populisme<sup>73</sup>. Ces deux canaux peuvent se renforcer mutuellement<sup>74</sup>, ce qui complique la compréhension de leurs liens.

Figure 2.3 Le soutien aux politiques anti-élites est en hausse



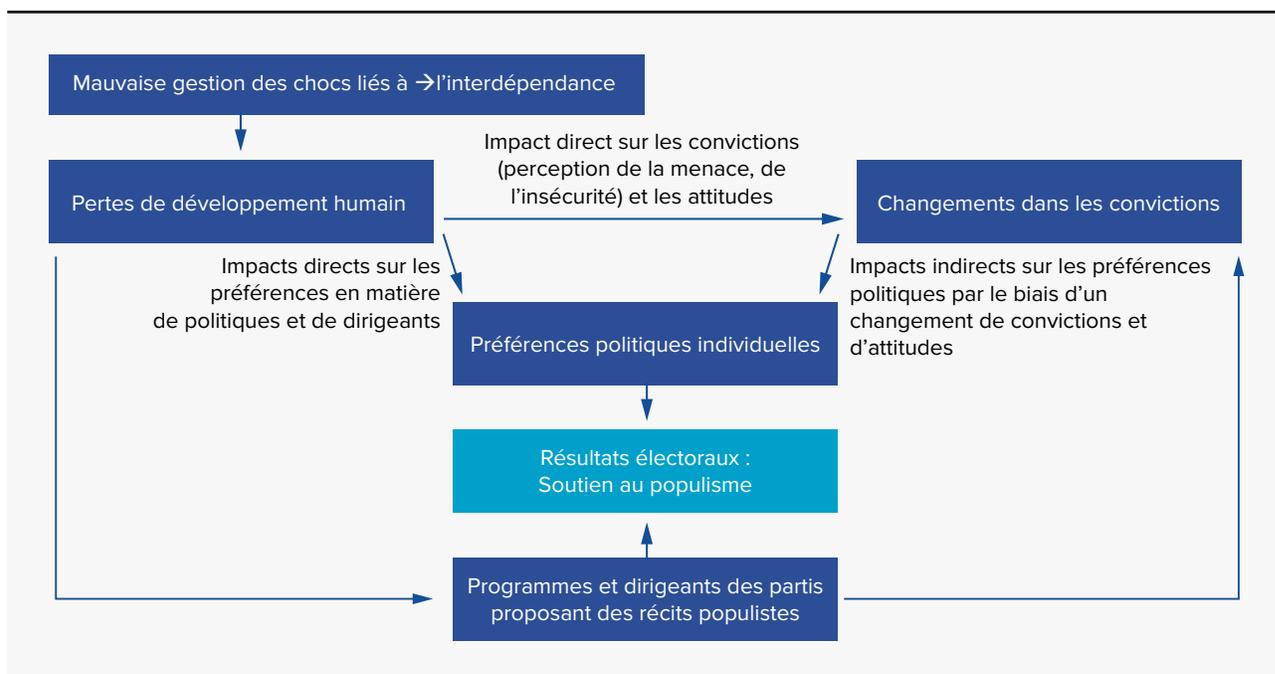
Source : Funke, Schularick et Trebesch (2023).

### Les canaux de bien-être et de conviction relie la mauvaise gestion de l'interdépendance et le mécontentement.

Dans les systèmes socio-écologiques interdépendants à l'échelle mondiale, les chocs et les perturbations ont des effets d'entraînement multiples à l'échelle mondiale, voire imprévus. Le développement humain pâtit de la mauvaise gestion des interdépendances (chapitre 1). Du point de vue de la demande, les pertes de développement humain peuvent avoir une incidence directe sur les préférences politiques des citoyens et ouvrir la voie à des récits populistes et nativistes en cas d'incapacité des mécanismes établis à gérer et à atténuer les répercussions des chocs mondiaux. Par exemple, les risques naturels et les crises financières augmentent le soutien aux dirigeants autoritaires et aux mouvements politiques extrêmes, en particulier à l'extrême droite. Les crises d'endettement des ménages qui surviennent fréquemment après une crise financière sont également liées à un soutien croissant aux partis populistes d'extrême droite<sup>75</sup>. Depuis la crise financière mondiale de 2007-2008, le nombre de pays ayant mis en œuvre des politiques d'austérité a considérablement augmenté<sup>76</sup>, ce qui a potentiellement davantage limité leur capacité à protéger les populations des répercussions des chocs mondiaux<sup>77</sup>.

Néanmoins, le risque accru de pertes de bien-être localisées liées à la mondialisation (réelles ou perçues) ne peut expliquer entièrement l'attrait croissant suscité par les mouvements populistes et nativistes. Un examen récent des expériences d'enquête ne confirme guère l'hypothèse selon laquelle le sentiment antimondialisation est uniquement motivé par

**Figure 2.4 Une mauvaise gestion de l'interdépendance entraîne un plébiscite du populisme en raison des pertes de bien-être et des convictions**



Source : élaboration du Bureau du Rapport sur le développement humain à partir de Rodrik (2021).

l'intérêt économique personnel<sup>78</sup>. Il arrive même que le soutien électoral aux candidats politiques prônant des mesures protectionnistes augmente alors que ces mesures ont des effets négatifs sur l'emploi local<sup>79</sup>. Les résultats font écho aux données de l'opinion publique, ainsi qu'aux recherches sur les effets des risques objectifs de la mondialisation, tels que la délocalisation des emplois<sup>80</sup>.

Ainsi, le lien entre les pertes de développement humain causées par les chocs mondiaux et le soutien accru au populisme peut également se traduire par un changement des perceptions, des convictions, des identités et des attitudes à l'égard de la mondialisation<sup>81</sup>. La peur et le sentiment d'insécurité peuvent faire basculer les préférences dans une direction populiste et nativiste, en particulier en rapport avec la perte de statut<sup>82</sup>. Ce lien basé sur les convictions peut être particulièrement puissant dans des contextes de détérioration à long terme des perspectives économiques<sup>83</sup>. Par exemple, les récits nationalistes et anti-immigration prennent plus facilement racine dans les endroits qui connaissent des changements économiques défavorables (par exemple, les augmentations du taux de chômage comptent plus que les niveaux de chômage en tant que tels)<sup>84</sup>.

Cela a son importance dans un monde interdépendant qui est aussi de plus en plus inquiet et angoissé<sup>85</sup>. Les sentiments d'angoisse et d'insécurité sont aujourd'hui omniprésents et persistants, y compris dans les pays les plus riches. À travers le monde, près de 3 milliards de personnes déclarent se sentir inquiètes, stressées ou tristes<sup>86</sup>. Bien que l'influence des

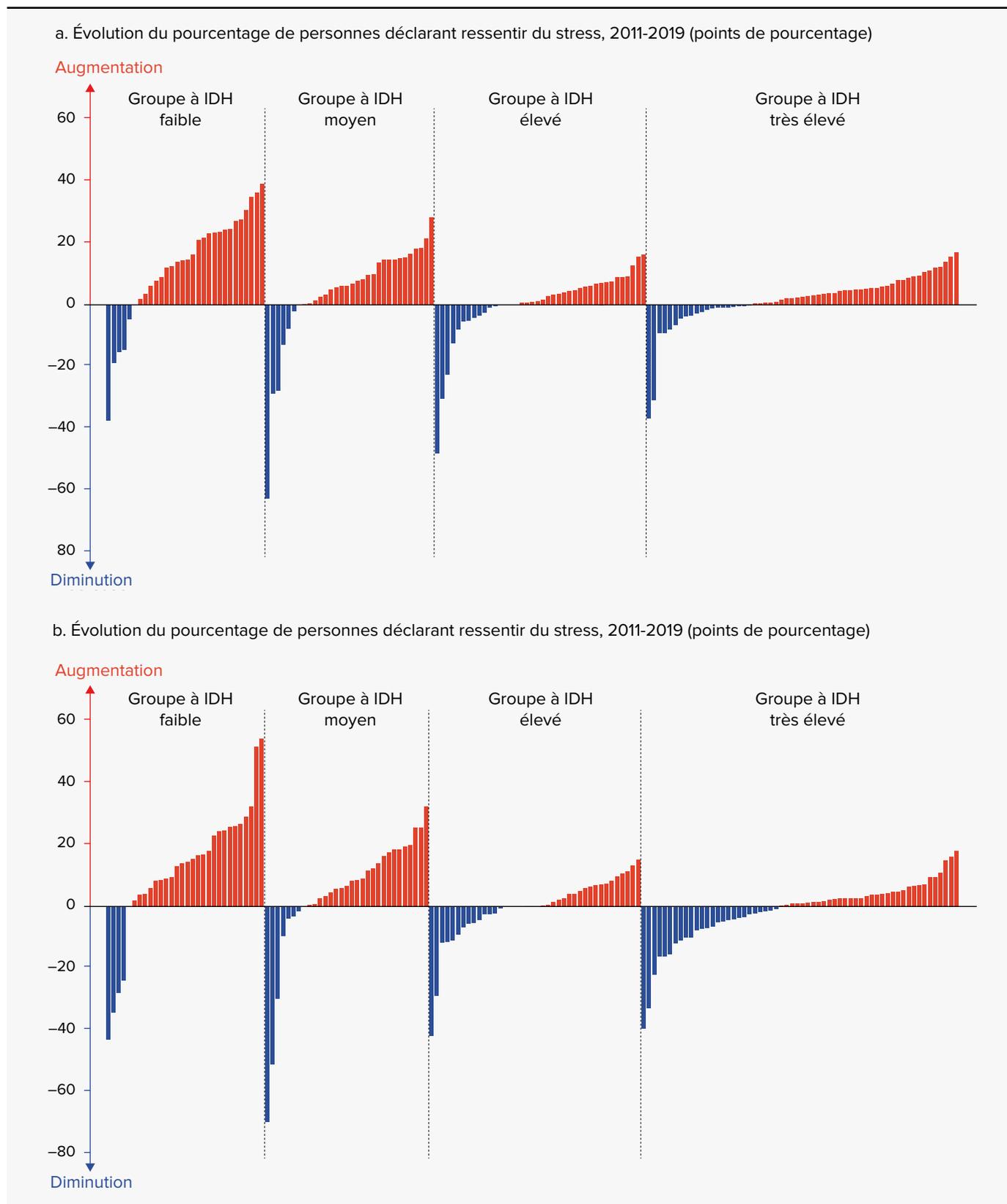
chocs extérieurs sur le bien-être subjectif soit factuelle<sup>87</sup>, la pandémie de COVID-19 semble n'avoir fait qu'exacerber une tendance préexistante : l'inquiétude et le stress atteignent des sommets avant même la pandémie (figure 2.5). Ces sentiments d'angoisse ont augmenté alors même que le monde a réalisé des progrès substantiels en matière de développement<sup>88</sup>, malgré une interruption de cette tendance en 2020 et 2021 (chapitre 1).

#### *Les dirigeants et les mouvements politiques peuvent exploiter les liens entre la mauvaise gestion de l'interdépendance et le mécontentement*

En termes d'offre, les dirigeants et les mouvements politiques peuvent renforcer les liens entre la mauvaise gestion de l'interdépendance et un soutien croissant au populisme, et mobiliser le mécontentement à leur avantage<sup>89</sup>. Ces tactiques ne sont pas propres aux mouvements populistes, mais l'un de leurs récits communs consiste à opposer les émotions collectives négatives à la vengeance contre une élite établie<sup>90</sup>, et présente souvent les dirigeants comme des défenseurs et des protecteurs compétents des « individus normaux »<sup>91</sup> en opposition à une élite mondiale. Elles peuvent ainsi gagner du terrain en exploitant les frustrations de ceux qui se sentent laissés pour compte par la mondialisation ou qui la considèrent comme une menace pour leur identité.

Ce sentiment anti-élite et anti-mondialisation peut s'expliquer en partie par le fait que les élites mondiales ont pu

**Figure 2.5** Même avant 2020, l'inquiétude et le stress augmentaient dans la plupart des pays



L'acronyme « IDH » désigne l'indice de développement humain.

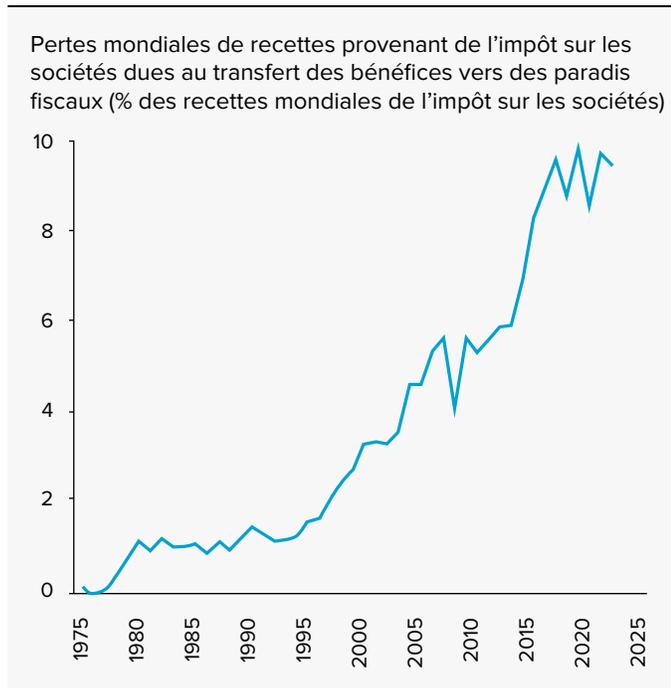
**Note :** les valeurs correspondent à l'évolution du pourcentage de personnes ayant déclaré avoir ressenti du stress ou de l'inquiétude « pendant une grande partie de la journée d'hier ».

**Source :** Bureau du rapport sur le développement humain, à partir de Gallup (2023).

profiter des avantages de ce phénomène pour préserver leurs avantages. Outre les perturbations économiques entraînant une hausse des inégalités au sein des pays et des pertes d'emplois généralisées dans certains endroits, l'hypermondialisation a permis à des particuliers et à des entreprises fortunés de pratiquer la fraude et l'évasion fiscales à l'étranger. Selon des estimations, les multinationales pourraient avoir transféré jusqu'à 1 000 milliards de dollars de bénéfices dans des paradis fiscaux en 2022<sup>92</sup>, ce qui représente des milliards de dollars de pertes de recettes fiscales. Les pertes mondiales de recettes provenant de l'impôt sur les sociétés ont explosé depuis le milieu des années 1990 en raison de ces transferts de bénéfices (figure 2.6). Ces schémas sont clairement associés à des bénéfices inégaux pour les élites et la population en général en matière d'hypermondialisation, ce qui alimente le mécontentement qui nourrit les récits populistes.

Les leaders et les mouvements populistes peuvent également agir en s'appuyant sur des convictions et en utilisant le discours et les récits pour attiser la polarisation et politiser des questions telles que la coopération internationale<sup>93</sup>. En effet, le sentiment antimondialisation est de plus en plus présent dans le discours partisan<sup>94</sup>. L'omniprésence de ces questions dans les campagnes et les récits politiques peut conduire à des changements dans les convictions et à un tri selon des lignes d'identité étroites plutôt que selon les groupes de revenus, et

**Figure 2.6 Les élites ont su tirer profit de l'hypermondialisation, avec l'explosion des transferts de bénéfices vers les paradis fiscaux**

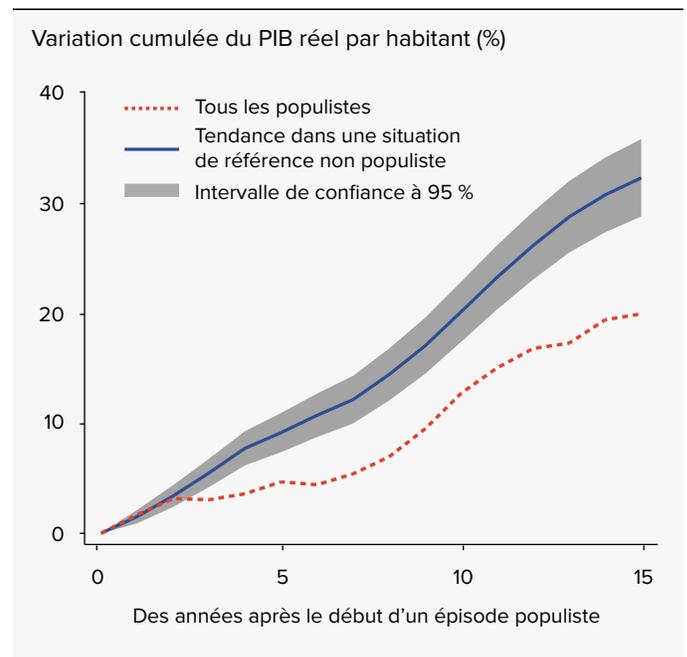


Source : Alstadsæter *et al.* (2023).

par conséquent à des changements de préférences politiques<sup>95</sup>. Dans certains cas, ces changements peuvent entraîner des tendances de vote allant à l'encontre des intérêts économiques personnels<sup>96</sup>, et même influencer les comportements au-delà du vote<sup>97</sup>. Par exemple, les campagnes populistes menées contre l'avis des scientifiques pendant la pandémie de COVID-19 ont réduit l'adhésion à la distanciation sociale dans les endroits où les dirigeants populistes jouissaient d'un soutien important<sup>98</sup>.

Le populisme est perturbateur sur le plan politique et très coûteux sur le plan économique<sup>99</sup>. Dans les pays ayant connu à plusieurs reprises des gouvernements qualifiés de populistes, de droite ou de gauche, le PIB par habitant est inférieur de 10 % à celui des pays n'ayant pas connu de tels épisodes 15 ans après le début de l'épisode (figure 2.7). Les répercussions négatives sur l'économie ont tendance à se matérialiser seulement trois à cinq ans après le début de l'épisode populiste, et elles continuent à s'aggraver au fil du temps<sup>100</sup>, ce qui représente une perte potentielle permanente.

**Figure 2.7 Le mécontentement coûte cher : trajectoire de PIB plus faibles dans les pays ayant connu des épisodes populistes**



**Note :** toutes les régressions incluent des effets fixes par pays et cinq retards de la croissance du PIB réel par habitant, de la croissance mondiale, de l'inflation, des contrôles de la crise bancaire et de la dette souveraine, ainsi qu'un indice de qualité institutionnelle/démocratique donné par la première composante principale des indices Varieties of Democracy sur l'indépendance judiciaire, l'équité des élections et les libertés des médias (Coppedge *et al.*, 2022), ainsi que le score de démocratie Polity IV (Marshall et Gurr, 2020). Pour l'échantillon de base des épisodes populistes, les données couvrent 60 pays depuis 1945.

Source : Funke, Schularick et Trebesch (2023).

*Le mécontentement polarise les sociétés, avec des conséquences potentiellement dangereuses*

La rhétorique populiste du repli sur soi et du nativisme polarise les sociétés en dressant les groupes les uns contre les autres (nous, le peuple, contre eux, l'élite). Le repli sur soi et l'orientation nativiste de bon nombre de ces mouvements érodent les capacités de gestion collective de l'interdépendance mondiale remodelée et de règlement de ces problèmes qui dépassent les frontières. Historiquement, les régimes populistes et radicaux qui ont pris le pouvoir après les crises financières mondiales des années 1920 et 1930, dans un contexte de profonde polarisation politique, ont conduit les pays à une guerre mondiale au lieu d'apporter des solutions aux défis communs auxquels ils étaient confrontés (coup de projecteur 2.1).

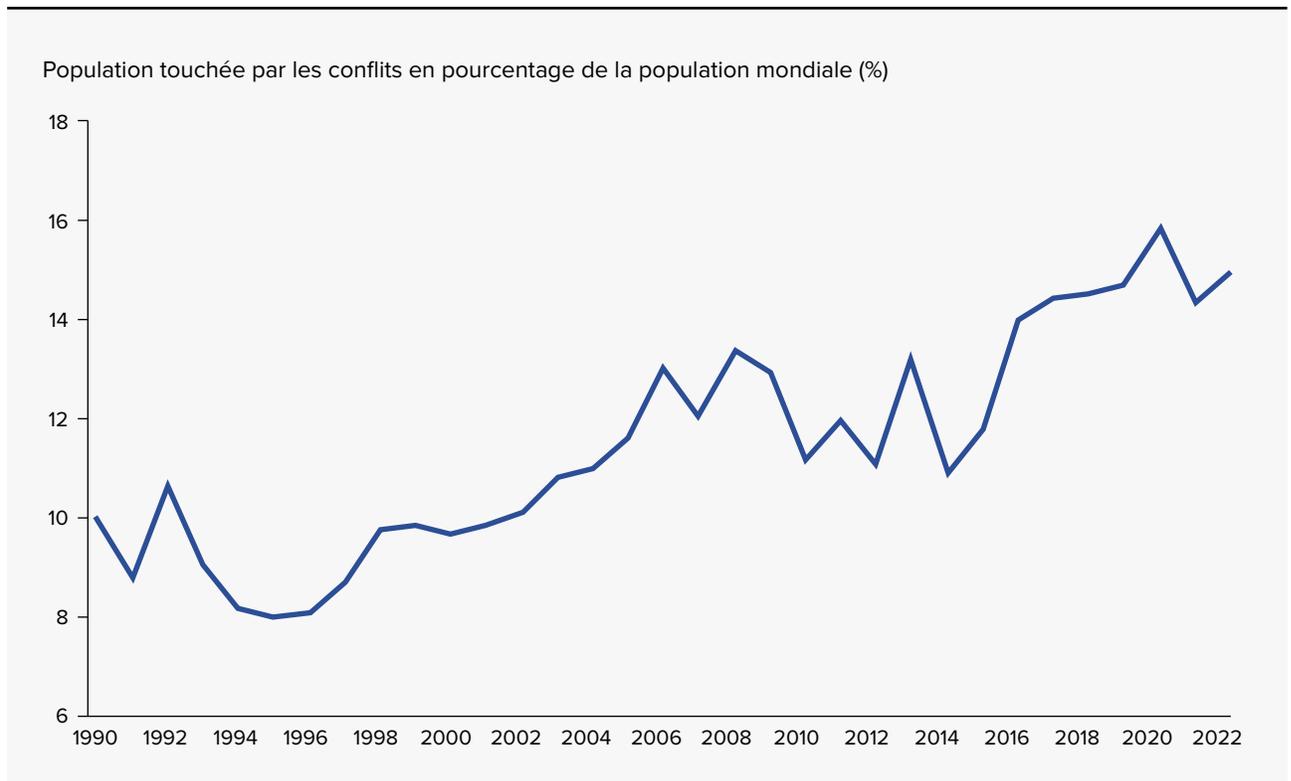
La communauté internationale est aujourd'hui confrontée à une recrudescence des conflits violents, qui ont des effets dévastateurs sur le développement humain et la sécurité des individus. Rien qu'en 2022, avant la montée de la violence et des conflits dans les régions d'Afrique et du Moyen-Orient observée en 2023, près de 1,2 milliard de personnes (soit 15 % de la population mondiale) vivaient dans des zones touchées par des conflits violents (figure 2.8)<sup>101</sup>. Ces chiffres stupéfiants s'inscrivent dans une horrible tendance à l'augmentation des conflits violents qui s'internationalisent et s'enracinent de

plus en plus<sup>102</sup>, et affectent de plus en plus de personnes dans de plus en plus d'endroits, y compris dans les pays où l'indice de développement humain est le plus élevé<sup>103</sup>. Outre des effets dévastateurs au niveau local, les conflits violents ont souvent des répercussions qui dépassent les frontières. Les multiples effets d'entraînement vont de la prolifération des armes<sup>104</sup> aux déplacements transfrontaliers forcés, en passant par l'insécurité alimentaire régionale<sup>105</sup> et la hausse de l'inflation<sup>106</sup>.

**L'interdépendance mondiale fait l'objet d'un remodelage et devrait perdurer à l'avenir**

En laissant de côté les choix politiques qui façonnent l'interdépendance mondiale (les droits de douane à l'importation qui découragent le commerce, les restrictions liées aux visas qui ralentissent les migrations), l'interdépendance reste une caractéristique inéluctable de la vie sur une planète partagée qui subit des changements dangereux, sans précédent dans la mesure où ils sont planétaires et résultent des choix de l'homme. La dépendance des humains vis-à-vis de l'aspect relationnel est également renforcée par cela (coup de projecteur 2.2). À l'avenir, deux facteurs (les changements planétaires dangereux et les transformations profondes des économies, dopées par les technologies numériques) vont profondément remodeler les liens mondiaux et exiger une

**Figure 2.8** Les conflits violents ont touché 15 % de la population mondiale en 2022



Source : Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir de Aas Rustad et Østby (2023) et Arasmith, Østby et Aas Rustad (2022).

gestion accrue, et non moindre, de l'interdépendance, compte tenu de la limite voire de l'inexistence des possibilités de gestion de ce type d'interdépendance en prenant des décisions sur les restrictions à la frontière.

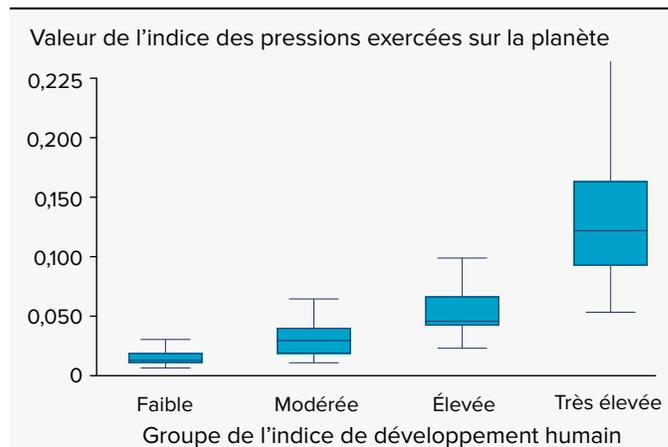
### L'Anthropocène ajoute une dimension planétaire à l'interdépendance mondiale

L'Anthropocène est une nouvelle époque proposée sur l'échelle des temps géologiques, caractérisée par les répercussions sans précédent de l'activité humaine moderne sur les systèmes terrestres (chapitre 3). Elle fournit un cadre utile à la compréhension de l'interdépendance entre les hommes, les sociétés humaines et notre planète commune. Elle aide à faire le lien entre nos sphères économiques, sociales et culturelles et le système terrestre lui-même<sup>107</sup> et dévoile l'enchevêtrement des inégalités mondiales et la mise en péril des fonctions essentielles des systèmes terrestres.

Les systèmes sociaux et écologiques ont toujours été profondément liés, mais rarement à l'échelle planétaire<sup>108</sup>. Aujourd'hui, l'impact de l'homme sur la planète est si important qu'il modifie les processus planétaires. L'homme a modifié les cycles naturels du carbone<sup>109</sup>, de l'azote<sup>110</sup>, du phosphore<sup>111</sup>, de l'eau<sup>112</sup> et d'autres éléments, ce qui a entraîné des modifications de la température, des précipitations, du niveau de la mer et de la composition de l'atmosphère de la planète<sup>113</sup>.

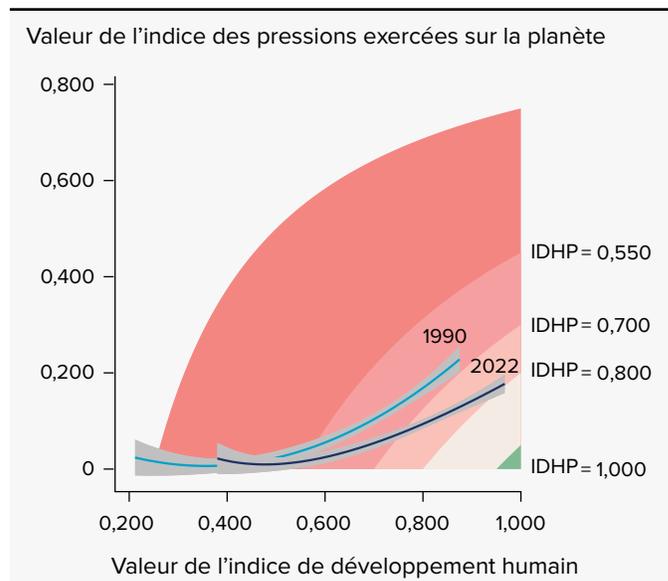
Les pays dont le niveau de développement humain est plus élevé, tel que mesuré par l'indice de développement humain (IDH), exercent des pressions plus fortes sur notre planète (figure 2.9). Les pays situés au bas de l'échelle de l'IDH, qui exercent moins de pressions sur la planète, sont susceptibles d'être affectés de manière disproportionnée par les effets des pressions planétaires<sup>114</sup>. Ces inégalités entraînent des dynamiques déstabilisantes qui peuvent retarder les actions destinées à atténuer ou à réduire les pressions planétaires, associées à une polarisation accrue. Au fil du temps, les progrès en matière de développement humain sont cependant associés à des pressions planétaires plus faibles (les pressions planétaires moyennes requises pour maintenir un niveau d'IDH donné en 2022 étaient plus faibles qu'en 1990) (figure 2.10). En fait, ces dernières années, les pays à IDH très élevé et élevé ont continué à améliorer leurs valeurs d'IDH sans accentuer les pressions planétaires, malgré la forte augmentation des pressions planétaires au cours de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle causée par la progression de l'IDH dans les pays à IDH élevé (figure 2.11). Tous les pays, et en particulier ceux dont l'IDH est très élevé ou élevé, doivent néanmoins faire beaucoup plus, à plus grande échelle et plus rapidement, en vue d'atténuer les pressions planétaires que la tendance actuelle. La tendance devrait en fait être à la baisse afin de garantir l'accompagnement de l'amélioration des valeurs de l'IDH par une diminution des pressions planétaires.

**Figure 2.9 Inégalités et Anthropocène : les pays ayant un indice de développement humain plus élevé exercent une pression plus forte sur la planète**



**Note :** l'indice des pressions exercées sur la planète est calculé à partir des émissions de dioxyde de carbone par habitant et de l'empreinte matières par habitant dans chaque pays (cela correspond à 1 moins le coefficient d'ajustement aux pressions exercées sur la planète présenté dans le tableau 7 de l'Annexe statistique). Chaque encadré représente les 50 % du milieu de la répartition et la ligne centrale représente la médiane. À l'extérieur de chaque encadré les lignes extrêmes correspondent au minimum et au maximum approximatifs de la distribution. Les valeurs aberrantes ne sont pas indiquées.  
**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain. Voir les sources spécifiques indiquées dans le tableau 7 de l'Annexe statistique.

**Figure 2.10 Repousser les limites des possibilités : des valeurs d'indice de développement humain plus élevées pour des pressions planétaires plus faibles**



L'IDHP est l'indice de développement humain ajusté aux pressions exercées sur la planète.

**Note :** l'indice des pressions exercées sur la planète est calculé à partir des émissions de dioxyde de carbone par habitant et de l'empreinte matières par habitant dans chaque pays (cela correspond à 1 moins le coefficient d'ajustement aux pressions exercées sur la planète présenté dans le tableau 7 de l'Annexe statistique). Les profils de pression transversaux pour 1990 et 2022 ont été calculés à l'aide de modèles de régression polynomiale. Les zones ombrées représentent les intervalles de confiance.  
**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain. Voir les sources spécifiques indiquées dans le tableau 7 de l'Annexe statistique.

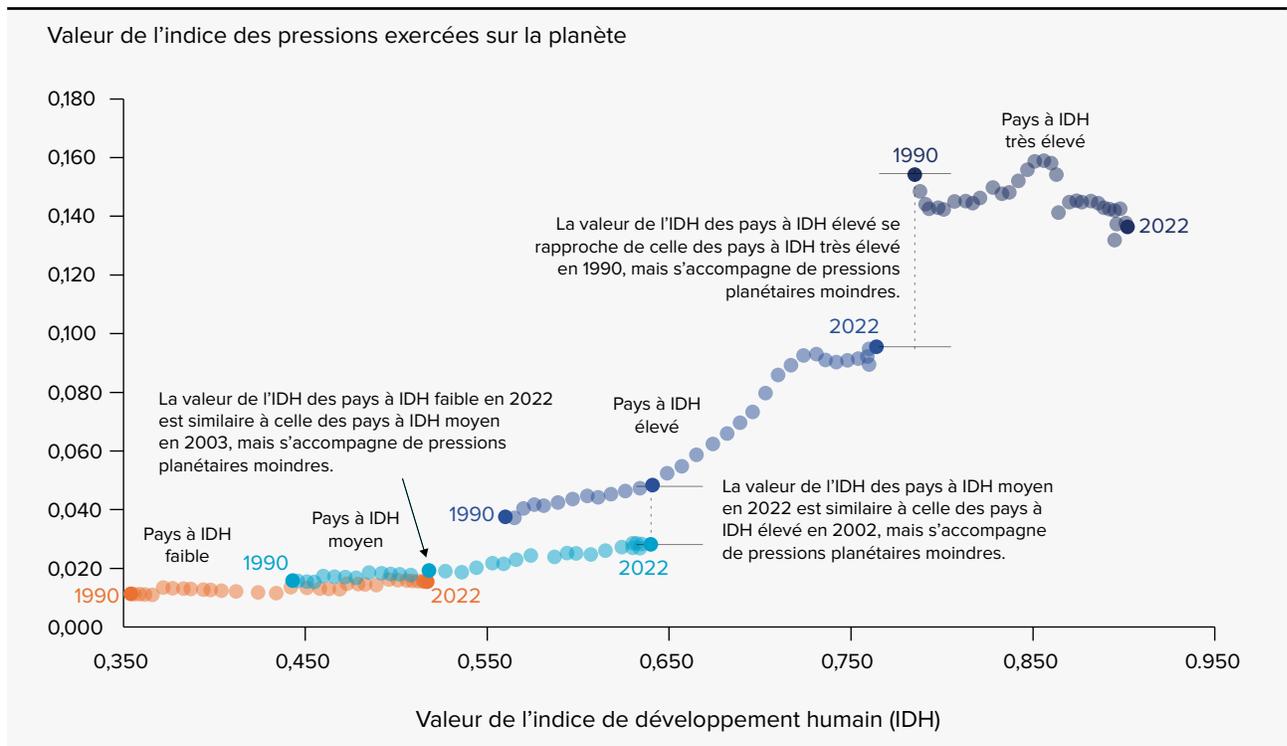
Le développement technologique repousse les frontières du possible et peut permettre des gains en termes d'IDH sans augmentation des pressions planétaires, en particulier dans le cas des systèmes d'énergie renouvelable et à faible teneur en carbone. Toutefois, les périodes de transition, au cours desquelles des combustibles fossiles et des systèmes à faible teneur en carbone coexistent, peuvent s'avérer particulièrement volatiles et s'accompagner d'une hausse des risques transfrontaliers<sup>115</sup>. L'abandon des combustibles fossiles risque fort de modifier les avantages comparatifs des pays et pourrait entraîner une modification de la structure des échanges et du pouvoir économique, avec des implications géopolitiques<sup>116</sup>. Les changements apportés aux politiques climatiques nationales peuvent se répercuter au niveau international par le biais des canaux commerciaux et financiers<sup>117</sup>, et l'on peut observer des effets particulièrement importants pour les pays à revenu faible ou intermédiaire, qui peuvent aller au-delà des fluctuations de la balance des paiements et affecter la dynamique de la dette à long terme<sup>118</sup>. Par conséquent, les types de politiques climatiques adoptées à l'échelle nationale n'affecteront pas seulement les perspectives d'atténuation des changements climatiques. Elles auront également de profondes répercussions sur les liens mondiaux et les perspectives de développement. L'exploitation positive

de l'interdépendance, en commençant par éviter sa mauvaise gestion, entraîne des perspectives plus positives pour les personnes et la planète<sup>119</sup>.

### Les pressions planétaires entraînent des retombées planétaires

Une interaction entre les changements sociaux et environnementaux à l'échelle mondiale peut avoir des retombées sur un système socio-écologique à l'échelle planétaire. Pour comprendre comment, prenons l'exemple du télécouplage, qui décrit les interactions à distance et les boucles de rétroaction complexes entre les systèmes humains et écologiques sur de vastes distances et tente de rendre compte des retombées socio-économiques et environnementales à travers l'échelle, l'espace et le temps<sup>120</sup>. Par exemple, les décisions relatives à l'utilisation des terres prises par les entreprises et les agriculteurs dans les forêts tropicales ont une incidence sur la dégradation de l'environnement régional, la perte de biodiversité et les changements climatiques mondiaux. Cela s'explique non seulement par l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre associée à la déforestation, mais également par la modification des régimes de

**Figure 2.11** Découplage entre les pressions exercées sur la planète et l'indice de développement humain (IDH)



**Note** : l'indice des pressions exercées sur la planète est calculé à partir des émissions de dioxyde de carbone (production) par habitant et de l'empreinte matières par habitant dans chaque pays (cela correspond à 1 moins le coefficient d'ajustement aux pressions exercées sur la planète présenté dans le tableau 7 de l'Annexe statistique).

**Source** : Bureau du Rapport sur le développement humain. Voir les sources spécifiques indiquées dans les tableaux 2 et 7 de l'Annexe statistique.

précipitations dans les régions éloignées des forêts tropicales (chapitre 3). Les mêmes décisions d'utilisation des sols sont influencées par la dynamique des marchés mondiaux, comme les préférences des consommateurs et les termes de l'échange. Par exemple, une augmentation de la demande mondiale de soja peut inciter les agriculteurs locaux à abandonner l'élevage bovin au profit du soja<sup>121</sup>, ce qui pourrait à la fois réduire la déforestation et les émissions de dioxyde de carbone par rapport à un scénario de poursuite de l'élevage bovin<sup>122</sup>.

La pêche autour des récifs coralliens, qui peut réduire la biomasse des espèces de poissons qui fournissent d'importants services écosystémiques<sup>123</sup> (tels que les grands poissons herbivores qui réduisent la croissance des algues) constitue un autre exemple. En l'absence de ces espèces, la croissance des algues risque d'augmenter et d'entraîner le blanchiment des récifs<sup>124</sup>. L'érosion des récifs coralliens réduit le cycle global du carbone (contribuant ainsi aux changements climatiques). Elle nuit également aux moyens de subsistance de nombreuses personnes et à la protection naturelle des côtes contre les tempêtes<sup>125</sup>. En revanche, les pratiques de pêche locales durables peuvent améliorer la biomasse des poissons herbivores et favoriser la couverture corallienne<sup>126</sup>.

À l'aune de l'Anthropocène, la notion d'interdépendance mondiale doit inclure une compréhension du système terrestre dans son ensemble. Les sociétés hautement complexes et interconnectées à l'échelle mondiale façonnent des systèmes écologiques hautement complexes et interconnectés à l'échelle mondiale, tout en étant façonnées par ces systèmes. Pourtant, les hypothèses spatiales sur le monde sont souvent dissociées des discussions sur l'économie et, par conséquent, des questions relatives à l'environnement et à la nature<sup>127</sup>.

Dans un monde interdépendant, même les pays les moins exposés aux risques liés aux changements climatiques peuvent être affectés par des effets de deuxième et troisième ordre<sup>128</sup>. Par exemple, les principaux partenaires commerciaux d'un pays peuvent être touchés en cas de perturbation des activités économiques au sein de ce pays par une catastrophe naturelle ; et des dégâts sur une infrastructure essentielle d'un pays peuvent reconfigurer les chaînes d'approvisionnement et réduire le PIB des partenaires commerciaux en aval et en amont<sup>129</sup>, mais aussi entraîner une volatilité des indices boursiers globaux chez les partenaires commerciaux<sup>130</sup>.

La production et la consommation de denrées alimentaires constituent un autre exemple éloquent. Selon des estimations, seuls 11 à 28 % de la population mondiale ont accès aux principales cultures vivrières dans un rayon de 100 kilomètres autour de leur domicile, ce qui rend la grande majorité de la population mondiale très dépendante des importations de denrées alimentaires et des chaînes de valeur alimentaires mondiales<sup>131</sup>. La production d'intrants et de produits intermédiaires essentiels à la production agricole, tels que les semences et les engrais, est concentrée au niveau géographique et contrôlée par une poignée d'entreprises<sup>132</sup>. Par exemple,

quatre entreprises contrôlent environ les deux tiers des ventes mondiales de produits agrochimiques, y compris les pesticides et les engrais synthétiques qui permettent l'agriculture à l'échelle industrielle. Trois de ces entreprises font également partie des quatre sociétés qui contrôlent plus de la moitié des ventes commerciales de semences dans le monde<sup>133</sup>.

Malgré la stimulation de l'approvisionnement alimentaire à l'échelle mondiale par le commerce des denrées alimentaires, qui a constitué en soi une stratégie de résilience face aux chocs climatiques locaux<sup>134</sup>, la domination des multinationales de l'alimentation sur les systèmes alimentaires est désormais associée à une réduction de la diversité de la production alimentaire locale et à la perte des traditions de la culture alimentaire locale<sup>135</sup>, ainsi qu'à la recherche de bénéfices de la part des grandes entreprises<sup>136</sup>. Les schémas de concentration de la production alimentaire sont responsables de vulnérabilités dans les systèmes alimentaires mondiaux, qui risquent de s'aggraver sans maîtrise des pressions exercées par l'homme sur la planète. Par exemple, la perte de biodiversité et les changements climatiques accentuent le risque de mauvaises récoltes simultanées<sup>137</sup>, et ont des conséquences potentielles à l'échelle mondiale sur le plan de la sécurité alimentaire. Le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde est déjà en augmentation : 691 à 783 millions de personnes confrontées à la faim en 2022, une situation exacerbée par la guerre en Ukraine et l'inflation élevée<sup>138</sup>.

### Les schémas de concentration de la production alimentaire sont responsables de vulnérabilités dans les systèmes alimentaires mondiaux, qui risquent de s'aggraver sans maîtrise des pressions exercées par l'homme sur la planète

En cas de raréfaction ou de dégradation des terres arables causée par les changements climatiques, les agriculteurs risquent de voir leurs récoltes diminuer et leurs moyens de subsistance se détériorer, ce qui est susceptible d'entraîner des déplacements et des migrations<sup>139</sup>. Il semble cependant difficile de prévoir les voies et les trajectoires de la mobilité humaine en réponse aux facteurs de stress liés au climat, à l'alimentation et aux moyens de subsistance, d'autant plus que les températures locales, les précipitations et les phénomènes météorologiques extrêmes s'écartent de plus en plus des schémas historiques. La migration s'inscrit dans des processus sociaux, économiques, politiques, démographiques et environnementaux pouvant à la fois affecter la capacité à se déplacer et le risque d'immobilité<sup>140</sup>.

Face à la poursuite des changements climatiques et à l'intensification de leurs effets, la migration pourrait devenir l'une des rares stratégies viables d'adaptation et de résilience dont disposent les communautés touchées, en particulier en l'absence de réductions généralisées des émissions de gaz à effet de serre. Certaines projections suggèrent que, selon

les trajectoires actuelles des politiques d'émissions, un tiers de la population mondiale pourrait se retrouver en dehors de ce que l'on appelle la niche climatique humaine, c'est-à-dire la fourchette de températures la plus propice à la vie humaine. En cas de mise en œuvre de tous les objectifs des politiques d'atténuation des changements climatiques, le réchauffement de la planète pourrait plafonner à environ 1,8°C, ce qui laisserait encore près de 10 % de la population mondiale en dehors de ce que l'on appelle la niche climatique humaine, c'est-à-dire la plage de températures la plus propice à la vie humaine<sup>141</sup>. Les effets de la chaleur extrême sur la santé, les moyens de subsistance et le marché du travail risquent d'être considérables, comme le montre la plateforme Human Climate Horizons du PNUD (encadré 2.2)<sup>142</sup>. Certains travaux de recherche prévoient la migration potentielle de 200 millions

de personnes à l'intérieur d'un même pays face au stress climatique d'ici le milieu du siècle<sup>143</sup>.

---

### Les technologies numériques rendent la communication transfrontalière presque instantanée et modifient les structures économiques

Parallèlement aux défis planétaires de l'Anthropocène, les économies connaissent de profondes mutations, alimentées par des innovations technologiques rapides, notamment dans le domaine des technologies numériques. Ces changements modifient déjà la nature de l'interdépendance mondiale et continueront probablement à le faire à l'avenir.

#### Encadré 2.2 La mobilité humaine face aux changements climatiques : le cas du Viet Nam

Hannah Pool

La plateforme Human Climate Horizons du PNUD calcule et visualise la manière dont les changements climatiques affecteront le bien-être humain selon différents scénarios d'émissions de gaz à effet de serre. Elle estime les répercussions prévisionnelles des changements climatiques à un degré de précision très élevé et illustre de quelle manière elles pourraient affecter des lieux et des communautés dans plus de 200 pays et territoires.

Prenons l'exemple du Viet Nam, qui est déjà confronté aux effets des changements climatiques, à mesure que la fréquence des sécheresses, des inondations et des typhons augmente. La température annuelle moyenne devrait passer de 25,9°C sur la période 1986-2005 à 26,7°C sur la période 2020-2039 et à 27,6°C en 2080. Dans le scénario d'émissions élevées, elle pourrait atteindre 29,2°C. La hausse des températures affectera particulièrement les heures de travail des personnes exerçant des professions à faible risque ou à risque élevé. Dans le scénario d'émissions modérées, les heures de travail annuelles par travailleur pourraient être réduites de 2,3 heures sur la période 2020-2039 et de 10,5 heures sur la période 2080-99, tandis que les heures de travail annuelles par travailleur dans les emplois à haut risque dans l'agriculture et la construction pourraient diminuer de 36,7 heures dans le scénario d'émissions élevées.

Avec 3 000 kilomètres de côtes, le Viet Nam est particulièrement vulnérable à l'élévation du niveau de la mer<sup>1</sup>. Dans le cadre d'un scénario d'émissions élevées, l'élévation du niveau de la mer affectera 1,3 % de la population entre 2020 et 2039 et 7,4 % d'ici la fin du siècle, par rapport à un scénario sans changements climatiques<sup>2</sup>.

Les décisions relatives aux migrations sont complexes et multiformes, et les changements climatiques et l'environnement peuvent y contribuer. D'ici 2050, 1,5 à 3,1 millions de personnes résidant au Viet Nam pourraient devenir des migrants climatiques<sup>3</sup>. Dans la province vietnamienne de Thừa Thiên-Huế, des personnes ont exprimé leur intention de se déplacer de façon permanente en raison d'un risque accru d'inondation dû à l'élévation du niveau de la mer<sup>4</sup>.

Lorsque les individus sont contraints de se déplacer en raison des changements climatiques, ils ont tendance à se déplacer dans un premier temps à l'intérieur des frontières nationales avant de se rendre dans les pays voisins<sup>5</sup> et à quitter les zones rurales pour s'installer dans les villes. Au Viet Nam, cela exercera une pression supplémentaire sur les infrastructures urbaines<sup>6</sup>. Les habitants pourraient également être amenés à se déplacer vers les pays voisins comme le Cambodge ou la Thaïlande, qui seront également touchés par les changements climatiques, comme le montre le projet de données Human Climate Horizons.

Ces scénarios sont importants afin d'évaluer la manière dont les changements climatiques affecteront la mobilité humaine, mais également pour inciter les habitants à faire tout leur possible aujourd'hui pour éviter le scénario d'émissions élevées. On ne peut néanmoins prédire la mobilité humaine de manière déterministe, encore moins dans un avenir lointain, car il existe un continuum d'action humaine à différents niveaux, qui donne aux humains la capacité de trouver des solutions créatives et adaptées au contexte local dans un monde de systèmes sociaux, économiques, culturels et physiques diversifiés basés sur le contexte<sup>7</sup>.

#### Notes

1. GIEC (2022). 2. PNUD et Climate Impact Lab (2022). Données de Human Climate Horizons, consultées le 30 novembre 2023. 3. Clement *et al.* (2021). 4. Duijndam *et al.* (2023). 5. GIEC (2022). 6. Spilker *et al.* (2020). 7. Horton *et al.* (2021), p. 1279.

Les technologies numériques relient presque instantanément des lieux éloignés, et affectent le commerce international, les marchés du travail, ainsi que la production et la consommation d'informations. En 2023, toute personne disposant d'un ordinateur ou d'un smartphone<sup>144</sup> pourrait en théorie entrer en contact avec plus de la moitié de la population mondiale, et le nombre d'utilisateurs d'Internet devrait continuer à augmenter<sup>145</sup>. La diffusion d'informations (erronées) par voie numérique peut accélérer la dynamique de contagion et influencer les comportements, tout en ayant des implications transfrontalières, notamment en matière d'instabilité financière<sup>146</sup> ou de conflit<sup>147</sup>.

Malgré la possibilité pour les pouvoirs publics de contrôler l'utilisation d'Internet, il s'avère extrêmement difficile de bloquer l'accès aux informations en ligne, ou même simplement de les surveiller, car la technologie évolue et s'étend constamment<sup>148</sup>.

Les flux d'informations transfrontaliers ont grimpé en flèche, y compris pendant les confinements physiques et les fermetures de frontières durant la pandémie de COVID-19, alors que les flux de biens et de personnes à travers les frontières ont chuté<sup>149</sup>. Les plateformes numériques et les flux mondiaux de données permettent d'augmenter les volumes d'échanges entre les pays<sup>150</sup>, ainsi que les possibilités pour les petites et moyennes entreprises de participer aux chaînes de valeur mondiales<sup>151</sup>. L'essor des technologies numériques dans l'économie mondiale s'inscrit dans le cadre de changements plus profonds de la structure des économies, dans lesquels la valeur de la connaissance et des services augmente par rapport à celle des biens matériels<sup>152</sup>, alimentés par des systèmes énergétiques de plus en plus sobres en carbone<sup>153</sup>. En 2022, les exportations de services numériques ont atteint une valeur de 3 800 milliards de dollars et représentaient plus de la

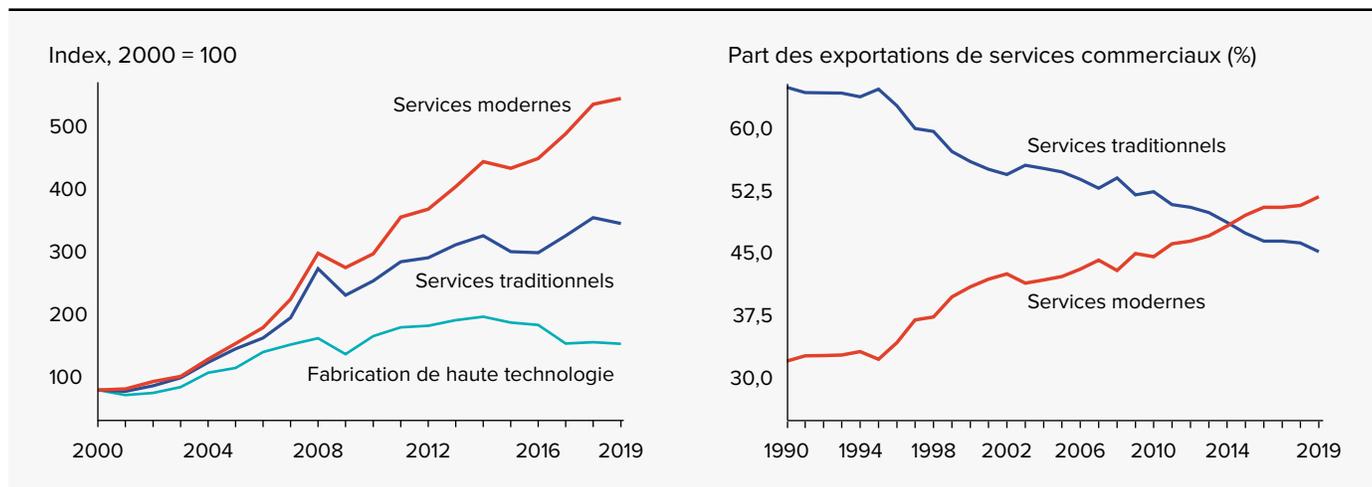
moitié des échanges mondiaux de services commerciaux<sup>154</sup>. Les exportations de services modernes, qui comprennent les services informatiques et d'information, ont été multipliées par cinq depuis 2000 et dépassent rapidement les exportations de services traditionnels tels que le tourisme, ainsi que les exportations de produits manufacturés de haute technologie (figure 2.12).

### Les technologies numériques façonnent la façon de naviguer dans l'Anthropocène

La navigation dans l'Anthropocène sera façonnée par les choix associés à la révolution numérique<sup>155</sup>. L'utilisation croissante des technologies numériques a des répercussions directes sur notre planète, y compris les empreintes environnementales des nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle et la chaîne de blocs. Elles nécessitent une grande puissance de calcul et sont associées à une intensification des émissions de gaz à effet de serre<sup>156</sup>.

La hausse de la disponibilité des données et de la capacité de traitement d'énormes quantités de données a constitué un facteur clé dans la reconnaissance de l'Anthropocène, et permis des mesures, une surveillance et une modélisation plus précises du système terrestre, ou de la manière dont les technologies numériques ont permis la communication et la diffusion des connaissances scientifiques sur l'Anthropocène auprès du grand public<sup>157</sup>. Néanmoins, l'interaction entre des sociétés déjà polarisées et la communication numérique dans les réseaux sociaux, caractérisée par des algorithmes qui favorisent la division et la désinformation, peut éroder la délibération publique, susciter la méfiance à l'égard de la science et dresser des obstacles à l'action collective en faveur d'une transition vers une économie à faible émission de carbone<sup>158</sup>.

**Figure 2.12** Les technologies numériques sont à l'origine d'une évolution de l'interdépendance économique mondiale, avec une augmentation spectaculaire des exportations de services modernes depuis 2000



Source : Cornelli, Frost et Mishra (2023).

Bien que la numérisation ait permis d'élargir l'horizon de nombreuses personnes, il existe des inégalités importantes et concentrées au niveau régional en matière d'accès au numérique. En Afrique, seulement 37 % de la population avaient accès à Internet en 2023, contre une moyenne de 67 % à l'échelle mondiale<sup>159</sup>. Le manque d'infrastructures en Afrique ne peut expliquer qu'un tiers environ de la fracture numérique sur ce continent<sup>160</sup>, tandis que des problèmes tels que des coûts prohibitifs et d'autres obstacles peuvent expliquer les deux tiers restants. L'investissement dans les technologies d'avant-garde, telles que l'intelligence artificielle, est également associé à

une plus grande inégalité de revenus<sup>161</sup>. En cas de persistance de ces disparités, de nombreuses personnes risquent de ne pas bénéficier des opportunités économiques croissantes offertes par les nouvelles technologies. Les inégalités peuvent également déboucher sur des modes de consommation qui accentuent les pressions planétaires, par le biais de cascades de dépenses pour des biens positionnels, tels que des voitures de plus en plus grandes<sup>162</sup>. Ces modes de consommation sont véhiculés par des aspirations et des normes, qui peuvent être influencées par les médias traditionnels et par les réseaux sociaux.<sup>163</sup>

## Bilan humain de la mauvaise gestion des interdépendances : enseignements de l'histoire nationale et internationale

Patricia Clavin, université d'Oxford

La Première Guerre mondiale a constitué une période catastrophique de l'histoire avec des conséquences considérables. 5 600 hommes sont morts chaque jour de guerre en moyenne, et les blessures des soldats et des civils comptent parmi les plus graves jamais observées. Dans les zones de guerre, les dégâts des usines, des fermes et des habitations ont atteint un montant d'environ 30 milliards de dollars, soit à peu près la moitié du PIB des États-Unis à l'époque<sup>1</sup>. Les retombées politiques de la guerre ont entraîné l'effondrement des empires austro-hongrois, allemand, ottoman et russe et le déplacement de plus de 14 millions de personnes<sup>2</sup>. Lors des négociations de paix qui ont suivi, il est apparu clairement que les empires britannique et français avaient élargi le nombre de territoires qu'ils gouvernaient à la suite du conflit, alors que des millions de personnes aspiraient partout à une plus grande autonomie. D'autres pays ont pris de l'importance au niveau mondial, notamment le Japon et les États-Unis.

La Conférence de paix de Paris de 1919 et les traités de paix qui ont suivi ont suggéré que les États souverains existaient sur un plan d'égalité dans le système international. Néanmoins, la guerre et ses résultats ont clairement montré que les empires, les États-nations et les peuples colonisés qui aspiraient à devenir des États disposaient de dotations naturelles et d'un accès aux ressources différents, qui s'avèrent déterminants le développement humain. Au sein du système international, les États ont également des intérêts et des préoccupations différents. Après 1918, les gouvernements, les entreprises, les banques, les agriculteurs et les citoyens du monde entier ont eu du mal à comprendre à quel point la guerre avait tout chamboulé. Ils ont été frappés par une série de crises économiques et sociales et ont réagi en prenant des mesures défensives qui donnaient la priorité aux intérêts nationaux et impériaux. De nombreux gouvernements ont mal géré l'interdépendance des marchés et des individus. Au lieu de cela, de nombreux pays se sont retrouvés sur la voie d'une deuxième guerre mondiale moins d'une génération après la première.

La Seconde Guerre mondiale a été encore plus destructrice que la précédente. Environ 60 millions de personnes sont mortes à travers le monde. Beaucoup plus de biens et d'infrastructures sont en ruine. De plus, le conflit a infligé une pollution sans précédent à la planète, y compris les radiations d'un nouveau type d'arme : la bombe atomique. Pourtant, cette fois-ci, les types de crises sociales et économiques qui avaient frappé de nombreux pays, peuples et marchés

mondiaux après 1918 ont globalement pu être évités. Au cours des décennies qui ont suivi, les perspectives de développement humain se sont nettement améliorées et ont conservé une trajectoire ascendante jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Ce coup de projecteur révèle comment la gestion de l'interdépendance humaine dans ces périodes d'après-guerre a produit des résultats si différents.

---

### La recherche d'un sanctuaire national dans un monde interdépendant

Après 1918, la première crise qui a frappé le monde a été financière. Personne n'avait réfléchi à la manière de financer une guerre mondiale sans précédent. En conséquence, les gouvernements belligérants ont emprunté ou imprimé de l'argent pour la payer. À la fin du conflit, les gouvernements ont désespérément voulu revenir à la « normalité » et ont supprimé tous les contrôles sur leurs économies nationales de manière non coordonnée. Cela s'est traduit par une inflation rapide. Les cas les plus graves ont été observés dans les nouvelles républiques d'Autriche, d'Allemagne, de Hongrie et de Pologne, qui ont souffert d'hyperinflation. En Allemagne, les prix ont quadruplé chaque mois pendant 16 mois.

Cela s'est également produit chez certaines des économies les plus solides du monde, qui ont connu une inflation annuelle de 20 à 30 %. Elles y ont remédié en ramenant leur monnaie à l'étalon-or international (un mécanisme de change fixe), ce qui a permis de stabiliser les prix et les taux d'intérêt. Les États l'ont globalement fait de manière non coordonnée, en réfléchissant à ce qui convenait à leurs intérêts nationaux et en laissant les banques centrales et les marchés financiers s'en charger<sup>3</sup>. Le dollar américain et le franc français ont ainsi été considérablement sous-évalués, ce qui a favorisé leurs exportations. La Grande-Bretagne, grand importateur de denrées alimentaires et exportateur de capitaux et de services financiers, préférait une livre forte et a choisi de surévaluer la livre sterling. Cette situation a rendu la vie difficile aux producteurs nationaux et a encouragé nombre d'entre eux à exiger une protection de la part des négociants étrangers, ce qui est devenu une tendance mondiale. Cela signifie qu'en cas de stabilité des taux de change, l'interdépendance des marchés que le système de l'étalon-or était censé sauvegarder reposait sur des bases instables.

La prochaine crise financière mondiale est survenue moins de dix ans après la première, après octobre 1929. Les conséquences des processus non coordonnés de reconstruction financière mis en œuvre après 1919 sont apparues clairement après le krach boursier de Wall Street, aux États-Unis. Après leur implication notoire dans la stabilisation des monnaies et des économies d'Europe centrale dans les années 1920, les dirigeants politiques et financiers américains ont estimé que les investisseurs (nationaux et étrangers) avaient eu trop de facilité à emprunter de l'argent, et la Réserve fédérale a donc décidé d'augmenter les taux d'intérêt. Cette décision a fait basculer le marché boursier dans une véritable dépression, car les investissements à l'étranger ont été stoppés net. La crise s'est propagée au monde entier par le biais du système de l'étalon-or. D'autres banques centrales ont défendu leur monnaie en augmentant les taux d'intérêt et ont exigé de leurs gouvernements qu'ils cessent de dépenser. On a assisté à des licenciements de masse de travailleurs et à une hausse spectaculaire des taux de pauvreté et de famine dans la pire crise déflationniste que le monde ait jamais connue.

En 1933, d'éminents économistes et conseillers internationaux avaient trouvé la bonne solution : ils proposaient des mesures coordonnées au niveau international dans l'optique de relancer l'économie mondiale et de mettre un terme à la montée du protectionnisme commercial. Toutefois, après 1929, les pays n'avaient pas fait preuve de coordination pour défendre leurs économies, et s'en étaient montrés incapables malgré quatre années de souffrance. À partir de ce moment, des gouffres idéologiques intérieurs et transnationaux béants sont apparus entre les États, mais aussi des intérêts géopolitiques conflictuels et des politiques nationales évoluant dans des directions radicalement divergentes. L'incapacité des principales économies mondiales (la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis) à travailler ensemble s'est avérée particulièrement préjudiciable. Elles ont dû faire face à la menace émergente de l'Allemagne nationale-socialiste, de l'Italie fasciste et du Japon impérial, qui était déjà en guerre en Mandchourie.

L'évolution en dents de scie des principales économies mondiales, qui va d'une forte inflation à une crise déflationniste sévère, est liée à des crises sociales et politiques en cours ou en a déclenché de nouvelles. Elles ont été particulièrement marquées dans les pays vaincus ou devenus de nouveaux États-nations à la suite de la Première Guerre mondiale. La première pandémie a été celle de la grippe espagnole, nommée ainsi parce que le premier cas a été identifié en Espagne en 1918. Elle a tué entre 50 et 100 millions de personnes, sans que l'on sache exactement quel a été son point de départ. Ces problèmes de santé et d'autres ont été exacerbés par le grand nombre de personnes déplacées en raison de la guerre et de ses conséquences<sup>4</sup>. La fin de la guerre n'a pas mis un terme aux crises sanitaires ni à la violence. Les anciens territoires de l'Empire russe ont été plongés dans la guerre civile. À

la fin de cette période, la population avait chuté de 143 à 134 millions d'habitants. Les contemporains avaient beaucoup d'inquiétudes au sujet des risques posés par le typhus et la tuberculose. En 1916, la première grande étude sur l'histoire des épidémies en temps de guerre a montré que les soldats étaient plus susceptibles de mourir d'une maladie contagieuse que de l'action de l'ennemi et que les épidémies chez les soldats déclenchaient des épidémies encore plus graves au sein de la population civile<sup>5</sup>.

En 1920, un décès sur quatre était dû à la tuberculose dans l'ancienne capitale impériale de Vienne. L'alimentation et les conditions de vie étaient si mauvaises que les autorités locales ont calculé des taux de mortalité rivalisant avec ceux de la peste bubonique (appelée peste noire) des siècles plus tôt, qui est généralement reconnue comme la pandémie la plus meurtrière de l'histoire de l'humanité. À l'époque, les nouvelles connaissances scientifiques, notamment la découverte des vitamines et du rôle des minéraux, montraient clairement que la qualité des aliments était aussi importante que la quantité pour la santé humaine. De nombreuses personnes dans le monde ont néanmoins lutté pour manger à leur faim, malgré la surproduction agricole qui a provoqué l'effondrement des prix des produits de base après 1918. Par exemple, environ 60 millions de paysans d'Europe de l'Est ne produisaient pas suffisamment de pain au niveau local pour passer l'année et étaient donc confrontés à un cycle persistant de sous-capitalisation rurale, de sous-emploi, de malnutrition et de misère. Le sentiment de crise des petits agriculteurs et des paysans sans terre d'Asie et d'Europe a été amplifié par les menaces apparentes que représentaient l'émergence d'une production alimentaire industrielle sur les continents américain et australien et la collectivisation de l'agriculture en Union soviétique après 1927.

La crise des communautés rurales s'est doublée d'une crise du chômage dans les communautés urbaines. Jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les travailleurs ruraux pauvres pouvaient s'installer dans les villes en développement rapide grâce à l'industrialisation et à l'urbanisation, ou migrer d'un pays à l'autre. Néanmoins, les nouveaux contrôles migratoires mis en place avant la Première Guerre mondiale et renforcés pendant celle-ci ont enfermé les marchés du travail derrière les frontières nationales et impériales, et les villes ont elles aussi lutté pour accueillir les populations rurales pauvres<sup>6</sup>. Le danger du chômage (évident dès les années 1920, alors que l'économie mondiale s'adaptait aux bouleversements de la guerre et à l'abandon de l'industrie lourde caractéristique de la première vague d'industrialisation au profit d'une nouvelle orientation vers les industries de consommation) s'est transformé en une crise à part entière lors de la Grande Dépression. Aucun pays n'a été épargné, mais le spectacle de la misère à grande échelle aux États-Unis (la plus grande économie du monde, qui avait prospéré dans les années 1920) a choqué les opinions publiques informées du monde entier.

À la fin des années 1930, il ne faisait aucun doute aux yeux des observateurs que l'avalanche de crises, qui se sont succédé rapidement, avait entraîné une radicalisation de la politique mondiale. Les années 1920 et 1930 ont été riches en révolutions initiées par la gauche et en putschs militaires ou états d'urgence initiés par la droite. Le bilan de ces régimes radicaux a néanmoins démontré que ces administrations n'avaient pas non plus de réponse efficace aux défis du développement humain dans un monde où l'interdépendance se heurte à des barrières nouvelles et croissantes : contrôle des changes, protectionnisme commercial et limites strictes à l'immigration.

L'inégalité déjà endémique entre les différents peuples et groupes sociaux a pris une tournure dangereuse et immorale dans les régimes fascistes, nationalistes et autoritaires. Ils voulaient améliorer le niveau de vie des personnes qu'ils revendiquaient comme les leurs, mais considéraient que les ressources nécessaires à cette amélioration étaient limitées. Adolf Hitler, le dictateur allemand, se considérait comme un *Raumpolitiker*, un politicien de l'espace, qui exigeait que le monde soit remodelé pour répondre à la quête du *Lebensraum*, ou espace vital. L'alliance de l'Axe avec l'Italie et le Japon fut prise dans la bataille, qui devint la Seconde Guerre mondiale, pour le « bon type » de matériel, humain et physique<sup>7</sup>.

Cette crise a permis aux dirigeants radicaux des puissances de l'Axe de mettre en place des politiques destinées à améliorer le niveau de vie des populations sélectionnées et à réduire considérablement celui des catégories ethnonationales et socio-économiques considérées comme ennemies, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de leurs frontières nationales. Les dirigeants de l'Axe étaient déterminés à rompre leur dépendance à l'égard des autres États et des normes internationales et à maîtriser leur propre destin. En même temps, les politiques d'égoïsme sacré, comme les contemporains les appelaient, ne se limitaient pas aux dictatures. Elles ont été adoptées par des États du monde entier dans le cadre de mesures autarciques et isolationnistes qui ont affecté négativement l'économie mondiale et freiné le développement humain.

---

### L'entraide et la coopération institutionnalisée en réponse à l'interdépendance

Les historiens ont longtemps débattu de la mesure dans laquelle la guerre moderne joue un rôle central dans l'émergence et la consolidation de l'État moderne. Paradoxalement, les grandes guerres rendent les dirigeants politiques (que leur pays soit en guerre ou non) parfaitement conscients du contexte international. Le nationalisme qui caractérisait la politique après 1918 a cédé la place à l'internationalisme de la guerre, comme lorsque le Japon est entré en guerre contre la Chine en 1937 et que l'Allemagne a attaqué la Pologne en 1939. Cela a également ouvert la voie à de nouveaux modes de coopération internationale dans la gestion de l'interdépendance mondiale.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants des puissances alliées étaient déterminés à considérer la crise comme une opportunité. La tendance consistait à apprendre du passé, mais à rompre avec lui. Cette fois, les décideurs politiques ont anticipé les défis importants de l'après-guerre et probablement les crises qui allaient survenir. La Société des Nations, l'ancêtre des Nations Unies, a contribué à jeter les bases de discussions coopératives entre la Grande-Bretagne, la Chine, la France, l'Union soviétique et les États-Unis, entre autres puissances. Elle estimait que les problèmes d'interdépendance dans un monde de rivalités géopolitiques « ne se prêtaient pas à un règlement par des conférences formelles »<sup>8</sup>. Elle suggérait plutôt que « l'objet premier de la coopération internationale soit l'aide mutuelle ... et surtout l'échange de connaissances et d'enseignements de l'expérience »<sup>9</sup>.

Contrairement à la Première Guerre mondiale, la planification de la paix est intervenue très tôt, dès l'entrée en guerre des États-Unis en décembre 1941. Contrairement à la Première Guerre mondiale, lors de laquelle les questions géopolitiques relatives aux frontières et au désarmement étaient jugées prioritaires, l'accent a été mis sur les questions économiques et sociales après 1941. Cette décision a souligné l'importance des questions économiques et sociales pour les perspectives de développement humain et la nécessité de comprendre et de gérer les besoins des économies nationales avec ceux de l'économie mondiale. La première organisation des nouvelles Nations Unies a été annoncée en 1943 lors d'une réunion à Hot Springs, en Virginie. La nouvelle Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture s'inscrit dans le cadre d'une volonté internationale nouvelle de s'attaquer conjointement à des problèmes relevant de la lutte contre la pauvreté<sup>10</sup>.

Cela s'est traduit par la création d'institutions nouvelles et distinctes : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale), le Fonds monétaire international, l'Administration des Nations unies pour le secours et la reconstruction (destinée à superviser la reconstruction d'après-guerre). La création d'une nouvelle organisation destinée à lutter contre le protectionnisme commercial a également été imaginée : c'est l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Malgré la nouveauté de ces institutions, il convient de souligner qu'elles s'appuyaient sur les voies de la coopération établies par la Société des Nations en 1919. Au départ, l'accent était mis sur le désarmement et la paix. Les crises de l'entre-deux-guerres ont néanmoins favorisé l'émergence de nouvelles capacités au sein de l'organisation, notamment en ce qui concerne les questions économiques, sociales et sanitaires (par exemple, l'Organisation mondiale de la Santé, créée en 1945, était une extension du Comité de la santé de la Société des Nations). Les individus estiment souvent que la Société des Nations a été un échec en raison de son incapacité à prévenir les conflits entre les États Membres. Elle

a néanmoins permis la mise en place d'idées et de pratiques essentielles à la coopération multilatérale, qui ont perduré au sein des nouvelles institutions mondiales et régionales<sup>11</sup>. Elle pouvait faire entendre sa voix sur un pied d'égalité avec les grandes puissances qui prenaient traditionnellement tous les risques.

Après 1945, l'accent mis sur la nécessité de gérer et de soutenir l'économie dans l'intérêt de la société s'est accompagné de l'attitude des gouvernements qui disposaient de nouveaux outils politiques et d'informations, preuve d'une confiance nouvelle des principaux États du monde en leur capacité à gérer les crises au niveau national et international et d'une reconnaissance de l'interdépendance de la stabilité mondiale, nationale et locale. En 1945, les États-Unis étaient plus riches et plus forts que jamais en termes absolus et relatifs. Contrairement à 1919, époque à laquelle les États-Unis et l'Union soviétique étaient absents de la Société des Nations, les deux pays se sont, cette fois-ci, engagés à soutenir de nouvelles institutions internationales afin de promouvoir la coopération. Les participants ont convenu de la nécessité de coordonner les efforts au niveau international et régional afin d'éviter les crises économiques et sociales qui, en l'absence de coopération, entraîneraient un désastre comme ce fut le cas après 1914 et 1937.

La politique du pouvoir pourrait encore faire obstacle à la coopération. Les experts et les décideurs politiques étaient souvent divisés sur les détails de mesures spécifiques, et les différends politiques amers entre la Chine, l'Union soviétique et les États-Unis survenus dans les années 1950 et au début des années 1960 ont limité la coopération sur certaines questions. Elle a également donné lieu à des tentatives rivales pour résoudre des dilemmes communs, notamment avec l'affrontement du capitalisme et des puissances communistes pour soutenir les aspirations à la modernisation de certaines parties de l'Afrique et de l'Asie. L'histoire de l'indépendance mutuelle face aux crises au cours de ces deux périodes d'après-guerre révèle que la coopération sur des initiatives spécifiques a rarement été le fruit d'une volonté collective. Au contraire, comme dans les années 1940, des individus et des groupes animés par de grandes idées ont encouragé la coopération de manière à donner de l'espoir aux individus dans les heures les plus sombres de la planète. Les organisations internationales et les pratiques qu'elles ont développées reconnaissent que les sociétés et les marchés sont mutuellement interdépendants. L'ordre mondial institutionnalisé créé après 1945 n'est pas le fruit d'un consensus ou la fin d'un débat. Au contraire, il reflétait les règles convenues et la compréhension des conditions dans lesquelles le conflit s'est déroulé<sup>12</sup>.

---

## NOTES

---

1. Bogart (1920).

---

2. Zhvanko et Gatrell (2017).

---

3. Eichengreen (1992).

---

4. Barry (2004).

---

5. Prinzing (1916).

---

6. Lake et Reynolds (2008) ; Zieger (1969).

---

7. Overy (2021).

---

8. Société des Nations (1939).

---

9. Société des Nations (1939).

---

10. Staples (2006).

---

11. Clavin (2013).

---

12. Hurrell (2008).

## Gérer l'interdépendance mondiale pour faire progresser le développement humain

Les humains dépendent de l'aspect relationnel<sup>1</sup>. Les relations sociales, économiques et environnementales façonnent les valeurs, les opportunités et les choix, ce qui implique que le développement humain dépend non seulement de la capacité des individus, mais également de leurs relations avec les autres, avec la société dont ils font partie et avec la nature. Tout au long du cycle de vie, les individus font partie de réseaux sociaux où ils sont tantôt dépendants, tantôt interdépendants d'autres personnes qui influencent leurs opportunités, leurs contraintes et leur bien-être<sup>2</sup> (encadré S2.2.1). Les contextes et les relations sociales façonnent également les préférences et peuvent conduire à des comportements et à des pratiques qui perpétuent les normes sociales, y compris celles qui sont néfastes<sup>3</sup>. Par exemple, des normes de genre fortes et des préjugés contre l'égalité des genres peuvent influencer les aspirations des femmes et les décourager de poursuivre certains types de carrières ou de professions<sup>4</sup>. Les normes sociales peuvent également influencer considérablement les attitudes et les comportements à l'égard de la nature et de la planète (chapitre 4)<sup>5</sup>.

Les retombées entre les contextes sociaux et les résultats du développement humain peuvent créer des cycles vicieux ou vertueux<sup>6</sup>. Par exemple, il est essentiel de compter sur des relations familiales positives et sur des parents compréhensifs pour le développement de la petite enfance<sup>7</sup>, ce qui peut ensuite favoriser de meilleurs résultats scolaires qui se traduisent par des revenus plus élevés à l'âge adulte<sup>8</sup>. Des relations familiales et professionnelles positives contribuent également à l'amélioration de la santé mentale et du bien-être et créent les conditions pour que ces mêmes relations positives se perpétuent dans les relations parentales et autres relations futures d'un individu<sup>9</sup>. En revanche, les inégalités et les privations en matière de développement humain peuvent s'accumuler tout au long du cycle de vie et dans les générations futures<sup>10</sup>. L'examen systématique de ces facteurs sociaux extérieurs peut contribuer à dévoiler de nouveaux mécanismes pour exploiter l'interdépendance au-delà de la correction des défaillances du marché<sup>11</sup> (chapitre 4). Par exemple, l'exploitation des instincts altruistes des parents peut étendre la solidarité et le comportement prosocial au-delà de la famille directe<sup>12</sup>. L'existence et l'influence des normes sociales sur le comportement suggèrent également qu'il est possible de les exploiter de manière à améliorer le développement humain et la gestion de la nature<sup>13</sup>.

Le bien-être relationnel s'étend au niveau du groupe, de la société et même de la planète, ce dont ce chapitre fait l'objet. Le fait de tirer parti de l'hypersociabilité<sup>14</sup> des humains et de leur capacité à nouer des liens entre eux a joué un rôle essentiel pour faciliter la coopération et l'échange, même entre étrangers, et a ainsi permis la formation de sociétés à grande échelle et de systèmes économiques complexes. Les enseignements de la théorie de l'évolution et de la psychologie culturelle et sociale éclairent cette trajectoire (chapitre 4)<sup>15</sup>.

Cela ne signifie pas que la coopération est inévitable, comme le montrent d'innombrables exemples de conflits et de luttes de pouvoir. Différentes sociétés, confrontées à des contraintes et à des contextes différents, ont développé une variété de mécanismes de coopération<sup>16</sup>, par le biais de normes sociales ou codifiés dans des lois et des règlements formels (chapitre 4). Les enseignements révèlent toutefois que le fait de s'appuyer sur les capacités relationnelles de l'homme à coopérer et de tirer parti d'un « cerveau collectif »<sup>17</sup> a joué un rôle important dans la réalisation de progrès. En effet, tout au long de l'histoire de l'humanité, des sociétés plus grandes et plus interconnectées ont été en mesure de « soutenir des technologies, des langues, des institutions et des répertoires comportementaux plus complexes »<sup>18</sup>.

La connaissance et l'innovation ont été des moteurs puissants, voire fondamentaux, du développement humain. Les idées s'appuient les unes sur les autres et sont combinées dans des processus qui exigent une collaboration<sup>19</sup>. L'échange avec d'autres personnes peut faciliter le partage direct d'idées et permettre des retombées indirectes de connaissances, en particulier en cas de concentration géographique, ce qui explique pourquoi les villes constituent un terrain fertile pour les nouvelles entreprises et les avancées technologiques<sup>20</sup>. Dans le même temps, le commerce mondial et les connexions longue distance permettent aux économies locales de surmonter les contraintes de production et les limites de la dotation naturelle, de soutenir le flux d'idées<sup>21</sup> et d'exploiter les puissantes forces des économies d'échelle et de la spécialisation. Ces connexions favorisent également l'apprentissage, l'innovation et les transferts de connaissances permettant potentiellement aux entreprises et aux habitants d'améliorer leurs compétences et d'accroître leur productivité et leurs revenus<sup>22</sup>.

L'exploitation des connexions transfrontalières mondiales et le recours aux capacités de coopération ont apporté beaucoup de prospérité. Les flux transfrontaliers mondiaux ont élargi les

## Encadré S2.2.1 Bien-être relationnel et interdépendant

En partant du principe que les relations revêtent une importance sur le plan moral, les approches relationnelles façonnent notre façon de comprendre le bien-être et reconnaissent le besoin d'outils et de méthodes de bien-être plus riches<sup>1</sup>. Elles le font en considérant que le bien-être dépend de la qualité de nos relations avec d'autres personnes et avec la nature. Plus encore, le bien-être relationnel reconnaît la manière dont les relations s'inscrivent à l'intérieur et à travers des communautés connectées, y compris les relations mondiales et intergénérationnelles. Ce faisant, les approches relationnelles constituent un point de départ pour relever les défis mondiaux, écologiques et intergénérationnels, tout en offrant des perspectives communautaires pour générer de nouvelles solutions.

Les cadres relationnels élargissent l'approche des capacités en soulignant la manière dont le bien-être d'un individu dépend de l'interaction de processus personnels, sociaux et environnementaux<sup>2</sup>. Les relations deviennent essentielles pour bien vivre, et constituent des moyens ou des contraintes en matière d'épanouissement. En partant du principe selon lequel les individus font partie d'un réseau diversifié de connexions sociales, culturelles, écologiques et intergénérationnelles, on en vient non seulement à considérer les relations comme un moyen de bien vivre, mais aussi comme un élément vital de notre identité.

Le bien-être des êtres humains, en tant que sujets relationnels<sup>3</sup>, n'est pas simplement lié aux autres, mais il est influencé par nos vulnérabilités, nos besoins sociaux et notre dépendance à l'égard de l'environnement. Il est possible de comprendre comment les changements climatiques affectent non seulement notre santé physique, mais aussi notre santé mentale, notre cohésion sociale et notre identité culturelle<sup>4</sup> en reconnaissant les liens étroits entre notre bien-être et la santé de l'environnement naturel.

Ces approches existent dans les communautés autochtones du monde entier. Les relations constituent souvent un moyen très inclusif et multidimensionnel d'ancrer et de structurer le cadre conceptuel et le territoire permettant aux philosophies autochtones de prendre forme et d'évoluer. Les communautés autochtones mettent en œuvre la relationnalité dans le cadre de notions de gestion, telles que *kaitiakitanga* en Nouvelle-Zélande<sup>5</sup>, *sumac kawsay* et *allin kawsay* en Amérique du Sud<sup>6</sup>, *Aloha* et *Mālama 'Āina* à Hawaï<sup>7</sup> et *Mabu liyan* (et d'autres notions qui intègrent la protection du pays pour les Aborigènes et les insulaires du détroit de Torres) en Australie<sup>8</sup>. Pour de nombreuses communautés autochtones, ces relations sont si profondes que leur perte peut représenter une menace existentielle pour leur mode de vie (chapitre 1). Dans *Radical Hope* de Jonathan Lear, le chef de la tribu Crow, Plenty Coups, décrit le sentiment de perte, d'identité et de finalité ressenti par tous les groupes autochtones face à la disparition des paysages et de la biodiversité : « Quand les bisons sont partis, les cœurs de mon peuple sont tombés par terre et ils n'ont pas pu les relever. Après cela, il ne s'est rien passé »<sup>9</sup>.

La relationnalité se retrouve dans diverses approches féministes à travers et entre les communautés et les disciplines<sup>10</sup>, dans la santé et la réflexion sur les systèmes écologiques<sup>11</sup>, ainsi que dans les communautés locales elles-mêmes. Ces approches offrent des perspectives et des innovations différentes en mettant l'accent sur l'interconnexion et l'interdépendance des êtres humains par-delà les frontières. Elles favorisent également un sentiment de solidarité mondiale et nous aident à faire face à l'incertitude et à la complexité d'un monde en mutation en encourageant l'adaptabilité par l'apprentissage, le soutien social et l'établissement de relations.

### Notes

1. Cet encadré a grandement bénéficié des contributions de Krushil Watene. 2. White et Jha (2023). 3. White et Jha (2023). 4. Allen *et al.* (2023) ; Grix et Watene (2022). 5. Grix et Watene (2022). 6. Watene et Merino (2018). 7. Ingersoll (2016). 8. Yap et Yu (2019). 9. Lear (2006), p. 3. 10. Murdock (2018) ; Teaiwa (2021) ; Underhill-Sem (2011) ; Yap et Watene (2024) ; Whyte (2016). 11. Jones (2019) ; Matheson (2022) ; Matheson *et al.* (2020).

opportunités économiques et la croissance de la productivité, en parallèle d'une augmentation sans précédent du niveau de vie pour des millions de personnes<sup>23</sup>. Les migrations internationales ont contribué aux connexions interculturelles<sup>24</sup> et enrichi le paysage artistique, musical et culturel mondial<sup>25</sup>. Les échanges de connaissances et les collaborations scientifiques internationales ont permis des percées décisives et des avancées dans le domaine de la santé humaine. Par exemple, la découverte du virus de l'immunodéficience humaine (VIH) et de ses traitements<sup>26</sup>, le développement récent des vaccins contre la COVID-19<sup>27</sup> et la cartographie du génome humain ont tous reposé en grande partie sur la collaboration transfrontalière<sup>28</sup>.

Pour continuer à exploiter les avantages de l'interdépendance, nous devons apprendre à mieux la gérer et trouver des moyens de le faire sans revenir exclusivement à des barrières aux frontières nationales. Bien que le recours à celles-ci semble justifié dans certains cas en vue de gérer les risques de l'hypermondialisation, il convient d'admettre qu'elles ne suffiront pas pour faire face à la manière dont l'interdépendance mondiale est remodelée par les pressions planétaires exercées par l'homme et les transformations numériques en cours. En outre, les actions protectionnistes et de repli sur soi préconisées par de nombreuses personnes soutenant ou dirigeant des positions populistes s'avèrent également coûteuses<sup>29</sup> et potentiellement dangereuses

(coup de projecteur 2.1). La fragmentation des échanges peut accroître la volatilité des prix et l'incertitude sur les marchés mondiaux<sup>30</sup>. Les économies à faible revenu, très dépendantes du commerce international des produits de base, peuvent subir les pertes de bien-être les plus importantes avec la fragmentation des marchés mondiaux<sup>31</sup>. Les grandes économies et régions à revenu élevé sont, elles aussi, susceptibles de subir des pertes de bien-être dans le cadre de différents scénarios de fragmentation géoéconomique<sup>32</sup>. En revanche, les politiques locales qui complètent la coopération internationale, plutôt qu'elles ne la remplacent, peuvent stimuler le développement économique et aider les entreprises et les régions à exploiter les avantages de l'interdépendance mondiale<sup>33</sup>. Cela pourrait impliquer de modifier les approches de la politique de développement économique local et régional, en passant d'une logique de montée en gamme des exportations de biens primaires, de produits manufacturés et de services à une logique d'investissement dans les compétences qui permettent de passer d'activités à faible valeur ajoutée à des activités à forte valeur ajoutée au sein des chaînes de valeur mondiales<sup>34</sup>.

À l'avenir, la réalité de l'Anthropocène, à savoir une planète en mutation, combinée à des transformations économiques et à des innovations technologiques à grande échelle, remodelera et mettra en place de nouveaux modèles d'interdépendance. En ce sens, notre choix ne doit pas se faire entre l'interdépendance mondiale et l'autosuffisance nationale totale. Il consiste plutôt à choisir entre continuer à faire comme si de rien n'était ou relever sérieusement le défi de mettre en place des systèmes et des institutions résilients et adaptables à un contexte en constante évolution.

La mondialisation du mécontentement implique un changement d'approche dans la gestion de l'interdépendance mondiale. La réduction des échanges et de la coopération au niveau mondial au profit d'un nationalisme isolé a peu de chances de nous aider à relever les défis qui découlent des facteurs actuels de l'interdépendance. Il ne s'agit pas non plus d'une mondialisation non réglementée ou de l'espoir d'une solution purement technologique à des défis qui dépassent les frontières<sup>35</sup>. Dans un monde globalement interdépendant, nous devons identifier et poursuivre nos problèmes communs et la manière de les traiter (chapitre 3).

## NOTES

1. Diverses traditions de connaissance et écoles de pensée philosophique mettent l'accent sur l'aspect relationnel de l'être humain. Par exemple, le concept sud-africain d'Ubuntu (« Je suis parce que nous sommes ») souligne l'importance de la communauté dans la définition de l'individu (Chowdhury *et al.*, 2021). L'éthique confucéenne souligne l'importance de remplir son rôle et ses responsabilités vis-à-vis des autres (Shun et Wong, 2004). Dans la philosophie occidentale, Aristote, par exemple, a soutenu que les humains étaient des animaux politiques dont la capacité à coopérer par la parole et la raison constituait une caractéristique déterminante (Arnhart, 1994). Bien plus tard, les universitaires féministes ont souligné l'importance du travail relationnel et reproductif pour maintenir les conditions de la vie humaine, telles que les soins aux nourrissons (voir, entre autres, les travaux de Nancy Folbre, y compris Folbre, 2008, 2012 ; Folbre et Bittman, 2004 ; et les travaux de Julie A. Nelson, y compris Ferber et Nelson, 2009).
2. Settersten (2018).
3. Hoff et Stiglitz (2016).
4. Tabassum et Nayak (2021).
5. PNUD (2020b).
6. Fleurbaey, Kanbur et Viney (2021).
7. Jeong *et al.* (2021).
8. Dans l'étude de Gertler *et al.* (2021), une intervention à domicile améliorant à la fois la nutrition et la qualité des interactions mère-enfant (pour favoriser les compétences cognitives, linguistiques et psychosociales) a entraîné une augmentation d'environ 40 % des revenus à l'âge de 31 ans chez les enfants qui avaient bénéficié de ces interventions, par rapport à un groupe témoin.
9. Fleurbaey, Kanbur et Viney (2021), p. 18.
10. PNUD (2019).
11. Fleurbaey, Kanbur et Viney (2021).
12. Fleurbaey, Kanbur et Viney (2021).
13. PNUD (2020b).
14. Henrich et Muthukrishna (2021).
15. Henrich (2023) ; Henrich et Muthukrishna (2021) ; Henrich *et al.* (2016) ; Tomasello *et al.* (2012).
16. Henrich et Muthukrishna (2021).
17. Henrich (2023) ; Henrich et Muthukrishna (2021).
18. Henrich (2023), p. 407.
19. Romer (1994).
20. Bettencourt *et al.* (2007) ; Fujita, Krugman et Venables (2001).
21. Les modèles de Ricardo et de Heckscher-Ohlin constituent les fondements des effets internationaux sur le revenu ; voir, par exemple, Leamer (1995).
22. Crescenzi et Harman (2023). Voir également Stiglitz (2007) et Stiglitz et Greenwald (2014), ainsi que Grossman et Helpman (1991), Hoekman, Maskus et Saggi (2005) et Sturgeon (2008).
23. Bartley Johns *et al.* (2015) ; Dollar et Kraay (2004) ; Winters, McCulloch et McKay (2004).
24. Leblang et Peters (2022).
25. Martiniello (2022).
26. Académie nationale de médecine (2022) ; Schwetz et Fauci (2019).
27. Lee et Haupt (2021) ; UNESCO (2023).
28. Consortium international de séquençage du génome humain (2004) ; Maxson Jones, Ankeny et Cook-Deegan (2018).
29. Funke, Schularick et Trebesch (2023).
30. Alvarez *et al.* (2023).
31. Bolhuis, Chen et Kett (2023).
32. Baba *et al.* (2023).
33. Goldberg (2023).
34. Crescenzi et Harman (2023).
35. Comme nous l'avons vu dans les chapitres 3, 5 et 6, il arrive bien souvent que des technologies telles que les sources d'énergie à faible teneur en carbone existent déjà et que l'on dispose de la possibilité de les développer, mais la polarisation et la méfiance peuvent constituer des obstacles en matière d'action.



## CHAPITRE

---

3

# Fournir des biens publics mondiaux pour gérer l'interdépendance

## **Fournir des biens publics mondiaux pour gérer l'interdépendance**

La mauvaise gestion d'une interdépendance entraîne des coûts, voire des reculs, pour le développement humain. Il est néanmoins possible d'en améliorer la gestion en l'appréhendant comme la fourniture de biens publics mondiaux en tant qu'objectif affiché, tels que la paix dans le monde et l'atténuation des changements climatiques.

L'application d'une optique des biens publics mondiaux à la pandémie de COVID-19 permet de tirer trois conclusions essentielles en vue d'améliorer les réponses à l'avenir. Premièrement, s'agissant d'une série de différents types de biens publics mondiaux, il est envisageable de concevoir des mécanismes pour remédier aux goulets d'étranglement propres à chacun. Deuxièmement, la définition des biens publics mondiaux est souvent une question de choix, et leur fourniture peut rapprocher les pays. Troisièmement, il est possible de mettre en place des institutions pour améliorer la fourniture de biens publics mondiaux.

L'adoption d'une optique des biens publics mondiaux permet une meilleure gestion de l'interdépendance mondiale. Elle permet de sortir d'un tribalisme qui se fait toujours au détriment de l'autre, reconnu comme un problème par le rapport, pour adopter un état d'esprit qui associe à juste titre une action commune à des problèmes communs, sans présumer de la dissipation de tous les différends ou de la persistance des divergences d'intérêts. Elle nous fait passer d'un fatalisme défensif ou d'une problématisation sans fin à la reconnaissance de la capacité humaine d'agir, ce qui permet d'enrichir les conversations pratiques et lucides sur l'avenir commun et l'action qui en découle. Grâce à la mise en place d'une action commune, nous avons non seulement de meilleures chances d'obtenir de meilleurs résultats dans l'ensemble, mais également de ne pas laisser les personnes pour compte. Ce changement de cadre ouvre également notre imagination à de nombreuses autres voies potentielles, et nous pouvons mieux passer ces options au crible et de manière plus systématique à l'aide de ce que nous savons des biens publics mondiaux et des connaissances accumulées à leur sujet, dans la recherche et dans la pratique, pendant de nombreuses années. Cela permet d'économiser du temps, de l'énergie et des ressources pour obtenir des résultats meilleurs et plus équitables. Le succès peut alors engendrer le succès<sup>1</sup>.

L'optique des biens publics mondiaux permet de comprendre les caractéristiques et les modèles qui peuvent être partagés dans un large éventail de défis mondiaux, et peut mieux préparer le monde à anticiper de nouveaux défis. Elle le fait en permettant une approche plus systématique de l'identification et du traitement des défis émergents caractérisés par l'interdépendance, y compris de ceux que nous ne pouvons pas anticiper aujourd'hui.

## Il est possible d'améliorer la gestion de l'interdépendance en la concevant comme le reflet de la nécessité de fournir des biens publics mondiaux en tant qu'objectif affiché, tels que la paix dans le monde et l'atténuation des changements climatiques

L'horrible bilan humain des conflits violents, les ravages des changements climatiques, la reconfiguration du commerce mondial, un nouveau cycle de surendettement, les vies perdues à cause de la COVID-19, montrent clairement que nous vivons dans un monde hautement interdépendant où les éléments physiques et numériques, des virus à la désinformation, se répandent rapidement au-delà des frontières nationales. À mesure que nous avançons dans l'Anthropocène, dans le cadre de laquelle l'homme est le moteur de changements planétaires sans précédent, nous devons répondre à des défis économiques, sociaux et environnementaux d'envergure planétaire. Comme le montrent les deux chapitres précédents, l'interdépendance mondiale fait l'objet d'un remodelage et sa mauvaise gestion entraîne des coûts, voire des revers,

pour le développement humain. Il est possible d'améliorer la gestion de l'interdépendance en la concevant comme le reflet de la nécessité de fournir des biens publics mondiaux en tant qu'objectif affiché, tels que la paix dans le monde et l'atténuation des changements climatiques. Des propositions de réforme de la gouvernance multilatérale<sup>2</sup> et des banques multilatérales de développement ont déjà été formulées dans ce sens, afin d'élargir leurs mandats pour soutenir les contributions nationales aux biens publics mondiaux<sup>3</sup>.

## Qu'est-ce que les biens publics mondiaux ?

Commençons par un exemple concret que les écoliers du monde entier apprennent chaque année : la connaissance des triangles. Le calcul de la longueur des côtés des triangles préoccupe les mathématiciens et les philosophes, ainsi que les ingénieurs et les constructeurs, depuis longtemps. Par exemple, si nous connaissons la longueur de deux côtés d'un triangle, que pouvons-nous savoir sur la longueur du troisième côté ? Il s'avère que pour certains types de triangles, nous pouvons savoir beaucoup de choses. Le théorème de Pythagore<sup>4</sup>, qui est un classique de la géométrie, fournit une règle pour calculer la longueur du troisième côté des triangles rectangles. Cette règle permet de comprendre d'autres formes basiques, telles que les cercles, et sous-tend une grande partie de ce que nous pouvons construire dans notre esprit et dans le monde réel.

Le théorème de Pythagore, comme beaucoup de connaissances, présente les caractéristiques des biens publics mondiaux. Lorsque quelqu'un applique le théorème, cela n'enlève rien au fait que d'autres personnes dans le monde font de même. Il est utilisé, et a été utilisé simultanément, par de nombreuses personnes dans les domaines de la construction, de la navigation, de la cartographie et de nombreuses autres activités<sup>5</sup>. De plus, il est très difficile, voire impossible, d'empêcher quiconque d'utiliser le théorème<sup>6</sup> parce qu'il n'est pas détenu exclusivement par une entreprise qui en contrôle les conditions d'utilisation. Il n'est pas non plus limité aux frontières d'un pays ayant le pouvoir souverain de décider comment les personnes vivant dans d'autres pays peuvent l'utiliser<sup>7</sup>.

Ces deux caractéristiques (le droit de l'utiliser simultanément et la difficulté d'empêcher son utilisation) font du théorème de Pythagore un bien public mondial<sup>8</sup>. Il en va de même pour tous les théorèmes mathématiques du domaine public, ainsi que pour d'autres connaissances relatives au monde naturel et au fonctionnement et à l'évolution des économies et des sociétés. En bref, les idées et les connaissances du domaine public sont des biens publics mondiaux<sup>9</sup>.

Parmi les autres biens publics mondiaux, citons l'identification et l'endiguement des maladies de portée mondiale, l'atténuation des changements climatiques, la prévention et l'endiguement de la propagation des crises financières internationales, le maintien de la paix internationale et la promotion de la cybersécurité<sup>10</sup>. Il

nous est impossible d'imaginer certains biens publics mondiaux à l'heure actuelle parce que nous ne disposons tout simplement pas des connaissances nécessaires pour les identifier, de la même manière que la science et les technologies de détection n'ont permis que récemment de documenter l'appauvrissement de la couche d'ozone ou d'établir la cause humaine des changements climatiques.

### L'optique des biens publics mondiaux permet de gérer les défis ou les opportunités qui dépassent les frontières. Elle permet de faire face aux changements planétaires dangereux et d'y remédier

Les biens publics mondiaux peuvent également être créés, puisqu'ils ne sont pas toujours simplement donnés. Par exemple, grâce au Protocole de Montréal, le monde fournit un bien public mondial en évitant d'appauvrir la couche d'ozone de la stratosphère, qui protège toutes les formes de vie des rayons ultraviolets nocifs du soleil. La technologie et les choix sociaux façonnent les conditions de production ou de consommation qui peuvent déterminer l'exclusion d'une personne<sup>11</sup>. Par exemple, les chaînes de télévision radiodiffusées peuvent arriver à toute personne disposant d'un appareil de réception, alors que les chaînes de télévision par câble (une technologie de substitution) ne sont disponibles que pour les personnes abonnées à un service de télévision par câble (l'accès a été rendu exclusif en raison d'une nouvelle technologie et de choix sociaux sur la méthode de déploiement).

Compte tenu de l'état de la technologie et des caractéristiques inhérentes au bien en question, il est souvent possible de déterminer, par des choix sociaux, ce qui constitue ou non un bien public mondial. Certaines technologies, comme celles qui soutiennent notre monde connecté au niveau numérique, permettant le partage instantané d'informations par la quasi-totalité des 8 milliards de personnes vivant aujourd'hui sur Terre, créent des conditions d'interdépendance qui peuvent nécessiter de nouveaux biens publics mondiaux<sup>12</sup>. Dans le contexte de la révolution numérique, cela inclut ce qui a été décrit comme les biens publics numériques (encadré 3.1). La fourniture de biens publics mondiaux, souvent considérée à juste titre comme un problème à résoudre, peut ainsi également être déployée à dessein pour mobiliser l'action en vue de relever des défis communs<sup>13</sup>.

L'optique des biens publics mondiaux est utile pour gérer les défis ou les opportunités qui dépassent les frontières. Elle permet de faire face aux changements planétaires dangereux et d'y remédier<sup>14</sup>.

---

#### Défis et opportunités transfrontaliers en tant que biens publics mondiaux

L'apparition d'une maladie transmissible qui traverse les frontières a des retombées négatives pouvant être gérées

par le bien public mondial que constitue la lutte contre les maladies transmissibles. Les biens publics mondiaux impliquent toujours des retombées internationales qui reflètent une interdépendance non compensée entre les pays (ce qui signifie qu'un pays prend des décisions sans tenir compte des répercussions qu'elles pourraient avoir sur d'autres pays)<sup>15</sup>.

Au cours des dernières décennies, les retombées de portée mondiale ont été déterminées par des choix politiques (dans quelle mesure les pays autorisent la circulation des personnes, des biens, des services, des finances et des informations), par des technologies (qui déterminent le coût, la vitesse et la facilité des flux transfrontaliers) et par la manière dont ces deux éléments interagissent (voir chapitre 2). La technologie peut compliquer les choses (de nombreuses personnes peuvent facilement prendre l'avion et partager des informations à l'échelle mondiale par le biais de réseaux numériques), malgré la limitation potentielle des flux transfrontaliers par les politiques. On recense cependant des biens publics mondiaux pour lesquels il n'est pas possible d'arrêter les flux à la frontière et de les gérer de cette manière : il s'agit notamment de ce que l'on peut considérer comme des biens publics planétaires.

---

#### Biens publics planétaires : une catégorie émergente et durable de biens publics mondiaux

Le partage d'une seule planète avec d'autres formes de vie, aujourd'hui et à l'avenir, implique la possibilité d'envisager les processus de changement planétaire dangereux sous l'angle des biens publics mondiaux<sup>16</sup>. Envisager la gestion des biens communs mondiaux, tels que les pêcheries en haute mer (coup de projecteur 3.1). Les biens communs mondiaux sont des ressources facilement accessibles, mais ce ne sont pas des biens publics mondiaux<sup>17</sup>, car leur utilisation par quelqu'un implique que l'indisponibilité des ressources qui en sont extraites en même temps pour quelqu'un d'autre, comme c'est le cas pour la pêche en haute mer<sup>18</sup>. Cependant, la limitation de l'appauvrissement des biens communs mondiaux (par exemple, les mesures destinées à éviter l'appauvrissement de la couche d'ozone) peut être considérée comme un bien public mondial<sup>19</sup>. Certains facteurs extérieurs environnementaux négatifs, tels que la pollution atmosphérique transfrontalière, ne peuvent être arrêtés aux frontières. Les oiseaux migrateurs traversent les pays et parfois les continents, entremêlant la nature à partir de différentes délimitations territoriales<sup>20</sup>. Ces exemples d'interdépendance justifient la gestion internationale de longue date des défis environnementaux, comme en témoigne le nombre croissant d'accords multilatéraux sur l'environnement, qui s'est accéléré depuis les années 1980<sup>21</sup>.

La connaissance et la prise de conscience de certains de ces facteurs environnementaux mondiaux extérieurs s'améliorent, en partie grâce aux technologies de surveillance des flux biophysiques et aux progrès scientifiques réalisés dans la compréhension de leurs interactions. Par exemple, des avancées

Diane Coyle, université Cambridge

Comme cela a été souligné au cours de ce chapitre, les technologies constituent l'une des principales sources de promesses et de dangers pour le monde dans les années et les décennies à venir. D'une part, les biens publics numériques (logiciels libres, intelligence artificielle [IA], normes et contenus) offrent des possibilités de développement économique et social, en particulier pour les pays à faible revenu<sup>1</sup>. D'autre part, le développement rapide de l'IA générative en particulier a suscité des inquiétudes allant de l'hypertrucage et de fausses informations à une course aux armements géopolitique potentiellement déstabilisante dans la poursuite des progrès et du déploiement de l'IA. En raison du développement rapide de la technologie, c'est maintenant que le futur de la planète va être façonné de manière décisive par les actions entreprises aujourd'hui.

L'un des domaines dans lesquels des possibilités positives ont commencé à émerger clairement est celui des systèmes d'identité et de paiement, un ensemble de technologies désormais qualifié d'« infrastructures publiques numériques ». Il s'agit d'un système d'identification (parfois biométrique), de structures de paiement et de données. Les infrastructures publiques numériques peuvent non seulement être utilisées pour les paiements mobiles, mais aussi pour la fourniture de prestations sociales et d'autres services publics et privés. Les exemples les plus connus sont India Stack, fondé sur la plateforme d'identification Aadhar<sup>2</sup>, et X-road, en Estonie<sup>3</sup>. Plusieurs autres pays ont commencé à adopter ces plateformes ou à numériser l'identité et les services publics à l'aide d'autres solutions, et sous la direction de l'Inde, le Groupe des vingt (G20) a récemment affirmé son engagement à utiliser les infrastructures publiques numériques pour le développement<sup>4</sup>.

Ces initiatives comportent également leur lot de problèmes, notamment en ce qui concerne l'accès des groupes marginalisés, les erreurs ou les retards dans la passation de marchés<sup>5</sup>. Les infrastructures publiques numériques ne doivent pas être considérées comme une panacée, c'est pourquoi il est important d'éviter la technophobie et de tirer les leçons des premiers échecs. Les technologies numériques offrent néanmoins de nouvelles possibilités de développement, comme à l'époque où les révolutions de la téléphonie mobile et de la large bande à partir du milieu des années 2000 ont créé des possibilités économiques pour les personnes et les entreprises dans les pays à faible revenu, mais aussi dans les pays à revenu élevé. Étant donné que le Programme des Nations Unies pour le développement a souligné l'importance des biens publics numériques pour la réalisation des objectifs de développement durable, le moment est venu d'examiner quels aspects de la technologie numérique devraient devenir des objectifs de développement en soi et d'engager un débat approfondi sur les environnements politiques appropriés<sup>6</sup>.

Dans le même temps, il est nécessaire de veiller à ce que les avancées à venir en matière d'IA et d'infrastructure de soutien des centres de données, des câbles sous-marins, des puces et des données ne conduisent pas à une course à l'armement à somme nulle. Dans le contexte mondial actuel, l'IA générative et la fabrication de puces de pointe sont trop souvent considérées sous l'angle de la sécurité nationale, une perspective essentielle, mais qui ne représente qu'une partie de la situation générale. Ces dernières années, de nombreux codes internationaux de principes relatifs à l'IA ont été élaborés, notamment par le G20 et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), mais trop peu de débats de fond et détaillés sur une gouvernance mondiale efficace se sont tenus, compte tenu des caractéristiques et des possibilités de la technologie et des structures existantes du marché et du pouvoir politique<sup>7</sup>.

#### Notes

1. Pour des définitions et des exemples d'applications destinées à faire progresser le développement, voir <https://www.un.org/techenvoy/content/digital-public-goods> (consulté le 17 février 2024). 2. <https://indiastack.org/> (consulté le 17 février 2024). 3. <https://e-estonia.com/solutions/interoperability-services/x-road/> (consulté le 17 février 2024). 4. G20 (2023b). 5. Howson et Partridge (2022). 6. PNUD (2023c). 7. Sur le G20, voir [https://www.mofa.go.jp/policy/economy/g20\\_summit/osaka19/pdf/documents/en/annex\\_08.pdf](https://www.mofa.go.jp/policy/economy/g20_summit/osaka19/pdf/documents/en/annex_08.pdf) ; sur l'OCDE, voir : <https://www.oecd.org/science/forty-two-countries-adopt-new-oecd-principles-on-artificial-intelligence.htm> (tous les deux consultés le 17 février 2024).

récentes en hydrologie ont permis de déterminer la dépendance des cycles de l'eau, non seulement vis-à-vis des eaux de surface (y compris les rivières et les lacs, dont les problèmes transfrontaliers sont bien connus) ou des eaux souterraines (y compris les aquifères), mais aussi du recyclage de l'humidité terrestre (l'humidité qui pénètre dans l'atmosphère par évaporation ou transpiration des plantes et qui voyage avec le vent à travers les pays et même les continents, pour finalement tomber sous la forme de pluie)<sup>22</sup>. Le recyclage de l'humidité terrestre représente 40 % des précipitations annuelles sur la terre, et jusqu'à 75 % dans certains endroits<sup>23</sup>. Il s'agit donc de processus mondiaux très importants qui déterminent les régimes pluviométriques locaux, lesquels peuvent s'avérer cruciaux pour soutenir l'agriculture ou prévoir les inondations

et les sécheresses. Pour illustrer l'interdépendance mondiale associée au recyclage de l'humidité, prenons l'exemple de la contribution substantielle des forêts tropicales à l'évaporation des sols à l'échelle mondiale<sup>24</sup>. La déforestation dans une région peut réduire les précipitations dans des régions très éloignées, ce qui a des conséquences particulièrement graves pour l'agriculture pluviale<sup>25</sup>.

L'optique des biens publics planétaires, qui s'inscrit dans une optique plus large des biens publics mondiaux, fournit un cadre analytique qui structure un large éventail de défis et d'opportunités liés à l'interdépendance mondiale et qui peut être utilisé pour mobiliser l'action à de multiples niveaux

Les perturbations des processus biophysiques planétaires, notamment le recyclage de l'humidité terrestre, atteignent une vitesse et une ampleur sans précédent<sup>26</sup>. Cela montre que nous vivons à une époque géologique entièrement nouvelle : l'Anthropocène<sup>27</sup>. Il existe, bien entendu, des manifestations plus connues de ces perturbations, notamment, et surtout, l'appauvrissement de la couche d'ozone, les changements climatiques et les menaces pesant sur l'intégrité des écosystèmes et de la biodiversité, qui ont toutes été analysées sous l'optique des biens publics mondiaux<sup>28</sup>. Les politiques aux frontières ne peuvent que peu ou pas du tout gérer ou limiter les retombées associées à ces perturbations, étant donné qu'elles émanent de la réalité de tous les êtres humains vivant sur une planète partagée. Les biens publics planétaires constituent donc une catégorie particulière de biens publics mondiaux, et la réalité de l'Anthropocène persistera encore longtemps<sup>29</sup>. La fourniture de biens publics planétaires n'est donc pas seulement d'une importance cruciale aujourd'hui, c'est aussi un défi qui persistera pour les générations futures<sup>30</sup>. Cela implique de considérer la biosphère (la fine couche de vie qui entoure la planète et dans laquelle nous et notre développement sommes intégrés) comme un bien public planétaire. La fourniture de ce bien public planétaire spécifique pourrait être évaluée en fonction de la mesure de la préservation de l'intégrité globale de la biosphère. La biosphère et son intégrité globale sont les médiateurs des réactions à grande échelle du système terrestre qui pourraient affecter son aptitude à accueillir des sociétés humaines complexes<sup>31</sup>.

L'optique des biens publics planétaires, qui s'inscrit dans une optique plus large des biens publics mondiaux, fournit un cadre analytique qui structure un large éventail de défis et d'opportunités liés à l'interdépendance mondiale et qui peut être utilisé pour mobiliser l'action à de multiples niveaux<sup>32</sup>. Pour ce faire, il convient de structurer davantage les nécessités pour fournir des biens publics mondiaux et ne pas se contenter de les définir.

## Que faut-il pour fournir des biens publics mondiaux ? Ils ne sont pas égaux à leur création

Rappelons le théorème de Pythagore. Comment ce bien public mondial a-t-il vu le jour ? Bien qu'attribué à Pythagore, il était connu des centaines, voire des milliers d'années avant lui par des personnes vivant à Babylone, en Égypte et dans le sous-continent indien<sup>33</sup>. Une fois connu, comme les idées en général<sup>34</sup>, il a pris la forme d'un bien public mondial. Ce simple exemple montre l'omniprésence et l'abondance des biens publics mondiaux, et leur importance dans l'organisation de l'activité économique et de la vie politique et sociale<sup>35</sup>. Il montre également que les biens publics mondiaux ne profitent pas à tout le monde de la même manière, malgré leur disponibilité pour tous<sup>36</sup>. Pour les idées<sup>37</sup> telles que le théorème

de Pythagore, leur apparition à une seule reprise dans un pays suffirait à la fourniture de ce bien public mondial<sup>38</sup>. C'est le cas de nombreux biens publics mondiaux, mais il existe d'autres types de biens publics mondiaux pour lesquels le niveau de fourniture est déterminé par l'agrégation des contributions des pays selon d'autres modalités<sup>39</sup>.

---

### Comment les contributions des pays s'additionnent pour déterminer le niveau de fourniture des biens publics mondiaux

Les biens publics mondiaux peuvent être classés en différents types, notamment en fonction de la manière dont l'agrégation des contributions des différents pays affecte le niveau de fourniture. Il existe de nombreuses méthodes d'agrégation<sup>40</sup>. Trois grands types de biens publics mondiaux sont examinés ici, lesquels se distinguent par leur méthode d'agrégation : à la portée du meilleur, additif et dépendant du maillon le plus faible (tableau 3.1). Différents défis mondiaux s'inscrivent dans chacun de ces trois types, de sorte que l'optique des biens publics mondiaux permet d'adapter la gestion de ces questions tout reprendre à zéro à chaque fois à l'aide d'un cadre permettant de trouver des points communs entre des questions qui semblent très disparates. Les enseignements tirés des efforts fructueux déployés pour la gestion des défis mondiaux dans un domaine peuvent inspirer des réponses dans d'autres domaines présentant des caractéristiques similaires, en ce qui concerne la manière dont l'agrégation des contributions des pays détermine le niveau de fourniture des biens publics mondiaux.

*Biens publics mondiaux à la portée du meilleur.* Lorsque la contribution du pays apportant la plus grande contribution détermine le niveau de fourniture, nous sommes en présence d'un bien public mondial à la portée du meilleur. Il est possible qu'un seul pays suffise à fournir un bien public mondial à la portée du meilleur. Prenons l'exemple d'un astéroïde détruisant la Terre. Il suffit de le détourner ou de le détruire une seule fois pour protéger tous les habitants de la planète<sup>41</sup>. Bien qu'il s'agisse en apparence d'un scénario tiré par les cheveux, un pays, à savoir les États-Unis, investit dans l'intérêt général de la protection de la planète contre cette menace et a réussi à détourner l'orbite d'un astéroïde, dans le cadre d'un test des capacités potentiellement nécessaires<sup>42</sup>. Le test a été effectué unilatéralement et si le monde devait un jour être confronté à l'arrivée d'un astéroïde, on peut supposer que le pays agirait seul pour fournir le bien public mondial que constitue le détournement de l'astéroïde<sup>43</sup>. Dans un scénario où plusieurs pays auraient l'intérêt et la capacité d'y contribuer, le pays apportant la plus grande contribution déterminerait à lui seul le niveau de fourniture d'un bien public mondial à la portée du meilleur<sup>44</sup>.

**Tableau 3.1** Recommandations en vue d'améliorer la fourniture de différents types de biens publics mondiaux

Agrégation	Pronostic provisoire	Recommandations
À la portée du meilleur (par exemple, avancée scientifique)	Fourniture probable en cas d'incitations suffisamment fortes pour obtenir la contribution du meilleur	Fourniture favorisée par les pays riches ou dominants, mais possibilité de mise en commun des actions ou de coordination des efforts de plusieurs acteurs potentiels pour les institutions multilatérales
Additif (par exemple, atténuation des changements climatiques)	Tendance à la sous-fourniture en raison de la gratuité ou de la facilité d'utilisation causée par l'interchangeabilité des contributions	Nécessité de subventions et de prêts pour favoriser l'équité, ainsi que d'institutions multilatérales pour contrôler et suivre les contributions
Maillon le plus faible (par exemple, lutte contre les maladies)	Fourniture plus probable en cas d'intérêts et de capacités similaires ; possibilité de problèmes de parasitisme en cas de nécessité de soutenir les pays pauvres avec une mise en commun entre les pays riches ; risque de blocage de l'aide par un « trouble-fête »	Renforcement des capacités essentiel pour améliorer les contributions des personnes les moins aptes à contribuer ; fourniture plus probable grâce à la redistribution des revenus

Source : Bureau du Rapport mondial sur le développement humain, à partir de Buchholz et Sandler (2021).

*Biens publics mondiaux additifs.* Même si un pays cessait unilatéralement d'émettre des gaz à effet de serre, la concentration atmosphérique de ces gaz serait toujours déterminée par les émissions de tous les autres pays<sup>45</sup>. La stabilisation de la concentration des gaz à effet de serre (essentielle à la stabilité du climat) constitue ainsi un bien public mondial additif. Chaque tonne d'émissions de gaz à effet de serre est parfaitement substituable aux émissions de n'importe quel autre pays. Cela veut dire que du point de vue de l'atmosphère, l'origine des réductions d'émissions n'a pas d'importance<sup>46</sup>. Contrairement aux biens publics mondiaux à la portée du meilleur, c'est la somme des contributions des pays (souvent, comme dans le cas de la stabilisation de la concentration des gaz à effet de serre, de la plupart des pays, voire de leur ensemble) qui détermine le niveau de fourniture des biens publics mondiaux additifs.

*Biens publics mondiaux dépendant du maillon le plus faible.* Il serait possible d'étudier de nombreux autres types de biens publics mondiaux associés à différentes manières d'agréger les contributions des pays, mais un troisième mérite une attention particulière : lorsque le niveau de fourniture est déterminé par le pays le moins à même d'apporter une contribution. C'est le cas pour la lutte contre les maladies transmissibles : même si un seul pays n'est pas en mesure de contrôler la propagation de la maladie, le monde entier reste vulnérable à la menace, car

une épidémie peut se déclarer dans le pays le moins à même de contrôler la maladie<sup>47</sup>. Ce type d'agrégation correspond à un bien public mondial dépendant du maillon le plus faible, puisque le pays apportant la contribution la plus faible détermine le niveau de fourniture du bien public mondial pour l'ensemble du monde. D'autres exemples incluent la surveillance d'une crise financière qui pourrait s'étendre à d'autres pays<sup>48</sup>.

*Lorsque le pays qui apporte la contribution la plus importante détermine le niveau de fourniture : Fourniture de biens publics mondiaux à la portée du meilleur*

En ce qui concerne les biens publics mondiaux à la portée du meilleur, si au moins un pays considère qu'il est dans son intérêt de les fournir et qu'il peut apporter la contribution nécessaire (ce qui en fait le meilleur), il est probable (mais pas inévitable) qu'il fournira le bien public mondial lorsqu'il disposera des ressources nécessaires pour le faire<sup>49</sup>. Avant la création des institutions financières multilatérales après la Seconde Guerre mondiale, la fourniture de liquidités internationales en dernier ressort était un bien public mondial à la portée du meilleur : il suffisait qu'un seul pays soit capable et désireux de le faire<sup>50</sup>.

Si plusieurs pays cherchent à fournir le même bien public mondial à la portée du meilleur, la coordination des efforts pour favoriser cela ou la mise en commun des efforts pour rechercher des complémentarités (par le biais d'organisations multilatérales, par exemple) améliore l'efficacité et souvent les perspectives de réussite<sup>51</sup>.

Les biens publics mondiaux à la portée du meilleur sont une arme à double tranchant. Ils sont susceptibles d'être fournis lorsque les ressources correspondent aux intérêts du meilleur, mais ils laissent le monde vulnérable à une situation dépendant de la volonté de celui-ci. Les pays voient parfois d'un bon œil la mise en commun de leurs ressources<sup>52</sup> pour des approches multilatérales destinées à rendre le monde moins vulnérable à un déséquilibre entre la capacité et la volonté de contribuer à un bien public mondial à la portée du meilleur. Même dans ce cas, les pays à revenu élevé disposant de plus de ressources et de capacités sont essentiels à la fourniture de biens publics mondiaux à la portée du meilleur, étant donné la nécessité d'une action concentrée.

Les biens publics mondiaux à la portée du meilleur sont une arme à double tranchant. Ils sont généralement fournis lorsque les ressources correspondent aux intérêts du meilleur, mais rendent le monde vulnérable à une situation dépendant de la volonté de celui-ci

Il est possible d'imaginer d'autres moyens de résoudre le décalage entre la capacité et la volonté de fournir des biens publics mondiaux à la portée du meilleur. Par exemple, un

pays disposant de ressources suffisantes pour fournir un bien public mondial à la portée du meilleur pourrait être contraint d'apporter sa contribution pour démontrer son leadership ou pour répondre à un appel à se conformer aux normes internationales. Des agents autres que les États, notamment les organisations de la société civile et les fondations philanthropiques, peuvent jouer un rôle clé dans l'élaboration de ces normes, tant entre les pays qu'à l'intérieur de ceux-ci, afin que les pays disposant de ressources fournissent des meilleurs biens publics mondiaux à la portée du meilleur<sup>53</sup>.

---

***Lorsque la contribution de chaque pays s'additionne :  
Fourniture de biens publics mondiaux additifs***

Les pays qui poursuivent exclusivement leur propre intérêt sont généralement incités à peu contribuer, voire pas du tout, aux biens publics mondiaux additifs, en raison de la possibilité que certains pays aient recours au parasitisme (ne contribuent pas) ou se laissent porter (contribuent peu aux ressources)<sup>54</sup>. Les pays auront ainsi tendance à ne pas apporter de contribution suffisante pour atteindre ce qui serait collectivement souhaitable pour le monde<sup>55</sup>. En raison des ressources et des intérêts différents des pays, ces différences exacerbent encore le défi que représente la fourniture de biens publics mondiaux additifs.

Il convient de concilier des intérêts divergents et de parvenir à un accord sur le montant de la contribution volontaire des pays. L'équité revêt une importance primordiale dans l'élaboration de l'accord<sup>56</sup>. Elle peut nécessiter des transferts internationaux ou des ressources de la part des pays les mieux dotés ou qui ont le plus contribué aux problèmes, comme dans le cas des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, déterminés par les émissions actuelles et passées<sup>57</sup>. De nombreux effets négatifs des changements climatiques se produiront plus rapidement et avec plus d'intensité dans les régions qui ont le moins contribué aux changements climatiques<sup>58</sup>. En outre, il se peut que les transferts internationaux ne soient pas motivés par l'altruisme, mais par le désir de réparer des injustices, ce qui peut être nécessaire en vue d'améliorer les perspectives de contributions généralisées des biens publics mondiaux additifs<sup>59</sup>. Les biens publics mondiaux nécessitent souvent des ressources nouvelles et supplémentaires, et il est essentiel que celles-ci ne soient pas détournées des flux fournis avec une motivation différente, comme l'aide publique au développement<sup>60</sup>.

---

***En fin de compte, c'est le pays qui apporte le moins  
sa contribution qui l'emporte : fourniture de biens  
publics mondiaux dépendant du maillon le plus faible***

Contrairement aux biens publics mondiaux additifs, les incitations sont très différentes pour les biens publics mondiaux dépendant du maillon le plus faible. Si tous les pays partagent des intérêts et des ressources similaires, aucun pays n'a

intérêt à ne pas apporter sa contribution<sup>61</sup>. Bien entendu, les dotations et les intérêts des pays diffèrent, de sorte qu'en cas d'intérêts partagés, les perspectives de fournir des biens publics mondiaux dépendant du maillon le plus faible s'améliorent à mesure que l'inégalité des ressources diminue entre les pays<sup>62</sup>, ce qui justifie amplement les transferts internationaux de ressources ou de capacités<sup>63</sup> des pays qui en disposent vers ceux qui n'en ont pas<sup>64</sup>. Mais quels sont les pays les mieux dotés qui effectuent les transferts (encadré 3.2) ? Les pays riches peuvent se trouver confrontés à des problèmes de parasitisme et donc à des incitations à ne pas contribuer à ces transferts. Et, de manière peut-être contre-intuitive, plus le nombre de pays riches est élevé, plus ces problèmes de parasitisme peuvent s'avérer importants<sup>65</sup>.

Tout comme les biens publics mondiaux à la portée du meilleur, les biens publics mondiaux dépendant du maillon le plus faible sont également une arme à double tranchant. Imaginez un pays qui décide de ne pas apporter sa contribution, ou qui s'avère incapable de contribuer, à un bien public mondial dépendant du maillon le plus faible (ne pas freiner la propagation d'espèces envahissantes, ne pas éliminer le terrorisme transnational ou les réseaux criminels, ou ne pas empêcher la prolifération des armes nucléaires). Le monde entier serait alors en danger. Un pays qui décide de ne pas contribuer à un bien public mondial dépendant du maillon le plus faible peut jouer un rôle de trouble-fête et ainsi empêcher tout le monde d'en bénéficier<sup>66</sup>.

## **Application de l'optique des biens publics mondiaux à la réponse à la COVID-19**

Le contrôle de la transmission du virus responsable de la COVID-19 (SRAS-CoV-2) peut être considéré à travers le prisme d'un bien public mondial dépendant du maillon le plus faible : le contrôle ne peut être réalisé tant qu'il n'a pas lieu dans tous les pays<sup>67</sup>. Le pays le moins à même de contrôler la transmission du virus détermine ainsi le niveau de fourniture de ce bien public mondial pour tous les autres. Le pronostic concernant la fourniture des biens publics mondiaux dépendant du maillon le plus faible est favorable lorsque les pays possèdent des intérêts et des ressources similaires, mais la situation devient plus confuse dans un monde en proie à des disparités dans ces deux domaines. L'adoption de l'optique des biens publics mondiaux dès le début de la pandémie a mis en évidence ces défis et les solutions potentielles, notamment l'importance cruciale du transfert de ressources et de capacités vers les pays moins aptes à contrôler la transmission du virus<sup>68</sup>.

De multiples biens publics mondiaux entrent en jeu lorsqu'il s'agit de faire face à une pandémie. Plusieurs d'entre eux ne sont pas des biens publics mondiaux dépendant du maillon le plus faible, ce qui entraîne certains des problèmes de fourniture auxquels on peut s'attendre avec d'autres types de biens publics

### Encadré 3.2 Qu'est-ce qui pousse les pays à contribuer aux biens publics mondiaux ?

Les hypothèses sur le comportement humain et leurs implications sur la manière dont les pays agissent dans le contexte international façonnent les perspectives de fourniture de biens publics mondiaux, ainsi que les mesures proposées potentiellement mises en place en vue d'améliorer leur fourniture en cas de mauvaises perspectives<sup>1</sup>. Par exemple, il a parfois été affirmé qu'il était nécessaire qu'un pays dispose d'une hégémonie pour fournir le bien public mondial d'un prêteur international en dernier ressort pendant les crises économiques mondiales ayant précédé la création des institutions de Bretton Woods<sup>2</sup>.

Compte tenu de l'indépendance habituelle des pays au moment de préserver leur autonomie (en particulier en ce qui concerne les questions de sécurité)<sup>3</sup>, on peut raisonnablement supposer que les perspectives de fourniture de biens publics mondiaux devront être analysées dans un contexte où la communauté mondiale reste un système d'États autonomes sur le plan politique ayant des intérêts, des préférences, des ressources et des pouvoirs différents, et donc une volonté et une capacité hétérogènes de contribuer aux biens publics mondiaux. Il semble également raisonnable de supposer que les pays tentent d'anticiper les actions des autres pays et d'y réagir de manière stratégique<sup>4</sup>.

Pour commencer à examiner les perspectives de fourniture de biens publics mondiaux et les moyens de les améliorer, le cas échéant, il est possible de partir de l'hypothèse selon laquelle les pays envisageront de contribuer aux biens publics mondiaux en fonction de la mesure dans laquelle cette contribution servirait leurs intérêts ou leurs préférences, et de leurs ressources<sup>5</sup>. Ce postulat limité est assoupli dans la suite du rapport.

#### Notes

**1.** Comme l'affirme Kirshner (2022) pour le comportement des États de manière plus générale. **2.** C'est l'argument avancé par Kindleberger (1986, p. 11), qui était sceptique quant à l'utilisation de règles pendant ces périodes : « Permettez-moi de conclure en soulignant une fois de plus ma crainte que les hommes politiques, les économistes et les politologues n'en viennent à croire que le système doit être constamment géré par des règles, y compris des régimes, et non par des personnes. Il est souhaitable de disposer de règles en fonction de la tendance. En cas de crise, il faut prendre une décision ». Pour des arguments allant dans le même sens, voir Keohane (1984) et Axelrod et Keohane (1985). **3.** Kirshner (2022). **4.** C'est ce que suppose la majeure partie de la littérature (Buchholz et Sandler, 2021), y compris Barrett (2003a), qui est un rare cas où l'analyse économique et la théorie des relations internationales sont mobilisées de manière à analyser la fourniture de biens publics mondiaux. **5.** C'est ce que Ruggie (1998) a décrit (de manière critique) comme une prémisse néo-utilitaire.

mondiaux<sup>69</sup>. La COVID-19 étant causée par un nouveau virus, ces défis ont été exacerbés par l'incertitude scientifique, ainsi que par l'ambiguïté et l'incohérence des politiques<sup>70</sup>. La réponse à la pandémie a consisté à fournir des biens publics mondiaux dépendant du maillon le plus faible (contrôle de la transmission du virus), des biens publics mondiaux additifs (mise en commun des ressources pour consolider les maillons les plus faibles) et des biens publics mondiaux à la portée du meilleur (la science derrière le développement des vaccins, le séquençage du génome du virus). Des défis multiples à des échelles multiples impliquant des agents différents ont fait durer la pandémie plus longtemps, avec un accès très inégal aux vaccins et les effets durables sur le développement humain décrits au chapitre 1, qui ont pesé en particulier sur les pays à revenu faible ou intermédiaire<sup>71</sup>. L'explication des défis que pose la fourniture de différents types de biens publics mondiaux pourrait permettre d'apporter de meilleures réponses à l'avenir.

La fourniture insuffisante de biens publics mondiaux, très coûteuse à l'échelle mondiale, peut ainsi également être à l'origine d'inégalités (coup de projecteur 3.2). Les répercussions de la pandémie de COVID-19 n'auraient pas dû constituer une surprise, étant donné que l'incapacité à contrôler la transmission de certaines maladies transmissibles mondiales entraîne des pertes en vies humaines, l'incapacité des personnes à mener une vie saine et des coûts économiques mondiaux considérables<sup>72</sup>. En revanche, la lutte contre les

maladies transmissibles porte ses fruits, en particulier pour le bien public mondial dépendant du maillon le plus faible, à savoir l'éradication des maladies. Pour l'éradication de la variole (certifiée en 1979)<sup>73</sup>, le rapport coûts-avantages a été estimé à plus de 100 pour 1<sup>74</sup>, et les avantages s'accumulent à perpétuité pour les générations futures<sup>75</sup>. Toutes les maladies transmissibles ne sont pas éradicables<sup>76</sup>, mais celles qui le sont (comme la polio) continuent de donner lieu à des efforts de la communauté internationale, précisément en raison de ses bénéfices nets très élevés<sup>77</sup>. L'éradication d'une maladie peut néanmoins s'avérer cruelle en raison de sa nature de maillon le plus faible. Alors que deux souches de poliovirus sauvage sur trois ont été éradiquées (le type 2 en 2015 et le type 3 en 2019)<sup>78</sup>, les efforts d'éradication de la poliomyélite n'ont pas encore abouti, et plusieurs dates cibles ont été dépassées, parce que la troisième souche (le poliovirus sauvage de type 2) persiste dans quelques petites régions d'Afghanistan et du Pakistan, et que le type 2 dérivé d'une souche vaccinale continue de circuler<sup>79</sup>.

**La fourniture insuffisante de biens publics mondiaux, très coûteuse à l'échelle mondiale, peut ainsi également être à l'origine d'inégalités**

L'analyse suivante fait ressortir trois points essentiels. Premièrement, il convient d'envisager un éventail de types différents de biens publics mondiaux avec des agrégations

différentes et de concevoir des mécanismes qui augmentent les chances d'éliminer les goulets d'étranglement pour chaque type de biens publics mondiaux<sup>80</sup>. Deuxièmement, la définition d'un bien public mondial est souvent une question de choix, et la nécessité d'en fournir peut être exploitée pour rapprocher les pays. Troisièmement, il est possible de concevoir et de créer des institutions pour améliorer la fourniture de biens publics mondiaux.

---

### Suivi insuffisant des maladies

Le suivi des maladies constitue un bien public mondial essentiel pour la lutte contre les maladies transmissibles et peut lui-même être considéré comme un bien public mondial dépendant du maillon le plus faible<sup>81</sup>. Le manque de fourniture peut résulter du manque de capacités nationales pour lancer un suivi. Fin mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a indiqué que 30 % des pays ne disposaient pas de plan national de préparation et de réaction à la COVID-19, et que la moitié seulement disposaient de programmes nationaux de prévention et de contrôle des infections, ainsi que de normes en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène à destination des prestataires de soins de santé<sup>82</sup>.

Les pays peuvent néanmoins être confrontés à des incitations qui vont à l'encontre d'une divulgation complète des foyers de maladie à la communauté internationale, un phénomène potentiellement exacerbé dans le cas d'un nouvel agent pathogène pour lequel il n'existe pas encore de solutions pharmaceutiques adaptées<sup>83</sup>. Ces incitations comprennent la crainte d'actions punitives de la part d'autres pays sous la forme de restrictions commerciales et de voyage<sup>84</sup>. Ces mesures unilatérales ont été prises lors de la pandémie de COVID-19. Par exemple, l'Afrique du Sud a annoncé au monde le nouveau variant d'Omicron en novembre 2021, mais plusieurs pays à revenu élevé ont interdit les vols en provenance d'Afrique du Sud<sup>85</sup>. L'inégalité des ressources et des capacités, ainsi que les préférences en ce qui concerne la divulgation des épidémies, va donc à l'encontre de la fourniture du bien public mondial que constitue le suivi de la COVID-19. En outre, les mesures qui auraient pu améliorer la fourniture (de ressources et de capacités aux pays dans le besoin et de coordination des réponses à la divulgation de nouveaux variants de manière prévisible) ont souvent fait défaut.

---

### Manque d'accès équitable aux vaccins

En vue d'assurer un accès équitable aux futurs vaccins contre les pandémies dans un délai de 100 jours<sup>86</sup>, il convient de fournir efficacement les biens publics mondiaux à la portée du meilleur associés à la science et à la technologie et de remédier aux faiblesses potentielles en matière de suivi et de capacité

de production de vaccins<sup>87</sup>. Cela pourrait inclure la création de centres de fabrication de vaccins, tels que le Partenariat pour la fabrication de vaccins en Afrique, sous la supervision des Centres africains de contrôle et de prévention des maladies de l'Union africaine<sup>88</sup>, ainsi que la mise en place d'un traité mondial sur la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies sous l'égide de l'Assemblée mondiale de la Santé<sup>89</sup>.

Il serait envisageable de mieux se préparer à l'avenir en disposant d'un compte-rendu des biens publics mondiaux sur les détails en matière d'inégalité d'accès aux vaccins contre la COVID-19 (coup de projecteur 6.3). Par exemple, un pronostic complexe concernant la fourniture des biens publics mondiaux dépendant du maillon le plus faible aide à comprendre ce qui s'est passé. L'objectif d'un contrôle mondial des maladies<sup>90</sup> a été invoqué (« Personne ne sera en sécurité tant que le monde entier ne le sera pas » est le titre de la page d'accueil de l'initiative COVID-19 Vaccines Global Access, ou COVAX<sup>91</sup>) pour soutenir les pays disposant de capacités de suivi et d'un accès aux vaccins limités. Cet argument aurait pu inciter les pays à revenu élevé à soutenir les maillons faibles potentiels sur le plan financier, mais ces pays ont alors été confrontés au problème du parasitisme, consistant à déterminer qui devait apporter sa contribution et dans quelle mesure<sup>92</sup>. Ainsi, malgré les incitations données aux pays afin de contribuer à l'avancée de leurs propres intérêts, la nécessité de mettre en commun les ressources a transformé le défi en un défi présentant les caractéristiques d'une somme de biens publics mondiaux additifs, car chacun d'entre eux pouvait effectuer du parasitisme et profiter de la contribution des autres<sup>93</sup>.

On a constaté un manque manifeste de coordination dans la mise en œuvre de réponses prévisibles aux signalements d'épidémies ou de nouveaux variants, et ce n'est pas faute d'efforts de la part de l'OMS sur plusieurs fronts, qu'il s'agisse de conseils sur les voyages ou de soutien au suivi des maladies. La plupart de ces conseils ont été ignorés<sup>94</sup>. Les arguments éthiques et moraux, dont certains ont été proposés avec une précision exceptionnelle, n'ont pas réussi à influencer le comportement des pays<sup>95</sup>. Les conséquences de ces mesures prises par les pays à revenu élevé ont des conséquences importantes sur l'idée selon laquelle de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire se sont sentis laissés pour compte et traités de manière inéquitable<sup>96</sup>.

---

### La science au service de la réponse à la COVID-19 : fourniture de biens publics mondiaux à la portée du meilleur

La mise au point des vaccins contre la COVID-19 n'a été possible que grâce à la fourniture de biens publics mondiaux à la portée du meilleur. Le bien public mondial à la portée du meilleur le plus direct a été fourni par les scientifiques qui ont séquencé et publié la composition génomique du virus

SARS-CoV-2 responsable de la COVID-19<sup>97</sup>. Les autres biens publics mondiaux à la portée du meilleur sont les résultats scientifiques publiés dans des revues depuis au moins deux décennies, qui ont notamment démontré que la protéine spike des coronavirus constituait une cible de choix pour au moins certains types de vaccins, dont le premier à avoir été homologué pour la COVID-19<sup>98</sup>. Ces biens publics mondiaux à la portée du meilleur ont bénéficié des fonds publics destinés aux activités scientifiques, et les Instituts nationaux de santé des États-Unis (« National Institutes of Health ») ont à eux seuls alloué 17,2 milliards de dollars aux technologies des vaccins entre 2000 et 2019<sup>99</sup>. Néanmoins, les problèmes de coordination en amont et en aval ont empêché la fourniture de vaccins contre la COVID-19 en tant que bien public mondial<sup>100</sup>, malgré les efforts déployés pour y parvenir<sup>101</sup>. Certains pays ont même tenté activement d'obtenir le soutien d'autres pays pour développer un vaccin pour leur propre camp<sup>102</sup>.

### La mise au point des vaccins contre la COVID-19 n'a été possible que grâce à la fourniture de biens publics mondiaux à la portée du meilleur

La mise au point des vaccins contre la COVID-19 constitue une réalisation remarquable, comme le pronostic de la fourniture des biens publics mondiaux à la portée du meilleur aurait dû le laisser présager. C'est dans les pays à revenu élevé que se concentraient les capacités, puisque l'on y recensait près des deux tiers des personnes touchées par la COVID-19 en avril 2020, soit un mois après la déclaration de la pandémie, le 11 mars 2020<sup>103</sup>, et que la plupart d'entre elles résidaient en Amérique du Nord et en Europe<sup>104</sup>. Après l'alignement des capacités sur les intérêts, on a assisté à une grande mobilisation de fonds publics et à un large consensus sur la nécessité de donner la priorité aux efforts de vaccination<sup>105</sup>. Le développement clinique et l'homologation des vaccins prennent généralement 5 à 10 ans, et seuls 10 % des vaccins candidats sont homologués<sup>106</sup>. Néanmoins, grâce à la mobilisation massive de ressources publiques<sup>107</sup>, la première autorisation d'utilisation en situation d'urgence d'un vaccin anti-COVID-19 par une autorité réglementaire rigoureuse (la Food and Drug Administration, FDA) a été délivrée le 11 décembre 2020, moins d'un an après la déclaration de la pandémie (figure 3.1)<sup>108</sup>.

Une grande partie du financement public a pris la forme d'accords d'achat anticipés par les pays à revenu élevé, qui ont largement dépassé les besoins de ces pays<sup>109</sup>. Par exemple, les États-Unis ont fourni 29,2 milliards de dollars de fonds publics pour l'achat de vaccins (du début de la pandémie jusqu'en mars 2022), 2,2 milliards de dollars pour soutenir les essais cliniques et 108 millions de dollars pour soutenir la fabrication et la science fondamentale et translationnelle<sup>110</sup>. Ce « mécanisme de garantie de marché » est considéré

depuis longtemps comme une incitation potentiellement puissante à la découverte de vaccins et de médicaments et, plus généralement, à l'innovation technologique<sup>111</sup>. Cela semble avoir été le principal moteur de l'engagement du secteur privé dans le développement du vaccin anti-COVID-19, compte tenu de l'importante réduction des risques engendrée par les accords d'achat anticipé<sup>112</sup>.

---

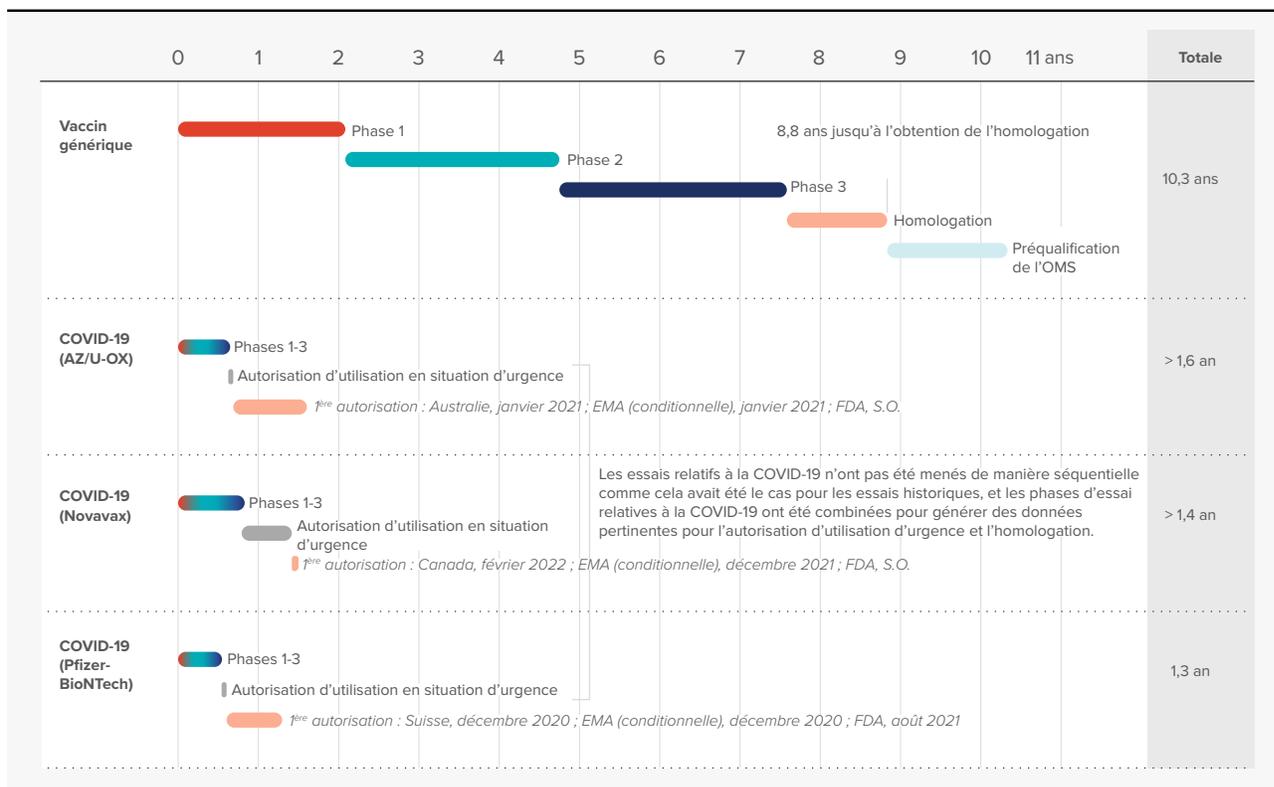
### Des institutions pour faciliter les biens publics mondiaux

La réponse à la COVID-19 a consisté à rechercher les biens publics mondiaux à la portée du meilleur (compréhension de la science des vaccins, séquençage du génome du virus SRAS-CoV-2), les biens publics mondiaux additifs (mise en commun des ressources pour consolider les maillons faibles) et les biens publics mondiaux dépendant du maillon le plus faible (contrôle de la propagation du virus). Des défis multiples à des échelles multiples avec des agents différents ont fait durer la pandémie plus longtemps, avec un accès très inégal aux vaccins et les effets durables sur le plan économique, qui ont pesé en particulier sur les pays à revenu faible ou intermédiaire. La compréhension des défis posés par la fourniture de différents types de biens publics mondiaux avec des agrégations différentes pourrait permettre d'apporter de meilleures réponses à l'avenir.

En fait, l'optique des biens publics mondiaux ouvre la possibilité d'améliorer la fourniture de ces biens par le biais d'institutions qui modifient les incitations, fournissent des informations et transfèrent des ressources<sup>113</sup>. De nombreux types d'institutions, et même des agents tels que les organisations de la société civile et des processus tels que les mouvements sociaux, peuvent jouer ces rôles, à des échelles multiples<sup>114</sup>, mais quatre d'entre elles ont une incidence sur la fourniture de biens publics mondiaux :<sup>115</sup>

- *Organisations multilatérales*<sup>116</sup>. Par le biais de la mise en commun des ressources des pays, de la création d'économies de gamme et de la réduction des coûts de transaction, ces organisations soutiennent efficacement la fourniture de multiples biens publics mondiaux. Il s'agit des Nations Unies et de ses agences, fonds et programmes spécialisés (notamment l'Organisation internationale du travail, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'OMS), ainsi que des institutions financières internationales telles que le FMI et la Banque mondiale (qui sont officiellement des agences spécialisées des Nations Unies dotées d'une gouvernance autonome). Les organisations multilatérales peuvent financer directement des biens publics mondiaux (le FMI fournit des liquidités lors d'une crise de la balance des paiements) ou coordonner des actions entre pays (l'OMS lors d'urgences sanitaires, l'Organisation internationale de police criminelle (mieux connue sous le nom d'INTERPOL) dans le cas de la criminalité transnationale).

**Figure 3.1** L'autorisation des vaccins anti-COVID-19 a été d'une rapidité sans précédent



EMA désigne l'Agence européenne des médicaments. FDA désigne l'administration américaine chargée de la surveillance des produits alimentaires et des médicaments. S.O. veut dire « sans objet ». OMS désigne l'Organisation mondiale de la Santé.

Source : Wellcome Trust (2022).

- **Traités internationaux**<sup>117</sup>. Souvent négociés sous la supervision d'organisations multilatérales, les traités internationaux offrent de multiples services facilitant la fourniture de biens publics mondiaux : diffusion d'informations scientifiques (pour réduire l'incertitude pendant les négociations), convocation des parties aux négociations, suivi et promotion du respect des traités après leur ratification. Ces traités soutiennent souvent les biens publics mondiaux associés à la gestion des retombées environnementales<sup>118</sup>. La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone et la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction en sont des exemples. Pour se montrer efficaces, les traités doivent souvent fournir conjointement plus d'un bien public mondial. Par exemple, afin d'être jugé efficace, un traité sur le climat devrait fournir au moins deux biens publics mondiaux : l'atténuation des changements climatiques ainsi que de nouvelles idées et technologies permettant de réduire les coûts d'atténuation<sup>119</sup>. Un traité sur la prévention, la préparation et l'intervention en cas de pandémie pourrait également prévoir plusieurs biens publics mondiaux, comme cela est actuellement envisagé<sup>120</sup>.
- **Clubs**. Il arrive que les pays forment des clubs lorsqu'il est possible d'exclure les non-participants des bénéfices des biens publics mondiaux<sup>121</sup>. Les structures d'incitation des clubs (compte tenu du meilleur pronostic de fourniture qui leur est associé : l'excluabilité implique que le parasitisme ne constitue pas un problème) les rendent utiles afin d'améliorer la fourniture de biens publics mondiaux<sup>122</sup>.
- **Régimes internationaux**. Les régimes mondiaux de transport et de communication fournissent des biens publics mondiaux qui permettent le commerce maritime et les télécommunications électroniques, souvent sous la juridiction d'institutions multilatérales, telles que l'Organisation maritime internationale ou l'Union internationale des télécommunications.  
Ces institutions travaillent à tirer les leçons de la pandémie de COVID-19 et améliorer la réponse apportée aux futures pandémies. Les leçons tirées de la pandémie montrent la nécessité de faire preuve d'ambition : on estime en effet que les ressources mondiales nécessaires pour la préparation et la réponse à la pandémie sur 5 à 10 ans coûteraient des centaines de milliards de dollars<sup>123</sup>. Cependant, les bénéfices s'avèreraient également extrêmement élevés<sup>124</sup>, comme l'ont montré les pertes en vies humaines et en moyens de subsistance ainsi que

le bilan économique de la pandémie (chapitre 1). Les avantages des vaccins pandémiques vont bien au-delà de la seule santé<sup>4125</sup>.

L'analyse présentée dans ce chapitre souligne la manière dont les institutions qui réorganisent les incitations, l'information et les ressources peuvent améliorer la fourniture de biens publics mondiaux lorsque les pays sont supposés défendre leurs intérêts. Alors que nous abordons la deuxième partie du rapport,

le chapitre 4 analyse d'autres pistes qui s'inscrivent dans la continuité de ce postulat, mais qui présentent également une vision plus large des facteurs potentiels de l'action collective. Il élargit le champ des interventions possibles en vue de renforcer l'action collective. Il révèle également l'importance cruciale d'examiner les modèles émergents de polarisation politique à l'intérieur des pays.

## Les biens communs mondiaux de la pêche océanique

Scott Barrett, université Columbia et London School of Economics

Environ un tiers des pêcheries océaniques mondiales sont surexploitées (figure S3.1.1). Cela repose principalement sur le régime de droits de propriété sous-jacent : en vertu du droit international, tous les pays peuvent exploiter ces ressources en haute mer<sup>1</sup>. Comme le dit Garrett Hardin dans son article classique intitulé « La tragédie des biens communs », si une ressource est détenue en commun, tous les utilisateurs potentiels sont incités à l'exploiter sans se soucier des effets sur les autres. « La liberté en matière de biens communs », affirme-t-il, « entraîne la ruine de tous »<sup>2</sup>.

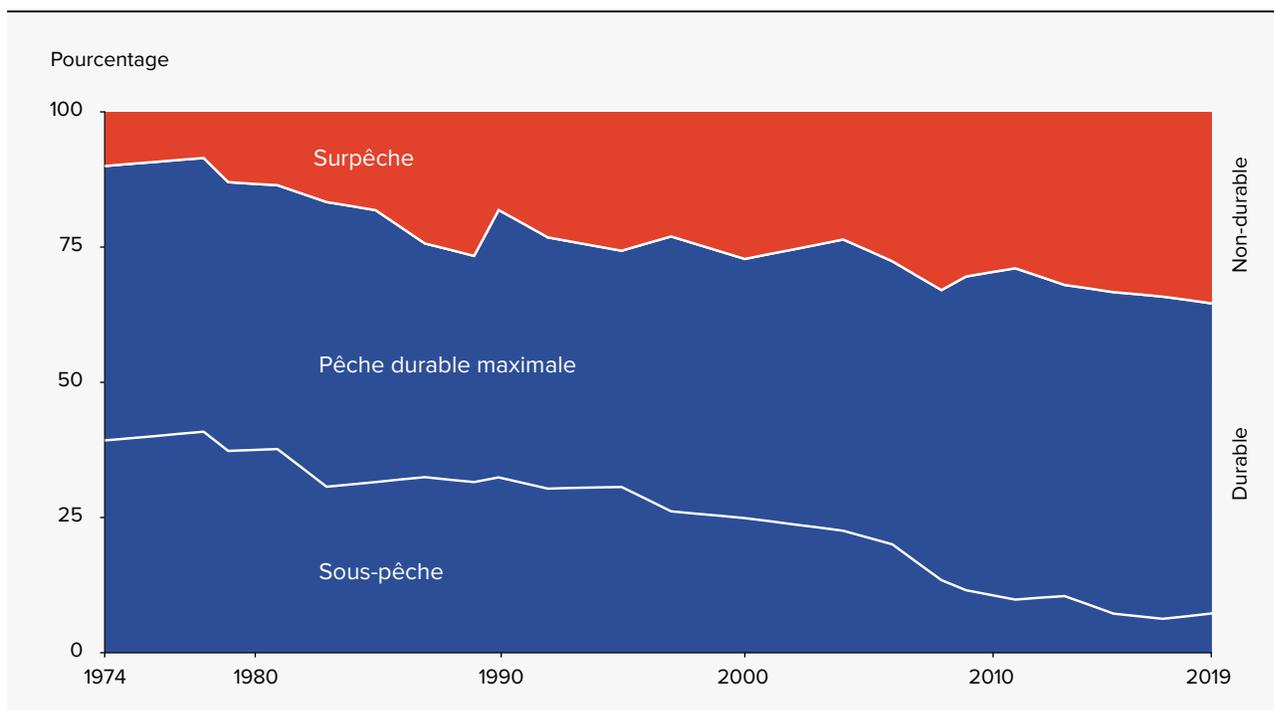
L'effondrement de la pêche au cabillaud, autrefois surabondante dans le nord-ouest de l'océan Atlantique, est un exemple clair de ruine. Cependant, à moins d'un effondrement, la surexploitation entraîne également des pertes importantes. Les stocks se reconstitueraient en cas de réduction de l'exploitation à court terme. Les bénéfices nets annuels à long terme pourraient passer de 3 à 86 milliards de dollars<sup>3</sup>.

Que faire ? Si l'on considère que la surexploitation est due à la détention en commun de cette ressource, le remède évident

consiste à en modifier les règles d'accès. Dans les années 1970, le monde a fait un grand pas dans cette direction avec l'établissement d'un droit de propriété entièrement nouveau, les zones économiques exclusives (ZEE). Les ZEE ont étendu le droit exclusif de chaque État côtier de gestion des ressources halieutiques de 3 milles du rivage (l'ancienne mer territoriale) à 200 milles (la mer territoriale a été étendue de 3 à 12 milles lors de la création des ZEE). La création des ZEE a permis de mettre fin d'un seul coup à la surpêche en raison de la localisation de la plupart des pêcheries dans cette zone.

Malheureusement, les ZEE ne peuvent éliminer la surpêche à elles seules. Certaines pêcheries chevauchent plusieurs d'entre elles. Certaines chevauchent les ZEE et la haute mer. Certaines sont de grandes zones migratoires. Enfin, certaines pêcheries ne sont exploitées qu'en haute mer. Un autre problème réside dans le fait que certains États côtiers ne disposent pas de la capacité de réglementer l'accès à la pêche dans leur ZEE.

**Figure S3.1.1 Environ un tiers des stocks halieutiques mondiaux sont surexploités**



Source : FAO (2022).

---

## Deux propositions radicales

Que faire de plus ? En s'appuyant sur les travaux de recherche de White et Costello (2014), la Commission Océan mondial (COM, 2014) a proposé d'empêcher la pêche en haute mer. L'économiste de la pêche Rögnvaldur Hannesson a proposé d'étendre au maximum les ZEE actuelles et d'éliminer complètement la haute mer<sup>4</sup>. Il s'agit de propositions radicales. Seront-elles utiles ?

La première chose à souligner est qu'aucune des deux propositions n'est idéale. Ni l'une ni l'autre n'aurait d'effet sur les pêcheries situées uniquement dans les ZEE existantes, où 96 % des prises commerciales sont effectuées<sup>5</sup>. En outre, aucune des deux n'est adaptée à l'exploitation de la seule espèce capturée exclusivement en haute mer, à savoir la légine antarctique (également connue sous le nom de bar du Chili). Les revendications territoriales sur l'Antarctique sont contestées, ce qui rend l'extension de ces revendications litigieuse. En outre, et de toute évidence, la fermeture de ces eaux à la pêche se traduirait par des bénéfices nuls, et non par des bénéfices plus élevés.

Bien qu'aucune des deux propositions ne permette d'atteindre un résultat idéal, l'une ou l'autre, voire les deux, pourraient améliorer le statu quo. Ces deux mesures réduiraient probablement les prises des pêcheries de grands migrants et des pêcheries chevauchantes en bloquant l'exploitation par les États riverains (sauf dans le cadre d'accords d'accès avec les États côtiers). Cependant, aucune des deux propositions n'éliminerait le problème de propriété commune qui existe entre les États côtiers. En outre, les deux propositions restreindraient l'accès des États côtiers au moins à certaines parties de la haute mer actuelle, ce qui augmenterait les coûts de la pêche. Il est possible, voire probable, que les deux propositions soient pires que le statu quo<sup>6</sup>.

---

## Mers régionales

Des versions des deux propositions ont déjà été mises en œuvre à l'échelle régionale.

Les six États côtiers de la mer Noire revendiquent une ZEE, qui entoure entièrement cette petite mer régionale<sup>7</sup>. De même, les neuf États de la mer Baltique revendiquent une ZEE qui l'entoure entièrement. Jusqu'à une époque récente, la mer Méditerranée était essentiellement ouverte. Par exemple, bien que la France ait revendiqué une ZEE dans l'océan Atlantique en 1972, elle n'en a revendiqué une en Méditerranée qu'en 2012. De même, l'Espagne a revendiqué une ZEE dans l'Atlantique en 1978 et seulement en 2013 dans la Méditerranée. L'Italie a revendiqué une ZEE en 2021. En Méditerranée orientale, de nombreuses revendications sont motivées par un intérêt pour le développement des ressources en gaz naturel. Plusieurs zones font l'objet de différends. Il n'y a

pas si longtemps, les États de la Méditerranée se sont abstenus de revendiquer une ZEE par crainte que cela n'incite d'autres États à faire de même et entraîne une limitation des zones de pêche des flottes de tous les États de cette mer régionale. L'équilibre est désormais rompu. En raison de la largeur de la Méditerranée inférieure à 400 milles dans toutes les directions, cette mer régionale est désormais entièrement fermée. L'effet de cette modification des droits de propriété sur la conservation des ressources halieutiques et sur les rentes reste à déterminer.

En 2010, les huit parties à l'Accord de Nauru ont bloqué l'accès des senneurs à senne coulissante aux zones de haute mer entourées par leurs ZEE dans l'océan Pacifique occidental et central en subordonnant l'accès à celles-ci à la condition que les États ne pêchent pas dans les poches de haute mer<sup>8</sup>. Cette mesure a constitué un moyen de dissuasion efficace, compte tenu de l'étendue supérieure des ZEE environnantes en comparaison des poches de haute mer et du manque de rentabilité de la pêche exclusive dans les poches de haute mer. Toutefois, la fermeture des zones de haute mer n'a fait qu'accroître la pêche dans les ZEE adjacentes et n'a pas permis de démontrer sa contribution à la conservation des pêcheries<sup>9</sup>.

La fermeture de ces poches de haute mer a été rendue possible par un accident géographique : l'effet de levier dont jouissent principalement les petits États insulaires disposant de ZEE adjacentes. En revanche, les deux propositions radicales susmentionnées nécessiteraient une modification du droit international. Hannesson et la Commission Océan mondial n'ont pas abordé la question de l'intégration de leurs propositions dans un cadre législatif.

---

## Droits de propriété établis par le droit coutumier

Nous avons pris l'habitude de voir les grandes idées telles que l'enclavement des mers et la fermeture de la haute mer se réaliser par l'intermédiaire de négociations internationales conduisant à l'adoption d'un nouveau traité. Il a été reconnu que ce nouveau droit de propriété s'appliquait dans le droit coutumier bien avant que le droit de la mer n'entre en vigueur, malgré l'apparition des ZEE au moment où la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer était en cours de négociation et leur codification dans cet accord. Il serait également nécessaire d'inscrire les deux idées radicales visant à modifier les dispositions existantes relatives aux droits de propriété dans le droit coutumier. L'explication est simple : les traités ne s'appliquent qu'aux pays acceptant d'y être assujettis. Un pays peut donc facilement éviter de répondre d'une nouvelle règle établie dans un traité en choisissant de ne pas ratifier ce dernier. En revanche, le droit coutumier s'applique universellement. Bien que les États-Unis n'aient pas ratifié le droit de la mer, ils acceptent que les ZEE s'appliquent en vertu du droit coutumier.

Cependant, contrairement aux traités, le droit coutumier est une institution impénétrable. Il ne fait pas l'objet

d'une négociation explicite. Il ne requiert pas non plus le consentement explicite des différents pays. Un droit coutumier existe si les États se comportent conformément à la loi, et le font en pensant qu'ils sont légalement obligés de le faire<sup>10</sup>.

Étant donné qu'il repose sur des convictions, certains spécialistes du droit international se sont interrogés sur son existence et, a fortiori, sur ses effets<sup>11</sup>. Façonne-t-il réellement les comportements ou n'est-il qu'un nom donné à des comportements qui reflètent les intérêts nationaux ?

Une façon de savoir si la coutume existe et a des effets réels consiste à identifier les situations dans lesquelles un pays aurait intérêt à s'écarter d'une règle coutumière mais s'abstient de le faire (là encore, parce qu'il estime qu'il s'agirait d'une violation du droit international). Les Grands Bancs, une zone de pêche réputée pour sa richesse au large de la côte est du Canada, dépassent la ZEE de 200 milles du pays en deux endroits, le « Nez » et la « Queue » (une troisième zone située à proximité, le Bonnet Flamand, se trouve entièrement en dehors de la ZEE). Si la coutume ne faisait que codifier des actions reflétant l'intérêt national, le Canada aurait revendiqué une ZEE étendue dans ces zones. Nous en sommes conscients parce que le Canada et l'Union européenne, en particulier l'Espagne, se sont déjà affrontés au sujet de la pêche dans ces eaux. En 2002, une commission parlementaire canadienne s'est penchée sur la question de savoir si le Canada devait exercer un contrôle unilatéral sur ces zones après des années de surpêche par des flottes étrangères. Malgré son intérêt personnel évident, la commission a recommandé de ne pas modifier la loi, estimant que d'autres pays s'y opposeraient<sup>12</sup>. L'adhésion du Canada à la limite des 200 milles démontre donc clairement l'influence du droit coutumier sur le comportement des États.

De manière plus générale, au niveau mondial, la pêche non autorisée est 80 % plus faible à l'intérieur qu'à l'extérieur des ZEE<sup>13</sup>. Cela souligne assurément à la fois que les États côtiers font respecter leurs ZEE existantes (probablement car elles ont une valeur à leurs yeux) et qu'ils pourraient tirer profit d'une extension encore plus importante de celles-ci. Cependant, en vertu du droit coutumier, un État ne peut légalement étendre sa ZEE que si d'autres États acceptent ce changement, ce qui est susceptible d'inciter d'autres États à étendre leur ZEE. Bien qu'un État ait tout intérêt à étendre unilatéralement sa ZEE, il risque en fin de compte d'être perdant si d'autres États venaient également à étendre la leur. La coutume a une influence restrictive sur le comportement<sup>14</sup>.

Jusqu'à présent, les pays ont montré peu d'intérêt à faire valoir l'une ou l'autre de ces propositions radicales au niveau mondial. Ils ont néanmoins dérogé à la règle de la liberté en haute mer dans un cas particulier.

En vertu du droit de la mer, il est reconnu que les « États d'origine » des espèces anadromes (le saumon, qui se reproduit dans les eaux intérieures) ont un intérêt et une responsabilité primordiaux pour ces réserves. Les États peuvent pratiquer la pêche au saumon, mais uniquement dans les eaux situées au

large des limites extérieures des zones économiques exclusives. Cette disposition étant acceptée par consensus et renforcée par la pratique des États, le droit international coutumier de la liberté de pêche n'accorde plus aucun droit de pêche [des espèces anadromes] sans l'accord de l'État d'origine, ce qui interdit effectivement la pêche ciblée du saumon en haute mer<sup>15</sup>.

Le saumon se trouve à la fois dans le Pacifique Nord et dans l'Atlantique Nord, mais ce n'est que dans le Pacifique Nord qu'il est pêché en haute mer<sup>16</sup>. Du fait de la traversée des ZEE de différents États d'origine dans le Pacifique Nord par cette espèce, l'interdiction transforme ce qui aurait été une ressource en libre accès en une ressource détenue en commun par les seuls États d'origine. L'interdiction réduit probablement la surexploitation en limitant le nombre de pays ayant accès à la pêche. Il est également probable qu'elle apporte de l'efficacité, car une gestion efficace exige le ciblage des espèces spécifiques, des groupes d'âge spécifiques et des remontées individuelles, ce qui n'est possible qu'au moment où les poissons s'approchent de l'État d'origine et se séparent pour retourner dans leurs rivières d'origine<sup>17</sup>. En outre, à ce stade, les poissons ont atteint leur taille maximale et se rassemblent en grands nombres. Enfin, il convient de protéger les eaux intérieures pour le frai dans une optique de durabilité. En accordant des droits spéciaux pour la pêche de ces espèces aux États d'origine, l'interdiction de pêche en haute mer les incite également à protéger l'accès des saumons à leurs zones de frai. Dans le cas du saumon, l'interdiction de la pêche en haute mer joue clairement un rôle en matière d'efficacité.

Pourquoi cette exception a-t-elle été autorisée ? Lors de la négociation du droit de la mer, les seuls États à avoir formulé des propositions concernant les espèces anadromes étaient le Canada, l'Irlande, le Japon, l'Union soviétique et les États-Unis, qui sont tous des États d'origine. En outre, aucun État n'a protesté contre la revendication spéciale des États d'origine sur les réserves anadromes<sup>18</sup>, pas même les États qui ont le plus à gagner de la pêche en haute mer (le Japon dans l'océan Pacifique et le Danemark, agissant au nom du Groenland et des îles Féroé, dans l'océan Atlantique). Cette situation ne s'applique pas à la pêche en général.

Rien n'empêche les pays d'enclorre la haute mer ou de la fermer à la pêche en vertu du droit coutumier. En effet, la théorie suggère que les États agissent de la sorte lorsque cela contribue à l'efficacité<sup>19</sup>. Il est possible que les États n'aient pas adopté l'une des propositions radicales, car ils ne sont toujours pas convaincus de leur contribution à la résolution du problème de la surpêche.

---

### Accords de coopération établis par le droit des traités

Comment résoudre le problème de la surpêche ? Pour Garret Hardin, il n'existe qu'une seule solution : la coercition mutuelle, acceptée mutuellement par la majorité des personnes concernées<sup>20</sup>. Cette solution part toutefois du principe qu'il

existe une institution démocratique disposant du pouvoir d'imposer et de faire respecter un résultat. On recense ce type d'institutions au niveau national, mais pas au niveau mondial. En outre, il est difficile d'imaginer comment ce type d'institution pourrait voir le jour. Après tout, la mer territoriale constitue une extension du territoire terrestre d'un État côtier, tandis qu'une ZEE constitue une extension de sa mer territoriale. Une proposition plus limitée consisterait à accorder le droit de pêche en haute mer exclusif à une seule partie, à savoir une organisation mondiale responsable de la pêche en haute mer. Cependant, la plupart des pêcheries de haute mer empiètent sur les ZEE, et il y a de bonnes raisons de gérer les pêcheries comme des unités cohérentes, ce qui constitue la logique des organisations régionales de gestion des pêcheries.

Elinor Ostrom approuve le diagnostic de Hardin sur les raisons de la tragédie des biens communs, mais n'est pas du tout d'accord avec sa conclusion sur la nécessité d'une solution centralisée<sup>21</sup>. Pour lui, si les utilisateurs d'une ressource commune sont perdants à cause de la surexploitation, ils sont incités à coopérer afin de l'éviter. Ostrom fournit en effet de nombreux exemples de coopération réussie, bien qu'ils aient tous lieu au niveau local. Dans un article ultérieur, Ostrom et ses coauteurs reconnaissent que la coopération au niveau international s'avère plus difficile<sup>22</sup>. Ils fournissent plusieurs explications, mais l'une d'entre elles ressort : la règle de l'assentiment volontaire aux traités négociés<sup>23</sup>. Comme nous l'avons vu précédemment, les pays sont libres de conclure ou non des accords de coopération comme bon leur semble, en vertu du droit international. Les traités, y compris ceux qui permettent la création d'organisations régionales de gestion des pêcheries, doivent être indépendants<sup>24</sup>.

La question la plus cruciale en vue de l'élaboration d'un traité est celle de la participation : comment faire en sorte d'obtenir l'adhésion à l'accord de tous les pays souhaitant exploiter une pêcherie ? Le droit de la mer tente d'y parvenir en exigeant l'établissement d'organisations régionales de pêche par les États dans le but de gérer une pêcherie. L'accord des Nations Unies sur les stocks de poissons va plus loin. L'article 7 stipule que « les États côtiers et les États qui se livrent à la pêche en haute mer ont l'obligation de coopérer » et l'article 8 stipule que ces États s'acquittent « de leur obligation de coopérer en devenant membres d'[une organisation régionale de gestion des pêcheries (ORGP)] ». D'un point de vue critique, l'article 8 stipule également que « Seuls les États qui sont membres d'une telle organisation... ont accès aux ressources halieutiques auxquelles s'appliquent ces mesures ». En d'autres termes, si un

pays souhaite exploiter une pêcherie, il doit devenir membre de l'entreprise coopérative créée en vue de sa gestion. Le problème réside dans le fait que cette exigence ne s'applique qu'aux pays qui choisissent de participer à l'Accord sur les stocks de poissons. La Commission Océan mondial a appelé à la ratification universelle de cet accord, mais le fait d'insister sur la participation ne crée pas d'incitation à la participation<sup>25</sup>. Il peut parfois s'avérer utile de mettre en place des mesures commerciales sélectives, mais la liberté d'exploiter une pêcherie devrait idéalement être associée, dans le droit coutumier, à l'obligation de participer à l'organisation gérant la pêcherie.

Toutefois, bien qu'une participation insuffisante constitue un problème, il convient de souligner que c'est également le cas d'une participation trop importante. En cas de participation de tous les pays exploitant une ressource à un accord qui soutient leur pleine coopération, leur succès encouragera la participation, ce qui affaiblira en retour leur motivation à coopérer en premier lieu. L'Accord sur les stocks de poissons stipule que les États ayant un « intérêt réel » dans une pêcherie peuvent devenir membres d'une ORGP, mais qui décide quels États ont cet intérêt ? Le droit de la mer a répondu à cette question pour le saumon, mais pas pour les pêcheries en général. La deuxième nécessité du droit coutumier est donc de limiter l'accès. Les ORGP pourraient répondre aux préoccupations en matière d'équité en percevant une redevance pour l'accès aux zones de haute mer situées sur leur territoire (comme le nez et la queue des Grands Bancs et le Bonnet flamand, tous trois situés sur le territoire de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest) et en distribuant les recettes à tous les pays, y compris les pays non participants, selon une formule décidée au préalable. La haute mer a été déclarée libre à une époque où l'on pensait que les pêcheries étaient disponibles en quantité illimitée.

---

## Conclusion

La surpêche constitue un problème persistant et croissant pour lequel il n'existe pas de remède simple. Les solutions relatives aux droits de propriété, établies dans le droit coutumier, et les organisations régionales de gestion des pêcheries, établies dans le droit des traités, sont toutes deux utiles. Prises séparément, chacune d'entre elles n'est pas en mesure de garantir un résultat efficace. De nouveaux progrès seront probablement réalisés en combinant ces deux approches.

---

## NOTES

1. FAO (2022).
2. Hardin (1968), p. 1244.
3. Banque mondiale (2017).
4. Hannesson (2011).
5. Schiller et autres (2018) ; <http://www.seaaroundus.org>.
6. Barrett (à paraître).
7. Une partie de ce territoire est aujourd'hui contestée en raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.
8. Les membres des parties à l'Accord de Nauru sont les États fédérés de Micronésie, Kiribati, les Îles Marshall, Nauru, Palau, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon, Tokélaou et Tuvalu.
9. Sibert *et al.* (2012).
10. Bodansky (1995).
11. Goldsmith et Posner (1999).
12. Standing Committee on Fisheries and Oceans (2002).
13. Englander (2019).
14. Barrett (à paraître).
15. Burke (1991), p. 118.
16. Burke (1991).
17. Burke (1991), p. 103.
18. Copes (1977).
19. Barrett (à paraître).
20. Hardin (1968), p. 1247.
21. Ostrom (1990).
22. Ostrom *et al.* (1999).
23. Ostrom *et al.* (1999), p. 282.
24. Barrett (2003a).
25. La Commission Océan mondial (GOC, 2014) dresse une liste de 30 États membres d'ORGP qui n'ont pas ratifié l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons. Depuis 2014, date de publication du rapport de la commission, six pays figurant sur la liste ont ratifié l'Accord sur les stocks de poissons, ce qui porte le nombre total de pays participants à 93.

# Évaluer les bénéfices nets des biens publics mondiaux et leur répartition

Ronald U. Mendoza et Jurel Yap, *Ateneo Policy Center, École d'administration publique, université Ateneo de Manille*

Un cadre en six étapes est disponible pour évaluer les avantages nets de la fourniture de biens publics mondiaux, ainsi que la répartition de ces avantages<sup>1</sup>. Le recensement des avantages (ou des coûts) sociaux, économiques et autres d'une fourniture adéquate de biens publics mondiaux peut permettre de mieux comprendre si et dans quelle mesure les différents pays pourraient soutenir une plus grande coopération internationale autour de certains biens publics mondiaux.

## Méthodologie

### Étape 1 : Dresser l'état des lieux de la fourniture actuelle

La première étape de l'évaluation d'un bien public mondial repose sur la définition d'un critère clair pour une fourniture adéquate. Par exemple, dans le cas de l'éradication d'une maladie transmissible, il est possible de considérer que le bien public mondial est assuré de manière adéquate lorsque la maladie est complètement éliminée de la nature. En fonction des mesures de l'exposition à la maladie dans une population (allant de 0 à 100 %, par exemple), on peut alors évaluer le degré de fourniture de ce bien public mondial. D'autres biens publics mondiaux peuvent nécessiter une autre approche. Par exemple, pour la facilitation des échanges dans le contexte d'un régime commercial multilatéral, amener tous les pays qui sont en dessous d'un certain point de référence (par exemple, la médiane) à ce point de référence pourrait constituer un objectif pratique pour une fourniture adéquate.

### Étape 2 : Estimer les coûts (ou les avantages) globaux de la fourniture actuelle

Il n'est pas toujours possible d'évaluer l'ensemble des coûts associés à la fourniture insuffisante de biens publics mondiaux, en particulier en l'absence de données relatives à certains aspects de ces coûts. Néanmoins, il est généralement possible d'estimer au moins certains des coûts les plus importants afin de fournir une base pour l'action politique. Par exemple, l'éradication d'une maladie pourrait permettre de réduire des coûts sociaux et économiques trop nombreux pour être recensés dans leur intégralité, mais il pourrait être possible

d'avoir recours aux données sanitaires existantes pour estimer les années de vie saine et productive perdues en raison d'un handicap ou d'un décès prématuré causé par une maladie. La réduction d'une part de la charge de morbidité pourrait alors être associée à une estimation des avantages obtenus.

### Étape 3 : Évaluer les coûts globaux des mesures correctives

Les technologies d'approvisionnement varient selon les biens publics mondiaux. La fourniture adéquate de certains biens publics mondiaux peut dépendre du succès du contributeur le moins compétent (souvent appelé le maillon le plus faible). La lutte contre le terrorisme international en constitue un exemple, car elle dépend des efforts du pays qui a le plus de mal à contrôler ses frontières. Néanmoins, certains biens publics mondiaux, tels que le développement et la découverte de vaccins, dépendent du pays ou de la partie prenante qui a accès à la bonne technologie et aux capacités scientifiques les plus fiables (ce que l'on appelle le meilleur). Le coût de la mesure corrective peut alors être estimé sur la base des intrants requis et de la nature de la technologie de fourniture d'un bien public mondial, ainsi que du critère de référence pour une fourniture adéquate<sup>2</sup>.

### Étape 4 : Évaluer les avantages globaux des mesures correctives

Comme indiqué précédemment, l'estimation des coûts de la fourniture insuffisante de certains biens publics mondiaux permet d'estimer intuitivement les avantages potentiels (des coûts évités) d'une fourniture adéquate. D'autres biens publics mondiaux offrent néanmoins des avantages tout à fait nouveaux dont on peut profiter au-delà des frontières. Par exemple, il pourrait être envisageable d'élargir le régime commercial multilatéral afin de permettre une nouvelle création de valeur et de faciliter de nouvelles sources de croissance économique mondiale. Ces évolutions institutionnelles peuvent également avoir des coûts sociaux et économiques en raison de leurs effets secondaires perturbateurs (d'où les prochaines étapes de l'évaluation des avantages nets et de leur répartition entre les pays et les parties prenantes).

---

### *Étape 5 : Indiquer les bénéfices nets globaux probables d'une amélioration de la fourniture*

En s'appuyant sur les étapes précédentes, il devrait être possible de cumuler les avantages d'une fourniture adéquate d'un bien public mondial et les coûts. Dans certains cas, la fourniture adéquate d'un bien public mondial permet d'éviter des résultats coûteux, tandis que dans d'autres cas, cela entraîne une amélioration du bien-être humain et de nouvelles sources de croissance économique. Tous deux s'appuient sur les avantages d'une fourniture adéquate de biens publics mondiaux, comme décrit précédemment, et dans de nombreux cas, les avantages indirects ne sont pas encore pris en compte. Pour de nombreux biens publics mondiaux, ces chiffres de nouveaux avantages ou d'avantages exprimés sous forme de coûts évités dépassent facilement les coûts d'une fourniture adéquate, ce qui motive, du moins dans l'ensemble, la logique de coopération entre les pays.

---

### *Étape 6 : Décrire la répartition des bénéfices nets de l'amélioration de la fourniture entre les pays*

La dernière étape de la méthodologie consiste à clarifier les intérêts de chaque pays impliqué dans la fourniture du bien public mondial. En cas d'avantages nets élevés pour un pays, celui-ci soutiendra probablement la fourniture adéquate du bien public mondial, même s'il pourrait décider de parasiter les autres pays qui tentent de fournir le bien public mondial. Cela est possible en cas d'interchangeabilité d'un pays à l'autre (comme les réductions d'émissions de carbone). Pour certains biens publics mondiaux dont les intrants ne sont pas interchangeables, il arrive que les intrants de chaque pays s'avèrent nécessaires à une fourniture adéquate, ce qui implique que les bénéfices nets escomptés soient positifs. Lorsque les avantages nets sont faibles, voire négatifs, cette étape permet aux pays dont la coopération est nécessaire pour assurer une fourniture adéquate de préciser comment les mécanismes de coopération internationale pourraient aboutir à des résultats équitables et stables, par exemple par l'introduction de mécanismes de compensation et de renforcement des capacités pour financer et soutenir la participation. Ces charges pourraient être supportées par les pays qui ont le plus à gagner et en mesure de payer pour la fourniture d'un bien public mondial adéquat. Ce type de mécanisme de financement n'est pas nécessairement identique à l'aide étrangère, puisqu'il facilite plutôt la compensation en vue de renforcer la coopération internationale<sup>3</sup>.

---

## **Applications**

L'application de cette méthodologie à cinq biens publics mondiaux (éradication de la variole, éradication de la

poliomyélite, fourniture adéquate du régime commercial multilatéral, promotion de la stabilité climatique et promotion d'un redressement plus rapide après une pandémie) met non seulement en évidence la nature mondiale des avantages nets à tirer de leur fourniture, mais aussi la distribution sous-jacente des avantages nets, qui pourrait motiver la coopération internationale en vue de fournir ces biens ou d'autres biens publics mondiaux.

---

### *Éradication de la variole*

La variole a été complètement éradiquée et aucune infection n'a été signalée dans le monde. L'Assemblée mondiale de la Santé a officiellement déclaré l'éradication de la variole en 1980. Des mesures rétrospectives suggèrent que le coût global associé à l'éradication de la variole s'est élevé à 300 millions de dollars (en dollars américains de 1967). Les pays en développement ont apporté leur contribution à hauteur de 200 millions de dollars et les pays industrialisés à hauteur de 100 millions de dollars<sup>4</sup>. Depuis 1980, on a estimé les bénéfices mondiaux annuels à 1,42 milliard de dollars, dont 1,07 milliard pour les pays en développement et 350 millions pour les pays industrialisés<sup>5</sup>. L'éradication de la variole s'est traduite par un bénéfice mondial substantiel en valeur actualisée nette d'environ 80 milliards (1,42 milliard par an de 1966 à 2022). Les pays en développement ont reçu environ 75 % de ces bénéfices nets, tandis que les pays industrialisés en ont environ reçu 25 %. Le rapport global entre les bénéfices et les dépenses pour l'éradication mondiale de la variole est de 159:1<sup>6</sup>.

---

### *Éradication de la poliomyélite*

En 2023, les efforts d'éradication de la poliomyélite restaient insuffisants, malgré environ 99,9 % de progrès depuis le lancement du programme en 1988.<sup>7</sup> En 2022, la principale souche du poliovirus (PVS1) n'a été identifiée que dans trois pays, en l'occurrence l'Afghanistan, le Mozambique et le Pakistan, ce qui a donné lieu à 30 cas cette année-là<sup>8</sup>. Selon les dernières estimations datant de 2021, le coût mondial direct de l'éradication de la poliomyélite entre 1988 et 2018 devrait dépasser 34 milliards de dollars (en dollars américains de 2019)<sup>9</sup>. Dans l'hypothèse d'une éradication réussie d'ici 2023, selon estimations, le bénéfice mondial net actualisé atteindrait 61 milliards de dollars, et que le bénéfice mondial net anticipé entre 1988 et 2029 atteindrait 28 milliards de dollars. Ce chiffre s'avère nettement inférieur aux estimations précédentes en raison des retards pris en matière d'efforts d'éradication. Selon estimations, les pays à faible revenu devraient recevoir environ 8 milliards de dollars de bénéfices et que les pays à revenu intermédiaire inférieur devraient recevoir environ 21 milliards, tandis que les autres pays devraient perdre entre 1 et 2 milliards de coûts<sup>10</sup>. Les pays à faible revenu

et à revenu intermédiaire inférieur seraient les principaux bénéficiaires de l'éradication de la poliomyélite, tandis que la plus grande partie de la charge financière (environ 60 %) incomberait aux pays à revenu intermédiaire inférieur<sup>11</sup>.

---

### *Assurer de manière adéquate le régime commercial multilatéral*

La création et la diffusion de technologies constituent désormais un élément central des discussions sur le commerce international, notamment en raison des récentes frictions commerciales sur le front technologique<sup>12</sup>. Góes et Bekkers (2022) étudient les effets potentiels de l'augmentation et de la persistance des conflits géopolitiques à grande échelle entre différents blocs commerciaux sur la croissance économique et l'innovation technologique. Une autre approche de ce type d'étude consisterait à considérer les scénarios de découplage et de désintégration économique comme une sous-fourniture délibérée de facto du régime commercial multilatéral. La mesure correctrice consisterait donc (au moins) à éviter le découplage et à préserver les niveaux de bien-être établis dans le scénario de base (sans découplage).

En s'appuyant un modèle d'équilibre général multisectoriel et multirégional avec une diffusion dynamique spécifique au secteur, leur modélisation montre que le découplage du système commercial mondial en deux blocs entraînerait une réduction du bien-être mondial en 2040 d'environ 5 % (par rapport au scénario de base). Les pertes les plus importantes seraient compensées par les retombées technologiques positives du commerce au profit des régions à faible revenu. Dans les scénarios de découplage total et de hausses tarifaires de rétorsion entre les deux principaux blocs commerciaux (oriental et occidental), on observe une asymétrie des effets sur le bien-être. Les pays du bloc de l'Ouest subiraient des pertes de 1 à 8 % par rapport au scénario de base, tandis que les pays du bloc de l'Est subiraient des pertes de 8 à 12 %. Ainsi, la répartition des pertes nettes dues au découplage, qui équivaut à une sous-fourniture délibérée du régime commercial multilatéral et à une régression vers les blocs commerciaux, est biaisée en faveur des pays à faible revenu et à faible productivité, qui appartiendraient vraisemblablement au bloc de l'Est.

---

### *Promouvoir la stabilité climatique*

La stabilité climatique, dont le but est de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère afin d'empêcher toute interférence humaine dangereuse avec le système climatique, n'est pas encore suffisamment prise en compte. Ce bien public mondial nécessite une coopération internationale en vue de prévenir et d'atténuer les risques des changements climatiques. Yang, Meng et Suh (2023) se sont penchés sur les coûts des combustibles fossiles échoués et sur

les pertes financières associées subies par les industries des combustibles fossiles et les secteurs connexes en raison de l'abandon ou de la dévaluation de leurs actifs, ce qui montre bien que les avantages l'emportent largement sur les coûts de l'atténuation des changements climatiques. Ils ont estimé le coût de l'abandon des combustibles fossiles à 19 000 milliards de dollars, ce qui représente un défi économique considérable, principalement pour les pays qui en dépendent. Ce coût est néanmoins compensé par les avantages considérables découlant des efforts d'atténuation des changements climatiques, qui devraient s'élever à 63 000 milliards de dollars à l'échelle mondiale d'ici à 2050.

Le bénéfice net, évalué à 45 000 milliards de dollars au niveau mondial, souligne les avantages économiques et environnementaux des efforts collectifs déployés à l'échelle mondiale dans l'optique de réduire la dépendance aux combustibles fossiles et de passer à des sources d'énergie plus propres. La répartition de l'avantage net s'avère disproportionnée pour les pays en développement, bien que de nombreux pays à faible revenu soient susceptibles de nécessiter une aide pour gérer la transition (voir tableau S3.2.1 pour une ventilation plus détaillée).

---

### *Se préparer aux pandémies*

Le SRAS (identifié pour la première fois en novembre 2002), le MERS (identifié pour la première fois en juin 2012) et la COVID-19 (identifiée pour la première fois en décembre 2019) suggèrent que les pays devraient effectivement se préparer à l'avance aux pandémies susceptibles de se manifester. Des calculs récents effectués par Glennerster, Snyder et Tan (2022) révèlent que les pertes mondiales causées par les pandémies pourraient atteindre 700 milliards de dollars par an, en prenant en compte la mortalité, les contractions de la production et les pertes de capital humain. Ils estiment également qu'un investissement initial d'environ 60 milliards de dollars destiné à augmenter la capacité de production de vaccins et d'autres intrants de la chaîne d'approvisionnement pour la réponse à la pandémie, avec 5< milliards de dollars supplémentaires par an par la suite, pourrait contribuer à garantir la capacité de vacciner 70 % de la population contre toute nouvelle maladie dans un délai de six mois. On pourrait considérer qu'il s'agit d'une estimation du coût de la fourniture adéquate du bien public mondial que constituent la lutte contre les maladies et la réponse aux pandémies. Le bénéfice mondial qui en résulte pourrait atteindre 800 milliards de dollars (en pertes évitées), soit une valeur actuelle nette de la fourniture de biens publics mondiaux d'environ 400 milliards de dollars. Bien que Glennerster, Snyder et Tan (2022) ne s'attardent pas sur la répartition de ces bénéfices nets mondiaux, ils expliquent comment les bénéfices nets attendus pour certains « pays pivots » pourraient s'avérer suffisamment élevés pour trouver une raison d'entreprendre des investissements unilatéraux

**Tableau S3.2.1 Résumé des évaluations des biens publics mondiaux : cinq cas**

Bien public mondial	Statut	Estimation des coûts de la mesure corrective	
		Total	Ventilés
Éradication de la variole (chiffres exprimés en dollars des États-Unis de 1967 ; voir Barrett, 2004)	Totalement éradiquée depuis 1980	→ 300 millions de dollars (coût unique)	→ Pays industriels : 100 millions de dollars (coût unique) → Pays en développement : 200 millions de dollars (coût unique)
Éradication de la polio (chiffres cumulés de 1988 à 2029 en dollars des États-Unis de 2019 ; voir Thompson et Kalkowska, 2021)	99,9 % éradiqués en 2023	→ 53,5 milliards de dollars	→ Pays à revenu intermédiaire supérieur : 10,6 milliards de dollars → Pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur : 42,9 milliards de dollars
Régime commercial multilatéral (chiffres basés sur un modèle analysant les effets dynamiques du commerce, en mettant l'accent sur la technologie, et les effets potentiels de l'augmentation et de la persistance des conflits géopolitiques à grande échelle entre différents blocs commerciaux sur la croissance économique et l'innovation technologique ; voir Góes et Bekkers, 2022).	Risque de sous-fourniture en raison des stratégies protectionnistes et des guerres commerciales de ces dernières années	S.O.	S.O.
Stabilité du climat (les chiffres se réfèrent aux résultats de la prise en compte des coûts irrécupérables des combustibles fossiles ; Yang, Meng et Suh, 2023)	S.O.	→ 19 000 milliards de dollars de coûts d'actifs irrécupérables	→ Pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire supérieur : 17 700 milliards de dollars → Pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur : 2 000 milliards de dollars
Redressement après une pandémie (les chiffres se réfèrent aux résultats des investissements dans les capacités de production de vaccins et d'autres mesures de préparation ; Glennerster, Snyder et Tan, 2022)	S.O.	→ 60 milliards de dollars au départ pour augmenter la capacité de production de vaccins, et 5 milliards de dollars supplémentaires par an par la suite	S.O.

S.O. veut dire « sans objet ».

Source : Barrett (2004) ; Góes et Bekkers (2022) ; Glennerster, Snyder et Tan (2022) ; Hertel (2004) ; Thompson et Kalkowska (2021) ; Yang, Meng et Suh (2023).

dans la préparation à la riposte à la pandémie. Un programme d'investissement aux États-Unis pourrait générer un bénéfice net en valeur actuelle de 61 milliards de dollars (soit un gain de 47 milliards de dollars par rapport au programme contrefactuel

prévoyant des investissements moindres dans la préparation). De même, les investissements avancés du Brésil pourraient générer 19 milliards de dollars (soit un gain de 15 milliards de dollars)<sup>13</sup>.

Estimation des bénéfices (ou des coûts) liés à la fourniture (ou à la sous-fourniture) de biens publics mondiaux		Estimation des bénéfices nets (ou des coûts) liés à la fourniture (ou à la sous-fourniture) de biens publics mondiaux	
Total	Ventilés	Total	Ventilés
→ 1,42 milliard de dollars de bénéfices (par an)	→ Pays industriels : 350 millions de dollars (par an) → Pays en développement : 1,07 milliard de dollars (par an)	→ Environ 80 milliards de dollars de bénéfices (cumulés de 1967 à 2022)	→ Pays industriels : 20 milliards de dollars → Pays en développement : 60 milliards de dollars
→ 81,6 milliard de dollars de bénéfices	→ Pays à revenu intermédiaire supérieur : 8,8 milliards de dollars → Pays à faible revenu et à revenu intermédiaire supérieur : 72,8 milliards de dollars	→ 28,1 milliards de dollars de bénéfices	→ Pays à revenu intermédiaire supérieur : - 1,7 milliard de dollars (coût) → Pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur : 29,8 milliards de dollars
→ Le découplage du système commercial mondial en deux blocs entraînerait une perte de 5 % du bien-être mondial en 2040 par rapport au scénario de base	→ Pays du bloc de l'Ouest : perte de bien-être de 1 à 8 % par rapport au scénario de base → Pays du bloc de l'Est : perte de bien-être de 8 à 12 % par rapport au scénario de base	→ Perte de bien-être de 5 % au niveau mondial en 2040 par rapport au scénario de base	→ Pays du bloc de l'Ouest : perte de bien-être de 1 à 8 % par rapport au scénario de base → Pays du bloc de l'Est : perte de bien-être de 8 à 12 % par rapport au scénario de base
→ 63 000 milliards de dollars de bénéfices liés à l'atténuation des changements climatiques	→ Pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire supérieur : 19 600 milliards de dollars → Pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur : 45 500 milliards de dollars	→ 45 000 milliards de dollars	→ Pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire supérieur : 1 900 milliards de dollars → Pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur : 43 500 milliards de dollars
→ 800 milliards de dollars de pertes par an dues à la sous-fourniture (sur la base de la mortalité, des contractions de la production et des pertes de capital humain)	S.O.	→ 400 milliards de dollars de bénéfices en valeur actuelle nette pour le monde entier	→ Un programme d'investissement aux États-Unis pourrait générer un bénéfice net en valeur actuelle de 61 milliards de dollars (soit un gain de 47 milliards de dollars par rapport au programme contrefactuel) → Un investissement avancé au Brésil pourrait générer un bénéfice net en valeur actuelle de 16 milliards de dollars (soit un gain de 12 milliards de dollars par rapport au programme contrefactuel)

## NOTES

1. Comme proposé dans Conceição et Mendoza (2006).

2. Pour plus de détails sur ces technologies de production de biens publics mondiaux, voir Kaul *et al.* (2003) et Sandler (1998).

3. Voir Kaul, Grunberg et Stern (1999) et Kaul *et al.* (2003).

4. Barrett (2004).

5. Barrett (2004).

6. Barrett (2013b).

7. Lee *et al.* (2023).

8. Lee *et al.* (2023).

9. Thompson et Kalkowska (2021).

10. Thompson et Kalkowska (2021).

11. Thompson et Kalkowska (2021).

12. Cette section s'inspire de Mendoza (2023).

13. Glennerster, Snyder et Tan (2022) ; Mendoza (2023).

## Comment on en est arrivé à l'inégalité d'accès aux vaccins anti-COVID-19 : un compte rendu sous l'optique des biens publics mondiaux

Le contrôle de la transmission du virus responsable de la COVID-19 (ou l'obtention d'une immunité collective grâce à des vaccins, ce qui semblait réalisable à certains moments de la pandémie)<sup>1</sup> constitue un bien public mondial dépendant du maillon le plus faible. En attendant la mise à disposition d'interventions pharmaceutiques (vaccins et traitements), le contrôle de la propagation du virus devait s'appuyer sur des interventions non pharmaceutiques (telles que la distanciation sociale), ce qui impliquait une bonne compréhension des mécanismes de transmission et nécessitait donc du temps. Les mesures ont par conséquent mis l'accent sur la réduction des interactions sociales (dans les écoles, les activités économiques qui impliquent des contacts face à face, les voyages), que certains pays ont mieux soutenu que d'autres<sup>2</sup>.

Les interventions non pharmaceutiques peuvent se montrer efficaces pour contrôler la propagation des maladies (et ont même servi de base à l'éradication de maladies)<sup>3</sup>, mais elles exigent de soutenir les pays disposant de moins de capacités et de ressources, ce qui n'a été le cas que dans une moindre mesure avec la COVID-19. Par exemple, le Fonds monétaire international (FMI) n'a adopté une allocation générale de 650 milliards de dollars en droits de tirage spéciaux (DTS) qu'à la fin du mois d'août 2021 et l'a distribuée au prorata des quotes-parts nationales existantes au sein du FMI, ce qui signifie que seuls 21 milliards de dollars ont été alloués aux pays à faible revenu<sup>4</sup>. Bien que l'allocation de DTS représentait une part plus importante du produit intérieur brut (PIB) pour les économies à faible revenu que pour les économies avancées<sup>5</sup>, 35 % des membres du FMI dans les marchés émergents et 50 % parmi les pays à faible revenu l'ont jugée insuffisante<sup>6</sup>. En outre, du fait de l'augmentation des taux d'intérêt depuis l'allocation, les membres du FMI ayant des positions négatives en DTS ont dû supporter des coûts de financement plus élevés. Ainsi, alors que la part concessionnelle (composantes dons) de l'allocation de DTS était de 82 % en août 2021, elle était tombée à 34 % (juste en dessous du seuil de concessionnalité de 35 %) en 2023<sup>7</sup>.

À partir de la mise à disposition des vaccins, l'OMS et ses partenaires, y compris des organisations philanthropiques, ont mis en place un cadre institutionnel destiné à assurer un accès équitable aux vaccins (COVAX), qui a initialement été sous-financé, et l'est resté pendant un certain temps<sup>8</sup>. La mise à disposition des vaccins a eu deux effets bénéfiques. Tout d'abord, comme pour tout vaccin, cela a permis une intervention pharmaceutique en vue de contrôler la

propagation du virus, et donc au contrôle de la maladie au sein des pays tout en réduisant le risque de transmission à d'autres pays. Deuxièmement, en cas de disponibilité et de déploiement à grande échelle, les vaccins ont permis d'assouplir les mesures strictes de distanciation sociale qui avaient limité la vie sociale et économique, bien que ces avantages se soient concentrés à l'intérieur des frontières. Les inégalités d'accès aux vaccins entre les pays ont entravé la fourniture du bien public mondial dépendant du maillon le plus faible, à savoir la lutte contre les maladies à l'échelle mondiale, ce qui a pour ainsi dire prolongé la durée de la pandémie pour l'ensemble de la planète<sup>9</sup>. Les conséquences économiques des mesures de distanciation sociale (non seulement en matière de scolarisation, mais aussi d'accès aux services de santé et autres) ont creusé les disparités entre les pays capables de relancer leur économie et de rouvrir leurs écoles et ceux privés des capacités à déployer les vaccins<sup>10</sup>.

L'inégalité d'accès aux vaccins anti-COVID-19 est une faute morale de la part de la communauté internationale, car elle a fait durer la pandémie et l'a rendue plus meurtrière que dans un scénario où l'accès aux vaccins aurait été plus équitable<sup>11</sup>. Plus de 2 milliards de personnes ont été vaccinées dans les 8 mois dans 141 pays, ce qui a permis d'éviter 2,4 millions de décès en excès. Une distribution équitable des vaccins, avec une vaccination proportionnelle à la population de chaque pays, aurait permis de sauver environ 670 000 vies supplémentaires<sup>12</sup>.

Un soutien public plus accentué de la mise au point de vaccins dans les pays à revenu élevé aurait pu désavantager d'autres pays : on a attribué jusqu'à trois quarts du retard dans la livraison de vaccins aux pays à revenu faible ou intermédiaire à la signature d'accords d'achat anticipé dans ces pays plus tard que dans les pays à revenu élevé<sup>13</sup>. Contrairement à la COVID-19, l'incidence et la charge de la maladie au cours de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest concernaient principalement les pays à revenu faible, bien que des préoccupations aient été exprimées dans les pays à revenu élevé : on constatait peu d'harmonisation entre les ressources et les intérêts et les préférences des pays, et plus de 70 mois se sont écoulés entre l'épidémie, en décembre 2013, et l'approbation d'un vaccin par la FDA, en octobre 2019<sup>14</sup>.

Au-delà des différences constatées dans le calendrier des accords d'achat anticipé, les inégalités d'accès aux vaccins anti-COVID-19 étaient également dues à la protection de certaines innovations clés par un brevet<sup>15</sup>. La grande majorité

des développeurs de vaccins (72 %) étaient des entreprises privées<sup>16</sup>, dont la plupart ont conclu des accords d'achat sur une base commerciale<sup>17</sup>. En dépit du rôle crucial joué par les entreprises dans le développement et le déploiement

des vaccins, il se peut également que leurs motivations commerciales aient empêché un déploiement plus rapide à grande échelle dans plusieurs pays à revenu faible ou intermédiaire.

## NOTES

1. L'OMS a préconisé l'utilisation de vaccins pour atteindre une immunité collective (OMS, 2020). Les estimations du seuil qui permettrait d'obtenir une immunité collective ont fait l'objet de vifs débats dans la presse (McNeil Jr., 2020), mais des analyses plus récentes suggèrent qu'il s'agit peut-être d'une illusion (Malinzi *et al.*, 2023 ; Morens, Folkers et Fauci, 2022). Il est également essentiel de fournir une définition précise de l'immunité collective, étant donné que ce concept est souvent interprété de différentes manières (Bullen, Heriot et Jamrozik, 2023).
2. PNUD (2020a).
3. C'est le cas des efforts déployés pour éradiquer la dracunculose (maladie du ver de Guinée), pour laquelle il n'existe ni traitement ni vaccin. Cette maladie se propage en buvant de l'eau contaminée, c'est pourquoi les efforts pour fournir de l'eau potable, ainsi que la détection précoce et le suivi, sont essentiels pour la contrôler (Biswas *et al.*, 2013). Ces mesures se sont avérées très efficaces et ont permis une réduction importante du nombre de cas (d'environ 3,5 millions par an à seulement 13 en 2022) et une quasi-élimination dans la majeure partie du monde (avec 199 pays, territoires et zones certifiés par l'OMS comme exempts de transmission de la dracunculose ; OMS, 2023). On pensait que les humains étaient les seuls réservoirs de la maladie, ce qui ouvrait des perspectives d'éradication par des interventions non pharmaceutiques, mais la détection récente de la maladie chez des hôtes animaux, notamment des chiens domestiques, rend cette perspective incertaine (OMS, 2023).
4. FMI (2021a). Le FMI a encouragé les pays ayant une position extérieure forte à canaliser volontairement leurs ressources vers les pays les plus nécessiteux (FMI, 2021b). Le G20 a par la suite effectué des promesses qui ont légèrement dépassé l'objectif d'acheminer 100 milliards de dollars avant fin juin 2023 (FMI, 2023b).
5. Environ 2,39 % du PIB de 2021, contre 1,25 % pour les économies avancées.
6. FMI (2023b).
7. FMI (2023b) ; Shenai *et al.* (2023).
8. Pourtant, en janvier 2022, COVAX avait distribué environ un milliard de vaccins à quelque 140 pays (Budish *et al.*, 2022). Et ce, malgré une augmentation de l'aide internationale au développement en faveur de la santé en 2020 et 2021 (Micah *et al.*, 2023).
9. Bollyky et Bown (2020).
10. D'autres précarités croisées ont également façonné la capacité de certains pays et communautés à réagir, comme dans de nombreuses régions d'Afrique, ainsi que l'analysent en détail MacGregor *et al.* (2022).
11. Comme cela a été largement annoncé (voir, par exemple, Bollyky et Bown, 2020), 70 millions de cas de COVID-19 et 1,6 million de décès ont été recensés à travers le monde avant l'autorisation des premiers vaccins par une autorité réglementaire rigoureuse (Saville *et al.*, 2022). À la fin du mois de septembre 2023, on avait recensé 762 millions de cas et 6,8 millions de décès (voir <https://data.who.int/fr/dashboards/covid19/cases>). À l'ère du vaccin », les cas ont donc été multipliés par 10 et les décès par 4.
12. Agrawal, Sood et Whaley (2023).
13. Agarwal et Reed (2022).
14. Excler *et al.* (2021).
15. Pilkington, Keestra et Hill (2022) ; Wouters *et al.* (2021).
16. Le *et al.*
17. Sachs *et al.* (2022).



PARTIE

---



# Repenser la coopération en élargissant la capacité d'agir et en atténuant la polarisation



## CHAPITRE

---

### 4

# Trouver un moyen de renforcer l'action collective

## Trouver un moyen de renforcer l'action collective

L'examen des moyens de renforcer l'action collective en vue de gérer l'interdépendance peut être effectué à travers différentes hypothèses relatives aux interactions du comportement avec les institutions. Les différentes explications du comportement peuvent éclairer les moyens de faire progresser l'action collective pour la fourniture de biens publics mondiaux.

Les enseignements de la dépendance des comportements et des institutions envers l'évolution du contexte social au fil du temps peuvent aider à relever des défis communs. Une perspective plus générale du choix, éclairée par ces enseignements, souligne comment les risques associés aux schémas nationaux de polarisation politique peuvent nuire à l'action collective entre les pays.

« ...l'élaboration d'un traité est un traité en soi. Peu importe les termes, il suffit qu'il y en ait. C'est la bonne volonté qui compte. Lorsque celle-ci disparaît, le traité est rompu, quels qu'en soient les termes ».

—Hilary Mantel<sup>1</sup>

L'examen des moyens de renforcer l'action collective en vue de gérer l'interdépendance peut être analysé à travers différentes hypothèses relatives au comportement humain et aux interactions avec les institutions<sup>2</sup>. Ce chapitre se penche sur la manière dont les différentes explications du comportement peuvent éclairer les moyens de faire progresser l'action collective<sup>3</sup> pour la fourniture de biens publics mondiaux<sup>4</sup>. On recense trois perspectives sur le comportement et les interventions visant à renforcer l'action collective qui émane de ces perspectives<sup>5</sup>.

- *Choix égoïste*. Dans le cadre d'un modèle type de comportement fondé sur le choix égoïste, le renforcement de l'action collective dépend d'interventions qui modifient les incitations par le biais d'informations ou de ressources afin de faire correspondre l'intérêt personnel étroit et l'amélioration des résultats collectifs. Les traités internationaux impliquent des interventions qui modifient les incitations. En ce qui concerne les changements climatiques, les incitations peuvent être modifiées par la tarification du carbone, l'application d'informations provenant de synthèses scientifiques, telles que celles produites par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, et l'utilisation de ressources provenant de fonds qui soutiennent les pays dans l'atténuation des changements climatiques, tels que le Fonds vert pour le climat.
- *Choix comportemental*. Le comportement humain s'écarte souvent des hypothèses du modèle type de choix égoïste, et ces écarts sont parfois décrits comme des biais comportementaux. Par exemple, la fourniture de nouvelles informations ne suffit pas toujours à pousser les individus à adapter leurs convictions à leur époque<sup>6</sup>. En outre, l'octroi de récompenses financières pour modifier les incitations peut compromettre la coopération motivée par une norme sociale<sup>7</sup>. Malgré la contestation de l'accent mis par les sciences comportementales sur l'explication des comportements et des institutions en tenant compte de la culture, du contexte et du pouvoir dans de nombreux débats en sciences sociales et humaines<sup>8</sup>, les enseignements des sciences comportementales fournissent une description plus riche des comportements que le modèle de choix égoïste et suggèrent donc d'autres moyens d'intervention qui viennent compléter les incitations en changeant également l'intérêt, le ressenti et les pensées des individus<sup>9</sup>. Par exemple, la modification des normes sociales peut renforcer l'action collective par l'activation d'un point de basculement social, comme lorsque l'atteinte d'un seuil de panneaux solaires

suffisants fait basculer la norme communautaire et en fait la norme sociale.

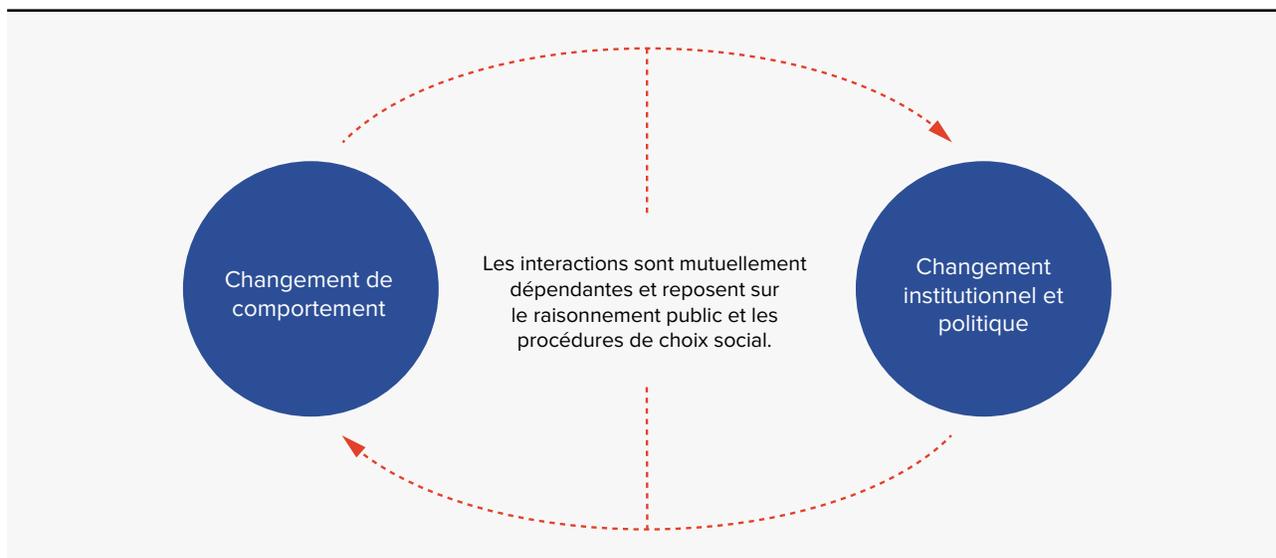
- *Choix culturel*. La prise en compte explicite de la culture permet d'expliquer comment les convictions des individus sont le fruit de l'expérience et de l'exposition à différents contextes sociaux, qui façonnent leurs perceptions, l'image qu'ils ont d'eux-mêmes, leurs aspirations et leurs buts<sup>10</sup>. Cette perspective explique pourquoi certains préjugés comportementaux, considérés comme universels et solidement ancrés dans la perspective du choix comportemental, sont culturellement contingents<sup>11</sup>. Elle explique également comment le comportement est parfois limité par l'incapacité des individus à imaginer une vie plus prospère et plus satisfaisante, ce qui réduit leurs aspirations et leur capacité d'agir<sup>12</sup>. Cette perspective a également des incidences sur la coopération, notamment lorsque l'affiliation d'une personne à un groupe est liée à un aspect important de son identité, comme l'opposition à la vaccination en tant que marqueur d'appartenance à un groupe sceptique à l'égard de l'intervention gouvernementale, ce qui entraîne un comportement moins coopératif en la matière<sup>13</sup>. Pour comprendre l'installation et l'évolution de ces dynamiques, il convient de reconnaître le contexte social, notamment les schémas de polarisation politique et de méfiance au sein des pays, qui peuvent faire obstacle à la mise en place d'une action collective à plus grande échelle.

Les changements de comportement et d'institutions peuvent favoriser une action collective qui améliore la fourniture de biens publics mondiaux.

L'un des principaux rôles des gouvernements est de favoriser l'action collective pour la fourniture de biens publics nationaux, en partie par le biais d'une mise en œuvre centralisée<sup>14</sup>. Du fait de leur souveraineté<sup>15</sup>, les pays doivent accepter volontairement une action collective sans mise en œuvre centralisée<sup>16</sup>. L'optique doit donc s'appliquer à une exploration des processus de choix social susceptibles d'améliorer la fourniture de biens publics mondiaux<sup>17</sup>. Cela implique des changements de comportement (passage d'une absence de contribution à une contribution à un bien public mondial pour les pays) et d'institutions (établissement d'un traité ou création d'une organisation multilatérale chargée d'améliorer la fourniture d'un bien public mondial), ainsi que d'interaction entre les deux (figure 4.1)<sup>18</sup>. Le comportement et les institutions sont interdépendants, comme le montrent l'argumentation conceptuelle<sup>19</sup> (et démontré par les modèles<sup>20</sup>) et l'expérience<sup>21</sup>.

Par où commencer ? Les trois séries d'hypothèses sur le comportement examinées dans ce chapitre conduisent à trois réponses différentes<sup>22</sup>. L'ensemble simplifié d'hypothèses du modèle type de choix égoïste commence par une réflexion sur la conception d'institutions chargées de renforcer l'action

**Figure 4.1** Les changements de comportement et les réformes institutionnelles s'influencent mutuellement, façonnant et étant façonnés conjointement par les procédures de choix social



Source : PNUD (2022a).

collective. En revanche, un modèle de comportement fondé sur le choix offre la possibilité de modifier directement le comportement afin d'améliorer les résultats individuels et collectifs. Bien que l'utilité de chacune de ces perspectives soit avérée, la reconnaissance du type d'interaction des comportements et des institutions dans des contextes sociaux et culturels différents vient compléter les deux premiers ensembles d'hypothèses en soulignant leur nature contingente.

### Commencer par un modèle type de comportement fondé sur le choix égoïste

Dans un modèle type de comportement fondé sur le choix égoïste, un décideur cherche à faire tout son possible pour satisfaire un ensemble fixe et stable de préférences et part du principe que tout le monde se comporte de la même manière (encadré 4.1)<sup>23</sup>. Ce modèle comportemental est à l'origine d'une grande partie des analyses économiques et politiques liées à l'action collective. Il figure également dans l'analyse proposée au chapitre 3 sur les perspectives de fourniture de biens publics mondiaux dans le cadre de différentes agrégations<sup>24</sup>. Dans ces conditions, quand une action collective peut-elle avoir lieu sans être imposée par des dirigeants ?

Il est essentiel de distinguer deux situations différentes. D'un côté, une situation dans laquelle tout le monde souhaite la même chose, mais qui requiert l'établissement d'une norme commune (par exemple, le choix du côté de la route à emprunter ou de la langue à utiliser pour communiquer)<sup>25</sup>. De l'autre, une situation dans laquelle les intérêts divergent en matière d'objectifs et où leur poursuite ne serait pas bénéfique sur le plan collectif, ce qui pose des dilemmes sociaux.

Dans la première situation, le plus important est l'adoption d'une norme commune. En cas d'existence de plusieurs normes (conduite à gauche ou à droite), le plus important est que tout le monde choisisse le même côté de la route<sup>26</sup>. Après le choix d'une norme, il est essentiel de s'y conformer (par exemple, de se conformer à la norme consistant à conduire à droite plutôt que de ne pas la respecter et de conduire à gauche). L'étape la plus difficile consiste à déterminer la norme au départ, car cela implique de mettre tout le monde d'accord. Dans cette situation, l'action collective doit surmonter un problème de coordination.

Le principal obstacle à la résolution du problème de coordination n'est pas la divergence des intérêts, puisqu'ils sont les mêmes. Même si tout le monde veut la même chose, l'incertitude quant à la manière dont les autres agiront peut entraîner des problèmes de coordination qui entravent l'action collective<sup>27</sup>. Les mesures destinées à renforcer l'action collective concernant les défis de coordination comprennent l'atténuation de cette incertitude, par des interventions qui cherchent à mettre tout le monde sur la même longueur d'onde (ou du même côté de la route)<sup>28</sup>.

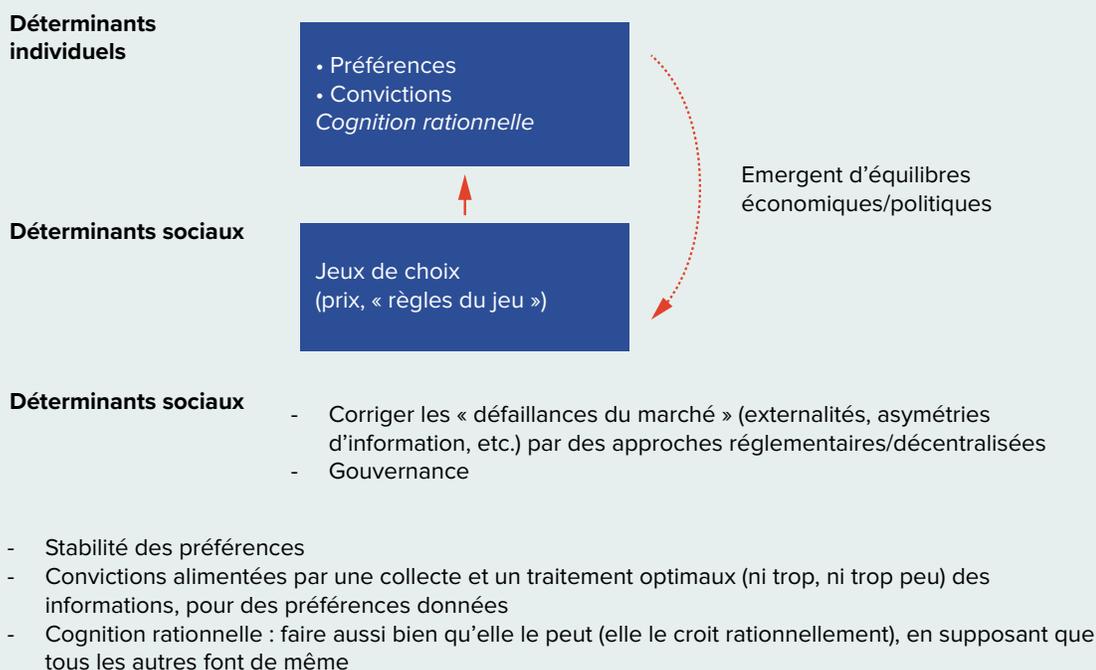
### Transformer les défis de la coopération en problèmes de coordination peut renforcer l'action collective mondiale

Les problèmes de coordination liés au transport et à la communication ont été surmontés avec succès au niveau mondial, ce qui a permis une action collective en vue de l'adoption de pratiques et de régimes réglementaires indispensables au transport aérien, au transport maritime et à la communication numérique<sup>29</sup>. Les normes qui en

#### Encadré 4.1 Modèle type de comportement fondé sur le choix égoïste

Les préférences sont exogènes et poussent chaque décideur (ou agent) à poursuivre son intérêt personnel (encadré/figure 1). Les convictions de l'agent, distinctes et indépendantes des préférences, reposent sur des informations collectées pour l'aider à prendre une décision spécifique. Par exemple, s'il préfère ne pas être trempé, un agent doit savoir s'il va pleuvoir avant de décider de prendre ou non un parapluie lorsqu'il sort. Cette conviction repose sur la collecte d'informations, notamment par les prévisions météorologiques du soir. La préférence de ne pas être trempé, quant à elle, n'a aucune incidence sur la manière dont la conviction est formée (ainsi, les vœux pieux, où la préférence de ne pas être trempé entraîne la conviction qu'il ne va pas pleuvoir, ne sont pas autorisées dans ce modèle de comportement). Les convictions sont mises à jour si l'information change, en cas de différence des prévisions météorologiques consultées le matin par rapport à celles consultées la veille au soir. La cognition rationnelle est définie par un ensemble d'axiomes impliquant, entre autres, que les préférences peuvent toujours être ordonnées de manière cohérente.

**Encadré/Figure 1** Dans un modèle type de choix égoïste, le comportement est déterminé par la poursuite exclusive de l'intérêt personnel



**Source** : élaboration du Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir d'Elster (2015a, 2020) et Hoff et Stiglitz (2016).

résultent présentent des avantages très importants et très peu de contraintes (un pays est contraint de ne pas se soustraire à la norme, mais n'en tirerait aucun avantage). Bien que l'on estime parfois que ces normes constituent des exemples de coopération internationale superficielle<sup>30</sup>, leur existence pourrait suggérer la facilité de mettre en place une action collective mondiale qui résulte de la résolution des problèmes de coordination pour les pays souverains<sup>31</sup>.

Un scénario très différent se dessine néanmoins dans la seconde situation, lorsque la poursuite d'intérêts égoïstes divers n'est pas en adéquation avec les intérêts collectifs. Lorsque l'intérêt personnel de chaque décideur passe avant l'intérêt collectif, cette situation crée un dilemme social

entre l'intérêt personnel et l'action collective. Le chapitre 3 a montré que cette situation s'appliquait à de nombreux biens publics mondiaux. Dans ce cas, l'action collective nécessite une coopération, ce qui implique le choix d'une action sous-optimale par les décideurs pour leurs intérêts égoïstes, mais plus intéressante sur le plan collectif. La reconnaissance de la facilité de coordination des actions des pays, malgré leurs efforts pour coopérer volontairement et parfois appliquer des accords allant dans ce sens<sup>32</sup>, ouvre la voie à la création d'institutions (telles que des organisations multilatérales ou des traités internationaux) qui façonnent les incitations de manière à transformer un problème de coopération en problème de coordination<sup>33</sup>.

Les biens publics mondiaux additifs requièrent généralement de la coopération, mais il arrive que la conception des institutions permette de remodeler les incitations afin de transformer un dilemme social en un problème de coordination, comme dans le cas du Protocole de Montréal

Comment transformer les problèmes de coopération internationale en problèmes de coordination internationale ? Il est possible de tirer des enseignements de multiples exemples réussis de réorganisation (coup de projecteur 4.1). Pour les biens publics mondiaux dépendant du maillon le plus faible, tels que l'éradication d'une maladie transmissible (et éradicable) à l'échelle mondiale, nous sommes déjà proches d'un problème de coordination. Cela donne une idée du type de remaniement envisageable. En matière d'éradication des maladies, tous les pays partagent le même objectif, qui peut être défini avec certitude et précision, et chaque pays est incité à apporter sa contribution s'il a la certitude que les autres pays s'acquitteront de leur part<sup>34</sup>. Le principal défi pour les pays consiste à coordonner leurs actions de manière à maintenir les incitations à consolider les maillons les plus faibles jusqu'à l'éradication de la maladie.

Les biens publics mondiaux additifs requièrent généralement de la coopération, mais il arrive que la conception des institutions (comme les traités internationaux) permette de remodeler les incitations afin de transformer un dilemme social en un problème de coordination, comme dans le cas du Protocole de Montréal<sup>35</sup>. Demander aux pays de contribuer aux biens publics mondiaux additifs en évitant l'appauvrissement de la couche d'ozone via la réduction des émissions de chlorofluorocarbones (CFC) qui détruisent la couche d'ozone revient à lancer un appel à la coopération internationale. Néanmoins, le traité ne s'est pas contenté de cela. Il interdit également le commerce des CFC et des produits qui en contiennent entre les pays qui sont parties au traité et ceux qui ne le sont pas, ce qui incite ainsi les pays à revenu élevé à le ratifier. Cela s'explique par la bilatéralité et la réciprocité des interactions commerciales entre les pays, et par la plus grande facilité de contrôler et d'imposer le respect des règles (coup de projecteur 4.1)<sup>36</sup>.

La détermination d'un quota minimum de ratifications du Protocole de Montréal pour son entrée en vigueur a permis d'atteindre un point de basculement et d'obtenir un consensus en matière d'incitations pour garantir aux parties (à revenu élevé) non signataires des avantages grâce à ce traité, ce qui a permis de résoudre un problème de coordination<sup>37</sup>. Un amendement ultérieur a établi un mécanisme financier (le Fonds de Montréal) destiné à compenser le coût supplémentaire de la participation des pays, afin d'inciter les pays à revenu faible ou intermédiaire à signer le traité. Ces paiements annexes ont entraîné une participation quasi universelle. Enfin, les solutions technologiques de remplacement des CFC ont fait l'objet d'un partage et d'une publicité importants, y compris par

les entreprises qui avaient tout à gagner de l'adoption de ces solutions<sup>38</sup>.

---

### L'incertitude peut nuire à l'action collective internationale

Il arrive qu'une action collective soit facilitée par l'établissement de seuils, comme dans le cas de l'éradication d'une maladie (où le seuil pour une disposition complète est l'élimination de la maladie dans le pays constituant le maillon le plus faible)<sup>39</sup> ou du Protocole de Montréal (avec l'établissement d'un quota minimum de pays à respecter pour l'entrée en vigueur, en parallèle des dispositions commerciales). Le manque de certains biens publics mondiaux, tels que l'atténuation des changements climatiques ou la préservation de la biodiversité, s'explique souvent par la nécessité de rester dans les limites<sup>40</sup> afin d'éviter d'atteindre des points de basculement dans les systèmes planétaires qui pourraient avoir des conséquences catastrophiques<sup>41</sup>. L'établissement de seuils qui, une fois franchis, peuvent entraîner un effondrement catastrophique de la société, pourrait galvaniser l'action collective<sup>42</sup>. Deux conditions essentielles s'imposent néanmoins<sup>43</sup>. Premièrement, les seuils doivent être fixés de manière relativement stricte. Deuxièmement, chaque pays doit s'engager à ne pas dépasser le seuil<sup>44</sup>.

L'action collective devient plus difficile avec des seuils vagues. Dans le cas de l'éradication d'une maladie, il convient tout d'abord pour chaque pays d'atteindre zéro cas au niveau national avant d'atteindre zéro cas au niveau mondial. En l'absence de moyen clair de déterminer le montant de la contribution de chaque pays pour garantir le respect du seuil de catastrophe, il convient évidemment de trouver un accord sur la répartition de l'effort entre les pays<sup>45</sup>. Ces deux facteurs impliquent des incitations très différentes pour les pays<sup>46</sup>.

Le modèle type de choix égoïste peut fournir des indications relatives à la manière d'améliorer la fourniture de biens publics mondiaux. Ses hypothèses comportementales mettent l'accent sur le recours à des incitations, des ressources et des informations en vue de rendre la fourniture plus probable

Bien que beaucoup d'efforts se concentrent sur les estimations des dommages liés au franchissement des seuils climatiques ou sur la question de la surestimation ou de la sous-estimation des dommages<sup>47</sup>, l'incertitude relative à ces dommages ne semble pas avoir autant d'importance pour la coopération que l'incertitude concernant les seuils<sup>48</sup>. En effet, même si la décision de coopérer ou non n'a pas d'influence sur l'ampleur des dommages (qui dépend uniquement du franchissement du seuil), cette coopération éventuelle a, en revanche, une incidence sur le franchissement du seuil<sup>49</sup>.

Dans le cas des risques existentiels, ces connaissances pourraient permettre de structurer les incitations par le biais des institutions afin de permettre la coopération associée à la fourniture de biens publics mondiaux contribuant à la réduction de ces risques<sup>50</sup>. Ces observations suggèrent également qu'il est beaucoup plus important de réduire l'incertitude relative aux seuils que celle relative aux dommages, ce qui constitue une tâche difficile compte tenu de l'ambiguïté sous-jacente à de nombreux seuils d'intérêt<sup>51</sup>.

Le modèle type de choix égoïste peut, par conséquent, fournir des indications relatives à la manière d'améliorer la fourniture de biens publics mondiaux. Ses hypothèses comportementales mettent l'accent sur le recours à des incitations (dispositions commerciales du Protocole de Montréal), des ressources (le Fonds de Montréal) et des informations (sur les dommages causés par les CFC et la disponibilité de solutions de remplacement) pour augmenter la probabilité de l'approvisionnement. Ces hypothèses comportent aussi des limites, non seulement en raison de leur manque de prise en compte des comportements réels, mais également en raison de leur incapacité à rendre compte de certains obstacles à l'action collective qui requièrent une compréhension plus approfondie des moteurs du comportement humain<sup>52</sup>. Les sciences comportementales constituent un tremplin vers une explication plus approfondie du comportement.

## Appliquer les enseignements des sciences comportementales avec précaution

Les enseignements des sciences comportementales révèlent comment les décisions diffèrent du comportement prévu par le modèle type de choix égoïste (encadré 4.2)<sup>53</sup>. Ces différences facilitent une meilleure compréhension du moment et de la raison de l'action collective et permettent l'élaboration d'interventions augmentant les chances de fourniture de biens publics mondiaux<sup>54</sup>. Comme l'analyse le montrera clairement, en dépit de l'intérêt considérable suscité par l'élaboration d'interventions s'appuyant sur les sciences comportementales, on recense dans le même temps des limites importantes, qui vont du manque de reproductibilité de certains résultats à la remise en question de leur validité au-delà d'expériences spécifiques, en passant par l'hypothèse selon laquelle le décideur politique « en sait plus » que les individus, pour ne citer que quelques exemples. C'est pourquoi il est important de prendre en compte les enseignements des sciences comportementales, mais aussi de les utiliser avec précaution.

---

### Au-delà de l'égoïsme, reconnaître les préférences sociales

Avec les préférences sociales, les décideurs prennent en compte le bien-être des autres, et pas seulement leur intérêt personnel,

ce qui entraîne l'adoption de mesures prosociales en cas d'évaluation positive<sup>55</sup>. L'intérêt personnel pur peut motiver la coopération par la réciprocité dans des interactions répétées (donner quelque chose aujourd'hui en s'attendant à recevoir quelque chose en retour demain)<sup>56</sup>. Néanmoins, les individus font plus souvent preuve de générosité lorsque les autres se comportent de manière amicale et punissent plus sévèrement ceux qui ne le font pas (même si cela leur coûte cher), ce qui indique que des préférences sociales entrent probablement en jeu<sup>57</sup>.

Les différences entre les individus résident dans la mesure dans laquelle ils ont des préférences égoïstes ou prosociales et dans la manière dont ils expriment leurs préférences sociales<sup>58</sup>. Quelques enseignements intéressants figurent dans une récente étude approfondie sur les préférences sociales<sup>59</sup>. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, des chercheurs ont conclu en s'appuyant sur des données systématiques tirées d'expériences que certaines personnes avaient des préférences sociales, et les personnes interrogées qui exprimaient ces préférences étaient qualifiées de « folles »<sup>60</sup>. Pourtant, des données provenant d'échantillons nationaux représentatifs suggèrent que les personnes ayant des préférences purement égoïstes sont minoritaires dans de nombreux pays (5 à 20 % de la population dans les pays pour lesquels des données sont disponibles)<sup>61</sup>.

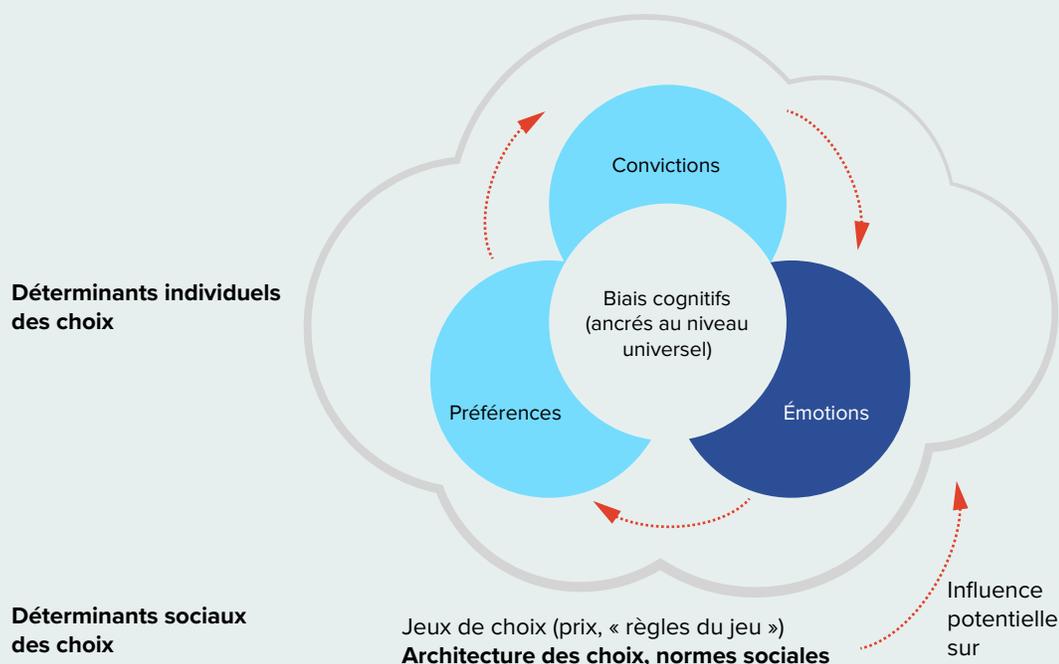
Certaines données suggèrent que les préférences prosociales constituent un facteur direct du bien-être, et ont un effet positif similaire en taille aux effets de la parentalité, du revenu et de l'éducation<sup>62</sup>. En outre, il existe des liens positifs très forts entre les préférences prosociales et la coopération<sup>63</sup>. Les collectifs plus hétérogènes (du point de vue des ressources ou des avantages tirés des biens publics) sont moins susceptibles de parvenir à une coopération durable lorsque les préférences sociales prennent la forme d'une aversion pour l'inégalité, ce qui justifie la réduction des inégalités pour favoriser la coopération<sup>64</sup>.

Ces relations entre les préférences sociales individuelles et la coopération s'étendent-elles du niveau individuel à un niveau plus agrégé ? La question de savoir si ces relations s'étendent à d'autres pays est particulièrement importante pour la fourniture de biens publics mondiaux. Certaines données suggèrent que c'est le cas (encadré 4.3). Avec l'hypothèse de préférences prosociales, la probabilité de biens publics mondiaux additifs peut être amenée à évoluer. Par exemple, dans le modèle type de choix égoïste, l'augmentation unilatérale de biens publics mondiaux additifs par un pays (notamment la réduction des gaz à effet de serre pour atténuer les changements climatiques) n'incitera non seulement pas les autres pays à y contribuer, mais elle provoquera probablement une réduction de leurs efforts. On assiste néanmoins à un changement de ce résultat attendu si les autres pays prétendent avoir des préférences prosociales : dans ce cas, les contributions aux biens publics mondiaux additifs ne sont plus de purs substituts, mais des compléments<sup>65</sup>.

## Encadré 4.2 Un modèle de choix comportemental pour la prise de décision

Les préférences, les convictions et la cognition interagissent pour façonner la manière dont les individus prennent des décisions (encadré 1). Les préférences peuvent être sociales, c'est-à-dire que l'individu prend en compte le bien-être des autres. Les préférences peuvent être inconstantes et influencées par des émotions (parfois passagères). La peur déclenchée par la conviction qu'il existe une menace tend à rendre les individus plus réfractaires au risque, tandis que la colère tend à les rendre plus enclins à prendre des risques. Les convictions sont non seulement motivées par le traitement de l'information, mais aussi par l'identité (perception d'appartenance à un groupe particulier qui défend un point de vue particulier) ou les préférences (par exemple, le raisonnement motivé, comme dans le cas des vœux pieux, qui fait croire aux individus qu'un objectif poursuivi a plus de chances d'être atteint). Lorsque les convictions sont profondément ancrées ou liées à un aspect important de l'identité d'une personne, elles peuvent déclencher des réactions émotionnelles fortes (comme lorsque la remise en question de convictions religieuses ou politiques profondément ancrées déclenche la colère, le dégoût ou la haine). Il existe de nombreuses déviations par rapport à la cognition rationnelle (par exemple, la manière dont une décision est formulée influe sur les choix, et la manière dont les personnes évaluent l'avenir ne correspond pas aux différents horizons temporels).

### Encadré 1 Le contexte social façonne les pensées et les actes des individus au moment du choix



**Portée des interventions pour orienter les choix**

- Incitations, réglementation, gouvernance
- **Sciences comportementales (amorçage, coup de pouce)**

- Inconstance potentielle des préférences (« interférence » des émotions)
- Convictions potentiellement motivées (par des préférences)
- Biais et limitations cognitifs (aversion à la perte, actualisation hyperbolique, heuristique de disponibilité...) ancrés et universels

**Note :** les termes en gras « Déterminants sociaux des choix » et « Domaines d'intervention visant à façonner les choix » (en bas à droite de la figure) indiquent les nouveaux éléments ajoutés au modèle type de comportement fondé sur le choix égoïste (qui reste pertinent).

**Source :** élaboration du Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir d'Elster (2015a, 2020) et Hoff et Stiglitz (2016).

## Exploiter les normes sociales

Les normes sociales définissent les attentes communes en matière de comportement, tout en structurant les convictions des individus et en influençant la décision de coopérer (encadré 4.4)<sup>66</sup>. Il arrive souvent qu'elles constituent des facteurs plus importants en matière de comportement que la recherche individuelle du bien-être matériel<sup>67</sup>. Elles peuvent notamment déterminer ce qui est nécessaire pour acquérir une réputation de coopérateur<sup>68</sup>. Le souci de l'image sociale peut également être à l'origine d'un comportement prosocial : les individus ont tendance à faire des choix plus prosociaux en public étant donné que la plupart d'entre eux se soucient de ce qu'ils pensent que les autres vont penser d'eux<sup>69</sup>. L'efficacité des normes sociales régissant le comportement dépend en partie de leur applicabilité (ou des convictions concernant leur applicabilité)<sup>70</sup>, de leur degré de rigueur<sup>71</sup> et de l'équilibre entre les récompenses pour leur respect et les sanctions pour leur violation<sup>72</sup>.

Les émotions jouent un rôle central dans le respect des normes sociales car les individus s'y conforment pour éviter la honte ou la culpabilité et que d'autres tentent de les faire respecter en raison de la colère ou du dégoût qu'ils éprouvent à l'égard des contrevenants<sup>73</sup>. Une norme sociale de coopération conditionnelle (coopération totale en cas de coopération totale des autres et coopération réduite en cas de diminution de la contribution des autres) peut expliquer un grand nombre de comportements régulièrement documentés au sujet de la coopération<sup>74</sup>. Lors d'interactions répétées, le comportement observé chez les autres peut influencer la décision de coopérer ou non et dans quelle mesure. Néanmoins, dans le cas d'interactions ponctuelles ou sans idée du comportement des autres, les convictions relatives au comportement supposé des autres s'avèrent déterminantes. Cet enseignement est essentiel pour l'analyse présentée au chapitre 6 sur les chances qu'ont les perceptions erronées de ce que pensent les autres d'entraver l'action collective<sup>75</sup>.

### Encadré 4.3 Les préférences sociales peuvent se transposer à plus grande échelle

Les différences majeures entre les personnes dans chaque pays sont un facteur qui complique la question de la transposition des préférences sociales à plus grande échelle. Le résultat de la coopération au niveau du groupe dépend du nombre et de l'intensité des individus ayant des préférences prosociales<sup>1</sup>. La difficulté d'obtenir une coopération entre les groupes malgré une forte coopération au sein des groupes de la société (comme pour les personnes partageant les mêmes convictions politiques) constitue un autre défi. En réalité, une forte réciprocité négative (punir ou menacer de punir sévèrement un autre groupe) peut déclencher des mesures de rétorsion (voire une agression préventive)<sup>2</sup> de la part de ceux qui sont punis ou menacés de l'être<sup>3</sup>. Cela peut donc déboucher sur un conflit intergroupe<sup>4</sup>. Le chapitre 6 analyse plus en détail les implications de ce type de dynamique intergroupe, qui s'avèrent particulièrement difficiles à gérer dans les sociétés polarisées.

Néanmoins, les progrès récents dans la mesure des différences de préférences au niveau mondial commencent à apporter des réponses sur les répercussions au niveau national. Dans une enquête<sup>5</sup> sur les préférences sociales de 80 000 personnes dans 76 pays, validée de façon expérimentale, la variation des dons caritatifs d'un pays à l'autre est corrélée avec les préférences prosociales, après contrôle des facteurs qui pourraient également expliquer les dons caritatifs<sup>6</sup>. En outre, après contrôle des mêmes facteurs, il s'avère que les pays ayant un degré plus élevé de réciprocité négative ont souffert de conflits plus violents<sup>7</sup>. Une étude portant sur 40 pays a révélé que les individus, indépendamment de leur localisation, étaient plus susceptibles de rendre un portefeuille avec de l'argent que ce qu'un modèle type de choix égoïste aurait prédit<sup>8</sup>, car les préférences prosociales (dans ce cas, mesurées par le degré auquel les préoccupations pour le bien-être s'étendent au-delà du groupe d'appartenance) ont un rôle déterminant<sup>9</sup>. Dans une autre étude portant sur 31 pays, les préférences prosociales étaient associées à une meilleure performance environnementale (un indicateur indirect de la coopération pour gérer les externalités environnementales) et les intérêts matériels importaient moins que les appels à un comportement coopératif quotidien<sup>10</sup>.

#### Notes

**1.** Dans une expérience, Fehr et Fischbacher (2003) montrent qu'une minorité d'altruistes peut forcer une majorité d'individus égoïstes à coopérer, mais que quelques égoïstes peuvent inciter un grand nombre d'altruistes à faire défection, et que le contexte importe dans les deux cas. Hauser *et al.* (2014) soulignent que des mécanismes peuvent être conçus pour garantir que ceux qui ont des préférences prosociales puissent freiner les transfuges dans un jeu de biens publics intergénérationnel. Enfin, Gächter, Kölle et Quercia (2017) montrent l'importance que revêt le fait de fournir ou de maintenir un bien public. **2.** Böhm, Rusch and Güreker (2016). **3.** Nikiforakis (2008). **4.** Pour un examen plus approfondi des fondements psychologiques des conflits entre groupes, voir Böhm, Rusch et Baron (2020) et De Dreu *et al.* (2022). Il apparaît de plus en plus évident qu'il existe des différences entre les dispositions à la défense et à l'attaque. Par exemple, conformément à l'aversion pour les pertes, les expériences suggèrent que les individus investissent plus de ressources pour se protéger contre les pertes que pour remporter la victoire (Chowdhury et Topolyan, 2016 ; De Dreu et Gross, 2019). **5.** Voir Falk *et al.* (2023) pour plus de détails. **6.** Falk *et al.* (2018). **7.** Cette variation des préférences semble profondément ancrée dans l'histoire et dépendre du chemin parcouru (Becker, Enke et Falk, 2020). **8.** Le mode d'interaction (en personne ou en ligne) a fait la différence. L'interaction en ligne multiplie par trois la tricherie par rapport aux interactions en personne (Cohn, Gesche et Maréchal, 2022). **9.** Cohn *et al.* (2019). **10.** Van Doesum *et al.* (2021). Les résultats ont été contestés (Komatsu, Rappleye et Silova, 2022) mais semblent se confirmer après examen (Van Doesum *et al.*, 2022).

#### Encadré 4.4 « Ce n'est pas un mensonge si vous y croyez » : convictions, normes sociales et action collective

La formation des convictions et leur interaction avec les préférences et les émotions ont des implications pour l'action collective<sup>1</sup>. En ce qui concerne les convictions relatives au comportement des autres au cours des interactions sociales, l'approche type de choix égoïste suppose que tout le monde se comporte de la même manière<sup>2</sup>. L'approche comportementale permet plus de nuances et de variabilité dans la manière dont nous appréhendons le comportement des autres, qui peut être influencée par des facteurs allant de la capacité des agents à communiquer<sup>3</sup> aux perceptions de la confiance entre les agents<sup>4</sup> et aux hypothèses sur les préférences des autres (s'ils sont des coopérateurs conditionnels)<sup>5</sup>.

Les mécanismes de contrôle et de sélection des personnes avec lesquelles coopérer sont essentiels au maintien de la coopération<sup>6</sup>, car la réputation est un facteur déterminant de l'opinion selon laquelle les contreparties sont susceptibles de coopérer (ou de rendre la pareille à l'avenir)<sup>7</sup>. Ces mécanismes peuvent également soutenir la coopération entre les groupes (y compris les pays) dans le cadre de ce que l'on a appelé la « coopération universelle »<sup>8</sup>.

Les individus ne sont pas tous influencés de la même manière par les décisions et les comportements des autres<sup>9</sup>. Il existe de nombreuses données selon lesquelles la comparaison sociale constitue un puissant moteur de changement des comportements individuels, y compris des changements visant à lutter contre les changements climatiques<sup>10</sup>. L'évolution des normes sociales peut également entraîner des changements pour un comportement plus coopératif<sup>11</sup> face aux menaces<sup>12</sup>. En outre, la contagion sociale semble être un mécanisme puissant conduisant à un comportement coopératif proactif, non seulement pour répondre aux menaces, mais également en cas de reproduction du comportement des voisins, comme c'est le cas pour l'adoption de panneaux solaires<sup>13</sup>. Les individus sont plus enclins à modifier leur comportement lorsqu'ils observent les autres agir que lorsqu'ils reçoivent simplement des informations sur les avantages de l'action coopérative<sup>14</sup>. Les interventions politiques peuvent faire basculer les normes sociales vers des résultats plus souhaitables (y compris une plus grande coopération)<sup>15</sup>. Par ailleurs, ce potentiel a été étudié dans le cadre d'un large éventail de défis, qui vont de la gestion de la désinformation à l'amélioration de la santé publique et à la promotion de l'action collective pour le développement durable<sup>16</sup>.

#### Notes

**1.** Isler *et al.* (2021). La citation figurant dans le titre de l'encadré est une réplique du personnage George Costanza dans la série télévisée « Seinfeld », telle qu'utilisée dans Bicchieri, Dimant et Sonderegger (2019). **2.** Cela inclut également les convictions subjectives, notamment relatives à l'optimisme ou au pessimisme des pays, comme traité par Im, Iriş et Ko (2022). Fehr et Charness (à paraître) examinent les préférences sociales dépendantes des convictions (où les convictions sur les intentions des autres joueurs comptent) à l'aide de modèles de réciprocité et d'aversion à la culpabilité (liés aux théories qui incluent les émotions dans les préférences sociales). **3.** Barbieri (2023) ; Crawford (2019) ; Ellingsen, Östling et Wengström (2018). **4.** Bose et Camerer (2021) ; Schilke, Reimann et Cook (2021). Les émotions influencent la manière dont les convictions de confiance sont formulées, les personnes en colère étant généralement considérées comme moins dignes de confiance (Kausel et Connolly, 2014). Certaines données suggèrent que les personnes qui préfèrent à la fois être honnêtes et être perçues comme telles sont plus susceptibles de dire la vérité (Abeler, Nosenzo et Raymond, 2019). **5.** Engelmann *et al.* (2019) montrent les signaux neuronaux en cas de violation des convictions sur la coopération conditionnelle. **6.** En passant en revue la littérature expérimentale sur les jeux infiniment répétés, Dal Bó et Fréchet (2018) constatent que bien que la coopération puisse être soutenue dans les équilibres, cela n'implique pas que la plupart des sujets coopèrent pour commencer, et que la coopération n'émergera qu'en cas de résistance de la structure du jeu à l'incertitude stratégique. **7.** Balliet et Van Lange (2013) ; Gross et De Dreu (2019) ; Jordan et Kteily (2023) ; Rand et Nowak (2013) ; Roberts *et al.* (2021). **8.** Gross *et al.* (2023). **9.** Kendal *et al.* (2018) ; Mesoudi *et al.* (2016). En partie parce que cette quantité d'informations sociales est « gaspillée », dans la mesure où elle n'est pas utilisée dans la prise de décision individuelle (Morin *et al.*, 2021), ce qui entraîne une hétérogénéité au sein de la population. **10.** Dans une méta-analyse de second ordre portant sur 10 méta-analyses de 430 études primaires, Bergquist *et al.* (2023) ont constaté que la comparaison sociale était l'un des mécanismes les plus importants pour induire des changements de comportement, par exemple en faveur du transport durable ou de la consommation circulaire en vue d'atténuer les changements climatiques. **11.** Pour un examen des données, des mécanismes et du potentiel d'inspiration des interventions destinées à exploiter les normes sociales, voir Frank (2021). Voir aussi PNUD (2020b). Pour les dimensions sociales des choix de fécondité et des modes de consommation, voir Barrett *et al.* (2020). **12.** Szekeley *et al.* (2021). **13.** Allcott (2011) ; Barnes, Krishen et Chan (2022) ; Bollinger et Gillingham (2012). **14.** Kraft-Todd *et al.* (2018). **15.** Andreoni, Nikiforakis et Siegenthaler (2021). **16.** Nyborg *et al.* (2016). Voir le compte rendu dans Efferson, Vogt et von Fiüe (à paraître).

Les normes sociales peuvent être exploitées pour modifier l'action collective à l'échelle<sup>16</sup> (voir encadré 4.4) et présentent des caractéristiques distinctives qui s'agrègent aux pays, ce qui explique les différences de comportement coopératif<sup>17</sup>. L'une de ces caractéristiques est la rigueur des normes sociales (mesurée par la sévérité des sanctions infligées aux comportements qui s'écartent de la norme), qui semble varier systématiquement d'un pays à l'autre<sup>18</sup> et évoluer dans le temps<sup>19</sup>. Face à une menace collective<sup>20</sup>, il arrive que les pays aux normes les plus strictes coopèrent mieux à l'intérieur

du pays grâce au ciment cohésif que constituent des normes sociales fortes<sup>21</sup>. Un durcissement extrême peut néanmoins rendre la coopération entre les groupes ou les pays plus difficiles (voire déclencher des conflits)<sup>22</sup>. La mise en place de normes sociales plus strictes peut également compliquer les adaptations à un contexte changeant, ce qui peut entraîner une inadéquation entre les accords de coopération internes et internationaux face aux nouvelles menaces et aux nouveaux défis, avec des implications pour la fourniture de nouveaux biens publics mondiaux<sup>23</sup>.

**Le leadership peut favoriser et soutenir des normes sociales favorables à la coopération internationale : il peut faire évoluer les normes et déclencher des actions réciproques de la part d'autres pays, ce qui renforce la norme de contribution au bien public mondial**

En outre, les normes mondiales influencent souvent les décisions des pays<sup>84</sup>. Par exemple, les normes contre l'inégalité des genres se sont répandues dans le monde entier<sup>85</sup>. Comme pour toute norme sociale, on ne peut néanmoins considérer que les progrès sont acquis. Il peut également faire l'objet de contestations, en particulier lorsque la polarisation alimente des réactions négatives à l'égard de normes plus inclusives, comme nous le verrons au chapitre 6<sup>86</sup>. Le leadership peut favoriser et soutenir des normes sociales favorables à la coopération internationale, par exemple lorsqu'un pays prend l'initiative de fournir un bien public mondial additif tel que l'atténuation des changements climatiques : il peut faire évoluer les normes et déclencher des actions réciproques de la part d'autres pays, ce qui renforce la norme de contribution au bien public mondial<sup>87</sup>.

---

### S'appuyer sur les biais cognitifs

On a recensé près de 200 biais cognitifs permettant d'expliquer plusieurs énigmes en sciences sociales<sup>88</sup>, ce qui a ouvert la voie à de nouvelles interventions politiques et motivé un large éventail d'organisations<sup>89</sup> et d'initiatives dans le monde entier qui cherchent à enrichir les politiques publiques de ces enseignements. (figure 4.2 et coup de projecteur 4.2)<sup>90</sup>. Par exemple, l'aversion à la perte (lorsque les individus se soucient davantage d'une perte que d'un gain équivalent) a été documentée de manière empirique dans un grand nombre d'études<sup>91</sup>. Cette idée a permis d'expliquer des comportements dans lesquels le fait d'être perçu comme une perte ou un gain influence des décisions allant de la durée du travail<sup>92</sup> aux choix politiques<sup>93</sup>, en passant par les raisons pour lesquelles les personnes ont tendance à s'accrocher à leurs convictions<sup>94</sup> et à l'élaboration de stratégies visant à favoriser l'apprentissage<sup>95</sup>. Plus généralement, les informations sur le comportement ont contribué à l'élaboration de politiques<sup>96</sup> grâce à de nouveaux outils politiques (tels que les coups de pouce [« *nudges* », en anglais]) qui permettent de mieux prédire les répercussions des politiques et de générer de nouvelles implications sur la manière d'améliorer le bien-être<sup>97</sup> et sa distribution<sup>98</sup>.

Certaines interventions reposant sur la reconnaissance des biais cognitifs cherchent à modifier directement le comportement individuel, souvent par le biais de coups de pouce, qui ont donné des résultats encourageants dans certains domaines<sup>99</sup>. Malgré des actions de sensibilisation, notamment pour soutenir la réponse à la pandémie de COVID-19<sup>100</sup>, l'utilisation des connaissances issues de l'identification des biais cognitifs s'est avérée mitigée (encadré 4.5).

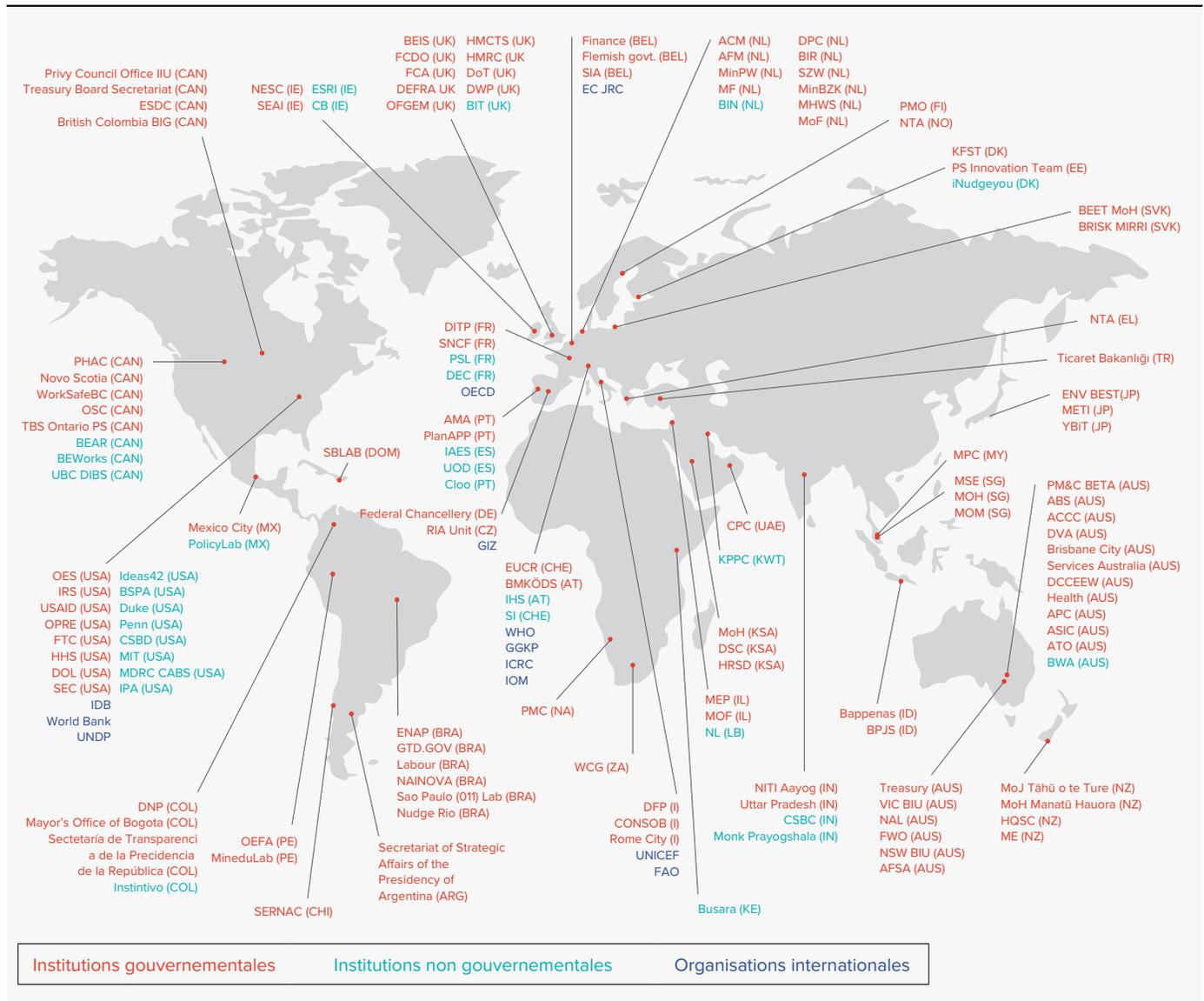
En réalité, les connaissances issues des sciences comportementales doivent non seulement relever les défis liés à la reproductibilité de plusieurs études, mais elles sont également confrontées au problème de l'absence d'une théorie globale capable de rendre compte de la multiplicité des biais documentés (coup de projecteur 4.2)<sup>101</sup>. Plutôt que de fournir des descriptions de comportement empiriquement plus réalistes, ou un catalogue de maux à traiter par des coups de pouce, l'intérêt des résultats des sciences comportementales pourrait résider dans le fait de servir de guide pour aider les décideurs à atteindre les résultats collectifs souhaités<sup>102</sup>. Cela nécessite néanmoins un cadre pour interpréter la manière dont ces biais interagissent avec les institutions et les déterminants plus généraux du comportement humain (examinés jusqu'à présent comme s'ils étaient universels et programmés, une hypothèse qui sera abandonnée dans la section suivante)<sup>103</sup>.

## Reconnaître comment la culture façonne les comportements et les institutions

Les comportements observés au cours de la pandémie de COVID-19 illustrent l'importance d'une compréhension plus large du comportement, qui va au-delà du choix égoïste et des informations sur le comportement et s'étend à une prise en compte explicite du rôle de la culture et de son évolution au fil du temps (encadré 4.6)<sup>104</sup>. On recense de nombreuses approches pour y parvenir, que ce soit celle des sociologues qui s'intéressent à la structuration à celle des anthropologues qui s'intéressent à l'économie et à la politique culturelles, en passant par les approches qui se concentrent sur l'économie politique structurelle<sup>105</sup>. L'évolution culturelle (coup de projecteur 4.3) est l'une des approches qui prennent en compte les perspectives historiques, sociales et relationnelles qui ont été poursuivies dans de nombreuses disciplines. Il s'agit d'une façon de tenir compte de l'interaction entre le comportement et la culture dans différentes sociétés et de créer des ensembles adaptés pour relever les défis de la coopération à grande échelle, avec des caractéristiques culturelles et comportementales distinctes<sup>106</sup>.

Il est possible de s'appuyer sur les enseignements tirés de la reconnaissance de la manière dont les comportements et les institutions dépendent du contexte social et de son évolution dans le temps pour relever des défis communs, notamment la fourniture de biens publics mondiaux tels que l'atténuation des changements climatiques. Ces connaissances suggèrent que l'on peut s'attendre à ce que les individus réagissent différemment à différentes interventions, au lieu de supposer que tous les individus se comportent selon le modèle type de choix égoïste ou qu'ils sont tous limités par des biais cognitifs et autres universels et bien ancrés<sup>107</sup>. Une autre idée repose sur l'importance de comprendre l'interaction entre la psychologie des normes sociales et l'identité sociale pour comprendre les moteurs de la coopération<sup>108</sup>. Pour comprendre pourquoi et

**Figure 4.2** Des efforts généralisés s'appuient sur les informations sur le comportement pour éclairer les politiques publiques



**Source :** Organisation de coopération et de développement économiques, Observatoire de l'innovation dans le secteur public (<https://oecd-opsi.org/blog/mapping-behavioural-insights/>).

comment, examinons d'abord les dangers des interventions qui partent de l'une ou l'autre extrémité de l'interaction comportement-institution (voir figure 4.1).

### Danger d'ignorer l'interaction entre les comportements et les institutions

Le danger de commencer par les institutions est peut-être mieux compris. La transposition d'institutions<sup>109</sup> du contexte dans lequel elles ont vu le jour vers des environnements présentant des contextes comportementaux, sociaux et économiques différents a été largement documentée. Les

institutions, y compris les institutions juridiques et les mécanismes d'application du droit formel, contribuent généralement à façonner les comportements s'il existe déjà un équilibre résultant d'un ensemble sous-jacent de convictions qui soutiennent la coopération<sup>110</sup>. Cela peut très bien être le cas dans un contexte international, à l'exception peut-être des interactions où la réciprocité directe favorise la coopération ; certaines données suggèrent que l'efficacité des accords internationaux ne dépend parfois pas de l'existence d'un mécanisme d'application<sup>111</sup>.

Les institutions formelles définissent des caractéristiques structurelles très importantes des sociétés contemporaines. Il s'avère donc essentiel de comprendre les défauts de ces

#### Encadré 4.5 Les promesses et les dangers des coups de pouce pour changer les comportements

Les coups de pouce tentent de modifier le contexte de choix afin d'augmenter la probabilité de voir les individus prendre des décisions qui contribuent à la réalisation d'un objectif politique sans exclure d'autres choix ou en s'appuyant sur des incitations économiques (par exemple, en modifiant les options par défaut sur les dons d'organes ou l'épargne retraite ou en présentant les incitations comme des pertes plutôt que des gains, compte tenu de l'aversion à la perte)<sup>1</sup>. Ils ne cherchent pas seulement à améliorer le bien-être individuel, mais aussi à relever des défis collectifs, à l'instar des coups de pouce verts destinés à modifier les comportements en faveur de choix respectueux du climat et de l'environnement<sup>2</sup>. Ils sont susceptibles d'accroître l'efficacité des interventions fondées sur les prix visant à atténuer les changements climatiques, telles que les taxes sur le carbone, notamment par l'intermédiaire d'une meilleure acceptation des taxes par le public<sup>3</sup>. Ainsi, les enseignements des sciences comportementales relatifs aux biais cognitifs sont désormais régulièrement pris en compte dans la conception et la mise en œuvre des politiques environnementales<sup>4</sup> et dans la fourniture de biens publics mondiaux tels que la stabilité du climat<sup>5</sup> et la conservation de la biodiversité<sup>6</sup>. La possibilité de tirer des enseignements des sciences comportementales a fait l'objet d'études pour améliorer la fourniture de biens publics mondiaux dans le cadre du droit international<sup>7</sup> et des relations internationales<sup>8</sup>.

Une fois de plus, la question est de savoir dans quelle mesure le comportement individuel se traduit par des résultats globaux biaisés. Par exemple, les personnes peuvent se sélectionner elles-mêmes ou être classées dans des groupes présentant des degrés similaires de biais cognitifs. Dans ce cas, certains groupes pourraient s'écarter moins que d'autres, dans l'ensemble, du comportement fondé sur le choix égoïste. Même avec ce type de tri, l'importance des biais dépend de la décision envisagée pour accomplir un certain type de tâche. Pour certaines tâches, un groupe réunissant des individus qui se comportent davantage selon le modèle de choix égoïste ne produit pas de résultats agrégés biaisés. Pour d'autres tâches, en revanche, les biais peuvent être amplifiés dans l'ensemble, y compris lorsque les choix égoïstes et les personnes biaisées sont triés dans des groupes différents<sup>9</sup>.

La compréhension de la manière et de la raison de l'importance de ce tri pour certaines tâches et pas pour d'autres constitue un domaine de recherche important. Cela s'avère particulièrement pertinent dans le contexte international, où les décisions prises au nom des pays négociant des traités le sont par des personnes habilitées à représenter ces pays. Dans les négociations sur les changements climatiques, les pairs négociateurs considèrent que la crédibilité des engagements des pays en matière d'atténuation des changements climatiques dépend de la qualité des institutions de ces pays, les facteurs économiques tels que les avantages et les coûts économiques de ces engagements ayant moins d'influence sur la crédibilité<sup>10</sup>.

Il est donc particulièrement important de savoir si les décideurs sont sujets à des préjugés. D'aucuns ont fait valoir que les décideurs de l'élite étaient généralement moins sujets aux préjugés et agissaient davantage conformément au modèle de choix égoïste<sup>11</sup>. Néanmoins, cela ne veut pas dire qu'ils ne sont pas du tout influencés par des préjugés<sup>12</sup>, en particulier lorsque leurs décisions portent sur des questions importantes pour la vie des êtres humains (changements climatiques, gestion d'une pandémie). L'opinion publique<sup>13</sup> (ou, au minimum, la perception de l'opinion publique par les élites<sup>14</sup>) compte et est souvent conditionnée par des biais cognitifs<sup>15</sup>.

Le degré d'efficacité des coups de pouce et des autres types d'interventions comportementales fait l'objet d'un débat permanent<sup>16</sup>. Dans une étude portant sur 73 essais contrôlés aléatoires réalisés dans 67 villes américaines en collaboration avec une unité nationale spécialisée dans les coups de pouce, moins d'un tiers d'entre eux ont été adoptés dans le cadre d'une politique<sup>17</sup>. On recense plusieurs obstacles à la transposition des connaissances issues des sciences comportementales en politiques<sup>18</sup>, mais les débats récents relatifs à l'ampleur des effets des interventions rapportés dans la littérature ont encore réduit l'enthousiasme des décideurs politiques<sup>19</sup>. Les informations recueillies à partir de plus de 200 études rapportant 440 tailles d'effet restent peu concluantes<sup>20</sup>. Il existe également une différence entre les effets rapportés sur de petits échantillons et les effets réalisés lors de la mise en œuvre d'interventions à grande échelle. Dans 126 essais contrôlés aléatoires portant sur 23 millions de personnes, l'effet moyen des interventions (c'est-à-dire à l'échelle du nombre de personnes couvertes) était de 1,4 point de pourcentage, contre 8,7 points de pourcentage dans la littérature qui s'appuie généralement sur de petits échantillons<sup>21</sup>.

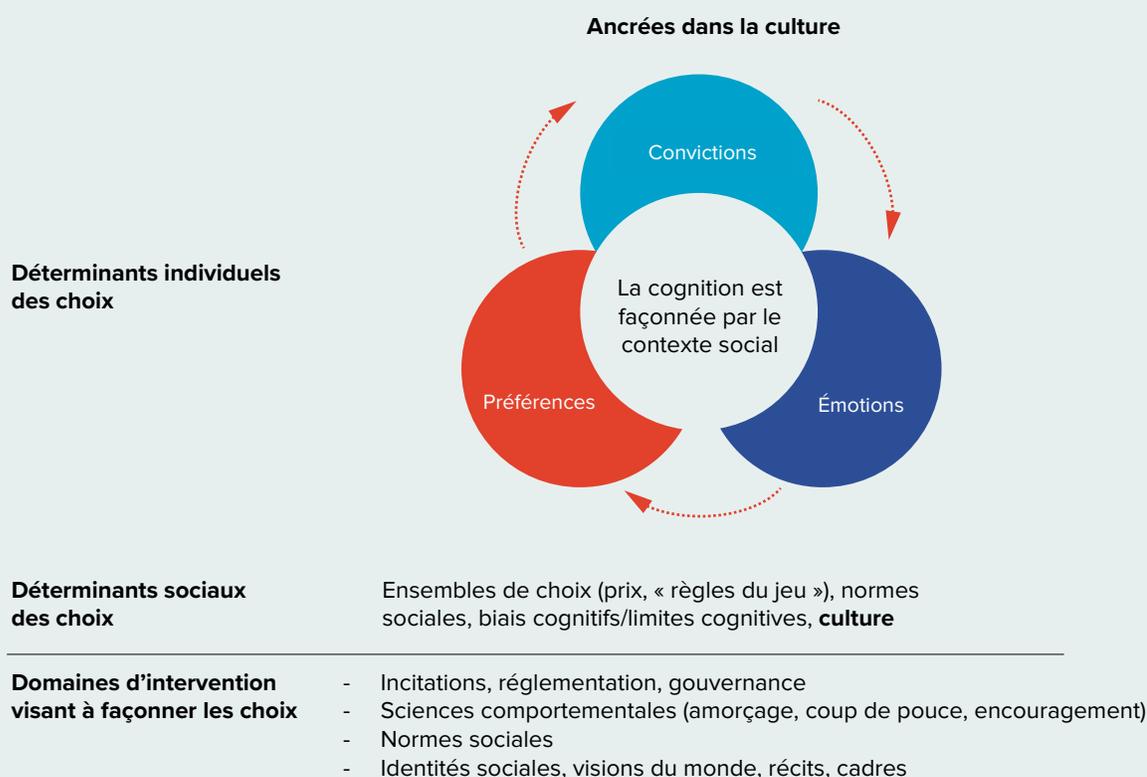
#### Notes

**1.** Thaler (2018) ; Thaler et Sunstein (2003). **2.** Carlsson *et al.* (2021). Certains coups de pouce verts sont apparemment très efficaces. Par exemple, en Chine, les coups de pouce verts ont multiplié par six la part des commandes de nourriture sans couverts, ce qui a réduit la quantité de déchets plastiques (He *et al.*, 2023). **3.** Gravert et Shreedhar (2022). **4.** Pour un examen général, voir Carlsson et Johansson-Stenman (2012). **5.** Voir Brekke et Johansson-Stenman (2008) pour un cadre et une première analyse. **6.** Travers *et al.* (2021). **7.** van Aaken (2018). Bien que l'on ait également attiré l'attention sur certaines limites potentielles. Voir l'introduction d'un colloque sur ce thème dans van der Zee, Fikfak et Peat (2021), ainsi que dans Yildiz et Yüksel (2022). **8.** Davis (2023) ; Davis et McDermott (2021). **9.** Enke, Graeber et Oprea (2023). **10.** Victor, Lumkowsky et Dannenberg (2022). **11.** Hafner-Burton, Hughes et Victor (2013). Des données indiquent également que certaines élites semblent avoir peu de préférences sociales (Fisman *et al.* 2015). **12.** Comme indiqué dans Mildemberger et Tingley (2019). **13.** Anderson, Böhmelt et Ward (2017) ; Oehl, Schaffer et Bernauer (2017). **14.** Hertel-Fernandez, Mildemberger et Stokes (2019). **15.** Webster et Albertson (2022). **16.** Voir, par exemple, Dimant, van Kleef et Shalvi (2020), Guttman-Kenney *et al.* (2023) et Bicchieri et Dimant (2022). **17.** DellaVigna, Kim et Linos (2022). **18.** Comme indiqué dans Linos (2023). Pour une série de propositions sur la manière de surmonter certaines de ces difficultés, voir Mažar et Soman (2022). **19.** En outre, les interventions comportementales n'ont pas permis de relever certains défis majeurs, tels que la réduction des inégalités économiques (Ruggeri *et al.*, 2022). **20.** L'étude initiale de Mertens *et al.* (2022a) indique un *d* de Cohen (une mesure normalisée de la différence entre la moyenne du groupe non traité et celle du groupe traité) de 0,43, mais après avoir analysé de nouveau les données et corrigé le biais de publication (le fait de ne publier que les résultats statistiquement significatifs ; les résultats plus surprenants sont plus susceptibles d'être publiés) et l'hétérogénéité (le fait de savoir si les résultats s'étendent au-delà de l'échantillon utilisé pour l'étude), Szaszi *et al.* (2022) trouvent un effet de 0 (dans une réponse, Mertens *et al.* (2022b) conviennent de l'importance d'aborder les questions associées au biais de publication et à l'hétérogénéité). **21.** En ce qui concerne les deux unités coup de pouce aux États-Unis, voir DellaVigna et Linos (2022) et Webster et Albertson (2022).

**Encadré 4.6 Le contexte social façonne les actions des individus et la façon dont ils se perçoivent.**

La prise en compte des interactions entre le comportement et la culture suggère que les choix humains doivent être compris dans le contexte social qui façonne non seulement les préférences individuelles et l'architecture des choix, mais aussi la façon dont les individus se perçoivent et perçoivent les autres (figure 1 de l'encadré)<sup>1</sup>, c'est-à-dire ce qu'ils sont, leur identité<sup>2</sup>. L'intrication du comportement et de la culture offre la possibilité de comprendre les processus de choix social et de déterminer les domaines potentiels d'intervention, de manière à savoir quand et comment ceux-ci peuvent se renforcer mutuellement, au lieu de placer tous les espoirs dans les institutions ou le comportement pour renforcer l'action collective. Cette approche implique également d'admettre que certains processus de choix social évoluent de manière endogène, de sorte que les interventions peuvent avoir des conséquences involontaires. Même s'il n'est pas possible de prévoir ces conséquences avec précision, le fait d'être conscient de cette possibilité et de comprendre les mécanismes par lesquels des conséquences involontaires apparaissent peut améliorer la conception et la mise en œuvre des politiques<sup>3</sup>. Les critères de conception des interventions (comportementales ou institutionnelles) devraient donc tenir compte de l'efficacité et de l'équité ainsi que de l'évolution efficiente des institutions afin de prendre en compte à la fois l'évolution du monde et la dynamique endogène du changement entre les comportements et les institutions<sup>4</sup>.

**Figure 1 de l'encadré Le contexte social façonne l'identité des individus**



**Note :** les termes en gras « Déterminants sociaux des choix » et « Domaines d'intervention visant à façonner les choix » (en bas à droite de la figure) indiquent les nouveaux éléments ajoutés au modèle de choix égoïste et au modèle de choix comportemental (qui reste pertinent).  
**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir de Hoff et Stiglitz (2016).

**Notes**

**1.** Lamont (2023). **2.** La discussion en est arrivée là, mais il s'agit du point de départ pour la sociologie (Lamont, 2019). C'est pourquoi la perspective sociologique est également pertinente, en particulier les dernières évolutions sur la prise en considération de la culture comme une boîte à outils dans laquelle les individus puisent des ressources culturelles pour conduire leur vie (Swidler, 1986). Cette perspective sociologique s'inspire en partie des enseignements des sciences cognitives et comportementales (DiMaggio, 1997 ; DiMaggio et Markus, 2010 ; Lamont *et al.*, 2017), qui ont déjà été pris en compte dans des modèles et des récits de changement institutionnel par des économistes (Acemoglu et Robinson, 2022, 2023). **3.** Hébert-Dufresne *et al.* (2022) présentent un modèle de ce processus endogène de choix social. **4.** Schimmelpfennig et Muthukrishna (2023).

caractéristiques structurelles (qui peuvent exacerber les inégalités de développement humain, perpétuer l'exclusion ou entraver l'action collective) et de savoir comment les modifier<sup>112</sup>. La contribution de l'analyse présentée dans cette section à cet objectif n'est pas d'ignorer la politique ou de minimiser l'importance des institutions formelles, mais plutôt d'examiner l'influence des hypothèses sur le comportement sur l'identification de ces défauts et ce qu'il convient de faire pour les corriger (encadré 4.7)<sup>113</sup>.

Il s'avère également dangereux de tenter d'aller à l'opposé, vers un changement de comportement favorisant les résultats collectifs et ne tenant pas compte du contexte institutionnel et culturel général dans lequel les changements sont poursuivis. Comme nous l'avons vu, les changements de comportement peuvent être recherchés directement (en créant des coups de pouce, par exemple) ou indirectement (en amenant les individus à modifier volontairement leurs choix sur la base de l'observation des autres, en particulier lorsque les normes sociales atteignent des points de basculement qui rendent les comportements bénéfiques pour l'individu et pour la société omniprésents)<sup>114</sup>. Il est possible de mobiliser ces processus pour soutenir la fourniture de biens publics mondiaux<sup>115</sup>. L'adoption par imitation a joué un rôle crucial dans la diffusion des panneaux solaires en Allemagne dans les années 2000, passant d'une adoption initiale lente à une diffusion rapide qui a conduit le pays à produire plus d'énergie solaire par habitant que n'importe quel autre pays en 2009<sup>116</sup>.

---

### **Pour renforcer l'action collective, il faut comprendre les différences de préférences et de convictions façonnées par les contextes sociaux**

Les interventions peuvent déclencher une évolution rapide des normes sociales<sup>117</sup>, mais il convient de comprendre la répartition des préférences et des convictions au sein de la population pour déterminer quand et comment se produit le basculement. Les préférences et les convictions peuvent être façonnées par les contextes culturels et sociaux, et ignorer les différences peut conduire à des interventions inefficaces ou, pire, malavisées (encadré 4.8)<sup>118</sup>. Les études expérimentales s'appuient souvent sur des étudiants universitaires ou des segments de la population plus prospères que la moyenne. La force des effets comportementaux varie également au sein de la population en fonction du niveau d'éducation et de revenu (figure 4.3).

On observe également des disparités entre les pays lorsque les effets basés sur une intervention n'ont pas été observés lors de la mise en œuvre de l'intervention d'une autre manière<sup>119</sup> ou lors de l'analyse des interventions dans plusieurs pays. Ces différents résultats soulignent l'importance de reconnaître le type d'interaction des comportements et des institutions avec la culture<sup>120</sup>. Il est reconnu depuis longtemps que les résultats des expériences relatives aux informations sur le comportement

menées dans les pays à revenu élevé d'Europe et d'Amérique du Nord ne sont pas généralisables, comme le montre l'impossibilité de reproduire les résultats dans d'autres contextes<sup>121</sup>. En outre, au cours de l'histoire de l'humanité et même aujourd'hui, la plupart des individus n'ont pas vécu dans de tels environnements<sup>122</sup>, ce qui implique de faire preuve de prudence au moment de généraliser des affirmations tirées des résultats basés sur des échantillons provenant de ces environnements<sup>123</sup>.

### **Les préférences et les convictions peuvent être façonnées par les contextes culturels et sociaux, et ignorer les différences peut conduire à des interventions inefficaces ou, pire, malavisées**

Des travaux récents ont mis en évidence des différences culturelles concrètes de préférences et de convictions associées à l'inégalité économique, ce qui était l'idée selon laquelle des processus culturels façonnent cette diversité entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci<sup>124</sup>. Les préférences relatives au degré d'inégalité que les personnes acceptent ou refusent dépendent en grande partie des types d'inégalité qu'elles considèrent comme injustes<sup>125</sup>. Des enquêtes représentatives menées dans 60 pays ont souligné des variations entre les pays dans le degré d'adhésion à l'une de ces trois opinions sur l'équité : les égalitaristes (qui considèrent que toutes les inégalités sont injustes), les méritocrates (qui considèrent que les inégalités dues aux différences de performance sont justes, mais que celles dues à la chance sont injustes) et les libertaires (qui considèrent que toutes les inégalités sont justes). Une grande partie de la population de plusieurs pays à revenu élevé adhère à la vision méritocratique, sur laquelle reposent certaines théories normatives de la distribution, selon laquelle on ne devrait pas considérer que les individus sont responsables des résultats qui échappent à leur contrôle (figure 4.4)<sup>126</sup>.

Ce point de vue n'est pas bien représenté dans de nombreux autres pays. Il existe également de grandes différences dans les deux autres catégories dans les pays comptant la même proportion de personnes ayant une vision méritocratique. Par exemple, bien que la Norvège et les États-Unis comptent des proportions similaires d'individus méritocrates, les États-Unis ont une part beaucoup plus importante de libertaires et la Norvège une part beaucoup plus importante d'égalitaristes<sup>127</sup>. En outre, il existe des différences au sein des sociétés. En Norvège, la proportion d'égalitaristes est beaucoup plus élevée chez les jeunes de 15 ans issus de ménages démunis que chez ceux issus de ménages aisés<sup>128</sup>. Alors que la plupart des enfants de cinquième année sont égalitaristes, la proportion de méritocrates augmente dans les années supérieures et est majoritaire en treizième année<sup>129</sup>.

L'expérience et le contexte social façonnent ainsi l'opinion des individus sur l'équité, ce qui indique une fois de plus que les processus culturels façonnent les préférences tout au long du cycle de vie. Les convictions des individus au sujet des sources

## Encadré 4.7 Où sont les politiques ?

Une manière simplifiée de déterminer où résident les politiques consiste à supposer qu'il existe deux types d'interactions pertinentes pour l'action collective au sein des pays<sup>1</sup>. L'un concerne la mise en place des règles du jeu, c'est-à-dire les conditions dans lesquelles la société est gouvernée. Cela peut être considéré comme la sphère politique, qui détermine qui détient le pouvoir de faire quoi et comment<sup>2</sup>. Les règles sont codifiées dans des documents, qu'il s'agisse de constitutions, de codes civils et pénaux ou de jurisprudence (en bref, la loi). La création, l'application et le respect de la loi sont assurés par des institutions formelles. Les interactions de l'autre type se déroulent alors dans le cadre de la loi ; il s'agit des décisions sociales et économiques prises par les individus et d'autres institutions formelles (celles qui ont un statut juridique, comme les entreprises ou les organisations de la société civile). Chacun de ces domaines fait l'objet de disciplines à part entière, notamment les sciences politiques dans le premier cas, et une grande partie des sciences économiques dans le second.

Les deux types d'interactions sont mutuellement constitutifs. Par exemple, les règles peuvent permettre l'accumulation de richesses et de ressources par certains agents qui peuvent ensuite mobiliser ces ressources pour renforcer leur avantage économique dans le domaine des interactions politiques, par la prise directe de fonctions politiques, le lobbying ou l'utilisation des médias.

Cependant, aussi importantes que soient la loi et les règles, il est de plus en plus admis que les contrats sont notoirement incomplets (et que les externalités sont omniprésentes), l'incomplétude irréductible de la loi et des institutions formelles étant particulièrement significative dans des contextes d'incertitude<sup>3</sup>. Ainsi, le comportement économique et social est également régi en partie par des normes sociales dans lesquelles la formation des convictions et des préférences et la manière dont celles-ci évoluent au fil du temps et en fonction des individus et des pays revêtent une importance cruciale<sup>4</sup>.

Toutefois, les hypothèses comportementales et le rôle des convictions sont importants même sans assumer l'incomplétude irréductible de la loi. Pourquoi les individus se conforment-ils à la loi et comment l'ordre social peut-il être maintenu dans des sociétés diverses ? Le modèle de choix égoïste suppose que les individus sont animés par la recherche de gains personnels et l'évitement de pertes, de sorte que les hypothèses comportementales suggèrent l'utilisation de stratégies qui dissuadent les contrevenants à la loi<sup>5</sup>. Si ces stratégies sont importantes, il en va de même pour les convictions concernant la légitimité des institutions formelles : la légitimité est un concept destiné à cerner les convictions qui stimulent l'obéissance volontaire<sup>6</sup>.

Dans cette perspective, les individus se conforment à la loi en partie en raison d'un engagement commun à respecter les institutions formelles, soutenu par la conviction qu'il existe une obligation d'obéir (légitimité fondée sur les valeurs), qui se reflète ensuite dans le respect effectif de la loi (légitimité comportementale). Dans ce cadre, la légitimité fondée sur les valeurs s'appuie sur des éléments relatifs à la perception des institutions formelles (motivations des dirigeants, compétence administrative et performance des institutions formelles dans la réalisation de leurs objectifs publics, y compris la fourniture de biens publics) et sur des points de vue concernant la justice procédurale (le fait que l'exercice de l'autorité soit ou non perçu comme équitable). Dans le cadre des opinions sur la justice procédurale, la perception de procédures gouvernementales injustes motive souvent la désobéissance, la fraude et la résistance aux exigences juridiques, les motifs de dissuasion étant dépassés et inefficaces dans ces cas-là<sup>7</sup>.

Le rôle des convictions devient également important lorsque les institutions formelles évoluent. Des changements institutionnels fondamentaux interviennent souvent à des moments critiques où l'on ne sait pas quelle forme prendront les institutions futures. Un courant récent de la doctrine montre que l'existence de convictions variées sur les institutions futures peut aider à repérer ces moments critiques. La manière dont ces convictions se diffusent et se consolident autour de points de vue particuliers façonne en partie les règles du jeu qui finissent par régir les sociétés<sup>8</sup>, comme en attestent notamment les données issues de contextes où les individus peuvent choisir de s'en remettre à des institutions étatiques formelles ou à des entités non étatiques (par exemple, pour le règlement des différends), ou lorsqu'il existe des revendications concurrentes concernant les institutions formelles de gouvernance, ce qui montre que les convictions (concernant l'arrangement le plus efficace ou le plus durable), et non les institutions formelles elles-mêmes, déterminent le comportement de manière causale<sup>9</sup>.

En résumé, on admet de plus en plus l'importance des convictions dans le façonnage des deux types d'interactions et le fait que ceux-ci sont façonnés par l'interaction dynamique du comportement et des institutions. La politologue Margaret Levi a intitulé un article récent de son parcours intellectuel « The Power of Beliefs » (Le pouvoir des convictions)<sup>10</sup>. L'économiste Kaushik Basu a quant à lui intitulé une publication proposant une réflexion profonde sur la relation entre le droit et l'économie « The Republic of Beliefs » (La République des convictions) parce que, selon lui, la puissance de la loi, même si elle s'appuie sur des menottes, des prisons et des armes à feu, est, dans sa forme élémentaire, enracinée dans les convictions portées par les membres de la société, ce qui engendre d'énormes édifices de force et de pouvoir, parfois si puissants qu'ils semblent transcender tous les individus et créer l'illusion d'un mystérieux diktat appliqué d'en haut ; en réalité, les ingrédients les plus importants d'une république, notamment son pouvoir et sa puissance, ne résident finalement dans rien d'autre que les convictions et les attentes des gens ordinaires<sup>11</sup>.

### Notes

**1.** D'après Hurwicz (1996), tel que décrit dans Powers, van Schaik et Lehmann (2016), qui distingue le jeu politique du jeu économique. En amont du jeu politique, Ostrom (2009b) avance l'existence d'un jeu constitutionnel. Pour simplifier l'analyse, le jeu constitutionnel est ici intégré au jeu politique. **2.** Voir Powers, Perret et Currie (2023) pour une analyse sur la façon dont le jeu politique dans des sociétés de taille croissante conduit à l'apparition d'inégalités politiques. **3.** Nous remercions Charles Efferson d'avoir souligné ces points. **4.** Pour un examen de la manière dont les différences au sein des pays entre les préférences coopératives et conformistes sont liées aux différences d'idéologie politique et sur la manière dont ces différences ont pu voir le jour, voir Claessens *et al.* (2020 et 2023). Pour un récit de la diversité dans 99 pays dans le (manque de) corrélation entre le conservatisme culturel et économique, voir Lelkes, Malka et Soto (2019). **5.** Le cadre de ce paragraphe et l'analyse qui y est faite s'inspirent de Tyler (2023). La dissuasion s'entend généralement du fait de punir les contrevenants afin de renforcer le respect des règles, mais récompenser un engagement à coopérer peut également être efficace à la même fin (Han, 2022). **6.** Levi, Sacks et Tyler (2009), p. 354. **7.** Levi, Sacks et Tyler (2009), p. 360 (contient de nombreux exemples, dont plusieurs liés à l'évasion et à la fraude fiscales). Pour plus de détails sur la nécessité d'augmenter les recettes fiscales pour fournir des biens publics, voir Levi (1988, 1999). Pour un débat sur la pertinence l'importance de la justice procédurale, voir, par exemple, Hagan et Hans (2017). **8.** Examiné dans Callen, Weigel et Yuchtman (2023). **9.** Acemoglu *et al.* (2020). **10.** Levi (2022). **11.** Basu (2018), p. 40.

**Encadré 4.8 L'idée semblait si bonne à l'époque : les dangers de ne pas tenir compte de l'hétérogénéité dans la recherche d'un basculement social**

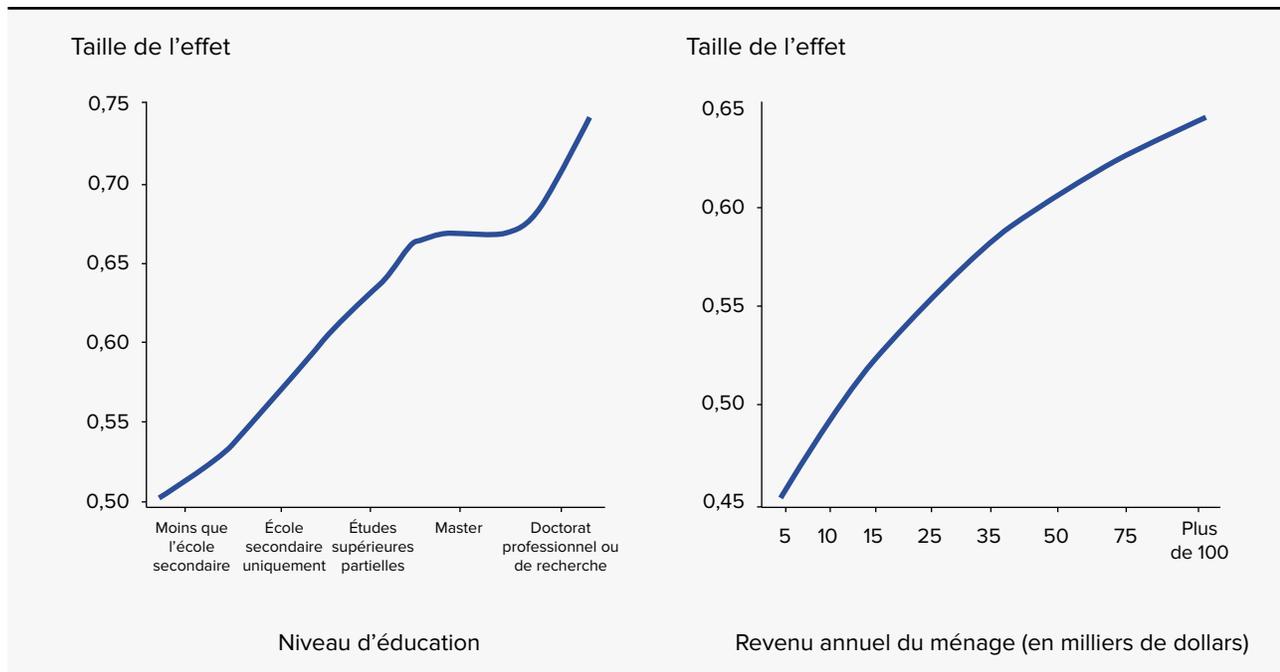
L'entreprise Opower a réussi à exploiter le potentiel qu'offrent les normes sociales pour modifier les comportements en fournissant des informations sur la consommation d'énergie de chaque usager par rapport à celle de son voisin, ainsi que des messages indiquant que faire des économies d'énergie était un objectif souhaitable<sup>1</sup>. Une première évaluation portant sur 600 000 ménages et comparant le comportement des ménages ayant reçu lesdites informations à celui des ménages ne les ayant pas reçues a révélé que cette intervention non tarifaire avait un effet non négligeable sur les économies d'énergie<sup>2</sup>. Cependant, lorsque l'intervention a ensuite été étendue à plus de 8 millions de personnes, l'effet moyen, et son importance pratique, s'est avéré beaucoup plus faible que lors de l'évaluation initiale<sup>3</sup>.

Il ne s'agit pas d'un échec de répliation, puisque les deux évaluations étaient rigoureuses et ont résisté à une analyse indépendante<sup>4</sup>. Cependant, l'évaluation initiale s'intéressait aux groupes d'utilisateurs qui avaient été les premiers à adopter la mesure. Ils étaient déjà enclins à valoriser les économies d'énergie, possédaient de grandes maisons et étaient relativement prospères, ce qui leur offrait de nombreuses possibilités d'économiser de l'énergie. L'effet de l'intervention a considérablement diminué lorsque celle-ci a été élargie pour inclure des personnes ayant un ensemble plus large de convictions et un éventail beaucoup plus large de revenus. Il en ressort que, même lorsque les études sont menées avec soin, le choix d'échantillons de commodité semble être particulièrement problématique dans le cadre des interventions comportementales<sup>5</sup>.

**Notes**

**1.** Voir, par exemple, Chetty (2015). L'intervention reposait donc sur des normes sociales à la fois descriptives et injonctives. Voir Constantino *et al.* (2022) pour une analyse et Bhanot (2021) pour le rôle des normes sociales injonctives dans la promotion des économies. **2.** Allcott (2011). Une autre évaluation portant sur un échantillon légèrement supérieur à 600 000 ménages a également suggéré que les effets persistaient (Allcott et Rogers, 2014). **3.** Allcott (2015). **4.** Comme indiqué dans Bryan, Tipton et Yeager (2021), qui inspire l'analyse dans ce paragraphe. **5.** Cela tient parfois au simple fait qu'il n'y a pas assez d'informations contextuelles, comme l'a montré Vivaldi (2020) dans une analyse portant sur 635 études d'évaluations d'impact d'interventions de développement, ce qui pose des problèmes pour la généralisation des résultats.

**Figure 4.3 Les effets de plusieurs phénomènes comportementaux sont plus marqués dans les segments plus éduqués et plus riches de la population.**



**Note :** les deux figures montrent les effets de phénomènes comportementaux dans sept études classiques en sciences comportementales (conformité à une norme sociale descriptive, effet de la qualité des arguments sur la persuasion, sous-utilisation du taux de référence, biais de représentativité, sous-appréciation de la loi des grands nombres, faux consensus et facilité de rappel) en fonction du niveau d'éducation et du revenu annuel du ménage dans un échantillon représentatif de la population américaine. L'axe vertical indique les tailles d'effet *d* de Cohen (la différence normalisée entre les moyennes des groupes de traitement et de contrôle ; Cohen, 1988).

**Source :** Yeager *et al.* (2019).

d'inégalité ont également leur importance, indépendamment des préférences. Une personne méritocratique qui pense que l'inégalité est due à la chance et non à l'effort trouverait l'inégalité injuste. Comme pour les préférences, on recense de grandes disparités entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci en ce qui concerne les convictions relatives aux facteurs d'inégalité<sup>130</sup>. Les convictions concernant le degré d'injustice de l'inégalité influencent davantage les attitudes à l'égard de la redistribution que le niveau réel d'inégalité de revenus, ce qui veut dire que les convictions ont une incidence directe sur le soutien apporté aux différents types de politiques de redistribution<sup>131</sup>.

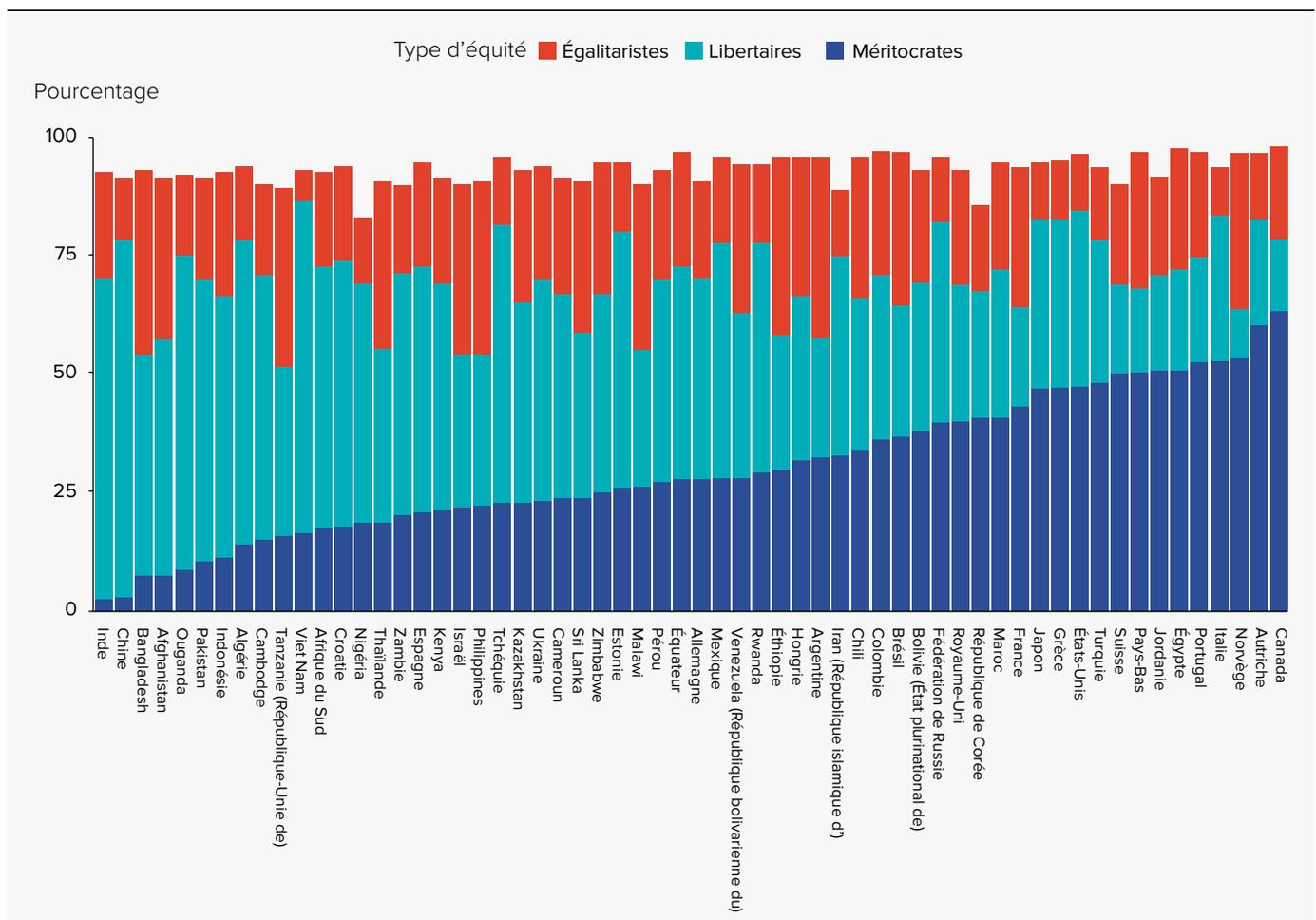
Il est donc essentiel de reconnaître l'hétérogénéité possible des populations du point de vue des préférences et des convictions et l'influence de processus culturels sur ces différences pour concevoir des institutions et des politiques, y compris, par exemple, en matière de respect des obligations fiscales (coup de projecteur 6.4)<sup>132</sup>. Cela s'avère notamment essentiel à l'évaluation des types d'interventions les plus susceptibles de déclencher un basculement social<sup>133</sup>.

### Comprendre comment le renforcement de la capacité d'agir et la réduction de la polarisation au sein des pays peuvent améliorer leur action collective

Une perspective plus large sur le choix, éclairée par ces connaissances, ouvre de nouvelles perspectives sur la manière de faire progresser la coopération et la fourniture de biens publics mondiaux. Cela permet également de montrer comment les risques associés aux schémas nationaux de polarisation politique peuvent nuire à l'action collective entre les pays.

Les interventions destinées à améliorer la fourniture de biens publics mondiaux qui reposent sur la reconnaissance du fait que les personnes sont des produits de la culture comprennent la prise en compte des perceptions et des aspirations lors de la mise en œuvre des politiques ou de la conception des institutions. Des différences de perceptions de l'interprétation d'un choix non coopératif peuvent entraîner des obstacles culturels à la coopération : lorsque le choix est perçu comme une erreur, il peut conduire à une action

Figure 4.4 Les préférences en matière d'équité varient considérablement d'un pays à l'autre



**Note :** les égalitaristes trouvent toutes les inégalités injustes, les méritocrates considèrent que les inégalités dues aux différences de performance sont justes mais que celles dues à la chance sont injustes, et les libertaires estiment que toutes les inégalités sont justes.  
**Source :** Almas et al. (2022).

collective dans les interactions futures, mais lorsqu'il est perçu comme une insulte, il peut entraîner l'effondrement de l'action collective<sup>134</sup>. Les perceptions ont également leur importance lorsque les individus déduisent les motivations des autres pour porter des jugements moraux<sup>135</sup>, et concernant les perceptions de la façon dont ils sont interdépendants avec les autres (et de quelle façon)<sup>136</sup>. Les ruptures de coopération dans les conflits sont également influencées par ce type de perception. Il est prouvé que la représentation mentale des avantages auxquels les parties en conflit potentiel sont confrontées, plutôt que les avantages réels, détermine non seulement la façon dont les individus pensent, mais aussi la façon dont ils se comportent<sup>137</sup>. Ces perceptions sont malléables dans une certaine mesure et peuvent être modifiées de manière à accroître la propension des acteurs à poursuivre la coopération<sup>138</sup>.

Les aspirations sont également importantes parce que les personnes agissent en fonction de ce qu'elles croient possible et souhaitable, et que ces convictions sont en partie le résultat de processus sociaux, façonnés par des récits largement partagés dans la société ou au sein de groupes<sup>139</sup>. Il se pourrait que les aspirations, ainsi que les institutions et les normes sociales qui leur sont associées, aient émergé à la suite de processus culturels qui les ont rendues adaptées pendant un certain temps à certains contextes, mais il se peut également qu'elles ne soient plus adaptées à de nouveaux contextes<sup>140</sup>. Ce décalage prend une nouvelle dimension avec les défis sans précédent de l'Anthropocène, puisque l'on ne sait pas précisément comment les processus de variation et de sélection culturelles entre les sociétés, qui ont en partie façonné l'émergence d'institutions et de normes adaptatives, fonctionneraient afin de relever des défis à l'échelle de la planète : il convient de les aborder collectivement et à l'échelle mondiale, car le groupe concerné est l'ensemble de l'humanité<sup>141</sup>.

On peut considérer que ce décalage reflète ce que Karla Hoff et Allison Demeritt ont appelé un déficit de capacité d'agir, qui peut en partie être alimenté par une divergence entre ce que les sociétés croient possible ou probable et ce qui est objectivement possible<sup>142</sup>. Dans la mesure où le déficit de capacité d'agir est le résultat de convictions partagées à grande échelle, il ne suffira pas de fournir des informations pour combler ce déficit ; il conviendra également de mobiliser des connaissances sur les déterminants culturels de la formation de convictions partagées<sup>143</sup>.

**Les interventions destinées à améliorer la fourniture de biens publics mondiaux qui reposent sur la reconnaissance du fait que les personnes sont des produits de la culture comprennent la prise en compte des perceptions et des aspirations lors de la mise en œuvre des politiques ou de la conception des institutions**

La réduction du déficit de capacité d'agir est limitée par la réalité, bien qu'il existe une marge de manœuvre concernant les aspirations des individus, qui découlent parfois des récits

qui ont une action politique et psychologique et peuvent renforcer ou remettre en question les relations et trajectoires de pouvoir existantes<sup>144</sup>. Cela peut prendre la forme de ce que l'on a appelé la poursuite de transformations émancipatrices<sup>145</sup>, qui affirme l'importance d'améliorer non seulement le bien-être des individus, mais aussi de contribuer à leur autonomisation en tant qu'agents du changement<sup>146</sup>.

C'est une chose de reconnaître l'importance des perceptions et des aspirations, ainsi que la contribution potentielle des recommandations générales telles que le recadrage des récits à la réduction du déficit de capacité d'agir, et c'en est une autre de comprendre comment mettre en œuvre ces idées. C'est dans ce genre de cas que le caractère concret de la fourniture de biens publics mondiaux peut s'avérer utile, car ces biens correspondent à une manière très spécifique de relever des défis communs en cas d'interdépendance des pays. De par leur nature, les biens publics mondiaux correspondent à des interactions à somme non nulle et peuvent donc être mobilisés en vue de surmonter la psychologie des convictions à somme nulle (le gain d'une partie se fait au détriment des pertes de l'autre partie). Certes, il existe de nombreuses interactions à somme nulle entre pays, mais la poursuite de la fourniture de biens publics mondiaux peut leur ouvrir des espaces d'interaction qui ne le sont pas<sup>147</sup>. La priorisation de la fourniture de biens publics mondiaux peut permettre de surmonter trois des canaux à l'origine de convictions à somme nulle (y compris dans des situations où les gains réels ne sont pas à somme nulle) : les perceptions de menace, la rareté réelle ou imaginaire des ressources et l'inhibition de la délibération<sup>148</sup>. Les convictions à somme nulle exacerbent les conflits<sup>149</sup>, découragent la coopération<sup>150</sup> et annihilent l'effort et le développement économique<sup>151</sup>.

**Si la diversité des convictions et des préférences peut être mise au service de la créativité et de l'innovation, les schémas de polarisation politique représentent un défi majeur pour l'action collective**

La fourniture de biens publics mondiaux peut mobiliser la capacité humaine à faire preuve d'intentionnalité partagée : la compréhension du fait que les individus résolvent un problème ensemble et s'engagent à se soutenir mutuellement<sup>152</sup>. En réalité, la compréhension et le partage des intentions ont évolué pour rendre compte non seulement des actions communes et des convictions partagées, mais aussi de l'émergence d'une coordination sur la nécessité de fournir des raisons pour justifier ces actions et ces convictions<sup>153</sup>. Certaines données suggèrent que la recherche de l'autosuffisance (en cherchant à réduire l'interdépendance) pour faire face à des problèmes communs évince la coopération et exacerbe les inégalités<sup>154</sup>. Les individus sont également capables de voir le monde du point de vue d'un autre individu et, en particulier, de comprendre et de représenter formellement les états de connaissance, les convictions et les objectifs d'un autre individu<sup>155</sup> et même ses

états émotionnels, ce qui joue un rôle en matière d'empathie<sup>156</sup>. Cela peut engendrer une propension à la recherche de la justice qui, associée à une intentionnalité partagée, peut constituer un puissant moteur de coopération en vue de l'amélioration de la fourniture de biens publics mondiaux<sup>157</sup>.

Le revers de la médaille concerne le fait que ces puissants moteurs potentiels de coopération agissent souvent au sein de groupes<sup>158</sup>. L'une des manifestations de ce comportement « groupiste » est le niveau pratiquement universel de coopération « de clocher » (c'est-à-dire au sein d'un même pays) plus élevé que la coopération universelle<sup>159</sup>. Étant donné que la diversité des convictions et des préférences n'est pas seulement un fait, mais un élément pouvant être mis au service de la créativité et de l'innovation, les schémas de polarisation politique<sup>160</sup> (où il n'existe aucune base factuelle commune permettant d'entreprendre des discussions raisonnées et où les groupes s'aliènent, voire se déshumanisent) représentent un défi majeur pour l'action collective (chapitre 6)<sup>161</sup>. Le déroulement de la polarisation politique au niveau national peut constituer un facteur déterminant de la fourniture de biens publics mondiaux tels que l'atténuation des changements climatiques et la réponse aux pandémies<sup>162</sup>.

Dans certains pays, les convictions à somme nulle ont été associées à la polarisation politique<sup>163</sup>. Par exemple, outre l'inégalité internationale en matière d'accès aux vaccins, les attitudes nationales à l'égard des vaccins ont déterminé la trajectoire de la pandémie de COVID-19, y compris dans les pays à revenu élevé<sup>164</sup>. Même en cas de gratuité et de disponibilité des vaccins, les modèles de confiance et de polarisation politique ont façonné l'évolution de la pandémie dans de nombreux pays<sup>165</sup>. Dans certains pays, l'identification du statut vaccinal est aussi polarisée que les autres identifications de groupe. On a souvent associé des attitudes plus polarisées à l'égard du statut vaccinal à une plus grande résistance à l'adoption des vaccins<sup>166</sup>.

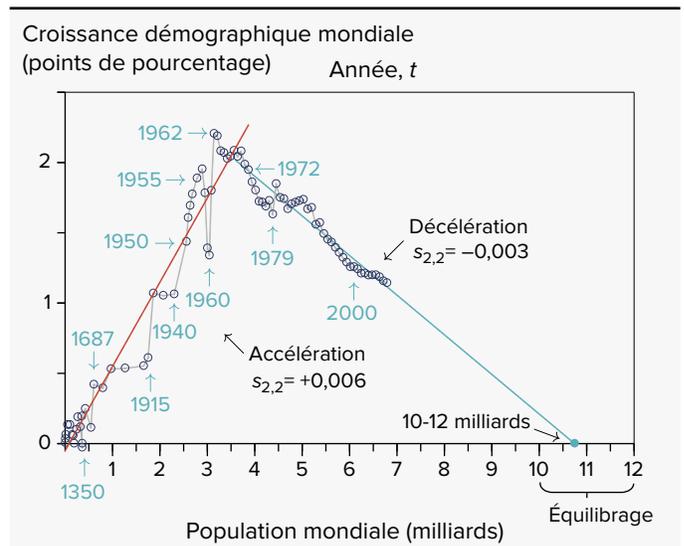
La polarisation politique est également importante parce que l'hétérogénéité des préférences et des convictions, ainsi que leurs fondements culturels, peuvent empêcher la mobilisation des normes sociales en faveur de résultats plus coopératifs<sup>167</sup>. Comme l'illustre l'analyse ci-dessus, et comme cela a été démontré théoriquement<sup>168</sup>, la distribution des préférences sociales (en faveur de la protection de l'environnement ou de l'aversion pour l'inégalité) peut activer le basculement, n'avoir aucun effet ou même produire un contrecoup, en fonction des effets des interventions dans les différents groupes de population et des raisons pour lesquelles les personnes au sein de ces groupes adhèrent aux normes sociales.

Il peut arriver que le basculement social ne se produise pas du tout lorsque le comportement conforme à une norme interagit avec d'autres motifs, tels que les identités de groupe<sup>169</sup>. En cas d'appartenance à un groupe liée à des identités marquées, l'« altérisation » d'autres groupes peut être accentuée et empêcher les membres de se rendre compte que chacun a des identités multiples avec des expressions différentes et

pertinentes à différents moments et les individus peuvent perdre de vue notre humanité commune<sup>170</sup>. Dans ces situations, les marqueurs comportementaux sur lesquels les individus s'appuient pour signaler leur appartenance à un groupe peuvent empêcher un basculement des normes sociales<sup>171</sup>. Par exemple, si l'on considère la non-vaccination contre la COVID-19 comme un marqueur d'appartenance à un groupe, non seulement il n'y aura pas de changement de comportement en cas de vaccination de certains membres du groupe, mais le fait qu'ils soient vaccinés peut transformer les comportements contre la vaccination en signe d'engagement et de loyauté à l'égard du groupe<sup>172</sup>. Un aspect crucial à prendre en compte, en particulier dans les contextes de polarisation politique, n'est pas seulement les convictions personnelles des individus, mais également leurs convictions sur les opinions des autres, la manière dont ils perçoivent les menaces, ce qu'ils pensent que les autres pensent d'eux et quel comportement ils adopteront<sup>173</sup>.

Les deux chapitres suivants examinent plus en détail ces deux défis (réduire le déficit de capacité d'agir et remédier à la polarisation). On peut estimer que le contexte actuel de turbulences dans le monde n'est pas propice à relever l'un de ces défis. Pourtant, alors que nous nous enfonçons dans l'Anthropocène, il se pourrait que nous traversions déjà une discontinuité écologique majeure<sup>174</sup> caractérisée par le passage d'une croissance démographique incontrôlée à une fécondité contrôlée (figure 4.5)<sup>175</sup>. La transition vers une faible fécondité

**Figure 4.5 Le monde connaît une transition majeure de l'accélération à la décélération de la croissance démographique**



**Note :** le graphique représente la croissance démographique par habitant en points de pourcentage par rapport au niveau de la population. La ligne grise relie les points de données de différentes années. La ligne rouge correspond à un modèle écologique d'interactions mutualistes entre les humains, les plantes et les animaux, dans lequel le paramètre écologique ( $s_{2,2}$ ) est positif, ce qui se traduit par une croissance démographique très rapide. La ligne bleue correspond à un modèle dans lequel le même paramètre est devenu négatif, ce qui se traduit par un ralentissement de la croissance démographique, avec un équilibre projeté de la population à environ 10-12 milliards d'habitants au cours du siècle prochain.

**Source :** Lehman *et al.* (2021).

est complexe et multiforme et a récemment été analysée sous l'angle de l'évolution culturelle (afin de prendre en compte les facteurs que les démographes qualifient d'idéation)<sup>176</sup>. Parmi les facteurs déterminants de cette transition figurent les innovations en médecine et en assainissement, l'autonomisation des femmes, les progrès en matière d'éducation, l'évolution des normes sociales concernant la taille des familles, l'attention croissante portée à la croissance démographique, la prise de conscience des défis planétaires

et bien d'autres facteurs potentiels, tous exprimés, au moins en partie, par des facteurs culturels<sup>177</sup>. La reconnaissance du nouveau contexte planétaire de l'Anthropocène et d'une nouvelle phase écologique suggère un programme possibiliste : non pas l'optimisme ou le pessimisme, mais la possibilité de gérer consciemment les problèmes auto-infligés auxquels nous sommes confrontés à l'échelle mondiale<sup>178</sup>. La fourniture de biens publics mondiaux, qui ne dépend que de nous, serait un moyen d'agir sur ce programme possibiliste.

## Une approche des négociations relatives aux changements climatiques centrée sur les technologies

Scott Barrett, université Columbia et London School of Economics

Cela fait plus de trente ans que le monde tente d'atténuer les effets des changements climatiques. Le premier accord en la matière, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), a été adopté en 1992. Dans ce cadre, les Parties à la Convention sont convenues de coopérer pour stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche tous changements climatiques dangereux. Tous les pays sont parties à cet accord. Tous les pays conviennent qu'ils doivent coopérer.

Depuis, deux autres traités ont été adoptés. Le Protocole de Kyoto à ladite Convention, adopté en 1998, a fixé des limites contraignantes pour les émissions des pays énumérés à l'annexe I de la Convention<sup>1</sup> pour la période 2008-2012, mais ces limites n'ont pas pu être appliquées. Les États-Unis ont refusé de participer. Le Canada a initialement participé, mais il n'a pris aucune mesure pour respecter les limites fixées et s'est ensuite retiré afin de ne pas avoir l'obligation juridique de se conformer. En 2009, les pays se sont réunis à Copenhague pour élargir et approfondir le Protocole de Kyoto. Il était prévu qu'un plus grand nombre de pays soient tenus de respecter des limites d'émissions, et que les limites d'émissions précédemment négociées soient renforcées. Toutefois, les pays n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur la manière de procéder. Au lieu de cela, ils ont pris une direction quelque peu différente. Tout d'abord, ils ont chiffré l'objectif de la CCNUCC d'empêcher tous changements climatiques dangereux en fixant un objectif de 2 °C pour la hausse de la température moyenne de la planète. Deuxièmement, ils ont demandé aux Parties de prendre des engagements par l'annonce de contributions en vue de la réalisation de cet objectif commun. Cette approche a finalement été codifiée dans l'Accord de Paris de 2015, qui a renforcé l'objectif précédent : les pays doivent désormais contenir « l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et [poursuivre] l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5 °C ». L'Accord de Paris a également situé les engagements dans le contexte de la dénonciation publique afin d'encourager une plus grande ambition. Contrairement au Protocole de Kyoto, tous les pays participent à l'Accord de Paris. Toutefois, l'annonce et la réalisation des contributions sont expressément volontaires, ce qui diffère également du Protocole de Kyoto.

Où cette approche nous a-t-elle menés ? Les concentrations de dioxyde de carbone ont augmenté d'année en année depuis

le début des négociations. Les émissions de dioxyde de carbone ont été plus importantes depuis l'adoption de la CCNUCC qu'au cours des 250 années précédentes. Elles ont atteint un niveau record en 2022. Le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre l'objectif que les pays ont déclaré devoir atteindre.

Pourquoi ? Aucun phénomène d'une telle complexité n'a d'explication unique, mais l'une d'entre elles ressort, et elle est étonnamment simple : les pays sont pris dans un dilemme du prisonnier. Tous les pays admettent qu'ils se porteraient mieux s'ils réduisaient tous leurs émissions jusqu'à atteindre un niveau de zéro émission nette, mais chaque pays craint que cela ne mette en péril son économie. Tous pourraient être disposés à réduire considérablement leurs émissions s'ils avaient l'assurance que les autres réduisent leurs émissions de la même manière et empêchent ainsi des changements climatiques dangereux. Cependant, les contributions étant volontaires et ne pouvant donc pas être imposées, aucun pays ne dispose de cette assurance. Le problème n'est pas que tous les pays ne font rien, mais que chaque pays en fait trop peu<sup>2</sup>.

Comment faire mieux ? Il est instructif d'examiner certaines initiatives qui ont bien fonctionné.

---

### Réussites

La baisse de 99 % du prix des cellules solaires photovoltaïques depuis 1976 est un exemple de réussite. Les activités publiques et privées de recherche et développement représentent 59 % de la baisse, les économies d'échelle 22 % et l'apprentissage par la pratique 7 %<sup>3</sup> ; les activités de recherche et développement ont été particulièrement importantes au début du processus tandis que les économies d'échelle sont devenues importantes plus tard. L'histoire de la recherche-développement dans le domaine de l'énergie solaire remonte à la première cellule solaire mise au point par les laboratoires Bell aux États-Unis, en 1954, et continue avec les évolutions ultérieures stimulées par la course à l'espace, la réponse des États-Unis (qui a commencé par le projet Independence du président Richard Nixon visant à rendre les États-Unis indépendants sur le plan énergétique en 1980 au plus tard) et celle du Japon (en particulier le programme Sunshine) face aux crises énergétiques des années 1970, la recherche en Australie dans les années 1980, et l'essor de l'énergie solaire en Allemagne dans les années 2000, favorisé par des tarifs de rachat généreux<sup>4</sup>. Il a fallu une action combinée

de plusieurs pays pour en arriver à la situation actuelle, où les coûts sont si bas que, selon l'Agence internationale de l'énergie, l'énergie solaire photovoltaïque est en voie de devenir l'option la moins coûteuse pour la production d'électricité dans la plupart des pays du monde<sup>5</sup>.

Une autre initiative réussie est la baisse du prix des batteries au lithium ionique. Depuis le début de la commercialisation de ces batteries en 1991, le coût de cette forme de stockage d'énergie a chuté de 97 %. Les activités de recherche et développement publiques et privées représentent 54 % de la baisse, les économies d'échelle 30 % et l'apprentissage par la pratique 2 %<sup>6</sup>. La plupart de ces activités ont été entreprises par l'industrie électronique (téléphones mobiles, ordinateurs portables, outils électriques, etc.)<sup>7</sup>. Les progrès de cette technologie, combinés à des politiques visant à encourager la demande, ont entraîné une augmentation rapide des ventes de véhicules électriques, en particulier en Chine, dans l'Union européenne et aux États-Unis. Au niveau mondial, la demande de batteries au lithium ionique pour les véhicules électriques a augmenté de 65 % entre 2021 et 2022<sup>8</sup>. Grâce à cette technologie, de plus en plus de pays et de constructeurs automobiles prévoient d'éliminer progressivement les ventes de moteurs à combustion interne d'ici à 2035.

Ces évolutions (et d'autres, telles que la baisse du coût des éoliennes et des ampoules à diodes électroluminescentes) ont eu lieu en dehors du processus de la CCNUCC et n'avaient sans doute pas grand-chose à voir avec les négociations sur le climat. Les négociateurs ont demandé aux pays de réduire leurs émissions, une approche qui tombe dans le piège du dilemme du prisonnier. Si les pays s'étaient davantage employés à modifier l'économie des nouvelles technologies, le résultat aurait pu être différent. Plutôt que de demander aux pays de réduire leur utilisation de combustibles fossiles, pourquoi ne pas s'efforcer de rendre d'autres sources d'énergie moins chères que les combustibles fossiles ? Ce faisant, la diffusion mondiale des nouvelles technologies serait pratiquement garantie, ce qui permettrait de réduire les émissions dans le monde entier.

---

## Basculement

L'énergie solaire photovoltaïque et les véhicules électriques à batterie se sont répandus (jusqu'à présent) sans l'aide d'un traité. Ce sont des exemples d'effets en cascade<sup>9</sup>. Une fois que suffisamment d'activités de recherche et développement ont été entreprises pour encourager l'adoption d'une technologie par un pays, la production de ce pays fait baisser les coûts pour tous, principalement grâce à des économies d'échelle, ce qui encourage l'adoption de cette technologie par d'autres pays. L'adoption de cette technologie par d'autres pays fait à son tour baisser les coûts, ce qui encourage d'autres pays encore à adopter la technologie, et ainsi de suite. Les cascades recueillent des réactions positives.

Dans certains cas, un seul pays peut être incapable de donner le coup d'envoi d'une cascade, mais une masse critique de pays peut être en mesure d'exercer la « grande poussée » nécessaire au basculement. Les externalités de réseau sont souvent à l'origine de l'adoption universelle. Le transport maritime de pétrole en est un exemple. Historiquement, la majeure partie de la pollution des mers par les hydrocarbures résulte de la manière dont ces derniers étaient auparavant transportés. Après avoir effectué une livraison d'hydrocarbures, un pétrolier prenait de l'eau de ballast pour le voyage de retour. Avant de prendre son chargement suivant, le pétrolier rejetait en mer ses eaux de ballast, mélangées à des résidus d'hydrocarbures. Ce processus, répété encore et encore, était une source majeure de pollution marine. Pour limiter cette pollution, la Convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures de 1954 (OILPOL) exige que les pétroliers ne rejettent leurs eaux de ballast que lorsqu'ils se trouvent à plus de 50 milles des terres les plus proches. Cependant, ladite Convention, comme le Protocole de Kyoto, est un dilemme du prisonnier difficile à mettre en œuvre.

Dans les années 1970, une approche différente a été mise à l'essai. La Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL) exige que les pétroliers séparent les réservoirs de pétrole des réservoirs d'eau de ballast, ce qui a nécessité une nouvelle conception des pétroliers. L'approche de la Convention MARPOL a été plus coûteuse que celle de la Convention OILPOL, mais plus facile à mettre en œuvre<sup>10</sup>. Une fois qu'un nombre suffisant de ports ont refusé l'entrée aux pétroliers de l'ancienne conception, davantage d'exploitants de pétroliers se sont conformés à la nouvelle norme, et, à mesure que davantage de pétroliers ont satisfait à cette nouvelle norme, davantage de ports n'ont autorisé l'entrée qu'aux pétroliers qui étaient conformes à la nouvelle norme afin de protéger leur littoral. Dans cette situation, il existait un point de basculement pour la participation qui garantissait une adhésion universelle<sup>11</sup>. On savait d'instinct que le point de basculement devrait être d'au moins 50 % de tous les transports maritimes, et, dans la pratique, cela s'est avéré être le seuil adopté pour l'entrée en vigueur de l'accord imposant la nouvelle norme technologique. Selon l'Organisation maritime internationale, « MARPOL, qui s'applique à 99 % du tonnage de la flotte mondiale des navires de commerce, a grandement contribué à réduire la pollution imputable aux transports maritimes internationaux de manière significative »<sup>12</sup>.

Le Protocole de Kyoto a judicieusement exempté les émissions provenant de l'aviation et de la navigation internationales, les auteurs du texte ayant estimé que ces sources de pollution devaient être contrôlées par l'Organisation de l'aviation civile internationale et l'Organisation maritime internationale. Ces organisations constituant essentiellement des organismes de normalisation, ce sont les organes appropriés pour négocier des réductions d'émissions dans leurs sphères de compétence. En se concentrant sur des normes

plutôt que sur les limites d'émissions (qui sont, en tout état de cause, difficiles à assigner de façon individuelle à chaque pays), ces organisations peuvent stimuler des réactions positives à même de faire apparaître une nouvelle norme.

Supposons que la meilleure solution de remplacement aux combustibles de soute s'avère être l'ammoniac vert, un combustible produit en combinant de l'azote extrait de l'air et de l'hydrogène extrait de l'eau, les deux processus étant alimentés par des énergies renouvelables. Comment procéder ? L'ammoniac coûterait probablement plusieurs fois plus cher que le fioul lourd. Le passage à l'ammoniac poserait également des difficultés techniques. Cela nécessiterait de nouveaux moteurs, de nouveaux réservoirs de stockage à bord (nécessitant une nouvelle conception des navires) et de nouvelles installations portuaires ; en bref, une nouvelle norme de technologie de carburant. Il est clair que le passage à l'ammoniac ne se fera pas pays par pays. Les armateurs ne voudront pas faire fonctionner leurs navires à l'ammoniac si un réseau d'infrastructures de ravitaillement n'est pas disponible, de même qu'aucun pays ne voudra construire un réseau de carburants à l'ammoniac sans l'assurance que de nombreux navires fonctionnent à l'ammoniac. Un verrouillage constituerait un obstacle au changement si un seul pays ou un petit nombre de pays procédait au changement, mais à mesure que davantage de ports passeront à l'ammoniac, de plus en plus d'armateurs voudront que leurs navires fonctionnent à l'ammoniac, et si de plus en plus de navires fonctionnent à l'ammoniac, de plus en plus de ports voudront passer à l'ammoniac. Le basculement d'une norme à l'autre, c'est-à-dire du combustible de soute à l'ammoniac vert, ressemblerait à l'expérience de la Convention MARPOL.

Mission Innovation, une coalition de 22 pays qui œuvre hors du processus de la CCNUCC, a élaboré un plan de réduction des émissions dans le secteur du transport maritime qui obéit à la logique esquissée ci-dessus. Le premier objectif est d'entreprendre des activités de recherche et développement afin de trouver la meilleure solution de remplacement du fioul lourd. Le deuxième objectif est de faciliter la diffusion de cette nouvelle norme de technologie de carburant. Supposons à nouveau que les activités de recherche et développement entreprises au cours de la première étape révèlent que l'ammoniac est la solution « gagnante ». Comment réaliser le deuxième objectif, à savoir assurer la diffusion mondiale de la nouvelle norme ? Mission Innovation visera à établir une flotte d'au moins 200 navires capables de fonctionner avec le nouveau carburant, à construire une infrastructure portuaire mondiale pour soutenir les navires fonctionnant avec des carburants à émissions nulles, de sorte que d'ici 2030, dix grands ports commerciaux couvrant au moins trois continents fournissent des carburants à émissions nulles<sup>13</sup>, et, enfin, à augmenter la production du nouveau carburant de manière à ce qu'il approvisionne au moins 5 % du marché total. Il est peu probable que 200 navires, 10 grands ports et une part de 5 % du marché des carburants suffisent à faire basculer le

marché mondial, mais au moins cette initiative suit la logique de la nécessité de changer le système. Changer le système est l'essence même d'une stratégie qui cherche à transformer le dilemme du prisonnier en un jeu de basculement<sup>14</sup>. Une fois que la masse critique a dépassé le point de basculement, une telle approche génère des réactions positives, ce qui conduit à un basculement global, comme nous l'avons vu dans le cas de la Convention MARPOL.

---

## Commerce

L'approche suivie par la CCNUCC, qui met l'accent sur la réduction des émissions, génère des réactions négatives. Si un pays (ou un groupe de pays) réduit unilatéralement ses émissions, l'avantage comparatif dans les secteurs à forte intensité de gaz à effet de serre se déplace vers d'autres pays, ce qui entraîne une augmentation des émissions de ces derniers, un phénomène connu sous le nom de fuite commerciale. En outre, si les réductions d'émissions sont obtenues en diminuant l'utilisation des combustibles fossiles, les prix mondiaux de ces combustibles baisseront, ce qui incitera d'autres pays à augmenter leur consommation et, par conséquent, leurs émissions. Cette réaction négative intensifie l'incitation au parasitisme, lequel est inhérent au dilemme du prisonnier.

En raison de ces préoccupations d'ordre commercial, les politiques climatiques nationales dispensent souvent les industries à forte intensité de gaz à effet de serre de l'obligation de réduire leurs émissions, ce qui sape les efforts unilatéraux de réduction des émissions. L'Union européenne prévoit d'étendre son régime d'échange de droits d'émission à des industries précédemment protégées afin de réduire davantage les émissions. Toutefois, en raison des inquiétudes suscitées par les fuites, elle prévoit de remplacer les dispenses par des mécanismes d'ajustement des émissions de carbone aux frontières propres à chaque secteur, ce qui pourrait susciter des conflits. Comme cela s'est produit précédemment lorsque l'Union européenne a tenté d'étendre son régime d'échange de droits d'émission à l'aviation internationale, d'autres États puissants pourraient prendre des mesures de rétorsion. Par ailleurs, les pays en développement objecteront peut-être que le fait de traiter la production nationale et les importations de la même manière en termes d'émissions donne lieu à des ajustements fiscaux aux frontières qui violent le principe des responsabilités communes, mais différenciées, inscrit dans la CCNUCC. Enfin, prendre des mesures correctives s'agissant des fuites ne permet pas d'apporter une solution au parasitisme.

Cependant, le fait de lier les accords sur le climat à la coopération commerciale peut contribuer à empêcher le parasitisme et, ce faisant, à prévenir les fuites. Les accords commerciaux sont plus faciles à faire appliquer que les accords sur le climat. En effet, le commerce est bilatéral, alors que les réductions d'émissions constituent un bien public mondial.

Si un pays viole un accord commercial, les pays lésés par la réduction des échanges sont fortement incités, presque automatiquement, à prendre des mesures de rétorsion. La crainte de rétorsion incite les pays à respecter les accords commerciaux auxquels ils sont parties. En revanche, si un pays génère plus d'émissions que ce qui est autorisé par un accord sur le climat, les autres parties à l'accord ne se nuisent qu'à elles-mêmes si elles appliquent le principe de réciprocité, et ne prendront donc pas de mesures de rétorsion. Les accords commerciaux étant plus faciles à faire appliquer, le fait de lier la coopération commerciale à la coopération pour la fourniture d'un bien public mondial peut permettre de surmonter les incitations au parasitisme<sup>15</sup>.

Le principal exemple est le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, qui protège la couche d'ozone stratosphérique. Le Protocole interdit le commerce des chlorofluorocarbones (CFC) et des produits contenant des CFC entre les États parties et des États non-parties et fonctionne selon la logique suivante. Si d'autres pays ne participaient pas au Protocole, aucun pays ne voudrait y participer, car cela impliquerait de perdre tous les gains tirés du commerce des CFC, en plus des pertes dues au parasitisme. En revanche, si tous les autres pays participent, n'importe quel pays voudra participer tant que les gains liés aux échanges avec le reste du monde dépassent les gains liés au parasitisme. Intuitivement, chaque pays sera incité à participer à condition qu'un nombre suffisant d'autres pays participent. Les mesures commerciales impliquent donc le même type de point de basculement que la Convention MARPOL, un résultat logique si l'on considère que le fait de refuser à un navire l'accès à un port équivaut à une interdiction commerciale. En partie grâce à la mesure d'ordre commercial contenue dans le Protocole de Montréal, celui-ci a été remarquablement efficace, empêchant à la fois les fuites et le parasitisme<sup>16</sup>.

En 2016, à Kigali, le Protocole de Montréal a été modifié pour contrôler les hydrofluorocarbures (HFC), un cousin des CFC. Étant donné que les HFC sont un puissant gaz à effet de serre

et qu'ils n'appauvrissent pas la couche d'ozone, l'Amendement de Kigali constitue un traité sur le climat négocié en dehors du processus de la CCNUCC. En outre, comme l'Amendement de Kigali intègre la même mesure commerciale que le Protocole de Montréal, il s'agit du premier traité sur le climat à intégrer une mesure commerciale. Le Protocole de Kyoto n'a pas permis de contrôler les HFC, mais l'Amendement de Kigali le permettra très probablement, surtout après l'entrée en vigueur de ladite mesure commerciale, en 2029. En outre, contrairement aux politiques unilatérales visant à contrôler les fuites commerciales, l'Amendement de Kigali incorpore un mécanisme de paiement parallèle destiné à couvrir les coûts supplémentaires liés à la mise en conformité des pays en développement avec les mesures de contrôle prévues. L'Amendement de Kigali encourage la coopération dans le même esprit que la CCNUCC, mais par des moyens différents.

---

### La voie à suivre

Malgré tous les efforts déployés dans le cadre de la CCNUCC, l'approche visant à limiter les changements climatiques n'a pas encore permis de réaliser les objectifs de la Convention. Heureusement, l'Accord de Paris peut être complété par d'autres accords visant à réduire les émissions dans des secteurs particuliers. C'est d'ailleurs ce qui s'est déjà produit. L'Amendement de Kigali a été adopté moins d'un an après l'Accord de Paris. D'autres évolutions, notamment la baisse des prix des panneaux solaires photovoltaïques et des batteries au lithium ionique, ainsi que les aspirations de Mission Innovation, laissent entrevoir la possibilité de progrès supplémentaires. La principale caractéristique commune à toutes ces initiatives est l'accent mis sur des interventions (normes techniques, recherche et développement et mesures commerciales) susceptibles de transformer les systèmes en atteignant une masse critique<sup>17</sup>, et il reste certainement de nombreuses autres possibilités de ce type à découvrir.

---

## NOTES

1. Les pays figurant à l'Annexe I de la Convention comprennent les pays industrialisés qui étaient membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques en 1992, ainsi que des pays qui se trouvaient en transition vers une économie de marché cette même année, notamment la Fédération de Russie, les États baltes et plusieurs États d'Europe centrale et orientale.
2. Voir Barrett et Dannenberg (2016) pour une expérience de laboratoire sur l'Accord de Paris montrant que le processus d'« engagements et examen »

modifie ce que les acteurs disent (c'est-à-dire leur objectif collectif et leurs engagements individuels) mais pas ce qu'ils font (c'est-à-dire leurs contributions réelles en vue de remplir leurs engagements et de réaliser leur objectif).

3. Kavlak, McNerney et Trancik (2018).
4. Nemet (2019).
5. <https://www.iea.org/reports/solar-pv>.
6. Ziegler, Song et Trancik (2021).

- 
7. Dugoua et Dumas (2023).

---

  8. AIE (2023b).

---

  9. Dixit (2003) ; Heal et Kunreuther (2010).

---

  10. Mitchell (1994).

---

  11. Barrett (2003a).

---

  12. <https://www.imo.org/fr/ourwork/environment/pages/pollution-prevention.aspx>.

---

  13. <https://explore.mission-innovation.net/mission/zero-emissions-shipping/>.

---

  14. Sept des dix plus grands ports du monde du point de vue du volume se trouvent en Chine. La participation de la Chine à toute stratégie visant à modifier le transport maritime est donc essentielle.

---

  15. Barrett et Dannenberg (2022).

---

  16. Barrett (2003a).

---

  17. Barrett (2016).

## Utiliser les enseignements tirés des sciences comportementales : prudence !

Il convient de faire preuve de prudence dans l'utilisation des informations sur le comportement en raison des difficultés associées à la reproduction de certains résultats<sup>1</sup>. Ces préoccupations ont été exprimées suite à la crise de reproductibilité qui a touché certaines recherches en psychologie dans les années 2010, lorsque plusieurs résultats très médiatisés qui avaient attiré l'attention des médias et des politiques n'ont pas pu être reproduits dans le cadre d'exercices ultérieurs<sup>2</sup>. En particulier, les études expérimentales menées ces 20 dernières années n'ont pas pu être reproduites à un taux plus élevé que celui des études non expérimentales<sup>3</sup>. Un examen récent a révélé que seuls deux tiers des expériences en sciences sociales publiées dans deux revues de premier plan avaient été reproduites, et que la taille moyenne de l'effet était d'environ la moitié de celle rapportée dans les études originales<sup>4</sup>. L'une des interventions coup de pouce phares, à savoir la mise en place du don d'organes par défaut, n'a pas pu être reproduite et pourrait même s'avérer contre-productive<sup>5</sup>. Plusieurs initiatives ont permis de documenter non seulement les erreurs de reproduction, mais aussi de potentielles dérives scientifiques<sup>6</sup>. Grâce aux enseignements tirés de ces difficultés, l'on est maintenant conscient que les sciences comportementales devraient évoluer vers la fourniture de résultats plus solides,

une plus grande prudence s'agissant des affirmations fondées sur l'inférence statistique et l'étude de questions revêtant une importance plus directe sur le plan politique<sup>7</sup>.

Cependant, les sciences comportementales posent une autre difficulté. Compte tenu de la très grande quantité de biais cognitifs décrits dans la littérature, il est difficile dans le cadre d'interventions, même en présence de résultats solides, de traiter tous ces biais ou de s'assurer que le traitement d'un biais n'exacerbe pas un autre biais. Le Codex des biais cognitifs (figure S4.2.1) peut sembler n'être guère plus qu'un recueil de modifications ponctuelles plausibles des modèles de choix rationnel<sup>8</sup>. Cette difficulté a motivé des initiatives visant à trouver un ensemble de mécanismes causaux restreints susceptibles de rendre compte d'un large éventail de biais cognitifs<sup>9</sup>. Une meilleure compréhension des processus cognitifs (et des limites de la cognition humaine)<sup>10</sup> a permis de formuler des hypothèses sur de tels mécanismes<sup>11</sup>, parmi lesquels l'incertitude cognitive<sup>12</sup> ou la compréhension de la façon dont les individus évaluent les probabilités au moyen de la mémoire sélective<sup>13</sup>. Toutefois, même les théories qui regroupent différents biais et qui sont étayées par des données empiriques solides<sup>14</sup> ne peuvent pas toujours être reproduites<sup>15</sup>.





---

## NOTES

---

1. Ijzerman *et al.* (2020).
2. Simmons, Nelson et Simonsohn (2011) ont été les premiers à exprimer des préoccupations à ce sujet. Pour un examen de la question, voir Nelson, Simmons et Simonsohn (2018) et Nosek *et al.* (2022).
3. Youyou, Yang et Uzzi (2023).
4. Camerer *et al.* (2016) ; Camerer *et al.* (2018) ; Yarkoni (2022). Un examen récent de plusieurs études recommandant des interventions visant à accroître le bonheur révèle que plusieurs politiques largement recommandées sont très peu soutenues (Folk et Dunn, 2023).
5. Etheredge (2021).
6. Voir, entre autres : <http://datacolada.org/> and <http://bps.stanford.edu/>. Les médias se sont largement fait l'écho de cette difficulté (voir, par exemple, Schelber, 2023).
7. Hallsworth (2023) propose un manifeste sur la manière dont les sciences comportementales doivent évoluer pour renforcer leurs fondements empiriques et leur pertinence politique. Duckworth et Milkman (2022) proposent d'améliorer la conduite des méta-études afin de renforcer la validité des résultats. Clark, Connor et Isch (2023) montrent que les études qui n'ont pas pu être reproduites sont de moins en moins citées dans les publications, de sorte que la proposition de Zwaan *et al.* (2018) visant à généraliser la reproduction pourrait améliorer la validité et la solidité des résultats. Box-Steffensmeier *et al.* (2022) soulignent l'importance de l'apprentissage interdisciplinaire. van Roekel *et al.* (2023) proposent des améliorations dans la conception des coups de pouce afin qu'ils préservent l'autonomie, étant donné qu'un courant de critiques des coups de pouce est qu'ils sont paternalistes et limitent la capacité des personnes à raisonner lorsqu'elles font des choix (ces critiques ont été examinées dans PNUD, 2022a). Korbmacher *et al.* (2023) décrivent une série de changements structurels, procéduraux et communautaires positifs dans lesquels la crise de la reproductibilité se transforme en une révolution de la crédibilité.
8. Davis (2023), p. 476.
9. Par exemple, Stango et Zinman (2022) réduisent 20 biais à 4 facteurs comportementaux communs. Goeree et Louis (2021) ont élaboré un modèle qui intègre plusieurs résultats de la théorie des jeux comportementaux.
10. Lieder et Griffiths (2020).
11. Comme l'illustre, par exemple, la théorie des jeux comportementaux (Camerer, Ho et Chong 2015). Dube, MacArthur et Shah (2023) montrent comment les exigences cognitives concernant le maintien de l'ordre peuvent nuire à la prise de décision des agents de police. Enke (2020b) montre comment les personnes confrontées à des décisions complexes se concentrent sur ce qu'elles voient. Bordalo, Gennaioli et Shleifer (2022) dégagent les implications de l'influence considérable des informations saillantes sur la prise de décision.
12. Enke et Graeber (2023).
13. Bordalo *et al.* (2022).
14. Dean et Ortoleva (2019).
15. Chapman *et al.* (2023).

## Évolution culturelle et politique de développement

Joseph Henrich, départements de biologie de l'évolution humaine et de psychologie, Kennedy School de l'Université de Harvard

Toutes les approches de la conception des politiques et du développement économique impliquent de formuler des hypothèses sur la nature humaine, bien que celles-ci soient souvent implicites, généralement introduites sans que les profanes en soient avertis<sup>1</sup>. En s'intéressant de près à la biologie de l'évolution humaine, le nouveau domaine interdisciplinaire de l'évolution culturelle offre de nouvelles perspectives sur le comportement humain, les différences culturelles, les changements psychologiques, l'efficacité institutionnelle, l'innovation technologique et les résultats économiques<sup>2</sup>. L'approche historique et comparative de l'évolution culturelle a permis d'étudier un large éventail de phénomènes sociaux sous cet angle, notamment les religions<sup>3</sup>, les croyances dans la sorcellerie<sup>4</sup>, les systèmes de parenté<sup>5</sup>, les rituels collectifs<sup>6</sup> et les inégalités entre les femmes et les hommes<sup>7</sup>, et d'examiner les liens entre ces phénomènes et divers résultats économiques, politiques, démographiques, sociaux et sanitaires.

En m'appuyant sur les recherches menées dans le domaine de l'évolution culturelle, je mets en lumière la nature de la coopération humaine, la coévolution des institutions et des psychologies culturelles et l'effet des chocs sur la psychologie des individus. Comme les sciences économiques, l'évolution culturelle repose sur un grand nombre de modèles mathématiques formels qui servent de prothèses mentales pour réfléchir aux processus d'apprentissage et de prise de décision qui sous-tendent le comportement et à la manière dont ceux-ci donnent lieu à des phénomènes sociologiques tels que les normes sociales, les institutions, la coopération à grande échelle et les groupes ethniques<sup>8</sup>. Toutefois, contrairement aux sciences économiques, l'évolution culturelle repose sur des hypothèses évolutives plausibles et fondées sur des données empiriques s'agissant de la manière dont les êtres humains apprennent et s'adaptent réellement, plutôt que sur des notions de choix rationnel enracinées dans des affirmations philosophiques fluctuantes.

### Nouveaux fondements évolutifs

Dans une perspective évolutionniste, les théoriciens de l'évolution culturelle commencent par poser une série de questions profondes sur notre espèce. Quel type d'animal sommes-nous ? Quel est le secret de la réussite de notre espèce ? En quoi sommes-nous différents des autres animaux ?

Des décennies de recherche ont permis d'apporter un certain nombre de réponses, mais ce ne sont pas celles qu'attendent la majorité des gens. Une grande partie de notre nature est cultivée, mais elle l'est par des membres choisis de nos communautés et de nos pairs, ainsi que par les membres de notre famille. Nous sommes une espèce culturelle qui a évolué génétiquement pour acquérir rapidement, efficacement et souvent inconsciemment des convictions, des idées, des heuristiques, des perceptions, des motivations et bien d'autres choses encore auprès de ceux qui nous entourent<sup>9</sup>. L'histoire de notre vie, la gestation, la petite enfance, l'enfance et ainsi de suite, a évolué pour nous permettre de calibrer de manière adaptative certains aspects de notre psychologie, y compris notre attention, nos préférences et nos perceptions, en fonction des mondes auxquels nous sommes confrontés. En effet, de plus en plus d'études montrent que, dès la première année de leur vie, les êtres humains semblent parfaitement capables d'être attentifs aux personnes les plus susceptibles de détenir des informations utiles ou adaptatives et d'apprendre d'elles, en s'appuyant souvent sur des signes de compétence, d'habileté, de succès et de prestige pour cibler leurs efforts d'apprentissage<sup>10</sup>. Nous sommes également attentifs à certains domaines, tels que ceux liés à la nourriture, au sexe, à la réputation, aux animaux, aux plantes et aux groupes sociaux, et traitons ces différents domaines de manières distinctes<sup>11</sup>.

Au fil des générations, ces processus d'apprentissage sélectifs et ces filtres de contenu génèrent, souvent sans que l'on s'en rende compte, des ensembles culturels de plus en plus adaptatifs d'outils, de savoir-faire, de convictions, de motivations, etc. Nous dépendons depuis si longtemps des produits utiles de ces processus culturels que nous avons évolué génétiquement pour nous fier à ce que nous acquérons auprès d'autres personnes, la culture, plutôt qu'à notre propre expérience ou à nos instincts. De nombreux produits culturels et pratiques culturels, y compris nos institutions, peuvent sembler « rationnels » mais sont en réalité le fruit de l'évolution culturelle, souvent sans que personne n'évalue les coûts et les avantages d'autres options, ni même ne comprenne comment et pourquoi des pratiques, des institutions ou des heuristiques particulières sont apparues. Bien entendu, nos capacités d'apprentissage évoluées, comme nos goûts instinctifs pour les graisses, le sel et le sucre, peuvent produire des maladaptations extravagantes, notamment des engagements et des convictions profondément ancrés qui

s'écartent considérablement de la réalité, mais c'est le prix à payer pour être une espèce culturelle.

En appliquant cette approche à la compréhension de la coopération humaine, les chercheurs se sont intéressés à la manière dont l'apprentissage culturel, opérant au sein des groupes et au fil du temps, donne lieu à des normes sociales. Les normes sociales sont des modèles de comportement largement partagés, généralement soutenus par des effets sur la réputation, des punitions, des signalements ou d'autres mécanismes susceptibles d'encourager des comportements ou des pratiques coûteux sur le plan individuel. Les normes émergent spontanément une fois que les individus peuvent apprendre à la fois les comportements focaux (comme le partage de la nourriture) et les normes de jugement des autres (par exemple, ceux qui ne partagent pas sont « méchants »). Partout dans le monde, l'ethnographie et les expériences suggèrent que les normes sociales diffusées par l'évolution culturelle peuvent expliquer de nombreux modèles répandus de comportement coopératif, du partage de la nourriture chez les chasseurs-cueilleurs aux dons de sang volontaires dans les centres urbains modernes<sup>12</sup>. Parce que les humains ont dû évoluer dans des paysages sociaux façonnés par des normes sociales depuis des lustres, ils ont génétiquement développé une psychologie des normes qui les a préparés à apprendre facilement les règles sociales, à intérioriser ces règles en tant qu'heuristiques comportementales ou préférences motivationnelles et à réagir négativement face à ceux qui enfreignent les normes. L'intériorisation des normes peut être un aspect clé de ce qui nous fait nous comporter de manière équitable et altruiste dans des contextes normatifs<sup>13</sup>.

Les économistes comportementaux ont découvert ces motivations normatives intériorisées lorsqu'ils ont commencé à mener des expériences économiques telles que le dilemme du prisonnier ou le jeu de l'ultimatum. Bien entendu, les anthropologues ont établi il y a plusieurs décennies que les comportements liés au jeu, motivés par des préférences ou des heuristiques particulières, sont transmis culturellement<sup>14</sup> et varient de manière prévisible d'une société humaine à l'autre selon des modalités modelées par l'évolution culturelle<sup>15</sup>.

Plutôt que de considérer les institutions comme si elles descendaient du ciel ou comme si elles avaient été élaborées par des acteurs rationnels dans le cadre d'un quelconque contrat social lockien<sup>16</sup>, l'évolution culturelle offre un moyen naturel de théoriser et de comprendre les origines des institutions à partir de la base. Elle suggère que les institutions informelles représentent des ensembles imbriqués de normes sociales. L'institution du mariage, par exemple, est formée par des normes qui précisent notamment qui paie qui pour former l'union (comme le prix de l'épouse ou la dot), où le couple vit après le mariage (par exemple, dans la famille de l'époux) et combien de conjoints on peut avoir en même temps (polygynie ou monogamie)<sup>17</sup>. Les institutions formelles émergent lorsque certaines des normes ou règles d'un ensemble plus complet

sont mises par écrit. C'est en partie la raison pour laquelle les institutions formelles ne peuvent pas être facilement reproduites simplement en acceptant de suivre les éléments écrits des institutions ; de nombreux éléments clés de toute institution réelle ne sont pas écrits.

---

### La plus ancienne institution

La nature humaine ne se résume pas à nos capacités d'apprentissage culturel et à notre psychologie normative. Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner la plus ancienne et la plus fondamentale des institutions humaines : la famille, ou ce que les anthropologues appellent les systèmes de parenté. Ces ensembles de normes sociales exploitent, étendent ou suppriment divers aspects de notre psychologie innée de la famille<sup>18</sup>. À l'instar d'autres espèces, notre psychologie de la famille comprend des instincts visant à aider les proches parents, à éviter la consanguinité (comme les relations sexuelles avec les frères et sœurs) et à maintenir les liens de couple. L'évolution culturelle exploite ces aspects de notre psychologie évoluée pour créer divers organisations ou réseaux sociaux, notamment des clans, des tribus, des familles élargies et des lignées, en utilisant des normes qui précisent les partenaires acceptables pour le mariage (tabous de l'inceste), les règles d'héritage (des ressources, des postes de direction et de l'identité), la propriété collective, la résidence postmaritale et la culpabilité partagée pour les crimes (appelée responsabilité collective). En renforçant, en affaiblissant ou en modifiant divers liens de parenté, l'évolution culturelle peut forger soit des collectivités sociales capables d'un haut niveau de coopération, soit des réseaux sociaux tentaculaires qui offrent un refuge aux individus en cas de catastrophe<sup>19</sup>.

Historiquement, après l'apparition de la production alimentaire il y a plus de 10 000 ans, la concurrence entre des groupes aux normes sociales variées a entraîné des changements dans les institutions fondées sur la parenté, qui ont favorisé des réseaux coopératifs intensifs et étroitement liés, ainsi qu'une coopération à plus grande échelle. L'évolution vers des clans et des lignages polygynes au cours de cette période, en particulier ceux fondés sur des lignées patrilineaires, a été si profonde qu'elle peut être observée dans la réduction massive de la diversité des chromosomes Y dans le génome après l'émergence de l'agriculture, mais avant l'apparition des États<sup>20</sup>.

Pour illustrer le pouvoir de la parenté, penchons-nous sur une coutume spécifique, à savoir les normes sociales qui exigent que les adultes n'aient qu'un seul conjoint à la fois : la monogamie normative. La plupart des sociétés de l'histoire de l'humanité (85 % selon certaines estimations) ont permis aux hommes de haut rang d'avoir plusieurs épouses<sup>21</sup>. Même dans les sociétés de chasseurs-cueilleurs, par ailleurs très égalitaires, les chasseurs, guerriers, conteurs et chamans les plus prestigieux avaient souvent trois à cinq épouses. Pour

comprendre pourquoi le mariage monogame est apparu et s'est répandu dans des sociétés où persistent d'énormes différences de richesse entre les hommes, les évolutionnistes culturels ont souligné que le mariage polygyne génère des coûts au niveau de la société : il tend à créer un grand nombre d'hommes de statut inférieur qui ont peu de possibilités de se marier ou de s'accoupler ou peu d'accès au marché du mariage et de l'accouplement. Confrontés à la perspective de devenir des zéros évolutifs, à moins qu'ils ne puissent se catapulter dans une hiérarchie de statut abrupte, les hommes sont plus enclins à prendre des risques qui se traduisent par des crimes, des pillages, des actes de violence et des viols.

Le mariage monogame, en revanche, établit une distribution plus équitable des épouses et des enfants dans la hiérarchie des statuts masculins, en drainant efficacement la réserve de célibataires de statut inférieur et en les enrôlant au contraire dans une armée de maris et de pères, ce qui leur donne un intérêt dans l'avenir. Il est intéressant de noter que si, dans les sociétés monogames, le mariage et la paternité sont associés à une baisse du taux de testostérone chez les hommes, il n'en va pas de même dans les sociétés polygynes. En effet, plusieurs sources de données suggèrent que, au moins dans certaines conditions, la diminution des mariages polygynes a une incidence sur la criminalité, la violence domestique et l'inégalité entre les femmes et les hommes. L'adoption du mariage monogame est un cas fascinant parce qu'il va directement à l'encontre des intérêts de l'élite et des hommes puissants, qui ont généralement une influence disproportionnée sur les lois et les politiques<sup>22</sup>.

Dans les pratiques familiales traditionnelles, y compris les normes liées à la polygynie, au mariage entre cousins, à l'héritage et au lieu de résidence, de nombreuses données démontrent l'incidence des institutions fondées sur la parenté sur des résultats importants, notamment la prospérité économique, la confiance, la participation civique, l'innovation, la corruption, la santé des enfants, l'inégalité entre les femmes et les hommes, les investissements dans l'éducation et l'efficacité des institutions démocratiques. Duman Bahrami-Rad et ses collègues, par exemple, montrent que les mesures de l'intensité des liens de parenté traditionnels permettent de prédire les mesures globales de la prospérité économique à partir de la luminosité nocturne des satellites<sup>23</sup>. En effet, en se penchant uniquement sur les pays, leurs analyses montrent que le passage d'un groupe ethnique à forte intensité de liens de parenté (clans polygynes) à un groupe ethnique à faible intensité de parenté (familles nucléaires monogames) correspond à une augmentation substantielle de la luminosité/prospérité.

Bien entendu, si les institutions fondées sur la parenté sont notoirement résilientes, les politiques peuvent modifier et ont modifié des normes sociales essentielles et changé le mode de fonctionnement de ces institutions<sup>24</sup>. Par exemple, en utilisant des données historiques pour les États-Unis, Ghosh, Hwang et Squires (2023) montrent comment les lois des États interdisant le mariage entre cousins ont entraîné une urbanisation plus

rapide et une croissance plus rapide des revenus<sup>25</sup>. De même, une étude sur l'Inde, qui illustre les pièges éventuels, montre comment les changements juridiques de 2005 qui ont donné aux femmes des droits égaux en matière d'héritage ont provoqué une augmentation des mariages arrangés avec des cousins patrilinéaires, ce qui a entraîné un recul de l'égalité entre les femmes et les hommes et une diminution de la quantité de femmes entrant sur le marché du travail. Dans les deux cas, les effets sociaux et économiques ont été involontaires, bien que probablement souhaitables pour les décideurs politiques dans le premier cas, et indésirables dans le second<sup>26</sup>.

L'étude des institutions fondées sur la parenté illustre deux caractéristiques importantes de l'évolution culturelle. Premièrement, la compréhension de ces institutions montre clairement pourquoi il est essentiel de théoriser sur la nature humaine ; sans un tel cadre, il est difficile de comprendre pourquoi les gens se soucient tant de leurs proches parents, pourquoi la testostérone réagit à l'environnement d'accouplement local (monogamie ou polygynie) et pourquoi les individus intériorisent les normes sociales (d'où viennent les préférences en matière d'équité ?). Les concepts tels que les normes et les institutions ne sont pas présumés naître par eux seuls, mais sont considérés comme issus de processus évolutifs clairement définis.

Deuxièmement, l'évolution culturelle montre comment les institutions peuvent émerger sans contrat social conscient ni choix rationnel, mais toujours agir de manière fonctionnelle, au service des intérêts de la société ou de sous-groupes particuliers<sup>27</sup>. En effet, comme le poisson proverbial qui ne sait pas qu'il vit dans l'eau, la plupart des individus ne comprennent pas le fonctionnement de nos institutions. La monogamie normative est un exemple d'institution qui, au fil des générations, influence considérablement la dynamique sociale et les résultats importants de la société. Pourtant, la plupart des individus, y compris les décideurs politiques et les juristes, ne savent pas pourquoi ni comment fonctionne cette norme, ou ne se rendent même pas compte qu'elle « fait » quelque chose<sup>28</sup>. L'évolution culturelle offre ici une compréhension fondamentale des institutions fondées sur la parenté qui met en lumière un ensemble de leviers politiques potentiels ainsi que des pièges éventuels qui ne sont généralement pas pris en compte.

---

### Marchés, religion et concurrence entre les groupes

Pour comprendre l'évolution de la coopération à plus grande échelle, au-delà du groupe de parenté, l'évolution culturelle offre une perspective à plusieurs niveaux, étayée par un arsenal de modèles formels<sup>29</sup>, qui analyse les effets de la concurrence et des conflits entre les groupes. L'approche révèle comment une coopération intense entre de petits groupes au sein d'une société, tels que les familles, les villages et les groupes ethniques, peut nuire à la coopération à des niveaux plus élevés,

tels que les royaumes, les États et les empires<sup>30</sup>. Lorsque de petits groupes au sein d'une société suscitent trop de solidarité et de loyauté, il devient plus difficile de motiver les individus à payer des impôts, à faire la guerre, à construire des canaux, etc. Cette perspective évolutionniste à plusieurs niveaux permet aux chercheurs de repérer les lignes de fracture où la moralité disparaît, où la coopération s'effondre et où les conflits commencent. L'approche souligne également les défis à relever pour parvenir à une coopération au niveau mondial<sup>31</sup>.

Au-delà des institutions fondées sur la parenté, les normes sociales, les convictions et les motivations qui sous-tendent la coopération à grande échelle sont influencées par de nombreux facteurs, notamment les institutions du marché, les religions et les formes domestiquées de concurrence entre les groupes. En ce qui concerne les marchés, plusieurs sources de données indiquent qu'une plus grande intégration des marchés est associée à une plus grande prosocialité impersonnelle, notamment une plus grande confiance, une plus grande équité et une plus grande coopération avec des individus anonymes. Cette idée, qui remonte au siècle des Lumières, suggère qu'en participant aux marchés, les individus acquièrent et intériorisent des normes qui favorisent les transactions réciproques et mutuellement bénéfiques avec des inconnus<sup>32</sup>. Par exemple, en utilisant une base de données mondiale de contes populaires, Enke montre qu'une plus grande intégration du marché est associée à un plus grand universalisme moral et à une plus grande confiance dans les inconnus, comme en témoignent les histoires traditionnelles<sup>33</sup>. De même, des expériences comportementales menées en Éthiopie montrent que les communautés de Bale Oromo situées à proximité des marchés coopèrent davantage avec des individus anonymes et sont donc mieux à même de gérer durablement les forêts locales<sup>34</sup>.

Les évolutionnistes culturels soutiennent depuis longtemps que la concurrence entre les groupes, qui s'exerce depuis des milliers d'années, a façonné les religions et les rituels de manière à élargir la sphère de la coopération et de l'échange, favorisant ainsi l'expansion des sociétés humaines. De manière empirique, l'évolution culturelle a étudié l'incidence des différentes religions sur l'organisation familiale (intensité de la parenté), certains aspects de la psychologie morale, la coopération entre inconnus et les résultats économiques<sup>35</sup>. Par exemple, en utilisant à la fois des expériences économiques et des enquêtes, plusieurs études montrent comment des convictions plus fortes en des dieux moralisateurs puissants ou en des forces karmiques universelles favorisent une plus grande coopération et une plus grande équité avec des individus anonymes. Cette constatation est d'autant plus frappante que la conviction en de telles divinités n'existe pas dans la plupart des sociétés humaines et n'est apparue qu'au cours des derniers milliers d'années. De même, la variation globale de l'engagement des individus envers les religions du monde est en corrélation avec des préférences économiques clés, notamment la confiance généralisée, l'altruisme envers des

inconnus et la réciprocité avec des individus anonymes<sup>36</sup>. Ces modèles psychologiques convergent avec des recherches plus anciennes reliant la croissance économique aux convictions religieuses sur la vie après la mort<sup>37</sup>.

Enfin, l'évolution culturelle présente également des formes domestiquées de concurrence intergroupes au sein des sociétés qui galvanisent la confiance et la coopération entre inconnus contre les effets corrosifs de l'intérêt personnel, du népotisme et du copinage. La théorie de l'évolution culturelle suggère que la concurrence entre les groupes exige une coopération, ce qui entraîne la diffusion de motivations et de pratiques qui renforcent la coopération. Pour mettre à l'essai cette idée, François *et al.* ont exploité une expérience naturelle dans laquelle des changements dans la réglementation bancaire avaient accru la concurrence entre les entreprises, principalement au cours des années 1970 et 1980<sup>38</sup>. Leur étude montre que ce changement de politique a accru la concurrence, ce qui a entraîné une hausse progressive de la confiance pendant de nombreuses années. En complément, l'étude a utilisé des données de panel pour l'Allemagne afin de montrer que la confiance augmentait lorsque les individus passaient à un secteur plus compétitif de l'économie et diminuait lorsqu'ils passaient à un secteur moins compétitif. En laboratoire, l'équipe a confirmé que l'intensification de la concurrence entre les groupes augmentait à la fois la volonté de coopérer avec des inconnus et la propension à déclarer que « la plupart des gens sont dignes de confiance » en réponse à la question sur la confiance généralisée.

---

## Penser, sentir et percevoir

L'évolution culturelle proposant que les cerveaux humains ont évolué génétiquement dans des mondes structurés par des institutions, des langues et des technologies changeantes, le domaine était préparé à reconnaître, à étudier et finalement à expliquer les différences psychologiques entre les populations. Les psychologues et les économistes partent généralement du principe que l'esprit humain est semblable à un ordinateur numérique, c'est-à-dire que le matériel de traitement de l'information est entièrement fixe. Cependant, il est de plus en plus évident que le cerveau humain a évolué pour adapter ontogénétiquement son traitement de l'information aux difficultés auxquelles les individus sont confrontés pendant leur enfance et, dans une moindre mesure, au cours de leur vie. Par exemple, des travaux récents explorant le rôle de la riziculture, de l'irrigation, des charrues, du pastoralisme, des institutions fondées sur la parenté et de l'urbanisation ont cherché à expliquer les variations dans le monde de la psychologie morale, de la conformité, de la pensée holistique, de la loyauté endogroupe (c'est-à-dire la loyauté envers le groupe d'appartenance), de la rigueur normative, du népotisme, des motivations honorifiques, de l'individualisme, de la structure de la personnalité et de la

prosocialité impersonnelle (confiance envers les inconnus)<sup>39</sup>. Ce n'est pas seulement que des institutions différentes créent des incitations différentes, comme l'ont supposé de nombreux économistes, mais aussi que les individus qui grandissent dans des endroits différents en viennent à traiter l'information différemment. En d'autres termes, ils perçoivent, raisonnent, ressentent et pensent différemment<sup>40</sup>.

Cette variation psychologique implique que des politiques, des lois et des institutions identiques auront souvent des résultats différents en raison de différences psychologiques sous-jacentes. Par exemple, dans le cadre d'une expérience de terrain menée au Ghana, en Inde et aux Philippines, les chercheurs ont réparti de manière aléatoire les travailleurs selon qu'ils étaient rémunérés sur la base d'un taux individuel à la pièce, c'est-à-dire en fonction de leur production individuelle, d'un taux collectif à la pièce, c'est-à-dire en fonction de la productivité moyenne de leur petit groupe de travail, ou d'un salaire journalier, c'est-à-dire indépendamment de leur productivité.

Il est frappant de constater que la politique la plus rentable dépend de la population. Dans le pays le plus individualiste de ce trio, l'Inde, les taux individuel et collectif à la pièce ont généré une augmentation d'environ 20 % de la performance moyenne, ce qui correspond à peu près à ce que l'on a observé aux États-Unis en utilisant un taux individuel à la pièce. Aux Philippines, l'effet d'amélioration des performances d'une rémunération individuelle à la pièce n'a été que d'environ 10 % (la moitié de celui de l'Inde), mais l'effet de la rémunération collective à la pièce n'a guère été meilleur que celui d'un simple salaire journalier. Au Ghana, aucun des deux systèmes de rémunération à la pièce n'a permis d'améliorer les performances par rapport au simple salaire journalier. La politique d'amélioration des performances dépend de la psychologie culturelle que les individus apportent sur le marché du travail.

En effet, sur la base de données provenant de 11 702 entreprises du monde entier, des analyses montrent que les entreprises établies dans des sociétés plus individualistes sont plus susceptibles de recourir à la rémunération liée à la performance. Dans ce cas de figure, ce qui pourrait sembler être un échec dans l'adoption des pratiques de gestion les plus efficaces (c'est-à-dire le fait de ne pas utiliser la rémunération liée à la performance) pourrait au contraire représenter un calibrage approprié à la psychologie culturelle locale. Ces résultats, et bien d'autres, suggèrent que de nombreux aspects des modèles économiques traditionnels s'appliquent mieux à des sociétés dotées de psychologies culturelles particulières<sup>41</sup>. L'évolution culturelle offre un cadre global de réflexion sur le comportement humain, la psychologie et la prise de décision qui replace les individus dans leur contexte historique et culturel, organisant et expliquant efficacement le pot-pourri d'heuristiques et de biais culturellement évolués (pour la plupart) que les spécialistes du comportement ont recensés.

## Guerres, ouragans, tremblements de terre, épidémies et autres chocs

Conscients de l'importance capitale des chocs allant des éruptions volcaniques et des épidémies aux guerres et aux ouragans, les évolutionnistes culturels ont étudié les effets de ces événements sur la psychologie des individus et la façon dont ils façonnent le changement culturel. De plus en plus d'études démontrent que les chocs peuvent avoir des effets considérables sur la socialité des individus, liant ces derniers plus étroitement à leur communauté tout en renforçant leur engagement à respecter les normes sociales. En utilisant une variété d'expériences naturelles, d'enquêtes, de jeux économiques, de mesures psychologiques (à partir de l'analyse de textes) et d'observations naturalistes, les chercheurs ont montré que les chocs renforcent la coopération au sein des groupes locaux, consolident les normes sociales de toutes sortes, augmentent l'engagement religieux des individus et, peut-être curieusement, éloignent ces derniers d'une moralité universaliste. En Sierra Leone, par exemple, on a observé que les personnes les plus touchées par la guerre civile, qui avait pris fin dix ans auparavant, étaient plus coopératives avec leurs groupes d'appartenance locaux et plus religieuses, mais moins enclines à coopérer avec des inconnus lointains<sup>42</sup>.

Ce point est important, car les chocs climatiques façonnent la moralité et la coopération d'une manière qui semble mal adaptée à la mise en place du type de coopération mondiale requis pour s'attaquer à des problèmes tels que les changements climatiques. Pour favoriser une telle coopération à grande échelle, l'évolution culturelle suggère qu'il existe des moyens d'intensifier certains des processus qui ont galvanisé la coopération au cours des dix derniers millénaires. Premièrement, la concurrence entre les groupes, que ce soit entre les entreprises ou les pays, peut être exploitée de manière plus bénigne pour accroître la coopération<sup>43</sup>. Deuxièmement, notre psychologie évoluée de l'interdépendance et les psychologies ethniques peuvent être exploitées pour créer un sentiment de connexion pan-humain et une identité mondiale qui élargit la sphère morale<sup>44</sup>. Troisièmement, étant donné notre très forte tendance à copier les nations prestigieuses les plus prospères et les plus déterminées, les groupes et les individus peuvent favoriser une plus grande coopération en menant des actions prosociales coûteuses qui démontrent les engagements qu'ils recherchent de la part des autres, et non en attendant de voir si les autres vont coopérer<sup>45</sup>.

En conclusion, doté d'une conception théoriquement riche de la nature humaine, le domaine en plein essor de l'évolution culturelle offre de nombreuses perspectives et approches nouvelles sur la manière de penser et d'étudier le changement culturel, le développement économique et la politique sociale.

## NOTES

1. Wilson (2019).
2. Boyd (2017) ; Henrich 2016, 2020) ; Laland (2017).
3. Gervais *et al.* (2016) ; Watts *et al.* (2015).
4. Carvalho *et al.* (2023).
5. Enke (2019) ; Schulz *et al.* (2019).
6. Xygalatas *et al.* (2013).
7. Galor, Özak et Sarid (2018).
8. Boyd et Richerson (1985) ; Cavalli-Sforza et Feldman (1981).
9. Tomasello (1999).
10. Chudek *et al.* (2013).
11. Henrich (2016).
12. Boyd et Richerson (2022).
13. Henrich et Muthukrishna (2021) ; House (2018) ; House *et al.* (2020).
14. Baimel *et al.* (2021) ; (Cason et Mui) 1998 ; Rand (2016) ; Salali, Juda et Henrich (2015).
15. Ensminger et Henrich (2014) ; Falk *et al.* (2018) ; Henrich (2000) ; Henrich *et al.* (2005) ; Lang *et al.* (2019).
16. Acemoglu et Robinson (2012).
17. Henrich, Boyd et Richerson (2012).
18. McNamara et Henrich (2017).
19. Henrich (2020).
20. Zeng, Aw et Feldman (2018).
21. Henrich, Boyd et Richerson (2012).
22. Chaudhary *et al.* (2015) ; Henrich (2020) ; Henrich, Boyd et Richerson (2012) ; Hudson *et al.* (2023).
23. Akbari, Bahrami-Rad et Kimbrough (2019) ; Alesina et Giuliano (2013, 2015) ; Bahrami-Rad (2021) ; Bahrami-Rad *et al.* (2022) ; Lowes (2022) ; Moscona, Nunn et Robinson (2017, 2020) ; Schulz (2022) ; Schulz *et al.* (2019).
24. Bau (2021).
25. Ghosh, Hwang et Squires (2023).
26. Bahrami-Rad (2021).
27. Henrich (2020) ; Turchin (2009).
28. Henrich (2020) ; Henrich, Boyd et Richerson (2012) ; Hudson *et al.* (2023).
29. Boyd et Richerson (1990, 2002, 2011) ; Turchin (2015).
30. Turchin (2013) ; Wilson *et al.* (2023).
31. Desmet, Ortuño-Ortín et Wacziarg (2017) ; Handley et Mathew (2020) ; White, Muthukrishna et Norenzayan (2021) ; Wilson *et al.* (2023).
32. Hirschman (1982).
33. Enke (2023a).
34. Baldassarri (2020) ; Enke (2023a) ; Henrich *et al.* (2005) ; Henrich *et al.* (2010) ; Kosfeld et Rustagi (2015) ; Rustagi, Engel et Kosfeld (2010) ; Voors *et al.* (2012) ; White, Muthukrishna et Norenzayan (2021).
35. Schulz *et al.* (2019).
36. Atkinson et Bourrat (2011) ; Caicedo, Dohmen et Ponderfer (2023) ; Gervais *et al.* (2016) ; Lang *et al.* (2019) ; Purzycki *et al.* (2016) ; White *et al.* (2019).
37. Barro et McCleary (2003).
38. François, Fujiwara et van Ypersele (2018).
39. Atari *et al.* (2017) ; Buggle (2017) ; Enke (2019) ; Falk *et al.* (2018) ; Gelfand *et al.* (2011) ; Lukaszewski *et al.* (2017) ; Schulz *et al.* (2019) ; Talhelm (2020).
40. Apicella, Norenzayan et Henrich (2020) ; Henrich *et al.* (2022).
41. Bandiera, Barankay et Rasul (2011) ; Medvedev *et al.* (2024).
42. Bauer *et al.* (2014) ; Bauer *et al.* (2016) ; Gelfand *et al.* (2011) ; Henrich *et al.* (2019) ; Rao *et al.* (2011) ; Sinding Bentzen (2019) ; Winkler (2021).
43. François, Fujiwara et van Ypersele (2018) ; Wilson *et al.* (2023).
44. Handley et Mathew (2020) ; Moya (2016) ; White, Muthukrishna et Norenzayan (2021).
45. Chudek *et al.* (2012) ; Henrich (2009) ; Henrich et Gil-White (2001) ; Henrich, Chudek et Boyd (2015) ; Kraft-Todd *et al.* (2018).

## Le rôle de la confiance et des normes dans le respect des obligations fiscales en Afrique

Odd-Helge Fjeldstad et Ingrid Hoem Sjørusen, *Chr. Michelsen Institute, Norvège*

Le système fiscal est une institution formelle clé qui joue un rôle unique dans le contrat social entre les citoyens et l'État, en tant que source essentielle de revenus pour les pouvoirs publics en vue de financer les services et programmes publics qui profitent à la communauté. Il constitue également un point d'entrée important pour étudier la manière dont les individus participent aux institutions dans différents contextes ainsi que le rôle de la culture, des convictions, des normes et des perceptions dans la détermination de questions telles que le respect des politiques. Ce coup de projecteur synthétise les résultats de recherches récentes sur les déterminants de la conformité et de la fraude fiscales, en s'intéressant plus particulièrement aux pays en développement.

La mobilisation des recettes nationales est essentielle pour permettre aux pays en développement de réaliser les objectifs de développement durable. Cependant, la fraude fiscale est un problème majeur dans de nombreux pays. Les chercheurs et les décideurs politiques se sont généralement concentrés sur le respect fondé sur la loi et sur le rôle des règles formelles et des institutions telles que les audits et les sanctions pour réduire la fraude fiscale, ce que l'on appelle souvent la mise en conformité imposée (*enforced compliance* en anglais)<sup>1</sup>. Plus récemment, la mise en conformité volontaire, ou le respect volontaire (*voluntary compliance* en anglais)<sup>2</sup>, c'est-à-dire les normes informelles et les convictions qui motivent la mise en conformité des contribuables, en particulier la confiance et les normes, a fait l'objet d'une plus grande attention<sup>3</sup>. Le respect volontaire des obligations fiscales est susceptible d'être particulièrement important dans les pays où les capacités coercitives sont faibles<sup>4</sup>. Ce coup de projecteur commence par un bref exposé théorique de la façon dont une compréhension plus approfondie de la confiance et des normes peut nous aider à mieux comprendre la mise en conformité volontaire. Il examine ensuite comment ces facteurs varient en fonction des contextes, des contribuables et des assiettes fiscales, et en quoi ces variations ont des effets sur le respect volontaire des obligations fiscales. La dernière section traite des implications politiques.

### Une connaissance plus approfondie de la confiance et des normes peut nous aider à mieux comprendre le respect des obligations fiscales.

La confiance (la conviction qu'à une personne qu'une autre personne ou institution agira conformément à ses attentes

d'un comportement positif)<sup>5</sup> favorise le progrès social et économique<sup>6</sup>. Les travaux théoriques soulignent que la confiance dans le gouvernement et dans l'administration fiscale est importante également s'agissant du respect volontaire des obligations fiscales. Kirchler, Hoelzl et Wahl (2008) ont mis au point un cadre théorique dans lequel la confiance dans les autorités fiscales et le pouvoir des autorités sont les principaux déterminants de la conformité fiscale, la confiance favorisant la mise en conformité volontaire et le pouvoir conduisant à la mise en conformité imposée. Lorsque les contribuables font confiance à l'administration fiscale et la perçoivent comme bienveillante et œuvrant pour le bien commun, ils peuvent se sentir obligés de respecter les décisions, les politiques et les règles, même en l'absence d'une administration puissante et de mesures coercitives<sup>7</sup>. Prichard *et al.* (2019) ont élaboré un cadre conceptuel pour la réforme et la conformité fiscales qui met en évidence quatre facteurs principaux de confiance : la justice (le système fiscal est conçu et administré de manière juste), l'équité (les charges sont équitablement réparties et chacun paie sa part), la réciprocité (les recettes fiscales sont utilisées pour les biens et services publics) et la responsabilité (les pouvoirs publics sont responsables devant les contribuables). Alors que la justice et l'équité sont des caractéristiques du système fiscal, la réciprocité et la responsabilité sont liées à des questions de gouvernance plus larges. La dimension d'équité implique qu'en plus de la confiance dans l'administration fiscale, la confiance dans les concitoyens peut être un déterminant important du respect des obligations fiscales.

Les normes tant personnelles que sociales sont considérées comme des déterminants importants du respect des obligations fiscales (tableau S4.4.1)<sup>8</sup>. Les normes sociales peuvent être importantes pour le respect des obligations fiscales, car les individus se soucient de la façon dont ils sont perçus par les autres ainsi que des sanctions et récompenses sociales associées à ces perceptions<sup>9</sup>, ou parce qu'ils veulent se comporter comme les autres. Il est important de noter que les normes personnelles et sociales peuvent ne pas concorder et que les individus n'agissent pas toujours en fonction de leurs propres normes personnelles<sup>10</sup>. Plusieurs études ont décrit le phénomène de l'ignorance pluraliste, une situation dans laquelle la plupart des membres d'un groupe rejettent personnellement une norme mais croient que la plupart des autres l'acceptent<sup>11</sup>. Il a été démontré qu'en présence d'une ignorance pluraliste, le fait de fournir des informations sur

**Tableau S4.4.1 Types de normes et exemples**

Norme ou attitude personnelle (Norme morale)	Norme sociale (une règle de comportement telle que les individus préfèrent s'y conformer à condition d'être convaincus : a) que la plupart des personnes de leur réseau de référence s'y conforment (attente empirique) ; b) qu'ils devraient s'y conformer (attente normative) ; voir Bicchieri, 2016, p. 35)	
	Norme descriptive (attente empirique)	Norme injonctive (attente normative)
Ce que je crois être la bonne chose à faire	Ce que je crois que les autres font	Ce que la plupart des gens pensent que je devrais faire

Source : Bicchieri 2016 ; Cialdini, Kallgren et Reno (1991).

les opinions des autres modifie à la fois le comportement fiscal<sup>12</sup> et le comportement dans d'autres domaines<sup>13</sup>. Dès lors, pour comprendre le comportement des contribuables, il est important de recenser et d'analyser les normes personnelles et sociales associées au respect des obligations fiscales et d'étudier les différents facteurs qui influent sur les normes personnelles et sociales. La distinction entre normes personnelles et normes sociales est une condition préalable à l'élaboration de politiques efficaces visant à améliorer des résultats souhaités<sup>14</sup>. Sur le plan empirique, de nombreuses expériences sur le terrain et en laboratoire montrent que les normes personnelles et sociales s'influencent mutuellement et qu'elles motivent toutes deux le comportement, mais que les normes sociales influencent davantage le comportement que les normes personnelles<sup>15</sup>.

*La confiance et les normes peuvent varier d'un contexte à l'autre et influencer sur le respect des obligations fiscales.*

Le respect des obligations fiscales est difficile à mesurer, car les individus tentent généralement de dissimuler leurs comportements et attitudes non conformes<sup>16</sup>. Les recherches empiriques sur les déterminants de la mise en conformité volontaire ont généralement utilisé des questions d'enquête provenant de grandes bases de données, telles que l'Afrobarmètre et l'Enquête mondiale sur les valeurs, demandant aux personnes interrogées si elles estimaient que le fait de ne pas payer d'impôt était répréhensible et punissable/justifiable, ou si l'administration fiscale avait le droit d'obliger les gens à payer leurs impôts (figure S4.4.1)<sup>17</sup>. Dans tous les pays, le répondant moyen estime que le fait de ne pas payer d'impôts sur le revenu est au moins « répréhensible, mais compréhensible » et est plutôt d'accord que pas désaccord avec l'affirmation selon laquelle l'autorité fiscale a toujours le droit d'obliger les gens à payer leurs impôts, mais il y a des variations substantielles entre les pays.

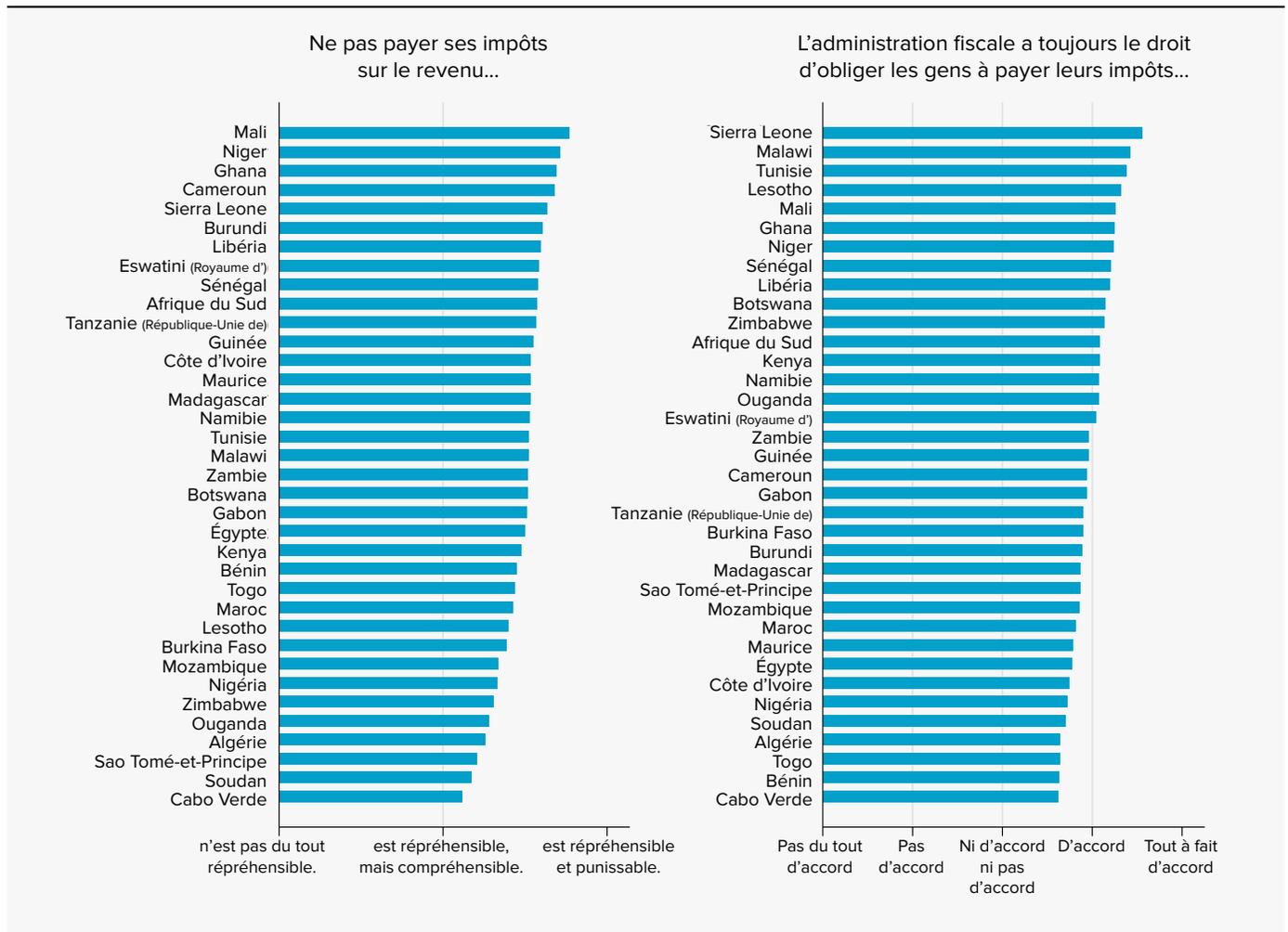
Les études basées sur de telles enquêtes montrent qu'au sein des pays, la mise en conformité volontaire est positivement corrélée à un sentiment plus fort d'identité nationale<sup>18</sup>, à la confiance dans l'autorité fiscale<sup>19</sup> et à la perception d'une justice fiscale dans la manière dont le gouvernement traite le groupe

ethnique du répondant<sup>20</sup>, ce qui, selon le cadre de Prichard *et al.* (2019), est un facteur important de la confiance. En outre, la norme sociale perçue s'agissant du respect des obligations fiscales ainsi que la satisfaction à l'égard de la fourniture de services publics entretiennent elles aussi une corrélation positive avec la mise en conformité volontaire<sup>21</sup>. Toutefois, il existe également des différences substantielles dans les corrélats du respect volontaire des obligations fiscales entre le Kenya, la République-Unie de Tanzanie, l'Ouganda et l'Afrique du Sud<sup>22</sup>. Si ces études fournissent des indications intéressantes sur les corrélats de la mise en conformité volontaire, elles n'offrent pas d'éléments de causalité ni d'explication concernant les mécanismes par lesquels les déterminants influent sur la mise en conformité volontaire.

*Le poids de l'histoire dans la construction de la confiance et des normes aujourd'hui*

Pour mieux comprendre les mécanismes de causalité à l'origine des variations de la mise en conformité volontaire, un courant de la doctrine étudie l'effet des racines historiques et de l'héritage culturel sur le respect volontaire des obligations fiscales<sup>23</sup>. L'héritage culturel est transmis d'une génération à l'autre et associé au pays ou au groupe ethnique d'origine. Il est bien établi qu'il peut influencer sur la confiance des individus dans les autres, par exemple, la confiance dans les personnes du même groupe ethnique ou le manque de confiance dans les personnes d'autres groupes ethniques, ainsi que la confiance dans les institutions publiques<sup>24</sup>. Il est par exemple démontré que la confiance est un mécanisme causal important dans la relation négative entre le développement économique actuel dans certaines parties d'Afrique et la traite des esclaves : les individus qui appartiennent à des groupes ethniques qui ont été plus exposés à la traite des esclaves font moins confiance à leurs parents, à leurs voisins, à d'autres personnes de la même ethnique et au gouvernement local<sup>25</sup>. En outre, la variation individuelle de la confiance dans les institutions publiques et le voisinage causée par l'exposition différentielle à la traite des esclaves explique également les variations du respect volontaire des obligations fiscales dans plusieurs pays : les individus plus confiants font preuve d'un plus grand respect volontaire<sup>26</sup>.

**Figure S4.4.1** La plupart des habitants des pays africains pensent que le fait de ne pas payer d'impôts sur le revenu est tout du moins « répréhensible, mais compréhensible » et sont plutôt d'accord que pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle l'autorité fiscale a toujours le droit d'obliger les gens à payer des impôts



**Note :** la question de l'enquête pour la figure de gauche était la suivante : « Veuillez me dire si ce qui suit n'est pas du tout répréhensible, répréhensible, mais compréhensible, ou répréhensible et punissable : ne pas payer ses impôts sur le revenu » ; la question de l'enquête pour la figure de droite était « Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec ce qui suit : le service des impôts a toujours le droit d'obliger les gens à payer des impôts ».  
**Source :** d'après les résultats de l'Afrobaromètre, série 6, 2014/2015 (<https://www.afrobarometer.org/> ; consulté le 25 janvier 2024).

Une étude menée en Ouganda montre que l'histoire joue également un rôle dans la mesure où les habitants des régions historiquement centralisées d'Ouganda se méfient de l'administration centrale et des institutions publiques, mais sont prêts à respecter les règles et à payer des impôts lorsqu'ils vivent dans un environnement où la confiance interpersonnelle est plus élevée<sup>27</sup>. La confiance influe sur le respect volontaire des obligations fiscales, et elle est elle-même influencée par l'hétérogénéité du groupe, façonnée par l'histoire. Ainsi, les événements historiques et l'organisation des sociétés continuent de façonner dans l'actualité le respect volontaire des obligations fiscales par le biais de la confiance et des normes sociales. Cette constatation est liée aux résultats de la doctrine plus large de l'économie institutionnelle selon laquelle l'histoire

peut avoir une incidence sur les résultats actuels par le biais de l'évolution et de la persistance des premières institutions<sup>28</sup>.

### Influence de la confiance et des normes sur les problèmes liés au respect des obligations fiscales

#### Possibilités de fraude fiscale pour les travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ont plus de possibilités que les salariés de minimiser leurs revenus déclarés étant donné que ce sont eux, et non un tiers, qui déclarent une grande partie de leurs revenus<sup>29</sup> ; ils sont en outre susceptibles de profiter

plus volontiers de ces possibilités<sup>30</sup>. Or, les possibilités de fraude fiscale peuvent influencer sur le respect volontaire des obligations fiscales. Des études montrent que les travailleurs indépendants ont une opinion moins favorable des impôts et de l'administration fiscale que les autres contribuables<sup>31</sup>. En outre, on constate une forte évasion fiscale chez de nombreux indépendants<sup>32</sup>.

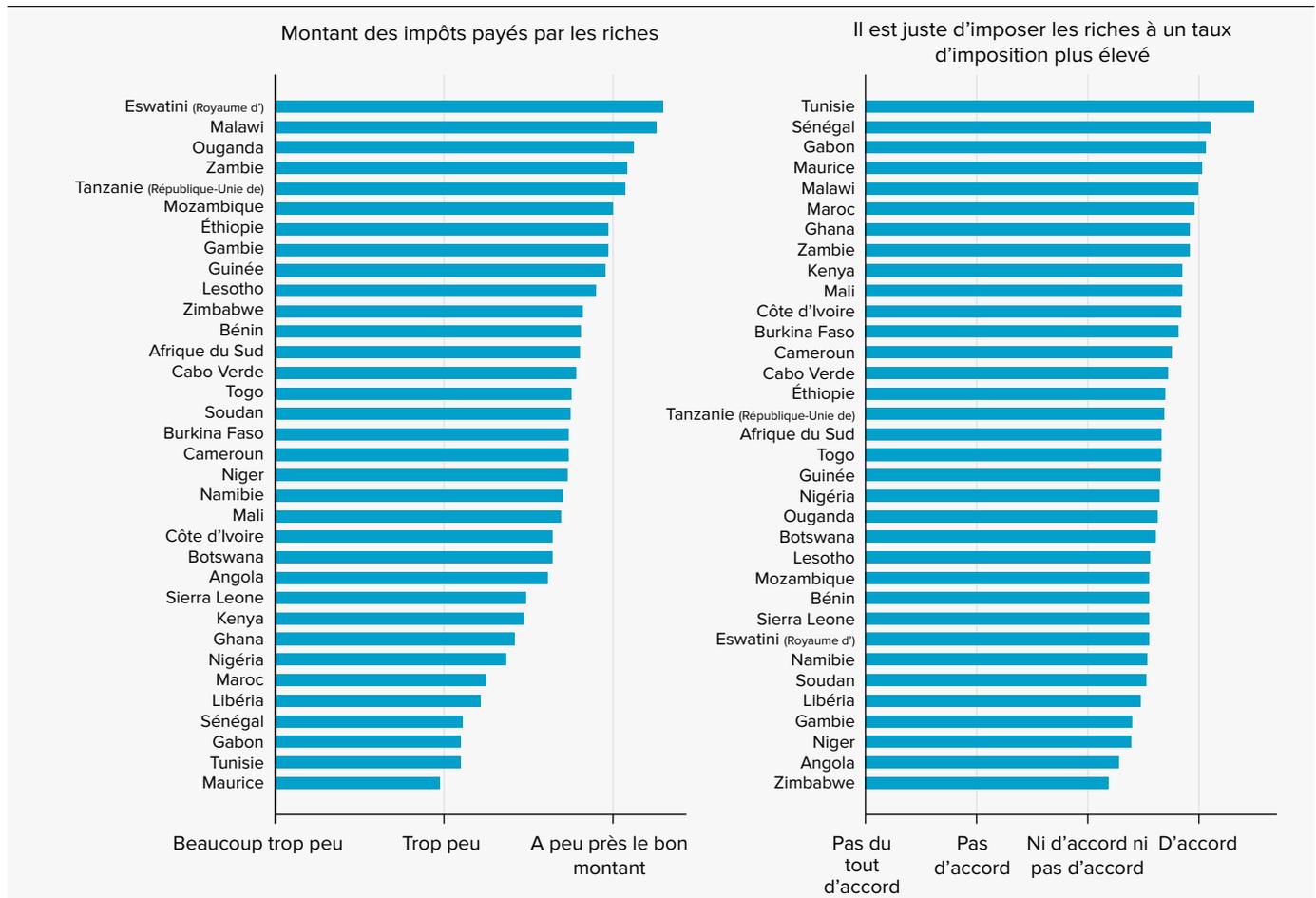
**Imposer plus lourdement les riches : objectifs nobles, attentes irréalistes ?**

Certaines études affirment que la faiblesse de l'imposition des personnes fortunées non seulement compromet les recettes fiscales, mais risque aussi de saper la confiance générale dans le système fiscal et d'affaiblir le contrat social<sup>33</sup>. On fait donc valoir qu'imposer plus efficacement les riches est essentiel non seulement pour augmenter les recettes, mais aussi pour

renforcer la confiance dans le système fiscal, ce qui permet de dégager une adhésion politique plus soutenue en faveur de la fiscalité et de réaliser des gains à plus long terme. Cependant, la redistribution par la fiscalité n'est pas un enjeu électoral important dans la plupart des pays africains<sup>34</sup>, ni une priorité majeure des citoyens de ces pays<sup>35</sup>. Dans la majorité des pays étudiés, la réponse moyenne à la question de l'enquête Afrobaromètre sur le montant des impôts que les riches sont tenus de payer est plus proche de « à peu près le bon montant » que de « trop peu », et si le répondant moyen dans tous les pays est plutôt d'accord que pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle les riches devraient être imposés à un taux plus élevé pour aider les pauvres, l'adhésion à cette affirmation est relativement faible dans de nombreux pays (figure S4.4.2).

La formation d'une coalition redistributive dans des sociétés ethniquement diverses peut s'avérer particulièrement difficile<sup>36</sup>, de sorte que relativement peu d'efforts sont faits en faveur d'un

**Figure S4.4.2 La redistribution par la fiscalité n'est pas un enjeu électoral important dans la plupart des pays africains, ni une priorité majeure des citoyens de ces pays**



**Note :** la question de l'enquête pour la figure de gauche était « Pensez-vous que le montant des impôts que les riches de [PAYS] doivent payer est trop faible, trop élevé ou à peu près le bon montant ? », et la question de l'enquête pour la figure de droite était « Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante : Il est juste d'imposer les riches à un taux plus élevé que les personnes ordinaires afin de contribuer au financement des programmes publics en faveur des pauvres ».

**Source :** d'après les résultats de l'Afrobaromètre, série 8, 2019/2021 (<https://www.afrobarometer.org/> ; consulté le 25 janvier 2024).

programme de redistribution plus large au profit des pauvres<sup>37</sup>. Bien que nous adhérons au fait qu'il est temps d'imposer les riches, l'objectif de nombreux gouvernements africains est d'augmenter les recettes en élargissant l'assiette fiscale afin d'intégrer des segments plus importants de particuliers et d'entreprises dans le filet fiscal. De telles réformes auront probablement peu d'incidence sur les élites fortunées, ce qui se reflète dans ce que Mick Moore appelle l'obsession des administrations fiscales à enregistrer de nouveaux contribuables, dont la majorité sont de petites entreprises et des personnes modestes<sup>38</sup>. Cette approche est associée à l'idée que le secteur informel est la principale source de recettes fiscales non recouvrées en Afrique subsaharienne<sup>39</sup>. Par ailleurs, une politique d'imposition des très grandes fortunes n'est pas facile à mettre en œuvre<sup>40</sup>.

---

### *Les entreprises contribuables : confiance et prévisibilité du système fiscal*

Les moyennes et grandes entreprises représentent la majeure partie des recettes fiscales dans de nombreux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur. Leur mise en conformité volontaire est susceptible d'être influencée par des facteurs différents de ceux des particuliers et des petites entreprises, et doit être conceptualisée différemment<sup>41</sup>. La mise en conformité volontaire des entreprises est vraisemblablement plus motivée par l'intérêt personnel que dans le cas des particuliers<sup>42</sup>. La prévisibilité est une préoccupation essentielle des entreprises contribuables et renforce la confiance de ces dernières, car cela leur permet de prévoir un budget adapté et de faire des plans réalistes pour l'avenir<sup>43</sup>. Cela garantit également que les entreprises seront traitées comme leurs concurrents. Les questions de justice et d'équité sont souvent importantes pour les entreprises car elles ont des répercussions sur la concurrence, sur la rentabilité et sur la prévisibilité des opérations<sup>44</sup>. Par exemple, les autres entreprises du même secteur supportent-elles des charges fiscales équivalentes ? Les entreprises sont également plus enclines à respecter leurs obligations fiscales lorsqu'elles estiment que le gouvernement finance des services et des activités qui leur profitent et qu'elles ont leur mot à dire dans l'élaboration de ces décisions<sup>45</sup>. L'amélioration de la prévisibilité et de la justice dans l'application de la législation fiscale peut donc favoriser le respect volontaire des obligations fiscales par les entreprises et l'adhésion de celles-ci à des réformes<sup>46</sup>.

---

### *Imposer le secteur informel*

Dans les pays pauvres, une grande partie de l'activité économique se déroule dans le secteur informel, qui est difficile à imposer<sup>47</sup>. Jusqu'à récemment, les administrations fiscales ne s'intéressaient guère à ce secteur parce que le rendement de l'effort peut s'avérer faible en termes monétaires

et que le recouvrement risque d'être difficile. D'un point de vue économique et administratif, il est logique de ne pas imposer un grand nombre de personnes pauvres. Les systèmes de taxe sur la valeur ajoutée exonèrent généralement les produits de base qui sont fortement consommés par les pauvres, et les codes de l'impôt sur le revenu excluent généralement les individus et les entités dont les revenus sont inférieurs à un certain seuil. Toutefois, ces dernières années, plusieurs administrations fiscales ont introduit des impôts forfaitaires spéciaux destinés à l'économie informelle, basés sur le revenu présumé des travailleurs plutôt que sur leur revenu réel, compte tenu du type de travail qu'ils effectuent<sup>48</sup>.

Un filet fiscal plus large n'est pas toujours une bonne chose, mais la possibilité que les réformes fiscales soient guidées par un calcul qui met l'accent sur les avantages de l'exclusion des contribuables marginaux doit être une source d'inquiétude<sup>49</sup>. Le problème serait moindre si les charges fiscales réelles dans les pays pauvres étaient équitablement et efficacement réparties, mais ce n'est pas le cas. En particulier, ces charges pèsent souvent lourdement sur un petit nombre d'entreprises formelles enregistrées.

Les données indiquent que la relation entre la taille de l'entreprise et la fraude fiscale est négative ou en forme de U, ce qui signifie que les petites entreprises sont plus susceptibles de se livrer à la fraude<sup>50</sup>. Cette fraude peut conduire à une concurrence déloyale, ce qui peut saper la confiance et avoir une influence négative sur le respect volontaire des obligations fiscales par les entreprises moyennes<sup>51</sup>. L'un des arguments en faveur de l'amélioration de l'imposition des petites et moyennes entreprises est donc que cette amélioration est importante pour garantir l'équité et renforcer le respect volontaire des obligations fiscales. Il est donc logique de remettre en question les arguments en faveur de l'exclusion des petits contribuables du filet fiscal pour de simples raisons d'efficacité et d'explorer les avantages politiques et fiscaux qu'il y aurait à élargir ce filet, tout en examinant attentivement les implications administratives de cette démarche.

---

### **Leviers politiques pour lutter contre la fraude fiscale : au-delà des lois et réglementations formelles**

Les résultats des recherches examinées ci-dessus montrent que l'histoire, la diversité ethnique et la manière dont les recettes fiscales sont dépensées peuvent avoir une incidence considérable sur le respect volontaire des obligations fiscales par les citoyens et sur leur confiance dans le gouvernement et les autres citoyens. Le respect volontaire des obligations fiscales est également susceptible de varier selon les catégories de contribuables (par exemple, entre les particuliers et les entreprises), selon les différents impôts (par exemple, entre les impôts directs et indirects) et selon la manière dont les impôts sont recouverts. Une conclusion générale de ces recherches est

que les politiques visant à améliorer les attitudes à l'égard des impôts en Afrique devraient veiller à renforcer l'environnement général de confiance<sup>52</sup>, ce qui s'inscrit dans le cadre d'une approche d'économie politique qui attache de l'importance aux contextes historiques, culturels et politiques, combinée à la pensée économique conventionnelle<sup>53</sup>. Il est donc important de s'éloigner d'une approche purement technocratique pour combattre la fraude fiscale. Les conseils en politique fiscale sont précieux, notamment s'agissant des méthodes d'audit et de la nécessité de mieux concevoir l'imposition, mais ils doivent être replacés dans un contexte plus large et au cas par cas, surtout compte tenu des caractéristiques de nombreux pays africains.

Pour combattre des normes de fraude fiscale profondément enracinées, il faut d'abord comprendre comment les choses fonctionnent réellement dans un contexte donné, indépendamment de la manière dont on s'attendrait à ce que le système fiscal fonctionne dans le cadre d'une bonne gouvernance, ce qui requiert une analyse plus approfondie des contextes et des institutions nationales et locales, en particulier de la confiance dans les autorités fiscales et des normes sociales de respect des obligations fiscales. L'amélioration du respect volontaire des obligations fiscales nécessite en outre une analyse approfondie des différentes catégories de contribuables et des administrations fiscales, ainsi que de leur environnement, afin de comprendre les normes et les incitations des principaux acteurs.

Cette analyse conduit à une approche de la réforme à deux volets. Le premier volet concerne l'élaboration d'instruments politiques visant à la fois à donner des incitations et à limiter les possibilités de fraude. À moins que les contribuables ne soient conscients que les sanctions encourues s'ils se font prendre sont beaucoup plus lourdes que les avantages qu'ils pourraient avoir à respecter leurs obligations fiscales, ils continueront à prendre le risque de se livrer à la fraude fiscale. Pour ce faire, il faut bien entendu faire respecter les règles, ce qui dépend de la volonté des dirigeants de réduire la fraude fiscale. Le deuxième volet doit aller au-delà de la réforme juridique et réglementaire pour s'attaquer aux causes profondes de la fraude fiscale. De nombreuses initiatives visant à adopter des règles plus strictes en matière d'administration fiscale ont échoué en raison de la persistance de pratiques informelles. Il est beaucoup plus difficile de changer les normes sociales et les mentalités que d'introduire de nouvelles réglementations, en partie parce que les normes sociales sont profondément enracinées. Les réformes réussies ne se font pas du jour au lendemain. Les artisans des réformes doivent garder cela à l'esprit et ne pas se décourager lorsqu'ils rencontrent des problèmes dans la mise en œuvre de leurs réformes.

Les normes sociales peuvent persister à travers les générations, le développement économique et les régimes politiques<sup>54</sup>, mais, lorsqu'elles changent, cela peut se produire rapidement, par exemple, lorsque de nouvelles informations

publiques deviennent disponibles<sup>55</sup>. Les points de basculement comportemental (c'est-à-dire lorsqu'un nombre suffisant d'individus s'oppose vigoureusement à une norme sociale existante, ou est favorable à une nouvelle norme), sont décisifs pour qu'une norme change. Dans les situations où les normes sociales en matière de respect des obligations fiscales sont mal comprises (sous-estimées), le fait de fournir des informations factuelles sur l'opinion des autres peut favoriser le respect des obligations fiscales<sup>56</sup>.

L'éducation peut jouer un rôle lorsqu'elle est conçue pour aider les contribuables à comprendre l'importance de payer des impôts et la manière de le faire. Il existe un large éventail d'activités de sensibilisation et d'éducation des contribuables dans les différents pays<sup>57</sup>. Par exemple, l'administration fiscale tanzanienne travaille avec les écoles secondaires pour intégrer l'éducation fiscale dans le programme scolaire. Les programmes publics d'éducation et de sensibilisation des contribuables font souvent appel à des récits de construction de l'État. Ces programmes sont utiles, mais ils ne doivent pas se contenter, comme c'est souvent le cas, d'insister sur les raisons pour lesquelles les gens devraient payer des impôts ; ils devraient plutôt viser à expliquer qui doit payer des impôts, comment les payer et ce que les contribuables reçoivent en retour<sup>58</sup>.

Un élément essentiel en vue de renforcer la confiance réside dans la capacité de l'État à démontrer que les recettes fiscales se traduisent par des services publics et des avantages plus larges pour les contribuables<sup>59</sup>. Lorsque les pouvoirs publics peuvent démontrer ces liens, il est possible de susciter un soutien populaire significatif en faveur d'une imposition plus efficace et d'un plus grand respect des obligations fiscales<sup>60</sup>. Ceci, combiné à des systèmes fiscaux plus transparents et prévisibles, devrait se traduire par des attitudes plus positives à l'égard de la fiscalité en Afrique et par un soutien populaire en faveur d'une imposition plus efficace.

L'amélioration de la prestation de services est probablement essentielle pour encourager le respect volontaire des obligations fiscales, mais il est tout aussi possible d'investir plus durablement dans l'instauration d'un climat de confiance parmi les contribuables<sup>61</sup>. L'amélioration de l'équité élémentaire des systèmes fiscaux constitue un point de départ pour ce faire. Bien que les analyses sur le renforcement du respect volontaire des obligations fiscales soient souvent axées sur l'amélioration de la fourniture de services publics, des améliorations en matière d'équité peuvent être importantes<sup>62</sup>. En outre, ces améliorations relèvent beaucoup plus directement des administrations fiscales, qui peuvent poursuivre les réformes et chercher à renforcer le respect volontaire ou quasi volontaire des obligations fiscales. La perception de la corruption au sein des autorités fiscales reste un obstacle majeur à l'amélioration de la confiance et du respect volontaire des obligations fiscales<sup>63</sup>.

## NOTES

1. Parmi les premières recherches, on peut citer Allingham et Sandmo (1972) ; pour un examen récent, voir Slemrod (2019).
2. On parle également de « morale fiscale ». Nous préférons les termes « mise en conformité volontaire » ou « respect volontaire », car ils rendent mieux compte des aspects de la motivation des contribuables que nous considérons importants.
3. Besley (2020) ; Besley, Jensen et Persson (2023) ; Luttmer et Singhal (2014) ; Prichard *et al.* (2019).
4. Kirchler, Hoelzl et Wahl (2008).
5. OCDE (2017).
6. Algan et Cahuc (2014).
7. Kirchler, Hoelzl et Wahl (2008).
8. Kirchler, Hoelzl et Wahl (2008).
9. Besley, Jensen et Persson (2023) ; Luttmer et Singhal (2014).
10. Köbis, Jackson et Carter (2020) ; Onu (2016).
11. Miller et McFarland (1987).
12. Wenzel (2005).
13. Bursztyn, González et Yanagizawa-Drott (2020).
14. Bursztyn et Jensen (2017) ; Hallsworth *et al.* (2017).
15. Bicchieri (2016). Dans la littérature sur le respect des obligations fiscales, voir, par exemple, Antinyan et Asatryan (2020), Bott *et al.* (2020), d'Adda *et al.* (2020), Dwenger *et al.* (2016), Hallsworth *et al.* (2017) et Slemrod (2019).
16. Ali, Fjeldstad et Sjursen (2014).
17. Voir Prichard (2022) pour une présentation des questions d'enquête utilisées dans les études transnationales sur la mise en conformité volontaire et un examen des faiblesses et des limites des résultats. La série 6 de l'Afrobaromètre a été choisie parce qu'il s'agit de l'enquête la plus récente qui inclut les deux questions mentionnées dans la figure.
18. Besley et Mueller (2021) ; Blimpo *et al.* (2018).
19. Besley et Mueller (2021).
20. Ali, Fjeldstad et Sjursen (2014) ; Sacks (2012).
21. Ali, Fjeldstad et Sjursen (2014) ; Blimpo *et al.* (2018).
22. Ali, Fjeldstad et Sjursen (2014). Voir Fjeldstad, Schulz-Herzenberg et Hoem Sjursen (2012) pour un examen plus large des corrélats du respect volontaire des obligations fiscales.
23. Voir Nunn (2020) pour une analyse de la littérature sur les racines historiques du développement économique en général.
24. Dinesen (2011) ; Kouamé (2021) ; Uslaner (2008) ; Woolcock et Narayan (2000).
25. Nunn (2008) ; Nunn et Wantchekon (2011).
26. Kouamé (2021).
27. Ali et Fjeldstad (2023). Le pouvoir organisé d'un État en vue de faire respecter l'autorité implique que les pouvoirs publics soient capables d'appliquer uniformément des politiques sur un territoire donné, telles que l'extraction de main-d'œuvre, l'application de la loi et la perception d'impôts (Schraeder 2000).
28. Nunn (2009).
29. Dom *et al.* (2022) ; Kleven *et al.* (2011).
30. Engström and Holmlund (2009) ; Saez (2010).
31. Kogler et Kirchler (2020).
32. Chetty, Friedman et Saez (2013).
33. Dom *et al.* (2022), p. 60.
34. Bleck et Van de Walle (2019).
35. Sauf peut-être au Ghana (Bleck et Van de Walle, 2019). L'inégalité en soi n'est pas mentionnée comme une priorité des citoyens dans une vaste enquête récente Afrobaromètre portant sur 34 pays africains (Coulibaly, Silwé et Logan, 2018). L'accès insuffisant aux services publics est en revanche une préoccupation majeure, qui a clairement des implications en termes d'équité.
36. Mazrui (2008).
37. Bolch, Ceriani et López-Calva (2022).
38. Moore (2023).
39. Moore (2023). Par exemple, dans une enquête menée auprès de 26 administrations fiscales nationales pour la publication *Perspectives fiscales africaines 2018*, 15 d'entre elles ont fait état d'un ou plusieurs programmes ou initiatives spéciaux ciblant le secteur informel (ATAF, 2018). En revanche, seules quatre d'entre elles disposaient d'une section spéciale pour les particuliers fortunés.
40. Harrington (2016).
41. Alm et McClellan (2012) ; OCDE (2019) ; Prichard *et al.* (2019) ; Slemrod (2019).
42. Prichard *et al.* (2019).
43. Campos, Lien et Pradhan (1999) ; Banque mondiale (2018).
44. Alm et McClellan (2012) ; OCDE (2019) ; Prichard *et al.* (2019).
45. Prichard (2015).
46. Dom *et al.* (2022).
47. Bird et Wallace (2003). Le concept de secteur informel est contesté. Lorsque le terme est utilisé en relation avec la fiscalité en Afrique, il désigne généralement de petits opérateurs économiques non enregistrés (Moore 2023). Il est difficile d'estimer la taille de l'économie informelle. Les estimations pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire suggèrent que le secteur informel représente 30 % à 70 % du PIB et 20 % à 80 % de la main-d'œuvre (Ulyssea, 2020 ; Ulyssea, Bobba et Gadenne, 2023). Les estimations pour l'Afrique de l'Ouest indiquent que plus de 80 % de l'emploi total est informel et que jusqu'à 60 % du PIB résulte d'activités informelles (Benjamin, Mbaye et Diop 2012).
48. Dube et Casale (2016) ; Joshi, Prichard et Heady (2014) ; van den Boogaard, Prichard et Jibao (2018).
49. Ali, Fjeldstad et Sjursen (2014) ; Fjeldstad et Moore (2008).
50. Abdikhiku *et al.* (2017) ; Cowell (2003) ; Hanlon, Mills et Slemrod (2007) ; Slemrod (2004).
51. Torgler et Schneider (2007).
52. Kouamé (2021).
53. Besley et Mueller (2021).
54. Jackson et Köbis (2018).
55. PNUD (2019).
56. Wenzel (2005).
57. Dom *et al.* (2022).
58. Dom *et al.* (2022).
59. Ali, Fjeldstad et Sjursen (2014) ; Bird (2011).
60. Dom *et al.* (2022) ; Sanogo (2019).
61. Dom *et al.* (2022).
62. Kogler, Muehlbacher et Kirchler (2015).
63. Aiko et Logan (2014) ; Fjeldstad (2006).



## CHAPITRE

---

### 5

# Renforcer la capacité d'agir en faveur de l'action collective

## Renforcer la capacité d'agir en faveur de l'action collective

La promotion du développement humain, y compris la capacité d'agir, élargit les possibilités des individus d'agir en tant qu'« acteurs à même d'obtenir des résultats concrets ». Quelle est donc la meilleure façon de renforcer la capacité d'agir pour favoriser l'action collective qui nous permettra de relever les défis mondiaux ?

La réduction des déficits de capacité d'agir est susceptible de favoriser l'établissement et la poursuite d'objectifs communs, tels que la fourniture de biens publics mondiaux, même lorsque des différences de préférences, de convictions et d'intérêts persistent. Le renforcement de la capacité d'agir peut donc améliorer l'action collective. Des institutions peuvent relier la capacité d'agir et l'action collective à grande échelle en se centrant sur les personnes, en constituant une propriété collective et en étant tournées vers l'avenir.

Le lourd bilan de la mauvaise gestion de l'interdépendance mondiale sur le développement humain (chapitre 1) reflète l'insuffisance ou la lenteur de l'action collective face aux défis mondiaux, depuis les changements climatiques jusqu'aux pandémies, mais cela ne peut s'expliquer par un manque de connaissances sur ce qu'il faut faire. Les technologies nécessaires à la transition énergétique ou les vaccins permettant de sauver des vies sont déjà sur le marché ou sont rapidement mis au point, mais notre capacité d'action collective à grande échelle est insuffisante (chapitre 2).

Les institutions et les comportements sont intimement liés (chapitre 4). L'action politique s'est longtemps concentrée sur la conception d'institutions et sur des interventions reposant sur un ensemble d'hypothèses fixes et universelles concernant le comportement humain, passant outre les contextes sociaux plus larges et leur évolution au fil du temps. Enrichir les hypothèses concernant le comportement humain en y intégrant les enseignements tirés des sciences comportementales et le rôle de la culture pourrait élargir l'éventail des options permettant de renforcer l'action collective en vue de fournir des biens publics mondiaux (chapitre 4). Pour ce faire, il est essentiel de reconnaître le rôle de la capacité d'agir des humains : la capacité des individus à défendre des valeurs, à fixer des objectifs et à prendre des engagements qui peuvent, ou non, améliorer leur bien-être<sup>1</sup>.

La promotion du développement humain, y compris la capacité d'agir, élargit les possibilités des individus d'agir en tant qu'« acteurs à même d'obtenir des résultats concrets »<sup>2</sup>. Dès lors, comment renforcer la capacité d'agir pour favoriser l'action collective qui nous permettra de relever les défis mondiaux ?

Cette question sous-tend le présent chapitre. Les progrès en matière de bien-être peuvent renforcer la capacité d'agir, car les connaissances, la santé et les moyens matériels augmentent les possibilités d'action des individus, mais la relation est loin d'être automatique. Ainsi, le présent chapitre décrit les déficits de capacité d'agir (l'incapacité des personnes à être, ou à se convaincre qu'elles peuvent être, des agents du changement, qui persistent ou s'aggravent, alors même que le monde atteint des sommets en matière de revenus, de santé et d'éducation, et accomplit des progrès technologiques sans précédent. L'accent est mis sur la manière dont les déficits de capacité d'agir entravent l'action collective et sur les liens entre ces déficits et, par exemple, l'intensification des perceptions d'insécurité et de l'anxiété parallèlement à l'augmentation massive des niveaux de vie. Par exemple, à l'heure actuelle, seule la moitié environ des personnes dans le monde estiment avoir un grand contrôle sur leur propre vie, ce qui est un indicateur indirect de la capacité d'agir. En outre, la proportion de personnes qui ont un sentiment de contrôle chute encore plus lorsqu'il s'agit d'influer sur la prise de décision collective, puisque seulement 31 % des personnes estiment avoir leur mot à dire dans les décisions que prend leur gouvernement<sup>3</sup>.

Ces déficits de capacité d'agir correspondent à des lacunes dans l'action collective dont nous avons besoin pour relever des défis communs sur la planète que nous partageons. Une mauvaise gestion de l'interdépendance mondiale peut quant à elle éroder davantage le développement humain (chapitre 1) et ouvrir la voie à la polarisation, entraînant l'action collective dans une impasse (chapitre 2). Afin de sortir de cette impasse, le présent chapitre examine en quoi la réduction des déficits de capacité d'agir est susceptible de favoriser l'établissement et la poursuite d'objectifs communs, tels que la fourniture de biens publics mondiaux, même lorsque des différences de préférences, de convictions et d'intérêts persistent. Les auteurs affirment à cet égard que la réduction des déficits de capacité d'agir peut renforcer l'action collective. Ils affirment en outre que le renforcement de la capacité d'agir doit être un objectif politique complémentaire à l'amélioration du bien-être et que les institutions peuvent relier la capacité d'agir des humains et l'action collective à grande échelle en se centrant sur les personnes, en constituant une propriété collective et en étant tournées vers l'avenir.

## Comment les déficits de capacité d'agir entravent-ils l'action collective ?

Malgré la chute des valeurs de l'indice de développement humain (IDH) en 2020-2021 et le redressement inégal depuis lors (chapitre 1), des progrès notables ont été accomplis dans les aspects du développement humain liés au bien-être : le champ des réalisations et des libertés permettant de vivre une vie meilleure s'est élargi. Dans le même temps, les aspects du développement humain liés à la capacité d'agir<sup>4</sup> (la capacité des individus à défendre des valeurs, à fixer des objectifs et à prendre des engagements)<sup>5</sup>, qui impliquent la capacité de mener une vie qui a du sens, ont été relativement négligés en tant qu'objectifs politiques, en particulier les aspects requis pour rechercher des résultats collectifs<sup>6</sup>. La capacité d'agir renforce les capacités des individus et entretient une corrélation positive avec le bien-être mental<sup>7</sup>. Elle est également essentielle pour transformer notre monde en un monde durable et équitable, une aspiration inscrite dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030<sup>8</sup>.

**Les déficits de capacité d'agir se développent à plusieurs niveaux, ce qui limite la capacité des individus à agir en tant qu'agents du changement à l'appui de l'action collective.**

Les déficits de capacité d'agir se développent à plusieurs niveaux, ce qui limite la capacité des individus à agir en tant qu'agents du changement à l'appui de l'action collective. Les inégalités et les déséquilibres de pouvoir qui empêchent la prise de décision collective entravent cette action collective<sup>9</sup>.

---

## Les lacunes de l'action collective : Une coopération limitée malgré une coordination sans précédent

L'interdépendance découle en partie de l'ultrasocialité humaine<sup>10</sup>, qui se reflète dans l'existence d'actions coordonnées faisant intervenir des individus du monde entier. Les marchés, qui impliquent des interactions entre des participants qui, pour la plupart, ne se rencontrent jamais, se sont mondialisés (chapitre 2). Les pouvoirs publics ont mis en place de vastes programmes d'assurance sociale, 3,7 milliards de personnes étant couvertes par au moins une prestation de protection sociale<sup>11</sup>. Les systèmes éducatifs permettent de scolariser 1,6 milliard d'enfants dans le monde<sup>12</sup>. Bien qu'encore insuffisants, ces chiffres représentent des progrès considérables.

Les institutions multilatérales, en particulier l'ONU, s'emploient à défendre les droits humains, à faire progresser le développement et à promouvoir la paix. Les Nations Unies réunissent les parties aux traités internationaux, ce qui permet de conclure des accords, comme la création d'un fonds pour les pertes et les préjudices lors de la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, dont plus de trois milliards de personnes devraient bénéficier<sup>13</sup>. La société civile s'est ralliée au Programme de développement durable à l'horizon 2030<sup>14</sup>, soutenu par des mouvements sociaux qui ont élargi le champ des possibles en défendant les droits des femmes, des personnes qui s'identifient comme lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers, intersexes ou autres minorités sexuelles, des peuples autochtones, des personnes vivant avec un handicap, et plus encore. Les réseaux sociaux facilitent l'échange instantané d'informations entre quelque 5,4 milliards d'internautes<sup>15</sup>.

Malgré ces réalisations, qui reflètent souvent des progrès dans la résolution des problèmes de coordination, l'action collective internationale n'est pas à la hauteur. Par exemple, dans le cas des changements climatiques, les lacunes suivantes traduisent des progrès plus faibles en matière de coopération :

- les marchés ne tiennent pas compte des externalités, mais certaines d'entre celles-ci sont désormais d'envergure planétaire. Par exemple, les prix du carbone sous-évaluent considérablement les coûts associés aux émissions de gaz à effet de serre<sup>16</sup>, ce qui exacerbe les inégalités mondiales<sup>17</sup>.
- Les pays ont mobilisé des investissements substantiels pour faciliter la transition énergétique, mais pas à l'échelle requise. En 2023, selon les estimations, les pouvoirs publics ont alloué un montant de 1 340 milliards de dollars pour la réalisation d'investissements dans les énergies propres, soit une augmentation de 25 % par rapport à 2021<sup>18</sup>. Cet effort fait toutefois pâle figure à côté des subventions aux combustibles fossiles : 7 000 milliards de dollars en 2022, un montant en augmentation par rapport aux 4 500 milliards alloués en 2015 (année de l'adoption de l'Accord de Paris)<sup>19</sup>. La polarisation politique accrue, qui touche plus de deux

pays sur trois, rend l'action des pouvoirs publics encore plus difficile (chapitre 6)<sup>20</sup>. Les contraintes financières constituent un autre obstacle à l'action gouvernementale, exacerbé par l'évasion et la fraude fiscales : au niveau mondial, les sociétés multinationales ont transféré 36 % de leurs bénéfices dans des paradis fiscaux<sup>21</sup>.

- Les arrangements multilatéraux n'ont pas permis de rassembler les ressources nécessaires pour répondre aux aspirations du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris. L'objectif annuel de 100 milliards de dollars de financement à l'appui de l'atténuation des changements climatiques dans les pays à revenu faible ou intermédiaire n'a pas été atteint, alors qu'il ne représente que 0,1 % de l'économie mondiale (environ 100 000 milliards de dollars)<sup>22</sup>. Le Fonds pour les pertes et les préjudices a reçu des contributions annuelles s'élevant à plus de 600 millions de dollars, mais les pertes et les préjudices associés aux changements climatiques s'élèveraient à 400 milliards de dollars par an, selon les estimations<sup>23</sup>.
- La société civile s'est élargie, mais elle est également confrontée à des vents contraires<sup>24</sup>. Lorsque les individus se mobilisent, leurs efforts en vue d'occuper l'espace civique et d'exercer leurs droits sont souvent entravés<sup>25</sup>. Dans plusieurs pays, les défenseurs de l'environnement font l'objet de répressions violentes et de persécutions ; près de 2 000 défenseurs de l'environnement ont été tués entre 2012 et 2022<sup>26</sup>.

Les déficits de capacité d'agir sont à la fois une cause et un effet de la mauvaise gestion de l'interdépendance, formant un cercle vicieux où les lacunes de l'action collective visant à gérer l'interdépendance entraînent des pertes coûteuses dans la vie des individus.

---

## Les déficits de capacité d'agir compromettent l'action collective

Les déficits de capacité d'agir sont à la fois une cause et un effet de la mauvaise gestion de l'interdépendance, formant un cercle vicieux où les lacunes de l'action collective visant à gérer l'interdépendance entraînent des pertes coûteuses dans la vie des individus (chapitre 1), ainsi que des sentiments d'instabilité<sup>27</sup> et d'insécurité humaine. L'insécurité humaine alimente la polarisation, de nombreuses personnes s'orientant vers le populisme (chapitre 2)<sup>28</sup>. La position protectionniste souvent associée au populisme<sup>29</sup> complique davantage l'action collective face aux défis mondiaux.

Ce cercle vicieux a des conséquences néfastes sur les normes et les pratiques démocratiques, comme le montre le déclin des indicateurs de suivi de la capacité des citoyens à façonner les résultats collectifs (chapitre 1)<sup>30</sup>.

L'érosion des normes et des pratiques démocratiques n'est pas tant liée à une crise de l'adhésion à la démocratie en tant qu'idéal qu'à une crise des institutions perçues comme ne répondant pas à cet idéal<sup>31</sup>. Un paradoxe démocratique émerge : près de neuf personnes sur dix pensent que la démocratie est un pilier fondamental des systèmes politiques, mais le soutien en faveur de dirigeants susceptibles de contourner les règles fondamentales du processus démocratique a nettement augmenté (figure 5.1). Aujourd'hui, plus de la moitié des personnes interrogées expriment leur soutien à de tels dirigeants.

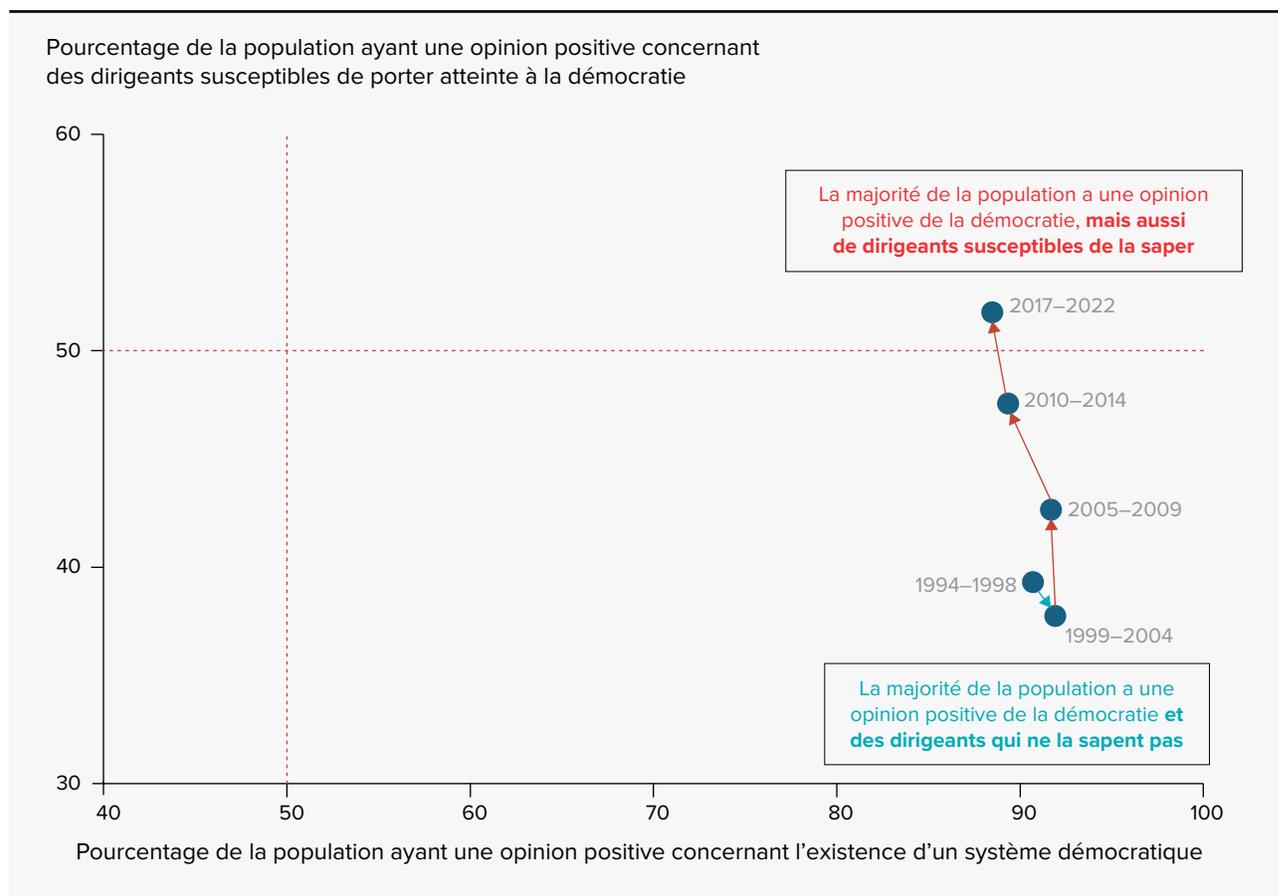
Les individus remettent en question certains principes fondamentaux de l'action collective. L'augmentation du soutien en faveur de dirigeants susceptibles de saper les normes et les pratiques démocratiques s'est accompagnée d'une hausse des préférences pour le régime militaire, préférence que partagent aujourd'hui 39 % de la population (figure 5.2)<sup>32</sup>.

Ce paradoxe apparent (adhésion à la démocratie et soutien croissant à des dirigeants qui sapent la démocratie) reflète l'impasse dans laquelle nous nous trouvons s'agissant d'adapter les institutions actuelles (inadaptées à l'évolution des modèles d'interdépendance) à l'évolution des demandes des populations du monde entier.

**La réduction des déficits de capacité d'agir peut renforcer et légitimer les institutions qui favorisent l'action collective.**

La réduction des déficits de capacité d'agir peut renforcer les résultats collectifs en améliorant la légitimité perçue des institutions (voir l'encadré 4.7 au chapitre 4). Réduire les déficits de capacité d'agir offre aux individus davantage de possibilités de participer à la réflexion collective et à la prise

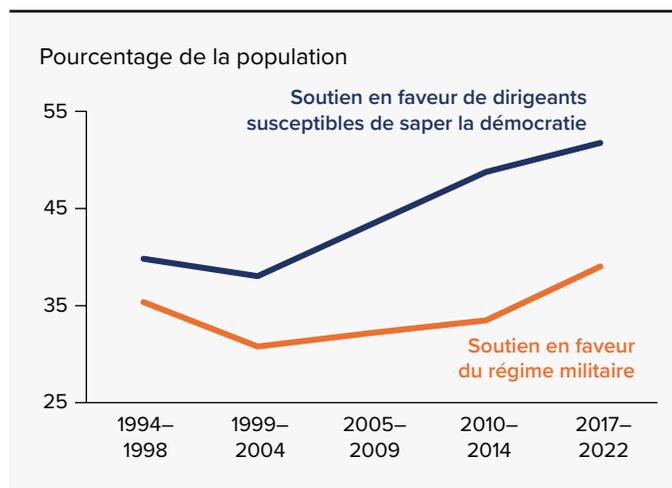
**Figure 5.1 Un paradoxe démocratique ? Une adhésion sans faille à la démocratie, mais un soutien de plus en plus important à des dirigeants qui pourraient la saper**



**Note :** les données sont des moyennes pondérées en fonction de la population d'un groupe de pays représentant 76 % de la population mondiale. Le pourcentage de la population illustré sur l'axe vertical correspond aux personnes ayant répondu que le fait d'avoir un dirigeant puissant, qui n'a pas à se préoccuper du parlement et des élections, est une « très bonne chose » ou une « assez bonne chose ». Le pourcentage de la population illustré sur l'axe horizontal correspond aux personnes ayant répondu que le fait d'avoir un système politique démocratique est une « très bonne chose » ou une « assez bonne chose ».

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir de données provenant de plusieurs séries de l'Enquête mondiale sur les valeurs (Inglehart *et al.*, 2022).

**Figure 5.2 Une part importante et croissante de la population soutient des dirigeants susceptibles de contourner les normes et pratiques démocratiques, 1994-2022**



**Note :** les données sont des moyennes pondérées en fonction de la population d'un groupe de pays équilibré représentant 76 % de la population mondiale. Le pourcentage de la population qui soutient des dirigeants susceptibles de saper la démocratie correspond aux personnes ayant répondu que le fait d'avoir un dirigeant puissant, qui n'a pas à se préoccuper du parlement et des élections, est une « très bonne chose » ou une « assez bonne chose ». Le pourcentage de la population favorable au régime militaire correspond aux personnes qui ont répondu que le régime militaire est « très bien » ou « assez bien ».

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir de données provenant de plusieurs séries de l'Enquête mondiale sur les valeurs (Inglehart et al., 2022).

de décisions par l'intermédiaire d'institutions en lesquelles ils ont confiance, confiance qui est ancrée dans la conviction que les institutions produisent les résultats de l'action collective qu'elles sont censées soutenir. La faible confiance dans les institutions reflète les lacunes dans la réalisation de ces résultats de l'action collective. Si les chocs économiques (tels que l'augmentation du chômage) n'amoindrissent pas la confiance générale ni la conviction que les gens sont serviables, ils sont en revanche fortement associés à une baisse de la confiance dans des institutions telles que les parlements nationaux (y compris le Parlement européen dans les pays membres de l'Union européenne) et dans les responsables politiques. La confiance dans les Nations Unies est moins touchée, ce qui suggère une forte association entre les chocs économiques négatifs et le déclin de la confiance dans les institutions et les individus dont on s'attend qu'ils s'occupent plus directement de l'intérêt commun (figure 5.3).

En nous fondant sur ce raisonnement, nous évaluons les déficits de capacité d'agir à l'aide de deux variables indirectes. Premièrement, les déficits de capacité d'agir sont mesurés par le pourcentage de personnes qui déclarent n'avoir aucun contrôle ou un contrôle limité sur leur vie. Deuxièmement, ils sont mesurés par le pourcentage de personnes qui déclarent que leur voix n'est pas prise en compte dans le cadre du système politique<sup>33</sup>. Environ la moitié des personnes dans le monde déclarent ne pas avoir de contrôle sur leur propre vie. Le déficit

de capacité d'agir concernant les résultats collectifs est bien plus important, étant donné que plus de deux tiers des personnes dans le monde estiment qu'elles n'ont que peu d'influence sur les décisions de leur gouvernement (figure 5.4)<sup>34</sup>.

Moins les individus ont le sentiment que leur voix est entendue par le gouvernement, moins ils lui font confiance, quel que soit le degré de corruption des autorités qu'ils perçoivent (figure 5.5). Des perceptions plus élevées de la corruption sont par ailleurs associées à une baisse de la confiance dans le gouvernement. Dès lors, si la lutte contre la corruption est essentielle pour renforcer la confiance dans le gouvernement (comme cela est largement admis), la confiance dans le gouvernement peut également être renforcée à chaque niveau de corruption perçue en donnant plus de capacité d'agir aux citoyens (mesurée par leur perception d'avoir leur mot à dire dans les décisions du gouvernement)<sup>35</sup>.

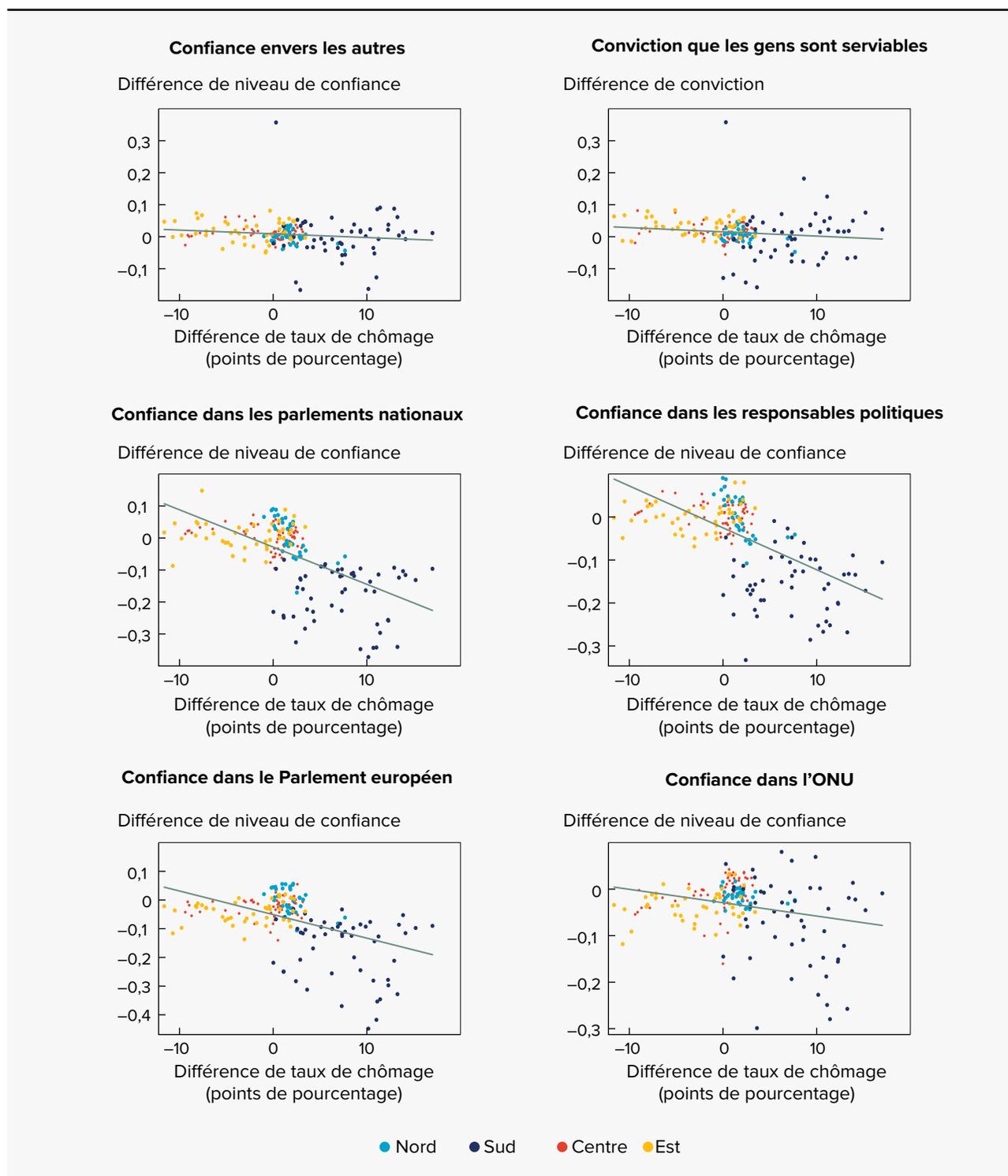
## Réduire les déficits de capacité d'agir pour favoriser l'action collective

La réduction des déficits de capacité d'agir peut renforcer l'action collective, en particulier lorsque la coopération est nécessaire. En effet, la capacité d'agir ouvre un espace de coopération au-delà de l'intérêt personnel<sup>36</sup>. Si le bien-être des autres a une incidence directe sur le propre bien-être d'un individu<sup>37</sup>, il est lié à l'amélioration du bien-être de cet individu, mais lorsque la coopération découle d'engagements qui vont au-delà de la promotion de son propre bien-être<sup>38</sup>, nous nous situons dans le domaine de la capacité d'agir<sup>39</sup>.

Lorsque la capacité d'agir concerne la poursuite d'engagements associés à des résultats collectifs, la réduction des déficits de capacité d'agir peut favoriser la coopération, mais il est important de comprendre les mécanismes qui peuvent faciliter ou entraver ce lien. Ces dernières décennies, la corrélation entre la capacité d'agir (mesurée par la conviction d'avoir le contrôle sur sa propre vie) et la confiance générale (qui est importante pour la coopération) s'est affaiblie ; parmi les personnes qui déclarent avoir un niveau élevé de contrôle sur leur vie, la proportion de celles qui n'ont pas confiance dans les autres a fortement augmenté. Un tiers de la population mondiale déclare maîtriser sa vie et ne pas avoir confiance (figure 5.6). Par ailleurs, la part de la population mondiale déclarant avoir une grande capacité d'agir et un niveau élevé de confiance dans les autres a considérablement diminué.

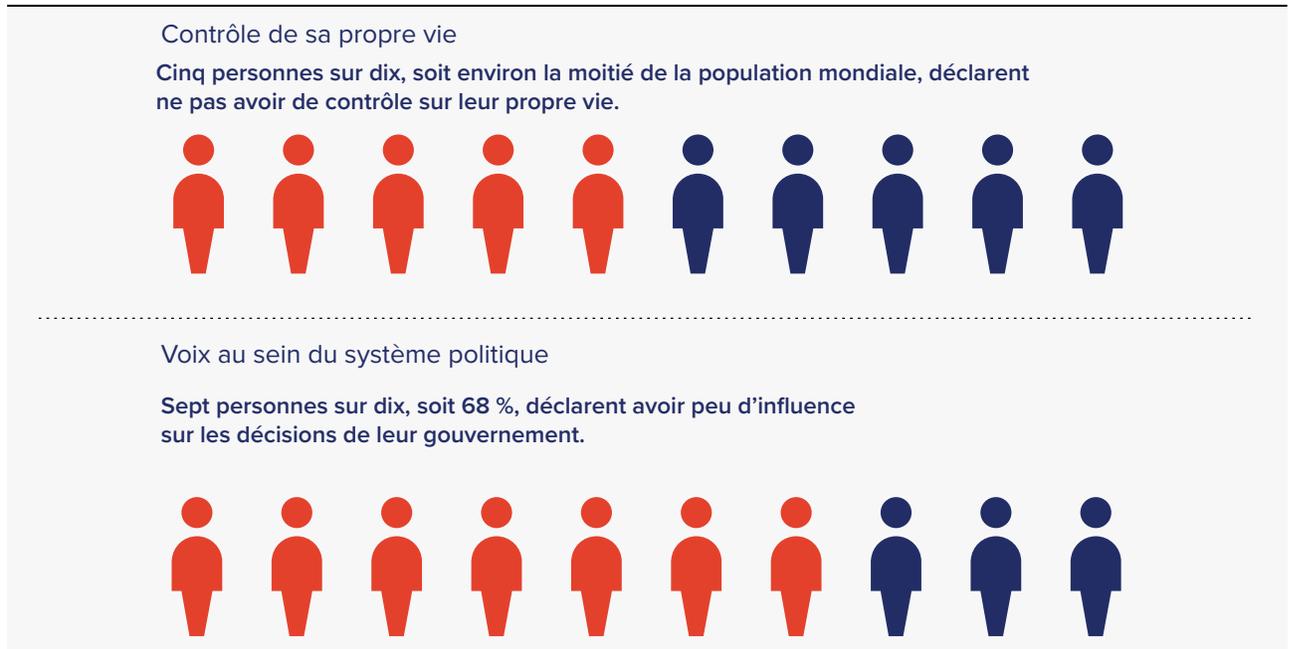
Il est donc important de comprendre les facteurs qui peuvent expliquer le lien entre les déficits de capacité d'agir et l'action collective. Les inégalités, les déséquilibres de pouvoir, l'insécurité humaine, le manque d'espace de délibération et les normes sociales qui vont à l'encontre de la coopération sont autant de facteurs susceptibles d'influer sur la relation entre la réduction des déficits de capacité d'agir et les perspectives de coopération. Résoudre ces problèmes peut réduire les déficits de capacité d'agir et améliorer la coopération<sup>40</sup>.

**Figure 5.3** Les chocs économiques sont associés à une baisse de la confiance dans les institutions, mais la relation est plus faible en ce qui concerne la confiance dans l'ONU et la confiance réciproque



**Note :** chaque figure représente les régions de 24 pays européens au niveau d'agrégation de la Nomenclature des unités territoriales statistiques. Les niveaux de confiance se fondent sur les réponses à l'Enquête sociale européenne. Les différences concernent les observations réalisées avant la crise de la dette européenne (2004, 2006 et 2008) et après la crise (2010, 2012 et 2014).  
**Source :** Algan *et al.* (2017).

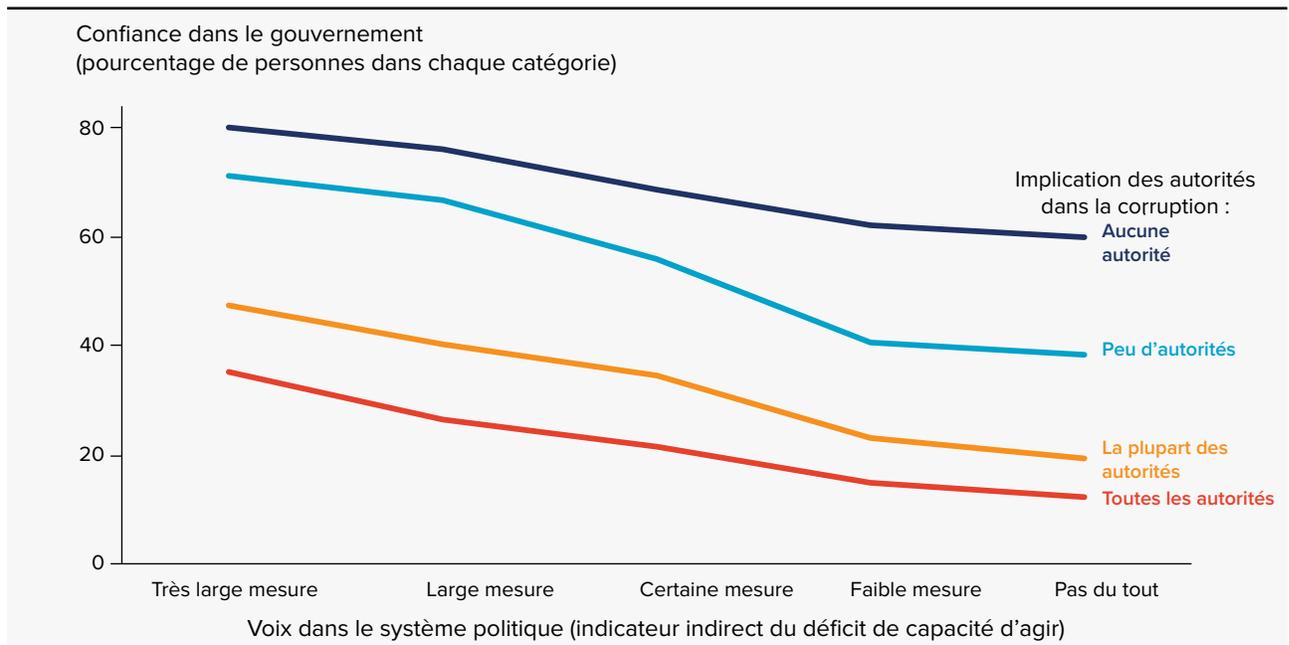
**Figure 5.4** Les déficits de capacité d'agir collective sont plus importants que les déficits de contrôle des individus sur leur propre vie



**Note :** la capacité d'agir est l'aptitude des individus à agir en tant qu'acteurs à même d'obtenir des résultats concrets suivant leurs engagements (Sen, 2013). Elle est mesurée par deux indicateurs : la part de la population qui déclare avoir le sentiment de contrôler sa vie (mesurée sur une échelle de 1 à 10, où 1 à 3 indique un fort déficit de capacité d'agir, 4 à 7 un déficit modéré de capacité d'agir et 8 à 10 indique l'absence de déficit de capacité d'agir) et la part de la population qui déclare avoir le sentiment que sa voix est entendue au sein du système politique (les personnes qui disent se reconnaître « beaucoup » ou « énormément » dans cette affirmation). Ces données sont calculées à partir de microdonnées et de pondérations égales entre les pays.

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir de données de la série 7 (2017-2022) de l'Enquête mondiale sur les valeurs (Inglehart et al., 2022).

**Figure 5.5** La réduction de la corruption accroît la confiance dans le gouvernement, mais la réduction des déficits de capacité d'agir l'accroît tout autant



**Note :** calculs réalisés à partir de microdonnées et de pondérations égales entre les pays. La confiance dans le gouvernement national signifie que les personnes interrogées ont déclaré avoir une « très grande » ou une « assez grande » confiance (d'autres réponses possibles étaient « pas beaucoup » ou « pas du tout » confiance). La voix au sein des institutions est mesurée par les réponses à la question suivante : « Dans quelle mesure diriez-vous que le système politique de votre pays permet à des personnes comme vous d'avoir leur mot à dire sur ce que fait le gouvernement ? ». La perception de la corruption est mesurée par les réponses à la question suivante : « Combien d'autorités publiques pensez-vous être impliquées dans la corruption ? ».

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir de données provenant de la série 7 de l'Enquête mondiale sur les valeurs (Inglehart et al., 2022).

## Les inégalités et les déséquilibres de pouvoir façonnent la capacité d'agir

Les inégalités se répercutent sur différents déficits de capacité d'agir. On observe une diminution abrupte de la proportion de personnes situées dans la moitié inférieure de l'échelle de répartition des revenus qui déclarent avoir très peu de contrôle sur leur vie (figure 5.7). En d'autres termes, la capacité d'agir augmente au fur et à mesure que les revenus augmentent pour les 50 % les plus pauvres de l'échelle de répartition des revenus. Tout en bas de l'échelle, le manque de capacité d'agir est particulièrement prononcé (les déficits de capacité d'agir sont trois fois plus élevés chez les personnes du décile de revenus le plus bas que chez les personnes des déciles 6 et plus). Dès lors, le manque de capacités de base, telles que la bonne santé ou l'acquisition de compétences de base en écriture et en calcul, peut constituer une contrainte incontournable pour la capacité d'agir (en plus d'avoir des conséquences négatives bien connues sur le bien-être des personnes)<sup>41</sup>. En outre, la proportion de personnes déclarant avoir un très grand contrôle sur leur vie est faible et à peu près égale pour les 50 % de la population se trouvant au bas de l'échelle, mais augmente avec les revenus pour les déciles 6 et plus. Ainsi, les inégalités de revenus, qui se recoupent souvent avec d'autres inégalités de développement humain et y sont associées, déterminent la capacité d'agir.

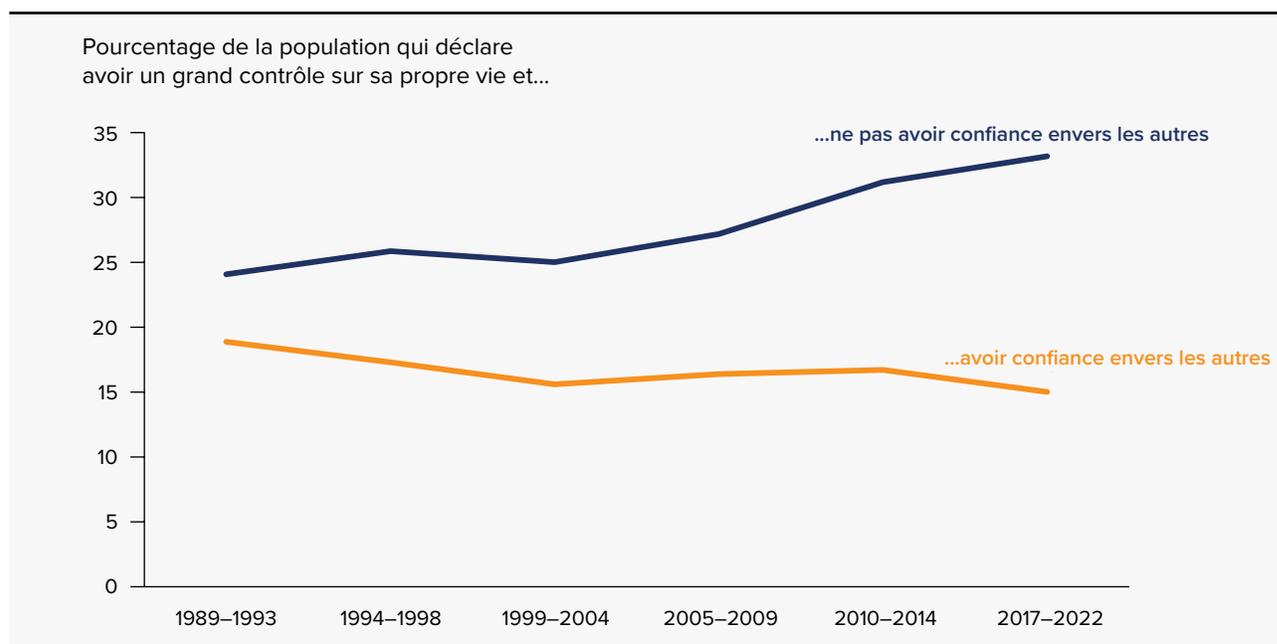
Par ailleurs, les inégalités de revenus et d'éducation sont associées à des inégalités d'intérêt pour la politique, ce qui établit une relation entre les inégalités et les processus qui contribuent à façonner les résultats de l'action collective. Plus le revenu est faible, moins les individus s'intéressent à la politique et plus ils sont susceptibles de déclarer qu'ils ne votent jamais (figure 5.8). La relation avec les inégalités en matière d'éducation est encore plus marquée : plus le niveau d'éducation est bas, plus l'intérêt pour la politique est faible et plus la probabilité de déclarer n'avoir jamais voté est élevée (figure 5.9).

Ces inégalités dans la participation politique en fonction du revenu et du niveau d'éducation peuvent exacerber les biais dans les résultats collectifs façonnés par les déséquilibres de pouvoir qui orientent les décisions politiques vers les intérêts des plus puissants.<sup>42</sup>

## L'insécurité humaine réduit la capacité d'agir

Les personnes qui déclarent se sentir moins en sécurité par rapport à certains aspects de leur vie déclarent également sentir qu'elles ont moins de contrôle sur leur vie. Le déclin de la capacité d'agir associé à l'augmentation de la perception de l'insécurité humaine se vérifie dans toutes les régions du monde (figure 5.10). La sécurité humaine est un concept

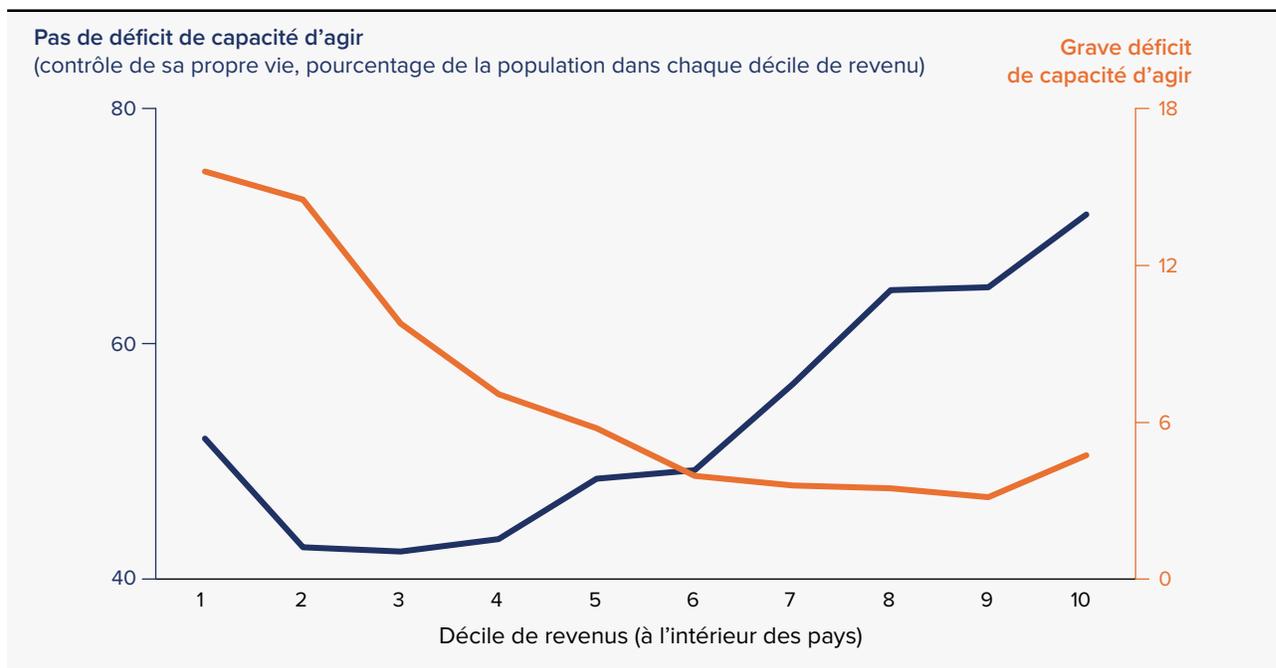
**Figure 5.6 Capacité d'agir concernant le contrôle sur sa propre vie et confiance**



**Note :** les données sont des moyennes pondérées en fonction de la population d'un groupe de pays équilibré représentant 76 % de la population mondiale. La capacité d'agir concernant le contrôle sur sa propre vie signifie que les personnes interrogées ont déclaré avoir un contrôle élevé sur leur vie (8-10 sur une échelle de 1-10). La confiance dans les autres est mesurée à l'aide des réponses à la question suivante : « D'une manière générale, diriez-vous que la plupart des personnes sont dignes de confiance ou qu'il faut se méfier des autres ? ». Les chiffres sont basés sur des données individuelles et recourent les deux éléments (le contrôle sur sa propre vie et la confiance ou l'absence de confiance dans les autres).

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir de données provenant de l'Enquête mondiale sur les valeurs (Inglehart et al., 2022).

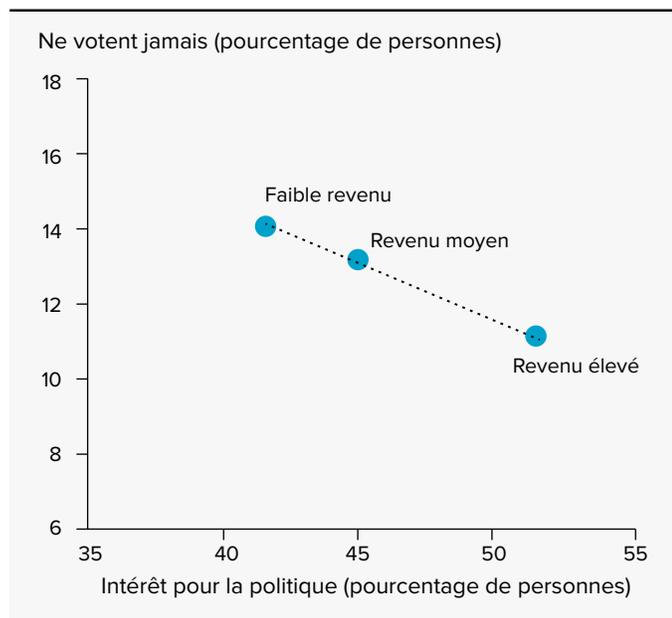
**Figure 5.7** La perception de la capacité d'agir (contrôle sur sa propre vie) est déterminée par les revenus



**Note** : calculs réalisés à partir de microdonnées et de pondérations égales entre les pays. L'axe « Pas de déficit de capacité d'agir » mesure la part de la population qui déclare avoir contrôle sur sa vie (de 8 à 10 sur une échelle de 1 à 10). L'axe « Grave déficit de capacité d'agir » mesure la part de la population qui déclare n'avoir aucun ou très peu de contrôle sur sa vie (de 1 à 3 sur une échelle de 1 à 10).

**Source** : Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir de données provenant de la série 7 de l'Enquête mondiale sur les valeurs (Inglehart et al., 2022).

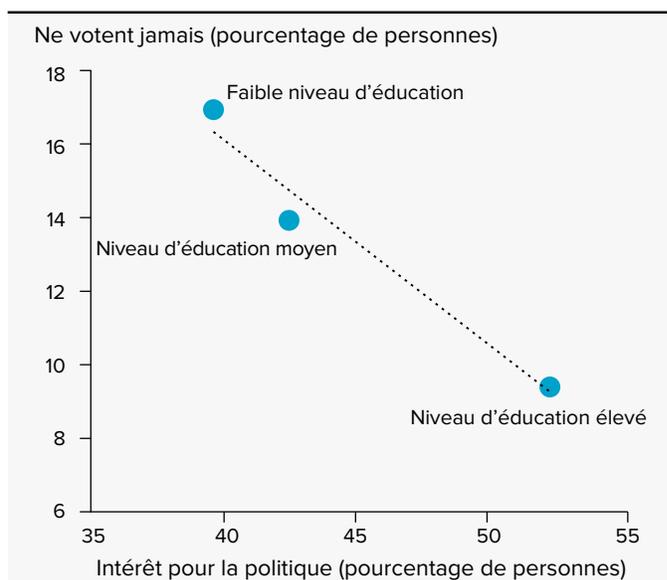
**Figure 5.8** Plus le revenu est élevé, plus les individus ont tendance à déclarer s'intéresser à la politique et voter



**Note** : calculs réalisés à partir de microdonnées et de pondérations égales entre les pays. Les termes « Ne votent jamais » désignent le comportement électoral déclaré lors des élections nationales. Le revenu reflète le niveau de revenu subjectif et est mesuré sur une échelle de 1 à 10, qui est ensuite recodée en trois groupes : faible (1-3), moyen (4-7) et élevé (8-10).

**Source** : Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir de données provenant de la série 7 de l'Enquête mondiale sur les valeurs (Inglehart et al., 2022).

**Figure 5.9** Plus le niveau d'éducation est élevé, plus les individus ont tendance à déclarer s'intéresser à la politique et voter



**Note** : calculé en utilisant des microdonnées et des pondérations égales entre les pays. Les termes « Ne votent jamais » désignent le comportement électoral déclaré lors des élections nationales. Les niveaux d'éducation sont définis en fonction du niveau le plus élevé atteint : faible niveau d'éducation (jusqu'à l'enseignement secondaire inférieur), niveau d'éducation moyen (enseignement secondaire supérieur et enseignement postsecondaire non supérieur) et niveau d'éducation élevé (enseignement supérieur et plus).

**Source** : Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir de données provenant de la série 7 de l'Enquête mondiale sur les valeurs (Inglehart et al., 2022).

multidimensionnel qui concerne le fait que les individus vivent à l'abri du besoin, de la peur et de l'indignité<sup>43</sup>. Elle limite la capacité d'agir lorsque les gens craignent de participer à la vie sociale ou d'utiliser sans honte les espaces publics et les mécanismes de délibération<sup>44</sup>.

La perception de l'insécurité humaine nuit également à la confiance générale, essentielle à la coopération. Plus l'insécurité perçue est élevée, plus la proportion de personnes faisant état d'une confiance générale est faible, cette relation étant d'autant plus forte que l'IDH est élevé (figure 5.11). En outre, parmi les habitants des pays à IDH très élevé, l'insécurité humaine perçue est associée à un soutien moindre à la démocratie et à une plus grande tolérance à l'égard de la violence comme moyen d'action politique<sup>45</sup>.

Une plus grande insécurité humaine perçue est également associée à une moindre confiance dans les institutions des trois pouvoirs de l'État, à savoir les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire (figure 5.12). L'association est d'autant plus forte à mesure que le niveau de l'IDH diminue. Il est difficile de passer de l'association à la causalité entre l'insécurité humaine perçue et la confiance dans les institutions. Le lien de causalité se fait par l'intermédiaire de l'insécurité humaine perçue ; l'association reflète donc les lacunes dans la capacité des institutions à assurer la sécurité humaine. Si tel est le cas, le fait de traiter directement les problèmes de sécurité humaine peut

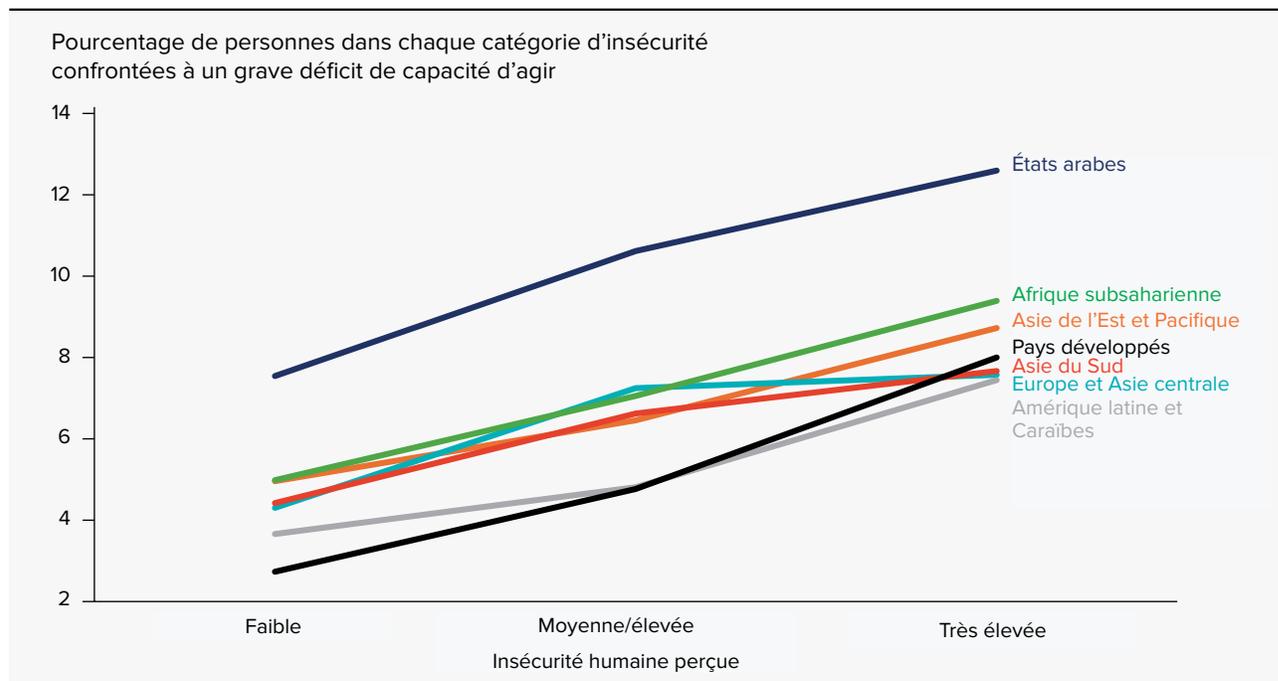
non seulement restaurer la confiance, mais aussi améliorer la confiance dans les institutions. L'un et l'autre peuvent renforcer l'action collective.

Sous l'angle de la sécurité humaine, il est possible d'intégrer des objectifs et des programmes politiques, en prenant en considération des questions allant des préoccupations relatives à la cohésion sociale (coup de projecteur 5.1) jusqu'à l'enracinement des personnes dans la nature<sup>46</sup>.

### Favoriser les conditions permettant à la capacité d'agir d'améliorer l'action collective au moyen du raisonnement et de la délibération publics

Favoriser les conditions qui permettent la formation de convictions collectives qui transcendent les frontières du groupe peut réduire les déficits de capacité d'agir et améliorer l'action collective. La promotion d'une participation civique significative à la prise de décision publique implique que les individus aient le sentiment que leur voix est entendue et prise en compte, non seulement en tant qu'expression d'intérêts, mais aussi en tant que processus plus large de contribution publique par le raisonnement dans le cadre duquel les convictions, en particulier celles qui sont associées à la polarisation, sont examinées (chapitre 6). L'un des moyens

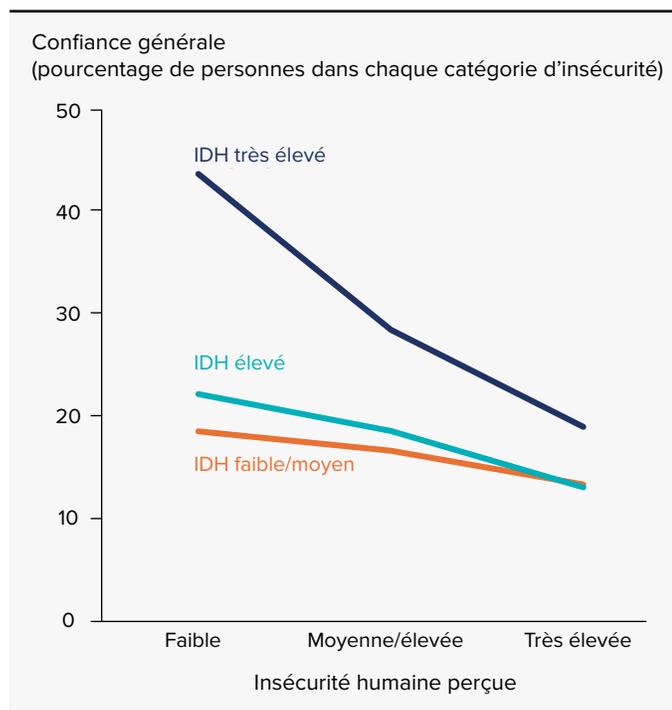
**Figure 5.10** Plus l'insécurité humaine perçue est élevée, plus le sentiment de contrôle sur sa propre vie est faible



**Note :** l'insécurité humaine perçue est mesurée comme « faible », « moyenne et élevée » et « très élevée » à l'aide de microdonnées et de pondérations égales entre les pays, et à partir de l'indice décrit dans PNUD (2022b), annexe 1.2. L'axe « Grave déficit de capacité d'agir » mesure la part de la population qui déclare n'avoir aucun ou très peu de contrôle sur sa vie (de 1 à 3 sur une échelle de 1 à 10).

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir des dernières données disponibles de la série 6 (2010-2014) et de la série 7 (2017-2022) de l'Enquête mondiale sur les valeurs (Inglehart *et al.*, 2022).

**Figure 5.11** L'insécurité humaine perçue est liée à la confiance générale, en particulier chez les groupes dont l'un indice de développement humain (IDH) est élevé.



**Note :** l'insécurité humaine perçue est calculée à l'aide de microdonnées et de pondérations égales entre les pays, et à partir de l'indice décrit dans PNUD (2022b), annexe 1.2. La confiance générale signifie que les personnes interrogées ont déclaré que « la plupart des personnes sont dignes de confiance » (l'autre réponse possible était : « il faut se méfier des autres »).

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir de données provenant de la série 7 de l'Enquête mondiale sur les valeurs (Inglehart et al., 2022).

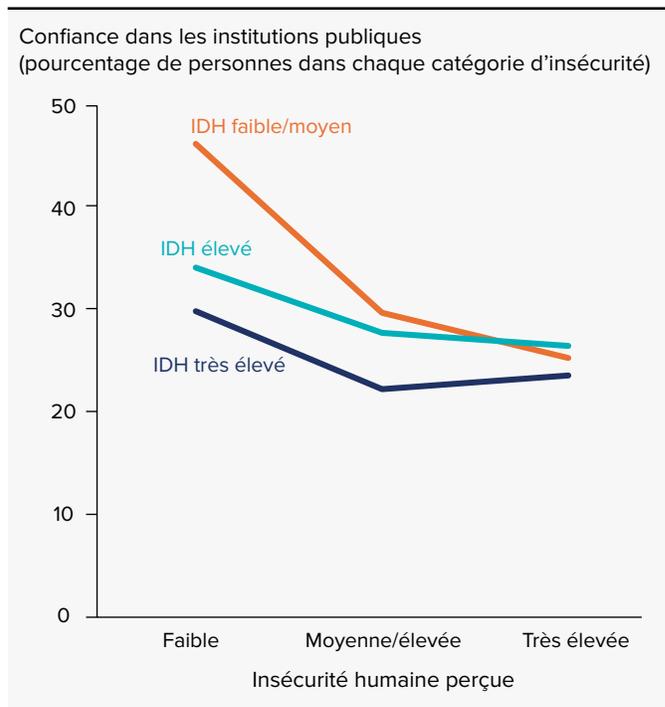
pour ce faire est de recourir aux assemblées délibérantes que certains pays et communautés mettent à l'essai (encadré 5.1).

Le raisonnement et la délibération publics sont également utilisés pour renforcer l'action collective à des échelles inférieures, comme dans le monde du travail, où la nécessité du dialogue est de plus en plus reconnue (encadré 5.2). Ces dernières décennies, les évolutions intervenues dans le monde du travail (fragmentation de la production mondiale autour de chaînes de valeur mondiales et désyndicalisation des travailleurs) ont amoindri certaines des institutions établies qui facilitent les négociations collectives. Compte tenu de l'évolution technologique rapide et continue, la demande d'espaces de dialogue social entre les travailleurs, les entreprises et les pouvoirs publics devrait se maintenir.

### Les normes sociales peuvent soit soutenir soit limiter l'action collective

Les normes sociales, partagées par un grand nombre de personnes et appliquées de manière décentralisée, influent sur les convictions et sur l'action des individus et, ainsi, façonnent

**Figure 5.12** La perception de l'insécurité humaine est liée à la confiance dans les institutions publiques



L'acronyme « IDH » désigne l'indice de développement humain.

**Note :** l'insécurité humaine perçue est calculée à l'aide de microdonnées et de pondérations égales entre les pays, et à partir de l'indice décrit dans PNUD (2022b), annexe 1.2. La confiance dans les institutions publiques reflète la confiance combinée dans le gouvernement national, le parlement et le système judiciaire. La confiance signifie que les personnes interrogées ont déclaré avoir une « très grande » ou une « assez grande » confiance (d'autres réponses possibles étaient « pas beaucoup » ou « pas du tout » confiance).

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir de données provenant de la série 7 de l'Enquête mondiale sur les valeurs (Inglehart et al., 2022).

les comportements sociaux et peuvent soutenir l'action collective (chapitre 4).

Toutes les normes sociales ne sont pas propices à l'expression de la capacité d'agir des humains dans des résultats coopératifs. Par exemple, les normes sociales qui vont à l'encontre des droits et des possibilités de certains groupes de personnes entravent les résultats collectifs et portent atteinte à la dignité humaine. Les normes sociales entachées de préjugés à l'égard des femmes et des filles en sont un exemple. Elles constituent également une menace pour la sécurité humaine en ce qu'elles ne permettent pas à certaines personnes de vivre dans la dignité, illustrant ce qu'Amartya Sen appellerait des injustices auxquelles il est clairement possible de remédier (« *clearly remediable injustices* »)<sup>47</sup>. Les injustices peuvent également être déterminée par rapport à des consensus largement acceptés, tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 ou la Charte des Nations Unies et le corpus du droit international, y compris les instruments juridiques non contraignants (des accords tels que le Programme de développement durable à l'horizon 2030).

## Encadré 5.1 Promouvoir des formes de participation citoyenne plus délibératives

*Équipe de gouvernance du PNUD*

Ces dernières années ont été marquées par un regain d'intérêt pour la démocratie délibérative, décrit comme une « vague délibérative »<sup>1</sup>. Les chercheurs et les praticiens considèrent que les approches délibératives offrent la possibilité de répondre à la crise de la démocratie<sup>2</sup> en permettant de nouvelles formes de participation citoyenne véritablement inclusives et fondées sur des données factuelles, éclairées par une analyse réfléchie et propices à la formation d'un consensus.

Les « mini-publics » délibératifs, tels que les assemblées citoyennes, sont un moyen de concrétiser les idéaux de la démocratie délibérative. En Irlande, une assemblée citoyenne a été mise en place en 2016 pour réviser certains aspects de la Constitution irlandaise. Les recommandations de l'assemblée ont donné lieu à deux référendums constitutionnels, qui ont entraîné des réformes importantes concernant le mariage homosexuel et l'avortement. Les votants qui connaissaient l'assemblée ont voté différemment de ceux qui ne la connaissaient pas, ce qui suggère que l'assemblée a eu une incidence sur la nature délibérative du référendum au sein de la communauté au sens large<sup>3</sup>.

Les mini-publics délibératifs se heurtent à des difficultés. La première est la difficulté éthique et méthodologique de traiter les conséquences de l'inégalité sur la dynamique des mini-publics<sup>4</sup>. La deuxième est la complexité d'intégrer des mini-publics dans des systèmes plus larges de participation et de représentation politique<sup>5</sup>. La troisième est le risque que les mini-publics soient utilisés comme stratégie pour remplacer l'organisation civique et d'autres formes de militantisme<sup>6</sup>. Malgré cela, l'intégration de normes délibératives dans les processus de participation citoyenne peut permettre de surmonter la polarisation et de contribuer à l'élaboration d'une contribution publique de grande qualité<sup>7</sup>. Il semble donc très utile de continuer à explorer ce domaine.

### Notes

1. OCDE (2020). 2. Dryzek *et al.* (2019). 3. Elkins *et al.* (2017). 4. Lupia et Norton (2017). 5. Lafont (2017). 6. Young (2001). 7. Curato *et al.* (2017).

## Encadré 5.2 Le dialogue social dans le monde du travail

*Organisation internationale du Travail*

L'action collective et la représentation des travailleurs et des employeurs dans le cadre du dialogue social, qui sont essentielles à la démocratie et à la bonne gouvernance, sont susceptibles de faire progresser le développement humain. Le dialogue social englobe tous les types de négociations, de consultations et d'échanges d'informations entre les représentants, les pouvoirs publics, les employeurs et les travailleurs. Ces interactions s'articulent autour de questions d'intérêt commun liées aux politiques économiques et sociales et comprennent la négociation collective, la consultation et la coopération sur le lieu de travail, ainsi que le dialogue social bipartite et tripartite aux niveaux national et sectoriel.

Le dialogue social incarne un principe démocratique fondamental : faire participer les personnes les plus concernées par les décisions à l'élaboration des politiques qui les touchent directement. Les organisations d'employeurs et de travailleurs jouent un rôle essentiel dans ce processus. Ils se posent en agents et donnent une voix collective aux entreprises et aux travailleurs. En élargissant le cadre décisionnel, le dialogue social améliore la qualité, la légitimité et l'appropriation des décisions, ce qui favorise un engagement plus fort en faveur de leur mise en œuvre. Cela renforce dès lors la capacité d'adaptation, la souplesse et la résilience des économies. Le dialogue social, facilité par des organisations d'employeurs et de travailleurs indépendantes, fortes et représentatives, offre un espace de coopération et peut favoriser le progrès économique et social, notamment en ce qu'il permet traiter les problèmes d'inégalité et d'inclusion sur les marchés du travail.

Cependant, le dialogue social doit reposer sur deux principes et droits fondamentaux au travail : la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit à la négociation collective. Ces droits fondamentaux du travail, associés à des institutions du travail efficaces, sont à la base d'un développement économique durable et de la justice sociale. Ils donnent aux travailleurs et aux employeurs les moyens de mener un dialogue constructif, de faire entendre leur voix et de jeter les bases d'un travail décent et d'un marché du travail inclusif.

Durant la pandémie de COVID-19, les gouvernements et les partenaires sociaux ont uni leurs forces pour élaborer des stratégies à court terme tout en formulant des politiques et des mesures globales et tournées vers l'avenir, afin de donner lieu à une reprise inclusive, durable et résiliente. Dans les pays où les représentants des employeurs et des travailleurs ont collaboré activement à l'élaboration de la stratégie, le dialogue social a non seulement été crucial pour régler les problèmes immédiats, mais il est également apparu comme un élément essentiel des solutions à moyen et à long terme. Le dialogue social devrait jouer un rôle encore plus important en aidant les gouvernements, en collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs, à élaborer les politiques appropriées pour gérer les transformations profondes et rapides

*Suite →*

## Encadré 5.2 Le dialogue social dans le monde du travail (suite)

qui ont lieu actuellement dans le monde du travail et assurer une transition équitable vers des économies et des sociétés plus durables, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

À cet égard, le dialogue social et l'action collective des partenaires sociaux ne sont pas seulement des outils importants pour soutenir le développement humain ; ce sont aussi des piliers fondamentaux pour revitaliser le contrat social, comme l'a indiqué le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dans son rapport intitulé « Notre programme commun »<sup>1</sup>. En renforçant la confiance dans la gouvernance démocratique, en promouvant l'égalité des chances et des résultats et en garantissant la paix sociale et la prospérité, le dialogue social contribue à rétablir la confiance dans les politiques publiques et les institutions du travail. Il s'agit d'un processus inclusif permettant de mobiliser diverses parties prenantes, de favoriser la participation à la prise de décision et de garantir les droits fondamentaux au travail, tout en étendant les protections à tous.

### Note :

1. Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (2021).

Cependant, malgré ces consensus normatifs et aspirationnels, il est important de considérer la manière dont les normes sociales, ainsi que les politiques et les institutions, sont mises en œuvre et poursuivies. Par exemple, les normes sociales de genre peuvent soit favoriser, soit réduire la capacité d'agir<sup>48</sup>. Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, dans la plupart des pays, il était officiellement interdit aux femmes de remplir divers rôles sociétaux, qu'il s'agisse de posséder des biens, d'aller à l'université ou de participer en politique. Les déficits de capacité d'agir des femmes étaient flagrants et généralisés. Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, de vastes réformes dans le monde entier ont porté reconnaissance par la loi de l'égalité des droits sociaux, économiques et politiques des femmes et des hommes<sup>49</sup>. Bien que, dans de nombreux pays, les femmes soient encore confrontées à des restrictions juridiques affectant leur capacité d'agir, les progrès réalisés sur le front des réformes institutionnelles sont remarquables. Les déficits de capacité d'agir consacrés dans les lois formelles tendent à disparaître. Le droit de voter aux élections, une expression fondamentale de la capacité d'action politique, est un exemple visible de cette évolution.

Toutefois, la capacité d'agir concrète des femmes reste limitée dans de nombreux domaines. Un exemple notable est l'accès des femmes aux plus hautes fonctions politiques, le summum de la capacité d'action politique. Les femmes ne sont chefs d'État ou de gouvernement que dans environ 10 % des pays, une proportion qui n'a guère évolué au cours des dernières décennies<sup>50</sup>.

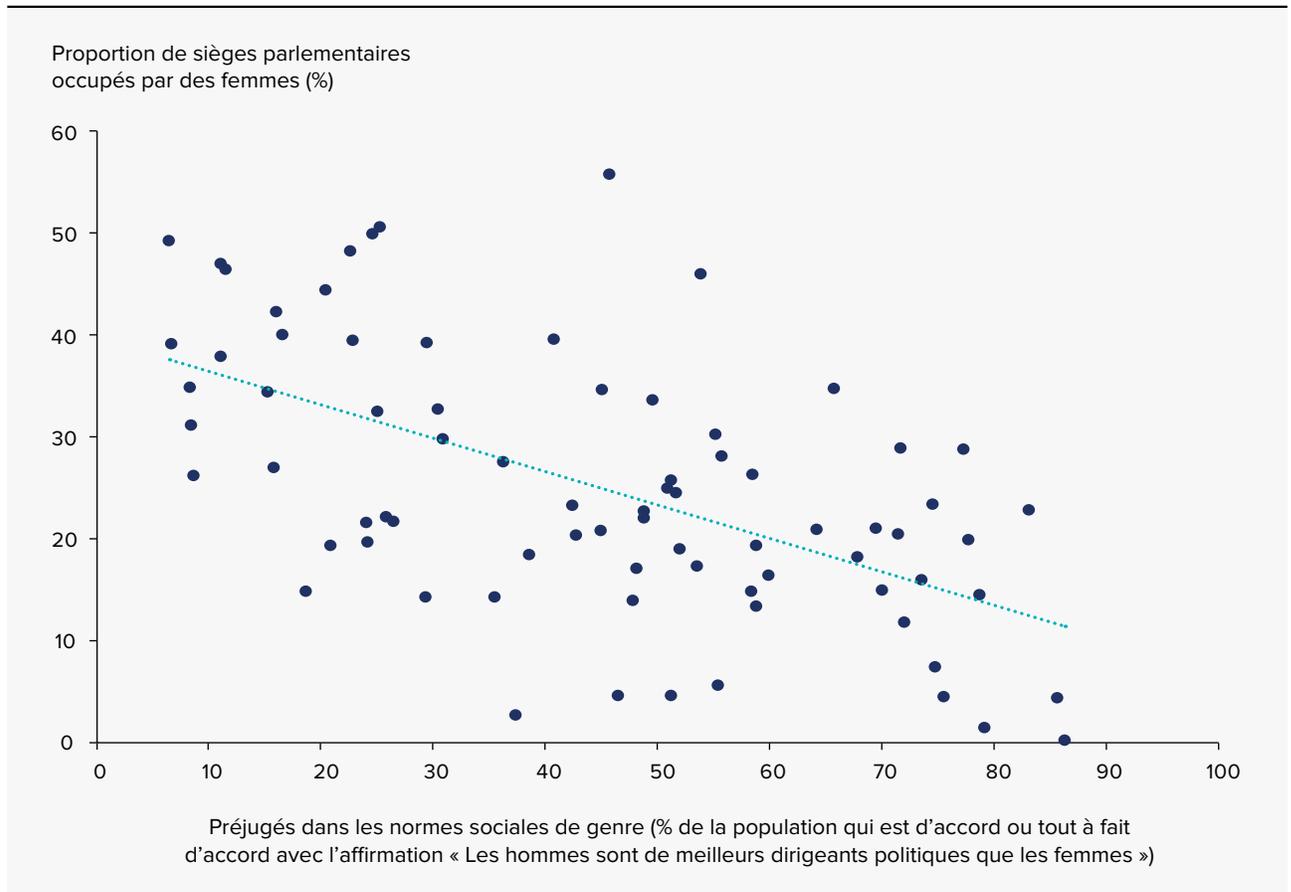
L'Indice des normes sociales de genre 2023, qui traite les préjugés comme des écarts par rapport aux normes mondiales communes en matière d'égalité des genres, montre que l'égalité des genres est entravée par des normes sociales entachées de préjugés sexistes<sup>51</sup>. Près de la moitié des individus pensent que les hommes sont de meilleurs dirigeants politiques que les femmes<sup>52</sup>. Or, les normes entachées de préjugés peuvent être tellement enracinées que l'on juge plus sévèrement les femmes qui occupent de hautes fonctions politiques. Ces préjugés

s'infiltrent dans les isolements, les jurys d'entretien, les réunions de conseil d'administration et bien d'autres espaces, limitant ainsi la capacité d'agir des femmes (figure 5.13). Ils diminuent simultanément notre potentiel collectif en perpétuant les inégalités, en excluant du discours public un large éventail de perspectives et d'expériences et en favorisant les perceptions erronées et les divisions.

Lorsque les normes sociales étouffent la capacité d'agir, elles entravent les processus plus larges d'action collective en faisant obstacle à la participation et à la coopération et en exacerbant les inégalités et les divisions. Les normes sociales sexistes peuvent limiter l'efficacité des politiques<sup>53</sup> et restreindre la capacité d'agir des femmes, même lorsque des politiques d'égalité entre femmes et hommes sont en place<sup>54</sup>. La promotion de normes de genre plus équitables, où les femmes ne sont pas considérées comme de simples bénéficiaires des interventions de développement, mais comme des agents actifs du changement qui contribuent à la résolution de problèmes communs, permet d'exploiter le potentiel créatif des femmes et de stimuler la diversité des idées susceptibles d'améliorer l'action collective<sup>55</sup>.

L'égalité des droits et des chances entre les femmes et les hommes et le démantèlement des stéréotypes sexistes nuisibles favorisent le bien-être et la capacité d'agir de toutes et de tous, indépendamment de l'identité de genre et de l'expression du genre. Corriger les normes sociales sexistes peut générer des résultats collectifs qui vont au-delà de l'amélioration directe de la situation des personnes exclues<sup>56</sup>. Par exemple, les processus de paix qui incluent explicitement des femmes non seulement défendent les droits humains des femmes et renforcent le pouvoir d'agir de celles-ci, mais ont aussi plus de chances d'aboutir à des accords de paix complets et durables<sup>57</sup>. Des relations étroites entre les femmes signataires d'accords de paix et les groupes de la société civile, les mouvements populaires et d'autres réseaux facilitent l'influence de la base vers le sommet et l'appropriation locale des accords de paix, et peuvent permettre d'inclure dans les accords des dispositions

**Figure 5.13** Des normes sociales entachées de préjugés sexistes limitent la capacité d'action politique des femmes



**Source :** Bureau du Rapport mondial sur le développement humain, à partir de données de la série 7 (2017-2022) de l'Enquête mondiale sur les valeurs (pour les normes sociales entachées de préjugés) et de données de l'Union interparlementaire (pour la proportion de sièges parlementaires occupés par des femmes en 2021). Voir aussi PNUD (2023a).

qui s'attaquent aux inégalités et aux déséquilibres de pouvoir<sup>58</sup>, qui sont souvent l'une des causes profondes des conflits violents<sup>59</sup>. Les femmes étant encore aujourd'hui largement absentes des processus de paix formels<sup>60</sup>, faire progresser l'égalité femmes-hommes et ouvrir des espaces permettant à davantage de femmes de participer à ces processus représente un dividende de paix potentiel considérable pour les sociétés dans leur ensemble.

La prise en compte des questions de genre peut aider à trouver des possibilités de faire progresser l'action collective. Prenons l'exemple de la prévention et de la riposte face aux pandémies, qui requièrent une action collective à grande échelle. L'application d'une perspective de genre implique de reconnaître et de traiter les différences entre femmes et hommes dans la charge mondiale de morbidité, ainsi que l'effet potentiellement différent des mesures de riposte sur les hommes et les femmes. Par exemple, alors que les hommes couraient un risque plus élevé de mourir de la COVID-19<sup>61</sup>, les mesures visant à contenir la pandémie ont souvent frappé les femmes plus durement, puisqu'elles ont généralement accusé

des pertes d'emploi et de revenus plus importantes<sup>62</sup>, des augmentations de la violence domestique<sup>63</sup> et des baisses du bien-être mental<sup>64</sup>.

Si les normes sociales sont souvent en opposition avec les institutions formelles et les lois, elles interagissent toujours avec les institutions formelles, parfois d'une façon mutuellement bénéfique et dans d'autres cas en créant des tensions. Reconnaître la manière dont les normes sociales peuvent restreindre la capacité d'agir et trouver des mécanismes susceptibles de susciter des changements de normes en faveur d'une plus grande capacité d'agir peut éclairer les choix en vue de faire progresser l'action collective. Comme le montre l'analyse sur les normes sociales de genre, placer tous ses espoirs dans les institutions formelles peut s'avérer inefficace, voire contre-productif, si l'on ne tient pas compte des normes sociales<sup>65</sup>.

Les femmes se sentent en outre moins capables que les hommes de se protéger ou de protéger leur famille en cas de catastrophe future. Cela peut être interprété comme un autre déficit de capacité d'agir, qui touche 53 % des femmes

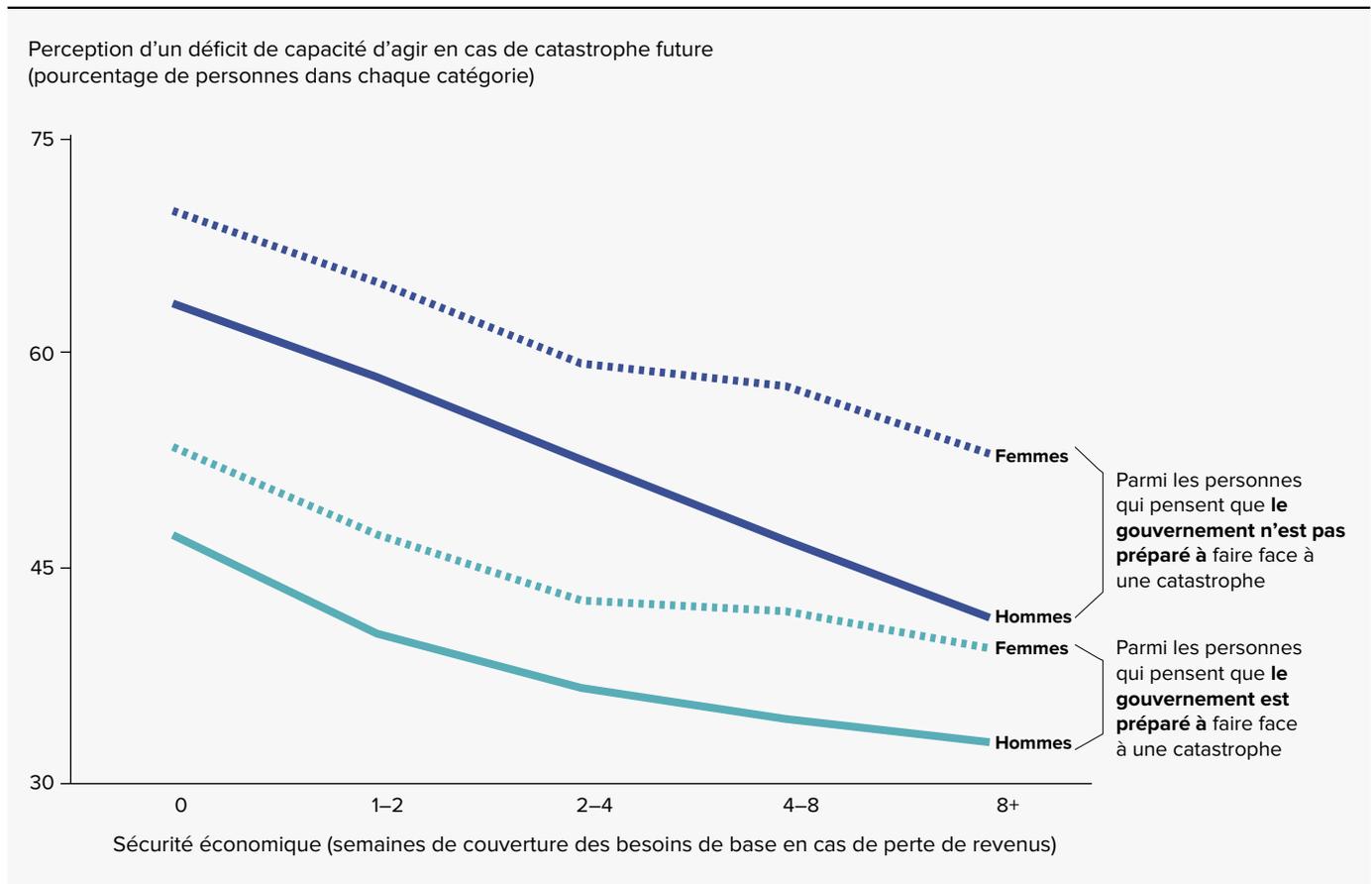
et 44 % des hommes dans le monde<sup>66</sup>. Outre le fait que ce déficit de capacité d’agir est plus élevé chez les femmes que chez les hommes, d’autres tendances décrites dans ce chapitre réapparaissent : plus le niveau d’insécurité (économique, dans ce cas) est élevé, plus le déficit de capacité d’agir est important, et la conviction que le gouvernement n’est pas préparé à répondre aux catastrophes est associée à des déficits de capacité d’agir plus importants (figure 5.14). Cela renvoie directement aux moyens de réduire les déficits de capacité d’agir : éliminer les inégalités entre les femmes et les hommes, renforcer la préparation des institutions nationales à répondre aux catastrophes et remédier à l’insécurité. L’analyse sur les catastrophes, en particulier, est également pertinente à mesure que nous nous enfonçons dans l’Anthropocène, étant donné que les processus en cours de changements planétaires dangereux sont susceptibles de rendre la préparation et la riposte face aux catastrophes d’autant plus importantes<sup>67</sup>.

## Des institutions centrées sur les personnes, constituant une propriété collective et tournées vers l’avenir pour mettre en place une action collective à grande échelle

Les institutions peuvent relier la capacité d’agir et l’action collective à grande échelle. L’interdépendance mondiale faisant l’objet d’un remodelage, la réduction des déficits de capacité d’agir serait un moyen d’améliorer l’action collective. Pour réduire ces déficits, il faut promouvoir la sécurité humaine, corriger les inégalités, promouvoir des normes sociales de coopération et élargir et renforcer les espaces de délibération.

Des institutions centrées sur les personnes, constituant une propriété collective et tournées vers l’avenir seraient mieux placées pour soutenir l’action collective à grande échelle.

**Figure 5.14** Les inégalités entre les femmes et les hommes sont omniprésentes en ce qui concerne les déficits de capacité d’agir en cas de catastrophe future



**Note** : le déficit de capacité d’agir perçu en cas de catastrophe future signifie que les personnes interrogées ont répondu négativement à la question « Pourriez-vous vous protéger ou protéger votre famille en cas de catastrophe future ? ». L’état de préparation du gouvernement est mesuré par la réponse à la question suivante : « Le gouvernement national est-il bien préparé pour faire face à une catastrophe ? ». La sécurité économique est évaluée par le nombre de semaines pendant lesquelles un ménage pourrait couvrir ses besoins de base en cas de perte de revenus.

**Source** : Bureau du rapport sur le développement humain, à partir de données de la Lloyd’s Register Foundation et de Gallup (2022).

À cette fin, les institutions seraient mieux placées pour soutenir l'action collective à grande échelle si elles étaient en mesure de remplir trois fonctions essentielles : être centrées sur les personnes, constituer une propriété collective et être orientées vers l'avenir.

- Une institution « centrée sur les personnes » est une institution qui fait de l'amélioration du développement humain (y compris le bien-être et la capacité d'agir) son objectif ultime, ce qui implique également de faire progresser la sécurité humaine ;
- Une institution constituant une « une propriété collective » est une institution au sein de laquelle le pouvoir de fixer des objectifs collectifs, les responsabilités concernant la réalisation de ces objectifs et les résultats qui en découlent sont répartis de façon équitable ;
- Une institution « tournée vers l'avenir » est une institution qui non seulement veille à ce que les générations futures aient la capacité de faire progresser leur développement humain, mais aussi qui met en place des mécanismes plus prévisibles pour permettre aux individus d'évoluer dans un monde incertain et instable (coup de projecteur 5.2)<sup>68</sup>.

Ces fonctions s'inscrivent dans le cadre d'analyse sur lequel s'appuie le Rapport sur le développement humain 2019, qui considère les inégalités « au-delà des revenus, des moyennes et du temps présent »<sup>69</sup>.

Pour illustrer ce que la mise en place de ces fonctions signifierait dans la pratique, le chapitre se termine par une analyse de ce qui pourrait manquer pour soutenir la fourniture de biens publics mondiaux, et offre une perspective sur les débats en cours et éternels sur l'évolution des institutions multilatérales.

---

### Construire une architecture institutionnelle pour améliorer la fourniture des biens publics mondiaux

La coopération au développement repose sur une dichotomie entre les pays dits développés et les pays dits en développement, ce qui reflète l'aspiration à réduire la grande divergence qui est apparue au lendemain de la révolution industrielle et qui a encadré la pensée et la pratique du développement depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle<sup>70</sup>. Le financement du développement s'est progressivement accru pour aider les pays en développement à réduire cette divergence, avec des financements acheminés par des moyens bilatéraux et multilatéraux et comprenant à la fois des financements en capital et des transferts de fonds provenant des pays développés ou garantis par ces derniers. Le financement du développement (comme l'aide publique au développement, y compris le financement de l'aide humanitaire) reste essentiel et insuffisant. Toutefois, il apparaît clairement, comme l'énonce le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qu'il est nécessaire de considérer les aspirations universelles au-delà de cette dichotomie. L'une des

façons de donner forme à ces aspirations est de reconnaître la nécessité, dans un monde interdépendant, d'améliorer la fourniture des biens publics mondiaux, ce qui implique la mise en place d'une architecture institutionnelle à l'appui de cette entreprise.

La fourniture de biens publics mondiaux s'inscrit dans le cadre des trois fonctions institutionnelles proposées dans ce chapitre. La poursuite de cette fourniture est centrée sur les personnes, étant donné les pertes de développement humain et l'exacerbation des inégalités associées à l'insuffisance de la fourniture de biens publics mondiaux.

Étant donné que les biens publics mondiaux sont non rivaux et non exclusifs à l'échelle mondiale, il est cohérent que les institutions destinées à soutenir leur fourniture constituent une propriété collective. Les résultats sont importants, mais le processus de fourniture des biens publics mondiaux l'est tout autant. Par ailleurs, les biens publics mondiaux laissent en héritage de nombreuses réalisations à long terme, comme l'éradication de la variole, l'atténuation des changements climatiques ou l'introduction d'une nouvelle technologie. Leur poursuite est donc souvent intrinsèquement orientée vers l'avenir.

Pour mieux comprendre l'interaction entre les trois fonctions institutionnelles et la fourniture de biens publics mondiaux, il convient d'examiner en quoi le renforcement des capacités de différents pays ou groupes à contribuer aux biens publics mondiaux constitue à la fois une réalisation et un processus qui revêtent une importance intrinsèque, et ce parce que les perceptions d'équité, ou d'absence d'équité, peuvent faire obstacle à la fourniture des biens publics mondiaux (chapitre 3).

Souvent, l'équité et l'expansion des capacités vont de pair. En effet, une façon de démontrer que les efforts visant à améliorer la fourniture de biens publics mondiaux peuvent également faire progresser l'équité est de montrer que le transfert de ressources et de technologies en vue d'améliorer la fourniture de biens publics mondiaux a souvent des avantages nationaux et locaux pour le pays bénéficiaire<sup>71</sup>. Par exemple, l'aide internationale destinée à financer un projet d'énergie renouvelable dans un pays à faible revenu dans le but d'atténuer les changements climatiques peut réduire la pollution locale et créer des emplois<sup>72</sup>. Ces bénéfices accessoires au niveau national renforcent non seulement l'équité, mais aussi l'efficacité, car ils augmentent les bénéfices globaux d'une fourniture améliorée de biens publics mondiaux<sup>73</sup>. Cependant, ils ne sont généralement pas pris en compte dans l'élaboration des politiques liées à la fourniture de biens publics mondiaux, telles que la politique d'atténuation des changements climatiques<sup>74</sup>, dans le cadre de laquelle le débat politique met souvent l'accent sur les coûts de l'atténuation<sup>75</sup>.

Dans le même temps, il est important de reconnaître que l'existence, dans les pays à revenu élevé, de politiques qui soient favorables à l'obtention de résultats visant à faire progresser les biens publics mondiaux peut avoir des effets

bénéfiques à l'échelle mondiale. Au milieu des années 2000, la transition énergétique allemande « *Energiewende* » et l'initiative « *California Solar* » aux États-Unis ont offert des avantages généreux aux installations solaires pour un coût substantiel à court terme<sup>76</sup>. Les subventions accordées au titre de ces initiatives ont incité les entreprises du monde entier, y compris celles établies en dehors des pays à revenu élevé, à innover davantage, ce qui a permis de réduire les prix et d'augmenter l'adoption des panneaux solaires dans d'autres pays<sup>77</sup>. Outre cet effet d'innovation induit, les subventions ont également permis de réduire les coûts grâce à l'apprentissage par la pratique et aux économies d'échelle<sup>78</sup>. Si les bénéfices dérivés de l'apprentissage par la pratique et des économies d'échelle peuvent être largement attribués aux entreprises<sup>79</sup>, les subventions publiques ont été essentielles dans ce cadre car (les prix du carbone n'intégrant pas les externalités des émissions de gaz à effet de serre) elles ont stimulé la production qui n'aurait sinon probablement pas eu lieu en raison des prix excessivement bas des combustibles fossiles<sup>80</sup>. Ces exemples illustrent la manière dont les subventions accordées à des technologies dans quelques pays à revenu élevé peuvent avoir des retombées mondiales offrant des avantages aux pays à revenu faible ou intermédiaire.

### La propriété collective peut considérablement améliorer la valorisation sociale des biens publics mondiaux car elle permet de reconnaître ces derniers comme une réalisation partagée à l'échelle mondiale.

La propriété collective peut considérablement améliorer la valorisation sociale des biens publics mondiaux car elle permet de reconnaître ces derniers comme une réalisation partagée à l'échelle mondiale. La valeur et la durabilité des biens publics mondiaux peuvent dépendre des retombées de ces derniers et de l'existence de mécanismes favorisant la participation du public à leur fourniture. Si ces mécanismes font l'objet d'une propriété collective, ils ont plus de chances de donner aux individus les moyens de contribuer aux réalisations et de les célébrer. Comme le souligne Martha Nussbaum, l'espace social de délibération devrait être non seulement un espace sûr pour les critiques et les voix dissidentes, mais aussi un terrain propice à l'adhésion à des idées qui incarnent un consensus par recoupement, consensus pouvant être dégagé grâce à une mobilisation en faveur de la poursuite des biens publics mondiaux (chapitres 4 et 6)<sup>81</sup>.

Admettre que les biens publics mondiaux présentent des avantages à la fois nationaux et mondiaux a des implications importantes pour la conception des institutions, y compris s'agissant du soutien à la coopération internationale. Par exemple, dans le cadre de l'atténuation des changements climatiques, la reconnaissance des bénéfices accessoires des biens publics mondiaux tend à renforcer le soutien national à la participation aux accords internationaux. Une telle participation

génère des avantages aux échelles mondiale et nationale<sup>82</sup> et peut rendre plus probable la formation d'une coalition solide pour lutter contre les changements climatiques<sup>83</sup>. Venir en aide à des pays dans le cadre d'initiatives sur la santé visant à fournir des biens publics mondiaux « dépendant du maillon le plus faible » ou « à la portée du meilleur » peut avoir des retombées nationales et régionales considérables<sup>84</sup>. En outre, il peut y avoir un effet de synergie entre les initiatives visant à faire progresser des biens publics locaux ou nationaux qui, cumulés, contribuent à un bien public mondial. Par exemple, les efforts internationaux visant à soutenir la biodiversité dans les pays africains peuvent compléter les recettes touristiques. Les deux sources de revenus soutiennent les efforts de conservation locaux, ce qui procure des bénéfices pour la biodiversité au niveau national et mondial<sup>85</sup>.

Le revers de la médaille des bénéfices accessoires tient au fait que si un investissement national n'est motivé que par les bénéfices qui en découleront à l'intérieur des frontières, il peut y avoir un sous-investissement sur le plan mondial. Dans le même temps, il n'est peut-être pas raisonnable de s'attendre à ce que les pays à revenu faible ou intermédiaire, qui sont plus susceptibles d'avoir des ressources limitées que les pays à revenu élevé, supportent les coûts supplémentaires qui pourraient être nécessaires pour l'obtention de bénéfices mondiaux. D'un point de vue national, l'économie peut être telle qu'il n'est pas possible pour un pays d'investir dans les énergies renouvelables. La communauté internationale pourrait donc financer le surcoût permettant de générer des bénéfices mondiaux. C'est une façon d'interpréter les dispositifs de financement existants à l'appui de la fourniture de biens publics mondiaux, tels que le Fonds pour l'environnement mondial<sup>86</sup>. La logique de financement de ce surcoût à l'appui des biens publics mondiaux pourrait être étendue à des domaines autres que l'environnement, dans la plupart des cas sous la forme d'un financement entièrement concessionnel<sup>87</sup>.

Plusieurs des possibilités les plus prometteuses concernant les biens publics mondiaux pourraient se trouver dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, où certains projets d'atténuation des changements climatiques (générant des bénéfices mondiaux) pourraient être rentables sur le plan privé. Toutefois, même lorsque c'est le cas, de tels projets sont rarement mis en œuvre en raison de problèmes réglementaires, d'un manque de capitaux ou de la volatilité (réelle ou perçue)<sup>88</sup>. Les projets présentant des externalités positives sur le plan mondial sont donc confrontés à la perspective d'un sous-investissement.

Être tourné vers l'avenir implique de penser à un financement qui tienne compte de la volatilité, ce qui peut à la fois attirer des financements privés et rendre les finances publiques contracycliques. En effet, dans un monde instable, les pays sont soumis à des chocs dont ils ne sont pas responsables, tels que les catastrophes climatiques, les pandémies ou les crises financières mondiales. Ces chocs reflètent souvent l'insuffisance de la fourniture de biens publics mondiaux

et laissent les pays à revenu faible ou intermédiaire dans l'obligation de faire face non seulement aux coûts immédiats, mais aussi au service de la dette contractée pour financer, par exemple, les infrastructures qui ont pu être détruites par un cyclone tropical. Comme l'illustre l'expérience actuelle de l'endettement élevé des pays à faible revenu à la suite de la pandémie de COVID-19, il n'existe pas de moyen prévisible pour les pays de s'entendre collectivement sur la manière de relever le défi.

**Être tourné vers l'avenir implique de penser à des financements qui tiennent compte de la volatilité, ce qui peut à la fois attirer des financements privés et rendre les finances publiques contracycliques.**

Une façon d'adopter une approche tournée vers l'avenir est de proposer des financements par le biais d'instruments comprenant des clauses conditionnelles qui suspendent ou reportent les paiements dus au titre du service de la dette lorsque les pays sont confrontés à des chocs résultant des effets des changements climatiques ou de pandémies (coup de projecteur 5.3)<sup>89</sup>. Cela renforcerait la capacité des pays à revenu faible ou intermédiaire de contribuer à la fourniture de biens publics mondiaux, même à la suite de crises extérieures, au bénéfice de tous. Ces mesures requièrent une coordination (si ces options de financement comportant un élément d'assurance sont plus coûteuses que les options classiques) et une capacité accrue à allouer des ressources qui peuvent inclure une part importante de financement concessionnel<sup>90</sup>.

---

### **Recenser les lacunes des institutions multilatérales existantes**

Les institutions multilatérales ont soutenu la coopération internationale et fait progresser le bien-être de plusieurs autres manières que celle exposée ci-dessus<sup>91</sup>. Cependant, la nécessité de faire évoluer ces institutions fait l'objet d'un débat permanent<sup>92</sup>. Comment concevoir les institutions multilatérales pour qu'elles répondent aux trois objectifs fonctionnels (être centrées sur les personnes, constituer une propriété collective et être tournées vers l'avenir) ?

Bien que théoriquement centrées sur les personnes, souvent, les institutions multilatérales ne reconnaissent souvent que de manière limitée ou partielle la poursuite du développement humain en tant qu'objectif explicite. Les institutions financières internationales et certaines entités du système des Nations Unies continuent d'investir des ressources considérables dans l'estimation des performances économiques et la projection d'indicateurs y associés. Cet aspect est très important et nécessaire, mais il est parfois utilisé et interprété comme définissant l'ensemble des perspectives de développement et des aspirations humaines. Ainsi, dans le rapport « Notre

programme commun » du Secrétaire général de l'ONU, l'accent mis sur la nécessité d'aller « au-delà du PIB » vise à rétablir un équilibre dans la manière dont les progrès et les politiques de développement sont évalués, au-delà des moyennes au niveau national<sup>93</sup>. Par exemple, du point de vue de la pauvreté multidimensionnelle, près des deux tiers des personnes en situation de pauvreté multidimensionnelle aiguë (730 millions) vivent dans des pays à revenu intermédiaire<sup>94</sup>. Le programme du Secrétaire général offre la possibilité d'améliorer l'élaboration des politiques afin de tenir compte de la nature multidimensionnelle du développement humain, comme le préconisent les rapports sur le développement humain depuis de nombreuses années<sup>95</sup>.

Les lacunes en matière de propriété collective se manifestent par le maintien des systèmes de gouvernance à la faveur de règles écrites et non écrites qui reflètent l'héritage de la répartition du pouvoir au lendemain de la l'après-guerre. Cela va des institutions financières internationales à l'Organisation des Nations Unies, plusieurs propositions ayant été formulées au fil des ans pour remédier au manque de représentativité des systèmes de gouvernance<sup>96</sup>.

La propriété collective des institutions implique une répartition équitable de la charge incombant aux pouvoirs publics, ce qui permet d'éviter les inégalités résultant de l'évasion et de la fraude fiscales. Durant la dernière décennie, des progrès ont été accomplis dans la lutte contre la fraude fiscale, principalement grâce à l'amélioration de l'information et de la transparence dans le monde<sup>97</sup>. En outre, une coopération étendue a été mise en place au titre du Cadre inclusif sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et du Groupe des vingt (G20), auquel 140 pays et territoires participent. Une récente réforme fiscale internationale a modifié les règles de compétence fiscale et impose un taux effectif minimum d'imposition des revenus des sociétés de 15 % à l'échelle mondiale, qui devrait rapporter 150 à 200 milliards de dollars par an<sup>98</sup>. L'Assemblée générale des Nations Unies a entamé le processus d'élaboration d'une convention-cadre sur la coopération fiscale internationale afin de faciliter la coordination des politiques sur ces questions<sup>99</sup>. Les taux d'imposition minimums au niveau mondial n'ont pas besoin d'être très élevés pour générer des montants substantiels s'ils sont bien appliqués<sup>100</sup>. La mise en application est en grande partie un choix des pouvoirs publics et dépend de la coordination internationale. Par exemple, l'exploitation des nouvelles technologies et la progression de la réglementation qui ont permis l'échange automatique d'informations entre les banques et les institutions financières ont contribué à accélérer les progrès dans le domaine de la lutte contre la fraude fiscale<sup>101</sup>.

La confiance et les normes sociales influent également sur le respect des obligations fiscales, et les politiques qui ciblent ces aspects peuvent compléter les mesures d'incitation et d'application, telles que les programmes d'éducation et

d'information des contribuables et le renforcement des services publics (voir le coup de projecteur 4.4 du chapitre 4). Une approche tournée vers l'avenir peut contribuer à un entamer un processus de réforme et d'efficacité. Les Nations Unies et les institutions financières internationales ont été créées compte tenu de la nécessité de gérer l'interdépendance mondiale (voir le coup de projecteur 2.1 du chapitre 2), un besoin toujours valable aujourd'hui. Cependant, on admet désormais

d'avantage l'existence des défis que posent une planète qui subit des changements dangereux et une interdépendance qui se remodèle à mesure que nous avançons dans l'Anthropocène<sup>102</sup>. En mettant explicitement l'accent sur la fourniture et le financement de biens publics mondiaux, les institutions multilatérales pourraient également se tourner davantage vers l'avenir, ce qui faciliterait l'investissement, l'assurance et l'innovation.

## Renforcer la cohésion sociale pour atténuer l'insécurité humaine : promesses et dangers

Julia Leininger, Armin von Schiller et Charlotte Fiedler, *Institut allemand du développement et de la durabilité*

Face à l'insécurité humaine et à la polarisation croissantes, les décideurs politiques ont porté leur attention sur la résilience des sociétés. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), par exemple, souligne que la solidarité est un élément essentiel pour relever les défis universels<sup>1</sup>. La « cohésion sociale » est un mot à la mode dans les discussions sur le sujet et est souvent présentée comme un remède à de nombreux problèmes de développement et aux conséquences involontaires des efforts de développement.

En particulier, la cohésion sociale est louée pour son rôle présumé dans l'atténuation des tensions, la gestion des chocs et la mise en place d'une coopération productive pour le bien commun. À ce titre, la cohésion sociale, considérée comme le ciment des sociétés, a été mise en avant dans les discussions politiques et universitaires comme une condition préalable à un développement durable et inclusif. Favoriser cette cohésion, mais aussi la préserver, sont désormais des objectifs prioritaires dans les documents d'orientation politique ainsi que dans le cadre de la coopération internationale. La pandémie de COVID-19 a accéléré cette tendance.

Cependant, la cohésion sociale est-elle un remède à la dichotomie apparente entre le développement humain et l'insécurité humaine ?? Alors que de nombreux gouvernements et organisations internationales lancent ou intensifient des campagnes visant à promouvoir la cohésion sociale dans les sociétés (entre les groupes ou entre les citoyens et les institutions publiques), il est temps de s'interroger sur ce que nous savons de l'importance de la cohésion sociale pour soutenir le développement humain et réduire l'insécurité humaine. Par ailleurs, quels sont les leviers d'action et quelle est l'efficacité des mesures actuellement appliquées ?

### La cohésion sociale au service du développement humain

La cohésion sociale n'est pas une panacée, mais il est prouvé qu'elle est importante pour le développement humain et, par conséquent, pour la sécurité humaine. L'un des aspects les plus importants, et pourtant à peine reconnu, de la cohésion sociale est qu'elle permet aux sociétés de s'accorder sur ce qu'est un bien commun dans un contexte particulier et sur les personnes qui en bénéficient. Lorsque la polarisation divise les sociétés, des désaccords insurmontables apparaissent entre les groupes

opposés en ce qui concerne des questions de fond telles que les bonnes mesures à prendre en cas de pandémie (par exemple, les vaccins contre la COVID-19) et des valeurs communes telles que le droit à la vie.

Les données relatives aux résultats du développement indiquent que la cohésion sociale a des effets positifs sur une série d'indicateurs. Dans l'ensemble, la cohésion sociale présente une corrélation positive avec le développement humain, tel que mesuré par l'indice de développement humain, dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques<sup>3</sup> et dans les pays asiatiques<sup>4</sup>. Toutefois, ces macro-analyses indiquent également que le développement humain influe davantage sur la cohésion sociale que l'inverse. Il est intéressant de noter que l'effet de la cohésion sociale sur le développement humain augmente lorsque celle-ci est reflétée par la légitimité de l'État<sup>5</sup>, ce qui souligne que la cohésion sociale est indépendante du niveau de revenu d'un pays.

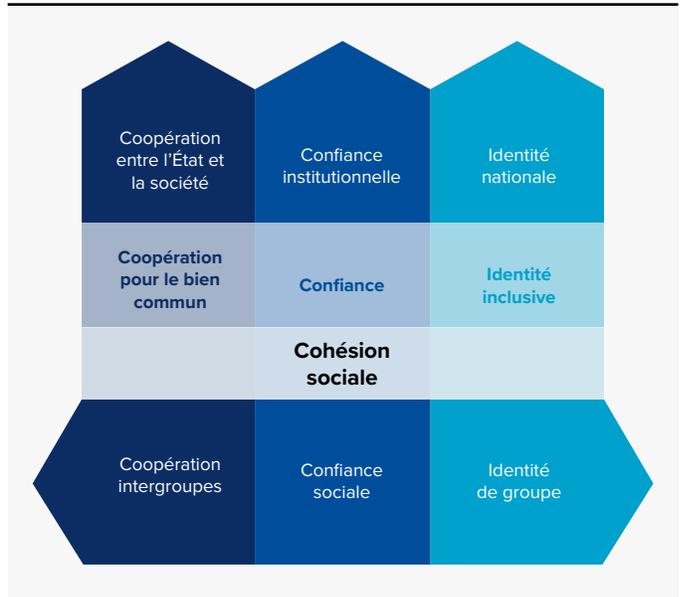
La relation entre la cohésion sociale et la santé offre l'un des ensembles de données les plus riches s'agissant de l'importance de la cohésion sociale pour le développement humain. Les données relatives à 39 États des États-Unis indiquent que la cohésion sociale, mesurée par la confiance sociale et l'appartenance à des organisations bénévoles, favorise la santé mentale et physique, allant même jusqu'à modérer l'effet des inégalités de revenu sur l'augmentation de la mortalité<sup>6</sup>. La plupart des études s'intéressent toutefois aux différents éléments de la cohésion sociale et à leur relation avec la santé. Par exemple, la confiance sociale a un effet positif sur la santé, mais l'intensité de cet effet varie considérablement en fonction du développement socio-économique du pays : l'effet est beaucoup plus fort dans les pays développés que dans les pays en développement<sup>7</sup>. Toujours en rapport avec la cohésion sociale, le désinvestissement dans le capital social est lié à des taux de mortalité plus élevés<sup>8</sup>. La cohésion sociale est également importante pour l'efficacité de la prise de décision et la solidarité des personnes<sup>9</sup>. Ce lien est essentiel en temps de crise : lorsqu'une société est cohésive, les pouvoirs publics peuvent supposer que les politiques qu'ils mettent en œuvre bénéficient de la confiance du public<sup>10</sup> et que les individus s'unissent les uns les autres lorsqu'ils sont confrontés à des problèmes collectifs<sup>11</sup>.

La cohésion sociale a un effet positif direct sur le PIB, en particulier dans les pays occidentaux et asiatiques<sup>12</sup>. Des

analyses moins complètes de la cohésion sociale indiquent que celle-ci a un effet positif sur le PIB en raison des coûts économiques énormes découlant des conflits interraciaux et des guerres ou parce qu'elle facilite l'émergence de meilleures institutions telles qu'un système judiciaire fort et la liberté d'expression<sup>13</sup>. Toutefois, ces observations se fondent sur des mesures plus larges de la cohésion sociale qui incluent des indicateurs tels que la fractionnalisation ethnique. Dans l'ensemble, il existe très peu de données transnationales sur la relation entre la cohésion sociale et le développement économique<sup>14</sup>.

On peut considérer que des sociétés plus cohésives, en particulier des sociétés où les citoyens ont confiance dans les institutions de l'État et sont prêts à coopérer avec elles, sont mieux placées pour fournir plus efficacement des services de base tels que l'éducation, mais l'on s'intéresse surtout à la relation inverse : de l'éducation à la cohésion sociale. En particulier, l'éducation universelle peut contribuer à la cohésion sociale en réduisant les inégalités et en créant des liens sociaux forts entre les différents groupes d'une société<sup>15</sup>.

Figure S 5.1.1 Éléments proposés de la cohésion sociale



Source : Leininger et al. (2021).

### Renforcer la cohésion sociale pour améliorer la coopération

Dans une certaine mesure, l'importance du concept de cohésion sociale et son importance avérée pour le développement masquent des difficultés conceptuelles et empiriques. La cohésion sociale est pour beaucoup un concept insaisissable et, de fait, la manière dont elle est définie, utilisée et mesurée varie considérablement d'un pays à l'autre. Il est donc essentiel de préciser ce qu'est la cohésion sociale si l'on veut qu'elle figure en bonne place dans les discussions et l'élaboration des politiques. En particulier, la clarté conceptuelle est essentielle pour permettre un échange sur les stratégies visant à favoriser ce fondement essentiel du tissu social dans chaque société et à rassembler les connaissances existantes sur la meilleure façon d'y parvenir. Un concept de cohésion sociale utile et utilisable permet un échange global, structure la réflexion politique et rassemble les connaissances existantes.

La conception suivante de la cohésion sociale s'appuie sur les dénominateurs communs de la recherche (figure S5.1.1). Le point de départ est le consensus selon lequel la cohésion sociale est multidimensionnelle. Il convient ensuite de conceptualiser la cohésion sociale d'une façon qui transcende les niveaux et les contextes et qui permette donc de caractériser tout aussi efficacement les petites communautés de toutes les régions que les contextes transnationaux. Si le concept doit pouvoir être appliqué dans toutes les régions du monde, sa mesure peut en revanche varier en fonction du contexte. En tout état de cause, une telle mesure agrégée ne remplace pas une analyse des particularités de la cohésion sociale dans chaque contexte particulier.

En outre, il est essentiel que le concept reste léger si l'on veut qu'il serve à analyser les relations avec d'autres résultats du développement, tels que le développement humain ou les inégalités. Sur la base de ce raisonnement, nous proposons la définition suivante :

La cohésion sociale désigne les relations verticales et horizontales entre les membres de la société et l'État qui maintiennent la société unie. Elle se caractérise par un ensemble d'attitudes et de comportements, notamment la confiance, une identité inclusive et la coopération pour le bien commun<sup>16</sup>.

La confiance apparaît souvent dans les différentes conceptions de la cohésion sociale. La conception retenue ici inclut la confiance sociale et la confiance institutionnelle et englobe dès lors les dimensions tant verticale qu'horizontale de la confiance<sup>17</sup>. L'identité inclusive renvoie au fait que les individus peuvent avoir le sentiment d'appartenir à plusieurs groupes et donc d'avoir plusieurs identités (religion, appartenance ethnique et genre, par exemple). Une société dans laquelle il y a une cohésion sociale implique que les individus ayant des identités différentes tolèrent ces différences et puissent coexister pacifiquement, de sorte que les identités particulières ne prennent pas le pas sur l'identité collective globale. La coopération pour le bien commun signifie que de nombreuses personnes et de nombreux groupes coopèrent en faveur d'intérêts publics qui vont au-delà des intérêts particuliers des individus concernés, et parfois même s'y opposent.

Bien qu'il soit communément admis que la cohésion sociale est plus que la somme de ses parties, les chercheurs étudient souvent ces différentes composantes une à une et les décideurs politiques s'intéressent à des éléments concrets. Le plus souvent, l'attention est portée sur la confiance. Le concept de cohésion sociale proposé par l'Institut allemand du développement et de la durabilité<sup>18</sup> permet de s'intéresser à des éléments particuliers de la cohésion sociale et de repérer des maillons faibles spécifiques à analyser, mais, sur le plan structurel, il exige de conceptualiser ces analyses dans le cadre du concept et du phénomène plus large de la cohésion sociale. La confiance est importante dans cette approche, mais elle n'est qu'une partie de l'ensemble. Il est important d'analyser les autres éléments ainsi que les interactions et les synergies entre eux. Toutefois, pour déterminer le degré de cohésion sociale d'une société à un moment donné (mesuré) et la façon dont la cohésion sociale évolue dans le temps, il est surtout nécessaire d'analyser l'ensemble de ses composantes, en sachant que toutes n'évolueront pas en parallèle.

---

### **Derrière la lumière vive se cache la face sombre de la cohésion sociale**

Il est également nécessaire d'admettre que, malgré son importance, la cohésion sociale ne peut pas forcément se réduire à l'affirmation simpliste selon laquelle plus, c'est toujours mieux. Il est essentiel de savoir la façon dont la cohésion sociale interagit à différents niveaux, dont elle est utilisée et dont elle est construite afin d'éviter que des sous-groupes très unis ne l'instrumentalisent pour en faire une plateforme d'exclusion. La cohésion sociale n'a pas que des aspects positifs.

---

#### *La cohésion sociale comme carburant de la polarisation*

La cohésion sociale peut être facilement interprétée comme un facteur d'égalité, imposant l'homogénéité aux sociétés. Il s'agit d'une question particulièrement importante dans le contexte de la récente tendance mondiale à l'autocratie. Les élites politiques nationalistes ont utilisé des stratégies de polarisation pour diviser les sociétés et accroître leur propre pouvoir. Ces tentatives, souvent couronnées de succès, s'inscrivent dans le cadre d'une rhétorique d'opposition entre « nous » et « eux », qui définit les critères des « bons citoyens » et différencie ces derniers des citoyens d'autres groupes qui ne remplissent pas ces critères. Si ce phénomène a conduit à la création de groupes à forte cohésion, il a également favorisé l'apparition de clivages irréductibles sur certaines questions. Pour renforcer la cohésion sociale, il faut comprendre que le tissu social n'est durable que s'il tolère les différences.

Cela nous ramène à l'idée de solidarité présentée dans le Rapport spécial sur la sécurité humaine 2022 du PNUD<sup>19</sup>. Il s'agit de nos capacités en tant qu'êtres humains agissant sans cesse collectivement à différents niveaux pour faire face ensemble à des problèmes communs, tels que les effets des changements climatiques ou les crises sanitaires.

---

#### *Ne pas tenir compte de l'échelle et de l'espace peut avoir des effets indésirables*

La cohésion sociale indique une cohabitation sociale pacifique. Bien que la cohésion sociale puisse être considérée comme un produit de la paix, elle renferme une signification distincte importante. Or, les distinctions conceptuelles sont importantes, car elles ont des implications cruciales sur la plan politique. Par exemple, le renforcement de la cohésion sociale au sein des groupes locaux pourrait accroître leur unité. Dans le même temps, le fait de favoriser les liens au sein d'un groupe particulier peut avoir des effets contraires si l'unité au sein du groupe rend difficile la résolution des conflits entre ce groupe et d'autres.

Il est risqué de renforcer la cohésion sociale par simple souci de cohésion sans déterminer le fondement de l'identité commune, de la confiance et de la coopération, ainsi que les objectifs de la cohésion. La cohésion sociale se manifeste à différentes échelles d'interaction (du niveau local au niveau mondial) et dans différents espaces (communautés dans différents lieux ou espaces en ligne). Il est donc essentiel de relier les échelles et les espaces pour permettre à la cohésion sociale de montrer son bon côté.

---

### **Le bon côté des choses**

Au vu des possibilités qu'elle offre et des risques qu'elle présente, la cohésion sociale figure à juste titre dans les programmes nationaux et internationaux. L'attention accrue portée à la cohésion sociale intervient à un moment où la polarisation l'érode et où l'insécurité humaine s'intensifie dans toutes les régions du monde. Il est difficile de retrouver et de reconstruire la cohésion sociale une fois qu'elle a été compromise ou perdue. En cela, elle n'est pas différente des autres types de relations humaines positives : nous n'en prenons souvent conscience seulement après que ces relations ont été considérablement affaiblies.

L'utilisation du concept de cohésion sociale pour réfléchir sérieusement à la meilleure façon de favoriser la cohésion des sociétés et de limiter la polarisation est un bon point de départ pour la coopération internationale et l'élaboration de politiques à une époque où les défis sont de plus en plus nombreux. La cohésion sociale est à la fois un objectif explicite et une condition préalable à une coopération efficace à tous les niveaux. Il est judicieux à cet égard de veiller à ce que les discussions soient solides sur le plan conceptuel et que nos

connaissances, encore fragmentées, soient correctement et efficacement regroupées afin de permettre aux gouvernements et aux organisations internationales d'aborder efficacement ce sujet. À tous les niveaux, nous sommes confrontés à des

problèmes et à des crises qui doivent être traités, gérés et résolus collectivement. La cohésion sociale aborde explicitement cette dimension collective qui, jusqu'à présent, a été fortement sous-estimée.

---

## NOTES

---

1. PNUD (2022b).

---

2. PNUD (2022a, 2022b).

---

3. Dragolov *et al.* (2013).

---

4. Delhey *et al.* (2018).

---

5. Seyoum (2021).

---

6. Kawachi et Berkman (2001) ; Kawachi *et al.* (1997).

---

7. Hamamura, Li et Chan (2017).

---

8. Kawachi et Kennedy (1997).

---

9. Leininger *et al.* (2021).

---

10. Abrams *et al.* (2020) ; Wilkinson *et al.* (2017).

---

11. Green et Janmaat (2011).

---

12. Delhey *et al.* (2018).

---

13. Easterly, Ritzen et Woolcock (2006) ; Foa (2011).

---

14. Sommer (2019).

---

15. Uslaner (2019), p. 4.

---

16. Leininger *et al.* (2021), p. 3.

---

17. Mattes et Moreno (2018).

---

18. Leininger *et al.* (2021) ; Leininger *et al.* (2023).

---

19. PNUD (2022b).

## Solidarité et détermination créative

Nicole Hassoun, *université de Binghamton et Helsinki Collegium for Advanced Studies, université d'Helsinki*

Comment pouvons-nous répondre aux défis de notre époque ? Ce coup de projecteur fait valoir que la solidarité et la détermination créative peuvent aider à surmonter les menaces qui pèsent sur le développement humain du fait d'une mauvaise gestion de l'interdépendance et d'une fourniture insuffisante de biens publics mondiaux<sup>1</sup>. La solidarité peut être définie comme la mise en œuvre bienveillante et imaginative de mesures de collaboration visant à améliorer notre relation donnée ou acquise afin qu'ensemble nous venions à bout de nos problèmes de façon satisfaisante<sup>2</sup>. Elle exige que nous fassions preuve d'empathie envers les autres et que nous soyons conscients des liens qui nous unissent et de notre interdépendance<sup>3</sup>. Souvent, la solidarité exige également une détermination créative : un engagement fondamental à surmonter ensemble une tragédie manifeste<sup>4</sup>. Plus précisément, la détermination créative nous oblige à nous interroger, à imaginer et à agir pour promouvoir le développement humain dans toute la mesure nécessaire et possible, et par ailleurs acceptable.

Examinons un à un les éléments de cette détermination. Tout d'abord, la détermination créative exige de remettre en question les limites à la possibilité de promouvoir le développement humain. Nous devons remettre en question l'affirmation selon laquelle nous ne pouvons pas promouvoir le développement humain, ainsi que nos convictions de fond sur ce que nous pouvons faire. Les questions que nous devons soulever dépendent de la nature des affirmations ; nous pouvons mettre en doute leur fiabilité, leur source ou leurs implications. Deuxièmement, cette détermination exige de rechercher des moyens créatifs de promouvoir le développement humain, même lorsque nous ne savons pas encore comment le faire. Il ne suffit pas d'examiner les options existantes ; nous devons souvent mettre de nouvelles options sur la table<sup>5</sup>. Enfin, la détermination créative exige d'agir sur les plans visant à promouvoir le développement humain, souvent par le biais de mouvements sociaux ou en contribuant à changer les politiques ou les institutions<sup>6</sup>. Nous devons au moins nous efforcer de promouvoir le développement humain de cette manière tant que cela n'exige pas de sacrifier quelque chose de plus important.

La solidarité et la détermination créative peuvent nous aider à relever ensemble les défis communs. Contrairement au simple travail d'équipe, la solidarité relie des personnes situées de part et d'autre de la planète, partant du principe que nous sommes tous vulnérables et interdépendants, et nous

engage à construire les relations précieuses qui favorisent le développement<sup>7</sup>. À la différence de la simple persévérance, la détermination créative aide les personnes à sortir des sentiers battus et révèle des possibilités permettant de résoudre certains des problèmes les plus difficiles, et manifestement tragiques, de notre époque. Contrairement à la simple résolution de problèmes, la solidarité et la détermination créative nous obligent à mettre en œuvre notre engagement et notre coopération pour résoudre des problèmes difficiles<sup>8</sup>.

Réfléchir à la manière dont la solidarité et la détermination créative ont aidé les populations à relever les grands défis du développement humain dans le passé peut nous aider à surmonter des menaces importantes à l'avenir. Prenons l'exemple de la campagne d'éradication de la variole (chapitre 3). La campagne a été créative et résolue. Dans les cas où les vaccinations traditionnelles n'ont pas fonctionné, le programme mondial d'éradication de la variole a mis à l'essai la vaccination en anneau, vaccinant toutes les personnes appartenant au cercle de celles qui étaient infectées, ce qui a finalement permis de venir à bout de la maladie<sup>9</sup>. Le fait que la variole ait été éradiquée au niveau mondial pendant la guerre froide montre que la solidarité et la détermination créative peuvent stimuler la coopération internationale pour surmonter certaines des plus grandes menaces pesant sur le développement humain, même lorsque les pays ont des intérêts et des ressources disparates.

Comparons la lutte mondiale contre la variole à la riposte internationale face à la pandémie de COVID-19 (chapitre 3). Lorsque la pandémie a commencé à balayer le monde, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a lancé un appel à l'action solidaire en vue d'assurer un accès mondial équitable aux technologies de santé liées à la COVID-19 grâce à la mise en commun des connaissances, de la propriété intellectuelle et des données<sup>10</sup>. Le Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT), une plateforme de soutien international pour lutter contre la maladie, a contribué à la coordination de la riposte mondiale. La plateforme a soutenu les diagnostics, les vaccins, les traitements, l'accès équitable et le renforcement des systèmes de santé de base<sup>11</sup>. Bien que le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19, la branche vaccinale de la riposte mondiale, ait été la branche la mieux financée de cette riposte, il n'a pas atteint son objectif de vacciner 20 % de la population mondiale avant la fin de l'année

2021<sup>12</sup>. Le nationalisme vaccinal dans les pays à revenu élevé et la négligence de l'équité mondiale motivée par la recherche du profit ont entravé cet effort<sup>13</sup>.

Réfléchissons à la manière dont nous pourrions mieux nous préparer et agir face aux futures menaces de pandémie en faisant preuve de solidarité et de créativité. Premièrement, la communauté internationale devrait s'unir et créer de nouveaux mécanismes de financement pour les vaccins et d'autres contre-mesures essentielles. Ce financement devrait toutefois être subordonné au partage par les entreprises des connaissances, des données et des droits de propriété intellectuelle nécessaires à la fabrication des produits qui en résultent, de sorte que lorsque l'offre est limitée, les fabricants puissent produire les technologies à faible coût et les distribuer à grande échelle<sup>14</sup>. En outre, le financement devrait être lié aux effets sur la santé des technologies développées grâce à celui-ci. Alors que les activités de développement de nouveaux médicaments pour les patients aisés sont considérables, les traitements visant à combattre plusieurs des virus les plus meurtriers de la planète sont inadéquats, et souvent les pauvres du monde ne peuvent pas accéder aux traitements existants en temps voulu<sup>15</sup>. Financer des contre-mesures essentielles en fonction de leurs effets sur la santé pourrait encourager la fourniture de technologies plus efficaces. Les incitations peuvent consister en des mécanismes de garantie de marché pour les entreprises disposant d'une capacité de production suffisante ou en des fonds de dotation pour celles qui ne disposent pas d'une telle capacité. Elles doivent être suffisantes pour couvrir les coûts des activités de recherche et développement et garantir un accès universel et équitable aux produits qui en résultent. Deuxièmement, la communauté internationale devrait faciliter la mise en place d'un système d'achats communs dans le cadre de marchés publics transparents et responsables, et fixer des prix différenciés pour les innovations qui en résultent, en appliquant les prix du marché dans les pays riches pour récupérer les coûts d'investissement tout en subventionnant la distribution dans les pays à revenu faible ou intermédiaire<sup>16</sup>.

Les achats communs et les prix différenciés peuvent également nous aider à acquérir les ressources nécessaires à la mise en œuvre d'autres mesures visant à garantir un accès équitable aux produits. La communauté internationale doit, par exemple, investir dans l'amélioration de la fabrication, de la distribution et des systèmes de santé de base, y compris la capacité de surveillance et de réaction, le personnel de santé et les activités de transparence, de communication et de participation communautaire<sup>17</sup>. La communauté internationale

doit aussi soutenir d'autres initiatives de transfert de technologie. Par exemple, les pays devraient appliquer les flexibilités prévues par l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et appuyer la possibilité de lever des brevets dans une bien plus large mesure lors de futures pandémies si les entreprises ne sont pas disposées à mettre à la disposition de tous, à des conditions raisonnables, les technologies essentielles existantes qui sont nécessaires pour combattre ces menaces<sup>18</sup>.

Certains affirment que la solidarité et la détermination créative ne peuvent aider la communauté internationale à promouvoir le développement humain et que les propositions allant dans ce sens ne sont tout simplement pas réalisables, mais ce que nous pouvons réaliser ensemble ne dépend que de nous<sup>19</sup>. Nous devons refuser d'accepter l'affirmation selon laquelle il est impossible de déterminer notre destin collectif et de promouvoir le développement humain pour tous<sup>20</sup>.

La solidarité et la détermination créative peuvent nous aider à élaborer et à mettre en œuvre des interventions efficaces contre toute une série de menaces au-delà des pandémies mondiales, notamment les changements climatiques, les crises financières et les guerres. En outre, là où il existe de bons moyens de faire face aux menaces qui pèsent sur le développement humain, la solidarité et la détermination créative peuvent aider la communauté internationale à cultiver la volonté politique nécessaire pour les mettre en œuvre. Pour faire face à des menaces existentielles telles que les changements climatiques, il ne suffit pas de mettre en place des incitations à la transition vers l'énergie verte, de mettre en œuvre de meilleures politiques d'utilisation des terres et de l'eau, etc.<sup>21</sup>. Nous devons trouver des moyens d'amener les individus à penser différemment à leurs obligations morales<sup>22</sup>. Si les individus pensent qu'ils ne sont pas obligés d'agir de manière écologiquement durable parce que leur action individuelle ne fera pas de différence, l'humanité a peu d'espoir de venir à bout du type de problèmes liés à l'action collective que nous devons surmonter pour lutter contre les changements climatiques. Il se peut donc que nos efforts créatifs doivent viser à démontrer que nous devrions nous considérer comme ayant l'obligation de promouvoir le développement humain pour tous chaque fois que nous pouvons réaliser des changements positifs ensemble. La solidarité et la détermination créative peuvent nous donner de l'espoir et nous aider à réaliser des progrès significatifs pour relever les défis mondiaux communs que nous devons surmonter pour nous épanouir sur une planète en mutation.

## NOTES

L'auteure souhaite remercier Mia Lövheim, Ben Nelson, Ralf Grahn, Anders Herlitz, Rick Furtak, Tony Reeves, Brandon Ruffin, Caesar Atuire et le Groupe de travail sur l'équité en santé durant la pandémie de Global Health Impact (<http://global-health-impact.org/pandemic>) pour leur contribution à l'examen, et Milan Patel, Xiaoshun Li, Noa Mizrachi, Elisabeth Van Tassel et l'équipe de Global Health Impact pour l'aide à la recherche.

1. Ba *et al.* (2021), p. 391-392.
2. Atuire et Hassoun (2023), p. 4.
3. Atuire et Hassoun (2023) ; Hassoun (2021c, 2022). Cela est compatible avec l'utilisation des mécanismes du marché pour parvenir à un changement positif, mais les efforts solidaires peuvent également utiliser d'autres méthodes qui nécessitent de modifier les modes de fonctionnement des marchés. Pour d'autres interprétations de la solidarité, voir Davies et Savulescu (2019) et Gould (2018).
4. Hassoun (2020).
5. Les personnes qui ne font pas preuve de détermination créative peuvent penser que le statu quo est acceptable ou qu'il est impossible à changer. Cependant, les psychologues ont montré que les individus n'envisagent pas suffisamment d'alternatives lors de la prise de décision et que lorsque nous nous imaginons réussir une tâche, nous sommes plus enclins à le faire (Bearden, Murphy et Rapoport, 2005 ; Braithwaite, 2004 ; Snyder, 1995, 2000). Il est important de ne pas adopter une vision trop étroite de la faisabilité ou de la possibilité en supposant l'existence de délais serrés ou de contraintes financières (Brennan et Pettit, 2004 ; Goodin, 1995). De nombreuses autres vertus et capacités sont nécessaires à la détermination créative, et cultiver cette détermination peut exiger de s'exercer dans des conditions favorables. Pour un examen plus approfondi, voir Hassoun (2022) et Hassoun, Friedman et Cosler (2022).
6. Gould (2018) ; Hassoun (2020). La détermination créative peut également nous aider à garantir d'autres biens moraux essentiels ; pour un examen plus approfondi, voir Hassoun (2020) et Hassoun, Friedman et Cosler (2022).
7. Hassoun (à paraître).
8. Hassoun (2022).
9. Hassoun (2020, 2022).
10. OMS (2021b).
11. OMS (2021a).
12. Berkley (2020).
13. Hassoun (2021a).
14. Atuire et Hassoun (2023) ; Basu, Gostin et Hassoun (2021) ; Conrad et Lutter (2019) ; Hassoun (2021b) ; Miller (2020) ; Saxena *et al.* (2022).
15. Hassoun (2020) ; Hassoun, Friedman et Cosler (2022).
16. Basu, Gostin et Hassoun (2021) ; Moon *et al.* (2011) ; Saxena *et al.* (2022). Les entreprises et les organisations internationales utilisent parfois des prix différenciés, mais l'idée est ici de permettre aux pays riches comme aux pays pauvres d'accéder aux médicaments à des coûts raisonnables adaptés à leurs contextes dans le cadre d'un mécanisme d'achats mondial. En outre, cela pourrait permettre aux entreprises et aux pays de réaliser des économies (car la fixation des prix des produits pharmaceutiques, même pour le secteur public, est complexe et fait intervenir de nombreux intermédiaires).
17. Hassoun (2020, 2021b). Nous devons également prendre de nombreuses autres mesures pour résoudre les problèmes liés à nos plans d'action mondiaux actuels. Par exemple, nous devons nous attaquer aux déterminants structurels et sociaux de la santé pour limiter la vulnérabilité et garantir une protection sociale suffisante pendant les pandémies (Basu, Gostin et Hassoun, 2021 ; Saxena *et al.*, 2022).
18. Basu, Gostin et Hassoun (2021) ; Saxena *et al.* (2022). Tout dividende sanitaire supplémentaire que la communauté internationale peut tirer de la coopération visant à prévenir et traiter les grandes pandémies pourrait être réorienté avantageusement vers la promotion d'autres aspects du développement humain. La nouveauté de cette proposition réside dans le fait de combiner le découplage avec des achats communs, des prix différenciés et d'autres mesures pour garantir l'accès aux technologies essentielles pendant les pandémies, afin que le mécanisme soit autosuffisant.
19. McAdams *et al.* (2020) ; Moon, Alonso Ruiz et Vieira (2021). En regroupant les recommandations générales formulées ci-dessus s'agissant de la lutte contre les menaces pour la santé, nous pourrions établir un parallèle avec les suggestions de la Charte sociale mondiale relatives à la création de structures institutionnelles nouvelles et innovantes pour lutter contre les principales menaces mondiales, la création d'un Fonds multilatéral à l'appui de ces structures et l'intensification des efforts visant à fixer des objectifs et à évaluer l'efficacité de la lutte contre ces menaces.
20. À moins, bien sûr, que cela soit impossible ou produise de moins bons résultats. Ces limites font partie de la définition de la détermination créative.
21. PNUD (2020a, 2020b).
22. Sen (2008).

## Le rôle des banques multilatérales de développement dans la fourniture de biens publics mondiaux

José Antonio Ocampo et Karla Daniela González, *université Columbia*

L'ONU et le Groupe des vingt (G20), ainsi que la proposition de Feuille de route pour l'évolution de la Banque mondiale, s'accordent largement sur le fait que les banques multilatérales de développement devraient fournir des financements pour soutenir la contribution des pays en développement aux biens publics mondiaux. Les banques multilatérales de développement ont augmenté leur appui financier à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à ces changements et, dans une moindre mesure, à la lutte contre les pandémies et à la préservation de la biodiversité. Cependant, les ressources fournies sont encore très faibles par rapport aux besoins. En vue d'améliorer cet appui financier, les institutions mentionnées ci-dessus s'accordent sur trois recommandations.

- Accroître le financement à l'appui de la fourniture de biens publics mondiaux par les pays en développement ;
- Prévoir des clauses conditionnelles pour tenir compte de la vulnérabilité des pays associée à des problèmes climatiques et sanitaires et pour gérer les effets des crises économiques internationales sur ces pays. Ces clauses devraient permettre de suspendre les versements au titre du service de la dette auprès de ces institutions et même, à terme, de réduire les passifs associés ;
- Travailler plus étroitement avec le secteur privé pour soutenir sa contribution aux biens publics mondiaux.

Un thème essentiel de toutes ces propositions est la nécessité d'acheminer les crédits concessionnels ou les dons par l'intermédiaire des banques multilatérales de développement. En outre, les avantages retirés doivent également favoriser les pays à revenu intermédiaire et permettre de créer des mécanismes visant à subventionner en partie les prêts du secteur privé afin de tirer parti des investissements de ce secteur dans la fourniture de biens publics. Pour ce faire, l'aide publique au développement doit être considérablement augmentée, ce qui est un défi de taille compte tenu des fonds limités actuellement disponibles. Outre les ressources concessionnelles, les propositions préconisent que les banques multilatérales de développement concèdent des prêts à plus long terme (de 30 à 50 ans), avec des délais de grâce plus longs et des taux d'intérêt plus bas. Pour gérer la volatilité des taux de change, les banques multilatérales de développement doivent accorder davantage de prêts dans les monnaies nationales des pays emprunteurs, en fonction des ressources levées, et émettre des obligations dans ces monnaies, ce qui soutiendrait

également le développement des marchés de capitaux nationaux.

Diverses autres propositions en matière de gestion financière pourraient améliorer la relation entre le financement des banques multilatérales de développement et leur capital, tout en maintenant les normes qui permettent à ces institutions de conserver des notations élevées sur les marchés obligataires. Des mécanismes financiers innovants sont nécessaires pour mobiliser l'investissement privé, parmi lesquels des garanties et des partenariats public-privé.

Pour accroître les ressources disponibles, les droits de tirage spéciaux (DTS) émis par le Fonds monétaire international (FMI) qui n'ont pas été utilisés par les pays développés pourraient être canalisés par l'intermédiaire des banques multilatérales de développement, qui sont déjà autorisées à détenir de tels actifs. Il faudra pour cela élaborer un nouvel instrument qui préserve le rôle des DTS en tant qu'actifs de réserve, sur la base de l'expérience des fonds du FMI pour lesquels de tels mécanismes ont déjà mis au point.

L'un de ces fonds est le Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité, qui fonctionne sous forme de prêts. Environ trois quarts des pays membres du FMI (tous les pays à faible revenu, les petits États en développement et vulnérables et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure) peuvent prétendre à un financement élargi et abordable au titre du Fonds fiduciaire<sup>1</sup>. Répondre aux défis structurels prolongés, notamment ceux liés aux changements climatiques et à la préparation face aux pandémies, constitue l'orientation stratégique du Fonds. Depuis que le Fonds est devenu opérationnel, en octobre 2022, onze accords ont été adoptés dans le cadre de son mécanisme de résilience et de durabilité.

Pour que les banques multilatérales de développement puissent remplir toutes ces fonctions, ainsi que leurs fonctions traditionnelles, l'élément le plus important est leur capitalisation. Les capitalisations de la Banque mondiale en 2018 et de toutes les banques multilatérales de développement après la crise financière mondiale de 2007-2008 ont répondu à cette exigence. Une source d'incertitude réside toutefois dans la volonté de certains grands actionnaires de recapitaliser la Banque mondiale et les banques régionales.

Les propositions diffèrent considérablement quant à l'ampleur des capitalisations requises. Les experts indépendants du G 20 ont proposé de porter le financement annuel de ces institutions à 500 milliards de dollars d'ici 2030,

dont un tiers sous forme d'aide publique au développement ou de crédits concessionnels et le reste sous forme de crédits non concessionnels<sup>2</sup>. Compte tenu du montant des financements approuvés par les banques multilatérales de développement en faveur des pays en développement, cela signifie qu'il faut environ tripler la valeur de leurs prêts. Les estimations de l'ONU concernant les mesures de relance nécessaires pour réaliser les objectifs de développement durable sont beaucoup plus ambitieuses. En février 2023, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a souligné que la relation entre le financement des banques multilatérales de développement et la taille de l'économie mondiale s'était considérablement amoindrie dans les années 1960 et 1970, en particulier s'agissant de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement du Groupe de la Banque mondiale<sup>3</sup>. C'est pourquoi l'ONU a suggéré qu'un retour aux niveaux de 1960 impliquerait une multiplication par trois de la

capitalisation, ce qui permettrait une augmentation des prêts de presque 2 000 milliards de dollars et, donc, un montant total plus proche du déficit de financement des objectifs de développement durable.

Enfin, il est important que les banques multilatérales de développement constituent un réseau de services. Dans le cas de la Banque mondiale, il s'agit notamment de sa participation à des projets régionaux aux côtés de partenaires régionaux<sup>4</sup>. En outre, toutes les banques multilatérales de développement doivent travailler avec les banques nationales de développement et d'autres institutions publiques<sup>5</sup>. Les banques publiques de développement financent 10 % à 12 % des investissements dans le monde<sup>6</sup>, mais avec des différences considérables d'un pays à l'autre. Cette collaboration permettrait aux banques nationales de devenir des exécutants de programmes de biens publics mondiaux, ainsi que des canaux d'information sur les besoins de financement de leurs pays.

---

## NOTES

---

1. FMI (2023).

---

2. G 20 (2023a).

---

3. ONU (2023a).

---

4. Banque mondiale (2023a).

---

5. Griffith-Jones et Ocampo (2018).

---

6. ONU (2023a).



## CHAPITRE

---

### 6

# Sortir de l'impasse pour renforcer l'action collective

## Sortir de l'impasse pour renforcer l'action collective

La polarisation divise les sociétés en camps belligérants et opposés, empoisonnant la coopération nationale et internationale.

En s'éloignant de la pensée à somme nulle grâce à la fourniture de biens publics mondiaux, il est possible d'atténuer indirectement la polarisation.

En corrigeant les perceptions erronées s'agissant des problèmes et des autres groupes, il est possible de combler les écarts et de réduire le sentiment d'insécurité et, donc, d'atténuer directement la polarisation.

L'action collective qui dépasse les frontières des groupes, c'est-à-dire qui se déroule non pas à l'intérieur des groupes, comme ceux définis par les frontières des pays, mais entre les groupes, est primordiale pour gérer l'interdépendance, y compris par la fourniture de biens publics mondiaux<sup>1</sup>. Or, elle est souvent très difficile à mettre en œuvre lorsqu'une coopération est nécessaire<sup>2</sup>.

Le présent chapitre examine à cet égard la manière dont la polarisation politique accrue au sein des pays entrave la coopération transfrontalière visant à améliorer la fourniture de biens publics mondiaux<sup>3</sup>. Il traite tout d'abord de la façon dont l'identification de groupe, dans le cas de groupes restreints, peut conduire à une polarisation politique, érodant l'espace qui nous permet d'agir ensemble face à des défis communs. Il montre ensuite comment la polarisation politique entrave l'émergence de récits, de convictions et d'objectifs communs, réduisant ainsi les perspectives d'action collective. Enfin, il fait valoir que la polarisation peut être surmontée et décrit les voies à suivre pour sortir de l'impasse.

## Comment survient la polarisation politique ?

Les contextes sociaux, à travers les convictions, les valeurs, les normes sociales, les visions du monde, les récits et la façon dont les agents se perçoivent eux-mêmes et perçoivent les autres, influent sur l'action collective<sup>4</sup>. Les identités partagées renforcent les liens sociaux qui permettent d'obtenir de nombreux avantages pour le bien-être des populations ainsi que des résultats sociétaux positifs au sein des groupes<sup>5</sup>. L'identification à des groupes sociaux particuliers est parfois le fait de l'adhésion à des notions abstraites, telles que l'appartenance à une nation<sup>6</sup>. L'esprit de clocher national, c'est-à-dire une coopération forte au sein d'un pays, est omniprésente<sup>7</sup>, mais les biens publics mondiaux exigent une action collective transnationale qui dépasse les frontières des pays (chapitre 3)<sup>8</sup>.

L'identification à une communauté mondiale plus large faciliterait l'apport de contributions aux biens publics mondiaux<sup>9</sup>. Dans toutes les sociétés, de nombreux individus sont enclins à se préoccuper des autres au-delà des frontières<sup>10</sup>. L'interdépendance est liée au fait que les individus adoptent une vision plus cosmopolite du monde, ce qui réduit la distance sociale perçue avec les personnes géographiquement éloignées<sup>11</sup>. Par exemple, à mesure que les personnes évoluent dans le cadre d'une plus grande diversité, les stéréotypes s'amoinrent et amènent celles-ci à percevoir les différents groupes sociaux comme étant plus similaires<sup>12</sup>. Bien que l'on pense parfois que les attitudes cosmopolites sont surtout le fait des élites, elles sont communes à l'ensemble de la population<sup>13</sup>. Cependant, des obstacles à l'émergence et à la consolidation de convictions et d'attitudes favorables à la coopération internationale apparaissent du fait de la polarisation politique

au sein des pays, qui est particulièrement néfaste lorsqu'elle prend la forme d'une polarisation affective, les individus favorisant encore plus leur groupe et encore moins les autres groupes.

## Des obstacles à l'émergence et à la consolidation de convictions et d'attitudes favorables à la coopération internationale apparaissent en raison de la polarisation politique au sein des pays, qui est particulièrement néfaste lorsqu'elle prend la forme d'une polarisation affective.

Pour comprendre comment, il faut savoir que l'action collective est façonnée par la manière dont les individus raisonnent sur les questions sociétales, ainsi que par les convictions, les récits, les attitudes et les points de vue qu'ils intègrent dans le raisonnement public. Or, comme la résolution des problèmes les plus urgents doit dans la plupart des cas répondre aux priorités de plusieurs groupes à la fois, les individus doivent dépasser les frontières des groupes et prendre en compte de manière équitable les besoins et les priorités des autres. Pour renforcer l'action collective dans le cadre de cette diversité de priorités et de convictions, l'approche du développement humain met l'accent sur le rôle central du raisonnement et de la délibération publics (encadré 6.1)<sup>14</sup>.

Une forte identification au groupe peut aller à l'encontre de la coopération intergroupes, en particulier lorsque l'adoption des normes et des valeurs d'un groupe d'appartenance se fonde sur un profond sentiment d'identité<sup>15</sup>. L'appartenance à un groupe a également des conséquences sur la manière dont les individus forment et maintiennent leurs convictions. Le favoritisme de groupe (le fait d'accorder la préférence à son groupe d'appartenance) a été décrit comme l'une des quelques convictions fondamentales qui constituent la base d'une série d'autres biais comportementaux et informationnels<sup>16</sup>. Lorsque les individus s'identifient fortement à un groupe particulier, ils peuvent être plus réceptifs aux informations qui correspondent aux convictions du groupe et rejeter les informations qui les contredisent, suivant ainsi un raisonnement fondé sur l'identité<sup>17</sup>.

Certaines formes d'appartenance identitaire à un groupe peuvent conduire à une polarisation politique affective, c'est-à-dire à un sentiment positif à l'égard de son propre groupe et négatif à l'égard des autres groupes<sup>18</sup>. L'identité sociale peut être un puissant moteur de comportement coopératif positif au sein d'un groupe<sup>19</sup>, mais elle peut également entraver la coopération intergroupes lorsqu'elle s'appuie sur les liens étroits que les personnes entretiennent avec leur groupe social et qu'elle prend la forme d'une polarisation qui suscite une aversion et une hostilité accrues à l'égard des autres groupes (exogroupes, ou groupes externes). Elle peut donc être pernicieuse<sup>20</sup>, en sapant par exemple l'adhésion aux normes et pratiques démocratiques<sup>21</sup>. L'identité sociale peut également éroder les

## Encadré 6.1 Le raisonnement et délibération publics au service du développement humain

Le développement humain met l'accent sur les valeurs, les convictions et les aspirations des individus au moment de déterminer les actions que les sociétés pourraient entreprendre pour façonner notre avenir commun<sup>1</sup>. Il attire également l'attention sur les processus de choix social et de délibération et sur l'importance cruciale du raisonnement public pour favoriser des résultats justes. La capacité des individus à participer à un processus d'action collective dépend à la fois de leur capacité d'agir individuelle et de la disponibilité de moyens pratiques pour influencer sur les politiques et les décisions.

La capacité d'agir est quant à elle renforcée par des processus plus larges de délibération publique, qui permettent aux individus de rassembler des informations, d'échanger des idées, de prendre en compte différents points de vue et de résoudre des désaccords. Les processus de raisonnement public s'appuient sur un large éventail de valeurs et de motivations. Par exemple, les individus peuvent avoir des motivations différentes pour soutenir les politiques écologiques, qu'il s'agisse d'améliorer les conditions dans leur propre quartier ou de vouloir un monde meilleur pour les générations futures. S'appuyer sur différentes positions pourrait contribuer à élargir le terrain d'entente et le soutien social en faveur des politiques écologiques<sup>2</sup>. En plus de défendre la pluralité des opinions et des convictions, le raisonnement public peut faire en sorte que les décisions collectives soient perçues comme équitables, en faisant intervenir un large éventail d'intérêts et en étant justifiées aux yeux des autres, y compris ceux qui ont des points de vue divergents. Il permet également d'affiner continuellement les politiques à la lumière des valeurs changeantes, des nouvelles informations et de l'évolution de la société, garantissant la prise en compte des préoccupations en matière d'équité.

L'efficacité des procédures de choix social est donc grandement renforcée par des contextes sociaux qui favorisent le raisonnement public, en mettant l'accent sur la capacité d'agir et la participation. Nombre de ces caractéristiques des procédures de choix social sont en ligne avec les normes et pratiques démocratiques, telles que le pluralisme et la responsabilité. La confiance joue également un rôle à cet égard. En plus de faciliter les activités les plus élémentaires de la vie sociale, la confiance générale contribue à certains aspects de la pratique politique démocratique, tels que la tolérance des différences. La confiance générale contribue également au développement de réseaux sociaux qui se chevauchent et de formes d'association qui permettent aux individus de se réunir, de participer à leur communauté et prendre part à la vie civique<sup>3</sup>. En revanche, le fait de ne faire confiance qu'aux membres de son propre groupe social et à d'autres personnes connues indique un rayon de confiance plus faible et, donc, des possibilités potentiellement réduites de coopérer avec d'autres personnes inconnues<sup>4</sup>.

S'agissant de l'action collective, les procédures de choix social permettent aux individus d'être motivés par d'autres éléments que leurs propres intérêts égoïstes (comme nous l'avons vu au chapitre 4). En effet, l'un des plus grands obstacles à surmonter pour mettre en place une action collective entre divers groupes réside dans la partialité des individus envers leur propre groupe et tout intérêt particulier lié à ce groupe. La nécessité de surmonter cet esprit de clocher met encore plus en avant les processus de raisonnement public. Soumettre des points de vue à d'autres personnes que celles de son propre groupe peut aider à surmonter les angles morts et les préjugés potentiels lorsque les décisions ne sont justifiées que par les priorités de son propre groupe. Il s'agit notamment de soumettre les convictions et le raisonnement à un spectateur impartial, quelqu'un dont les intérêts ne sont pas directement favorisés par ce qui arrive à un groupe particulier<sup>5</sup>. Pensez à la façon dont des positions injustes, telles que l'intolérance religieuse ou la discrimination fondée sur le genre, peuvent demeurer incontestées si elles ne font pas l'objet d'un examen critique. Prendre part à un raisonnement public et justifier ses positions aux yeux d'un spectateur impartial peut contribuer à limiter l'influence d'un tel esprit de clocher et à réduire la possibilité que les intérêts particuliers de certains groupes dominent les procédures de choix social.

En résumé, les procédures de choix social qui permettent une diversité de points de vue, qui exploitent la capacité d'agir et qui atténuent l'influence des préjugés de groupe peuvent améliorer l'action collective à bien des égards. Elles élargissent les possibilités d'action collective en s'appuyant sur un consensus plus large que le seul accord au sein du groupe. Elles ouvrent également la possibilité de faire appel à un large éventail de valeurs et d'actions allant au-delà de ce que suggère le modèle exclusivement égoïste du comportement humain.

### Notes

**1.** La description de la délibération et du raisonnement publics et de leur importance s'inspire de Sen (2009b). **2.** Cela fait écho aux arguments avancés dans Oreskes (2019). **3.** Uslaner (1999). **4.** Enke (2023b). **5.** Le terme « spectateur impartial » utilisé par Sen (2009b) est emprunté à Adam Smith. Contrairement à Rawls (1993), Sen (2009b) affirme que la possibilité de disposer de spectateurs impartiaux en dehors de chaque pays pourrait briser l'esprit de clocher.

préférences sociales<sup>22</sup>. En exploitant la colère et les préjugés qui découlent de profondes identités partisans, elle favorise l'animosité entre les groupes, même si les points de vue de ces groupes sur les questions sociétales ne sont pas si divergents<sup>23</sup>.

Le signalement identitaire stratégique peut conduire à des comportements motivés par l'appartenance au groupe plutôt que par l'intérêt personnel<sup>24</sup>. Il accentue les fractures sociales et les divisions dans la vie politique et publique<sup>25</sup>. Dans la sphère

politique, il peut conduire à l'émergence de blocs politiques manifestement inamovibles et se méfiant les uns des autres, transformant les différences politiques en batailles à somme nulle entre « nous » et « eux », avec toutes les conséquences négatives décrites au chapitre 4.

La polarisation affective est très répandue et s'accroît dans le monde entier<sup>26</sup>. Elle influe sur les politiques nationales et internationales qui détermineront la manière dont les défis mondiaux communs seront relevés dans les décennies à venir<sup>27</sup>. La polarisation se traduisant souvent par une intolérance et une aversion pour le compromis et la négociation, elle peut conduire à une impasse et à des dysfonctionnements politiques. Elle le fait en partie en érodant la confiance entre les communautés, ce qui entrave les efforts visant à résoudre les grands problèmes communs, tels que les crises sanitaires, les conflits violents et les changements climatiques. Étant donné que nombre de ces questions suscitent des divergences et une concurrence politique intense, la polarisation constitue un obstacle sociétal majeur à la résolution des problèmes communs<sup>28</sup>.

## La polarisation politique compromet la coopération

La diversité des préférences et la prise en considération d'un large éventail de perspectives et de priorités peuvent enrichir la prise de décision et l'action collectives ; c'est le cloisonnement et la ségrégation des préférences par rapport aux groupes opposés qui peuvent nuire à l'action collective<sup>29</sup>. En effet, les institutions politiques ont été conçues pour exploiter la diversité, voire la rivalité, afin de servir démocratiquement l'intérêt public. Par exemple, les arguments avancés par James Madison lors de l'élaboration de la Constitution des États-Unis ne présupposaient pas de l'absence d'intérêts divergents. Ils visaient, dans un contexte d'institutions publiques fragmentées et se chevauchant, à exploiter cette diversité afin de mettre en place des garde-fous et de pouvoir s'adapter à un environnement en constante évolution. Lorsque la polarisation politique menace cette diversité, l'efficacité même de ces modèles institutionnels peut être compromise<sup>30</sup>.

**La diversité des préférences et la prise en considération d'un large éventail de perspectives et de priorités peuvent enrichir la prise de décision et l'action collectives ; c'est le cloisonnement et la ségrégation des préférences par rapport aux groupes opposés qui peuvent nuire à l'action collective.**

La polarisation politique va au-delà des différences de points de vue entre divers groupes sociaux. Elle réduit les convictions et les préférences des individus à des différences définies par une identité de groupe unique et très marquée, associée à une animosité envers ceux qui ont des points de vue et des priorités différents. Elle peut avoir des conséquences

sociales et politiques dramatiques dans les sociétés (coup de projecteur 6.1). Cette section propose un examen de la manière dont la polarisation entrave les perspectives de coopération intergroupes.

---

### Des convictions liées à des identités uniques ou étroites

Dans de nombreux pays, la polarisation va de pair avec des campagnes politiques qui renforcent l'importance d'identités de groupe étroites et exclusives<sup>31</sup>. L'esprit de parti est souvent une ligne de démarcation clé pour la polarisation : il est relativement stable et est souvent encouragé par des campagnes politiques fréquentes<sup>32</sup>. Cependant, d'autres identités sociales peuvent également devenir importantes sur le plan politique, telles que la race, la nationalité, l'ethnicité et la religion. Dans de nombreuses régions du monde, la polarisation s'opère autour de clivages qui sont présentés comme des conflits identitaires, conduisant à des clivages politiques de longue durée<sup>33</sup>. La polarisation s'ensuit souvent lorsque ces identités sont rendues importantes sur le plan politique, alors que d'autres liens transversaux entre les groupes s'estompent<sup>34</sup>.

La polarisation peut également apparaître entre des groupes ayant des convictions politiques, des opinions et des visions du monde concurrentes, lorsque le fait d'avoir une certaine opinion constitue le fondement de l'identité sociale<sup>35</sup>. Le référendum sur le Brexit a donné naissance à de nouvelles identités sociales, les « Leavers » (partisans du Brexit) et les « Remainers » (opposants au Brexit), qui ont jeté les bases d'une polarisation affective accrue entre ces deux groupes<sup>36</sup>. Aux États-Unis et ailleurs, l'auto-identification des personnes selon leur statut vaccinal pendant la pandémie de COVID-19 s'est manifestée par l'animosité entre les groupes vaccinés et non vaccinés et par la polarisation des réactions sociales aux politiques de vaccination obligatoire<sup>37</sup>.

La rhétorique de polarisation a été décrite comme une stratégie visant à désigner quelqu'un ou quelque chose à blâmer pour les préoccupations et les insécurités d'un groupe<sup>38</sup>. Les inquiétudes économiques, politiques ou culturelles créent des conditions propices à la polarisation. La diminution des perspectives économiques et l'augmentation des inégalités (qu'elles soient réelles ou perçues) peuvent favoriser la polarisation politique, poussant les individus à s'intégrer plus étroitement à leur groupe d'appartenance<sup>39</sup>. Les aspects culturels peuvent eux aussi prendre plus d'importance à mesure que le bien-être s'améliore<sup>40</sup>. En outre, la polarisation affective est susceptible d'accroître les inégalités économiques<sup>41</sup>. L'insécurité peut rendre les gens plus réceptifs aux messages polarisants, tels que les récits qui s'appuient sur la perte de statut perçue par un groupe dominant ou les débats houleux présentés comme des questions d'ordre moral où les individus sont susceptibles de résister au compromis (comme on le voit dans les débats sur les questions de genre)<sup>42</sup>. Le *Rapport sur le*

développement humain 2021/2022 a montré que la polarisation et l'insécurité sont étroitement liées : les personnes qui se sentent en insécurité sont plus susceptibles d'avoir des préférences politiques extrêmes et moins susceptibles de faire confiance aux autres<sup>43</sup>.

Ce n'est donc pas la présence de différences ou de désaccords au sein du groupe qui importe, mais le fait que toutes les différences soient réduites à des questions d'identité étroite ou unique. La polarisation survient lorsque les convictions, les attitudes et les visions du monde des individus sont étroitement liées au groupe auquel ils s'identifient, ce qui s'accompagne d'un fort parti pris et d'une grande loyauté à l'égard du groupe d'appartenance, ainsi que d'une antipathie et de préjugés à l'égard des autres groupes. Comme nous le verrons plus loin, elle réduit les possibilités d'action collective et se prête à des récits marqués par un rejet du pluralisme.

---

### « Nous » contre « eux » : l'amalgame toxique de la pensée à somme nulle

La polarisation est associée au fait que les individus perçoivent leurs différences comme une somme nulle, ce qui les rend moins enclins à poursuivre une action collective et à fixer des objectifs communs. Dans les sociétés polarisées, les convictions à somme nulle (voir chapitre 4) rendent les personnes d'une part moins disposées à faire confiance à des individus d'un camp politique ou idéologique opposé, ou à s'associer avec eux<sup>44</sup> et, d'autre part, plus disposées à rechercher une distance sociale et morale par rapport à ceux qu'elles perçoivent comme appartenant à des groupes externes ainsi qu'à décrire leurs opposants politiques en termes déshumanisants ou dénigrants<sup>45</sup>.

### La polarisation façonnée par des convictions à somme nulle peut altérer la bonne marche des institutions politiques et conduire à une impasse et à des dysfonctionnements.

En réduisant toute une diversité de questions politiques à une opposition entre « nous » et « eux », où un groupe ne peut gagner qu'aux dépens des autres, la polarisation peut favoriser la résistance à des actions considérées comme reflétant les valeurs et les priorités de groupes externes. Parce que la polarisation délégitime les récits unificateurs ou reflétant une position intermédiaire, les groupes qui cherchent à trouver un terrain d'entente et à collaborer dans un contexte marqué par des convictions à somme nulle peuvent perdre leur crédibilité et le soutien de l'opinion publique. Cela peut diminuer la confiance dans d'autres institutions sociales, telles que les médias et les organisations de la société civile, qui en viennent à être considérées comme partiales et indignes de confiance (coup de projecteur 6.1).

La polarisation façonnée par des convictions à somme nulle peut aussi altérer le fonctionnement des institutions politiques, conduisant à une impasse et à un dysfonctionnement. En outre, celle-ci étant souvent utilisée en guise de stratégie politique, elle peut créer les conditions propices à un cercle vicieux : la rhétorique de polarisation et sa mobilisation par un parti conduisent les groupes opposés à utiliser eux aussi des messages polarisants<sup>46</sup>. Lorsque les individus considèrent leurs adversaires politiques non seulement comme des personnes ayant des opinions différentes, mais aussi comme des ennemis qui gagnent à leurs dépens, ils ont tendance à adopter un état d'esprit conflictuel et à estimer qu'ils ne peuvent atteindre leurs propres objectifs qu'en excluant les membres des groupes externes, et s'investissent davantage dans la lutte contre cette menace perçue que dans la réconciliation ou la coopération avec leurs adversaires<sup>47</sup>. Les groupes opposés penchent alors vers des convictions et des préférences plus extrêmes, ce qui aboutit à une plus grande tolérance à l'égard des comportements qui bafouent les normes et les pratiques démocratiques<sup>48</sup>. Dès lors, la perception des luttes politiques comme des batailles à somme nulle peut conduire les groupes polarisés à accepter plus volontiers des mesures extraordinaires.

Ainsi, la polarisation associée à des convictions à somme nulle a contribué au soutien récent du populisme et aux menaces qui pèsent sur les normes et pratiques démocratiques<sup>49</sup>, renforçant parfois l'adhésion à l'autoritarisme<sup>50</sup>. En effet, l'augmentation du soutien à l'autoritarisme est également corrélée à l'augmentation de la polarisation<sup>51</sup>, car celle-ci engendre le cynisme à l'égard du compromis et de la tolérance, qui sont particulièrement importants pour les processus démocratiques<sup>52</sup>. Le compromis devient en fin de compte une trahison des principes plutôt qu'un élément nécessaire du processus démocratique.

---

### Menaces pesant sur la coopération internationale

La montée de la polarisation politique et des convictions à somme nulle rend la coopération internationale plus politisée et plus contestée dans la politique intérieure, attisant les convictions et les récits sur les institutions internationales<sup>53</sup>. L'esprit de parti et l'appartenance à un groupe déterminent souvent les préférences des individus s'agissant de savoir si les dirigeants doivent prendre part à la coopération internationale et, dans l'affirmative, de quelle manière<sup>54</sup>. La polarisation peut donc également contribuer à l'instabilité politique, lorsque les changements dans le pouvoir politique s'accompagnent de changements radicaux dans les orientations politiques, notamment dans les domaines de la coopération et de la participation à l'échelle internationale, ce qui a des répercussions directes sur les perspectives de fourniture de biens publics mondiaux.

Les répercussions de la polarisation politique sur la coopération internationale se manifestent, en partie, par une réduction du soutien à l'aide publique au développement dans les pays à revenu élevé les plus polarisés<sup>55</sup>, ainsi que par une réduction du soutien national aux biens publics mondiaux, tels que l'atténuation des changements climatiques<sup>56</sup>. Le scepticisme à l'égard de la coopération internationale n'est pas nouveau<sup>57</sup>, mais l'on admet de plus en plus que le manque de soutien national à la coopération internationale présente un certain parallélisme avec l'augmentation de la polarisation politique<sup>58</sup>. De 1970 à 2019, 84 référendums relatifs à la coopération internationale (concernant par exemple l'adhésion à des organisations internationales) ont été organisés, ces scrutins s'étant multipliés au cours des dernières décennies<sup>59</sup>. Dans plusieurs pays, des campagnes ont été menées en faveur du retrait de certaines institutions internationales<sup>60</sup>. La légitimité de l'Union européenne, de l'Organisation mondiale du commerce et des institutions judiciaires internationales a été remise en cause<sup>61</sup>.

La prise en compte de l'influence des convictions, des récits et des facteurs culturels sur la coopération internationale aide à comprendre la relation accrue qui existe aujourd'hui entre la polarisation politique et le soutien (ou l'absence de soutien) à la coopération internationale. Les personnes ont souvent des convictions et des opinions bien arrêtées sur les questions internationales, contrairement à l'idée qu'elles ne sont pas informées ou ne s'intéressent pas à ces questions. Les convictions et les préférences des individus quant à la politique étrangère s'inspirent largement de leurs valeurs morales, de leur vision du monde et de leurs orientations idéologiques<sup>62</sup>. La façon dont les individus conçoivent l'équité influe sur la façon dont ils évaluent le partage des charges dans la coopération internationale : les personnes soucieuses d'équité sont moins susceptibles de soutenir les contributions aux initiatives de coopération lorsque d'autres pays sont perçus comme ne payant pas leur juste part<sup>63</sup>. En Allemagne, les perceptions de l'interdépendance transnationale parmi la population renforcent les convictions correspondantes sur l'importance des institutions internationales pour résoudre les problèmes<sup>64</sup>.

L'euroscepticisme s'appuie souvent sur des inquiétudes économiques et culturelles pour donner forme à la polarisation politique<sup>65</sup>. Les personnes qui ont confiance en leur société voient l'Union européenne d'un œil plus positif que celles qui ont des appréhensions, ces dernières étant moins satisfaites de l'orientation des politiques et de la qualité de la démocratie dans le cadre de la prise de décision au niveau européen<sup>66</sup>. La coopération internationale est devenue plus controversée sur le plan politique dans les pays où la polarisation politique autour des inégalités économiques et de l'immigration a pris de l'importance dans le débat public<sup>67</sup>. L'ensemble de principes d'ouverture associés aux institutions internationales (la combinaison de l'intégration économique et de l'exposition aux influences culturelles et aux idées étrangères) peut

contribuer à des perceptions d'insécurité et devenir une ligne de fracture dans le cadre de la polarisation politique<sup>68</sup>. D'autres explications résident dans les perceptions, les attitudes et les convictions (notamment le soutien populaire à des dirigeants nationalistes, les politiques protectionnistes et l'opposition aux influences extérieures), et viennent compléter les explications économiques des réactions négatives à l'égard de la collaboration internationale (chapitre 2)<sup>69</sup>.

### Dans un contexte de polarisation croissante, la coopération internationale peut être compromise par des campagnes politiques contre les institutions internationales.

Dans un contexte de polarisation croissante, la coopération internationale peut être compromise par des campagnes politiques contre les institutions internationales. La participation aux institutions internationales peut devenir un facteur de polarisation. La polarisation peut rendre incertaine la dynamique politique nationale liée à la participation internationale (processus de ratification nationale) et dissuader le pouvoir exécutif de conclure des accords. D'autres pays peuvent considérer qu'un pays polarisé est moins fiable et moins prévisible dans ses décisions de politique étrangère, ce qui réduit la confiance dans ses engagements et ses alliances. Les tentatives d'un pays de contester des engagements et alliances internationales peuvent inciter d'autres pays à faire de même, contribuant ainsi à un effet de contagion<sup>70</sup>. En outre, si cette contestation n'est pas perçue comme étant prise en compte, par exemple, par les institutions internationales qui soutiennent ces engagements et alliances, cela peut intensifier la contestation au motif que l'institution internationale en question s'est montrée peu disposée à répondre aux demandes<sup>71</sup>. Cette contagion ne va pas de soi, mais les possibilités de contagion dépendent dans une large mesure du degré de polarisation des convictions existantes<sup>72</sup>.

Étant donné que de nombreux biens publics mondiaux relèvent du choix et de la capacité d'agir, les convictions des individus, façonnées par des récits et des idées, sont essentielles pour mener des actions sur des problèmes communs. La polarisation politique réduit l'espace pour une telle action puisqu'elle est liée à la pensée à somme nulle, ce qui fait qu'il est plus difficile pour les individus de prendre conscience que certains choix permettent à toutes les parties de gagner. Elle éloigne la prise de décision de l'action collective et conduit plutôt à semer la discorde entre camps politiques opposés. Elle érode les possibilités de collaboration intergroupes en vue de résoudre des problèmes communs et alimente au contraire la méfiance et la suspicion mutuelles. Les perceptions d'insécurité exacerbent ces dynamiques, en partie en rendant les individus plus réceptifs aux récits de concurrence entre groupes et en limitant les possibilités d'action collective (chapitre 4).

## Renforcer l'action collective internationale sans plus attendre

Les perspectives de coopération peuvent sembler incertaines étant donné que la polarisation politique au niveau national est aggravée par des bouleversements géopolitiques (coup de projecteur 6.2), mais ces bouleversements ont toujours agi à la fois comme des freins et des tremplins sur les institutions internationales, y compris s'agissant de l'ONU (coup de projecteur 6.3)<sup>73</sup>. Il y a donc encore plus de raisons de poursuivre l'action collective, y compris dans le cadre d'organisations multilatérales.

L'action collective internationale peut être renforcée selon quatre axes :

- S'appuyer sur une compréhension plus large du comportement, comme indiqué au chapitre 4, peut donner plus de raisons d'envisager des options supplémentaires pour l'avenir, puisque les cadres ou les récits peuvent façonner le contexte culturel et social qui influe sur le comportement et les institutions. La fourniture de biens publics mondiaux peut permettre d'établir des cadres qui dépassent la pensée à somme nulle ;
- Élargir le financement international destiné à la coopération internationale au-delà de l'aide publique au développement pour y inclure le financement des contributions nationales aux biens publics mondiaux<sup>74</sup>. Cela pourrait nécessiter la mise en place de nouveaux instruments et de nouvelles approches<sup>75</sup>, mais il s'agit surtout de connaître l'ampleur du soutien national en faveur d'une réorientation des ressources internationales vers le financement des biens publics mondiaux et de savoir si les arguments en faveur de ce financement peuvent évincer ceux à l'appui de la fourniture d'une aide publique au développement. Cette éviction semble peu probable ;
- Exploiter la forte corrélation qui existe entre la confiance mutuelle et la confiance dans les institutions nationales et multilatérales ;
- S'attaquer directement à la polarisation politique.

---

### Définir des solutions pour supplanter la pensée à somme nulle

Les convictions à somme nulle entraînent des réactions psychologiques prévisibles et des comportements motivés par l'idée que si un pays prend de l'avance, les autres doivent être laissés pour compte, et vice-versa<sup>76</sup>. Les récits fondés sur des convictions à somme nulle tendent à rendre les pays moins enclins à coopérer avec d'autres<sup>77</sup> et sont la principale cause de la polarisation politique dans certains pays<sup>78</sup>.

La fourniture adéquate de biens publics mondiaux n'est pas un jeu à somme nulle en ce sens qu'un pays qui bénéficie d'un bien public mondial ou qui l'utilise n'empêche pas d'autres pays

d'en faire autant. Cela ne signifie pas que les bénéfices sont partagés de manière égale, mais le fait d'admettre que plusieurs parties peuvent profiter simultanément des bénéfices peut ainsi offrir un cadre qui donne de l'importance à la recherche de possibilités de coopération dans des domaines qui ne sont pas à somme nulle<sup>79</sup>. C'est particulièrement vrai dans le cas des biens publics planétaires, une optique qui pourrait offrir une nouvelle perspective sur le caractère inévitable de la réciprocité et de l'interdépendance humaines sur une planète partagée<sup>80</sup>.

### Admettre que plusieurs parties peuvent profiter simultanément des bénéfices de la fourniture de biens publics mondiaux peut offrir un cadre qui donne de l'importance à la recherche de possibilités de coopération dans des domaines qui ne sont pas à somme nulle.

Dans un modèle de comportement fondé sur le choix égoïste, les agents qui cherchent à promouvoir leur intérêt personnel peuvent agir de manière stratégique, en sacrifiant leur bien-être au profit d'autres personnes s'il y a réciprocité. Toutefois, la réciprocité n'est pas le seul mécanisme qui peut conduire à la coopération et permettre de la maintenir<sup>81</sup>. Comme nous l'avons vu au chapitre 4, Elinor Ostrom a décrit les nombreux arrangements institutionnels qui structurent les interactions entre les personnes et entre les personnes et les ressources communes dans le cadre d'une variété d'engagements mutuels qui favorisent l'action collective à certains égards, même si des différences et des désaccords persistent à d'autres égards.

Déterminer les constantes de ces arrangements et savoir s'ils peuvent être étendus à l'échelle mondiale sont des questions qui font depuis longtemps l'objet de débat<sup>82</sup>, mais il est prouvé que les individus peuvent soutenir une action unilatérale sur certains biens publics mondiaux, non pas parce qu'ils comprennent mal la nécessité d'une action collective, mais parce qu'ils ont un sens de l'engagement et de l'obligation, en particulier dans les pays où les individus perçoivent la nécessité pour le pays de jouer un rôle de chef de file<sup>83</sup>, et ce même lorsque les normes sociales n'y sont pas favorables<sup>84</sup>.

---

### Financer les biens publics mondiaux

Les flux internationaux de ressources peuvent être motivés principalement par la volonté d'aider les pays à revenu faible ou intermédiaire à progresser, comme dans le cas de l'aide publique au développement. Le financement des biens publics mondiaux suit une logique différente : les flux internationaux sont censés renforcer la capacité des pays bénéficiaires à contribuer à la fourniture de biens publics mondiaux<sup>85</sup>. Néanmoins, même si cette entreprise est purement motivée, par exemple, par la promesse du Programme de développement durable à l'horizon 2030 de ne laisser personne de côté, la

fourniture de biens publics mondiaux n'en demeure pas moins importante étant donné qu'une fourniture insuffisante de ces biens peut entraîner l'exclusion et l'inégalité. Il suffit de penser à la manière dont l'insuffisance de la fourniture de nombreux biens publics mondiaux pendant la pandémie de COVID-19 a creusé les inégalités et augmenté les privations, comme le montre la première partie du Rapport. Si l'on se projette dans l'avenir, des échecs ou des retards dans la fourniture des biens publics mondiaux nécessaires à l'atténuation des changements climatiques aggraveront les inégalités, comme le montre le chapitre 1, et certains des effets les plus néfastes du développement humain se répercuteront sur des personnes et des pays déjà défavorisés.

En outre, lorsque la fourniture de biens publics mondiaux apporte des bénéfices aux plus démunis, cette fourniture peut être progressive. Dès lors, dans ces cas de figure, même ceux qui s'inclinent davantage pour le soutien aux pays les plus pauvres auraient des raisons d'adhérer au financement des biens publics mondiaux<sup>86</sup>.

### Lorsque la fourniture de biens publics mondiaux apporte des bénéfices aux plus démunis, cette fourniture peut être progressive.

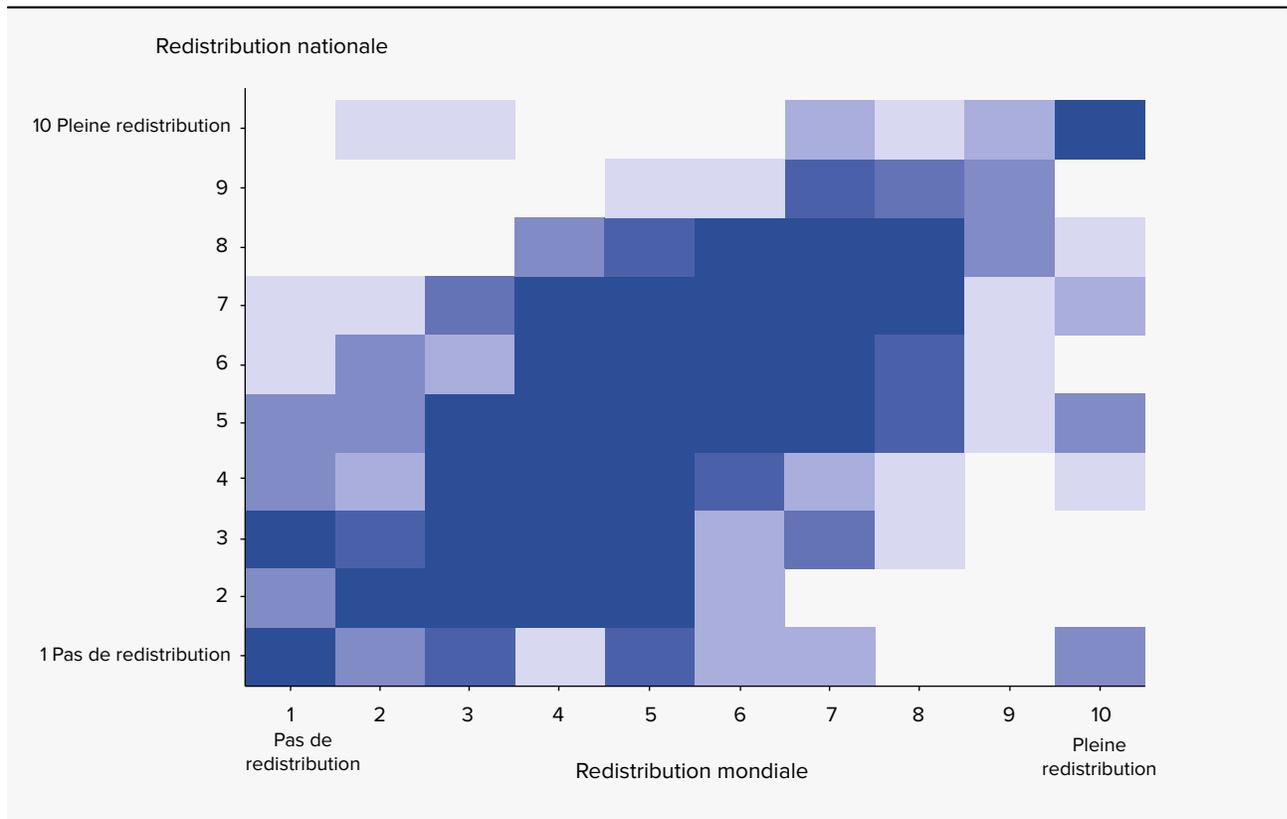
L'utilisation des ressources publiques à l'échelle internationale dépend du soutien des populations nationales. L'on pourrait considérer que la logique de financement des biens publics mondiaux risque d'aliéner les populations nationales qui soutiennent les flux internationaux et de porter tort à la coopération au développement motivée par le souhait de réduire la pauvreté et de contribuer au progrès des pays à faible revenu. Ce raisonnement vient à l'appui de l'aide humanitaire (sauver des vies) et des transferts de revenus vers les pays à faible revenu et les personnes vivant dans des contextes de fragilité. C'est pourquoi il importe tout d'abord de déterminer si les personnes qui soutiennent la redistribution des revenus au niveau national la soutiennent également au niveau international. Comme décrit dans le chapitre 4, les préférences pour ce qui est de la redistribution varient d'un pays à l'autre et sont influencées par les préférences sociales et par la conviction que les inégalités sont injustes, deux facteurs qui varient eux aussi d'un pays à l'autre, ainsi qu'au sein des pays. En Allemagne, malgré une forte corrélation entre le soutien à la redistribution nationale et le soutien à la redistribution internationale (figure 6.1), seulement 42 % des personnes interrogées déclarent pencher pour une redistribution égale aux niveaux national et mondial. D'autres déclarent préférer une vaste redistribution au niveau national et une faible redistribution à l'échelle mondiale, et vice-versa. Ainsi, même dans les cas où il existe une forte corrélation entre le soutien à la redistribution nationale et le soutien à la redistribution internationale, cette corrélation n'est pas parfaite et des facteurs autres que le soutien général à la redistribution doivent être pris en compte.

Si le soutien individuel aux flux internationaux de ressources est un nouveau domaine d'étude, les principaux déterminants de ce soutien (quelle que soit la raison qui motive ces flux) semblent être les convictions des individus quant aux limites géographiques et morales de leurs préoccupations<sup>87</sup>. Les individus ont-ils la conviction qu'ils ont des obligations morales envers les autres partout dans le monde (une conviction plus universaliste) ou seulement envers ceux qui sont plus proches ou semblables à eux, notamment ceux qui vivent dans le même pays (une conviction plus étroite, penchant vers le niveau local) ? Ces convictions varient considérablement d'un pays à l'autre et à l'intérieur des pays, mais il est possible de situer les individus le long d'un spectre allant de niveaux faibles à des niveaux élevés de convictions universelles. Des données provenant de 60 pays représentant 85 % de la population mondiale et 90 % du PIB mondial révèlent que des convictions plus universelles entretiennent une forte corrélation avec l'apport d'un soutien aux populations démunies du monde entier, par rapport à l'apport d'une aide aux populations pauvres locales, et avec la protection de l'environnement mondial, par rapport à la protection de l'environnement local (figure 6.2). Ces résultats se confirment quels que soient le pays, le niveau de revenu, le niveau d'éducation, l'âge, le genre, la résidence en zone urbaine ou rurale et les convictions religieuses, ce qui est cohérent avec les données indiquant que la variation du soutien aux résultats politiques à l'intérieur d'un pays est plus fortement associée aux convictions le long du spectre local-universel qu'à des variables telles que l'éducation et le revenu<sup>88</sup>.

Les personnes qui ont des convictions plus locales, ne sont donc pas opposées à la redistribution en tant que telle puisqu'elles déclarent y adhérer lorsqu'elles sont interrogées sur la redistribution au niveau local ou communautaire<sup>89</sup>. Dans les pays à revenu élevé d'Amérique du Nord et d'Europe, la redistribution nationale est très impersonnelle<sup>90</sup>, c'est-à-dire qu'elle n'est généralement pas destinée à soutenir des groupes ou des communautés en particulier. Dès lors, la corrélation entre le soutien à la redistribution nationale et le soutien à la redistribution mondiale dans des pays tels que l'Allemagne pourrait être le fait d'un groupe de personnes partageant des convictions plus universelles. Compte tenu de l'influence des différences culturelles sur les préférences et les convictions examinée au chapitre 4, on ne peut pas supposer que les convictions universalistes qui façonnent les attitudes à l'égard de la redistribution mondiale sont universelles. En effet, les coefficients des régressions des attitudes politiques en matière d'universalisme (compte tenu des effets de pays) sont positifs pour tous les pays à revenu élevé, mais plus faibles pour les pays riches qui ne sont pas des pays « OEIRD » (occidentaux, éduqués, industrialisés, riches et démocratiques), et encore plus faibles pour les pays à revenu faible ou intermédiaire (figure 6.3).

Il y a donc peu de raisons de penser qu'apporter des motifs à l'appui du financement des biens publics mondiaux par des

**Figure 6.1** Le soutien à la redistribution nationale est corrélé au soutien à la redistribution mondiale en Allemagne, mais certaines personnes souhaitent une vaste redistribution au niveau national et une faible redistribution à l'échelle mondiale, et vice-versa.



**Note :** le coefficient de corrélation est de 0,70 ( $p < 0,0001$ ). Plus la couleur est foncée, plus il y a eu de réponses correspondantes.  
**Source :** Fehr, Mollerstrom et Perez-Truglia (2022).

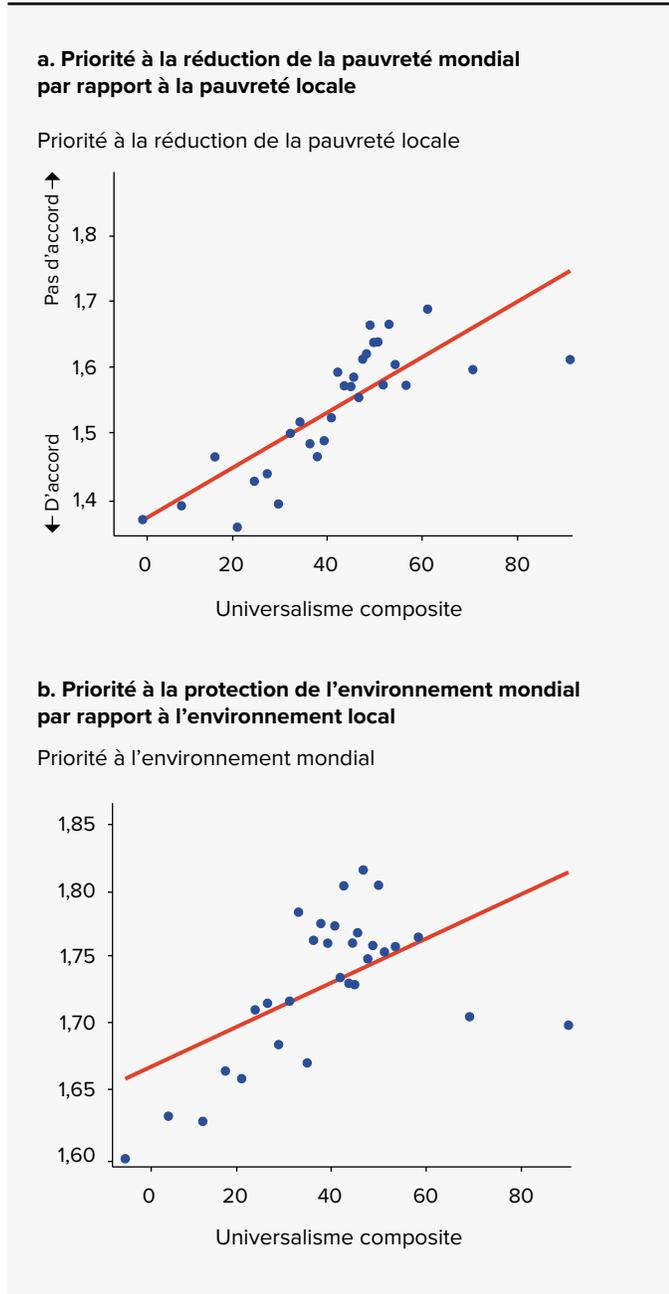
flux internationaux en provenance des pays à revenu élevé diluerait l'engagement en faveur des flux internationaux visant à réduire la pauvreté ou à sauver des vies, étant donné que le motif sous-jacent du soutien public national aux flux internationaux est associé à des convictions plus universalistes. Par ailleurs, l'amélioration de la fourniture de nombreux biens publics mondiaux est essentielle pour réduire les inégalités mondiales ainsi que la vulnérabilité face à la pauvreté et à d'autres privations. En outre, certaines données indiquent que les habitants des pays à revenu faible ou intermédiaire ne sont pas toujours favorables à l'aide internationale comme moyen de réduire les inégalités entre pays<sup>91</sup>, les bénéficiaires éventuels étant plus intéressés par des cadres qui abordent les questions de justice et renforcent la dignité et la capacité d'agir<sup>92</sup> que par des logiques caritatives qu'ils peuvent percevoir comme stigmatisantes<sup>93</sup>.

La promotion de l'équité est également associée à un soutien national plus important en faveur des accords internationaux perçus comme équitables, n'entraînant que de faibles coûts de mise en œuvre au niveau national et, de manière cruciale, auxquels participent d'autres pays<sup>94</sup>. Dans les pays à revenu

élevé, le soutien national au financement des biens publics mondiaux dépend en partie du niveau d'ambition des autres pays<sup>95</sup>, ce qui rejoint le fait que les populations nationales et leurs dirigeants politiques se soucient de l'image de leur pays dans le contexte international<sup>96</sup>, ainsi que des indicateurs de performance mondiaux<sup>97</sup>. Cependant, l'incidence de ces facteurs n'est pas uniforme au sein de la population, certains groupes étant plus susceptibles que d'autres de voir leurs opinions influencées de la sorte<sup>98</sup>, ce qui fait de la polarisation politique un facteur particulièrement important.

En résumé, les pays peuvent avoir (et ont) du mal à se mettre d'accord sur la fourniture de biens publics mondiaux, mais avancer des arguments en faveur du financement de ces biens n'implique pas nécessairement un soutien moindre en faveur de flux internationaux en provenance des pays à revenu élevé. Le financement des biens publics mondiaux nécessitera probablement une augmentation substantielle des flux internationaux et une mobilisation éventuelle des ressources nationales dans les pays à revenu élevé. Toutefois, il est probable que le financement des biens publics mondiaux renforcera l'équité mondiale de deux manières : premièrement,

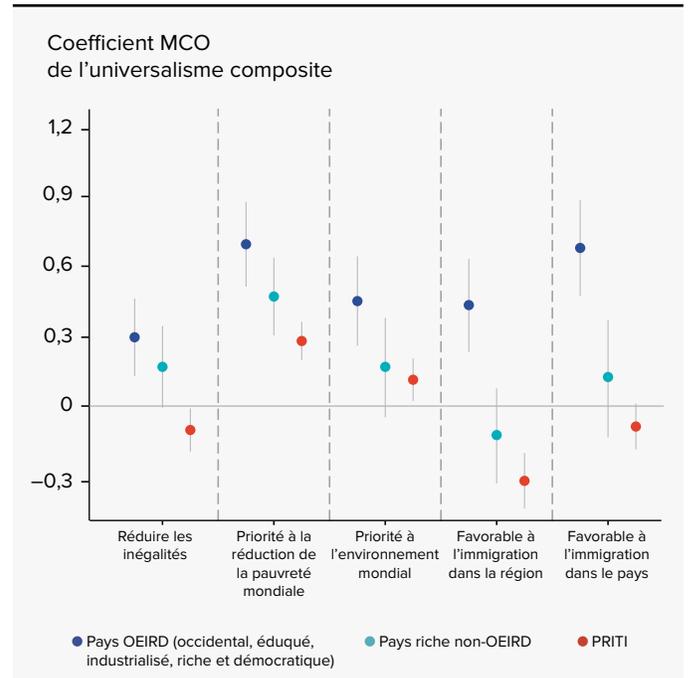
**Figure 6.2** Les convictions plus universalistes sont en corrélation avec les préoccupations pour les pauvres et pour l'environnement dans le monde.



**Note :** Les diagrammes de dispersion indiquent l'accord moyen avec une priorité politique pour un niveau donné de convictions universalistes, en tenant compte des effets fixes par pays. Les priorités politiques sur les axes verticaux sont mesurées sur une échelle de 1 à 4, 1 correspondant à « pas du tout d'accord » et 4 à « tout à fait d'accord ». L'indice d'universalisme composite est construit d'après la manière dont les personnes interrogées répartissent une somme d'argent hypothétique entre un membre spécifique du groupe d'appartenance et un inconnu pris au hasard. La décision est désintéressée dans la mesure où les personnes interrogées ont été informées qu'elles ne pouvaient pas garder l'argent pour elles-mêmes. Des données solides indiquent que les résultats sont analogues pour les allocations hypothétiques et réelles de ressources et que cela ne fait guère de différence lorsque la question est posée en invoquant une préoccupation morale ou en évitant toute référence à des obligations morales. Les corrélations positives sont statistiquement significatives ( $p < 0,01$ ).

**Source :** Cappelen, Enke et Tungodden (2022).

**Figure 6.3** Les convictions universalistes sont associées à la redistribution mondiale et à l'environnement mondial dans les pays à revenu élevé, mais le contexte culturel joue un rôle important.



L'acronyme « MCO » désigne des moindres carrés ordinaires.

**Note :** l'axe vertical montre les coefficients des régressions par moindres carrés ordinaires de l'accord avec les priorités politiques par rapport à l'universalisme composite, tel que défini dans la note de la figure 6.2. Chaque coefficient peut être interprété comme la variation de l'accord avec une priorité politique (sur une échelle de 1 à 4) en réponse à la variation de l'indice d'universalisme composite de 0 à 100. Les moustaches indiquent des intervalles de confiance à 95 %. Les pays OEIRD (occidentaux, éduqués, industrialisés, riches et démocratiques) comprennent l'Allemagne, l'Australie, le Canada, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grèce, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Suisse et le Royaume-Uni. Les pays riches qui ne sont pas des pays OEIRD sont le Chili, la Croatie, la Hongrie, Israël, le Japon, la Pologne, la République de Corée et la Tchéquie. L'acronyme « PRITI » désigne ici un sous-ensemble de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure inclus dans l'analyse.

**Source :** Cappelen, Enke et Tungodden (2022).

en atténuant les facteurs d'inégalité associés à une fourniture insuffisante de biens publics mondiaux ; deuxièmement, en générant des bénéfices accessoires au niveau national, tels que la réduction de la pollution ou de la pauvreté locales grâce à la création d'emplois (ce qui est généralement l'un des objectifs explicites de l'aide publique au développement). Les institutions multilatérales devront peut-être définir plus clairement leur rôle potentiel dans l'acheminement de ces ressources, en capitalisant et en renforçant leur performance en matière de mise en commun et d'allocation des ressources financières internationales dans l'objectif répondre aux besoins des pays. Cette aspiration est bien établie dans le domaine humanitaire, par exemple, où de solides données factuelles laissent penser que lorsque l'ONU répartit l'aide humanitaire, elle le fait en tenant compte des besoins réels et ne se laisse

pas influencer par d'autres considérations<sup>99</sup>. L'élargissement du rôle des institutions multilatérales devrait notamment viser à soutenir les pays à revenu faible ou intermédiaire pour qu'ils contribuent aux biens publics mondiaux.

### Renforcer la confiance dans les institutions internationales grâce à la confiance dans les institutions nationales

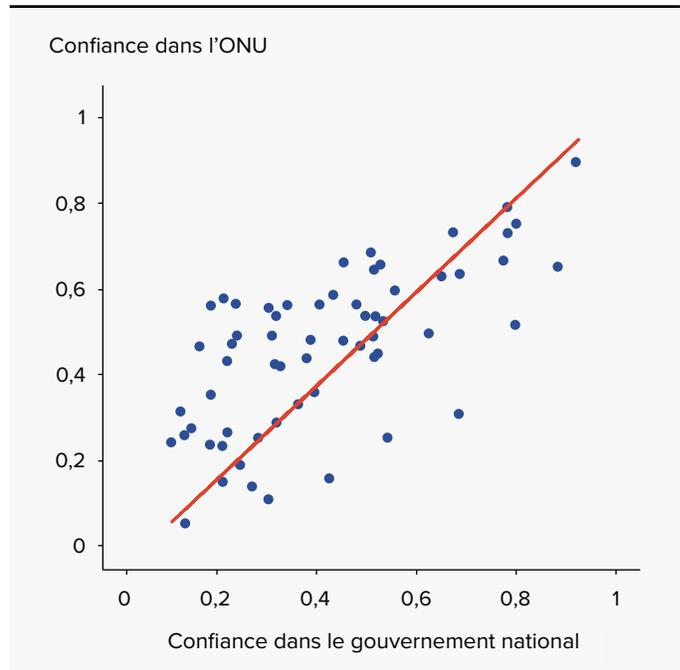
La confiance générale reflète la conviction des individus dans l'intégrité intrinsèque des autres et contribue à l'action coopérative à grande échelle<sup>100</sup>. Elle est liée à une série de résultats bénéfiques sur le plan social et son importance pour les performances économiques est largement documentée<sup>101</sup>. Elle est également liée à des résultats tels qu'une plus grande stabilité politique et un redressement plus rapide après les crises économiques<sup>102</sup>. Elle est particulièrement importante pour coopérer avec des personnes que l'on connaît peu ou dans des situations incertaines<sup>103</sup>. La confiance facilite l'action collective aux fins de la coopération internationale. En effet, la coopération internationale serait pratiquement impossible sans la conviction fondamentale que les pays respecteront leurs engagements, conviction qui renforce également la capacité des institutions multilatérales à fonctionner<sup>104</sup>.

Bien qu'il soit difficile de définir précisément la confiance dans les institutions<sup>105</sup>, les opinions positives à l'égard des institutions (en particulier des institutions publiques) sont associées au soutien en faveur de l'action climatique<sup>106</sup> et sont liées à la confiance générale<sup>107</sup>. Par exemple, la conviction que les institutions publiques sanctionnent efficacement les bénéficiaires opportunistes (c'est-à-dire ceux qui se livrent au parasitisme, comme nous l'avons vu au chapitre 3) renforce la confiance générale<sup>108</sup>. La confiance dans les institutions nationales et internationales est supérieure de plus de dix points de pourcentage chez les personnes ayant une confiance générale (tableau 6.1), ce qui est cohérent avec les données

indiquant que les individus plus confiants ont également une meilleure opinion des institutions internationales et sont plus favorables au fait de parvenir à des compromis avec d'autres pays<sup>109</sup>.

Bien que la « confiance dans les institutions » fasse l'objet d'interprétations diverses et dépende de multiples facteurs, la confiance dans le gouvernement national explique les deux

**Figure 6.4 La confiance dans les institutions nationales est corrélée à la confiance dans les institutions multilatérales, essentielles à l'action collective internationale**



**Note :** la confiance dans les institutions (gouvernement national et Organisation des Nations Unies) signifie que les personnes interrogées ont déclaré avoir une « très grande » ou une « assez grande » confiance (d'autres réponses possibles étaient « pas beaucoup » ou « pas du tout » confiance).

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir de données provenant de l'Enquête mondiale sur les valeurs (Inglehart et al., 2022).

**Tableau 6.1 La confiance dans les institutions nationales et internationales est plus élevée chez les personnes qui font confiance aux autres**

		Personnes qui ne font pas confiance aux autres (confiance générale)			Personnes qui font confiance aux autres (confiance générale)		
		Confiance dans le gouvernement national		Total	Confiance dans le gouvernement national		Total
		Non	Oui		Non	Oui	
Confiance dans l'ONU	Non	41,0	14,9	55,9	28,2	16,6	44,8
	Oui	17,6	26,5	44,1	17,9	37,3	55,2
Total		58,6	41,4	100,0	46,0	54,0	100,0

**Note :** la confiance générale signifie que les personnes interrogées ont déclaré que « la plupart des personnes sont dignes de confiance » (l'autre réponse possible était « il faut se méfier des autres »). La confiance dans les institutions (gouvernement national et Organisation des Nations Unies) signifie que les personnes interrogées ont déclaré avoir une « très grande » ou une « assez grande » confiance (d'autres réponses possibles étaient « pas beaucoup » ou « pas du tout » confiance).

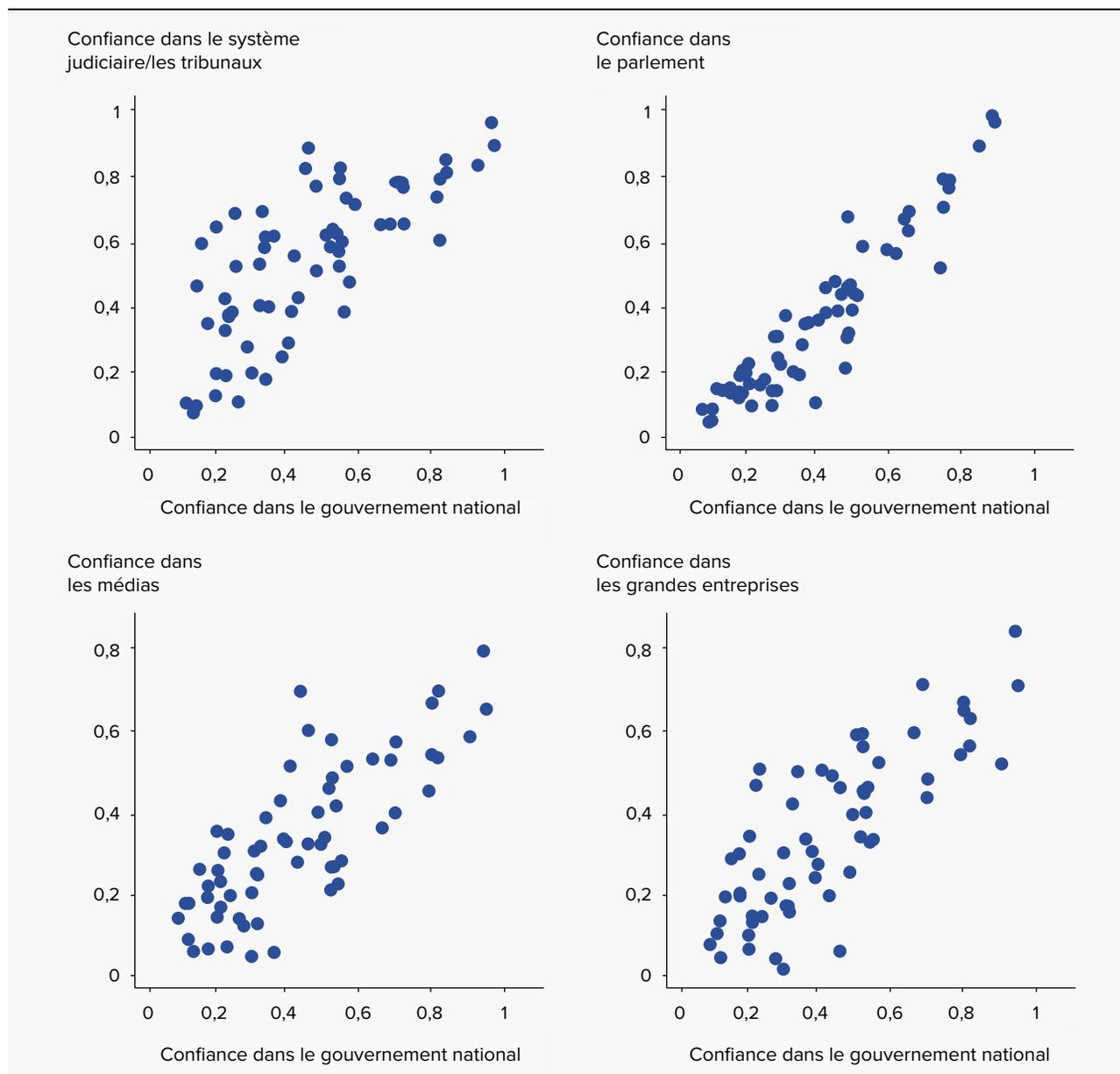
**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir de données provenant de l'Enquête mondiale sur les valeurs, et en utilisant des observations individuelles dans les pays disposant de données.

tiers de la variation des moyennes nationales s'agissant de la confiance dans l'ONU (figure 6.4). La confiance dans d'autres institutions importantes pour l'action collective entretient également une forte corrélation avec la confiance dans le gouvernement national, et vice-versa (figure 6.5).

Le lien entre la confiance dans les institutions nationales et la confiance dans les institutions internationales implique que la légitimité perçue des institutions nationales est une indication de la légitimité perçue des institutions internationales<sup>110</sup>. Il est également démontré que la communication des

institutions nationales (pouvoirs publics ou organisations de la société civile) sur les performances des organisations internationales a plus d'effet sur la légitimité perçue des institutions internationales que la communication directe par les institutions internationales elles-mêmes<sup>111</sup>. Dans la mesure où la polarisation politique sape la confiance dans les institutions (nationales et internationales) et est associée à des perceptions d'insécurité qui sapent également la confiance interpersonnelle, combattre la polarisation politique pourrait être un levier pour renforcer la confiance dans les

**Figure 6.5** La confiance dans plusieurs institutions est fortement corrélée à la confiance dans le gouvernement national



**Note :** la confiance dans les institutions (gouvernement national, système judiciaire/tribunaux, parlement, médias, grandes entreprises) signifie que les personnes interrogées ont déclaré avoir une « très grande » ou une « assez grande » confiance (d'autres réponses possibles étaient « pas beaucoup » ou « pas du tout » confiance).

**Source :** Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir de données provenant de l'Enquête mondiale sur les valeurs (Inglehart *et al.*, 2022).

institutions nationales et internationales, ainsi que la confiance interpersonnelle.

La polarisation intensifie la confiance dans le groupe d'appartenance (endogroupe) tout en érodant la confiance dans les groupes externes (exogroupes). Si une grande confiance au sein d'un groupe d'appartenance n'est pas un problème en soi, sa combinaison avec une érosion de la confiance générale peut nuire à la coopération intergroupes. La polarisation et le déclin de la confiance générale peuvent se renforcer mutuellement<sup>112</sup>. La lutte contre la polarisation pourrait donc renforcer la coopération intergroupes<sup>113</sup>.

---

## S'attaquer directement à la polarisation

Il est avancé dans le présent chapitre que la polarisation entrave l'action collective entre les groupes sociaux et qu'il existe des moyens d'y remédier indirectement, comme nous l'avons vu jusqu'à présent. Mais il existe aussi des moyens de s'attaquer directement à la polarisation, dont trois sont examinés ci-après : corriger les perceptions erronées qu'ont les individus s'agissant de certaines questions et des groupes auxquels ils n'appartiennent pas, renforcer les liens sociaux transversaux qui dépassent les divisions entre les groupes, et combattre les perceptions d'insécurité.

---

### *Corriger les perceptions erronées s'agissant de certaines questions et des autres groupes*

Au niveau individuel, la conviction que les changements climatiques sont causés par l'activité humaine est largement répandue<sup>114</sup>. Cependant, les convictions individuelles ne déterminent pas à elles seules l'action collective : ce que les personnes croient que les autres pensent des changements climatiques a également son importance<sup>115</sup>. Par exemple, au niveau mondial, 69 % des individus se disent prêts à sacrifier une partie de leurs revenus pour contribuer à l'atténuation des changements climatiques, mais seuls 43 % d'entre eux pensent que les autres sont du même avis (soit une perception erronée de 26 points de pourcentage)<sup>116</sup>. Une enquête récente menée aux États-Unis a révélé que 80 % à 90 % des personnes interrogées ont conscience du défi que représentent les changements climatiques. Alors que 66 % à 80 % des personnes interrogées se sont dites favorables à une action visant à atténuer les changements climatiques, les mêmes personnes interrogées ont estimé que la prévalence de ce soutien parmi le reste de la population n'était que de 37 % à 43 %<sup>117</sup>. Dans le monde entier, de nombreuses personnes vivent une fausse réalité sociale, car elles sous-estiment le soutien populaire à la politique climatique<sup>118</sup>. En d'autres termes, les individus sont d'accord sur plus de choses qu'ils ne le pensent. Ces perceptions erronées sont omniprésentes et s'étendent à d'autres sujets de préoccupation qui requièrent une action collective<sup>119</sup>. Une

perception erronée des convictions des autres peut conduire au maintien d'une ignorance pluraliste<sup>120</sup>, laquelle entretient des politiques ou des arrangements politiques incompatibles avec les convictions individuelles dominantes<sup>121</sup>. En revanche, corriger ces perceptions erronées permettrait d'encourager la société à trouver les moyens de mettre en place une action collective<sup>122</sup>.

Les perceptions erronées impliquent l'existence de préjugés sur ce que les autres pensent de telle ou telle chose concrète et peuvent conduire à la polarisation lorsque les individus ont des perceptions erronées de ce que les groupes auxquels ils n'appartiennent pas (groupes externes) pensent d'eux (coup de projecteur 6.4)<sup>123</sup>. Elles peuvent en outre apparaître non seulement au sein des sociétés, mais aussi au niveau transnational, et peuvent conduire à des malentendus, voire à des conflits<sup>124</sup>. Ces perceptions erronées peuvent pousser les individus à adopter des convictions plus extrêmes qu'ils ne le feraient autrement ; lorsqu'ils se forment leur propre opinion, les individus évaluent les opinions des autres et sont donc amenés à adopter des positions plus extrêmes du fait de ces perceptions erronées<sup>125</sup>.

Les perceptions erronées de la population générale influent sur les positions des dirigeants politiques, lesquels surestiment souvent considérablement l'animosité entre les différents groupes, ce qui aggrave les perceptions erronées et la polarisation qui en découle, ainsi que l'érosion des normes démocratiques<sup>126</sup>. Les individus ont souvent des convictions (erronées) s'agissant des autres qui renforcent leurs propres convictions<sup>127</sup>. Les perceptions erronées peuvent être aggravées par le fait que les individus ont tendance à interagir plus souvent avec ceux qui partagent leurs propres opinions et à consommer des informations qui confirment leurs préjugés sur les autres<sup>128</sup>. Les sociétés polarisées ont également tendance à être vulnérables face à la désinformation, étant donné que les personnes qui ont des préjugés affectifs sont plus susceptibles de suivre un raisonnement motivé<sup>129</sup>, alimenté par la désinformation, même sur des questions par ailleurs neutres, ce qui risque d'enraciner encore davantage les perceptions erronées. L'environnement médiatique (y compris les médias sociaux) et les messages des dirigeants jouent souvent un rôle central dans l'émergence et la persistance de perceptions erronées<sup>130</sup>.

**Les individus sont d'accord sur plus de choses qu'ils ne le pensent. Une perception erronée des convictions des autres peut conduire au maintien d'une ignorance pluraliste, laquelle entretient des politiques ou des arrangements politiques incompatibles avec les convictions individuelles dominantes.**

Les perceptions erronées peuvent influencer sur le soutien public à l'égard de toute une série de questions. Elles peuvent influencer sur le soutien à la redistribution des revenus, qui dépend

de l'existence de perceptions erronées quant à l'ampleur de l'inégalité des revenus dans la société, quant aux convictions s'agissant de l'équité de l'origine de cette inégalité et quant à celles relatives à la position d'une personne dans l'échelle de répartition des revenus<sup>131</sup>. Il peut aussi exister des perceptions erronées quant à l'immigration : dans plusieurs pays à revenu élevé, la part des immigrés dans la population est perçue comme étant deux à trois fois plus élevée qu'elle ne l'est en réalité, l'écart de perception oscillant autour de 20 points de pourcentage, indépendamment du niveau d'éducation, des revenus, du genre, de l'affiliation politique et d'autres facteurs (figure 6.6)<sup>132</sup>.

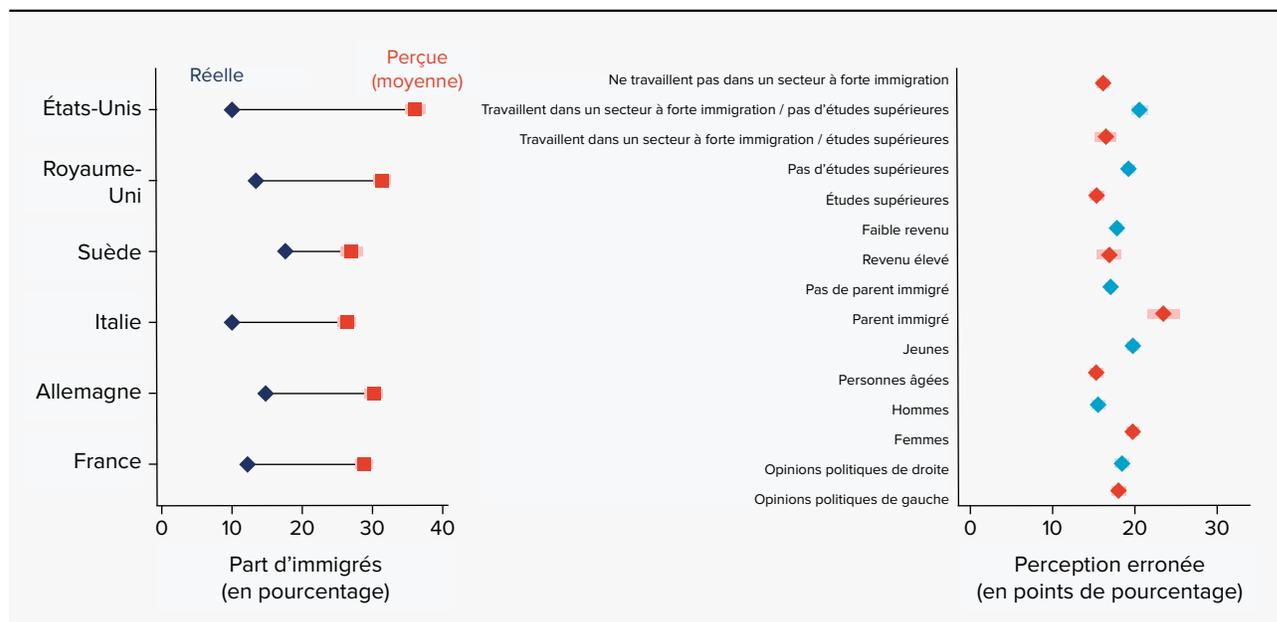
Le présent chapitre se penche en particulier sur la manière dont les convictions erronées concernant les autres peuvent exagérer les différences perçues entre les groupes et entraver l'action visant à résoudre des problèmes communs<sup>133</sup>. Les perceptions erronées de ce que les différents groupes au sein d'un pays considèrent comme juste et approprié peuvent conduire, comme au niveau transnational, à des malentendus, voire à des conflits<sup>134</sup>. Si les processus cognitifs et sociaux sous-jacents qui conduisent à des perceptions erronées sont communs à l'ensemble de la population, une perception erronée des convictions des autres peut conduire à l'aliénation des groupes et à l'hostilité entre les groupes, voire à la déshumanisation<sup>135</sup>. Les perceptions erronées de la polarisation peuvent fonctionner comme une prophétie autoréalisatrice en approfondissant et en enracinant la polarisation<sup>136</sup>. Elles masquent la véritable répartition des opinions sur les questions politiques, ce qui peut entraîner des écarts entre les préférences des citoyens et les termes réels des débats politiques<sup>137</sup>.

Corriger les perceptions erronées qu'ont les individus des autres peut avoir un effet positif sur la coopération intergroupes (coup de projecteur 6.4)<sup>138</sup>. Les individus révisent leurs opinions politiques lorsqu'ils disposent d'informations sur leurs adversaires politiques<sup>139</sup>. Fournir des informations précises sur la proportion d'immigrés vivant dans un pays permet également de modifier les convictions individuelles<sup>140</sup>. Informer les individus sur la répartition réelle du soutien des autres aux politiques climatiques augmente le soutien à ces politiques<sup>141</sup>. Corriger les perceptions des individus concernant la polarisation peut endiguer la polarisation en amenant les groupes polarisés à modérer leurs opinions sur leurs opposants politiques<sup>142</sup>.

Il est moins évident de savoir si ces interventions fondées sur l'information peuvent conduire à un changement de comportement durable. Si les liens entre les identités de groupe et les perceptions erronées persistent, les interventions fondées sur l'information risquent de ne pas avoir d'effet durable, en particulier si les chefs de groupe et certains médias continuent à alimenter des récits qui favorisent les perceptions erronées<sup>143</sup>. Les convictions des personnes vivant dans des sociétés fortement polarisées sont imprégnées d'une charge cognitive et affective, ce qui peut les rendre résistantes au changement<sup>144</sup>. En effet, la polarisation contribue souvent à la rigidité cognitive (une réticence à changer de conviction face à de nouvelles informations)<sup>145</sup>.

Dans un environnement d'information très complexe, les individus sont souvent exposés à des informations concurrentes, et les préjugés de groupe peuvent les amener à discréditer les informations qui entrent en conflit avec

**Figure 6.6** La perception erronée de la part d'immigrés dans la population est élevée et largement partagée dans la société



Source : Stantcheva, Alesina et Miano (2019).

leurs convictions, ou à s'en méfier<sup>146</sup>. Par conséquent, il peut s'avérer utile de s'attaquer aux bases cognitives et affectives des perceptions erronées. Les interventions qui facilitent un traitement plus réfléchi de l'information permettent d'éviter que les individus aient tendance à adopter des convictions simplifiées à l'extrême<sup>147</sup>. Par exemple, dans les situations de conflit intergroupes, la présentation d'informations dans un cadre qui inspire la tristesse plutôt que la colère s'est avérée dépolarisante<sup>148</sup>. Les interventions qui s'appuient sur des approches qualitatives et narratives, telles que les récits et les anecdotes, sont particulièrement efficaces pour changer les perceptions erronées<sup>149</sup>. Des données récentes indiquent que le fait de corriger les perceptions erronées concernant les changements climatiques, telles que celles évoquées au début de la présente section, est un moyen efficace de modifier le comportement des individus afin qu'ils agissent pour atténuer les changements climatiques (mais pas nécessairement de modifier leurs convictions)<sup>150</sup>.

---

### *Créer un espace pour dépasser les divisions*

Mettre l'accent sur les identités qui se chevauchent peut être un puissant antidote à l'hostilité entre les groupes<sup>151</sup>. La polarisation conduit souvent les individus à sous-évaluer leurs points communs avec les autres. Reconnaître que les individus ont des identités à multiples facettes permet d'éviter de catégoriser les autres comme moins dignes d'intérêt et d'humaniser ceux qui, autrement, seraient perçus comme des adversaires<sup>152</sup>. Un sentiment d'identité commune ne doit pas nécessairement être fondé sur une catégorie supérieure, telle que l'identité nationale, qui risque d'entraîner la formation de groupes externes. Plutôt que de s'en tenir à une seule similitude primordiale, le fait de mettre l'accent sur la diversité des identités permet de tisser de nombreux liens transversaux et d'éviter la probabilité qu'un clivage ne prédomine<sup>153</sup>. L'identification de points communs permet aux groupes de découvrir des valeurs et des préoccupations communes, ce qui atténue l'altérité souvent associée à de forts préjugés à l'égard des groupes externes et des opposants politiques perçus.

**L'identification de points communs permet aux groupes de découvrir des valeurs et des préoccupations communes, ce qui atténue l'altérité souvent associée à de forts préjugés à l'égard des groupes externes et des opposants politiques perçus.**

Une approche complémentaire pour surmonter les différences consiste à encourager les contacts entre les groupes<sup>154</sup>. C'est souvent sur cette base que sont proposées des structures décisionnelles plus délibératives, telles que les assemblées citoyennes, qui réunissent des groupes représentatifs pour qu'ils débattent ensemble de sujets (voir également le chapitre 5 en ce qui concerne l'importance du

raisonnement et de la délibération publics). La délibération se distingue du simple débat sur les différences ; elle implique un dialogue de fond structuré, qui soit inclusif et impartial dans la prise en considération des diverses perspectives<sup>155</sup>. Il a été démontré que les structures délibératives atténuent la polarisation politique<sup>156</sup>. Parmi les mécanismes avancés pour expliquer cet effet, on peut citer le fait que les structures délibératives permettent aux individus de pratiquer l'empathie (en adoptant le point de vue de ceux qu'ils perçoivent comme des adversaires) ou de considérer les autres comme des pairs œuvrant à la réalisation d'un objectif commun<sup>157</sup>. Les processus délibératifs peuvent améliorer la compréhension des questions en jeu, renforcer la confiance dans les approches coopératives et encourager le respect et la tolérance à l'égard de ceux qui ont des opinions différentes.

Cela dit, l'efficacité de la délibération pour lutter contre la polarisation dépend de certaines conditions<sup>158</sup>. Le plus important est peut-être l'égalité relative entre les participants ; les structures dans lesquelles certains groupes ou intérêts dominant les autres vont clairement à l'encontre d'une prise en considération juste et équitable de toutes les perspectives<sup>159</sup>. Le renforcement de cette égalité relative pourrait s'appuyer sur des initiatives visant à remédier aux inégalités au-delà de la dynamique interpersonnelle des petits groupes délibératifs<sup>160</sup>. Il est également peu probable que la délibération permette de surmonter les divisions si les objectifs des groupes participants sont fondamentalement incompatibles (ou perçus comme tel). La définition d'objectifs communs sur lesquels tous les participants peuvent s'entendre peut donc être une condition préalable pour qu'un processus délibératif permette de surmonter les divisions<sup>161</sup>. Cela ne veut pas dire que les interventions visant à lutter contre la polarisation à l'aide de la délibération dépendent de l'obtention préalable d'une égalité totale ; au contraire, le fait d'œuvrer pour parvenir à une égalité relative et à un but commun mérite une attention supplémentaire dans le cadre de cette stratégie de lutte contre la polarisation.

---

### *Combattre les perceptions d'insécurité*

La polarisation et la méfiance s'appuient sur les insécurités réelles et perçues des groupes au sein desquels règne un puissant sentiment d'identité commune<sup>162</sup>. Modérer les récits d'insécurité peut contribuer à dissiper les craintes et les angoisses sous-jacentes qui peuvent rendre les individus plus réceptifs aux messages polarisants concernant d'autres groupes. Les politiques sociales qui luttent contre les insécurités sont manifestement importantes à cet égard, en particulier celles qui renforcent la solidarité entre les groupes confrontés à des menaces communes<sup>163</sup>.

Un programme de fourniture de biens publics mondiaux permettrait d'élargir les possibilités d'évoluer ensemble dans l'insécurité, en offrant aux individus et aux sociétés un plus

grand sentiment de capacité d'agir et de contrôle dans un monde turbulent<sup>164</sup>. Un tel programme offre la possibilité de construire un nouveau récit de possibilités et d'espoir plutôt que d'angoisse, ainsi qu'une stratégie pour concrétiser ce récit. Ainsi, viser la fourniture de biens publics mondiaux, un objectif, peut également être un moyen d'avoir des retombées bénéfiques sur la réduction de la polarisation.

### Établir des cadres pour la fourniture de biens publics mondiaux pourrait favoriser l'action collective sur des problèmes urgents au vu des données mitigées concernant l'efficacité des seuls cadres d'urgence pour faire progresser les politiques relatives à l'action climatique et à la résolution de problèmes plus larges de durabilité.

En fait, l'utilisation de cadres pour aborder l'action collective est omniprésente dans le débat actuel sur les défis mondiaux, étant donné qu'il est démontré qu'ils influent sur la façon dont les individus interprètent la réalité, forment des convictions et développent des valeurs orientées vers leurs besoins et leurs aspirations<sup>165</sup>. On a fait valoir que les changements de cadres sont associés à des changements majeurs dans la culture, la société et l'économie. Par exemple, l'un des principaux changements culturels associés au siècle des Lumières a été la conviction que la science et la technologie pouvaient améliorer le niveau de vie<sup>166</sup>. À l'heure actuelle, les interventions visant à résoudre les problèmes mondiaux s'appuient souvent sur des cadres d'urgence, étayés par la science, mais aussi déployés de manière stratégique pour stimuler l'action collective, comme dans le cas des changements climatiques<sup>167</sup>. Établir des cadres pour la fourniture de biens publics mondiaux pourrait favoriser l'action collective sur des problèmes urgents au vu des données mitigées concernant l'efficacité des seuls cadres d'urgence pour faire progresser les politiques relatives à l'action climatique et à la résolution de problèmes plus larges de durabilité<sup>168</sup>.

En outre, comme nous l'avons vu au chapitre 4, la coopération peut s'effondrer s'il existe une incertitude quant au seuil dangereux souvent invoqué dans les situations d'urgence. Cette incertitude a été exploitée par les puissants opposants à la réglementation sur des questions allant du tabac aux

combustibles fossiles, afin d'entraver le soutien du public à l'action collective<sup>169</sup>. En outre, ceux qui s'opposent fermement à l'action climatique ont tendance non seulement à utiliser l'incertitude comme argument, mais aussi à mettre l'accent sur les prétendus effets négatifs de l'action climatique sur les consommateurs<sup>170</sup>.

Par ailleurs, comme on l'a vu au chapitre 4, la coopération peut s'effondrer en raison de seuils incertains même sans que les opposants à l'action climatique n'exploitent cette incertitude à des fins stratégiques. Si l'utilisation exclusive de cadres d'urgence suscite des craintes, ces cadres peuvent néanmoins inciter les individus à se replier encore plus sur leur groupe d'appartenance, en particulier dans des contextes d'incertitude<sup>171</sup>, ce qui peut exacerber la polarisation politique au sein des pays : alors que la peur est un puissant moteur de la coopération au sein du groupe d'appartenance, les groupes les plus enracinés et les plus polarisés sont moins susceptibles de trouver un terrain d'entente<sup>172</sup>. Si les individus ont le sentiment qu'ils n'ont que peu de capacité d'agir sur les changements climatiques, le fait de s'appuyer uniquement sur des cadres d'urgence peut susciter de l'angoisse et de l'inquiétude, en particulier chez les jeunes<sup>173</sup>.

En revanche, le plus souvent, les individus ont la capacité d'agir face aux changements climatiques (ils perçoivent les capacités d'agir sur l'atténuation des changements climatiques) lorsqu'ils prennent part à un processus d'action collective (ils ont alors le sentiment que les actions individuelles sont intégrées de manière significative dans un processus social plus large)<sup>174</sup>. Les individus ont tendance à soutenir l'action climatique s'ils pensent que les politiques en la matière seront efficaces et équitables<sup>175</sup>. En outre, la polarisation sur les moyens d'action concrets est moindre (par exemple, la polarisation sur la promotion des énergies renouvelables est moindre que la polarisation sur le degré d'inquiétude que suscitent les changements climatiques)<sup>176</sup>. On ne saurait trop insister sur l'urgence d'agir face aux changements climatiques et à d'autres défis mondiaux<sup>177</sup>, en particulier parce que de nombreuses personnes changent de conviction en réaction aux nouvelles informations sur les défis climatiques<sup>178</sup>. Compléter les cadres d'urgence en les reliant à l'aspiration de fournir des biens publics mondiaux pourrait favoriser l'action collective internationale et atténuer la polarisation politique<sup>179</sup>.

## Identité, polarisation et leurs conséquences sociétales et politiques

Robert Böhm, université de Vienne et université de Copenhague ; Philipp Sprengholz, université de Bamberg et Institut Bernhard Nocht de médecine tropicale ; Luca Henkel, université de Chicago et université du CEMA ; Cornelia Betsch, université d'Erfurt et Institut Bernhard Nocht de médecine tropicale.

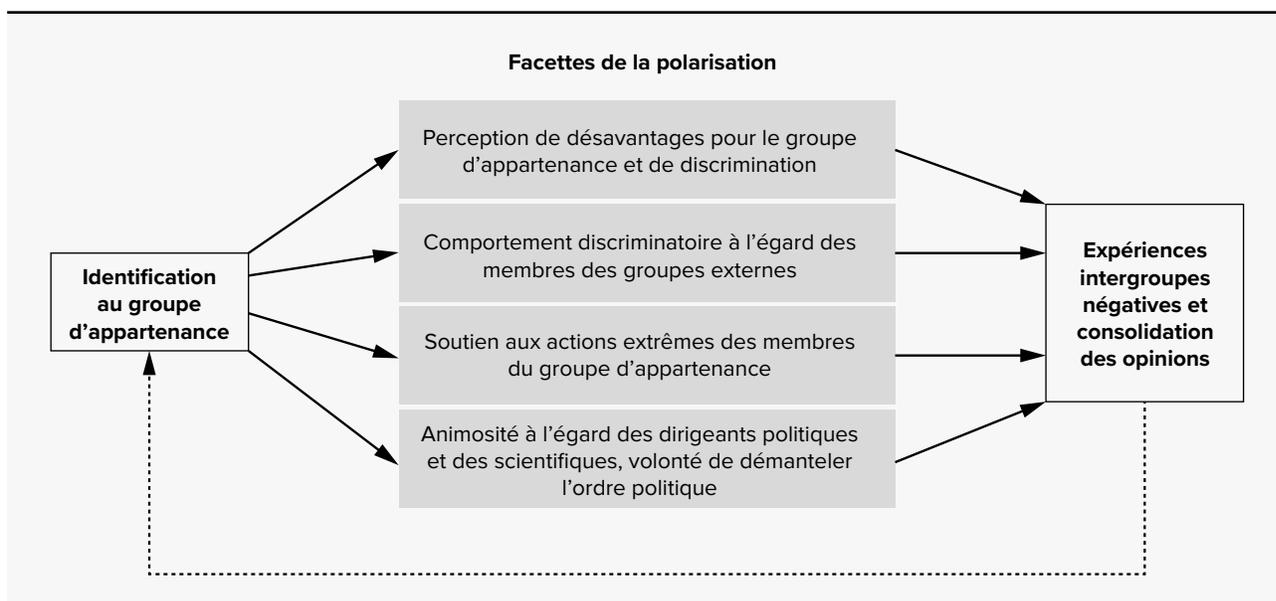
La polarisation est une préoccupation croissante qui touche les sociétés du monde entier. Elle se traduit par un écart de plus en plus profond entre des groupes qui ont des points de vue divergents sur les questions politiques et sur les approches à adopter pour résoudre des problèmes sociétaux complexes<sup>1</sup>. Cette polarisation se manifeste par des positions intransigeantes sur des sujets cruciaux tels que l'atténuation des changements climatiques<sup>2</sup>, le contrôle des maladies infectieuses<sup>3</sup> et la lutte contre la désinformation<sup>4</sup>. Par exemple, les discussions sur l'adéquation des politiques climatiques se sont intensifiées ces dernières années, une faction plaçant pour des mesures plus strictes et une autre insistant sur des mesures moins restrictives. Ces groupes d'opinion s'éloignent de plus en plus les uns des autres, ce qui rend la réconciliation difficile. Néanmoins, étant donné que la crise climatique mondiale et de nombreux autres défis sociétaux exigent une coopération humaine étendue et à grande échelle dépassant les frontières des groupes<sup>5</sup>, la polarisation elle-même apparaît comme un obstacle sociétal de taille qui entrave notre capacité à résoudre les problèmes urgents de notre époque.

Pour atténuer efficacement la polarisation et le danger qu'elle fait courir à la résolution des problèmes sociétaux,

nous devons d'abord comprendre la nature de la polarisation et ses conséquences. Plus précisément, quels sont les facteurs qui facilitent et diminuent la polarisation face aux problèmes sociétaux, et quelles en sont les conséquences sur les attitudes et les comportements ?

De nombreux travaux ont montré que la polarisation est due en partie au fait que les individus intègrent des groupes d'opinion dans l'image qu'ils ont d'eux-mêmes<sup>6</sup>, c'est-à-dire dans leurs convictions s'agissant de leur identité et de leurs relations avec les autres. Nous avançons ici qu'une forte identification à son groupe (groupe d'appartenance ou endogroupe) peut ouvrir la voie à des attitudes partiales et à des comportements discriminatoires à l'égard des personnes ayant des points de vue opposés (groupe externe ou exogroupe). En outre, la polarisation se traduit par des minorités qui s'identifient fortement à leur groupe et qui adoptent des attitudes susceptibles de nuire à la cohésion sociale et à la démocratie (figure S6.1.1). Ce coup de projecteur présente ci-après des données tirées d'études sur la pandémie de COVID-19 et les changements climatiques qui démontrent les relations décrites ci-dessus.

**Figure S6.1.1** Comment l'identification de groupe peut accroître la polarisation



Source : création des auteurs à partir de Henkel *et al.* (2023) et Sprengholz *et al.* (2023a).

---

## Des attitudes individuelles aux groupes d'opinion

La polarisation survient souvent dans le cadre de discussions sur des sujets qui sont au cœur de l'identité des individus, lorsque l'information disponible est incertaine. Prenons l'exemple des changements climatiques : les effets néfastes des changements climatiques et les stratégies visant à les atténuer ont des répercussions majeures sur la vie des individus, mais il est difficile de prévoir les conséquences et les résultats exacts, étant donné que les changements climatiques ont une nature intrinsèquement incertaine et des causes multiples. Dans les environnements sociaux et riches en informations caractérisés par une telle incertitude, les individus ont tendance à se rassembler et à former des liens. Un aspect essentiel de ce passage d'attitudes individuelles à une catégorisation sociale réside dans le fait que les individus ont tendance à s'identifier à d'autres personnes qui partagent les mêmes convictions, opinions et attributs, ce qui les amène souvent à adopter des comportements similaires. Ce phénomène de formation et d'identification de groupe reflète la manière dont les individus cherchent un terrain d'entente et une solidarité lorsqu'ils sont confrontés à des questions complexes et incertaines qui ont de l'importance pour eux.

De nombreux travaux de psychologie ont montré que le degré d'identification des individus à un groupe peut être mesuré de manière fiable à l'aide d'enquêtes<sup>7</sup>. À partir des échelles d'identification de groupe établies<sup>8</sup>, nous avons élaboré une enquête en cinq points pour évaluer la mesure dans laquelle les individus s'identifient à des groupes d'opinion (par exemple, à l'aide des affirmations suivantes : « J'ai beaucoup en commun avec les personnes qui se font vacciner » ou « J'ai beaucoup en commun avec les personnes qui pensent que la politique climatique du gouvernement fédéral est allée trop loin »). Les participants ont été invités à indiquer leur degré d'accord avec chaque affirmation sur une échelle de sept points allant de 0 (« pas du tout d'accord ») à 7 (« tout à fait d'accord »), les affirmations portant sur différentes dimensions de l'identification à un groupe.

Qu'il s'agisse de la vaccination contre la COVID-19<sup>9</sup> ou des politiques climatiques<sup>10</sup>, de nombreux individus s'identifient fortement au groupe correspondant (avec un niveau moyen d'identification de groupe supérieur à 4). Une étude réalisée en Allemagne en décembre 2021 a montré que 56 % des participants non vaccinés et 67 % des participants vaccinés s'identifiaient fortement à leur propre statut vaccinal. Dans le même ordre d'idées, une étude sur les politiques climatiques menée en Allemagne a révélé que 53 % des personnes qui demandent des politiques climatiques plus strictes et 63 % de celles qui souhaitent des politiques moins contraignantes font état d'une forte identification au groupe. Environ 61 % des personnes qui considèrent que les politiques climatiques actuelles sont satisfaisantes dans leur ensemble s'identifient fortement à leur groupe d'opinion sur la politique climatique,

contre seulement 35 % des personnes qui ne s'intéressent pas à la politique climatique.

Ainsi, non seulement il existe une prévalence considérable d'individus s'identifiant fortement à différents groupes (qui ont des opinions opposées), mais le degré d'identification varie aussi de manière substantielle entre ces groupes. Ces différences peuvent entraîner des différences de perception, d'attitude et de comportement, qui sont examinées ci-après.

---

## Discrimination perçue et réelle entre groupes d'opinion

L'appartenance et l'identification à des groupes d'opinion ne sont pas négatives en elles-mêmes ; en fait, elles peuvent constituer une source de liens et de soutien, en particulier pendant les périodes d'incertitude et de crise<sup>11</sup>. La formation de groupes peut être bénéfique à la fois pour les groupes et pour leurs membres individuels. Par exemple, dans le contexte des décisions de santé, les personnes qui s'identifient comme actives et sportives peuvent trouver des groupes de personnes partageant les mêmes idées qui les aident à maintenir leurs plans d'activité physique<sup>12</sup>, mais le processus de catégorisation sociale, fondé sur des attitudes, des opinions et des attributs, peut également avoir des conséquences indésirables. Il peut conduire à des perceptions déformées et à des comportements discriminatoires qui renforcent l'identité personnelle en établissant un sentiment de supériorité par rapport aux autres<sup>13</sup>. Cette double nature de la catégorisation et de l'identification des groupes (soutien et coopération au sein d'un même groupe, mais discrimination et conflit entre les groupes) souligne l'importance de comprendre les dynamiques sous-jacentes dans le cadre de la réponse aux défis sociétaux afin d'atténuer les effets néfastes potentiels.

Dans l'étude sur la vaccination contre la COVID-19 mentionnée ci-dessus, 82 % des personnes interrogées non vaccinées percevaient le discours public sur la vaccination comme injuste, moralisateur et condescendant, contre seulement 23 % des personnes interrogées vaccinées<sup>14</sup>. Il est important de noter en l'espèce que ces perceptions étaient modérées par l'identification des personnes interrogées au statut vaccinal. En d'autres termes, chez les répondants vaccinés, une plus grande identification au groupe était associée à une perception légèrement plus positive du discours public, mais à une perception nettement plus négative chez les répondants non vaccinés.

Quel est le lien entre ces perceptions de discrimination et la discrimination réelle entre les groupes d'opinion ? Pour répondre à cette question, les participants devaient répartir 100 euros entre eux et une autre personne pour accomplir une série de tâches. L'autre personne était présentée soit comme un membre du groupe d'appartenance (même statut vaccinal ou même position à l'égard des politiques climatiques ; endogroupe), soit comme un membre d'un groupe externe

(statut vaccinal différent ou position différente à l'égard des politiques climatiques ; exogroupe). La discrimination intergroupes a été calculée en soustrayant le montant alloué à un membre du groupe d'appartenance pour mener à bien une tâche du montant alloué à un membre d'un groupe externe pour accomplir l'autre tâche. Dans l'étude sur la vaccination<sup>15</sup>, les répondants vaccinés ont fait preuve d'une plus grande discrimination intergroupe (18,40 euros en moyenne) que les répondants non vaccinés (7,37 euros). En d'autres termes, les répondants vaccinés ont donné des montants plus faibles aux répondants non vaccinés que les répondants non vaccinés aux répondants vaccinés, tandis que le montant donné aux membres du groupe d'appartenance était similaire pour les deux groupes.

Dans l'étude sur la politique climatique<sup>16</sup>, on observe également une discrimination intergroupes importante, qui varie en fonction de l'endogroupe et de l'exogroupe. Si les personnes appartenant aux deux groupes extrêmes (l'un souhaitant moins de politiques climatiques et l'autre en souhaitant davantage) sont les plus discriminatoires les unes envers les autres, elles le sont tout autant envers les personnes qui ne se soucient pas de la politique climatique. Il est intéressant de noter que les personnes qui considèrent que les politiques climatiques sont satisfaisantes sont davantage discriminées par les personnes qui souhaitent moins de politiques climatiques que par celles qui en veulent plus.

Dans les deux études, la discrimination à l'encontre des personnes appartenant à des groupes d'opinion différents était fortement liée au niveau d'identification de groupe des personnes interrogées. Plus précisément, plus les individus s'identifient à leur groupe d'appartenance, plus ils font preuve de discrimination à l'égard des groupes externes. Ces résultats confirment notre hypothèse selon laquelle l'identification de groupe nuit aux solutions de coopération au-delà des frontières du groupe.

---

## Conséquences sociétales et politiques

Dans l'étude sur la vaccination, il a été demandé aux répondants non vaccinés s'ils allaient manifester ou signer une pétition contre la vaccination obligatoire en décembre 2021<sup>17</sup>. Cette question relative à l'intention des répondants a été utilisée pour vérifier les prévisions résultantes, à savoir s'ils avaient participé à une manifestation ou signé une pétition, lorsqu'ils ont été interrogés de nouveau en février 2022. L'intention comportementale des personnes interrogées a permis de prédire leur comportement réel. Il est important de noter que l'effet a été modéré par l'identification déclarée au groupe, avec un lien intention-comportement plus fort parmi ceux qui ont déclaré s'identifier davantage au groupe non vacciné. Dans une autre enquête, l'identification au statut vaccinal

était liée à la perception de l'adéquation de l'action politique pendant la pandémie de COVID-19<sup>18</sup>. Les répondants vaccinés et non vaccinés qui s'identifiaient peu à leur statut vaccinal ont estimé les uns comme les autres que les mesures politiques prises pendant la pandémie étaient adéquates. En revanche, le fait de s'identifier davantage au statut vaccinal était associé à une meilleure perception de l'adéquation pour les répondants vaccinés, tandis que l'évaluation de l'adéquation diminuait pour les répondants non vaccinés qui s'identifiaient davantage au statut vaccinal.

En outre, les données recueillies dans dix pays ont montré que ceux qui jugeaient inappropriées les mesures prises par le passé contre la pandémie de COVID-19 avaient davantage envie de punir les dirigeants politiques et les scientifiques pour leur gestion de la pandémie et étaient moins enclins à voter, préférant le démantèlement de l'ensemble de l'ordre politique. Cela suggère que l'identification à des groupes d'opinion est associée à plusieurs conséquences sociétales et politiques qui vont au-delà du contexte spécifique de l'opinion et des interactions entre ces groupes d'opinion.

Des effets similaires ont été observés pour les groupes d'opinion sur la politique climatique<sup>19</sup>. Étant donné que les sociétés ont connu des formes extrêmes de protestation en faveur tant d'une augmentation que d'une diminution des mesures de protection du climat, nous avons cherché à savoir si l'identification jouait un rôle dans l'acceptation des protestations extrêmes. Les participants allemands qui souhaitaient moins de mesures de protection du climat ont lu un court texte sur un sous-groupe hypothétique appelé les combattants de la liberté, qui militaient pour que l'on continue à utiliser les combustibles fossiles et exigeaient que les citoyens puissent décider librement de la manière dont ils se déplacent, se chauffent ou se nourrissent. Les participants qui souhaitaient une meilleure protection du climat ont lu des articles sur les combattants du climat, qui prônent l'arrêt immédiat de l'utilisation des combustibles fossiles et exigent que les individus se déplacent, se chauffent ou se nourrissent d'une manière respectueuse de l'environnement.

Les deux sous-groupes ont attiré l'attention sur leurs causes en organisant des manifestations dans de nombreuses villes, en endommageant les bâtiments des partis politiques et en bloquant les rues menant au parlement. Environ 17 % de ceux qui souhaitaient une meilleure protection du climat et 22 % de ceux qui veulent moins de mesures de protection du climat ont montré un soutien accru au sous-groupe présenté, 8 % des premiers et 11 % des deuxièmes étaient prêts à se joindre à une manifestation organisée par le sous-groupe et 8 % des premiers et 10 % des deuxièmes étaient prêts à donner de l'argent pour la défense d'un membre du sous-groupe arrêté et accusé d'actes de vandalisme. Le soutien au sous-groupe respectif augmente avec l'identification de groupe, ce qui constitue une preuve supplémentaire de l'importance du rôle de l'identification de groupe.

---

## Implications potentielles

La question de savoir comment relever les défis sociétaux urgents, tels que les changements climatiques ou les crises sanitaires mondiales, donne souvent lieu à des opinions opposées, ce qui peut conduire à la formation de groupes d'opinion opposés et à la polarisation de la société. Notre argument, étayé par des données, suggère qu'à mesure que les individus s'identifient plus fortement à ces groupes, leurs attitudes et leurs comportements sont plus susceptibles d'être polarisés. Cela crée un cycle troublant (voir figure S6.1.1) où les opinions sont continuellement renforcées et aboutit à des groupes qui ne sont pas disposés à interagir de manière pacifique ou à chercher un terrain d'entente. Fondamentalement, l'identification à des groupes d'opinion compromet la coopération même qui est cruciale pour relever les défis sociétaux à l'échelle universelle.

Notre compréhension de l'interaction complexe entre les attitudes individuelles, l'identification de groupe et la

polarisation n'en est qu'à ses débuts. Il est essentiel de mener des travaux de recherche supplémentaires pour approfondir l'étude des différentes voies de causalité en jeu et pour déterminer quelles interventions permettront d'atténuer efficacement la polarisation. Les spécialistes des sciences sociales et comportementales ont proposé diverses interventions visant à réduire les discriminations et les conflits fondés sur le groupe, par exemple la décatégorisation (en mettant l'accent sur les caractéristiques individuelles uniques des membres exogroupes) et la recatégorisation (en intégrant les membres endogroupes et exogroupes au sein d'un groupe commun). Certaines d'entre ces interventions pourraient contribuer à réduire la polarisation des opinions, mais elles doivent encore être mises à l'essai de façon critique dans ces domaines. Une autre voie prometteuse est celle des approches participatives, où des individus appartenant à des groupes d'opinion opposés participent activement à des efforts de collaboration pour trouver un terrain d'entente. Ces approches sont susceptibles de combler les écarts et de favoriser un dialogue constructif entre différents acteurs.

---

## NOTES

1. Pew Research Center (2014).

2. Falkenberg *et al.* (2022).

3. Bor, Jørgensen et Petersen (2023) ; Flores *et al.* (2022).

4. Lazer *et al.* (2018).

5. Van Lange et Rand (2022).

6. Ellemers, Spears et Doosje (2002).

7. Stets et Serpe (2013).

8. Doosje, Ellemers et Spears (1995) ; Roth et Mazziotta (2015).

9. Henkel *et al.* (2023).

10. Sprengholz *et al.* (2023a).

11. Hogg (2007).

12. Eys, Bruner et Martin (2019).

13. Tajfel *et al.* (1979).

14. Henkel *et al.* (2023).

15. Henkel *et al.* (2023).

16. Sprengholz *et al.* (2023a).

17. Henkel *et al.* (2023).

18. Sprengholz *et al.* (2023b).

19. Sprengholz *et al.* (2023a).

## L'action collective internationale à l'heure des bouleversements géopolitiques

Pour caractériser le contexte géopolitique, il est utile de s'appuyer sur différents points de vue pour expliquer (et parfois prévoir) le comportement des États (ou, plus généralement, des unités politiquement autonomes) sur la scène internationale.

### Réalisme : le pouvoir en constante évolution

Le domaine des relations internationales étudie la manière dont les États interagissent au niveau international en l'absence d'autorité suprême. Les relations internationales sont étudiées sous de nombreuses perspectives<sup>1</sup> et remontent tout du moins à Thucydide, qui a inspiré le courant réaliste des relations internationales<sup>2</sup>. Ce courant s'intéresse à la façon dont l'anarchie dans la politique mondiale (due à l'absence d'une autorité suprême) entraîne une instabilité constante, étant donné que les États luttent tous pour renforcer leur sécurité et leur pouvoir (pour contraindre les autres à agir pour leur compte)<sup>3</sup>. La répartition du pouvoir entre les pays, et son évolution dans le temps, influe sur les menaces de sécurité auxquelles les États sont confrontés (ou croient être confrontés) en raison, par exemple, du dilemme de sécurité, également connu sous le nom de « piège de Thucydide »<sup>4</sup>.

La répartition du pouvoir est en constante évolution. L'évolution constante de la dynamique du pouvoir entre les États, qui est souvent source de déstabilisation, est bien plus importante que le fait que le monde soit bipolaire, unipolaire ou multipolaire. Le comportement humain, quant à lui, reste le même, poussant les États à se montrer toujours plus ambitieux au lieu d'être satisfaits de ce qu'ils ont. La stabilité n'a donc pas d'échéance fixe. Une fois qu'un différend est réglé, il est inévitable qu'un nouveau surgisse en raison de la dynamique changeante du pouvoir entre les États, de sorte que les différends dans la politique mondiale sont moins des problèmes à résoudre que des relations à gérer<sup>5</sup>. Bien que ce ne soit pas inévitable, ces différends peuvent culminer en un conflit violent<sup>6</sup>.

### Libéralisme : réaliser les préférences cumulées

Le courant libéral des relations internationales partage le point de vue des réalistes selon lequel la scène internationale est anarchique, mais il envisage le comportement des États selon une autre disposition des choses, de sorte que les implications de l'anarchie sont moins inquiétantes. Les États ne sont pas des agents en tant que tels, mais ils sont supposés représenter les préférences cumulées qui résultent des

processus économiques et politiques nationaux dans le cadre desquels les individus et les groupes (les agents ultimes en l'espèce) échangent et interagissent pour promouvoir leurs divers intérêts<sup>7</sup>. Le comportement de l'État est donc déterminé par la manière dont chaque État poursuit la réalisation des préférences qu'il représente, compte tenu des contraintes imposées par les préférences que les autres États représentent. Lorsque les préférences sont mutuellement compatibles, les États coexistent et coopèrent pacifiquement. Lorsqu'elles sont mixtes (compatibles en partie seulement, mais offrant des possibilités de gains mutuels), les États peuvent négocier des compromis (plus facilement grâce à la coordination), éventuellement avec l'aide d'institutions internationales<sup>8</sup>. Lorsqu'elles sont incompatibles et à somme nulle (si l'un gagne, l'autre perd), cela donne lieu à des tensions et, éventuellement, à des conflits.

### Constructivisme : admettre que beaucoup de choses sont socialement construites

Certains chercheurs affirment que les constructions sociales, qui peuvent inclure des normes, peuvent contraindre les États à un certain comportement et faire en sorte que « le monde se tienne »<sup>9</sup>. Les normes sont parfois portées par des accords internationaux ou des institutions multilatérales, et codifiées en eux<sup>10</sup>. Dans les explications plus affirmatives de ces perceptions constructivistes des relations internationales, même la notion d'anarchie, et ce que les États en font, sont supposés être une construction sociale<sup>11</sup>, et représentent donc une tendance entièrement différente du réalisme et du libéralisme. Cependant, si le constructivisme est parfois présenté comme une solution de remplacement face au réalisme et à l'idéalisme, il est peut-être mieux compris comme une approche (donc compatible avec au moins certaines théories du réalisme et du libéralisme) qui reconnaît que les convictions et les normes déterminent le comportement des États, que ceux-ci cherchent à renforcer leur sécurité et leur pouvoir (réalisme) ou à réaliser les préférences de leurs populations (libéralisme)<sup>12</sup>.

### Différentes dispositions

Une question cruciale est de savoir si les intérêts des États vont au-delà de la sécurité dans la perspective réaliste ou si les préférences cumulées au niveau de l'État vont au-delà du cumul de préférences individuelles dans la perspective libérale. De nombreuses théories, quelle que soit la disposition

des choses qu'elles envisagent, répondent par la négative<sup>13</sup>. D'autres admettent que les intérêts ou les préférences sont déterminés non seulement par des conditions matérielles objectives, mais aussi par le contexte social qui façonne la compréhension qu'ont les États de leurs intérêts ou de leurs préférences<sup>14</sup>. Par exemple, certains réalistes soutiennent que les États visent à la fois le pouvoir et l'ambition (du fait des notions que renferme l'identité nationale, un ensemble de convictions largement partagées au sein d'un pays qui ne saurait être réduit à l'agrégation de points de vue individuels), et que ces deux objectifs façonnent ensemble les intérêts des États. La théorie libérale de la paix démocratique soutient que les pays qui s'identifient et identifient les autres comme des démocraties libérales ont tendance à ne pas entrer en guerre, sur le fondement d'une notion socialement construite d'identité commune et de valeurs partagées<sup>15</sup>.

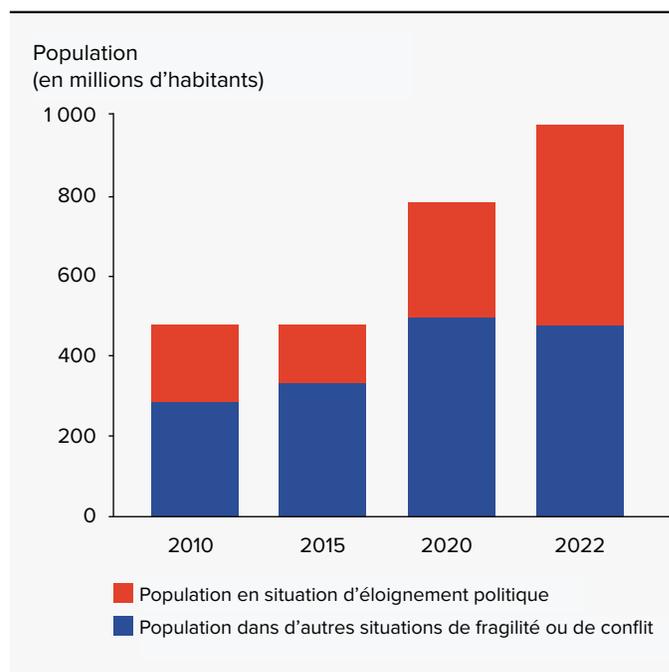
L'importance des différentes dispositions envisagées fluctue en fonction de ce qui se passe réellement dans le monde<sup>16</sup>. La disposition envisagée par le courant réaliste a fourni un cadre utile pendant la guerre froide, mais n'a pas vraiment permis d'expliquer la fin (pour l'essentiel) pacifique de cette période, certains auteurs ayant déclaré que nous avons atteint la fin de l'histoire au début des années 1990<sup>17</sup>, ce qui est une antithèse pour n'importe quel réaliste. Les grandes avancées de la coopération internationale, même pendant la guerre froide (par exemple, l'éradication de la variole ou l'adoption du Protocole de Montréal, comme on l'a vu au chapitre 4) peuvent être mieux comprises dans une perspective libérale. Avec les bouleversements géopolitiques permanents et les tensions géopolitiques accrues, la disposition qu'envisage le réalisme acquiert une plus grande importance, avec non seulement la possibilité mais aussi la réalité de conflits violents entre les pays.

S'agissant du contexte actuel, il peut sembler que des modèles de comportement de pays dominés par les intérêts et la concurrence soient les plus appropriés pour le caractériser. Bien que d'autres théories des relations internationales puissent également offrir des explications plausibles, si l'on s'en tient à ce point de vue, l'ordre international construit au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (centré sur le multilatéralisme, l'ouverture économique et la coopération en matière de sécurité) semble s'effiloche face à une nouvelle cascade de guerres<sup>18</sup> ainsi qu'à un protectionnisme accru et à une montée des politiques populistes dans le monde entier<sup>19</sup>. Selon ce point de vue, la fragmentation potentielle du système international qui semble se manifester à l'heure actuelle découlerait de changements structurels, de nouveaux pays et coalitions cherchant à gagner en puissance et en influence, ainsi qu'à faire face aux menaces perçues pour leur sécurité<sup>20</sup>. En outre, l'ampleur et la complexité des défis mondiaux actuels

pourraient créer de nouvelles pressions sur les institutions internationales qui ont été construites pour une époque tout à fait différente.

Le contexte géopolitique actuel est donc caractérisé par l'incertitude, l'insécurité et le risque d'une fragmentation et d'un désordre accrus. Cette situation est encore aggravée par le fait que de nombreuses personnes vivent dans des pays qui connaissent des changements de pouvoir inconstitutionnels ou des élections contestées au niveau international, ou qui font l'objet de lourdes sanctions (figure S6.2.1). Le comportement de certains de ces pays dans le contexte international peut être plus difficile à prévoir ou à interpréter, ce qui risque d'entraîner une plus grande instabilité régionale, voire un conflit violent. De plus, outre les États, de nouveaux agents jouent un rôle dans la fourniture de biens publics mondiaux, non seulement les organisations multilatérales, mais aussi d'autres entités, qui vont des entreprises multinationales à la société civile et aux organisations philanthropiques. La création de nouvelles organisations internationales ayant fortement diminué au cours du XXI<sup>e</sup> siècle, les initiatives public-privé transnationales de gouvernance se sont multipliées<sup>21</sup>.

**Figure S6.2.1 Un demi-milliard de personnes vivent dans des situations d'éloignement politique, soit environ cinq fois plus qu'en 2010.**



**Note :** les situations d'éloignement politique concernent les pays où les relations entre les donateurs d'aide publique et les autorités nationales sont tendues ou rompues en raison de changements de pouvoir inconstitutionnels, d'élections contestées au niveau international ou de l'imposition de lourdes sanctions.

**Source :** Cliffe *et al.* (2023).

---

## NOTES

1. Un manuel de relations internationales récent, Dunne, Kurki et Smith (2021), comprend des chapitres sur le réalisme classique, le réalisme structurel, le libéralisme, le néolibéralisme, l'école anglaise, le marxisme, le poststructuralisme, le postcolonialisme, la théorie normative des relations internationales et la théorie verte.
2. Pour une présentation récente de cette perspective dans sa forme classique, et de sa pertinence dans le monde d'aujourd'hui par rapport à d'autres perspectives, voir Kirshner (2022), d'où est tiré la description de la disposition envisagée par le courant réaliste dans ce coup de projecteur.
3. Selon la définition traditionnelle du pouvoir proposée par Weber (2016), reformulée par Dahl (1957, p. 202-203), pour lequel l'idée intuitive du pouvoir s'apparente à ce qui suit : A détient un pouvoir sur B dans la mesure où il peut parier sur le fait que B fera quelque chose qu'il ne ferait pas autrement. Pour un examen d'autres approches de la définition et de la conceptualisation du pouvoir, voir Guinote (2017).
4. C'est le cas lorsque les efforts déployés par un État pour renforcer sa sécurité sont perçus par les autres comme les rendant moins sûrs, même s'il n'y a aucune intention agressive de la part de l'État qui renforce sa sécurité.
5. Kirshner (2022), p. 16.
6. Acemoglu et Wolitzky (2023).
7. Moravcsik (1997), qui constitue la base de la description de la disposition envisagée par les libéraux dans ce paragraphe.
8. Katzenstein, Keohane et Krasner (1998).
9. Ruggie (1998).
10. Ruggie (1992).
11. Wendt (1992).
12. Finnemore et Sikkink (2001).
13. C'est pourquoi le mot « disposition » est utilisé, étant donné les multiples théories et variations qui s'y rattachent, conformément à Kirshner (2022).
14. Checkel (1998).
15. Les deux exemples sont tirés de Kirshner (2022).
16. Keohane (2020).
17. Fukuyama (1992).
18. Poast (2023).
19. Ikenberry (2018).
20. Voir Colgan et Keohane (2017), Ikenberry (2018), Jones et Malcorra (2020) et Shidore (2023).
21. Reinsberg et Westerwinter (2021), p. 73.

## La géopolitique et les débuts de l'Organisation des Nations Unies : ami ou ennemi ?

Andrew Thompson, *université d'Oxford*

« Les Nations Unies n'ont pas été créées parce que les nations étaient unies ». C'est une façon d'expliquer comment les différents pays du monde se sont réunis à San Francisco, en Californie, en 1945, pour discuter de leurs problèmes communs. Ou, pour reprendre les mots plus sombres du deuxième Secrétaire général de l'ONU, le diplomate suédois Dag Hammarskjöld, « l'ONU n'a pas été créée pour nous emmener au paradis, mais pour nous sauver de l'enfer »<sup>1</sup>.

En réalité, l'ONU a toujours été définie par la géopolitique, non pas parce qu'elle en est simplement ou directement une créature, mais plutôt parce que la géopolitique met en évidence sa double fonction, tantôt de contestation, tantôt de maintien du régime géopolitique qui l'entoure. En d'autres termes, l'ONU, tout au long de son histoire, a assumé des tâches que les États ne pouvaient ou ne voulaient pas assumer ; de même, ses méthodes de travail reflètent les conceptions rivales de la coopération internationale, latentes au sein d'un système étatique prédominant.

En pratique, cela signifie que l'ONU et sa création ont été à la fois animées et limitées par les rivalités interétatiques, et rendues possibles et limitées par les changements géopolitiques. Comme beaucoup d'organisations internationales qui sont nées ou qui ont élargi leurs attributions après la Seconde Guerre mondiale, l'ONU a été l'un des artisans, et pas seulement un bénéficiaire, des nouveaux ordres mondiaux qui cherchaient à reciviliser l'Europe et à faire du vieux monde un monde nouveau.

L'ONU est fondamentalement différente de la Société des Nations, qui l'a précédée<sup>2</sup>. L'ordre mondial fracturé issu de la Première Guerre mondiale a certainement entraîné des changements dans la sphère internationale : une série de nouvelles agences de régulation, un discours émergent sur la protection des groupes minoritaires, ainsi que la rhétorique et la réalité de l'anticolonialisme. Bien que la Société des Nations ait fait naître l'espoir d'une société plus internationale, partageant des valeurs libérales et démocratiques et reliant les intérêts des nations, un tel gardien collectif de la paix nécessitait l'adhésion de tous les États souverains. Cela ne s'est jamais produit.

Après 1919, le monde s'est divisé en différentes zones géopolitiques, desquelles la zone rassemblant les membres de la Société des Nations, ancrée en Europe et pratiquement coextensive avec les systèmes coloniaux britanniques et français situés au-delà des frontières européennes, n'était qu'une. Les réalignements géopolitiques de l'après-1945 se sont distingués

à deux égards. Tout d'abord, l'augmentation des questions d'ordre mondial s'est nettement accélérée. Deuxièmement, en se faisant le chef de file d'un nouvel ordre mondial, l'ONU ne devait jamais tomber sous l'emprise d'un seul bloc de grandes puissances, même si l'expansion fulgurante des États-Unis signifiait que dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, l'influence américaine était prépondérante.

L'ordre mondial de l'après-Seconde Guerre mondiale était considérablement plus complexe que celui de l'entre-deux-guerres, malgré l'équilibre largement bipolaire qui s'est finalement établi. De nombreux historiens considèrent l'année 1945 comme une sorte de point zéro. Cependant, les changements décisifs se sont produits plus tard, avec l'accélération de la décolonisation, l'intensification de la guerre froide et les nouvelles formes de mondialisation. Malgré les tentatives des puissances européennes de conserver le contrôle de leurs colonies, les années 1950 ont démontré que les anciens modèles impériaux perdaient rapidement de leur attrait. Les tensions de la guerre froide entre les mondes capitaliste et communiste s'intensifiaient également, et de nouvelles configurations régionales, y compris le mouvement des pays non alignés, émergeaient de la combinaison de la tectonique de l'empire, d'une part, et de la rivalité entre les superpuissances, d'autre part.

Comment donc caractériser l'état de la géopolitique d'après-guerre, que l'ONU a tenté de dompter ? Avant une rupture aux alentours de 1960, il existait une zone américaine englobant l'Amérique latine et une grande partie du Pacifique, à l'exception de la frange occidentale et de la Corée, qui étaient contestées par la Chine. À côté de la zone américaine, il y avait une zone britannique, qui s'étendait sur une grande partie du Moyen-Orient jusqu'en 1956, sur l'Afrique de l'Est, l'Afrique du Sud et une grande partie de l'Afrique centrale, sur l'océan Indien et sur une partie de l'Asie du Sud-Est. Il existait également une zone soviétique, qui incluait la Chine jusqu'à ce que la scission sino-soviétique de 1955-1956 divise le monde communiste. Ce n'est qu'après 1960, au moment où l'ONU connaissait une augmentation massive du nombre de ses membres, notamment africains, que ces zones géopolitiques se sont consolidées. L'influence mondiale des États-Unis s'est renforcée, l'Union soviétique est devenue plus active dans le « tiers monde » et, par ailleurs, l'Allemagne et le Japon se sont redressés.

Cela semble être un territoire peu propice à la gouvernance mondiale. En effet, en 1970, les membres du Conseil de sécurité

de l'ONU avaient commencé à exercer leur droit de veto plus régulièrement, signe évident des difficultés économiques et de l'escalade des tensions politiques qui ont marqué le reste de la décennie. Pourtant, à une époque où la mondialisation s'accélérait, même si l'État dépendait du pouvoir, le pouvoir ne dépendait plus de l'État. Les organisations internationales n'ont pas été des spectateurs passifs face aux bouleversements géopolitiques des années 1970 : crises du pétrole et de la dette, guerres civiles et coups d'État militaires fréquents, lutte mondiale entre l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et les États parties au Traité de Varsovie. Au contraire, elles possédaient un pouvoir à part entière : le pouvoir de mettre en lumière la souffrance et de faire de l'indifférence une attitude coûteuse, ainsi que le pouvoir de reconnaître de nouvelles souverainetés et de rendre ces souverainetés plus reconnaissables.

L'ONU, en particulier, arrivait à maturité. En se donnant un rôle plus actif et en cherchant à donner une signification plus large aux affaires mondiales, elle a implicitement, sinon explicitement, remis en question la domination de l'État sur le système politique mondial. En organisant correctement les institutions, les fonctionnaires de l'ONU (dont beaucoup préféraient la politique internationale à la politique nationale) pensaient pouvoir mieux rechercher des solutions collaboratives aux problèmes mondiaux et mieux gérer les conséquences d'une interdépendance croissante. L'ONU s'installait en fait sur le territoire précédemment occupé par des États-nations ; en effet, plus le système de diplomatie interétatique s'affaiblissait, plus les organisations internationales de l'après-guerre étaient obligées d'assumer le fardeau des lacunes et des échecs de ce système. Dans cette situation, la géopolitique passait à revêtir une double signification : elle était à l'origine des catastrophes qui poussaient les organisations internationales telles que l'ONU à agir, mais elle façonnait également les priorités et les formes de la coopération internationale.

Toutefois, pour jouer un rôle actif dans l'ordre mondial, l'ONU a dû aller bien au-delà de ce que la Société des Nations avait envisagé ; l'amalgame des fonctions qu'elle était amenée à remplir s'est étendu à la paix et à la sécurité, à l'édification et au développement des États, à la proclamation et à la protection des droits humains fondamentaux et à la fourniture d'une aide humanitaire d'urgence. Des architectures juridiques et institutionnelles différentes se sont développées autour de chacune de ces fonctions, ce qui les a fait paraître plus distinctes qu'elles ne l'étaient en réalité. La façon dont elles ont agi les unes sur les autres peut toutefois être étudiée à travers la première génération d'opérations de maintien de la paix de l'ONU<sup>3</sup>.

À bien des égards, l'ONU a atteint sa maturité, du moins sur le plan opérationnel, grâce à ses opérations de maintien de la paix. Le maintien de la paix, en tant qu'instrument de résolution des conflits, est étroitement associé à l'ONU. Comme l'ONU ne disposait d'aucun des atouts nécessaires pour agir comme

une superpuissance, le maintien de la paix avait un caractère fondamentalement autolimitatif : il n'était pas destiné à faire respecter la volonté collective du Conseil de sécurité, qui, en raison de la guerre froide, n'existait pas. Au lieu de cela, les opérations de maintien de la paix de l'ONU, dont la dotation en personnel dépendait des États Membres, supervisaient des cessez-le-feu et des trêves et interposaient des troupes entre les parties belligérantes.

En dépit de ce caractère autolimitatif, le maintien de la paix de l'ONU ne pouvait être qu'entravé par les vides de pouvoir créés par le désengagement colonial. Il ne pouvait pas non plus éluder la difficile question de la signification de l'autodétermination, à une époque où le concept était érigé en norme internationale, mais où les États postcoloniaux risquaient de se fracturer à la suite de mouvements sécessionnistes.

L'objectif des opérations initiales était de placer un tampon entre les parties belligérantes, tout en garantissant le consentement de l'État hôte, l'impartialité des forces onusiennes et l'usage de la force uniquement à titre de dernier recours dans le cadre de la légitime défense. Tout a changé en 1960 lorsque l'ONU a adopté une conception beaucoup plus large du maintien de la paix dans le cadre de son opération au Congo<sup>4</sup>. La crise du Congo, comme on l'appelait à l'époque, a non seulement transformé la signification de la décolonisation en Afrique, mais elle a aussi changé le sort de l'ONU. Alors que les Belges se sont brusquement retirés du pays, laissant derrière eux chaos et désastre, et que l'Est et l'Ouest se disputaient l'allégeance de l'Afrique, l'ONU s'est lancée dans une opération sans précédent : une mission de quatre ans prévoyant le déploiement d'une force multinationale de près de 20 000 soldats (essentiellement africains) pour restaurer l'unité du pays et permettre au nouveau gouvernement indépendant de fonctionner. Pour la première fois dans le cadre d'une opération de maintien de la paix de l'ONU, des forces éthiopiennes, indiennes, irlandaises et suédoises, placées sous le contrôle de l'organisation, ont été autorisées à utiliser la force offensive pour enrayer la sécession de la province du Katanga, riche en ressources naturelles.

Cette opération de maintien de la paix, sans doute la plus controversée jusqu'à celles des années 1990, a donné lieu à de nombreuses tragédies : le décès de Dag Hammarskjöld, lorsque son avion s'est écrasé en Rhodésie du Nord (l'actuelle Zambie) alors qu'il était en mission pour ramener la paix au Congo, dans des circonstances que certains continuent de considérer suspectes, une importante controverse internationale sur les violations des droits humains qu'auraient commises les forces onusiennes, et l'ONU au bord de la faillite, le maintien de la paix ayant coûté la somme stupéfiante de 10 millions de dollars par mois (plus de 100 millions de dollars en dollars d'aujourd'hui).

Comme tant d'autres conflits d'après-guerre dans lesquels l'ONU a dû décider de s'ingérer, la crise du Congo a été internationalisée dès le départ. Paradoxalement, le maintien de la paix a freiné l'engagement néocolonial et de la guerre

froide en Afrique, tout en devenant l'objet de cet engagement. L'« action musclée » mandatée par le Conseil de sécurité a permis d'éviter l'éclatement du Congo et a été évaluée positivement à l'époque. Pourtant, la transformation du maintien de la paix défensif en combat offensif a plongé l'ONU dans la crise, révélant douloureusement les limites du modèle proposé par Hammarskjöld : la coercition a été rapidement abandonnée au profit de l'observation et de l'interposition.

Malgré ce verdict militaire négatif, pour Hammarskjöld, la sécurité n'a jamais été une fin en soi, mais une condition préalable et nécessaire à la mise en place d'une structure susceptible de maintenir l'unité du Congo. Pour le Secrétaire général, la contribution à long terme de l'ONU se situait plutôt dans le domaine civil, avec un programme complexe d'édification de l'État (mise en place et fonctionnement d'une administration parallèle) et une opération de secours tout aussi complexe (notamment pour éviter l'effondrement total du système de santé congolais). L'expulsion des mercenaires belges et la défaite des sécessionnistes katangais n'étaient que des étapes vers ces objectifs plus importants.

La compréhension des opérations de maintien de la paix d'après-guerre est instructive sur le plan historique : elle révèle comment l'ONU a lutté pour gérer la décolonisation et pour servir de pont entre l'Est et l'Ouest pendant la guerre froide. L'héritage de ce maintien de la paix est également important pour appréhender la façon dont l'ONU se conçoit aujourd'hui. Ce que le maintien de la paix de l'après-guerre montre (même lorsqu'il a des effets contraires à ceux attendus), c'est que l'ONU a le pouvoir, non seulement de déclarer une crise, mais aussi, de manière décisive, de définir la nature de la crise face à laquelle elle répond.

En déclarant la crise du Congo, l'ONU s'est positionnée comme le principal intervenant, fournissant ainsi la matrice institutionnelle dans laquelle d'autres organisations internationales, telles que la Croix-Rouge, ont dû s'intégrer. En définissant la crise du Congo, l'ONU est allée plus loin et a précisé le type de réponse à apporter. Si ceux qui déclarent une crise ont le pouvoir d'intervenir, ceux qui définissent la crise peuvent de la même manière déterminer dans une large mesure la manière dont elle doit être gérée<sup>5</sup>.

Cette question de l'ordonnancement des crises, de ce qui est lié à quoi et pourquoi, n'est pas moins pertinente pour la

géopolitique d'aujourd'hui, une ère de polycrise dans laquelle les chocs mondiaux sont profondément interconnectés. Les normes internationales sont de moins en moins respectées, non seulement en Ukraine et à Gaza, mais aussi dans plus d'une centaine de conflits armés, dont certains seulement font la une des journaux. Au XXI<sup>e</sup> siècle, les clivages géopolitiques sont compliqués par une crise environnementale mondiale qui accroît les besoins humanitaires et menace les progrès réalisés sur le plan de la réduction de la pauvreté et du développement humain au cours du dernier quart de siècle.

Notre capacité à faire face à cette situation repose donc sur la reconnaissance du fait que le climat et les conflits vont désormais souvent de pair, les changements climatiques étant appelés à devenir un multiplicateur de risques pour les conflits de demain ainsi qu'une complication supplémentaire pour ceux qui existent déjà. Les plus grandes complications restent néanmoins d'ordre géopolitique. Même si l'activité humaine est la force dominante qui façonne notre planète, les considérations de sécurité territoriale l'emportent de plus en plus sur la sécurité humaine. Face à la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes, la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques passe par la mise en place de voies d'intervention plus claires dans un contexte de montée du populisme et d'intensification de la polarisation. Il convient d'explorer de nouvelles voies et donner une chance aux méthodes créatives.

La représentation géographique et le pouvoir d'engagement seront des considérations essentielles dans tout processus de réforme, en particulier si l'on veut remédier aux déséquilibres fondamentaux et aux injustices historiques de l'ordre mondial actuel. Beaucoup dépendra de la capacité, et de l'agilité, de l'ONU à revigorer une architecture institutionnelle d'après-guerre, vieille de près de 80 ans, et à combler le fossé entre ce que les institutions multilatérales sont censées faire et ce qu'elles sont capables de faire. Ce n'est qu'en comblant ce fossé et en adoptant des approches plus radicalement inclusives pour résoudre les problèmes que l'on renforcera la foi dans le multilatéralisme et que l'on améliorera l'efficacité de la coopération mondiale. Comme le montre l'histoire de l'ONU, ce n'est pas la première fois que l'Organisation est confrontée à un défi géopolitique d'une telle ampleur, d'une telle complexité ou d'une telle urgence.

---

## NOTES

---

L'auteur remercie Adama Dieng, ancien conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la prévention du génocide, pour ses observations judicieuses sur une version antérieure de ce coup de projecteur.

---

1. Hammarskjöld (1954).
2. Pour une comparaison entre l'ONU et la Société des Nations, voir Darwin (2007).
3. Voir, en particulier, MacQueen (2014).
4. Pour une nouvelle version de l'opération de l'ONU au Congo établissant un lien entre les aspects militaires et civils du maintien de la paix, voir Thompson (à paraître).
5. En ce qui concerne la déclaration et la définition d'une crise, et le rôle joué par chacune d'elles dans la construction de nouveaux ordres mondiaux, voir le projet Changing Global Orders, financé par l'Oxford Martin School, dont l'auteur est l'un des quatre directeurs : <https://www.oxfordmartin.ox.ac.uk/changing-global-orders/> (consulté le 24 janvier 2024).

## Perception (erronée) des autres

Leonardo Burszty, *université de Chicago*

La plupart des individus sont influencés par les autres lorsqu'ils prennent des décisions importantes ou se forgent une opinion. Les perceptions des autres jouent sans aucun doute un rôle clé dans ce contexte. En effet, les individus sont influencés par ce qu'ils pensent que les autres pensent ou font. Mais que se passe-t-il s'ils ont une perception erronée des autres ? Si ces perceptions erronées sont chose courante, il se peut que de nombreuses personnes prennent des décisions fondées sur des informations incorrectes. En outre, il est concevable que des comportements importants puissent être modifiés en recalibrant simplement les convictions des individus à l'égard des autres.

Ce coup de projecteur commence par examiner les perceptions erronées des normes de genre. La conclusion est claire : les perceptions erronées des normes de genre sont omniprésentes dans le monde, et la simple fourniture d'informations pourrait améliorer la participation des femmes au marché du travail. Le coup de projecteur résume ensuite une méta-analyse de la littérature récente sur les perceptions erronées, qui conclut que les perceptions erronées des autres sont répandues, asymétriques et beaucoup plus importantes lorsqu'elles concernent des membres de groupes externes. En outre, les traitements expérimentaux visant à recalibrer les perceptions erronées fonctionnent généralement comme prévu et entraînent souvent des changements importants dans les comportements. Les interventions visant à corriger les perceptions erronées pourraient donc renforcer l'empathie et la coopération entre les groupes et réduire les conflits et l'hostilité.

### Perception erronée des normes de genre : données mondiales

Un nouveau module de l'enquête mondiale Gallup examine les normes de genre réelles et perçues à l'aide d'échantillons nationaux représentatifs de la population de 60 pays, qui couvrent ensemble plus de 80 % de la population mondiale<sup>1</sup>. L'enquête visait à déterminer, entre autres aspects, si les individus considèrent que les femmes devraient ou non être autorisées à travailler en dehors du foyer et la façon dont ils perçoivent l'opinion des autres à ce sujet. Les tendances sont frappantes : dans chacun des pays étudiés, la majorité (souvent écrasante) de la population est favorable à l'idée que

les femmes travaillent en dehors du foyer, et dans tous les pays, les individus sous-estiment le niveau de soutien des autres à cet égard.

La question qui se pose au vu de ces résultats est de savoir si les normes de genre sont elles-mêmes l'anomalie s'agissant de la précision des perceptions : peut-être les individus ont-ils une perception particulièrement erronée des opinions des autres dans ce domaine, mais pas dans d'autres contextes. Les résultats d'une récente méta-analyse de la littérature permettent de répondre à cette question.

### Perception erronée des autres dans tous les contextes

Un examen détaillé de 81 articles publiés dans le domaine des sciences sociales au cours des 20 dernières années mesure les perceptions des autres dans un large éventail de contextes<sup>2</sup>. L'image est claire : dans toutes les sociétés, les individus ont une perception très erronée de ce que les autres pensent, de ce que les autres font et même de ce qu'ils sont. Ces perceptions erronées couvrent un large éventail de sujets, allant des convictions sur la part des populations immigrées dans la population nationale aux perceptions des opinions politiques des autres, en passant par les perceptions des comportements des autres membres d'une communauté à l'égard de la vaccination. L'analyse permet de dégager quelques faits stylisés essentiels.

- Les perceptions erronées sur les autres prévalent dans divers domaines et ne sont pas simplement dues à des erreurs de mesure. Pour évaluer les perceptions erronées, il faut susciter des perceptions sur les autres et connaître la réalité correspondante. Par exemple, les perceptions de la composition raciale d'une population peuvent être comparées à une réalité objective, à savoir la part de chaque groupe racial dans la population, telle qu'elle apparaît dans les données de recensement. Pour ce qui est des perceptions des opinions d'autres personnes sur un sujet, la réalité réside dans les opinions déclarées de la population concernée (par exemple, le niveau moyen de ces opinions).
- Les perceptions erronées concernant les autres ont tendance à être asymétriques, les convictions penchant fortement d'un côté par rapport à la réalité. L'asymétrie des perceptions erronées désigne le rapport entre les personnes interrogées qui se situent d'un côté de la réalité et celles qui se situent

du côté opposé. Dans cette définition, le nombre le plus élevé est toujours le numérateur, que les convictions soient des sous-estimations ou des surestimations de la réalité. Par conséquent, un ratio de 1 signifie un équilibre parfait, et un ratio plus élevé indique un déséquilibre plus prononcé. Les perceptions erronées des autres penchent généralement d'un côté, et le penchant est important.

- Les perceptions erronées concernant les membres du groupe d'appartenance sont nettement moins prononcées que celles concernant les membres des groupes externes. Dans plus de la moitié des domaines étudiés, la plupart des personnes interrogées ont des perceptions plus précises de leur groupe d'appartenance que des membres de groupes externes. En outre, les perceptions concernant les membres d'un groupe externe tendent à être plus répandues parmi les répondants que celles concernant les membres du groupe d'appartenance. Cela indique que les opinions sur les membres du groupe d'appartenance non seulement sont plus précises en moyenne, mais aussi qu'elles correspondent mieux aussi à la réalité. En outre, les perceptions concernant les membres du groupe d'appartenance sont réparties de façon plus symétrique autour de la réalité que celles concernant les membres des groupes externes.
- Les attitudes et convictions personnelles sont fortement et positivement corrélées avec les perceptions erronées des attitudes et convictions des autres sur les mêmes sujets. En outre, les personnes interrogées ont tendance à penser que les autres membres du groupe d'appartenance partagent leurs caractéristiques, leurs attitudes, leurs convictions ou leurs comportements, et que les membres des groupes externes sont à l'opposé d'elles-mêmes.

La diffusion d'informations visant à corriger les perceptions erronées est-elle efficace ? Conduit-elle à des changements de comportement ? La réponse est que ces interventions sont généralement efficaces, mais les résultats présentent quelques nuances<sup>3</sup>. Les interventions plus qualitatives et narratives, telles que celles qui utilisent des anecdotes, des vignettes et des récits, tendent à avoir des effets plus importants sur la correction des perceptions erronées. Toutefois, si certaines interventions entraînent des changements importants dans les comportements, on ne constate souvent de tels changements que dans les études qui examinent les ajustements comportementaux peu de temps après l'intervention, ce qui indique une rigidité potentielle dans la correspondance entre les perceptions erronées et certains comportements : même si les convictions peuvent avoir changé, les facteurs sous-jacents plus profonds du comportement peuvent quant à eux ne pas avoir changé. Les résultats reflètent ceux d'autres travaux récents qui montrent que les interventions qualitatives et narratives peuvent être particulièrement efficaces et avoir des effets plus durables<sup>4</sup>. Déterminer les moyens les plus efficaces de corriger les perceptions erronées et de produire des changements de comportement durables est une voie

importante pour la recherche future, qui pourrait en outre avoir des implications significatives sur le plan des politiques.

Une autre voie, plus conceptuelle, pour les travaux futurs consiste à mieux comprendre les forces générales qui conduisent à des perceptions erronées persistantes. L'origine, la rigidité et la persistance des perceptions erronées concernant les autres peuvent en principe s'expliquer par différents cadres conceptuels, tels que les stéréotypes<sup>5</sup>, le raisonnement motivé<sup>6</sup> et l'ignorance pluraliste<sup>7</sup>, mais la plupart des modèles d'étude existants ne permettent pas de distinguer le rôle de ces différents concepts. Mieux comprendre leur rôle permettrait d'améliorer la conception des politiques.

Un dernier point à prendre en considération est la manière de penser le bien-être dans des contextes où les perceptions erronées sont très répandues. Une telle considération normative, qui dépasse le champ d'étude de la littérature existante, consiste à se demander s'il est toujours souhaitable d'informer les individus de l'état réel du monde pour corriger leurs perceptions. Il est entendu que de nombreux régimes autoritaires peuvent maintenir leur contrôle politique en manipulant directement les perceptions qu'ont les citoyens les uns des autres<sup>8</sup>. Dans de tels contextes, les interventions qui corrigent certaines perceptions des autres permettraient-elles d'étendre les droits et libertés politiques à un plus grand nombre de personnes dans le monde ? Dans la mesure où les perceptions erronées peuvent se réaliser d'elles-mêmes, les politiques peuvent-elles être conçues pour créer des perceptions erronées qui conduisent à des résultats plus souhaitables sur le plan social (comme dans le cas de la tolérance raciale ou de l'égalité entre les femmes et les hommes) ?

---

### Leçons pour renforcer la coopération entre les groupes et réduire l'hostilité

Les individus ont tendance à avoir des perceptions erronées beaucoup plus importantes à l'égard des membres des groupes externes qu'à l'égard des membres de leur groupe d'appartenance. Dans de nombreux cas, ces perceptions erronées exagèrent les différences perçues entre les groupes, comme dans le cas des démocrates et des républicains aux États-Unis<sup>9</sup>. Un tel phénomène n'est peut-être pas surprenant, étant donné que les médias et les dirigeants politiques mettent de plus en plus l'accent sur la mentalité « nous » contre « eux ». L'une des implications potentielles réside dans une hypothèse de longue date en psychologie sociale selon laquelle la similitude perçue est un élément essentiel pour qu'une personne ressente de l'empathie à l'égard des groupes externes. La fourniture d'informations et les contacts intergroupes peuvent conduire à une augmentation de la similitude perçue avec les groupes externes, ce qui génère davantage d'altruisme et d'empathie envers ces groupes<sup>10</sup>. Corriger les perceptions erronées concernant les groupes externes peut donc réduire

l'hostilité et accroître la coopération et l'altruisme, un résultat important dans un monde de plus en plus divisé et polarisé.

Dans toutes les sociétés et dans tous les domaines, les individus ont une perception très erronée de ce que les autres pensent, de ce que les autres font et même de ce qu'ils sont. L'ensemble des

travaux examinés ici indique que, dans de nombreux contextes importants, des changements de comportements et d'attitudes peuvent être obtenus grâce à des interventions politiques simples et peu coûteuses, en fournissant des informations sous forme de statistiques, de vignettes, d'anecdotes ou de récits.

---

## NOTES

1. Bursztyn *et al.* (2023). Ce module s'inscrit dans le prolongement des résultats obtenus en Arabie saoudite, où la grande majorité des jeunes hommes mariés soutiennent en privé le travail des femmes en dehors du foyer, mais croient à tort que la majorité des autres hommes (y compris leurs propres voisins) s'y opposent (Bursztyn, González et Yanagizawa-Drott, 2020).
2. Bursztyn et Yang (2022).
3. Bursztyn et Yang (2022).
4. Graeber, Roth et Zimmerman (2023).
5. Bordalo *et al.* (2016).
6. Bénabou et Tirole (2016).
7. Bursztyn, Egorov and Fiorin (2020) ; Bursztyn, González and Yanagizawa-Drott (2020) ; Kuran (1997).
8. Kuran (1997).
9. Bordalo, Gennaioli et Shleifer (2022) ; Bordalo, Tabellini et Yang (2020).
10. Andries *et al.* (2024).



# Notes et références



# Notes

## APERÇU

- 1 Voir PNUD (2020, 2022a).
- 2 Watson *et al.* (2022).
- 3 Voir le Tableau de bord mondial pour l'équité vaccinale du PNUD à l'adresse suivante : <https://data.undp.org/fr/insights/vaccine-equity>.
- 4 Vaidyanathan (2024). Ces contributions annoncées restent insuffisantes par rapport aux pertes et préjudices annuels induits par les changements climatiques, estimés à 400 milliards de dollars par an.
- 5 <https://about.bnef.com/blog/global-clean-energy-investment-jumps-17-hits-1-8-trillion-in-2023-according-to-bloomberg-gef-report/> (consulté le 31 janvier 2024).
- 6 Les données relatives à l'IDH jusqu'en 2022 proviennent du tableau 1 de l'*Annexe statistique*. Les valeurs indiquées pour 2023 sont des projections réalisées à partir des mêmes sources de données que celles utilisées pour ledit tableau 1.
- 7 Msemburi *et al.* (2023).
- 8 Voir PNUD (2022a).
- 9 Quelque 3 milliards de personnes disent ressentir actuellement de l'inquiétude, soit 687 millions de plus qu'il y a 10 ans ; 2 milliards de personnes disent ressentir de la tristesse, soit 540 millions de plus qu'il y a 10 ans ; 2,9 milliards de personnes disent ressentir du stress, soit 596 millions de plus qu'il y a 10 ans (calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir des données du sondage Gallup de 2023). Daly et Macchia (2023) font état d'une augmentation de la prévalence des sentiments de détresse émotionnelle entre 2009 et 2021.
- 10 Voir Kurlantzick (2022), Nichols (2021) et PNUD (2023b).
- 11 Funke, Schularick et Trebesch (2023).
- 12 Andre *et al.* (2024).
- 13 Fernbach et Van Boven (2022).
- 14 Gur, Ayal et Halperin (2021).
- 15 Graeber, Roth et Zimmerman (2023) ; Vogt *et al.* (2016).
- 16 Demeritt et Hoff (2023). Le renforcement de la capacité d'agir consiste à donner aux individus les moyens d'être des acteurs du changement. Les stratégies n'insistent pas suffisamment sur le rôle central de la capacité d'agir en tant que pilier essentiel du développement humain. Réduire les déficits de capacité d'agir permet aux personnes de participer au raisonnement public et à la prise de décisions par l'intermédiaire d'institutions en lesquelles elles ont confiance.

17 En ce qui concerne l'importance de la copropriété des institutions politiques, voir Allen (2023).

18 En ce qui concerne la mobilisation de l'avenir en tant qu'idée politique, voir White (2023).

## PRÉSENTATION

- 1 Persson et Bennich (2023)
- 2 CIS (2023a) ; HCR (2023b, 2023c)
- 3 Msemburi *et al.* (2023) ; Wang *et al.* (2022)
- 4 Bollyky *et al.* (2022) ; Lenton, Boulton et Scheffer (2022)
- 5 Bollyky *et al.* (2022)
- 6 Henkel *et al.* (2023)
- 7 Kumar *et al.* (2022)
- 8 Druedahl, Minssen et Price (2021)
- 9 Gleeson *et al.* (2023)
- 10 NASA (2023).
- 11 La plateforme Human Climate Horizons du PNUD est une plateforme de visualisation interactive (<https://horizons.hdr.undp.org/>) qui consiste en une ressource publique numérique dynamique permettant de prévoir, jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les effets des changements climatiques sur les populations et leurs incidences sur le développement humain
- 12 Albrecht (2012), p. 250. Voir aussi Clayton et Karazsia (2020) ; Stanley *et al.* (2021) ; Wullenkord *et al.* (2021)
- 13 Hickman *et al.* (2021)
- 14 Funke, Schularick et Trebesch (2016) ; Guiso *et al.* (2019) ; Gyöngyösi et Verner (2022) ; Mian, Sufi et Trebbi (2014)
- 15 Funke, Schularick et Trebesch (2023)
- 16 Cerra, Fatás et Saxena (2023)
- 17 Aiyar *et al.* (2023)
- 18 Aiyar *et al.* (2023) ; Xing, Gentile et Dollar (2021)
- 19 Ganapati et Wong (2023)
- 20 Chen, Mrkaic et Nabar (2019) ; Lane et Milesi-Ferretti (2018)
- 21 Holland et Pazarbasoglu (2024)
- 22 OMC (2023).
- 23 Données de 2023, Union internationale des télécommunications (<https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/stat/default.aspx>). Consulté le 16 novembre 2023)
- 24 OIM (2022)
- 25 PNUD (2009).
- 26 Koczan *et al.* (2021)

27 Engler *et al.* (2020)

28 Stiglitz (1998).

29 Voir Alcalá et Ciccone (2004) ; Bartley Johns *et al.* (2015) ; Frankel et Romer (2017) ; et FMI (2001). Voir Birdsall *et al.* (1993) pour des réflexions sur le miracle de l'Asie de l'Est. Le commerce a également eu des effets différents selon les groupes de population (Engel *et al.* 2021)

30 White *et al.* (2023)

31 Walter (2021b)

32 Alstadsæter *et al.* (2023)

33 Minéraux, énergie, cultures essentielles, électronique, produits pharmaceutiques, métaux de base, produits chimiques, services financiers, services professionnels et propriété intellectuelle (Seong *et al.*, 2022)

34 Les contributions à la conceptualisation des biens publics mondiaux ont pris de l'ampleur au tournant du XX<sup>e</sup> siècle (Kanbur, Sandler et Morrison (1999) ; Kaul, Grunberg et Stern (1999) ; Sandler, 1997). Une première vague de l'intérêt accordé par les pouvoirs publics aux biens publics mondiaux transparait dans Kaul et Conceição (2006), Kaul *et al.* (2003) et Zedillo *et al.* (2006). Pour un examen récent de l'importance croissante des biens publics mondiaux dans le monde d'aujourd'hui, voir Buchholz et Sandler (2021)

35 Boese *et al.* (2022) ; Card *et al.* (2022) ; Iyengar, Sood et Lelkes (2012) ; McCoy et Somer (2019) ; Wagner (2021)

36 Levin, Milner et Perrings (2021)

37 Voir Van Bavel *et al.* (à paraître) pour les coûts de la polarisation d'une pandémie

38 Schimmelpfennig *et al.* (2022)

39 Comme avancé dans Bednar (2021)

40 Bednar (2021)

41 Hobolt, Leeper et Tilley (2021)

42 Henkel *et al.* (2023)

43 De Vries, Hobolt et Walter (2021)

44 Bearce et Jolliff Scott (2019)

45 Deitelhoff (2020) ; Dellmuth et Tallberg (2015) ; Nye Jr (2001) ; Schneider (2018)

46 Voir Conceição et Mendoza (2006) et chapitre 3

47 Sparkman, Geiger et Weber (2022)

48 Graeber, Roth et Zimmerman (2023)

49 La notion de capacité d'agir liée à des résultats collectifs est appelée « capacité d'agir collective ». Voir, par exemple, Ibrahim (2006) ; Leßmann (2022) ; Pelenc, Bazile et Ceruti (2015) ; Rauschmayer *et al.* (2018)

50 Voir aussi Prados de la Escosura (2022).

51	O'Madagain et Tomasello (2022) ; Tomasello (2022)	communauté internationale ( <a href="https://www.un.org/ohrlls/content/about-least-developed-countries">https://www.un.org/ohrlls/content/about-least-developed-countries</a> ).	par les autorités nationales est beaucoup plus faible. Voir Université Johns Hopkins (2023).
52	PNUD (2023a)		33 Rosenwald (2021).
53	PNUD (2023a)	18 Voir les analyses dans PNUD (2022a, 2022b).	34 Al Amin <i>et al.</i> (2021) ; Lau <i>et al.</i> (2022) ; Pujolar <i>et al.</i> (2022).
54	PNUD (2023a)	19 Voir, par exemple, Cerra, Fatás et Saxena (2023) et Göcke (2002).	35 Kaczorowski et Del Grande (2021) ; Ziedan, Simon et Wing (2022).
55	ONU (2023b)	20 Cerra, Fatás et Saxena (2023).	36 Keynejad (2023).
56	Par exemple, la Commission Stiglitz sur les réformes du système monétaire et financier international (mise en place en 2008, au milieu de la crise financière mondiale de 2007-2008) a suggéré la création d'un conseil mondial de coordination économique (Commission Stiglitz, 2009)	21 Voir, par exemple, Yagan (2019) sur l'hystérèse de l'emploi aux États-Unis après la crise financière mondiale de 2007-2008.	37 OMS (2022b).
57	Par l'intermédiaire des 171 membres du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales. En 2022, des renseignements sur près de 12 000 milliards d'euros d'actifs ont été automatiquement échangés. Voir OCDE (2024b)	22 Voir, par exemple, Anzoategui <i>et al.</i> (2019).	38 Santomauro <i>et al.</i> (2021).
58	Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (2023)	23 Par exemple, Schwandt et Von Wachter (2020) analysent les effets des récessions sur la santé des groupes qui entrent sur le marché du travail lors d'une grande récession.	39 UNICEF (2021).
59	Alstadsæter <i>et al.</i> (2023)	24 Par exemple, dans le contexte de la crise financière mondiale post-2007-2008, Ball (2014) étudie 23 pays de l'OCDE et trouve des données indiquant une perte de production potentielle et une réduction du taux de croissance de la production potentielle, qui s'aggrave au fil du temps.	40 Lee (2020).
60	Sen (1999), p. 18	25 Voir, par exemple, Conceição et Kim (2014), Conceição, Kim et Zhang (2010), Conceição, Mukherjee et Nayyar (2011) et Molina <i>et al.</i> (2014). Voir également l'effet estimé sur le développement humain des cycles économiques politiques en Afrique dans Iddrisu et Mohammed (2019) (étude portant sur 38 pays africains de 1990 à 2015). Voir les effets des chocs mondiaux sur une série d'indicateurs nationaux du développement humain dans 29 pays d'Europe centrale et occidentale et de la Communauté d'États indépendants dans Horváth, Ivanov et Peleah (2012). En outre, il a été constaté en Égypte que les fluctuations économiques mondiales influent sur les valeurs de l'IDH par l'intermédiaire de différentes composantes de la balance des paiements (voir Emara et Mohamed, 2023). Voir Kim et Conceição (2010) en ce qui concerne les effets des chocs dus aux conflits sur le développement humain.	41 Patel <i>et al.</i> (2022), p. 2.
<b>PARTIE I</b>			
<b>CHAPITRE 1</b>			
1	Les données relatives à l'IDH jusqu'en 2022 proviennent du tableau 1 de l' <i>Annexe statistique</i> . Les valeurs indiquées pour 2023 sont des projections réalisées à partir des mêmes sources de données que celles utilisées pour ledit tableau 1.	26 Molina <i>et al.</i> (2014).	42 Voir Ravens-Sieberer <i>et al.</i> (2023). Par exemple, la prévalence de l'anxiété est passée de 15 % avant la pandémie à 30 % en décembre 2020-janvier 2021, puis est retombée à 25 % en septembre-octobre 2022.
2	Voir également Groupe indépendant sur la préparation et la riposte à la pandémie (2021).	27 Par exemple, Camarena <i>et al.</i> (2022) analysent la tendance et la composante cyclique d'indicateurs sociaux tels que le taux de chômage, la pauvreté monétaire et la valeur de l'IDH dans 15 pays d'Amérique latine. Ils constatent que si la composante cyclique explique 72,1 % de la variance du taux de chômage et 32,1 % de la variance de la pauvreté monétaire, elle n'explique en revanche que 3,3 % de la variance de la valeur de l'IDH. Leite et Ferreira (2023), qui utilisent des données nationales pour cinq régions du Brésil, constatent que la valeur de l'IDH est l'indicateur social dont la composante cyclique est la plus faible parmi les indicateurs analysés.	43 Schady <i>et al.</i> (2023).
3	PNUD (2022a).	28 Par exemple, l'utilisation moderne des cycles économiques remonte à un siècle, lorsque ces cycles étaient considérés comme une alternance de périodes de crise et de prospérité dans les études du National Bureau of Economic Research (Cerra, Fatás et Saxena, 2023).	44 Schady <i>et al.</i> (2023).
4	Rockström <i>et al.</i> (2024) ; PNUD (2020b).	29 PNUD (2022a).	45 OCDE (2023).
5	Centres nationaux d'information sur l'environnement de la NOAA (2023).	30 L'enquête PISA est une évaluation de l'OCDE qui compare le niveau d'éducation de base des jeunes de 15 ans dans le monde entier en mesurant leurs compétences en mathématiques, en lecture et en sciences.	46 Dorn <i>et al.</i> (2021).
6	Ebi <i>et al.</i> (2021).	31 Johnson (2019).	47 Dorn <i>et al.</i> (2021).
7	Observatoire de la Terre de la NASA (2023).	32 Msemburi <i>et al.</i> (2023). Ce chiffre est basé sur des calculs de surmortalité. Le nombre enregistré	48 Bryant <i>et al.</i> (2022).
8	Oatis (2023).		49 Bryant <i>et al.</i> (2022).
9	Mlaba (2023).		50 FMI (2021c).
10	Obermeier et Rustad (2023).		51 FMI (2021c).
11	Si la guerre au Yémen se poursuit jusqu'en 2030, le développement humain accusera un retard de 40 ans, soit une génération et demie (Moyer <i>et al.</i> , 2019 ; PNUD et CESA0, 2023).		52 OIT (2023).
12	ONU (2023d).		53 Alon <i>et al.</i> (2022).
13	ONU (2023d).		54 Alon <i>et al.</i> (2022).
14	Sen (1999) affirme que le développement est le processus d'expansion des libertés humaines dans une variété de dimensions, parmi lesquelles la liberté politique (comme l'absence de tyrannie et d'oppression), la liberté économique (comme l'absence de pauvreté et de faim), les possibilités sociales (comme la capacité d'accéder aux services sociaux), la transparence (comme la liberté d'expression) et la sécurité.		55 PNUD (2023a).
15	FEM (2023c).		56 Flor <i>et al.</i> (2022) ; Goldin (2022).
16	Msemburi <i>et al.</i> (2023).		57 Revenu national brut en parité de pouvoir d'achat réel (calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain basés sur les projections du Fonds monétaire international, base de données Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2023, <a href="https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2023/October">https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2023/October</a> ; consulté le 1 <sup>er</sup> décembre 2023).
17	Les pays les moins avancés affichent de faibles niveaux de revenu et sont confrontés à des vulnérabilités qui font d'eux « le groupe le plus pauvre et le plus faible » au sein de la		58 Arellano, Bai et Mihalache (2020).
			59 Groupe d'intervention mondiale face aux crises (2023).
			60 Groupe d'intervention mondiale face aux crises (2023), p. 4.
			61 Ecker <i>et al.</i> (2023).
			62 Molina et Jensen (2023). La Somalie est exclue car la valeur de l'IDH n'a pas été calculée pour 2019.
			63 Guterres (2023a).
			64 Aas Rustad (2023) ; Arasmith, Østby et Aas Rustad (2022).
			65 Institut pour l'économie et la paix (2023).
			66 Buhaug et Gleditsch (2008).
			67 Institut pour l'économie et la paix (2023).
			68 De Maio (2010).
			69 Hyndle-Hussein (2015).
			70 SIPRI (2023).
			71 Le nombre de décès durant les combats a considérablement augmenté en 2022. Selon

une estimation publiée à la mi-2023, ce nombre se situerait entre 177 000 et 303 000 (Davies, Petersson et Öberg, 2023). Le nombre de décès est probablement plus proche de la limite supérieure, d'après certaines informations faisant état d'estimations plus élevées que prévu pour les principaux conflits cette année-là (Cooper *et al.*, 2023 ; Pilling et Schipani, 2023). Bien qu'incertaines, ces estimations indiquent que les décès durant les combats atteignent actuellement des niveaux jamais vus depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce qui est cohérent avec le fait qu'en 2022, le monde a enregistré le plus grand nombre de conflits armés étatiques depuis 1945. Voir Obermeier et Rustad (2023) pour les tendances à long terme des conflits.

72 Persson et Bennich (2023).

73 Persson et Bennich (2023) ; Uppsala Conflict Data Program (2023).

74 La nourriture et l'aide humanitaire ne parviennent souvent pas à temps aux populations touchées en raison d'obstacles politiques, ce qui augmente le nombre de victimes civiles, comme on le voit en Éthiopie, à Gaza, en République arabe syrienne, au Soudan et au Yémen.

75 Les conflits internationalisés sont des conflits civils dans lesquels au moins un ou plusieurs pays tiers participent au conflit en fournissant ou en déployant du personnel de combat.

76 Obermeier et Rustad (2023).

77 IISS (2023).

78 Regan (2002).

79 Obermeier et Rustad (2023).

80 CIS (2023a) ; HCR (2023b, 2023c).

81 OCHA (2023).

82 Nisbet, Lestrat et Vatanparast (2022).

83 HCR (2023a).

84 OIM (2022).

85 HCR (2023b).

86 OCHA (2023).

87 Comité international de secours (2023).

88 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (2023).

89 Aichele et Felbermayr (2015).

90 Jakob *et al.* (2022).

91 NASA (2023).

92 Dance (2023).

93 PNUD (2022b).

94 Si le débat porte essentiellement sur l'interdépendance et les inégalités entre les pays, il existe également une interdépendance entre les personnes et la planète qui est mal gérée, ce qui entraîne non seulement des changements climatiques, mais aussi d'autres problèmes environnementaux tels que le déclin de la biodiversité (voir Caillon *et al.*, 2017 ; Redvers *et al.*, 2022 ; Richardson *et al.*, 2022).

95 He et Silliman (2019) ; Reimann, Vafeidis et Honsel (2023).

96 PNUD (2024). Par exemple, les projections de la plateforme Human Climate Horizons montrent que la part de la population vivant dans des plaines inondables une fois tous les 20 ans à Kiribati pourrait passer de 2,27 % au cours des prochaines décennies à 9,35 % d'ici la fin du siècle dans le cadre d'un scénario d'émissions modérées.

97 Persson et Bennich (2023).

98 ONU (2023d).

99 Persson et Bennich (2023).

100 Banque mondiale (2022).

101 Banque mondiale (2022).

102 ONU (2023c).

103 Banque mondiale (2022).

104 ONU (2023c).

105 Banque mondiale (2022).

106 Inégalité des revenus au niveau mondial, mesurée par le rapport entre le revenu moyen des 10 % les plus riches et le revenu moyen des 50 % les plus pauvres (Chancel *et al.*, 2022).

107 Chancel *et al.* (2022).

108 Persson et Bennich (2023).

109 Chancel *et al.* (2022). Ces tendances ont des liens importants avec le processus de mondialisation lui-même. Les données indiquent qu'entre 1980 et 2010, les inégalités entre les pays ont diminué à mesure que les économies émergentes se développaient et rattrapaient les économies à revenu élevé. Au moment où l'intégration mondiale a déplacé les emplois peu qualifiés vers les pays à forte densité de main-d'œuvre, les personnes à faible revenu des pays avancés ont perdu des revenus, tandis que les personnes à revenu faible ou moyen des pays à forte densité de main-d'œuvre en ont gagné davantage. Cela a entraîné simultanément une augmentation de l'inégalité au sein des pays dans les économies à revenu élevé. L'inégalité au sein des pays s'est également accrue dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, les gains des riches devenant disproportionnés par rapport à ceux des pauvres.

110 Chancel *et al.* (2022).

111 PNUD (2023a).

112 ONU (2022).

113 Olaberria (2022).

114 Coppedge *et al.* (2022).

115 Persson et Bennich (2023).

116 Papada *et al.* (2023).

117 UNESCO (2022).

118 Sen (1999).

119 Papada *et al.* (2023).

120 UNESCO (2022).

121 PNUD (2022a).

122 Scheidel *et al.* (2023).

123 DAES (s.d.)

124 McIver *et al.* (2014).

125 Roy (2019).

126 Albrecht (2019) ; Cianconi *et al.* (2023).

127 Crabtree (2022).

128 La question se pose de savoir dans quelle mesure les changements climatiques sont une idée abstraite. Comme affirmé dans certains cas, la littérature sur les catastrophes chevauche la littérature sur les éco-émotions, car les catastrophes peuvent déjà avoir touché certaines personnes. D'autres questions peuvent concerner l'inquiétude des individus concernant les changements climatiques qui les touchent directement (peut-être vivent-ils dans une zone inondable) ou leur capacité à se mettre à la place de quelqu'un d'autre. Le terme « inquiétude », par exemple, en ce concerne les changements climatiques peut avoir des significations très différentes d'une personne à l'autre.

129 Hickman *et al.* (2021).

130 Klinenberg, Araos et Koslov (2020).

131 PNUD (2022b).

132 Rovenskaya, Gomez Echeverri et Patil (2023), p. 2.

133 Otto *et al.* (2020).

134 PNUD (2022a).

135 Marquardt (2017) ; Rovenskaya, Gomez Echeverri et Patil (2023).

136 Marion Suiseeya, Elhard et Paul (2021) ; Otto *et al.* (2020) ; Pattberg et Stripple (2008).

137 Aux alentours de l'année 2005, le nombre de décès liés au sida a atteint près de 2 millions par an, puis est tombé à 1 million par an à la suite des progrès du traitement antirétroviral, lequel permet aux personnes de survivre et de vivre avec le sida, même si la prévalence de l'infection reste élevée (Roser et Ritchie, 2023). L'espérance de vie a fait un bond en avant dans de nombreux pays d'Afrique où elle avait chuté de 10 à 20 ans au milieu des années 2000.

138 Prenons l'exemple du plan de relance le plus important jamais mis en place par l'Union européenne, d'un montant de 2 000 milliards d'euros, pour soutenir la reprise après la pandémie (Commission européenne, 2023 ; Matina, 2020). L'une des pièces maîtresses de ce plan est l'octroi de subventions destinées à aider les États membres les plus durement touchés.

## CHAPITRE 2

- 1 Helleiner (2021) ; FEM (2022)
- 2 Stiglitz (2002).
- 3 Georgieva, Loayza et Mendez Ramos (2018)
- 4 Voir, par exemple, Escande (2023), Fink (2022) et Helleiner (2021)
- 5 McBride et Siripurapu (2022)
- 6 Altman et Bastian (2022) ; Seong *et al.* (2022) ; Seong *et al.* (2024)
- 7 Balsa-Barreiro *et al.* (2020)
- 8 Voir, par exemple, Frankel et Romer (1999, 2017) en ce qui concerne la relation entre l'interdépendance économique (indirectement mesurée par le commerce international) et la croissance économique. Pensez également à la façon dont les échanges de matériel médical, d'équipements de protection individuelle et de vaccins ont permis de sauver des vies lors de la pandémie de COVID-19 (OCDE 2021) ; la production des vaccins à ARN messenger s'est fortement appuyée sur des partenariats transfrontaliers et interrégionaux pour l'achat des composants (Kumar *et al.*, 2022), les activités développement et les essais cliniques, ainsi que la fabrication (Druehdahl, Minssen et Price, 2021). Un accès et une distribution plus équitables auraient permis de sauver encore plus de vies et de réduire la durée de la pandémie
- 9 La récente pandémie de COVID-19 et la crise financière mondiale de 2007-2008 en sont des illustrations

10	Coyle (2023) ; Rodrik (2023) ; Stiglitz (2007, 2002b) ; White <i>et al.</i> (2023)	24	Autor, Dorn et Hanson (2013, 2016) ; Dix-Carneiro <i>et al.</i> (2023)		accroît la production économique de près de 1 % en l'espace de cinq ans
11	Goldberg (2023)	25	Stiglitz et Greenwald (2014)	41	Altman et Bastian (2022) ; CNUCED (2022)
12	Rodrik (2018, 2021)	26	FMI (2023c).	42	González et Ferencz (2018).
13	Comme nous le verrons plus loin dans ce chapitre	27	FEM (2023b)	43	Gopalan, Reddy et Sasidharan (2022) ; Xing, Gentile et Dollar (2021)
14	Mondliwa, Roberts et Ponte (2021)	28	Goldberg et Reed (2023)	44	UIT (2023).
15	Et les cases de couleur aux contours nettement tracés des États-nations sur les cartes politiques du monde occultent la complexité des interconnexions (Dalby (2020), p. 7)	29	Aiyar <i>et al.</i> (2023). S'il existe de multiples définitions et mesures de la mondialisation, notamment l'indice de mondialisation KOF, qui mesure les degrés de mondialisation économique, sociale et politique (Gygli <i>et al.</i> , 2019), et l'indice DHL de connectivité mondiale, qui mesure les flux de commerce, de capitaux, de personnes et d'informations (Altman et Bastian, 2022), la doctrine économique, la mondialisation renvoie communément à l'ouverture commerciale et financière au niveau international et est mesurée par la somme des exportations et des importations en pourcentage du PIB mondial (Aiyar <i>et al.</i> , 2023 ; Cevik, 2023). En s'appuyant sur ce dernier indicateur, Cevik (2023) ne constate aucun recul structurel de la mondialisation. En outre, les indices mentionnés ci-dessus montrent également une forte mondialisation après un ralentissement temporaire pendant la pandémie de COVID-19 (Altman et Bastian, 2022). Cela dit, certains chercheurs affirment que les tendances actuelles à l'augmentation des barrières commerciales et d'autres mesures politiques de repli sur soi examinées dans ce chapitre n'ont pas encore produit tous leurs effets sur le niveau de mondialisation (Goldberg et Reed, 2023)	45	Balsa-Barreiro <i>et al.</i> (2020)
16	Si de nombreuses personnes vivent encore dans de petites communautés, plus de la moitié de la population mondiale vit aujourd'hui dans des villes, et l'on s'attend à ce que le nombre de villes et la population urbaine mondiale augmentent, en particulier dans les pays à faible revenu (ONU-Habitat, 2022)	30	Wolf (2024).	46	Les blocs commerciaux de l'Union européenne, de l'Amérique du Nord et des dix nations de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est représentent près de 70 % du commerce mondial (Broom, 2023 ; Sytsma, 2020)
17	En fait, des découvertes archéologiques récentes suggèrent que le transport sur de longues distances de matériaux tels que l'obsidienne est apparu très tôt dans l'évolution humaine. Blegen (2017) rapporte avoir trouvé de l'obsidienne provenant de sites archéologiques datés d'environ 200 000 ans situés à environ 166 kilomètres du lieu de la découverte. Brooks <i>et al.</i> (2018) et Deino <i>et al.</i> (2018) montrent que les échanges sociaux sur de grandes distances pourraient avoir commencé encore plus tôt, il y a 320 000 ans. Bien sûr, il existe de nombreuses traces d'échanges sur de grandes distances à plusieurs moments de l'histoire. Un exemple plus récent et bien connu est celui de la route de la soie, qui remonte au le siècle avant notre ère et qui reliait l'Asie centrale, la Chine, l'Inde, la Perse, l'Arabie et l'Europe. Beckwith (2009) affirme que le terme « route » dans « route de la soie » minimise les relations avec les peuples d'Asie centrale, comme si les échanges n'étaient qu'un simple conduit de la Chine vers l'Europe, alors qu'il y avait en fait des interactions profondes à travers toute l'Eurasie, qui ont donné lieu à des échanges économiques et culturels systématiques et de longue durée	31	Lane et Milesi-Ferretti (2018). Leur étude montre que l'intégration financière internationale, entendue comme la détention transfrontalière d'actifs et de passifs, reste élevée, même si le rythme de l'intégration s'est ralenti depuis 2007-2008. Les économies émergentes et en développement jouent un rôle de plus en plus important dans ce domaine, ce qui compense une partie le déclin des activités bancaires transfrontalières dans les économies avancées	47	Par exemple, l'Afrique subsaharienne, qui abrite de nombreux pays dont les revenus dépendent fortement du commerce international, ne représente qu'une part minuscule du commerce mondial (environ 3 % ; Coulibaly, 2022)
18	Par exemple, Ganapati et Wong (2023) montrent que les coûts de transport des marchandises au niveau mondial ont considérablement diminué ; le coût du transport d'une tonne de marchandises sur un kilomètre a baissé d'environ 35 % depuis 1970, et le coût du transport de marchandises d'une valeur d'un dollar sur un kilomètre a baissé de plus de 50 %	32	Minéraux, énergie, cultures essentielles, électronique, produits pharmaceutiques, métaux de base, produits chimiques, services financiers, services professionnels et propriété intellectuelle (Seong <i>et al.</i> , 2022)	48	Kamin, Arteta et Ruch (2023)
19	Rodrik (2018)	33	Xing, Gentile et Dollar (2021). Les services, notamment la finance, la logistique, la communication et, de plus en plus, les services numériques, sont à la base des chaînes de valeur mondiales et jouent un rôle de plus en plus important dans le commerce mondial. De fait, les échanges de biens intermédiaires dépassent désormais légèrement les échanges de biens finaux (Aiyar <i>et al.</i> , 2023).	49	Iacoviello et Navarro (2019) montrent qu'une augmentation des taux d'intérêt américains de 100 points de base réduit le PIB des pays étrangers de 0,5 % s'agissant des économies avancées et de 0,8 % dans les économies émergentes après trois ans, des montants qui sont similaires aux effets nationaux d'un choc monétaire (dont on a constaté qu'il réduisait le PIB aux États-Unis de 0,7 % après deux ans)
20	Rodrik (2011) ; Stiglitz et Greenwald (2014)	34	L'utilisation des transports pour les marchandises, que ce soit en poids ou en valeur, a plus que doublé entre 1965 et 2020, les économies émergentes s'imposant de plus en plus sur le marché international (Ganapati et Wong, 2023)	50	Iacoviello et Navarro (2019). Voir aussi FMI (2014)
21	De nombreuses études décrivent les liens entre le commerce, la croissance économique et la réduction de la pauvreté (voir, par exemple, Dollar et Kraay, 2004 ; Frankel et Romer, 2017 ; Sala-i-Martin, 2007). Toutefois, la doctrine fait également état de certaines nuances. Par exemple, Dollar et Kraay (2003) constatent que les institutions et l'ouverture commerciale sont importantes pour la croissance économique et que les pays dotés de « meilleures » institutions commercent davantage. En outre, des chercheurs ont constaté qu'à long terme, les institutions jouent un rôle plus important que le commerce dans la croissance économique (voir, par exemple, Rodrik, Subramanian et Trebbi, 2004). Même le succès desdits tigres asiatiques a été attribué à une combinaison de stratégies de croissance fondée sur les exportations et de politiques industrielles (Stiglitz, 1996)	35	OIM (2022)	51	Voir, par exemple, Stiglitz et Greenwald (2014)
22	Nolan, Richiardi et Valenzuela (2019).	36	OIM (2022)	52	Cortinovis, Crescenzi et Van Oort (2020) ; Crescenzi, Dyèvre et Neffke (2022) ; Xing, Gentile et Dollar (2021)
23	Hirte, Lessmann et Seidel (2020) ; Rodríguez-Pose (2012)	37	PNUD (2009).	53	Narula et Pineli (2019)
		38	Engler <i>et al.</i> (2020)	54	Autor <i>et al.</i> (2020b) ; De Loecker et Eeckhout (2018) ; De Loecker, Eeckhout et Unger (2020) ; Karabarbounis (2023) ; Karabarbounis et Neiman (2013) ; CNUCED (2023)
		39	Bond (2022) ; Esses (2018) ; Koczan <i>et al.</i> (2021)	55	Howard (2021)
		40	Voir Koczan <i>et al.</i> (2021), dont l'analyse montre notamment que l'immigration n'a pas d'effet significatif sur le chômage dans le pays d'accueil. Voir aussi Engler <i>et al.</i> (2020), qui constatent qu'une augmentation d'un point de pourcentage de l'immigration dans les économies avancées	56	J. Clapp (2021, 2023) ; Lianos <i>et al.</i> (2022) ; Palazzo et Vollero (2022)
				57	Wallach (2021). À titre d'illustration, en 2021, la capitalisation boursière (la valeur totale des actions d'une entreprise sur le marché boursier) d'Apple était supérieure au PIB du Brésil, du Canada, de l'Italie, de la République de Corée, de la Russie et de bien d'autres pays encore
				58	White <i>et al.</i> (2023)
				59	Lund <i>et al.</i> (2020)
				60	Coyle (2023, p. 8) avance que les forces de la mondialisation et les progrès technologiques, notamment dans la réorganisation des processus de production et d'échange, ont conduit à des modèles de spécialisation si forts que l'étendue du marché semble avoir atteint une limite qui indique l'existence d'un compromis entre la division continue du travail et la rigueur de la concurrence. En d'autres termes, les marchés sur lesquels évoluent des entreprises « trop grandes pour faire faillite » s'accompagnent désormais de marchés où les entreprises sont « trop peu nombreuses pour faire faillite »
				61	White <i>et al.</i> (2023)
				62	Birshan (2023) ; Seong <i>et al.</i> (2024)
				63	FEM (2023a)
				64	FEM (2023a)
				65	Autor, Dorn et Hanson (2016)
				66	Les données des années 1980 et du début des années 1990 ont montré une relation

- positive entre les dépenses publiques et l'ouverture commerciale dans une majorité de pays. Toutefois, cette relation ne semble plus se vérifier (Trubowitz et Burgoon, 2023 ; voir également Anderson et Obeng, 2021)
- 67 Autor *et al.* (2020a) établissent un lien entre la polarisation politique aux États-Unis et les implications de la mondialisation, tandis que Fetzer (2019) affirme que c'est l'incidence des politiques d'austérité au Royaume-Uni qui a été le facteur causal immédiat
- 68 Guriev et Papaioannou (2022) ; Trubowitz et Burgoon (2023). En 2002, Joseph Stiglitz a publié un ouvrage novateur intitulé *Globalization and its Discontents* (Stiglitz, 2002), dans lequel il affirme que les politiques économiques dominantes de la mondialisation à l'époque (libéralisation des marchés, privatisation et politiques d'austérité) n'ont pas tenu leurs promesses de croissance, de stabilité et de réduction de la pauvreté et qu'elles ont au contraire eu des conséquences négatives telles que la perte d'emplois et de revenus, l'accroissement des inégalités et l'étouffement du développement dans de nombreux pays. Nous nous appuyons sur ces travaux, mais nous nous intéressons à la façon dont les sentiments de mécontentement et d'antimondialisation se sont apparemment mondialisés
- 69 Guriev et Papaioannou (2022)
- 70 Guriev et Papaioannou (2022)
- 71 Walter (2021b) constate que le sentiment antimondialisation n'a pas augmenté chez le grand public, mais que les récits antimondialisation sont devenus de plus en plus courants dans les discours partisans
- 72 Altomonte, Gennaro et Passarelli (2019) ; De Vries, Hobolt et Walter (2021)
- 73 Rodrik (2021)
- 74 Voir, par exemple, Bonomi, Gennaioli et Tabellini (2021) et Noury et Roland (2020) ; voir aussi Funke, Schularick et Trebesch (2023) sur les coûts économiques du populisme
- 75 Gyöngyösi et Verner (2022) ; Mian, Sufi et Trebbi (2014).
- 76 Tooze (2023)
- 77 Jordà et Taylor (2016)
- 78 Naoi (2020)
- 79 Autor *et al.* (2024)
- 80 Par exemple, dans le contexte européen, Rommel et Walter (2018) montrent que les personnes exposées à la délocalisation des emplois ont tendance à favoriser les partis qui promeuvent la redistribution et la protection sociale et que la délocalisation n'a pas augmenté la probabilité de voter pour des partis nationalistes de droite
- 81 Naoi (2020) ; Walter (2021b)
- 82 Bardhan (2022) ; Mutz (2018). De manière plus générale, les chercheurs établissent un lien entre les sentiments d'insécurité ontologique (sécurité de l'être et de sa place dans le monde, par opposition à la sécurité de la survie) et le sentiment nationaliste et le soutien à la suprématie de la race blanche. Voir, par exemple, Kinnvall et Kisić Merino (2023) et Stenner et Andreouli (2023)
- 83 Wolf (2023) ; voir également Rodríguez-Pose (2018, 2022) et Rodríguez-Pose, Terrero-Davila et Lee (2023)
- 84 Algan *et al.* (2021) ; Guiso *et al.* (à paraître) ; Rodríguez-Pose, Terrero-Davila et Lee (2023)
- 85 Le rapport du PNUD (2022b) a ouvert la voie à l'utilisation de nouveaux indicateurs du bien-être subjectif, en utilisant les données de l'Enquête mondiale sur les valeurs. Il a introduit l'indice de perception de la sécurité humaine, qui mesure le sentiment de sécurité des personnes dans leur vie quotidienne en fonction d'un certain nombre de facteurs. Le rapport indique que six personnes sur sept dans le monde déclarent ressentir de l'insécurité dans de nombreux aspects de leur vie. Le Rapport sur le développement humain 2021/2022 (PNUD, 2022a) étudie le bien-être mental à l'aide de données d'enquêtes sur les sentiments de stress, d'inquiétude et de tristesse et en examinant les liens entre le bien-être mental et le développement humain
- 86 Quelque 3 milliards de personnes disent ressentir actuellement de l'inquiétude, soit 687 millions de plus qu'il y a 10 ans ; 2 milliards de personnes disent ressentir de la tristesse, soit 540 millions de plus qu'il y a 10 ans ; 2,9 milliards de personnes disent ressentir du stress, soit 596 millions de plus qu'il y a 10 ans (calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain, à partir des données du sondage Gallup de 2023)
- 87 Blanchflower (2023)
- 88 Daly et Macchia (2023) ; Yonzan, Gerszon Mahler et Lakner (2023)
- 89 De Vries, Hobolt et Walter (2021)
- 90 Altomonte, Gennaro et Passarelli (2019)
- 91 Ajzenman, Cavalcanti et Da Mata (2023) ; Guriev et Treisman (2019)
- 92 Alstadsæter *et al.* (2023)
- 93 De Vries, Hobolt et Walter (2021)
- 94 Walter (2021b)
- 95 Bonomi, Gennaioli et Tabellini (2021)
- 96 Autor *et al.* (2024) constatent que les augmentations des droits de douane à l'importation aux États-Unis en 2018-2019 ont entraîné des tarifs douaniers de rétorsion de la part d'autres pays, qui se sont traduits par des pertes d'emplois concentrées dans certaines régions et certains secteurs des États-Unis. Malgré les résultats économiques négatifs, les électeurs des régions les plus exposées aux droits de douane ont été plus enclins à réélire les candidats qui soutenaient les droits de douane à l'importation
- 97 McConnell *et al.* (2018)
- 98 Ajzenman, Cavalcanti et Da Mata (2023)
- 99 Funke, Schularick et Trebesch (2023)
- 100 Funke, Schularick et Trebesch (2023)
- 101 Aas Rustad et Østby (2023) ; Arasmith, Østby et Aas Rustad (2022)
- 102 ONU et Banque mondiale (2018)
- 103 PNUD (2022b)
- 104 ONU (2021)
- 105 Muriuki *et al.* (2023)
- 106 Melin (2023)
- 107 Sklair (2020). Disponible à l'adresse suivante : <https://iiraorg.com/2021/01/22/globalization-and-the-challenge-of-the-anthropocene/>. Consulté le 5 août 2023
- 108 Degroot (2022) ; Degroot *et al.* (2021)
- 109 GIEC (2021b).
- 110 Vitousek *et al.* (1997)
- 111 UCMP (2023)
- 112 Allan *et al.* (2020)
- 113 GIEC (2021a).
- 114 PNUD (2020b).
- 115 Espagne *et al.* (2023)
- 116 Dalby (2020)
- 117 Wu et Wan (2023)
- 118 Par exemple, Gourdel, Monasterolo et Gallagher (2023) constatent que l'introduction d'une tarification du carbone en Chine peut faire baisser la demande de charbon indonésien, ce qui réduirait le PIB de 4,4 % et augmenterait la dette publique à hauteur de 9,6 % du PIB
- 119 Par exemple, Chepeliev, Osorio-Rodarte et van der Mensbrugge (2021) constatent que la collaboration régionale et mondiale en ce qui concerne les contributions déterminées au niveau national pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre réduira les effets les plus lourds de la transition climatique sur les personnes vivant dans la pauvreté. À l'inverse, un scénario dans lequel les pays versent leurs contributions déterminées au niveau national sans coopération régionale se traduirait par une augmentation de 0,45 % du nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté
- 120 Liu *et al.* (2015)
- 121 Guerrero *et al.* (2021) ; Pacheco (2012)
- 122 Marin *et al.* (2022). Cela dit, la production de soja a également été associée à des problèmes de durabilité (Song *et al.*, 2021)
- 123 Williams *et al.* (2019)
- 124 Hughes *et al.* (2018)
- 125 Keys *et al.* (2019) ; Martín-López *et al.* (2019) ; Pellowe *et al.* (2023)
- 126 Williams *et al.* (2019)
- 127 Dalby (2020), p. 8
- 128 Wu et Wan (2023)
- 129 Feng, Li et Wang (2023)
- 130 Feng, Li et Wang (2023)
- 131 Kinnunen *et al.* (2020)
- 132 OCDE (2018)
- 133 Howard et Hendrickson (2020)
- 134 Degroot (2022)
- 135 Kinnunen *et al.* (2020) ; Monterrosa *et al.* (2020)
- 136 CNUCED (2023)
- 137 Anderson *et al.* (2019)
- 138 FAO *et al.* (2023)
- 139 OIM (2022)
- 140 Black *et al.* (2011) ; McLeman *et al.* (2021)
- 141 Lenton *et al.* (2023). Voir également Xu *et al.* (2020)
- 142 <https://horizons.hdr.undp.org/>.
- 143 Clément *et al.* (2021) ; Rigaud *et al.* (2018)
- 144 UIT (2023).
- 145 En 2020, le nombre d'internautes a atteint 4,9 milliards, et plus de la moitié de la population mondiale était constituée d'utilisateurs actifs de médias sociaux (UIT, 2022)
- 146 Prenons les implications internationales de la faillite de la Silicon Valley Bank, où l'incertitude et la panique se sont répandues dans les grandes entreprises technologiques et le système bancaire mondial, accélérant potentiellement la contagion bien connue des comportements au cœur des faillites bancaires. Bien que les décisions de gestion aient été à l'origine de la crise, les médias sociaux ont joué un rôle

essentiel, car les informations et les rumeurs relatives à la solvabilité de la Silicon Valley Bank se sont rapidement propagées et ont pu contribuer au retrait massif de fonds (Cookson *et al.*, 2023)

147 Par exemple, un récent rapport d'Amnesty International a révélé que les terribles persécutions et violences à l'encontre des Rohingyas au Myanmar en 2017 avaient été précédées par une floraison de discours haineux et de fausses informations concernant les Rohingyas sur les principales plateformes de médias sociaux, aggravant une situation déjà atroce pour la minorité (Amnesty International, 2022). La violence a forcé des milliers de personnes à fuir, propageant le conflit au-delà des frontières nationales. Près d'un million de personnes ont atteint le Bangladesh voisin, où elles continuent à ce jour de faire face à des circonstances extrêmement difficiles dans le plus grand camp de réfugiés du monde (USA for UNHCR, 2023)

148 Michaelsen (2020). Cela a favorisé la possibilité de restreindre les libertés par la persuasion et le contrôle de l'information plutôt que par la violence (Guriev et Treisman, 2019)

149 Altman et Bastian (2022)

150 González et Ferencz (2018) constatent qu'une augmentation de 10 % de la connectivité numérique bilatérale entraîne une augmentation de 2 % de l'échange de marchandises

151 Voir Xing, Gentile et Dollar (2021), chap. 6

152 Buckley (2018)

153 Espagne *et al.* (2023)

154 OMC (2023).

155 Creutzig *et al.* (2022)

156 Cowsls *et al.* (2021) ; Creutzig *et al.* (2022)

157 Creutzig *et al.* (2022)

158 Creutzig *et al.* (2022)

159 UIT (2023).

160 UIT (2022).

161 Cornelli, Frost et Mishra (2023)

162 Frank (2021). Voir également Cornelli, Frost et Mishra (2023) et PNUD (2020b, 2022a)

163 Cornelli, Frost et Mishra (2023) ; PNUD (2020b)

## CHAPITRE 3

1 L'optique des biens publics mondiaux peut aider les pays à mieux comprendre comment orienter leurs contributions pour résoudre les problèmes mondiaux communs. Par exemple, l'atténuation des changements climatiques exige que tous les pays réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre, tandis que l'éradication d'une maladie dépend de son élimination dans le dernier pays où elle est encore endémique. À l'heure où la communauté internationale s'emploie à élaborer de nouveaux traités ou à améliorer les traités existants pour lutter contre les pandémies ou relever les défis environnementaux mondiaux, il est particulièrement important de savoir comment les contributions nationales s'agrègent pour permettre la fourniture des biens publics mondiaux.

2 Par exemple, le Conseil consultatif de haut niveau sur le multilatéralisme efficace du Secrétaire général de l'ONU (<https://highleveladvisoryboard.org/>).

3 Comme proposé dans G20 (2023a).

4 Selon le théorème de Pythagore, dans un triangle rectangle, la somme des carrés des longueurs des deux côtés de l'angle droit ( $a$  et  $b$ ) ( $c$ ) est égale au carré de la longueur de l'hypoténuse : soit ( $a^2 + b^2 = c^2$ ).

5 Cela signifie que le théorème de Pythagore est non rival à l'échelle mondiale en matière de consommation et de production. La non-rivalité d'idées telles que le théorème a été illustrée par l'analogie de Thomas Jefferson avec la flamme d'une bougie, qui ne s'éteint pas si elle est utilisée pour allumer une autre bougie (cité dans Bryan et Williams, 2021).

6 Bien que l'utilisation du théorème dépende d'autres facteurs complémentaires, y compris la capacité à le comprendre.

7 Cela signifie que le théorème de Pythagore est non exclusif à l'échelle mondiale.

8 Le terme « bien » suggère une désirabilité sociale mais n'implique pas une évaluation morale ; il y a beaucoup de choses qui peuvent être considérées comme un bien moral selon différents cadres éthiques et qui ne sont pas des biens publics mondiaux. Les biens publics mondiaux réunissent les deux caractéristiques distinctes d'être non rivaux et non exclusifs de le cadre de la consommation ou de la production. La non-rivalité totale signifie que le fait qu'une personne bénéficie d'un bien public mondial n'enlève rien à ce qui est disponible pour tous les autres. La non-exclusivité totale signifie que les bénéficiaires sont accessibles à tous, sans possibilité d'exclure qui que ce soit.

9 Stiglitz (1999).

10 Comme l'expliquent également Buchholz et Sandler (2021), qui inspirent une grande partie de ce paragraphe.

11 Cet argument s'inspire de Cornes et Sandler (1996). Ce qui compte, c'est la structure d'incitation qui façonne la production et la consommation. Par exemple, alors qu'une miche de pain est entièrement rivale et exclusive, un collectif qui produit du pain et le distribue de manière égale entre les membres du collectif a une structure d'incitation équivalente à celle de la fourniture d'un bien public (Cornes et Sandler, 1996). Le fait que de nombreux pays décident de fournir des services publics qui pourraient également être fournis par le secteur privé (de la santé et l'éducation jusqu'à l'eau et l'assainissement) illustre cet argument (Cornes et Sandler, 1996). Ou encore, les idées du domaine public sont des biens publics mondiaux, mais si leur utilisation est restreinte par l'exploitation d'un pouvoir de monopole ou de droits de propriété intellectuelle, certaines personnes peuvent être exclues. Ces choix sont justifiés pour de nombreuses raisons. Par exemple, si le fait de rendre les connaissances exclusives tend à être inefficace, parce que, étant donné leur non-rivalité, permettre à d'autres personnes n'importe où dans le monde d'accéder aux connaissances une fois qu'elles ont été créées n'entraîne aucun coût (souvenez-vous de la bougie qui ne s'éteint pas en allumant une autre), les incitations à générer de nouvelles connaissances pourraient s'amoindrir si l'auteur qui écrit un roman ou le mathématicien qui recherche un nouveau théorème n'avait aucun moyen de gagner sa vie grâce aux connaissances qui seront finalement produites. Dans le même temps, il n'est pas nécessaire de rendre les connaissances exclusives pour inciter à générer de nouvelles idées, puisque d'autres institutions, allant du financement public de la science, dans le cadre duquel les scientifiques sont institutionnellement récompensés en

revendiquant la priorité d'une découverte scientifique, aux prix pour les percées scientifiques ou artistiques (potentiellement financés par des organisations philanthropiques), encouragent également la création de nouvelles connaissances (Dasgupta et David, 1994).

12 Voir également Liang *et al.* (2023). Pourtant, il existe un large fossé entre le potentiel des technologies de l'information et de la communication pour permettre ce partage des connaissances et la concrétisation de ce potentiel, compte tenu du prix et d'autres obstacles à l'accès, comme cela a été pressenti dans Stiglitz (1999).

13 Les choix sociaux peuvent souvent déterminer si et comment une chose est un bien public mondial en façonnant les structures d'incitation auxquelles les agents concernés sont confrontés pour contribuer au bien public mondial, y compris la manière dont le financement est structuré. Certains biens peuvent présenter des caractéristiques qui sont (et d'autres qui ne sont pas) des biens publics mondiaux. Prenons l'exemple de la monnaie et considérons les trois fonctions économiques qu'elle remplit : réserve de valeur, unité de compte et moyen d'échange. Bien qu'elle soit loin d'être un bien public en tant que réserve de valeur, la monnaie est totalement publique en tant qu'unité de compte. Ce point a été souligné par Kindleberger (1986).

14 L'adoption d'une optique qui réduit la complexité a des avantages mais a aussi un coût, celui de simplifier, par exemple, les interconnexions entre les problèmes mondiaux (voir Newell, Goldstein et Foster (2019) pour une explication de ces liens) et d'être moins pertinent pour les problèmes mondiaux qui ne dépendent pas strictement d'effets d'entraînement transfrontaliers. Toutefois, cette optique apporte une clarté analytique et permet de discerner plus facilement les caractéristiques communes à des problèmes mondiaux qui peuvent sembler sans rapport entre eux ainsi que de mieux savoir quels sont les enseignements que nous devrions retirer d'initiatives fructueuses visant à résoudre les problèmes mondiaux pour les extrapoler à d'autres. Par exemple, la recherche de points communs entre l'atténuation des changements climatiques et la lutte contre la pandémie de COVID-19 (comme dans Ringsmuth *et al.*, 2022) s'inscrit dans le cadre d'une approche des biens publics mondiaux en ce que ces biens sont tous deux fournis de différentes manières, comme nous l'avons vu dans ce chapitre.

15 Les externalités reflètent l'interdépendance non compensée entre les agents (ce qui signifie qu'un agent prend des décisions sans tenir compte de l'incidence que cette décision pourrait avoir sur d'autres agents). Les externalités internationales reflètent l'interdépendance non compensée entre deux ou plusieurs pays et peuvent être négatives (comme dans le cas d'une maladie qui se propage) ou positives (comme dans le cas de la diffusion de connaissances sur la manière d'enrayer la propagation de la maladie). Si toutes les externalités ne sont pas liées aux biens publics, les biens publics mondiaux impliquent toujours des externalités internationales. Nous remercions Todd Sandler d'avoir suggéré cette formulation. Cornes et Sandler (1996, p. 7) affirment que dans l'analyse des biens publics, le concept d'externalité est fondamental. Ils avancent que, selon l'approche de James Meade, une externalité peut être considérée comme un événement qui confère un avantage notable (ou cause un préjudice notable) à une ou plusieurs personnes qui n'étaient pas des parties pleinement consentantes dans la prise de la ou des décisions qui ont conduit directement ou

- indirectement à l'événement en question (cité dans Cornes et Sandler, 1996, p. 39). Ce n'est qu'une des nombreuses façons de définir une externalité. Par exemple, Kenneth Arrow définit les externalités comme des écarts par rapport aux axiomes qui sous-tendent l'optimum de Pareto dans les marchés concurrentiels (Arrow, 1969), que Cornes et Sandler (1996) utilisent pour présenter une théorie des externalités. Voir Kaul et Conceição (2006a) et Kaul *et al.* (2003) pour des exemples de la relation entre les externalités transfrontalières et la fourniture de biens publics mondiaux.
- 16 Cette réalité inspire de nouvelles perspectives sur la gouvernance du système terrestre (Biermann 2014, 2021 ; Biermann et Kalfagianni 2020 ; Burch *et al.*, 2019), la gouvernance polycentrique pour la résilience (Folke *et al.* 2019 ; Keys *et al.*, 2019a ; Galaz, 2022 ; Rockström *et al.*, 2021 ; Rockström *et al.*, 2023) et la gouvernance multiniveaux dans le cadre des changements climatiques (Bulkeley 2005 ; Bulkeley et Newell, 2023 ; Newell et Simms, 2020 ; Stoddard *et al.*, 2021). L'optique des biens publics mondiaux peut également éclairer et enrichir ces perspectives, sans pour autant les remplacer ou s'y substituer.
- 17 Ils sont rivaux en matière de consommation.
- 18 Voir Barrett (2003a) pour une présentation initiale, et toujours canonique, de la gestion des problèmes environnementaux locaux, régionaux et mondiaux en tant que biens publics mondiaux. Pour un examen plus ciblé des biens communs mondiaux, voir Barrett (2006b).
- 19 Comme indiqué dans Buchholz et Sandler (2021).
- 20 Par exemple, les oiseaux chanteurs protègent les cultures en Amérique du Nord au printemps et en été en se nourrissant d'insectes, mais migrent vers l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud pour l'hiver. La dégradation des écosystèmes dans les régions méridionales peut réduire la population d'oiseaux chanteurs en Amérique du Nord, ce qui nuit aux cultures (Myers, 1992, cité dans Buchholz et Sandler, 2021). Les effets négatifs sur la population d'oiseaux peuvent être exacerbés par les changements climatiques (Youngflesh *et al.*, 2023).
- 21 Barrett (2003a) fournit une liste des traités internationaux conclus en matière d'environnement jusqu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle, et précise les dates de signature et de ratification et d'autres informations. Pour une base de données plus complète remontant plus loin dans le temps et jusqu'à aujourd'hui, voir Mitchell *et al.* (2020).
- 22 Pour d'autres exemples illustratifs liés à l'eau : voir Doney *et al.* (2020) en ce qui concerne l'incidence de l'acidification des océans sur les écosystèmes marins ; voir Abbott *et al.* (2019) sur l'importance d'incorporer l'activité humaine dans les représentations du cycle global de l'eau, Allan *et al.* (2020) sur les progrès dans la compréhension de cette relation ; voir Stray *et al.* (2022) à propos de la détection quantique pour la cartographie de la gravité et de ses applications pour le suivi des variations temporelles dans les aquifères et la géodésie ; voir Wu *et al.* (2023) en ce qui concerne l'utilisation des données satellitaires pour détecter les zones sensibles de variation des débits des rivières ; voir Knopf et Alpert (2023) sur les améliorations dans la compréhension de la nucléation de la glace atmosphérique (qui est importante pour comprendre les précipitations mondiales et la structure et la réflectivité des nuages, qui a une incidence cruciale sur les changements climatiques). Les changements dans la végétation et la répartition des poussières semblent avoir été déterminants dans la fin abrupte du Sahara vert (qui a perduré pendant des milliers d'années, jusqu'à il y a environ 5 000 ans), une découverte qui est maintenant essentielle pour comprendre les implications des changements climatiques dans le Sahara et le Sahel à l'avenir. Sur le Sahara vert, voir Tierney, Pausata et deMenocal (2017), Tierney *et al.* (2020a) et Tierney *et al.* (2020b), et sur l'importance de comprendre le passé pour éclairer l'avenir des changements climatiques et l'interaction de ces changements avec la société, voir Degroot *et al.* (2022).
- 23 Keys *et al.* (2017).
- 24 Keys *et al.* (2019b).
- 25 Keys *et al.* (2012). Par exemple, 89 % des précipitations sur le bassin du Nil proviennent de l'extérieur de ce bassin (te Wierik *et al.*, 2021).
- 26 Il existe une abondante littérature sur la « grande accélération » des changements induits par l'être humain dans les processus planétaires (voir, par exemple, Steffen *et al.*, 2015).
- 27 Head *et al.* (2022a) et Head *et al.* (2022b) apportent des données à l'appui de l'émergence d'une nouvelle époque. Le groupe de travail sur l'Anthropocène a proposé de désigner le lac Crawford, au Canada, comme un « épi d'or » (golden spike) (formellement, une section et un point stratotype de frontière mondiale) de l'Anthropocène (McCarthy *et al.*, 2023). Cette désignation est examinée par l'ensemble de la communauté des géologues avant qu'une décision officielle ne soit prise. Le concept de l'Anthropocène transcende la géologie (voir l'analyse proposée par Malhi, 2017), ce qui conduit certains à affirmer que plutôt qu'une nouvelle époque formelle dans l'échelle des temps géologiques, l'Anthropocène devrait plutôt être considéré comme un événement émergent, qui se déploie et s'intensifie (Edgeworth *et al.* (2023), p. 1 ; voir également Bauer *et al.* (2021), Gibbard *et al.* (2022a) et Gibbard *et al.*, 2022b). Pour une réponse à ce point de vue, voir Waters *et al.* (2023). Que l'Anthropocène soit finalement caractérisé comme une unité formelle de l'échelle des temps géologiques ou comme un événement géologique n'enlève rien à la notion largement acceptée selon laquelle les humains sont en voie de transformer fondamentalement la planète de manière sans précédent, et c'est dans cet esprit que le terme est utilisé dans le présent rapport, suivant PNUD (2020b).
- 28 Voir Barrett (2003a) en ce qui concerne l'appauvrissement de la couche d'ozone. La littérature sur les biens publics mondiaux dans le domaine du climat est abondante ; voir Buchholz et Sandler (2021), Keohane et Victor (2016) et Stiglitz (2015). Pour un point de vue récent sur la préservation de la diversité mondiale en tant que bien public mondial, voir Barrett (2022) et Buchholz et Sandler (2021).
- 29 Folke *et al.* (2021).
- 30 Schell (1982, p. 166-167), dans son évaluation des implications d'une guerre nucléaire au début des années 1980, s'était déjà fait l'écho d'une intuition s'agissant de l'importance des biens publics planétaires. Selon lui, l'environnement terrestre n'est pas simplement considéré comme un élément environnant dans lequel il est plus ou moins agréable de vivre, mais comme le fondement de la vie humaine et des autres formes de vie ; l'unité de la terre en tant que système de soutien à la vie est déjà visible autour de nous. L'auteur ajout qu'aujourd'hui, quels que soient les efforts déployés par les responsables politiques pour affirmer le pouvoir souverain de leurs nations, le fait est qu'ils sont tous pris dans les mailles de plus en plus fines de la vie mondiale, dans laquelle la survie de chaque nation dépend de la survie de tous.
- 31 Nous remercions Belinda Reyers pour ces suggestions et pour les précisions apportées dans la présente note. On pourrait considérer, en adaptant la formulation de Mace *et al.* (2014), que la biosphère joue deux rôles clés en tant que bien public planétaire. Premièrement, elle agit comme une source mondiale de diversité des traits fonctionnels des organismes. Les organismes qui ont des caractéristiques fonctionnelles différentes peuvent affecter différemment d'importantes propriétés des écosystèmes mondiaux et régionaux, telles que la production primaire, la décomposition ou la détoxification, et réagir différemment aux changements de l'environnement. Lorsque certaines combinaisons de caractéristiques fonctionnelles disparaissent face aux changements environnementaux, ces fonctions mondiales et régionales essentielles peuvent être menacées. Deuxièmement, elle joue un rôle de bibliothèque de la vie : en d'autres termes, le potentiel évolutif qui nous aide à nous adapter, à changer et à rester résilients à mesure que le monde et les sociétés humaines évoluent. À long terme, c'est-à-dire au cours des siècles et des millénaires, le bien-être de l'humanité dépendra de la capacité de la biosphère à maintenir les services et les processus écosystémiques souhaités face à des pressions sélectives qui évoluent souvent rapidement.
- 32 L'optique des biens publics planétaires n'implique pas une sorte d'impératif déterminé par la nature pour fournir ces biens. En fin de compte, la réalité de l'Anthropocène, qui résulte de la capacité d'agir des humains, et la perturbation des processus planétaires dont les implications ne s'arrêtent pas, et ne peuvent pas être stoppées, aux frontières, justifient l'utilité potentielle de cette optique. L'optique des biens publics planétaires ne signifie pas non plus qu'il n'y aura pas de contestation, en partie parce que les bénéfices des biens publics planétaires (comme ceux de tout bien public mondial) reviennent différemment à différentes personnes à travers le monde, en partie parce que le processus de fourniture de ces biens n'est pas neutre.
- 33 Knuth 1972 ; Maor (2019). Bien qu'il existe des centaines de façons différentes de démontrer le théorème, Pythagore fut peut-être le premier à établir une preuve rigoureuse, ou, du moins, sa démonstration est la plus ancienne trouvée à ce jour (Loomis, 1968). Pour une liste de plus de 100 façons de démontrer le théorème, voir <https://www.cut-the-knot.org/pythagoras/index.shtml> (consulté le 15 décembre 2023).
- 34 Les idées et les connaissances sont créées et diffusées dans des contextes culturels contingents et évolutifs, mais les individus peuvent toujours être des acteurs centraux, sous la forme de ce que Joel Mokyr dénomme des « entrepreneurs culturels » (Mokyr, 2013, 2016). Sen (2009b) décrit également l'importance des écrits de Mary Wollstonecraft au XVIII<sup>e</sup> siècle, qui défendaient les droits des femmes et l'abolition de l'esclavage.
- 35 Les biens publics mondiaux peuvent être fournis par différents agents à plusieurs échelles, dans le cadre de diverses structures d'incitation qui peuvent motiver les agents à contribuer à cette fourniture. En ce qui concerne la multitude d'agents impliqués dans divers aspects de l'élaboration des politiques transnationales, voir

- Pouliot et Thérien (2023) et Stone et Moloney (2019).
- 36 De nombreuses personnes dépendent de la connaissance et de l'utilisation du théorème de Pythagore pour gagner leur vie ; d'autres peuvent passer leur vie sans même savoir ce qu'il énonce (non seulement sans l'utiliser, mais aussi sans apprécier son élégance).
- 37 En fait, certaines théories du développement économique attribuent aux idées le rôle fondamental de moteur du progrès, précisément en raison de leur non-rivalité et parce qu'elles sont le fondement d'idées encore plus nombreuses et plus récentes (en ce sens, elles ont d'importantes externalités positives), y compris sur la manière d'utiliser plus efficacement, plus équitablement et plus durablement les ressources physiques limitées de notre planète (elle aussi matériellement limitée) (Jones, 2023). Arrow (1962) a été le premier à proposer une analyse économique formelle des idées en tant que biens distincts d'autres biens (rivaux). Cette analyse novatrice a établi les implications de la non-rivalité des idées (et de l'incertitude liée aux implications potentielles des idées) pour la production et la demande. Les modèles formels de croissance économique dans lesquels la génération d'idées est endogène ont été mis au point par Romer (1986, 1990, 1993). Jones (2019) explique en quoi la non-rivalité des idées est au cœur de ces modèles de croissance endogène. Le renforcement des incitations à produire et à utiliser des idées est le moteur de ces modèles de croissance et, étant donné que les idées doivent émaner des individus (Jones, 1995, 2020), d'autres facteurs agissent, notamment l'amélioration de l'allocation des talents, en particulier par la réduction de la discrimination fondée sur le genre ou sur la race (Hsieh *et al.*, 2019 ; Jones, 2022).
- 38 La diffusion des idées dépend de multiples variables, depuis la manière dont elles sont stockées jusqu'à la capacité des individus à leur donner un sens et à les utiliser. De nombreuses idées peuvent avoir vu le jour et n'avoir jamais été diffusées. Plutôt qu'une affirmation sur la nature de la création et de la diffusion des idées, l'intention ici est d'illustrer les caractéristiques d'un bien public mondial dont le niveau de fourniture dépend des actions de l'agent unique qui y contribue le plus.
- 39 Pour simplifier, les agents sont des pays qui produisent et bénéficient d'un bien public mondial. Cette simplification grossière fait fi des nombreuses interactions entre le contexte national et les actions internationales des pays, par exemple, l'incidence de la taille de la population d'un pays (Boadway et Hayashi, 1999) et les inégalités de richesse au sein des pays (Bardhan, Ghatak et Karaivanov, 2007). En outre, comme le montrent Murdoch, Sandler et Sargent (1997), le modèle unitaire des pays en tant que décideurs ne fonctionne pas bien lorsque de nombreux agents du pays participent à la décision concernant la façon de fournir le bien public en question. Par exemple, il existe des accords environnementaux qui imposent des réductions des émissions d'oxydes de soufre et d'azote à 25 pays d'Europe, mais, alors que les émissions de soufre sont surtout le fait de quelques industries, les émissions d'oxyde d'azote sont générées par toute une série de secteurs et d'activités économiques. Ainsi, tout au long des années 1980, les émissions de soufre dans ces pays ont diminué de 30 % ou plus, comme l'exige l'accord correspondant, mais ces mêmes pays ont eu du mal à réduire les émissions d'oxydes d'azote.
- 40 Jusqu'à Hirshleifer (1983), tous les biens publics (mondiaux ou non) étaient implicitement supposés suivre une logique d'agrégation par addition, de sorte qu'une grande partie de l'analyse initiale des biens publics et du discours politique (y compris sur les biens publics mondiaux) continue de reposer implicitement sur cette hypothèse. L'examen de la dépendance de la fourniture des biens publics mondiaux à l'égard de différents types d'agrégations des contributions des pays se fait de manière discursive dans ce chapitre, en s'appuyant sur des exemples. Pour des examens formels et plus complets des « technologies » d'agrégation, non seulement pour les biens publics mondiaux mais aussi pour d'autres biens publics, voir Kanbur, Sandler et Morrison (1999) et Sandler et Arce M. (2002). La pertinence de la distinction entre les différentes technologies d'agrégation pour la coopération internationale a été étudiée dans le rapport final du Groupe de travail international sur les biens publics mondiaux (Zedillo *et al.* 2006), ainsi que dans certains documents de référence produits pour le Groupe (en particulier, Barrett 2006b). Pour une synthèse récente de la littérature, voir Buchholz et Rübhelke (2017). Par exemple, pour les polluants atmosphériques qui, contrairement aux émissions de gaz à effet de serre, se dissipent rapidement dans l'atmosphère, la localisation des pays d'origine de ces polluants et des pays touchés par ces derniers est importante, de même que les vents dominants. La portée des biens publics peut donc ne pas être mondiale ; dans ce cas, on est face à la fourniture de biens publics transnationaux qui peuvent être régionaux ou sous-régionaux, comme l'étudient Arce M. et Sandler (2002), Kanbur, Sandler et Morrison (1999), Sandler (1998) et Sandler et Arce M. (2002). Il n'y a pas de substituabilité parfaite, comme dans le cas des émissions de gaz à effet de serre, car certains pays peuvent avoir une incidence plus importante que d'autres, et certains pays peuvent être plus touchés que d'autres. La fourniture est donc toujours déterminée en additionnant les contributions des pays concernés, mais de façon pondérée, où ceux qui contribuent le plus pèsent plus dans l'ensemble que ceux qui contribuent le moins.
- 41 Sandler (1997).
- 42 Rao (2022).
- 43 Ce même pays, les États-Unis, a mis en place un système de surveillance des cyclones tropicaux dans l'hémisphère occidental parce que les gains nationaux nets de cet effort justifiaient l'investissement, même si les avantages profitent également à de nombreux autres pays et, potentiellement, au monde entier (Sandler, 1997). Par l'intermédiaire des centres américains de contrôle et de prévention des maladies, les États-Unis surveillent également les épidémies et cherchent à isoler de nouveaux agents pathogènes dans le monde entier. Ces deux activités de surveillance sont vraisemblablement motivées par le souhait de protéger les citoyens américains, mais elles apportent également des bénéfices mondiaux (Sandler, 2015).
- 44 L'une des implications des biens publics mondiaux à la portée du meilleur est que leur fourniture est améliorée lorsque les pays coordonnent leurs efforts en fonction de leurs ressources et de leurs capacités. Certaines données indiquent que les pays sont conscients de ce fait. Par exemple, Kyle, Ridley et Zhang (2017) rapportent qu'une augmentation de 10 % du financement public de la recherche médicale aux États-Unis pour une maladie donnée est associée à une réduction de 2 % à 3 % du financement de la recherche sur cette maladie par les pouvoirs publics et les fondations de 41 autres pays, car ces pays ajustent vraisemblablement le financement pour se concentrer sur leurs points forts en matière de recherche. La coordination pourrait améliorer l'allocation globale des ressources.
- 45 La concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère est déterminée par le niveau total des émissions, déduction faite de la capacité de la biosphère à les « absorber », c'est-à-dire la somme des émissions de tous les pays.
- 46 En ce qui concerne les biens publics mondiaux additifs, la contribution de chaque pays s'ajoute de manière égale à la marge de la fourniture totale.
- 47 Smith *et al.* (2004).
- 48 Pour améliorer la fourniture des biens publics mondiaux dépendant du maillon le plus faible, l'allocation de ressources à d'autres pays que celui ou ceux ayant la plus faible capacité de contribution ne change pas grand-chose, car cela n'aura que peu d'incidence sur la fourniture totale. En revanche, il est impératif de renforcer la capacité de contribution de ceux qui sont les moins aptes à le faire, car leur contribution détermine le niveau global de fourniture d'un bien public mondial.
- 49 L'analyse part du principe que la fourniture de biens publics mondiaux dépend de la manière dont les pays interagissent dans un monde où les États cherchent à défendre leurs propres intérêts et disposent de ressources et de capacités différentes (voir encadré 3.2).
- 50 Sandler (2016, p. 42) affirme que l'évitement d'une crise financière régionale grâce à une injection de fonds est un bien public à la portée du meilleur.
- 51 Plusieurs initiatives visent à établir une coordination, voire une coopération, dans le cadre de plusieurs projets scientifiques, tels qu'un projet sur la fusion nucléaire pour lequel ITER (<https://www.iter.org/>) a rassemblé des chercheurs de 35 pays, ou un projet sur la physique des particules auxquels participent 23 pays sous l'égide du Centre européen pour la recherche nucléaire (CERN) (<https://www.home.cern/>).
- 52 Par exemple, en codifiant les règles et en mettant en commun des ressources pour fournir des liquidités aux pays confrontés à une crise de la balance des paiements, comme lors de la création du Fonds monétaire international après la Seconde Guerre mondiale.
- 53 Voir Slaughter (2004) et Stiglitz et Kaldor (2013) pour des descriptions et des analyses de la gouvernance multidimensionnelle et multiagents.
- 54 Cette situation est analogue au résultat du dilemme du prisonnier, où la somme des contributions individuelles est inférieure à ce qui serait collectivement souhaitable et réalisable. Chen et Zeckhauser (2018) démontrent que certains pays cherchent à apporter des contributions peu coûteuses à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- 55 On peut s'attendre à ce qu'un pays qui s'engage à verser des contributions modifie les incitations pour que d'autres pays fassent de même à l'avenir. Certains modèles suggèrent que cela pourrait être le cas (comme dans Boadway, Song et Tremblay, 2007), mais la question demeure : qu'est-ce qui pousserait un pays à s'engager en premier lieu ?
- 56 Outre le fait que les pays peuvent avoir des préférences altruistes (Goussebaile *et al.* 2023), l'équité est requise lorsqu'il y a un grand besoin

- de réciprocité (Fehr et Gächter, 2000 ; Fehr et Schmidt, 1999).
- 57 Plusieurs gaz à effet de serre peuvent rester dans l'atmosphère pendant des décennies (GIEC, 2007).
- 58 Voir Dolšák et Prakash (2022) pour un examen des différentes dimensions de la justice climatique. S'agissant de l'importance de la réciprocité et des perceptions d'équité dans le cadre de l'atténuation des changements climatiques, voir Buchholz et Peters (2005), Buchholz, Peters et Ufert (2018), Buchholz et Rübbecke (2019), Carattini, Levin et Tavoni (2019) et Cairney, Timonina et Stephan (2023). Pachauri *et al.* (2022) exposent les raisons pour lesquelles les flux financiers actuels destinés à soutenir les mesures d'atténuation sont injustes. Voir Pachauri *et al.* (2023) et Semieniuk, Ghosh et Folbre (2023) pour un débat sur la question de savoir si la taille de l'économie de chaque pays doit être prise en compte en fonction de la parité de pouvoir d'achat ou des taux de change du marché.
- 59 Pour un examen de l'importance des paiements annexes dans le renforcement de la coopération pour les biens publics mondiaux environnementaux, voir Barrett (2003a), qui affirme que dans un jeu de paiements annexes, les préoccupations en matière d'équité ne déterminent pas les décisions individuelles des pays, mais qu'un résultat perçu comme équitable sera toujours particulièrement convaincant.
- 60 Dans la doctrine formelle sur la fourniture de biens publics, il s'agit du célèbre « résultat de neutralité » (Warr, 1983), qui établit que les transferts de ressources des agents les plus riches vers les agents les plus pauvres n'ont aucune incidence sur le niveau de fourniture de biens publics (additifs). L'idée est que si l'agent qui reçoit un revenu contribue davantage (les augmentations de revenu se traduisent par des contributions plus élevées à un bien public), cette contribution est compensée par une réduction proportionnelle de la contribution de l'agent qui a vu son revenu réduit. S'agissant des biens publics mondiaux (additifs), ce résultat implique, outre les implications que les transferts de revenus peuvent avoir pour l'équité et la réciprocité, que de l'« argent frais » est généralement nécessaire pour améliorer le niveau de fourniture. Dans le contexte international, les organisations philanthropiques ont souvent joué ce rôle d'apport de revenus nouveaux et supplémentaires. En fin de compte, toute répartition des charges liées à la contribution à la lutte contre les changements climatiques est irréductiblement normative et doit être étayée par un raisonnement éthique (Dooley *et al.*, 2021).
- 61 En effet, si un pays ne contribue pas, le bien public mondial n'est pas fourni du tout. Cette situation est très différente de celle des biens publics mondiaux additifs, où même à préférences et ressources égales, les pays sont incités à ne pas contribuer.
- 62 Sandler (1997) montre comment l'équité entre les pays peut améliorer les perspectives de fourniture des biens publics mondiaux dépendant du maillon le plus faible. C'est également ce que démontrent Jayaraman et Kanbur (1999).
- 63 Le fait que l'aide prenne la forme d'une contribution en revenus ou en nature a également son importance, tout comme l'efficacité relative qu'il y a pour les pays riches à fournir une aide en nature ; voir Vicary et Sandler (2002).
- 64 Caparrós et Finus (2020b) proposent un examen récent des perspectives concernant la fourniture de biens publics dépendant du maillon le plus faible et soulignent l'importance des transferts dans ce cadre.
- 65 Olson (1971) a souligné que plus le nombre d'agents impliqués dans une situation de dilemme du prisonnier augmente, plus la probabilité de coopération diminue. Pour des données récentes sur la limite de la taille des groupes permettant la coopération au niveau local, voir Casari et Tagliapietra (2018). Pour un examen du cas particulier des biens publics mondiaux dépendant du maillon le plus faible et de la manière dont les problèmes de parasitisme liés aux transferts internationaux destinés à soutenir le maillon le plus faible s'amplifient à mesure que le nombre de pays riches augmente, voir Sandler (2016).
- 66 Sandler (2016).
- 67 Cette approche complète d'autres démarches visant à tirer des enseignements de la pandémie de COVID-19 pour gérer les problèmes mondiaux, par exemple, dans une perspective de risque systémique (Ringsmuth *et al.*, 2022), et en s'appuyant sur des approches fondées sur des systèmes sociaux, économiques et écologiques intégrés sur une planète en mutation (Crona, Folke et Galaz (2021) ; Galaz (2022) ; Galaz *et al.* (2021) ; Keys *et al.*, 2019a). Elle ne se veut pas un examen ou une évaluation exhaustive d'une période complexe et à multiples facettes, qui comporte encore de nombreuses inconnues, bien que certaines évaluations prennent la forme de commissions d'enquête officielles (telles que Clark (2022), Response (2022) et Sirleaf et Clark, 2021) ou informelles (telles que Cable *et al.* (2022) ; Frenk *et al.* (2022) ; Sachs *et al.* (2022) ; Williamson *et al.*, 2022). Pour un examen et une analyse de la légitimité et de l'incidence de ces évaluations, voir Becker et Nouwen (2019), Stone et Schmider (2023) et Weible *et al.* (2020). Pour une critique « constructiviste » de la manière dont ces évaluations sont formulées, voir Shiffman et Shawar (2022). Les évaluations sont généralement dynamiques et évolutives, car les menaces qui pèsent sur la santé mondiale au XXI<sup>e</sup> siècle se multiplient, et une commission a été créée pour analyser précisément cette question (Kanem, Murray et Horton, 2023). L'optique des biens publics mondiaux pourrait apporter un cadre analytique à l'appui de ces évaluations. L'analyse s'inspire sélectivement de certains événements et choix survenus pendant la pandémie de COVID-19 pour mieux illustrer les éléments d'analyse examinés jusqu'à présent en ce qui concerne la fourniture de biens publics mondiaux. Elle s'inspire d'autres tentatives d'analyse de la pandémie de COVID-19 sous l'angle des biens publics mondiaux, comme celles de Brown et Susskind (2020) et de Sandler (2020, 2023).
- 68 Comme l'ont fait valoir Caparrós et Finus (2020a) au début de la pandémie de COVID-19.
- 69 Voir Arhin-Tenkorang et Conceição (2003) et Sonntag (2010) pour un examen des problèmes sanitaires dans une perspective de biens publics mondiaux.
- 70 Pour une analyse du contexte d'incertitude dans l'élaboration de la riposte face à la COVID-19, voir Collins, Florin et Renn (2020), Kreps et Kriner (2020) et Leach *et al.* (2022). Pour une analyse générale des mesures de lutte contre les épidémies en situation d'incertitude, voir Barnett, Buchak et Yannelis (2023).
- 71 Pour plus de précisions sur la nécessité d'adopter des approches à plusieurs échelles pour se préparer aux pandémies, voir Wilkinson *et al.* (2023).
- 72 Certaines estimations indiquent qu'en 2019, la charge économique liée à la tuberculose se situait entre 1 115 et 3 346 milliards de dollars (en dollars internationaux à parité de pouvoir d'achat de 2017), entre 678 et 2 035 milliards de dollars s'agissant du sida et entre 564 et 1 693 milliards de dollars dans le cas du paludisme (Bloom, Kuhn et Prettnner, 2022).
- 73 Lorsque l'effort d'éradication de la variole a commencé en 1967, la maladie était endémique dans 31 pays et causait jusqu'à 15 millions d'infections et environ 2 millions de décès par an (Fenner, 1993).
- 74 Barrett (2007). Pour une analyse plus approfondie de l'éradication des maladies en tant que bien public mondial, voir Barrett (2003b, 2013b).
- 75 Sandler (2015).
- 76 Par exemple, celles qui ont des hôtes non humains peuvent être très difficiles, voire impossibles à éradiquer (Arhin-Tenkorang et Conceição, 2003).
- 77 Pour une analyse des conditions nécessaires à l'éradication des maladies et de l'évolution des efforts initiaux d'éradication de la poliomyélite, voir Arhin-Tenkorang et Conceição (2003), D. A. Henderson, personnage clé de l'éradication de la variole, s'est déclaré sceptique quant à la possibilité d'éradiquer la poliomyélite (Henderson et Klepac, 2013). Étant donné que bon nombre des difficultés envisagées par Henderson se sont concrétisées, l'accumulation des coûts liés à l'effort d'éradication a rendu cet effort moins attrayant, mais les avantages sont si importants que les estimations suggèrent que l'éradication de la poliomyélite apporterait encore des avantages nets même si elle n'avait lieu qu'en 2029 (Thompson et Kalkowska, 2021), bien que le rapport coût-efficacité soit inférieur aux estimations antérieures (Thompson et Tebbens, 2007). En outre, les efforts d'éradication ont apporté des avantages à part entière (Badizadegan, Kalkowska et Thompson, 2022). L'analyse de la « phase finale de la poliomyélite » continue d'éclairer les efforts déployés pour éradiquer la maladie (Thompson, Kalkowska et Badizadegan, 2022). Cependant, la pandémie de COVID-19 a considérablement perturbé ces efforts (Burkholder *et al.* (2023) ; Kalkowska *et al.* (2023) ; Thompson, 2022).
- 78 OMS (2019).
- 79 Barrett (2011) ; Cohen (2023).
- 80 Si l'analyse souligne l'utilité de disposer d'un cadre conceptuel pour comprendre que la fourniture de biens publics mondiaux se fonde en partie sur les différentes manières d'agréger les contributions individuelles des pays, de nombreux autres facteurs façonnent la fourniture de biens publics mondiaux. Par exemple, la lutte contre l'appauvrissement de la couche d'ozone et la lutte contre les changements climatiques ont de nombreuses propriétés communes en tant que biens publics mondiaux, mais l'efficacité de ces deux luttes a été très différente. Sandler (2017) étudie en détail la manière dont les facteurs contextuels contribuent aux différents résultats obtenus s'agissant de biens publics mondiaux qui partagent de nombreuses caractéristiques.
- 81 Les évaluations menées après la pandémie de COVID-19 ont montré que les pays disposant de capacités de santé publique plus générales étaient mieux à même de lutter contre la maladie, ce qui souligne l'importance non seulement d'une intervention d'urgence, mais aussi du



- comportement humain. Outre le domaine des sciences économiques, l'action collective a fait l'objet de nombreuses formulations et approches dans des domaines tels que la sociologie (Oliver (1993) ; Van Zomeren, Postmes et Spears, 2008), les sciences politiques (Medina, 2013) et l'anthropologie (DeMarrais et Earle, 2017), entre autres.
- 5 Cela fait écho à Schill *et al.* (2019) et Schlüter *et al.* (2017) en ce qui concerne la nécessité de prendre en compte un large éventail d'hypothèses sur le comportement humain pour relever les défis de l'Anthropocène.
- 6 En d'autres termes, les convictions ne sont pas uniquement motivées par le fait qu'elle doivent être conformes à la réalité ; elles peuvent également être motivées de manière intéressée, de sorte que les individus se sentent mieux dans leur peau ou à propos des convictions qu'ils ont (Bénabou et Tirole (2016) ; Zimmermann, 2020). Il est démontré que les individus tiennent à leurs convictions et ont du mal à s'en défaire (Litovsky *et al.*, 2022). Cela peut engendrer des pièges à convictions (Scheffer *et al.*, 2022), avec des implications sociales négatives lorsque les convictions sont néfastes. Par exemple, si les individus se sentent menacés, qu'il y ait ou non une menace objective, ils agissent en conséquence : d'après Buchanan, un fait fondamental concernant les êtres humains est que nous sommes des créatures guidées par des convictions, mais nous sommes faillibles d'un point de vue épistémique, c'est-à-dire susceptibles de commettre de graves erreurs dans la formation et le maintien de nos convictions. Ce que nous croyons fait une différence dans notre façon d'agir et parfois même détermine entièrement notre façon d'agir, mais nous pouvons nous tromper et nous nous trompons souvent dans nos convictions. Si nous croyons à tort que l'autre représente une menace, nous réagissons aussi fortement et négativement que si notre conviction correspondait à la réalité. Ce sont les convictions, et non les faits, qui importent (Buchanan (2020), p. 181).
- 7 Grâce aux normes sociales, les individus se conforment à un comportement dans le but de se percevoir et d'être perçus par les autres comme des membres intègres d'une communauté. Un cas largement cité illustre ces propos, à savoir l'introduction d'amendes par une école pour punir les parents qui étaient en retard pour récupérer leurs enfants, ce qui a entraîné une augmentation des retards des parents, parce que ce qui soutenait le comportement coopératif avant l'introduction des amendes (peut-être une norme sociale ou un engagement intrinsèque) a été sapé par une incitation financière (Gneezy et Rustichini, 2000). Pour un examen d'un ensemble plus large de cas semblables, voir Gneezy, Meier et Rey-Biel (2011). Bénabou et Tirole (2003) ont contribué de manière précoce à l'analyse du moment et de la manière dont les incitations peuvent saper la motivation intrinsèque. Les incitations et autres motivations ne sont pas toujours en opposition ; elles peuvent aussi se renforcer mutuellement (voir Rajapaksa *et al.* (2019) pour un exemple de combinaison d'approches qui a permis d'améliorer la conservation de l'eau).
- 8 Nous remercions Melissa Leach pour cette formulation. Les anthropologues, les sociologues, les linguistes structurels et les historiens étudient l'interaction entre les structures de pouvoir et d'action de différentes manières.
- 9 Nous remercions Karla Hoff pour cette formulation. Kotchen, Rising et Wagner (2023) soulignent la nécessité d'exploiter davantage les enseignements des sciences comportementales pour lutter contre les changements climatiques. Bastini *et al.* (2023), Bergquist *et al.* (2023) et Vlasceanu *et al.* (2023) proposent des analyses et des résultats expérimentaux sur les interventions comportementales possibles pour atténuer les changements climatiques. Taberna *et al.* (2023) montrent que l'incertitude comportementale modère l'importance des facteurs physiques dans le cadre de la réaction face à des changements d'incitations pour s'adapter aux chocs environnementaux. Bergstrom et Hanage (2024) et Saad-Roy et Traulsen (2023) soulignent l'importance d'une description plus riche du comportement humain pour comprendre la dynamique des maladies.
- 10 Cela correspond à ce que Demeritt et Hoff (2018) et Hoff et Demeritt (2023) ont appelé la deuxième vague de l'économie comportementale, tandis que le choix comportemental correspond à ce qu'ils ont appelé la première vague. Pour un examen des applications de la première vague de l'économie comportementale au développement, voir Kremer, Rao et Schilbach (2019), et pour la deuxième vague, voir Hoff et Demeritt (2023).
- 11 Par exemple, l'effet sur la dotation, où les individus demandent plus d'argent pour renoncer à quelque chose qu'ils possèdent qu'ils ne sont prêts à payer pour l'acquérir. Apicella *et al.* (2014) ont montré que cet effet n'était pas universel mais qu'il prévalait dans les groupes exposés aux notions et pratiques de propriété et d'échanges de biens et de main-d'œuvre sur le marché. Pour un examen plus approfondi, voir Apicella, Norenzayan et Henrich (2020).
- 12 En ce qui concerne le pouvoir instrumental de l'espoir et de l'optimisme pour améliorer le bien-être et la manière dont les différents contextes façonnent ce pouvoir, voir, par exemple, Graham et Pinto (2019) et Lybbert et Wydick (2018). Sur les aspirations, voir Fruttero, Muller et Calvo-Gonzalez (2021) et Genicot et Ray (2017, 2020). Pour une analyse des aspirations et des interventions de développement humain, voir Conradie et Robeyns (2013). Sur la relation entre les aspirations, les normes sociales et les résultats du développement, voir La Ferrara (2019).
- 13 Des données indiquent que les individus considèrent les vaccins non seulement comme une mesure d'autoprotection, mais aussi comme un élément d'un contrat social avec leur communauté visant à réduire la propagation des infections (Böhm et Betsch (2022) ; Korn *et al.*, 2020).
- 14 Un contrat social entre les citoyens et un gouvernement national peut être l'élément sur la base duquel les biens publics nationaux sont fournis, les règles sont appliquées et les ressources fiscales prélevées auprès des individus pour financer ces biens publics.
- 15 Certains affirment que la mondialisation a plutôt renforcé le désir d'un plus grand nombre d'États de préserver leur souveraineté et leur autonomie (Krasner, 1999).
- 16 La réalité de l'Anthropocène a stimulé le débat sur la manière dont le renforcement de la gouvernance mondiale compromet le droit international (voir, par exemple, Kotzé (2019), Woolley et Harrington (2022) et Kotzé et Kim, 2022). Cependant, les pays devraient encore accepter volontairement d'adopter les mesures proposées, de sorte que l'analyse présentée dans cette section peut également être utilisée pour comprendre les conditions qui pourraient faire avancer ce débat.
- 17 Cette distinction s'inspire de la différence établie par Sen (2009b) entre les procédures de choix social visant à faire progresser la justice et les approches de Rawls relatives à la conception de contrats sociaux fondés sur une théorie de la justice. Sen va plus loin en affirmant que la recherche de contrats sociaux au sein de chaque pays limite le potentiel d'un spectateur impartial d'autres pays à améliorer les processus de choix social. La résolution des problèmes mondiaux appelle des interventions systémiques, comme l'affirmait Chater et Loewenstein (2022). Cependant, étant donné qu'au niveau mondial, les pays doivent accepter volontairement les interventions systémiques, même si une intervention éventuelle peut être mise au point, la question demeure de savoir comment faire pour que des pays souverains l'acceptent.
- 18 Comme l'affirme Kirshner (2022, p. 15), les individus sont les acteurs ultimes de la politique mondiale ; par conséquent, les hypothèses sur le comportement humain sont inhérentes à tout paradigme (et en découlent), même si elles restent implicites. C'est l'esprit qui sous-tend l'examen mené dans ce chapitre, à savoir tenter d'explicitier différentes hypothèses sur le comportement humain.
- 19 Sen (2009b). Voir également PNUD (2022b), chapitre 3.
- 20 Burgio, Gómez et Arenas (2023) ; Hébert-Dufresne *et al.* (2022).
- 21 Dannenberg et Gallier (2020).
- 22 Pour un examen des implications de ces hypothèses comportementales en droit international, voir van Aaken et Broude (2020) et Fikfak, Peat et van der Zee (2022).
- 23 C'est que l'on désigne parfois l'homo economicus (Persky, 1995).
- 24 C'est aussi généralement le comportement humain de référence attendu, par rapport auquel plusieurs déviations (ou biais) sont établies dans les domaines de l'économie comportementale et des sciences du comportement au sens large.
- 25 Centola et Baronchelli (2015) ; Centola *et al.* (2018).
- 26 Efferson (2021b).
- 27 Par exemple, dans un contexte où les pays doivent encore se coordonner et où tous doivent aller dans une certaine direction, un pays qui n'a pas confiance dans le fait que les autres iront dans cette direction (celle que tout le monde souhaite) peut décider de ne pas prendre de risque et de s'en tenir au statu quo, de sorte que la coordination peut échouer. Cela reflète la citation de Dag Hammarskjöld selon laquelle « c'est lorsque nous ne prenons aucun risque que nous créons un monde d'extrême insécurité » (citée récemment par le Secrétaire général de l'ONU António Guterres, 2023b).
- 28 Thomas Schelling a soutenu que des points focaux peuvent remplir cette fonction de coordination (Schelling, 1965, 1978). Il existe une littérature abondante sur les interventions visant à surmonter les déficits de coordination, y compris des résultats d'expériences (voir Devetag et Ortmann (2007), mais voir Avoyan et Ramos (2023) et Kendall (2022) pour des analyses plus récentes).
- 29 Bien que d'autres analyses rejettent l'idée qu'il s'agit d'exemples d'équilibres mutuellement bénéfiques, soulignant plutôt le rôle omniprésent du pouvoir et des intérêts dans l'établissement

- de ces normes dans certains cas seulement (Krasner, 1991).
- 30 Keohane et Victor (2016).
- 31 Buchholz et Sandler (2021).
- 32 Si l'on fait grand cas du fait que la nature juridiquement non contraignante de nombreux accords internationaux rend ceux-ci inefficaces pour soutenir la fourniture de biens publics mondiaux, le simple fait de rendre un traité juridiquement contraignant ne garantit pas que les États poursuivant leur intérêt personnel modifieront leur comportement. Les pays peuvent choisir de ne pas adhérer à l'accord ou de s'en retirer, comme l'a montré la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (Barrett, 2016).
- 33 Barrett (2016).
- 34 Cela peut donc être modélisé comme un jeu d'assurance (ou « chasse au cerf ») (Sandler, 2016).
- 35 Pour une description détaillée, voir Barrett (2003a).
- 36 Barrett et Dannenberg (2022).
- 37 Pour que le traité aboutisse, il faut que suffisamment de pays le signent pour qu'il soit dans l'intérêt de tous d'en faire partie.
- 38 Voir Barrett (2003a) pour un récit historique des négociations éclairé par une analyse des structures d'incitation mises en place dans le cadre du traité qui ont poussé les pays à revenu élevé d'abord, par l'intermédiaire d'incitations commerciales, puis les pays à revenu faible ou intermédiaire, grâce à des paiements annexes, à signer et à ratifier le traité.
- 39 Bien que d'autres incertitudes puissent rendre difficile la lutte contre les maladies transmissibles, comme l'ont étudié Leach *et al.* (2022).
- 40 Armstrong McKay *et al.* (2022) ; Rockström *et al.* 2009 ; Rockström *et al.* 2021 ; Rockström *et al.* (2023) ; Steffen *et al.* (2015).
- 41 Brovkin *et al.* (2021) ; Lenton (2013) ; Lenton et Williams (2013) ; Lenton *et al.* 2008 ; Steffen *et al.* (2018).
- 42 Kemp *et al.* (2022a).
- 43 Barrett (2016).
- 44 Ces conditions s'apparentent aux incitations qui amènent les pays à fournir un bien public mondial dépendant du maillon le plus faible.
- 45 Aucun seuil de ce type n'a été défini dans le Protocole de Montréal. Pour une perspective différente sur la façon dont l'incertitude peut rendre difficiles les ententes sur les accords environnementaux internationaux, voir Ulph, Pintassilgo et Finus (2019).
- 46 Barrett (2016).
- 47 Burgess, Pielke et Ritchie (2022) ; Keen *et al.* (2022) ; Kemp *et al.* (2022b). De plus, les différences de dommages entre les pays peuvent favoriser la coopération (Waichman *et al.*, 2021). Dans le même temps, les inégalités de ressources peuvent créer un effet compensatoire (Brown et Kroll, 2021).
- 48 Barrett (2013a) ; Barrett et Dannenberg (2012).
- 49 S'il existe une incertitude quant à la valeur seuil, mais qu'une limite supérieure est connue, les pays devront coopérer pour rester collectivement en dessous de la limite supérieure. En présence d'une grande incertitude, chaque pays sait qu'il est peu probable que sa contribution individuelle à hauteur de la limite supérieure fasse franchir le seuil au monde entier. Ainsi, la situation ressemble à celle d'un bien public mondial additif, où chaque pays est incité à contribuer individuellement juste en dessous de ce qui doit être fait pour éviter de franchir le seuil, un comportement confirmé par des expériences (Barrett et Dannenberg, 2012, 2017). Schill et Rocha (2023) indiquent que cette incertitude n'empêche pas la coopération de soutenir les biens communs locaux, mais Ahsanuzzaman, Palm-Forster et Suter (2022) conditionnent ce résultat à la possibilité d'avoir une communication efficace au niveau local.
- 50 Dannenberg et Barrett (2018) ; Dannenberg et Gallier (2020). Sur les risques existentiels, voir Ord (2020).
- 51 Barrett et Dannenberg (2014).
- 52 Pour une analyse précoce des écarts par rapport au modèle de choix rationnel dans le comportement réel de l'action collective, voir Ostrom (1998), qui propose également une série d'idées sur la manière d'élargir les hypothèses comportementales pour tenir compte de ces observations. Pour des examens récents, voir Dijk et Dreu (2021) et Van Lange et Rand (2022).
- 53 Ces écarts ne doivent pas laisser supposer que le modèle type de choix égoïste rend compte de manière plus précise du comportement humain, mais plutôt qu'un modèle de choix fournit une référence par rapport à laquelle structurer les écarts. Ainsi, des termes tels que « biais cognitifs » ou « préférences atypiques » ne sont pas nécessairement des écarts par rapport à ce qui est rationnel, mais plutôt des écarts par rapport au modèle de choix égoïste qui correspond à la norme. Les tentatives de mesure empirique de la rationalité économique se sont révélées peu fiables (Nitsch *et al.*, 2022). L'analyse des enseignements des sciences comportementales proposée ici fait écho aux termes proposés par DellaVigna (2009), qui a regroupé les écarts par rapport au modèle type de choix égoïste en trois catégories : préférences atypiques, convictions atypiques et prise de décision atypique. Il convient d'être prudent pour extrapoler les enseignements tirés de la théorie et des expériences basées sur les choix individuels aux choix de groupe, étant donné que certaines données indiquent que les groupes ou les équipes peuvent être moins sujets que les individus aux biais comportementaux (voir Ambrus, Greiner et Pathak (2015) ; Charness et Sutter (2012) ; Feri, Irlenbusch et Sutter (2010) ; Kugler, Kausel et Kocher, 2012). Toutefois, une analyse plus récente suggère que les observations comportementales sont également pertinentes s'agissant du comportement des groupes et des équipes (Charness et Chen, 2020). Voir, par exemple, Bechtoldt *et al.* (2021), qui utilisent des observations psychologiques pour expliquer le sous-investissement dans l'adaptation aux changements climatiques. Avant que l'on ne dispose de données expérimentales, dont une grande partie sont examinées ici, Amartya Sen avait déjà entrepris une critique de certaines des hypothèses comportementales liées aux modèles de choix égoïstes (voir Sen, 1973, 1977, 1997).
- 54 Comme l'affirment Boon-Falleur *et al.* (2022) s'agissant du bien public mondial que constitue l'atténuation des changements climatiques, et Van Bavel *et al.* (2020) en ce qui concerne le bien public mondial que constitue la lutte contre la COVID-19. Voir Van Bavel *et al.* (2022) pour un examen de l'interaction entre la cognition, les normes et les institutions dans la formation de la coopération de groupe.
- 55 Fehr et Schmidt (1999) ont montré que les personnes interrogées dans le cadre d'expériences présentaient une aversion à l'inégalité, évaluant les gains des autres de manière positive si ces derniers étaient moins bien lotis qu'elles-mêmes, et de manière négative s'ils étaient mieux lotis. Une autre expression de la préférence sociale est l'altruisme pur, où les gains des autres ne sont jamais évalués négativement (Andreoni (1989) ; Andreoni et Miller (2002) ; Charness et Rabin, 2002). Nous remercions Wolfgang Buchholz d'avoir souligné que l'optimisation kantienne est une solution de rechange à la maximisation de l'utilité purement égoïste (Roemer (2019) ; Van Long, 2020). Les motivations prosociales peuvent parfois être en tension, voire en conflit, ce qui pose des problèmes cognitifs concernant la manière de les concilier dans le cadre de la prise de décision (Li *et al.* (2022) ; Sinnott-Armstrong et McKee, 2022). Parmi les autres approches liées aux préférences atypiques, voir citer Frank (1987) en ce qui concerne les préférences endogènes, et Akerlof et Kranton (2000) sur le rôle de l'identité.
- 56 Axelrod et Hamilton (1981). Les progrès récents des approches génétiques, microbiologiques et analytiques ont révolutionné notre compréhension de la coopération entre toutes les formes de vie et à tous les niveaux de l'organisation biologique (West, Griffin et Gardner (2007a) ; West *et al.*, 2021), des gènes aux cellules et même aux virus (Leeks, West et Ghoul, 2021). Par exemple, les bactéries dépendent de l'excrétion de produits provenant d'individus qui profitent au groupe bactérien pour permettre la recherche de nutriments ou la communication (Belcher *et al.* 2022 ; West, Griffin et Gardner, 2007a). Les biologistes ont élaboré une théorie unifiée qui explique l'émergence et le maintien de la coopération dans le monde naturel. Cette théorie repose sur l'idée qu'un individu acquiert une valeur sélective inclusive (reproduction de ses gènes) grâce à sa incidence sur la valeur sélective directe (sa propre reproduction) ou sur la valeur sélective indirecte (reproduction d'individus apparentés en raison du comportement de l'individu). Les stratégies évolutivement stables désignent des interactions où la coopération évolue et se maintient (voir Alger (2023) pour un examen récent), et les termes du débat de longue date sur la sélection de parentèle par rapport à la sélection de groupe sont maintenant en grande partie clarifiés (Birch, 2019). Les préférences sociales ou leur équivalent n'entrent pas en ligne de compte. Bien que ce soit également le cas pour les humains dans de nombreux cas (d'où la pertinence durable du modèle de choix égoïste), la coopération humaine présente des caractéristiques distinctes, compte tenu en partie de la capacité des humains à évoluer culturellement (Apicella et Silk, 2019) et à prendre part à l'apprentissage social (bien que cela n'implique pas toujours la coopération ; Burton-Chellew, El Mouden et West (2017), et que la coopération n'implique pas toujours des résultats sociétaux positifs, comme dans le cas d'une collusion entre entreprises ou de réseaux illicites). Néanmoins, la question de savoir si l'évolution culturelle, abordée dans le coup de projecteur 4.3, s'inscrit dans le cadre de ces conclusions plus générales sur la coopération dans le monde naturel fait l'objet d'un débat, motivé en partie par des questions de terminologie et de signification attribuée aux mêmes termes (Micheletti, Brandl et Mace (2022) ; West, Griffin et Gardner, 2007b).
- 57 Herrmann, Thöni et Gächter (2008) montrent que des sanctions antisociales existent également et qu'elles peuvent être socialement bénéfiques

- lorsqu'elles sont soutenues par des normes de coopération solides. Les motivations de la sanction et de la récompense vont souvent au-delà de ce qui serait nécessaire pour soutenir simplement l'intérêt personnel dans des relations réciproques (Fehr et Gächter, 2000, 2002). Bruhin, Fehr et Schunk (2018) avancent que les préférences sociales, et non les préférences égoïstes, sont la règle. Burton-Chellew (2022) affirme que ce qui a été interprété comme de l'altruisme dans les expériences peut résulter d'une confusion sur les règles et que les humains agissent donc dans leur propre intérêt. Pourtant, il existe des données solides indiquant que les individus se comportent souvent comme s'ils avaient des préférences s'agissant des autres. Par exemple, des données récentes sur les corrélats neuronaux des préférences sociales, qui ont été utilisées pour éclairer le comportement économique dans de nombreux domaines (Camerer, Loewenstein et Prelec, 2005), suggèrent que si la délibération stratégique sur la manière de faire avancer l'intérêt personnel peut également jouer un rôle, le traitement des émotions n'en demeure pas moins un mécanisme clé. Parmi les études pionnières, citons Corradi-Dell'Acqua *et al.* (2013), Corradi-Dell'Acqua *et al.* (2016), Gabay *et al.* (2014) et Sanfey *et al.* (2003). Wang *et al.* (2020) ont démontré que les comportements altruistes soulagent la douleur physique. Pour une méta-analyse récente confirmant les conclusions selon lesquelles le traitement des émotions est essentiel pour les préférences sociales, voir Cutler et Campbell-Meiklejohn (2019). Rhoads, Cutler et Marsh (2021) établissent que le comportement prosocial peut être associé à une intention stratégique, mais qu'il peut également être motivé par des raisons purement altruistes. Une grande partie de ces travaux s'appuie sur l'imagerie par résonance magnétique fonctionnelle (IRMf). Bellucci *et al.* (2020) recommandent toutefois de faire preuve de prudence dans l'interprétation des résultats de l'IRMf compte tenu du manque de connaissances sur le fonctionnement du cerveau. En outre, les individus ayant des préférences plus prosociales ont plus d'aversion pour les écarts par rapport à l'équité (Liu *et al.*, 2019), et le raisonnement utilitaire ne saurait expliquer à lui seul un comportement exceptionnellement altruiste (par exemple, par les personnes qui donnent un rein) (Amorino, Ploe et Marsh (2022) ; Rhoads *et al.* (2023) ; Rhoads *et al.*, 2023b).
- 58 Certaines de ces préférences peuvent être le fait de l'héritabilité (Benjamin *et al.* (2012) ; Cesarini *et al.*, 2008).
- 59 Fehr et Charness (à paraître).
- 60 Les résultats de ces expériences interprétés comme indiquant des préférences sociales s'expliquent aussi par le fait que les participants ne comprenaient pas bien les expériences et qu'à mesure qu'ils ont commencé à comprendre l'enjeu de l'expérience et ce qu'il fallait en apprendre, ils se sont comportés d'une manière compatible avec le modèle de choix égoïste (voir Burton-Chellew (2022), Burton-Chellew et West (2021), Burton-Chellew, El Mouden et West (2016) et Burton-Chellew, Nax et West, 2015). Il est également possible que le comportement non égoïste découle de normes personnelles plutôt que de préférences sociales (Capraro et Perc (2021) ; Capraro *et al.*, 2019).
- 61 S'agissant des préférences sociales au sein de la population, la part des personnes ayant une aversion à l'inégalité varie entre 23 % et 68 %, et la part des celles ayant des préférences altruistes se situe entre 12 % et 47 %. Les échantillons représentatifs d'étudiants, souvent utilisés dans les expériences, s'écartent de cette répartition des préférences à l'échelle de la population (par exemple, la part des préférences égoïstes dans ces échantillons varie de 29 % à 58 % ; Fehr et Charness, à paraître). Il semble également que les préférences prosociales soient plus cohérentes et moins dépendantes du contexte que les choix qui impliquent un raisonnement moral, par exemple lorsqu'il s'agit d'évaluer les compromis entre la fin et les moyens (Bénabou, Falk et Henkel, 2024).
- 62 Iwasaki (2023).
- 63 Comme l'ont établi Thielmann, Spadaro et Balliet (2020) dans une récente méta-analyse de 770 études portant sur 3 523 effets d'une série de comportements prosociaux dans des situations d'interdépendance modélisées dans six jeux économiques couramment étudiés (jeu du dictateur, jeu de l'ultimatum, jeu de la confiance, dilemme du prisonnier, jeu des biens publics et dilemme des biens communs). Lorsque les individus ont à la fois des motivations privées et sociales (par exemple, un vaccin offre une protection individuelle mais favorise également l'immunité collective), la motivation sociale est souvent un moteur de comportement plus puissant (Böhm et Betsch (2022) ; Korn *et al.* (2020) ; Pfattheicher, Petersen et Böhm 2022). Chang *et al.* (2023) montrent que le fait de rappeler aux personnes qu'elles devaient se soumettre à une dose vaccinale supplémentaire, et non les incitations monétaires, ont augmenté les rappels du vaccin contre la COVID-19 en Californie, aux États-Unis. Pour un examen des conditions dans lesquelles les préférences prosociales soutiennent la coopération au-delà des groupes, voir Tilman, Dixit et Levin (2019).
- 64 Fehr et Charness (à paraître) exposent les implications théoriques de l'aversion à l'inégalité pour la coopération et mènent un examen des données à l'appui.
- 65 Brekke et Johansson-Stenman (2008) ; Buchholz and Sandier (2017).
- 66 Elster (1989).
- 67 Legros et Cislaghi (2020) ; Tverskoi *et al.* (2023).
- 68 Van Lange et Rand (2022).
- 69 Fehr et Charness (à paraître) proposent une analyse de la théorie et un examen des données sur la façon dont les préoccupations en matière d'image sociale peuvent conduire à un comportement prosocial. Les préoccupations liées à l'image de soi (la façon dont on se perçoit) sont également importantes, mais semblent l'être moins que les préoccupations liées aux autres (Vu *et al.*, 2023).
- 70 Lergetporer *et al.* (2014).
- 71 Des normes sociales trop strictes au sein des pays peuvent entraîner davantage de violations de ces normes, selon les conclusions d'Aycinena *et al.* (2022).
- 72 Certaines données suggèrent que les récompenses sont plus efficaces que les sanctions pour promouvoir la coopération en vue de fournir des biens publics (Rand *et al.*, 2009).
- 73 Elster (1998, 2015b). Les sociologues, depuis Goffman (1959), ont souligné que la culpabilité et la stigmatisation contribuaient au respect des normes. Il a également été démontré que le respect des normes sociales et les émotions qui y sont liées, telles que la stigmatisation, ont une incidence sur les résultats économiques, par exemple le chômage (Lindbeck, Nyberg et Weibull, 1999). Les normes sociales peuvent faire partie de l'état d'esprit des individus au point d'être intégrées (Granovetter, 1985). Basu (2010) affirme que la « main invisible » d'Adam Smith ne serait pas en mesure d'agir si certaines normes ne guidaient pas les comportements. Pour plus de d'explications sur ce raisonnement et sur ces implications, voir Basu (2022, 2024).
- 74 Fehr et Schurtenberger (2018). Ohtsuki et Iwasa (2006) recensent huit normes sociales de réciprocité indirecte qui peuvent maintenir des stratégies de coopération stables les modèles évolutifs, mais ce nombre est réduit lorsque les évaluations des bons coopérateurs sont privées et perturbées par le bruit (Fujimoto et Ohtsuki 2023).
- 75 Les processus évolutifs et psychologiques qui sous-tendent la norme de coopération conditionnelle (ou plus largement les normes sociales) restent un domaine de recherche actif (Gross et Vostroknutov, 2022). Il a été démontré que la psychologie des normes est universelle, mais que des normes différentes peuvent émerger dans des contextes historiques et culturels différents (voir House *et al.* (2020) ; Kanngiesser *et al.*, 2022, mais voir Heyes (2023) pour un point de vue différent). Il existe des données à l'appui de l'universalité de la valence morale positive de la coopération (documentée pour un ensemble de comportements coopératifs observés dans le registre ethnographique de 60 sociétés dans toutes les régions du monde (Curry, Mullins et Whitehouse (2019) ; voir également Rossi *et al.* (2023) et Van Bavel *et al.* (2022), qui dégagent des principes interculturels communs de comportement prosocial). La conformité au comportement coopératif peut être expliquée comme une intériorisation des normes sociales par l'évolution culturelle (Gavrilets et Richerson (2017) ; mais voir Akdeniz et van Veelen (2021) pour une perspective différente et Bar-On et Lamm (2023) s'agissant du rôle potentiel de l'identité sociale). Tverskoi *et al.* (2023) montrent que la conformité aux normes personnelles et sociales a plus d'incidence sur la prise de décision que les avantages matériels,
- 76 En partie du fait des processus de comparaison sociale. Voir Bergquist *et al.* (2023), Frank (2021) et Helfferich, Thøgersen et Bergquist (2023), qui appliquent ces processus aux comportements en vue d'atténuer les changements climatiques.
- 77 Constantino *et al.* (2022) examinent les possibilités et les difficultés liées à l'exploitation des normes sociales pour lutter contre les changements climatiques.
- 78 Gelfand *et al.* (2011) ; Jackson, Gelfand et Ember (2020).
- 79 Choi *et al.* (2022) ; Jackson *et al.* (2019).
- 80 Gelfand (2021). D'après Buchanan (2020, p. 181), un fait fondamental concernant les êtres humains est que nous sommes des créatures guidées par des convictions, mais nous sommes faillibles d'un point de vue épistémique, c'est-à-dire susceptibles de commettre de graves erreurs dans la formation et le maintien de nos convictions. Ce que nous croyons fait une différence dans notre façon d'agir et parfois même détermine entièrement notre façon d'agir, mais nous pouvons nous tromper et nous nous trompons souvent dans nos convictions. Si nous croyons à tort que l'autre représente une menace, nous réagissons aussi fortement et négativement que si notre conviction correspondait à la réalité. Ce sont les convictions, et non les faits, qui importent.
- 81 Gelfand (2021) ; Gelfand *et al.* (2021).
- 82 Gelfand *et al.* (2020).

- 83 Giuliano et Nunn (2020) ; Gelfand, Gavrillets et Nunn (2024) ; Nunn (2022).
- 84 Meyer (2010).
- 85 Pierotti (2013). En ce qui concerne les mécanismes de diffusion des normes (y compris le rôle des médias et des organisations internationales) dans un pays donné, voir Swindle (2023).
- 86 Sur les politiques de réaction négative, voir Alter et Zürn (2020a, 2020b). Sur le lien avec la polarisation politique, voir Röllicke (2023).
- 87 Sandler (2017) ; Schwerhoff (2016).
- 88 Il a été considéré que ces enseignements ouvraient l'âge d'or des sciences sociales (Buyalskaya, Gallo et Camerer, 2021).
- 89 Parfois appelées « unités coup de pouce ».
- 90 Aumann (2019) affirme que de nombreux biais cognitifs émergent de situations inventées qui ne sont pas celles auxquelles la plupart des individus sont confrontés dans leur vie quotidienne.
- 91 Plus précisément, il s'agit de choix reflétant une aversion pour les pertes potentielles plus grande que n'est l'attrait d'un gain équivalent par rapport à un point de référence (Kahneman et Tversky 1979 ; Tversky et Kahneman, 1992). Pour un examen des estimations empiriques et des efforts visant à quantifier la force de l'aversion pour les pertes, voir Brown *et al.* (à paraître). Toutefois, il ne semble pas que cela soit valable dans toutes les circonstances (Rakow, Cheung et Restelli 2020 ; Zeif et Yechiam 2022).
- 92 Camerer *et al.* (1997).
- 93 Alesina et Passarelli (2019).
- 94 Litovsky *et al.* (2022).
- 95 Olitsky et Cosgrove (2023).
- 96 Selon la taxonomie proposée par Chetty (2015).
- 97 Allcott et Kessler (2019). Reck et Seibold (2023) proposent une explication théorique et une application à la conception des politiques de retraite.
- 98 Comme le préconise Sunstein (2022).
- 99 Voir Milkman *et al.* (2021), qui montrent que le fait de rappeler efficacement aux personnes qu'elles doivent se soumettre à une dose vaccinale supplémentaire permet d'augmenter le taux de vaccination.
- 100 Van Bavel *et al.* (2020).
- 101 Muthukrishna et Henrich (2019). L'hétérogénéité des modèles expérimentaux est également un obstacle à la généralisation des résultats des expériences, comme le montrent Huber *et al.* (2023).
- 102 D'après Davis (2023), qui avance cet argument pour améliorer la théorie des relations internationales.
- 103 Voir Hecht *et al.* (2023) pour une description de la manière dont les facteurs contextuels influent sur les interventions comportementales.
- 104 Comme l'affirme Stiglitz (2021).
- 105 Nous remercions Melissa Leach pour cette observation.
- 106 S'agissant des critères mesurables de ces ensembles culturels, Muthukrishna et Schaller (2020) ainsi que White, Muthukrishna et Norenzayan (2021) s'appuient sur un indicateur de la distance culturelle par rapport aux États-Unis. Obradovich *et al.* (2022) s'appuient sur le comportement de deux milliards de personnes sur les médias sociaux pour créer des indicateurs pour différentes dimensions culturelles.
- 107 Brooks *et al.* (2018) ; Kaaronen, Mulder et Waring (2023) ; Lawson et Gibson (à paraître) ; Richerson *et al.* (2016) ; Waring, Goff et Smaldino (2017) ; Waring *et al.* (2015).
- 108 Bar-On et Lamm (2023).
- 109 Selon la définition de North (1990) ; cela concerne les institutions tant formelles qu'informelles qui façonnent le comportement des individus. À l'instar de Schimmelpennig et Muthukrishna (2023), les institutions formelles peuvent être considérées comme une culture cémentée (hardened culture), écrite pour faciliter la coordination et l'application, mais toujours sous-tendue par des normes culturelles.
- 110 Kaushik Basu (2018) a soutenu qu'il s'agit d'une condition sine qua non.
- 111 L'une des plus grandes répercussions des accords internationaux est qu'ils mettent en avant au sein des pays l'importance d'une question donnée juste après l'adoption d'un accord plutôt que comme le résultat du processus souvent long et fastidieux de ratification et d'entrée en vigueur ; en d'autres termes, les idées semblent être plus puissantes que les obligations juridiques (Hoffman *et al.*, 2022).
- 112 L'analyse proposée dans le présent chapitre ne vise pas à suggérer que l'action collective peut toujours être réduite au comportement atomistique d'agents individuels interagissant pour façonner les institutions. Comme indiqué au début du chapitre, l'action collective peut également être décrite comme un résultat émergent dans des systèmes adaptatifs complexes, où des agents interagissent à plusieurs niveaux d'agrégation sous les contraintes imposées par les institutions formelles.
- 113 Voir également Bednar (2023) et Bednar et Page (2018).
- 114 Efferson, Vogt et von Flüe (à paraître).
- 115 Otto *et al.* (2020) ; Sparkman, Howe et Walton (2021) ; Winkelmann *et al.* (2022).
- 116 Rode et Weber (2016).
- 117 Centola *et al.* (2018) ; Centola et Baronchelli (2015).
- 118 Efferson (2021a) montre que cela est particulièrement difficile au-delà des normes de coordination sociale, lesquelles sont souvent supposées être en place (Szasz *et al.*, 2018).
- 119 Une réplique de l'étude mentionnée dans l'encadré 4.3 sur la restitution des portefeuilles n'a pas permis de confirmer les résultats lorsque le signalement de la disparition du portefeuille était effectué physiquement plutôt que par courrier électronique (Yang *et al.*, 2023). Voir toutefois Tannenbaum, Maréchal et Cohn (2023) et Zhang *et al.* (2023).
- 120 Cohn, Fehr et Maréchal (2014) ont constaté que, bien que les banquiers suisses soient généralement honnêtes, ils se comportaient moins honnêtement lorsque leur profession était mise en évidence par un effet d'amarçage. En revanche, dans le cas d'autres professions, le même effet d'amarçage n'a entraîné aucun changement de comportement. Toutefois, les résultats n'ont pas pu être reproduits dans d'autres contextes culturels (Cohn, Fehr et Maréchal 2019). Rahwan, Yoeli et Fasolo (2019) ont mené la même étude auprès de cinq populations différentes sur trois continents et ont constaté que les résultats ne se généralisaient pas, en partie à cause des différences de culture bancaire dans les différents pays. Une analyse de l'honnêteté intrinsèque dans 23 pays a donné lieu à des résultats conformes à l'hypothèse selon laquelle les comportements et les institutions/cultures évoluent en même temps (Gächter et Schulz, 2016).
- 121 Henrich *et al.* (2001). Ces exceptions aux résultats des expériences sont souvent observées dans des sociétés de petite taille, et certaines données suggèrent que, au moins en ce qui concerne la coopération, il pourrait y avoir une plus grande similitude de comportement entre les sociétés de grande taille (Spadaro *et al.*, 2022) ; c'est-à-dire que même si, au fil du temps, il y a eu des différences entre les cultures (dont certaines restent de petite taille et où ces exceptions comportementales persistent), il pourrait y avoir une certaine convergence de comportements lorsqu'il s'agit de sociétés de grande taille, mais les données ne permettent pas encore de tirer une conclusion ferme à cet égard.
- 122 Henrich, Heine et Norenzayan (2010b).
- 123 Apicella, Norenzayan et Henrich (2020) ; Henrich, Heine and Norenzayan (2010a).
- 124 Schäfer, Haun et Tomasello (2015). Sur l'importance des similitudes culturelles à travers et entre les pays, voir White, Muthukrishna et Norenzayan (2021).
- 125 Cela correspond à un type de préférence sociale qui prend comme point de référence non pas l'égalité des revenus, comme dans le cas de l'aversion à l'inégalité (Fehr et Schmidt, 1999) examinée plus tôt dans le chapitre, mais le type d'égalité qui est considéré comme juste, ce qui est différent pour différentes personnes, en fonction de leurs points de vue sur l'équité. S'agissant de ce qu'implique cette perspective en ce qui concerne la manière de mesurer l'inégalité sans poser l'égalité absolue comme référence, voir, par exemple, Hufe, Kanbur et Peichl (2022).
- 126 Voir Fleurbaey (1995), comme indiqué dans Almås, Cappelen et Tungodden (2020).
- 127 Almås, Cappelen et Tungodden (2020).
- 128 Almås *et al.* (2017).
- 129 Almås *et al.* (2010).
- 130 Almås *et al.* (2022) démontrent que la conviction selon laquelle les riches sont égoïstes varie entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci.
- 131 Almås *et al.* (2022) montrent que lorsque l'on met en relation les réponses données au niveau national à la question de l'Enquête mondiale sur les valeurs « Le gouvernement national devrait-il s'efforcer de réduire les différences économiques entre les riches et les pauvres ? » avec l'inégalité du revenu disponible, aucune corrélation n'est observée, mais lorsque la réponse à la question est mise en relation avec la conviction selon laquelle « l'inégalité est injuste », il existe une forte corrélation positive entre cette conviction et le soutien à la redistribution. Cependant, il existe d'autres déterminants des préférences pour la redistribution ; voir, par exemple, Charité *et al.* (2022).
- 132 Voir Thomas et Markus (2023).
- 133 Cette reconnaissance peut fournir des indications sur les personnes à cibler, la manière de le faire et le but recherché. Le but est-il simplement de modifier les comportements ou d'améliorer le bien-être ? Il s'agit là d'objectifs qui ne sont pas toujours alignés. Nous remercions Charles Efferson pour ces observations. Voir également Berger, Efferson et Vogt (2023), Efferson, Vogt

- et Fehr (2020), Efferson, Vogt et von Flüe (à paraître), Richerson, Boyd et Efferson (2024) et von Flüe, Efferson et Vogt (2024).
- 134 Brooks, Hoff et Pandey (2018).
- 135 Carlson *et al.* (2022).
- 136 Balliet et Lindström (2023) ; Colnaghi *et al.* (2023) ; Fiedler *et al.* (à paraître).
- 137 Halevy (2017, 2023) ; Halevy, Chou et Murnighan (2012).
- 138 Halevy et Halali (2015) ; Halevy *et al.* 2006.
- 139 Shiller (2017) décrit comment les récits façonnent les résultats macroéconomiques. Levy (2022) explique les processus sociaux qui amènent les individus à avoir des convictions, souvent façonnées par le contexte du groupe auquel ils appartiennent, et les limites des hypothèses selon lesquelles les convictions se forment sur la base d'un traitement rationnel individuel de l'information. De Vries (2023) étudie la manière dont quatre récits différents sur le fondement de l'Union européenne continuent de façonner les résultats politiques, économiques et juridiques. Pour un examen récent de la littérature sur la psychologie de la pauvreté, voir Haushofer et Salicath (2023).
- 140 Gelfand, Gavrillets et Nunn (2024) ; Nunn (2022).
- 141 Ellis (2024) ; Richerson, Boyd et Efferson (2024) ; Waring, Wood et Szathmáry (2024).
- 142 Hoff et Demeritt (à paraître).
- 143 Hoff et Demeritt (à paraître). Pour une analyse de la façon dont ces idées peuvent être mobilisées pour envisager des voies permettant d'évoluer dans l'Anthropocène tout en atténuant les pressions planétaires et en faisant progresser le développement humain équitable, voir Efferson (2023), Efferson, Vogt et von Flüe (à paraître) et Ellis (2024).
- 144 Constantino et Weber (2021), p. 151. Morehouse, Maddox et Banaji (2023) démontrent que les groupes socialement dominants peuvent nourrir des préjugés à l'égard d'autres groupes.
- 145 Daley, Newell et Twena (2022) ; Fleurbaey *et al.* (2018) ; Scoones *et al.* (2020) ; Stirling (2015) ; Stoddard *et al.* (2021).
- 146 Comme l'explique Amartya Sen (Sen, 1985, 2009b), les notions de capacité d'agir s'expriment à la fois en termes de réalisations et de libertés. Pour des explications plus récentes d'idées similaires, voir Bednar (2023) et Carugati et Levi (2021).
- 147 Les intérêts partagés peuvent être envisagés comme se situant le long d'un spectre, allant d'aucun intérêt partagé, où la possibilité de conflit est élevée, à une communauté d'intérêts, où les possibilités de coopération sont élevées, comme l'avancent West et Ghoul (2019) dans une analyse de la façon dont la coopération et le conflit coexistent dans le monde naturel. Dans la plupart des situations les intérêts se situent quelque part à proximité des extrémités du spectre, ce qui laisse entrevoir la possibilité tant de conflit et que de coopération. La fourniture de biens publics mondiaux peut être envisagée comme l'étude de domaines du spectre plus proches des intérêts partagés et, donc, où le potentiel de coopération est plus élevé.
- 148 Davidai et Tepper (2023). Alors que ces résultats concernent le niveau individuel, une étude multiniveau portant sur 43 pays a confirmé un isomorphisme dans les convictions à somme nulle qui s'étend du niveau individuel au niveau national (Rózycka-Tran *et al.*, 2018).
- 149 Davidai et Ongis (2019).
- 150 Comme en témoignent le fait que les individus sont moins enclins à aider les autres (Chernyak-Hai et Davidai, 2022) ou le fait que certains pays acceptent d'accueillir des réfugiés (Piotrowski *et al.*, 2019).
- 151 Carvalho *et al.* (2023).
- 152 Melis et Raihani (2023), p. 532.
- 153 O'Madagain et Tomasello (2022). En d'autres termes, il s'agit de l'essence de ce que l'on peut appeler la cognition culturelle, comme le soutiennent Tomasello et Vaish (2013) et Tomasello *et al.* (2005).
- 154 Gross *et al.* (2020).
- 155 Melis et Raihani (2023), p. 532.
- 156 Par exemple, il a été démontré que le fait que la coopération soit fondée sur les préoccupations des individus entraîne des niveaux de coopération plus élevés, motivés par des convictions plus optimistes, et des changements vers des préférences plus sociales que lorsque la coopération est recherchée pour un motif de colère (Ring, Schütt et Snower, 2023). Voir également Akerlof et Snower (2016) et Bartke *et al.* (2019).
- 157 Certaines données indiquent que les contributions aux biens publics et les dynamiques de coopération émergent volontairement lorsque les individus peuvent choisir le bien public auquel contribuer (Shi *et al.*, 2020). Si l'on applique cela aux pays dans le contexte international, différents pays pourraient prendre l'initiative de contribuer volontairement au déclenchement d'une dynamique de coopération.
- 158 Là encore, il existe des différences entre les individus, les caractéristiques différant d'un domaine à l'autre selon que les individus sont plus ou moins susceptibles d'appartenir à des groupes (Kranton *et al.*, 2020). Voir également Doğan, Glowacki et Rusch (2022).
- 159 Romano *et al.* (2017) ; Romano *et al.* (2021a) ; Romano *et al.* (2021b). Pour une description des corrélats des individus développant une orientation plus cosmopolite, voir Zhang *et al.* (2024).
- 160 Schimmelpfennig *et al.* (2022).
- 161 Boeltzig, Johansson and Bramão (2023) ; Vasconcelos *et al.* (2021).
- 162 Bechtel, Genovese et Scheve (2019).
- 163 Bollyky *et al.* (2023).
- 164 Van Bavel *et al.* (à paraître) ; Wagner *et al.* (2020).
- 165 Bollyky *et al.* (2022a) ; Bollyky *et al.* (2022b) ; Bor, Jørgensen et Petersen (2023) ; Lenton, Boulton et Scheffer (2022).
- 166 Henkel *et al.* (2023).
- 167 Berger, Vogt et Efferson (2022).
- 168 Berger, Efferson et Vogt (2023).
- 169 Pour un examen de la théorie de l'identité sociale de l'action collective, voir Van Zomeren, Postmes et Spears (2008). Whitehouse (2018) et Whitehouse et Lanman (2014) décrivent la fusion identitaire, le sentiment viscéral d'unité avec le groupe, comme suscitant la coopération au sein des groupes au point de conduire potentiellement à une abnégation extrême. Voir également Huettel et Kranton (2012).
- 170 Sen (2005, 2006, 2009a). Dulberg *et al.* (2023) montrent comment le fait d'avoir des identités multiples a pu évoluer comme une solution au problème permanent de l'équilibre entre des besoins multiples dans des contextes changeants.
- 171 Cela implique que l'hypothèse selon laquelle le basculement peut être déclenché dans le cadre de ce qui est supposé être une norme de coordination sociale peut ne pas se vérifier et que les interventions peuvent être inefficaces ou contre-productives (Efferson *et al.*, 2015).
- 172 Efferson, Vogt et Fehr (2020) ; Efferson *et al.* (2015) ; Ehret *et al.* (2022).
- 173 Dans l'hypothèse où de nombreux individus sont des coopérateurs conditionnels (Berger, Efferson et Vogt, 2023).
- 174 Le macro-modèle écologique place l'être humain dans le contexte de ses relations avec les prédateurs et les proies (Lehman *et al.*, 2021).
- 175 La période de croissance démographique rapide peut être décrite comme une période où l'être humain est entré dans une interaction mutualiste avec les animaux et les plantes plutôt que de se poser comme leur prédateur (voir également Pollan, 2002) ; cette période a suivi une première transition écologique au cours de laquelle l'être humain pu faire concurrence à ses prédateurs (Lehman *et al.*, 2021). Dans les deux transitions, les processus d'évolution culturelle ont été déterminants. Le mutualisme est omniprésent sous de nombreuses formes et chez de nombreuses espèces dans le monde naturel et tend à être maintenu soit par un intérêt partagé, soit par coercition, mais il est probable qu'il évolue en premier lieu en raison d'un intérêt partagé, la coercition évoluant par la suite pour renforcer le mutualisme (West *et al.*, 2021).
- 176 Colleran (2016).
- 177 Lehman *et al.* (2021).
- 178 Lehman *et al.* (2021).

## CHAPITRE 5

- 1 Sen (1991) ; PNUD (2022a). La capacité d'agir dans un but concret (que l'on retrouve chez les reptiles) et même la capacité d'agir dans une certaine intention (que l'on retrouve chez les mammifères) ne sont pas l'apanage des humains, pas plus que la poursuite de l'intérêt personnel, comme dans les modèles de choix égoïstes examinés au chapitre 4 (que l'on retrouve chez les grands singes, par exemple ; Jensen, Call et Tomasello (2007) ont montré que les chimpanzés sont des maximisateurs rationnels dans un jeu de l'ultimatum). Les animaux (non humains) semblent également suivre des normes sociales (descriptives) (basées sur le besoin de s'adapter au fait que les humains entretiennent des relations avec d'autres animaux sociaux non humains) (Andrews, Fitzpatrick et Westra, 2024 ; Westra *et al.*, à paraître). Cependant, selon O'Madagain et Tomasello (2022) et Tomasello (2022), les humains sont différents en ce sens qu'ils ont développé la capacité de définir et de poursuivre une intentionnalité et une capacité d'agir partagées, ce qui est considéré comme le fondement des origines de la cognition culturelle (Tomasello *et al.*, 2005). Bien qu'il existe différents points de vue sur les évolutions qui ont conduit les humains à être capables d'élaborer des normes injonctives et morales (Stanford, 2017, 2018), cela correspond à une expression de la capacité d'agir humaine qui transcende la recherche de l'intérêt personnel. Il a également été avancé que les humains ont une psychologie morale flexible qui permet d'établir, au moyen de processus de réflexion et de délibération

- publiques (voir chapitre 6), des normes morales et des institutions qui les soutiennent, qui intègrent non seulement tous les humains, mais aussi potentiellement d'autres êtres (Buchanan, 2020, 2021 ; Buchanan et Powell, 2018). Pour un point de vue psychologique sur la capacité d'agir humaine, voir Bandura (2001, 2006).
- 2 Sen (2016), p. 7.
- 3 D'après les données de l'Enquête mondiale sur les valeurs (voir la figure 5.3 plus loin dans le chapitre).
- 4 La distinction entre les aspects du développement liés au bien-être et à la capacité d'agir suit le cadre de Sen (1985, 1991).
- 5 Sen (1991).
- 6 Les stratégies de développement humain ont d'abord mis l'accent sur l'investissement dans l'éducation et la santé, ainsi que sur la promotion d'une croissance économique équitable, les trois dimensions de l'IDH. Elles mobilisent la capacité d'agir individuelle des personnes et renforcent leur capacité de production des personnes dans leur propre intérêt privé » (Fukuda-Parr, 2003, p 309).
- 7 D'après le modèle biopsychosocial d'Engel, brièvement expliqué dans Conti (2022).
- 8 Folke *et al.* (2021) ; PNUD (2022a).
- 9 Selon Elster (2015a), la prise de décision collective est le processus par lequel les décisions émanant de la formation de convictions collectives et de l'action collective sont mises en œuvre. Ces processus comprennent le débat, le vote et la négociation.
- 10 Turchin (2013).
- 11 Cela équivaut à 47 % de la population mondiale. Selon les rapports sur l'indicateur 1.3.1 des objectifs de développement durable (<https://www.social-protection.org/gimi/WSPDB.action?id=32>). Consulté le 16 novembre 2023).
- 12 Données de 2022, dans l'enseignement préprimaire, primaire et secondaire. Selon la base de données de l'Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (<http://data.uis.unesco.org/>). Consulté le 16 novembre 2023).
- 13 Vaidyanathan (2024).
- 14 Par exemple, en 2023, la Campagne d'action pour les objectifs de développement durable a mobilisé 150 millions d'actions (EIN Presswire, 2023).
- 15 Données de 2023, Union internationale des télécommunications (<https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/stat/default.aspx>). Consulté le 16 novembre 2023).
- 16 Carleton et Greenstone (2022) ; Stiglitz et Stern (2017).
- 17 Voir Carleton *et al.* (2022).
- 18 AIE (2023a).
- 19 Black *et al.* (2023).
- 20 Papada *et al.* (2023).
- 21 Tørsløv, Wier et Zucman (2022).
- 22 D'après OCDE (2022). La mobilisation des ressources a atteint 83,3 milliards de dollars en 2020, ce qui représente moins de 0,1 % du PIB mondial (85 000 milliards de dollars) cette année-là. En 2022, le PIB mondial a dépassé la barre des 100 000 milliards de dollars (base de données du Fonds monétaire international sur les perspectives économiques mondiales, avril 2003). <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2023/April/weo-report>.
- 23 Vaidyanathan (2024).
- 24 Voir Sènit (2020).
- 25 Tørres (2021).
- 26 Global Witness (2023).
- 27 Y compris l'augmentation d'expériences négatives, telles que la colère, le stress, la tristesse, la douleur physique et l'inquiétude (Clifton, 2022).
- 28 Pour des données sur l'insécurité économique et le soutien au populisme (en Europe), voir Guiso *et al.* (2019, à paraître). Bien qu'il ait également été avancé que l'insécurité économique a conduit à la fractionnalisation du système politique (c'est-à-dire à l'émergence d'un plus grand nombre de partis de niche au-delà de ceux qui représentent largement les différents segments du spectre politique), il existe une distinction entre la polarisation et la fractionnalisation dans les systèmes électoraux ; voir Norris (à paraître).
- 29 Funke, Schularick et Trebesch (2023) ; Rodrik (2021).
- 30 Prados de la Escosura (2022).
- 31 Une étude détaillée portant sur le Brésil, la France et les États-Unis (Adserà, Arenas et Boix, 2023) a également révélé que le soutien à la démocratie était fort et solide.
- 32 Voir Kurlantzick (2022), Nichols (2021) et PNUD (2023b).
- 33 Cette question a été suggérée par le Programme des Nations Unies pour le développement, contribuant ainsi au pilotage de la mesure pour l'indicateur 16.7.2 des objectifs de développement durable.
- 34 La notion de capacité d'agir liée à des résultats collectifs est appelée « capacité d'agir collective ». Voir, par exemple, Ibrahim (2006) ; Leßmann (2022) ; Pelenc, Bazile et Ceruti (2015) ; Rauschmayer *et al.* (2018).
- 35 La confiance dans les institutions dépend de multiples facteurs. Par exemple, Hirai (2020) présente un cadre dans lequel la confiance dans les institutions est liée à la confiance dans les intentions et les compétences de celles-ci. Elster (2015a) affirme également que la confiance dans les institutions est souvent imprécise en ce qu'elle peut signifier différentes choses (intégrité, compétence ou même que l'institution est crainte). Un autre concept connexe est celui de la légitimité des institutions (voir Levi, Sacks et Tyler (2009) et le chapitre 4). Dans ce chapitre et dans le chapitre 6, le terme « confiance » dans les institutions désigne la mesure dans laquelle les individus considèrent que les institutions produisent les résultats attendus d'elles.
- 36 Sen (1991) ; PNUD (2022a).
- 37 Sen (1977), p. 326.
- 38 Il existe de nombreuses sources potentielles pour ces engagements et leur relation avec le maintien de la coopération, allant des normes sociales (voir le coup de projecteur 4.3 du chapitre 4) et des inférences quant aux motivations des autres (Carlson *et al.*, 2022) jusqu'aux valeurs morales (Stanford, 2018) et au raisonnement individuel et public sur ce qui devrait faire l'objet d'une préoccupation morale façonnant différentes perspectives sur le progrès moral (Buchanan (2020) ; Sauer *et al.* (2021) ; Sterelny, 2019). Les engagements peuvent également prendre la forme de codes de conduite visant, par exemple, à sanctionner les actions des agents qui font défection pendant la coopération (même si cette sanction nuit au bien-être de celui qui la prend), ce qui est un mécanisme qui soutient la coopération (Ostrom, 2000).
- 39 Leßmann (2022).
- 40 Les progrès réalisés dans la réduction des inégalités, dans la lutte contre l'insécurité humaine et dans la remise en question des préjugés à l'égard de la coopération dans le cadre des normes sociales, ainsi que dans l'amélioration des espaces de délibération, peuvent influencer sur les facteurs de stress et de facilitation d'une action collective à grande échelle, comme le décrivent Jagers *et al.* (2020).
- 41 Pour plus de précisions sur la relation entre la capacité d'agir et la pauvreté, voir Rahman (2023).
- 42 Rasmussen et Reher (2023).
- 43 Pour la définition des perceptions d'insécurité et le lien avec la notion de sécurité humaine, voir PNUD (2022b).
- 44 Pour plus de précisions sur les liens entre la sécurité humaine et les contraintes qui pèsent sur la participation des individus à l'action collective, voir PNUD (2022b).
- 45 PNUD (2022a).
- 46 PNUD (2022b) ; Ziervogel, Cowen et Ziniades (2016).
- 47 Sen (2009), p. vii.
- 48 PNUD (2023a).
- 49 Voir, par exemple, Schaeffer (2020).
- 50 PNUD (2023a).
- 51 PNUD (2023a).
- 52 PNUD (2023a).
- 53 Laboratoire d'action contre la pauvreté Abdul Latif Jameel (2020) ; PNUD (2023a).
- 54 PNUD (2023a).
- 55 PNUD (2022a).
- 56 Corat et Raimondo (2011).
- 57 Krause, Krause et Bränfors (2018) ; Stone (2015) ; ONU Femmes (2015).
- 58 Krause, Krause et Bränfors (2018).
- 59 Stewart, Holdstock et Jarquin 2002 ; Banque mondiale (2018).
- 60 Par exemple, de 1992 à 2019, seuls 6 % des signataires d'accords de paix étaient des femmes. Voir Council on Foreign Relations (2023).
- 61 Gebhard *et al.* (2020) ; Huang *et al.* (2021). Cela s'explique en partie par la prévalence plus élevée de maladies cardiovasculaires préexistantes, qui augmentent la vulnérabilité à la COVID-19 (Griffith *et al.*, 2020).
- 62 P. Clapp (2023) ; Dang et Nguyen (2021).
- 63 ONU Femmes (2021). Plusieurs études font état d'une violence domestique accrue pendant la pandémie de COVID-19, tant dans les pays en développement (Aguero (2021) ; Decker *et al.* (2022) ; Kifle *et al.*, 2024) que dans les pays développés (Berniell (2021) ; Piquero *et al.*, 2021).
- 64 Blanchflower et Bryson (2022).
- 65 Brooks, Hoff et Pandey (2018) ; Hoff et Walsh (2019).

66 Fondation Lloyd's Register et Gallup (2022).

67 PNUD (2020b).

68 Jens Beckett souligne depuis longtemps l'importance de cadres tournés vers l'avenir pour permettre aux institutions de fournir une « légitimité promissoire » en plus de la légitimité de processus et de résultat (Beckett (2013) ; Beckett (2020) ; Beckett et Bronk (2018) ; Beckett et Suckert, 2021).

69 PNUD (2019).

70 Voir PNUD (2019) pour un examen de la littérature sur la grande divergence.

71 Ces avantages sont appelés « produits conjoints » dans la littérature et, formellement, cela fait de ces cas des exemples de biens publics mondiaux impurs, parce qu'ils génèrent également des avantages (privés) spécifiques au pays dans les pays bénéficiaires. Voir Cornes et Sandler (1996).

72 Le terme « peut » est utilisé ici car il peut également y avoir des effets négatifs et des compromis, comme indiqué dans Cohen *et al.* (2021), Finus et Rübbecke (2013) et Pittel et Rübbecke (2008). Pour un examen des bénéfices accessoires de l'atténuation des changements climatiques, voir Deng *et al.* (2018).

73 Ürge-Vorsatz *et al.* (2014).

74 Karlsson, Alfredsson et Westling (2020) ; Negev *et al.* (2022).

75 Certains des coûts, au moins en termes macroéconomiques, de la tarification du carbone semblent surévalués. Voir Metcalf et Stock (2020).

76 Pour plus de précisions sur ces initiatives et les coûts à court terme des subventions, voir Buchholz, Dippl et Eichenseer (2017) en ce qui concerne l'Allemagne et Hughes et Podolefsky (2015) s'agissant de la Californie.

77 Gerarden (2023).

78 Carvalho, Dechezleprêtre et Glachant (2017).

79 Bollinger et Gillingham (2019).

80 Gillingham et Stock (2018).

81 Nussbaum (2013).

82 Bernauer et Gampfer (2015).

83 Brumme et Rübbecke (2023).

84 Kremer (2006) ; Kremer et Leino (2004).

85 Amin (2016).

86 Comme étudié dans Chan (2019).

87 King (2006).

88 Glennerster et Jayachandran (2023).

89 Shiller *et al.* (2018). De tels instruments, comme les obligations souveraines indexées, ont été soutenus, entre autres, par le Fonds monétaire international (FMI, 2017). Si les obligations souveraines indexées sont plus coûteuses que les instruments habituels, il convient soit de subventionner ce coût, soit de coordonner leur déploiement, afin d'éviter tout arbitrage boursier. Les institutions financières internationales peuvent jouer un rôle à cet égard. Shiller (2006) affirme que les obligations souveraines indexées ont des propriétés similaires à celles du financement par actions, tout en notant qu'il n'existe généralement pas de financement de ce type pour les États souverains (contrairement aux entreprises).

90 G 20 (2023a).

91 Haq et Streeten (1995).

92 Pour un débat relatif à la gouvernance économique dans ce que les ouvrages décrivent comme un monde fracturé, voir Brown, El-Arian et Spence (2023) et Tucker (2022).

93 ONU (2023b).

94 OPHI et PNUD (2023).

95 PNUD (2022b).

96 Par exemple, la Commission Stiglitz sur les réformes du système monétaire et financier international (mise en place en 2008, au milieu de la crise financière mondiale) a suggéré la création d'un conseil mondial de coordination économique (Commission Stiglitz, 2009).

97 Par l'intermédiaire des 171 membres du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales. En 2022, des renseignements sur près de 12 000 milliards d'euros d'actifs ont été automatiquement échangés. Voir OCDE (2024b).

98 OCDE (2024a).

99 Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (2023).

100 Alstadsæter *et al.* (2023).

101 Alstadsæter *et al.* (2023).

102 Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a constitué une étape importante dans cette direction. Plus récemment, la Banque mondiale a annoncé un nouvel énoncé de mission : mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée sur une planète viable en renforçant l'inclusion, la résilience et la durabilité, qui s'inscrit dans une perspective prospective et planétaire (Comité de développement, 2023).

## CHAPITRE 6

- 1 L'émergence et la gestion de la profonde interdépendance décrite dans la première partie du Rapport ont été soutenues par l'action collective internationale. De nombreux aspects de cette interdépendance sont associés aux organisations internationales et aux régimes de l'après-guerre (Keohane, 1982) et à de nombreux biens publics mondiaux (Kaul, Grunberg et Stern (1999) ; Kaul *et al.*, 2003).
- 2 Comme nous l'avons vu au chapitre 4, la coordination entre les pays est souvent plus facile à réaliser que la coopération.
- 3 Le présent chapitre aborde la polarisation sous différents angles. L'accent commun à toutes les perspectives est la division de la société autour de lignes politiques ou identitaires : « [La polarisation] se traduit par un écart de plus en plus profond entre des groupes qui ont des points de vue divergents sur les questions politiques et sur les approches à adopter pour résoudre des problèmes sociétaux complexes » (coup de projecteur 6.1). Dans le cadre de cette définition large, la polarisation politique désigne la mesure dans laquelle les citoyens se retranchent idéologiquement dans leurs propres valeurs et convictions politiques, creusant ainsi le fossé qui les sépare des citoyens qui ont des valeurs et des convictions politiques différentes (van Prooijen (2021), p. 2). Un concept connexe de la polarisation est la polarisation affective, définie comme la tendance à considérer les membres d'un groupe externe de manière négative et les membres d'un groupe d'appartenance de manière positive, d'une façon qui déclenche souvent des réactions viscérales

ou émotionnelles (Iyengar, Sood et Lelkes, 2012). La polarisation affective est particulièrement préoccupante parce qu'elle renforce la solidarité au sein du groupe d'appartenance et l'hostilité à l'égard des groupes externes, en ce sens que les intérêts et les autres motivations du comportement deviennent secondaires par rapport au sentiment général d'appartenance au groupe. La polarisation affective a donc des implications sur le comportement qui vont au-delà des différences d'opinion et qui touchent de nombreux aspects de la vie des individus (lieu de résidence, choix des amis ou des partenaires). Ainsi, la polarisation affective peut devenir un processus de dérive autonome, les individus étant de plus en plus classifiés et divisés, ce qui aggrave encore la polarisation (l'analyse de la polarisation affective se fonde sur Baldassarri et Page, 2021). De données indiquent que la polarisation implique même des réponses neurologiques différentes à des attitudes différentes (Leong *et al.* (2020) ; Moore-Berg *et al.*, 2020).

4 Kosse *et al.* (2020).

5 Charness et Chen (2020) ; Charness et Sutter (2012) ; Doğan, Glowacki et Rusch (2022).

6 Appiah (2019), p. 26. Il en va de même pour la similitude culturelle des individus qui adhèrent à la même religion, même s'ils vivent dans des pays différents (White, Muthukrishna et Norenzayan, 2021).

7 Romano *et al.* (2021b).

8 Voir Aaldering et Böhm (2020) pour une analyse des différences de coopération au sein des pays et entre les pays.

9 Koczan *et al.* (2011).

10 Romano *et al.* (2017). Kranton *et al.* (2020) montrent que les attitudes « groupistes » et « non groupistes » des individus s'étendent à différents domaines (de la politique aux contextes sociaux simplifiés). Voir également l'analyse proposée plus loin dans le chapitre sur les différences d'attitude à l'égard des préoccupations mondiales entre les personnes d'un même pays.

11 Baldassarri et Abascal (2020) ; Buchan *et al.* (2009).

12 Bai, Ramos et Fiske (2020). Les stéréotypes en eux-mêmes constituent également un obstacle à la coopération, dans la mesure où les individus perçus comme se conformant à un stéréotype sont considérés moins dignes de confiance (Stewart et Raihani, 2023). Une nouvelle étude fascinante montre que les goûts et les préférences musicales se diversifient à mesure que les individus visitent de nouvelles villes et de nouveaux pays (Kim, Askin et Evans, 2024).

13 Gorman et Seguin (2020).

14 Demander aux individus de porter un jugement sur différents objectifs avant de prendre une décision (faire appel à la raison et soumettre les convictions à un examen minutieux) est efficace pour réduire la polarisation et l'extrémisme (Kvam *et al.*, 2022).

15 Whitehouse (2018) ; Whitehouse et Lanman (2014).

16 Oeberst et Imhoff (2023).

17 Par exemple, les internautes choisissent de s'intéresser à des informations plus partisans après avoir effectué des recherches sur Google. Il s'agit donc d'une sélection volontaire et consciente, et non d'une simple exposition passive à des informations partisans dans des « chambres d'écho » (Robertson *et al.*, 2023).

- Cependant, les médias numériques peuvent également favoriser la polarisation affective en portant davantage l'attention sur le tri des personnes en différents groupes que sur les divergences d'opinions des différents groupes (Törnberg, 2022). Tokita, Guess et Tarnita (2021) expliquent comment les systèmes d'information polarisés peuvent réorganiser les réseaux sociaux de manière à favoriser la polarisation. Voir également Santos, Lelkes et Levin (2021).
- 18 Jost, Baldassarri et Druckman (2022). Bien qu'elle soit souvent présentée en termes binaires dans le cadre de systèmes bipartites, la polarisation politique affective se produit également dans les systèmes multipartites (voir Martin-Gutierrez, Losada et Benito, 2023) et peut se manifester au-delà des lignes de parti lorsque des groupes adoptent des positions opposées sur des questions qui dépassent ces lignes.
- 19 Charness et Chen (2020).
- 20 Baldassarri et Page (2021). Voir également McCoy, Rahman et Somer (2018) et McCoy et Somer (2019).
- 21 Kingzette *et al.* (2021).
- 22 Dimant (2024).
- 23 Lelkes (2016) ; Mason (2015). Les théories de la polarisation affective s'appuient sur les travaux qui reconnaissent l'importance de l'identité sociale pour l'autoestime. La théorie de l'identité sociale postule que les individus se classent eux-mêmes et classent les autres dans divers groupes sociaux sur la base de caractéristiques communes et qu'ils tirent de leur appartenance à ces groupes un sentiment d'autoestime. Voir Tajfel et Turner (2001).
- 24 Cela vaut également pour le comportement en ligne (van der Does *et al.*, 2022).
- 25 Voir Iyengar, Sood et Lelkes (2012) et McCoy, Rahman et Somer (2018).
- 26 Boese *et al.* (2022) ; Card *et al.* (2022) ; Iyengar, Sood et Lelkes (2012) ; McCoy et Somer (2019) ; Wagner (2021).
- 27 Levin, Milner et Perrings (2021).
- 28 Voir Van Bavel *et al.* (à paraître) sur les coûts de la polarisation de la pandémie de COVID-19.
- 29 Vasconcelos *et al.* (2021).
- 30 Cela s'inspire fortement de Bednar (2021). Voir également Kawakatsu *et al.* (2021), qui étudient comment la polarisation empêche la conception institutionnelle de Madison de remédier à ce qu'il appelait les « méfaits des factions » : Madison partait du principe que les individus ont des points de vue différents sur des questions différentes et qu'ils ne se répartissent pas en groupes opposés en ce qui concerne de nombreuses ou la plupart des questions (et donc qu'une plus grande diversité d'intérêts dans un système politique doté d'institutions soutenant une société pluraliste remédierait aux méfaits des factions ; ce qu'empêche la polarisation). Pour une revue de la littérature sur la résilience démocratique, voir Holloway et Manwaring (2023).
- 31 McCoy et Somer (2019).
- 32 Iyengar *et al.* (2019).
- 33 McCoy et Somer (2019).
- 34 Bradley et Chauchard (2022). Ces dissensions se prêtent souvent à la mobilisation politique, les acteurs et les dirigeants politiques utilisant des récits de revendications fondés sur des groupes et sur une concurrence entre « nous » et « eux » dans le cadre de leurs campagnes politiques.
- 35 Hobolt, Leeper et Tilley (2021).
- 36 Hobolt, Leeper et Tilley (2021).
- 37 Henkel *et al.* (2023).
- 38 McCoy, Rahman et Somer (2018).
- 39 Stewart, McCarty et Bryson (2020).
- 40 Comme le soutient depuis longtemps Ronald Inglehart (voir Inglehart (2020) et Norris et Inglehart, 2011). Pour un point de vue semblable mais plus récent, voir Enke, Polborn et Wu (2022), qui présentent les valeurs comme des produits de luxe (la demande relative de valeurs par rapport aux biens matériels augmente à mesure que le revenu augmente) et examinent la façon dont cela est lié à la polarisation politique.
- 41 Stewart, Plotkin et McCarty (2021).
- 42 McCoy et Somer (2019).
- 43 PNUD (2022a).
- 44 McCoy, Rahman et Somer (2018).
- 45 McCoy, Rahman et Somer (2018) ; McCoy et Somer (2019).
- 46 McCoy et Somer (2019).
- 47 De Dreu et Nijstad (2008).
- 48 PNUD (2022a).
- 49 McCoy, Rahman et Somer (2018).
- 50 Voir Osborne *et al.* (2023) en ce qui concerne les causes psychologiques de l'autoritarisme, aggravées par les visions du monde associées aux perceptions de la menace. Les visions du monde qui considèrent le monde comme compétitif entraînent également davantage de violations des normes et pratiques démocratiques, qui ne prennent pas nécessairement la forme d'un autoritarisme.
- 51 Papada *et al.* (2023).
- 52 MacKuen *et al.* (2010).
- 53 Pour des données et des analyses sur la manière dont la polarisation entrave la fourniture de biens publics mondiaux et, plus généralement, la coopération internationale, voir Baldassarri et Page (2021), Levin et Weber (à paraître) et Perrings, Hechter et Mamada (2021).
- 54 De Vries, Hobolt et Walter (2021) ; Ecker-Ehrhardt (2014).
- 55 Schneider (2018). Heinrich, Kobayashi et Lawson (2021) constatent que cela tient notamment au nativisme et à l'antiélitisme, qui sont souvent des modes d'expression de la polarisation politique.
- 56 Bechtel, Genovese et Scheve (2019).
- 57 Par exemple, Hurd (2022) affirme qu'il faut reconnaître que la coopération ne peut pas être considérée comme bénéfique sans équivoque ; elle génère plutôt des avantages pour certains groupes par rapport à d'autres, et les réponses politiques à ce phénomène doivent être comprises.
- 58 De Vries, Hobolt et Walter (2021) ; Ecker-Ehrhardt (2014) ; Zürn, Binder et Ecker-Ehrhardt (2012).
- 59 De Vries, Hobolt et Walter (2021).
- 60 Bearce et Jolliff Scott (2019).
- 61 Deitelhoff (2020) ; Dellmuth et Tallberg (2015) ; Schneider (2018).
- 62 Kertzer *et al.* (2014).
- 63 Powers *et al.* (2022).
- 64 Ecker-Ehrhardt (2012).
- 65 De Vries, Hobolt et Walter (2021).
- 66 De Vries et Hoffmann (2019).
- 67 Voir De Vries, Hobolt et Walter (2021).
- 68 Margalit (2012).
- 69 Norris et Inglehart (2019).
- 70 De Vries, Hobolt et Walter (2021) ; Walter (2021a).
- 71 Walter (2021a).
- 72 Walter (2021a).
- 73 Outre les relations internationales et l'histoire, examinées dans le coup de projecteur 6.2 et 6.3, les sciences politiques ont également fourni des indications sur la manière de renforcer l'action collective internationale. Voir, par exemple, Cashore et Bernstein (2023), Colgan et Hinthorn (2023), Guy, Shears et Meckling (2023), Keohane et Victor (2016), Meckling et Karplus (2023), Meckling *et al.* (2022), Peng *et al.* (2021) et Victor, Lumkowsky et Dannenberg (2022).
- 74 D'après les arguments avancés par Kaul et Conceição (2006a), et plus particulièrement par Kaul et Conceição (2006b).
- 75 Par exemple, le financement international à des conditions préférentielles du coût supplémentaire d'un investissement qui contribue à un bien public mondial, comparé à l'ampleur de l'investissement qu'un pays entreprendrait en ne tenant compte que des seuls avantages pour le pays (voir King, 2006).
- 76 Davidai et Tepper (2023).
- 77 Chernyak-Hai et Davidai (2022).
- 78 Chinoy *et al.* (2023) ; Davidai et Ongis (2019).
- 79 Les approches évolutionnistes de la coopération suggèrent que, grâce à la mutualité et à l'interdépendance, un agent récupère l'investissement dans le bien-être des autres avec lesquels il est interdépendant parce que la valeur sélective (fitness) de ces autres contribue également à la valeur sélective de l'agent qui se sacrifie (Stanford, 2017).
- 80 Voir également Rockström *et al.* (2024).
- 81 Voir également Balliet et Lindström (2023) et Colnaghi *et al.* (2023).
- 82 Ostrom (2007, 2009a) ; Ostrom *et al.* (1999).
- 83 McEvoy et Cherry (2016).
- 84 Carattini, Levin et Tavoni (2019) ; Rinscheid, Pianta et Weber (2021).
- 85 Goussebaïle *et al.* (2023).
- 86 Sur les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur les inégalités de pouvoir, par exemple, voir Dávalos *et al.* (2020).
- 87 Enke (2023b).
- 88 Enke (2020a) ; Enke *et al.* (2023). Cela ne signifie pas pour autant que l'éducation et les revenus n'ont pas d'importance. Par exemple, Dechezleprêtre *et al.* (2022), dans une enquête portant sur 20 pays et couvrant les principaux émetteurs de gaz à effet de serre dans les pays à revenu élevé et à faible revenu, montrent que le soutien à la lutte contre les changements climatiques est associé à des convictions sur l'efficacité des politiques de réduction des émissions, leurs effets distributifs sur les ménages à faible revenu et leur incidence sur les familles des personnes interrogées. Dans le même temps, les personnes interrogées ayant un niveau d'éducation et de revenu plus élevé déclarent soutenir davantage les politiques climatiques, peut-être en raison de la manière

- dont l'éducation et le revenu interagissent avec d'autres facteurs pour façonner les convictions des personnes interrogées. En outre, on ne sait pas très bien dans quelle mesure les convictions, plutôt que les variables économiques, importent dans le contexte de la protection de l'environnement national. Kahn et Matsusaka (1997) affirment que les facteurs de revenu et de prix, ainsi que les convictions, sont importants dans le contexte national, du moins dans l'État de Californie, aux États-Unis. Grandin *et al.* (2022) constatent également que les variables économiques ont de l'importance, mais dans le cadre de la position relative du point de vue du statut socioéconomique, les personnes dotées d'un statut plus élevé ayant tendance à être plus favorable à la protection de l'environnement national.
- 89 Cappelen, Enke et Tungodden (2022) ; Enke *et al.* (2023).
- 90 Comme l'affirme Enke (2023b).
- 91 Becker (2023) constate que les habitants du Kenya sous-estiment largement les inégalités entre pays et que, lorsqu'ils connaissent le degré exact d'inégalité, leur tolérance vis-à-vis de l'inégalité diminue, mais que leur demande d'aide internationale n'augmente pas, ce qui indique qu'ils préfèrent que les inégalités soient traitées par d'autres moyens. Cette constatation est cohérente avec les données recueillies dans un large éventail de pays, qui montrent que les personnes les plus pauvres ne sont pas plus favorables à la redistribution (Hoy et Mager, 2021). Il a été démontré que les opinions sur les inégalités et le soutien à la redistribution au sein des pays sont liées aux convictions sur la mesure dans laquelle les processus qui ont généré ces inégalités sont équitables (Almås, Cappelen et Tungodden (2020) ; Almås *et al.* (2022) ; Andersen *et al.* (2023) ; Cohn *et al.* (2023) ; Reyes et Gasparini, 2022). Pour une analyse récente des préférences en matière de redistribution, voir Mengel et Weidenholzer (2022).
- 92 Cela vaut également pour les personnes vulnérables qui ont besoin d'une aide humanitaire, comme c'est souvent le cas des réfugiés. Bauer, Boemelburg et Walton (2021) indiquent que le fait de redéfinir les réfugiés comme étant, par nature, une source de force et de compétences, plutôt que de les dépendre avec une identité stigmatisée de victimes faibles et non qualifiées, a renforcé la persévérance des réfugiés et leur a donné plus de confiance en eux pour réussir dans leur nouveau pays d'accueil.
- 93 Thomas *et al.* (2020) soulignent que le renforcement de la capacité d'agir implique d'envisager un ensemble plus large d'interventions au-delà des transferts de revenus (voir également Bossuroy *et al.*, 2022) et que ce qui renforce la capacité d'agir et confère de la dignité est susceptible de dépendre du contexte particulier, ce qui implique la nécessité de tenir compte des différences culturelles (voir également Thomas et Markus, 2023). Une vaste étude menée en Chine montre que le fait de sortir de la pauvreté ne semble pas modifier les préférences à l'égard de l'inégalité, mais réduit l'égoïsme (Li *et al.*, 2023).
- 94 Bechtel et Scheve (2013) ; Beiser-McGrath et Bernauer (2022).
- 95 Beiser-McGrath *et al.* (2021) constatent qu'au Japon, le soutien aux taxes nationales sur le carbone pour atténuer les changements climatiques est plus important lorsque les individus sont informés que d'autres pays imposent également des taxes sur le carbone. Beiser-McGrath et Bernauer (2019b) constatent que les propositions visant à recycler les recettes des taxes sur le carbone obtiennent un soutien populaire en Allemagne et aux États-Unis uniquement lorsque d'autres pays à revenu élevé adoptent des taxes sur le carbone similaires. Beiser-McGrath et Bernauer (2019a) constatent également que plus le nombre de pays participant à un accord sur le climat est élevé, plus cet accord est populaire en Chine et aux États-Unis, mais aussi que le manque d'engagement des autres pays à remplir les obligations de l'accord ne réduit pas le soutien à l'action climatique. L'effet semble être hétérogène d'un pays à l'autre, car ce que font les autres pays est plus susceptible d'influencer le comportement des pays à revenu élevé qui sont déjà très préoccupés par les changements climatiques et qui ont pris des engagements ambitieux (Dannenberg *et al.*, 2023).
- 96 Koliev, Page et Tallberg (2022).
- 97 Doshi, Kelley et Simmons (2019) ; Kelley et Simmons (2015).
- 98 Tingley et Tomz (2022).
- 99 Dellmuth *et al.* (2021).
- 100 Voir Balliet et Van Lange (2013).
- 101 Falk *et al.* (2018).
- 102 Nunn, Qian et Wen (2023).
- 103 Yamagishi et Yamagishi 1994.
- 104 Rathbun (2011).
- 105 Comme de nombreuses enquêtes ne précisent pas la signification du terme « confiance », la confiance dans les institutions pourrait être comprise comme l'intégrité, la légitimité ou la compétence de l'institution, ce qui n'est pas la même chose ; voir la critique de la notion de confiance dans les institutions dans Elster (2015b).
- 106 Fairbrother (2016) ; Fairbrother, Johansson Sevä and Kulin (2019).
- 107 Pour un examen de la question, voir Kaasa et Andriani (2022).
- 108 Herreros (2023) considère qu'il s'agit du premier de quatre mécanismes potentiels. Les autres sont la projection des perceptions de la confiance dans les institutions sur l'ensemble de la population (c'est-à-dire que si l'État est perçu comme étant corrompu, la majeure partie de la population est perçue comme telle), la conviction en l'efficacité de l'État (par exemple, dans la correction des inégalités) et la conviction que l'État favorise la confiance en fournissant des informations sur les personnes qui sont dignes de confiance.
- 109 Connaughton et Moncus (2020).
- 110 Dellmuth et Tallberg (2020).
- 111 Dellmuth et Tallberg (2021).
- 112 Torcal et Thomson (2023).
- 113 Cette relation est probablement réciproque. Dans l'approche de la confiance sociale, la confiance générale entre les personnes est censée se répercuter sur la confiance dans les institutions. Par ailleurs, on peut s'attendre à ce que des institutions qui fonctionnent bien soutiennent la confiance générale de différentes façons, par exemple en dissuadant les comportements opportunistes ou en renforçant la cohésion sociale et l'appartenance (Herreros, 2023).
- 114 Steg (2023).
- 115 Mildenerberger et Tingley (2019). D'autant plus qu'il existe peu de données indiquant que les comportements personnels à l'égard des changements climatiques, motivés par des convictions individuelles, influencent l'action collective (Lacroix *et al.*, 2022). Il est donc peu probable que des individus très motivés qui agissent sur les changements climatiques et qui se comportent en conséquence encouragent les autres à faire de même : les convictions de second ordre (ce que les individus pensent que les autres pensent) semblent avoir une importance cruciale pour l'action collective (Bouman et Steg, 2019).
- 116 Andre *et al.* (2024).
- 117 Sparkman, Geiger et Weber (2022).
- 118 Cette phrase est tirée du titre de Sparkman, Geiger et Weber (2022).
- 119 Lees *et al.* (2023) montrent que les perceptions erronées aux États-Unis s'étendent à l'importance relative de la lutte contre les changements climatiques par rapport à d'autres priorités politiques. Pearson *et al.* (2018) montrent que les perceptions erronées sont omniprésentes aux États-Unis en ce qui concerne les préoccupations environnementales. Mildenerberger et Tingley (2019) apportent en outre des données recueillies en Chine sur les perceptions erronées des changements climatiques. Duffy (2018) démontre que les perceptions erronées concernent un large éventail de questions dans plusieurs pays.
- 120 Également connue sous le nom d'illusion collective, l'ignorance pluraliste consiste à croire à tort que les autres ont une opinion différente de la sienne et à se rallier à un point de vue qu'on ne partage pas parce qu'on pense que la plupart des autres membres du groupe sont de cet avis.
- 121 Il s'agit notamment de normes sociales inadaptées (Smerdon, Offerman et Gneezy, 2020). Il existe de nombreux travaux sur la manière dont l'ignorance pluraliste influe sur le comportement (Prentice et Miller, 1993) et sur les liens qu'entretient cette ignorance avec des régimes politiques qui changent rapidement une fois que les perceptions erronées sont corrigées (Elster (2015b) ; Frank, 2021). Mastroianni et Dana (2022) montrent comment des perceptions erronées sur les changements d'attitude peuvent conduire à des politiques incompatibles avec les convictions et les préférences réelles des individus.
- 122 Bouman et Steg (2019) ; Welsch (2022).
- 123 Ahler (2014) ; Ahler et Sood (2018) ; Bursztyn et Yang (2022) ; Graeber, Roth et Zimmermann (2023) ; Yudkin, Hawkins et Dixon (2019).
- 124 Acemoglu et Wolitzky (2023).
- 125 Ahler (2014), p. 607.
- 126 Druckman *et al.* (2023) ; Flores *et al.* (2022) ; Pereira (2021) ; Sheffer *et al.* (2023) ; Soontjens (2023) ; Walgrave *et al.* (2023).
- 127 Il existe des données solides indiquant que les convictions concernant la façon d'agir sur les changements climatiques sont façonnées par les visions du monde et l'appartenance à des groupes (Bumann (2021) ; Dietz et Whitley (2018) ; Hornsey *et al.* (2016) ; Krange, Kaitenborn et Hultman (2021) ; Mayer et Smith, 2023) et que le raisonnement motivé est le mécanisme qui conduit les individus à maintenir leurs convictions (Bago, Rand et Pennycook, 2023), bien que cela ait été contesté (Bayes et Druckman (2021) ; Bowen, Dmitriev et Galperti (2023) ; Druckman

- et McGrath, 2019). Krishnarajan (2023) affirme que le raisonnement motivé peut expliquer les perceptions du caractère acceptable de la violation des normes et pratiques démocratiques.
- 128 La polarisation des convictions peut émerger sans raisonnement motivé si, dans un contexte d'abondance d'informations et de perceptions initiales erronées, les individus choisissent sélectivement les informations sur lesquelles ils s'appuient et qu'ils partagent avec leurs groupes (Bowen, Dmitriev et Galperti, 2023).
- 129 Hornsey et Lewandowsky (2022).
- 130 Nyhan (2020). Gustafson *et al.* (2019) montrent comment, en seulement quatre mois, la proposition politique de la nouvelle donne écologique a entraîné une polarisation aux États-Unis et comment les médias partisans ont joué un rôle dans cette polarisation.
- 131 Fehr, Mollerstrom et Perez-Truglia (2022) ; Hvidberg, Kreiner et Stantcheva (2023) ; Xu *et al.* (2023).
- 132 Voir également Alesina, Miano et Stantcheva (2020).
- 133 Judge *et al.* (2023) ; Steg (2023).
- 134 Rojek-Giffin *et al.* (2023).
- 135 Levy (2022) ; Morehouse, Maddox et Banaji (2023).
- 136 Ahler (2014) ; Fernbach et Van Boven (2022).
- 137 Mastroianni et Dana (2022).
- 138 Ahler et Sood (2018).
- 139 Carlson et Hill (2022).
- 140 Jørgensen et Osmundsen (2022).
- 141 Andre *et al.* (2021) ; Mildenberger et Tingley (2019).
- 142 Ahler et Sood (2018).
- 143 Nyhan (2021) ; Nyhan, Porter et Wood (2022).
- 144 La modification des lois, par exemple, peut ou non être efficace pour changer les perceptions erronées (Eisner, Turner-Zwinkels et Spini, 2021 ; Hoff et Walsh, 2019).
- 145 Wu *et al.* (2022).
- 146 Pour une analyse des implications pour l'économie de l'information dans un contexte de désinformation, voir Stiglitz et Kosenko (2024a, 2024b).
- 147 Fernbach et Van Boven (2022).
- 148 Gur, Ayal et Halperin (2021).
- 149 Graeber, Roth et Zimmerman (2023).
- 150 Vlasceanu *et al.* (2024).
- 151 Dulberg *et al.* (2023) ; Sen (2005, 2009a).
- 152 Crisp, Hewstone et Rubin (2001).
- 153 Sen (2009b).
- 154 Weiss, Ran et Halperin (2023).
- 155 Luskin *et al.* (2022).
- 156 Caluwaerts *et al.* (2023) ; Fishkin *et al.* (2021) ; Strandberg, Himmelroos et Grönlund (2019).
- 157 Caluwaerts *et al.* (2023).
- 158 Caluwaerts *et al.* (2023).
- 159 Ou, pire encore, lorsque des programmes et des intérêts cachés façonnent l'environnement de délibération pour biaiser les résultats en faveur de groupes puissants (Oreskes et Conway (2011) ; Supran et Oreskes, 2021).
- 160 Powell (2022).
- 161 Powell (2022).
- 162 Buchanan (2020).
- 163 PNUD (2022b).
- 164 Il a été démontré que les cadres influent sur l'engagement et les intentions de comportement des individus face à des problèmes communs tels que les changements climatiques, les cadres de motivation étant plus efficaces que les cadres de sacrifice (Gifford, (2014) ; Gifford et Comeau, 2011).
- 165 Chuang, Manley et Petersen (2020) ; Cukier, Mayer-Schönberger et de Véricourt (2022) ; Siegrist et Bearth (2021). Judge, Fernando et Begeny (2022) montrent que les changements de comportement s'étendent à l'action collective, et pas seulement à l'action individuelle. Cet état de fait repose sur les déterminants plus larges du comportement humain, au-delà des motivations liées à l'intérêt personnel évoquées au chapitre 4. Voir également Wildavsky (1987). Même la langue peut avoir un effet, par exemple, sur le comportement économique tourné vers l'avenir : les choix effectués dans une langue qui ne fait pas de distinction nette entre le présent et l'avenir sont plus orientés vers l'avenir que ceux effectués dans une langue qui établit une distinction nette entre les deux (Ayres, Katz et Regev, 2023).
- 166 C'est la thèse de Joel Mokyr (voir Greif et Mokyr (2017) et Mokyr, 2013, 2016). Pour des données empiriques récentes à l'appui de cette hypothèse, voir Almelhem *et al.* (2023).
- 167 Cointe et Guillemot (à paraître).
- 168 Patterson *et al.* (2021). En partie à cause de l'hétérogénéité de la population en ce qui concerne la prédisposition à agir (Wiest, Raymond et Clawson, 2015).
- 169 Oreskes (2015).
- 170 Cann et Raymond (2018).
- 171 Campante, Depetris-Chauvin et Durante 2024 ; Halevy (2023) ; Jost *et al.* (2017) ; Lerner et Keltner (2001) ; Satici *et al.* (2020) ; van Prooijen *et al.* (2015) ; Wildavsky, Dake et Darwin (2001).
- 172 Les perceptions culturelles de la menace permettent même de prévoir l'extrémisme violent (Obaidi *et al.*, 2023). Si la recherche d'un ennemi commun ou d'une menace commune à plusieurs groupes peut renforcer la coopération intergroupes (West *et al.*, 2006), cela est plus difficile ou improbable lorsque des questions telles que les changements climatiques donnent lieu à une polarisation (Chinn, Hart et Soroka 2020 ; Egan et Mullin 2017). En outre, les personnes qui soutiennent une action plus lente sur les changements climatiques sont regroupées avec les négationnistes des changements climatiques par ceux qui soutiennent une action plus forte sur ces changements, ce qui exacerbe encore la polarisation (Bretter et Schulz, 2023), en particulier compte tenu de l'importance des identités sociales et des groupes dans la détermination des convictions individuelles sur la nécessité d'agir sur les changements climatiques (Hornung, 2022). La polarisation peut également conduire à l'échec de l'action collective visant à relever des défis à long terme, même lorsque les individus se soucient beaucoup de l'avenir, si les opinions sur la question de savoir si l'effondrement se produira et quelle sera sa gravité sont polarisées (Barfuss et Mann (2022) ; Barfuss *et al.*, 2020).
- 173 Adger *et al.* (2022) ; Biermann *et al.* (2022) ; Croasdale *et al.* (2023) ; Hickman (2024) ; Hickman *et al.* (2021).
- 174 Toivonen (2022).
- 175 Bergquist *et al.* (2022) ; Dechezleprêtre *et al.* (2022). Un dialogue orienté vers l'action permet également l'émergence d'évaluations plurielles (Pascual *et al.* (2023 ; Zafra-Calvo *et al.*, 2020).
- 176 Hamilton *et al.* (2018).
- 177 La science du développement durable a clairement montré qu'il était urgent d'agir, mais aussi que pour aller de l'avant, il était essentiel de mieux comprendre les motivations humaines, comme nous l'avons vu au chapitre 4 (Clark et Harley, 2020). Une telle compréhension est nécessaire lorsqu'il s'agit d'estimer le coût de la réduction des émissions de gaz à effet de serre (Kotchen, Rising et Wagner, 2023), d'autant plus que la lutte contre les changements climatiques implique un portefeuille de politiques économiques et autres (Blanchard, Gollier et Tirole, 2023).
- 178 Doran *et al.* (2023). Cependant, des données suggèrent également que la modifications des convictions peut ne pas se produire dans des contextes fortement polarisés, même lorsque les individus sont confrontés à des risques climatiques réels, tels que les vagues de chaleur (Anderson et Robinson, 2024).
- 179 Bretter et Schulz (2023) affirment qu'au lieu de se concentrer sur la lutte contre le négationnisme climatique, la recherche de moyens communs pour lutter contre les changements climatiques qui prennent en considération et respectent les différences de points de vue sur la rapidité avec laquelle l'action devrait être mise en œuvre pourraient réduire la polarisation autour des changements climatiques.

# Références

- Aaldering, H. et Böhm, R. (2020).** « Parochial Versus Universal Cooperation: Introducing a Novel Economic Game of within- and between-Group Interaction ». *Social Psychological and Personality Science* vol. 11(1), p. 36-45.
- Aas Rustad, S. et Østby, G. (2023).** « Conflict Measurement ». Document de recherche, Bureau du Rapport mondial sur le développement humain, Programme des Nations Unies pour le développement, New York.
- Abbott, B. W., Bishop, K., Zarnetske, J. P., Minaudo, C., Chapin, F. S., Krause, S., Hannah, D. M., et al. (2019).** « Human Domination of the Global Water Cycle Absent from Depictions and Perceptions ». *Nature Geoscience* vol. 12(7), p. 533-540.
- Abdixhiku, L., Krasniqi, B., Pugh, G. et Hashi, I. (2017).** « Firm-Level Determinants of Tax Evasion in Transition Economies ». *Economic Systems* vol. 41(3), p. 354-366.
- Abeler, J., Nosenzo, D. et Raymond, C. (2019).** « Preferences for Truth-Telling ». *Econometrica* vol. 87(4), p. 1115-1153.
- Abi-Jaoude, E., Naylor, K. T. et Pignatiello, A. (2020).** « Smartphones, Social Media Use and Youth Mental Health ». *JOURNAL de l'Association médicale canadienne* vol. 192(6), E136-E141.
- Abrams, D., Lalot, F., Broadwood, J., Davies Hayon, K. et Platts-Dunn, I. (2020).** « The Social Cohesion Investment: Local Areas That Invested in Social Cohesion Programmes Are Faring Better in the Midst of the Covid-19 Pandemic ». *Belong - le réseau de cohésion et d'intégration, Manchester, Royaume-Uni.*
- Acemoglu, D. et Robinson, J. (2022).** « Non-Modernization: Power-Culture Trajectories and the Dynamics of Political Institutions ». *Annual Review of Political Science* vol. 25(1), p. 323-339.
- Acemoglu, D. et Robinson, J. A. (2012).** *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*. New York : Random House.
- Acemoglu, D. et Robinson, J. A. (2023).** « Culture, Institutions and Social Equilibria: A Framework ». Document de travail n° 28832 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.
- Acemoglu, D. et Wolitzky, A. (2023).** « Mistrust, Misperception, and Misunderstanding: Imperfect Information and Conflict Dynamics ». Document de travail n° 31681 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.
- Acemoglu, D., Cheema, A., Khwaja, A. I., and Robinson, J. A. (2020).** « Trust in State and Nonstate Actors: Evidence from Dispute Resolution in Pakistan ». *Journal of Political Economy* vol. 128(8), p. 3090-3147.
- Adger, W. N., Barnett, J., Heath, S. et Jarillo, S. (2022).** « Climate Change Affects Multiple Dimensions of Well-Being through Impacts, Information and Policy Responses ». *Nature Human Behaviour* vol. 6(11), p. 1465-1473.
- Adserà, A., Arenas, A. et Boix, C. (2023).** « Estimating the Value of Democracy Relative to Other Institutional and Economic Outcomes among Citizens in Brazil, France, and the United States ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(48), e2306168120.
- Agarwal, R. et Reed, T. (2022).** « Financing Vaccine Equity: Funding for Day-Zero of the Next Pandemic ». *Oxford Review of Economic Policy* vol. 38(4), p. 833-850.
- Agrawal, V., Sood, N. et Whaley, C. M. (2023).** « The Impact of the Global Covid-19 Vaccination Campaign on All-Cause Mortality ». Document de travail n° 31812 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.
- Agüero, J. M. (2021).** « COVID-19 and the Rise of Intimate Partner Violence ». *World Development* vol. 137, 105217.
- Ahler, D. J. (2014).** « Self-Fulfilling Misperceptions of Public Polarization ». *The Journal of Politics* vol. 76(3), p. 607-620.
- Ahler, D. J. et Sood, G. (2018).** « The Parties in Our Heads: Misperceptions About Party Composition and Their Consequences ». *The Journal of Politics* vol. 80(3), p. 964-981.
- Ahsanuzzaman, Palm-Forster, L. H. et Suter, J. F. (2022).** « Experimental Evidence of Common Pool Resource Use in the Presence of Uncertainty ». *Journal of Economic Behavior & Organization* vol. 194, p. 139-160.
- Aichele, R. et Felbermayr, G. (2015).** « Kyoto and Carbon Leakage: An Empirical Analysis of the Carbon Content of Bilateral Trade ». *Review of Economics and Statistics* vol. 97(1), p. 104-115.
- AIE (Agence internationale de l'énergie) (2023a).** « Government Energy Spending Tracker ». <https://www.iea.org/reports/government-energy-spending-tracker-2>.
- AIE (Agence internationale de l'énergie) (2023b).** « Geo-Economic Fragmentation and the Future of Global EV Outlook 2023 Catching Up with Climate Ambitions. Paris.
- Aiko, R. et Logan, C. (2014).** *Africa's Willing Taxpayers Thwarted by Opaque Tax Systems, Corruption*. Afrobaromètre.
- Aiyar, S., Chen, J., Ebeke, C. H., Garcia-Saltos, R., Gudmundsson, T., Ilyina, A., Kangur, A., et al. (2023).** « Geo-Economic Fragmentation and the Future of Multilateralism ». Note de synthèse 2023/001. Fonds monétaire international, Washington.
- Ajzenman, N., Cavalcanti, T. et Da Mata, D. (2023).** « More Than Words: Leaders' Speech and Risky Behavior During a Pandemic ». *American Economic Journal: Economic Policy* vol. 15(3), p. 351-371.
- Akbari, M., Bahrami-Rad, D. et Kimbrough, E. O. (2019).** « Kinship, Fractionalization and Corruption ». *Journal of Economic Behavior & Organization* vol. 166, p. 493-528.
- Akdeniz, A. et van Veelen, M. (2021).** « The Evolution of Morality and the Role of Commitment ». *Evolutionary Human Sciences* vol. 3, e41.
- Akerlof, G. A. et Kranton, R. E. (2000).** « Economics and Identity ». *The Quarterly Journal of Economics* vol. 115(3), p. 715-753.
- Akerlof, G. A. et Snower, D. J. (2016).** « Bread and Bullets ». *Journal of Economic Behavior & Organization* vol. 126, p. 58-71.
- Al Amin, S., Morrison, S. D., Kabir, M. et Sajib, M. R. U.-Z. (2021).** « Challenges for Non-Covid Patients with Chronic Kidney Disease in Bangladesh: An Observation During Coronavirus Disease Pandemic ». *Inquiry* vol. 58, 0046958021997337.
- Albrecht, G. (2012).** « Psychoterratic Conditions in a Scientific and Technological World ». Dans Kahn Jr, P. H., Hasbach, P. H. (éd.), *Ecopsychology: Science, Totems, and the Technological Species*. Cambridge, États-Unis : MIT Press.
- Albrecht, G. (2019).** *Earth Emotions: New Words for a New World*. Ithaca, New York : Cornell University Press.
- Alcalá, F., Ciccone, A. (2004).** « Trade and Productivity ». *The Quarterly Journal of Economics* vol. 119(2), p. 613-646.
- Alesina, A. et Giuliano, P. (2013).** « Family Ties ». *Handbook of Economic Growth*. Elsevier.
- Alesina, A. et Giuliano, P. (2015).** « Culture and Institutions ». *Journal of Economic Literature* vol. 53(4), p. 898-944.
- Alesina, A. et Passarelli, F. (2019).** « Loss Aversion in Politics ». *American Journal of Political Science* vol. 63(4), p. 936-947.
- Alesina, A., Miano, A. et Stantcheva, S. (2020).** « The Polarization of Reality ». *AEA Papers and Proceedings* vol. 110, p. 324-328.
- Algan, Y. et Cahuc, P. (2014).** « Trust, Growth, and Well-Being: New Evidence and Policy Implications ». Dans Aghion, P. et Durlauf, S. N., (éd.), *Handbook of Economic Growth*. Elsevier.
- Algan, Y., Guriev, S., Papaioannou, E. et Passari, E. (2017).** « The European Trust Crisis and the Rise of Populism ». *Brookings Papers on Economic Activity*, Brookings Institution, Washington.
- Alger, I. (2023).** « Evolutionarily Stable Preferences ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 378(1876), 20210505.

- Ali, M. et Fjeldstad, O.-H. (2023).** « Pre-Colonial Centralization and Tax Compliance Norms in Contemporary Uganda ». *Journal of Institutional Economics* vol. 19(3), p. 379-400.
- Ali, M., Fjeldstad, O.-H. et Sjørusen, I. H. (2014).** « To Pay or Not to Pay? Citizens' Attitudes toward Taxation in Kenya, Tanzania, Uganda, and South Africa ». *World Development* vol. 64, p. 828-842.
- Allan, R. P., Barlow, M., Byrne, M. P., Cherchi, A., Douville, H., Fowler, H. J., Gan, T. Y., et al. (2020).** « Advances in Understanding Large-Scale Responses of the Water Cycle to Climate Change ». *Annals of the New York Academy of Sciences* vol. 1472(1), 49–75.
- Allcott, H. (2011).** « Social Norms and Energy Conservation ». *Journal of Public Economics* vol. 95(9), p. 1082-1095.
- Allcott, H. (2015).** « Site Selection Bias in Program Evaluation ». *The Quarterly Journal of Economics* vol. 130(3), p. 1117-1165.
- Allcott, H. et Kessler, J. B. (2019).** « The Welfare Effects of Nudges: A Case Study of Energy Use Social Comparisons ». *American Economic Journal: Applied Economics* vol. 11(1), p. 236-276.
- Allcott, H. et Rogers, T. (2014).** « The Short-Run and Long-Run Effects of Behavioral Interventions: Experimental Evidence from Energy Conservation ». *American Economic Review* vol. 104(10), p. 3003-3037.
- Allen, D. (2023).** *Justice by Means of Democracy*. Chicago : The University of Chicago Press.
- Allen, W., Baisden, T., Burgess, J., Crawford, S., Ellis, L., Hall, D., Hall, T., et al. (2023).** « A Guide to Just Transitions for Communities in Aotearoa New Zealand ». Motu Economic and Public Policy Research, Wellington.
- Allingham, M. G. et Sandmo, A. (1972).** « Income Tax Evasion: A Theoretical Analysis ». *Journal of Public Economics* vol. 1(3), p. 323-338.
- Alm, J., and McClellan, C. (2012).** « Tax Morale and Tax Compliance from the Firm's Perspective ». *Kyklos* vol. 65(1), p. 1-17.
- Almás, I., Cappelen, A. W. et Tungodden, B. (2020).** « Cutthroat Capitalism Versus Cuddly Socialism: Are Americans More Meritocratic and Efficiency-Seeking Than Scandinavians? ». *Journal of Political Economy* vol. 128(5), p. 1753-1788.
- Almás, I., Cappelen, A. W. et Tungodden, B. (2020).** « Cutthroat Capitalism Versus Cuddly Socialism: Are Americans More Meritocratic and Efficiency-Seeking Than Scandinavians? ». *Journal of Political Economy* vol. 128(5), p. 1753-1788.
- Almás, I., Cappelen, A. W., Salvanes, K. G., Sørensen, E. Ø. et Tungodden, B. (2017).** « Fairness and Family Background ». *Politics, Philosophy & Economics* vol. 16(2), p. 117-131.
- Almás, I., Cappelen, A. W., Sørensen, E. Ø. et Tungodden, B. (2010).** « Fairness and the Development of Inequality Acceptance ». *Science* vol. 328(5982), p. 1176-1178.
- Almás, I., Cappelen, A. W., Sørensen, E. Ø. et Tungodden, B. (2022).** « Global Evidence on the Selfish Rich Inequality Hypothesis ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(3), e2109690119.
- Almas, I., Cappelen, A. W., Sorensen, E. et Tungodden, B. (2022).** « Attitudes to Inequality: Preferences and Beliefs ». *IFS Deaton Review of Inequalities*.
- Almelhem, A., Iyigun, M., Kennedy, A. et Rubin, J. (2023).** « Enlightenment Ideals and Belief in Progress in the Run-up to the Industrial Revolution: A Textual Analysis ». Document de réflexion de l'IZA n° 16674, Institute of Labor Economics, Bonn, Allemagne.
- Alon, T., Coskun, S., Doepke, M., Koll, D. et Tertilt, M. (2022).** « From Mancession to Shecession: Women's Employment in Regular and Pandemic Recessions ». *NBER Macroeconomics Annual* vol. 36(1), p. 83-151.
- Alstadsæter, A., Godar, S., Nicolaidis, P. et Zucman, G. (2023).** *Global Tax Evasion Report 2024*. Paris : Observatoire européen de la fiscalité.
- Alter, K. J. et Raustiala, K. (2018).** « The Rise of International Regime Complexity ». *Annual Review of Law and Social Science* vol. 14(1), p. 329-349.
- Alter, K. J. et Zürn, M. (2020a).** « Conceptualising Backlash Politics: Introduction to a Special Issue on Backlash Politics in Comparison ». *The British Journal of Politics and International Relations* vol. 22(4), p. 563-584.
- Alter, K. J. et Zürn, M. (2020b).** « Theorising Backlash Politics: Conclusion to a Special Issue on Backlash Politics in Comparison ». *The British Journal of Politics and International Relations* vol. 22(4), p. 739-752.
- Altman, S. A. et Bastian, C. (2022).** *DHL Global Connectedness Index: An In-Depth Report on the State of Globalization*. Bonn, Allemagne : Groupe Deutsche Post DHL.
- Altomonte, C., Gennaro, G. et Passarelli, F. (2019).** « Collective Emotions and Protest Vote ». Document de travail du CESifo n° 7463, Center for Economic Studies and Institute for Economic Research, Munich, Allemagne.
- Alvarez, J., Sollaci, A. B., Andaloussi, M. B., Maggi, C., Stuermer, M. et Topalova, P. (2023).** « Geoeconomic Fragmentation and Commodity Markets ». Document de travail n° 23/201 du FMI, Fonds monétaire international, Washington.
- Ambrus, A., Greiner, B. et Pathak, P. A. (2015).** « How Individual Preferences Are Aggregated in Groups: An Experimental Study ». *Journal of Public Economics* vol. 129, p. 1-13.
- Amin, A. (2016).** « Exploring the Role of Economic Incentives and Spillover Effects in Biodiversity Conservation Policies in Sub-Saharan Africa ». *Ecological Economics* vol. 127, p. 185-191.
- Amnesty International (2022).** *The Social Atrocity: Meta and the Right to Remedy for the Rohingya*. Londres : Amnesty International
- Amnesty International (2023).** *DRC: Powering Change or Business as Usual?* Londres : Amnesty International
- Amormino, P., Ploe, M. L. et Marsh, A. A. (2022).** « Moral Foundations, Values, and Judgments in Extraordinary Altruists ». *Scientific Reports* vol. 12(1), 22111.
- Andersen, A., Franklin, S., Getahun, T., Kotsadam, A., Somville, V. et Villanger, E. (2023).** « Does Wealth Reduce Support for Redistribution? Evidence from an Ethiopian Housing Lottery ». *Journal of Public Economics* vol. 224, 104939.
- Anderson, A. et Robinson, D. T. (2024).** « Climate Polarization and Green Investment ». Document de travail n° 32131 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.
- Anderson, B., Böhmelt, T. et Ward, H. (2017).** « Public Opinion and Environmental Policy Output: A Cross-National Analysis of Energy Policies in Europe ». *Environmental Research Letters* vol. 12(11), 114011.
- Anderson, E. et Obeng, S. (2021).** « Globalisation and Government Spending: Evidence for the 'Hyper-Globalisation' of the 1990s and 2000s ». *The World Economy* vol. 44(5), p. 1144-1176.
- Anderson, W., Seager, R., Baethgen, W., Cane, M. et You, L. (2019).** « Synchronous Crop Failures and Climate-Forced Production Variability ». *Science Advances* vol. 5(7), eaaw1976.
- Andre, P., Boneva, T., Chopra, F. et Falk, A. (2021).** « Fighting Climate Change: The Role of Norms, Preferences, and Moral Values ». Document de travail du CESifo n° 9175, Center for Economic Studies and Institute for Economic Research, Munich, Allemagne.
- Andre, P., Boneva, T., Chopra, F. et Falk, A. (2024).** « Globally Representative Evidence on the Actual and Perceived Support for Climate Action ». *Nature Climate Change*.
- Andreoni, J. (1989).** « Giving with Impure Altruism: Applications to Charity and Ricardian Equivalence ». *Journal of Political Economy* vol. 97(6), p. 1447-1458.
- Andreoni, J. et Miller, J. (2002).** « Giving According to Garp: An Experimental Test of the Consistency of Preferences for Altruism ». *Econometrica* vol. 70(2), p. 737-753.
- Andreoni, J., Nikiforakis, N. et Siegenthaler, S. (2021).** « Predicting Social Tipping and Norm Change in Controlled Experiments ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 118(16), e2014893118.
- Andrews, K., Fitzpatrick, S. et Westra, E. (2024).** « Human and Nonhuman Norms: A Dimensional Framework ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 379(1897), 20230026.
- Andries, M., Burszty, L., Chaney, T. et Djourelouva, M. (2024).** « In Their Shoes ». Document de travail.
- Antinyan, A. et Asatryan, Z. (2020).** « Nudging for Tax Compliance: A Meta-Analysis ». Document de travail du CESifo, Center for Economic Studies and Institute for Economic Research, Munich, Allemagne.
- Anzoategui, D., Comin, D., Gertler, M. et Martinez, J. (2019).** « Endogenous Technology Adoption and R&D as Sources of Business Cycle Persistence ». *American Economic Journal: Macroeconomics* vol. 11(3), p. 67-110.
- Apicella, C. L. et Silk, J. B. (2019).** « The Evolution of Human Cooperation ». *Current Biology* vol. 29(11), R447–R450.
- Apicella, C. L., Azevedo, E. M., Christakis, N. A. et Fowler, J. H. (2014).** « Evolutionary Origins of the Endowment Effect: Evidence from Hunter-Gatherers ». *American Economic Review* vol. 104(6), p. 1793-1805.
- Apicella, C., Norenzayan, A. et Henrich, J. (2020).** « Beyond WEIRD: A Review of the Last Decade and a Look Ahead to the Global Laboratory of the Future ». *Evolution and Human Behavior* vol. 41(5), p. 319-329.

- Appiah, K. A. (2019).** « The Importance of Elsewhere ». *Foreign Affairs* vol. 98(2), p. 20-26.
- Arasmith, A., Østby, G. et Aas Rustad, S. (2022).** « Patterns and Trends of Conflict-Affected Populations, 1990-2020: Advancing a New Measurement Framework ». Document de référence pour le Rapport sur le développement humain 2021/2022, Bureau du Rapport mondial sur le développement humain, Programme des Nations Unies pour le développement, New York.
- Arce M., D. G. et Sandler, T. (2002).** *Regional Public Goods: Typologies, Provision, Financing, and Development Assistance*. Secrétariat de l'indice de développement de l'administration en ligne (EGDI), Ministère des affaires étrangères.
- Arellano, C., Bai, Y. et Mihalache, G. P. (2020).** « Deadly Debt Crises: Covid-19 in Emerging Markets ». Document de travail n° 27275 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.
- Arhin-Tenkorang, D. et Conceição, P. (2003).** « Beyond Communicable Disease Control: Health in the Age of Globalization ». Dans Kaul, I., Conceição, P., Le Gouvello, K. et Mendoza, R. U., (éd.), *Providing Global Public Goods: Managing Globalization*. New York : Oxford University Press.
- Armstrong McKay, D. I., Staal, A., Abrams, J. F., Winkelmann, R., Sakschewski, B., Loriani, S., Fetzer, I., et al. (2022).** « Exceeding 1.5°C Global Warming Could Trigger Multiple Climate Tipping Points ». *Science* vol. 377(6611), eabn7950.
- Arnhart, L. (1994).** « The Darwinian Biology of Aristotle's Political Animals ». *American Journal of Political Science* vol. 38(2), p. 464-485.
- Arrow, K. J. (1962).** « Economic Welfare and the Allocation of Resources for Invention ». *The Rate and Direction of Inventive Activity*. Princeton, États-Unis : Princeton University Press.
- Arrow, K. J. (1969).** « The Organization of Economic Activity: Issues ». *The Analysis and Evaluation of Public Expenditures: The PPB System: Part 1*. Washington : Comité économique conjoint, Congrès des États-Unis.
- ATAF (Forum sur l'administration fiscale africaine) (2018).** *Perspectives fiscales africaines 2018*. Pretoria, Afrique du Sud : ATAF.
- Atari, M., Barbaro, N., Sela, Y., Shackelford, T. K. et Chegeni, R. (2017).** « The Big Five Personality Dimensions and Mate Retention Behaviors in Iran ». *Personality and Individual Differences* vol. 104, p. 286-290.
- Athey, S., Castillo, J. C., Chaudhuri, E., Kremer, M., Simoes Gomes, A. et Snyder, C. M. (2022).** « Expanding Capacity for Vaccines against Covid-19 and Future Pandemics: A Review of Economic Issues ». *Oxford Review of Economic Policy* vol. 38(4), p. 742-770.
- Atkinson, Q. D. et Bourrat, P. (2011).** « Beliefs About God, the Afterlife and Morality Support the Role of Supernatural Policing in Human Cooperation ». *Evolution and Human Behavior* vol. 32(1), p. 41-49.
- Atuire, C. A. et Hassoun, N. (2023).** « Rethinking Solidarity Towards Equity in Global Health: African Views ». *International Journal for Equity in Health* vol. 22(1), p. 52.
- Aumann, R. J. (2019).** « A Synthesis of Behavioural and Mainstream Economics ». *Nature Human Behaviour* vol. 3(7), p. 666-670.
- Autor, D. H., Dorn, D. et Hanson, G. H. (2013).** « The China Syndrome: Local Labor Market Effects of Import Competition in the United States ». *American Economic Review* vol. 103(6), p. 2121-2168.
- Autor, D. H., Dorn, D. et Hanson, G. H. (2016).** « The China Shock: Learning from Labor-Market Adjustment to Large Changes in Trade ». *Annual Review of Economics* vol. 8(1), p. 205-240.
- Autor, D., Beck, A., Dorn, D. et Hanson, G. H. (2024).** « Help for the Heartland? The Employment and Electoral Effects of the Trump Tariffs in the United States ». Document de travail n° 32082 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.
- Autor, D., Dorn, D., Hanson, G. et Majlesi, K. (2020a).** « Importing Political Polarization? The Electoral Consequences of Rising Trade Exposure ». *American Economic Review* vol. 110(10), p. 3139-3183.
- Autor, D., Dorn, D., Katz, L. F., Patterson, C. et Van Reenen, J. (2020b).** « The Fall of the Labor Share and the Rise of Superstar Firms ». *The Quarterly Journal of Economics* vol. 135(2), p. 645-709.
- Avoyan, A. et Ramos, J. (2023).** « A Road to Efficiency through Communication and Commitment ». *American Economic Review* vol. 113(9), p. 2355-2381.
- Axelrod, R. et Hamilton, W. D. (1981).** « The Evolution of Cooperation ». *Science* vol. 211(4489), p. 1390-1396.
- Axelrod, R. et Keohane, R. O. (1985).** « Achieving Cooperation under Anarchy: Strategies and Institutions ». *World Politics* vol. 38(1), p. 226-254.
- Aycinena, D., Rentschler, L., Beranek, B. et Schulz, J. F. (2022).** « Social Norms and Dishonesty across Societies ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(31), e2120138119.
- Ayres, I., Katz, T. K. et Regev, T. (2023).** « Languages and Future-Oriented Economic Behavior—Experimental Evidence for Causal Effects ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(7), e2208871120.
- Ba, M., Gebremedhin, L. T., Masako, P., Msigallah, F., Kone, K. E. et Baird, T. L. (2021).** « Diversity and Solidarity in Global Health ». *The Lancet Global Health* vol. 9(4), e391-e392.
- Baba, C., Lan, T., Mineshima, A., Misch, F., Pinat, M., Shahmoradi, A., Yao, J. et Elkan, R. v. (2023).** « Geoeconomic Fragmentation: What's at Stake for the EU ». Document de travail n° 23/245 du FMI, Fonds monétaire international, Washington.
- Badizadegan, K., Kalkowska, D. A. et Thompson, K. M. (2022).** « Polio by the Numbers—a Global Perspective ». *The Journal of Infectious Diseases* vol. 226(8), p. 1309-1318.
- Bago, B., Rand, D. G. et Pennycook, G. (2023).** « Reasoning About Climate Change ». *PNAS Nexus* vol. 2(5).
- Bahrami-Rad, D. (2021).** « Keeping It in the Family: Female Inheritance, Inmarriage, and the Status of Women ». *Journal of Development Economics* vol. 153, 102714.
- Bahrami-Rad, D., Beauchamp, J., Henrich, J. et Schulz, J. (2022).** « Kin-Based Institutions and Economic Development ». <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.4200629>.
- Bai, X., Ramos, M. R. et Fiske, S. T. (2020).** « As Diversity Increases, People Paradoxically Perceive Social Groups as More Similar ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 117(23), p. 12741-12749.
- Baimel, A., Juda, M., Birch, S. et Henrich, J. (2021).** « Machiavellian Strategist or Cultural Learner? Mentalizing and Learning over Development in a Resource-Sharing Game ». *Evolutionary Human Sciences* vol. 3, e14.
- Bak-Coleman, J. B., Alfano, M., Barfuss, W., Bergstrom, C. T., Centeno, M. A., Couzin, I. D., Donges, J. F., et al. (2021).** « Stewardship of Global Collective Behavior ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 118(27), e2025764118.
- Baldassarri, D. (2020).** « Market Integration Accounts for Local Variation in Generalized Altruism in a Nationwide Lost-Letter Experiment ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 117(6), p. 2858-2863.
- Baldassarri, D. et Abascal, M. (2020).** « Diversity and Prosocial Behavior ». *Science* vol. 369(6508), p. 1183-1187.
- Baldassarri, D. et Page, S. E. (2021).** « The Emergence and Perils of Polarization ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 118(50), e2116863118.
- Ball, L. (2014).** « Long-Term Damage from the Great Recession in OECD Countries ». *European Journal of Economics and Economic Policies* vol. 11(2), p. 149-160.
- Balliet, D. et Lindström, B. (2023).** « Inferences About Interdependence Shape Cooperation ». *Trends in Cognitive Sciences* vol. 27(6), p. 583-595.
- Balliet, D. et Van Lange, P. A. (2013).** « Trust, Conflict, and Cooperation: A Meta-Analysis ». *Psychological Bulletin* vol. 139(5), 1090.
- Balsa-Barreiro, J., Vié, A., Morales, A. J. et Cebrían, M. (2020).** « Deglobalization in a Hyper-Connected World ». *Palgrave Communications* vol. 6(1), p. 1-4.
- Bandiera, O., Barankay, I. et Rasul, I. (2011).** « Field Experiments with Firms ». *Journal of Economic Perspectives* vol. 25(3), p. 63-82.
- Bandura, A. (2006).** « Toward a Psychology of Human Agency ». *Perspectives on Psychological Science* vol. 1(2), p. 164-180.
- Banque mondiale (2017).** *The Sunken Billions Revisited: Progress and Challenges in Global Marine Fisheries*. Washington : Banque mondiale.
- Banque mondiale (2018a).** *Global Investment Competitiveness Report 2017/2018: Foreign Investor Perspectives and Policy Implications*. Washington : Banque mondiale.
- Banque mondiale (2018b).** *Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict*. Washington : Banque mondiale.
- Banque mondiale. (2022).** *Poverty and Shared Prosperity 2022: Correcting Course*. Washington : Banque mondiale.
- Banque mondiale (2023).** Base de données des indicateurs du développement dans le monde.

Washington. <http://donnees.banquemondiale.org>. Consulté le 7 novembre 2023.

**Bar-On, K. K. et Lamm, E. (2023).** « The Interplay of Social Identity and Norm Psychology in the Evolution of Human Groups ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 378(1872), 20210412.

**Barbieri, S. (2023).** « Complementarity and Information in Collective Action ». *Economic Theory* vol. 75(1), p. 167-206.

**Bardhan, P. (2022).** *A World of Insecurity: Democratic Disenchantment in Rich and Poor Countries*. Cambridge, États-Unis : Harvard University Press.

**Bardhan, P., Ghatak, M. et Karaivanov, A. (2007).** « Wealth Inequality and Collective Action ». *Journal of Public Economics* vol. 91(9), p. 1843-1874.

**Barfuss, W. et Mann, R. P. (2022).** « Modeling the Effects of Environmental and Perceptual Uncertainty Using Deterministic Reinforcement Learning Dynamics with Partial Observability ». *Physical Review E* vol. 105(3), 034409.

**Barfuss, W., Donges, J. F., Vasconcelos, V. V., Kurths, J. et Levin, S. A. (2020).** « Caring for the Future Can Turn Tragedy into Comedy for Long-Term Collective Action under Risk of Collapse ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 117(23), p. 12915-12922.

**Barnes, J. L., Krishen, A. S. et Chan, A. (2022).** « Passive and Active Peer Effects in the Spatial Diffusion of Residential Solar Panels: A Case Study of the Las Vegas Valley ». *Journal of Cleaner Production* vol. 363, 132634.

**Barnett, M., Buchak, G. et Yannelis, C. (2023).** « Epidemic Responses under Uncertainty ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(2), e220811120.

**Barrett, S. (2003a).** *Environment and Statecraft: The Strategy of Environmental Treaty-Making: The Strategy of Environmental Treaty-Making*. Oxford : Oxford University Press.

**Barrett, S. (2003b).** « Global Disease Eradication ». *Journal of the European Economic Association* vol. 1(2-3), p. 591-600.

**Barrett, S. (2004).** « The Provision Status of Disease Eradication ». New York : PNUD.

**Barrett, S. (2006a).** « Climate Treaties and 'Breakthrough' Technologies ». *American Economic Review* vol. 96(2), p. 22-25.

**Barrett, S. (2006b).** « Managing the Global Commons ». Dans *Expert Paper Series Two: Global Commons*. Stockholm : Secrétariat du Groupe de travail international sur les biens publics mondiaux.

**Barrett, S. (2007).** « The Smallpox Eradication Game ». *Public Choice* vol. 130(1), p. 179-207.

**Barrett, S. (2011).** « Stop! The Polio Vaccination Cessation Game ». *The World Bank Economic Review* vol. 24(3), p. 361-385.

**Barrett, S. (2013).** « Climate Treaties and Approaching Catastrophes ». *Journal of Environmental Economics and Management* vol. 66(2), p. 235-250.

**Barrett, S. (2013).** « Economic Considerations for the Eradication Endgame ». *Philosophical Transactions of*

*the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 368(1623), 20120149.

**Barrett, S. (2016).** « Coordination vs. Voluntarism and Enforcement in Sustaining International Environmental Cooperation ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 113(51), p. 14515-14522.

**Barrett, S. (2022).** « A Biodiversity Hotspots Treaty: The Road Not Taken ». *Environmental and Resource Economics*.

**Barrett, S. (à paraître).** « Property Rights to the World's (Linear) Ocean Fisheries in Customary International Law ». *Journal of the Association of Environmental and Resource Economists*.

**Barrett, S. et Dannenberg, A. (2012).** « Climate Negotiations under Scientific Uncertainty ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 109(43), p. 17372-17376.

**Barrett, S. et Dannenberg, A. (2014).** « Sensitivity of Collective Action to Uncertainty About Climate Tipping Points ». *Nature Climate Change* vol. 4(1), p. 36-39.

**Barrett, S. et Dannenberg, A. (2016).** « An Experimental Investigation into 'Pledge and Review' in Climate Negotiations ». *Climatic Change* vol. 138(1), p. 339-351.

**Barrett, S. et Dannenberg, A. (2017).** « Tipping Versus Cooperating to Supply a Public Good ». *Journal de l'Association économique européenne* vol. 15(4), p. 910-941.

**Barrett, S. et Dannenberg, A. (2022).** « The Decision to Link Trade Agreements to the Supply of Global Public Goods ». *Journal of the Association of Environmental and Resource Economists* vol. 9(2), p. 273-305.

**Barrett, S., Dasgupta, A., Dasgupta, P., Adger, W. N., Anderies, J., Bergh, J. v. d., Bledsoe, C., et al. (2020).** « Social Dimensions of Fertility Behavior and Consumption Patterns in the Anthropocene ». *Proceedings of the National Academy of Sciences*.

**Barro, R. J., J.-W. Lee (2018).** « Educational Attainment Dataset », révision de juin 2018. <http://www.barrolee.com>. Consulté le 9 août 2023.

**Barro, R. J. et McCleary, R. M. (2003).** « Religion and Economic Growth across Countries ». *American Sociological Review* vol. 68(5), p. 760-781.

**Barry, J. M. (2004).** « The Site of Origin of the 1918 Influenza Pandemic and Its Public Health Implications ». *Journal of Translational Medicine* vol. 2(1), p. 1-4.

**Bartke, S., Bosworth, S. J., Snower, D. J. et Chierchia, G. (2019).** « Motives and Comprehension in a Public Goods Game with Induced Emotions ». *Theory and Decision* vol. 86(2), p. 205-238.

**Bartley Johns, M., Brenton, P., Cali, M., Hoppe, M. et Piermartini, R. (2015).** *The Role of Trade in Ending Poverty*. Washington : Banque mondiale.

**Bastini, K., Kerschreiter, R., Lachmann, M., Ziegler, M. et Sawert, T. (2023).** « Encouraging Individual Contributions to Net-Zero Organizations: Effects of Behavioral Policy Interventions and Social Norms ». *Journal of Business Ethics*.

**Basu, K. (2010).** *Beyond the Invisible Hand: Groundwork for a New Economics*. Princeton, États-Unis : Princeton University Press.

**Basu, K. (2018).** *The Republic of Beliefs: A New Approach to Law and Economics*. Princeton, États-Unis : Princeton University Press.

**Basu, K. (2022).** « Conventions, Morals and Strategy: Greta's Dilemma and the Incarceration Game ». *Synthese* vol. 200(1), p. 1-19.

**Basu, K. (2024).** *Reason to Be Happy*. Londres : Penguin Random House.

**Basu, K., Gostin, L. et Hassoun, N. (2021).** « Pandemic Preparedness and Response: Beyond the WHO's Access to Covid-19 Tools Accelerator ». *Brookings Global Working Paper Series*.

**Bau, N. (2021).** « Can Policy Change Culture? Government Pension Plans and Traditional Kinship Practices ». *American Economic Review* vol. 111(6), p. 1880-1917.

**Bauer, A. M., Edgeworth, M., Edwards, L. E., Ellis, E. C., Gibbard, P. et Merritts, D. J. (2021).** « Anthropocene: Event or Epoch? ». *Nature* vol. 597(7876), p. 332.

**Bauer, C. A., Boemelburg, R. et Walton, G. M. (2021).** « Resourceful Actors, Not Weak Victims: Reframing Refugees' Stigmatized Identity Enhances Long-Term Academic Engagement ». *Psychological Science* vol. 32(12), p. 1896-1906.

**Bauer, M., Blattman, C., Chytilová, J., Henrich, J., Miguel, E., and Mitts, T. (2016).** « Can War Foster Cooperation? ». *Journal of Economic Perspectives* vol. 30(3), p. 249-274.

**Bauer, M., Cassar, A., Chytilová, J. et Henrich, J. (2014).** « War's Enduring Effects on the Development of Egalitarian Motivations and in-Group Biases ». *Psychological Science* vol. 25(1), p. 47-57.

**Bayes, R. et Druckman, J. N. (2021).** « Motivated Reasoning and Climate Change ». *Current Opinion in Behavioral Sciences* vol. 42, p. 27-35.

**Beare, D. H. et Jolliff Scott, B. J. (2019).** « Popular Non-Support for International Organizations: How Extensive and What Does This Represent? ». *The Review of International Organizations* vol. 14, p. 187-216.

**Bearden, J. N., Murphy, R. O. et Rapoport, A. (2005).** « A Multi-Attribute Extension of the Secretary Problem: Theory and Experiments ». *Journal of Mathematical Psychology* vol. 49(5), p. 410-422.

**Bechtel, M. M. et Scheve, K. F. (2013).** « Mass Support for Global Climate Agreements Depends on Institutional Design ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 110(34), p. 13763-13768.

**Bechtel, M. M., Genovese, F. et Scheve, K. F. (2019).** « Interests, Norms and Support for the Provision of Global Public Goods: The Case of Climate Co-Operation ». *British Journal of Political Science* vol. 49(4), p. 1333-1355.

**Bechtoldt, M. N., Göttmann, A., Moslener, U. et Pauw, W. P. (2021).** « Addressing the Climate Change Adaptation Puzzle: A Psychological Science Perspective ». *Climate Policy* vol. 21(2), p. 186-202.

**Becker, A., Enke, B. et Falk, A. (2020).** « Ancient Origins of the Global Variation in Economic Preferences ». *AEA Papers and Proceedings* vol. 110, p. 319-323.

**Becker, B. (2023).** « International Inequality and Demand for Redistribution in the Global South ». *Political Science Research and Methods*, p. 1-9.

- Becker, M. A. et Nouwen, S. M. H. (2019).** « International Commissions of Inquiry: What Difference Do They Make? Taking an Empirical Approach ». *European Journal of International Law* vol. 30(3), p. 819-841.
- Beckert, J. (2013).** « Imagined Futures: Fictional Expectations in the Economy ». *Theory and Society* vol. 42(3), p. 219-240.
- Beckert, J. (2020).** « The Exhausted Futures of Neoliberalism: From Promissory Legitimacy to Social Anomy ». *Journal of Cultural Economy* vol. 13(3), p. 318-330.
- Beckert, J. et Bronk, R. (2018).** *Uncertain Futures: Imaginaries, Narratives, and Calculation in the Economy*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Beckert, J. et Suckert, L. (2021).** « The Future as a Social Fact. The Analysis of Perceptions of the Future in Sociology ». *Poetics* vol. 84, 101499.
- Beckwith, C. I. (2009).** *Empires of the Silk Road: A History of Central Eurasia from the Bronze Age to the Present*. Princeton, États-Unis : Princeton University Press.
- Bednar, J. (2021).** « Polarization, Diversity, and Democratic Robustness ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 118(50), e2113843118.
- Bednar, J. (2023).** « Governance for Human Social Flourishing ». *Daedalus* vol. 152(1), p. 31-45.
- Bednar, J. et Page, S. E. (2018).** « When Order Affects Performance: Culture, Behavioral Spillovers, and Institutional Path Dependence ». *American Political Science Review* vol. 112(1), p. 82-98.
- Beiser-McGrath, L. F. et Bernauer, T. (2019a).** « Commitment Failures Are Unlikely to Undermine Public Support for the Paris Agreement ». *Nature Climate Change* vol. 9(3), p. 248-252.
- Beiser-McGrath, L. F. et Bernauer, T. (2019b).** « Could Revenue Recycling Make Effective Carbon Taxation Politically Feasible? ». *Science Advances* vol. 5(9), eaax3323.
- Beiser-McGrath, L. F. et Bernauer, T. (2022).** « Domestic Provision of Global Public Goods: How Other Countries' Behavior Affects Public Support for Climate Policy ». *Global Environmental Politics* vol. 22(1), p. 117-138.
- Beiser-McGrath, L. F., Bernauer, T., Song, J. et Uji, A. (2021).** « Understanding Public Support for Domestic Contributions to Global Collective Goods ». *Climatic Change* vol. 166(3), p. 51.
- Belcher, L. J., Dewar, A. E., Ghoul, M. et West, S. A. (2022).** « Kin Selection for Cooperation in Natural Bacterial Populations ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(9), e2119070119.
- Bellucci, G., Camilleri, J. A., Eickhoff, S. B. et Krueger, F. (2020).** « Neural Signatures of Prosocial Behaviors ». *Neuroscience and Biobehavioral Reviews* vol. 118, p. 186-195.
- Bénabou, R. et Tirole, J. (2003).** « Intrinsic and Extrinsic Motivation ». *The Review of Economic Studies* vol. 70(3), p. 489-520.
- Bénabou, R. et Tirole, J. (2016).** « Mindful Economics: The Production, Consumption, and Value of Beliefs ». *Journal of Economic Perspectives* vol. 30(3), p. 141-164.
- Bénabou, R., Falk, A. et Henkel, L. (2024).** « Ends Versus Means: Kantians, Utilitarians, and Moral Decisions ». Document de travail n° 32072 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.
- Benjamin, D. J., Cesarini, D., Loos, M. J. H. M. v. d., Dawes, C. T., Koellinger, P. D., Magnusson, P. K. E., Chabris, C. F., et al. (2012).** « The Genetic Architecture of Economic and Political Preferences ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 109(21), p. 8026-8031.
- Benjamin, N., Mbaye, A. A. et Diop, I. T. (2012).** *The Informal Sector in Francophone Africa: Firm Size, Productivity, and Institutions*. Washington : Banque mondiale.
- Berger, J., Efferson, C. et Vogt, S. (2023).** « Tipping Pro-Environmental Norm Diffusion at Scale: Opportunities and Limitations ». *Behavioural Public Policy* vol. 7(3), p. 581-606.
- Berger, J., Vogt, S. et Efferson, C. (2022).** « Pre-Existing Fairness Concerns Restrict the Cultural Evolution and Generalization of Inequitable Norms in Children ». *Evolution and Human Behavior* vol. 43(1), p. 1-15.
- Bergquist, M., Nilsson, A., Harring, N. et Jagers, S. C. (2022).** « Meta-Analyses of Fifteen Determinants of Public Opinion About Climate Change Taxes and Laws ». *Nature Climate Change* vol. 12(3), p. 235-240.
- Bergquist, M., Thiel, M., Goldberg, M. H. et van der Linden, S. (2023).** « Field Interventions for Climate Change Mitigation Behaviors: A Second-Order Meta-Analysis ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(13), e2214851120.
- Bergstrom, C. T. et Hanage, W. P. (2024).** « Human Behavior and Disease Dynamics ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 121(1), e2317211120.
- Berkley, S. (2020).** « COVAX Explained ». GAVI, l'Alliance du vaccin, Genève. <https://www.gavi.org/vaccineswork/covax-explained>.
- Bernauer, T. et Gampfer, R. (2015).** « How Robust Is Public Support for Unilateral Climate Policy? ». *Science et politique de l'environnement* vol. 54, p. 316-330.
- Berniell, I. et Facchini, G. (2021).** « COVID-19 Lockdown and Domestic Violence: Evidence from Internet-Search Behavior in 11 Countries ». *European Economic Review* vol. 136, 103775.
- Besley, T. (2020).** « State Capacity, Reciprocity, and the Social Contract ». *Econometrica* vol. 88(4), p. 1307-1335.
- Besley, T. et Mueller, H. (2021).** « Fiscal Capacity and State Fragility ». Dans Chami, R., Espinoza, R. et Montiel, P. J. (éd.), *Macroeconomic Policy in Fragile States*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Besley, T., Jensen, A. et Persson, T. (2023).** « Norms, Enforcement, and Tax Evasion ». *The Review of Economics and Statistics* vol. 105(4), p. 998-1007.
- Bettencourt, L. M., Lobo, J., Helbing, D., Kühnert, C. et West, G. B. (2007).** « Growth, Innovation, Scaling, and the Pace of Life in Cities ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 104(17), p. 7301-7306.
- Bhanot, S. P. (2021).** « Isolating the Effect of Injunctive Norms on Conservation Behavior: New Evidence from a Field Experiment in California ». *Organizational Behavior and Human Decision Processes* vol. 163, p. 30-42.
- Bicchieri, C. (2016).** *Norms in the Wild: How to Diagnose, Measure, and Change Social Norms*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Bicchieri, C. et Dimant, E. (2022).** « Nudging with Care: The Risks and Benefits of Social Information ». *Public Choice* vol. 191(3), p. 443-464.
- Bicchieri, C., Dimant, E. et Sonderegger, S. (2019).** « It's Not a Lie If You Believe It: On Norms, Lying, and Self-Serving Belief Distortion ». Document de réflexion 2019-07 du CeDEx.
- Biermann, F. (2014).** « The Anthropocene: A Governance Perspective ». *The Anthropocene Review* vol. 1(1), p. 57-61.
- Biermann, F. (2021).** « The Future of 'Environmental' Policy in the Anthropocene: Time for a Paradigm Shift ». *Environmental Politics* vol. 30(1-2), p. 61-80.
- Biermann, F. et Kalfagianni, A. (2020).** « Planetary Justice: A Research Framework ». *Gouvernance du système terrestre* vol. 6, 100049.
- Biermann, F., Hickmann, T., Sénit, C.-A., Beisheim, M., Bernstein, S., Chasek, P., Grob, L., et al. (2022).** « Scientific Evidence on the Political Impact of the Sustainable Development Goals ». *Nature Sustainability* vol. 5(9), p. 795-800.
- Birch, J. (2019).** « Are Kin and Group Selection Rivals or Friends? ». *Current Biology* vol. 29(11), R433-R438.
- Bird, R. M. (2011).** « Subnational Taxation in Developing Countries: A Review of the Literature ». *Journal of International Commerce, Economics and Policy* vol. 2(01), p. 139-161.
- Birdsall, M., Campos, J. E. L., Kim, C.-S., Corden, W. M., MacDonald, L., Pack, H., Page, J., et al. (1993).** « The East Asian Miracle: Economic Growth and Public Policy: Main Report ». Document de recherche sur les politiques de la Banque mondiale, Banque mondiale, Washington.
- Birshan, M. N., J., Seong, J., White, O. (2023).** « A New Paradigm for Our Connected World? ». McKinsey Global Institute.
- Biswas, G., Sankara, D. P., Agua-Agum, J. et Maiga, A. (2013).** « Dracunculiasis (Guinea Worm Disease): Eradication without a Drug or a Vaccine ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 368(1623), 20120146.
- Black, R., Bennett, S. R., Thomas, S. M. et Beddington, J. R. (2011).** « Migration as Adaptation ». *Nature* vol. 478(7370), p. 447-449.
- Black, S., Liu, A. A., Parry, I. et Vernon, N. (2023).** « IMF Fossil Fuel Subsidies Data: 2023 Update ». Document de travail 2023/169 du FMI, Fonds monétaire international, Washington.
- Blanchard, O., Gollier, C. et Tirole, J. (2023).** « The Portfolio of Economic Policies Needed to Fight Climate Change ». *Annual Review of Economics* vol. 15(1), p. 689-722.
- Blanchflower, D. B., A., (2023).** « Were Covid and the Great Recession Well-Being Reducing? ». Document de recherche, Bureau du Rapport mondial sur le développement humain, Programme des Nations Unies pour le développement, New York.

- Blanchflower, D. G. et Bryson, A. (2022).** « Covid and Mental Health in America ». *PLoS One* vol. 17(7), e0269855.
- Bleck, J. et Van de Walle, N. (2019).** *Electoral Politics in Africa since 1990: Continuity in Change*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Blegen, N. (2017).** « The Earliest Long-Distance Obsidian Transport: Evidence from the ~200ka Middle Stone Age Sibilo School Road Site, Baringo, Kenya ». *Journal of Human Evolution* vol. 103, p. 1-19.
- Blimpo, M., Mensah, J. T., Opalo, K. O. et Shi, R. (2018).** « Electricity Provision and Tax Mobilization in Africa ». Document de travail de recherche politique n° 8408, Banque mondiale, Washington.
- Bloom, D. E., Kuhn, M. et Prettnner, K. (2022).** « Modern Infectious Diseases: Macroeconomic Impacts and Policy Responses ». *Journal of Economic Literature* vol. 60(1), p. 85-131.
- Boadway, R. et Hayashi, M. (1999).** « Country Size and the Voluntary Provision of International Public Goods ». *European Journal of Political Economy* vol. 15(4), p. 619-638.
- Boadway, R., Song, Z. et Tremblay, J.-F. (2007).** « Commitment and Matching Contributions to Public Goods ». *Journal of Public Economics* vol. 91(9), p. 1664-1683.
- Bodansky, D. (1995).** « Customary (and Not So Customary) International Environmental Law ». *Indiana Journal of Global Legal Studies* vol. 3(1), p. 105-119.
- Boeltzig, M., Johansson, M. et Bramão, I. (2023).** « Ingroup Sources Enhance Associative Inference ». *Communications Psychology* vol. 1(1), p. 40.
- Boese, V. A., Alizada, N., Lundstedt, M., Morrison, K., Natsika, N., Sato, Y., Tai, H. et Lindberg, S. I. (2022).** *Democracy Report 2022. Autocratization Changing Nature?*. Gothenburg, Suède : Varieties of Democracy Institute, Université de Göteborg.
- Bogart, E. L. (1920).** *Direct and Indirect Costs of the Great World War*. New York : Oxford University Press.
- Böhm, R. et Betsch, C. (2022).** « Prosocial Vaccination ». *Current Opinion in Psychology* vol. 43, p. 307-311.
- Böhm, R., Rusch, H. et Baron, J. (2020).** « The Psychology of Intergroup Conflict: A Review of Theories and Measures ». *Journal of Economic Behavior & Organization* vol. 178, p. 947-962.
- Böhm, R., Rusch, H., and Gürerk, Ö. (2016).** « What Makes People Go to War? Defensive Intentions Motivate Retaliatory and Preemptive Intergroup Aggression ». *Evolution and Human Behavior* vol. 37(1), p. 29-34.
- Bolch, K. B., Ceriani, L., and López-Calva, L. F. (2022).** « The Arithmetics and Politics of Domestic Resource Mobilization for Poverty Eradication ». *Développement mondial* vol. 149, 105691.
- Bolhuis, M., Chen, J. et Kett, B. (2023).** « Fragmentation in Global Trade: Accounting for Commodities ». Document de travail 2023/073 du FMI, Fonds monétaire international, Washington.
- Bollinger, B. et Gillingham, K. (2012).** « Peer Effects in the Diffusion of Solar Photovoltaic Panels ». *Marketing Science* vol. 31(6), p. 900-912.
- Bollinger, B. et Gillingham, K. (2019).** « Learning-by-Doing in Solar Photovoltaic Installations ». <https://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2342406>.
- Bollyky, T. J. et Bown, C. P. (2020).** « Vaccine Nationalism Will Prolong the Pandemic ». *Foreign Affairs* vol. 29(12), (2020).
- Bollyky, T. J., Angelino, O., Wigley, S. et Dieleman, J. L. (2022a).** « Trust Made the Difference for Democracies in Covid-19 ». *The Lancet* vol. 400(10353), p. 657.
- Bollyky, T. J., Hulland, E. N., Barber, R. M., Collins, J. K., Kiernan, S., Moses, M., Pigott, D. M., et al. (2022b).** « Pandemic Preparedness and Covid-19: An Exploratory Analysis of Infection and Fatality Rates, and Contextual Factors Associated with Preparedness in 177 Countries, from Jan 1, 2020, to Sept 30, 2021 ». *The Lancet* vol. 399(10334), p. 1489-1512.
- Bond, R. (2022).** *Understanding International Migration: Social, Cultural and Historical Contexts*. Cham, Suisse : Springer Nature.
- Bonomi, G., Gennaioli, N. et Tabellini, G. (2021).** « Identity, Beliefs, and Political Conflict ». *The Quarterly Journal of Economics* vol. 136(4), p. 2371-2411.
- Boon-Falleur, M., Grandin, A., Baumard, N. et Chevallier, C. (2022).** « Leveraging Social Cognition to Promote Effective Climate Change Mitigation ». *Nature Climate Change* vol. 12(4), p. 332-338.
- Bor, A., Jørgensen, F. et Petersen, M. B. (2023).** « Discriminatory Attitudes against Unvaccinated People During the Pandemic ». *Nature* vol. 613(7945), 704–711.
- Bordalo, P., Coffman, K., Gennaioli, N. et Shleifer, A. (2016).** « Stereotypes ». *The Quarterly Journal of Economics* vol. 131(4), p. 1753-1794.
- Bordalo, P., Conlon, J. J., Gennaioli, N., Kwon, S. Y. et Shleifer, A. (2022).** « Memory and Probability ». *The Quarterly Journal of Economics* vol. 138(1), p. 265-311.
- Bordalo, P., Gennaioli, N. et Shleifer, A. (2022).** « Saliency ». *Annual Review of Economics* vol. 14(1), 521–544.
- Bordalo, P., Tabellini, M. et Yang, D. Y. (2020).** « Issue Saliency and Political Stereotypes ». Document de travail n° 27194 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.
- Bose, D. et Camerer, C. (2021).** « Trust and Behavioral Economics ». *The Neurobiology of Trust*, p. 36-53.
- Bossuroy, T., Goldstein, M., Karimou, B., Karlan, D., Kazianga, H., Parienté, W., Premand, P., et al. (2022).** « Tackling Psychosocial and Capital Constraints to Alleviate Poverty ». *Nature* vol. 605(7909), p. 291-297.
- Bott, K. M., Cappelen, A. W., Sørensen, E. Ø. et Tungodden, B. (2020).** « You've Got Mail: A Randomized Field Experiment on Tax Evasion ». *Management Science* vol. 66(7), p. 2801-2819.
- Bouman, T. et Steg, L. (2019).** « Motivating Society-Wide Pro-Environmental Change ». *One Earth* vol. 1(1), p. 27-30.
- Bowen, T. R., Dmitriev, D. et Galperti, S. (2023).** « Learning from Shared News: When Abundant Information Leads to Belief Polarization ». *The Quarterly Journal of Economics* vol. 138(2), p. 955-1000.
- Box-Steffensmeier, J. M., Burgess, J., Corbetta, M., Crawford, K., Duflo, E., Fogarty, L., Gopnik, A., et al. (2022).** « The Future of Human Behaviour Research ». *Nature Human Behaviour* vol. 6(1), p. 15-24.
- Boyd, R. (2017).** *A Different Kind of Animal: How Culture Transformed Our Species* Princeton, États-Unis : Princeton University Press.
- Boyd, R. et Richerson, P. J. (1985).** *Culture and the Evolutionary Process*. Chicago : The University of Chicago Press.
- Boyd, R. et Richerson, P. J. (1990).** « Group Selection among Alternative Evolutionarily Stable Strategies ». *Journal of Theoretical Biology* vol. 145(3), p. 331-342.
- Boyd, R. et Richerson, P. J. (2002).** « Group Beneficial Norms Can Spread Rapidly in a Structured Population ». *Journal of Theoretical Biology* vol. 215(3), p. 287-296.
- Boyd, R. et Richerson, P. J. (2011).** « Rapid Cultural Adaptation Can Facilitate the Evolution of Large-Scale Cooperation ». *Behavioral Ecology and Sociobiology* vol. 65, p. 431-444.
- Boyd, R. et Richerson, P. J. (2022).** « Large-Scale Cooperation in Small-Scale Foraging Societies ». *Evolutionary Anthropology: Issues, News, and Reviews* vol. 31(4), p. 175-198.
- Bradley, M. et Chauchard, S. (2022).** « The Ethnic Origins of Affective Polarization: Statistical Evidence from Cross-National Data ». *Frontiers in Political Science* vol. 4, 920615.
- Braithwaite, V. (2004).** « The Hope Process and Social Inclusion ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* vol. 592(1), p. 128-151.
- Brekke, K. A. et Johansson-Stenman, O. (2008).** « The Behavioural Economics of Climate Change ». *Oxford Review of Economic Policy* vol. 24(2), p. 280-297.
- Brennan, G. et Pettit, P. (2004).** *The Economy of Esteem: An Essay on Civil and Political Society* New York : Oxford University Press.
- Bretter, C. et Schulz, F. (2023).** « Why Focusing on 'Climate Change Denial' Is Counterproductive ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(10), e2217716120.
- Brooks, A. S., Yellen, J. E., Potts, R., Behrensmeier, A. K., Deino, A. L., Leslie, D. E., Ambrose, S. H., et al. (2018).** « Long-Distance Stone Transport and Pigment Use in the Earliest Middle Stone Age ». *Science* vol. 360(6384), p. 90-94.
- Brooks, B. A., Hoff, K. et Pandey, P. (2018).** « Cultural Impediments to Learning to Cooperate: An Experimental Study of High- and Low-Caste Men in Rural India ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 115(45), p. 11385-11392.
- Brooks, J. S., Waring, T. M., Borgerhoff Mulder, M. et Richerson, P. J. (2018).** « Applying Cultural Evolution to Sustainability Challenges: An Introduction to the Special Issue ». *Sustainability Science* vol. 13(1), p. 1-8.
- Broom, D. (2023).** « These Are the World's Biggest Trading Blocs ». Forum économique mondial. <https://www.weforum.org/agenda/2023/04/growth-summit-2023-world-biggest-trading-blocs/>. Consulté le 20 novembre 2023.

- Brovkin, V., Brook, E., Williams, J. W., Bathiany, S., Lenton, T. M., Barton, M., DeConto, R. M., et al. (2021).** « Past Abrupt Changes, Tipping Points and Cascading Impacts in the Earth System ». *Nature Geoscience* vol. 14(8), p. 550-558.
- Brown, A. L., Imai, T., Vieider, F. et Camerer, C. (à paraître).** « Meta-Analysis of Empirical Estimates of Loss-Aversion ». *Journal of Economic Literature*.
- Brown, G. et Susskind, D. (2020).** « International Cooperation During the Covid-19 Pandemic ». *Oxford Review of Economic Policy* vol. 36(Supplément 1), S64-S76.
- Brown, G., El-Arian, M. A. et Spence, M. (2023).** *Permacrisis: A Plan to Fix a Fractured World*. Londres : Simon & Schuster.
- Brown, T. C. et Kroll, S. (2021).** « Inequality Hinders Group Efforts to Avoid Environmental Disasters ». *Q Open* vol. 1(1).
- Bruhlin, A., Fehr, E. et Schunk, D. (2018).** « The Many Faces of Human Sociality: Uncovering the Distribution and Stability of Social Preferences ». *Journal of the European Economic Association* vol. 17(4), p. 1025-1069.
- Brumme, A. et Rübhelke, D. (2023).** « Minimum Participation Requirements and the Role of Co-Benefits in International Climate Policy ». *Frontiers in Environmental Economics* vol. 1, 1106186.
- Bryan, C. J., Tipton, E. et Yeager, D. S. (2021).** « Behavioural Science Is Unlikely to Change the World without a Heterogeneity Revolution ». *Nature Human Behaviour* vol. 5(8), p. 980-989.
- Bryan, K. A. et Williams, H. L. (2021).** « Innovation: Market Failures and Public Policies ». Dans Ho, K., Hortaçsu, A. et Lizzeri, A. (éd.), *Handbook of Industrial Organization*. Elsevier.
- Bryant, J., Child, F., Espinosa, J., Dorn, E., Hall, S., Schmutz, D., Kola-Oyeneyin, T., et al. (2022).** « How Covid-19 Caused a Global Learning Crisis ». McKinsey & Company, Seattle, États-Unis.
- Buchan, N. R., Brewer, M. B., Grimalda, G., Wilson, R. K., Fatas, E. et Foddy, M. (2011).** « Global Social Identity and Global Cooperation ». *Psychological Science* vol. 22(6), p. 821-828.
- Buchan, N. R., Grimalda, G., Wilson, R., Brewer, M., Fatas, E. et Foddy, M. (2009).** « Globalization and Human Cooperation ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 106(11), p. 4138-4142.
- Buchanan, A. (2020).** *Our Moral Fate: Evolution and the Escape from Tribalism*. Cambridge, États-Unis : MIT Press.
- Buchanan, A. (2021).** « The Perpetual Struggle: How the Coevolution of Hierarchy and Resistance Drives the Evolution of Morality and Institutions ». *Social Philosophy and Policy* vol. 38(2), p. 232-260.
- Buchanan, A. et Powell, R. (2018).** *The Evolution of Moral Progress: A Biocultural Theory*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Buchholz, W. et Peters, W. (2005).** « A Rawlsian Approach to International Cooperation ». *Kyklos* vol. 58(1), p. 25-44.
- Buchholz, W. et Rübhelke, D. (2017).** *The Theory of Externalities and Public Goods: Essays in Memory of Richard C. Cornes*. Springer.
- Buchholz, W. et Rübhelke, D. (2019).** « International Environmental Problems ». *Foundations of Environmental Economics*. Cham, Suisse : Springer International Publishing.
- Buchholz, W. et Sandler, T. (2017).** « Successful Leadership in Global Public Good Provision: Incorporating Behavioural Approaches ». *Environmental and Resource Economics* vol. 67(3), p. 591-607.
- Buchholz, W., Sandler, T. (2021).** « Global Public Goods: A Survey ». *Journal of Economic Literature* vol. 59(2), 488-545.
- Buchholz, W., Peters, W. et Ufert, A. (2018).** « International Environmental Agreements on Climate Protection: A Binary Choice Model with Heterogeneous Agents ». *Journal of Economic Behavior & Organization* vol. 154, p. 191-205.
- Buckley, P., Majumdar, R. (2018).** « The Services Powerhouse: Increasingly Vital to World Economic Growth ». Deloitte Insights. <https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/my/Documents/risk/my-risk-sdg8-the-services-powerhouse-increasingly-vital-to-world-economic-growth.pdf>.
- Budish, E., Kettler, H., Kominers, S. D., Osland, E., Prendergast, C. et Torkelson, A. A. (2022).** « Distributing a Billion Vaccines: COVAX Successes, Challenges, and Opportunities ». *Oxford Review of Economic Policy* vol. 38(4), p. 941-974.
- Buggle, J. C. (2017).** « Irrigation, Collectivism and Long-Run Technological Divergence ». Cahiers de recherches économiques du département d'économie 17.06, Université de Lausanne, Faculté des HEC, département d'économie.
- Buhaug, H. et Gleditsch, K. S. (2008).** « Contagion or Confusion? Why Conflicts Cluster in Space ». *International Studies Quarterly* vol. 52(2), p. 215-233.
- Bulkeley, H. (2005).** « Reconfiguring Environmental Governance: Towards a Politics of Scales and Networks ». *Géographie politique* vol. 24(8), p. 875-902.
- Bulkeley, H. et Newell, P. (2023).** *Governing Climate Change*. Abingdon, Royaume-Uni : Routledge.
- Bullen, M., Heriot, G. S. et Jamrozik, E. (2023).** « Herd Immunity, Vaccination and Moral Obligation ». *Journal of Medical Ethics* vol. 49, p. 636-641.
- Bumann, S. (2021).** « What Are the Determinants of Public Support for Climate Policies? A Review of the Empirical Literature ». *Review of Economics* vol. 72(3), p. 213-228.
- Burch, S., Gupta, A., Inoue, C. Y. A., Kalfagianni, A., Persson, Å., Gerlak, A. K., Ishii, A., et al. (2019).** « New Directions in Earth System Governance Research ». *Earth System Governance* vol. 1, 100006.
- Burgess, M. G., Pielke, R. et Ritchie, J. (2022).** « Catastrophic Climate Risks Should Be Neither Understated nor Overstated ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(42), e2214347119.
- Burgio, G., Gómez, S. et Arenas, A. (2023).** « Spreading Dynamics in Networks under Context-Dependent Behavior ». *Physical Review E* vol. 107(6), 064304.
- Burke, W. T. (1991).** « Anadromous Species and the New International Law of the Sea ». *Ocean Development & International Law* vol. 22(2), p. 95-131.
- Burkholder, B., Wadood, Z., Kassem, A. M., Ehrhardt, D. et Zomahoun, D. (2023).** « The Immediate Impact of the Covid-19 Pandemic on Polio Immunization and Surveillance Activities ». *Vaccine* vol. 41, A2-A11.
- Bursztyn, L. et Jensen, R. (2017).** « Social Image and Economic Behavior in the Field: Identifying, Understanding, and Shaping Social Pressure ». *Annual Review of Economics* vol. 9(1), p. 131-153.
- Bursztyn, L. et Yang, D. Y. (2022).** « Misperceptions About Others ». *Annual Review of Economics* vol. 14(1), p. 425-452.
- Bursztyn, L., Cappelen, A. W., Tungodden, B., Voena, A., and Yanagizawa-Drott, D. H. (2023).** « How Are Gender Norms Perceived? ». Document de travail n° 31049 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.
- Bursztyn, L., Egorov, G. et Fiorin, S. (2020).** « From Extreme to Mainstream: The Erosion of Social Norms ». *American Economic Review* vol. 110(11), p. 3522-3548.
- Bursztyn, L., González, A. L., and Yanagizawa-Drott, D. (2020).** « Misperceived Social Norms: Women Working Outside the Home in Saudi Arabia ». *American Economic Review* vol. 110(10), p. 2997-3029.
- Burton-Chellew, M. N. (2022).** « The Restart Effect in Social Dilemmas Shows Humans Are Self-Interested Not Altruistic ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(49), e2210082119.
- Burton-Chellew, M. N. et West, S. A. (2021).** « Payoff-Based Learning Best Explains the Rate of Decline in Cooperation across 237 Public-Goods Games ». *Nature Human Behaviour* vol. 5(10), p. 1330-1338.
- Burton-Chellew, M. N., El Mouden, C. et West, S. A. (2016).** « Conditional Cooperation and Confusion in Public-Goods Experiments ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 113(5), p. 1291-1296.
- Burton-Chellew, M. N., El Mouden, C. et West, S. A. (2017).** « Social Learning and the Demise of Costly Cooperation in Humans ». *Proceedings of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 284(1853), 20170067.
- Burton-Chellew, M. N., Nax, H. H. et West, S. A. (2015).** « Payoff-Based Learning Explains the Decline in Cooperation in Public Goods Games ». *Proceedings of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 282(1801), 20142678.
- Buyalskaya, A., Gallo, M. et Camerer, C. F. (2021).** « The Golden Age of Social Science ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 118(5), e2002923118.
- Cable, J., Fauci, A., Dowling, W. E., Günther, S., Bente, D. A., Yadav, P. D., Madoff, L. C., et al. (2022).** « Lessons from the Pandemic: Responding to Emerging Zoonotic Viral Diseases—a Keystone Symposia Report ». *Annals of the New York Academy of Sciences* vol. 1518(1), p. 209-225.
- Caicedo, F. V., Dohmen, T. et Ponderfer, A. (2023).** « Religion and Cooperation across the Globe ». SSRN 4371971. SSRN.
- Caillon, S., Cullman, G., Verschuuren, B. et Sterling, E. J. (2017).** « Moving Beyond the Human-Nature

- Dichotomy through Biocultural Approaches Including Ecological Well-Being in Resilience Indicators ». *Ecology and Society* vol. 22(4).
- Cairney, P., Timonina, I. et Stephan, H. (2023).** « How Can Policy and Policymaking Foster Climate Justice? A Qualitative Systematic Review ». *Open Research Europe* vol. 3, p. 51.
- Callen, M., Weigel, J. L. et Yuchtman, N. (2023).** « Experiments About Institutions ». Document de travail n° 31964 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.
- Caluwaerts, D., Bernaerts, K., Kesberg, R., Smets, L. et Spruyt, B. (2023).** « Deliberation and Polarization: A Multi-Disciplinary Review ». *Frontiers in Political Science* vol. 5.
- Camarena, J. A., Galeano, L., Morano, L., Puig, J., Riera-Crichton, D., Vegh, C., Venturi, L. et Vuletin, G. (2022).** « Fooled by the Cycle: Permanent Versus Cyclical Improvements in Social Indicators ». *Journal of International Money and Finance* vol. 127, 102670.
- Camerer, C. F., Dreber, A., Forsell, E., Ho, T.-H., Huber, J., Johannesson, M., Kirchler, M., et al. (2016).** « Evaluating Replicability of Laboratory Experiments in Economics ». *Science* vol. 351(6280), p. 1433-1436.
- Camerer, C. F., Dreber, A., Holzmeister, F., Ho, T.-H., Huber, J., Johannesson, M., Kirchler, M., et al. (2018).** « Evaluating the Replicability of Social Science Experiments in Nature and Science between 2010 and 2015 ». *Nature Human Behaviour* vol. 2(9), p. 637-644.
- Camerer, C. F., Ho, T.-H. et Chong, J. K. (2015).** « A Psychological Approach to Strategic Thinking in Games ». *Cultural Opinion in Behavioral Sciences* vol. 3, p. 157-162.
- Camerer, C., Babcock, L., Loewenstein, G. et Thaler, R. (1997).** « Labor Supply of New York City Cabdrivers: One Day at a Time ». *The Quarterly Journal of Economics* vol. 112(2), p. 407-441.
- Camerer, C., Loewenstein, G. et Prelec, D. (2005).** « Neuroeconomics: How Neuroscience Can Inform Economics ». *Journal of Economic Literature* vol. 43(1), p. 9-64.
- Campante, F., Depetris-Chauvin, E. et Durante, R. (2024).** « The Virus of Fear: The Political Impact of Ebola in the United States ». *American Economic Journal: Applied Economics* vol. 16(1), p. 480-509.
- Campos, E. J., Lien, D. et Pradhan, S. (1999).** « The Impact of Corruption on Investment: Predictability Matters ». *World Development* vol. 27(6), p. 1059-1067.
- Cann, H. W. et Raymond, L. (2018).** « Does Climate Denialism Still Matter? The Prevalence of Alternative Frames in Opposition to Climate Policy ». *Environmental Politics* vol. 27(3), p. 433-454.
- Caparrós, A. et Finus, M. (2020a).** « The Corona-Pandemic: A Game-Theoretic Perspective on Regional and Global Governance ». *Environmental and Resource Economics* vol. 76(4), p. 913-927.
- Caparrós, A. et Finus, M. (2020b).** « Public Good Agreements under the Weakest-Link Technology ». *Journal of Public Economic Theory* vol. 22(3), p. 555-582.
- Cappelen, A. W., Enke, B. et Tungodden, B. (2022).** « Moral Universalism: Global Evidence ». Document de travail n° 30157 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.
- Capraro, V. et Perc, M. (2021).** « Mathematical Foundations of Moral Preferences ». *Journal of The Royal Society Interface* vol. 18(175), 20200880.
- Capraro, V., Jagfeld, G., Klein, R., Mul, M. et de Pol, I. v. (2019).** « Increasing Altruistic and Cooperative Behaviour with Simple Moral Nudges ». *Scientific Reports* vol. 9(1), 11880.
- Carattini, S., Levin, S. et Tavoni, A. (2019).** « Cooperation in the Climate Commons ». *Review of Environmental Economics and Policy* vol. 13(2), p. 227-247.
- Card, D., Chang, S., Becker, C., Mendelsohn, J., Voigt, R., Boustan, L., Abramitzky, R., Jurafsky, D. (2022).** « Computational Analysis of 140 Years of US Political Speeches Reveals More Positive but Increasingly Polarized Framing of Immigration ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(31), e2120510119.
- Carleton, T. et Greenstone, M. (2022).** « A Guide to Updating the US Government's Social Cost of Carbon ». *Review of Environmental Economics and Policy* vol. 16(2), p. 196-218.
- Carleton, T., Jina, A., Delgado, M., Greenstone, M., Houser, T., Hsiang, S., Hultgren, A., et al. (2022).** « Valuing the Global Mortality Consequences of Climate Change Accounting for Adaptation Costs and Benefits ». *The Quarterly Journal of Economics* vol. 137(4), 2037-2105.
- Carlson, R. W., Bigman, Y. E., Gray, K., Ferguson, M. J. et Crockett, M. J. (2022).** « How Inferred Motives Shape Moral Judgements ». *Nature Reviews Psychology* vol. 1(8), p. 468-478.
- Carlson, R. W., Bigman, Y. E., Gray, K., Ferguson, M. J. et Crockett, M. J. (2022).** « How Inferred Motives Shape Moral Judgements ». *Nature Reviews Psychology* vol. 1(8), p. 468-478.
- Carlson, T. N. et Hill, S. J. (2022).** « Experimental Measurement of Misperception in Political Beliefs ». *Journal of Experimental Political Science* vol. 9(2), p. 241-254.
- Carlsson, F. et Johansson-Stenman, O. (2012).** « Behavioral Economics and Environmental Policy ». *Annual Review of Resource Economics* vol. 4(1), p. 75-99.
- Carlsson, F., Gravert, C., Johansson-Stenman, O. et Kurz, V. (2021).** « The Use of Green Nudges as an Environmental Policy Instrument ». *Review of Environmental Economics and Policy* vol. 15(2), p. 216-237.
- Carton, B., Mongardini, M. J. et Li, Y. (2018).** « A New Smartphone for Every Fifth Person on Earth: Quantifying the New Tech Cycle ». Document de travail 2018/022 du FMI, Fonds monétaire international, Washington.
- Carugati, F. et Levi, M. (2021).** *A Moral Political Economy: Present, Past, and Future*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Carvalho, J.-P., Bergeron, A., Henrich, J., Nun, N. et Weigel, J. (2023).** « Zero-Sum Thinking, the Evolution of Effort Suppressing Beliefs, and Economic Development ». Document de travail n° 31663 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.
- Carvalho, M., Dechezleprêtre, A. et Glachant, M. (2017).** « Understanding the Dynamics of Global Value Chains for Solar Photovoltaic Technologies ». *Document de recherche économique no 40*. Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, Genève.
- Casari, M. et Tagliapietra, C. (2018).** « Group Size in Social-Ecological Systems ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 115(11), p. 2728-2733.
- Cashore, B. et Bernstein, S. (2023).** « Bringing the Environment Back In: Overcoming the Tragedy of the Diffusion of the Commons Metaphor ». *Perspectives politiques* vol. 21(2), p. 478-501.
- Cason, T. N. et Mui, V.-L. (1998).** « Social Influence in the Sequential Dictator Game ». *Journal of Mathematical Psychology* vol. 42(2), p. 248-265.
- Cavalli-Sforza, L. L. et Feldman, M. W. (1981).** *Cultural Transmission and Evolution: A Quantitative Approach*. Princeton, États-Unis : Princeton University Press.
- Centola, D. et Baronchelli, A. (2015).** « The Spontaneous Emergence of Conventions: An Experimental Study of Cultural Evolution ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 112(7), p. 1989-1994.
- Centola, D., Becker, J., Brackbill, D. et Baronchelli, A. (2018).** « Experimental Evidence for Tipping Points in Social Convention ». *Science* vol. 360(6393), p. 1116-1119.
- Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (2022).** « Partnerships for African Vaccine Manufacturing (PAVM) Framework for Action ». <https://africacdc.org/download/partnerships-for-african-vaccine-manufacturing-pavm-framework-for-action/>. Consulté le 15 décembre 2023.
- Cerra, V., Fatás, A. et Saxena, S. C. (2023).** « Hysteresis and Business Cycles ». *Journal of Economic Literature* vol. 61(1), p. 181-225.
- Cesarini, D., Dawes, C. T., Fowler, J. H., Johannesson, M., Lichtenstein, P. et Wallace, B. (2008).** « Heritability of Cooperative Behavior in the Trust Game ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 105(10), p. 3721-3726.
- Cevik, S. (2023).** « Long Live Globalization: Geopolitical Shocks and International Trade ». Document de travail 2023/225 du FMI, Fonds monétaire international, Washington.
- Chan, N. W. (2019).** « Funding Global Environmental Public Goods through Multilateral Financial Mechanisms ». *Environmental Resource Economics* vol. 73(2), p. 515-531.
- Chancel, L., Piketty, T., Saez, E. et Zucman, G. (2022).** *World Inequality Report 2022*. Paris : Laboratoire sur les inégalités mondiales.
- Chang, T. Y., Jacobson, M., Shah, M., Kopetsky, M., Pramanik, R. et Shah, S. B. (2023).** « Reminders, but Not Monetary Incentives, Increase Covid-19 Booster Uptake ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(31), e2302725120.
- Chapman, J., Dean, M., Ortoleva, P., Snowberg, E. et Camerer, C. (2023).** Willingness to Accept, Willingness to Pay, and Loss Aversion. National Bureau of Economic Research.
- Charité, J., Fisman, R., Kuziemko, I. et Zhang, K. (2022).** « Reference Points and Redistributive Preferences: Experimental Evidence ». *Journal of Public Economics* vol. 216, 104761.

- Charness, G. et Chen, Y. (2020).** « Social Identity, Group Behavior, and Teams ». *Annual Review of Economics* vol. 12(1), 691–713.
- Charness, G. et Rabin, M. (2002).** « Understanding Social Preferences with Simple Tests ». *The Quarterly Journal of Economics* vol. 117(3), p. 817-869.
- Charness, G. et Sutter, M. (2012).** « Groups Make Better Self-Interested Decisions ». *Journal of Economic Perspectives* vol. 26(3), p. 157-176.
- Chater, N. et Loewenstein, G. (2022).** « The I-Frame and the S-Frame: How Focusing on Individual-Level Solutions Has Led Behavioral Public Policy Astray ». *Behavioral and Brain Sciences*, p. 1-60.
- Chaudhary, N., Salali, G. D., Thompson, J., Dyble, M., Page, A., Smith, D., Mace, R. et Migliano, A. B. (2015).** « Polygyny without Wealth: Popularity in Gift Games Predicts Polygyny in Bayaka Pygmies ». *Royal Society open science* vol. 2(5), 150054.
- Checkel, J. T. (1998).** « The Constructive Turn in International Relations Theory ». *World Politics* vol. 50(2), p. 324-348.
- Chen, C. et Zeckhauser, R. (2018).** « Collective Action in an Asymmetric World ». *Journal of Public Economics* vol. 158, p. 103-112.
- Chen, M. W., Mrkaic, M. M. et Nabar, M. M. S. (2019).** « The Global Economic Recovery 10 Years after the 2008 Financial Crisis ». Document de travail n° 2019/083, Fonds monétaire international, Washington.
- Chepeliev, M., Osorio-Rodarte, I. et van der Mensbrugge, D. (2021).** « Distributional Impacts of Carbon Pricing Policies under the Paris Agreement: Inter and Intra-Regional Perspectives ». *Energy Economics* vol. 102, 105530.
- Chernyak-Hai, L. et Davidai, S. 2022.** « Do Not Teach Them How to Fish: The Effect of Zero-Sum Beliefs on Help Giving ». *Journal of Experimental Psychology: General*.
- Chetty, R. (2015).** « Behavioral Economics and Public Policy: A Pragmatic Perspective ». *American Economic Review* vol. 105(5), p. 1-33.
- Chetty, R., Friedman, J. N. et Saez, E. (2013).** « Using Differences in Knowledge across Neighborhoods to Uncover the Impacts of the Eitc on Earnings ». *American Economic Review* vol. 103(7), p. 2683-2721.
- Chinn, S., Hart, P. S. et Soroka, S. (2020).** « Politicization and Polarization in Climate Change News Content, 1985–2017 ». *Science Communication* vol. 42(1), p. 112-129.
- Chinoy, S., Nunn, N., Sequeira, S. et Stantcheva, S. (2023).** « Zero-Sum Thinking and the Roots of US Political Divides ». Document de travail n° 31688 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.
- Choi, V. K., Shrestha, S., Pan, X. et Gelfand, M. J. (2022).** « When Danger Strikes: A Linguistic Tool for Tracking America's Collective Response to Threats ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(4), e2113891119.
- Chowdhury, J. S., Wahab, H. A., Mohd Saad, M. R., Roy, P. K., Hamidi, M. et Ahmad, M. M. (2021).** « Ubuntu Philosophy: 'I Am Because We Are' – a Road to 'Individualism' to Global Solidarity ». Dans Wahab, H. A., Chowdhury, J. S., Ah, S. H. B. a. B. et Mohd Saad, M. R. (éd.), *Handbook of Research on the Impact of Covid-19 on Marginalized Populations and Support for the Future*. Hershey, États-Unis : IGI Global.
- Chowdhury, S. M. et Topolyan, I. (2016).** « The Attack-and-Defense Group Contests: Best Shot Versus Weakest Link ». *Economic Inquiry* vol. 54(1), p. 548-557.
- Chuang, F., Manley, E. et Petersen, A. (2020).** « The Role of Worldviews in the Governance of Sustainable Mobility ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 117(8), p. 4034-4042.
- Chudek, M., Brosseau-Liard, P., Birch, S. et Henrich, J. (2013).** « Culture-Gene Coevolutionary Theory and Children's Selective Social Learning ». Dans Banaji, M. R. et Gelman, S. A. (éd.), *Navigating the Social World: What Infants, Children, and Other Species Can Teach Us*. Oxford University Press.
- Chudek, M., Heller, S., Birch, S. et Henrich, J. (2012).** « Prestige-Biased Cultural Learning: Bystander's Differential Attention to Potential Models Influences Children's Learning ». *Evolution and Human Behavior* vol. 33(1), p. 46-56.
- Cialdini, R. B., Kallgren, C. A. et Reno, R. R. (1991).** « A Focus Theory of Normative Conduct: A Theoretical Refinement and Reevaluation of the Role of Norms in Human Behavior ». Dans Zanna, M. P. (éd.) *Advances in Experimental Social Psychology*. Cambridge, États-Unis : Academic Press.
- Cianconi, P., Hanife, B., Grillo, F., Lesmana, C. B. J. et Janiri, L. (2023).** « Eco-Emotions and Psychoterratic Syndromes: Reshaping Mental Health Assessment under Climate Change ». *The Yale Journal of Biology and Medicine* vol. 96(2), p. 211.
- CIS (Comité international de secours) (2023).** « World Refugee Day: 110 Million People Displaced around the World: Get the Facts ». CIS, 13 juin.
- CIS (Comité international de secours) (2023a).** « World Refugee Day: 110 Million People Displaced around the World: Get the Facts ». CIS, 13 juin.
- CIS (Comité international de secours) (2023b).** « The Top 10 Crises the World Can't Ignore in 2024 ». 13 décembre. <https://www.rescue.org/article/top-10-crises-world-cant-ignore-2024>.
- Claessens, S., Fischer, K., Chaudhuri, A., Sibley, C. G. et Atkinson, Q. D. (2020).** « The Dual Evolutionary Foundations of Political Ideology ». *Nature Human Behaviour* vol. 4(4), p. 336-345.
- Claessens, S., Sibley, C. G., Chaudhuri, A. et Atkinson, Q. D. (2023).** « Cooperative and Conformist Behavioural Preferences Predict the Dual Dimensions of Political Ideology ». *Scientific Reports* vol. 13(1), p. 4886.
- Clapp, J. (2021).** « The Problem with Growing Corporate Concentration and Power in the Global Food System ». *Nature Food* vol. 2(6), p. 404-408.
- Clapp, J. (2023).** « Concentration and Crises: Exploring the Deep Roots of Vulnerability in the Global Industrial Food System ». *The Journal of Peasant Studies* vol. 50(1), p. 1-25.
- Clapp, P. (2023).** « The Disproportionate Impact of the Covid-19 Pandemic on Women in the Workforce ». [Webinaire]. 14 février. Bureau du recensement des États-Unis et Local Employment Dynamics Partnership. <https://www.census.gov/data/academy/webinars/2023/impact-of-the-covid-19-pandemic-on-women-in-the-workforce.html>.
- Clark, C. J., Connor, P. et Isch, C. (2023).** « Failing to Replicate Predicts Citation Declines in Psychology ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(29), e2304862120.
- Clark, H., Cárdenas, M., Dybul, M., Kazatchkine, M., Liu, J., Miliband, D., Nordström, A., Sudan, P., Zedillo, E., Obaid, T., McCarney, R., Radin, E., Elias, M. K., McNab, C., Legido-Quigley, H., Sirleaf, E. J. (2022).** « Transforming or Tinkering: The World Remains Unprepared for the Next Pandemic Threat ». *The Lancet* vol. 399(10340), p. 1995-1999.
- Clark, W. C. et Harley, A. G. (2020).** « Sustainability Science: Toward a Synthesis ». *Annual Review of Environment and Resources* vol. 45(1), p. 331-386.
- Clavin, P. (2013).** *Securing the World Economy: The Reinvention of the League of Nations, 1920-1946*. New York : Oxford University Press.
- Clayton, S. et Karazsia, B. T. (2020).** « Development and Validation of a Measure of Climate Change Anxiety ». *Journal of Environmental Psychology* vol. 69, 101434.
- Clément, V., Rigaud, K. K., De Sherbinin, A., Jones, B., Adamo, S., Schewe, J., Sadiq, N. et Shabahat, E. (2021).** *Groundswell Part 2: Acting on Internal Climate Migration*. Washington : Banque mondiale.
- Cliffe, S., Dwan, R., Wainaina, B. et Zamore, L. (2023).** The Number of Countries with Coups D'etats and Other Constitutional Changes in Government Is Rising: How Should Donors Stay Engaged? New York : Centre de coopération internationale, Université de New York.
- Clifton, J. (2022).** *Blind Spot: The Global Rise of Unhappiness and How Leaders Missed It*. Washington : Gallup Press.
- CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) (2022).** *Global Trade Update*. Genève.
- CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) (2023).** *Trade and Development Report 2023 Growth, Debt, and Climate: Realigning the Global Financial Architecture*. New York : CNUCED.
- Cohen, B., Cowie, A., Babiker, M., Leip, A. et Smith, P. (2021).** « Co-Benefits and Trade-Offs of Climate Change Mitigation Actions and the Sustainable Development Goals ». *Sustainable Production and Consumption* vol. 26, p. 805-813.
- Cohen, J. (1988).** *Statistical Power Analysis for the Behavioral Sciences*. New York : Routledge.
- Cohen, J. (2023).** « Polio Eradication Effort Struggles with End Game ». *Science* vol. 381(6664), p. 1271-1272.
- Cohn, A., Fehr, E. et Maréchal, M. A. (2014).** « Business Culture and Dishonesty in the Banking Industry ». *Nature* vol. 516(7529), p. 86-89.
- Cohn, A., Fehr, E. et Maréchal, M. A. (2019).** « Selective Participation May Undermine Replication Attempts ». *Nature* vol. 575(7782), E1-E2.

- Cohn, A., Gesche, T. et Maréchal, M. A. (2022).** « Honesty in the Digital Age ». *Management Science* vol. 68(2), p. 827-845.
- Cohn, A., Jessen, L. J., Klačnjak, M. et Smeets, P. (2023).** « Wealthy Americans and Redistribution: The Role of Fairness Preferences ». *Journal of Public Economics* vol. 225, 104977.
- Cohn, A., Maréchal, M. A., Tannenbaum, D. et Zünd, C. L. (2019).** « Civic Honesty around the Globe ». *Science* vol. 365(6448), p. 70-73.
- Cointe, B. et Guillemot, H. (à paraître).** « A History of the 1.5°C Target ». *WIREs Climate Change*.
- Colgan, J. D. et Hinthorn, M. (2023).** « International Energy Politics in an Age of Climate Change ». *Annual Review of Political Science* vol. 26(1), p. 79-96.
- Colgan, J. D. et Keohane, R. O. (2017).** « The Liberal Order Is Rigged: Fix It Now or Watch It Wither ». *Foreign Affairs* vol. 96(3), p. 36-44.
- Colleran, H. (2016).** « The Cultural Evolution of Fertility Decline ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 371(1692), 20150152.
- Collins, A., Florin, M.-V. et Renn, O. (2020).** « Covid-19 Risk Governance: Drivers, Responses and Lessons to Be Learned ». *Journal of Risk Research* vol. 23(7-8), p. 1073-1082.
- Colnaghi, M., Santos, F. P., Van Lange, P. A. M. et Balliet, D. (2023).** « Adaptations to Infer Fitness Interdependence Promote the Evolution of Cooperation ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(50), e2312242120.
- Comité de développement (Comité ministériel conjoint des Conseils des Gouverneurs de la Banque et du Fonds sur le transfert de ressources réelles aux pays en développement) (2023).** « Statement by Mr. Mohamed Bin Hadi Al Hussain, DC Chair ». DC/S/2023-0034, 12 avril. [https://www.mof.go.jp/english/policy/international\\_policy/imf/dc/20230412\\_1.pdf](https://www.mof.go.jp/english/policy/international_policy/imf/dc/20230412_1.pdf).
- Commission européenne (2023).** « Plan de relance pour l'Europe ». [https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/recovery-plan-europe\\_fr](https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/recovery-plan-europe_fr). Consulté le 9 février 2024.
- COM (Commission Océan mondial) (2014).** *From Decline to Recovery: A Rescue Package for the Global Ocean*. Oxford, Royaume-Uni : COM.
- Commission Stiglitz (2009).** « Rapport de la Commission d'experts du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les réformes du système monétaire et financier international ». Organisation des Nations Unies, New York.
- Conceição, P. et Kim, N. (2014).** « The Asymmetric Impact of Growth Fluctuation on Human Development: Evidence from Correlates of Growth Decelerations and Accelerations ». *The Journal of Developing Areas* vol. 48(3), p. 31-45.
- Conceição, P. et Mendoza, R. U. (2006).** « Identifying High-Return Investments ». Dans Kaul, I., Conceição, P. (éd.), *The New Public Finance: Responding to Global Challenges*. New York : Oxford University Press.
- Conceição, P., Kim, N. et Zhang, Y. (2010).** « Overview: Economic Crises and Human Development ». *Estudios Económicos* vol. 25(1), p. 37-62.
- Conceição, P., Mukherjee, S., et Nayyar, S. (2011).** « Impacts of the Economic Crisis on Human Development and the MDGs in Africa ». *African Development Review* vol. 23(4), p. 439-460.
- Connaughton, A. et Moncus, J. J. (2020).** « Around the World, People Who Trust Others Are More Supportive of International Cooperation ». <https://www.pewresearch.org/short-reads/2020/12/15/around-the-world-people-who-trust-others-are-more-supportive-of-international-cooperation/>. Consulté le 2 juin 2023.
- Conrad, R. et Lutter, R. (2019).** « Generic Competition and Drug Prices: New Evidence Linking Greater Generic Competition and Lower Genetic Drug Prices ». Centre d'évaluation et de recherche sur les drogues de la Food and Drug Administration des États-Unis, Silver Spring.
- Conradie, I. et Robeyns, I. (2013).** « Aspirations and Human Development Interventions ». *Journal of Human Development and Capabilities* vol. 14(4), p. 559-580.
- Constantino, S. M. et Weber, E. U. (2021).** « Decision-Making under the Deep Uncertainty of Climate Change: The Psychological and Political Agency of Narratives ». *Current opinion in Psychology* vol. 42, p. 151-159.
- Constantino, S. M., Sparkman, G., Kraft-Todd, G. T., Bicchieri, C., Centola, D., Shell-Duncan, B., Vogt, S. et Weber, E. U. (2022).** « Scaling up Change: A Critical Review and Practical Guide to Harnessing Social Norms for Climate Action ». *Psychological Science in the Public Interest* vol. 23(2), p. 50-97.
- Conti, P. (2021).** *Trauma: The Invisible Epidemic: How Trauma Works and How We Can Heal from It*. Boulder : Sounds True.
- Cookson, J. A., Fox, C., Gil-Bazo, J., Imbet, J. F. et Schiller, C. (2023).** « Social Media as a Bank Run Catalyst ». <https://dx.doi.org/10.2139/ssrn.4422754>.
- Cooper, H., Gibbons-Neff, T., Schmitt, E. et Barnes, J. E. (2023).** « Troop Deaths and Injuries in Ukraine War near 500,000, U.S. Officials Say ». *New York Times*, 18 août. <https://www.nytimes.com/2023/08/18/us/politics/ukraine-russia-war-casualties.html>.
- Copes, P. (1977).** « The Law of the Sea and Management of Anadromous Fish Stocks ». *Ocean Development & International Law* vol. 4(3), p. 233-259.
- Coppedge, M., Edgell, A. B., Knutsen, C. H. et Lindberg, S. I. (2022).** *Why Democracies Develop and Decline*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Coppedge, M., Gerring, J., Knutsen, C. H., Lindberg, S. I., Teorell, J., Alizada, N., Altman, D., et al. (2022).** Ensemble de données V-Dem v12. Projet Varieties of Democracy (V-Dem).
- Corat, S. G. et Raimondo, E. (2011).** « Gender Equality: A Global Public Good ». *Le Courrier de l'UNESCO* vol. 64(2), p. 37-38.
- Cornelli, G., Frost, J. et Mishra, S. (2023).** « Artificial Intelligence, Services Globalisation and Income Inequality ». Document de travail n° 1135 de la Banque des règlements internationaux, Basel, Suisse.
- Cornes, R. et Sandler, T. (1996).** *The Theory of Externalities, Public Goods, and Club Goods*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Corradi-Dell'Acqua, C., Civai, C., Rumiati, R. I. et Fink, G. R. (2013).** « Disentangling Self- and Fairness-Related Neural Mechanisms Involved in the Ultimatum Game: An fMRI Study ». *Social Cognitive and Affective Neuroscience* vol. 8(4), p. 424-431.
- Corradi-Dell'Acqua, C., Tusche, A., Vuilleumier, P. et Singer, T. (2016).** « Cross-Modal Representations of First-Hand and Vicarious Pain, Disgust and Fairness in Insular and Cingulate Cortex ». *Nature Communications* vol. 7(1), 10904.
- Cortinovis, N., Crescenzi, R. et Van Oort, F. (2020).** « Multinational Enterprises, Industrial Relatedness and Employment in European Regions ». *Journal of Economic Geography* vol. 20(5), p. 1165-1205.
- Coulibaly, M., Silwé, K. S. et Logan, C. (2018).** « Taking Stock Citizen Priorities and Assessments-Three Years into the SDGs ». Policy Papers n° 51, Afrobaromètre, Accra.
- Coulibaly, S. K., W., Zeufack, A. G. et Mattoo, A., (2022).** *Africa in the New Trade Environment: Market Access in Troubled Times*. Washington : Banque mondiale.
- Council on Foreign Relations (2023).** « Women's Participation in Peace Processes ». Washington. <https://www.cfr.org/womens-participation-in-peace-processes/>. Consulté le 15 février 2023.
- Cowell, F. (2003).** « Sticks and Carrots ». Document de recherche n° 68, London School of Economics, Suntory and Toyota International Centres for Economics and Related Disciplines, Londres.
- Cowls, J., Tsamados, A., Taddeo, M. et Floridi, L. (2021).** « The AI Gambit: Leveraging Artificial Intelligence to Combat Climate Change—Opportunities, Challenges, and Recommendations ». *AI & Society* vol. 38, p. 1-25.
- Coyle, D. (2023).** « Economic Progress and Adam Smith's Dilemma ». *National Institute Economic Review* vol. 265, p. 1-7.
- Crabtree, A. (2022).** « Looking Forward: Eco-Emotions, Planetary Pressures and Nature-Based Human Development ». Document de référence pour le Rapport sur le développement humain 2021/2022, Bureau du Rapport mondial sur le développement humain, Programme des Nations Unies pour le développement, New York.
- Crawford, V. P. (2019).** « Experiments on Cognition, Communication, Coordination, and Cooperation in Relationships ». *Annual Review of Economics* vol. 11(1), p. 167-191.
- Crescenzi, R. et Harman, O. (2023).** *Harnessing Global Value Chains for Regional Development: How to Upgrade through Regional Policy, FDI and Trade*. Abingdon, Royaume-Uni : Taylor & Francis.
- Crescenzi, R., Dyèvre, A. et Neffke, F. (2022).** « Innovation Catalysts: How Multinationals Reshape the Global Geography of Innovation ». *Economic Geography* vol. 98(3), p. 199-227.
- Creutzig, F., Acemoglu, D., Bai, X., Edwards, P. N., Hintz, M. J., Kaack, L. H., Kilkis, S., et al. (2022).** « Digitalization and the Anthropocene ». *Annual Review of Environment and Resources* vol. 47, p. 479-509.
- Crisp, R. J., Hewstone, M. et Rubin, M. (2001).** « Does Multiple Categorization Reduce Intergroup Bias? ». *Personality and Social Psychology Bulletin* vol. 27(1), p. 76-89.

- Croasdale, K., Grailey, K., Jennings, N., Mole, J. et Lawrence, E. L. (2023). « Planning for the Perfect Storm: Perceptions of UK Mental Health Professionals on the Increasing Impacts of Climate Change on Their Service Users ». *The Journal of Climate Change and Health* vol. 13, 100253.
- Crona, B., Folke, C. et Galaz, V. (2021). « The Anthropocene Reality of Financial Risk ». *One Earth* vol. 4(5), p. 618-628.
- Cukier, K., Mayer-Schönberger, V. et de Véricourt, F. (2022). *Framers: Human Advantage in an Age of Technology and Turmoil*. Londres : Penguin.
- Curry, O. S., Mullins, D. A. et Whitehouse, H. (2019). « Is It Good to Cooperate?: Testing the Theory of Morality-as-Cooperation in 60 Societies ». *Current Anthropology* vol. 60(1), p. 47-69.
- Cutler, J. et Campbell-Meiklejohn, D. (2019). « A Comparative fMRI Meta-Analysis of Altruistic and Strategic Decisions to Give ». *NeuroImage* vol. 184, p. 227-241.
- d'Adda, G., Dufwenberg, M., Passarelli, F. et Tabellini, G. (2020). « Social Norms with Private Values: Theory and Experiments ». *Games and Economic Behavior* vol. 124, p. 288-304.
- DAES (Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies) (2022). *World Population Prospects: The 2022 Revision*. New York. <https://population.un.org/wpp/>. Consulté le 1<sup>er</sup> août 2023.
- DAES (Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies) (2023). *World Economic Situation and Prospects 2023*. <https://www.un.org/development/desa/dpad/publication/world-economic-situation-and-prospects-2023/>. Consulté le 15 novembre 2023.
- DAES (Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies) (s. d.). « Indigenous People: Culture ». <https://www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/mandated-areas/culture.html>.
- Dahl, R. A. (1957). « The Concept of Power ». *Behavioral Science* vol. 2(3), p. 201-215.
- Dal Bó, P. et Fréchette, G. R. (2018). « On the Determinants of Cooperation in Infinitely Repeated Games: A Survey ». *Journal of Economic Literature* vol. 56(1), p. 60-114.
- Dalby, S. (2020). *Anthropocene Geopolitics: Globalization, Security, Sustainability*. Ottawa : University of Ottawa Press.
- Daley, F., Newell, P. et Twena, M. (2022). *Changing Our Ways: Behaviour Change and the Climate Crisis*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Dallas, M. P., Ponte, S. et Sturgeon, T. J. (2019). « Power in Global Value Chains ». *Review of International Political Economy* vol. 26(4), p. 666-694.
- Daly, M. et Macchia, L. (2023). « Global Trends in Emotional Distress ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(14), e2216207120.
- Dance, S. (2023). « Earth Passed a Feared Global Warming Milestone Friday, at Least Briefly ». *The Washington Post*, 19 novembre. <https://www.washingtonpost.com/climate-environment/2023/11/19/climate-change-2c-temperature-heat-record/>.
- Dang, H.-A. H. et Nguyen, C. V. (2021). « Gender Inequality During the Covid-19 Pandemic: Income, Expenditure, Savings, and Job Loss ». *World Development* vol. 140, 105296.
- Dannenberg, A. et Barrett, S. (2018). « Cooperating to Avoid Catastrophe ». *Nature Human Behaviour* vol. 2(7), p. 435-437.
- Dannenberg, A. et Gallier, C. (2020). « The Choice of Institutions to Solve Cooperation Problems: A Survey of Experimental Research ». *Experimental Economics* vol. 23(3), p. 716-749.
- Dannenberg, A., Lumkowsky, M., Carlton, E. K. et Victor, D. G. (2023). « Naming and Shaming as a Strategy for Enforcing the Paris Agreement: The Role of Political Institutions and Public Concern ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(40), e2305075120.
- Darwin, J. (2007). *After Tamerlane: The Global History of Empire since 1405* Londres : Allen Lane, Penguin Books.
- Dasgupta, P. et David, P. A. (1994). « Toward a New Economics of Science ». *Research Policy* vol. 23(5), p. 487-521.
- Dávalos, L. M., Austin, R. M., Balisi, M. A., Begay, R. L., Hofman, C. A., Kemp, M. E., Lund, J. R., et al. (2020). « Pandemics' Historical Role in Creating Inequality ». *Science* vol. 368(6497), p. 1322-1323.
- Davidai, S. et Ongis, M. (2019). « The Politics of Zero-Sum Thinking: The Relationship between Political Ideology and the Belief That Life Is a Zero-Sum Game ». *Science Advances* vol. 5(12), eaay3761.
- Davidai, S., and Tepper, S. J. (2023). « The Psychology of Zero-Sum Beliefs ». *Nature Reviews Psychology*.
- Davidson, M. R., Filatova, T., Peng, W., Verbeek, L. et Kucuksayacigil, F. (2024). « Simulating Institutional Heterogeneity in Sustainability Science ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 121(8), e2215674121.
- Davies, B. et Savulescu, J. (2019). « Solidarity and Responsibility in Health Care ». *Public Health Ethics* vol. 12(2), p. 133-144.
- Davies, S., Pettersson, T. et Öberg, M. (2023). « Organized Violence 1989–2022, and the Return of Conflict between States? ». *Journal of Peace Research* vol. 60(4), p. 691-708.
- Davis, J. W. (2023). « Better Than a Bet: Good Reasons for Behavioral and Rational Choice Assumptions in IR Theory ». *European Journal of International Relations* vol. 29(2), p. 476-500.
- Davis, J. W. et McDermott, R. (2021). « The Past, Present, and Future of Behavioral IR ». *International Organization* vol. 75(1), p. 147-177.
- De Dreu, C. K. W. et Gross, J. (2019). « Revisiting the Form and Function of Conflict: Neurobiological, Psychological, and Cultural Mechanisms for Attack and Defense within and between Groups ». *Behavioral and Brain Sciences* vol. 42, e116.
- De Dreu, C. K. W., Fariña, A., Gross, J. et Romano, A. (2022). « Prosociality as a Foundation for Intergroup Conflict ». *Current Opinion in Psychology* vol. 44, p. 112-116.
- De Dreu, C. K. et Nijstad, B. A. (2008). « Mental Set and Creative Thought in Social Conflict: Threat Rigidity Versus Motivated Focus ». *Journal of Personality and Social Psychology* vol. 95(3), p. 648.
- De Loecker, J. et Eeckhout, J. (2018). « Global Market Power ». Document de travail n° 24768 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.
- De Loecker, J., Eeckhout, J. et Unger, G. (2020). « The Rise of Market Power and the Macroeconomic Implications ». *The Quarterly Journal of Economics* vol. 135(2), p. 561-644.
- De Maio, J. L. (2010). « Is War Contagious? The Transnationalization of Conflict in Darfur ». *African Studies Quarterly* vol. 11(4), p. 25.
- De Vries, C. E. (2023). « How Foundational Narratives Shape European Union Politics ». *JCMS: Journal of Common Market Studies* vol. 61(4), p. 867-881.
- De Vries, C. E. et Hoffmann, I. (2019). *The Hopeful, the Fearful and the Furious: Polarization and the 2019 European Parliamentary Elections*. Gütersloh, Allemagne : Bertelsmann Stiftung.
- De Vries, C. E., Hobolt, S. B. et Walter, S. (2021). « Politicizing International Cooperation: The Mass Public, Political Entrepreneurs, and Political Opportunity Structures ». *International Organization* vol. 75(2), 306–332.
- Dean, M. et Ortoleva, P. (2019). « The Empirical Relationship between Nonstandard Economic Behaviors ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 116(33), p. 16262-16267.
- Dechezleprêtre, A., Fabre, A., Kruse, T., Planterose, B., Chico, A. S. et Stantcheva, S. (2022). « Fighting Climate Change: International Attitudes toward Climate Policies ». Document de travail n° 30265 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.
- Decker, M. R., Wood, S. N., Thomas, H. L., Thiongo, M., Guiella, G., Fiacre, B., et al. (2022). « Violence against Women from Partners and Other Household Members during COVID-19 in Burkina Faso and Kenya ». *BMC Public Health* vol. 22(1), p. 1857.
- Degroot, D. (2022). « Beyond Crisis and Collapse: Climate Change in Human History ». Document de référence pour le *Rapport sur le développement humain 2021/2022*, Bureau du Rapport mondial sur le développement humain, Programme des Nations Unies pour le développement, New York.
- Degroot, D., Anchukaitis, K. J., Tierney, J. E., Riede, F., Manica, A., Moesswilde, E. et Gauthier, N. (2022). « The History of Climate and Society: Un examen de l'influence du changement climatique sur le passé humain ». *Environmental Research Letters* vol. 17(10), 103001.
- Degroot, D., Anchukaitis, K., Bauch, M., Burnham, J., Carnegie, F., Cui, J., de Luna, K., et al. (2021). « Towards a Rigorous Understanding of Societal Responses to Climate Change ». *Nature* vol. 591(7851), p. 539-550.
- Deino, A. L., Behrensmeier, A. K., Brooks, A. S., Yellen, J. E., Sharp, W. D. et Potts, R. (2018). « Chronology of the Acheulean to Middle Stone Age Transition in Eastern Africa ». *Science* vol. 360(6384), p. 95-98.

- Deitelhoff, N. (2020).** « What's in a Name? Contestation and Backlash against International Norms and Institutions ». *The British Journal of Politics and International Relations* vol. 22(4), p. 715-727.
- Delhey, J., Boehnke, K., Dragolov, G., Ignác, Z. S., Larsen, M., Lorenz, J. et Koch, M. (2018).** « Social Cohesion and Its Correlates: A Comparison of Western and Asian Societies ». *Comparative Sociology* vol. 17(3-4), p. 426-455.
- DellaVigna, S. (2009).** « Psychology and Economics: Evidence from the Field ». *Journal of Economic Literature* vol. 47(2), p. 315-372.
- DellaVigna, S. et Linos, E. (2022).** « RCTs to Scale: Comprehensive Evidence from Two Nudge Units ». *Econometrica* vol. 90(1), p. 81-116.
- DellaVigna, S., Kim, W. et Linos, E. (2022).** « Bottlenecks for Evidence Adoption ». National Bureau of Economic Research.
- Dellmuth, L. M. et Tallberg, J. (2015).** « The Social Legitimacy of International Organisations: Interest Representation, Institutional Performance, and Confidence Extrapolation in the United Nations ». *Review of International Studies* vol. 41(3), p. 451-475.
- Dellmuth, L. M. et Tallberg, J. (2020).** « Why National and International Legitimacy Beliefs Are Linked: Social Trust as an Antecedent Factor ». *The Review of International Organizations* vol. 15, p. 311-337.
- Dellmuth, L. M. et Tallberg, J. (2021).** « Elite Communication and the Popular Legitimacy of International Organizations ». *British Journal of Political Science* vol. 51(3), p. 1292-1313.
- Dellmuth, L. M., Bender, F. A.-M., Jönsson, A. R., Rosvold, E. L. et von Uexkull, N. (2021).** « Humanitarian Need Drives Multilateral Disaster Aid ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 118(4), e2018293118.
- DeMarrais, E. et Earle, T. (2017).** « Collective Action Theory and the Dynamics of Complex Societies ». *Annual Review of Anthropology* vol. 46(1), p. 183-201.
- Demeritt, A. et Hoff, K. (2018).** « The Making of Behavioral Development Economics ». *History of Political Economy* vol. 50(S1), p. 303-322.
- Demeritt, A., Hoff, K. (2023).** « Using Behavioral Economics to Reduce Poverty and Oppression ». *Social Philosophy and Policy* vol. 40(1), p. 185-209.
- Deng, H.-M., Liang, Q.-M., Liu, L.-J. et Anadon, L. D. (2018).** « Co-Benefits of Greenhouse Gas Mitigation: A Review and Classification by Type, Mitigation Sector, and Geography ». *Environmental Research Letters* vol. 12(12), 123001.
- Desmet, K., Ortuño-Ortín, I. et Wacziarg, R. (2017).** « Culture, Ethnicity, and Diversity ». *American Economic Review* vol. 107(9), p. 2479-2513.
- Devetag, G. et Ortmann, A. (2007).** « When and Why? A Critical Survey on Coordination Failure in the Laboratory ». *Experimental Economics* vol. 10(3), p. 331-344.
- Dietz, T. et Whitley, C. T. (2018).** « Environmentalism, Norms, and Identity ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 115(49), p. 12334-12336.
- Dijk, E. v. et Dreu, C. K. W. D. (2021).** « Experimental Games and Social Decision Making ». *Annual Review of Psychology* vol. 72(1), p. 415-438.
- DiMaggio, P. (1997).** « Culture and Cognition ». *Annual Review of Sociology* vol. 23(1), p. 263-287.
- DiMaggio, P. et Markus, H. R. (2010).** « Culture and Social Psychology: Converging Perspectives ». *Social Psychology Quarterly* vol. 73(4), p. 347-352.
- Dimant, E. (2024).** « Hate Trumps Love: The Impact of Political Polarization on Social Preferences ». *Management Science* vol. 70(1), p. 1-31.
- Dimant, E., van Kleef, G. A. et Shalvi, S. (2020).** « Requiem for a Nudge: Framing Effects in Nudging Honesty ». *Journal of Economic Behavior & Organization* vol. 172, p. 247-266.
- DiMasi, J. A., Florez, M. I., Stergiopoulos, S., Peña, Y., Smith, Z., Wilkinson, M. et Getz, K. A. (2020).** « Development Times and Approval Success Rates for Drugs to Treat Infectious Diseases ». *Clinical Pharmacology and Therapeutics* vol. 107(2), p. 324-332.
- Dinesen, P. T. (2011).** « Where You Come from or Where You Live? Examining the Cultural and Institutional Explanation of Generalized Trust Using Migration as a Natural Experiment ». *European Sociological Review* vol. 29(1), p. 114-128.
- Division de statistique des Nations Unies (2023).** National Accounts Main Aggregates Database. <http://unstats.un.org/unsd/snaama>. Consulté le 15 novembre 2023.
- Dix-Carneiro, R., Pessoa, J. P., Reyes-Heroles, R. et Traiberman, S. (2023).** « Globalization, Trade Imbalances, and Labor Market Adjustment ». *The Quarterly Journal of Economics* vol. 138(2), p. 1109-1171.
- Dixit, A. (2003).** « Clubs with Entrapment ». *American Economic Review* vol. 93(5), p. 1824-1829.
- Doğan, G., Glowacki, L. et Rusch, H. (2022).** « Are Strangers Just Enemies You Have Not yet Met? Group Homogeneity, Not Intergroup Relations, Shapes Ingroup Bias in Three Natural Groups ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 377(1851), 20210419.
- Dollar, D. et Kraay, A. (2003).** « Institutions, Trade, and Growth ». *Journal of Monetary Economics* vol. 50(1), p. 133-162.
- Dollar, D. et Kraay, A. (2004).** « Trade, Growth, and Poverty ». *The Economic Journal* vol. 114(493), F22-F49.
- Dolšák, N. et Prakash, A. (2022).** « Three Faces of Climate Justice ». *Annual Review of Political Science* vol. 25(1), p. 283-301.
- Dom, R., Custers, A., Davenport, S. et Prichard, W. (2022).** *Innovations in Tax Compliance: Building Trust, Navigating Politics, and Tailoring Reform*. Publications de la Banque mondiale.
- Doney, S. C., Busch, D. S., Cooley, S. R. et Kroeker, K. J. (2020).** « The Impacts of Ocean Acidification on Marine Ecosystems and Reliant Human Communities ». *Annual Review of Environment and Resources* vol. 45, p. 83-112.
- Dooley, K., Holz, C., Kartha, S., Klinsky, S., Roberts, J. T., Shue, H., Winkler, H., et al. (2021).** « Ethical Choices Behind Quantifications of Fair Contributions under the Paris Agreement ». *Nature Climate Change* vol. 11(4), p. 300-305.
- Doosje, B., Ellemers, N. et Spears, R. (1995).** « Perceived Intragroup Variability as a Function of Group Status and Identification ». *Journal of Experimental Social Psychology* vol. 31(5), p. 410-436.
- Doran, R., Ogunbode, C. A., Böhm, G. et Gregersen, T. (2023).** « Exposure to and Learning from the IPCC Special Report on 1.5°C Global Warming, and Public Support for Climate Protests and Mitigation Policies ». *NPJ Climate Action* vol. 2(1), p. 11.
- Dorn, E., Hancock, B., Sarakatsannis, J. et Viruleg, E. (2021).** « Covid-19 and Education: The Lingering Effects of Unfinished Learning ». McKinsey & Company, Seattle, États-Unis.
- Doshi, R., Kelley, J. G. et Simmons, B. A. (2019).** « The Power of Ranking: The Ease of Doing Business Indicator and Global Regulatory Behavior ». *International Organization* vol. 73(3), p. 611-643.
- Dragolov, G., Ignác, Z., Lorenz, J., Delhey, J. et Boehnke, K. (2013).** « Social Cohesion Radar: Measuring Common Ground: An International Comparison of Social Cohesion Methods Report ». Gütersloh, Allemagne : Bertelsmann Stiftung.
- Druckman, J. N. et McGrath, M. C. (2019).** « The Evidence for Motivated Reasoning in Climate Change Preference Formation ». *Nature Climate Change* vol. 9(2), p. 111-119.
- Druckman, James N., Kang, S., Chu, J., N. Stagnaro, M., Voelkel, Jan G., Mernyk, Joseph S., Pink, Sophia L., et al. (2023).** « Correcting Misperceptions of out-Partisans Decreases American Legislators' Support for Undemocratic Practices ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(23), e2301836120.
- Druedahl, L. C., Minssen, T. et Price, W. N. (2021).** « Collaboration in Times of Crisis: A Study on Covid-19 Vaccine R&D Partnerships ». *Vaccine* vol. 39(42), p. 6291-6295.
- Dube, G. et Casale, D. (2016).** « The Implementation of Informal Sector Taxation: Evidence from Selected African Countries ». *Journal of Tax Research* vol. 14(3), p. 601-623.
- Dube, O., MacArthur, S. J. et Shah, A. K. (2023).** « A Cognitive View of Policing ». Document de travail n° 31651 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.
- Duckworth, A. L. et Milkman, K. L. (2022).** « A Guide to Megastudies ». *PNAS Nexus* vol. 1(5).
- Duffy, B. (2018).** *The Perils of Perception: Why We're Wrong About Nearly Everything*. Londres : Atlantic Books.
- Dugoua, E. et Dumas, M. (2023).** « Global Coordination Challenges in the Transition to Clean Technology: Lessons from Automotive Innovation ». SSRN 4620155.
- Duijndam, S. J., Botzen, W. W., Hagedoorn, L. C., Bubeck, P., Haer, T., Pham, M. et Aerts, J. C. (2023).** « Drivers of Migration Intentions in Coastal Vietnam under Increased Flood Risk from Sea Level Rise ». *Climatic Change* vol. 176(2), p. 12.
- Dulberg, Z., Dubey, R., Berwian, I. M. et Cohen, J. D. (2023).** « Having Multiple Selves Helps Learning Agents Explore and Adapt in Complex Changing Worlds ».

*Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(28), e2221180120.

**Dunne, T., Kurki, M. et Smith, S. (2021).** *International Relations Theories: Discipline and Diversity*. New York : Oxford University Press.

**Dwenger, N., Kleven, H., Rasul, I. et Rincke, J. (2016).** « Extrinsic and Intrinsic Motivations for Tax Compliance: Evidence from a Field Experiment in Germany ». *American Economic Journal: Economic Policy* vol. 8(3), p. 203-232.

**Dyer, O. (2020).** « Covid-19: Trump Sought to Buy Vaccine Developer Exclusively for US, Say German Officials ». *BMJ* vol. 368, m1100.

**Easterly, W., Ritzen, J. et Woolcock, M. (2006).** « Social Cohesion, Institutions, and Growth ». *Economics & Politics* vol. 18(2), p. 103-120.

**Ebi, K. L., Capon, A., Berry, P., Broderick, C., de Dear, R., Havenith, G., Honda, Y., et al. (2021).** « Hot Weather and Heat Extremes: Health Risks ». *The Lancet* vol. 398(10301), p. 698-708.

**Ecker-Ehrhardt, M. (2012).** « Cosmopolitan Politicization: How Perceptions of Interdependence Foster Citizens' Expectations in International Institutions ». *European Journal of International Relations* vol. 18(3), p. 481-508.

**Ecker-Ehrhardt, M. (2014).** « Why Parties Politicise International Institutions: On Globalisation Backlash and Authority Contestation ». *Review of International Political Economy* vol. 21(6), p. 1275-1312.

**Ecker, S., Molina, G. G., Jensen, L. et Ortiz-Juarez, E. (2023).** « The Human Cost of Inaction: Poverty, Social Protection and Debt Servicing, 2020–2023 ». Note du Réseau mondial pour les politiques du PNUD, Programme des Nations Unies pour le développement, New York.

**Edgeworth, M., Gibbard, P., Walker, M., Merritts, D., Finney, S. et Maslin, M. (2023).** « The Stratigraphic Basis of the Anthropocene Event ». *Quaternary Science Advances* vol. 11, 100088.

**Efferson, C. (2021a).** « Policy to Activate Cultural Change to Amplify Policy ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 118(23), e2106306118.

**Efferson, C. (2021b).** « Policy to Activate Cultural Change to Amplify Policy ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 118(23),

**Efferson, C. (2023).** « Agentic Processes in Cultural Evolution: Relevance to Anthropocene Sustainability ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B* vol. 378.

**Efferson, C., Vogt, S. et Fehr, E. (2020).** « The Promise and the Peril of Using Social Influence to Reverse Harmful Traditions ». *Nature Human Behaviour* vol. 4(1), p. 55-68.

**Efferson, C., Vogt, S. et von Flüe, L. (à paraître).** « Activating Cultural Evolution for Good When People Differ from Each Other ». *Oxford Handbook of Cultural Evolution*. Oxford : Oxford University Press.

**Efferson, C., Vogt, S., Elhadi, A., Ahmed, H. E. F. et Fehr, E. (2015).** « Female Genital Cutting Is Not a Social Coordination Norm ». *Science* vol. 349(6255), p. 1446-1447.

**Egan, P. J. et Mullin, M. (2017).** « Climate Change: US Public Opinion ». *Annual Review of Political Science* vol. 20(1), p. 209-227.

**Ehret, S., Constantino, S. M., Weber, E. U., Efferson, C. et Vogt, S. (2022).** « Group Identities Can Undermine Social Tipping after Intervention ». *Nature Human Behaviour* vol. 6(12), p. 1669-1679.

**Eichengreen, B. J. (1992).** *Golden Fetters: The Gold Standard and the Great Depression, 1919–1939*. New York : Oxford University Press.

**EIN Presswire. (2023).** « Over 150 Million Actions Mobilized for the Sdgs: UN SDG Action Campaign Concludes Most Successful Global Week ». 9 octobre. <https://www.einpresswire.com/article/660599863/over-150-million-actions-mobilized-for-the-sdgs-un-sdg-action-campaign-concludes-most-successful-global-week-ever>.

**Eisner, L., Turner-Zwinkels, F. et Spini, D. (2021).** « The Impact of Laws on Norms Perceptions ». *Personality and Social Psychology Bulletin* vol. 47(7), p. 1071-1083.

**Ellemers, N., Spears, R. et Doosje, B. (2002).** « Self and Social Identity ». *Annual Review of Psychology* vol. 53(1), p. 161-186.

**Ellingsen, T., Östling, R. et Wengström, E. (2018).** « How Does Communication Affect Beliefs in One-Shot Games with Complete Information? ». *Games and Economic Behavior* vol. 107, p. 153-181.

**Ellis, E. C. (2024).** « The Anthropocene Condition: Evolving through Social–Ecological Transformations ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 379(1893), 20220255.

**Elster, J. (1989).** « Social Norms and Economic Theory ». *Journal of Economic Perspectives* vol. 3(4), p. 99-117.

**Elster, J. (1998).** « Emotions and Economic Theory ». *Journal of Economic Literature* vol. 36(1), p. 47-74.

**Elster, J. (2015a).** *Explaining Social Behavior: More Nuts and Bolts for the Social Sciences*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.

**Elster, J. (2015b).** *Explaining Social Behavior: More Nuts and Bolts for the Social Sciences*. New York : Cambridge University Press.

**Elster, J. (2020).** *France before 1789: The Unraveling of an Absolutist Regime*. Princeton, États-Unis : Princeton University Press.

**Emanuel, E. J., Buchanan, A., Chan, S. Y., Fabre, C., Halliday, D., Heath, J., Herzog, L., et al. (2021).** « What Are the Obligations of Pharmaceutical Companies in a Global Health Emergency? ». *The Lancet* vol. 398(10304), p. 1015-1020.

**Emanuel, E. J., Persad, G., Kern, A., Buchanan, A., Fabre, C., Halliday, D., Heath, J., et al. (2020).** « An Ethical Framework for Global Vaccine Allocation ». *Science* vol. 369(6509), p. 1309-1312.

**Emara, A. M. et Mohamed, N. M. A. (2023).** « Global Economic Fluctuations and Human Development: How Is the Impact Transmitted in Egypt? ». *Review of Economics and Political Science* vol. 8(4), p. 250-270.

**Engel, J., Kokas, D., Lopez-Acevedo, G., Maliszewska, M. (2021).** *The Distributional Impacts of Trade: Empirical*

*Innovations, Analytical Tools, and Policy Responses*. Washington : Banque mondiale.

**Engelmann, J. B., Meyer, F., Ruff, C. C. et Fehr, E. (2019).** « The Neural Circuitry of Affect-Induced Distortions of Trust ». *Science Advances* vol. 5(3), eaa03413.

**Englander, G. (2019).** « Property Rights and the Protection of Global Marine Resources ». *Nature Sustainability* vol. 2(10), p. 981-987.

**Engler, P., Honjo, K., MacDonald, M., Piazza, R. et Sher, G. (2020).** « The Macroeconomic Effects of Global Migration ». Dans *World Economic Outlook: The Great Lockdown*. Washington : Fonds monétaire international.

**Engström, P. et Holmlund, B. (2009).** « Tax Evasion and Self-Employment in a High-Tax Country: Evidence from Sweden ». *Applied Economics* vol. 41(19), p. 2419-2430.

**Enke, B. (2019).** « Kinship, Cooperation, and the Evolution of Moral Systems ». *The Quarterly Journal of Economics* vol. 134(2), p. 953-1019.

**Enke, B. (2020a).** « Moral Values and Voting ». *Journal of Political Economy* vol. 128(10), 3679–3729.

**Enke, B. (2020b).** « What You See Is All There Is ». *The Quarterly Journal of Economics* vol. 135(3), p. 1363-1398.

**Enke, B. (2023a).** « Market Exposure and Human Morality ». *Nature Human Behaviour* vol. 7(1), 134–141.

**Enke, B. (2023b).** « Moral Boundaries ». Document de travail n° 31701 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.

**Enke, B. et Graeber, T. (2023).** « Cognitive Uncertainty ». *The Quarterly Journal of Economics* vol. 138(4), p. 2021-2067.

**Enke, B., Fisman, R., Freitas, L. M. et Sun, S. (2023).** « Universalism and Political Representation: Evidence from the Field ». Document de travail n° 31265 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.

**Enke, B., Graeber, T. et Oprea, R. (2023).** « Confidence, Self-Selection, and Bias in the Aggregate ». *American Economic Review* vol. 113(7), p. 1933-1966.

**Enke, B., Polborn, M. et Wu, A. (2022).** « Values as Luxury Goods and Political Polarization ». Document de travail n° 30001 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.

**Ensminger, J. et Henrich, J. (2014).** *Experimenting with Social Norms: Fairness and Punishment in Cross-Cultural Perspective*. Russell Sage Foundation.

**Escande, P. (2023).** « Au Forum économique de Davos, la fin de la mondialisation est dans toutes les têtes ». *Le Monde*, 17 janvier. [https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/01/17/a-davos-la-fin-de-la-mondialisation-est-dans-toutes-les-tetes\\_6158140\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/01/17/a-davos-la-fin-de-la-mondialisation-est-dans-toutes-les-tetes_6158140_3234.html).

**Espagne, E., Oman, W., Mercure, J.-F., Svartzman, R., Volz, U., Pollitt, H., Semieniuk, G. et Campiglio, E. (2023).** « Cross-Border Risks of a Global Economy in Mid-Transition ». Document de travail 23/184 du FMI, Fonds monétaire international, Washington.

**Esses, V. M. (2018).** « Immigration, Migration, and Culture ». *Oxford Research Encyclopedia of Psychology*.

- Etheredge, H. R. (2021).** « Assessing Global Organ Donation Policies: Opt-in Vs Opt-Out ». *Risk Management and Healthcare Policy*, p. 1985-1998.
- Excler, J.-L., Saville, M., Berkley, S. et Kim, J. H. (2021).** « Vaccine Development for Emerging Infectious Diseases ». *Nature Medicine* vol. 27(4), p. 591-600.
- Excler, J.-L., Saville, M., Privor-Dumm, L., Gilbert, S., Hotez, P. J., Thompson, D., Abdool-Karim, S. et Kim, J. H. (2023).** « Factors, Enablers and Challenges for Covid-19 Vaccine Development ». *BMJ Global Health* vol. 8(6), e011879.
- Eys, M., Bruner, M. W. et Martin, L. J. (2019).** « The Dynamic Group Environment in Sport and Exercise ». *Psychology of Sport and Exercise* vol. 42, p. 40-47.
- Fairbrother, M. (2016).** « Trust and Public Support for Environmental Protection in Diverse National Contexts ». *Sociological Science* vol. 3, p. 359-382.
- Fairbrother, M., Johansson Sevä, I. et Kulin, J. (2019).** « Political Trust and the Relationship between Climate Change Beliefs and Support for Fossil Fuel Taxes: Evidence from a Survey of 23 European Countries ». *Global Environmental Change* vol. 59, 102003.
- Falk, A., Becker, A., Dohmen, T., Enke, B., Huffman, D. et Sunde, U. (2018).** « Global Evidence on Economic Preferences ». *The Quarterly Journal of Economics* vol. 133(4), p. 1645-1692.
- Falk, A., Becker, A., Dohmen, T., Huffman, D. et Sunde, U. (2023).** « The Preference Survey Module: A Validated Instrument for Measuring Risk, Time, and Social Preferences ». *Management Science* vol. 69(4), p. 1935-1950.
- Falkenberg, M., Galeazzi, A., Torricelli, M., Di Marco, N., Larosa, F., Sas, M., Mekacher, A., et al. (2022).** « Growing Polarization around Climate Change on Social Media ». *Nature Climate Change* vol. 12(12), p. 1114-1121.
- FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) (2022).** *The State of World Fisheries and Aquaculture 2022: Towards Blue Transformation*. Rome, Italie : FAO.
- FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), FIDA (Fonds international de développement agricole), UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance), PAM (Programme alimentaire mondial) et OMS (Organisation mondiale de la santé) (2023).** *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde en 2023. Urbanisation, transformation des systèmes agroalimentaires et accès à une alimentation saine le long du continuum rural-urbain*. Rome : FAO.
- Farooqui, A. (2023).** « Where Are Samsung Phones Made? It's Not Where You Think ». <https://www.sammobile.com/where-are-samsung-phones-made>. Consulté le 13 février 2024.
- Fehr, D., Mollerstrom, J. et Perez-Truglia, R. (2022).** « Your Place in the World: Relative Income and Global Inequality ». *American Economic Journal: Economic Policy* vol. 14(4), p. 232-268.
- Fehr, E. et Charness, G. (à paraître).** « Social Preferences: Fundamental Characteristics and Economic Consequences ». *Journal of Economic Literature*.
- Fehr, E. et Fischbacher, U. (2003).** « The Nature of Human Altruism ». *Nature* vol. 425(6960), p. 785-791.
- Fehr, E. et Gächter, S. (2000).** « Fairness and Retaliation: The Economics of Reciprocity ». *Journal of Economic Perspectives* vol. 14(3), p. 159-181.
- Fehr, E. et Gächter, S. (2002).** « Altruistic Punishment in Humans ». *Nature* vol. 415(6868), p. 137-140.
- Fehr, E. et Schmidt, K. M. (1999).** « A Theory of Fairness, Competition, and Cooperation ». *The Quarterly Journal of Economics* vol. 114(3), p. 817-868.
- Fehr, E. et Schurtenberger, I. (2018).** « Normative Foundations of Human Cooperation ». *Nature Human Behaviour* vol. 2(7), p. 458-468.
- FEM (Forum économique mondial). (2022).** « 5 Ways the Covid-19 Pandemic Has Changed the Supply Chain ». <https://www.weforum.org/agenda/2022/01/5-ways-the-covid-19-pandemic-has-changed-the-supply-chain/>. Consulté le 5 août 2023.
- FEM (Forum économique mondial). (2023a).** *A Global Rewiring: Redefining Global Value Chains for the Future*. Genève : FEM.
- FEM (Forum économique mondial). (2023b).** « What's the Difference between 'Friendshoring' and Other Global Trade Buzzwords? ». <https://www.weforum.org/agenda/2023/02/friendshoring-global-trade-buzzwords/>. Consulté le 23 octobre 2023.
- FEM (Forum économique mondial). (2023c).** *The Global Risks Report 2023: 18th Edition: Insight Report*. Genève : Forum économique mondial.
- Feng, A., Li, H. et Wang, Y. (2023).** « We Are All in the Same Boat: Cross-Border Spillovers of Climate Shocks through International Trade and Supply Chain ». <https://dx.doi.org/10.2139/ssrn.4433544>.
- Fenner, F. (1993).** « Smallpox: Emergence, Global Spread, and Eradication ». *History and Philosophy of the Life Sciences* vol. 15(3), p. 397-420.
- Fenner, F., Henderson, D. A., Arita, I., Ježek, Z. et Ladnyi, I. D. (1988).** *Smallpox and Its Eradication*. Genève : Organisation mondiale de la santé.
- Ferber, M. A. et Nelson, J. A. (2009).** *Beyond Economic Man: Feminist Theory and Economics*. Chicago : The University of Chicago Press.
- Feri, F., Irlenbusch, B. et Sutter, M. (2010).** « Efficiency Gains from Team-Based Coordination—Large-Scale Experimental Evidence ». *American Economic Review* vol. 100(4), p. 1892-1912.
- Fernbach, P. M., Van Boven, L. (2022).** « False Polarization: Cognitive Mechanisms and Potential Solutions ». *Current Opinion in Psychology* vol. 43, p. 1-6.
- Fetzer, T. (2019).** « Did Austerity Cause Brexit? ». *American Economic Review* vol. 109(11), p. 3849-3886.
- Fiedler, S., Habibnia, H., Fahrenwaldt, A. et Rahal, R.-M. (à paraître).** « Motivated Cognition in Cooperation ». *Perspectives on Psychological Science*.
- Fikfak, V., Peat, D. et van der Zee, E. (2022).** « Bias in International Law ». *German Law Journal* vol. 23(3), p. 281-297.
- Fink, L. (2022).** « To Our Shareholders ». Lettre du Président de Larry Fink, 24 mars. <https://www.blackrock.com/corporate/investor-relations/larry-fink-chairmans-letter>.
- Finnemore, M. et Sikkink, K. (2001).** « Taking Stock: The Constructivist Research Program in International Relations and Comparative Politics ». *Annual Review of Political Science* vol. 4(1), p. 391-416.
- Finus, M. et Rübbecke, D. T. G. (2013).** « Public Good Provision and Ancillary Benefits: The Case of Climate Agreements ». *Environmental and Resource Economics* vol. 56(2), p. 211-226.
- Finus, M., Cooper, P. et Almer, C. (2017).** « The Use of International Agreements in Transnational Environmental Protection ». *Oxford Economic Papers* vol. 69(2), p. 333-344.
- Fishkin, J., Siu, A., Diamond, L. et Bradburn, N. (2021).** « Is Deliberation an Antidote to Extreme Partisan Polarization? Reflections on 'America in One Room' ». *American Political Science Review* vol. 115(4), p. 1464-1481.
- Fisman, R., Jakiela, P., Kariv, S. et Markovits, D. (2015).** « The Distributional Preferences of an Elite ». *Science* vol. 349(6254), aab0096.
- Fjeldstad, O.-H. (2006).** « Corruption in Tax Administration: Lessons from Institutional Reforms in Uganda ». Dans Rose-Ackerman, S. (éd.) *International Handbook on the Economics of Corruption*. Cheltenham, Royaume-Uni / Northampton, États-Unis : Edward Elgar.
- Fjeldstad, O.-H. et Moore, M. (2008).** « Tax Reform and State Building in a Globalized World ». Dans Brautigam, D., Fjeldstad, O.-H. et Moore, M. (éd.), *Taxation and State Building in Developing Countries*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Fjeldstad, O.-H., Schulz-Herzenberg, C. et Hoem Sjursen, I. (2012).** « People's Views of Taxation in Africa: A Review of Research on Determinants of Tax Compliance ». Document de travail du CMI. Bergen, Norvège.
- Fleurbaey, M. (1995).** « Equality and Responsibility ». *European Economic Review* vol. 39(3), p. 683-689.
- Fleurbaey, M., Bouin, O., Salles-Djelic, M.-L., Kanbur, R., Nowotny, H. et Reis, E. (2018).** *A Manifesto for Social Progress: Ideas for a Better Society*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Fleurbaey, M., Kanbur, R. et Viney, B. (2021).** « Social Externalities and Economic Analysis ». *Social Research: An International Quarterly* vol. 88(1), p. 171-202.
- Flor, L. S., Friedman, J., Spencer, C. N., Cagney, J., Arrieta, A., Herbert, M. E., Stein, C., et al. (2022).** « Quantifying the Effects of the Covid-19 Pandemic on Gender Equality on Health, Social, and Economic Indicators: A Comprehensive Review of Data from March, 2020, to September, 2021 ». *The Lancet* vol. 399(10344), p. 2381-2397.
- Flores, A., Cole, J. C., Dickert, S., Eom, K., Jiga-Boy, G. M., Kogut, T., Loria, R., et al. (2022).** « Politicians Polarize and Experts Depolarize Public Support for Covid-19 Management Policies across Countries ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(3), e2117543119.
- FMI (Fonds monétaire international) (2001).** « Global Trade Liberalization and the Developing Countries ». Washington : Fonds monétaire international.
- FMI (Fonds monétaire international) (2014).** *2014 Spillover Report*. Washington : Fonds monétaire international.

- FMI (Fonds monétaire international) (2017).** *State-Contingent Debt Instruments for Sovereigns*. Washington : Fonds monétaire international.
- FMI (Fonds monétaire international) (2021a).** « 2021 General SDR Allocation ». <https://www.imf.org/en/Topics/special-drawing-right/2021-SDR-Allocation>. Consulté le 15 décembre 2023.
- FMI (Fonds monétaire international) (2021b).** « IMF Managing Director Announces the US\$650 billion SDR Allocation Comes into Effect ». Communiqué de presse 21/248. <https://www.imf.org/en/News/Articles/2021/08/23/pr21248-imf-managing-director-announces-the-us-650-billion-sdr-allocation-comes-into-effect>. Consulté le 15 décembre 2023.
- FMI (Fonds monétaire international) (2021c).** *World Economic Outlook: Managing Divergent Recoveries*. Washington : Fonds monétaire international.
- FMI (Fonds monétaire international) (2023a).** « 2023 Review of Resource Adequacy of the Poverty Reduction and Growth Trust, Resilience and Sustainability Trust, and Debt Relief Trusts ». Document d'orientation 2023/021, FMI, Washington.
- FMI (Fonds monétaire international) (2023b).** *2021 Special Drawing Rights Allocation—Ex-Post Assessment Report*. Washington : Fonds monétaire international.
- FMI (Fonds monétaire international) (2023c).** « The High Cost of Global Economic Fragmentation ». <https://www.imf.org/en/Blogs/Articles/2023/08/28/the-high-cost-of-global-economic-fragmentation>. Consulté le 24 octobre 2023.
- FMI (Fonds monétaire international) (2023d).** Base de données des Perspectives de l'économie mondiale, édition d'octobre 2023. Washington. <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2023/October>. Consulté le 15 novembre 2023.
- Foa, R. (2011).** « The Economic Rationale for Social Cohesion ». Perspectives sur le développement mondial, Organisation de coopération et de développement économiques, Centre de développement, Paris.
- Folbre, N. (2008).** *Valuing Children: Rethinking the Economics of the Family*. Cambridge, États-Unis : Harvard University Press.
- Folbre, N. (2012).** *For Love or Money: Care Provision in the United States*. New York : Russell Sage Foundation.
- Folbre, N. et Bittman, M. (2004).** *Family Time: The Social Organization of Care*. Milton Park, Royaume-Uni : Routledge.
- Folk, D. et Dunn, E. (2023).** « How Can People Become Happier? A Systematic Review of Preregistered Experiments ». *Annual Review of Psychology* vol. 75.
- Folke, C., Crona, B. E., Galaz, V., Gordon, L. J., Schultz, L. et Österblom, H. (2019).** « Collaborative Approaches to Biosphere Stewardship ». Dans Mandle, L., Ouyang, Z., Salzman, J. E. et Daily, G., (éd.), *Green Growth That Works: Natural Capital Policy and Finance Mechanisms from around the World*. Washington : Island Press/Center for Resource Economics.
- Folke, C., Polasky, S., Rockström, J., Galaz, V., Westley, F., Lamont, M., Scheffer, M., et al. (2021).** « Our Future in the Anthropocene Biosphere ». *Ambio* vol. 50(4), p. 834-869.
- Forti, V. B., C. P., Kuehr, R. et Bel, G. (2020).** *The Global E-Waste Monitor 2020 Quantities, Flows, and the Circular Economy Potential*. Bonn : Université des Nations Unies / Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, Genève : Union internationale des télécommunications, et Rotterdam, Pays-Bas : International Solid Waste Association.
- François, P., Fujiwara, T. et van Ypersele, T. (2018).** « The Origins of Human Prosociality: Cultural Group Selection in the Workplace and the Laboratory ». *Science Advances* vol. 4(9), eaat2201.
- Frank, R. H. (1987).** « If Homo Economicus Could Choose His Own Utility Function, Would He Want One with a Conscience? ». *The American Economic Review* vol. 77(4), p. 593-604.
- Frank, R. H. (2021).** *Under the Influence: Putting Peer Pressure to Work*. Princeton, États-Unis : Princeton University Press.
- Frankel, J. A. et Romer, D. (1999).** « Does Trade Cause Growth? ». *The American Economic Review* vol. 89(3), p. 379-399.
- Frankel, J. A. et Romer, D. (2017).** « Does Trade Cause Growth? ». Dans *Global Trade*. Milton Park, Royaume-Uni : Routledge.
- Frenk, J., Godal, T., Gómez-Dantés, O. et Store, J. G. (2022).** « A Reinvigorated Multilateralism in Health: Lessons and Innovations from the Covid-19 Pandemic ». *The Lancet* vol. 400(10363), p. 1565-1568.
- Fruttero, A., Muller, N. et Calvo-Gonzalez, O. (2021).** « The Power and Roots of Aspirations ». Document de travail de recherche politique n° WPS9729, Banque mondiale, Washington.
- Fujimoto, Y. et Ohtsuki, H. (2023).** « Evolutionary Stability of Cooperation in Indirect Reciprocity under Noisy and Private Assessment ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(20), e2300544120.
- Fujita, M., Krugman, P. R. et Venables, A. (2001).** *The Spatial Economy: Cities, Regions, and International Trade*. Cambridge, États-Unis : MIT Press.
- Fukuda-Parr, S. (2003).** « The Human Development Paradigm: Operationalizing Sen's Ideas on Capabilities ». *Feminist Economics* vol. 9(2-3), p. 301-317.
- Fukuyama, F. (1993).** *The End of History and the Last Man*. New York : The Free Press.
- Funke, M., Schularick, M. et Trebesch, C. (2016).** « Going to Extremes: Politics after Financial Crises, 1870–2014 ». *European Economic Review* vol. 88, p. 227-260.
- Funke, M., Schularick, M., et Trebesch, C. (2023).** « Populist Leaders and the Economy », *American Economic Review* vol. 113(12), p. 3249-3288.
- G20 (Groupe des vingt) (2023a).** *Strengthening Multilateral Development Banks: The Triple Agenda Report of the G20 Independent Experts Group*. New Delhi, Inde.
- G20 (Groupe des vingt) (2023b).** « New Delhi Leaders' Declaration ». G20, New Delhi.
- Gabay, A. S., Radua, J., Kempton, M. J. et Mehta, M. A. (2014).** « The Ultimatum Game and the Brain: A Meta-Analysis of Neuroimaging Studies ». *Neuroscience and Biobehavioral Reviews* vol. 47, p. 549-558.
- Gächter, S. et Schulz, J. F. (2016).** « Intrinsic Honesty and the Prevalence of Rule Violations across Societies ». *Nature* vol. 531(7595), p. 496-499.
- Gächter, S., Kölle, F. et Quercia, S. (2017).** « Reciprocity and the Tragedies of Maintaining and Providing the Commons ». *Nature Human Behaviour* vol. 1(9), p. 650-656.
- Galaz, V. (2022).** « Global Environmental Governance in Times of Turbulence ». *One Earth* vol. 5(6), p. 582-585.
- Galaz, V., Centeno, M. A., Callahan, P. W., Causevic, A., Patterson, T., Brass, I., Baum, S., et al. (2021).** « Artificial Intelligence, Systemic Risks, and Sustainability ». *Technology in Society* vol. 67, 101741.
- Galor, O., Özak, Ö. et Sarid, A. (2018).** « Geographical Origins of Language Structures ». *SSRN 3097220*.
- Ganapati, S. et Wong, W. F. (2023).** « How Far Goods Travel: Global Transport and Supply Chains from 1965-2020 ». Document de travail n° 31167 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.
- Gavrilets, S. et Richerson, P. J. (2017).** « Collective Action and the Evolution of Social Norm Internalization ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 114(23), p. 6068-6073.
- Gebhard, C., Regitz-Zagrosek, V., Neuhauser, H. K., Morgan, R. et Klein, S. L. (2020).** « Impact of Sex and Gender on Covid-19 Outcomes in Europe ». *Biology of Sex Differences* vol. 11(1), p. 29.
- Gelfand, M. J. (2021).** « Cultural Evolutionary Mismatches in Response to Collective Threat ». *Current Directions in Psychological Science* vol. 30(5), p. 401-409.
- Gelfand, M. J., Caluori, N., Jackson, J. C. et Taylor, M. K. (2020).** « The Cultural Evolutionary Trade-Off of Ritualistic Synchrony ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 375(1805), 20190432.
- Gelfand, M. J., Gavrilets, S. et Nunn, N. (2024).** « Norm Dynamics: Interdisciplinary Perspectives on Social Norm Emergence, Persistence, and Change ». *Annual Review of Psychology* vol. 75(1).
- Gelfand, M. J., Jackson, J. C., Pan, X., Nau, D., Pieper, D., Denison, E., Dagher, M., et al. (2021).** « The Relationship between Cultural Tightness–Looseness and Covid-19 Cases and Deaths: A Global Analysis ». *The Lancet Planetary Health* vol. 5(3), e135-e144.
- Gelfand, M. J., Raver, J. L., Nishii, L., Leslie, L. M., Lun, J., Lim, B. C., Duan, L., et al. (2011).** « Differences between Tight and Loose Cultures: A 33-Nation Study ». *Science* vol. 332(6033), p. 1100-1104.
- Genicot, G. et Ray, D. (2017).** « Aspirations and Inequality ». *Econometrica* vol. 85(2), p. 489-519.
- Genicot, G. et Ray, D. (2020).** « Aspirations and Economic Behavior ». *Annual Review of Economics* vol. 12(1), p. 715-746.
- Gentile, E., Xing, Y., Rubínová, S. et Huang, S. (2021).** « Productivity Growth, Innovation, and Upgrading Along Global Value Chains ». Dans *Global Value Chain Development Report 2021: Beyond Production*. Manille : Banque asiatique de développement ; Beijing : Research Institute for Global Value Chains at the University of International Business and Economics, Genève : Organisation mondiale du commerce ; Chiba, Japon : Institute of Developing Economies–Japan External Trade

Organization ; Beijing : China Development Research Foundation.

**Georgieva, D. P., Loayza, N. et Mendez Ramos, F. (2018).** « Global Trade: Slowdown, Factors, and Policies ». Note de recherche et d'orientation n° 123899, Banque mondiale, Washington.

**Gerarden, T. D. (2023).** « Demanding Innovation: The Impact of Consumer Subsidies on Solar Panel Production Costs ». *Management Science* vol. 69(12), p. 7799-7820.

**Gertler, P., Heckman, J. J., Pinto, R., Chang, S. M., Grantham-McGregor, S., Vermeersch, C., Walker, S. et Wright, A. (2021).** « Effect of the Jamaica Early Childhood Stimulation Intervention on Labor Market Outcomes at Age 31 ». Document de travail n° 29292 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.

**Gervais, W. M., Henrich, J., McNamara, R. A., Norenzayan, A., Shariff, A. F., Slingerland, E. et Willard, A. K. (2016).** « The Cultural Evolution of Prosocial Religions ». *Behavioral and Brain Sciences* vol. 39, e1.

**Ghosh, A., Hwang, S. I. M. et Squires, M. (2023).** « Economic Consequences of Kinship: Evidence from U.S. Bans on Cousin Marriage ». *The Quarterly Journal of Economics*.

**Gibbard, P. L., Bauer, A. M., Edgeworth, M., Ruddiman, W. F., Gill, J. L., Merritts, D. J., Finney, S. C., et al. (2022b).** « A Practical Solution: The Anthropocene Is a Geological Event, Not a Formal Epoch ». *Episodes Journal of International Geoscience* vol. 45(4), p. 349-357.

**Gibbard, P., Walker, M., Bauer, A., Edgeworth, M., Edwards, L., Ellis, E., Finney, S., et al. (2022a).** « The Anthropocene as an Event, Not an Epoch ». *Journal of Quaternary Science* vol. 37(3), p. 395-399.

**GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) (2007).** « Climate Change 2007: The Physical Science Basis ». Dans *Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.

**GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) (2021a).** *Climate Change 2021: The Physical Science Basis—Summary for Policymakers*. Genève : GIEC.

**GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) (2021b).** « Climate Change Widespread, Rapid, and Intensifying: IPCC ». <https://www.ipcc.ch/2021/08/09/ar6-wg1-20210809-pr/>. Consulté le 10 novembre 2023.

**GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) (2022).** *Summary for Policymakers in Climate Change 2022: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Genève : GIEC.

**GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) (2023).** *AR6 Synthesis Report: Climate Change 2023*. Genève : GIEC.

**Gifford, R. (2014).** « Environmental Psychology Matters ». *Annual Review of Psychology* vol. 65(1), p. 541-579.

**Gifford, R. et Comeau, L. A. (2011).** « Message Framing Influences Perceived Climate Change Competence, Engagement, and Behavioral Intentions ». *Global Environmental Change* vol. 21(4), p. 1301-1307.

**Gillingham, K. et Stock, J. H. (2018).** « The Cost of Reducing Greenhouse Gas Emissions ». *Journal of Econic Perspectives* vol. 32(4), p. 53-72.

**Giuliano, P. et Nunn, N. (2020).** « Understanding Cultural Persistence and Change ». *The Review of Economic Studies* vol. 88(4), p. 1541-1581.

**Gleeson, D., Townsend, B., Tenni, B. F. et Phillips, T. (2023).** « Global Inequities in Access to Covid-19 Health Products and Technologies: A Political Economy Analysis ». *Health & Place*, 103051.

**Glennester, R. et Jayachandran, S. (2023).** « Think Globally, Act Globally: Opportunities to Mitigate Greenhouse Gas Emissions in Low-and Middle-Income Countries ». *Journal of Economic Perspectives* vol. 37(3), p. 111-135.

**Glennester, R., Snyder, C. M. et Tan, B. J. (2022).** « Calculating the Costs and Benefits of Advance Preparations for the Next Pandemic ». Document de travail n° 30565 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.

**Global Witness (2023).** « Almost 2,000 Land and Environmental Defenders Killed between 2012 and 2022 for Protecting the Planet ». Communiqué de presse, 13 septembre. <https://www.globalwitness.org/en/press-releases/almost-2000-land-and-environmental-defenders-killed-between-2012-and-2022-protecting-planet>.

**Gneezy, U. et Rustichini, A. (2000).** « A Fine Is a Price ». *The Journal of Legal Studies* vol. 29(1), p. 1-17.

**Gneezy, U., Meier, S. et Rey-Biel, P. (2011).** « When and Why Incentives (Don't) Work to Modify Behavior ». *Journal of Economic Perspectives* vol. 25(4), p. 191-210.

**Göcke, M. (2002).** « Various Concepts of Hysteresis Applied in Economics ». *Journal of Economic Surveys* vol. 16(2), p. 167-188.

**Goeree, J. K. et Louis, P. (2021).** « M Equilibrium: A Theory of Beliefs and Choices in Games ». *American Economic Review* vol. 111(12), p. 4002-4045.

**Góes, C. et Bekkers, E. (2022).** *The Impact of Geopolitical Conflicts on Trade, Growth, and Innovation*. Genève : Organisation mondiale du commerce.

**Goffman, E. (1959).** *The Presentation of Self in Everyday Life*. Garden City, New York : Anchor Books.

**Goldberg, P. K. (2023).** *The Unequal Effects of Globalization*. Cambridge, États-Unis : MIT Press.

**Goldberg, P. K. et Reed, T. (2023).** « Is the Global Economy Deglobalizing? And If So, Why? And What Is Next? ». Document de travail n° 31115 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.

**Goldin, C. (2022).** « Understanding the Economic Impact of Covid-19 on Women ». Document de travail n° 29974 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.

**Goldsmith, J. L. et Posner, E. A. (1999).** « A Theory of Customary International Law ». *University of Chicago Law Review* vol. 66(4), p. 1113-1177.

**González, J. L. et Ferencz, J. (2018).** « Digital Trade and Market Openness ». Documents de politique commerciale de l'OCDE. Paris : Éditions de l'OCDE.

**Goodin, R. E. (1995).** « Political Ideals and Political Practice ». *British Journal of Political Science* vol. 25(1), p. 37-56.

**Gopalan, S., Reddy, K. et Sasidharan, S. (2022).** « Does Digitalization Spur Global Value Chain Participation? Firm-Level Evidence from Emerging Markets ». *Information Economics and Policy* vol. 59, 100972.

**Gorman, B. et Seguin, C. (2020).** « Who Supports Global Cooperation? Cooperative Internationalism at the Intersection of Social Class and Economic Development ». *Sociological Science* vol. 7, p. 570-598.

**Gouglas, D., Christodoulou, M. et Hatchett, R. (2023).** « The 100 Days Mission—2022 Global Pandemic Preparedness Summit ». *Emerging Infectious Diseases* vol. 29(3).

**Gould, C. C. (2018).** « Solidarity and the Problem of Structural Injustice in Healthcare ». *Bioethics* vol. 32(9), p. 541-552.

**Gourdel, R., Monasterolo, I. et Gallagher, K. P. (2023).** « Climate Transition Spillovers and Sovereign Risk: Evidence from Indonesia ». <https://dx.doi.org/10.2139/ssrn.4387423>.

**Goussebaïle, A., Bommier, A., Goerger, A. et Nicolai, J.-P. (2023).** « Altruistic Foreign Aid and Climate Change Mitigation ». *Environmental and Resource Economics* vol. 84(1), p. 219-239.

**Graeber, T., Roth, C. et Zimmermann, F. (2023).** « Stories, Statistics, and Memory ». Document de travail du CESifo n° 10107, Center for Economic Studies and Institute for Economic Research, Munich, Allemagne.

**Graham, C. et Pinto, S. (2019).** « Unequal Hopes and Lives in the USA: Optimism, Race, Place, and Premature Mortality ». *Journal of Population Economics* vol. 32(2), p. 665-733.

**Grandin, A., Guillou, L., Abdel Sater, R., Foucault, M. et Chevallier, C. (2022).** « Socioeconomic Status, Time Preferences and Pro-Environmentalism ». *Journal of Environmental Psychology* vol. 79, 101720.

**Granovetter, M. (1985).** « Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness ». *American Journal of Sociology* vol. 91(3), p. 481-510.

**Gravert, C. et Shreedhar, G. (2022).** « Effective Carbon Taxes Need Green Nudges ». *Nature Climate Change* vol. 12(12), p. 1073-1074.

**Green, A. et Janmaat, J. (2011).** *Regimes of Social Cohesion: Societies and the Crisis of Globalization*. Londres : Palgrave Macmillan.

**Greif, A. et Mokyr, J. (2017).** « Cognitive Rules, Institutions, and Economic Growth: Douglass North and Beyond ». *Journal of Institutional Economics* vol. 13(1), p. 25-52.

**Griffith-Jones, S. et Ocampo, J. A. (2018).** *The Future of National Development Banks*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.

**Griffith, D. M., Sharma, G., Holliday, C. S., Enyia, O. K., Valliere, M., Semlow, A. R., Stewart, E. C. et Blumenthal, R. S. (2020).** « Men and Covid-19: A Biopsychosocial Approach to Understanding Sex Differences in Mortality and Recommendations for Practice and Policy Interventions ». *Prévention des maladies chroniques* vol. 17, E63.

- Grix, M. et Watene, K. (2022).** « Communities and Climate Change: Why Practices and Practitioners Matter ». *Ethics & International Affairs* vol. 36(2), p. 215-230.
- Gross, J. et De Dreu, C. K. W. (2019).** « The Rise and Fall of Cooperation through Reputation and Group Polarization ». *Nature Communications* vol. 10(1), p. 776.
- Gross, J. et Vostroknutov, A. (2022).** « Why Do People Follow Social Norms? ». *Current Opinion in Psychology* vol. 44, p. 1-6.
- Gross, J., Méder, Z. Z., De Dreu, C. K. W., Romano, A., Molenmaker, W. E. et Hoening, L. C. (2023).** « The Evolution of Universal Cooperation ». *Science Advances* vol. 9(7), eadd8289.
- Gross, J., Veistola, S., De Dreu, C. K. W. et Van Dijk, E. (2020).** « Self-Reliance Crowds out Group Cooperation and Increases Wealth Inequality ». *Nature Communications* vol. 11(1), p. 5161.
- Grossman, G. M. et Helpman, E. (1991).** « Quality Ladders and Product Cycles ». *The Quarterly Journal of Economics* vol. 106(2), p. 557-586.
- Groupe d'intervention mondiale face aux crises (2023).** *A World of Debt: A Growing Burden to Global Prosperity*. New York : Organisation des Nations Unies.
- Groupe indépendant sur la préparation et la riposte à la pandémie (2021).** *Covid-19: Make It the Last Pandemic*. Genève : OMS.
- Groupe indépendant sur la préparation et la riposte à la pandémie (2022).** *Transforming or Tinkering? Inaction Lays the Groundwork for Another Pandemic*. Genève : OMS.
- Guerrero, A. M., Jones, N. A., Ross, H., Virah-Sawmy, M. et Biggs, D. (2021).** « What Influences and Inhibits Reduction of Deforestation in the Soy Supply Chain? A Mental Model Perspective ». *Science et politique de l'environnement* vol. 115, p. 125-132.
- Guinote, A. (2017).** « How Power Affects People: Activating, Wanting, and Goal Seeking ». *Annual Review of Psychology* vol. 68(1), p. 353-381.
- Guiso, L., Helios, H., Morelli, M. et Sonno, T. (à paraître).** « Economic Insecurity and the Demand of Populism in Europe ». *Economica*.
- Guiso, L., Herrera, H., Morelli, M. et Sonno, T. (2019).** « Global Crises and Populism: The Role of Eurozone Institutions ». *Economic Policy* vol. 34(97), p. 95-139.
- Gulley, A. L. (2023).** « China, the Democratic Republic of the Congo, and Artisanal Cobalt Mining from 2000 through 2020 ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(26), e2212037120.
- Gur, T., Ayal, S. et Halperin, E. (2021).** « A Bright Side of Sadness: The Depolarizing Role of Sadness in Intergroup Conflicts ». *European Journal of Social Psychology* vol. 51(1), p. 68-83.
- Guriev, S. et Papaioannou, E. (2022).** « The Political Economy of Populism ». *Journal of Economic Literature* vol. 60(3), p. 753-832.
- Guriev, S. et Treisman, D. (2019).** « Informational Autocrats ». *Journal of Economic Perspectives* vol. 33(4), p. 100-127.
- Guriev, S. et Treisman, D. (2020).** « A Theory of Informational Autocracy ». *Journal of Public Economics* vol. 186, 104158.
- Gustafson, A., Rosenthal, S. A., Ballew, M. T., Goldberg, M. H., Bergquist, P., Kotcher, J. E., Maibach, E. W. et Leiserowitz, A. (2019).** « The Development of Partisan Polarization over the Green New Deal ». *Nature Climate Change* vol. 9(12), p. 940-944.
- Guterres, A. (2023a).** « Opening Statement by the UN Secretary-General at the 78th of the UN General Assembly ». 5 septembre, New York.
- Guterres, A. (2023b).** « Secretary-General's remarks at Wreath-Laying Ceremony Commemorating the 62nd Anniversary of the Death of Former Secretary-General Dag Hammarskjöld ». 13 septembre. <https://www.un.org/sg/en/content/sg/speeches/2023-09-13/secretary-generals-remarks-wreath-laying-ceremony-commemorating-the-62nd-anniversary-of-the-death-of-former-secretary-general-dag-hammarskjold>. Consulté le 25 janvier 2024.
- Guttman-Kenney, B., Adams, P. D., Hunt, S., Laibson, D., Stewart, N. et Leary, J. (2023).** « The Semblance of Success in Nudging Consumers to Pay Down Credit Card Debt ». Document de travail n° 31926 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.
- Guy, J., Shears, E. et Meckling, J. (2023).** « National Models of Climate Governance among Major Emitters ». *Nature Climate Change* vol. 13(2), p. 189-195.
- Gygli, S., Haelg, F., Potrafke, N. et Sturm, J.-E. (2019).** « The KOF Globalisation Index—Revisited ». *The Review of International Organizations* vol. 14, p. 543-574.
- Gyöngyösi, G. et Verner, E. (2022).** « Financial Crisis, Creditor-Debtor Conflict, and Populism ». *The Journal of Finance* vol. 77(4), p. 2471-2523.
- Hafner-Burton, E. M., Hughes, D. A. et Victor, D. G. (2013).** « The Cognitive Revolution and the Political Psychology of Elite Decision Making ». *Perspectives on Politics* vol. 11(2), p. 368-386.
- Hagan, J. et Hans, V. P. 2017.** « Procedural Justice Theory and Public Policy: An Exchange ». *Annual Review of Law and Social Science* vol. 13(1), p. 1-3.
- Hale, T. (2020).** « Transnational Actors and Transnational Governance in Global Environmental Politics ». *Annual Review of Political Science* vol. 23(1), p. 203-220.
- Halevy, N. (2017).** « Preemptive Strikes: Fear, Hope, and Defensive Aggression ». *Journal of Personality and Social Psychology* vol. 112(2), p. 224.
- Halevy, N. (2023).** « Fear Can Promote Competition, Defensive Aggression, and Dominance Complementarity ». *Behavioral and Brain Sciences* vol. 46, e63.
- Halevy, N. et Halali, E. (2015).** « Selfish Third Parties Act as Peacemakers by Transforming Conflicts and Promoting Cooperation ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 112(22), p. 6937-6942.
- Halevy, N., Chou, E. Y. et Murnighan, J. K. (2012).** « Mind Games: The Mental Representation of Conflict ». *Journal of Personality and Social Psychology* vol. 102(1), p. 132.
- Halevy, N., Sagiv, L., Roccas, S. et Bornstein, G. (2006).** « Perceiving Intergroup Conflict: From Game Models to Mental Templates ». *Personality and Social Psychology Bulletin* vol. 32(12), p. 1674-1689.
- Hallsworth, M. (2023).** « A Manifesto for Applying Behavioural Science ». *Nature Human Behaviour* vol. 7(3), p. 310-322.
- Hallsworth, M., List, J. A., Metcalfe, R. D. et Vlaev, I. (2017).** « The Behaviorist as Tax Collector: Using Natural Field Experiments to Enhance Tax Compliance ». *Journal of Public Economics* vol. 148, p. 14-31.
- Hamamura, T., Li, L. M. W. et Chan, D. (2017).** « The Association between Generalized Trust and Physical and Psychological Health across Societies ». *Social Indicators Research* vol. 134, p. 277-286.
- Hamilton, L. C., Bell, E., Hartter, J. et Salerno, J. D. (2018).** « A Change in the Wind? US Public Views on Renewable Energy and Climate Compared ». *Energy, Sustainability and Society* vol. 8(1), p. 11.
- Hammarskjöld, Dag (1954).** « Address by Secretary-General Dag Hammarskjöld at University of California Convocation, Berkeley, California, Thursday, May 13, 1954, at 10:00 a.m. (Pacific Coast Time) ». Communiqué de presse SG/382. <https://ask.un.org/faq/14623>. Consulté le 24 février 2024.
- Han, T. A. (2022).** « Institutional Incentives for the Evolution of Committed Cooperation: Ensuring Participation Is as Important as Enhancing Compliance ». *Journal of The Royal Society Interface* vol. 19(188), 20220036.
- Handley, C. et Mathew, S. (2020).** « Human Large-Scale Cooperation as a Product of Competition between Cultural Groups ». *Nature Communications* vol. 11(1), p. 702.
- Hanlon, M., Mills, L. et Slemrod, J. (2007).** « An Empirical Examination of Corporate Tax Noncompliance ». Dans Auerbach, A. J., Hines, J. J. R. et Slemrod, J. (éd.), *Taxing Corporate Income in the 21st Century*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Hannesson, R. (2011).** « Rights Based Fishing on the High Seas: Is It Possible? » *Marine Policy* vol. 35(5), p. 667-674.
- Hanney, S. R., Wooding, S., Sussex, J. et Grant, J. (2020).** « From Covid-19 Research to Vaccine Application: Why Might It Take 17 Months Not 17 Years and What Are the Wider Lessons? ». *Health Research Policy and Systems* vol. 18(1), p. 61.
- Haq, M. u. et Streeten, P. (1995).** *The UN and the Bretton Woods Institutions: New Challenges for the Twenty-First Century*. Londres : Palgrave Macmillan.
- Hardin, G. (1968).** « The Tragedy of the Commons ». *Science* vol. 162(3859), p. 1243-1248.
- Harrington, B. (2016).** *Capital without Borders: Wealth Managers and the One Percent*. Cambridge, États-Unis : Harvard University Press.
- Hassoun, N. (2020).** *Global Health Impact: Extending Access to Essential Medicines*. New York : Oxford University Press.
- Hassoun, N. (2021a).** « Against Vaccine Nationalism ». *Journal of Medical Ethics* vol. 47(11), p. 773-774.
- Hassoun, N. (2021b).** « Equity and Vaccine Allocation: Beyond Ethics in Prioritization to Equitable Production, Distribution and Consumption ». *Ethics*

and International Affairs Blog, 12 juillet. <https://www.ethicsandinternationalaffairs.org/online-exclusives/equity-and-vaccine-allocation-beyond-ethics-in-prioritization-to-equitable-production-distribution-and-consumption>.

**Hassoun, N. (2021c).** « Sufficiency and the Minimally Good Life ». *Utilitas* vol. 33(3), p. 321-336.

**Hassoun, N. (2022).** « Good Enough? The Minimally Good Life Account of the Basic Minimum ». *Australasian Journal of Philosophy* vol. 100(2), p. 330-341.

**Hassoun, N. (à paraître).** *Good Enough? The Minimally Good Life Account of What We Owe to Others and What We Can Justifiably Demand*. New York : Oxford University Press.

**Hassoun, N., Friedman, J. et Cosler, L. E. (2022).** « A Framework for Assessing the Impact of Disease Treatment ». *Tropical Medicine & International Health* vol. 27(2), p. 192-198.

**Hauser, O. P., Rand, D. G., Peysakhovich, A. et Nowak, M. A. (2014).** « Cooperating with the Future ». *Nature* vol. 511(7508), p. 220-223.

**Haushofer, J. et Salicath, D. (2023).** « The Psychology of Poverty: Where Do We Stand? ».

**Haynes, B. F., Corey, L., Fernandes, P., Gilbert, P. B., Hotez, P. J., Rao, S., Santos, M. R., et al. (2020).** « Prospects for a Safe Covid-19 Vaccine ». *Science Translational Medicine* vol. 12(568), eabe0948.

**HCR (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés) (2023a).** « 2023 : un moment de vérité pour le déplacement forcé ». <https://www.unhcr.org/spotlight/fr/2023/01/2023-un-moment-de-verite-pour-la-question-du-deplacement-force/>.

**HCR (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés) (2023b).** *2023 Global Compact on Refugees: Indicator Report*. Genève : HCR.

**HCR (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés) (2023c).** *Refugee Data Finder*. <https://www.unhcr.org/refugee-statistics/download/>.

**He, G., Pan, Y., Park, A., Sawada, Y. et Tan, E. S. (2023).** « Reducing Single-Use Cutlery with Green Nudges: Evidence from China's Food-Delivery Industry ». *Science* vol. 381(6662), eadd9884.

**He, Q. et Silliman, B. R. (2019).** « Climate Change, Human Impacts, and Coastal Ecosystems in the Anthropocene ». *Current Biology* vol. 29(19), R1021–R1035.

**Head, M. J., Steffen, W., Fagerlind, D., Waters, C. N., Poirier, C., Syvitski, J., Zalasiewicz, J. A., et al. (2022a).** « The Great Acceleration Is Real and Provides a Quantitative Basis for the Proposed Anthropocene Series/Epoch ». *International Union of Geological Sciences* vol. 45(4), p. 359-376.

**Head, M. J., Zalasiewicz, J. A., Waters, C. N., Turner, S. D., Williams, M., Barnosky, A. D., Steffen, W., et al. (2022b).** « The Proposed Anthropocene Epoch/Series Is Underpinned by an Extensive Array of Mid-20th Century Stratigraphic Event Signals ». *Journal of Quaternary Science* vol. 37(7), p. 1181-1187.

**Heal, G. et Kunreuther, H. (2010).** « Social Reinforcement: Cascades, Entrapment, and Tipping ». *American Economic Journal: Macroeconomics* vol. 2(1), p. 86-99.

**Hébert-Dufresne, L., Waring, T. M., St-Onge, G., Niles, M. T., Kati Corlew, L., Dube, M. P., Miller, S. J., Gotelli, N. J. et McGill, B. J. (2022).** « Source-Sink Behavioural Dynamics Limit Institutional Evolution in a Group-Structured Society ». *Royal Society Open Science* vol. 9(3), 211743.

**Hecht, C. A., Dweck, C. S., Murphy, M. C., Kroeper, K. M. et Yeager, D. S. (2023).** « Efficiently Exploring the Causal Role of Contextual Moderators in Behavioral Science ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(1), e2216315120.

**Heinrich, T., Kobayashi, Y. et Lawson, E. (2021).** « Populism and Foreign Aid ». *European Journal of International Relations* vol. 27(4), p. 1042-1066.

**Helbing, D. et Yu, W. (2009).** « The Outbreak of Cooperation among Success-Driven Individuals under Noisy Conditions ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 106(10), p. 3680-3685.

**Helferich, M., Thøgersen, J. et Bergquist, M. (2023).** « Direct and Mediated Impacts of Social Norms on Pro-Environmental Behavior ». *Global Environmental Change* vol. 80, 102680.

**Helleiner, E. (2021).** « The Return of National Self-Sufficiency? Excavating Autarkic Thought in a De-Globalizing Era ». *International Studies Review* vol. 23(3), p. 933-957.

**Henderson, D. A. et Klepac, P. (2013).** « Lessons from the Eradication of Smallpox: An Interview with D. A. Henderson ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 368(1623), 20130113.

**Henkel, L., Sprengholz, P., Korn, L., Betsch, C. et Böhm, R. (2023).** « The Association between Vaccination Status Identification and Societal Polarization ». *Nature Human Behaviour* vol. 7(2), p. 231-239.

**Henrich, J. (2000).** « Does Culture Matter in Economic Behavior? Ultimatum Game Bargaining among the Machiguenga of the Peruvian Amazon ». *American Economic Review* vol. 90(4), p. 973-979.

**Henrich, J. (2009).** « The Evolution of Costly Displays, Cooperation and Religion: Credibility Enhancing Displays and Their Implications for Cultural Evolution ». *Evolution and Human Behavior* vol. 30(4), p. 244-260.

**Henrich, J. (2016).** *The Secret of Our Success: How Culture Is Driving Human Evolution, Domesticating Our Species, and Making Us Smarter*. Princeton, États-Unis : Princeton University Press.

**Henrich, J. (2020).** *The WEIRDest People in the World: How the West Became Psychologically Peculiar and Particularly Prosperous*. New York : Farrar, Strauss et Giroux.

**Henrich, J. (2023).** « How Culture Made Us Uniquely Human ». *Zygon : Journal of Religion and Science* vol. 58(4).

**Henrich, J., Alvard, M., Barr, A., Bowles, S., Boyd, R., Camerer, C., Ensminger, J., et al. (2005).** « 'Economic Man' in Cross-Cultural Perspective: Behavioral Experiments in 15 Small-Scale Societies ». *Behavioral and Brain Sciences* vol. 28(6), p. 795-815.

**Henrich, J. et Gil-White, F. J. (2001).** « The Evolution of Prestige: Freely Conferred Deference as a Mechanism for Enhancing the Benefits of Cultural Transmission ». *Evolution and Human Behavior* vol. 22(3), p. 165-196.

**Henrich, J. et Muthukrishna, M. (2021).** « The Origins and Psychology of Human Cooperation ». *Annual Review of Psychology* vol. 72(1), p. 207-240.

**Henrich, J., Bauer, M., Cassar, A., Chytilová, J. et Purzycki, B. G. (2019).** « War Increases Religiosity ». *Nature Human Behaviour* vol. 3(2), p. 129-135.

**Henrich, J., Blasi, D. E., Curtin, C. M., Davis, H. E., Hong, Z., Kelly, D. et Kroupin, I. (2022).** « A Cultural Species and Its Cognitive Phenotypes: Implications for Philosophy ». *Review of Philosophy and Psychology*.

**Henrich, J., Boyd, R. et Richerson, P. J. (2012).** « The Puzzle of Monogamous Marriage ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 367(1589), p. 657-669.

**Henrich, J., Boyd, R., Bowles, S., Camerer, C., Fehr, E., Gintis, H. et McElreath, R. (2001).** « In Search of Homo Economicus: Behavioral Experiments in 15 Small-Scale Societies ». *American Economic Review* vol. 91(2), p. 73-78.

**Henrich, J., Boyd, R., Derex, M., Kline, M. A., Mesoudi, A., Muthukrishna, M., Powell, A. T., Shennan, S. J. et Thomas, M. G. (2016).** « Understanding Cumulative Cultural Evolution ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 113(44), E6724–E6725.

**Henrich, J., Chudek, M. et Boyd, R. (2015).** « The Big Man Mechanism: How Prestige Fosters Cooperation and Creates Prosocial Leaders ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 370(1683), 20150013.

**Henrich, J., Ensminger, J., McElreath, R., Barr, A., Barrett, C., Bolyanatz, A., Cardenas, J. C., et al. (2010).** « Markets, Religion, Community Size, and the Evolution of Fairness and Punishment ». *Science* vol. 327(5972), p. 1480-1484.

**Henrich, J., Heine, S. J. et Norenzayan, A. (2010a).** « Beyond WEIRD: Towards a Broad-Based Behavioral Science ». *Behavioral and Brain Sciences* vol. 33(2-3), p. 111-135.

**Henrich, J., Heine, S. J. et Norenzayan, A. (2010b).** « Most People Are Not WEIRD ». *Nature* vol. 466(7302), p. 29-29.

**Herreros, F. (2023).** « The State and Trust ». *Annual Review of Political Science* vol. 26(1), p. 117-134.

**Herrmann, B., Thöni, C. et Gächter, S. (2008).** « Antisocial Punishment across Societies ». *Science* vol. 319(5868), p. 1362-1367.

**Hertel-Fernandez, A., Mildemberger, M. et Stokes, L. C. (2019).** « Legislative Staff and Representation in Congress ». *American Political Science Review* vol. 113(1), p. 1-18.

**Hertel, T. (2004).** « Assessing the Provision of International Trade as a Global Public Good ». New York : Programme des Nations Unies pour le développement.

**Heyes, C. (2023).** « Rethinking Norm Psychology ». *Perspectives on Psychological Science* vol. 0(0), p. 1-27.

**Hickman, C. (2024).** « Eco-Anxiety in Children and Young People: A Rational Response, Irreconcilable Despair, or Both? ». *The Psychoanalytic Study of the Child* vol. 77(1), p. 356-368.

- Hickman, C., Marks, E., Pihkala, P., Clayton, S., Lewandowski, R. E., Mayall, E. E., Wray, B., Mellor, C. et van Susteren, L. (2021). « Climate Anxiety in Children and Young People and Their Beliefs About Government Responses to Climate Change: A Global Survey ». *The Lancet Planetary Health* vol. 5(12), e863–e873.
- Hirai, T. (2020). « The Impact of Trust on the Quality of Participation in Development: The Case of Ukraine ». *The International Journal of Social Quality* vol. 10(2), p. 72-92.
- Hirschman, A. O. (1982). « Rival Interpretations of Market Society: Civilizing, Destructive, or Feeble? ». *Journal of Economic Literature* vol. 20(4), p. 1463-1484.
- Hirshleifer, J. (1983). « From Weakest-Link to Best-Shot: The Voluntary Provision of Public Goods ». *Public Choice* vol. 41(3), p. 371-386.
- Hirte, G., Lessmann, C. et Seidel, A. (2020). « International Trade, Geographic Heterogeneity and Interregional Inequality ». *European Economic Review* vol. 127, 103427.
- Hobolt, S. B., Leeper, T. J. et Tilley, J. (2021). « Divided by the Vote: Affective Polarization in the Wake of the Brexit Referendum ». *British Journal of Political Science* vol. 51(4), p. 1476-1493.
- Hoekman, B. M., Maskus, K. E. et Saggi, K. (2005). « Transfer of Technology to Developing Countries: Unilateral and Multilateral Policy Options ». *World Development* vol. 33(10), p. 1587-1602.
- Hoff, K. et Stiglitz, J. E. (2016). « Striving for Balance in Economics: Towards a Theory of the Social Determination of Behavior ». *Journal of Economic Behavior & Organization* vol. 126, p. 25-57.
- Hoff, K. et Walsh, J. S. (2019). « The Third Function of Law Is to Transform Cultural Categories ». Document de travail de recherche politique n° 8954, Banque mondiale, Washington.
- Hoffman, S. J., Baral, P., Rogers Van Katwyk, S., Sritharan, L., Hughsam, M., Randhawa, H., Lin, G., et al. (2022). « International Treaties Have Mostly Failed to Produce Their Intended Effects ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(32), e2122854119.
- Hogg, M. A. (2007). « Uncertainty–Identity Theory ». *Advances in Experimental Social Psychology* vol. 39, p. 69-126.
- Holland, A. et Pazarbasioglu, C. (2024). « How to Ease Rising External Debt-Service Pressures in Low-Income Countries ». <https://www.imf.org/en/Blogs/Articles/2024/01/24/how-to-ease-rising-external-debt-service-pressures-in-low-income-countries>.
- Holloway, J. et Manwaring, R. (2023). « How Well Does 'Resilience' Apply to Democracy? A Systematic Review ». *Contemporary Politics* vol. 29(1), p. 68-92.
- Hornsey, M. J. et Lewandowsky, S. (2022). « A Toolkit for Understanding and Addressing Climate Scepticism ». *Nature Human Behaviour* vol. 6(11), p. 1454-1464.
- Hornsey, M. J., Harris, E. A., Bain, P. G. et Fielding, K. S. (2016). « Meta-Analyses of the Determinants and Outcomes of Belief in Climate Change ». *Nature Climate Change* vol. 6(6), p. 622-626.
- Hornung, J. (2022). « Social Identities in Climate Action ». *Climate Action* vol. 1(1), p. 4.
- Horton, R. M., de Sherbinin, A., Wrathall, D. et Oppenheimer, M. (2021). « Assessing Human Habitability and Migration ». *Science* vol. 372(6548), p. 1279-1283.
- Horváth, B., Ivanov, A. et Peleah, M. (2012). « The Global Crisis and Human Development: A Study on Central and Eastern Europe and the CIS Region ». *Journal of Human Development and Capabilities* vol. 13(2), p. 197-225.
- House, B. R. (2018). « How Do Social Norms Influence Prosocial Development? ». *Current Opinion in Psychology* vol. 20, p. 87-91.
- House, B. R., Kanngiesser, P., Barrett, H. C., Broesch, T., Cebioglu, S., Crittenden, A. N., Erut, A., et al. (2020). « Universal Norm Psychology Leads to Societal Diversity in Prosocial Behaviour and Development ». *Nature Human Behaviour* vol. 4(1), p. 36-44.
- Howard, P. H. et Hendrickson, M. (2020). « The State of Concentration in Global Food and Agriculture Industries ». Dans Herren, H., Haerlin, B., et IAASTD+10 Advisory Group (éd.), *Transformation of Food Systems : The Making of a Paradigm Shift*. Bochum, Allemagne : The Foundation on Future Farming.
- Howard, P. H. et Hendrickson, M. (2021). « Corporate Concentration in the US Food System Makes Food More Expensive and Less Accessible for Many Americans ». <https://theconversation.com/corporate-concentration-in-the-us-food-system-makes-food-more-expensive-and-less-accessible-for-many-americans-151193>. Consulté le 13 janvier 2024.
- Howson, K. et Partridge, A. (2022). « Policy Brief: Digital Identification and Rights Realisation in South Africa ». Research ICT Africa, Cape Town, Afrique du Sud.
- Hoy, C. et Mager, F. (2021). « Why Are Relatively Poor People Not More Supportive of Redistribution? Evidence from a Randomized Survey Experiment across Ten Countries ». *American Economic Journal: Economic Policy* vol. 13(4), p. 299-328.
- Hsieh, C.-T., Hurst, E., Jones, C. I. et Klenow, P. J. (2019). « The Allocation of Talent and U.S. Economic Growth ». *Econometrica* vol. 87(5), p. 1439-1474.
- Hu, B., Guo, H., Zhou, P. et Shi, Z.-L. (2021). « Characteristics of SARS-CoV-2 and Covid-19 ». *Nature Reviews Microbiology* vol. 19(3), p. 141-154.
- Huambachano, M. A. (2019). « Indigenous Food Sovereignty ». *New Zealand Journal of Ecology* vol. 43(3), p. 1-6.
- Huang, B., Cai, Y., Li, N., Li, K., Wang, Z., Li, L., Wu, L. et al. (2021). « Sex-Based Clinical and Immunological Differences in Covid-19 ». *BMC Infectious Diseases* vol. 21(1), p. 647.
- Huang, Y. (2022). « The Health Silk Road: How China Adapts the Belt and Road Initiative to the Covid-19 Pandemic ». *American Journal of Public Health* vol. 112(4), p. 567-569.
- Huber, C., Dreber, A., Huber, J., Johannesson, M., Kirchler, M., Weitzel, U., Abellán, M., et al. (2023). « Competition and Moral Behavior: A Meta-Analysis of Forty-Five Crowd-Sourced Experimental Designs ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(23), e22115572120.
- Hudson, V. M., Caprioli, M., Bowen, D. L. et McDermott, R. (2023). *Sex and World Peace*. New York : Columbia University Press.
- Huettel, S. A. et Kranton, R. E. (2012). « Identity Economics and the Brain: Uncovering the Mechanisms of Social Conflict ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 367(1589), p. 680-691.
- Hufe, P., Kanbur, R. et Peichl, A. (2022). « Measuring Unfair Inequality: Reconciling Equality of Opportunity and Freedom from Poverty ». *The Review of Economic Studies* vol. 89(6), p. 3345-3380.
- Hughes, J. E. et Podolefsky, M. (2015). « Getting Green with Solar Subsidies: Evidence from the California Solar Initiative ». *rnal de l'Association des économistes de l'environnement et des ressources* vol. 2(2), p. 235-275.
- Hughes, T. P., Anderson, K. D., Connolly, S. R., Heron, S. F., Kerry, J. T., Lough, J. M., Baird, A. H., et al. (2018). « Spatial and Temporal Patterns of Mass Bleaching of Corals in the Anthropocene ». *Science* vol. 359(6371), p. 80-83.
- Hurd, I. (2022). « The Case against International Cooperation ». *International Theory* vol. 14(2), p. 263-284.
- Hurrell, A. (2008). *On Global Order: Power, Values and the Constitution of International Society; Changing Global Orders*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Hurwicz, L. (1996). « Institutions as Families of Game Forms ». *The Japanese Economic Review* vol. 47(2), p. 113-132.
- Hvidberg, K. B., Kreiner, C. T. et Stantcheva, S. (2023). « Social Positions and Fairness Views on Inequality ». *The Review of Economic Studies* vol. 90(6), p. 3083-3118.
- Hyndle-Hussein, J. (2015). « The Baltic States on the Conflict in Ukraine ». Commentaire de l'OSW, Centre for Eastern Studies, Varsovie.
- Iacoviello, M. et Navarro, G. (2019). « Foreign Effects of Higher US Interest Rates ». *Journal of International Money and Finance* vol. 95, p. 232-250.
- Ibrahim, S. S. (2006). « From Individual to Collective Capabilities: The Capability Approach as a Conceptual Framework for Self-Help ». *Journal of Human Development and Capabilities* vol. 7(3), p. 397-416.
- Iddrisu, A. G. et Mohammed, J. I. (2019). « Is Political Business Cycle an Enemy to Human Development? Empirical Evidence from Africa ». *Economic and Political Studies* vol. 7(3), p. 337-351.
- IISS (Institut international d'études stratégiques) (2023). *The Armed Conflict Survey 2023*. Londres : IISS.
- Ijzerman, H., Lewis, N. A., Przybylski, A. K., Weinstein, N., DeBruine, L., Ritchie, S. J., Vazire, S., et al. (2020). « Use Caution When Applying Behavioural Science to Policy ». *Nature Human Behaviour* vol. 4(11), p. 1092-1094.
- Ikenberry, G. J. (2018). « The End of Liberal International Order? ». *International Affairs* vol. 94(1), p. 7-23.
- Im, S., İriş, D. et Ko, H. (2022). « Subjective Beliefs in International Agreements ». *The Singapore Economic Review*, p. 1-31.
- Ingersoll, K. A. (2016). *Waves of Knowing: A Seascape Epistemology*. Durham, États-Unis : Duke University Press.
- Inglehart, R. (2020). *Modernization and Postmodernization: Cultural, Economic, and Political*

*Change in 43 Societies*. Princeton, États-Unis : Princeton University Press.

**Inglehart, R., Haerper, C., Moreno, A., Welzel, C., Kizilova, K., Diez-Medrano, J., Lagos, M., et al. (2022).** « World Values Survey ». Madrid : JD Systems Institute, et Vienne : WVSA Secretariat.

**Institut pour l'économie et la paix (2023).** *Global Peace Index 2023: Measuring Peace in a Complex World*. Sydney, Australie : Institute for Economics and Peace.

**Institut de statistique de l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) (2023).** UIS Developer Portal, service de téléchargement de données en masse. <https://apiportal.uis.unesco.org/bdds>. Consulté le 19 septembre 2023.

**International Human Genome Sequencing Consortium. (2004).** « Finishing the Euchromatic Sequence of the Human Genome ». *Nature* vol. 431(7011), p. 931-945.

**Isler, O., Gächter, S., Maule, A. J. et Starmer, C. (2021).** « Contextualised Strong Reciprocity Explains Selfless Cooperation Despite Selfish Intentions and Weak Social Heuristics ». *Scientific Reports* vol. 11(1), 13868.

**Iwasaki, M. (2023).** « Social Preferences and Well-Being: Theory and Evidence ». *Humanities and Social Sciences Communications* vol. 10(1), p. 342.

**Iyengar, S., Lelkes, Y., Levendusky, M., Malhotra, N. et Westwood, S. J. (2019).** « The Origins and Consequences of Affective Polarization in the United States ». *Annual Review of Political Science* vol. 22, p. 129-146.

**Iyengar, S., Sood, G. et Lelkes, Y. (2012).** « Affect, Not Ideology: A Social Identity Perspective on Polarization ». *Public Opinion Quarterly* vol. 76(3), p. 405-431.

**Jackson, D. et Köbis, N. (2018).** « Anti-Corruption through a Social Norms Lens ». *U4 Issue* vol. 7.

**Jackson, J. C., Gelfand, M. et Ember, C. R. (2020).** « A Global Analysis of Cultural Tightness in Non-Industrial Societies ». *Proceedings of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 287(1930), 20201036.

**Jackson, J. C., Gelfand, M., De, S. et Fox, A. (2019).** « The Loosening of American Culture over 200 Years Is Associated with a Creativity-Order Trade-Off ». *Nature Human Behaviour* vol. 3(3), p. 244-250.

**Jagers, S. C., Harring, N., Löfgren, Å., Sjöstedt, M., Alpizar, F., Brülde, B., Langlet, D., et al. (2020).** « On the Preconditions for Large-Scale Collective Action ». *Ambio* vol. 49, p. 1282-1296.

**Jakob, M., Afionis, S., Åhman, M., Antoci, A., Arens, M., Ascensão, F., van Asselt, H., et al. (2022).** « How Trade Policy Can Support the Climate Agenda ». *Science* vol. 376(6600), p. 1401-1403.

**Jayaraman, R. et Kanbur, R. (1999).** « International Public Goods and the Case for Foreign Aid ». Dans Kaul, I., Grunberg, I. et Stern, M., (éd.), *Global Public Goods: International Cooperation in the 21<sup>st</sup> Century*. New York : Oxford University Press.

**Jensen, K., Call, J. et Tomasello, M. (2007).** « Chimpanzees Are Rational Maximizers in an Ultimatum Game ». *Science* vol. 318(5847), p. 107-109.

**Jeong, J., Franchett, E. E., Ramos de Oliveira, C. V., Rehmani, K. et Yousafzai, A. K. (2021).** « Parenting

Interventions to Promote Early Child Development in the First Three Years of Life: A Global Systematic Review and Meta-Analysis ». *PLoS Medicine* vol. 18(5), e1003602.

**Jiang, S., Bottazzi, M. E., Du, L., Lustigman, S., Tseng, C.-T. K., Curti, E., Jones, K., Zhan, B. et Hotez, P. J. (2012).** « Roadmap to Developing a Recombinant Coronavirus S Protein Receptor-Binding Domain Vaccine for Severe Acute Respiratory Syndrome ». *Expert Review of Vaccines* vol. 11(12), p. 1405-1413.

**Johns Hopkins University. (2023).** « Covid-19 Dashboard ». <https://gisanddata.maps.arcgis.com/apps/dashboards/bda7594740fd40299423467b48e9ecf6>. Consulté le 9 février 2024.

**Johnson, K. (2019).** « A Year of Global Protest ». *Foreign Policy*, 23 décembre.

**Jones, B. et Malcorra, S. (2020).** *Competing for Order: Confronting the Long Crisis of Multilateralism*. Washington : The Brookings Institution.

**Jones, C. I. (1995).** « R&D-Based Models of Economic Growth ». *Journal of Political Economy* vol. 103(4), p. 759-784.

**Jones, C. I. (2019).** « Paul Romer: Ideas, Nonrivalry, and Endogenous Growth ». *The Scandinavian Journal of Economics* vol. 121(3), p. 859-883.

**Jones, C. I. (2020).** « The End of Economic Growth? Unintended Consequences of a Declining Population ». Document de travail n° 26651 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.

**Jones, C. I. (2022).** « The Past and Future of Economic Growth: A Semi-Endogenous Perspective ». *Annual Review of Economics* vol. 14(1), p. 125-152.

**Jones, C. I. (2023).** « Recipes and Economic Growth: A Combinatorial March Down an Exponential Tail ». *Journal of Political Economy* vol. 131(8), p. 1994-2031.

**Jones, R. (2019).** « Climate Change and Indigenous Health Promotion ». *Global Health Promotion* vol. 26(3\_ suppl), p. 73-81.

**Jordà, Ò. et Taylor, A. M. (2016).** « The Time for Austerity: Estimating the Average Treatment Effect of Fiscal Policy ». *The Economic Journal* vol. 126(590), p. 219-255.

**Jordan, J. J. et Kteily, N. S. (2023).** « How Reputation Does (and Does Not) Drive People to Punish without Looking ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(28), e2302475120.

**Jørgensen, F. J. et Osmundsen, M. (2022).** « Correcting Citizens' Misperceptions About Non-Western Immigrants: Corrective Information, Interpretations, and Policy Opinions ». *Journal of Experimental Political Science* vol. 9(1), p. 64-73.

**Joshi, A., Prichard, W. et Heady, C. (2014).** « Taxing the Informal Economy: The Current State of Knowledge and Agendas for Future Research ». *The Journal of Development Studies* vol. 50(10), p. 1325-1347.

**Just, J. T., Baldassarri, D. S. et Druckman, J. N. (2022).** « Cognitive-Motivational Mechanisms of Political Polarization in Social-Communicative Contexts ». *Nature Reviews Psychology* vol. 1(10), p. 560-576.

**Just, J. T., Stern, C., Rule, N. O. et Sterling, J. (2017).** « The Politics of Fear: Is There an Ideological Asymmetry

in Existential Motivation? ». *Social Cognition* vol. 35(4), p. 324-353.

**Judge, M., Fernando, J. W. et Begeny, C. T. (2022).** « Dietary Behaviour as a Form of Collective Action: A Social Identity Model of Vegan Activism ». *Appetite* vol. 168, 105730.

**Judge, M., Kashima, Y., Steg, L. et Dietz, T. (2023).** « Environmental Decision-Making in Times of Polarization ». *Annual Review of Environment and Resources* vol. 48(1), p. 477-503.

**Kaaronen, R. O., Mulder, M. B. et Waring, T. (2023).** « Applying Cultural Evolution to Address Climate and Environmental Challenges ». *The Oxford Handbook of Cultural Evolution* (édition en ligne). Oxford Academic. Consulté le 12 février 2024.

**Kaasa, A. et Andriani, L. (2022).** « Determinants of Institutional Trust: The Role of Cultural Context ». *Journal of Institutional Economics* vol. 18(1), p. 45-65.

**Kaczorowski, J. et Del Grande, C. (2021).** « Beyond the Tip of the Iceberg: Direct and Indirect Effects of Covid-19 ». *The Lancet Digital Health* vol. 3(4), e205-e206.

**Kahn, M. E. et Matsusaka, J. G. (1997).** « Demand for Environmental Goods: Evidence from Voting Patterns on California Initiatives ». *The Journal of Law and Economics* vol. 40(1), p. 137-174.

**Kahneman, D. et Tversky, A. (1979).** « Prospect Theory: An Analysis of Decision under Risk ». *Econometrica* vol. 47(2), p. 263-291.

**Kalkowska, D. A., Voorman, A., Pallansch, M. A., Wassilak, S. G. F., Cochi, S. L., Badizadegan, K. et Thompson, K. M. (2023).** « The Impact of Disruptions Caused by the Covid-19 Pandemic on Global Polio Eradication ». *Vaccine* vol. 41, A12-A18.

**Kamin, S. B., Arteta, C. et Ruch, F. U. (2023).** « Financial Spillovers of Rising US Interest Rates ». Dans *Global Economic Prospects, juin 2023*. Washington : Banque mondiale.

**Kanbur, S. R., Sandler, T. et Morrison, K. M. (1999).** *The Future of Development Assistance: Common Pools and International Public Goods*. Washington : Overseas Development Council.

**Kanem, N., Murray, C. J. et Horton, R. (2023).** « The Lancet Commission on 21<sup>st</sup>-Century Global Health Threats ». *The Lancet* vol. 401(10370), p. 10-11.

**Kanngiesser, P., Schäfer, M., Herrmann, E., Zeidler, H., Haun, D. et Tomasello, M. (2022).** « Children across Societies Enforce Conventional Norms but in Culturally Variable Ways ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(1), e2112521118.

**Karabarounis, L. (2023).** « Perspectives on the Labor Share ». Document de travail n° 31854 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.

**Karabarounis, L. et Neiman, B. (2013).** « The Global Decline of the Labor Share ». *The Quarterly Journal of Economics* vol. 129(1), p. 61-103.

**Karlsson, M., Alfredsson, E. et Westling, N. (2020).** « Climate Policy Co-Benefits: A Review ». *Climate Policy* vol. 20(3), p. 292-316.

**Katzenstein, P. J., Keohane, R. O. et Krasner, S. D. (1998).** « International Organization and the Study of

- World Politics ». *International Organization* vol. 52(4), p. 645-685.
- Kaul, I. et Conceição, P. (2006a).** *The New Public Finance: Responding to Global Challenges*. New York : Oxford University Press.
- Kaul, I. et Conceição, P. (2006b).** « Why Revisit Public Finance Today ». Dans Kaul, I., Conceição, P. (éd.), *The New Public Finance: Responding to Global Challenges*. New York : Oxford University Press.
- Kaul, I., Conceição, P., Le Goulven, K. et Mendoza, R. U. (2003).** *Providing Global Public Goods: Managing Globalization*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Kaul, I., Grunberg, I. et Stern, M. (1999).** *Global Public Goods: International Cooperation in the 21<sup>st</sup> Century*. New York : Oxford University Press.
- Kausel, E. E. et Connolly, T. (2014).** « Do People Have Accurate Beliefs About the Behavioral Consequences of Incidental Emotions? Evidence from Trust Games ». *Journal of Economic Psychology* vol. 42, p. 96-111.
- Kavлак, G., McNeerney, J. et Trancik, J. E. (2018).** « Evaluating the Causes of Cost Reduction in Photovoltaic Modules ». *Energy Policy* vol. 123, p. 700-710.
- Kawachi, I. et Berkman, L. F. (2001).** « Social Ties and Mental Health ». *Journal of Urban Health* vol. 78, p. 458-467.
- Kawachi, I. et Kennedy, B. P. (1997).** « Socioeconomic Determinants of Health: Health and Social Cohesion: Why Care About Income Inequality? ». *BMJ* vol. 314(7086), p. 1037.
- Kawachi, I., Kennedy, B., Lochner, K. et Prothrow-Stith, D. (1997).** « Social Capital, Income Inequality, and Mortality ». *American Journal of Public Health* vol. 87(9), p. 1491-1498.
- Kawakatsu, M., Lelkes, Y., Levin, S. A. et Tarnita, C. E. (2021).** « Interindividual Cooperation Mediated by Partisanship Complicates Madison's Cure for 'Mischief of Faction' ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 118(50), e2102148118.
- Keen, S., Lenton, T. M., Garrett, T. J., Rae, J. W. B., Hanley, B. P. et Grasselli, M. (2022).** « Estimates of Economic and Environmental Damages from Tipping Points Cannot Be Reconciled with the Scientific Literature ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(21), e2117308119.
- Kelley, J. G. et Simmons, B. A. (2015).** « Politics by Number: Indicators as Social Pressure in International Relations ». *American Journal of Political Science* vol. 59(1), p. 55-70.
- Kemp, L., Xu, C., Depledge, J., Ebi, K. L., Gibbins, G., Kohler, T. A., Rockström, J., et al. (2022a).** « Climate Endgame: Exploring Catastrophic Climate Change Scenarios ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(34), e2108146119.
- Kemp, L., Xu, C., Depledge, J., Ebi, K. L., Gibbins, G., Kohler, T. A., Rockström, J., et al. (2022b).** « Reply to Burgess Et Al: Catastrophic Climate Risks Are Neglected, Plausible, and Safe to Study ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(42), e2214884119.
- Kendal, R. L., Boogert, N. J., Rendell, L., Laland, K. N., Webster, M. et Jones, P. L. (2018).** « Social Learning Strategies: Bridge-Building between Fields ». *Trends in Cognitive Sciences* vol. 22(7), p. 651-665.
- Kendall, R. (2022).** « Decomposing Coordination Failure in Stag Hunt Games ». *Experimental Economics* vol. 25(4), p. 1109-1145.
- Keohane, R. O. (1982).** « The Demand for International Regimes ». *International Organization* vol. 36(2), p. 325-355.
- Keohane, R. O. (1984).** *After Hegemony*. Princeton, États-Unis : Princeton University Press.
- Keohane, R. O. (2020).** « Understanding Multilateral Institutions in Easy and Hard Times ». *Annual Review of Political Science* vol. 23(1), p. 1-18.
- Keohane, R. O. et Victor, D. G. (2016).** « Cooperation and Discord in Global Climate Policy ». *Nature Climate Change* vol. 6(6), p. 570-575.
- Kertzer, J. D., Powers, K. E., Rathbun, B. C. et Iyer, R. (2014).** « Moral Support: How Moral Values Shape Foreign Policy Attitudes ». *The Journal of Politics* vol. 76(3), p. 825-840.
- Keynejad, R. C. (2023).** « Domestic Violence and Mental Health During Covid-19 ». *Progress in Neurology and Psychiatry* vol. 27(1), p. 50-55.
- Keys, P. W., Galaz, V., Dyer, M., Matthews, N., Folke, C., Nyström, M. et Cornell, S. E. (2019a).** « Anthropocene Risk ». *Nature Sustainability* vol. 2(8), p. 667-673.
- Keys, P. W., Porkka, M., Wang-Erlandsson, L., Fetzer, I., Gleeson, T. et Gordon, L. J. (2019b).** « Invisible Water Security: Moisture Recycling and Water Resilience ». *Water Security* vol. 8, 100046.
- Keys, P. W., van der Ent, R. J., Gordon, L. J., Hoff, H., Nikoli, R. et Savenije, H. H. G. (2012).** « Analyzing Precipitation Sheds to Understand the Vulnerability of Rainfall Dependent Regions ». *Biogeosciences* vol. 9(2), p. 733-746.
- Keys, P. W., Wang-Erlandsson, L., Gordon, L. J., Galaz, V. et Ebbesson, J. (2017).** « Approaching Moisture Recycling Governance ». *Global Environmental Change* vol. 45, p. 15-23.
- Kharpal, A. (2023).** « Global Smartphone Market to Hit Decade Low in 2023 but Apple Could Take Top Spot, Research Shows ». <https://www.cnbc.com/2023/08/17/global-smartphone-market-to-hit-decade-low-apple-could-take-top-spot.html>. Consulté le 5 septembre 2023.
- Kifle, M. E., Aychiluhm, S. B. et Anbesu, E. W. (2024).** « Global Prevalence of Intimate Partner Violence during the COVID-19 Pandemic among Women: Systematic Review and Meta-Analysis ». *BMC Women's Health* vol. 24(1), p. 1-14.
- Kim, J. H., Hotez, P., Batista, C., Ergonul, O., Figueroa, J. P., Gilbert, S., Gursel, M., et al. (2021).** « Operation Warp Speed: Implications for Global Vaccine Security ». *The Lancet Global Health* vol. 9(7), e1017-e1021.
- Kim, K., Askin, N. et Evans, J. A. (2024).** « Disrupted Routines Anticipate Musical Exploration ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 121(6), e2306549121.
- Kim, N. et Conceição, P. (2010).** « The Economic Crisis, Violent Conflict, and Human Development ». *International Journal of Peace Studies* vol. 15(1), p. 29-43.
- Kindleberger, C. P. (1986).** « International Public Goods without International Government ». *The American Economic Review* vol. 76(1), p. 1-13.
- King, K. (2006).** « Compensating Countries for the Provision of Global Public Services ». Dans Kaul, I., Conceição, P. (éd.), *The New Public Finance: Responding to Global Challenges*, New York : Oxford University Press.
- Kingzette, J., Druckman, J. N., Klar, S., Krupnikov, Y., Levendusky, M. et Ryan, J. B. (2021).** « How Affective Polarization Undermines Support for Democratic Norms ». *Public Opinion Quarterly* vol. 85(2), p. 663-677.
- Kinnunen, P., Guillaume, J. H. A., Taka, M., D'Odorico, P., Siebert, S., Puma, M. J., Jalava, M. et Kumm, M. (2020).** « Local Food Crop Production Can Fulfill Demand for Less Than One-Third of the Population ». *Nature Food* vol. 1(4), p. 229-237.
- Kinnvall, C. et Kisić Merino, P. (2023).** « Deglobalization and the Political Psychology of White Supremacy ». *Theory & Psychology* vol. 33(2), p. 227-248.
- Kirchler, E., Hoelzl, E. et Wahl, I. (2008).** « Enforced Versus Voluntary Tax Compliance: The "Slippery Slope" Framework ». *Journal of Economic Psychology* vol. 29(2), p. 210-225.
- Kirshner, J. (2022).** *An Unwritten Future: Realism and Uncertainty in World Politics*. Princeton, États-Unis : Princeton University Press.
- Kiszewski, A. E., Cleary, E. G., Jackson, M. J. et Ledley, F. D. (2021).** « NIH Funding for Vaccine Readiness before the Covid-19 Pandemic ». *Vaccine* vol. 39(17), p. 2458-2466.
- Kleven, H. J., Knudsen, M. B., Kreiner, C. T., Pedersen, S. et Saez, E. (2011).** « Unwilling or Unable to Cheat? Evidence from a Tax Audit Experiment in Denmark ». *Econometrica* vol. 79(3), p. 651-692.
- Klinenberg, E., Araos, M. et Koslov, L. (2020).** « Sociology and the Climate Crisis ». *Annual Review of Sociology* vol. 46, p. 649-669.
- Knopf, D. A. et Alpert, P. A. (2023).** « Atmospheric Ice Nucleation ». *Nature Reviews Physics* vol. 5(4), p. 203-217.
- Knuth, D. E. (1972).** « Ancient Babylonian Algorithms ». *Communications of the Association for Computing Machinery* vol. 15(7), p. 671-677.
- Köbis, N., Jackson, D. et Carter, D. I. (2020).** « Recent Approaches to the Study of Social Norms and Corruption ». Dans Mungiu-Pippidi, A. et Heywood, P. M., (éd.), *A Research Agenda for Studies of Corruption*. Edward Elgar.
- Koczan, Z., Peri, G., Pinat, M. et Rozhkov, D. (2021).** « The Impact of International Migration on Inclusive Growth: A Review ». Document de travail 2021/088 du FMI, Fonds monétaire international, Washington.
- Kogler, C. et Kirchler, E. (2020).** « Taxpayers' Subjective Concepts of Taxes, Tax Evasion, and Tax Avoidance ». Dans Van Bredereode, R. F., (éd.) *Ethics and Taxation*. Singapour : Springer Singapour.
- Kogler, C., Muehlabacher, S. et Kirchler, E. (2015).** « Testing the 'Slippery Slope Framework' among Self-Employed Taxpayers ». *Economics of Governance* vol. 16(2), p. 125-142.

- Koliev, F., Page, D. et Tallberg, J. (2022).** « The Domestic Impact of International Shaming: Evidence from Climate Change and Human Rights ». *Public Opinion Quarterly* vol. 86(3), p. 748-761.
- Komatsu, H., Rappleye, J. et Silova, I. (2022).** « Social Mindfulness for Global Environmental Sustainability? ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(4), e2118710118.
- Korbmacher, M., Azevedo, F., Pennington, C. R., Hartmann, H., Pownall, M., Schmidt, K., Elsherif, M., et al. (2023).** « The Replication Crisis Has Led to Positive Structural, Procedural, and Community Changes ». *Communications Psychology* vol. 1(1), p. 3.
- Korn, L., Böhm, R., Meier, N. W. et Betsch, C. (2020).** « Vaccination as a Social Contract ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 117(26), p. 14890-14899.
- Kosfeld, M. et Rustagi, D. (2015).** « Leader Punishment and Cooperation in Groups: Experimental Field Evidence from Commons Management in Ethiopia ». *American Economic Review* vol. 105(2), p. 747-783.
- Kosse, F., Deckers, T., Pinger, P., Schildberg-Hörisch, H. et Falk, A. (2020).** « The Formation of Prosociality: Causal Evidence on the Role of Social Environment ». *Journal of Political Economy* vol. 128(2), p. 434-467.
- Kotchen, M. J., Rising, J. A. et Wagner, G. (2023).** « The Costs of 'Costless' Climate Mitigation ». *Science* vol. 382(6674), 1001-1003.
- Kotzé, L. (2019).** « A Global Environmental Constitution for the Anthropocene? ». *Transnational Environmental Law* vol. 8(1), p. 11-33.
- Kotzé, L. J. et Kim, R. E. (2022).** « Towards Planetary Nexus Governance in the Anthropocene: An Earth System Law Perspective ». *Global Policy* vol. 13(S3), p. 86-97.
- Kouamé, W. A. K. (2021).** « Trust to Pay? Tax Morale and Trust in Africa ». *The Journal of Development Studies* vol. 57(7), p. 1086-1105.
- Kraft-Todd, G. T., Bollinger, B., Gillingham, K., Lamp, S. et Rand, D. G. (2018).** « Credibility-Enhancing Displays Promote the Provision of Non-Normative Public Goods ». *Nature* vol. 563(7730), p. 245-248.
- Krange, O., Kaltenborn, B. P. et Hultman, M. (2021).** « 'Don't Confuse Me with Facts'—How Right Wing Populism Affects Trust in Agencies Advocating Anthropogenic Climate Change as a Reality ». *Humanities and Social Sciences Communications* vol. 8(1), p. 255.
- Kranton, R., Pease, M., Sanders, S. et Huettel, S. (2020).** « Deconstructing Bias in Social Preferences Reveals Groupy and Not-Groupy Behavior ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 117(35), p. 21185-21193.
- Krasner, S. D. (1991).** « Global Communications and National Power: Life on the Pareto Frontier ». *World Politics* vol. 43(3), p. 336-366.
- Krasner, S. D. (1999).** *Sovereignty: Organized Hypocrisy*. Princeton, États-Unis : Princeton University Press.
- Krause, J., Krause, W. et Bränfors, P. (2018).** « Women's Participation in Peace Negotiations and the Durability of Peace ». *International Interactions* vol. 44(6), p. 985-1016.
- Kremer, M. (2006).** « Global Public Goods in Communicable Disease Control ». Document commandé par le Secrétariat du Groupe de travail international sur les biens publics mondiaux, Stockholm.
- Kremer, M. et Leino, J. (2004).** « Regional Public Goods and Health in Latin America ». Dans Esteveadoral, A., Frantz, B. et Nguyen, T.R. (éd.), *Regional Public Goods: From Theory to Practice*. Washington : Banque interaméricaine de développement et Banque asiatique de développement.
- Kremer, M., Levin, J. et Snyder, C. M. (2020).** « Advance Market Commitments: Insights from Theory and Experience ». *AEA Papers and Proceedings* vol. 110, p. 269-273.
- Kremer, M., Rao, G. et Schilbach, F. (2019).** « Behavioral Development Economics ». Dans Bernheim, B. D., Dellavigna, S. et Laibson, D., (éd.), *Handbook of Behavioral Economics: Applications and Foundations 1*. Hollande-Septentrionale.
- Kreps, S. E. et Kriner, D. L. (2020).** « Model Uncertainty, Political Contestation, and Public Trust in Science: Evidence from the Covid-19 Pandemic ». *Science Advances* vol. 6(43), eabd4563.
- Krishnarajan, S. (2023).** « Rationalizing Democracy: The Perceptual Bias and (Un)Democratic Behavior ». *American Political Science Review* vol. 117(2), p. 474-496.
- Kugler, T., Kausel, E. E. et Kocher, M. G. (2012).** « Are Groups More Rational Than Individuals? A Review of Interactive Decision Making in Groups ». *WIREs Cognitive Science* vol. 3(4), p. 471-482.
- Kumar, A., Blum, J., Le, T. T., Havelange, N., Magini, D. et Yoon, I.-K. (2022).** « The mRNA Vaccine Development Landscape for Infectious Diseases ». *National Reviews Drug Discovery* vol. 21(5), p. 333-334.
- Kuran, T. (1997).** *Private Truths, Public Lies: The Social Consequences of Preference Falsification*. Cambridge, États-Unis : Harvard University Press.
- Kurlantzick, J. (2022).** *The Revival of Military Rule in South and Southeast Asia: Dangers to the Region's Democratic Future*. Washington : Council on Foreign Relations
- Kvam, P. D., Alaukik, A., Mims, C. E., Martemyanova, A. et Baldwin, M. (2022).** « Rational Inference Strategies and the Genesis of Polarization and Extremism ». *Scientific Reports* vol. 12(1), p. 7344.
- Kyle, M. K., Ridley, D. B. et Zhang, S. (2017).** « Strategic Interaction among Governments in the Provision of a Global Public Good ». *Journal of Public Economics* vol. 156, p. 185-199.
- Laboratoire d'action contre la pauvreté Abdul Latif Jameel (2020).** « Enhancing Women's Agency: Cross-Cutting Lessons from Experimental and Quasi-Experimental Studies in Low- and Middle-Income Countries: Evidence Review ». Laboratoire d'action contre la pauvreté Abdul Latif Jameel, Cambridge, États-Unis.
- La Ferrara, E. (2019).** « Presidential Address: Aspirations, Social Norms, and Development ». *Journal of the European Economic Association* vol. 17(6), p. 1687-1722.
- Lacroix, K., Carman, J. P., Goldberg, M. H., Gustafson, A., Rosenthal, S. A. et Leiserowitz, A. (2022).** « Does Personal Climate Change Mitigation Behavior Influence Collective Behavior? Experimental Evidence of No Spillover in the United States ». *Energy Research & Social Science* vol. 94, 102875.
- Lake, M. et Reynolds, H. (2008).** *Drawing the Global Colour Line: White Men's Countries and the Question of Racial Equality*. Melbourne, Australie : Melbourne University Publishing.
- Laland, K. N. (2017).** *Darwin's Unfinished Symphony: How Culture Made the Human Mind*. Princeton, États-Unis : Princeton University Press.
- Lalani, H. S., Nagar, S., Sarpatwari, A., Barenie, R. E., Avorn, J., Rome, B. N. et Kesselheim, A. S. (2023).** « US Public Investment in Development of mRNA Covid-19 Vaccines: Retrospective Cohort Study ». *BMJ* vol. 380, e073747.
- Lamont, M. (2019).** « From 'Having' to 'Being': Self-Worth and the Current Crisis of American Society ». *The British Journal of Sociology* vol. 70(3), p. 660-707.
- Lamont, M. (2023).** *Seeing Others: How Recognition Works and How It Can Heal a Divided World*. New York : Simon&Schuster.
- Lamont, M., Adler, L., Park, B. Y. et Xiang, X. (2017).** « Bridging Cultural Sociology and Cognitive Psychology in Three Contemporary Research Programmes ». *Nature Human Behaviour* vol. 1(12), p. 866-872.
- Lampert, A., Sulitzeanu-Kenan, R., Vanhuysse, P. et Tepe, M. (2022).** « A Game Theoretic Approach Identifies Conditions That Foster Vaccine-Rich to Vaccine-Poor Country Donation of Surplus Vaccines ». *Communications Medicine* vol. 2(1), p. 107.
- Lane, P. R. et Milesi-Ferretti, G. M. (2018).** « The External Wealth of Nations Revisited: International Financial Integration in the Aftermath of the Global Financial Crisis ». *IMF Economic Review* vol. 66, p. 189-222.
- Lang, M., Purzycki, B. G., Apicella, C. L., Atkinson, Q. D., Bolyanatz, A., Cohen, E., Handley, C., et al. (2019).** « Moralizing Gods, Impartiality and Religious Parochialism across 15 Societies ». *Proceedings of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 286(1898), 20190202.
- Lau, V. I., Dhanoa, S., Cheema, H., Lewis, K., Geeraert, P., Lu, D., Merrick, B., et al. (2022).** « Non-Covid Outcomes Associated with the Coronavirus Disease-2019 (Covid-19) Pandemic Effects Study (COPEs): A Systematic Review and Meta-Analysis ». *PLoS ONE* vol. 17(6), e0269871.
- Lawson, D. W. et Gibson, M. (à paraître).** « Evolutionary Approaches to Population Health: Insights on Polygynous Marriage, 'Child Marriage' and Female Genital Cutting ». Dans Burger, O., Lee, R. et Sear, R., (éd.), *Human Evolutionary Demography*. Open Book Publishers.
- Laxminarayan, R., Reif, J. et Malani, A. (2014).** « Incentives for Reporting Disease Outbreaks ». *PLoS One* vol. 9(3), e90290.
- Lazer, D. M. J., Baum, M. A., Benkler, Y., Berinsky, A. J., Greenhill, K. M., Menczer, F., Metzger, M. J., et al. (2018).** « The Science of Fake News ». *Science* vol. 359(6380), p. 1094-1096.
- Le, T. T., Andreadakis, Z., Kumar, A., Román, R. G., Tollefsen, S., Saville, M. et Mayhew, S. (2020).** « The Covid-19 Vaccine Development Landscape ». *Nature Reviews Drug Discovery* vol. 19(5), p. 305-306. <https://www.nature.com/articles/d41573-020-00073-5>. Consulté le 2 février 2024.

- Leach, M., MacGregor, H., Ripoll, S., Scoones, I. et Wilkinson, A. (2022). « Rethinking Disease Preparedness: Incertitude and the Politics of Knowledge ». *Critical Public Health* vol. 32(1), p. 82-96.
- Leamer, E. E. (1995). « The Heckscher-Ohlin Model in Theory and Practice ». *Princeton Studies in International Economics* 77, Princeton University, Princeton, États-Unis.
- Leary, J. (2006). *Radical Hope: Ethics in the Face of Cultural Devastation*. Cambridge, États-Unis : Harvard University Press.
- Leblang, D. et Peters, M. E. (2022). « Immigration and Globalization (and Deglobalization) ». *Annual Review of Political Science* vol. 25, p. 377-399.
- Lee, J. (2020). « Mental Health Effects of School Closures During Covid-19 ». *The Lancet Child & Adolescent Health* vol. 4(6), p. 421.
- Lee, J. J. et Haupt, J. P. (2021). « Scientific Globalism During a Global Crisis: Research Collaboration and Open Access Publications on Covid-19 ». *Higher Education* vol. 81, p. 949-966.
- Lee, S. E., Greene, S. A., Burns, C. C., Tallis, G., Wassilak, S. G. et Bolu, O. (2023). « Progress toward Poliomyelitis Eradication—Worldwide, January 2021–March 2023 ». *Morbidity and Mortality Weekly Report* vol. 72(19), p. 517.
- Leeks, A., West, S. A. et Ghoul, M. (2021). « The Evolution of Cheating in Viruses ». *Nature Communications* vol. 12(1), p. 6928.
- Lees, J., Colaizzi, G., Goldberg, M. H. et Constantino, S. M. (2023). « Misperceptions of Support for Climate Policy Represent Multiple Phenomena Predicted by Different Factors across Intergroup Boundaries ». OSF Preprints.
- Legros, S. et Cislighi, B. (2020). « Mapping the Social-Norms Literature: An Overview of Reviews ». *Perspectives on Psychological Science* vol. 15(1), p. 62-80.
- Lehman, C., Loberg, S., Wilson, M. et Gorham, E. (2021). « Ecology of the Anthropocene Signals Hope for Consciously Managing the Planetary Ecosystem ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 118(28), e2024150118.
- Leininger, J., Burchi, F., Fiedler, C., Mross, K., Nowack, D., von Schiller, A., Sommer, C., Strupat, C. et Ziaja, S. (2021). « Social Cohesion: A New Definition and a Proposal for Its Measurement in Africa ». Document de synthèse 31/2021, Institut allemand de développement, Bonn, Allemagne.
- Leininger, J., von Schiller, A., Sommer, C., Burchi, F., Fiedler, C., Mross, K., Nowack, D. et Strupat, C. (2023). « IDOS' Concept of Social Cohesion ». <https://www.socialcohesion.info/concepts/concept/idos-social-cohesion-concept>. Consulté le 13 février 2024.
- Leite, T. H. et Ferreira, C. R. (2023). « Cyclicity of Social Indicators: An Analysis of Variance Based on Aggregate Methods for Brazil and Its Regions ». *Observatorio De La Economia Latino American* vol. 21(6), p. 5470-5491.
- Leikes, Y. (2016). « Mass Polarization: Manifestations and Measurements ». *Public Opinion Quarterly* vol. 80(S1), p. 392-410.
- Leikes, Y., Malka, A. et Soto, C. J. (2019). « Are Cultural and Economic Conservatism Positively Correlated? A Large-Scale Cross-National Test ». *British Journal of Political Science* vol. 49(3), p. 1045-1069.
- Lenton, T. M. (2013). « Environmental Tipping Points ». *Annual Review of Environment and Resources* vol. 38(1), p. 1-29.
- Lenton, T. M. et Williams, H. T. P. (2013). « On the Origin of Planetary-Scale Tipping Points ». *Trends in Ecology & Evolution* vol. 28(7), p. 380-382.
- Lenton, T. M., Boulton, C. A. et Scheffer, M. (2022). « Resilience of Countries to Covid-19 Correlated with Trust ». *Scientific Reports* vol. 12(1), p. 75.
- Lenton, T. M., Held, H., Kriegler, E., Hall, J. W., Lucht, W., Rahmstorf, S. et Schellnhuber, H. J. (2008). « Tipping Elements in the Earth's Climate System ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 105(6), p. 1786-1793.
- Lenton, T. M., Xu, C., Abrams, J. F., Ghadiali, A., Loriani, S., Sakschewski, B., Zimm, C., et al. (2023). « Quantifying the Human Cost of Global Warming ». *Nature Sustainability* vol. 6, p. 1237-1247.
- Leong, Y. C., Chen, J., Willer, R. et Zaki, J. (2020). « Conservative and Liberal Attitudes Drive Polarized Neural Responses to Political Content ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 117(44), p. 27731-27739.
- Lergetporer, P., Angerer, S., Glätzle-Rützler, D. et Sutter, M. (2014). « Third-Party Punishment Increases Cooperation in Children through (Misaligned) Expectations and Conditional Cooperation ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 111(19), p. 6916-6921.
- Lerner, J. S. et Keltner, D. (2001). « Fear, Anger, and Risk ». *Journal of Personality and Social Psychology* vol. 81(1), p. 146-159.
- Leßmann, O. (2022). « Collectivity and the Capability Approach: Survey and Discussion ». *Review of Social Economy* vol. 80(4), p. 461-490.
- Levi, M. (1988). *Of Rule and Revenue*. Oakland, États-Unis : University of California Press.
- Levi, M. (1999). « Death and Taxes: Extractive Equality and the Development of Democratic Institutions ». *Democracy's Value*, p. 112-131.
- Levi, M. (2022). « The Power of Beliefs ». *Annual Review of Political Science* vol. 25(1), p. 1-19.
- Levi, M., Sacks, A. et Tyler, T. (2009). « Conceptualizing Legitimacy, Measuring Legitimizing Beliefs ». *American Behavioral Scientist* vol. 53(3), p. 354-375.
- Levin, S. A., Milner, H. V. et Perrings, C. (2021). « The Dynamics of Political Polarization ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 118(50), e2116950118.
- Levin, S. A. et Weber, E. U. (à paraître). « Polarization and the Psychology of Collectives ». *Perspectives on Psychological Science*.
- Levy, N. (2022). *Bad Beliefs: Why They Happen to Good People*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Li, W., Leng, Z., Yi, J. et Zhong, S. (2023). « A Multifaceted Poverty Reduction Program Has Economic and Behavioral Consequences ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(10), e2219078120.
- Li, Y., Hu, J., Ruff, C. C. et Zhou, X. (2022). « Neurocomputational Evidence That Conflicting Prosocial Motives Guide Distributive Justice ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(49), e2209078119.
- Liang, D., Guo, H., Nativi, S., Kulmala, M., Shirazi, Z., Chen, F., Kalonji, G., et al. (2023). « A Future for Digital Public Goods for Monitoring SDG Indicators ». *Scientific Data* vol. 10(1), p. 875.
- Lianos, I., Smichowski, B. C., Lindeboom, J. et Lombardi, C. (2022). « Power in the Food Value Chain: Theory and Metrics ». Dans Ivanov, A., Davis, D. et Lianos, I., (éd.), *Global Food Value Chains and Competition Law*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Libecap, G. D. (2014). « Addressing Global Environmental Externalities: Transaction Costs Considerations ». *Journal of Economic Literature* vol. 52(2), p. 424-479.
- Lieder, F. et Griffiths, T. L. (2020). « Resource-Rational Analysis: Understanding Human Cognition as the Optimal Use of Limited Computational Resources ». *Behavioral and Brain Sciences* vol. 43, e1.
- Lindbeck, A., Nyberg, S. et Weibull, J. W. (1999). « Social Norms and Economic Incentives in the Welfare State ». *The Quarterly Journal of Economics* vol. 114(1), p. 1-35.
- Linos, E. (2023). *Translating Behavioral Economics Evidence into Policy and Practice*. Washington : National Academies of Sciences, Engineering, and Medicine.
- Litovsky, Y., Loewenstein, G., Horn, S. et Olivola, C. Y. (2022). « Loss Aversion, the Endowment Effect, and Gain-Loss Framing Shape Preferences for Noninstrumental Information ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(34), e2202700119.
- Liu, J., Hull, V., Luo, J., Yang, W., Liu, W., Viña, A., Vogt, C., et al. (2015). « Multiple Telecouplings and Their Complex Interrelationships ». *Ecology and Society* vol. 20(3).
- Liu, Y., Li, S., Lin, W., Li, W., Yan, X., Wang, X., Pan, X., Rutledge, R. B. et Ma, Y. (2019). « Oxytocin Modulates Social Value Representations in the Amygdala ». *Nature Neuroscience* vol. 22(4), p. 633-641.
- Lloyd's Register Foundation and Gallup (2022). *World Risk Poll 2021: A Resilient World? Understanding Vulnerability in a Changing Climate*. Londres : Lloyd's Register Foundation. [https://wrpfoundation.org.uk/LRF\\_2021\\_report2-resilience\\_online\\_version.pdf](https://wrpfoundation.org.uk/LRF_2021_report2-resilience_online_version.pdf). Consulté le 1<sup>er</sup> décembre 2023).
- Loomis, E. S. (1968). *The Pythagorean Proposition*. Washington : National Council of Teachers of Mathematics.
- Lowes, S. (2022). « Kinship Structure and the Family: Evidence from the Matrilineal Belt ». Document de travail n° 30509 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.
- Lukaszewski, A. W., Gurven, M., von Rueden, C. R. et Schmitt, D. P. (2017). « What Explains Personality Covariation? A Test of the Socioecological Complexity Hypothesis ». *Social Psychological and Personality Science* vol. 8(8), p. 943-952.
- Lund, S., Manyika, J., Woetzel, J., Barriball, E. et Krishnan, M. (2020). « Risk, Resilience, and Rebalancing in Global Value Chains ». McKinsey Global Institute.

- Luskin, R. C., Sood, G., Fishkin, J. S. et Hahn, K. S. (2022).** « Deliberative Distortions? Homogenization, Polarization, and Domination in Small Group Discussions ». *British Journal of Political Science* vol. 52(3), p. 1205-1225.
- Luttmer, E. F. P. et Singhal, M. (2014).** « Tax Morale ». *Journal of Economic Perspectives* vol. 28(4), p. 149-168.
- Lybbert, T. J. et Wydick, B. (2018).** « Poverty, Aspirations, and the Economics of Hope ». *Economic Development and Cultural Change* vol. 66(4), p. 709-753.
- Mace, G. M., Reyers, B., Alkemade, R., Biggs, R., Chapin, F. S., Cornell, S. E., Diaz, S., et al. (2014).** « Approaches to Defining a Planetary Boundary for Biodiversity ». *Global Environmental Change* vol. 28, p. 289-297.
- MacGregor, H., Leach, M., Akello, G., Sao Babawo, L., Baluku, M., Desclaux, A., Grant, C., et al. (2022).** « Negotiating Intersecting Precarities: Covid-19, Pandemic Preparedness and Response in Africa ». *Medical Anthropology* vol. 41(1), p. 19-33.
- MacKuen, M., Wolak, J., Keele, L. et Marcus, G. E. (2010).** « Civic Engagements: Resolute Partisanship or Reflective Deliberation ». *American Journal of Political Science* vol. 54(2), p. 440-458.
- MacQueen, N. (2014).** *The United Nations since 1945: Peacekeeping and the Cold War*. Londres : Taylor and Francis.
- Malhi, Y. (2017).** « The Concept of the Anthropocene ». *Annual Review of Environment and Resources* vol. 42(1), p. 77-104.
- Malinzi, J., Juma, V. O., Madubueze, C. E., Mwaonaji, J., Nkem, G. N., Mwakilama, E., Mupedza, T. V., et al. (2023).** « Covid-19 Transmission Dynamics and the Impact of Vaccination: Modelling, Analysis and Simulations ». *Royal Society Open Science* vol. 10(7), 221656.
- Mantel, H. (2009).** *Wolf Hall*. New York : Henry Holt et Co.
- Maor, E. (2019).** *The Pythagorean Theorem: A 4,000-Year History*. Princeton, États-Unis : Princeton University Press.
- Margalit, Y. (2012).** « Lost in Globalization: International Economic Integration and the Sources of Popular Discontent ». *International Studies Quarterly* vol. 56(3), p. 484-500.
- Marin, F. R., Zanon, A. J., Monzon, J. P., Andrade, J. F., Silva, E. H. F. M., Richter, G. L., Antolin, L. A. S., et al. (2022).** « Protecting the Amazon Forest and Reducing Global Warming Via Agricultural Intensification ». *Nature Sustainability* vol. 5(12), p. 1018-1026.
- Marion Suseeya, K. R., Elhard, D. K. et Paul, C. J. (2021).** « Toward a Relational Approach in Global Climate Governance: Exploring the Role of Trust ». *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change* vol. 12(4), e712.
- Marquardt, J. (2017).** « Conceptualizing Power in Multi-Level Climate Governance ». *Journal of Cleaner Production* vol. 154, p. 167-175.
- Marshall, M. G., T. Gurr. (2020).** « Polity 5: Political Regime Characteristics and Transitions, 1800-2018 (Dataset Users' Manual) ».
- Martin-Gutierrez, S., Losada, J. C. et Benito, R. M. (2023).** « Multipolar Social Systems: Measuring Polarization Beyond Dichotomous Contexts ». *Chaos, Solitons & Fractals* vol. 169, 113244.
- Martín-López, B., Felipe-Lucia, M. R., Bennett, E. M., Norström, A., Peterson, G., Plieninger, T., Hicks, C. C., et al. (2019).** « A Novel Telecoupling Framework to Assess Social Relations across Spatial Scales for Ecosystem Services Research ». *Journal of Environmental Management* vol. 241, p. 251-263.
- Martiniello, M. (2022).** « Researching Arts, Culture, Migration and Change: A Multi (Trans) Disciplinary Challenge for International Migration Studies ». *Comparative Migration Studies* vol. 10(1), p. 1-11.
- Mason, L. (2015).** « 'I Disrespectfully Agree': The Differential Effects of Partisan Sorting on Social and Issue Polarization ». *American Journal of Political Science* vol. 59(1), p. 128-145.
- Mastroianni, A. M. et Dana, J. (2022).** « Widespread Misperceptions of Long-Term Attitude Change ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(11), e2107260119.
- Matheson, A. W., N., Gray, R., Uia, T., Lindberg, K., Iruzun Lopez, M., Walton, M., Shanthakumar, M., Cumming, J., Firestone, R. et Ellison-Loschmann, L. (2022).** « Community-up System Change for Health and Wellbeing: Healthy Families NZ Summative Evaluation Report 2022 ». Te Whatu Ora—Health New Zealand, Wellington.
- Matheson, A., Watene, K., Vujnovich, G. et Mackey, T. (2020).** « Collective Impact: Shining the Light on Community Post Covid-19 ». *The Spinoff*, 27 août. <https://thespinoff.co.nz/partner/27-08-2020/collective-impact-shining-the-light-on-community-post-covid-19>.
- Matina, S.-G. (2020).** « E.U. Adopts Groundbreaking Stimulus to Fight Coronavirus Recession ». *NY Times*, 20 juillet. <https://www.nytimes.com/2020/07/20/world/europe/eu-stimulus-coronavirus.html>.
- Mattes, R. et Moreno, A. (2018).** « Social and Political Trust in Developing Countries: Sub-Saharan Africa and Latin America ». Dans Uslaner, E. M., (éd.), *The Oxford Handbook of Social and Political Trust*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Maxson Jones, K., Ankeny, R. A. et Cook-Deegan, R. (2018).** « The Bermuda Triangle: The Pragmatics, Policies, and Principles for Data Sharing in the History of the Human Genome Project ». *Journal of the History of Biology* vol. 51(4), p. 693-805.
- Mayer, A. P. et Smith, E. K. (2023).** « Multidimensional Partisanship Shapes Climate Policy Support and Behaviours ». *Nature Climate Change* vol. 13(1), p. 32-39.
- Mažar, N. et Soman, D. (2022).** *Behavioral Science in the Wild*. Toronto : University of Toronto Press.
- Mazrui, A. (2008).** Democracy in Crisis in Postcolonial Africa: In Search of Checks and Balances. *The Role of the Political Opposition for Democracy in Sub-Saharan Africa*. Teleborg Castle, Växjö University, Växjö, Suède.
- McAdams, D., McDade, K. K., Ogbuaji, O., Johnson, M., Dixit, S. et Yamey, G. (2020).** « Incentivising Wealthy Nations to Participate in the Covid-19 Vaccine Global Access Facility (COVAX): A Game Theory Perspective ». *BMJ Global Health* vol. 5(11), e003627.
- McBride, J. et Siripurapu, A. (2022).** « What's Next for the WTO? » *Council on Foreign Relations Backgrounder*, 10 juin. <https://www.cfr.org/backgrounder/whats-next-wto>.
- McCarthy, F. M., Patterson, R. T., Head, M. J., Riddick, N. L., Cumming, B. F., Hamilton, P. B., Pizaric, M. F., et al. (2023).** « The Varved Succession of Crawford Lake, Milton, Ontario, Canada as a Candidate Global Boundary Stratotype Section and Point for the Anthropocene Series ». *The Anthropocene Review* vol. 10(1), p. 146-176.
- McConnell, C., Margalit, Y., Malhotra, N. et Levendusky, M. (2018).** « The Economic Consequences of Partisanship in a Polarized Era ». *American Journal of Political Science* vol. 62(1), p. 5-18.
- McCoy, J. et Somer, M. (2019).** « Toward a Theory of Pernicious Polarization and How It Harms Democracies: Comparative Evidence and Possible Remedies ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* vol. 681(1), p. 234-271.
- McCoy, J., Rahman, T. et Somer, M. (2018).** « Polarization and the Global Crisis of Democracy: Common Patterns, Dynamics, and Pernicious Consequences for Democratic Politics ». *American Behavioral Scientist* vol. 62(1), p. 16-42.
- McEvoy, D. M. et Cherry, T. L. (2016).** « The Prospects for Paris: Behavioral Insights into Unconditional Cooperation on Climate Change ». *Palgrave Communications* vol. 2(1), 16056.
- McIver, L., Woodward, A., Davies, S., Tibwe, T. et Iddings, S. (2014).** « Assessment of the Health Impacts of Climate Change in Kiribati ». *International Journal of Environmental Research and Public Health* vol. 11(5), p. 5224-5240.
- McLeman, R., Wrathall, D., Gilmore, E., Thornton, P., Adams, H. et Gemenne, F. (2021).** « Conceptual Framing to Link Climate Risk Assessments and Climate-Migration Scholarship ». *Climatic Change* vol. 165, p. 1-7.
- McNamara, R. A. et Henrich, J. (2017).** « Kin and Kinship Psychology Both Influence Cooperative Coordination in Yasawa, Fiji ». *Evolution and Human Behavior* vol. 38(2), p. 197-207.
- McNeil Jr., D. G. (2020).** « How Can We Achieve Herd Immunity? Experts Are Quietly Upping the Number ». *The New York Times*, 27 décembre 2020. <https://www.nytimes.com/2020/12/24/health/herd-immunity-covid-coronavirus.html>.
- Meckling, J. et Karplus, V. J. (2023).** « Political Strategies for Climate and Environmental Solutions ». *Nature Sustainability* vol. 6, p. 742-751.
- Meckling, J., Lipsy, P. Y., Finnegan, J. J. et Metz, F. (2022).** « Why Nations Lead or Lag in Energy Transitions ». *Science* vol. 378(6615), p. 31-33.
- Medina, L. F. (2013).** « The Analytical Foundations of Collective Action Theory: A Survey of Some Recent Developments ». *Annual Review of Political Science* vol. 16(1), p. 259-283.
- Medvedev, D., Davenport, D., Talhelm, T. et Li, Y. (2024).** « The Motivating Effect of Monetary over Psychological Incentives Is Stronger in WEIRD Cultures ». *Nature Human Behaviour* vol. 1-15.
- Melin, Thomas (2023).** « War and Conflict Often Lead to High Inflation ». Université de Göteborg, 30 mars. <https://www.gu.se/en/news/>

war-and-conflict-often-lead-to-high-inflation. Consulté le 13 février 2024.

**Melis, A. P. et Raihani, N. J. (2023).** « The Cognitive Challenges of Cooperation in Human and Nonhuman Animals ». *Nature Reviews Psychology*, p. 523-536.

**Mendoza, R. U. (2023).** « Rebalancing Vs Decoupling: China–US Economic Ties and the Global Economy ». *The Diplomat*, 10 février.

**Mengel, F. et Weidenholzer, E. (2022).** « Preferences for Redistribution ». *Journal of Economic Surveys (s/d)*, p. 1-18.

**Mertens, S., Herberz, M., Hahnel, U. J. J. et Brosch, T. (2022a).** « The Effectiveness of Nudging: A Meta-Analysis of Choice Architecture Interventions across Behavioral Domains ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(1), e2107346118.

**Mertens, S., Herberz, M., Hahnel, U. J. J. et Brosch, T. (2022b).** « Reply to Maier et al., Szaszi et al., and Bakdash and Marusch: The Present and Future of Choice Architecture Research ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(31), 2202928119.

**Merz, J. J., Barnard, P., Rees, W. E., Smith, D., Maroni, M., Rhodes, C. J., Dederer, J. H., et al. (2023).** « World Scientists' Warning: The Behavioural Crisis Driving Ecological Overshoot ». *Science Progress* vol. 106(3), 00368504231201372.

**Mesoudi, A., Chang, L., Dall, S. R. X. et Thornton, A. (2016).** « The Evolution of Individual and Cultural Variation in Social Learning ». *Trends in Ecology & Evolution* vol. 31(3), p. 215-225.

**Metcalf, G. E. et Stock, J. H. (2020).** « The Macroeconomic Impact of Europe's Carbon Taxes ». Document de travail n° 27488 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.

**Meyer, J. W. (2010).** « World Society, Institutional Theories, and the Actor ». *Annual Review of Sociology* vol. 36(1), p. 1-20.

**Mian, A., Sufi, A. et Trebbi, F. (2014).** « Resolving Debt Overhang: Political Constraints in the Aftermath of Financial Crises ». *American Economic Journal: Macroeconomics* vol. 6(2), p. 1-28.

**Micah, A. E., Bhangdia, K., Cogswell, I. E., Lasher, D., Lidral-Porter, B., Maddison, E. R., Nguyen, T. N., et al. (2023).** « Global Investments in Pandemic Preparedness and Covid-19: Development Assistance and Domestic Spending on Health between 1990 and 2026 ». *The Lancet Global Health* vol. 11(3), e385-e413.

**Michaelsen, M. (2020).** « The Digital Transnational Repression Toolkit, and Its Silencing Effects: Special Report 2020 Perspectives on 'Everyday' Transnational Repression in an Age of Globalization ». Washington : Freedom House

**Micheletti, A. J. C., Brandl, E. et Mace, R. (2022).** « What Is Cultural Evolution Anyway? » *Behavioral Ecology* vol. 33(4), p. 667-669.

**Mildenberger, M. et Tingley, D. (2019).** « Beliefs About Climate Beliefs: The Importance of Second-Order Opinions for Climate Politics ». *British Journal of Political Science* vol. 49(4), p. 1279-1307.

**Milkman, K. L., Patel, M. S., Gandhi, L., Graci, H. N., Gromet, D. M., Ho, H., Kay, J. S., et al. (2021).**

« A Megastudy of Text-Based Nudges Encouraging Patients to Get Vaccinated at an Upcoming Doctor's Appointment ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 118(20), e201165118.

**Miller, D. T. et McFarland, C. (1987).** « Pluralistic Ignorance: When Similarity Is Interpreted as Dissimilarity ». *Journal of Personality and Social Psychology* vol. 53(2), p. 298.

**Miller, S. (2020).** « Generic Drugs: A Treatment for High-Cost Health Care ». *Missouri Medicine* vol. 117(1), p. 12-13.

**Mitchell, R. B. (1994).** « Regime Design Matters: Intentional Oil Pollution and Treaty Compliance ». *International Organization* vol. 48(3), p. 425-458.

**Mitchell, R. B., Andonova, L. B., Axelrod, M., Balsiger, J., Bernauer, T., Green, J. F., Hollway, J., Kim, R. E. et Morin, J.-F. (2020).** « What We Know (and Could Know) About International Environmental Agreements ». *Global Environmental Politics* vol. 20(1), p. 103-121.

**Mlaba, K., Banjo, F. et Lowery, T. (2023).** « Shocking Photos of Extreme Weather around the World in 2023 So Far ». <https://www.globalcitizen.org/en/content/photos-extreme-weather-events-2023-climate-change>.

**Mokyr, J. (2013).** « Cultural Entrepreneurs and the Origins of Modern Economic Growth ». *Scandinavian Economic History Review* vol. 61(1), p. 1-33.

**Mokyr, J. (2016).** « A Culture of Growth ». *A Culture of Growth*. Princeton, États-Unis : Princeton University Press.

**Molina, G. G. et Jensen, L. (2023).** « Building Blocks out of the Crisis: The UN's SDG Stimulus Plan ». Note du Réseau mondial pour les politiques du PNUD, Programme des Nations Unies pour le développement, New York.

**Molina, G., Ortiz, E., Reyes, A. et Garcia, P. (2014).** « Human Development Outliers: Progress That Is Resilient to Shocks ». Document de recherche sur le développement humain, Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau du Rapport sur le développement humain, New York.

**Mondiwa, P., Roberts, S. et Ponte, S. (2021).** « Competition and Power in Global Value Chains ». *Competition & Change* vol. 25(3-4), p. 328-349.

**Monterrosa, E. C., Frongillo, E. A., Drownowski, A., de Pee, S. et Vandevijvere, S. (2020).** « Sociocultural Influences on Food Choices and Implications for Sustainable Healthy Diets ». *Food and Nutrition Bulletin* vol. 41(2\_suppl), 59S-73S.

**Moon, S., Alonso Ruiz, A. et Vieira, M. (2021).** « Averting Future Vaccine Injustice ». *New England Journal of Medicine* vol. 385(3), p. 193-196.

**Moon, S., Jambert, E., Childs, M. et von Schoen-Angerer, T. (2011).** « A Win-Win Solution? A Critical Analysis of Tiered Pricing to Improve Access to Medicines in Developing Countries ». *Globalization and Health* vol. 7(1), p. 39.

**Moore, M. (2023).** « Tax Obsessions: Taxpayer Registration and the 'Informal Sector' in Sub-Saharan Africa ». *Development Policy Review* vol. 41(1), e12649.

**Moore-Berg, S. L., Parelman, J. M., Lelkes, Y. et Falk, E. B. (2020).** « Neural Polarization and Routes to Depolarization ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 117(46), p. 28552-28554.

**Moravcsik, A. (1997).** « Taking Preferences Seriously: A Liberal Theory of International Politics ». *International Organization* vol. 51(4), p. 513-553.

**Morehouse, K. N., Maddox, K. et Banaji, M. R. (2023).** « All Human Social Groups Are Human, but Some Are More Human Than Others: A Comprehensive Investigation of the Implicit Association of 'Human' to US Racial/Ethnic Groups ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(22), e2300995120.

**Morens, D. M., Folkers, G. K. et Fauci, A. S. (2022).** « The Concept of Classical Herd Immunity May Not Apply to Covid-19 ». *The Journal of Infectious Diseases* vol. 226(2), p. 195-198.

**Morin, O., Jacquet, P. O., Vaesen, K. et Acerbi, A. (2021).** « Social Information Use and Social Information Waste ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 376(1828), 20200052.

**Moscona, J., Nunn, N. et Robinson, J. A. (2017).** « Keeping It in the Family: Lineage Organization and the Scope of Trust in Sub-Saharan Africa ». *American Economic Review* vol. 107(5), p. 565-571.

**Moscona, J., Nunn, N. et Robinson, J. A. (2020).** « Segmentary Lineage Organization and Conflict in Sub-Saharan Africa ». *Econometrica* vol. 88(5), p. 1999-2036.

**Moya, C. (2016).** « Mechanisms of Collective Action in Transitioning Economies: A Case Study from the Peruvian Altiplano ». *American Journal of Physical Anthropology* vol. 2016, p. 235-235.

**Moyer, J. D., Bohl, D., Hanna, T., Mapes, B. R. et Rafa, M. (2019).** « Assessing the Impact of War on Development in Yemen ». Sana'a : Programme des Nations Unies pour le développement.

**Msemburi, W., Karlinsky, A., Knutson, V., Aleshin-Guendel, S., Chatterji, S. et Wakefield, J. (2023).** « The WHO Estimates of Excess Mortality Associated with the Covid-19 Pandemic ». *Nature* vol. 613(7942), p. 130-137.

**Murdoch, J. C., Sandler, T. et Sargent, K. (1997).** « A Tale of Two Collectives: Sulphur Versus Nitrogen Oxides Emission Reduction in Europe ». *Economica* vol. 64(254), p. 281-301.

**Murdock, E. G. (2018).** « Storied with Land: 'Transitional Justice' on Indigenous Lands ». *Journal of Global Ethics* vol. 14(2), p. 232-239.

**Muriuki, J., Hudson, D., Fuad, S., March, R. J. et Lacombe, D. J. (2023).** « Spillover Effect of Violent Conflicts on Food Insecurity in Sub-Saharan Africa ». *Food Policy* vol. 115, 102417.

**Muthukrishna, M. et Henrich, J. (2019).** « A Problem in Theory ». *Nature Human Behaviour* vol. 3(3), p. 221-229.

**Muthukrishna, M. et Schaller, M. (2020).** « Are Collectivistic Cultures More Prone to Rapid Transformation? Computational Models of Cross-Cultural Differences, Social Network Structure, Dynamic Social Influence, and Cultural Change ». *Personality and Social Psychology Review* vol. 24(2), p. 103-120.

**Mutz, D. C. (2018).** « Status Threat, Not Economic Hardship, Explains the 2016 Presidential Vote ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 115(19), E4330–E4339.

**Myers, N. (1992).** *The Primary Source: Tropical Forests & Our Future*. New York : WW Norton & Company, Inc.

- Naoi, M. (2020).** « Survey Experiments in International Political Economy: What We (Don't) Know About the Backlash against Globalization ». *Annual Review of Political Science* vol. 23(1), p. 333-356.
- Narula, R. et Pineli, A. (2019).** « Improving the Developmental Impact of Multinational Enterprises: Policy and Research Challenges ». *Journal of Industrial and Business Economics* vol. 46, p. 1-24.
- NASA (Administration américaine de l'aéronautique et de l'espace), Observatoire de la Terre (2023).** « Tracking Canada's Extreme 2023 Fire Season ». Observatoire de la Terre de la NASA, 24 octobre. <https://earthobservatory.nasa.gov/images/151985/tracking-canadas-extreme-2023-fire-season>.
- NASA (Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace des États-Unis) (2023).** « NASA Announces Summer 2023 Hottest on Record ». Communiqué de presse, 14 septembre. <https://www.nasa.gov/press-release/nasa-announces-summer-2023-hottest-on-record>.
- National Academy of Medicine (2022).** *Transforming Human Health: Celebrating 50 Years of Discovery and Progress*. Washington : The National Academies Press.
- Negev, M., Zea-Reyes, L., Caputo, L., Weinmayr, G., Potter, C. et Nazelle, A. d. (2022).** « Barriers and Enablers for Integrating Public Health Co-benefits in Urban Climate Policy ». *Annual Review of Public Health* vol. 43(1), p. 255-270.
- Neill, R., Neel, A. H., Cardona, C., Bishai, D., Gupta, S., Mohan, D., Jain, N., Basu, S. et Closser, S. (2023).** « Everyday Capabilities Were a Path to Resilience During Covid-19: A Case Study of Five Countries ». *Health Policy and Planning* vol. 38(2), p. 192-204.
- Nelson, L. D., Simmons, J. et Simonsohn, U. (2018).** « Psychology's Renaissance ». *Annual Review of Psychology* vol. 69(1), p. 511-534.
- Nemet, G. F. (2019).** *How Solar Energy Became Cheap: A Model for Low-Carbon Innovation*. Abingdon, Royaume-Uni : Routledge.
- Newell, J. P., Goldstein, B. et Foster, A. (2019).** « A 40-Year Review of Food–Energy–Water Nexus Literature and Its Application to the Urban Scale ». *Environmental Research Letters* vol. 14(7), 073003.
- Newell, P. et Simms, A. (2020).** « Towards a Fossil Fuel Non-Proliferation Treaty ». *Climate Policy* vol. 20(8), p. 1043-1054.
- Nichols, M. (2021).** « An Epidemic' of Coups, U.N. Chief Laments, Urging Security Council to Act ». *Reuters*, 26 octobre. <https://www.reuters.com/world/an-epidemic-coups-un-chief-laments-urging-security-council-act-2021-10-26/>. Consulté le 16 novembre 2023.
- Nikiforakis, N. (2008).** « Punishment and Counter-Punishment in Public Good Games: Can We Really Govern Ourselves? ». *Journal of Public Economics* vol. 92(1), p. 91-112.
- Nisbet, C., Lestrat, K. E. et Vatanparast, H. (2022).** « Food Security Interventions among Refugees around the Globe: A Scoping Review ». *Nutrients* vol. 14(3), p. 522.
- Nitsch, F. J., Lüpken, L. M., Lüschor, N. et Kalenscher, T. (2022).** « On the Reliability of Individual Economic Rationality Measurements ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(31), e2202070119.
- NOAA (Administration américaine pour les océans et l'atmosphère), centres nationaux d'information sur l'environnement (2023).** « Monthly Global Climate Report for July 2023 ».
- Nolan, B., Richiardi, M. G. et Valenzuela, L. (2019).** « The Drivers of Income Inequality in Rich Countries ». *Journal of Economic Surveys* vol. 33(4), p. 1285-1324.
- Nordhaus, W. (2015).** « Climate Clubs: Overcoming Free-Riding in International Climate Policy ». *American Economic Review* vol. 105(4), p. 1339-1370.
- Nordhaus, W. (2020).** « The Climate Club: How to Fix a Failing Global Effort ». *Foreign Affairs* vol. 99, p. 10-17.
- Nordhaus, W. (2021).** « Dynamic Climate Clubs: On the Effectiveness of Incentives in Global Climate Agreements ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 118(45), e2109988118.
- Norris, P. (à paraître).** « 'Things Fall Apart, the Center Cannot Hold': Fractionalized and Polarized Party Systems in Western Democracies ». *European Political Science*.
- Norris, P. et Inglehart, R. (2011).** *Sacred and Secular: Religion and Politics Worldwide*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Norris, P. et Inglehart, R. (2019).** *Cultural Backlash: Trump, Brexit, and Authoritarian Populism*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- North, D. C. (1990).** *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Nosek, B. A., Hardwicke, T. E., Moshontz, H., Allard, A., Corker, K. S., Dreber, A., Fidler, F., et al. (2022).** « Replicability, Robustness, and Reproducibility in Psychological Science ». *Annual Review of Psychology* vol. 73(1), p. 719-748.
- Noury, A. et Roland, G. (2020).** « Identity Politics and Populism in Europe ». *Annual Review of Political Science* vol. 23, p. 421-439.
- Nunn, N. (2008).** « The Long-Term Effects of Africa's Slave Trades ». *The Quarterly Journal of Economics* vol. 123(1), p. 139-176.
- Nunn, N. (2009).** « The Importance of History for Economic Development ». *Annual Review of Economics* vol. 1(1), p. 65-92.
- Nunn, N. (2020).** « The Historical Roots of Economic Development ». *Science* vol. 367(6485).
- Nunn, N. (2022).** « On the Dynamics of Human Behavior: The Past, Present, and Future of Culture, Conflict, and Cooperation ». *AEA Papers and Proceedings* vol. 112, p. 15-37.
- Nunn, N. et Wantchekon, L. (2011).** « The Slave Trade and the Origins of Mistrust in Africa ». *American Economic Review* vol. 101(7), p. 3221-3252.
- Nunn, N., Qian, N. et Wen, J. (2023).** « Trust and Democracy: Political Stability in Times of Economic Crisis ». Document de travail.
- Nussbaum, M. C. (2013).** *Political Emotions*. Cambridge, États-Unis : Harvard University Press.
- Nyborg, K., Anderies, J. M., Dannenberg, A., Lindahl, T., Schill, C., Schlüter, M., Adger, W. N., et al. (2016).** « Social Norms as Solutions ». *Science* vol. 354(6308), p. 42-43.
- Nye Jr, J. S. (2001).** « Globalization's Democratic Deficit: How to Make International Institutions More Accountable ». *Foreign Affairs* vol. 80, p. 2.
- Nyhan, B. (2020).** « Facts and Myths About Misperceptions ». *Journal of Economic Perspectives* vol. 34(3), p. 220-236.
- Nyhan, B. (2021).** « Why the Backfire Effect Does Not Explain the Durability of Political Misperceptions ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 118(15), e1912440117.
- Nyhan, B., Porter, E. et Wood, T. J. (2022).** « Time and Skeptical Opinion Content Erode the Effects of Science Coverage on Climate Beliefs and Attitudes ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(26), e2122069119.
- O'Madagain, C. et Tomasello, M. (2022).** « Shared Intentionality, Reason-Giving and the Evolution of Human Culture ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 377(1843), 20200320.
- Oatis, J. (2023).** « Maui Fires: What to Know About Hawaii's Deadliest Disaster, Damage and Death Toll ». *Reuters*, 21 août. <https://www.reuters.com/world/us/how-did-hawaii-wildfires-start-what-know-about-maui-big-island-blazes-2023-08-11/>.
- Obaidi, M., Anjum, G., Bierwaczonek, K., Dovidio, J. F., Ozer, S. et Kunst, J. R. (2023).** « Cultural Threat Perceptions Predict Violent Extremism Via Need for Cognitive Closure ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(20), e2213874120.
- Obermeier, A. M. et Rustad, S. A. (2023).** « Conflict Trends: A Global Overview, 1946–2022 ». PRIO Paper, Peace Research Institute Oslo, Oslo.
- Obradovich, N., Özak, Ö., Martín, I., Ortuño-Ortín, I., Awad, E., Cebrián, M., Cuevas, R., et al. (2022).** « Expanding the Measurement of Culture with a Sample of Two Billion Humans ». *Journal of The Royal Society Interface* vol. 19(190), 20220085.
- OCHA (Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires). (2023).** *Aperçu de la situation humanitaire mondiale 2024*. New York : OCHA.
- Oeberst, A. et Imhoff, R. (2023).** « Toward Parsimony in Bias Research: A Proposed Common Framework of Belief-Consistent Information Processing for a Set of Biases ». *Perspectives on Psychological Science*, 17456916221148147.
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) (2017).** *OECD Guidelines on Measuring Trust*. Paris : OCDE.
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) (2018).** *Concentration in Seed Markets Potential Effects and Policy Responses*. Paris : Éditions de l'OCDE.
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) (2019).** *Tax Morale: What Drives People and Businesses to Pay Tax?* Paris : OCDE.
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) (2021).** *Using Trade to*

*Fight Covid-19: Manufacturing and Distributing Vaccines*. Paris : OCDE.

**OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) (2022)**. *Climate Finance Provided and Mobilised by Developed Countries in 2016-2020 Insights from Disaggregated Analysis*. Paris : Éditions de l'OCDE.

**OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) (2023)**. *PISA 2022 Results (Volume I): The State of Learning and Equity in Education*. Paris : Éditions de l'OCDE.

**OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) (2024a)**. « Economic Impact Assessment of the Global Minimum Tax: Summary ». OCDE, Paris.

**OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) (2024b)**. « Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales ». OCDE, Paris.

**Oehl, B., Schaffer, L. M. et Bernauer, T. (2017)**. « How to Measure Public Demand for Policies When There Is No Appropriate Survey Data? » *Journal of Public Policy* vol. 37(2), p. 173-204.

**Ohtsuki, H. et Iwasa, Y. (2006)**. « The Leading Eight: Social Norms That Can Maintain Cooperation by Indirect Reciprocity ». *Journal of Theoretical Biology* vol. 239(4), p. 435-444.

**OIM (Organisation internationale pour les migrations) (2022)**. *État de la migration dans le monde 2022*. Genève : OIM.

**OIT (Organisation internationale du Travail) (2023)**. Base de données ILOSTAT. <https://ilostat.ilo.org/data/>. Consulté le 9 février 2024.

**Olaberria, E. R., Carmen (2022)**. « The Reversal Problem: Development Going Backwards ». Let's Talk Development [Blog], 15 avril. <https://blogs.worldbank.org/developmenttalk/reversal-problem-development-going-backwards>.

**Olitisky, N. H. et Cosgrove, S. B. (2023)**. « Cutting Our Losses: The Effects of a Loss-Aversion Strategy On student Learning Gains ». *The Journal of Economic Education* vol. 54(1), p. 1-16.

**Oliver, P. E. (1993)**. « Formal Models of Collective Action ». *Annual Review of Sociology* vol. 19(1), p. 271-300.

**Olson, M. (1971)**. *The Logic of Collective Action: Public Goods and the Theory of Groups, with a New Preface and Appendix*. Cambridge, États-Unis : Harvard University Press.

**Olson, M. (2012)**. « The Logic of Collective Action [1965] ». *Contemporary Sociological Theory* vol. 124.

**OMC (Organisation mondiale du commerce) (2023)**. *Global Trade Outlook and Statistics*. Genève : OMC.

**OMPI (Organisation mondiale de la propriété intellectuelle) (2017)**. « Smartphones: What's Inside the Box? » Dans *World Intellectual Property Report 2017 – Intangible Capital in Global Value Chains*, chap. 4. Genève : OMPI.

**OMS (Organisation mondiale de la santé) (2019)**. « Deux souches de poliovirus sauvage sur trois éradiquées ». 24 octobre. [https://www.who.int/fr/news-room/feature-stories/detail/](https://www.who.int/fr/news-room/feature-stories/detail/two-out-of-three-wild-poliovirus-strains-eradicated)

two-out-of-three-wild-poliovirus-strains-eradicated. Consulté le 15 décembre 2023.

**OMS (Organisation mondiale de la santé) (2020)**. « Immunité collective, confinement et COVID-19 ». Questions et réponses, mis à jour le 31 décembre. <https://www.who.int/fr/news-room/questions-and-answers/item/herd-immunity-lockdowns-and-covid-19>. Consulté le 15 décembre 2023.

**OMS (Organisation mondiale de la santé) (2021a)**. The Global Health Observatory. Genève : OMS. <https://www.who.int/data/gho>.

**OMS (Organisation mondiale de la santé) (2021b)**. « Solidarity Call to Action ». Genève : OMS.

**OMS (Organisation mondiale de la santé) (2021c)**. « L'Assemblée mondiale de la Santé convient d'entamer un processus visant à élaborer un accord mondial historique sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies ». Communiqué de presse, 1<sup>er</sup> décembre. <https://www.who.int/fr/news/item/01-12-2021-world-health-assembly-agrees-to-launch-process-to-develop-historic-global-agreement-on-pandemic-prevention-preparedness-and-response>. Consulté le 15 décembre 2023.

**OMS (Organisation mondiale de la santé) (2022a)**. *COVAX Calls for Urgent Action to Close Vaccine Equity Gap*. Genève : OMS.

**OMS (Organisation mondiale de la santé) (2022b)**. « Mental Health and Covid-19: Early Evidence of the Pandemic's Impact ». Note scientifique, 2 mars. Genève : OMS.

**OMS (Organisation mondiale de la santé) (2023)**. *Criteria for the Certification of Dracunculiasis Eradication, 2023 Update*. Genève.

**Onu, D. (2016)**. « Measuring Tax Compliance Attitudes: What Surveys Can Tell Us About Tax Compliance Behaviour ». *Advances in Taxation*. Leeds, Royaume-Uni : Emerald Group Publishing Limited.

**ONU (Organisation des Nations Unies) et Banque mondiale (2018)**. *Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict*. New York : Organisation des Nations Unies, et Washington : Banque mondiale.

**ONU (Organisation des Nations Unies) (2021)**. « Rapid Spread of Small Arms, Light Weapons Still Threatening World Peace, Exacerbating Plight of Civilians in Conflict Zones, Disarmament Chief Tells Security Council ». SC/14656. New York : Organisation des Nations Unies.

**ONU (Organisation des Nations Unies) (2022)**. *Rapport sur les objectifs de développement durable*. New York : Organisation des Nations Unies.

**ONU (Organisation des Nations Unies) (2023a)**. *United Nations Secretary-General's SDG Stimulus to Deliver Agenda 2030*. New York : Organisation des Nations Unies.

**ONU (Organisation des Nations Unies) (2023b)**. « Valuing What Counts: Framework to Progress Beyond Gross Domestic Product ». Note d'orientation n° 4 de Notre Programme commun. New York : Organisation des Nations Unies.

**ONU (Organisation des Nations Unies) (2023c)**. *Rapport sur les objectifs de développement durable*. New York : Organisation des Nations Unies.

**ONU (Organisation des Nations Unies) (2023d)**. « Warning over Half of World Is Being Left Behind, Secretary-General Urges Greater Action to End Extreme Poverty, at Sustainable Development Goals Progress Report Launch ». Communiqué de presse, 25 avril. <https://press.un.org/en/2023/sgsm21776.doc.htm>.

**ONU Femmes (Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes) (2015)**. *Preventing Conflict Transforming Justice Securing the Peace: A Global Study on the Implementation of United Nations Security Council Resolution 1325*. New York : ONU Femmes.

**ONU Femmes (Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes) (2021)**. *Measuring the Shadow Pandemic: Violence against Women During Covid-19*. New York : ONU Femmes.

**ONU-Habitat (Programme des Nations Unies pour les établissements humains) (2022)**. *World Cities Report 2022 Envisaging the Future of Cities*. Nairobi : ONU-Habitat.

**OPHI (Oxford Poverty and Human Development Initiative) et PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (2023)**. *2023 Global Multidimensional Poverty Index (MPI): Unstacking Global Poverty: Data for High Impact Action*. Oxford, Royaume-Uni : OPHI, et New York : PNUD.

**Ord, T. (2020)**. *The Precipice: Existential Risk and the Future of Humanity*. New York : Hachette Books.

**Oreskes, N. (2015)**. « The Fact of Uncertainty, the Uncertainty of Facts and the Cultural Resonance of Doubt ». *Philosophical Transactions of the Royal Society A: Mathematical, Physical and Engineering Sciences* vol. 373(2055), 20140455.

**Oreskes, N. (2019)**. *Why Trust Science*. Princeton, États-Unis : Princeton University Press.

**Oreskes, N. et Conway, E. M. (2011)**. *Merchants of Doubt: How a Handful of Scientists Obscured the Truth on Issues from Tobacco Smoke to Global Warming*. New York : Bloomsbury Press.

**Osborne, D., Costello, T. H., Duckitt, J. et Sibley, C. G. (2023)**. « The Psychological Causes and Societal Consequences of Authoritarianism ». *Nature Reviews Psychology* vol. 2(4), p. 220-232.

**Ostrom, E. (1990)**. *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.

**Ostrom, E. (1998)**. « A Behavioral Approach to the Rational Choice Theory of Collective Action: Presidential Address, American Political Science Association, 1997 ». *American Political Science Review* vol. 92(1), p. 1-22.

**Ostrom, E. (2000)**. « Collective Action and the Evolution of Social Norms ». *Journal of Economic Perspectives* vol. 14(3), 137-158.

**Ostrom, E. (2007)**. « A Diagnostic Approach for Going Beyond Panaceas ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 104(39), p. 15181-15187.

**Ostrom, E. (2009a)**. « A Polycentric Approach for Coping with Climate Change ». SSRN 1934353.

**Ostrom, E. (2009b)**. *Understanding Institutional Diversity*. Princeton, États-Unis : Princeton University Press.

- Ostrom, E., Burger, J., Field, C. B., Norgaard, R. B. et Policansky, D. (1999). « Revisiting the Commons: Local Lessons, Global Challenges ». *Science* vol. 284(5412), p. 278-282.
- Otto, I. M., Donges, J. F., Cremades, R., Bhowmik, A., Hewitt, R. J., Lucht, W., Rockström, J., et al. (2020). « Social Tipping Dynamics for Stabilizing Earth's Climate by 2050 ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 117(5), p. 2354-2365.
- Otto, I. M., Wiedermann, M., Cremades, R., Donges, J. F., Auer, C. et Lucht, W. (2020). « Human Agency in the Anthropocene ». *Ecological Economics* vol. 167, 106463.
- Overy, R. (2021). *Blood and Ruins: The Great Imperial War, 1931–1945*. Londres : Penguin.
- Pachauri, S., Pelz, S., Bertram, C., Kreibich, S., Rao, N. D., Sokona, Y. et Riahi, K. (2022). « Fairness Considerations in Global Mitigation Investments ». *Science* vol. 378(6624), p. 1057-1059.
- Pachauri, S., Pelz, S., Bertram, C., Rao, N. D. et Riahi, K. (2023). « Response to Comment on 'Fairness Considerations in Global Mitigation Investments.' ». *Science* vol. 380(6646), eadh1463.
- Pacheco, P. (2012). « Soybean and Oil Palm Expansion in South America: A Review of Main Trends and Implications of Soybean Production ». Document de travail n° 90 du CIFOR, Center for International Forestry Research, Bogor, Indonésie.
- Palazzo, M. et Vollero, A. (2022). « A Systematic Literature Review of Food Sustainable Supply Chain Management (Fssc): Building Blocks and Research Trends ». *The TQM Journal* vol. 34(7), p. 54-72.
- Papada, E., Altman, D., Angiolillo, F., Gastaldi, L., Köhler, T., Lundstedt, M., Natsika, N., et al. (2023). *Defiance in the Face of Autocratization. Democracy Report 2023*. Göteborg, Suède : V-Dem Institute.
- Parajuly, K., Kuehr, R., Awasthi, A. K., Fitzpatrick, C., Lepawsky, J., Smith, E., Widmer, R. et Zeng, X. (2019). *Future E-Waste Scenarios*. Bonn, Allemagne : Solving the E-waste Problem Initiative; Bonn, Allemagne : Vice-rectorat de l'Université des Nations Unies, Programme des cycles durables ; Osaka, Japon : Programme des Nations Unies pour l'environnement, Centre international d'écotechnologie.
- Pascual, U., Balvanera, P., Anderson, C. B., Chaplin-Kramer, R., Christie, M., González-Jiménez, D., Martin, A., et al. (2023). « Diverse Values of Nature for Sustainability ». *Nature* vol. 620(7975), p. 813-823.
- Patel, K., Robertson, E., Kwong, A. S., Griffith, G. J., Willan, K., Green, M. J., Di Gessa, G., et al. (2022). « Psychological Distress before and During the Covid-19 Pandemic among Adults in the United Kingdom Based on Coordinated Analyses of 11 Longitudinal Studies ». *JAMA Network Open* vol. 5(4), e227629-e227629.
- Pattberg, P. et Stripple, J. (2008). « Beyond the Public and Private Divide: Remapping Transnational Climate Governance in the 21st Century ». *International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics* vol. 8, p. 367-388.
- Patterson, J., Wyborn, C., Westman, L., Brisbois, M. C., Milkoreit, M. et Jayaram, D. (2021). « The Political Effects of Emergency Frames in Sustainability ». *Nature Sustainability* vol. 4(10), p. 841-850.
- Pearson, A. R., Schuldt, J. P., Romero-Canyas, R., Ballew, M. T. et Larson-Konar, D. (2018). « Diverse Segments of the US Public Underestimate the Environmental Concerns of Minority and Low-Income Americans ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 115(49), p. 12429-12434.
- Pecetta, S., Nandi, A., Weller, C., Harris, V., Fletcher, H., Berlanda Scorza, F., Pizza, M., et al. (2023). « Vaccines for a Sustainable Planet ». *Science Translational Medicine* vol. 15(685), eadf1093.
- Pecetta, S., Tortorice, D., Scorza, F. B., Pizza, M., Dougan, G., Hatchett, R., Black, S., Bloom, D. E. et Rappuoli, R. (2022). « The Trillion Dollar Vaccine Gap ». *Science Translational Medicine* vol. 14(638), eabn4342.
- Pelenc, J., Bazile, D. et Ceruti, C. (2015). « Collective Capability and Collective Agency for Sustainability: A Case Study ». *Ecological Economics* vol. 118, p. 226-239.
- Pellowe, K. E., Meacham, M., Peterson, G. D. et Lade, S. J. (2023). « Global Analysis of Reef Ecosystem Services Reveals Synergies, Trade-Offs and Bundles ». *Ecosystem Services* vol. 63, 101545.
- Peng, W., Iyer, G., Bosetti, V., Chaturvedi, V., Edmonds, J., Fawcett, A. A., Hallegatte, S., et al. (2021). « Climate Policy Models Need to Get Real About People—Here's How ». *Nature* vol. 594(7862), p. 174-176.
- Pereira, M. M. (2021). « Understanding and Reducing Biases in Elite Beliefs About the Electorate ». *American Political Science Review* vol. 115(4), p. 1308-1324.
- Perrings, C., Hechter, M. et Mamada, R. (2021). « National Polarization and International Agreements ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 118(50), e2102145118.
- Persky, J. (1995). « The Ethology of Homo Economicus ». *Journal of Economic Perspectives* vol. 9(2), p. 221-231.
- Persson, Å. et Bennich, T. (2023). *Global Sustainable Development Report 2023*. New York : Organisation des Nations Unies.
- Pew Research Center (2014). *Political Polarization in the American Public*. Washington : Pew Research Center
- Pfattheicher, S., Petersen, M. B. et Böhm, R. (2022). « Information About Herd Immunity through Vaccination and Empathy Promote Covid-19 Vaccination Intentions ». *Health Psychology* vol. 41(2), p. 85-93.
- Pierotti, R. S. (2013). « Increasing Rejection of Intimate Partner Violence: Evidence of Global Cultural Diffusion ». *American Sociological Review* vol. 78(2), p. 240-265.
- Pilkington, V., Keestra, S. M. et Hill, A. (2022). « Global Covid-19 Vaccine Inequity: Failures in the First Year of Distribution and Potential Solutions for the Future ». *Frontiers in Public Health* vol. 10, 821117.
- Pilling, D. et Schipani, A. (2023). « War in Tigray May Have Killed 600,000 People, Peace Mediator Says ». *Financial Times*, 15 janvier. <https://www.ft.com/content/2f385e95-0899-403a-9e3b-ed8c24adf4e7>.
- Piotrowski, J., Rózycka-Tran, J., Baran, T. et Żemajtel-Piotrowska, M. (2019). « Zero-Sum Thinking as Mediator of the Relationship of National Attitudes with (Un)Willingness to Host Refugees in Own Country ». *International Journal of Psychology* vol. 54(6), p. 722-730.
- Piquero, A. R., Jennings, W. G., Jemison, E., Kaukinen, C. et Knaul, F. M. (2021). « Domestic Violence during the COVID-19 Pandemic: Evidence from a Systematic Review and Meta-Analysis ». *Journal of Criminal Justice* vol. 74, 101806.
- Pittel, K. et Rübhelke, D. T. G. (2008). « Climate Policy and Ancillary Benefits: A Survey and Integration into the Modelling of International Negotiations on Climate Change ». *Ecological Economics* vol. 68(1), p. 210-220.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) et Climate Impact Lab (2022). « Human Climate Horizons ». [https://horizons.hdr.undp.org/#/news/empowering\\_people](https://horizons.hdr.undp.org/#/news/empowering_people). Consulté le 26 octobre 2023.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) et CESAO (Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale) (2023). « Gaza War: Expected Socioeconomic Impacts on the State of Palestine - Preliminary Estimations until 5 November ». [https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-11/2301926e-policybrief-gazawar-escwa-undp-english-4pm\\_1.pdf](https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-11/2301926e-policybrief-gazawar-escwa-undp-english-4pm_1.pdf).
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (2009). *Rapport mondial sur le développement humain 2009 – Lever les barrières : mobilité et développement humains*. New York : PNUD.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (2019). *Rapport sur le développement humain 2019. Au-delà des revenus, des moyennes et du temps présent : les inégalités de développement humain au XXI<sup>e</sup> siècle*. New York : PNUD.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (2020a). *Covid-19 and Human Development: Assessing the Crisis, Envisioning the Recovery*. New York : PNUD.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (2020b). *Human Development Report 2020 – The Next Frontier: Human Development and the Anthropocene*. New York : PNUD.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (2022a). *Rapport sur le développement humain 2021/2022 – Temps incertains, vies bouleversées : façonner notre avenir dans un monde en mutation*. New York : PNUD.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (2022b). *New Threats to Human Security in the Anthropocene: Demanding Greater Solidarity*. New York : PNUD.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (2023a). *2023 Gender Social Norms Index. Breaking Down Gender Biases: Shifting Social Norms Towards Gender Equality*. New York : PNUD.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (2023b). *Soldiers and Citizens: Military Coups and the Need for Democratic Renewal in Africa*. New York : PNUD.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (2023c). *Digital Public Goods for the SDGs: Emerging Insights on Sustainability, Replicability & Partnerships*. New York : PNUD.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (2024). *Human Climate Horizons*. <https://horizons.hdr.undp.org/>.

- Poast, P. (2023).** When So Many 'Frozen Conflicts' Go Hot, It's Not Just Coincidence. *World Politics Review*.
- Pollan, M. (2002).** *The Botany of Desire: A Plant's-Eye View of the World*. Random house trade paperbacks.
- Pouliot, V. et Thérien, J.-P. (2023).** *Global Policymaking*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Powell, J. A. (2022).** « Overcoming Toxic Polarization: Lessons in Effective Bridging ». *Law & Inequality* vol. 40, p. 247.
- Powers, K. E., Kertzer, J. D., Brooks, D. J. et Brooks, S. G. (2022).** « What's Fair in International Politics? Equity, Equality, and Foreign Policy Attitudes ». *Journal of Conflict Resolution* vol. 66(2), p. 217-245.
- Powers, S. T., Perret, C. et Currie, T. E. (2023).** « Playing the Political Game: The Coevolution of Institutions with Group Size and Political Inequality ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 378(1883), 20220303.
- Powers, S. T., van Schaik, C. P. et Lehmann, L. (2016).** « How Institutions Shaped the Last Major Evolutionary Transition to Large-Scale Human Societies ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 371(1687), 20150098.
- Prados de la Escosura, L. (2022).** *Human Development and the Path to Freedom: 1870 to the Present*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Prentice, D. A. et Miller, D. T. (1993).** « Pluralistic Ignorance and Alcohol Use on Campus: Some Consequences of Misperceiving the Social Norm ». *Journal of Personality and Social Psychology* vol. 64(2), p. 243.
- Prichard, W. (2015).** *Taxation, Responsiveness and Accountability in Sub-Saharan Africa*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Prichard, W. (2022).** « Unpacking 'Tax Morale': Distinguishing between Conditional and Unconditional Views of Tax Compliance ». Document de travail, International Centre for Tax and Development, Brighton, Royaume-Uni.
- Prichard, W., Custers, A. L., Dom, R., Davenport, S. R. et Roscitt, M. A. (2019).** « Innovations in Tax Compliance: Conceptual Framework ». Document de travail de recherche politique n° 9032, Banque mondiale, Washington.
- Prinzing, F. (1916).** *Epidemics Resulting from Wars*. Londres : H. Milford.
- Pujolar, G., Oliver-Anglès, A., Vargas, I. et Vázquez, M.-L. (2022).** « Changes in Access to Health Services During the Covid-19 Pandemic: A Scoping Review ». *International Journal of Environmental Research and Public Health* vol. 19(3), p. 1749.
- Purzycki, B. G., Apicella, C., Atkinson, Q. D., Cohen, E., McNamara, R. A., Willard, A. K., Xygalatas, D., Norenzayan, A. et Henrich, J. (2016).** « Moralistic Gods, Supernatural Punishment and the Expansion of Human Sociality ». *Nature* vol. 530(7590), p. 327-330.
- Rahman, T. (2023).** « Poverty, Agency, and Development ». *Social Philosophy and Policy* vol. 40(1), p. 9-35.
- Rahwan, Z., Yoeli, E. et Fasolo, B. (2019).** « Heterogeneity in Banker Culture and Its Influence on Dishonesty ». *Nature* vol. 575(7782), p. 345-349.
- Rajapaksa, D., Gifford, R., Torgler, B., Garcia-Valiñas, M., Athukorala, W., Managi, S. et Wilson, C. (2019).** « Do Monetary and Non-Monetary Incentives Influence Environmental Attitudes and Behavior? Evidence from an Experimental Analysis ». *Resources, Conservation and Recycling* vol. 149, p. 168-176.
- Rakow, T., Cheung, N. Y. et Restelli, C. (2020).** « Losing My Loss Aversion: The Effects of Current and Past Environment on the Relative Sensitivity to Losses and Gains ». *Psychonomic Bulletin & Review* vol. 27(6), p. 1333-1340.
- Rand, D. G. (2016).** « Cooperation, Fast and Slow: Meta-Analytic Evidence for a Theory of Social Heuristics and Self-Interested Deliberation ». *Psychological Science* vol. 27(9), p. 1192-1206.
- Rand, D. G. et Nowak, M. A. (2013).** « Human Cooperation ». *Trends in Cognitive Sciences* vol. 17(8), p. 413-425.
- Rand, D. G., Dreber, A., Ellingsen, T., Fudenberg, D. et Nowak, M. A. (2009).** « Positive Interactions Promote Public Cooperation ». *Science* vol. 325(5945), p. 1272-1275.
- Rao, L.-L., Han, R., Ren, X.-P., Bai, X.-W., Zheng, R., Liu, H., Wang, Z.-J., et al. (2011).** « Disadvantage and Prosocial Behavior: The Effects of the Wenchuan Earthquake ». *Evolution and Human Behavior* vol. 32(1), p. 63-69.
- Rao, R. (2022).** « Smashing Success: Humanity Has Diverted an Asteroid for the First Time ». *Nature*.
- Rasmussen, A. et Reher, S. (2023).** « (In)equality in Interest Group Involvement and the Legitimacy of Policy Making ». *British Journal of Political Science* vol. 53(1), p. 45-64.
- Rathbun, B. C. (2011).** « Before Hegemony: Generalized Trust and the Creation and Design of International Security Organizations ». *International Organization* vol. 65(2), p. 243-273.
- Rauschmayer, F., Polzin, C., Mock, M. et Omann, I. (2018).** « Examining Collective Action through the Capability Approach: The Example of Community Currencies ». *Journal of Human Development and Capabilities* vol. 19(3), p. 345-364.
- Ravens-Sieberer, U., Devine, J., Napp, A.-K., Kaman, A., Saftig, L., Gilbert, M., Reiß, F., et al. (2023).** « Three Years into the Pandemic: Results of the Longitudinal German Copsy Study on Youth Mental Health and Health-Related Quality of Life ». *Frontiers in Public Health* vol. 11, 1129073.
- Rawls, J. (1993).** *The Law of Peoples*. Cambridge, États-Unis : Harvard University Press.
- Reck, D. et Seibold, A. (2023).** « The Welfare Economics of Reference Dependence ». Document de travail n° 31381 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.
- Redvers, N., Celidwen, Y., Schultz, C., Horn, O., Githaiga, C., Vera, M., Perdrisat, M., et al. (2022).** « The Determinants of Planetary Health: An Indigenous Consensus Perspective ». *The Lancet Planetary Health* vol. 6(2), e156-e163.
- Regan, P. M. (2002).** « Third-Party Interventions and the Duration of Intrastate Conflicts ». *Journal of Conflict Resolution* vol. 46(1), p. 55-73.
- Reimann, L., Vafeidis, A. T. et Honsel, L. E. (2023).** « Population Development as a Driver of Coastal Risk: Current Trends and Future Pathways ». *Cambridge Prisms: Coastal Futures* vol. 1, e14.
- Reinsberg, B. et Westerwinter, O. (2021).** « The Global Governance of International Development: Documenting the Rise of Multi-Stakeholder Partnerships and Identifying Underlying Theoretical Explanations ». *The Review of International Organizations* vol. 16(1), p. 59-94.
- Reyes, G. et Gasparini, L. (2022).** « Are Fairness Perceptions Shaped by Income Inequality? Evidence from Latin America ». *The Journal of Economic Inequality* vol. 20(4), p. 893-913.
- Rhoads, S. A., Cutler, J. et Marsh, A. A. (2021).** « A Feature-Based Network Analysis and fMRI Meta-Analysis Reveal Three Distinct Types of Prosocial Decisions ». *Social Cognitive and Affective Neuroscience* vol. 16(12), p. 1214-1233.
- Rhoads, S. A., O'Connell, K., Berluti, K., Ploe, M. L., Elizabeth, H. S., Amormino, P., Li, J. L., et al. (2023a).** « Neural Responses Underlying Extraordinary Altruists' Generosity for Socially Distant Others ». *PNAS Nexus* vol. 2(7).
- Rhoads, S. A., Vekaria, K. M., O'Connell, K., Elizabeth, H. S., Rand, D. G., Kozak Williams, M. N. et Marsh, A. A. (2023b).** « Unselfish Traits and Social Decision-Making Patterns Characterize Six Populations of Real-World Extraordinary Altruists ». *Nature Communications* vol. 14(1), p. 1807.
- Richardson, M., Hamlin, I., Elliott, L. R. et White, M. P. (2022).** « Country-Level Factors in a Failing Relationship with Nature: Nature Connectedness as a Key Metric for a Sustainable Future ». *Ambio* vol. 51(11), p. 2201-2213.
- Richerson, P. J., Boyd, R. T. et Efferson, C. (2024).** « Agentic Processes in Cultural Evolution: Relevance to Anthropocene Sustainability ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 379(1893), 20220252.
- Richerson, P., Baldini, R., Bell, A. V., Demps, K., Frost, K., Hillis, V., Mathew, S., et al. (2016).** « Cultural Group Selection Plays an Essential Role in Explaining Human Cooperation: A Sketch of the Evidence ». *Behavioral and Brain Sciences* vol. 39.
- Richter, F. (2023).** « Charted: Where Does the US Lithium Battery Supply Come From? ». <https://www.weforum.org/agenda/2023/03/charted-where-does-the-us-lithium-battery-supply-come-from/>. Consulté le 5 août 2023.
- Rigaud, K. K., De Sherbinin, A., Jones, B., Bergmann, J., Clement, V., Ober, K., Schewe, J., et al. (2018).** « Groundswell. Preparing for Internal Climate Migration ». Banque mondiale, Washington.
- Ring, P., Schütt, C. A. et Snower, D. J. (2023).** « Care and Anger Motives in Social Dilemmas ». *Theory and Decision* vol. 95(2), p. 273-308.
- Ringsmuth, A. K., Otto, I. M., van den Hurk, B., Lahn, G., Reyser, C. P. O., Carter, T. R., Magnuszewski, P., et al. (2022).** « Lessons from Covid-19 for Managing Transboundary Climate Risks and Building Resilience ». *Climate Risk Management* vol. 35, 100395.

- Rinscheid, A., Pianta, S. et Weber, E. U. (2021).** « What Shapes Public Support for Climate Change Mitigation Policies? The Role of Descriptive Social Norms and Elite Cues ». *Behavioural Public Policy* vol. 5(4), p. 503-527.
- Roberts, G., Raihani, N., Bshary, R., Manrique, H. M., Farina, A., Samu, F. et Barclay, P. (2021).** « The Benefits of Being Seen to Help Others: Indirect Reciprocity and Reputation-Based Partner Choice ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 376(1838), 20200290.
- Robertson, R. E., Green, J., Ruck, D. J., Ognyanova, K., Wilson, C. et Lazer, D. (2023).** « Users Choose to Engage with More Partisan News Than They Are Exposed to on Google Search ». *Nature*.
- Rockström, J., Beringer, T., Hole, D., Griscom, B., Mascia, M. B., Folke, C. et Creutzig, F. (2021).** « Opinion: We Need Biosphere Stewardship That Protects Carbon Sinks and Builds Resilience ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 118(38), e2115218118.
- Rockström, J., Gupta, J., Lenton, T. M., Qin, D., Lade, S. J., Abrams, J. F., Jacobson, L., et al. (2021).** « Identifying a Safe and Just Corridor for People and the Planet ». *Earth's Future* vol. 9(4), e2020EF001866.
- Rockström, J., Gupta, J., Qin, D., Lade, S. J., Abrams, J. F., Andersen, L. S., Armstrong McKay, D. I., et al. (2023).** « Safe and Just Earth System Boundaries ». *Nature* vol. 619, p. 102-111.
- Rockström, J., Kotzé, L., Milutinović, S., Biermann, F., Brovkin, V., Donges, J., Ebbesson, J., et al. (2024).** « The Planetary Commons: A New Paradigm for Safeguarding Earth-Regulating Systems in the Anthropocene ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 121(5), e2301531121.
- Rockström, J., Steffen, W., Noone, K., Persson, Å., Chapin, F. S., Lambin, E. F., Lenton, T. M., et al. (2009).** « A Safe Operating Space for Humanity ». *Nature* vol. 461(7263), p. 472-475.
- Rode, J. et Weber, A. (2016).** « Does Localized Imitation Drive Technology Adoption? A Case Study on Rooftop Photovoltaic Systems in Germany ». *Journal of Environmental Economics and Management* vol. 78, p. 38-48.
- Rodríguez-Pose, A. (2012).** « Trade and Regional Inequality ». *Economic Geography* vol. 88(2), p. 109-136.
- Rodríguez-Pose, A. (2018).** « The Revenge of the Places That Don't Matter (and What to Do About It) ». *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society* vol. 11(1), p. 189-209.
- Rodríguez-Pose, A. (2022).** « The Rise of Populism and the Revenge of the Places That Don't Matter ». Dans Velasco, A., et Bucelli, I., (éd.), *Populism: Origins and Alternative Policy Responses*. Londres : LSE Press.
- Rodríguez-Pose, A., Terrero-Davila, J. et Lee, N. (2023).** « Left-Behind Vs. Unequal Places: Interpersonal Inequality, Economic Decline, and the Rise of Populism in the US and Europe ». *Journal of Economic Geography* vol. 23, p. 951-977.
- Rodrik, D. (2011).** *The Globalization Paradox: Democracy and the Future of the World Economy*. New York : WW Norton & Company.
- Rodrik, D. (2018).** « Populism and the Economics of Globalization ». *Journal of International Business Policy* vol. 1, p. 12-33.
- Rodrik, D. (2021).** « Why Does Globalization Fuel Populism? Economics, Culture, and the Rise of Right-Wing Populism ». *Annual Review of Economics* vol. 13, 133-170.
- Rodrik, D. (2023).** « Lecture: The Future of Globalization: The Good, the Bad, and the Ugly ». <https://www.youtube.com/watch?v=icBSxc7XeC0&t=1604s>. Consulté le 20 août 2023.
- Rodrik, D., Subramanian, A. et Trebbi, F. (2004).** « Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic Development ». *Journal of Economic Growth* vol. 9(2), p. 131-165.
- Roemer, J. E. (2019).** *How We Cooperate: A Theory of Kantian Optimization*. Yale : Yale University Press.
- Rogers, K. et Mandavili, A. (2020).** « Trump Administration Signals Formal Withdrawal from WHO ». *The New York Times*, 8 juillet.
- Rojek-Giffin, M., Lebreton, M., Daunizeau, J., Fariña, A., Gross, J. et De Dreu, C. K. W. (2023).** « Learning Rules of Engagement for Social Exchange within and between Groups ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(19), e2218443120.
- Röllicke, L. (2023).** « Polarisation, Identity and Affect - Conceptualising Affective Polarisation in Multi-Party Systems ». *Electoral Studies* vol. 85, 102655.
- Romano, A., Balliet, D., Yamagishi, T. et Liu, J. H. (2017).** « Parochial Trust and Cooperation across 17 Societies ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 114(48), p. 12702-12707.
- Romano, A., Sutter, M., Liu, J. H. et Balliet, D. (2021a).** « Political Ideology, Cooperation and National Parochialism across 42 Nations ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 376(1822), 20200146.
- Romano, A., Sutter, M., Liu, J. H., Yamagishi, T. et Balliet, D. (2021b).** « National Parochialism Is Ubiquitous across 42 Nations around the World ». *Nature Communications* vol. 12(1), p. 4456.
- Romer, P. (1993).** « Idea Gaps and Object Gaps in Economic Development ». *Journal of Monetary Economics* vol. 32(3), p. 543-573.
- Romer, P. M. (1986).** « Increasing Returns and Long-Run Growth ». *Journal of Political Economy* vol. 94(5), p. 1002-1037.
- Romer, P. M. (1990).** « Endogenous Technological Change ». *Journal of political Economy* vol. 98(5, Partie 2), S71-S102.
- Romer, P. M. (1994).** « The Origins of Endogenous Growth ». *Journal of Economic Perspectives* vol. 8(1), p. 3-22.
- Rommel, T. et Walter, S. (2018).** « The Electoral Consequences of Offshoring: How the Globalization of Production Shapes Party Preferences ». *Comparative Political Studies* vol. 51(5), p. 621-658.
- Rosenwald, M. S. (2021).** « History's Deadliest Pandemics, from Ancient Rome to Modern America ». *The Washington Post*, 3 octobre. <https://www.washingtonpost.com/graphics/2020/local/retropolis/coronavirus-deadliest-pandemics/>. Consulté le 9 février 2024.
- Roser, M. et Ritchie, H. (2023).** « HIV/AIDS ». Our World in Data. <https://ourworldindata.org/hiv-aids>.
- Rossi, G., Dingemans, M., Floyd, S., Baranova, J., Blythe, J., Kendrick, K. H., Zinken, J. et Enfield, N. J. (2023).** « Shared Cross-Cultural Principles Underlie Human Prosocial Behavior at the Smallest Scale ». *Scientific Reports* vol. 13(1), p. 6057.
- Roth, J. et Mazziotta, A. (2015).** « Adaptation and Validation of a German Multidimensional and Multicomponent Measure of Social Identification ». *Psychologie sociale* vol. 46, p. 277-290.
- Rovenskaya, E., Gomez Echeverri, L. et Patil, P. (2023).** « Human Development, Sustainability, and Agency ». Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués, Laxenburg, Autriche.
- Rowntree, O. (2019).** *The Mobile Gender Gap Report 2019*. Londres : GSMA.
- Roy, E. A. (2019).** « One Day We'll Disappear: Tuvalu's Sinking Islands ». *The Guardian*, 16 mai. <https://www.theguardian.com/global-development/2019/may/16/one-day-disappear-tuvalu-sinking-islands-rising-seas-climate-change>.
- Rózycka-Tran, J., Alessandri, G., Jurek, P. et Olech, M. (2018).** « A Test of Construct Isomorphism of the Belief in a Zero-Sum Game Scale: A Multilevel 43-Nation Study ». *PLoS One* vol. 13(9), e0203196.
- Ruggeri, K., Panin, A., Vdovic, M., Večkalov, B., Abdul-Salaam, N., Achterberg, J., Akil, C. et al. (2022).** « The Globalizability of Temporal Discounting ». *Nature Human Behaviour* vol. 6(10), p. 1386-1397.
- Ruggie, J. G. (1992).** « Multilateralism: The Anatomy of an Institution ». *International Organization* vol. 46(3), p. 561-598.
- Ruggie, J. G. (1998).** « What Makes the World Hang Together? Neo-Utilitarianism and the Social Constructivist Challenge ». *International Organization* vol. 52(4), p. 855-885.
- Rustagi, D., Engel, S. et Kosfeld, M. (2010).** « Conditional Cooperation and Costly Monitoring Explain Success in Forest Commons Management ». *Science* vol. 330(6006), p. 961-965.
- Saad-Roy, C. M. et Traulsen, A. (2023).** « Dynamics in a Behavioral-Epidemiological Model for Individual Adherence to a Nonpharmaceutical Intervention ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(44), e2311584120.
- Saak, A. E. et Hennessy, D. A. (2018).** « A Model of Reporting and Controlling Outbreaks by Public Health Agencies ». *Economic Theory* vol. 66(1), p. 21-64.
- Sachs, J. D., Karim, S. S. A., Aknin, L., Allen, J., Brosbøl, K., Colombo, F., Barron, G. C., et al. (2022).** « The Lancet Commission on Lessons for the Future from the Covid-19 Pandemic ». *The Lancet* vol. 400(10359), p. 1224-1280.
- Sacks, A. (2012).** « Can Donors and Non-State Actors Undermine Citizens' Legitimizing Beliefs? » Document de travail de recherche politique n° 6158. Banque mondiale, Washington.

- Saez, E. (2010).** « Do Taxpayers Bunch at Kink Points? ». *American Economic Journal: Economic Policy* vol. 2(3), p. 180-212.
- Sala-i-Martin, X. (2007).** « Economic Integration, Growth, and Poverty ». Integration and Trade Policy Issues Paper, juillet 2007, Banque interaméricaine de développement, secteur de l'intégration et du commerce, Washington.
- Salali, G. D., Juda, M. et Henrich, J. (2015).** « Transmission and Development of Costly Punishment in Children ». *Evolution and Human Behavior* vol. 36(2), p. 86-94.
- Sampat, B. N. et Shadlen, K. C. (2021).** « The Covid-19 Innovation System ». *Health Affairs* vol. 40(3), p. 400-409.
- Sandler, T. (1997).** *Global Challenges: An Approach to Environmental, Political, and Economic Problems*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Sandler, T. (1998).** « Global and Regional Public Goods: A Prognosis for Collective Action ». *Fiscal Studies* vol. 19(3), p. 221-247.
- Sandler, T. (2015).** « Collective Action: Fifty Years Later ». *Public Choice* vol. 164(3), 195–216.
- Sandler, T. (2016).** « Strategic Aspects of Difficult Global Challenges ». *Global Policy* vol. 7, 33–44.
- Sandler, T. (2017).** « Environmental Cooperation: Contrasting International Environmental Agreements ». *Oxford Economic Papers* vol. 69(2), p. 345-364.
- Sandler, T. (2020).** « Covid-19 and Collective Action ». *Peace Economics, Peace Science and Public Policy* vol. 26(3).
- Sandler, T. (2023).** « Covid-19 Activities: Publicness and Strategic Concerns ». *Games* vol. 14(1), p. 7.
- Sandler, T. et Arce M., D. G. (2002).** « A Conceptual Framework for Understanding Global and Transnational Public Goods for Health ». *Fiscal Studies* vol. 23(2), p. 195-222.
- Sanfey, A. G., Rilling, J. K., Aronson, J. A., Nystrom, L. E. et Cohen, J. D. (2003).** « The Neural Basis of Economic Decision-Making in the Ultimatum Game ». *Science* vol. 300(5626), p. 1755-1758.
- Sanogo, T. (2019).** « Does Fiscal Decentralization Enhance Citizens' Access to Public Services and Reduce Poverty? Evidence from Côte D'ivoire Municipalities in a Conflict Setting ». *World Development* vol. 113, p. 204-221.
- Santomauro, D. F., Herrera, A. M. M., Shadid, J., Zheng, P., Ashbaugh, C., Pigott, D. M., Abbafati, C., et al. (2021).** « Global Prevalence and Burden of Depressive and Anxiety Disorders in 204 Countries and Territories in 2020 Due to the Covid-19 Pandemic ». *The Lancet* vol. 398(10312), p. 1700-1712.
- Santos, F. P., Lelkes, Y. et Levin, S. A. (2021).** « Link Recommendation Algorithms and Dynamics of Polarization in Online Social Networks ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 118(50), e2102141118.
- Satici, B., Saricali, M., Satici, S. A. et Griffiths, M. D. (2020).** « Intolerance of Uncertainty and Mental Wellbeing: Serial Mediation by Rumination and Fear of Covid-19 ». *International Journal of Mental Health and Addiction*.
- Sauer, H., Blunden, C., Eriksen, C. et Rehren, P. (2021).** « Moral Progress: Recent Developments ». *Philosophy Compass* vol. 16(10), e12769.
- Saville, M., Cramer, J. P., Downham, M., Hacker, A., Lurie, N., Van der Veken, L., Whelan, M. et Hatchett, R. (2022).** « Delivering Pandemic Vaccines in 100 Days—What Will It Take? ». *New England Journal of Medicine* vol. 387(2), e3.
- Saxena, A., Atuire, C., Banda, A., Baker, B., Chiwa, E., Fleurbay, M., Herlitz, A., et al. (2022).** « Pandemic Preparedness and Response: Key Provisions for a New Treaty ». Binghamton, États-Unis.
- Schady, N., Holla, A., Sabarwal, S., Silva, J. et Chang, A. (2023).** *Collapse and Recovery: How the Covid-19 Pandemic Eroded Human Capital and What to Do About It*. Washington : Banque mondiale.
- Schaeffer, K. (2020).** « Key Facts About Women's Suffrage around the World, a Century after U.S. Ratified 19<sup>th</sup> Amendment ». Pew Research Center. <https://www.pewresearch.org/short-reads/2020/10/05/key-facts-about-womens-suffrage-around-the-world-a-century-after-u-s-ratified-19th-amendment/>.
- Schäfer, M., Haun, D. B. M. et Tomasello, M. (2015).** « Fair Is Not Fair Everywhere ». *Psychological Science* vol. 26(8), p. 1252-1260.
- Scheffer, M., Borsboom, D., Nieuwenhuis, S. et Westley, F. (2022).** « Belief Traps: Tackling the Inertia of Harmful Beliefs ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(32), e2203149119.
- Scheidel, A., Fernández-Llamazares, Á., Bara, A. H., Del Bene, D., David-Chavez, D. M., Fanari, E., Garba, I., et al. (2023).** « Global Impacts of Extractive and Industrial Development Projects on Indigenous Peoples' Lifeways, Lands, and Rights ». *Science Advances* vol. 9(23), eade9557.
- Schelber, N. (2023).** « Harvard Scholar Who Studies Honesty Is Accused of Fabricating Findings ». *New York Times*, 24 juin.
- Schell, J. (1982).** *The Fate of the Earth; the Abolition; the Unconquerable World*. New York : Library of America.
- Schelling, T. C. (1965).** « Strategic Analysis and Social Problems ». *Problèmes sociaux* vol. 12(4), p. 367-379.
- Schelling, T. C. (1978).** *Micromotives and Macrobehavior*. New York : W. W. Norton & Company.
- Schilke, O., Reimann, M. et Cook, K. S. (2021).** « Trust in Social Relations ». *Annual Review of Sociology* vol. 47(1), p. 239-259.
- Schill, C. et Rocha, J. C. (2023).** « Sustaining Local Commons in the Face of Uncertain Ecological Thresholds: Evidence from a Framed Field Experiment with Colombian Small-Scale Fishers ». *Ecological Economics* vol. 207, 107695.
- Schill, C., Anderies, J. M., Lindahl, T., Folke, C., Polasky, S., Cárdenas, J. C., Crépin, A.-S., et al. (2019).** « A More Dynamic Understanding of Human Behaviour for the Anthropocene ». *Nature Sustainability* vol. 2(12), p. 1075-1082.
- Schiller, L., Bailey, M., Jacquet, J. et Sala, E. (2018).** « High Seas Fisheries Play a Negligible Role in Addressing Global Food Security ». *Science Advances* vol. 4(8), eaat8351.
- Schimmelpennig, R. et Muthukrishna, M. (2023).** « Cultural Evolutionary Behavioural Science in Public Policy ». *Behavioural Public Policy*, p. 1-31.
- Schimmelpennig, R., Razek, L., Schnell, E. et Muthukrishna, M. (2022).** « Paradox of Diversity in the Collective Brain ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 377(1843), 20200316.
- Schlüter, M., Baeza, A., Dressler, G., Frank, K., Groeneveld, J., Jager, W., Janssen, M. A., et al. (2017).** « A Framework for Mapping and Comparing Behavioural Theories in Models of Social-Ecological Systems ». *Ecological Economics* vol. 131, p. 21-35.
- Schneider, C. J. (2018).** « The Domestic Politics of International Cooperation ». *Oxford Research Encyclopedia of Politics*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Schraeder, P. J. (2000).** *African Politics and Society: A Mosaic in Transformation*. Belmont, États-Unis : Thomson/Wadsworth.
- Schulz, J. F. (2022).** « Kin Networks and Institutional Development ». *The Economic Journal* vol. 132(647), p. 2578-2613.
- Schulz, J. F., Bahrami-Rad, D., Beauchamp, J. P. et Henrich, J. (2019).** « The Church, Intensive Kinship, and Global Psychological Variation ». *Science* vol. 366(6466).
- Schwandt, H. et Von Wachter, T. (2020).** « Socioeconomic Decline and Death: Midlife Impacts of Graduating in a Recession ». Document de travail n° w26638 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.
- Schwerhoff, G. (2016).** « The Economics of Leadership in Climate Change Mitigation ». *Climate Policy* vol. 16(2), p. 196-214.
- Schwetz, T. A. et Fauci, A. S. (2019).** « The Extended Impact of Human Immunodeficiency Virus/AIDS Research ». *The Journal of Infectious Diseases* vol. 219(1), p. 6-9.
- Scoones, I., Stirling, A., Abrol, D., Atela, J., Charli-Joseph, L., Eakin, H., Ely, A., et al. (2020).** « Transformations to Sustainability: Combining Structural, Systemic and Enabling Approaches ». *Current Opinion in Environmental Sustainability* vol. 42, p. 65-75.
- Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (2023).** « Note to Correspondents – on a United Nations Framework Convention on International Tax Cooperation ». 30 novembre. <https://www.un.org/sg/en/content/sg/note-correspondents/2023-11-30/note-correspondents-%E2%80%93-united-nations-framework-convention-international-tax-cooperation>.
- Semieniuk, G., Ghosh, J. et Folbre, N. (2023).** « Technical Comment on 'Fairness Considerations in Global Mitigation Investments' ». *Science* vol. 380(6646), eadg5893.
- Sen, A. (1973).** « Behaviour and the Concept of Preference ». *Economica* vol. 40(159), p. 241-259.
- Sen, A. (1977).** « Rational Fools: A Critique of the Behavioral Foundations of Economic Theory ». *Philosophy & Public Affairs* vol. 6(4), p. 317-344.
- Sen, A. (1985).** « Well-Being, Agency and Freedom: The Dewey Lectures 1984 ». *The Journal of Philosophy* vol. 82(4), p. 169-221.

- Sen, A. (1991).** *On Ethics and Economics*. New York : Wiley.
- Sen, A. (1997).** « Maximization and the Act of Choice ». *Econometrica* vol. 65(4), p. 745-779.
- Sen, A. (1999).** *Development as Freedom* New York : Anchor Books.
- Sen, A. (2005).** *The Argumentative Indian: Writings on Indian History, Culture and Identity*. New York : Picador/Farrar, Straus et Giroux.
- Sen, A. (2006).** *Identity and Violence: The Illusion of Destiny*. New York : W. W. Norton & Company.
- Sen, A. (2008).** « Why and How Is Health a Human Right? ». *The Lancet* vol. 372(9655), p. 2010.
- Sen, A. (2009a).** « The Fog of Identity ». *Politics, Philosophy & Economics* vol. 8(3), 285–288.
- Sen, A. (2009b).** *The Idea of Justice*. Cambridge, États-Unis : Harvard University Press.
- Sen, A. (2013).** « The Ends and Means of Sustainability ». *Journal of Human Development and Capabilities* vol. 14(1), p. 6-20.
- Sen, A. (2016).** « The Ends and Means of Sustainability ». Dans Lessmann, O. et Rauschmayer, F., (éd.), *The Capability Approach and Sustainability*. New York : Routledge.
- Sénit, C.-A. (2020).** « Leaving No One Behind? The Influence of Civil Society Participation on the Sustainable Development Goals ». *Environment and Planning C: Politics and Space* vol. 38(4), p. 693-712.
- Seong, J. W., Birshan, M., Woetzel, L., Lamanna, C., Condon, J. et Devesa, T. (2024).** « Geopolitics and the Geometry of Global Trade ». McKinsey Global Institute.
- Seong, J., White, O., Woetzel, J., Smit, S., Devesa, T., Birshan, M. et Samandari, H. (2022).** « Global Flows: The Ties That Bind in an Interconnected World ». Document de synthèse du McKinsey Global Institute (novembre).
- Settersten, R. A. (2018).** « Nine Ways That Social Relationships Matter for the Life Course ». Dans Alwin, D., Felmler, D. et Kreager, D., (éd.), *Social Networks and the Life Course*. Frontiers in Sociology and Social Research, vol. 2. Cham, Suisse : Springer.
- Seyoum, B. (2021).** « State Fragility and Human Development: A Study with Special Emphasis on Social Cohesion ». *International Journal of Social Economics* vol. 48(1), p. 39-61.
- Shafir, E. (2013).** *The Behavioral Foundations of Public Policy*. Princeton, États-Unis : Princeton University Press.
- Shanmugaratnam, T., Summers, L., Okonjo-Iweala, N., Botin, A., El-Erian, M., Frenkel, J., Grynspar, R., et al. (2021).** « A Global Deal for our Pandemic Age ». *Rapport du Groupe indépendant de haut niveau du G20*.
- Sheffer, L., John Loewen, P., Walgrave, S., Bailer, S., Breunig, C., Helfer, L., Pilet, J.-B., Varone, F. et Vliegenthart, R. (2023).** « How Do Politicians Bargain? Evidence from Ultimatum Games with Legislators in Five Countries ». *American Political Science Review*, p. 1-19.
- Shenai, N., End, N., Koosakul, J. et Said, A. (2023).** *The Financial Cost of Using Special Drawing Rights*. Washington : Fonds monétaire international.
- Shi, L., Romić, I., Ma, Y., Wang, Z., Podobnik, B., Stanley, H. E., Holme, P. et Jusup, M. (2020).** « Freedom of Choice Adds Value to Public Goods ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 117(30), p. 17516-17521.
- Shidore, S. (2023).** « The Return of the Global South ». *Foreign Affairs*, 31 août.
- Shiffman, J. et Shawar, Y. R. (2022).** « Framing and the Formation of Global Health Priorities ». *The Lancet* vol. 399(10339), p. 1977-1990.
- Shiller, R. J. (2006).** « Managing Risks to National Economies: The Role of Macro Markets ». Dans Kaul, I., Conceição, P. (éd.), *The New Public Finance: Responding to Global Challenges*. New York : Oxford University Press.
- Shiller, R. J. (2017).** « Narrative Economics ». *American Economic Review* vol. 107(4), p. 967-1004.
- Shiller, R., Joy, M., Ostry, J. D. et Benford, J. (2018).** *Sovereign GDP-Linked Bonds: Rationale and Design*. Paris et Londres : CEPR Press.
- Shun, K.-I. et Wong, D. B. (2004).** *Confucian Ethics: A Comparative Study of Self, Autonomy, and Community*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Sibert, J., Senina, I., Lehodey, P. et Hampton, J. (2012).** « Shifting from Marine Reserves to Maritime Zoning for Conservation of Pacific Bigeye Tuna *Thunnus Obesus* ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 109(44), p. 18221-18225.
- Siegrist, M. et Bearth, A. (2021).** « Worldviews, Trust, and Risk Perceptions Shape Public Acceptance of Covid-19 Public Health Measures ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 118(24), e2100411118.
- Simmons, J. P., Nelson, L. D. et Simonsohn, U. (2011).** « False-Positive Psychology: Undisclosed Flexibility in Data Collection and Analysis Allows Presenting Anything as Significant ». *Psychological Science* vol. 22(11), p. 1359-1366.
- Sinding Bentzen, J. (2019).** « Acts of God? Religiosity and Natural Disasters across Subnational World Districts ». *The Economic Journal* vol. 129(622) p. 2295-2321.
- Sinnott-Armstrong, W. et McKee, P. (2022).** « Certain Prosocial Motives Limit Redistribution Aimed at Equality ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(51), e2219059119.
- SIPRI (Institut international de recherche sur la paix de Stockholm). (2023).** *Trends in World Military Expenditure 2022*. Stockholm : SIPRI.
- Sirleaf, E. J. et Clark, H. (2021).** « Report of the Independent Panel for Pandemic Preparedness and Response: Making Covid-19 the Last Pandemic ». *The Lancet* vol. 398(10295), p. 101-103.
- Sklair, L. (2020).** « Globalization and the Challenge of the Anthropocene ». Dans Rossi, I., (éd.), *Challenges of Globalization and Prospects for an Inter-Civilizational World Order*. Cham, Suisse : Springer International Publishing.
- Slaughter, A.-M. (2004).** *A New World Order*. Princeton, États-Unis : Princeton University Press.
- Slemrod, J. (2004).** « The Economics of Corporate Tax Selfishness ». *National Tax Journal* vol. 57(4), p. 877-899.
- Slemrod, J. (2019).** « Tax Compliance and Enforcement ». *Journal of Economic Literature* vol. 57(4), p. 904-954.
- Smerdon, D., Offerman, T. et Gneezy, U. (2020).** « 'Everybody's Doing It': On the Persistence of Bad Social Norms ». *Experimental Economics* vol. 23(2), p. 392-420.
- Smith, R., Woodward, D., Acharya, A., Beaglehole, R. et Drager, N. (2004).** « Communicable Disease Control: A 'Global Public Good' Perspective ». *Health Policy and Planning* vol. 19(5), p. 271-278.
- Snyder, C. R. (1995).** « Conceptualizing, Measuring, and Nurturing Hope ». *Journal of Counseling & Development* vol. 73(3), p. 355-360.
- Snyder, C. R. (2000).** *Handbook of Hope: Theory, Measures, and Applications*. San Diego, États-Unis : Academic Press.
- Société des Nations (1939).** « The Development of International Co-Operation in Economic and Social Affairs ». Rapport du Comité spécial. Société des Nations, Genève.
- Sommer, C. (2019).** *Social Cohesion and Economic Development: Unpacking the Relationship*. Document d'information 16/2019, Institut allemand de développement, Bonn, Allemagne.
- Song, X.-P., Hansen, M. C., Potapov, P., Adusei, B., Pickering, J., Adami, M., Lima, A., et al. (2021).** « Massive Soybean Expansion in South America since 2000 and Implications for Conservation ». *Nature Sustainability* vol. 4(9), p. 784-792.
- Sonntag, D. (2010).** *AIDS and Aid: A Public Good Approach*. Springer Science & Business Media.
- Soontjens, K. (2023).** « Voters Don't Care Too Much About Policy: How Politicians Conceive of Voting Motives ». *Research & Politics* vol. 10(2), 20531680231176180.
- Spadaro, G., Graf, C., Jin, S., Arai, S., Inoue, Y., Lieberman, E., Rinderu, M. I., et al. (2022).** « Cross-Cultural Variation in Cooperation: A Meta-Analysis ». *Journal of Personality and Social Psychology* vol. 123(5), p. 1024-1088.
- Sparkman, G., Geiger, N. et Weber, E. U. (2022).** « Americans Experience a False Social Reality by Underestimating Popular Climate Policy Support by Nearly Half ». *Nature Communications* vol. 13(1), p. 4779.
- Sparkman, G., Howe, L. et Walton, G. (2021).** « How Social Norms Are Often a Barrier to Addressing Climate Change but Can Be Part of the Solution ». *Behavioural Public Policy* vol. 5(4), p. 528-555.
- Spilker, G., Nguyen, Q., Koubi, V. et Böhmelt, T. (2020).** « Attitudes of Urban Residents Towards Environmental Migration in Kenya and Vietnam ». *Nature Climate Change* vol. 10(7), p. 622-627.
- Sprengholz, P., Henkel, L., Betsch, C. et Böhm, R. (2023a).** « Understanding Climate Polarization: Identification with and Discrimination between Climate Policy Opinion Groups ». PsyArXiv Preprint.
- Sprengholz, P., Henkel, L., Böhm, R. et Betsch, C. (2023b).** « Historical Narratives About the Covid-19 Pandemic Are Motivationally Biased ». *Nature* vol. 623(7987), p. 588-593.

- Standing Committee on Fisheries and Oceans (2002).** *Foreign Overfishing: Its Impacts and Solutions*. Ottawa : Chambre des communes du Canada.
- Stanford, P. K. (2017).** « Bending toward Justice ». *Philosophy of Science* vol. 84(2), p. 369-376.
- Stanford, P. K. (2018).** « The Difference between Ice Cream and Nazis: Moral Externalization and the Evolution of Human Cooperation ». *Behavioral and Brain Sciences* vol. 41, e95.
- Stango, V. et Zinman, J. (2022).** « We Are All Behavioural, More, or Less: A Taxonomy of Consumer Decision-Making ». *The Review of Economic Studies* vol. 90(3), p. 1470-1498.
- Stanley, S. K., Hogg, T. L., Leviston, Z. et Walker, I. (2021).** « From Anger to Action: Differential Impacts of Eco-Anxiety, Eco-Depression, and Eco-Anger on Climate Action and Wellbeing ». *The Journal of Climate Change and Health* vol. 1, 100003.
- Stantcheva, S., Alesina, A. et Miano, A. (2019).** « Immigration and Redistribution ». Document de travail n° 24733 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.
- Staples, A. (2006).** *The Birth of Development How the World Bank, Food Agricultural Organization, and the World Health Organization Changed the World, 1945–1965* Kent, Kent University Press.
- Statista (2023).** « Number of Smartphone Mobile Network Subscriptions Worldwide from 2016 to 2022, with Forecasts from 2023 to 2028 ». <https://www.statista.com/statistics/330695/number-of-smartphone-users-worldwide/>. Consulté le 5 septembre 2023.
- Steffen, W., Broadgate, W., Deutsch, L., Gaffney, O. et Ludwig, C. (2015).** « The Trajectory of the Anthropocene: The Great Acceleration ». *The Anthropocene Review* vol. 2(1), p. 81-98.
- Steffen, W., Richardson, K., Rockström, J., Cornell, S. E., Fetzer, I., Bennett, E. M., Biggs, R., et al. (2015).** « Planetary Boundaries: Guiding Human Development on a Changing Planet ». *Science* vol. 347(6223).
- Steffen, W., Rockström, J., Richardson, K., Lenton, T. M., Folke, C., Liverman, D., Summerhayes, C. P., et al. (2018).** « Trajectories of the Earth System in the Anthropocene ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 115(33), p. 8252-8259.
- Steg, L. (2023).** « Psychology of Climate Change ». *Annual Review of Psychology* vol. 74(1), p. 391-421.
- Stenner, P. et Andreouli, E. (2023).** « Revisioning Psychology and Deglobalisation: The Case of Brexit ». *Theory & Psychology* vol. 33(2), p. 209-226.
- Sterelny, K. (2019).** « Evolutionary Foundations for a Theory of Moral Progress? ». *Analyse & Kritik* vol. 41(2), p. 205-216.
- Stets, J. E. et Serpe, R. T. (2013).** « Identity Theory ». Dans Delamater, J. et Ward, A., (éd.), *Handbook of Social Psychology*. Dordrecht, Pays-Bas : Springer.
- Stewart, A. J. et Raihani, N. (2023).** « Group Reciprocity and the Evolution of Stereotyping ». *Proceedings of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 290(1991), 20221834.
- Stewart, A. J., McCarty, N. et Bryson, J. J. (2020).** « Polarization under Rising Inequality and Economic Decline ». *Science Advances* vol. 6(50).
- Stewart, A. J., Plotkin, J. B. et McCarty, N. (2021).** « Inequality, Identity, and Partisanship: How Redistribution Can Stem the Tide of Mass Polarization ». *PNAS* vol. 118(e2102140118).
- Stewart, F., Holdstock, D. et Jarquin, A. (2002).** « Root Causes of Violent Conflict in Developing Countries: Conflict—from Causes to Prevention? ». *BMJ* vol. 324(7333), p. 342-345.
- Stiglitz, J. (1998).** « Distinguished Lecture on Economics in Government: The Private Uses of Public Interests: Incentives and Institutions ». *Journal of Economic Perspectives* vol. 12(2), p. 3-22.
- Stiglitz, J. E. (1995).** *The Theory of International Public Goods and the Architecture of International Organizations*. Department for Economic and Social Information and Policy Analysis.
- Stiglitz, J. E. (1996).** « Some Lessons from the East Asian Miracle ». *The World Bank Research Observer* vol. 11(2), p. 151-177.
- Stiglitz, J. E. (1999).** « Knowledge as a Global Public Good ». In Kaul, I., (éd.), *Global Public Goods: International Cooperation in the 21st Century*. New York : Oxford Academic.
- Stiglitz, J. E. (2002).** *Globalization and Its Discontents*. New York : W. W. Norton & Company.
- Stiglitz, J. E. (2007).** *Making Globalization Work*. New York : W. W. Norton & Company.
- Stiglitz, J. E. (2015).** « Overcoming the Copenhagen Failure with Flexible Commitments ». *Economics of Energy & Environmental Policy* vol. 4(2), p. 29-36.
- Stiglitz, J. E. (2021).** « The Proper Role of Government in the Market Economy: The Case of the Post-Covid Recovery ». *Journal of Government and Economics* vol. 1, 100004.
- Stiglitz, J. E. et Greenwald, B. (2014).** *Creating a Learning Society*. New York : Columbia University Press.
- Stiglitz, J. E. et Kaldor, M. (2013).** *The Quest for Security: Protection without Protectionism and the Challenge of Global Governance*. New York : Columbia University Press.
- Stiglitz, J. E. et Kosenko, A. (2024a).** « The Economics of Information in a World of Disinformation: A Survey Part 1: Indirect Communication ». Document de travail n° 32049 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.
- Stiglitz, J. E. et Kosenko, A. (2024b).** « The Economics of Information in a World of Disinformation: A Survey Part 2: Direct Communication ». Document de travail n° 32050 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.
- Stiglitz, J. et Stern, N. (2017).** *Report of the High-Level Commission on Carbon Prices*. Washington : Banque mondiale.
- Stirling, A. (2015).** « Emancipating Transformations: From Controlling 'the Transition' to Culturing Plural Radical Progress 1 ». *The Politics of Green Transformations*. Routledge.
- Stoddard, I., Anderson, K., Capstick, S., Carton, W., Depledge, J., Facer, K., Gough, C., et al. (2021).** « Three Decades of Climate Mitigation: Why Haven't We Bent the Global Emissions Curve? » *Annual Review of Environment and Resources* vol. 46(1), p. 653-689.
- Stone, D. et Moloney, K. (2019).** *The Oxford Handbook of Global Policy and Transnational Administration*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Stone, D. et Schmider, A. (2023).** « Expert Knowledge for Global Pandemic Policy: A Chorus of Evidence or a Clutter of Global Commissions? ». *Policy and Society*, p. 022.
- Stone, L. (2015).** « Quantitative Analysis of Women's Participation in Peace Processes ». Dans O'Reilly, M., Súilleabháin, A. Ó. et Paffenholz, T., (éd.), *Reimagining Peacemaking: Women's Roles in Peace Processes*. New York : International Peace Institute.
- Strandberg, K., Himmelroos, S. et Grönlund, K. (2019).** « Do Discussions in Like-Minded Groups Necessarily Lead to More Extreme Opinions? Deliberative Democracy and Group Polarization ». *International Political Science Review* vol. 40(1), p. 41-57.
- Stray, B., Lamb, A., Kaushik, A., Vovrosh, J., Rodgers, A., Winch, J., Hayati, F., et al. (2022).** « Quantum Sensing for Gravity Cartography ». *Nature* vol. 602(7898), p. 590-594.
- Sturgeon, T. J. (2008).** « From Commodity Chains to Value Chains: Interdisciplinary Theory Building in an Age of Globalization ». In Bair, J., (éd.), *Frontiers of Commodity Chain Research*. Redwood City : Stanford University Press.
- Sturgeon, T. J. et Kawakami, M. (2010).** *Global Value Chains in the Electronics Industry: Was the Crisis a Window of Opportunity for Developing Countries?* Washington : Banque mondiale.
- Sunstein, C. R. (2022).** « The Distributional Effects of Nudges ». *Nature Human Behaviour* vol. 6(1), p. 9-10.
- Supran, G. et Oreskes, N. (2021).** « Rhetoric and Frame Analysis of Exxonmobil's Climate Change Communications ». *One Earth* vol. 4(5), p. 696-719.
- Suzman, M. (2023).** « The Roots of the Global South's New Resentment: How Rich Countries' Selfish Pandemic Responses Stoked Distrust ». *Foreign Affairs*.
- Swidler, A. (1986).** « Culture in Action: Symbols and Strategies ». *American Sociological Review* vol. 51(2), p. 273-286.
- Swindle, J. (2023).** « Pathways of Global Cultural Diffusion: Mass Media and People's Moral Declarations About Men's Violence against Women ». *American Sociological Review* vol. 88(4), p. 742-779.
- Sytsma, T. (2020).** « RCEP Forms the World's Largest Trading Bloc. What Does This Mean for Global Trade? ». <https://www.rand.org/pubs/commentary/2020/12/rcep-forms-the-worlds-largest-trading-bloc-what-does.html>. Consulté le 11 novembre 2023.
- Szaszi, B., Higney, A., Charlton, A., Gelman, A., Ziano, I., Aczel, B., Goldstein, D. G., Yeager, D. S. et Tipton, E. (2022).** « No Reason to Expect Large and Consistent Effects of Nudge Interventions ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(31), e2200732119.

- Szaszi, B., Palinkas, A., Palfi, B., Szollosi, A. et Aczel, B. (2018).** « A Systematic Scoping Review of the Choice Architecture Movement: Toward Understanding When and Why Nudges Work ». *Journal of Behavioral Decision Making* vol. 31(3), p. 355-366.
- Szekely, A., Lipari, F., Antonioni, A., Paolucci, M., Sánchez, A., Tummolini, L. et Andrighetto, G. (2021).** « Evidence from a Long-Term Experiment That Collective Risks Change Social Norms and Promote Cooperation ». *Nature Communications* vol. 12(1), p. 5452.
- Tabassum, N. et Nayak, B. S. (2021).** « Gender Stereotypes and Their Impact on Women's Career Progressions from a Managerial Perspective ». *IIM Kozhikode Society & Management Review* vol. 10(2), p. 192-208.
- Taberna, A., Filatova, T., Hadjimichael, A. et Noll, B. (2023).** « Uncertainty in Boundedly Rational Household Adaptation to Environmental Shocks ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(44), e2215675120.
- Tajfel, H. et Turner, J. C. (2001).** « An Integrative Theory of Intergroup Conflict ». Dans Hogg, M. et Abrams, D., (éd.), *Intergroup Relations: Key Readings*.
- Tajfel, H., Turner, J. C., Austin, W. G. et Worchel, S. (1979).** « An Integrative Theory of Intergroup Conflict ». Dans Austin, W. G. et Worchel, S., (éd.), *Psychology of Intergroup Relations*. Brooks/Cole Publishers.
- Talhelm, T. (2020).** « Emerging Evidence of Cultural Differences Linked to Rice Versus Wheat Agriculture ». *Current Opinion in Psychology* vol. 32, p. 81-88.
- Tannenbaum, D., Maréchal, M. A. et Cohn, A. (2023).** « A Closer Look at Civic Honesty in Collectivist Cultures ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(49), e2313586120.
- te Wierik, S. A., Cammeraat, E. L. H., Gupta, J. et Artzy-Randrup, Y. A. (2021).** « Reviewing the Impact of Land Use and Land-Use Change on Moisture Recycling and Precipitation Patterns ». *Water Resources Research* vol. 57(7), e2020WR029234.
- Teaiwa, K. (2021).** « Artist Statement ». *Journal of Human Rights and the Environment* vol. 12(1), p. 100-102.
- Thaler, R. H. (2018).** « From Cashews to Nudges: The Evolution of Behavioral Economics ». *American Economic Review* vol. 108(6), p. 1265-1287.
- Thaler, R. H. et Sunstein, C. R. (2003).** « Libertarian Paternalism ». *American Economic Review* vol. 93(2), p. 175-179.
- Thielmann, I., Spadaro, G. et Balliet, D. (2020).** « Personality and Prosocial Behavior: A Theoretical Framework and Meta-Analysis ». *Psychological Bulletin* vol. 146(1), p. 30.
- Thomas, C. C. et Markus, H. R. (2023).** « Enculturating the Science of International Development: Beyond the WEIRD Independent Paradigm ». *Journal of Cross-Cultural Psychology* vol. 54(2), p. 195-214.
- Thomas, C. C., Otis, N. G., Abraham, J. R., Markus, H. R. et Walton, G. M. (2020).** « Toward a Science of Delivering Aid with Dignity: Experimental Evidence and Local Forecasts from Kenya ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 117(27), p. 15546-15553.
- Thompson, A. (à paraître).** *Humanitarianism on Trial. How a Global System of Aid, Development and Human Rights Emerged through the End of Empire*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Thompson, K. M. (2022).** « Polio Eradication: What Kind of World Do We Want? ». *The Lancet Infectious Diseases* vol. 22(2), p. 161-163.
- Thompson, K. M. et Kalkowska, D. A. (2021).** « An Updated Economic Analysis of the Global Polio Eradication Initiative ». *Analyse des risques* vol. 41(2), p. 393-406.
- Thompson, K. M. et Tebbens, R. J. D. (2007).** « Eradication Versus Control for Poliomyelitis: An Economic Analysis ». *The Lancet* vol. 369(9570), p. 1363-1371.
- Thompson, K. M., Kalkowska, D. A. et Badizadegan, K. (2022).** « Health Economic Analysis of Vaccine Options for the Polio Eradication Endgame: p. 2022-2036. *Expert Review of Vaccines* vol. 21(11), p. 1667-1674.
- Tierney, J. E., Pausata, F. S. R. et deMenocal, P. B. (2017).** « Rainfall Regimes of the Green Sahara ». *Science Advances* vol. 3(1), e1601503.
- Tierney, J. E., Poulsen, C. J., Montañez, I. P., Bhattacharya, T., Feng, R., Ford, H. L., Hönlisch, B., et al. (2020a).** « Past Climates Inform Our Future ». *Science* vol. 370(6517).
- Tierney, J. E., Zhu, J., King, J., Malevich, S. B., Hakim, G. J. et Poulsen, C. J. (2020b).** « Glacial Cooling and Climate Sensitivity Revisited ». *Nature* vol. 584(7822), p. 569-573.
- Tilman, A. R., Dixit, A. K. et Levin, S. A. (2019).** « Localized Prosocial Preferences, Public Goods, and Common-Pool Resources ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 116(12), p. 5305-5310.
- Tingley, D. et Tomz, M. (2022).** « The Effects of Naming and Shaming on Public Support for Compliance with International Agreements: An Experimental Analysis of the Paris Agreement ». *International Organization* vol. 76(2), p. 445-468.
- Toivonen, H. (2022).** « Themes of Climate Change Agency: A Qualitative Study on How People Construct Agency in Relation to Climate Change ». *Humanities and Social Sciences Communications* vol. 9(1), p. 102.
- Tokita, C. K., Guess, A. M. et Tarnita, C. E. (2021).** « Polarized Information Ecosystems Can Reorganize Social Networks Via Information Cascades ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 118(50), e2102147118.
- Tomasello, M. (1999).** *The Cultural Origins of Human Cognition*. Cambridge, États-Unis : Harvard university press.
- Tomasello, M. (2022).** *The Evolution of Agency*. Cambridge, États-Unis : MIT Press.
- Tomasello, M. et Vaish, A. (2013).** « Origins of Human Cooperation and Morality ». *Annual Review of Psychology* vol. 64(1), p. 231-255.
- Tomasello, M., Behne, T., Call, J., Carpenter, M. et Moll, H. (2005).** « Understanding and Sharing Intentions: The Origins of Cultural Cognition ». *Behavioral and Brain Sciences* vol. 28(5), p. 675-691.
- Tomasello, M., Melis, A. P., Tennie, C., Wyman, E. et Herrmann, E. (2012).** « Two Key Steps in the Evolution of Human Cooperation: The Interdependence Hypothesis ». *Current Anthropology* vol. 53(6), p. 673-692.
- Tooze, A. (2023).** « Global Austerity, Chilean Cybernetics & the Santiago Boys, CPR's Battle Goes on & the Art Market Hits a Wall ». <https://adamtooze.substack.com/p/global-austerity-chilean-cybernetics>. Consulté le 3 août 2023.
- Torcay, M. et Thomson, Z. A. (2023).** « Social Trust and Affective Polarization in Spain (2014–19) ». *Electoral Studies* vol. 81, 102582.
- Torgler, B. et Schneider, F. (2007).** « Shadow Economy, Tax Morale, Governance and Institutional Quality: A Panel Analysis ».
- Törnberg, P. (2022).** « How Digital Media Drive Affective Polarization through Partisan Sorting ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(42), e2207159119.
- Torres, L. (2021).** « A Civil or Uncivil Civil Society? » Document de recherche, New York University Center on International Cooperation, Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies, New York.
- Tørsløv, T., Wier, L. et Zucman, G. (2022).** « The Missing Profits of Nations ». *Review of Economic Studies* vol. 90(3), p. 1499-1534.
- Towse, A., Chalkidou, K., Firth, I., Kettler, H. et Silverman, R. (2021).** « How Should the World Pay for a Coronavirus Disease (Covid-19) Vaccine? ». *Value in Health* vol. 24(5), p. 625-631.
- Travers, H., Walsh, J., Vogt, S., Clements, T. et Milner-Gulland, E. J. (2021).** « Delivering Behavioural Change at Scale: What Conservation Can Learn from Other Fields ». *Biological Conservation* vol. 257, 109092.
- Trubowitz, P. et Burgoon, B. (2023).** *Geopolitics and Democracy: The Western Liberal Order from Foundation to Fracture*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.
- Tucker, P. (2022).** *Global Discord: Values and Power in a Fractured World Order*. Princeton, États-Unis : Princeton University Press.
- Turchin, P. (2009).** « A Theory for Formation of Large Empires ». *Journal of Global History* vol. 4(2), p. 191-217.
- Turchin, P. (2013).** « The Puzzle of Human Ultrasociality: How Did Large-Scale Complex Societies Evolve ». Dans Richerson, P. et Christiansen, M. H. (éd.), *Cultural Evolution : Society, Technology, Language, and Religion*. Cambridge, États-Unis : MIT Press.
- Turchin, P. (2015).** *Ultrasociety: How 10,000 Years of War Made Humans the Greatest Cooperators on Earth*. Chaplin, États-Unis : Beresta Books
- Tverskoi, D., Guido, A., Andrighetto, G., Sánchez, A. et Gavrillets, S. (2023).** « Disentangling Material, Social, and Cognitive Determinants of Human Behavior and Beliefs ». *Humanities and Social Sciences Communications* vol. 10(1), p. 236.
- Tversky, A. et Kahneman, D. (1992).** « Advances in Prospect Theory: Cumulative Representation of Uncertainty ». *Journal of Risk and Uncertainty* vol. 5(4), p. 297-323.

- Tyler, T. R. (2023).** « Whither Legitimacy? Legal Authority in the Twenty-First Century ». *Annual Review of Law and Social Science* vol. 19(1), p. 1-17.
- UCMP (Musée de paléontologie de l'Université de Californie) (2023).** « Understanding Global Change – Phosphorus ». <https://ugc.berkeley.edu/background-content/phosphorus/>. Consulté le 10 novembre 2023.
- UIT (Union internationale des télécommunications) (2022).** *Global Connectivity Report 2022*. Genève : UIT.
- UIT (Union internationale des télécommunications) (2023).** « Facts and Figures 2023 ». UIT, Genève.
- Ulph, A., Pintassilgo, P. et Finus, M. (2019).** « Uncertainty, Learning and International Environmental Agreements: The Role of Risk Aversion ». *Environmental and Resource Economics* vol. 73(4), p. 1165-1196.
- Ulyssea, G. (2020).** « Informality: Causes and Consequences for Development ». *Annual Review of Economics* vol. 12(1), p. 525-546.
- Ulyssea, G., Bobba, M. et Gadenne, L. (2023).** « Informality ». *VoxDevLit* vol. 6(1).
- Underhill-Sem, Y. J. (2011).** « Feminist Political Ecology ». Dans Vusvanathan, N. D. et Nisonoff, L. (éd.), *The Women, Gender and Development Reader*. Londres : Zed Books.
- UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) (2022).** *Le journalisme est un bien public. Tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias. Rapport mondial 2021/2022*. Paris : UNESCO.
- UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) (2023).** « Coopération et recherche scientifique : pourquoi collaborer en science ? Avantages et illustrations ». <https://www.unesco.org/fr/scientific-research-cooperation-why-collaborate-science-benefits-and-examples>. Consulté le 20 août 2023.
- UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) (2021).** *La Situation des enfants dans le monde 2021 – Dans ma tête : promouvoir, protéger et prendre en charge la santé mentale des enfants*. New York : UNICEF.
- Uppsala Conflict Data Program (2023).**
- Ürge-Vorsatz, D., Herrero, S. T., Dubash, N. K. et Lecocq, F. (2014).** « Measuring the Co-Benefits of Climate Change Mitigation ». *Annual Review of Environment and Resources* vol. 39(1), p. 549-582.
- USA for UNHCR (2023).** « Rohingya Refugee Crisis Explained ». <https://www.unrefugees.org/news/rohingya-refugee-crisis-explained/>. Consulté le 5 novembre 2023.
- Usher, A. D. (2020).** « WHO Launches Crowdfund for Covid-19 Response ». *The Lancet* vol. 395(10229), p. 1024.
- Usher, A. D. (2021).** « A Beautiful Idea: How COVAX Has Fallen Short ». *The Lancet* vol. 397(10292), p. 2322-2325.
- Uslaner, E. M. (1999).** « Democracy and Social Capital ». Dans Warren, M. E. (éd.) *Democracy and Trust*. Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Uslaner, E. M. (2008).** « Where You Stand Depends Upon Where Your Grandparents Sat: The Inheritability of Generalized Trust ». *Public Opinion Quarterly* vol. 72(4), p. 725-740.
- Uslaner, E. M. (2019).** « The Historical Roots of Well-Being and Social Cohesion ». Document de référence pour le Rapport mondial sur le développement humain, Bureau du Rapport mondial sur le développement humain, Programme des Nations Unies pour le développement, New York.
- Vaidyanathan, G. (2024).** « A Giant Fund for Climate Disasters Will Soon Open. Who Should Be Paid First? ». *Nature*, 29 janvier. <https://www.nature.com/articles/d41586-024-00149-x>.
- Van Aaken, A. (2018).** « Behavioral Aspects of the International Law of Global Public Goods and Common Pool Resources ». *American Journal of International Law* vol. 112(1), p. 67-79.
- Van Aaken, A. et Broude, T. (2020).** « The Psychology of International Law: An Introduction ». *European Journal of International Law* vol. 30(4), p. 1225-1236.
- Van Bavel, J. J., Baicker, K., Boggio, P. S., Capraro, V., Cichocka, A., Cikara, M., Crockett, M. J., et al. (2020).** « Using Social and Behavioural Science to Support Covid-19 Pandemic Response ». *Nature Human Behaviour*, p. 1-12.
- Van Bavel, J. J., Pärnamets, P., Reinero, D. A., Packer, D., Pärnamets, P., Reinero, D. et Packer, D. (2022).** « How Neurons, Norms, and Institutions Shape Group Cooperation ». *Advances in Experimental Social Psychology* vol. 66, p. 59-105.
- Van Bavel, J. J., Pretus, C., Rathje, S., Pärnamets, P., Vlasceanu, M. et Knowles, E. D. (à paraître).** « The Costs of Polarizing a Pandemic: Antecedents, Consequences, and Lessons ». *Perspectives on Psychological Science*, 17456916231190395.
- Van den Boogaard, V., Prichard, W. et Jibao, S. (2018).** « Informal Taxation in Sierra Leone: Magnitudes, Perceptions and Implications ». *African Affairs* vol. 118(471), p. 259-284.
- van der Does, T., Galesic, M., Dunivin, Z. O. et Saldino, P. E. (2022).** « Strategic Identity Signaling in Heterogeneous Networks ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(10), e2117898119.
- Van der Zee, E., Fikfak, V. et Peat, D. (2021).** « Introduction to the Symposium on Limitations of the Behavioral Turn in International Law ». *AJIL Unbound* vol. 115, p. 237-241.
- Van Doesum, N. J., Murphy, R. O., Gallucci, M., Aharonov-Majar, E., Athenstaedt, U., Au, W. T., Bai, L., et al. (2021).** « Social Mindfulness and Prosociality Vary across the Globe ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 118(35), e2023846118.
- Van Doesum, N. J., Murphy, R. O., Gallucci, M., Aharonov-Majar, E., Athenstaedt, U., Au, W. T., Bai, L., et al. (2022).** « Reply to Komatsu et al.: From Local Social Mindfulness to Global Sustainability Efforts? ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 119(4), e2119303118.
- Van Lange, P. A. M. et Rand, D. G. (2022).** « Human Cooperation and the Crises of Climate Change, Covid-19, and Misinformation ». *Annual Review of Psychology* vol. 73(1), p. 379-402.
- Van Long, N. (2020).** « A Dynamic Game with Interaction between Kantian Players and Nashian Players ». Dans Pineau, P.-O., Sigué, S. et Taboubi, S. (éd.), *Games in Management Science*. Springer.
- van Prooijen, J.-W. (2021).** « The Psychology of Political Polarization: An Introduction ». Dans *The Psychology of Political Polarization*. New York : Routledge.
- van Prooijen, J.-W., Krouwel, A. P. M., Boiten, M. et Eendebak, L. (2015).** « Fear among the Extremes: How Political Ideology Predicts Negative Emotions and Outgroup Derogation ». *Personality and Social Psychology Bulletin* vol. 41(4), p. 485-497.
- Van Roekel, H., Giurge, L. M., Schott, C. et Tummers, L. (2023).** « Nudges Can Be Both Autonomy-Preserving and Effective: Evidence from a Survey and Quasi-Field Experiment ». *Behavioural Public Policy*, p. 1-24.
- Van Zomeren, M., Postmes, T. et Spears, R. (2008).** « Toward an Integrative Social Identity Model of Collective Action: A Quantitative Research Synthesis of Three Socio-Psychological Perspectives ». *Psychological Bulletin* vol. 134(4), p. 504.
- Vasconcelos, V. V., Constantino, S. M., Dannenberg, A., Lumkowsky, M., Weber, E. et Levin, S. (2021).** « Segregation and Clustering of Preferences Erode Socially Beneficial Coordination ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 118(50), e2102153118.
- Vlasceanu, M., Doell, K. C., Bak-Coleman, J. B., Todorova, B., Berkebile-Weinberg, M. M., Grayson, S. J., Patel, Y. et al. (2024).** « Addressing Climate Change with Behavioral Science: A Global Intervention Tournament in 63 Countries ». *Science Advances* vol. 10(6), ead5778.
- Vicary, S. et Sandler, T. (2002).** « Weakest-Link Public Goods: Giving in-Kind or Transferring Money ». *European Economic Review* vol. 46(8), p. 1501-1520.
- Victor, D. G., Lumkowsky, M. et Dannenberg, A. (2022).** « Determining the Credibility of Commitments in International Climate Policy ». *Nature Climate Change* vol. 12(9), p. 793-800.
- Vitousek, P. M., Aber, J. D., Howarth, R. W., Likens, G. E., Matson, P. A., Schindler, D. W., Schlesinger, W. H. et Tilman, D. G. (1997).** « Human Alteration of the Global Nitrogen Cycle: Sources and Consequences ». *Ecological Applications* vol. 7(3), p. 737-750.
- Vivalt, E. (2020).** « How Much Can We Generalize from Impact Evaluations? ». *Journal of the European Economic Association* vol. 18(6), p. 3045-3089.
- Vlasceanu, M., Doell, K., Bak-Coleman, J. et Van Bavel, J. J. (2023).** « Addressing Climate Change with Behavioral Science: A Global Intervention Tournament in 63 Countries ». *Science Advances* vol. 10(06).
- Vogt, S., Mohammed Zaid, N. A., El Fadil Ahmed, H., Fehr, E. et Efferson, C. (2016).** « Changing Cultural Attitudes Towards Female Genital Cutting ». *Nature* vol. 538(7626), p. 506-509.
- von Flüe, L., Efferson, C. et Vogt, S. (2024).** « Green Preferences Sustain Greenwashing: Challenges in the Cultural Transition to a Sustainable Future ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 379(1893), 20220268.
- Voors, M. J., Nillesen, E. E. M., Verwimp, P., Bulte, E. H., Lensink, R. et Van Soest, D. P. (2012).** « Violent Conflict

and Behavior: A Field Experiment in Burundi ». *American Economic Review* vol. 102(2), p. 941-964.

**Vu, L., Soraperra, I., Leib, M., van der Weele, J. et Shalvi, S. (2023).** « Ignorance by Choice: A Meta-Analytic Review of the Underlying Motives of Willful Ignorance and Its Consequences ». *Psychological Bulletin* vol. 149(9-10), p. 611.

**Wagner, C. E., Prentice, J. A., Saad-Roy, C. M., Yang, L., Grenfell, B. T., Levin, S. A. et Laxminarayan, R. (2020).** « Economic and Behavioral Influencers of Vaccination and Antimicrobial Use ». *Frontiers in Public Health* vol. 8, p. 975.

**Wagner, M. (2021).** « Affective Polarization in Multiparty Systems ». *Electoral Studies* vol. 69, 102199.

**Waichman, I., Requate, T., Karde, M. et Milinski, M. (2021).** « Challenging Conventional Wisdom: Experimental Evidence on Heterogeneity and Coordination in Avoiding a Collective Catastrophic Event ». *Journal of Environmental Economics and Management* vol. 109, 102502.

**Walgrave, S., Jansen, A., Sevenans, J., Soontjens, K., Pilet, J.-B., Brack, N., Varone, F., et al. (2023).** « Inaccurate Politicians: Elected Representatives' Estimations of Public Opinion in Four Countries ». *The Journal of Politics* vol. 85(1), p. 209-222.

**Wallach, O. (2021).** « The World's Tech Giants, Compared to the Size of Economies ». <https://www.visualcapitalist.com/the-tech-giants-worth-compared-economies-countries/>. Consulté le 5 novembre 2023.

**Walter, S. (2021a).** « Brexit Domino? The Political Contagion Effects of Voter-Endorsed Withdrawals from International Institutions ». *Comparative Political Studies* vol. 54(13), p. 2382-2415.

**Walter, S. (2021b).** « The Backlash against Globalization ». *Annual Review of Political Science* vol. 24, p. 421-442.

**Wang, H., Paulson, K. R., Pease, S. A., Watson, S., Comfort, H., Zheng, P., Aravkin, A. Y., et al. (2022).** « Estimating Excess Mortality Due to the Covid-19 Pandemic: A Systematic Analysis of Covid-19-Related Mortality, 2020–21 ». *The Lancet* vol. 399(10334), p. 1513-1536.

**Wang, Y., Ge, J., Zhang, H., Wang, H. et Xie, X. (2020).** « Altruistic Behaviors Relieve Physical Pain ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 117(2), p. 950-958.

**Waring, T. M., Goff, S. H. et Smaldino, P. E. (2017).** « The Coevolution of Economic Institutions and Sustainable Consumption Via Cultural Group Selection ». *Ecological Economics* vol. 131, p. 524-532.

**Waring, T. M., Kline, M. A., Brooks, J. S., Goff, S. H., Gowdy, J., Janssen, M. A., Smaldino, P. E. et Jacquet, J. (2015).** « A Multilevel Evolutionary Framework for Sustainability Analysis ». *Ecology and Society* vol. 20(2).

**Waring, T. M., Wood, Z. T. et Szathmáry, E. (2024).** « Characteristic Processes of Human Evolution Caused the Anthropocene and May Obstruct Its Global Solutions ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 379(1893), 20220259.

**Warr, P. G. (1983).** « The Private Provision of a Public Good Is Independent of the Distribution of Income ». *Economics Letters* vol. 13(2), p. 207-211.

**Watene, K. et Merino, R. (2018).** « Indigenous Peoples: Self-Determination, Decolonization, and Indigenous Philosophies ». Dans Drydyk, J. et Keleher, L. (éd.), *Routledge Handbook of Development Ethics*. Milton Park, Royaume-Uni : Routledge.

**Waters, C. N., Head, M. J., Zalasiewicz, J., McCarthy, F. M. G., Wing, S. L., Haff, P. K., Williams, M., et al. (2023).** « Response to Merritts et al. (2023): The Anthropocene Is Complex. Defining It Is Not ». *Earth-Science Reviews* vol. 238, 104335.

**Watson, O. J., Barnsley, G., Toor, J., Hogan, A. B., Winskill, P. et Ghani, A. C. (2022).** « Global Impact of the First Year of Covid-19 Vaccination: A Mathematical Modelling Study ». *The Lancet Infectious Diseases* vol. 22(9), p. 1293-1302.

**Watts, J., Greenhill, S. J., Atkinson, Q. D., Currie, T. E., Bulbulia, J. et Gray, R. D. (2015).** « Broad Supernatural Punishment but Not Moralizing High Gods Precede the Evolution of Political Complexity in Austronesia ». *Proceedings of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 282(1804), 20142556.

**Weber, M. (2016).** « Economy and Society ». *Democracy: A Reader*. New York : Columbia University Press.

**Webster, S. W. et Albertson, B. (2022).** « Emotion and Politics: Noncognitive Psychological Biases in Public Opinion ». *Annual Review of Political Science* vol. 25(1), p. 401-418.

**Weible, C. M., Nohrstedt, D., Cairney, P., Carter, D. P., Crow, D. A., Durnová, A. P., Heikkilä, T., et al. (2020).** « Covid-19 and the Policy Sciences: Initial Reactions and Perspectives ». *Policy Sciences* vol. 53(2), p. 225-241.

**Weiss, C. M., Ran, S. et Halperin, E. (2023).** « Educating for Inclusion: Diversity Education Programs Can Reduce Prejudice toward Outgroups in Israel ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(16), e2218621120.

**Wellcome Trust. (2022).** Covid-19 Vaccines: The Factors That Enabled Unprecedented Timelines for Clinical Development and Regulatory Authorisation.

**Welsch, H. (2022).** « Do Social Norms Trump Rational Choice in Voluntary Climate Change Mitigation? Multi-Country Evidence of Social Tipping Points ». *Ecological Economics* vol. 200, 107509.

**Wendt, A. (1992).** « Anarchy Is What States Make of It: The Social Construction of Power Politics ». *International Organization* vol. 46(2), p. 391-425.

**Wenzel, M. (2005).** « Misperceptions of Social Norms About Tax Compliance: From Theory to Intervention ». *Journal of Economic Psychology* vol. 26(6), p. 862-883.

**West, S. A. et Ghoul, M. (2019).** « Conflict within Cooperation ». *Current Biology* vol. 29(11), R425-R426.

**West, S. A., Cooper, G. A., Ghoul, M. B. et Griffin, A. S. (2021).** « Ten Recent Insights for Our Understanding of Cooperation ». *Nature Ecology & Evolution* vol. 5(4), p. 419-430.

**West, S. A., Gardner, A., Shuker, D. M., Reynolds, T., Burton-Chellow, M., Sykes, E. M., Guinness, M. A. et Griffin, A. S. (2006).** « Cooperation and the Scale of Competition in Humans ». *Current Biology* vol. 16(11), p. 1103-1106.

**West, S. A., Griffin, A. S. et Gardner, A. (2007a).** « Evolutionary Explanations for Cooperation ». *Current Biology* vol. 17(16), R661-R672.

**West, S. A., Griffin, A. S. et Gardner, A. (2007b).** « Social Semantics: Altruism, Cooperation, Mutualism, Strong Reciprocity and Group Selection ». *Journal of Evolutionary Biology* vol. 20(2), p. 415-432.

**Westra, E., Fitzpatrick, S., Brosnan, S. F., Gruber, T., Hobaiter, C., Hopper, L. M., Kelly, D., et al. (à paraître).** « In Search of Animal Normativity: A Framework for Studying Social Norms in Non-Human Animals ». *Biological Reviews*.

**White, C. J. M., Kelly, J. M., Shariff, A. F. et Norenzayan, A. (2019).** « Supernatural Norm Enforcement: Thinking About Karma and God Reduces Selfishness among Believers ». *Journal of Experimental Social Psychology* vol. 84, 103797.

**White, C. J. M., Muthukrishna, M. et Norenzayan, A. (2021).** « Cultural Similarity among Coreligionists within and between Countries ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 118(37), e2109650118.

**White, C. et Costello, C. (2014).** « Close the High Seas to Fishing? ». *PLOS Biology* vol. 12(3), e1001826.

**White, J. (2023).** *In the Long Run: The Future as a Political Idea*. Londres : Profile Books.

**White, O., Woetzel, J., Smit, S., Seong, J. et Devesa, T. (2023).** « The Complication of Concentration in Global Trade ». McKinsey Global Institute, 12 janvier.

**White, S. C. et Jha, S. (2023).** « Exploring the Relational in Relational Wellbeing ». *Social Sciences* vol. 12(11), p. 600.

**Whitehouse, H. (2018).** « Dying for the Group: Towards a General Theory of Extreme Self-Sacrifice ». *Behavioral and Brain Sciences* vol. 41, e192.

**Whitehouse, H. et Lanman, J. A. (2014).** « The Ties That Bind Us: Ritual, Fusion, and Identification ». *Current Anthropology* vol. 55(6), p. 674-695.

**Whyte, K. C., C. J. (2016).** « Ethics of Caring in Environmental Ethics: Indigenous and Feminist Philosophies ». Dans Gardiner, S. et Thompson, A. (éd.), *The Oxford Handbook of Environmental Ethics*. Oxford, Royaume-Uni : Oxford University Press.

**Wiest, S. L., Raymond, L. et Clawson, R. A. (2015).** « Framing, Partisan Predispositions, and Public Opinion on Climate Change ». *Global Environmental Change* vol. 31, p. 187-198.

**Wildavsky, A. (1987).** « Choosing Preferences by Constructing Institutions: A Cultural Theory of Preference Formation ». *American Political Science Review* vol. 81(1), p. 3-21.

**Wildavsky, A., Dake, K. et Darwin, C. (2001).** « Theories of Risk Perception: Who Fears What and Why. » Dans Gerrard, S., et al (éd.), *Environmental Risk Planning And Management*. Northampton, États-Unis : Edward Elgar Pub.

**Wilkinson, A., MacGregor, H., Scoones, I., Schmidt-Sane, M., Leach, M., Taylor, P., Ripoli, S., et al. (2023).** Pandemic Preparedness for the Real World: Why We Must Invest in Equitable, Ethical and Effective Approaches to Help Prepare for the Next Pandemic. Brighton, Royaume-Uni : Institute for Development Studies.

- Wilkinson, A., Parker, M., Martineau, F. et Leach, M. (2017). « Engaging 'Communities': Anthropological Insights from the West African Ebola Epidemic ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 372(1721), 20160305.
- Williams, G. J., Graham, N. A., Jouffray, J. B., Norström, A. V., Nyström, M., Gove, J. M., Heenan, A. et Wedding, L. M. (2019). « Coral Reef Ecology in the Anthropocene ». *Functional Ecology* vol. 33(6), p. 1014-1022.
- Williamson, A., Forman, R., Azzopardi-Muscat, N., Battista, R., Colombo, F., Glassman, A., Marimont, J. F., et al. (2022). « Effective Post-Pandemic Governance Must Focus on Shared Challenges ». *The Lancet* vol. 399(10340), p. 1999-2001.
- Wilson, D. S. (2019). *This View of Life: Completing the Darwinian Revolution*. New York : Knopf Doubleday.
- Wilson, D. S., Madhavan, G., Gelfand, M. J., Hayes, S. C., Atkins, P. W. B. et Colwell, R. R. (2023). « Multilevel Cultural Evolution: From New Theory to Practical Applications ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(16), e2218222120.
- Winkelmann, R., Donges, J. F., Smith, E. K., Milkoreit, M., Eder, C., Heitzig, J., Katsanidou, A., et al. (2022). « Social Tipping Processes Towards Climate Action: A Conceptual Framework ». *Ecological Economics* vol. 192, 107242.
- Winkler, M. (2021). « Do Disasters Affect the Tightness of Social Norms ». Job Market Paper. Université de Harvard, Cambridge, États-Unis.
- Winters, L. A., McCulloch, N. et McKay, A. (2004). « Trade Liberalization and Poverty: The Evidence So Far ». *Journal of Economic Literature* vol. 42(1), p. 72-115.
- Wolf, M. (2023). *The Crisis of Democratic Capitalism*. Londres, Royaume-Uni : Penguin.
- Wolf, M. (2024). The Story Remains One of Integration. *The Financial Times Special Report*, 19 janvier.
- Woolcock, M. et Narayan, D. (2000). « Social Capital: Implications for Development Theory, Research, and Policy ». *The World Bank Research Observer* vol. 15(2), p. 225-249.
- Woolley, O. et Harrington, C. (2022). « Law and Governance in the Anthropocene ». *Global Policy* vol. 13(S3), p. 5-10.
- Wouters, O. J., Shadlen, K. C., Salcher-Konrad, M., Pollard, A. J., Larson, H. J., Teerawattananon, Y. et Jit, M. (2021). « Challenges in Ensuring Global Access to Covid-19 Vaccines: Production, Affordability, Allocation, and Deployment ». *The Lancet* vol. 397(10278), p. 1023-1034.
- Wu, F., Zhao, S., Yu, B., Chen, Y.-M., Wang, W., Song, Z.-G., Hu, Y., et al. (2020). « A New Coronavirus Associated with Human Respiratory Disease in China ». *Nature* vol. 579(7798), p. 265-269.
- Wu, G. S. T. et Wan, W. T. S. (2023). « What Drives the Cross-Border Spillover of Climate Transition Risks? Evidence from Global Stock Markets ». *International Review of Economics & Finance* vol. 85, p. 432-447.
- Wu, J. S.-T., Hauert, C., Kremen, C. et Zhao, J. (2022). « A Framework on Polarization, Cognitive Inflexibility, and Rigid Cognitive Specialization ». *Frontiers in Psychology* vol. 13, p. 1386.
- Wu, Q., Ke, L., Wang, J., Pavelsky, T. M., Allen, G. H., Sheng, Y., Duan, X., et al. (2023). « Satellites Reveal Hotspots of Global River Extent Change ». *Nature Communications* vol. 14(1), p. 1587.
- Wullenkord, M. C., Tröger, J., Hamann, K. R. S., Loy, L. S. et Reese, G. (2021). « Anxiety and Climate Change: A Validation of the Climate Anxiety Scale in a German-Speaking Quota Sample and an Investigation of Psychological Correlates ». *Climatic Change* vol. 168(3), p. 20.
- Xing, Y., Gentile, E. et Dollar, D. (2021). *Global Value Chain Development Report 2021: Beyond Production*. Manille : Banque asiatique de développement ; Beijing : Research Institute for Global Value Chains at the University of International Business and Economics, Genève : Organisation mondiale du commerce ; Chiba, Japon : Institute of Developing Economies–Japan External Trade Organization ; Beijing : China Development Research Foundation.
- Xu, C., Kohler, T. A., Lenton, T. M., Svenning, J.-C. et Scheffer, M. (2020). « Future of the Human Climate Niche ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 117(21), p. 11350-11355.
- Xu, X., Metsälampi, S., Kirchner, M., Kotakorpi, K., Matthews, P. H. et Miettinen, T. (2023). « Which Income Comparisons Matter to People, and How? Evidence from a Large Field Experiment ». Document de travail 2023-05, Faculté d'économie et de statistique, Université d'Innsbruck.
- Xygalatas, D., Mitkidis, P., Fischer, R., Reddish, P., Skewes, J., Geertz, A. W., Roepstorff, A. et Bulbulia, J. (2013). « Extreme Rituals Promote Prosociality ». *Psychological Science* vol. 24(8), p. 1602-1605.
- Yagan, D. (2019). « Employment Hysteresis from the Great Recession ». *Journal of Political Economy* vol. 127(5), p. 2505-2558.
- Yamagishi, T. et Yamagishi, M. (1994). « Trust and Commitment in the United States and Japan ». *Motivation and Emotion* vol. 18(2), p. 129-166.
- Yang, H., Meng, K. C. et Suh, S. (2023). « Spatial Distributions of Stranded Fossil Asset Costs and Benefits from Climate Change Mitigation ». *Environmental Research Communications* vol. 5(6), 061001.
- Yang, Q., Zhang, W., Liu, S., Gong, W., Han, Y., Lu, J., Jiang, D., et al. (2023). « Unraveling Controversies over Civic Honesty Measurement: An Extended Field Replication in China ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(29), e2213824120.
- Yap, M. et Watene, K. (à paraître). « The Inclusion of Culture in the Sustainable Development Goals: Some Learnings from Gender and Wellbeing in Australia and Aotearoa New Zealand ». Dans Dunhuny, A. B., S. (ed.), *Gender and Development : A 21st Century Renewal in Australia and the Pacific*. Routledge.
- Yap, M. et Yu, E. (2019). « The Yawuru Way ». *Routledge Handbook of Indigenous Wellbeing*. Londres : Routledge.
- Yarkoni, T. (2022). « The Generalizability Crisis ». *Behavioral and Brain Sciences* vol. 45, e1.
- Yeager, D. S., Krosnick, J. A., Visser, P. S., Holbrook, A. L. et Tahk, A. M. (2019). « Moderation of Classic Social Psychological Effects by Demographics in the U.S. Adult Population: New Opportunities for Theoretical Advancement ». *Journal of Personality and Social Psychology* vol. 117(6), e84-e99.
- Yildiz, E. et Yüksel, U. (2022). « Understanding the Limitations of Behavioralism: Lessons from the Field of Maritime Delimitation ». *German Law Journal* vol. 23(3), p. 413-430.
- Yonzan, N., Gerszon Mahler, D. et Lakner, C. (2023). « Poverty Is Back to Pre-Covid Levels Globally, but Not for Low-Income Countries ». Data Blog, 3 octobre. <https://blogs.worldbank.org/opendata/poverty-back-pre-covid-levels-globally-not-low-income-countries>. Consulté le 5 novembre 2023.
- Youngflesh, C., Montgomery, G. A., Saracco, J. F., Miller, D. A. W., Guralnick, R. P., Hurlbert, A. H., Siegel, R. B., LaFrance, R. et Tingley, M. W. (2023). « Demographic Consequences of Phenological Asynchrony for North American Songbirds ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(28), e2221961120.
- Youyou, W., Yang, Y. et Uzzi, B. (2023). « A Discipline-Wide Investigation of the Replicability of Psychology Papers over the Past Two Decades ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(6), e2208863120.
- Yudkin, D., Hawkins, S. et Dixon, T. (2019). « The Perception Gap: How False Impressions Are Pulling Americans Apart ». New York : More in Common.
- Zafra-Calvo, N., Balvanera, P., Pascual, U., Merçon, J., Martín-López, B., van Noordwijk, M., Mwampamba, T. H., et al. (2020). « Plural Valuation of Nature for Equity and Sustainability: Insights from the Global South ». *Global Environmental Change* vol. 63, 102115.
- Zedillo, E., Thiam, T., Amoako, K., Andersson, G.-B., Bergsten, C. F., Dervis, K., El-Ashry, M. T., et al. (2006). *Meeting Global Challenges: International Cooperation in the National Interest*. Rapport du Groupe de travail international sur les biens publics mondiaux.
- Zeif, D. et Yechiam, E. (2022). « Loss Aversion (Simply) Does Not Materialize for Smaller Losses ». *Judgment and Decision Making* vol. 17(5), p. 1015-1042.
- Zeng, T. C., Aw, A. J. et Feldman, M. W. (2018). « Cultural Hitchhiking and Competition between Patrilineal Kin Groups Explain the Post-Neolithic Y-Chromosome Bottleneck ». *Nature Communications* vol. 9(1), p. 2077.
- Zhang, R. J., Liu, J. H., Lee, M., Lin, M.-h., Xie, T., Chen, S. X., Leung, A. K.-y., et al. (2024). « Continuities and Discontinuities in the Cultural Evolution of Global Consciousness ». *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences* vol. 379(1893), 20220263.
- Zhang, W., Sun, Y., Liu, S., Zhou, X., Yang, Q. et Zhang, Q. (2023). « Reply to Tannenbaum et al.: Constructive Dialogue Advancing Research on Civic Honesty ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* vol. 120(49), e2316228120.
- Zhu, N., Zhang, D., Wang, W., Li, X., Yang, B., Song, J., Zhao, X., et al. (2020). « A Novel Coronavirus from Patients with Pneumonia in China, 2019 ». *New England Journal of Medicine* vol. 382(8), p. 727-733.
- Zhvanko, L. et Gatrell, P. (2017). « Europe on the Move: Refugees in the Era of the Great War ». Dans *Europe on the Move*. Manchester, Royaume-Uni : Manchester University Press.
- Ziedan, E., Simon, K. I. et Wing, C. (2022). « Mortality Effects of Healthcare Supply Shocks: Evidence Using

Linked Deaths and Electronic Health Records ». Document de travail n° 30553 du National Bureau of Economic Research, Cambridge, États-Unis.

**Zieger, R. H. (1969).** *Republicans and Labor, 1919-1929*. Lexington, États-Unis : University of Kentucky Press.

**Ziegler, M. S., Song, J. et Trancik, J. E. (2021).** « Determinants of Lithium-Ion Battery Technology Cost Decline ». *Energy & Environmental Science* vol. 14(12), p. 6074-6098.

**Ziervogel, G., Cowen, A. et Ziniades, J. (2016).** « Moving from Adaptive to Transformative Capacity: Building Foundations for Inclusive, Thriving, and Regenerative Urban Settlements ». *Sustainability: Science, Practice and Policy* vol. 8(9), p. 955.

**Zimmermann, F. (2020).** « The Dynamics of Motivated Beliefs ». *American Economic Review* vol. 110(2), p. 337-361.

**Zürn, M., Binder, M. et Ecker-Ehrhardt, M. (2012).** « International Authority and Its Politicization ». *International Theory* vol. 4(1), p. 69-106.

**Zwaan, R. A., Etz, A., Lucas, R. E. et Donnellan, M. B. (2018).** « Making Replication Mainstream ». *Behavioral and Brain Sciences* vol. 41, e120.





# **Annexe statistique**

---

## Annexe statistique

**GUIDE DE LECTURE** **269**

**INDICES COMPOSITES DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN**

1	L'indice de développement humain et ses indicateurs constitutifs	274
2	L'évolution de l'indice de développement humain, 1990-2022	279
3	L'indice de développement humain ajusté aux inégalités	283
4	L'indice de développement de genre	288
5	L'indice d'inégalité de genre	293
6	L'indice de pauvreté multidimensionnelle : pays en développement	298
7	L'indice de développement humain ajusté aux pressions exercées sur la planète	301

**RÉGIONS EN DÉVELOPPEMENT** **306**

**RÉFÉRENCES STATISTIQUES** **307**

## Guide de lecture

Les tableaux présentés dressent un panorama des aspects fondamentaux du développement humain. Les sept tableaux présentent les indices composites de développement humain et leurs indicateurs constitutifs, sur la base d'estimations du Bureau du Rapport sur le développement humain (BRDH), le sixième – sur la pauvreté multidimensionnelle – étant le fruit d'une collaboration avec l'Oxford Poverty and Human Development Initiative.

Les tableaux 1 à 7 figurent dans la version imprimée du Rapport sur le développement humain 2023/2024. La série complète des sept tableaux statistiques peut être téléchargée à l'adresse suivante : <https://hdr.undp.org/en/human-development-report-2023-24>. Sauf indication contraire, les tableaux utilisent les données dont disposait le BRDH au 31 octobre 2023. Tous les indices et indicateurs, ainsi que les notes techniques sur le calcul des indices composites et les sources d'information complémentaires, sont accessibles en ligne à l'adresse suivante : <https://hdr.undp.org/data-center>.

Les pays et territoires sont classés par indice de développement humain (IDH) de 2022. L'analyse de fiabilité ayant conclu que les différences d'IDH ne sont pas statistiquement significatives à partir de la quatrième décimale pour la plupart des pays, ceux dont l'IDH est identique à la troisième décimale sont classés au même rang.

### Sources et définitions

Sauf indication contraire, les calculs du BRDH reposent sur les données d'organismes internationaux chargés de la collecte de données nationales sur certains indicateurs et compétents en la matière.

On trouvera les définitions des indicateurs et les sources des données originelles (forme courte) sous chaque tableau. Les sources de données détaillées sont répertoriées sous *Références statistiques*.

### Point sur la méthodologie

Le Rapport 2023/2024 reprend l'ensemble des indices composites de développement humain, à savoir l'IDH, l'indice de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI), l'indice de développement de genre (IDG), l'indice d'inégalité de genre (IIG), l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM)

et l'indice de développement humain ajusté aux pressions exercées sur la planète (IDHP). La méthode de calcul de ces indices est identique à celle suivie pour le Rapport sur le développement humain 2021/2022. Pour en savoir plus, voir les *Notes techniques no 1 à 6* à l'adresse suivante : [http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023\\_technical\\_notes.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf).

### Comparaisons dans le temps et entre les éditions

Du fait des améliorations constantes apportées aux statistiques par les organismes nationaux et internationaux, les données présentées dans ce Rapport, y compris les valeurs et les rangs de l'IDH, ne sont pas comparables avec celles publiées dans les éditions précédentes. Pour la comparabilité de l'IDH dans le temps et entre les pays, on se reportera au tableau 2 qui présente l'évolution de l'indice d'une année et d'un pays à l'autre sur la base de données cohérentes. On trouvera également des données interpolées cohérentes à l'adresse suivante : <https://hdr.undp.org/data-center>.

### Différences entre les estimations nationales et internationales

Les écarts possibles entre les données nationales et internationales s'expliquent par le fait que les organismes internationaux harmonisent les données nationales selon une méthodologie uniforme et procèdent parfois à une estimation des données manquantes pour assurer la comparabilité entre les pays. Dans d'autres cas, les organismes internationaux n'ont peut-être pas accès aux données nationales les plus récentes. Le BRDH signale les différences constatées aux autorités statistiques nationales et internationales.

### Groupements et agrégats de pays

Les tableaux présentent des agrégats pondérés pour plusieurs groupes de pays. En règle générale, pour qu'un agrégat soit indiqué, les données doivent être disponibles pour au moins la moitié des pays et représenter au moins deux tiers de la population du groupement considéré. Pour chaque groupement, les agrégats couvrent uniquement les pays pour lesquels des données sont disponibles.

---

### Classification du développement humain

Les classifications de l'IDH reposent sur des seuils fixés à partir des quartiles de répartition de ses indicateurs constitutifs : IDH inférieur à 0,550 pour « développement humain faible », IDH compris entre 0,550 et 0,699 pour « développement humain moyen » et entre 0,700 et 0,799 pour « développement humain élevé », et IDH égal ou supérieur à 0,800 pour « développement humain très élevé ».

---

### Groupements régionaux

Les groupements par régions suivent les classifications régionales du Programme des Nations Unies pour le Développement. Les classifications des Nations Unies sont suivies pour les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement (voir <https://www.un.org/ohrlls/>).

---

### Pays en développement

Les agrégats des pays en développement comprennent tous les pays inclus dans un groupement régional.

---

### Organisation de coopération et de développement économiques

Trente-trois des 38 pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques sont considérés comme pays développés et cinq comme pays en développement (Chili, Colombie, Costa Rica, Mexique et Türkiye). Les agrégats renvoient à tous les pays du groupe pour lesquels des données sont disponibles.

### Notes sur les pays

Les données relatives à la Chine ne tiennent pas compte des régions administratives spéciales de Hong Kong et Macao ni de la province chinoise de Taïwan.

Depuis le 2 mai 2016, Tchèque est la forme abrégée de République tchèque.

Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2018, le Swaziland s'appelle officiellement Royaume d'Eswatini.

Depuis le 14 février 2019, l'ex-République yougoslave de Macédoine s'appelle officiellement République de Macédoine du Nord (forme abrégée : Macédoine du Nord).

Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2022, la Turquie s'appelle officiellement Türkiye.

### Symboles

Un tiret entre deux années, par exemple 2010-2022, indique que l'année prise en compte est la plus récente pour laquelle des données sont disponibles sur la période considérée. Les taux de croissance sont généralement des taux annuels moyens entre la première et la dernière année de la période en question.

Les symboles suivants sont employés dans les tableaux :

..	Non disponible
o ou 0,0	Nul ou négligeable
—	Sans objet

### Remerciements

Les indices composites et autres ressources statistiques du Rapport s'appuient sur un large éventail des sources internationales de données les plus respectées dans leurs domaines de spécialité. Le BRDH tient à remercier tout particulièrement la Banque mondiale ; la Base de données sur les inégalités mondiales ; la Base de données socioéconomiques pour l'Amérique latine et les Caraïbes ; le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies ; la Division de statistique des Nations Unies ; l'Étude sur le revenu du Luxembourg ; Eurostat ; le Fonds des Nations Unies pour l'enfance ; le Fonds monétaire international ; le Global Carbon Project ; le Groupe interorganisations des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité maternelle ; ICF Macro ; l'Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ; l'Organisation de coopération et de développement économiques ; l'Organisation internationale du Travail ; le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'Union interparlementaire. La base de données mondiale sur l'éducation tenue par Robert Barro (Université Harvard) et Jong-Wha Lee (Université de Corée) est une autre source inestimable pour le calcul des indices du Rapport.

## Tableaux statistiques

Les sept tableaux portent sur les six indices composites de développement humain et leurs indicateurs constitutifs. Depuis le Rapport sur le développement humain 2010, quatre indices composites de développement humain sont calculés : l'indice de développement humain (IDH), l'indice de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI), l'indice d'inégalité de genre (IIG) et l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) des pays en développement. Depuis son introduction dans le Rapport 2014, l'indice de développement de genre (IDG) compare l'IDH calculé séparément pour les femmes et hommes. Le Rapport 2020 a introduit l'IDHP, qui ajuste l'IDH aux pressions exercées sur la planète.

Pour les indicateurs qui sont des indicateurs des objectifs de développement durable ou qui peuvent être utilisés pour suivre les progrès vers des objectifs précis, les ODD et cibles correspondants sont indiqués en tête de colonne.

**Le tableau 1, L'indice de développement humain et ses indicateurs constitutifs**, classe les pays selon leur IDH en 2022 et s'intéresse aux trois éléments constitutifs de l'IDH : espérance de vie, éducation (deux indicateurs) et revenu par habitant. Il présente également la différence de rangs selon l'IDH et selon le revenu national brut (RNB) par habitant, ainsi que le rang dans l'IDH 2021, sur la base des données historiques les plus récemment révisées disponibles en 2023.

**Le tableau 2, L'évolution de l'indice de développement humain**, 1990-2022, indique l'IDH de plusieurs années à des fins de comparaison entre les valeurs de 2022 et celles des années précédentes. Il utilise les données historiques révisées les plus récentes disponibles en 2023 et la même méthode de calcul de l'IDH qu'en 2022. Ce tableau indique également l'évolution du rang de l'IDH au cours des six dernières années, ainsi que les taux de croissance annuels moyens de l'IDH de quatre périodes : 1990-2000, 2000-2010, 2010-2022 et 1990-2022.

**Le tableau 3, L'indice de développement humain ajusté aux inégalités**, présente deux paramètres de mesure des inégalités connexes, à savoir l'IDHI et la perte globale en IDH due aux inégalités. L'IDHI s'intéresse non pas seulement aux niveaux moyens d'espérance de vie, d'éducation et de revenu atteints par un pays, mais aussi à la répartition de ces réalisations entre les membres de la population. La valeur de l'IDHI peut être interprétée comme étant le niveau de développement

humain compte tenu des inégalités. La différence relative entre la valeur de l'IDHI et celle de l'IDH correspond à la perte due aux inégalités dans la répartition de l'IDH à l'intérieur du pays. Ce tableau présente également le coefficient d'inégalité humaine, une moyenne non pondérée des inégalités dans les trois dimensions. Il indique en outre la différence de rang de chaque pays selon l'IDH et l'IDHI. Une valeur négative signifie que la prise en compte des inégalités fait reculer le rang du pays dans l'IDH. On y trouvera par ailleurs les parts du revenu des 40 % les plus pauvres de la population, celles des 10 % et du 1 % le plus riche, ainsi que le coefficient de Gini.

**Le tableau 4, L'indice de développement de genre**, mesure les différences d'IDH des femmes et des hommes. On y trouvera l'IDH estimé séparément pour les femmes et les hommes, dont le rapport correspond à l'IDG. Plus ce rapport se rapproche de 1, plus l'écart entre les femmes et les hommes se resserre. Les valeurs des trois indicateurs constitutifs de l'IDH, à savoir l'espérance de vie, l'éducation (deux indicateurs) et le revenu, sont également présentées séparément pour les femmes et les hommes. Les pays sont répartis en cinq groupes en fonction de l'écart absolu par rapport à la parité des sexes dans l'IDH.

**Le tableau 5, L'indice d'inégalité de genre**, présente une mesure composite des inégalités femmes-hommes dans trois domaines : la santé procréative, l'autonomisation et le marché du travail. Les deux indicateurs de la santé procréative sont le taux de mortalité maternelle et le taux de natalité chez les adolescentes. L'autonomisation est mesurée par la proportion de sièges parlementaires occupés par des femmes et la proportion de la population ayant au moins commencé l'enseignement secondaire, par sexe. Enfin, le marché du travail est mesuré par le niveau d'activité, par sexe. Un IIG faible indique un faible niveau d'inégalité entre les hommes et les femmes, et inversement.

**Le tableau 6, L'indice de pauvreté multidimensionnelle**, indique les multiples privations subies par les populations des pays en développement dans les domaines de l'éducation, de la santé et du niveau de vie. L'IPM s'intéresse à la fois au taux de pauvreté multidimensionnelle liée à des facteurs autres que le revenu (le nombre de personnes en situation de pauvreté multidimensionnelle) et à son intensité (le score moyen de privations de la population pauvre). En se basant sur les seuils d'intensité, les populations sont classées comme étant vulnérables à la pauvreté multidimensionnelle, en situation de pauvreté multidimensionnelle ou en situation de pauvreté

multidimensionnelle extrême. La contribution de chaque catégorie de privation à la pauvreté multidimensionnelle globale est également indiquée. Le tableau présente en outre des mesures de la pauvreté de revenu, c'est-à-dire les personnes vivant en dessous du seuil national de pauvreté et les personnes disposant, pour vivre, de moins de 2,15 dollar par jour en parité de pouvoir d'achat.

**Le tableau 7, L'Indice de développement ajusté aux pressions exercées sur la planète**, corrige l'IDH des pressions exercées sur la planète à l'ère de l'Anthropocène pour tenir compte des inquiétudes liées aux inégalités intergénérationnelles – il se rapproche en cela de la correction

proposée par l'IDH ajusté aux inégalités, qui traduit les inquiétudes relatives aux inégalités intragénérationnelles. La valeur de l'IDHP peut être interprétée comme le niveau de développement humain corrigé des émissions de dioxyde de carbone par personne (causées par la production) et de l'empreinte matières par personne, afin de tenir compte des pressions anthropiques excessives exercées sur la planète. Le tableau présente la différence relative entre les valeurs de l'IDHP et de l'IDH, ainsi que la différence de classement de chaque pays entre l'IDH et l'IDHP. Une valeur négative signifie que la prise en compte des pressions exercées sur la planète fait reculer le rang du pays dans l'IDH.

# **Indices composites de développement humain**

TABLEAU 1

## L'indice de développement humain et ses indicateurs constitutifs

CLASSEMENT SELON L'IDH	Indice de développement humain (IDH)	ODD 3	ODD 4.3	ODD 4.4	ODD 8.5	Rang du RNB par habitant moins rang de l'IDH	Rang de l'IDH
	Valeur	Espérance de vie à la naissance	Durée attendue de scolarisation	Durée moyenne de scolarisation	Revenu national brut (RNB) par habitant		
	2022	(années)	(années)	(années)	(dollars de 2017 en PPA)		
<b>Développement humain très élevé</b>							
1 Suisse	0,967	84,3	16,6	13,9 <sup>c</sup>	69 433	6	1
2 Norvège	0,966	83,4	18,6 <sup>d</sup>	13,1 <sup>c</sup>	69 190	6	2
3 Islande	0,959	82,8	19,1 <sup>d</sup>	13,8	54 688	16	4
4 Hong Kong, Chine (RAS)	0,956	84,3	17,8	12,3	62 486	6	3
5 Danemark	0,952	81,9	18,8 <sup>d</sup>	13,0	62 019	6	8
5 Suède	0,952	83,5	19,0 <sup>d</sup>	12,7 <sup>c</sup>	56 996	10	5
7 Allemagne	0,950	81,0	17,3	14,3	55 340	11	7
7 Irlande	0,950	82,7	19,1 <sup>d</sup>	11,7 <sup>c</sup>	87 468 <sup>e</sup>	-3	9
9 Singapour	0,949	84,1	16,9	11,9	88 761 <sup>e</sup>	-6	10
10 Australie	0,946	83,6	21,1 <sup>d</sup>	12,7	49 257	14	5
10 Pays-Bas	0,946	82,5	18,6 <sup>d</sup>	12,6	57 278	4	11
12 Belgique	0,942	82,3	18,9 <sup>d</sup>	12,5 <sup>c</sup>	53 644	9	13
12 Finlande	0,942	82,4	19,2 <sup>d</sup>	12,9 <sup>c</sup>	49 522	11	11
12 Liechtenstein	0,942	84,7	15,5	12,4 <sup>i</sup>	146 673 <sup>g,h</sup>	-11	14
15 Royaume-Uni	0,940	82,2	17,6	13,4	46 624	13	17
16 Nouvelle-Zélande	0,939	83,0	19,7 <sup>d</sup>	12,9	43 665	16	14
17 Émirats arabes unis	0,937	79,2	17,2	12,8	74 104	-11	17
18 Canada	0,935	82,8	16,0	13,9 <sup>c</sup>	48 444	8	16
19 Corée (République de)	0,929	84,0	16,5	12,6 <sup>c</sup>	46 026	10	20
20 Luxembourg	0,927	82,6	14,2	13,0 <sup>b</sup>	78 554 <sup>e</sup>	-15	19
20 États-Unis	0,927	78,2	16,4	13,6	65 565	-11	21
22 Autriche	0,926	82,4	16,4	12,3 <sup>c</sup>	56 530	-5	22
22 Slovénie	0,926	82,1	17,4	12,9 <sup>c</sup>	41 587	13	24
24 Japon	0,920	84,8	15,5	12,7	43 644	9	22
25 Israël	0,915	82,6	15,0	13,4 <sup>c</sup>	43 588	9	26
25 Malte	0,915	83,7	15,9	12,2	44 464	5	25
27 Espagne	0,911	83,9	17,8	10,6	40 043	10	28
28 France	0,910	83,2	16,0	11,7 <sup>c</sup>	47 379	-1	27
29 Chypre	0,907	81,9	16,2	12,4	40 137	7	29
30 Italie	0,906	84,1	16,7	10,7	44 284	1	30
31 Estonie	0,899	79,2	15,9	13,5	37 152	9	32
32 Tchéquie	0,895	78,1	16,3	12,9 <sup>c</sup>	39 945	6	31
33 Grèce	0,893	80,6	20,0 <sup>d</sup>	11,4	31 382	20	33
34 Bahreïn	0,888	79,2	16,3	11,0	48 731	-9	34
35 Andorre	0,884	83,6	12,8	11,6	54 233 <sup>i</sup>	-15	43
36 Pologne	0,881	77,0	15,9	13,2	35 151	7	35
37 Lettonie	0,879	75,9	16,6	13,3 <sup>c</sup>	32 083	13	39
37 Lituanie	0,879	74,3	16,4	13,5	38 131	2	36
39 Croatie	0,878	79,2	15,6	12,3 <sup>c</sup>	34 324	5	37
40 Qatar	0,875	81,6	13,3	10,1 <sup>c</sup>	95 944 <sup>e</sup>	-38	41
40 Arabie saoudite	0,875	77,9	15,2 <sup>i</sup>	11,3	50 620	-18	37
42 Portugal	0,874	82,2	16,8	9,6	35 315	0	39
43 Saint-Marin	0,867	83,4	12,4	10,5 <sup>a</sup>	57 687 <sup>i</sup>	-30	44
44 Chili	0,860	79,5	16,8	11,1 <sup>c</sup>	24 431	15	42
45 Slovaquie	0,855	75,3	14,7	13,0 <sup>c</sup>	32 171	4	45
45 Türkiye	0,855	78,5	19,7 <sup>d</sup>	8,8 <sup>c</sup>	32 834	2	48
47 Hongrie	0,851	75,0	15,1	12,2	34 196	-2	46
48 Argentine	0,849	76,1	19,0 <sup>d</sup>	11,1	22 048	17	47
49 Koweït	0,847	80,3	15,7 <sup>c</sup>	7,4 <sup>c</sup>	56 729	-33	50
50 Monténégro	0,844	76,8	15,1	12,6 <sup>c</sup>	22 513	12	49
51 Saint-Kitts-et-Nevis	0,838	72,0	18,4 <sup>d,m</sup>	10,8 <sup>b</sup>	28 442	3	51
52 Uruguay	0,830	78,0	17,4	9,1 <sup>c</sup>	22 207	12	56
53 Roumanie	0,827	74,1	14,5	11,4 <sup>c</sup>	31 641	-1	52
54 Antigua-et-Barbuda	0,826	79,2	15,5 <sup>c</sup>	10,5 <sup>i</sup>	18 784	18	54
55 Brunéi Darussalam	0,823	74,6	13,7	9,2	59 246	-43	53
56 Fédération de Russie	0,821	70,1	15,7 <sup>c</sup>	12,4	26 992	1	55
57 Bahamas	0,820	74,4	11,9 <sup>b</sup>	12,7 <sup>c</sup>	32 535	-9	67
57 Panama	0,820	76,8	13,2 <sup>c</sup>	10,7 <sup>c</sup>	32 029	-6	57
59 Oman	0,819	73,9	13,0	11,9	32 967	-13	58
60 Géorgie	0,814	71,6	16,7	12,7	15 952	19	59
60 Trinité-et-Tobago	0,814	74,7	14,1 <sup>o</sup>	11,7 <sup>c</sup>	22 473	3	60
62 Barbade	0,809	77,7	16,5 <sup>c</sup>	9,9 <sup>p</sup>	14 810	24	63

Suite -

TABLEAU 1

CLASSEMENT SELON L'IDH	Indice de développement humain (IDH)	ODD 3	ODD 4.3	ODD 4.4	ODD 8.5	Rang du RNB par habitant moins rang de l'IDH	Rang de l'IDH
		Espérance de vie à la naissance	Durée attendue de scolarisation	Durée moyenne de scolarisation	Revenu national brut (RNB) par habitant		
		Valeur	(années)	(années)	(dollars de 2017 en PPA)		
	2022	2022	2022 <sup>a</sup>	2022 <sup>a</sup>	2022	2022 <sup>a</sup>	2021
63 Malaisie	0,807	76,3	12,9	10,7 <sup>c</sup>	27 295	-7	68
64 Costa Rica	0,806	77,3	16,1 <sup>c</sup>	8,8	20 248	2	60
65 Serbie	0,805	74,1	14,5	11,5 <sup>c</sup>	19 494	3	60
66 Thaïlande	0,803	79,7	15,6	8,8 <sup>c</sup>	16 887	10	69
67 Kazakhstan	0,802	69,5	14,8	12,4 <sup>c</sup>	22 587	-6	65
67 Seychelles	0,802	71,7	13,9	11,2	28 386	-12	71
69 Bélarus	0,801	73,2	14,0	12,2 <sup>c</sup>	18 425	5	65
<b>Développement humain élevé</b>							
70 Bulgarie	0,799	71,5	13,9	11,4	25 921	-12	70
71 Palaos	0,797	65,4	17,2 <sup>k</sup>	13,0 <sup>k</sup>	19 344 <sup>l</sup>	-2	64
72 Maurice	0,796	74,0	14,6	10,0 <sup>p</sup>	23 252	-12	72
73 Grenade	0,793	75,3	16,6 <sup>c</sup>	9,9 <sup>l</sup>	13 593	18	73
74 Albanie	0,789	76,8	14,5	10,1 <sup>p</sup>	15 293	7	74
75 Chine	0,788	78,6	15,2 <sup>c</sup>	8,1 <sup>c</sup>	18 025	0	74
76 Arménie	0,786	73,4	14,4	11,3	15 388	4	79
77 Mexique	0,781	74,8	14,5	9,2	19 138	-7	83
78 Iran (République islamique d')	0,780	74,6	14,1	10,7 <sup>c</sup>	14 770	10	77
78 Sri Lanka	0,780	76,6	13,6 <sup>c</sup>	11,2	11 899	24	76
80 Bosnie-Herzégovine	0,779	75,3	13,3	10,5	16 571	-3	77
81 Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,772	69,0	16,3 <sup>c</sup>	11,0 <sup>k</sup>	14 049	9	80
82 République dominicaine	0,766	74,2	13,6	9,2 <sup>c</sup>	18 653	-9	84
83 Équateur	0,765	77,9	14,9	9,0	10 693	25	90
83 Macédoine du Nord	0,765	73,9	13,0	10,2	16 396	-5	82
85 Cuba	0,764	78,2	14,5	10,5 <sup>c</sup>	7 953 <sup>q</sup>	40	92
86 Moldova (République de)	0,763	68,6	14,9	11,8 <sup>c</sup>	12 964	8	81
87 Maldives	0,762	80,8	12,2 <sup>c</sup>	7,8 <sup>c</sup>	18 847	-16	88
87 Pérou	0,762	73,4	14,8 <sup>c</sup>	10,0 <sup>c</sup>	11 916	14	86
89 Azerbaïdjan	0,760	73,5	12,7	10,6 <sup>c</sup>	15 018	-7	95
89 Brésil	0,760	73,4	15,6	8,3 <sup>c</sup>	14 616	0	84
91 Colombie	0,758	73,7	14,4	8,9	15 014	-8	89
92 Libye	0,746	72,2	14,0 <sup>j</sup>	7,8 <sup>c</sup>	19 752	-25	90
93 Algérie	0,745	77,1	15,5	7,0 <sup>c</sup>	10 978	13	93
94 Turkménistan	0,744	69,4	13,2	11,1 <sup>c</sup>	12 860 <sup>l</sup>	1	93
95 Guyana	0,742	66,0	13,0 <sup>o</sup>	8,6 <sup>p</sup>	35 783	-54	105
96 Mongolie	0,741	72,7	14,5 <sup>c</sup>	9,4	10 351	15	99
97 Dominique	0,740	73,0	13,6 <sup>c</sup>	9,2 <sup>l</sup>	12 468	-1	97
98 Tonga	0,739	71,3	16,3	10,9 <sup>p</sup>	6 360 <sup>l</sup>	34	95
99 Jordanie	0,736	74,2	12,6 <sup>c</sup>	10,4	9 295	15	98
100 Ukraine	0,734	68,6	13,3	11,1 <sup>p</sup>	11 416	3	86
101 Tunisie	0,732	74,3	14,6 <sup>c</sup>	8,0 <sup>c</sup>	10 297	11	101
102 Îles Marshall	0,731	65,1	16,4	12,8 <sup>k</sup>	6 855	28	101
102 Paraguay	0,731	70,5	13,9 <sup>s</sup>	8,9	13 161	-9	99
104 Fidji	0,729	68,3	13,8	10,4	11 234	0	110
105 Égypte	0,728	70,2	12,9	9,8 <sup>c</sup>	12 361	-8	103
106 Ouzbékistan	0,727	71,7	12,0	11,9	8 056	16	105
107 Viet Nam	0,726	74,6	13,1 <sup>t</sup>	8,5 <sup>c</sup>	10 814	0	108
108 Sainte-Lucie	0,725	71,3	12,7	8,6 <sup>c</sup>	14 778	-21	109
109 Liban	0,723	74,4	12,1 <sup>u</sup>	8,6 <sup>k</sup>	12 313 <sup>v</sup>	-11	104
110 Afrique du Sud	0,717	61,5	14,3	11,6	13 186	-18	105
111 Palestine (État de)	0,716	73,4	13,2	9,9	6 936	18	110
112 Indonésie	0,713	68,3	14,0 <sup>c</sup>	8,6	12 046	-12	113
113 Philippines	0,710	72,2	12,8	9,0 <sup>c</sup>	9 059	5	118
114 Botswana	0,708	65,9	11,4	10,4	14 842	-29	124
115 Jamaïque	0,706	70,6	12,5 <sup>c</sup>	9,2 <sup>c</sup>	9 695	-2	114
116 Samoa	0,702	72,6	12,4	11,4 <sup>c</sup>	4 970	25	112
117 Kirghizistan	0,701	70,5	13,0	12,0 <sup>c</sup>	4 782	28	116
118 Belize	0,700	71,0	12,4	8,8	9 242	-3	115
<b>Développement humain moyen</b>							
119 Venezuela (République bolivarienne du)	0,699	71,1	13,5 <sup>k</sup>	9,6 <sup>k</sup>	6 184 <sup>w</sup>	14	120
120 Bolivie (État plurinational de)	0,698	64,9	15,0	9,8	7 988	3	119
120 Maroc	0,698	75,0	14,6	6,1	7 955	4	122
122 Nauru	0,696	64,0	12,6 <sup>c</sup>	9,2 <sup>l</sup>	14 939	-38	117
123 Gabon	0,693	65,7	12,4 <sup>c</sup>	9,6	11 194	-18	123

Suite -

TABLEAU 1

CLASSEMENT SELON L'IDH	Indice de développement humain (IDH)	ODD 3	ODD 4.3	ODD 4.4	ODD 8.5	Rang du RNB par habitant moins rang de l'IDH	Rang de l'IDH
	Valeur	Espérance de vie à la naissance	Durée attendue de scolarisation	Durée moyenne de scolarisation	Revenu national brut (RNB) par habitant		
	2022	(années)	(années)	(années)	(dollars de 2017 en PPA)		
124 Suriname	0,690	70,3	11,0	8,4 <sup>e</sup>	12 310	-25	121
125 Bhoutan	0,681	72,2	13,1 <sup>e</sup>	5,8 <sup>e</sup>	10 625 <sup>e</sup>	-15	125
126 Tadjikistan	0,679	71,3	10,9 <sup>e</sup>	11,3 <sup>e</sup>	4 807	18	125
127 El Salvador	0,674	71,5	11,9 <sup>e</sup>	7,2	8 886	-7	127
128 Iraq	0,673	71,3	12,2 <sup>1</sup>	6,8 <sup>e</sup>	9 092	-11	128
129 Bangladesh	0,670	73,7	11,9	7,4	6 511	2	130
130 Nicaragua	0,669	74,6	12,6 <sup>e</sup>	7,3	5 427	4	129
131 Cabo Verde	0,661	74,7	11,5 <sup>e</sup>	6,1 <sup>h</sup>	7 601	-4	132
132 Tuvalu	0,653	64,9	12,1 <sup>e</sup>	10,6 <sup>e</sup>	4 754	15	131
133 Guinée équatoriale	0,650	61,2	12,1 <sup>1</sup>	8,3 <sup>1</sup>	10 663	-24	133
134 Inde	0,644	67,7	12,6	6,6	6 951	-6	135
135 Micronésie (États fédérés de)	0,634	70,9	12,6 <sup>1</sup>	7,3 <sup>1</sup>	3 709	18	134
136 Guatemala	0,629	68,7	10,8 <sup>e</sup>	5,7 <sup>e</sup>	8 996	-17	136
137 Kiribati	0,628	67,7	11,8	9,1 <sup>h</sup>	3 440	21	137
138 Honduras	0,624	70,7	10,0 <sup>e</sup>	7,3 <sup>e</sup>	5 272	2	138
139 République démocratique populaire lao	0,620	69,0	10,2	5,9 <sup>e</sup>	7 745	-13	140
140 Vanuatu	0,614	70,5	11,8 <sup>e</sup>	7,2 <sup>1</sup>	3 244	21	141
141 Sao Tomé-et-Principe	0,613	68,8	12,7 <sup>e</sup>	5,9 <sup>e</sup>	4 054	8	143
142 Eswatini (Royaume d')	0,610	56,4	14,9 <sup>e</sup>	5,7	8 392	-21	142
142 Namibie	0,610	58,1	11,8 <sup>e</sup>	7,2 <sup>2</sup>	9 200	-26	139
144 Myanmar	0,608	67,3	12,1 <sup>e</sup>	6,5 <sup>e</sup>	4 038	6	145
145 Ghana	0,602	63,9	11,6	6,4 <sup>e</sup>	5 380	-10	144
146 Kenya	0,601	62,1	11,4 <sup>e</sup>	7,7	4 808	-3	147
146 Népal	0,601	70,5	12,6	4,5 <sup>e</sup>	4 026	5	149
148 Cambodge	0,600	69,9	11,6 <sup>h</sup>	5,2	4 291	0	147
149 Congo	0,593	63,1	12,4 <sup>e</sup>	8,3 <sup>e</sup>	2 903	14	146
150 Angola	0,591	61,9	12,2	5,8 <sup>h</sup>	5 328	-11	150
151 Cameroun	0,587	61,0	13,4 <sup>e</sup>	6,5 <sup>e</sup>	3 681	3	152
152 Comores	0,586	63,7	13,0 <sup>e</sup>	6,2 <sup>1</sup>	3 261	8	151
153 Zambie	0,569	61,8	11,0 <sup>1</sup>	7,3 <sup>e</sup>	3 157	9	154
154 Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,568	66,0	11,1 <sup>h</sup>	4,9 <sup>e</sup>	3 710	-2	155
155 Timor-Leste	0,566	69,1	13,2 <sup>e</sup>	6,0 <sup>h</sup>	1 629	24	153
156 Îles Salomon	0,562	70,7	10,3 <sup>e</sup>	5,9 <sup>1</sup>	2 273	14	155
157 République arabe syrienne	0,557	72,3	7,4 <sup>h</sup>	5,7 <sup>h</sup>	3 594 <sup>2</sup>	-2	157
158 Haïti	0,552	63,7	11,1 <sup>1</sup>	5,6 <sup>e</sup>	2 802	6	158
159 Ouganda	0,550	63,6	11,5 <sup>e</sup>	6,2 <sup>e</sup>	2 241	12	160
159 Zimbabwe	0,550	59,4	11,0 <sup>e</sup>	8,8 <sup>e</sup>	2 079	15	159
<b>Développement humain faible</b>							
161 Nigéria	0,548	53,6	10,5	7,6	4 755	-15	162
161 Rwanda	0,548	67,1	11,4	4,9	2 317	8	163
163 Togo	0,547	61,6	13,0 <sup>e</sup>	5,6 <sup>e</sup>	2 214	9	160
164 Mauritanie	0,540	64,7	8,1	4,8 <sup>e</sup>	5 344	-26	164
164 Pakistan	0,540	66,4	7,9 <sup>e</sup>	4,4 <sup>e</sup>	5 374	-27	165
166 Côte d'Ivoire	0,534	58,9	10,1	4,2 <sup>2</sup>	5 376	-30	166
167 Tanzanie (République-Unie de)	0,532	66,8	8,6	5,6 <sup>e</sup>	2 578	-1	167
168 Lesotho	0,521	53,0	11,1 <sup>e</sup>	7,5 <sup>e</sup>	2 709	-3	168
169 Sénégal	0,517	67,9	9,1	2,9 <sup>e</sup>	3 464	-12	170
170 Soudan	0,516	65,6	8,5 <sup>e</sup>	3,9	3 515	-14	169
171 Djibouti	0,515	62,9	8,0 <sup>e</sup>	3,9 <sup>h</sup>	4 875	-29	170
172 Malawi	0,508	62,9	11,5 <sup>e</sup>	5,2	1 432	10	172
173 Bénin	0,504	60,0	10,3	3,1 <sup>e</sup>	3 406	-14	173
174 Gambie	0,495	62,9	9,0 <sup>e</sup>	4,5	2 090	-1	174
175 Érythrée	0,493	66,6	7,3 <sup>e</sup>	5,1 <sup>1</sup>	1 957 <sup>2</sup>	2	174
176 Éthiopie	0,492	65,6	9,9 <sup>e</sup>	2,4 <sup>e</sup>	2 369	-8	176
177 Libéria	0,487	61,1	10,5	5,3 <sup>e</sup>	1 330	8	177
177 Madagascar	0,487	65,2	9,2 <sup>e</sup>	4,6	1 464	4	177
179 Guinée-Bissau	0,483	59,9	10,5 <sup>e</sup>	3,7	1 880	-1	179
180 Congo (République démocratique du)	0,481	59,7	9,6 <sup>e</sup>	7,2 <sup>2</sup>	1 080	9	180
181 Guinée	0,471	59,0	10,2 <sup>e</sup>	2,4 <sup>e</sup>	2 404	-14	182
182 Afghanistan	0,462	62,9	10,7 <sup>e</sup>	2,5	1 335 <sup>2</sup>	2	181
183 Mozambique	0,461	59,6	10,7 <sup>e</sup>	3,9	1 219	4	183
184 Sierra Leone	0,458	60,4	9,0 <sup>e</sup>	3,5 <sup>e</sup>	1 613	-4	184
185 Burkina Faso	0,438	59,8	8,1	2,3 <sup>e</sup>	2 037	-9	185

Suite -

TABLEAU 1

	Indice de développement humain (IDH)	ODD 3	ODD 4.3	ODD 4.4	ODD 8.5	Rang du RNB par habitant moins rang de l'IDH	Rang de l'IDH
		Espérance de vie à la naissance	Durée attendue de scolarisation	Durée moyenne de scolarisation	Revenu national brut (RNB) par habitant		
		Valeur	(années)	(années)	(dollars de 2017 en PPA)		
CLASSEMENT SELON L'IDH	2022	2022	2022 <sup>a</sup>	2022 <sup>a</sup>	2022	2022 <sup>a</sup>	2021
186 Yémen	0,424	63,7	7,9 <sup>k</sup>	2,8 <sup>i</sup>	1 106 <sup>l</sup>	2	186
187 Burundi	0,420	62,0	10,0 <sup>c</sup>	3,3 <sup>c</sup>	712	5	187
188 Mali	0,410	59,4	7,0 <sup>c</sup>	1,6	2 044	-13	188
189 Tchad	0,394	53,0	8,2 <sup>c</sup>	2,3 <sup>c</sup>	1 389	-6	189
189 Niger	0,394	62,1	7,2 <sup>c</sup>	1,3 <sup>p</sup>	1 283	-3	190
191 République centrafricaine	0,387	54,5	7,3 <sup>c</sup>	4,0 <sup>p</sup>	869	0	191
192 Soudan du Sud	0,381	55,6	5,6 <sup>c</sup>	5,7 <sup>ab</sup>	691 <sup>l</sup>	1	192
193 Somalie	0,380	56,1	7,6 <sup>j</sup>	1,9	1 072	-3	..
<b>Autres pays ou territoires</b>							
Corée (République populaire démocratique de)	..	73,6	..	..	..	..	..
Monaco	..	86,9 <sup>ab</sup>	18,7 <sup>cd</sup>	..	..	..	..
<b>Groupes de développement humain</b>							
Développement humain très élevé	0,902	79,3	16,6	12,3	44 958	-	-
Développement humain élevé	0,764	75,2	14,5	8,6	15 484	-	-
Développement humain moyen	0,640	68,0	12,3	6,7	6 444	-	-
Développement humain faible	0,517	61,6	9,3	4,7	3 186	-	-
Pays en développement	0,694	70,5	12,5	7,6	11 125	-	-
<b>Régions</b>							
États arabes	0,704	71,3	11,9	7,8	14 391	-	-
Asie de l'Est et Pacifique	0,766	76,2	14,5	8,2	16 138	-	-
Europe et Asie centrale	0,802	73,6	15,5	10,6	19 763	-	-
Amérique latine et Caraïbes	0,763	73,7	14,8	9,0	15 109	-	-
Asie du Sud	0,641	68,4	11,9	6,6	6 972	-	-
Afrique subsaharienne	0,549	60,6	10,3	6,0	3 666	-	-
Pays les moins avancés	0,542	64,9	10,1	5,0	3 006	-	-
Petits États insulaires en développement	0,730	71,6	12,6	8,6	16 379	-	-
Organisation de coopération et de développement économiques	0,906	80,1	16,6	12,2	46 318	-	-
<b>Monde</b>	<b>0,739</b>	<b>72,0</b>	<b>13,0</b>	<b>8,7</b>	<b>17 254</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Notes		Définitions	
a	Données de 2022 ou de l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles.	w	FMI (2023).
b	Basé sur les pays pour lesquels l'indice de développement humain est calculé.	x	Mis à jour par le BRDH d'après des données provenant des enquêtes démographiques et de santé ICF Macro pour différentes années et de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2023).
c	Mis à jour par le BRDH à partir des données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2023).	y	Mis à jour par le BRDH d'après des données des enquêtes démographiques et de santé de l'ICF Macro pour différentes années.
d	Pour le calcul de l'IDH, la durée attendue de scolarisation est plafonnée à 18 ans.	z	Estimation du BRDH d'après les données du DAES (2023), de la Division de statistique des Nations Unies (2023) et de la Banque mondiale (2023).
e	Pour le calcul de l'IDH, le RNB par habitant est plafonné à 75 000 dollars.	aa	Données de 2008 d'après l'Institut de statistique de l'UNESCO (2023).
f	Mis à jour par le BRDH sur la base de la tendance moyenne de la durée de scolarisation de l'Autriche et à partir des données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2023).	ab	Pour le calcul de l'IDH, l'espérance de vie à la naissance est plafonnée à 85 ans.
g	Estimation fondée sur la parité de pouvoir d'achat (PPA) et le taux de croissance prévu pour la Suisse.		
h	Mis à jour par le BRDH à partir des données de l'OCDE (2023) et de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2023).		
i	Estimation fondée sur le PPA de l'Espagne.		
j	À partir des estimations du BRDH utilisant la régression entre les pays.		
k	Mis à jour par le BRDH d'après les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2023) et des estimations utilisant la régression entre les pays.		
l	Estimation du BRDH d'après les données du FMI (2023), de la Division de statistique des Nations Unies (2023) et de la Banque mondiale (2023).		
m	Données de 2015 sur la base de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2023).		
n	Données de 2015 sur la base des estimations du BRDH utilisant la régression entre les pays.		
o	Mis à jour par le BRDH d'après les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2023) et les enquêtes par grappes à indicateurs multiples du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) pour différentes années.		
p	Mis à jour par le BRDH d'après les données de Barro et Lee (2018) et de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2023).		
q	Estimation du BRDH basée sur un modèle de régression entre les pays et la projection du taux de croissance du DAES (2023) et de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2023).		
r	Mis à jour par le BRDH d'après les données de Barro et Lee (2018) et des estimations utilisant la régression entre les pays.		
s	Mis à jour par le BRDH d'après les données du CEDLAS et de la Banque mondiale (2023) et de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2023).		
t	Mis à jour par le BRDH d'après les données des enquêtes par grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF pour différentes années.		
u	Mis à jour par le BRDH d'après des données provenant des enquêtes par grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF pour différentes années et des estimations utilisant la régression entre les pays.		
v	Estimation du BRDH d'après les données du FMI (2023) et de la Banque mondiale (2023).		

Définitions	
<b>Indice de développement humain (IDH)</b> :	un indice composite qui mesure le niveau moyen atteint dans trois dimensions fondamentales du développement humain : vie longue et en bonne santé, connaissances et niveau de vie décent. Le calcul de l'IDH est expliqué dans la <i>Note technique n° 1</i> à l'adresse <a href="http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf">http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf</a> .
<b>Espérance de vie à la naissance</b> :	nombre d'années qu'un nouveau-né peut espérer vivre si les tendances de mortalité dominantes, par âge, au moment de sa naissance, demeurent inchangées tout au long de sa vie.
<b>Durée attendue de scolarisation</b> :	nombre d'années de scolarisation auxquelles un enfant d'âge scolaire peut prétendre si les tendances de scolarisation dominantes, par âge, demeurent inchangées tout au long de sa vie.
<b>Durée moyenne de scolarisation</b> :	nombre moyen d'années d'études des personnes de 25 ans et plus, calculé d'après le nombre d'années d'études officiel pour chaque niveau d'éducation atteint.
<b>Revenu national brut (RNB) par habitant</b> :	revenu total d'une économie, généré par sa production et ses facteurs de production, diminué des montants versés pour l'utilisation des facteurs de production détenus par le reste du monde, exprimé en dollars internationaux convertis sur la base des taux de conversion de la parité de pouvoir d'achat et divisé par la population en milieu d'année.
<b>Rang du RNB par habitant moins rang de l'IDH</b> :	différence entre le rang selon le RNB par habitant et le rang selon l'IDH. Une valeur négative indique un rang selon le RNB supérieur au rang selon l'IDH.
<b>Rang de l'IDH pour 2021</b> :	rang de l'IDH pour 2021, calculé à partir des mêmes données les plus récentes disponibles en 2023 que celles employées dans le calcul de l'IDH pour 2021.

Principales sources de données	
<b>Colonnes 1 et 7</b> :	calculs du BRDH à partir de données tirées de Barro et Lee (2018), FMI (2023), DAES (2022, 2023), Institut de statistique de l'UNESCO (2023), Division de statistique des Nations Unies (2023) et Banque mondiale (2023).
<b>Colonne 2</b> :	DAES (2022).
<b>Colonne 3</b> :	CEDLAS et Banque mondiale (2023), enquêtes démographiques et de santé d'ICF Macro, Institut de statistique de l'UNESCO (2023) et enquêtes par grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF.
<b>Colonne 4</b> :	Barro et Lee (2018), enquêtes démographiques et de santé d'ICF Macro, OCDE (2023), Institut de statistique de l'UNESCO (2023) et enquêtes par grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF.
<b>Colonne 5</b> :	Banque mondiale (2023), DAES (2023), FMI (2023) et Division de statistique des Nations Unies (2023).
<b>Colonne 6</b> :	calculé à partir des données des colonnes 1 et 5.

TABLEAU 2

# L'évolution de l'indice de développement humain, 1990-2022

CLASSEMENT SELON L'IDH	Indice de développement humain (IDH)								Évolution du rang de l'IDH	Croissance annuelle moyenne de l'IDH			
	Valeur									(%)			
	1990	2000	2010	2015	2019	2020	2021	2022	2015-2022*	1990-2000	2000-2010	2010-2022	1990-2022
<b>Développement humain très élevé</b>													
1 Suisse	0,850	0,885	0,940	0,952	0,960	0,957	0,965	0,967	0	0,40	0,60	0,24	0,40
2 Norvège	0,845	0,914	0,938	0,952	0,961	0,963	0,964	0,966	-1	0,79	0,26	0,25	0,42
3 Islande	0,834	0,895	0,927	0,948	0,958	0,955	0,957	0,959	0	0,71	0,35	0,28	0,44
4 Hong Kong, Chine (RAS)	0,739	0,831	0,914	0,936	0,953	0,955	0,959	0,956	2	1,18	0,96	0,38	0,81
5 Danemark	0,839	0,890	0,913	0,936	0,946	0,946	0,947	0,952	1	0,59	0,26	0,35	0,40
5 Suède	0,808	0,903	0,910	0,937	0,947	0,944	0,949	0,952	0	1,12	0,08	0,38	0,51
7 Allemagne	0,828	0,890	0,929	0,941	0,951	0,948	0,948	0,950	-3	0,72	0,43	0,19	0,43
7 Irlande	0,743	0,851	0,908	0,924	0,942	0,945	0,946	0,950	8	1,37	0,65	0,38	0,77
9 Singapour	0,780	0,863	0,921	0,935	0,945	0,942	0,942	0,949	-1	1,02	0,65	0,25	0,61
10 Australie	0,864	0,896	0,924	0,933	0,941	0,948	0,949	0,946	-1	0,36	0,31	0,20	0,28
10 Pays-Bas	0,847	0,892	0,917	0,932	0,941	0,938	0,941	0,946	1	0,52	0,28	0,26	0,35
12 Belgique	0,814	0,884	0,913	0,924	0,936	0,930	0,938	0,942	3	0,83	0,32	0,26	0,46
12 Finlande	0,811	0,887	0,912	0,930	0,939	0,939	0,941	0,942	0	0,90	0,28	0,27	0,47
12 Liechtenstein	..	0,871	0,916	0,926	0,940	0,933	0,936	0,942	2	..	0,51	0,23	..
15 Royaume-Uni	0,804	0,863	0,913	0,923	0,933	0,920	0,931	0,940	3	0,71	0,56	0,24	0,49
16 Nouvelle-Zélande	0,812	0,894	0,924	0,933	0,937	0,935	0,936	0,939	-7	0,97	0,33	0,13	0,46
17 Émirats arabes unis	0,717	0,790	0,828	0,860	0,933	0,930	0,931	0,937	19	0,97	0,47	1,04	0,84
18 Canada	0,861	0,890	0,911	0,927	0,932	0,928	0,934	0,935	-5	0,33	0,23	0,22	0,26
19 Corée (République de)	0,731	0,824	0,890	0,908	0,922	0,922	0,926	0,929	3	1,20	0,77	0,36	0,75
20 Luxembourg	0,793	0,864	0,912	0,914	0,925	0,921	0,927	0,927	-1	0,86	0,54	0,14	0,49
20 États-Unis	0,875	0,894	0,916	0,924	0,933	0,923	0,921	0,927	-5	0,22	0,24	0,10	0,18
22 Autriche	0,823	0,870	0,903	0,910	0,920	0,916	0,920	0,926	-1	0,56	0,37	0,21	0,37
22 Slovaquie	..	0,823	0,890	0,903	0,918	0,910	0,916	0,926	1	..	0,79	0,33	..
24 Japon	0,846	0,883	0,903	0,913	0,918	0,917	0,920	0,920	-4	0,43	0,22	0,16	0,26
25 Israël	0,781	0,835	0,887	0,899	0,909	0,906	0,911	0,915	-1	0,67	0,61	0,26	0,50
25 Malte	0,726	0,779	0,862	0,887	0,905	0,901	0,912	0,915	3	0,71	1,02	0,50	0,73
27 Espagne	0,762	0,828	0,868	0,889	0,904	0,894	0,904	0,911	0	0,83	0,47	0,40	0,56
28 France	0,790	0,844	0,880	0,893	0,905	0,900	0,906	0,910	-3	0,66	0,42	0,28	0,44
29 Chypre	0,733	0,797	0,859	0,874	0,901	0,900	0,901	0,907	3	0,84	0,75	0,45	0,67
30 Italie	0,780	0,842	0,880	0,881	0,899	0,892	0,899	0,906	0	0,77	0,44	0,24	0,47
31 Estonie	0,741	0,798	0,864	0,883	0,893	0,891	0,890	0,899	-2	0,74	0,80	0,33	0,61
32 Tchéquie	0,748	0,810	0,872	0,891	0,896	0,891	0,891	0,895	-6	0,80	0,74	0,22	0,56
33 Grèce	0,762	0,818	0,874	0,881	0,890	0,887	0,887	0,893	-3	0,71	0,66	0,18	0,50
34 Bahreïn	0,733	0,775	0,807	0,859	0,888	0,884	0,884	0,888	3	0,56	0,41	0,80	0,60
35 Andorre	..	0,815	0,863	0,856	0,865	0,843	0,855	0,884	3	..	0,57	0,20	..
36 Pologne	0,715	0,794	0,845	0,869	0,880	0,874	0,876	0,881	-2	1,05	0,62	0,35	0,65
37 Lettonie	0,732	0,761	0,827	0,853	0,873	0,873	0,865	0,879	2	0,39	0,84	0,51	0,57
37 Lituanie	0,740	0,769	0,846	0,865	0,886	0,880	0,875	0,879	-2	0,39	0,96	0,32	0,54
39 Croatie	..	0,764	0,824	0,844	0,866	0,860	0,867	0,878	6	..	0,76	0,53	..
40 Qatar	0,764	0,793	0,829	0,852	0,869	0,863	0,864	0,875	0	0,37	0,44	0,45	0,42
40 Arabie saoudite	0,699	0,746	0,805	0,842	0,862	0,861	0,867	0,875	6	0,65	0,76	0,70	0,70
42 Portugal	0,703	0,793	0,831	0,850	0,864	0,861	0,865	0,874	0	1,21	0,47	0,42	0,68
43 Saint-Marin	0,841	0,875	0,901	0,872	0,861	0,844	0,853	0,867	-10	0,40	0,29	-0,32	0,10
44 Chili	0,705	0,763	0,813	0,846	0,859	0,849	0,856	0,860	0	0,79	0,64	0,47	0,62
45 Slovaquie	..	0,761	0,841	0,852	0,863	0,860	0,852	0,855	-5	..	1,00	0,14	..
45 Turquie	0,598	0,669	0,750	0,821	0,842	0,835	0,841	0,855	9	1,13	1,15	1,10	1,12
47 Hongrie	0,721	0,773	0,829	0,839	0,854	0,849	0,846	0,851	0	0,70	0,70	0,22	0,52
48 Argentine	0,724	0,780	0,834	0,850	0,853	0,841	0,844	0,849	-6	0,75	0,67	0,15	0,50
49 Koweït	0,698	0,780	0,811	0,829	0,838	0,826	0,836	0,847	0	1,12	0,39	0,36	0,61
50 Monténégro	..	..	0,806	0,827	0,841	0,832	0,840	0,844	1	..	..	0,38	..
51 Saint-Kitts-et-Nevis	..	..	0,790	0,829	0,838	0,832	0,832	0,838	-2	..	..	0,49	..
52 Uruguay	0,702	0,754	0,785	0,807	0,818	0,820	0,814	0,830	8	0,72	0,40	0,47	0,52
53 Roumanie	0,709	0,721	0,813	0,813	0,834	0,828	0,825	0,827	3	0,17	1,21	0,14	0,48
54 Antigua-et-Barbuda	..	..	0,808	0,818	0,831	0,820	0,819	0,826	1	..	..	0,18	..
55 Brunéi Darussalam	0,779	0,789	0,825	0,832	0,827	0,827	0,824	0,823	-7	0,13	0,45	-0,02	0,17
56 Fédération de Russie	0,741	0,733	0,797	0,823	0,839	0,826	0,818	0,821	-3	-0,11	0,84	0,25	0,32
57 Bahamas	0,760	0,788	0,800	0,807	0,802	0,798	0,799	0,820	3	0,36	0,15	0,21	0,24
57 Panama	0,672	0,722	0,775	0,802	0,820	0,809	0,813	0,820	5	0,72	0,71	0,47	0,62
59 Oman	..	0,702	0,798	0,824	0,841	0,823	0,810	0,819	-7	..	1,29	0,22	..
60 Géorgie	..	0,694	0,763	0,798	0,816	0,807	0,809	0,814	4	..	0,95	0,54	..
60 Trinité-et-Tobago	0,656	0,708	0,785	0,812	0,813	0,815	0,804	0,814	-3	0,77	1,04	0,30	0,68
62 Barbade	0,728	0,760	0,792	0,798	0,806	0,803	0,803	0,809	2	0,43	0,41	0,18	0,33

Suite -

TABLEAU 2

CLASSEMENT SELON L'IDH	Indice de développement humain (IDH)								Évolution du rang de l'IDH	Croissance annuelle moyenne de l'IDH			
	Valeur									(%)			
	1990	2000	2010	2015	2019	2020	2021	2022		2015-2022*	1990-2000	2000-2010	2010-2022
63 Malaisie	0,649	0,726	0,768	0,792	0,805	0,802	0,798	0,807	6	1,13	0,56	0,41	0,68
64 Costa Rica	0,659	0,709	0,769	0,792	0,811	0,811	0,804	0,806	5	0,73	0,82	0,39	0,63
65 Serbie	..	0,689	0,768	0,794	0,812	0,806	0,804	0,805	3	..	1,09	0,39	..
66 Thaïlande	0,581	0,663	0,743	0,789	0,801	0,800	0,797	0,803	6	1,33	1,15	0,65	1,02
67 Kazakhstan	0,672	0,680	0,766	0,799	0,810	0,806	0,801	0,802	-4	0,12	1,20	0,38	0,55
67 Seychelles	..	0,755	0,774	0,797	0,808	0,799	0,795	0,802	-1	..	0,25	0,30	..
69 Bélarus	..	0,708	0,790	0,809	0,810	0,800	0,801	0,801	-11	..	1,10	0,12	..
<b>Développement humain élevé</b>													
70 Bulgarie	0,698	0,723	0,790	0,809	0,813	0,802	0,796	0,799	-12	0,35	0,89	0,09	0,42
71 Palaos	..	0,747	0,775	0,782	0,792	0,794	0,802	0,797	3	..	0,37	0,23	..
72 Maurice	0,620	0,682	0,755	0,791	0,806	0,792	0,790	0,796	-1	0,96	1,02	0,44	0,78
73 Grenade	..	..	0,779	0,786	0,790	0,786	0,788	0,793	0	..	..	0,15	..
74 Albanie	0,649	0,678	0,766	0,797	0,800	0,784	0,785	0,789	-8	0,44	1,23	0,25	0,61
75 Chine	0,482	0,586	0,698	0,741	0,775	0,781	0,785	0,788	18	1,97	1,76	1,02	1,55
76 Arménie	0,658	0,656	0,739	0,769	0,789	0,769	0,774	0,786	2	-0,03	1,20	0,52	0,56
77 Mexique	0,666	0,709	0,747	0,769	0,781	0,757	0,757	0,781	1	0,63	0,52	0,37	0,50
78 Iran (République islamique d')	0,613	0,692	0,756	0,782	0,785	0,779	0,776	0,780	-4	1,22	0,89	0,26	0,76
78 Sri Lanka	0,641	0,689	0,735	0,760	0,775	0,777	0,783	0,780	6	0,72	0,65	0,50	0,62
80 Bosnie-Herzégovine	..	0,656	0,718	0,757	0,780	0,776	0,776	0,779	7	..	0,91	0,68	..
81 Saint-Vincent-et-les Grenadines	..	0,691	0,756	0,777	0,789	0,785	0,773	0,772	-5	..	0,90	0,17	..
82 République dominicaine	0,579	0,646	0,707	0,739	0,765	0,760	0,756	0,766	12	1,10	0,91	0,67	0,88
83 Équateur	0,645	0,684	0,736	0,764	0,758	0,734	0,746	0,765	-1	0,59	0,74	0,32	0,53
83 Macédoine du Nord	..	0,676	0,746	0,777	0,787	0,766	0,764	0,765	-7	..	0,99	0,21	..
85 Cuba	0,684	0,694	0,779	0,765	0,766	0,759	0,742	0,764	-4	0,15	1,16	-0,16	0,35
86 Moldova (République de)	0,688	0,655	0,716	0,749	0,773	0,765	0,767	0,763	5	-0,49	0,89	0,53	0,32
87 Maldives	..	0,635	0,692	0,728	0,753	0,737	0,753	0,762	13	..	0,86	0,81	..
87 Pérou	0,620	0,675	0,725	0,758	0,774	0,758	0,755	0,762	-2	0,85	0,72	0,42	0,65
89 Azerbaïdjan	..	0,635	0,733	0,751	0,762	0,722	0,738	0,760	1	..	1,45	0,30	..
89 Brésil	0,620	0,668	0,722	0,752	0,764	0,758	0,756	0,760	0	0,75	0,78	0,43	0,64
91 Colombie	0,614	0,672	0,732	0,758	0,768	0,756	0,752	0,758	-6	0,91	0,86	0,29	0,66
92 Libye	0,724	0,746	0,774	0,749	0,756	0,737	0,746	0,746	-1	0,30	0,37	-0,31	0,09
93 Algérie	0,593	0,652	0,721	0,736	0,742	0,730	0,740	0,745	5	0,95	1,01	0,27	0,72
94 Turkménistan	..	..	0,699	0,725	0,732	0,731	0,740	0,744	7	..	..	0,52	..
95 Guyana	0,496	0,570	0,650	0,686	0,711	0,727	0,721	0,742	27	1,40	1,32	1,11	1,27
96 Mongolie	0,579	0,595	0,700	0,739	0,749	0,740	0,730	0,741	-2	0,27	1,64	0,48	0,77
97 Dominique	..	0,721	0,735	0,719	0,745	0,738	0,737	0,740	8	..	0,19	0,06	..
98 Tonga	0,640	0,679	0,709	0,723	0,740	0,742	0,738	0,739	5	0,59	0,43	0,35	0,45
99 Jordanie	0,622	0,681	0,727	0,738	0,744	0,740	0,736	0,736	-3	0,91	0,66	0,10	0,53
100 Ukraine	0,731	0,698	0,766	0,764	0,774	0,762	0,755	0,734	-18	-0,46	0,93	-0,35	0,01
101 Tunisie	0,566	0,651	0,713	0,724	0,740	0,734	0,729	0,732	1	1,41	0,91	0,22	0,81
102 Îles Marshall	..	..	..	0,688	0,722	0,727	0,729	0,731	17	..	..	..	..
102 Paraguay	0,604	0,656	0,700	0,738	0,746	0,742	0,730	0,731	-6	0,83	0,65	0,36	0,60
104 Fidji	0,630	0,669	0,699	0,716	0,730	0,722	0,715	0,729	2	0,60	0,44	0,35	0,46
105 Égypte	0,567	0,629	0,667	0,695	0,724	0,729	0,726	0,728	11	1,04	0,59	0,73	0,78
106 Ouzbékistan	..	0,603	0,675	0,701	0,725	0,716	0,721	0,727	6	..	1,13	0,62	..
107 Viet Nam	0,492	0,599	0,676	0,697	0,717	0,726	0,718	0,726	7	1,99	1,22	0,60	1,22
108 Sainte-Lucie	0,666	0,692	0,731	0,736	0,733	0,724	0,717	0,725	-10	0,38	0,55	-0,07	0,27
109 Liban	..	..	0,749	0,756	0,760	0,742	0,725	0,723	-21	..	..	-0,29	..
110 Afrique du Sud	0,635	0,633	0,675	0,721	0,741	0,722	0,721	0,717	-6	-0,03	0,64	0,50	0,38
111 Palestine (État de)	..	..	0,688	0,710	0,739	0,715	0,715	0,716	-2	..	..	0,33	..
112 Indonésie	0,526	0,597	0,667	0,698	0,718	0,712	0,707	0,713	1	1,27	1,11	0,56	0,96
113 Philippines	0,598	0,635	0,673	0,696	0,714	0,705	0,692	0,710	2	0,60	0,58	0,45	0,54
114 Botswana	0,587	0,581	0,652	0,688	0,703	0,701	0,680	0,708	5	-0,10	1,16	0,69	0,59
115 Jamaïque	0,664	0,657	0,711	0,712	0,712	0,707	0,704	0,706	-7	-0,11	0,79	-0,06	0,19
116 Samoa	..	0,672	0,704	0,710	0,712	0,712	0,708	0,702	-7	..	0,47	-0,02	..
117 Kirghizistan	0,637	0,617	0,661	0,689	0,699	0,691	0,696	0,701	1	-0,32	0,69	0,49	0,30
118 Belize	0,609	0,657	0,720	0,714	0,718	0,705	0,698	0,700	-11	0,76	0,92	-0,23	0,44
<b>Développement humain moyen</b>													
119 Venezuela (République bolivarienne du)	0,657	0,699	0,759	0,766	0,720	0,691	0,690	0,699	-39	0,62	0,83	-0,68	0,19
120 Bolivie (État plurinational de)	0,546	0,625	0,661	0,688	0,715	0,691	0,691	0,698	-1	1,36	0,56	0,45	0,77
120 Maroc	0,448	0,525	0,604	0,656	0,684	0,683	0,688	0,698	5	1,60	1,41	1,21	1,40
122 Nauru	..	..	0,559	0,642	0,680	0,689	0,693	0,696	9	..	..	1,84	..
123 Gabon	0,599	0,626	0,656	0,692	0,702	0,704	0,687	0,693	-6	0,44	0,47	0,46	0,46

Suite -

TABLEAU 2

CLASSEMENT SELON L'IDH	Indice de développement humain (IDH)								Évolution du rang de l'IDH	Croissance annuelle moyenne de l'IDH			
	Valeur									(%)			
	1990	2000	2010	2015	2019	2020	2021	2022	2015-2022*	1990-2000	2000-2010	2010-2022	1990-2022
124 Suriname	..	..	0,696	0,707	0,710	0,702	0,689	0,690	-13	..	..	-0,07	..
125 Bhoutan	..	..	0,582	0,625	0,668	0,675	0,677	0,681	10	..	..	1,32	..
126 Tadjikistan	0,616	0,548	0,631	0,651	0,668	0,656	0,677	0,679	2	-1,16	1,42	0,61	0,30
127 El Salvador	0,519	0,609	0,657	0,663	0,676	0,666	0,669	0,674	-4	1,61	0,76	0,21	0,82
128 Iraq	0,497	0,583	0,629	0,656	0,678	0,661	0,667	0,673	-3	1,61	0,76	0,57	0,95
129 Bangladesh	0,399	0,491	0,558	0,604	0,646	0,657	0,662	0,670	12	2,10	1,29	1,54	1,63
130 Nicaragua	0,487	0,563	0,611	0,644	0,661	0,652	0,665	0,669	0	1,46	0,82	0,76	1,00
131 Cabo Verde	..	0,590	0,649	0,658	0,667	0,649	0,650	0,661	-7	..	0,96	0,15	..
132 Tuvalu	0,564	0,599	0,623	0,656	0,654	0,655	0,653	0,653	-7	0,60	0,39	0,39	0,46
133 Guinée équatoriale	..	0,511	0,609	0,648	0,653	0,650	0,647	0,650	-4	..	1,77	0,54	..
134 Inde	0,434	0,490	0,572	0,619	0,638	0,638	0,633	0,644	4	1,22	1,56	0,99	1,24
135 Micronésie (États fédérés de)	..	0,637	0,644	0,642	0,640	0,636	0,634	0,634	-4	..	0,11	-0,13	..
136 Guatemala	0,490	0,551	0,613	0,629	0,645	0,638	0,630	0,629	-3	1,18	1,07	0,21	0,78
137 Kiribati	..	0,547	0,584	0,625	0,636	0,629	0,627	0,628	-2	..	0,66	0,61	..
138 Honduras	0,513	0,553	0,596	0,610	0,629	0,621	0,620	0,624	1	0,75	0,75	0,38	0,61
139 République démocratique populaire lao	0,408	0,473	0,557	0,604	0,617	0,616	0,615	0,620	2	1,49	1,65	0,90	1,32
140 Vanuatu	..	..	0,578	0,592	0,614	0,612	0,614	0,614	4	..	..	0,50	..
141 Sao Tomé-et-Principe	0,480	0,498	0,553	0,595	0,608	0,609	0,609	0,613	2	0,37	1,05	0,86	0,77
142 Eswatini (Royaume d')	0,546	0,465	0,498	0,577	0,623	0,622	0,612	0,610	5	-1,59	0,69	1,70	0,35
142 Namibie	0,595	0,549	0,584	0,627	0,638	0,634	0,616	0,610	-8	-0,80	0,62	0,36	0,08
144 Myanmar	0,333	0,407	0,506	0,557	0,608	0,615	0,599	0,608	10	2,03	2,20	1,54	1,90
145 Ghana	0,445	0,500	0,571	0,586	0,599	0,601	0,600	0,602	1	1,17	1,34	0,44	0,95
146 Kenya	0,480	0,487	0,545	0,575	0,604	0,599	0,596	0,601	2	0,14	1,13	0,82	0,71
146 Népal	0,395	0,461	0,543	0,568	0,598	0,593	0,591	0,601	3	1,56	1,65	0,85	1,32
148 Cambodge	0,379	0,431	0,542	0,564	0,596	0,596	0,596	0,600	2	1,29	2,32	0,85	1,45
149 Congo	0,541	0,509	0,581	0,610	0,596	0,598	0,598	0,593	-10	-0,61	1,33	0,17	0,29
150 Angola	..	0,380	0,516	0,591	0,597	0,594	0,590	0,591	-5	..	3,11	1,14	..
151 Cameroun	0,440	0,426	0,515	0,562	0,586	0,585	0,581	0,587	1	-0,32	1,92	1,10	0,90
152 Comores	..	0,458	0,524	0,556	0,584	0,588	0,585	0,586	3	..	1,36	0,94	..
153 Zambie	0,417	0,418	0,528	0,563	0,574	0,569	0,565	0,569	-2	0,02	2,36	0,63	0,98
154 Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,394	0,456	0,497	0,540	0,562	0,567	0,564	0,568	5	1,47	0,86	1,12	1,15
155 Timor-Leste	..	0,495	0,639	0,621	0,627	0,633	0,574	0,566	-18	..	2,59	-1,01	..
156 Îles Salomon	..	0,488	0,553	0,562	0,568	0,566	0,564	0,562	-4	..	1,26	0,13	..
157 République arabe syrienne	0,563	0,587	0,661	0,552	0,564	0,561	0,558	0,557	-1	0,42	1,19	-1,42	-0,03
158 Haïti	0,441	0,485	0,449	0,549	0,559	0,557	0,551	0,552	-1	0,96	-0,77	1,74	0,70
159 Ouganda	0,329	0,392	0,500	0,525	0,544	0,545	0,545	0,550	2	1,77	2,46	0,80	1,62
159 Zimbabwe	0,479	0,426	0,481	0,544	0,560	0,554	0,549	0,550	-1	-1,17	1,22	1,12	0,43
<b>Développement humain faible</b>													
161 Nigéria	..	..	0,488	0,520	0,537	0,539	0,542	0,548	2	..	..	0,97	..
161 Rwanda	0,320	0,328	0,485	0,509	0,531	0,535	0,539	0,548	5	0,25	3,99	1,02	1,70
163 Togo	0,399	0,436	0,469	0,510	0,536	0,540	0,545	0,547	2	0,89	0,73	1,29	0,99
164 Mauritanie	0,397	0,461	0,508	0,536	0,552	0,539	0,538	0,540	-4	1,51	0,98	0,51	0,97
164 Pakistan	0,394	0,434	0,496	0,525	0,537	0,536	0,537	0,540	-3	0,97	1,34	0,71	0,99
166 Côte d'Ivoire	0,425	0,454	0,470	0,501	0,529	0,530	0,530	0,534	4	0,66	0,35	1,07	0,72
167 Tanzanie (République-Unie de)	0,366	0,396	0,493	0,507	0,533	0,535	0,529	0,532	2	0,79	2,22	0,64	1,18
168 Lesotho	0,479	0,456	0,470	0,508	0,528	0,530	0,522	0,521	0	-0,49	0,30	0,86	0,26
169 Sénégal	0,371	0,388	0,470	0,501	0,514	0,514	0,512	0,517	1	0,45	1,94	0,80	1,04
170 Soudan	0,322	0,420	0,489	0,514	0,521	0,518	0,516	0,516	-6	2,69	1,53	0,45	1,48
171 Djibouti	..	0,330	0,422	0,473	0,508	0,512	0,512	0,515	4	..	2,49	1,67	..
172 Malawi	0,299	0,378	0,461	0,498	0,514	0,512	0,509	0,508	1	2,37	2,00	0,81	1,67
173 Bénin	0,350	0,412	0,481	0,509	0,506	0,501	0,502	0,504	-7	1,64	1,56	0,39	1,15
174 Gambie	0,323	0,392	0,449	0,467	0,492	0,492	0,490	0,495	5	1,95	1,37	0,82	1,34
175 Érythrée	..	..	0,458	0,473	0,487	0,490	0,490	0,493	0	..	..	0,62	..
176 Éthiopie	..	0,286	0,409	0,455	0,485	0,489	0,489	0,492	5	..	3,64	1,55	..
177 Libéria	..	0,434	0,460	0,472	0,485	0,483	0,484	0,487	0	..	0,58	0,48	..
177 Madagascar	..	0,438	0,488	0,499	0,498	0,486	0,484	0,487	-5	..	1,09	-0,02	..
179 Guinée-Bissau	..	..	0,441	0,470	0,488	0,482	0,482	0,483	-1	..	..	0,76	..
180 Congo (République démocratique du)	0,377	0,376	0,424	0,457	0,476	0,477	0,475	0,481	0	-0,03	1,21	1,06	0,76
181 Guinée	0,270	0,345	0,415	0,449	0,470	0,471	0,467	0,471	2	2,48	1,86	1,06	1,75
182 Afghanistan	0,284	0,340	0,449	0,479	0,492	0,488	0,473	0,462	-8	1,82	2,82	0,24	1,53
183 Mozambique	0,239	0,303	0,407	0,445	0,465	0,467	0,459	0,461	1	2,40	2,99	1,04	2,07
184 Sierra Leone	0,314	0,319	0,416	0,438	0,457	0,453	0,456	0,458	1	0,16	2,69	0,80	1,19
185 Burkina Faso	..	0,296	0,372	0,413	0,446	0,446	0,445	0,438	2	..	2,31	1,37	..

Suite -

TABLEAU 2

CLASSEMENT SELON L'IDH	Indice de développement humain (IDH)								Évolution du rang de l'IDH	Croissance annuelle moyenne de l'IDH			
	Valeur									(%)			
	1990	2000	2010	2015	2019	2020	2021	2022	2015-2022 <sup>a</sup>	1990-2000	2000-2010	2010-2022	1990-2022
186 Yémen	0,357	0,434	0,496	0,455	0,430	0,430	0,425	0,424	-5	1,97	1,34	-1,30	0,54
187 Burundi	0,285	0,298	0,404	0,420	0,423	0,419	0,419	0,420	-1	0,45	3,09	0,32	1,22
188 Mali	0,236	0,315	0,406	0,409	0,421	0,407	0,408	0,410	0	2,93	2,57	0,08	1,74
189 Tchad	..	0,292	0,364	0,388	0,398	0,396	0,393	0,394	0	..	2,23	0,66	..
189 Niger	0,212	0,260	0,336	0,367	0,390	0,391	0,389	0,394	2	2,06	2,60	1,34	1,96
191 République centrafricaine	0,333	0,319	0,357	0,367	0,391	0,389	0,387	0,387	0	-0,43	1,13	0,67	0,47
192 Soudan du Sud	..	..	0,406	0,381	0,391	0,386	0,381	0,381	-2	..	..	-0,53	..
193 Somalie	..	..	..	..	..	..	..	0,380	..	..	..	..	..
<b>Autres pays ou territoires</b>													
Corée (République populaire démocratique de)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Monaco	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
<b>Groupes de développement humain</b>													
Développement humain très élevé	0,785	0,828	0,870	0,889	0,901	0,895	0,896	0,902	-	0,53	0,50	0,30	0,44
Développement humain élevé	0,560	0,626	0,703	0,736	0,760	0,759	0,760	0,764	-	1,12	1,17	0,70	0,98
Développement humain moyen	0,443	0,497	0,574	0,615	0,635	0,634	0,630	0,640	-	1,16	1,45	0,91	1,16
Développement humain faible	0,354 <sup>b</sup>	0,398	0,473	0,501	0,516	0,515	0,515	0,517	-	1,18	1,74	0,74	1,19
Pays en développement	0,513	0,569	0,639	0,672	0,691	0,689	0,688	0,694	-	1,04	1,17	0,69	0,95
<b>Régions</b>													
États arabes	0,550	0,615	0,672	0,691	0,709	0,704	0,704	0,704	-	1,12	0,89	0,39	0,77
Asie de l'Est et Pacifique	0,507	0,594	0,689	0,728	0,757	0,760	0,761	0,766	-	1,60	1,49	0,89	1,30
Europe et Asie centrale	0,663	0,680	0,746	0,782	0,802	0,792	0,797	0,802	-	0,25	0,93	0,61	0,60
Amérique latine et Caraïbes	0,637	0,686	0,735	0,758	0,768	0,755	0,754	0,763	-	0,74	0,69	0,31	0,57
Asie du Sud	0,444	0,500	0,574	0,616	0,635	0,635	0,631	0,641	-	1,19	1,39	0,92	1,15
Afrique subsaharienne	0,404 <sup>b</sup>	0,429	0,502	0,533	0,549	0,547	0,546	0,549	-	0,60	1,58	0,75	0,96
Pays les moins avancés	0,354	0,408	0,487	0,518	0,540	0,542	0,540	0,542	-	1,43	1,79	0,90	1,34
Petits États insulaires en développement	0,605	0,650	0,694	0,721	0,731	0,727	0,722	0,730	-	0,72	0,66	0,42	0,59
Organisation de coopération et de développement économiques	0,796	0,842	0,878	0,894	0,905	0,897	0,899	0,906	-	0,56	0,42	0,26	0,41
<b>Monde</b>	<b>0,601</b>	<b>0,645</b>	<b>0,698</b>	<b>0,724</b>	<b>0,739</b>	<b>0,736</b>	<b>0,735</b>	<b>0,739</b>	<b>-</b>	<b>0,71</b>	<b>0,79</b>	<b>0,48</b>	<b>0,65</b>

**Notes**

Pour comparer l'IDH sur plusieurs années et entre différents pays, ce tableau et les données interpolées disponibles sur <http://hdr.undp.org/en/data> présentent l'évolution de l'indice sur la base de données cohérentes.

- a Une valeur positive indique une progression du rang.  
b Valeur déclarée avec des règles de cumul assouplies. Pour en savoir plus sur les règles de cumul, voir le *Guide de lecture*.

**Définitions**

**Indice de développement humain (IDH)** : un indice composite qui mesure le niveau moyen atteint dans trois dimensions fondamentales du développement humain : vie longue et en bonne santé, connaissances et niveau de vie décent. Le calcul de l'IDH est expliqué dans la *Note technique n° 1* à l'adresse [http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023\\_technical\\_notes.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf).

**Croissance annuelle moyenne de l'IDH** : croissance annualisée régulière de l'IDH sur une période donnée, correspondant au taux de croissance annuel moyen.

**Principales sources de données**

**Colonnes 1 à 8** : calculs du BRDH à partir de données tirées de Barro et Lee (2018), FMI (2023), DAES (2022, 2023), Institut de statistique de l'UNESCO (2023), Division de statistique des Nations Unies (2023) et Banque mondiale (2023).

**Colonne 9** : calculé à partir des données des colonnes 4 et 8.

**Colonnes 10 à 13** : calculé à partir des données des colonnes 1, 2, 3 et 8.

TABLEAU 3

# L'indice de développement humain ajusté aux inégalités

CLASSEMENT SELON L'IDH	ODD 10.1															
	Indice de développement humain (IDH)		IDH ajusté aux inégalités (IDHI)		Coefficient d'inégalité humaine	Inégalité d'espérance de vie à la naissance	Indice d'espérance de vie ajusté aux inégalités	Inégalités d'éducation <sup>a</sup>		Indice d'éducation ajusté aux inégalités	Inégalités de revenu <sup>a</sup>		Part du revenu détenue par (%)			Coefficient de Gini
	Valeur	Valeur	Perte globale (%)	Différence par rapport au rang de l'IDH <sup>b</sup>				Valeur	Valeur		Valeur	Valeur	Valeur	Valeur	les 40 % les plus pauvres	
					2022	2022	2022			2022						2022
<b>Développement humain très élevé</b>																
1 Suisse	0,967	0,891	7,9	-3	7,6	3,0	0,959	2,0	0,906	17,7	0,814	19,9	25,8	9,9	33,1	
2 Norvège	0,966	0,903	6,5	0	6,3	2,4	0,951	2,3	0,914	14,3	0,847	22,9	22,4	8,9	27,7	
3 Islande	0,959	0,910	5,1	2	5,0	2,2	0,945	2,2	0,938	10,7	0,851	23,9	22,1	9,3	26,1	
4 Hong Kong, Chine (RAS)	0,956	0,840	12,1	-17	11,7	2,2	0,968	8,7	0,829	24,1	0,738	..	..	17,9	..	
5 Danemark	0,952	0,898	5,7	2	5,6	3,1	0,923	2,6	0,908	11,0	0,864	23,4	22,9	13,4	27,5	
5 Suède	0,952	0,878	7,8	-5	7,6	2,5	0,953	3,4	0,891	16,9	0,796	22,0	22,4	11,7	28,9	
7 Allemagne	0,950	0,881	7,3	-2	7,1	3,3	0,907	3,8	0,921	14,3	0,817	20,9	25,2	13,3	31,7	
7 Irlande	0,950	0,886	6,7	2	6,6	2,8	0,938	2,9	0,862	14,0	0,860	22,3	23,8	12,2	29,2	
9 Singapour	0,949	0,825	13,1	-17	12,5	2,3	0,964	9,4	0,785	25,9	0,741	..	..	10,3	..	
10 Australie	0,946	0,860	9,1	-4	8,8	3,3	0,946	4,7	0,880	18,5	0,763	19,5	26,6	9,9	34,3	
10 Pays-Bas	0,946	0,885	6,4	3	6,4	3,1	0,931	4,7	0,877	11,4	0,850	23,8	21,6	6,9	26,0	
12 Belgique	0,942	0,878	6,8	2	6,7	3,2	0,927	5,7	0,865	11,3	0,842	23,9	21,4	8,6	26,0	
12 Finlande	0,942	0,886	5,9	7	5,8	2,6	0,934	2,1	0,911	12,8	0,818	23,5	22,6	11,8	27,1	
12 Liechtenstein	0,942	..	..	..	..	4,5	0,950	..	..	..	..	..	..	..	..	
15 Royaume-Uni	0,940	0,865	8,0	2	7,8	3,5	0,923	3,3	0,906	16,7	0,773	20,0	25,0	12,7	32,6	
16 Nouvelle-Zélande	0,939	0,856	8,8	-2	8,7	3,8	0,932	4,1	0,894	18,1	0,752	..	..	11,9	..	
17 Émirats arabes unis	0,937	0,859	8,3	1	8,2	4,4	0,871	9,8	0,815	10,4	0,894	23,0	20,0	15,3	26,0	
18 Canada	0,935	0,864	7,6	4	7,4	4,0	0,928	2,3	0,885	16,0	0,785	20,4	24,4	13,9	31,7	
19 Corée (République de)	0,929	0,841	9,5	-2	9,3	2,6	0,959	8,8	0,801	16,4	0,774	20,5	24,0	11,7	31,4	
20 Luxembourg	0,927	0,839	9,5	-3	9,2	3,2	0,932	8,1	0,759	16,4	0,836	19,4	25,0	12,1	33,4	
20 États-Unis	0,927	0,823	11,2	-8	10,7	5,6	0,845	2,6	0,885	23,9	0,745	16,6	30,1	19,0	39,8	
22 Autriche	0,926	0,859	7,2	6	7,0	2,9	0,932	2,6	0,842	15,6	0,808	21,4	23,1	10,7	29,8	
22 Slovaquie	0,926	0,882	4,8	13	4,7	2,1	0,935	2,0	0,895	10,0	0,820	25,1	20,5	8,4	24,0	
24 Japon	0,920	0,844	8,3	4	8,1	2,6	0,972	4,5	0,813	17,1	0,761	20,5	26,4	12,9	32,9	
25 Israël	0,915	0,808	11,7	-7	11,1	3,1	0,933	6,3	0,811	24,0	0,698	16,1	27,6	16,0	38,6	
25 Malte	0,915	0,837	8,5	1	8,3	4,2	0,939	5,2	0,804	15,5	0,778	21,0	25,1	10,7	31,4	
27 Espagne	0,911	0,796	12,6	-12	12,3	2,6	0,957	15,0	0,721	19,2	0,732	18,1	25,0	11,4	34,9	
28 France	0,910	0,820	9,9	-1	9,8	3,6	0,937	7,8	0,769	17,9	0,764	21,2	24,5	9,0	30,7	
29 Chypre	0,907	0,827	8,8	3	8,7	2,5	0,928	8,7	0,791	14,8	0,771	21,3	26,3	8,9	31,7	
30 Italie	0,906	0,802	11,5	-4	11,1	2,6	0,960	10,0	0,739	20,8	0,729	18,4	26,1	12,2	35,2	
31 Estonie	0,899	0,835	7,1	6	6,9	3,2	0,881	1,9	0,877	15,7	0,754	21,1	23,5	16,3	30,7	
32 Tchéquie	0,895	0,848	5,3	13	5,1	3,1	0,867	1,2	0,874	11,1	0,804	24,2	22,5	10,6	26,2	
33 Grèce	0,893	0,801	10,3	-3	10,2	3,5	0,900	10,3	0,789	16,8	0,722	19,2	25,2	10,0	33,6	
34 Bahreïn	0,888	..	..	..	..	4,4	0,871	8,8	0,749	..	..	..	..	24,3	..	
35 Andorre	0,884	0,810	8,4	3	8,3	4,8	0,931	5,6	0,701	14,4	0,814	..	..	..	..	
36 Pologne	0,881	0,797	9,5	-3	9,3	3,9	0,843	4,2	0,845	19,8	0,710	22,3	23,1	15,2	28,8	
37 Lettonie	0,879	0,802	8,8	2	8,3	4,2	0,824	1,8	0,888	19,0	0,706	18,6	27,5	8,6	35,7	
37 Lituanie	0,879	0,795	9,6	-4	9,1	4,2	0,801	2,9	0,879	20,4	0,715	19,0	28,5	12,5	36,0	
39 Croatie	0,878	0,817	6,9	8	6,9	3,3	0,882	3,9	0,810	13,5	0,763	21,3	22,3	9,3	29,5	
40 Qatar	0,875	..	..	..	..	4,0	0,909	11,2	0,627	..	..	..	..	22,4	..	
40 Arabie saoudite	0,875	..	..	..	..	5,1	0,845	12,6	0,698	..	..	..	..	21,0	..	
42 Portugal	0,874	0,774	11,4	-2	11,3	3,0	0,929	12,5	0,688	18,4	0,724	19,3	26,9	9,4	34,7	
43 Saint-Marin	0,867	..	..	..	..	2,5	0,951	5,6	0,657	..	..	..	..	..	..	
44 Chili	0,860	0,704	18,1	-17	16,6	5,0	0,870	7,1	0,776	37,7	0,517	15,0	35,8	22,9	44,9	
45 Slovaquie	0,855	0,808	5,5	9	5,5	4,7	0,811	1,8	0,827	10,0	0,785	24,9	18,8	7,2	23,2	
45 Turquie	0,855	0,717	16,1	-13	15,6	6,0	0,846	11,9	0,700	28,9	0,622	15,5	31,6	18,8	41,9	
47 Hongrie	0,851	0,800	6,0	6	6,0	3,9	0,813	2,7	0,805	11,3	0,781	21,5	23,3	11,1	29,7	
48 Argentine	0,849	0,747	12,0	0	11,7	7,3	0,800	5,3	0,825	22,6	0,631	15,0	30,8	15,1	42,0	
49 Koweït	0,847	..	..	..	..	5,0	0,880	22,1	0,533	..	..	..	..	19,0	..	
50 Monténégro	0,844	0,756	10,4	3	10,1	2,5	0,853	7,8	0,774	19,9	0,655	16,8	26,0	8,6	36,8	
51 Saint-Kitts-et-Nevis	0,838	..	..	..	..	7,5	0,740	..	..	..	..	..	..	..	..	
52 Uruguay	0,830	0,720	13,3	-7	12,8	5,9	0,839	7,3	0,726	25,1	0,611	15,9	30,8	13,4	40,8	
53 Roumanie	0,827	0,739	10,6	0	10,4	4,9	0,792	5,4	0,740	20,9	0,688	17,9	24,2	14,5	34,6	
54 Antigua-et-Barbuda	0,826	..	..	..	..	4,8	0,867	..	..	..	..	..	..	..	..	
55 Brunéi Darussalam	0,823	0,727	11,7	-2	11,5	7,6	0,776	14,9	0,585	12,1	0,847	..	..	12,4	..	
56 Fédération de Russie	0,821	0,747	9,0	5	8,7	5,5	0,729	2,0	0,831	18,7	0,688	19,1	29,0	23,8	36,0	

Suite -

TABLEAU 3

													ODD 10.1									
		Indice de développement humain (IDH)				Coefficient d'inégalité humaine	Inégalité d'espérance de vie à la naissance		Indice d'espérance de vie ajusté aux inégalités		Inégalités d'éducation <sup>a</sup>		Indice d'éducation ajusté aux inégalités		Inégalités de revenu <sup>a</sup>		Indice de revenu ajusté aux inégalités		Part du revenu détenue par (%)			Coefficient de Gini
		Valeur		Perte globale (%)			2022 <sup>a</sup>	2022	2022 <sup>a</sup>	2022	2022 <sup>a</sup>	2022	2022 <sup>a</sup>	2022	2022 <sup>a</sup>	2022	2022 <sup>a</sup>	2022	2010-2022 <sup>a</sup>	2010-2022 <sup>a</sup>	2021	2010-2022 <sup>a</sup>
CLASSEMENT SELON L'IDH		2022	2022	2022	2022	2022	2022 <sup>a</sup>	2022	2022 <sup>a</sup>	2022	2022 <sup>a</sup>	2022	2022 <sup>a</sup>	2022	2022 <sup>a</sup>	2022	2022 <sup>a</sup>	2022	2010-2022 <sup>a</sup>	2010-2022 <sup>a</sup>	2021	2010-2022 <sup>a</sup>
57	Bahamas	0,820	0,663	19,1	-16	17,8	8,9	0,762	6,9	0,703	37,6	0,546	..	..	19,6	..	..	..	..	..	19,6	..
57	Panama	0,820	0,647	21,1	-20	19,9	10,7	0,781	10,2	0,650	38,9	0,533	11,6	39,4	19,6	50,9	..	..	..	..	19,6	50,9
59	Oman	0,819	0,721	12,0	1	11,5	6,6	0,775	4,3	0,724	23,7	0,668	..	..	19,1	..	..	..	..	..	19,1	..
60	Géorgie	0,814	0,728	10,6	4	10,3	6,7	0,741	2,7	0,864	21,4	0,602	19,1	26,2	18,5	34,2	..	..	..	..	19,6	..
60	Trinité-et-Tobago	0,814	..	..	..	..	11,1	0,749	9,7	0,707	..	..	..	..	19,6	..	..	..	..	..	19,6	..
62	Barbade	0,809	0,617	23,7	-27	20,8	7,8	0,818	5,5	0,745	49,0	0,385	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
63	Malaisie	0,807	0,692	14,3	-5	13,8	5,4	0,819	11,4	0,636	24,8	0,638	15,7	31,2	20,1	41,2	..	..	..	..	20,1	41,2
64	Costa Rica	0,806	0,656	18,6	-12	17,6	6,0	0,829	11,1	0,658	35,6	0,517	13,1	35,7	17,7	47,2	..	..	..	..	17,7	47,2
65	Serbie	0,805	0,740	8,1	11	7,9	4,1	0,799	6,2	0,737	13,5	0,689	19,0	27,1	15,5	35,0	..	..	..	..	15,5	35,0
66	Thaïlande	0,803	0,681	15,2	-4	14,9	7,1	0,853	16,0	0,611	21,7	0,607	19,1	27,3	23,0	35,1	..	..	..	..	23,0	35,1
67	Kazakhstan	0,802	0,734	8,5	11	8,3	7,0	0,708	3,2	0,800	14,7	0,698	23,3	23,4	10,6	27,8	..	..	..	..	10,6	27,8
67	Seychelles	0,802	0,715	10,8	4	10,8	9,1	0,723	6,7	0,709	16,6	0,712	19,6	23,9	20,6	32,1	..	..	..	..	20,6	32,1
69	Bélarus	0,801	0,750	6,4	18	6,2	3,3	0,792	2,8	0,774	12,7	0,688	24,8	20,7	8,7	24,4	..	..	..	..	8,7	24,4
Développement humain élevé																						
70	Bulgarie	0,799	0,703	12,0	4	11,6	5,3	0,751	5,8	0,721	23,7	0,640	17,0	32,6	16,6	40,5	..	..	..	..	16,6	40,5
71	Palaos	0,797	0,633	20,6	-11	18,9	12,6	0,610	3,1	0,885	40,9	0,470	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
72	Mauricie	0,796	0,625	21,5	-15	21,0	10,0	0,748	21,7	0,579	31,4	0,564	18,8	29,9	15,9	36,8	..	..	..	..	15,9	36,8
73	Grenade	0,793	..	..	..	..	9,2	0,773	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
74	Albanie	0,789	0,687	12,9	4	12,8	6,4	0,819	12,3	0,649	19,7	0,610	21,6	22,8	9,2	29,4	..	..	..	..	9,2	29,4
75	Chine	0,788	0,662	16,0	-1	15,3	5,4	0,853	10,3	0,622	30,3	0,547	18,2	29,4	15,7	37,1	..	..	..	..	15,7	37,1
76	Arménie	0,786	0,721	8,3	16	8,1	6,3	0,769	2,9	0,755	15,1	0,646	23,2	23,6	19,0	27,9	..	..	..	..	19,0	27,9
77	Mexique	0,781	0,641	17,9	-4	17,5	9,2	0,766	15,0	0,604	28,4	0,568	14,3	35,5	26,8	45,4	..	..	..	..	26,8	45,4
78	Iran (République islamique d')	0,780	0,584	25,1	-24	24,3	8,3	0,770	37,1	0,472	27,5	0,547	16,3	31,7	18,1	40,9	..	..	..	..	18,1	40,9
78	Sri Lanka	0,780	0,630	19,2	-7	18,0	5,3	0,825	12,0	0,663	36,6	0,458	18,5	30,8	14,8	37,7	..	..	..	..	14,8	37,7
80	Bosnie-Herzégovine	0,779	0,667	14,4	6	13,8	4,0	0,817	10,9	0,641	26,5	0,567	19,8	25,1	9,4	33,0	..	..	..	..	9,4	33,0
81	Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,772	..	..	..	..	9,5	0,682	6,1	0,768	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
82	République dominicaine	0,766	0,627	18,1	-6	18,1	16,6	0,695	14,6	0,582	22,9	0,609	17,5	30,2	28,6	38,5	..	..	..	..	28,6	38,5
83	Équateur	0,765	0,630	17,6	-3	17,1	8,9	0,812	11,8	0,628	30,6	0,490	13,8	34,3	16,9	45,5	..	..	..	..	16,9	45,5
83	Macédoine du Nord	0,765	0,679	11,2	10	11,1	4,4	0,793	8,4	0,643	20,5	0,613	18,1	22,9	7,7	33,5	..	..	..	..	7,7	33,5
85	Cuba	0,764	..	..	..	..	4,5	0,854	9,1	0,685	..	..	..	..	15,1	..	..	..	..	..	15,1	..
86	Moldova (République de)	0,763	0,698	8,5	16	8,4	9,0	0,681	2,7	0,787	13,6	0,635	24,3	22,1	11,3	25,7	..	..	..	..	11,3	25,7
87	Maldives	0,762	0,597	21,7	-11	20,9	4,8	0,891	29,3	0,422	28,6	0,565	22,1	23,3	35,6	29,3	..	..	..	..	35,6	29,3
87	Pérou	0,762	0,607	20,3	-7	19,8	8,5	0,752	20,4	0,593	30,6	0,501	16,3	30,6	28,1	40,2	..	..	..	..	28,1	40,2
89	Azerbaïdjan	0,760	0,707	7,0	22	6,9	11,4	0,729	3,6	0,680	5,7	0,714	..	..	15,9	..	..	..	..	..	15,9	..
89	Brésil	0,760	0,577	24,1	-18	22,4	9,6	0,743	13,9	0,610	43,7	0,424	10,8	41,5	22,2	52,9	..	..	..	..	22,2	52,9
91	Colombie	0,758	0,568	25,1	-18	23,5	9,3	0,749	17,2	0,577	44,0	0,424	11,5	40,2	17,8	51,5	..	..	..	..	17,8	51,5
92	Libye	0,746	..	..	..	..	7,8	0,739	..	..	..	..	..	..	13,5	..	..	..	..	..	13,5	..
93	Algérie	0,745	0,588	21,1	-8	20,5	11,4	0,778	33,3	0,442	16,8	0,590	23,1	22,9	9,9	27,6	..	..	..	..	9,9	27,6
94	Turkménistan	0,744	..	..	..	..	19,2	0,614	2,9	0,717	..	..	..	..	18,4	..	..	..	..	..	18,4	..
95	Guyana	0,742	..	..	..	..	16,2	0,593	10,4	0,582	..	..	..	..	19,6	..	..	..	..	..	19,6	..
96	Mongolie	0,741	0,645	13,0	11	12,9	7,5	0,749	11,9	0,632	19,2	0,566	20,2	25,7	14,8	32,7	..	..	..	..	14,8	32,7
97	Dominique	0,740	..	..	..	..	8,9	0,742	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
98	Tonga	0,739	0,654	11,5	14	11,2	8,4	0,722	4,3	0,780	20,7	0,497	20,0	26,8	..	33,5	..	..	..	..	..	33,5
99	Jordanie	0,736	0,615	16,4	2	16,3	9,3	0,757	15,4	0,591	24,1	0,520	20,3	27,5	17,1	33,7	..	..	..	..	17,1	33,7
100	Ukraine	0,734	0,676	7,9	21	7,9	6,8	0,697	3,6	0,714	13,3	0,621	24,3	21,8	13,6	25,6	..	..	..	..	13,6	25,6
101	Tunisie	0,732	0,574	21,6	-11	21,1	9,8	0,753	30,7	0,465	22,9	0,540	20,1	25,6	10,9	32,8	..	..	..	..	10,9	32,8
102	Îles Marshall	0,731	0,620	15,2	7	14,9	17,6	0,573	4,8	0,840	22,5	0,495	18,9	27,5	..	35,5	..	..	..	..	..	35,5
102	Paraguay	0,731	0,582	20,4	-8	19,6	11,9	0,684	12,4	0,597	34,6	0,482	14,5	35,4	19,6	45,1	..	..	..	..	19,6	45,1
104	Fidji	0,729	0,632	13,3	14	13,2	12,5	0,650	8,6	0,667	18,5	0,581	21,3	24,2	..	30,7	..	..	..	..	..	30,7
105	Égypte	0,728	0,561	22,9	-9	22,1	10,7	0,689	36,9	0,433	18,7	0,592	21,8	27,5	18,1	31,9	..	..	..	..	18,1	31,9
106	Ouzbékistan	0,727	..	..	..	..	9,0	0,723	1,8	0,717	..	..	..	..	17,4	..	..	..	..	..	17,4	..
107	Viet Nam	0,726	0,607	16,4	8	16,3	12,6	0,734	15,3	0,546	21,1	0,559	18,1	28,5	16,4	36,8	..	..	..	..	16,4	36,8
108	Sainte-Lucie	0,725	0,539	25,7	-11	24,6	9,3	0,716	25,2	0,478	39,2	0,459	11,0	38,6	..	51,2	..	..	..	..	..	51,2
109	Liban	0,723	..	..	..	..	5,8	0,789	..	..	..	..	20,2	0,580	20,6	31,8	..	..	..	..	20,6	31,8
110	Afrique du Sud	0,717	0,462	35,6	-23	32,2	19,5	0,514	17,3	0,648	59,9	0,295	7,2	50,5	19,3	63,0	..	..	..	..	19,3	63,0
111	Palestine (État de)	0,716	0,587	18,0	3	17,3	10,3	0,738	10,2	0,626	31,4	0,439	19,2	25,2	17,4	33,7	..	..	..	..	17,4	33,7
112	Indonésie	0,713	0,588	17,5	6	17,3	12,8	0,648	15,5	0,569	23,6	0,553	18,3	30,7	14,8	37,9	..	..	..	..	14,8	37,9

Suite →

TABLEAU 3

	ODD 10.1														Coefficient de Gini	
	Indice de développement humain (IDH)	IDH ajusté aux inégalités (IDHI)				Coefficient d'inégalité humaine	Inégalité d'espérance de vie à la naissance	Indice d'espérance de vie ajusté aux inégalités	Inégalités d'éducation <sup>a</sup>	Indice d'éducation ajusté aux inégalités	Inégalités de revenu <sup>a</sup>	Indice de revenu ajusté aux inégalités	Part du revenu détenue par (%)			
	Valeur	Valeur	Perte globale (%)	Différence par rapport au rang de l'IDH <sup>b</sup>		(%)	Valeur	(%)	Valeur	(%)	Valeur	les 40 % les plus pauvres	les 10 % les plus riches	le 1 % le plus riche		
	2022	2022	2022	2022	2022	2022 <sup>c</sup>	2022	2022 <sup>c</sup>	2022	2022 <sup>c</sup>	2022	2010-2022 <sup>c</sup>	2010-2022 <sup>c</sup>	2021		2010-2022 <sup>c</sup>
<b>CLASSEMENT SELON L'IDH</b>																
113 Philippines	0,710	0,590	16,9	8	16,7	14,5	0,687	12,0	0,575	23,6	0,520	16,9	32,5	19,6	40,7	
114 Botswana	0,708	0,488	31,1	-12	30,1	21,6	0,554	23,3	0,510	45,5	0,412	10,9	41,5	22,7	53,3	
115 Jamaïque	0,706	0,584	17,3	5	16,3	8,8	0,710	6,3	0,613	33,7	0,458	..	..	19,6	..	
116 Samoa	0,702	0,602	14,2	14	13,9	11,0	0,720	7,0	0,673	23,7	0,450	17,9	31,3	..	38,7	
117 Kirghizistan	0,701	0,634	9,6	27	9,4	9,4	0,703	3,4	0,734	15,3	0,495	22,5	24,0	15,6	29,0	
118 Belize	0,700	..	..	..	..	9,1	0,713	14,8	0,545	..	..	..	..	19,6	..	
<b>Développement humain moyen</b>																
119 Venezuela (République bolivarienne du)	0,699	0,600	14,2	15	14,0	12,0	0,692	8,7	0,636	21,1	0,491	..	..	19,0	..	
120 Boïvie (État plurinational de)	0,698	0,560	19,8	2	19,7	17,2	0,573	15,0	0,633	26,9	0,484	15,7	30,3	19,6	40,9	
120 Maroc	0,698	0,508	27,2	-5	26,1	10,5	0,757	41,9	0,353	25,9	0,490	17,4	31,9	15,1	39,5	
122 Nauru	0,696	..	..	..	..	13,4	0,586	..	..	18,5	0,617	20,5	25,4	..	32,4	
123 Gabon	0,693	0,526	24,1	-1	24,0	19,8	0,564	20,6	0,527	31,4	0,489	16,8	27,7	11,0	38,0	
124 Suriname	0,690	..	..	..	..	11,5	0,685	18,4	0,477	..	..	..	..	19,6	..	
125 Bhoutan	0,681	0,465	31,7	-10	30,3	14,0	0,691	48,2	0,289	28,6	0,503	22,3	22,7	18,1	28,5	
126 Tadjikistan	0,679	0,585	13,8	14	13,7	15,0	0,670	6,0	0,637	19,9	0,468	19,4	26,4	12,1	34,0	
127 El Salvador	0,674	0,548	18,7	6	18,4	9,2	0,719	22,6	0,440	23,3	0,520	16,6	28,7	13,7	38,8	
128 Iraq	0,673	0,519	22,9	2	22,6	12,6	0,690	29,7	0,398	25,5	0,508	21,9	23,7	20,1	29,5	
129 Bangladesh	0,670	0,470	29,9	-4	29,1	14,1	0,709	37,3	0,362	35,9	0,404	21,2	26,0	11,6	31,8	
130 Nicaragua	0,669	0,507	24,2	2	23,6	9,6	0,759	25,8	0,439	35,3	0,390	14,3	37,2	19,6	46,2	
131 Cabo Verde	0,661	0,471	28,7	-1	27,2	8,8	0,768	27,4	0,380	45,4	0,357	15,4	32,3	13,9	42,4	
132 Tuvalu	0,653	0,545	16,5	10	16,2	14,2	0,592	9,2	0,628	25,1	0,437	17,4	30,8	..	39,1	
133 Guinée équatoriale	0,650	..	..	..	..	29,1	0,450	..	..	..	..	..	..	17,4	..	
134 Inde	0,644	0,444	31,1	-6	30,5	17,3	0,607	36,9	0,359	37,4	0,401	20,0	27,8	21,7	34,2	
135 Micronésie (États fédérés de)	0,634	..	..	..	..	13,4	0,679	..	..	25,8	0,405	16,2	29,7	..	40,1	
136 Guatemala	0,629	0,453	28,0	-4	27,4	14,3	0,642	35,0	0,317	32,8	0,457	13,1	38,1	19,6	48,3	
137 Kiribati	0,628	0,528	15,9	11	15,8	22,3	0,570	9,6	0,571	15,5	0,451	23,0	22,9	..	27,8	
138 Honduras	0,624	0,480	23,1	6	22,3	9,7	0,705	21,6	0,408	35,6	0,386	11,6	34,6	19,6	48,2	
139 République démocratique populaire lao	0,620	0,466	24,8	3	24,7	19,4	0,608	31,3	0,331	23,6	0,502	17,8	31,2	17,1	38,8	
140 Vanuatu	0,614	..	..	..	..	13,4	0,673	..	..	19,1	0,425	19,9	24,7	..	32,3	
141 Sao Tomé-et-Principe	0,613	0,459	25,1	1	23,9	10,7	0,670	18,7	0,446	42,4	0,322	16,8	32,9	9,0	40,7	
142 Eswatini (Royaume d')	0,610	0,372	39,0	-11	36,3	24,4	0,423	24,1	0,460	60,5	0,264	10,5	42,7	19,3	54,6	
142 Namibie	0,610	0,399	34,6	-6	32,9	20,8	0,464	25,0	0,426	53,0	0,321	8,6	47,3	21,6	59,1	
144 Myanmar	0,608	0,475	21,9	10	21,7	20,8	0,576	26,9	0,404	17,6	0,461	21,9	25,5	26,5	30,7	
145 Ghana	0,602	0,378	37,2	-5	36,2	22,5	0,524	35,1	0,348	51,0	0,295	14,3	32,2	15,2	43,5	
146 Kenya	0,601	0,438	27,1	3	26,5	20,1	0,517	19,7	0,460	39,6	0,353	18,2	31,8	15,2	38,7	
146 Népal	0,601	0,424	29,5	1	28,7	14,3	0,665	39,8	0,301	31,9	0,380	20,4	26,4	9,7	32,8	
148 Cambodge	0,600	0,438	27,0	5	26,4	15,3	0,650	28,1	0,355	35,8	0,364	..	..	26,8	..	
149 Congo	0,593	0,385	35,1	0	33,1	23,3	0,508	20,9	0,490	55,1	0,228	12,4	37,9	20,5	48,9	
150 Angola	0,591	0,344	41,8	-12	40,2	28,3	0,462	34,2	0,351	58,1	0,252	11,5	39,6	26,0	51,3	
151 Cameroun	0,587	0,362	38,3	-6	37,3	27,4	0,457	31,7	0,403	52,9	0,257	13,0	35,0	15,9	46,6	
152 Comores	0,586	0,334	43,0	-14	41,9	25,6	0,500	47,6	0,298	52,4	0,250	13,6	33,7	14,2	45,3	
153 Zambie	0,569	0,344	39,5	-9	36,0	24,1	0,488	20,4	0,437	63,4	0,191	9,4	43,5	23,2	55,9	
154 Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,568	0,407	28,3	8	28,0	21,0	0,558	35,7	0,305	27,2	0,398	15,1 <sup>1</sup>	31,0 <sup>1</sup>	18,1	41,9 <sup>1</sup>	
155 Timor-Leste	0,566	0,407	28,1	9	26,7	19,3	0,609	44,9	0,313	16,1	0,354	22,8	24,0	17,6	28,7	
156 Îles Salomon	0,562	..	..	..	..	12,0	0,687	..	..	22,5	0,365	18,4	29,2	..	37,1	
157 République arabe syrienne	0,557	..	..	..	..	12,7	0,703	..	..	..	..	..	..	20,7	..	
158 Haïti	0,552	0,335	39,3	-9	38,3	25,5	0,501	37,3	0,311	52,1	0,241	15,8	31,2	19,6	41,1	
159 Ouganda	0,550	0,377	31,5	6	30,7	20,4	0,534	27,9	0,380	43,6	0,265	16,1	34,5	19,3	42,7	
159 Zimbabwe	0,550	0,370	32,7	2	30,6	24,4	0,458	14,6	0,512	52,9	0,216	15,1	34,8	21,1	50,3	
<b>Développement humain faible</b>																
161 Nigéria	0,548	0,369	32,7	3	32,1	39,7	0,312	37,8	0,339	18,6	0,475	18,7	26,7	11,6	35,1	
161 Rwanda	0,548	0,377	31,2	8	30,3	19,3	0,585	27,4	0,348	44,3	0,264	15,8	35,6	19,9	43,7	
163 Togo	0,547	0,345	36,9	0	36,5	27,7	0,462	37,7	0,340	44,1	0,262	15,6	33,0	14,8	42,5	
164 Mauritanie	0,540	0,351	35,0	2	34,7	25,1	0,515	44,0	0,214	35,0	0,391	19,9	24,9	10,8	32,6	
164 Pakistan	0,540	0,360	33,3	4	32,8	26,8	0,523	43,5	0,207	28,2	0,432	22,7	25,5	15,7	29,6	
166 Côte d'Ivoire	0,534	0,318	40,4	-8	40,0	30,4	0,417	46,1	0,227	43,4	0,340	18,0	29,0	21,0	37,2	
167 Tanzanie (République-Unie de)	0,532	0,372	30,1	12	29,5	20,6	0,572	27,0	0,312	41,1	0,289	17,4	33,1	18,2	40,5	

Suite -

TABLEAU 3

CLASSEMENT SELON L'IDH	ODD 10.1															
	Indice de développement humain (IDH)	IDH ajusté aux inégalités (IDHI)				Coefficient d'inégalité humaine	Inégalité d'espérance de vie à la naissance	Indice d'espérance de vie ajusté aux inégalités	Inégalités d'éducation <sup>a</sup>	Indice d'éducation ajusté aux inégalités	Inégalités de revenu <sup>a</sup>	Indice de revenu ajusté aux inégalités	Part du revenu détenue par (%)			Coefficient de Gini
	Valeur	Valeur	Perte globale (%)	Différence par rapport au rang de l'IDH <sup>b</sup>		(%)	Valeur	(%)	Valeur	(%)	Valeur	(%)	les 40 % les plus pauvres	les 10 % les plus riches	le 1 % le plus riche	
	2022	2022	2022	2022	2022	2022 <sup>a</sup>	2022	2022 <sup>a</sup>	2022	2022 <sup>a</sup>	2022	2022	2010-2022 <sup>a</sup>	2010-2022 <sup>a</sup>	2021	2010-2022 <sup>a</sup>
168 Lesotho	0,521	0,332	36,3	-2	34,8	33,6	0,338	19,6	0,450	51,4	0,242	13,5	32,9	14,5	44,9	
169 Sénégal	0,517	0,334	35,4	-1	34,3	16,3	0,617	47,1	0,185	39,3	0,325	17,9	30,8	14,3	38,3	
170 Soudan	0,516	0,331	35,9	1	35,4	24,4	0,530	42,5	0,210	39,3	0,326	19,9	27,8	15,4	34,2	
171 Djibouti	0,515	0,341	33,8	5	33,1	24,7	0,496	45,8	0,191	28,7	0,419	15,8	32,3	15,9	41,6	
172 Malawi	0,508	0,359	29,3	11	29,0	19,7	0,530	28,0	0,356	39,3	0,244	17,9	31,0	15,0	38,5	
173 Bénin	0,504	0,309	38,7	-6	38,5	32,4	0,415	43,7	0,220	39,3	0,324	18,0	30,0	14,0	37,9	
174 Gambie	0,495	0,311	37,2	-2	36,4	22,0	0,515	47,0	0,212	40,1	0,275	17,5	30,6	13,6	38,8	
175 Érythrée	0,493	..	..	..	..	20,1	0,573	..	..	..	..	..	..	13,8	..	
176 Éthiopie	0,492	0,324	34,1	2	33,7	21,9	0,548	42,8	0,204	36,5	0,304	19,4	28,5	13,8	35,0	
177 Libéria	0,487	0,310	36,3	-1	36,2	30,0	0,443	42,1	0,271	36,4	0,249	18,8	27,1	12,2	35,3	
177 Madagascar	0,487	0,328	32,6	4	31,8	22,3	0,541	28,3	0,293	44,9	0,223	15,7	33,5	15,2	42,6	
179 Guinée-Bissau	0,483	0,310	35,8	1	35,5	29,2	0,434	42,1	0,240	35,3	0,287	19,4	27,6	12,0	34,8	
180 Congo (République démocratique du)	0,481	0,315	34,5	4	34,1	30,8	0,423	26,8	0,371	44,8	0,198	15,5	32,0	14,6	42,1	
181 Guinée	0,471	0,285	39,5	-1	38,9	34,9	0,390	50,1	0,181	31,6	0,328	21,6	23,1	8,6	29,6	
182 Afghanistan	0,462	0,300	35,1	1	34,2	24,6	0,498	48,8	0,195	29,2	0,277	..	..	16,2	..	
183 Mozambique	0,461	0,270	41,4	-4	40,4	28,6	0,435	38,3	0,263	54,4	0,172	12,7	41,2	31,1	50,5	
184 Sierra Leone	0,458	0,277	39,5	0	39,3	34,5	0,407	47,5	0,193	35,9	0,269	19,6	29,4	15,0	35,7	
185 Burkina Faso	0,438	0,261	40,4	-4	40,0	30,5	0,425	46,1	0,163	43,4	0,258	16,1	35,3	15,6	43,0	
186 Yémen	0,424	0,285	32,8	4	32,1	26,7	0,493	46,4	0,168	23,2	0,279	18,8	29,4	24,2	36,7	
187 Burundi	0,420	0,273	35,0	1	34,7	25,1	0,484	39,5	0,234	39,5	0,179	17,9	31,0	14,7	38,6	
188 Mali	0,410	0,277	32,4	4	32,0	32,0	0,412	41,0	0,147	23,0	0,351	18,7	28,1	11,8	36,0	
189 Tchad	0,394	0,238	39,6	-1	39,6	37,7	0,316	42,9	0,173	38,2	0,245	18,2	29,7	13,8	37,5	
189 Niger	0,394	0,262	33,5	1	33,4	27,8	0,468	35,0	0,159	37,4	0,241	19,0	31,1	16,6	37,3	
191 République centrafricaine	0,387	0,237	38,8	0	38,6	35,0	0,345	35,2	0,217	45,5	0,178	15,3	33,1	31,0	43,0	
192 Soudan du Sud	0,381	0,222	41,7	0	41,4	35,9	0,351	39,6	0,210	48,9	0,149	12,5 <sup>1</sup>	33,2 <sup>1</sup>	15,5	44,1	
193 Somalie	0,380	..	..	..	..	36,8	0,351	..	..	47,4	0,188	..	..	12,4	..	
Autres pays ou territoires																
.. Corée (République populaire démocratique de)	..	..	..	..	..	11,3	0,731	..	..	..	..	..	..	11,9	..	
.. Monaco	..	..	..	..	..	3,5	0,965	..	..	..	..	..	..	..	..	
Groupes de développement humain																
Développement humain très élevé	0,902	0,807	10,5	-	10,2	4,5	0,871	5,9	0,819	20,2	0,737	18,9	27,3	16,0	-	
Développement humain élevé	0,764	0,628	17,8	-	17,3	8,3	0,779	14,0	0,594	29,6	0,536	17,3	31,3	17,1	-	
Développement humain moyen	0,640	0,447	30,2	-	29,7	17,4	0,609	34,6	0,370	37,1	0,396	19,3	28,7	20,2	-	
Développement humain faible	0,517	0,341	34,0	-	33,8	28,9	0,455	39,2	0,251	33,4	0,348	18,8	29,1	15,4	-	
Pays en développement																
Régions																
États arabes	0,704	0,534	24,1	-	23,7	13,8	0,681	32,9	0,395	24,5	0,566	20,8	26,8	17,3	-	
Asie de l'Est et Pacifique	0,766	0,640	16,4	-	16,0	7,9	0,797	12,3	0,593	27,9	0,554	18,2	29,6	16,5	-	
Europe et Asie centrale	0,802	0,708	11,7	-	11,5	7,5	0,762	6,5	0,733	20,4	0,636	19,6	26,9	15,7	-	
Amérique latine et Caraïbes	0,763	0,605	20,7	-	20,0	9,8	0,746	14,7	0,605	35,3	0,490	13,0	37,1	21,8	-	
Asie du Sud	0,641	0,443	30,9	-	30,3	17,7	0,613	37,7	0,343	35,5	0,414	20,3	27,6	19,6	-	
Afrique subsaharienne	0,549	0,363	33,9	-	33,6	27,9	0,451	33,6	0,322	39,4	0,330	16,4	32,4	16,0	-	
Pays les moins avancés	0,542	0,363	33,0	-	32,7	23,4	0,529	36,2	0,286	38,6	0,316	18,0	30,5	16,6	-	
Petits États insulaires en développement	0,730	0,558	23,6	-	23,2	14,9	0,675	22,0	0,497	32,7	0,518	..	..	18,9	-	
Organisation de coopération et de développement économiques																
Monde	0,739	0,576	22,1	-	21,7	13,1	0,695	21,7	0,508	30,3	0,542	18,4	29,4	17,5	-	

Notes	Définitions	Principales sources de données
a La liste des enquêtes utilisées pour estimer les inégalités peut être consultée sur <a href="http://hdr.undp.org/en/composite/IHDI">http://hdr.undp.org/en/composite/IHDI</a> .	<b>Indice de développement humain (IDH)</b> : un indice composite qui mesure le niveau moyen atteint dans trois dimensions fondamentales du développement humain : vie longue et en bonne santé, connaissances et niveau de vie décent. Le calcul de l'IDH est expliqué dans la <i>Note technique n° 1</i> à l'adresse <a href="http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf">http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf</a> .	<b>Colonne 1</b> : calculs du BRDH à partir de données tirées de Barro et Lee (2018), FMI (2023), DAES (2022, 2023), Institut de statistique de l'UNESCO (2023), Division de statistique des Nations Unies (2023) et Banque mondiale (2023).
b Basé sur les pays pour lesquels l'indice de développement humain ajusté aux inégalités est calculé.	<b>IDH ajusté aux inégalités (IDHI)</b> : valeur de l'IDH ajustée pour tenir compte des inégalités dans les trois dimensions fondamentales du développement humain. Pour en savoir plus, voir la <i>Note technique n° 2</i> à l'adresse suivante : <a href="http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf">http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf</a> .	<b>Colonne 2</b> : moyenne géométrique des valeurs de l'indice d'espérance de vie ajusté aux inégalités, de l'indice d'éducation ajusté aux inégalités et de l'indice de revenu ajusté aux inégalités, selon la méthodologie décrite dans la <i>Note technique n° 2</i> ( <a href="http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf">http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf</a> ).
c Calculs du BRDH sur la base des tables de mortalité du DAES (2022).	<b>Perte globale</b> : différence de pourcentage entre l'IDHI et l'IDH.	<b>Colonne 3</b> : calculé à partir des données des colonnes 1 et 2.
d Données de 2022 ou de l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles.	<b>Différence par rapport au rang de l'IDH</b> : différence entre le rang de l'IDHI et le rang de l'IDH, calculée uniquement pour les pays concernant lesquels une valeur de l'IDHI est calculée.	<b>Colonne 4</b> : calculé à partir de l'IDHI et des rangs de l'IDH recalculés pour les pays dont l'IDHI est établi.
e Les données se réfèrent à l'année la plus récente pour laquelle les données étaient disponibles sur la période considérée.	<b>Coefficient d'inégalité humaine</b> : inégalités moyennes dans les trois dimensions fondamentales du développement humain.	<b>Colonne 5</b> : moyenne arithmétique des valeurs des colonnes Inégalités d'espérance de vie, Inégalités d'éducation et Inégalités de revenu, calculée selon la méthodologie décrite dans la <i>Note technique n° 2</i> ( <a href="http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf">http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf</a> ).
f Fait référence à 2009.	<b>Inégalités d'espérance de vie à la naissance</b> : inégalités dans la répartition de la durée de vie attendue, d'après les tables de mortalité, estimées au moyen de l'indice d'inégalité d'Atkinson.	<b>Colonne 6</b> : calculé à partir des tables complètes de mortalité dans DAES (2022).
	<b>Indice d'espérance de vie ajusté aux inégalités</b> : valeur de l'indice d'espérance de vie de l'IDH ajusté aux inégalités dans la répartition de la durée de vie attendue, d'après les tables de mortalité répertoriées dans la section Principales sources de données.	<b>Colonne 7</b> : calculé sur la base des inégalités d'espérance de vie et l'indice d'espérance de vie de l'IDH.
	<b>Inégalités d'éducation</b> : inégalités dans la répartition des années de scolarisation, d'après les enquêtes auprès des ménages, estimée au moyen de l'indice d'inégalité d'Atkinson.	<b>Colonne 8</b> : calculé à partir de la base de données socioéconomiques du CEDLAS et de la Banque mondiale pour l'Amérique latine et les Caraïbes (2023), des statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie d'Eurostat (2023), des enquêtes démographiques et de santé d'ICF Macro (2023), de la base de données du Luxembourg Income Study (différentes années), des enquêtes par grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF (différentes années), de l'Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (2023), selon la méthodologie décrite dans la Note technique n° 2 (at <a href="http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf">http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf</a> ).
	<b>Indice d'éducation ajusté aux inégalités</b> : indice d'éducation de l'IDH ajusté aux inégalités dans la répartition des années de scolarisation, d'après les enquêtes auprès des ménages répertoriées dans la section Principales sources de données.	<b>Colonne 9</b> : calculé sur la base des inégalités d'éducation et de l'indice d'éducation de l'IDH.
	<b>Inégalités de revenu</b> : inégalités dans la répartition des revenus, d'après les enquêtes auprès des ménages, estimée au moyen de l'indice d'inégalité d'Atkinson.	<b>Colonne 10</b> : UNU-WIDER 2023.
	<b>Indice de revenu ajusté aux inégalités</b> : indice de revenu de l'IDH ajusté aux inégalités dans la répartition des revenus, d'après les enquêtes auprès des ménages répertoriées dans la section Principales sources de données.	<b>Colonne 11</b> : calculé à partir des inégalités de revenu et de l'indice de revenu de l'IDH.
	<b>Part du revenu</b> : pourcentage du revenu (ou de la consommation) qui revient aux sous-groupes de population indiqués.	<b>Colonnes 12, 13 et 15</b> : Banque mondiale (2023).
	<b>Part du revenu détenue par le 1 % le plus riche</b> : part du revenu national avant impôts détenue par le 1 % le plus riche de la population. La part du revenu national avant impôts correspond à la somme des flux de revenus personnels avant impôts des propriétaires des facteurs de production, de la main-d'œuvre et des capitaux avant prise en compte du régime d'impôts/transferts et après prise en compte du régime de retraites.	<b>Colonne 14</b> : base de données mondiales sur les inégalités (2022).
	<b>Coefficient de Gini</b> : mesure de l'écart entre la répartition du revenu parmi les individus ou les ménages d'un pays et une répartition parfaitement égale. 0 représente une situation d'égalité parfaite tandis que 100 correspond à la situation la plus inégalitaire possible.	

TABLEAU 4

## L'indice de développement de genre

CLASSEMENT SELON L'IDH	Indice de développement de genre		Indice du développement humain		ODD 3 Espérance de vie à la naissance		ODD 4.3 Durée attendue de scolarisation		ODD 4.4 Durée moyenne de scolarisation		ODD 8.5 Revenu national brut estimé par habitant <sup>a</sup>		
	Valeur	Groupe <sup>b</sup>	Valeur		(années)		(années)		(années)		(dollars de 2017 en PPA)		
			Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
			2022	2022	2022	2022	2022 <sup>c</sup>	2022 <sup>c</sup>	2022 <sup>c</sup>	2022 <sup>c</sup>	2022	2022	
<b>Développement humain très élevé</b>													
1	Suisse	0,971	2	0,949	0,977	85,9	82,5	16,7	16,5	13,5 <sup>d</sup>	14,3 <sup>d</sup>	56 928	82 109 <sup>e</sup>
2	Norvège	0,986	1	0,957	0,970	85,1	81,7	19,5 <sup>f</sup>	17,8	13,2 <sup>d</sup>	12,9 <sup>d</sup>	61 067	77 164 <sup>e</sup>
3	Islande	0,975	1	0,946	0,969	84,3	81,4	20,5 <sup>f</sup>	17,8	13,9	13,7	45 506	63 420
4	Hong Kong, Chine (RAS)	0,972	2	0,943	0,970	86,9	81,8	17,9	17,8	12,0	12,8	51 563	75 270 <sup>e</sup>
5	Danemark	0,981	1	0,942	0,960	83,8	80,0	19,4 <sup>f</sup>	18,2 <sup>g</sup>	13,2	12,8	51 753	72 387
5	Suède	0,983	1	0,941	0,957	85,1	81,9	20,7 <sup>f</sup>	17,5	12,8 <sup>d</sup>	12,5 <sup>d</sup>	47 828	66 019
7	Allemagne	0,966	2	0,932	0,964	83,5	78,5	17,4	17,3	14,0	14,5	41 022	70 040
7	Irlande	0,991	1	0,943	0,951	84,4	81,0	19,5 <sup>f</sup>	18,8 <sup>g</sup>	11,9 <sup>d</sup>	11,4 <sup>d</sup>	66 876	108 424 <sup>e</sup>
9	Singapour	0,991	1	0,945	0,954	86,3	82,0	17,0	16,8	11,6	12,3	76 611 <sup>h</sup>	99 844 <sup>e</sup>
10	Australie	0,978	1	0,935	0,956	85,5	81,7	22,0 <sup>f</sup>	20,2 <sup>g</sup>	12,8	12,6	41 131	57 496
10	Pays-Bas	0,960	2	0,925	0,964	83,9	80,9	18,9 <sup>f</sup>	18,2 <sup>g</sup>	12,4	12,8	44 139	70 575
12	Belgique	0,975	1	0,929	0,952	84,4	80,2	19,9 <sup>f</sup>	18,0	12,5 <sup>d</sup>	12,6 <sup>d</sup>	43 720	63 804
12	Finlande	0,989	1	0,937	0,947	84,9	79,8	20,3 <sup>f</sup>	18,3 <sup>g</sup>	13,1 <sup>d</sup>	12,7 <sup>d</sup>	42 302	56 914
12	Liechtenstein	0,949	3	0,924	0,974	86,1	83,0 <sup>i</sup>	14,5	16,4	12,1 <sup>j</sup>	14,0 <sup>j</sup>	114 829 <sup>h</sup>	179 045 <sup>e</sup>
15	Royaume-Uni	0,976	1	0,926	0,949	83,8	80,4	18,2 <sup>f</sup>	17,1	13,4	13,4	35 910	57 591
16	Nouvelle-Zélande	0,970	2	0,924	0,953	84,7	81,3	19,2 <sup>g</sup>	19,2 <sup>g</sup>	12,9	13,0	34 940	52 542
17	Émirats arabes unis	0,986	1	0,923	0,936	81,4	77,7	19,8 <sup>f</sup>	16,4	12,6	12,9	51 510	84 088 <sup>e</sup>
18	Canada	0,988	1	0,929	0,940	84,8	80,9	16,5	15,4	14,0 <sup>d</sup>	13,8 <sup>d</sup>	39 765	57 230
19	Corée (République de)	0,948	3	0,900	0,950	87,1	80,7	16,1	16,8	12,0 <sup>d</sup>	13,3 <sup>d</sup>	31 063	61 037
20	Luxembourg	0,993	1	0,920	0,927	84,8	80,4	14,3	14,1	12,9 <sup>k</sup>	13,0 <sup>k</sup>	66 697	90 256 <sup>e</sup>
20	États-Unis	1 005	1	0,928	0,923	81,0	75,5	17,3	15,6	13,7	13,5	53 469	77 898 <sup>e</sup>
22	Autriche	0,972	2	0,912	0,938	84,6	80,2	16,8	15,9	12,0 <sup>d</sup>	12,6 <sup>d</sup>	41 899	71 616
22	Slovénie	0,999	1	0,924	0,925	84,6	79,6	18,3 <sup>f</sup>	16,6	12,9 <sup>d</sup>	12,8 <sup>d</sup>	35 264	47 843
22	Japon	0,968	2	0,904	0,933	87,8 <sup>i</sup>	81,8	15,4	15,5	12,4	13,0	33 478	54 395
25	Israël	0,991	1	0,910	0,918	84,5	80,6	15,6	14,5	13,5 <sup>d</sup>	13,4 <sup>d</sup>	37 415	49 792
25	Malte	0,980	1	0,903	0,922	85,7	81,6	16,6	15,2	12,0	12,4	33 971	54 099
27	Espagne	0,988	1	0,902	0,913	86,5	81,2	18,4 <sup>f</sup>	17,2	10,5	10,7	32 835	47 543
28	France	0,986	1	0,903	0,916	86,0	80,4	16,4	15,6	11,5 <sup>d</sup>	11,9 <sup>d</sup>	38 135	57 263
29	Chypre	0,977	1	0,895	0,916	83,7	80,1	16,6	15,8	12,4	12,5	31 777	48 470
30	Italie	0,969	2	0,890	0,918	86,0	82,0	17,1	16,2	10,6	10,9	31 413	57 808
31	Estonie	1 022	1	0,908	0,888	83,0	75,0	16,8	15,1	13,8	13,3	31 199	43 737
32	Tchéquie	0,988	1	0,888	0,899	81,2	75,1	16,9	15,8	12,8 <sup>d</sup>	13,1 <sup>d</sup>	30 761	49 404
33	Grèce	0,969	2	0,878	0,907	83,3	78,0	20,2 <sup>f</sup>	19,9 <sup>g</sup>	11,1	11,7	24 821	38 227
34	Bahreïn	0,937	3	0,847	0,904	80,5	78,2	17,0	15,7	10,8	11,2	22 722	64 700
35	Andorre	..	..	..	..	85,8	81,4	12,8	12,8	11,5	11,7	..	..
36	Pologne	1 009	1	0,884	0,876	80,8	73,2	16,7	15,2	13,3	13,0	27 366	43 446
37	Lettonie	1 022	1	0,887	0,868	80,1	71,5	17,3	15,9	13,6 <sup>d</sup>	13,0 <sup>d</sup>	26 345	38 716
37	Lituanie	1 028	2	0,891	0,867	79,1	69,5	17,1	15,8	13,6	13,4	33 012	43 912
39	Croatie	0,993	1	0,875	0,881	82,0	76,4	16,5	14,7	12,1 <sup>d</sup>	12,6 <sup>d</sup>	27 573	41 433
40	Qatar	1 027	2	0,893	0,869	83,1	80,6	15,3	12,6	11,8 <sup>d</sup>	9,7 <sup>d</sup>	47 964	114 135 <sup>e</sup>
40	Arabie saoudite	0,928	3	0,832	0,897	79,5	76,7	15,5 <sup>m</sup>	14,8 <sup>n</sup>	10,7	11,7	24 647	69 723
42	Portugal	0,998	1	0,873	0,874	84,9	79,3	17,1	16,6	9,6	9,5	31 845	39 199
43	Saint-Marin	0,966	2	0,853	0,883	84,7	82,0	12,0	12,9	10,7 <sup>o</sup>	10,5 <sup>o</sup>	50 410	65 363
44	Chili	0,973	2	0,847	0,870	81,9	77,2	17,1	16,5	11,0 <sup>d</sup>	11,2 <sup>d</sup>	18 612	30 337
45	Slovaquie	1 002	1	0,856	0,854	78,8	71,9	15,3	14,2	13,0 <sup>d</sup>	13,0 <sup>d</sup>	26 634	37 967
45	Türkiye	0,941	3	0,825	0,876	81,5	75,4	19,6 <sup>f</sup>	19,8 <sup>g</sup>	8,1 <sup>d</sup>	9,6 <sup>d</sup>	20 538	45 077
47	Hongrie	0,989	1	0,846	0,855	78,3	71,6	15,4	14,7	12,1	12,4	27 203	41 768
48	Argentine	0,995	1	0,841	0,845	79,3	72,9	20,9 <sup>f</sup>	17,1	11,4	10,9	16 933	27 265
49	Koweït	1 014	1	0,848	0,836	82,8	78,9	17,8 <sup>d</sup>	13,8 <sup>d</sup>	8,3 <sup>d</sup>	7,0 <sup>d</sup>	28 018	75 232 <sup>e</sup>
50	Monténégro	0,978	1	0,833	0,852	80,3	73,5	15,6	14,6	12,1 <sup>d</sup>	13,2 <sup>d</sup>	17 543	27 750
51	Saint-Kitts-et-Nevis	..	..	..	..	75,7	68,7	19,7 <sup>ip</sup>	17,0 <sup>p</sup>	11,1 <sup>m</sup>	10,6 <sup>q</sup>	..	..
52	Uruguay	1 020	1	0,832	0,816	81,7	74,1	18,8 <sup>f</sup>	15,9	9,3 <sup>d</sup>	8,7 <sup>d</sup>	17 426	27 294
53	Roumanie	0,981	1	0,818	0,834	77,6	70,7	15,0	14,0	11,1 <sup>d</sup>	11,7 <sup>d</sup>	22 595	41 297
54	Antigua-et-Barbuda	..	..	..	..	81,6	76,5	16,7 <sup>d</sup>	14,4 <sup>d</sup>	10,3 <sup>n</sup>	10,6 <sup>n</sup>	..	..
55	Brunéï Darussalam	0,983	1	0,814	0,829	76,8	72,5	14,2	13,3	9,2	9,2	44 703	72 823
56	Fédération de Russie	1 021	1	0,829	0,812	75,7	64,7	15,8 <sup>d</sup>	15,5 <sup>d</sup>	12,5	12,3	21 781	33 001
57	Bahamas	1 007	1	0,822	0,817	77,8	70,8	12,2 <sup>m</sup>	11,6 <sup>m</sup>	12,8 <sup>d</sup>	12,7 <sup>d</sup>	28 375	37 085
57	Panama	1 017	1	0,826	0,813	80,1	73,7	13,9 <sup>d</sup>	12,6 <sup>d</sup>	10,9 <sup>d</sup>	10,4 <sup>d</sup>	27 611	36 447
59	Oman	0,937	3	0,780	0,833	76,0	72,4	13,5	12,6	12,3	11,7	13 055	45 769

Suite -

TABLEAU 4

	Indice de développement de genre		Indice du développement humain		ODD 3		ODD 4.3		ODD 4.4		ODD 8.5	
					Espérance de vie à la naissance		Durée attendue de scolarisation		Durée moyenne de scolarisation		Revenu national brut estimé par habitant <sup>a</sup>	
	Valeur	Groupe <sup>b</sup>	Valeur		(années)		(années)		(années)		(dollars de 2017 en PPA)	
			Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
CLASSEMENT SELON L'IDH	2022	2022	2022	2022	2022	2022	2022 <sup>c</sup>	2022 <sup>c</sup>	2022 <sup>c</sup>	2022 <sup>c</sup>	2022	2022
60 Géorgie	1.005	1	0,815	0,811	76,5	66,8	17,0	16,5	12,8	12,6	12 237	20 141
60 Trinité-et-Tobago	0,992	1	0,809	0,815	78,2	71,3	14,4 <sup>f</sup>	13,8 <sup>e</sup>	11,9 <sup>d</sup>	11,6 <sup>d</sup>	17 088	28 007
62 Barbade	1,030	2	0,815	0,792	79,6	75,7	18,3 <sup>ef</sup>	14,8 <sup>d</sup>	10,4 <sup>s</sup>	9,1 <sup>s</sup>	12 595	17 214
63 Malaisie	0,973	2	0,794	0,816	78,8	74,0	13,4	12,5	10,7 <sup>d</sup>	10,8 <sup>d</sup>	19 262	34 983
64 Costa Rica	0,995	1	0,803	0,807	80,0	74,8	16,7 <sup>d</sup>	15,6 <sup>d</sup>	8,9	8,7	16 531	23 965
65 Serbie	0,986	1	0,799	0,810	77,0	71,3	15,2	13,8	11,2 <sup>d</sup>	11,9 <sup>d</sup>	15 909	23 388
66 Thaïlande	1,011	1	0,807	0,798	83,9	75,5	15,9	15,3	8,7 <sup>d</sup>	9,0 <sup>d</sup>	15 289	18 580
67 Kazakhstan	0,998	1	0,799	0,801	73,0	65,8	15,0	14,6	12,5 <sup>d</sup>	12,4 <sup>d</sup>	18 595	26 890
67 Seychelles	1,064	3	0,829	0,779	76,0	68,2	15,4	12,6	12,0 <sup>m</sup>	10,4	24 756	31 651
69 Bélarus	1,003	1	0,801	0,799	78,4	68,1	13,9	14,0	12,3 <sup>d</sup>	12,2 <sup>d</sup>	14 502	23 022
Développement humain élevé												
70 Bulgarie	0,995	1	0,797	0,800	75,1	68,3	14,1	13,6	11,5	11,3	20 700	31 466
71 Palaos	1,007	1	0,802	0,797	69,3	62,2	18,3 <sup>lo</sup>	16,9 <sup>n</sup>	13,3 <sup>n</sup>	12,8 <sup>m</sup>	15 159	23 218
72 Maurice	0,976	1	0,784	0,803	77,1	71,0	15,2	14,1	9,9 <sup>s</sup>	10,1 <sup>s</sup>	15 594	31 124
73 Grenade	0,976	1	0,781	0,801	78,3	72,6	17,1 <sup>d</sup>	16,1 <sup>d</sup>	9,8 <sup>m</sup>	9,9 <sup>n</sup>	9 775	17 412
74 Albanie	0,977	1	0,780	0,798	79,5	74,5	14,7	14,3	9,8 <sup>s</sup>	10,4 <sup>s</sup>	13 199	17 398
75 Chine	0,962	2	0,771	0,802	81,3	76,0	15,7 <sup>d</sup>	14,8 <sup>d</sup>	7,5 <sup>m</sup>	8,7 <sup>t</sup>	13 292	22 567
76 Arménie	1,026	2	0,795	0,775	78,4	67,9	14,8	14,0	11,3	11,3	13 443	17 770
77 Mexique	0,979	1	0,770	0,787	78,2	71,5	15,0	14,1	9,1	9,4	13 548	25 008
78 Iran (République islamique d')	0,880	5	0,710	0,806	77,5	71,9	14,2	14,1	10,7 <sup>d</sup>	10,8 <sup>d</sup>	4 140	25 192
78 Sri Lanka	0,947	3	0,751	0,793	80,2	72,9	14,1 <sup>d</sup>	13,2 <sup>d</sup>	11,1	11,4	6 241	17 990
80 Bosnie-Herzégovine	0,952	2	0,759	0,797	77,5	73,1	13,8	12,8	9,8	11,4	12 420	20 853
81 Saint-Vincent-et-les Grenadines	..	..	..	..	71,7	66,7	16,4 <sup>d</sup>	16,1 <sup>d</sup>	11,0 <sup>o</sup>	11,0 <sup>o</sup>	..	..
82 République dominicaine	1,029	2	0,775	0,753	77,5	71,0	14,8	12,3	9,6 <sup>d</sup>	8,7 <sup>d</sup>	14 773	22 506
83 Équateur	0,990	1	0,760	0,768	80,5	75,3	15,3	14,4	8,9	9,0	9 147	12 245
83 Macédoine du Nord	0,950	2	0,744	0,783	76,2	71,7	13,4	12,6	9,7	10,8	11 526	21 296
85 Cuba	0,973	2	0,750	0,771	80,6	75,8	15,3	13,7	10,6 <sup>d</sup>	10,4 <sup>d</sup>	5 571	10 373
86 Moldova (République de)	1,033	2	0,776	0,751	73,3	64,2	15,4	14,4	11,9 <sup>d</sup>	11,8 <sup>d</sup>	12 272	13 725
87 Maldives	0,976	1	0,748	0,767	81,8	80,1	13,3 <sup>d</sup>	11,2 <sup>d</sup>	7,9 <sup>d</sup>	7,7 <sup>d</sup>	12 161	23 783
87 Pérou	0,952	2	0,742	0,779	75,5	71,3	14,9 <sup>d</sup>	14,7 <sup>d</sup>	9,4 <sup>d</sup>	10,6 <sup>d</sup>	9 515	14 365
89 Azerbaïdjan	0,961	2	0,743	0,773	76,2	70,6	12,7	12,7	10,2 <sup>d</sup>	10,9 <sup>d</sup>	11 526	18 603
89 Brésil	1,000	1	0,758	0,758	76,6	70,3	16,2	15,0	8,5 <sup>d</sup>	8,0 <sup>d</sup>	11 292	18 061
91 Colombie	0,998	1	0,756	0,758	77,1	70,3	14,7	14,2	9,0	8,7	12 252	17 854
92 Libye	0,988	1	0,739	0,748	74,8	69,7	14,8 <sup>n</sup>	13,5 <sup>n</sup>	8,4 <sup>m</sup>	7,2 <sup>m</sup>	12 073	27 248
93 Algérie	0,881	5	0,682	0,774	78,5	75,9	16,3	14,7	6,5 <sup>d</sup>	7,5 <sup>d</sup>	3 842	17 859
94 Turkménistan	..	..	..	..	72,9	65,9	13,2	13,2	10,8 <sup>d</sup>	11,5 <sup>d</sup>	..	..
95 Guyana	0,992	1	0,738	0,743	69,4	62,8	13,3 <sup>f</sup>	12,7 <sup>f</sup>	8,7 <sup>s</sup>	8,5 <sup>s</sup>	26 505	45 454
96 Mongolie	1,032	2	0,751	0,728	77,4	68,1	15,3 <sup>d</sup>	13,8 <sup>d</sup>	9,9	8,8	8 099	12 640
97 Dominique	..	..	..	..	76,5	69,9	14,4 <sup>m</sup>	12,7 <sup>m</sup>	9,0 <sup>n</sup>	9,7 <sup>n</sup>	..	..
98 Tonga	0,996	1	0,736	0,739	74,1	68,6	17,4	15,2	11,0 <sup>s</sup>	10,8 <sup>s</sup>	5 051	7 698
99 Jordanie	0,863	5	0,662	0,767	76,7	72,1	12,9 <sup>d</sup>	12,4 <sup>d</sup>	10,1	10,8	2 753	15 380
100 Ukraine	1,021	1	0,741	0,726	73,9	63,5	13,5	13,1	11,4 <sup>s</sup>	10,7 <sup>s</sup>	9 025	14 233
101 Tunisie	0,928	3	0,698	0,751	77,4	71,4	15,5 <sup>d</sup>	13,8 <sup>d</sup>	7,3 <sup>d</sup>	8,7 <sup>d</sup>	5 198	15 528
102 Îles Marshall	0,945	3	0,708	0,748	67,1	63,5	17,0	15,8	12,7 <sup>o</sup>	12,9 <sup>m</sup>	4 518	9 096
102 Paraguay	0,994	1	0,728	0,732	73,6	67,6	14,6 <sup>u</sup>	13,3 <sup>u</sup>	8,9	8,9	10 349	15 954
104 Fidji	0,940	3	0,700	0,745	70,2	66,5	14,4	13,3	10,4	10,3	6 282	16 158
105 Égypte	0,884	5	0,664	0,752	72,6	67,9	12,8	13,0	10,2 <sup>d</sup>	9,6 <sup>d</sup>	3 739	20 790
106 Ouzbékistan	0,924	4	0,691	0,748	74,3	69,0	12,0	12,0	11,7	12,1	4 390	11 716
107 Viet Nam	1,007	1	0,729	0,723	79,3	69,9	13,3 <sup>v</sup>	12,8 <sup>v</sup>	8,1 <sup>d</sup>	8,8 <sup>d</sup>	9 615	12 042
108 Sainte-Lucie	1,013	1	0,729	0,719	74,9	68,0	13,4	12,1	8,8 <sup>d</sup>	8,3 <sup>d</sup>	11 815	17 807
109 Liban	0,928	3	0,690	0,743	76,6	72,2	12,8 <sup>w</sup>	11,3 <sup>w</sup>	8,0 <sup>m</sup>	9,2 <sup>o</sup>	6 546	18 439
110 Afrique du Sud	0,985	1	0,710	0,721	64,2	58,6	14,8	13,7	11,5	11,7	10 423	16 095
111 Palestine (État de)	0,880	5	0,649	0,737	75,9	71,0	14,0	12,4	9,9	10,0	2 134	11 111
112 Indonésie	0,940	3	0,688	0,732	70,4	66,2	14,1 <sup>d</sup>	13,9 <sup>d</sup>	8,2	8,9	8 111	15 926
113 Philippines	0,966	2	0,694	0,718	74,2	70,2	13,2	12,4	9,2 <sup>d</sup>	8,7 <sup>d</sup>	6 179	11 851
114 Botswana	0,998	1	0,707	0,708	68,4	63,3	11,8	11,1	10,4	10,5	13 676	16 037
115 Jamaïque	1,016	1	0,710	0,699	72,7	68,5	13,6 <sup>d</sup>	11,4 <sup>d</sup>	9,9 <sup>d</sup>	8,6 <sup>d</sup>	7 647	11 759
116 Samoa	0,968	2	0,687	0,709	75,3	70,1	13,0	11,9	11,8 <sup>d</sup>	11,0 <sup>d</sup>	3 314	6 562
117 Kirghizistan	0,975	1	0,690	0,707	74,9	66,2	13,2	12,8	11,9 <sup>d</sup>	12,0 <sup>d</sup>	3 442	6 170
118 Belize	0,982	1	0,691	0,704	74,7	67,7	12,8	12,1	9,0	8,7	6 319	12 133

Suite -

TABLEAU 4

CLASSEMENT SELON L'IDH	Indice de développement de genre		Indice du développement humain		ODD 3		ODD 4.3		ODD 4.4		ODD 8.5		
	Valeur	Groupe <sup>a</sup>	Valeur		Espérance de vie à la naissance		Durée attendue de scolarisation		Durée moyenne de scolarisation		Revenu national brut estimé par habitant <sup>a</sup>		
			Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
	2022	2022	2022	2022	(années)	(années)	(années)	(années)	(années)	(années)	(dollars de 2017 en PPA)	(dollars de 2017 en PPA)	
	2022	2022	2022	2022	2022	2022	2022 <sup>c</sup>	2022 <sup>c</sup>	2022 <sup>c</sup>	2022 <sup>c</sup>	2022	2022	
<b>Développement humain moyen</b>													
119	Venezuela (République bolivarienne du)	1 002	1	0,695	0,693	75,7	66,9	14,3 <sup>o</sup>	12,4 <sup>a</sup>	9,8 <sup>o</sup>	9,5 <sup>m</sup>	4 285	8 126
120	Bolivie (État plurinational de)	0,965	2	0,686	0,711	67,9	62,3	15,1	14,9	9,2	10,5	6 727	9 243
120	Maroc	0,851	5	0,628	0,737	77,2	72,9	14,5	14,7	5,1	7,0	2 968	12 876
122	Nauru	1,037	2	0,708	0,683	67,8	60,5	14,4 <sup>d</sup>	11,0 <sup>d</sup>	9,3 <sup>m</sup>	9,2 <sup>n</sup>	11 558	18 213
123	Gabon	0,982	1	0,683	0,696	68,4	63,4	12,6 <sup>n</sup>	12,3 <sup>m</sup>	10,4	8,7	7 296	14 958
124	Suriname	0,987	1	0,683	0,692	73,6	67,2	11,3	10,6	8,6 <sup>d</sup>	8,2 <sup>d</sup>	8 820	15 832
125	Bhoutan	0,970	2	0,670	0,690	74,2	70,6	13,6 <sup>d</sup>	12,6 <sup>d</sup>	5,2 <sup>d</sup>	6,3 <sup>d</sup>	9 343	11 766
126	Tadjikistan	0,919	4	0,647	0,704	73,5	69,2	10,4 <sup>d</sup>	11,3 <sup>a</sup>	10,9 <sup>s</sup>	11,6 <sup>s</sup>	3 295	6 300
127	El Salvador	0,972	2	0,662	0,681	75,8	66,8	12,2 <sup>o</sup>	11,6 <sup>a</sup>	6,8	7,6	6 244	11 794
128	Iraq	0,786	5	0,569	0,724	73,4	69,2	11,6 <sup>r</sup>	12,8 <sup>r</sup>	5,6 <sup>s</sup>	8,0 <sup>s</sup>	2 087	16 070
129	Bangladesh	0,914	4	0,635	0,694	76,0	71,5	12,4	11,5	6,8	8,0	3 684	9 387
130	Nicaragua	0,949	3	0,647	0,682	77,6	71,6	12,3 <sup>o</sup>	12,8 <sup>o</sup>	7,5	7,0	3 596	7 311
131	Cabo Verde	0,981	1	0,652	0,664	79,0	70,3	11,8 <sup>d</sup>	11,3 <sup>d</sup>	5,8 <sup>o</sup>	6,3 <sup>o</sup>	5 732	9 491
132	Tuvalu	0,975	1	0,643	0,659	69,4	61,1	12,4 <sup>d</sup>	11,8 <sup>d</sup>	10,5 <sup>d</sup>	10,8 <sup>d</sup>	3 378	6 063
133	Guinée équatoriale	..	..	..	..	63,3	59,4	12,0 <sup>n</sup>	12,3 <sup>n</sup>	8,2 <sup>n</sup>	8,4 <sup>m</sup>	..	..
134	Inde	0,852	5	0,582	0,684	69,4	66,3	12,6	12,6	5,5	7,6	2 958	10 696
135	Micronésie (États fédérés de)	0,950	2	0,615	0,647	74,8	67,3	12,7 <sup>n</sup>	12,5 <sup>m</sup>	6,9 <sup>n</sup>	7,8 <sup>n</sup>	2 652	4 756
136	Guatemala	0,931	3	0,604	0,649	71,8	65,7	10,6 <sup>d</sup>	10,9 <sup>d</sup>	5,2 <sup>d</sup>	6,3 <sup>d</sup>	6 114	11 938
137	Kiribati	0,849	5	0,555	0,654	69,4	65,7	12,4	11,3	9,3 <sup>m</sup>	9,0 <sup>o</sup>	1 100	5 903
138	Honduras	0,974	2	0,616	0,632	73,2	68,5	10,3 <sup>o</sup>	9,6 <sup>o</sup>	6,9 <sup>d</sup>	7,8 <sup>d</sup>	4 695	5 837
139	République démocratique populaire lao	0,919	4	0,593	0,645	71,2	66,9	10,0	10,4	5,0 <sup>s</sup>	6,9 <sup>s</sup>	6 380	9 088
140	Vanuatu	0,936	3	0,591	0,631	73,1	68,3	11,9 <sup>d</sup>	11,7 <sup>d</sup>	6,6 <sup>n</sup>	7,5 <sup>n</sup>	2 445	4 033
141	Sao Tomé-et-Principe	..	..	..	..	71,9	66,1	12,9 <sup>r</sup>	12,5 <sup>r</sup>	5,3 <sup>d</sup>	6,7 <sup>d</sup>	..	..
142	Eswatini (Royaume d')	0,987	1	0,606	0,614	60,6	52,6	14,4 <sup>d</sup>	15,5 <sup>d</sup>	5,8	5,7	6 958	9 848
142	Namibie	1,006	1	0,612	0,608	61,7	54,6	11,7 <sup>s</sup>	11,8 <sup>s</sup>	7,5 <sup>s</sup>	7,0 <sup>s</sup>	7 827	10 673
144	Myanmar	0,941	3	0,583	0,619	70,5	64,2	12,3 <sup>d</sup>	11,3 <sup>d</sup>	6,2 <sup>s</sup>	6,9 <sup>s</sup>	2 545	5 544
145	Ghana	0,933	3	0,583	0,625	66,1	61,8	11,5	11,7	5,6 <sup>s</sup>	7,6 <sup>s</sup>	4 794	5 970
146	Kenya	0,948	3	0,585	0,617	64,7	59,6	11,4 <sup>s</sup>	11,4 <sup>s</sup>	7,1	8,3	3 977	5 654
146	Népal	0,885	5	0,562	0,635	72,4	68,6	12,8	12,5	3,4 <sup>d</sup>	5,7 <sup>d</sup>	2 609	5 564
148	Cambodge	0,926	3	0,577	0,623	72,6	67,1	11,3 <sup>o</sup>	11,8 <sup>m</sup>	4,4	6,2	3 563	5 034
149	Congo	0,909	4	0,564	0,620	64,6	61,5	13,0 <sup>d</sup>	11,9 <sup>d</sup>	7,2 <sup>s</sup>	9,4 <sup>s</sup>	2 085	3 722
150	Angola	0,905	4	0,561	0,620	64,5	59,4	11,5	12,9	4,5 <sup>s</sup>	7,2 <sup>s</sup>	4 696	5 974
151	Cameroun	0,900	4	0,556	0,618	62,6	59,4	12,7 <sup>d</sup>	14,1 <sup>d</sup>	5,6 <sup>s</sup>	7,6 <sup>s</sup>	3 048	4 318
152	Comores	0,914	4	0,558	0,611	66,1	61,5	13,4 <sup>d</sup>	12,7 <sup>d</sup>	5,2 <sup>v</sup>	7,3 <sup>r</sup>	2 338	4 174
153	Zambie	0,930	3	0,548	0,589	64,5	59,1	11,1 <sup>v</sup>	11,0 <sup>v</sup>	6,4 <sup>s</sup>	8,3 <sup>s</sup>	2 531	3 800
154	Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,927	3	0,546	0,589	69,2	63,4	10,5 <sup>s</sup>	11,7 <sup>s</sup>	5,9 <sup>s</sup>	5,7 <sup>s</sup>	3 219	4 171
155	Timor-Leste	0,904	4	0,534	0,591	70,8	67,4	13,4 <sup>s</sup>	13,1 <sup>s</sup>	5,5 <sup>s</sup>	6,6 <sup>s</sup>	1 145	2 094
156	Îles Salomon	0,959	2	0,554	0,578	72,4	69,3	11,1 <sup>d</sup>	9,7 <sup>d</sup>	5,5 <sup>n</sup>	6,8 <sup>n</sup>	1 998	2 537
157	République arabe syrienne	0,805	5	0,481	0,597	76,1	68,7	7,2 <sup>o</sup>	7,7 <sup>m</sup>	5,4 <sup>o</sup>	6,7 <sup>o</sup>	1 049	6 132
158	Haïti	0,929	3	0,531	0,571	66,7	60,9	11,1 <sup>m</sup>	11,2 <sup>m</sup>	5,1 <sup>s</sup>	6,3 <sup>s</sup>	2 110	3 506
159	Ouganda	0,899	5	0,522	0,580	65,7	61,5	11,1 <sup>s</sup>	11,9 <sup>s</sup>	5,2 <sup>d</sup>	7,7 <sup>d</sup>	1 890	2 597
159	Zimbabwe	0,936	3	0,532	0,568	62,1	56,4	10,7 <sup>d</sup>	11,4 <sup>d</sup>	8,2 <sup>d</sup>	9,6 <sup>d</sup>	1 762	2 433
<b>Développement humain faible</b>													
161	Nigéria	0,886	5	0,515	0,581	54,0	53,3	10,2	10,8	6,6	8,7	4 110	5 386
161	Rwanda	0,921	4	0,524	0,569	69,2	64,8	11,5	11,3	4,5	5,4	1 662	3 000
163	Togo	0,848	5	0,505	0,596	62,2	60,9	12,5 <sup>d</sup>	14,3 <sup>d</sup>	4,2 <sup>d</sup>	7,2 <sup>d</sup>	1 744	2 679
164	Mauritanie	0,874	5	0,503	0,575	66,4	63,0	8,2	8,0	4,1 <sup>s</sup>	5,8 <sup>s</sup>	3 053	7 727
164	Pakistan	0,834	5	0,480	0,575	68,9	64,1	7,3 <sup>d</sup>	8,4 <sup>d</sup>	3,9 <sup>d</sup>	4,8 <sup>d</sup>	2 120	8 571
166	Côte d'Ivoire	0,861	5	0,492	0,572	60,3	57,7	9,5	10,7	3,1 <sup>s</sup>	5,4 <sup>s</sup>	4 063	6 665
167	Tanzanie (République-Unie de)	0,940	3	0,516	0,549	68,9	64,7	8,7	8,5	5,1 <sup>d</sup>	6,3 <sup>d</sup>	2 195	2 970
168	Lesotho	0,999	1	0,519	0,520	55,9	50,3	11,4 <sup>d</sup>	10,8 <sup>d</sup>	8,2 <sup>d</sup>	6,8 <sup>d</sup>	2 129	3 304
169	Sénégal	0,925	3	0,496	0,536	70,2	65,5	9,9	8,4	2,3 <sup>d</sup>	3,7 <sup>d</sup>	2 256	4 712
170	Soudan	0,868	5	0,472	0,544	68,2	63,0	8,3 <sup>d</sup>	8,7 <sup>d</sup>	3,5	4,2	1 750	5 282
171	Djibouti	0,844	5	0,466	0,552	65,5	60,3	8,2 <sup>d</sup>	8,0 <sup>d</sup>	2,9 <sup>o</sup>	5,1 <sup>o</sup>	2 307	7 481
172	Malawi	0,926	3	0,489	0,528	66,3	59,6	11,5 <sup>d</sup>	11,5 <sup>d</sup>	4,3	6,4	1 191	1 687
173	Bénin	0,848	5	0,462	0,544	61,7	58,3	9,5	11,1	2,1 <sup>s</sup>	4,4 <sup>s</sup>	2 604	4 205
174	Gambie	0,940	3	0,481	0,511	64,3	61,5	9,9 <sup>s</sup>	8,1 <sup>s</sup>	3,7	5,6	1 792	2 390
175	Érythrée	..	..	..	..	68,7	64,5	6,9 <sup>d</sup>	7,8 <sup>d</sup>	4,0 <sup>n</sup>	5,7 <sup>n</sup>	..	..
176	Éthiopie	0,922	4	0,472	0,512	68,9	62,6	10,2 <sup>d</sup>	9,8 <sup>d</sup>	1,7 <sup>d</sup>	3,2 <sup>d</sup>	1 762	2 970

Suite →

TABLEAU 4

	Indice de développement de genre		Indice du développement humain		ODD 3		ODD 4.3		ODD 4.4		ODD 8.5	
	Valeur	Groupe <sup>b</sup>	Valeur		Espérance de vie à la naissance (années)		Durée attendue de scolarisation (années)		Durée moyenne de scolarisation (années)		Revenu national brut estimé par habitant <sup>c</sup> (dollars de 2017 en PPA)	
			Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
			2022	2022	2022	2022	2022 <sup>e</sup>	2022 <sup>e</sup>	2022 <sup>e</sup>	2022 <sup>e</sup>	2022	2022
<b>CLASSEMENT SELON L'IDH</b>												
177 Libéria	0,860	5	0,451	0,524	62,4	59,8	10,1	10,8	3,6 <sup>s</sup>	7,2 <sup>s</sup>	1 163	1 499
177 Madagascar	0,945	3	0,473	0,500	67,6	63,0	9,3 <sup>d</sup>	9,1 <sup>d</sup>	4,3	4,9	1 224	1 702
179 Guinée-Bissau	0,862	5	0,451	0,523	61,9	57,7	10,4 <sup>v</sup>	11,6 <sup>v</sup>	2,5	5,1	1 487	2 282
180 Congo (République démocratique du)	0,891	5	0,454	0,510	62,1	57,5	9,6 <sup>d</sup>	9,7 <sup>d</sup>	5,8 <sup>s</sup>	8,8 <sup>s</sup>	917	1 246
181 Guinée	0,818	5	0,422	0,515	60,2	57,6	9,1 <sup>d</sup>	11,2 <sup>d</sup>	1,4 <sup>d</sup>	3,4 <sup>d</sup>	1 719	3 104
182 Afghanistan	0,622	5	0,332	0,534	66,2	59,8	8,1 <sup>d</sup>	13,2 <sup>d</sup>	1,2	3,9	396	2 256
183 Mozambique	0,929	3	0,443	0,477	62,7	56,5	10,3 <sup>d</sup>	11,1 <sup>d</sup>	3,2	4,4	1 060	1 385
184 Sierra Leone	0,885	5	0,432	0,488	61,7	59,1	9,4 <sup>r</sup>	9,0 <sup>r</sup>	2,4 <sup>d</sup>	4,8 <sup>d</sup>	1 326	1 898
185 Burkina Faso	0,881	5	0,409	0,464	61,5	58,0	8,2	8,0	1,6 <sup>d</sup>	3,1 <sup>d</sup>	1 454	2 624
186 Yémen	0,456	5	0,219	0,480	67,2	60,5	6,9 <sup>o</sup>	8,9 <sup>o</sup>	1,8 <sup>z</sup>	3,6 <sup>z</sup>	150	2 042
187 Burundi	0,926	3	0,404	0,436	63,9	60,1	10,2 <sup>d</sup>	9,7 <sup>d</sup>	2,6 <sup>d</sup>	4,1 <sup>d</sup>	636	789
188 Mali	0,830	5	0,368	0,444	60,8	58,1	6,4 <sup>d</sup>	7,5 <sup>d</sup>	1,1	2,2	1 333	2 741
189 Tchad	0,776	5	0,342	0,441	54,8	51,3	6,8 <sup>d</sup>	9,5 <sup>d</sup>	1,3 <sup>d</sup>	3,5 <sup>d</sup>	991	1 783
189 Niger	0,826	5	0,354	0,428	63,4	60,8	6,5 <sup>d</sup>	7,9 <sup>d</sup>	1,0 <sup>s</sup>	1,8 <sup>s</sup>	893	1 663
191 République centrafricaine	..	..	..	..	56,8	52,3	6,1 <sup>d</sup>	8,4 <sup>d</sup>	2,7 <sup>s</sup>	5,4 <sup>s</sup>	..	..
192 Soudan du Sud	..	..	..	..	57,0	54,0	4,5 <sup>d</sup>	6,7 <sup>d</sup>	4,8 <sup>aa</sup>	6,2 <sup>aa</sup>	..	..
193 Somalie	0,769	5	0,327	0,425	58,2	54,1	7,6 <sup>n</sup>	8,3 <sup>n</sup>	0,9	2,9	578	1 563
<b>Autres pays ou territoires</b>												
Corée (République populaire démocratique de)	..	..	..	..	76,1	71,0	..	..	..	..	..	..
Monaco	..	..	..	..	88,9 <sup>i</sup>	85,1 <sup>i</sup>	19,4 <sup>df</sup>	18,1 <sup>dg</sup>	..	..	..	..
<b>Groupes de développement humain</b>												
Développement humain très élevé	0,988	-	0,895	0,906	82,3	76,4	17,1	16,1	12,2	12,3	34 726	55 442
Développement humain élevé	0,962	-	0,747	0,777	78,0	72,5	14,8	14,2	8,3	9,0	10 904	20 011
Développement humain moyen	0,870	-	0,587	0,675	69,9	66,1	12,3	12,3	5,8	7,6	3 127	9 638
Développement humain faible	0,868	-	0,478	0,551	63,7	59,7	8,9	9,6	3,9	5,5	2 073	4 368
Pays en développement	0,929	-	0,665	0,716	72,9	68,2	12,6	12,5	7,1	8,2	7 283	14 943
<b>Régions</b>												
États arabes	0,877	-	0,646	0,736	73,5	69,3	11,8	12,0	7,2	8,3	5 468	22 726
Asie de l'Est et Pacifique	0,962	-	0,749	0,779	79,0	73,6	14,8	14,2	7,8	8,7	11 939	20 216
Europe et Asie centrale	0,963	-	0,785	0,815	77,0	70,2	15,5	15,5	10,4	10,8	13 573	26 631
Amérique latine et Caraïbes	0,991	-	0,758	0,765	76,9	70,6	15,3	14,2	9,0	8,9	11 503	18 823
Asie du Sud	0,855	-	0,580	0,678	70,4	66,7	11,8	12,0	5,7	7,5	2 958	10 808
Afrique subsaharienne	0,915	-	0,525	0,574	62,6	58,7	10,2	10,5	5,2	6,9	3 025	4 388
Pays les moins avancés	0,890	-	0,509	0,572	67,4	62,5	9,9	10,3	4,3	5,9	2 042	4 054
Petits États insulaires en développement	0,979	-	0,722	0,738	74,3	69,0	12,9	12,3	8,5	8,8	13 079	19 712
Organisation de coopération et de développement économiques	0,984	-	0,898	0,912	82,9	77,4	17,1	16,1	12,1	12,3	36 106	56 848
<b>Monde</b>	<b>0,951</b>	<b>-</b>	<b>0,719</b>	<b>0,756</b>	<b>74,5</b>	<b>69,6</b>	<b>13,1</b>	<b>12,9</b>	<b>8,2</b>	<b>9,1</b>	<b>12 516</b>	<b>22 035</b>

TABLEAU 4

Notes	
a	En l'absence de données ventilées sur le revenu, il s'agit ici d'estimations approximatives. Le calcul de l'indice de développement de genre est expliqué dans <i>Définitions</i> et dans la <i>Note technique n° 3</i> ( <a href="http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf">http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf</a> ).
b	Les pays sont répartis en cinq groupes, par écart absolu de la parité des sexes dans les valeurs de l'IDH.
c	Données de 2022 ou de l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles.
d	Mis à jour par le BRDH à partir des données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2023).
e	Pour le calcul de l'IDH pour les hommes, le revenu national brut (RNB) estimé par habitant est plafonné à 75 000 dollars.
f	Pour le calcul de l'IDH pour les femmes, la durée attendue de scolarisation est plafonnée à 18 ans.
g	Pour le calcul de l'IDH pour les hommes, la durée attendue de scolarisation est plafonnée à 18 ans.
h	Pour le calcul de l'IDH pour les femmes, le revenu national brut (RNB) estimé par habitant est plafonné à 75 000 dollars.
i	Pour le calcul de l'IDH pour les hommes, l'espérance de vie à la naissance est plafonnée à 82,5 ans.
j	Mis à jour par le BRDH sur la base de la tendance moyenne de la durée de scolarisation de l'Autriche et à partir des données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2023).
k	Mis à jour par le BRDH à partir des données de l'OCDE (2023) et de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2023).
l	Pour le calcul de l'IDH pour les femmes, l'espérance de vie à la naissance est plafonnée à 87,5 ans.
m	Estimation du BRDH basée sur des données de Robert Barro et Jong-Wha Lee ; le Center for Distributive, Labor and Social Studies et la base de données socio-économiques de la Banque mondiale pour l'Amérique latine et les Caraïbes ; les enquêtes démographiques et de santé de l'ICF Macro ; l'Organisation de coopération et de développement économiques ; les enquêtes par grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF ; et l'Institut de statistique de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.
n	D'après les estimations du BRDH utilisant la régression entre les pays.
o	Mis à jour par le BRDH d'après les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2023) et des estimations utilisant la régression entre les pays.
p	Données de 2015 sur la base de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2023).
q	Données de 2015 sur la base des estimations du BRDH utilisant la régression entre les pays.
r	Mis à jour par le BRDH d'après les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2023) et les enquêtes par grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF pour différentes années.
s	Mis à jour par le BRDH d'après les données de Barro et Lee (2018) et de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2023).

t	Données de 2018 d'après l'Institut de statistique de l'UNESCO (2023).
u	Mis à jour par le BRDH d'après les données du CEDLAS et de la Banque mondiale (2023) et de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2023).
v	Mis à jour par le BRDH d'après les données des enquêtes par grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF pour différentes années.
w	Mis à jour par le BRDH d'après des données provenant des enquêtes par grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF pour différentes années et des estimations utilisant la régression entre les pays.
x	Mis à jour par le BRDH d'après des données provenant des enquêtes démographiques et de santé ICF Macro pour différentes années et de l'Institut de statistique de l'UNESCO (2023).
y	Mis à jour par le BRDH d'après des données des enquêtes démographiques et de santé de l'ICF Macro pour différentes années.
z	Mis à jour par le BRDH d'après les données de Barro et Lee (2018) et des estimations utilisant la régression entre les pays.
aa	Données de 2008 d'après l'Institut de statistique de l'UNESCO (2023).

#### Définitions

**Indice de développement de genre** : rapport entre les valeurs de l'IDH des femmes et celles des hommes. Le calcul de l'indice de développement de genre est expliqué dans la *Note technique n° 3* à l'adresse [http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023\\_technical\\_notes.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf).

**Groupes de l'indice de développement de genre** : les pays sont répartis en cinq groupes, par écart absolu de la parité des sexes dans les valeurs de l'IDH. Groupe 1 : les pays où le niveau d'égalité femmes-hommes dans l'IDH est élevé (écart absolu inférieur à 2,5 %) ; groupe 2 : les pays où le niveau d'égalité femmes-hommes dans l'IDH est moyen à élevé (écart absolu entre 2,5 et 5 %) ; groupe 3 : les pays où le niveau d'égalité femmes-hommes dans l'IDH est moyen (écart absolu entre 5 et 7,5 %) ; groupe 4 : les pays où le niveau d'égalité femmes-hommes dans l'IDH est moyen à bas (écart absolu entre 7,5 et 10 %) ; groupe 5 : les pays où le niveau d'égalité femmes-hommes dans l'IDH est bas (écart absolu supérieur à 10 %).

**Indice de développement humain (IDH)** : indice composite qui mesure le niveau moyen atteint dans trois dimensions fondamentales du développement humain : vie longue et en bonne santé, connaissances et niveau de vie décent. Le calcul de l'IDH est expliqué dans la *Note technique n° 1* à l'adresse [http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023\\_technical\\_notes.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf).

**Espérance de vie à la naissance** : nombre d'années qu'un nouveau-né peut espérer vivre si les tendances de mortalité dominantes, par âge, au moment de sa naissance, demeurent inchangées tout au long de sa vie.

**Durée attendue de scolarisation** : nombre d'années de scolarisation auxquelles un enfant d'âge scolaire peut prétendre si les tendances de scolarisation dominantes, par âge, demeurent inchangées tout au long de sa vie.

**Durée moyenne de scolarisation** : nombre moyen d'années d'études des personnes de 25 ans et plus, calculé d'après le nombre d'années d'études officiel pour chaque niveau d'éducation atteint.

**Revenu national brut estimé par habitant** : dérivé du ratio des salaires femmes-hommes, des parts femmes-hommes de la population économiquement active et du RNB (en parité de pouvoir d'achat en 2017). Pour en savoir plus, consulter la *Note technique n° 3* à l'adresse [http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023\\_technical\\_notes.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf).

#### Principales sources de données

**Colonne 1** : calculé à partir des données des colonnes 3 et 4.

**Colonne 2** : calculé à partir des données de la colonne 1.

**Colonnes 3 et 4** : calculs du BRDH à partir de données tirées de Barro et Lee (2018), FMI (2023), DAES (2022, 2023), Institut de statistique de l'UNESCO (2023), Division de statistique des Nations Unies (2023) et Banque mondiale (2023).

**Colonnes 5 et 6** : DAES (2022).

**Colonnes 7 et 8** : CEDLAS et Banque mondiale (2023), enquêtes démographiques et de santé d'ICF Macro, Institut de statistique de l'UNESCO (2023) et enquêtes par grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF.

**Colonnes 9 et 10** : Barro et Lee (2018), enquêtes démographiques et de santé d'ICF Macro, OCDE (2023), Institut de statistique de l'UNESCO (2023) et enquêtes par grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF.

**Colonnes 11 et 12** : calculs du BRDH basés sur l'OIT (2023), le FMI (2023), le DAES (2023), la Division des statistiques des Nations Unies (2023) et la Banque mondiale (2023).

TABLEAU 5

## L'indice d'inégalité de genre

	Indice d'inégalité de genre		ODD 3.1	ODD 3.7	ODD 5.5	ODD 4.4		Taux d'activité <sup>a</sup>		
	Valeur	Rang	Taux de mortalité maternelle	Taux de natalité chez les adolescentes	Taux de représentation parlementaire	Population ayant au moins commencé des études secondaires		Taux d'activité <sup>a</sup>		
			(décès pour 100 000 naissances vivantes)	(naissances pour 1 000 femmes de 15 à 19 ans)	(% de sièges occupés par des femmes)	(% des 25 ans et plus)		(% des 15 ans et plus)		
	2022	2022	2020	2022	2022	Femmes 2022 <sup>b</sup>	Hommes 2022 <sup>b</sup>	Femmes 2022	Hommes 2022	
<b>CLASSEMENT SELON L'IDH</b>										
<b>Développement humain très élevé</b>										
1	Suisse	0,018	3	7	2,2	39,0	96,9 <sup>c</sup>	97,5 <sup>c</sup>	61,5	71,9
2	Norvège	0,012	2	2	2,2	45,0	99,1 <sup>c</sup>	99,3 <sup>c</sup>	62,5	69,6
3	Islande	0,039	9	3	5,1	47,6	99,8	99,7	70,7	78,3
4	Hong Kong, Chine (RAS)	..	..	..	1,6	..	77,9	84,1	52,9	64,7
5	Danemark	0,009	1	5	1,8	43,6	95,1	95,2	59,4	67,4
5	Suède	0,023	4	5	3,3	46,4	92,4 <sup>c</sup>	92,7 <sup>c</sup>	63,7	70,4
7	Allemagne	0,071	19	4	7,2	34,8	95,4	95,9	56,1	66,6
7	Irlande	0,072	20	5	5,9	27,4	88,6 <sup>c</sup>	86,4 <sup>c</sup>	59,4	70,5
9	Singapour	0,036	8	7	2,5	29,1	80,5	85,9	63,4	77,0
10	Australie	0,063	17	3	7,7	44,5	94,6	94,4	62,3	71,1
10	Pays-Bas	0,025	5	4	2,7	37,8	89,8	92,7	63,6	72,4
12	Belgique	0,044	11	5	5,1	44,3	88,7 <sup>c</sup>	90,7 <sup>c</sup>	50,8	59,5
12	Finlande	0,032	6	8	4,1	45,5	99,2	98,9	58,2	64,2
12	Liechtenstein	..	..	..	3,0	28,0	..	..	52,8	67,3
15	Royaume-Uni	0,094	28	10	10,0	31,3	99,8	99,8	59,1	68,0
16	Nouvelle-Zélande	0,082	23	7	11,8	50,4	82,0	81,8	66,9	75,9
17	Émirats arabes unis	0,035	7	9	2,8	50,0	82,0	86,1	55,3	89,5
18	Canada	0,069	18	11	6,6	35,0	97,8 <sup>d</sup>	97,6 <sup>d</sup>	61,5	69,5
19	Corée (République de)	0,062	16	8	2,1	18,6	83,8 <sup>c</sup>	93,5 <sup>c</sup>	55,0	73,7
20	Luxembourg	0,043	10	6	4,2	33,3	96,6 <sup>d</sup>	89,3 <sup>d</sup>	58,0	65,1
20	États-Unis	0,180	44	21	15,1	28,1	95,4	95,1	56,8	68,0
22	Autriche	0,048	12	5	5,2	41,0	100,0 <sup>d</sup>	100,0 <sup>d</sup>	56,6	66,7
22	Slovénie	0,049	13	5	4,4	33,1	97,8 <sup>c</sup>	98,8 <sup>c</sup>	54,3	63,6
24	Japon	0,078	22	4	2,8	15,4	98,2	99,1	54,2	71,4
25	Israël	0,092	26	3	7,4	23,3	92,5 <sup>c</sup>	94,5 <sup>c</sup>	61,2	68,5
25	Malte	0,117	35	3	11,5	27,8	82,2	88,1	56,1	71,2
27	Espagne	0,059	15	3	6,3	41,4	78,5	83,2	53,2	62,9
28	France	0,084	24	8	9,4	36,4	84,3 <sup>c</sup>	88,3 <sup>c</sup>	52,5	60,2
29	Chypre	0,253	62	68	6,8	14,3	81,1	84,8	59,6	71,1
30	Italie	0,057	14	5	3,9	33,0	78,6	86,1	40,7	58,1
31	Estonie	0,093	27	5	8,1	25,7	97,6	98,1	60,6	71,4
32	Tchéquie	0,113	32	3	9,4	23,5	99,8 <sup>c</sup>	99,8 <sup>c</sup>	52,2	67,9
33	Grèce	0,120	37	8	8,3	21,0	69,9	77,8	44,7	60,4
34	Bahreïn	0,181	45	16	8,7	22,5	79,9	83,1	42,4	85,8
35	Andorre	..	..	..	5,9	46,4	81,7	84,6	..	..
36	Pologne	0,105	31	2	9,2	27,5	86,5	90,7	50,1	65,5
37	Lettonie	0,142	39	18	10,5	30,0	99,8 <sup>c</sup>	99,3 <sup>c</sup>	55,6	67,9
37	Lituanie	0,098	30	9	9,7	28,4	95,5	97,9	58,8	67,7
39	Croatie	0,087	25	5	8,2	31,8	95,5 <sup>d</sup>	97,4 <sup>d</sup>	46,9	58,2
40	Qatar	0,212	54	8	6,9	4,4	81,8 <sup>c</sup>	71,4 <sup>c</sup>	61,7	95,3
40	Arabie saoudite	0,229	55	16	11,6	19,9	71,3	80,9	34,5	79,6
42	Portugal	0,076	21	12	7,1	37,0	59,7	61,9	54,7	63,1
43	Saint-Marin	..	..	..	3,7	33,3	81,8 <sup>b</sup>	84,3 <sup>b</sup>	70,4	70,6
44	Chili	0,190	49	15	22,8	32,7	82,2	84,4	50,1	70,6
45	Slovaquie	0,184	46	5	26,6	21,3	98,8 <sup>c</sup>	99,1 <sup>c</sup>	56,2	67,3
45	Türkiye	0,259	63	17	15,7	17,4	59,1 <sup>c</sup>	78,1 <sup>c</sup>	35,1	71,4
47	Hongrie	0,230	56	15	21,9	14,1	97,6	98,8	53,7	67,8
48	Argentine	0,292	71	45	37,9	44,4	73,6 <sup>d</sup>	71,6 <sup>d</sup>	52,1	71,7
49	Koweït	0,199	51	7	5,3	6,3	61,8 <sup>c</sup>	56,5 <sup>c</sup>	44,4	88,5
50	Monténégro	0,114	33	6	9,7	27,2	70,8 <sup>c</sup>	83,7 <sup>c</sup>	44,4	57,8
51	Saint-Kitts-et-Nevis	..	..	..	36,8	31,3	..	..	..	..
52	Uruguay	0,240	60	19	35,2	26,9	62,5	59,3	55,7	71,4
53	Roumanie	0,230	56	10	35,4	18,9	89,4 <sup>c</sup>	94,0 <sup>c</sup>	42,3	62,0
54	Antigua-et-Barbuda	..	..	21	32,3	31,4	..	..	..	..
55	Brunéï Darussalam	0,279	68	44	9,5	9,1	70,9	71,5	54,9	71,7
56	Fédération de Russie	0,178	43	14	14,5	17,8	98,3	98,9	55,5	70,3
57	Bahamas	0,333	79	77	25,1	20,0	86,8 <sup>c</sup>	90,0 <sup>c</sup>	69,0	73,9
57	Panama	0,392	95	50	68,5	22,5	67,6	65,6	49,7	77,0

Suite -

TABLEAU 5

CLASSEMENT SELON L'IDH	Indice d'inégalité de genre		ODD 3.1	ODD 3.7	ODD 5.5	ODD 4.4		Taux d'activité <sup>a</sup>	
	Valeur	Rang	Taux de mortalité maternelle	Taux de natalité chez les adolescentes	Taux de représentation parlementaire	Population ayant au moins commencé des études secondaires		Taux d'activité <sup>a</sup>	
			(décès pour 100 000 naissances vivantes)	(naissances pour 1 000 femmes de 15 à 19 ans)	(% de sièges occupés par des femmes)	(% des 25 ans et plus)		(% des 15 ans et plus)	
	2022	2022	2020	2022	2022	Femmes 2022 <sup>b</sup>	Hommes 2022 <sup>b</sup>	Femmes 2022	Hommes 2022
59 Oman	0,267	66	17	9,7	9,9	93,3	98,7	35,0	83,8
60 Géorgie	0,283	69	28	29,7	19,0	98,2	98,7	55,5	73,5
60 Trinité-et-Tobago	0,264	64	27	37,7	32,4	86,0 <sup>d</sup>	81,9 <sup>d</sup>	47,3	62,4
62 Barbade	0,289	70	39	41,9	32,7	95,7 <sup>d</sup>	86,3 <sup>d</sup>	58,2	65,1
63 Malaisie	0,202	52	21	9,1	14,5	76,1 <sup>c</sup>	79,2 <sup>c</sup>	55,1	80,5
64 Costa Rica	0,232	58	22	35,7	47,4	50,2	48,1	50,1	72,9
65 Serbie	0,119	36	10	14,4	36,6	89,9 <sup>c</sup>	96,1 <sup>c</sup>	51,0	66,1
66 Thaïlande	0,310	74	29	31,6	14,0	49,3 <sup>c</sup>	53,0 <sup>c</sup>	59,9	76,0
67 Kazakhstan	0,177	42	13	20,9	24,7	100,0 <sup>c</sup>	100,0 <sup>c</sup>	63,3	74,6
67 Seychelles	..	..	3	52,1	22,9	..	..	65,2	65,3
69 Bélarus	0,096	29	1	11,2	34,7	98,4 <sup>c</sup>	99,5 <sup>c</sup>	65,8	75,3
<b>Développement humain élevé</b>									
70 Bulgarie	0,206	53	7	38,2	24,2	94,9	96,5	50,6	63,1
71 Palaos	..	..	..	42,1	6,9	96,9 <sup>f</sup>	97,3 <sup>f</sup>	59,8	73,6
72 Maurice	0,369	87	84	24,0	20,0	66,5 <sup>c</sup>	72,4 <sup>c</sup>	42,2	68,4
73 Grenade	..	..	21	32,1	31,0	..	..	37,7	54,3
74 Albanie	0,116	34	8	14,5	35,7	82,2 <sup>d</sup>	86,5 <sup>d</sup>	56,1	69,9
75 Chine	0,186	47	23	11,1	24,9	79,7 <sup>d</sup>	86,4 <sup>d</sup>	53,8	74,5
76 Arménie	0,198	50	27	18,3	35,5	96,0	97,1	62,8	71,8
77 Mexique	0,352	84	59	53,7	49,8	63,7	65,4	45,0	76,3
78 Iran (République islamique d')	0,484	121	22	29,7	5,6	73,1 <sup>c</sup>	77,3 <sup>c</sup>	13,6	67,5
78 Sri Lanka	0,376	90	29	15,4	5,3	80,6	83,3	29,7	70,7
80 Bosnie-Herzégovine	0,148	40	6	9,4	17,5	82,7	94,0	41,1	61,8
81 Saint-Vincent-et-les Grenadines	..	..	62	46,5	18,2	43,6 <sup>a</sup>	41,8 <sup>a</sup>	..	..
82 République dominicaine	0,433	107	107	63,2	25,7	67,5	64,2	50,9	76,9
83 Équateur	0,371	89	66	62,1	38,7	54,1	54,2	53,6	76,9
83 Macédoine du Nord	0,134	38	3	16,1	41,7	61,9	75,1	42,2	64,1
85 Cuba	0,300	73	39	48,9	53,4	78,6 <sup>c</sup>	81,8 <sup>c</sup>	55,5	84,0
86 Moldova (République de)	0,156	41	12	27,2	40,6	96,3 <sup>c</sup>	98,1 <sup>c</sup>	71,5	73,7
87 Maldives	0,328	76	57	6,8	4,6	46,9 <sup>d</sup>	46,3 <sup>d</sup>	53,3	78,2
87 Pérou	0,360	85	69	56,1	40,0	55,6	66,7	66,7	82,4
89 Azerbaïdjan	0,329	77	41	40,1	18,3	93,6 <sup>c</sup>	97,6 <sup>c</sup>	61,9	69,6
89 Brésil	0,391	94	72	43,6	17,5	67,4	65,0	53,8	73,6
91 Colombie	0,392	95	75	57,6	29,2	59,7	57,1	51,1	76,2
92 Libye	0,266	65	72	7,0	16,5	62,2 <sup>b</sup>	45,3 <sup>b</sup>	32,8	59,9
93 Algérie	0,460	114	78	11,6	7,0	42,9 <sup>c</sup>	46,8 <sup>c</sup>	17,6	65,5
94 Turkménistan	..	..	5	21,2	25,7	98,1 <sup>c</sup>	98,4 <sup>c</sup>	..	..
95 Guyana	0,416	104	112	64,6	35,4	58,7 <sup>d</sup>	56,4 <sup>d</sup>	37,8	53,4
96 Mongolie	0,297	72	39	25,0	17,1	79,3	73,0	53,5	68,4
97 Dominique	..	..	..	37,9	34,4	..	..	..	..
98 Tonga	0,462	115	126	19,2	3,7	93,7 <sup>d</sup>	93,4 <sup>d</sup>	43,0	54,9
99 Jordanie	0,449	111	41	24,9	13,3	77,4	84,2	13,8	60,7
100 Ukraine	0,188	48	17	15,2	20,3	95,7 <sup>d</sup>	93,5 <sup>d</sup>	47,8	62,9
101 Tunisie	0,237	59	37	6,6	26,3	40,0 <sup>c</sup>	47,2 <sup>c</sup>	29,3	71,8
102 Îles Marshall	..	..	..	57,5	6,1	91,6 <sup>f</sup>	92,5 <sup>f</sup>	37,3	61,2
102 Paraguay	0,429	106	71	69,9	16,8	54,3	53,3	59,1	82,4
104 Fidji	0,332	78	38	26,1	19,6	66,1	61,3	37,3	77,7
105 Égypte	0,389	93	17	43,6	22,8	85,9 <sup>c</sup>	78,7 <sup>c</sup>	15,3	69,1
106 Ouzbékistan	0,242	61	30	15,7	29,1	100,0	100,0	39,9	73,1
107 Viet Nam	0,378	91	124	35,0	30,3	61,5 <sup>c</sup>	69,5 <sup>c</sup>	68,5	77,8
108 Sainte-Lucie	0,347	82	73	36,3	24,1	50,0 <sup>c</sup>	44,0 <sup>c</sup>	62,7	75,8
109 Liban	0,365	86	21	20,0	6,3	54,7 <sup>f</sup>	61,1 <sup>a</sup>	29,8	70,2
110 Afrique du Sud	0,401	99	127	60,9	45,4 <sup>b</sup>	83,0	84,9	50,8	63,5
111 Palestine (État de)	..	..	20	42,9	..	67,9	67,6	18,6	70,7
112 Indonésie	0,439	109	173	32,9	21,9	51,0	58,2	52,5	81,5
113 Philippines	0,388	92	78	48,1	27,5	74,4 <sup>c</sup>	69,9 <sup>c</sup>	44,1	68,8
114 Botswana	0,483	120	186	48,3	11,1	92,1	92,5	60,1	69,7
115 Jamaïque	0,350	83	99	32,0	31,0	74,8 <sup>d</sup>	67,0 <sup>d</sup>	56,0	69,9
116 Samoa	0,406	101	59	43,8	13,0	92,4 <sup>f</sup>	87,0 <sup>f</sup>	49,8	80,6

Suite -

TABLEAU 5

CLASSEMENT SELON L'IDH	Indice d'inégalité de genre		ODD 3.1	ODD 3.7	ODD 5.5	ODD 4.4		Taux d'activité <sup>a</sup>	
	Valeur	Rang	Taux de mortalité maternelle	Taux de natalité chez les adolescentes	Taux de représentation parlementaire	Population ayant au moins commencé des études secondaires		Taux d'activité <sup>a</sup>	
			(décès pour 100 000 naissances vivantes)	(naissances pour 1 000 femmes de 15 à 19 ans)	(% de sièges occupés par des femmes)	(% des 25 ans et plus)		(% des 15 ans et plus)	
	2022	2022	2020	2022	2022	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
117 Kirghizistan	0,345	81	50	33,8	20,5	92,4 <sup>c</sup>	94,4 <sup>c</sup>	52,5	78,0
118 Belize	0,454	113	130	56,6	19,6	54,5	49,8	48,6	75,6
<b>Développement humain moyen</b>									
119 Venezuela (République bolivarienne du)	0,521	134	259	82,0	22,2 <sup>m</sup>	81,0 <sup>d</sup>	76,4 <sup>d</sup>	45,2	70,6
120 Bolivie (État plurinational de)	0,418	105	161	63,1	48,2	58,4	69,5	71,8	85,0
120 Maroc	0,440	110	72	25,5	21,4	31,9	37,9	19,8	69,6
122 Nauru	..	..	..	71,1	10,5	..	..	56,8	73,6
123 Gabon	0,524	136	227	89,8	18,1	70,4	55,3	34,7	56,2
124 Suriname	0,405	100	96	55,2	29,4	45,5 <sup>e</sup>	42,3 <sup>e</sup>	42,3	61,7
125 Bhoutan	0,334	80	60	18,5	15,7	26,7 <sup>q</sup>	34,3 <sup>q</sup>	53,5	73,5
126 Tadjikistan	0,269	67	17	44,9	26,6	93,6 <sup>d</sup>	94,0 <sup>d</sup>	33,3	52,1
127 El Salvador	0,369	87	43	54,5	27,4	42,7	51,4	46,4	77,7
128 Iraq	0,562	143	76	61,2	28,9	25,3 <sup>d</sup>	40,4 <sup>d</sup>	10,8	68,2
129 Bangladesh	0,498	127	123	73,3	20,9	43,7 <sup>c</sup>	50,5 <sup>c</sup>	39,2	81,4
130 Nicaragua	0,397	97	78	84,0	51,6	49,4 <sup>c</sup>	40,3 <sup>c</sup>	48,6	81,1
131 Cabo Verde	0,325	75	42	54,0	38,9	28,8 <sup>q</sup>	31,7 <sup>q</sup>	46,7	62,8
132 Tuvalu	..	..	..	31,7	6,3	58,1	58,5	20,0	29,6
133 Guinée équatoriale	..	..	212	136,4	27,0	..	..	..	..
134 Inde	0,437	108	103	16,3	14,6	41,0	58,7	28,3	76,1
135 Micronésie (États fédérés de)	..	..	74	35,7	7,1	..	..	45,0	66,0
136 Guatemala	0,474	117	96	63,2	19,4	31,1 <sup>c</sup>	37,8 <sup>c</sup>	41,5	82,8
137 Kiribati	..	..	76	39,6	6,7	..	..	16,1	73,0
138 Honduras	0,413	102	72	71,3	27,3	34,8 <sup>c</sup>	31,4 <sup>c</sup>	49,6	81,1
139 République démocratique populaire lao	0,467	116	126	71,8	22,0	18,7 <sup>d</sup>	30,4 <sup>d</sup>	61,5	70,8
140 Vanuatu	..	..	94	63,2	1,9	..	..	26,7	36,4
141 Sao Tomé-et-Principe	..	..	146	77,4	14,5	42,9 <sup>n</sup>	52,8 <sup>n</sup>	..	..
142 Eswatini (Royaume d')	0,491	124	240	68,4	21,2	35,3	37,3	44,9	51,5
142 Namibie	0,450	112	215	63,1	35,6	42,1 <sup>d</sup>	45,0 <sup>d</sup>	54,1	61,2
144 Myanmar	0,479	119	179	32,8	15,0 <sup>m</sup>	39,2 <sup>d</sup>	49,9 <sup>d</sup>	44,2	78,6
145 Ghana	0,512	130	263	63,4	14,5	59,1 <sup>d</sup>	74,0 <sup>d</sup>	72,1	73,1
146 Kenya	0,533	139	530	62,6	24,8	54,6	63,5	62,9	72,6
146 Népal	0,495	126	174	63,4	33,8	26,0 <sup>d</sup>	42,8 <sup>d</sup>	27,9	55,0
148 Cambodge	0,486	122	218	45,7	19,3	16,4	29,0	73,7	85,8
149 Congo	0,572	144	282	101,2	15,9	32,1 <sup>d</sup>	50,0 <sup>d</sup>	44,1	63,9
150 Angola	0,520	133	222	135,8	33,6	21,3 <sup>q</sup>	37,4 <sup>q</sup>	74,7	78,2
151 Cameroun	0,555	142	438	108,6	31,1	24,5 <sup>d</sup>	39,3 <sup>d</sup>	66,8	76,8
152 Comores	..	..	217	56,1	16,7	..	..	41,1	59,4
153 Zambie	0,526	137	135	116,1	15,1	33,7 <sup>d</sup>	51,4 <sup>d</sup>	54,2	66,4
154 Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,604	151	192	54,3	1,7	26,3 <sup>d</sup>	37,5 <sup>d</sup>	46,0	48,0
155 Timor-Leste	0,415	103	204	33,3	40,0	33,5 <sup>c</sup>	39,8 <sup>c</sup>	27,9	41,4
156 Îles Salomon	..	..	122	59,4	8,0	..	..	82,9	86,0
157 République arabe syrienne	0,487	123	30	38,1	11,2	24,1 <sup>j</sup>	32,0 <sup>j</sup>	14,4	68,9
158 Haïti	0,621	158	350	51,8	2,7 <sup>o</sup>	28,0 <sup>d</sup>	36,9 <sup>d</sup>	48,8	66,0
159 Ouganda	0,527	138	284	105,7	33,8	10,8 <sup>c</sup>	20,4 <sup>c</sup>	74,5	84,2
159 Zimbabwe	0,519	132	357	92,6	33,6	63,4 <sup>c</sup>	73,6 <sup>c</sup>	60,0	71,6
<b>Développement humain faible</b>									
161 Nigéria	0,677	165	1 047	99,6	4,5	42,4	57,8	77,0	85,7
161 Rwanda	0,400	98	259	32,2	54,7	14,6	18,7	54,8	66,2
163 Togo	0,578	147	399	77,0	18,7	13,5 <sup>c</sup>	33,1 <sup>c</sup>	79,8	98,6
164 Mauritanie	0,603	150	464	76,8	20,3	16,1 <sup>d</sup>	27,6 <sup>d</sup>	31,0	65,7
164 Pakistan	0,522	135	154	41,2	20,1	22,0 <sup>c</sup>	26,9 <sup>c</sup>	24,5	80,7
166 Côte d'Ivoire	0,612	156	480	103,3	15,6	13,5 <sup>d</sup>	29,3 <sup>d</sup>	54,5	71,2
167 Tanzanie (République-Unie de)	0,513	131	238	123,4	36,9	9,3 <sup>c</sup>	14,3 <sup>c</sup>	75,5	84,5
168 Lesotho	0,552	141	566	89,1	26,0	34,1 <sup>c</sup>	29,7 <sup>c</sup>	51,6	65,0
169 Sénégal	0,505	129	261	64,6	44,2	9,2 <sup>c</sup>	19,0 <sup>c</sup>	39,3	68,4
170 Soudan	0,548	140	270	77,6	31,0 <sup>p</sup>	17,0	20,4	28,0	69,1
171 Djibouti	..	..	234	22,7	26,2	..	..	18,2	48,1
172 Malawi	0,579	148	381	117,2	22,9	12,7	26,2	63,1	74,6
173 Bénin	0,649	160	523	90,8	7,4	9,2 <sup>c</sup>	21,5 <sup>c</sup>	51,6	67,8

Suite -

TABLEAU 5

CLASSEMENT SELON L'IDH	Indice d'inégalité de genre		ODD 3.1	ODD 3.7	ODD 5.5	ODD 4.4		Taux d'activité <sup>a</sup>	
			Taux de mortalité maternelle	Taux de natalité chez les adolescentes	Taux de représentation parlementaire	Population ayant au moins commencé des études secondaires			
	Valeur	Rang	(décès pour 100 000 naissances vivantes)	(naissances pour 1 000 femmes de 15 à 19 ans)	(% de sièges occupés par des femmes)	(% des 25 ans et plus)		(% des 15 ans et plus)	
			2022	2022	2020	2022	Femmes 2022 <sup>b</sup>	Hommes 2022 <sup>b</sup>	Femmes 2022
174 Gambie	0,585	149	458	60,7	8,6	26,0	40,7	59,0	64,5
175 Érythrée	..	..	322	63,6	22,0 <sup>o</sup>	..	..	..	..
176 Éthiopie	0,494	125	267	66,5	38,9	7,5 <sup>c</sup>	13,1 <sup>c</sup>	57,6	79,2
177 Libéria	0,656	161	652	122,0	9,7	19,7 <sup>d</sup>	45,8 <sup>d</sup>	43,5	50,1
177 Madagascar	0,574	145	392	118,1	17,8	15,9	21,2	78,8	88,9
179 Guinée-Bissau	0,631	159	725	85,8	13,7	10,9	24,6	52,1	66,1
180 Congo (République démocratique du)	0,605	152	547	107,5	14,8	38,8 <sup>e</sup>	65,7 <sup>e</sup>	60,0	66,4
181 Guinée	0,609	154	553	112,2	29,6	7,5 <sup>c</sup>	20,0 <sup>c</sup>	44,6	67,0
182 Afghanistan	0,665	162	620	79,7	27,2 <sup>m</sup>	7,0	24,1	23,3	77,1
183 Mozambique	0,477	118	127	165,1	42,4	17,9	25,1	73,9	80,1
184 Sierra Leone	0,613	157	443	97,9	12,3	14,5 <sup>c</sup>	33,9 <sup>c</sup>	48,3	55,9
185 Burkina Faso	0,577	146	264	108,7	16,9	11,2 <sup>c</sup>	20,3 <sup>c</sup>	27,5	41,0
186 Yémen	0,820	166	183	52,5	0,3	23,7	38,2	5,8	64,7
187 Burundi	0,499	128	494	52,6	38,9	8,2 <sup>c</sup>	13,8 <sup>c</sup>	78,0	79,1
188 Mali	0,607	153	440	147,7	28,6	8,0	15,5	51,5	85,0
189 Tchad	0,671	163	1 063	135,7	25,9	3,7 <sup>c</sup>	15,0 <sup>c</sup>	51,1	75,0
189 Niger	0,609	154	441	168,0	25,9	2,6 <sup>c</sup>	4,5 <sup>c</sup>	64,6	96,5
191 République centrafricaine	..	..	835	159,0	12,9	14,2	31,8	..	..
192 Soudan du Sud	..	..	1 223	97,4	32,3	26,5 <sup>h</sup>	36,4 <sup>h</sup>	..	..
193 Somalie	0,674	164	621	116,1	20,7	4,4	17,8	22,3	49,3
<b>Autres pays ou territoires</b>									
Corée (République populaire démocratique de)	..	..	107	2,4	17,6	..	..	..	..
Monaco	..	..	..	6,9	33,3	..	..	39,5	56,6
<b>Groupes de développement humain</b>									
Développement humain très élevé	0,150	-	15	13,5	29,3	87,7	90,1	54,0	69,4
Développement humain élevé	0,339	-	65	28,7	26,0	74,0	78,4	49,8	74,2
Développement humain moyen	0,476	-	152	37,8	23,0	40,5	55,6	34,2	75,7
Développement humain faible	0,579	-	497	88,3	24,0	21,3	31,9	50,8	77,5
Pays en développement	0,485	-	235	45,9	24,3	56,8	65,4	44,9	75,3
<b>Régions</b>									
États arabes	0,523	-	128	44,2	18,3	51,0	57,4	19,9	70,2
Asie de l'Est et Pacifique	0,340	-	78	21,4	21,0	72,5	79,0	54,0	75,4
Europe et Asie centrale	0,224	-	21	19,5	26,0	83,7	89,9	45,4	69,6
Amérique latine et Caraïbes	0,386	-	85	52,3	34,1	64,4	64,2	51,6	75,3
Asie du Sud	0,478	-	132	27,9	17,9	40,9	55,7	28,1	76,3
Afrique subsaharienne	0,565	-	516	99,3	26,4	30,9	42,0	63,9	76,4
Pays les moins avancés	0,556	-	354	92,4	25,1	23,4	33,8	50,4	75,5
Petits États insulaires en développement	0,457	-	203	50,6	27,0	58,8	62,3	51,4	69,8
Organisation de coopération et de développement économiques	0,194	-	21	18,5	32,7	86,7	89,3	53,0	68,7
<b>Monde</b>	<b>0,462</b>	<b>-</b>	<b>215</b>	<b>41,9</b>	<b>26,2</b>	<b>64,1</b>	<b>71,0</b>	<b>46,8</b>	<b>73,9</b>

Notes	Définitions	Principales sources de données
a		<b>Colonne 1 :</b> calculé à partir des données des colonnes 3 et 9.
b		<b>Colonne 2 :</b> calculé à partir des données de la colonne 1.
c		<b>Colonne 3 :</b> estimations de l'OMS, de l'UNICEF, du FNUAP, du Groupe de la Banque mondiale et du DAES/Division de la population des Nations Unies (2023).
d		<b>Colonne 4 :</b> DAES (2022).
e		<b>Colonne 5 :</b> UIP (2023).
f		<b>Colonnes 6 et 7 :</b> Barro et Lee (2018), enquêtes démographiques et de santé d'ICF Macro, OCDE (2023), Institut de statistique de l'UNESCO (2023) et enquêtes par grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF.
g		<b>Colonnes 8 et 9 :</b> OIT (2023).
h	<b>Indice d'inégalité de genre :</b> indicateur composite des inégalités entre les femmes et les hommes dans trois dimensions : santé procréative, autonomisation et marché du travail. Le calcul de l'IDHP est expliqué dans la <i>Note technique n° 4</i> à l'adresse <a href="http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf">http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf</a> .	
i	<b>Taux de mortalité maternelle :</b> nombre de décès dont les causes sont liées à la grossesse, pour 100 000 naissances vivantes.	
j	<b>Taux de natalité chez les adolescentes :</b> nombre de naissances chez les femmes de 15 à 19 ans, pour 1 000 femmes de 15 à 19 ans.	
k	<b>Taux de représentation parlementaire :</b> part de sièges occupés par des femmes au parlement national, exprimée en pourcentage du nombre total de sièges. Pour les pays à système législatif bicaméral, cette part est calculée pour les deux chambres confondues.	
l	<b>Population ayant au moins commencé des études secondaires :</b> pourcentage de la population de 25 ans et plus qui a atteint un niveau d'éducation secondaire sans avoir nécessairement achevé le cycle d'études complet.	
m	<b>Taux d'activité :</b> proportion de la population d'un pays en âge de travailler (15 ans et plus) qui participe à la vie active, soit en travaillant soit en recherchant activement du travail, exprimée en pourcentage de la population d'âge actif.	
n		
o		
p		
q		
r		
s		
t		
u		
v		
w		
x		
y		
z		
aa		
ab		

TABLEAU 6

## L'indice de pauvreté multidimensionnelle : pays en développement

Pays	Année et enquête <sup>b</sup>	Population en situation de pauvreté multidimensionnelle <sup>a</sup>										Contribution de la privation à la pauvreté multidimensionnelle globale <sup>e</sup>			Personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté monétaire (%)	
		Indice de pauvreté multidimensionnelle		Nombre de pauvres		Intensité des privations	Inégalités parmi les pauvres	Population en situation de pauvreté multidimensionnelle extrême	Population vulnérable à la pauvreté multidimensionnelle <sup>c</sup>	Santé	Éducation	Niveau de vie	Seuil de pauvreté national	2,15 \$ par jour (PPA)		
		Valeur	(%)	Année de l'enquête											(milliers)	
		2011-2022	2021	2021	2021	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	2011-2021 <sup>f</sup>	2011-2021 <sup>f</sup>		
Estimations basées sur les enquêtes de 2017-2022																
Albanie	2017/2018 D	0,003	0,7	20	20	39,1	.. <sup>d</sup>	0,1	5,0	28,3	55,1	16,7	21,8	0,0		
Algérie	2018/2019 M	0,005	1,4	590	610	39,2	0,007	0,2	3,6	31,2	49,3	19,5	5,5	0,5		
Argentine	2019/2020 M <sup>g</sup>	0,001 <sup>f</sup>	0,4 <sup>f</sup>	195 <sup>f</sup>	196 <sup>f</sup>	34,0 <sup>f</sup>	.. <sup>d</sup>	0,0 <sup>f</sup>	1,6 <sup>f</sup>	69,7 <sup>f</sup>	21,4 <sup>f</sup>	8,9 <sup>f</sup>	42,0	1,0		
Bangladesh	2019 M	0,104	24,6	40 784	41 730	42,2	0,010	6,5	18,2	17,3	37,6	45,1	24,3	13,5		
Bénin	2017/2018 D	0,368	66,8	7 976	8 682	55,0	0,025	40,9	14,7	20,8	36,3	42,9	38,5	19,9		
Burundi	2016/2017 D	0,409 <sup>g</sup>	75,1 <sup>g</sup>	8 378 <sup>g</sup>	9 426 <sup>g</sup>	54,4 <sup>g</sup>	0,022 <sup>g</sup>	46,1 <sup>g</sup>	15,8 <sup>g</sup>	23,8 <sup>g</sup>	27,2 <sup>g</sup>	49,0 <sup>g</sup>	64,9	65,1		
Cambodge	2021/2022 D	0,070	16,6	2 791	2 761	42,3	0,009	4,1	20,5	21,5	48,0	30,5	17,7	..		
Cameroun	2018 D	0,232	43,6	10 931	11 856	53,2	0,026	24,6	17,6	25,2	27,6	47,1	37,5	25,7		
République centrafricaine	2018/2019 M	0,461	80,4	4 189	4 388	57,4	0,025	55,8	12,9	20,2	27,8	52,0	..	..		
Tchad	2019 M	0,517	84,2	13 575	14 461	61,4	0,024	64,6	10,7	19,1	36,6	44,3	42,3	30,9		
Congo (République démocratique du)	2017/2018 M	0,331	64,5	56 187	61 869	51,3	0,020	36,8	17,4	23,1	19,9	57,0	63,9	69,7		
Costa Rica	2018 M	0,002 <sup>lh</sup>	0,5 <sup>lh</sup>	27 <sup>lh</sup>	28 <sup>lh</sup>	37,1 <sup>lh</sup>	.. <sup>d</sup>	0,0 <sup>lh</sup>	2,4 <sup>lh</sup>	40,5 <sup>lh</sup>	41,0 <sup>lh</sup>	18,5 <sup>lh</sup>	30,0	1,2		
Cuba	2019 M	0,003 <sup>f</sup>	0,7 <sup>f</sup>	80 <sup>f</sup>	80 <sup>f</sup>	38,1 <sup>f</sup>	.. <sup>d</sup>	0,1 <sup>f</sup>	2,7 <sup>f</sup>	10,1 <sup>f</sup>	39,8 <sup>f</sup>	50,1 <sup>f</sup>	..	..		
République dominicaine	2019 M	0,009	2,3	247	252	38,8	0,006	0,2	4,8	14,6	46,2	39,2	21,0	0,9		
Équateur	2018 N	0,008	2,1	356	372	38,0	0,004	0,1	5,9	33,9	27,3	38,8	33,0	3,6		
Éthiopie	2019 D	0,367	68,7	78 443	82 679	53,3	0,022	41,9	18,4	14,0	31,5	54,5	23,5	27,0		
Fidji	2021 M	0,006	1,5	14	14	38,1	.. <sup>d</sup>	0,2	7,4	38,0	17,4	44,6	24,1	1,3		
Gambie	2019/2020 D	0,198	41,7	1 074	1 101	47,5	0,016	17,3	28,0	32,7	33,0	34,3	48,6	17,2		
Géorgie	2018 M	0,001 <sup>f</sup>	0,3 <sup>f</sup>	13 <sup>f</sup>	13 <sup>f</sup>	36,6 <sup>f</sup>	.. <sup>d</sup>	0,0 <sup>f</sup>	2,1 <sup>f</sup>	47,1 <sup>f</sup>	23,8 <sup>f</sup>	29,1 <sup>f</sup>	21,3	5,5		
Ghana	2017/2018 M	0,111	24,6	7 606	8 089	45,1	0,014	8,4	20,1	23,6	30,5	45,9	23,4	25,2		
Guinée	2018 D	0,373	66,2	8 313	8 960	56,4	0,025	43,5	16,4	21,4	38,4	40,3	43,7	13,8		
Guinée-Bissau	2018/2019 M	0,341	64,4	1 269	1 327	52,9	0,021	35,9	20,0	19,1	35,0	45,8	47,7	21,7		
Guyana	2019/2020 M	0,007 <sup>i</sup>	1,8 <sup>i</sup>	15 <sup>i</sup>	15 <sup>i</sup>	39,3 <sup>i</sup>	0,007 <sup>i</sup>	0,2 <sup>i</sup>	6,5 <sup>i</sup>	30,4 <sup>i</sup>	22,4 <sup>i</sup>	47,2 <sup>i</sup>	..	..		
Haïti	2016/2017 D	0,200	41,3	4 483	4 724	48,4	0,019	18,5	21,8	18,5	24,6	57,0	58,5	29,2		
Honduras	2019 M	0,051	12,0	1 193	1 231	42,7	0,011	3,0	14,8	18,8	39,2	42,0	48,0	12,7		
Inde	2019/2021 D	0,069	16,4	230 739	230 739	42,0	0,010	4,2	18,7	32,2	28,2	39,7	21,9	10,0		
Indonésie	2017 D	0,014 <sup>j</sup>	3,6 <sup>j</sup>	9 572 <sup>j</sup>	9 907 <sup>j</sup>	38,7 <sup>j</sup>	0,006 <sup>j</sup>	0,4 <sup>j</sup>	4,7 <sup>j</sup>	34,7 <sup>j</sup>	26,8 <sup>j</sup>	38,5 <sup>j</sup>	9,8	3,5		
Iraq	2018 M	0,033	8,6	3 505	3 759	37,9	0,005	1,3	5,2	33,1	60,9	6,0	18,9	0,1		
Jamaïque	2018 N	0,011 <sup>k</sup>	2,8 <sup>k</sup>	78 <sup>k</sup>	78 <sup>k</sup>	38,9 <sup>k</sup>	0,005 <sup>k</sup>	0,2 <sup>k</sup>	5,0 <sup>k</sup>	52,2 <sup>k</sup>	20,9 <sup>k</sup>	26,9 <sup>k</sup>	19,9	..		
Jordanie	2017/2018 D	0,002	0,4	45	48	35,4	.. <sup>d</sup>	0,0	0,7	37,5	53,5	9,0	15,7	..		
Kiribati	2018/2019 M	0,080	19,8	25	26	40,5	0,006	3,5	30,2	30,3	12,1	57,6	21,9	1,7		
Kirghizistan	2018 M	0,001	0,4	24	26	36,3	.. <sup>d</sup>	0,0	5,2	64,6	17,9	17,5	25,3	1,3		
République démocratique populaire lao	2017 M	0,108	23,1	1 615	1 713	47,0	0,016	9,6	21,2	21,5	39,7	38,8	18,3	7,1		
Lesotho	2018 M	0,084 <sup>h</sup>	19,6 <sup>h</sup>	431 <sup>h</sup>	447 <sup>h</sup>	43,0 <sup>h</sup>	0,009 <sup>h</sup>	5,0 <sup>h</sup>	28,6 <sup>h</sup>	21,9 <sup>h</sup>	18,1 <sup>h</sup>	60,0 <sup>h</sup>	49,7	32,4		
Libéria	2019/2020 D	0,259	52,3	2 662	2 717	49,6	0,018	24,9	23,3	19,7	28,6	51,7	50,9	27,6		
Madagascar	2021 D	0,386	68,4	19 784	19 784	56,4	0,026	45,8	15,4	17,8	31,6	50,6	70,7	80,7		
Malawi	2019/2020 M	0,231	49,9	9 666	9 922	46,3	0,012	17,5	27,5	18,6	25,5	55,9	50,7	70,1		
Maldives	2016/2017 D	0,003	0,8	4	4	34,4	.. <sup>d</sup>	0,0	4,8	80,7	15,1	4,2	5,4	0,0		
Mali	2018 D	0,376	68,3	13 622	14 968	55,0	0,022	44,7	15,3	19,6	41,2	39,3	44,6	14,8		
Mauritanie	2019/2021 D	0,327	58,4	2 697	2 697	56,0	0,024	38,0	12,3	17,7	42,4	39,9	31,8	6,5		
Mexique	2021 N	0,016 <sup>lm</sup>	4,1 <sup>lm</sup>	5 156 <sup>lm</sup>	5 156 <sup>lm</sup>	40,5 <sup>lm</sup>	0,007 <sup>lm</sup>	0,8 <sup>lm</sup>	3,5 <sup>lm</sup>	64,1 <sup>lm</sup>	13,6 <sup>lm</sup>	22,3 <sup>lm</sup>	43,9	3,1		
Mongolie	2018 M	0,028 <sup>n</sup>	7,3 <sup>n</sup>	230 <sup>n</sup>	243 <sup>n</sup>	38,8 <sup>n</sup>	0,004 <sup>n</sup>	0,8 <sup>n</sup>	15,5 <sup>n</sup>	21,1 <sup>n</sup>	26,8 <sup>n</sup>	52,1 <sup>n</sup>	27,8	0,7		
Monténégro	2018 M	0,005	1,2	8	8	39,6	.. <sup>d</sup>	0,1	2,9	58,5	22,3	19,2	22,6	2,8		
Maroc	2017/2018 P	0,027 <sup>o</sup>	6,4 <sup>o</sup>	2 285 <sup>o</sup>	2 358 <sup>o</sup>	42,0 <sup>o</sup>	0,012 <sup>o</sup>	1,4 <sup>o</sup>	10,9 <sup>o</sup>	24,4 <sup>o</sup>	46,8 <sup>o</sup>	28,8 <sup>o</sup>	4,8	1,4		
Mozambique	2019/2020 N	0,372 <sup>kp</sup>	61,9 <sup>kp</sup>	19 310 <sup>kp</sup>	19 866 <sup>kp</sup>	60,0 <sup>kp</sup>	0,037 <sup>kp</sup>	43,0 <sup>kp</sup>	13,9 <sup>kp</sup>	27,3 <sup>kp</sup>	26,3 <sup>kp</sup>	46,4 <sup>kp</sup>	46,1	64,6		
Népal	2019 M	0,074	17,5	5 047	5 258	42,5	0,010	4,9	17,8	23,2	33,9	43,0	..	..		
Nigéria	2021 M	0,175 <sup>la</sup>	33,0 <sup>la</sup>	70 516 <sup>la</sup>	70 516 <sup>la</sup>	52,9 <sup>la</sup>	0,027 <sup>la</sup>	18,1 <sup>la</sup>	16,6 <sup>la</sup>	19,5 <sup>la</sup>	35,5 <sup>la</sup>	45,0 <sup>la</sup>	40,1	30,9		
Macédoine du Nord	2018/2019 M	0,001	0,4	8	8	38,2	.. <sup>d</sup>	0,1	2,2	29,6	52,6	17,8	21,8	2,7		
Pakistan	2017/2018 D	0,198	38,3	84 228	88 701	51,7	0,023	21,5	12,9	27,6	41,3	31,1	21,9	4,9		
Palestine (État de)	2019/2020 M	0,002	0,6	28	29	35,0	.. <sup>d</sup>	0,0	1,3	62,9	31,0	6,1	29,2	0,5		
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2016/2018 D	0,263 <sup>j</sup>	56,6 <sup>j</sup>	5 283 <sup>j</sup>	5 634 <sup>j</sup>	46,5 <sup>j</sup>	0,016 <sup>j</sup>	25,8 <sup>j</sup>	25,3 <sup>j</sup>	4,6 <sup>j</sup>	30,1 <sup>j</sup>	65,3 <sup>j</sup>	..	..		
Pérou	2021 N	0,026	6,6	2 236	2 236	38,9	0,006	0,9	10,4	14,0	33,6	52,4	30,1	2,9		
Philippines	2017 D	0,024 <sup>i</sup>	5,8 <sup>i</sup>	6 187 <sup>i</sup>	6 600 <sup>i</sup>	41,8 <sup>i</sup>	0,010 <sup>i</sup>	1,3 <sup>i</sup>	7,3 <sup>i</sup>	20,3 <sup>i</sup>	31,0 <sup>i</sup>	48,7 <sup>i</sup>	16,7	3,0		
Rwanda	2019/2020 D	0,231	48,8	6 418	6 572	47,3	0,014	19,7	22,7	19,0	26,6	54,4	38,2	52,0		
Samoa	2019/2020 M	0,025	6,3	14	14	39,1	0,003	0,5	12,9	36,9	31,2	31,9	20,3	1,2		
Sao Tomé-et-Principe	2019 M	0,048	11,7	25	26	40,9	0,007	2,1	17,0	18,7	36,6	44,6	66,7	15,6		
Sénégal	2019 D	0,263	50,8	8 134	8 579	51,7	0,019	27,7	18,2	20,7	48,4	30,9	46,7	9,3		
Serbie	2019 M	0,000 <sup>lr</sup>	0,1 <sup>lr</sup>	8 <sup>lr</sup>	8 <sup>lr</sup>	38,1 <sup>lr</sup>	.. <sup>d</sup>	0,0 <sup>lr</sup>	2,1 <sup>lr</sup>	30,9 <sup>lr</sup>	40,1 <sup>lr</sup>	29,0 <sup>lr</sup>	21,7	1,6		
Seychelles	2019 N	0,003 <sup>hs</sup>	0,9 <sup>hs</sup>	1 <sup>hs</sup>	1 <sup>hs</sup>	34,2 <sup>hs</sup>	.. <sup>d</sup>	0,0 <sup>hs</sup>	0,4 <sup>hs</sup>	66,8 <sup>hs</sup>	32,1 <sup>hs</sup>	1,1 <sup>hs</sup>	25,3	0,5		

TABLEAU 6

Pays	Année et enquête <sup>a</sup>	ODD 1.2										ODD 1.2		ODD 1.1				
		Population en situation de pauvreté multidimensionnelle <sup>a</sup>										Contribution de la privation à la pauvreté multidimensionnelle globale <sup>a</sup>			Personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté monétaire (%)			
		Indice de pauvreté multidimensionnelle		Nombre de pauvres				Inégalités des privations		Population en situation de pauvreté multidimensionnelle extrême		Population vulnérable à la pauvreté multidimensionnelle <sup>a</sup>		Santé	Éducation	Niveau de vie	Seuil de pauvreté national	2,15 \$ par jour (PPA)
		Valeur	(%)	Année de l'enquête	2021	(%)	Valeur	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	2011-2021 <sup>f</sup>	2011-2021 <sup>f</sup>	
Sierra Leone	2019 D	0,293	59,2	4 765	4 987	49,5	0,019	28,0	21,3	23,0	24,1	53,0	56,8	26,1	..	..		
Suriname	2018 M	0,011	2,9	17	17	39,4	0,007	0,4	4,0	20,4	43,8	35,8	..	..	..	..		
Tadjikistan	2017 D	0,029	7,4	664	726	39,0	0,004	0,7	20,1	47,8	26,5	25,8	26,3	6,1	..	..		
Thaïlande	2019 M	0,002 <sup>f</sup>	0,6 <sup>f</sup>	412 <sup>f</sup>	414 <sup>f</sup>	36,7 <sup>f</sup>	0,003 <sup>f</sup>	0,0 <sup>f</sup>	6,1 <sup>f</sup>	38,3 <sup>f</sup>	45,1 <sup>f</sup>	16,7 <sup>f</sup>	6,8	0,0	..	..		
Togo	2017 M	0,180	37,6	2 954	3 252	47,8	0,016	15,2	23,8	20,9	28,1	50,9	45,5	28,1	..	..		
Tonga	2019 M	0,003	0,9	1	1	38,1	.. <sup>d</sup>	0,0	6,4	38,2	40,7	21,1	..	1,8	..	..		
Tunisie	2018 M	0,003	0,8	94	97	36,5	.. <sup>d</sup>	0,1	2,4	24,4	61,6	14,0	15,2	0,1	..	..		
Turkménistan	2019 M	0,001 <sup>h</sup>	0,2 <sup>h</sup>	15 <sup>h</sup>	16 <sup>h</sup>	34,0 <sup>h</sup>	.. <sup>d</sup>	0,0 <sup>h</sup>	0,3 <sup>h</sup>	82,4 <sup>h</sup>	15,5 <sup>h</sup>	2,1 <sup>h</sup>	..	..	..	..		
Tuvalu	2019/2020 M	0,008	2,1	0	0	38,2	0,002	0,0	12,2	36,5	43,6	20,0	..	..	..	..		
Ouzbékistan	2021/2022 M	0,006 <sup>1a</sup>	1,7 <sup>1a</sup>	599 <sup>1a</sup>	589 <sup>1a</sup>	35,3 <sup>1a</sup>	0,001 <sup>1a</sup>	0,0 <sup>1a</sup>	0,2 <sup>1a</sup>	94,5 <sup>1a</sup>	0,0 <sup>1a</sup>	5,5 <sup>1a</sup>	14,1	..	..	..		
Viet Nam	2020/2021 M	0,008 <sup>j</sup>	1,9 <sup>j</sup>	1 871 <sup>j</sup>	1 871 <sup>j</sup>	40,3 <sup>j</sup>	0,010 <sup>j</sup>	0,4 <sup>j</sup>	3,5 <sup>j</sup>	22,9 <sup>j</sup>	40,7 <sup>j</sup>	36,4 <sup>j</sup>	6,7	0,7	..	..		
Zambie	2018 D	0,232	47,9	8 544	9 329	48,4	0,015	21,0	23,9	21,5	25,0	53,5	54,4	61,4	..	..		
Zimbabwe	2019 M	0,110	25,8	3 961	4 126	42,6	0,009	6,8	26,3	23,6	17,3	59,2	38,3	39,8	..	..		
Estimations basées sur les enquêtes de 2011-2016																		
Afghanistan	2015/2016 D	0,272 <sup>j</sup>	55,9 <sup>j</sup>	19 365 <sup>j</sup>	22 420 <sup>j</sup>	48,6 <sup>j</sup>	0,020 <sup>j</sup>	24,9 <sup>j</sup>	18,1 <sup>j</sup>	10,0 <sup>j</sup>	45,0 <sup>j</sup>	45,0 <sup>j</sup>	54,5	..	..	..		
Angola	2015/2016 D	0,282	51,1	14 899	17 633	55,3	0,024	32,5	15,5	21,2	32,1	46,8	32,3	31,1	..	..		
Arménie	2015/2016 D	0,001 <sup>g</sup>	0,2 <sup>g</sup>	5 <sup>g</sup>	5 <sup>g</sup>	36,2 <sup>g</sup>	.. <sup>d</sup>	0,0 <sup>g</sup>	2,8 <sup>g</sup>	33,1 <sup>g</sup>	36,8 <sup>g</sup>	30,1 <sup>g</sup>	26,5	0,5	..	..		
Barbade	2012 M	0,009 <sup>k</sup>	2,5 <sup>k</sup>	7 <sup>k</sup>	7 <sup>k</sup>	34,2 <sup>k</sup>	.. <sup>d</sup>	0,0 <sup>k</sup>	0,5 <sup>k</sup>	96,0 <sup>k</sup>	0,7 <sup>k</sup>	3,3 <sup>k</sup>	..	..	..	..		
Belize	2015/2016 M	0,017	4,3	16	17	39,8	0,007	0,6	8,4	39,5	20,9	39,6	..	..	..	..		
Bolivie (État plurinational de)	2016 N	0,038	9,1	1 020	1 094	41,7	0,008	1,9	12,1	18,7	31,5	49,8	36,4	2,0	..	..		
Bosnie-Herzégovine	2011/2012 M	0,008 <sup>k</sup>	2,2 <sup>k</sup>	80 <sup>k</sup>	72 <sup>k</sup>	37,9 <sup>k</sup>	0,002 <sup>k</sup>	0,1 <sup>k</sup>	4,1 <sup>k</sup>	79,7 <sup>k</sup>	7,2 <sup>k</sup>	13,1 <sup>k</sup>	16,9	0,1	..	..		
Botswana	2015/2016 N	0,073 <sup>u</sup>	17,2 <sup>u</sup>	405 <sup>u</sup>	446 <sup>u</sup>	42,2 <sup>u</sup>	0,008 <sup>u</sup>	3,5 <sup>u</sup>	19,7 <sup>u</sup>	30,3 <sup>u</sup>	16,5 <sup>u</sup>	53,2 <sup>u</sup>	..	15,4	..	..		
Brésil	2015 N <sup>a</sup>	0,016 <sup>lsv</sup>	3,8 <sup>lsv</sup>	7 883 <sup>lsv</sup>	8 234 <sup>lsv</sup>	42,5 <sup>lsv</sup>	0,008 <sup>lsv</sup>	0,9 <sup>lsv</sup>	6,2 <sup>lsv</sup>	49,8 <sup>lsv</sup>	22,9 <sup>lsv</sup>	27,3 <sup>lsv</sup>	..	5,8	..	..		
Chine	2014 N <sup>a</sup>	0,016 <sup>xy</sup>	3,9 <sup>xy</sup>	53 815 <sup>xy</sup>	55 396 <sup>xy</sup>	41,4 <sup>xy</sup>	0,005 <sup>xy</sup>	0,3 <sup>xy</sup>	17,4 <sup>xy</sup>	35,2 <sup>xy</sup>	39,2 <sup>xy</sup>	25,6 <sup>xy</sup>	0,0	0,1	..	..		
Colombie	2015/2016 D	0,020 <sup>j</sup>	4,8 <sup>j</sup>	2 308 <sup>j</sup>	2 497 <sup>j</sup>	40,6 <sup>j</sup>	0,009 <sup>j</sup>	0,8 <sup>j</sup>	6,2 <sup>j</sup>	12,0 <sup>j</sup>	39,5 <sup>j</sup>	48,5 <sup>j</sup>	39,3	6,6	..	..		
Comores	2012 D	0,181	37,3	255	306	48,5	0,020	16,1	22,3	20,8	31,6	47,6	42,4	18,6	..	..		
Congo	2014/2015 M	0,112	24,3	1 229	1 416	46,0	0,013	9,4	21,3	23,4	20,2	56,4	40,9	35,4	..	..		
Côte d'Ivoire	2016 M	0,236	46,1	11 155	12 659	51,2	0,019	24,5	17,6	19,6	40,4	40,0	39,5	11,4	..	..		
Égypte	2014 D	0,020 <sup>gh</sup>	5,2 <sup>gh</sup>	5 008 <sup>gh</sup>	5 724 <sup>gh</sup>	37,6 <sup>gh</sup>	0,004 <sup>gh</sup>	0,6 <sup>gh</sup>	6,1 <sup>gh</sup>	40,0 <sup>gh</sup>	53,1 <sup>gh</sup>	6,9 <sup>gh</sup>	32,5	1,5	..	..		
El Salvador	2014 M	0,032	7,9	488	496	41,3	0,009	1,7	9,9	15,5	43,4	41,1	26,2	3,6	..	..		
Eswatini (Royaume d')	2014 M	0,081	19,2	216	229	42,3	0,009	4,4	20,9	29,3	17,9	52,8	58,9	36,1	..	..		
Gabon	2012 D	0,070 <sup>q</sup>	15,6 <sup>q</sup>	287 <sup>q</sup>	365 <sup>q</sup>	44,7 <sup>q</sup>	0,013 <sup>q</sup>	5,1 <sup>q</sup>	18,4 <sup>q</sup>	32,7 <sup>q</sup>	21,4 <sup>q</sup>	46,0 <sup>q</sup>	33,4	2,5	..	..		
Guatemala	2014/2015 D	0,134	28,9	4 621	5 086	46,2	0,013	11,2	21,1	26,3	35,0	38,7	59,3	9,5	..	..		
Kazakhstan	2015 M	0,002 <sup>lo</sup>	0,5 <sup>lo</sup>	81 <sup>lo</sup>	87 <sup>lo</sup>	35,6 <sup>lo</sup>	.. <sup>d</sup>	0,0 <sup>lo</sup>	1,8 <sup>lo</sup>	90,4 <sup>lo</sup>	3,1 <sup>lo</sup>	6,4 <sup>lo</sup>	5,2	0,0	..	..		
Kenya	2014 D	0,171 <sup>q</sup>	37,5 <sup>q</sup>	17 176 <sup>q</sup>	19 865 <sup>q</sup>	45,6 <sup>q</sup>	0,014 <sup>q</sup>	12,4 <sup>q</sup>	35,8 <sup>q</sup>	23,5 <sup>q</sup>	15,0 <sup>q</sup>	61,5 <sup>q</sup>	36,1	29,4	..	..		
Libye	2014 P	0,007	2,0	122	135	37,1	0,003	0,1	11,4	39,0	48,6	12,4	..	..	..	..		
Moldova (République de)	2012 M	0,004	0,9	33	29	37,4	.. <sup>d</sup>	0,1	3,7	9,2	42,4	48,4	24,5	0,0	..	..		
Myanmar	2015/2016 D	0,176	38,3	19 883	20 613	45,9	0,015	13,8	21,9	18,5	32,3	49,2	24,8	2,0	..	..		
Namibie	2013 D	0,185 <sup>q</sup>	40,9 <sup>q</sup>	901 <sup>q</sup>	1 034 <sup>q</sup>	45,2 <sup>q</sup>	0,013 <sup>q</sup>	13,1 <sup>q</sup>	19,2 <sup>q</sup>	31,6 <sup>q</sup>	13,9 <sup>q</sup>	54,4 <sup>q</sup>	17,4	15,6	..	..		
Nicaragua	2011/2012 D	0,074 <sup>q</sup>	16,5 <sup>q</sup>	993 <sup>q</sup>	1 128 <sup>q</sup>	45,3 <sup>q</sup>	0,013 <sup>q</sup>	5,6 <sup>q</sup>	13,4 <sup>q</sup>	11,5 <sup>q</sup>	36,2 <sup>q</sup>	52,3 <sup>q</sup>	24,9	3,9	..	..		
Niger	2012 D	0,601 <sup>q</sup>	91,0 <sup>q</sup>	16 333 <sup>q</sup>	22 973 <sup>q</sup>	66,1 <sup>q</sup>	0,026 <sup>q</sup>	76,3 <sup>q</sup>	4,9 <sup>q</sup>	21,4 <sup>q</sup>	36,7 <sup>q</sup>	41,8 <sup>q</sup>	40,8	50,6	..	..		
Paraguay	2016 M	0,019	4,5	282	302	41,9	0,013	1,0	7,2	14,3	38,9	46,8	26,9	0,7	..	..		
Sainte-Lucie	2012 M	0,007 <sup>k</sup>	1,9 <sup>k</sup>	3 <sup>k</sup>	3 <sup>k</sup>	37,5 <sup>k</sup>	.. <sup>d</sup>	0,0 <sup>k</sup>	1,6 <sup>k</sup>	69,5 <sup>k</sup>	7,5 <sup>k</sup>	23,0 <sup>k</sup>	25,0	5,1	..	..		
Afrique du Sud	2016 D	0,025	6,3	3 530	3 716	39,8	0,005	0,9	12,2	39,5	13,1	47,4	55,5	20,5	..	..		
Sri Lanka	2016 N	0,011	2,9	626	636	38,3	0,004	0,3	14,3	32,5	24,4	43,0	4,1	1,0	..	..		
Soudan	2014 M	0,279	52,3	19 363	23 892	53,4	0,023	30,9	17,7	21,1	29,2	49,8	..	15,3	..	..		
Tanzanie (République-Unie de)	2015/2016 D	0,284 <sup>q</sup>	57,1 <sup>q</sup>	31 046 <sup>q</sup>	36 288 <sup>q</sup>	49,8 <sup>q</sup>	0,016 <sup>q</sup>	27,5 <sup>q</sup>	23,4 <sup>q</sup>	22,5 <sup>q</sup>	22,3 <sup>q</sup>	55,2 <sup>q</sup>	26,4	44,9	..	..		
Timor-Leste	2016 D	0,222 <sup>q</sup>	48,3 <sup>q</sup>	591 <sup>q</sup>	637 <sup>q</sup>	45,9 <sup>q</sup>	0,014 <sup>q</sup>	17,4 <sup>q</sup>	26,8 <sup>q</sup>	29,3 <sup>q</sup>	23,1 <sup>q</sup>	47,6 <sup>q</sup>	41,8	24,4	..	..		
Trinité-et-Tobago	2011 M	0,002 <sup>f</sup>	0,6 <sup>f</sup>	9 <sup>f</sup>	10 <sup>f</sup>	38,0 <sup>f</sup>	.. <sup>d</sup>	0,1 <sup>f</sup>	3,7 <sup>f</sup>	45,5 <sup>f</sup>	34,0 <sup>f</sup>	20,5 <sup>f</sup>	..	..	..	..		
Ouganda	2016 D	0,281 <sup>q</sup>	57,2 <sup>q</sup>	22 152 <sup>q</sup>	26 214 <sup>q</sup>	49,2 <sup>q</sup>	0,017 <sup>q</sup>	25,7 <sup>q</sup>	23,6 <sup>q</sup>	24,0 <sup>q</sup>	21,6 <sup>q</sup>	54,5 <sup>q</sup>	20,3	42,2	..	..		
Ukraine	2012 M	0,001 <sup>aj</sup>	0,2 <sup>aj</sup>	111 <sup>aj</sup>	106 <sup>aj</sup>	34,4 <sup>aj</sup>	.. <sup>d</sup>	0,0 <sup>aj</sup>	0,4 <sup>aj</sup>	60,5 <sup>aj</sup>	28,4 <sup>aj</sup>	11,2 <sup>aj</sup>	1,6	0,0	..	..		
Yémen	2013 D	0,245 <sup>q</sup>	48,5 <sup>q</sup>	13 078 <sup>q</sup>	15 985 <sup>q</sup>	50,6 <sup>q</sup>	0,021 <sup>q</sup>	24,3 <sup>q</sup>	22,3 <sup>q</sup>	29,0 <sup>q</sup>	30,4 <sup>q</sup>	40,6 <sup>q</sup>	48,6	19,8	..	..		
Pays en développement	-	0,088	18,2	1 051 611	1 116 713	48,5	0,017	7,9	14,8	24,2	31,6	44,2	20,1	10,5	..	..		
Régions																		
États arabes	-	0,074	15,1	44 119	52 636	48,9	0,019	6,9	9,0	26,1	34,3	39,7	23,4	4,7	..	..		
Asie de l'Est et Pacifique	-	0,022	5,1	102 302	105 845	42,4	0,008	0,9	14,4	28,1	35,8	36,1	3,8	0,8	..	..		
Europe et Asie centrale	-	0,004	1,2	1 671	1 713	37,1	0,003	0,1	2,5	66,7	16,5	16,8	12,2	0,7	..	..		
Amérique latine et Caraïbes	-	0,024	5,6	31 712	33 258	43,1	0,011	1,5	6,5	33,5	27,6	38,9	37,9	4,9	..	..		
Asie du Sud	-	0,091	20,5	380 793	389 488	44,6	0,014	6,9	17,9	27,9	33,7	38,3	22,6	9,2	..	..		
Afrique subsaharienne	-	0,262	49,5	491 015	533 772	52,9	0,022	27,9	18,6	20,6	29,6	49,8	41,1	37,4	..	..		

TABLEAU 6 / L'INDICE DE PAUVRETÉ MULTIDIMENSIONNELLE : PAYS EN DÉVELOPPEMENT

**Notes**

a Tous les indicateurs n'étant pas disponibles pour tous les pays, il convient de faire preuve de prudence dans les comparaisons entre pays. Lorsqu'un indicateur fait défaut, les pondérations des indicateurs disponibles sont ajustées pour atteindre un total de 100 pour cent. Voir la *Note technique n° 5* à l'adresse [http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023\\_technical\\_notes.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf) pour plus de détails.

b *D* désigne les données tirées des enquêtes démographiques et de santé, *M* désigne les données tirées des enquêtes par grappes à indicateurs multiples, *N* désigne les données tirées d'enquêtes nationales et *P* désigne les données tirées de l'Enquête panarabe sur la population et la santé familiale (voir <https://hdr.undp.org/mpi-2023-faqs> and *Methodological Note 55* at <https://ophi.org.uk/mpi-methodological-note-55/> pour la liste d'enquêtes nationales).

c Les données se réfèrent à l'année la plus récente pour laquelle les données étaient disponibles sur la période considérée.

d Valeur non indiquée, car basée sur un petit nombre de personnes souffrant de pauvreté multidimensionnelle.

e Zones urbaines uniquement.

f Prend en compte les décès d'enfants intervenus à un moment quelconque, les dates n'ayant pas été recueillies par l'enquête.

g Estimation révisée à partir de l'IPM 2020.

h Indicateur manquant sur le combustible de cuisson.

i Estimation révisée de l'IPM 2022 d'après la mise à jour des microdonnées de l'enquête.

j Indicateur manquant sur la nutrition.

k Indicateur manquant sur la mortalité infantile.

l Les données sur la mortalité infantile n'ont pas été utilisées car elles ont été recueillies auprès d'un échantillon de femmes âgées de 15 à 49 ans qui n'était pas représentatif de la population féminine de ce groupe d'âge.

m Des données anthropométriques ont été recueillies auprès de tous les enfants de moins de 5 ans et de certaines personnes âgées de 5 ans ou plus. L'établissement de l'indicateur sur la nutrition a été limitée aux enfants de moins de 5 ans car l'échantillon anthropométrique est représentatif de la population de moins de 5 ans.

n L'indicateur relatif à l'assainissement suit la classification nationale selon laquelle une latrine avec dalle est considérée comme une installation sanitaire non améliorée.

o Suivant le rapport national, les latrines sont considérées comme une source améliorée pour l'indicateur sur l'assainissement.

p Quelque 235 ménages étaient présents dans le fichier de données individuelles mais pas dans le fichier de données sur les actifs. On suppose que ces ménages ne possèdent aucun actif pertinent.

q L'échantillon analytique a été limité à l'échantillon de l'enquête par grappes à indicateurs multiples, et son poids a été utilisé, car les informations sur la mortalité

infantile n'ont pas été collectées pour l'échantillon de l'enquête nationale sur la couverture vaccinale.

r Du fait de la forte proportion d'enfants exclus des indicateurs de nutrition en raison de l'absence de mesures, les estimations basées sur l'Enquête par grappes à indicateurs multiples de 2019 en Serbie doivent être interprétées avec prudence. La taille de l'échantillon non pondéré utilisée pour calculer la pauvreté multidimensionnelle est de 82,8 %.

s Indicateur manquant sur la fréquentation scolaire.

t L'échantillon analytique a été limité à l'échantillon de la deuxième vague, car les questions sur le niveau de vie n'ont pas été collectées pour l'échantillon de la première vague.

u Ne sont pris en compte que les décès d'enfants de moins de 5 ans survenus au cours des cinq dernières années et les décès d'enfants âgés de 12 à 18 ans survenus au cours des deux dernières années.

v La méthodologie a été ajustée pour tenir compte de l'absence d'indicateur sur la nutrition et d'un indicateur incomplet sur la mortalité infantile (l'enquête n'a pas recueilli la date des décès d'enfants).

w D'après les données consultées le 7 juin 2016.

x D'après les données disponibles, la mortalité infantile repose sur les décès survenus entre les enquêtes, c'est-à-dire entre 2012 et 2014. Les décès d'enfants déclarés par un adulte de sexe masculin vivant dans le ménage ont été pris en compte, car la date du décès était indiquée.

y Indicateur manquant sur le logement.

**Définitions**

**Indice de pauvreté multidimensionnelle** : proportion de la population souffrant de pauvreté multidimensionnelle, ajustée à l'intensité des privations. Le calcul de l'indice d'inégalité de pauvreté multidimensionnelle est expliqué dans la *Note technique no 5* consultable à l'adresse : [http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023\\_technical\\_notes.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf).

**Taux de pauvreté multidimensionnelle** : pourcentage de la population dont le score de privations est d'au moins 33,3 %. Il est exprimé en part de la population évaluée au cours de l'année de l'enquête, nombre de personnes souffrant de pauvreté multidimensionnelle au cours de l'année de l'enquête et nombre projeté de personnes souffrant de pauvreté multidimensionnelle en 2021.

**Intensité des privations dans la pauvreté multidimensionnelle** : score moyen de privations des personnes en situation de pauvreté multidimensionnelle.

**Inégalités parmi les pauvres** : variance des scores individuels de privations des personnes pauvres. Elle est calculée en soustrayant le score de privations de chaque personne en situation de pauvreté multidimensionnelle de l'intensité, en élevant les différences au carré et en divisant la somme des carrés pondérés par le nombre de personnes souffrant de pauvreté multidimensionnelle.

**Population en situation de pauvreté multidimensionnelle extrême** : pourcentage de la population en situation de pauvreté multidimensionnelle extrême, c'est-à-dire dont le score de privations est de 50 % ou plus.

**Population vulnérable à la pauvreté multidimensionnelle** : pourcentage de la population exposée au risque de privations multiples, c'est-à-dire dont le score de privations est compris entre 20 et 33 %.

**Contribution de la privation à la pauvreté multidimensionnelle globale** : pourcentage de l'indice de pauvreté multidimensionnelle attribué aux privations dans chaque dimension.

**Population vivant en dessous du seuil de pauvreté** : pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté national, jugé approprié pour un pays par ses autorités. Les estimations nationales sont basées sur les estimations des sous-groupes pondérés par la population, provenant des enquêtes sur les ménages.

**Population disposant de moins de 2,15 dollar par jour (PPA pour vivre)** : pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté international de 2,15 dollar (en parité de pouvoir d'achat de 2017) par jour.

**Principales sources de données**

**Colonne 1** : renvoie à l'année et à l'enquête dont les données ont été utilisées pour calculer la valeur de l'indice de pauvreté multidimensionnelle du pays et ses composantes.

**Colonnes 2 à 12** : calculs du BRDH et de l'OPHI sur la base de données sur les privations de santé, d'éducation et de qualité de vie provenant de différentes enquêtes auprès des ménages (voir la colonne 1) en suivant la méthodologie révisée décrite dans la *Note technique n° 5* consultable à l'adresse [http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023\\_technical\\_notes.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf). Les colonnes 4 et 5 utilisent également des données démographiques provenant du DAES (2022).

**Colonnes 13 et 14** : Banque mondiale (2022).

TABLEAU 7

# L'indice de développement humain ajusté aux pressions exercées sur la planète

CLASSEMENT SELON L'IDH	Indice de développement humain (IDH)		IDH ajusté aux pressions exercées sur la planète (IDHP)		Facteur d'ajustement pour les pressions exercées sur la planète	ODD 9.4		ODD 8.4, 12.2	
	Valeur	Valeur	Différence par rapport à la valeur de l'IDH* (%)	Différence par rapport à la valeur de l'IDH <sup>a</sup>		Émissions de dioxyde de carbone par habitant (production)	Indice d'émissions de dioxyde de carbone (production)	Empreinte matières par habitant	Indice d'empreinte matières
<b>Développement humain très élevé</b>									
1 Suisse	0,967	0,826	14,6	-6	0,854	4,1	0,946	33,6	0,761
2 Norvège	0,966	0,808	16,4	-12	0,837	7,6	0,901	32,1	0,772
3 Islande	0,959	0,806	16,0	-14	0,841	9,5	0,876	27,4	0,805
4 Hong Kong, Chine (RAS)	0,956	..	..	..	..	4,4	0,943	..	..
5 Danemark	0,952	0,839	11,9	2	0,881	5,1	0,934	24,2	0,828
5 Suède	0,952	0,839	11,9	2	0,881	3,7	0,952	26,7	0,811
7 Allemagne	0,950	0,833	12,3	1	0,876	8,1	0,894	19,9	0,859
7 Irlande	0,950	0,814	14,3	-4	0,857	7,5	0,902	26,3	0,813
9 Singapour	0,949	0,745	21,5	-38	0,785	9,4	0,877	43,2	0,694
10 Australie	0,946	0,763	19,3	-29	0,807	14,9	0,805	26,9	0,809
10 Pays-Bas	0,946	0,796	15,9	-12	0,842	8,0	0,896	29,8	0,788
12 Belgique	0,942	0,803	14,8	-8	0,852	8,2	0,892	26,5	0,811
12 Finlande	0,942	0,787	16,5	-12	0,835	6,9	0,911	33,9	0,760
12 Liechtenstein	0,942	..	..	..	..	3,7	0,951	..	..
15 Royaume-Uni	0,940	0,846	10,0	12	0,900	5,2	0,933	18,7	0,868
16 Nouvelle-Zélande	0,939	0,814	13,3	4	0,867	6,7	0,913	25,2	0,821
17 Émirats arabes unis	0,937	0,688	26,6	-58	0,735	25,3	0,669	28,2	0,800
18 Canada	0,935	0,726	22,4	-40	0,776	14,1	0,816	37,2	0,736
19 Corée (République de)	0,929	0,775	16,6	-16	0,835	11,9	0,845	24,7	0,825
20 Luxembourg	0,927	0,685	26,1	-58	0,739	13,2	0,828	49,2	0,651
20 États-Unis	0,927	0,740	20,2	-30	0,798	14,9	0,805	29,3	0,792
22 Autriche	0,926	0,789	14,8	-2	0,852	7,4	0,903	28,0	0,801
22 Slovaquie	0,926	0,832	10,2	14	0,898	6,2	0,920	17,4	0,877
24 Japon	0,920	0,809	12,1	10	0,879	8,5	0,889	18,5	0,869
25 Israël	0,915	0,780	14,8	-7	0,852	6,2	0,920	30,2	0,785
25 Malte	0,915	0,806	11,9	6	0,881	3,1	0,960	28,0	0,801
27 Espagne	0,911	0,839	7,9	23	0,921	4,8	0,937	13,3	0,906
28 France	0,910	0,823	9,6	17	0,905	4,8	0,938	18,1	0,872
29 Chypre	0,907	0,803	11,5	8	0,886	5,6	0,926	21,8	0,845
30 Italie	0,906	0,825	8,9	20	0,910	5,7	0,926	14,8	0,895
31 Estonie	0,899	0,766	14,8	-8	0,852	7,8	0,898	27,3	0,806
32 Tchéquie	0,895	0,782	12,6	3	0,874	9,2	0,880	18,6	0,868
33 Grèce	0,893	0,809	9,4	19	0,906	5,5	0,928	16,2	0,885
34 Bahreïn	0,888	0,673	24,2	-54	0,758	26,1	0,660	20,3	0,856
35 Andorre	0,884	..	..	..	..	4,6	0,940	..	..
36 Pologne	0,881	0,780	11,5	3	0,885	8,6	0,887	16,5	0,883
37 Lettonie	0,879	0,782	11,0	7	0,890	3,9	0,950	23,9	0,830
37 Lituanie	0,879	0,748	14,9	-10	0,851	5,0	0,935	32,8	0,767
39 Croatie	0,878	0,807	8,1	21	0,920	4,3	0,944	14,8	0,895
40 Qatar	0,875	0,450	48,6	-108	0,514	39,9	0,479	63,6	0,548
40 Arabie saoudite	0,875	0,690	21,1	-35	0,789	17,6	0,771	27,1	0,808
42 Portugal	0,874	0,807	7,7	24	0,924	3,9	0,949	14,3	0,898
43 Saint-Marin	0,867	..	..	..	..	..	..	..	..
44 Chili	0,860	0,786	8,6	16	0,914	4,6	0,940	15,8	0,888
45 Slovaquie	0,855	0,776	9,2	9	0,907	6,5	0,916	14,2	0,899
45 Turquie	0,855	0,783	8,4	15	0,916	5,3	0,930	13,8	0,902
47 Hongrie	0,851	0,769	9,6	8	0,904	5,0	0,935	17,9	0,873
48 Argentine	0,849	0,782	7,9	17	0,921	4,2	0,945	14,5	0,897
49 Koweït	0,847	0,580	31,5	-68	0,685	24,3	0,683	44,0	0,688
50 Monténégro	0,844	..	..	..	..	3,7	0,952	..	..
51 Saint-Kitts-et-Nevis	0,838	..	..	..	..	4,7	0,939	..	..
52 Uruguay	0,830	0,784	5,5	21	0,945	2,4	0,969	11,2	0,921
53 Roumanie	0,827	0,759	8,2	6	0,917	4,0	0,948	16,0	0,887
54 Antigua-et-Barbuda	0,826	..	..	..	..	6,4	0,916	..	..
55 Brunéi Darussalam	0,823	0,576	30,0	-69	0,700	25,4	0,669	37,8	0,731
56 Fédération de Russie	0,821	0,725	11,7	-8	0,883	11,8	0,846	11,4	0,919
57 Bahamas	0,820	0,744	9,3	3	0,907	5,1	0,933	16,7	0,882

Suite -

TABLEAU 7

CLASSEMENT SELON L'IDH	Indice de développement humain (IDH)		IDH ajusté aux pressions exercées sur la planète (IDHP)		Facteur d'ajustement pour les pressions exercées sur la planète	ODD 9.4	ODD 8.4, 12.2		Indice d'empreinte matières	
	Valeur	Valeur	Différence par rapport à la valeur de l'IDH* (%)	Différence par rapport à la valeur de l'IDH*		Valeur	Émissions de dioxyde de carbone par habitant (production)	Indice d'émissions de dioxyde de carbone (production)		Empreinte matières par habitant
							(tonnes)	Valeur		(tonnes)
57 Panama	0,820	0,773	5,7	16	0,943	2,7	0,965	11,1	0,921	
59 Oman	0,819	0,593	27,6	-55	0,724	15,7	0,795	49,0	0,652	
60 Géorgie	0,814	0,767	5,8	17	0,942	2,9	0,962	10,9	0,922	
60 Trinité-et-Tobago	0,814	..	..	..	..	23,3	0,696	..	..	
62 Barbade	0,809	..	..	..	..	4,4	0,943	..	..	
63 Malaisie	0,807	0,704	12,8	-11	0,872	8,3	0,892	20,8	0,852	
64 Costa Rica	0,806	0,763	5,3	17	0,947	1,5	0,981	12,2	0,913	
65 Serbie	0,805	0,732	9,1	3	0,909	6,0	0,921	14,5	0,897	
66 Thaïlande	0,803	0,750	6,6	14	0,934	3,7	0,951	11,8	0,916	
67 Kazakhstan	0,802	0,688	14,2	-15	0,858	13,3	0,827	15,6	0,889	
67 Seychelles	0,802	..	..	..	..	6,2	0,919	..	..	
69 Bélarus	0,801	..	..	..	..	6,4	0,917	..	..	
<b>Développement humain élevé</b>										
70 Bulgarie	0,799	0,720	9,9	0	0,901	6,1	0,920	16,5	0,883	
71 Palaos	0,797	..	..	..	..	12,3	0,839	..	..	
72 Maurice	0,796	..	..	..	..	3,1	0,959	..	..	
73 Grenade	0,793	..	..	..	..	2,6	0,965	..	..	
74 Albanie	0,789	0,747	5,3	15	0,947	1,7	0,978	11,7	0,917	
75 Chine	0,788	0,679	13,8	-22	0,862	8,0	0,896	24,3	0,828	
76 Arménie	0,786	0,752	4,3	20	0,957	2,5	0,967	7,4	0,948	
77 Mexique	0,781	0,734	6,0	13	0,939	3,7	0,952	10,3	0,927	
78 Iran (République islamique d')	0,780	0,715	8,3	3	0,917	7,8	0,898	8,9	0,937	
78 Sri Lanka	0,780	0,762	2,3	24	0,976	0,9	0,988	5,0	0,965	
80 Bosnie-Herzégovine	0,779	0,710	8,9	3	0,911	6,1	0,920	13,9	0,901	
81 Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,772	..	..	..	..	2,3	0,970	..	..	
82 République dominicaine	0,766	0,732	4,4	14	0,956	2,1	0,972	8,5	0,940	
83 Équateur	0,765	0,733	4,2	17	0,958	2,2	0,971	7,7	0,945	
83 Macédoine du Nord	0,765	0,715	6,5	7	0,935	3,7	0,952	11,6	0,917	
85 Cuba	0,764	0,740	3,1	22	0,968	1,9	0,976	5,6	0,960	
86 Moldova (République de)	0,763	0,731	4,2	16	0,958	1,8	0,976	8,5	0,939	
87 Maldives	0,762	..	..	..	..	3,3	0,957	..	..	
87 Pérou	0,762	0,733	3,8	21	0,962	1,7	0,978	7,8	0,945	
89 Azerbaïdjan	0,760	0,719	5,4	13	0,946	3,7	0,951	8,3	0,941	
89 Brésil	0,760	0,702	7,6	7	0,924	2,3	0,970	17,1	0,879	
91 Colombie	0,758	0,725	4,4	18	0,957	1,9	0,976	8,8	0,937	
92 Libye	0,746	0,661	11,4	-19	0,886	9,5	0,876	14,6	0,896	
93 Algérie	0,745	0,702	5,8	11	0,942	4,1	0,947	8,7	0,938	
94 Turkménistan	0,744	0,662	11,0	-15	0,890	11,0	0,856	10,7	0,924	
95 Guyana	0,742	..	..	..	..	4,4	0,942	..	..	
96 Mongolie	0,741	0,619	16,5	-23	0,836	11,4	0,851	25,3	0,820	
97 Dominique	0,740	..	..	..	..	2,1	0,973	..	..	
98 Tonga	0,739	..	..	..	..	1,8	0,976	..	..	
99 Jordanie	0,736	0,706	4,1	16	0,960	2,0	0,973	7,6	0,946	
100 Ukraine	0,734	0,685	6,7	5	0,934	4,8	0,937	9,8	0,930	
101 Tunisie	0,732	0,701	4,2	14	0,957	2,9	0,962	6,7	0,952	
102 Îles Marshall	0,731	..	..	..	..	3,6	0,953	..	..	
102 Paraguay	0,731	0,684	6,4	4	0,936	1,4	0,982	15,4	0,891	
104 Fidji	0,729	..	..	..	..	1,2	0,985	..	..	
105 Égypte	0,728	0,695	4,5	14	0,955	2,3	0,971	8,4	0,940	
106 Ouzbékistan	0,727	0,696	4,3	16	0,958	3,4	0,955	5,6	0,960	
107 Viet Nam	0,726	0,681	6,2	5	0,938	3,6	0,953	10,8	0,924	
108 Sainte-Lucie	0,725	..	..	..	..	2,6	0,966	..	..	
109 Liban	0,723	0,680	5,9	5	0,940	4,2	0,945	9,2	0,935	
110 Afrique du Sud	0,717	0,667	7,0	-1	0,930	7,2	0,906	6,7	0,953	
111 Palestine (État de)	0,716	0,695	2,9	19	0,970	0,7	0,991	7,1	0,949	
112 Indonésie	0,713	0,685	3,9	14	0,960	2,2	0,971	7,0	0,950	
113 Philippines	0,710	0,687	3,2	16	0,968	1,3	0,984	6,8	0,952	
114 Botswana	0,708	0,677	4,4	8	0,956	2,4	0,969	8,0	0,943	

Suite →

TABLEAU 7

CLASSEMENT SELON L'IDH	Indice de développement humain (IDH)	IDH ajusté aux pressions exercées sur la planète (IDHP)		Facteur d'ajustement pour les pressions exercées sur la planète	ODD 9.4 Émissions de dioxyde de carbone par habitant (production)	Indice d'émissions de dioxyde de carbone (production)	ODD 8.4, 12.2 Empreinte matières par habitant	Indice d'empreinte matières	
	Valeur	Valeur	Différence par rapport à la valeur de l'IDH* (%)	Différence par rapport à la valeur de l'IDH <sup>a</sup>	Valeur	(tonnes)	(tonnes)	Valeur	
	2022	2022	2022	2022	2022	2021	2022	2022	
115 Jamaïque	0,706	0,676	4,2	8	0,957	2,3	0,969	7,7	0,945
116 Samoa	0,702	..	..	..	..	1,2	0,985	..	..
117 Kirghizistan	0,701	0,683	2,6	14	0,975	1,4	0,981	4,4	0,968
118 Belize	0,700	0,668	4,6	7	0,954	1,8	0,977	9,8	0,931
<b>Développement humain moyen</b>									
119 Venezuela (République bolivarienne du)	0,699	0,664	5,0	5	0,950	2,5	0,967	9,4	0,934
120 Bolivie (État plurinational de)	0,698	0,662	5,2	4	0,948	1,8	0,977	11,3	0,920
120 Maroc	0,698	0,672	3,7	10	0,963	2,0	0,974	6,8	0,952
122 Nauru	0,696	..	..	..	..	4,3	0,944	..	..
123 Gabon	0,693	0,667	3,8	10	0,963	2,5	0,967	5,9	0,958
124 Suriname	0,690	..	..	..	..	6,0	0,922	..	..
125 Bhoutan	0,681	0,615	9,7	-3	0,903	1,4	0,982	24,7	0,824
126 Tadjikistan	0,679	0,664	2,2	10	0,978	1,0	0,987	4,4	0,969
127 El Salvador	0,674	0,649	3,7	5	0,963	1,2	0,985	8,2	0,942
128 Iraq	0,673	0,643	4,5	5	0,956	3,9	0,949	5,2	0,963
129 Bangladesh	0,670	0,656	2,1	8	0,980	0,6	0,992	4,6	0,967
130 Nicaragua	0,669	0,642	4,0	6	0,959	0,8	0,990	10,0	0,929
131 Cabo Verde	0,661	..	..	..	..	1,0	0,988	..	..
132 Tuvalu	0,653	..	..	..	..	1,0	0,987	..	..
133 Guinée équatoriale	0,650	0,624	4,0	5	0,960	3,4	0,955	5,0	0,964
134 Inde	0,644	0,625	3,0	7	0,971	1,9	0,975	4,8	0,966
135 Micronésie (États fédérés de)	0,634	..	..	..	..	1,4	0,982	..	..
136 Guatemala	0,629	0,604	4,0	3	0,960	1,1	0,985	9,1	0,935
137 Kiribati	0,628	..	..	..	..	0,5	0,993	..	..
138 Honduras	0,624	0,606	2,9	5	0,972	1,1	0,986	6,1	0,957
139 République démocratique populaire lao	0,620	0,580	6,5	-3	0,936	3,1	0,959	12,2	0,914
140 Vanuatu	0,614	..	..	..	..	0,7	0,991	..	..
141 Sao Tomé-et-Principe	0,613	..	..	..	..	0,7	0,991	..	..
142 Eswatini (Royaume d')	0,610	..	..	..	..	0,9	0,988	..	..
142 Namibie	0,610	0,584	4,3	1	0,958	1,5	0,981	9,2	0,935
144 Myanmar	0,608	0,596	2,0	6	0,980	0,7	0,991	4,5	0,968
145 Ghana	0,602	0,586	2,7	4	0,974	0,6	0,992	6,1	0,957
146 Kenya	0,601	0,590	1,8	6	0,982	0,5	0,994	4,4	0,969
146 Népal	0,601	0,581	3,3	3	0,967	0,5	0,993	8,5	0,940
148 Cambodge	0,600	0,572	4,7	-2	0,953	1,2	0,984	10,9	0,923
149 Congo	0,593	0,580	2,2	4	0,979	1,2	0,984	3,7	0,974
150 Angola	0,591	0,581	1,7	7	0,984	0,5	0,993	3,7	0,974
151 Cameroun	0,587	0,577	1,7	3	0,983	0,4	0,995	4,0	0,972
152 Comores	0,586	..	..	..	..	0,5	0,993	..	..
153 Zambie	0,569	0,561	1,4	1	0,987	0,4	0,994	3,0	0,979
154 Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,568	0,558	1,8	1	0,983	0,8	0,990	3,4	0,976
155 Timor-Leste	0,566	..	..	..	..	0,5	0,993	..	..
156 Îles Salomon	0,562	..	..	..	..	0,4	0,994	..	..
157 République arabe syrienne	0,557	..	..	..	..	1,3	0,983	..	..
158 Haïti	0,552	0,546	1,1	1	0,989	0,2	0,997	2,7	0,981
159 Ouganda	0,550	0,543	1,3	1	0,987	0,1	0,998	3,3	0,977
159 Zimbabwe	0,550	0,541	1,6	0	0,983	0,5	0,993	3,7	0,973
<b>Développement humain faible</b>									
161 Nigéria	0,548	0,539	1,6	-1	0,983	0,6	0,992	3,7	0,974
161 Rwanda	0,548	0,541	1,3	2	0,987	0,1	0,998	3,4	0,976
163 Togo	0,547	0,541	1,1	4	0,989	0,3	0,996	2,5	0,982
164 Mauritanie	0,540	0,520	3,7	-1	0,964	1,0	0,987	8,4	0,940
164 Pakistan	0,540	0,528	2,2	1	0,979	1,0	0,987	4,2	0,970
166 Côte d'Ivoire	0,534	..	..	..	..	0,4	0,994	..	..
167 Tanzanie (République-Unie de)	0,532	0,525	1,3	2	0,986	0,2	0,997	3,4	0,976
168 Lesotho	0,521	..	..	..	..	1,1	0,986	..	..
169 Sénégal	0,517	0,503	2,7	0	0,973	0,7	0,991	6,3	0,955
170 Soudan	0,516	0,506	1,9	2	0,982	0,5	0,994	4,3	0,970

Suite -

TABLEAU 7

	Indice de développement humain (IDH)		IDH ajusté aux pressions exercées sur la planète (IDHP)		Facteur d'ajustement pour les pressions exercées sur la planète	ODD 9.4	ODD 8.4, 12.2		Indice d'empreinte matières	
	Valeur	Valeur	Différence par rapport à la valeur de l'IDH* (%)	Différence par rapport à la valeur de l'IDH*		Valeur	Émissions de dioxyde de carbone par habitant (production)	Indice d'émissions de dioxyde de carbone (production)		Empreinte matières par habitant
							(tonnes)	Valeur		(tonnes)
<b>CLASSEMENT SELON L'IDH</b>	<b>2022</b>	<b>2022</b>	<b>2022</b>	<b>2022</b>	<b>2022</b>	<b>2021</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2022</b>	
171 Djibouti	0,515	0,493	4,3	-1	0,956	0,4	0,995	11,5	0,918	
172 Malawi	0,508	0,501	1,4	2	0,986	0,1	0,999	3,8	0,973	
173 Bénin	0,504	0,494	2,0	2	0,980	0,6	0,992	4,5	0,968	
174 Gambie	0,495	0,489	1,2	1	0,988	0,3	0,996	2,9	0,979	
175 Érythrée	0,493	0,487	1,2	1	0,988	0,2	0,997	3,1	0,978	
176 Éthiopie	0,492	0,485	1,4	1	0,986	0,2	0,998	3,7	0,974	
177 Libéria	0,487	0,482	1,0	0	0,991	0,2	0,998	2,3	0,984	
177 Madagascar	0,487	0,483	0,8	1	0,992	0,1	0,998	2,0	0,986	
179 Guinée-Bissau	0,483	..	..	..	..	0,2	0,998	..	..	
180 Congo (République démocratique du)	0,481	0,477	0,8	1	0,992	0,0	0,999	2,1	0,985	
181 Guinée	0,471	0,462	1,9	1	0,981	0,4	0,995	4,6	0,967	
182 Afghanistan	0,462	0,459	0,6	1	0,994	0,3	0,996	1,2	0,992	
183 Mozambique	0,461	0,456	1,1	1	0,988	0,2	0,997	2,9	0,980	
184 Sierra Leone	0,458	0,452	1,3	1	0,988	0,1	0,998	3,2	0,977	
185 Burkina Faso	0,438	0,433	1,1	0	0,990	0,3	0,997	2,5	0,983	
186 Yémen	0,424	0,420	0,9	0	0,992	0,4	0,995	1,7	0,988	
187 Burundi	0,420	0,417	0,7	0	0,994	0,1	0,999	1,6	0,989	
188 Mali	0,410	0,404	1,5	0	0,986	0,3	0,996	3,3	0,977	
189 Tchad	0,394	0,382	3,0	-2	0,969	0,1	0,998	8,3	0,941	
189 Niger	0,394	0,389	1,3	0	0,987	0,1	0,998	3,5	0,975	
191 République centrafricaine	0,387	0,383	1,0	1	0,989	0,0	0,999	3,1	0,978	
192 Soudan du Sud	0,381	0,376	1,3	0	0,986	0,2	0,998	3,6	0,975	
193 Somalie	0,380	0,376	1,1	1	0,988	0,0	1,000	3,2	0,977	
<b>Autres pays ou territoires</b>										
.. Corée (République populaire démocratique de)	..	..	..	..	..	2,0	0,974	..	..	
.. Monaco	..	..	..	..	..	..	..	..	..	
<b>Groupes de développement humain</b>										
Développement humain très élevé	0,902	0,779	13,6	-	0,863	9,5	0,876	21,0	0,851	
Développement humain élevé	0,764	0,691	9,6	-	0,904	5,5	0,928	16,9	0,880	
Développement humain moyen	0,640	0,622	2,8	-	0,972	1,6	0,979	5,0	0,964	
Développement humain faible	0,517	0,509	1,5	-	0,985	0,4	0,994	3,5	0,975	
Pays en développement	0,694	0,652	6,1	-	0,940	3,5	0,955	10,6	0,924	
<b>Régions</b>										
États arabes	0,704	0,658	6,5	-	0,935	4,6	0,940	10,0	0,929	
Asie de l'Est et Pacifique	0,766	0,683	10,8	-	0,891	6,2	0,919	19,3	0,863	
Europe et Asie centrale	0,802	0,743	7,4	-	0,927	5,3	0,931	10,9	0,923	
Amérique latine et Caraïbes	0,763	0,716	6,2	-	0,939	2,6	0,966	12,4	0,912	
Asie du Sud	0,641	0,622	3,0	-	0,970	1,9	0,975	4,9	0,965	
Afrique subsaharienne	0,549	0,539	1,8	-	0,982	0,7	0,991	3,8	0,973	
Pays les moins avancés	0,542	0,533	1,7	-	0,984	0,4	0,995	3,8	0,973	
Petits États insulaires en développement	0,730	..	..	-	..	2,7	0,965	..	..	
Organisation de coopération et de développement économiques	0,906	0,787	13,1	-	0,869	8,7	0,887	21,0	0,851	
<b>Monde</b>	<b>0,739</b>	<b>0,685</b>	<b>7,3</b>	<b>-</b>	<b>0,926</b>	<b>4,5</b>	<b>0,941</b>	<b>12,5</b>	<b>0,911</b>	

Notes	Définitions	Principales sources de données
<p>a Basé sur les pays pour lesquels l'indice de développement humain ajusté aux pressions exercées sur la planète est calculé.</p>	<p><b>Indice de développement humain (IDH) :</b> un indice composite qui mesure le niveau moyen atteint dans trois dimensions fondamentales du développement humain : vie longue et en bonne santé, connaissances et niveau de vie décent. Le calcul de l'indice de développement humain est expliqué dans la <i>Note technique n° 1</i> à l'adresse suivante : <a href="http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf">http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf</a>.</p> <p><b>IDH ajusté aux pressions exercées sur la planète (IDHP) :</b> valeur de l'IDH ajustée en fonction des émissions de dioxyde de carbone et de l'empreinte matières par habitant pour rendre compte des pressions anthropiques excessives exercées sur la planète. Il devrait être considéré comme une incitation à un changement radical. Le calcul de l'IDHP est expliqué dans la <i>Note technique n° 6</i> (<a href="http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf">http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2023_technical_notes.pdf</a>).</p> <p><b>Différence par rapport à la valeur de l'IDH :</b> différence en pourcentage entre la valeur de l'IDHP et celle de l'IDH, calculée uniquement pour les pays concernant lesquels une valeur de l'IDHP est calculée.</p> <p><b>Différence par rapport au rang de l'IDH :</b> différence entre le rang de l'IDHP et le rang de l'IDH, calculée uniquement pour les pays concernant lesquels une valeur de l'IDHP est calculée.</p> <p><b>Facteur d'ajustement pour les pressions exercées sur la planète :</b> moyenne arithmétique de l'indice d'émissions de dioxyde de carbone et de l'indice d'empreinte matières. Une valeur élevée indique des pressions moindres sur la planète.</p> <p><b>Émissions de dioxyde de carbone par habitant (production) :</b> émissions de dioxyde de carbone d'origine anthropique (consommation de charbon, de pétrole et de gaz pour la combustion et les procédés industriels, torchage de gaz et production de ciment), divisé par la population en milieu d'année. Les valeurs correspondent aux émissions territoriales, c'est-à-dire que les émissions sont attribuées au pays dans lequel elles se produisent.</p> <p><b>Indice d'émissions de dioxyde de carbone (production) :</b> émissions de dioxyde de carbone par habitant (émanant de la production) exprimée sous forme d'indice en utilisant une valeur minimale de 0 et une valeur maximale de 76,61 tonnes par personne. Une valeur élevée indique des pressions moindres sur la planète.</p> <p><b>Empreinte matières par habitant :</b> l'empreinte matières correspond au volume de matières premières extraites attribué à la demande finale intérieure. L'empreinte matières totale est la somme de l'empreinte pour la biomasse, les combustibles fossiles, les minerais métalliques et les minerais non métalliques, et correspond à l'équivalent en matières premières des importations, plus l'extraction intérieure, moins les équivalents en matières premières des exportations.</p> <p><b>Indice d'empreinte matières :</b> l'empreinte matières par habitant exprimée sous forme d'indice en utilisant une valeur minimale de 0 et une valeur maximale de 140,82 tonnes par personne. Une valeur élevée indique des pressions moindres sur la planète.</p>	<p><b>Colonne 1 :</b> calculs du BRDH à partir de données tirées de Barro et Lee (2018), FMI (2023), DAES (2022, 2023), Institut de statistique de l'UNESCO (2023), Division de statistique des Nations Unies (2023) et Banque mondiale (2023).</p> <p><b>Colonne 2 :</b> produit de l'IDH et du coefficient d'ajustement présenté dans la colonne 5.</p> <p><b>Colonne 3 :</b> calculé à partir des données des colonnes 1 et 2.</p> <p><b>Colonne 4 :</b> calculé à partir de l'IDHP et des rangs de l'IDH recalculés pour les pays dont l'IDHP est établi.</p> <p><b>Colonne 5 :</b> calculé à partir des données des colonnes 7 et 9.</p> <p><b>Colonne 6 :</b> Global Carbon Project (2023).</p> <p><b>Colonne 7 :</b> calculé à partir des données de la colonne 6.</p> <p><b>Colonne 8 :</b> Programme des Nations Unies pour l'environnement (2023).</p> <p><b>Colonne 9 :</b> calculé à partir des données de la colonne 8.</p>

---

## Régions en développement

---

### États arabes (20 pays ou territoires)

Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, État de Palestine, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Somalie, Soudan, Tunisie, Yémen

---

### Asie de l'Est et Pacifique (26 pays)

Brunéi Darussalam, Cambodge, Chine, États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Kiribati, Malaisie, Mongolie, Myanmar, Nauru, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Viet Nam

---

### Europe et Asie centrale (17 pays)

Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Macédoine du Nord, Monténégro, République de Moldova, Ouzbékistan, Serbie, Tadjikistan, Türkiye, Turkménistan, Ukraine

---

### Amérique latine et Caraïbes (33 pays)

Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, Équateur, El Salvador, État plurinational de Bolivie, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République bolivarienne du Venezuela, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay

---

### Asie du Sud (9 pays)

Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, République islamique d'Iran, Sri Lanka

---

### Afrique subsaharienne (46 pays)

Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cabo Verde, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Royaume d'Eswatini, Rwanda, São Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Soudan du Sud, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe

**Note :** tous les pays énumérés dans les régions en développement sont inclus dans les agrégats des pays en développement. Les pays inclus dans les agrégats des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement suivent la classification de l'ONU, disponible à l'adresse <https://www.un.org/ohrls/>. La liste des pays inclus dans les agrégats de l'Organisation de coopération et de développement économiques est consultable à l'adresse <http://www.oecd.org/about/membersandpartners/list-oecd-member-countries.htm>.

## Références statistiques

**Note** : les références statistiques concernent les données présentées dans cette Annexe statistique et dans la série complète des tableaux statistiques publiée à l'adresse : <https://hdr.undp.org/en/human-development-report-2023-24>.

**Banque mondiale (2022)**. Base des Indicateurs du développement dans le monde. Washington. <http://data.worldbank.org>. Consulté le 2 mai 2023.

**Banque mondiale (2023)**. Base de données des indicateurs du développement dans le monde. Washington. <http://donnees.banquemondiale.org>. Consulté le 7 novembre 2023.

**Barro, R. J., et J.-W. Lee (2018)**. « Educational Attainment Dataset », révision de juin 2018. <http://www.barrolee.com>. Consulté le 9 août 2023.

**Base de données sur les inégalités mondiales (2022)**. Base de données sur les inégalités mondiales. <http://wid.world>. Consulté le 28 septembre 2023.

**CEDLAS (Center for Distributive, Labor and Social Studies) et Banque mondiale (2023)**. Base de données socioéconomiques pour l'Amérique latine et les Caraïbes. <https://www.cedlas.econo.unlp.edu.ar/wp/en/estadisticas/sedlac/estadisticas/>. Consulté le 19 septembre 2023.

**DAES (Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies) (2022)**. *World Population Prospects: The 2022 Revision*. New York. <https://population.un.org/wpp/>. Consulté le 1<sup>er</sup> août 2023.

**DAES (Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies) (2023)**. *World Economic Situation and Prospects 2023*. <https://www.un.org/development/desa/dpad/publication/world-economic-situation-and-prospects-2023/>. Consulté le 15 novembre 2023.

**Division de statistique des Nations Unies (2023)**. National Accounts Main Aggregates Database. <http://unstats.un.org/unsd/snaama>. Consulté le 15 novembre 2023.

**Eurostat (2023)**. Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie. EU-SILC UDB 2021 - version d'octobre 2023. Bruxelles. <https://ec.europa.eu/eurostat/web/microdata/european-union-statistics-on-income-and-living-conditions>. Consulté le 30 octobre 2023.

**FMI (Fonds monétaire international) (2023)**. Base de données des Perspectives de l'économie mondiale, édition d'octobre 2023. Washington. <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2023/October>. Consulté le 15 novembre 2023.

**Global Carbon Project (2023)**. Global Carbon Atlas. <https://globalcarbonatlas.org/emissions/carbon-emissions/>. Consulté le 24 novembre 2023.

**ICF Macro (diverses années)**. Enquêtes démographiques et de santé. <https://dhsprogram.com>. Consulté le 28 novembre 2023.

**Institut de statistique de l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) (2023)**. UIS Developer Portal, service de téléchargement de données en masse. <https://apiportal.uis.unesco.org/bdds>. Consulté le 19 septembre 2023.

**LIS (Luxembourg Income Study) (2023)**. Base de données de Luxembourg Income Study. <https://www.lisdatacenter.org/data-access>. Consulté le 30 septembre 2023.

**OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) (2023)**. OECD.Stat. <https://stats.oecd.org>. Consulté le 20 septembre 2023.

**OIT (Organisation internationale du Travail) (2023)**. Base de données ILOSTAT. <https://ilostat.ilo.org/data/>. Consulté le 22 novembre 2023.

**Organisation mondiale de la Santé (OMS), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Groupe de la Banque mondiale et Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations (DAES)/Division de la population des Nations Unies (2023)**. *Évolution de la mortalité maternelle : 2000-2020. Estimations de l'OMS, de l'UNICEF, du FNUAP, du Groupe de la Banque mondiale et du DAES/Division de la population des Nations Unies*. Genève : Organisation mondiale de la Santé. <https://www.who.int/publications/i/item/9789240068759>. Consulté le 1<sup>er</sup> août 2023.

**PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement) (2023)**. Base de données sur les flux de matériaux au niveau mondial de l'International Resource Panel. <https://www.resourcepanel.org/global-material-flows-database>. Consulté le 18 décembre 2023.

**UIP (Union interparlementaire) (2023)**. Base de données Parline : Classement mensuel du pourcentage de femmes dans les parlements nationaux. <https://data.ipu.org/women-ranking>. Consulté le 1<sup>er</sup> août 2023.

**UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) (diverses années)**. Enquêtes par grappes à indicateurs multiples. New York. <http://mics.unicef.org>. Consulté le 31 octobre 2023.

**UNU-WIDER (Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'Université des Nations Unies) (2023)**. World Income Inequality Database (WIID) Companion dataset. Version du 28 novembre 2023. <https://www.wider.unu.edu/database/world-income-inequality-database-wiid#WIIDcomp>. Consulté le 28 novembre 2023.



## LES PAYS DE L'INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET LEUR CLASSEMENT, 2022

Afghanistan	182	Djibouti	171	Lettonie	37	République démocratique populaire lao	139
Afrique du Sud	110	Dominique	97	Liban	109	République dominicaine	82
Albanie	74	Égypte	105	Libéria	177	Roumanie	53
Algérie	93	El Salvador	127	Libye	92	Royaume-Uni	15
Allemagne	7	Émirats arabes unis	17	Liechtenstein	12	Rwanda	161
Andorre	35	Équateur	83	Lituanie	37	Sainte-Lucie	108
Angola	150	Érythrée	175	Luxembourg	20	Saint-Kitts-et-Nevis	51
Antigua-et-Barbuda	54	Espagne	27	Macédoine du Nord	83	Saint-Marin	43
Arabie saoudite	40	Estonie	31	Madagascar	177	Saint-Vincent-et-les Grenadines	81
Argentine	48	Eswatini (Royaume d')	142	Malaisie	63	Samoa	116
Arménie	76	États-Unis	20	Malawi	172	Sao Tomé-et-Principe	141
Australie	10	Éthiopie	176	Maldives	87	Sénégal	169
Autriche	22	Fédération de Russie	56	Mali	188	Serbie	65
Azerbaïdjan	89	Fidji	104	Malte	25	Seychelles	67
Bahamas	57	Finlande	12	Maroc	120	Sierra Leone	184
Bahreïn	34	France	28	Maurice	72	Singapour	9
Bangladesh	129	Gabon	123	Mauritanie	164	Slovaquie	45
Barbade	62	Gambie	174	Mexique	77	Slovénie	22
Bélarus	69	Géorgie	60	Micronésie (États fédérés de)	135	Somalie	193
Belgique	12	Ghana	145	Moldova (République de)	86	Soudan du Sud	192
Belize	118	Grèce	33	Monaco		Soudan	170
Bénin	173	Grenade	73	Mongolie	96	Sri Lanka	78
Bhoutan	125	Guatemala	136	Monténégro	50	Suède	5
Bolivie (État plurinational de)	120	Guinée équatoriale	133	Mozambique	183	Suisse	1
Bosnie-Herzégovine	80	Guinée	181	Myanmar	144	Suriname	124
Botswana	114	Guinée-Bissau	179	Namibie	142	Tadjikistan	126
Brésil	89	Guyana	95	Nauru	122	Tanzanie (République-Unie de)	167
Brunéi Darussalam	55	Haïti	158	Népal	146	Tchad	189
Bulgarie	70	Honduras	138	Nicaragua	130	Tchéquie	32
Burkina Faso	185	Hong Kong, Chine (RAS)	4	Niger	189	Thaïlande	66
Burundi	187	Hongrie	47	Nigéria	161	Timor-Leste	155
Cabo Verde	131	Îles Marshall	102	Norvège	2	Togo	163
Cambodge	148	Îles Salomon	156	Nouvelle-Zélande	16	Tonga	98
Cameroun	151	Inde	134	Oman	59	Trinité-et-Tobago	60
Canada	18	Indonésie	112	Ouganda	159	Tunisie	101
Chili	44	Iran (République islamique d')	78	Ouzbékistan	106	Türkiye	45
Chine	75	Iraq	128	Pakistan	164	Turkménistan	94
Chypre	29	Irlande	7	Palaos	71	Tuvalu	132
Colombie	91	Islande	3	Palestine (État de)	111	Ukraine	100
Comores	152	Israël	25	Panama	57	Uruguay	52
Congo (République démocratique du)	180	Italie	30	Papouasie-Nouvelle-Guinée	154	Vanuatu	140
Congo	149	Jamaïque	115	Paraguay	102	Venezuela (République bolivarienne du)	119
Corée (République de)	19	Japon	24	Pays-Bas	10	Viet Nam	107
Corée (République populaire démocratique de)		Jordanie	99	Pérou	87	Yémen	186
Costa Rica	64	Kazakhstan	67	Philippines	113	Zambie	153
Côte d'Ivoire	166	Kenya	146	Pologne	36	Zimbabwe	159
Croatie	39	Kirghizistan	117	Portugal	42		
Cuba	85	Kiribati	137	Qatar	40		
Danemark	5	Koweït	49	République arabe syrienne	157		
		Lesotho	168	République centrafricaine	191		



Programme des Nations Unies pour le développement  
One United Nations Plaza  
New York, NY 10017  
[www.undp.org](http://www.undp.org)

ISBN : 9789210031028

